This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

**Usage guidelines**

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

+ *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.

+ *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.

+ *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.

+ *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

**About Google Book Search**

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at `http://books.google.com/`

**A propos de ce livre**

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

**Consignes d'utilisation**

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

+ *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.

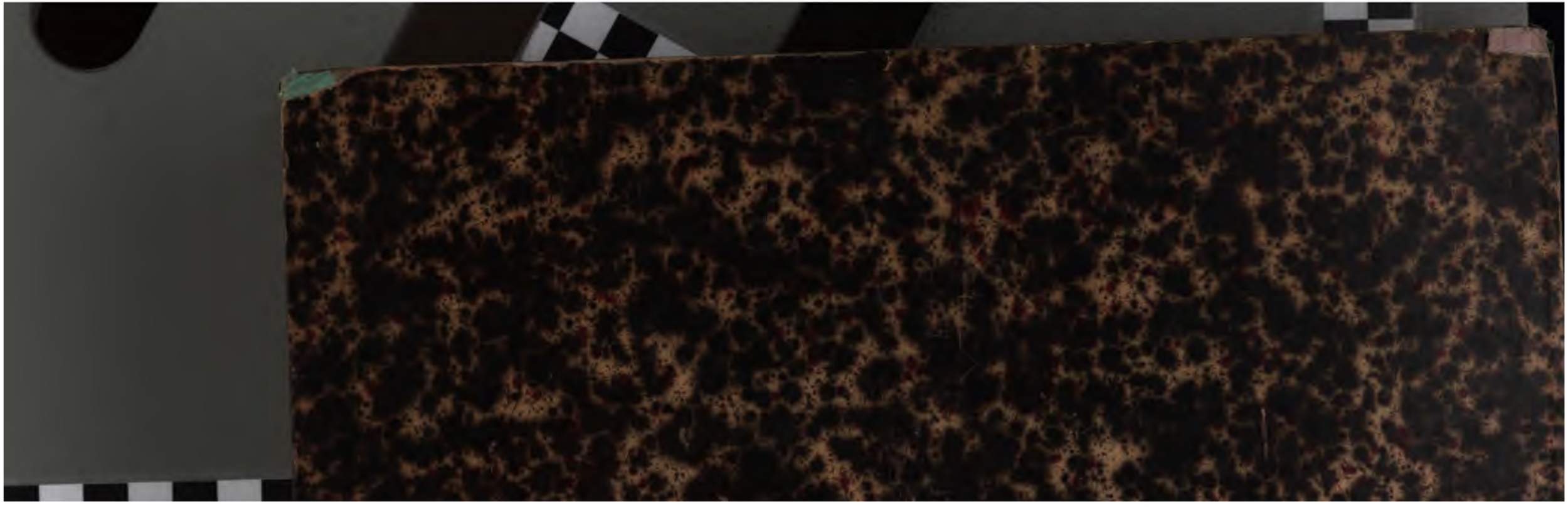
+ *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.

+ *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.

+ *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

**À propos du service Google Recherche de Livres**

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse `http://books.google.com`



ARTES
VERITAS
SCIENTIA
LIBRARY OF THE
UNIVERSITY OF MICHIGAN
TUEBOR

# TABLES ANALYTIQUES

DES

# ANNALES DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

de 1871

---

PREMIÈRE PARTIE

## TABLE DES MATIÈRES

NON·UNI·US·LIBRI

# TABLES ANALYTIQUES

DES

# ANNALES DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

12 FÉVRIER 1871. — 8 MARS 1876

## PREMIÈRE PARTIE

## TABLE DES MATIÈRES

PRÉCÉDÉE DES

DÉCRETS RELATIFS AUX ÉLECTIONS ET AUX POUVOIRS PUBLICS,
DES LISTES DES REPRÉSENTANTS PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE ET PAR DÉPARTEMENTS
ET DU BUREAU DE L'ASSEMBLÉE

RÉDIGÉE AUX ARCHIVES DE LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS

VERSAILLES
CERF ET FILS, IMPRIMEURS DE LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS,
59, RUE DUPLESSIS, 59

1879

Continuations
W. J. Johnston
5-17-49
66805
2 V.

J
341
.H79
Index

# AVERTISSEMENT

Les Tables analytiques des Annales de l'Assemblée nationale de 1871 ont été rédigées aux Archives de la Chambre des Députés, sur le modèle des Tables analytiques des Comptes rendus des Assemblées Nationales, Constituante et Législative, de 1848 à 1851. Mais l'importance de ces Tables, qui embrassent une période de plus de cinq années et se réfèrent aux 45 volumes in-4° des Annales, sans compter les Impressions, les Feuilletons et les Bulletins des Lois, a nécessité leur division en deux volumes. Le premier, actuellement publié, comprend la Table alphabétique et analytique des matières; le second, dont l'impression suivra cette publication, sera formé de la Table alphabétique et nominative des personnes désignées dans ces Annales, avec l'indication des rapports, discours et travaux législatifs de chaque Représentant.

La Table analytique des matières est précédée :

1° Des Lois et Décrets concernant les élections et la constitution des Pouvoirs publics;

2° Des Listes, par ordre alphabétique de noms et de départements, des Représentants élus du 8 février 1871 au 8 mars 1876;

3° Du Tableau présentant la composition du Bureau de l'Assemblée nationale, depuis la première séance de l'Assemblée, à Bordeaux, le 12 février 1871, jusqu'à la dernière réunion, tenue à Versailles le 8 mars 1876, pour la transmission de ses pouvoirs.

# I

# LOIS ET DÉCRETS

RELATIFS AUX

## ÉLECTIONS DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

ET A LA CONSTITUTION

## DES POUVOIRS PUBLICS

(1871-1875)

# § I — LOIS ET DÉCRETS

RELATIFS AUX

# ÉLECTIONS DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

---

*PROCLAMATION au peuple français, suivie d'un Décret portant convocation des Collèges électoraux, à l'effet d'élire une Assemblée Nationale Constituante* (8 Septembre 1870).

. . . . . .

En conséquence,

Le Gouvernement de la Défense nationale,

Décrète :

Art. 1er. — Les Colléges électoraux sont convoqués pour le dimanche 16 Octobre (1) à l'effet d'élire une Assemblée Nationale Constituante.

Art. 2. — Les élections auront lieu au scrutin de liste, conformément à la loi du 15 mars 1849.

Art. 3. — Le nombre des membres de l'Assemblée Constituante sera de sept cent cinquante.

Art. 4. — Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à l'Hôtel-de-Ville de Paris, le 8 Septembre 1870.

Signé : Général TROCHU, JULES FAVRE, EMMANUEL ARAGO, CRÉMIEUX, JULES FERRY, GAMBETTA, GARNIER-PAGÈS, GLAIS-BIZOIN, PELLETAN, E. PICARD, ROCHEFORT, JULES SIMON.

(1) Ces élections, avancées au 2 octobre par le Décret du 16 Septembre, ont été indéfiniment ajournées par celui du 23 Septembre 1870.

*DÉCRET relatif aux Élections pour la prochaine Assemblée Constituante* (15 Septembre 1870).

Le Gouvernement de la Défense nationale.

Décrète :

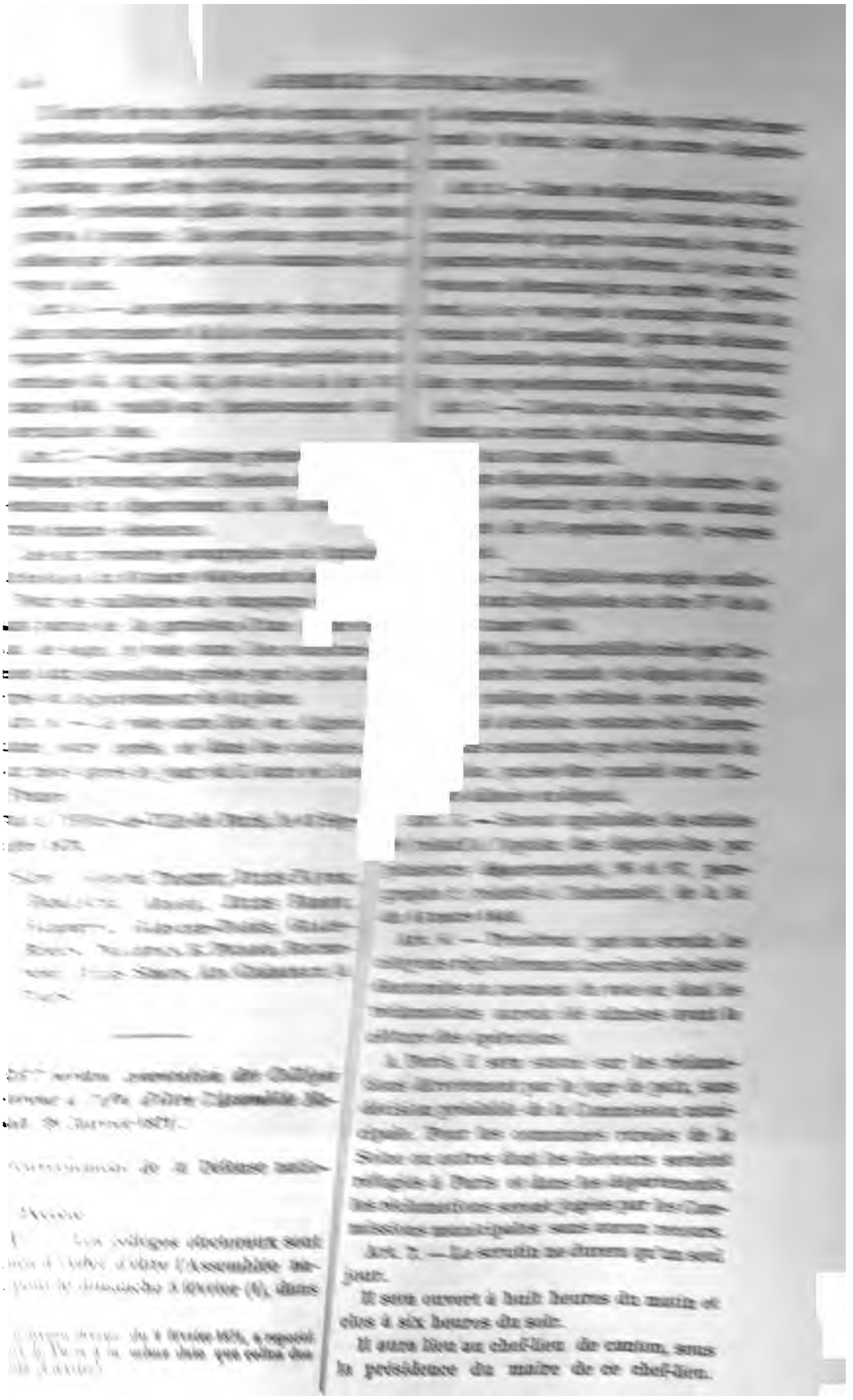
Art. 1er. — Les élections pour la prochaine Assemblée Constituante se feront au moyen des listes électorales actuelles, auxquelles les maires sont autorisés à ajouter, par voie de liste supplémentaire, publiée trois jours avant l'élection, les noms des citoyens qui auront justifié de leur capacité électorale.

Art. 2. — L'éligibilité sera réglée conformément aux dispositions du titre IV de la loi du 15 mars 1849. Toutefois, le délai de six mois indiqué par le paragraphe 1er de l'article 83 est réduit à dix jours.

Art. 3. — Chaque département élira au scrutin de liste le nombre de représentants déterminé par le tableau annexé au présent décret sur la base d'un représentant par cinquante mille habitants, plus un représentant par fraction excédant le chiffre de trente mille habitants.

Art. 4. — Seront applicables les articles 91 (relatif à l'option), 96 et 97, paragraphe 2 (relatifs à l'indemnité), de la loi du 15 mars 1849.

Art. 5. — Le scrutin ne durera qu'un seul jour.



Néanmoins, en raison des circonstances locales, le canton peut être divisé en sections par arrêté préfectoral publié au plus tard la veille de l'élection. Ces sections seront présidées par le maire de la commune où le vote s'accomplira.

Art. 8. — Les opérations du vote auront lieu conformément aux lois actuellement en vigueur. Néanmoins, seront applicables les articles 56, 63, 64, 65, 66 de la loi du 15 mars 1849, relatifs au fonctionnement du scrutin de liste.

Le second tour de scrutin, prévu par l'article 65, aura lieu le quatrième jour après celui de la proclamation du résultat du premier scrutin.

Art. 9. — Les militaires présents sous les drapeaux voteront pour l'élection des députés du département où ils sont inscrits comme électeurs.

Les six premiers paragraphes de l'article 62 de la loi du 15 mars 1849 seront observés. Pour les militaires en campagne ou faisant partie de la garnison d'une place en état de défense, le vote aura lieu conformément aux dispositions prises par le chef du corps ou le commandant de la place.

Art. 10. — Il sera statué par l'Assemblée sur les élections de l'Algérie et des colonies.

Art. 11. — L'Assemblée se réunira à Bordeaux le 12 février.

Fait à Paris, le 29 Janvier 1871.

Signé : Général Trochu, Jules Favre, Jules Ferry, Jules Simon, Ernest Picard, Eugène Pelletan, Garnier-Pagès, Emm. Arago.

TABLEAU DU NOMBRE DES DEPUTÉS A ÉLIRE PAR DÉPARTEMENT.

| DÉPARTEMENTS. | NOMBRE DE DÉPUTÉS à élire. | DÉPARTEMENTS. | NOMBRE DE DÉPUTÉS à élire. |
|---|---|---|---|
| Ain | 7 | Ille-et-Vilaine | 12 |
| Aisne | 11 | Indre | 5 |
| Allier | 7 | Indre-et-Loire | 6 |
| Alpes (Basses-) | 2 | Isère | 12 |
| Alpes (Hautes-) | 3 | Jura | 6 |
| Alpes-Maritimes | 4 | Landes | 6 |
| Ardèche | 8 | Loir-et-Cher | 5 |
| Ardennes | 6 | Loire | 11 |
| Ariége | 5 | Loire (Haute-) | 6 |
| Aube | 5 | Loire-Inférieure | 12 |
| Aude | 6 | Loiret | 7 |
| Aveyron | 8 | Lot | 6 |
| Bouches-du-Rhône | 11 | Lot-et-Garonne | 6 |
| Calvados | 9 | Lozère | 3 |
| Cantal | 5 | Maine-et-Loire | 11 |
| Charente | 7 | Manche | 11 |
| Charente-Inférieure | 10 | Marne | 8 |
| Cher | 7 | Marne (Haute-) | 5 |
| Corrèze | 6 | Mayenne | 7 |
| Corse | 5 | Meurthe | 8 |
| Côte-d'Or | 8 | Meuse | 6 |
| Côtes-du-Nord | 13 | Morbihan | 10 |
| Creuse | 5 | Moselle | 9 |
| Dordogne | 10 | Nièvre | 7 |
| Doubs | 6 | Nord | 28 |
| Drôme | 6 | Oise | 8 |
| Eure | 8 | Orne | 8 |
| Eure-et-Loir | 6 | Pas-de-Calais | 15 |
| Finistère | 13 | Puy-de-Dôme | 11 |
| Gard | 9 | Pyrénées (Basses-) | 9 |
| Garonne (Haute-) | 10 | Pyrénées (Hautes-) | 5 |
| Gers | 6 | Pyrénées-Orientales | 4 |
| Gironde | 14 | Rhin (Bas-) | 12 |
| Hérault | 8 | Rhin (Haut-) | 11 |

| DÉPARTEMENTS. | NOMBRE DE DÉPUTÉS à élire. | DÉPARTEMENTS. | NOMBRE DE DÉPUTÉS à élire. |
|---|---|---|---|
| Rhône | 13 | Tarn | 7 |
| Saône (Haute-) | 6 | Tarn-et-Garonne | 4 |
| Saône-et-Loire | 12 | Var | 6 |
| Sarthe | 9 | Vaucluse | 5 |
| Savoie | 5 | Vendée | 8 |
| Savoie (Haute-) | 5 | Vienne | 6 |
| Seine | 43 | Vienne (Haute-) | 7 |
| Seine-Inférieure | 16 | Vosges | 8 |
| Seine-et-Marne | 7 | Yonne | 7 |
| Seine-et-Oise | 11 | | |
| Sèvres (Deux-) | | TOTAL | 753 |
| Somme | | | |

*DÉCRET concernant les cau*
*électorale* (29 Janvier

Le Gouvernement de la 1
nale,

Considérant que, dan
actuelles, il importe de laisse
toute la latitude de ch
la sincérité électorale, sur
toutes les causes d'i
le législateur de 184

Décrète :

Ne recevront pas leur applica
l'élection de l'Assemblée nationa
ticles 81 à 90 de la loi du 15 mars 1
l'exception des dispositions du para
4 de l'article 82 qui concernent les
et sous-préfets, et du paragraphe 5 de l'article 85.

En conséquence, les préfets et sous-préfets ne seront pas éligibles dans les départements où ils exercent leurs fonctions.

Fait à Paris, le 29 Janvier 1871.

Signé : Général TROCHU, JULES FERRY, JULES SIMON, EMM. ARAGO, GARNIER-PAGÈS, EUGÈNE PELLETAN, ERNEST PICARD.

---

*ARTICLES de la Loi électorale du 15 mars 1849, visés dans les décrets des 15 septembre 1870 et 29 janvier 1871.*

TITRE III. — DES COLLÉGES ÉLECTORAUX.

Art. 56. — Sont valables les bulletins contenant plus ou moins de noms qu'il n'y a de citoyens à élire.

Les derniers noms inscrits au delà de ce nombre ne sont pas comptés.

Art. 62. — Les militaires présents sous le drapeau sont, dans chaque localité, répartis en sections électorales par départements.

Chaque section est présidée par l'officier ou sous-officier le plus élevé en grade, ou, à défaut, par le soldat le plus ancien, assisté de quatre scrutateurs.

Ces quatre scrutateurs sont les deux plus âgés et les deux plus jeunes électeurs présents sachant lire et écrire.

Il est procédé de la même manière pour les marins et ouvriers portés sur les rôles de l'inscription maritime et retenus par leur service hors du lieu de leur résidence habituelle.

Le résultat est, pour chaque département, envoyé au préfet par le président de la section.

Le résultat transmis par le préfet au président du bureau électoral du chef-lieu est compris dans le recensement général des votes du département.

. . . . . .

Art. 63. — Le recensement général des votes étant terminé, le président en fait connaître le résultat. S'il s'agit d'élections à l'Assemblée nationale, le président proclame représentant du peuple, dans la limite du nombre attribué au département par la loi, les candidats qui ont obtenu le plus de voix, selon l'ordre de la majorité relative.

Art. 64. — Néanmoins, nul n'est élu ni proclamé au premier tour de scrutin, s'il n'a réuni un nombre de voix égal au huitième de celui des électeurs inscrits sur la totalité des listes électorales du département.

Art. 65. — Dans le cas où le nombre des candidats réunissant au moins ce chiffre de voix est resté inférieur au nombre de représentants attribué au département par la loi, l'élection est continuée au deuxième dimanche (1) qui suit le jour de la proclamation du résultat du premier scrutin, et alors elle a lieu à la majorité relative, quel que soit le nombre des suffrages obtenus.

Art. 66. — Dans tous les cas où il y a concours par égalité de suffrages, le plus âgé obtient la préférence.

### TITRE IV. — DES ÉLIGIBLES.

Art. 79. — Ne peuvent être élus représentants du peuple :

1° Les individus privés de leurs droits civils et politiques par suite de condamnation, soit à des peines afflictives et infamantes, soit à des peines infamantes seulement ;

2° Ceux auxquels les tribunaux, jugeant correctionnellement, ont interdit le droit de vote, d'élection ou d'éligibilité, par application des lois qui autorisent cette interdiction ;

3° Les condamnés pour crime à l'emprisonnement, par application de l'article 463 du Code pénal ;

4° Les condamnés pour vol, escroquerie, abus de confiance, soustraction commise par des dépositaires de deniers publics, ou attentat aux mœurs prévus par l'article 334 du Code pénal ;

5° Ceux qui ont été condamnés par application des articles 318 et 423 du Code pénal ;

6° Ceux qui ont été condamnés pour délit d'usure ;

7° Ceux qui ont été condamnés pour adultère ;

8° Les accusés contumax ;

9° Les interdits et les citoyens pourvus d'un conseil judiciaire ;

10° Les faillis non réhabilités dont la faillite a été déclarée, soit par les tribunaux français, soit par jugement rendu à l'étranger, mais exécutoire en France.

Toutefois, le paragraphe troisième du présent article n'est applicable ni aux condamnés en matière politique, ni aux condamnés pour coups et blessures, si l'interdiction du droit de vote, d'élection ou d'éligibilité n'a pas été, dans le cas où la loi l'autorise, prononcée par l'arrêt de condamnation.

Art. 80. — Sera déchu de la qualité de représentant du peuple tout membre de l'Assemblée nationale qui, pendant la durée de son mandat législatif, aura été frappé d'une condamnation emportant, aux termes de l'article précédent, l'incapacité d'être élu. La déchéance sera prononcée par l'Assemblée nationale, sur le vu des pièces justificatives.

Art. 82. — Ne peuvent être élus par les départements compris en tout ou en partie dans leur ressort,

. . . .Les préfets, sous-préfets. . . .

Art. 85. — Sont, en vertu de l'article 28 de la Constitution, exceptés de l'incompatibilité prononcée par cet article entre toute fonction publique rétribuée et le mandat de représentant du peuple,

. . . . . Le préfet de la Seine.

### TITRE V. — DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Art. 91. — Le représentant élu dans plusieurs départements doit faire connaître son option au président de l'Assemblée nationale, dans les dix jours qui suivent la déclaration de la validité de ces élections. A défaut d'option dans ce délai, la question est décidée par la voie du sort et en séance publique.

Art. 96. — L'indemnité prescrite par l'article 38 de la Constitution est fixée à neuf mille francs par an. Elle est incompatible avec tous traitements d'activité, de non-activité, ou de disponibilité. Ces traitements restent suspendus pendant la durée de la législature ; toutefois, les représentants du peuple investis des fonctions énumérées dans l'article 85 touchent le traitement afférent à leur fonction, sans pouvoir cumuler avec ce traitement l'indemnité législative.

(1) Voir ci-dessus, p. 5, l'article 8 du décret du 29 janvier 1871.

Les représentants envoyés des colonies reçoivent, en outre, l'indemnité de passage pour l'aller et le retour.

Art. 97. — . . . . . .

L'indemnité fixée pour les représentants pourra être saisie, même en totalité.

---

*INSTRUCTIONS pour les élections dans les départements occupés par les armées allemandes* (30 Janvier 1871).

. . . . . .

Art. 2. — Le maire du chef [illegible] tement fixera le nombre et l[illegible] tions électorales.

Art. 3. — Le vote aura lieu par [illegible] de liste, à la majorité relative.

A raison des obstacles créés [illegible] ce vote sera valable, quel qu[illegible] bre des votants.

Art. 4. — Les procès-verbaux [illegible] dressés dans chaque section sero[illegible] au maire du chef-lieu de dé[illegible] s'opèrera le dépouillement d[illegible] vote sera proclamé.

Art. 5. — Les listes des candidats [illegible] ront, par les soins du maire, des c[illegible] électoraux ou des candidats, être i[illegible] mées, distribuées et affichées.

Fait à Paris, le 30 Janvier 1871.

*Le Ministre de l'Intérieur,*

Signé : JULES FAVRE.

Approuvé par le Gouvernement :

Signé : Général TROCHU, JULES FAVRE, GARNIER-PAGÈS, ERNEST PICARD, JULES FERRY, EUGÈNE PELLETAN, EMM. ARAGO, JULES SIMON.

---

*[illegible] qui charge les Gouverneurs de l'Algérie et des colonies de convoquer les électeurs dans le plus bref délai possible, à l'effet d'élire des Députés à l'Assemblée Nationale* (1er Février 1871).

Le Gouvernement de la Défense nationale,

Considérant qu'il est difficile de fixer dès à présent le jour des élections en Algérie et aux colonies, mais qu'il y a intérêt à ce que ces élections aient lieu le plus tôt possible,

Décrète :

Les gouverneurs de l'Algérie et des colonies sont chargés de convoquer les électeurs dans le plus bref délai possible, à l'effet d'élire des députés à l'Assemblée nationale.

L'Algérie nommera six députés, deux par chacun des départements d'Alger, de [illegible]stantine et d'Oran.

[illegible]es colonies nommeront le nombre de [illegible]utés déterminé par le tableau annexé [illegible] décret du 15 septembre 1870 (1); plus, [illegible] député pour l'Inde française.

[illegible]ait à Paris, le 1er Février 1871.

Signé : Général TROCHU, JULES FAVRE, JULES FERRY, ERNEST PICARD, EMM. ARAGO, EUGÈNE PELLETAN, GARNIER-PAGÈS.

---

*[illegible]CRET qui annule un Décret du 31 Janvier 1871, émané de la Délégation du Gouvernement à Bordeaux et frappant d'inéligibilité diverses catégories de citoyens, éligibles aux termes des Décrets du Gouvernement du 29 Janvier 1871* (4 Février 1871).

Le Gouvernement de la Défense nationale,

Vu un décret, en date du 31 Janvier 1871 (2),

(1) Ce tableau assignait à l'Algérie et aux Colonies 11 députés, savoir :

| | |
|---|---|
| Algérie | 3 |
| Martinique | 2 |
| Guadeloupe | 2 |
| Guyane | 1 |
| Sénégal | 1 |
| Réunion | 2 |

(2) Ce décret était ainsi conçu :

Art. 1er. — Ne pourront être élus Représentants du Peuple à l'Assemblée nationale les individus qui, depuis le 2 décembre 1851 jusqu'au 4 septembre 1870, ont accepté les fonctions de Ministre, Sénateur, Conseiller d'Etat et Préfet.

Art. 2. — Sont également exclus de l'éligibilité à l'Assemblée nationale les individus qui, aux Elections législatives qui ont eu lieu depuis le 2 décembre 1851 jusqu'au 4 septembre 1870, ont accepté la candidature officielle, et dont les noms figurent dans la liste des candidatures recommandées par les Préfets aux suffrages des électeurs et ont été publiés au *Moniteur*

émané de la Délégation du Gouvernement à Bordeaux, par lequel sont frappés d'inéligibilité diverses catégories de citoyens éligibles aux termes des décrets du Gouvernement du 29 Janvier 1871;

Considérant que les restrictions imposées au choix des électeurs par le susdit décret sont incompatibles avec le principe de la liberté du suffrage universel;

Décrète :

Le décret susvisé rendu par la Délégation du Gouvernement à Bordeaux est annulé.

Les décrets du 29 Janvier 1871 sont maintenus dans leur intégrité.

Fait à Paris, le 4 Février 1871.

Signé : Général TROCHU, JULES FAVRE, GARNIER-PAGÈS, ERNEST PICARD, JULES FERRY, EMM. ARAGO, EUGÈNE PELLETAN.

---

*ARRÊTÉ qui attribue un Représentant à la partie du territoire restée française de l'ancien arrondissement de Belfort (Haut-Rhin)* (9 Juin 1871).

Le Président du Conseil, Chef du Pouvoir exécutif de la République française;

Sur le rapport du ministre secrétaire d'Etat au département de l'intérieur,

Vu la loi des 15-18 mars 1849,

Arrête :

Art. 1er. — La partie du territoire restée française de l'ancien arrondissement de Belfort (Haut-Rhin) élira un représentant à l'Assemblée nationale.

Art. 2. — Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Versailles, le 9 Juin 1871.

Signé : A. THIERS.

*Le Ministre de l'Intérieur*,

Signé : F. LAMBRECHT.

---

*LOI relative au vote à la commune.*
(10 Avril 1871).

Art. 1er. — En attendant la présentation et l'adoption d'une nouvelle loi électorale, le vote est rétabli au chef-lieu de chaque commune pour toutes les élections de l'Assemblée nationale qui auront lieu par suite d'option, d'annulation, de démission, de décès ou pour toute autre cause.

Art. 2. — Chaque commune peut elle-même être divisée, par arrêté du préfet, en autant de sections que l'exigent les circonstances locales et le nombre des électeurs inscrits.

Art. 3. — Les colléges électoraux sont présidés par les maires, adjoints et conseillers municipaux suivant l'ordre du tableau. A leur défaut, les présidents sont pris parmi les électeurs les plus âgés sachant lire et écrire.

Dans le cas où, à l'époque des élections dont il s'agit dans la présente loi, il n'aura pas encore été procédé à de nouvelles élections municipales, les colléges électoraux seraient présidés par les membres des derniers conseils élus, suivant l'ordre d'inscription au tableau.

Art. 4. — Jusqu'à ce qu'il en ait été décidé autrement, les dispositions des lois et décrets sur la procédure électorale actuellement en vigueur et non contraires à la présente loi, continueront à être observées.

Délibéré en séance publique à Versailles, les 27 Mars et 10 Avril 1871.

*Le Président*,

Signé : JULES GRÉVY.

*Les Secrétaires*,

Signé : PAUL DE RÉMUSAT, N. JOHNSTON, Marquis DE CASTELLANE, Vicomte DE MEAUX, Baron DE BARANTE.

---

*officiel* avec les mentions : candidat du Gouvernement, candidat de l'administration ou candidat officiel.

Art. 3. — Sont nuls, de nullité absolue, les bulletins de vote portant les noms des individus compris dans les catégories ci-dessus désignées. Ces bulletins ne seront pas comptés dans la supputation des voix.

Art. 4. — Le Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Bordeaux, le 31 janvier 1871.

***LOI relative** à l'inéligibilité des Préfets et Sous-Préfets dans les départements administrés par eux* (2 Mai 1871).

Article unique. — En attendant l'adoption d'une loi organique électorale, les préfets et sous-préfets ne pourront être élus représentants à l'Assemblée nationale dans les départements administrés par eux, et la prohition continuera de subsister pendant les six mois qui suivront la cessation de la fonction.

Toutefois, cette disposition ne s'appliquera pas à ceux de ces fonctionnaires qui, ayant cessé leurs fonctions avant le 29 janvier 1871, se présenteront aux élections partielles auxquelles il devra être procédé par suite d'option, d'annulation, de démission, de décès, ou pour toute autre cause.

Délibéré en séance publique, à Versailles, les 22 et 27 Avril et 2 Mai 1871.

*Le Président,*
Signé : JULES GRÉVY.

*Les Secrétaires,*
Signé : PAUL DE RÉMUSAT, Vicomte DE MEAUX, Baron DE BARANTE, N. JOHNSTON, Marquis DE CASTELLANE, PAUL BETHMONT.

---

*LOI relative à l'interdiction de toutes fonctions publiques salariées aux Membres de l'Assemblée nationale* (25 Avril 1871).

Art. 1er. — Aucun membre de l'Assemblée nationale ne pourra, pendant la durée de son mandat, être nommé à des fonctions publiques salariées, ni, s'il est déjà fonctionnaire, obtenir de l'avancement.

En cas de démission donnée par un membre de l'Assemblée, ces interdictions continueront d'être appliquées au membre démissionnaire pendant les six mois qui suivront sa démission ou jusqu'à la dissolution de l'Assemblée, si cette dissolution a lieu avant l'expiration dudit délai de six mois.

Art. 2. — Sont exceptées des dispositions de l'article précédent :

1° Les fonctions données au concours ou à l'élection ;

2° Les fonctions de ministre, de sous-secrétaire d'Etat, d'ambassadeur, de ministre plénipotentiaire, de préfet de la Seine.

Art. 3. — Les membres de l'Assemblée nationale pourront être chargés par le Gouvernement de missions extraordinaires et temporaires, à l'intérieur et à l'étranger.

Art. 4. — Les officiers de tout grade et de toutes armes, élus représentants, seront considérés comme étant en mission hors cadres pendant la durée de leur mandat.

Art. 5. — Les députés ne peuvent être nommés ou promus dans l'ordre de la Légion d'honneur, excepté pour fait de guerre.

Délibéré en séance publique, à Versailles, les 11 Décembre 1871, 3 Février et 25 Avril 1872.

*Le Président,*
Signé : JULES GRÉVY.

*Les Secrétaires,*
Signé : Vicomte DE MEAUX, PAUL DE RÉMUSAT, Baron DE BARANTE, ALBERT DESJARDINS.

---

*LOI sur le recrutement de l'armée* (23 Avril, 22 Juin et 27 Juillet 1872).

. . . . . .

Art. 5. — Les hommes présents au corps ne prennent part à aucun vote.

Délibéré en séance publique, à Versailles, les 23 avril, 22 Juin et 27 Juillet 1872.

*Le Président,*
Signé : JULES GRÉVY.

*Les Secrétaires,*
Signé : Vicomte DE MEAUX, FRANCISQUE RIVE, Marquis COSTA DE BEAUREGARD, PAUL DE RÉMUSAT.

---

***LOI relative à la majorité requise pour être élu Député à l'Assemblée nationale*** (18 Février 1873).

Art. 1er. — L'élection des Députés à l'Assemblée nationale sera désormais régie par les dispositions des alinéas 1 et 2 de l'article 14 de la loi du 4 mai 1855 sur les Conseils municipaux, ainsi conçus :

« Nul n'est élu au premier tour de scrutin s'il n'a réuni :

» 1° La majorité absolue des suffrages exprimés ;

» 2° Un nombre de suffrages égal au quart de celui des électeurs inscrits.

» Au deuxième tour de scrutin, l'élection a lieu à la majorité relative, quel que soit le nombre des votants. »

Art. 2. — Le second tour de scrutin continuera d'avoir lieu le deuxième dimanche qui suit le jour de la proclamation du résultat du premier scrutin, conformément aux dispositions de l'article 65 de la loi du 15 mars 1849.

Délibéré en séance publique, à Versailles, le 18 Février 1873.

*Le Président,*
Signé : JULES GRÉVY.

*Les Secrétaires,*
Signé : ALBERT DESJARDINS, L. GRIVART, FRANCISQUE RIVE, Vicomte BLIN DE BOURDON.

---

***EXTRAIT des décrets du Président de la République portant convocation des électeurs, les 27 Avril et 11 Mai 1873, à l'effet de pourvoir aux sièges vacants à l'Assemblée nationale*** (2 et 13 Avril 1873).

. . . . . .

Art. 2. — L'éligibilité sera réglée conformément aux dispositions du Titre IV de la loi du 15 Mars 1849.

Toutefois, demeurent suspendus les articles 81 à 90 de la loi du 15 Mars 1849, sous la réserve, en ce qui concerne les préfets et sous-préfets, de la prohibition contenue dans la loi du 2 mai 1871.

Art. 3. — Le vote aura lieu à la commune. Chaque commune pourra être divisée, par arrêté du préfet, en autant de sections que l'exigeront les circonstances locales et le nombre des électeurs inscrits.

Le scrutin s'ouvrira le dimanche.... à six heures du matin, et sera clos le même jour à six heures du soir. Le dépouillement suivra immédiatement.

Art. 4. — La constitution des bureaux électoraux et les opérations du vote auront lieu conformément aux dispositions du Titre II du décret réglementaire du 2 Février 1852, sous la réserve des modifications rappelées dans les articles 3 (§ 2), 5 et 6 du présent décret.

Art. 5. — Nul ne sera élu au premier tour de scrutin, s'il n'a réuni :

1° La majorité absolue des suffrages exprimés ;

2° Un nombre de suffrages égal au quart de celui des électeurs inscrits.

Au deuxième tour de scrutin, l'élection aura lieu à la majorité relative, quel que soit le nombre des votants.

Dans le cas où plusieurs candidats obtiendraient un nombre égal de suffrages, le plus âgé serait proclamé député.

Art. 6. — Le recensement général des votes se fera à l'Hôtel-de-Ville du chef-lieu du département, en séance publique, sous la présidence du juge de paix ou du doyen des juges de paix, avec le concours des présidents ou assesseurs qui auront siégé au chef-lieu.

A Paris, ce recensement aura lieu sous la présidence du doyen des maires.

Art. 7. — Le recensement général des votes étant terminé, le président en fera connaître le résultat. Il proclamera député à l'Assemblée nationale celui des candidats qui aura satisfait aux deux conditions exigées par l'article 1er de la loi du 18 Février 1873.

Art. 8. — Si aucun des candidats n'a obtenu la majorité absolue des suffrages et le vote en sa faveur du quart au moins des électeurs inscrits, un second tour de scrutin aura lieu le deuxième dimanche qui suivra le jour de la proclamation du résultat du premier scrutin.

Art. 9. — Aussitôt après la proclamation du résultat définitif des opérations électorales, un des doubles du procès-verbal de

recensement général, ainsi que des procès-verbaux des assemblées des communes, tant pour le premier que pour le second tour, s'il y a lieu, avec les pièces annexes, seront transmis, par les soins du préfet, au Président de l'Assemblée nationale.

Art. 10. — Les maires des communes où, conformément à l'article 8 du décret réglementaire du 2 Février 1852, il y aurait lieu d'apporter des modifications à la liste électorale arrêtée le 31 Mars dernier, publieront, cinq jours avant l'ouverture du scrutin, un tableau contenant lesdites modifications.

. . . . . .

Signé : A. THIERS.

Par le Président de la République :

*Le Ministre de l'Intérieur*,

Signé : E. DE GOULARD.

---

***DÉCRET** organique pour l'élection des Députés au Corps législatif* (2 Février 1852).

Dispositions en vigueur (1).

TITRE Ier.

. . . . . .

Art. 3. — Le suffrage est direct et universel. Le scrutin est secret.

. . . . . .

Art. 4. — Les colléges électoraux sont convoqués par un décret du Pouvoir exécutif. L'intervalle entre la promulgation du décret et l'ouverture des colléges électoraux est de vingt jours au moins.

Art. 5. — Les opérations électorales sont vérifiées par le Corps législatif, qui est seul juge de leur validité.

. . . . . .

Art. 8. — En cas de vacances par option, décès, démission ou autrement, le collége électoral qui doit pourvoir à la vacance est réuni dans le délai de six mois.

Art. 9. — Les députés ne pourront être recherchés, accusés ni jugés en aucun temps pour les opinions qu'ils auront émises dans le sein du Corps législatif.

Art. 10.— Aucune contrainte par corps ne peut être exercée contre un député durant la session et pendant les six semaines qui l'auront précédée ou suivie.

Art. 11. — Aucun membre du Corps législatif ne peut, pendant la durée de la session, être poursuivi ni arrêté en matière criminelle, sauf le cas de flagrant délit, qu'après que le Corps législatif a autorisé la poursuite.

TITRE II. — DES ÉLECTEURS ET DES LISTES ÉLECTORALES.

Art. 12. — Sont électeurs, sans conditions de cens, tous les Français âgés de vingt et un ans accomplis, jouissant de leurs droits civils et politiques.

Art. 13. — La liste électorale est dressée pour chaque commune par le maire. Elle comprend, par ordre alphabétique :

1° Tous les électeurs habitant dans la commune depuis six mois au moins ;

2° Ceux qui n'ayant pas atteint, lors de la formation de la liste, les conditions d'âge et d'habitation, doivent les acquérir avant la clôture définitive.

Art. 14. — Les militaires en activité de service et les hommes retenus pour le service des ports ou de la flotte, en vertu de leur immatriculation sur les rôles de l'inscription maritime, seront portés sur les listes des communes où ils étaient domiciliés avant leur départ.

. . . . . .

Art. 15. — Ne doivent pas être inscrits sur les listes électorales :

1° Les individus privés de leurs droits civils et politiques par suite de condamnation, soit à des peines afflictives ou infamantes, soit à des peines infamantes seulement ;

2° Ceux auxquels les tribunaux, jugeant correctionnellement, ont interdit le droit de vote et d'élection, par application des lois qui autorisent cette interdiction ;

3° Les condamnés pour crime à l'emprisonnement, par application de l'article 463 du Code pénal ;

4° Ceux qui ont été condamnés à trois

(1) Voir l'article 8 du décret du 29 janvier 1871 (ci-dessus, p. 5), et la circulaire de M. Casimir Périer, Ministre de l'Intérieur, aux Préfets, en date du 30 décembre 1871 (*Journal officiel* du 31 décembre, p. 5374).

mois de prison, par application des articles 318 et 423 du Code pénal ;

5° Les condamnés pour vol, escroquerie, abus de confiance, soustraction commise par les dépositaires de deniers publics, ou attentats aux mœurs, prévus par les articles 330 et 334 du Code pénal, quelle que soit la durée de l'emprisonnement auquel ils ont été condamnés ;

6° Les individus qui, par application de l'article 8 de la loi du 17 mai 1819 et de l'article 3 du décret du 11 août 1848, auront été condamnés pour outrage à la morale publique et religieuse ou aux bonnes mœurs, et pour attaque contre le principe de la propriété et les droits de la famille ;

7° Les individus condamnés à plus de trois mois d'emprisonnement, en vertu des articles 31, 33, 34, 35, 36, 38, 39, 40, 41, 42, 45, 46 de la présente loi ;

8° Les notaires, greffiers et officiers ministériels destitués en vertu de jugements ou décisions judiciaires ;

9° Les condamnés pour vagabondage ou mendicité ;

10° Ceux qui auront été condamnés à trois mois de prison au moins, par application des articles 439, 443, 444, 445, 446, 447 et 452 du Code pénal ;

11° Ceux qui auront été déclarés coupables des délits prévus par les articles 410 et 411 du Code pénal et par la loi du 21 mai 1836 portant prohibition des loteries ;

12° Les militaires condamnés au boulet ou aux travaux publics ;

13° Les individus condamnés à l'emprisonnement, par application des articles 38, 41, 43 et 45 de la loi du 21 mars 1832 sur le recrutement de l'armée ;

14° Les individus condamnés à l'emprisonnement, par application de l'article 1er de la loi du 27 mars 1851 ;

15° Ceux qui ont été condamnés pour délit d'usure ;

16° Les interdits ;

17° Les faillis non réhabilités dont la faillite a été déclarée soit par les tribunaux français, soit par des jugements rendus à l'étranger, mais exécutoires en France.

Art. 16. — Les condamnés à plus d'un mois d'emprisonnement pour rébellion, outrages et violences envers les dépositaires de l'autorité ou de la force publique, pour outrages publics envers un juré à raison de ses fonctions ou envers un témoin à raison de sa déposition, pour délits prévus par la loi sur les attroupements et la loi sur les clubs, et pour infractions à la loi sur le colportage, ne pourront pas être inscrits sur la liste électorale pendant cinq ans, à dater de l'expiration de leur peine.

. . . . . .

Art. 18. — Les listes électorales sont permanentes.

Elles sont l'objet d'une révision annuelle.

Un décret du pouvoir exécutif déterminera les règles et les formes de cette opération.

Art. 19. — Lors de la révision annuelle, et dans les délais qui seront réglés par les décrets du Pouvoir exécutif, tout citoyen omis sur la liste pourra présenter sa réclamation à la mairie. Tout électeur inscrit sur l'une des listes de la circonscription électorale pourra réclamer la radiation ou l'inscription d'un individu omis ou indûment inscrit.

Le même droit appartient aux préfets et aux sous-préfets.

Il sera ouvert, dans chaque mairie, un registre sur lequel les réclamations seront inscrites par ordre de date. Le maire devra donner récépissé de chaque réclamation.

L'électeur dont l'inscription aura été contestée en sera averti sans frais, par le maire, et pourra présenter ses observations.

Art. 20. — Les réclamations seront jugées par une commission composée, à Paris, du maire et de deux adjoints ; partout ailleurs, du maire et de deux membres du conseil municipal désignés par le conseil.

Art. 21. — Notification de la décision sera, dans les trois jours, faite aux parties intéressées par le ministère d'un agent assermenté.

Elles pourront interjeter appel dans les cinq jours de la notification.

Art. 22. — L'appel sera porté devant le juge de paix du canton ; il sera formé par simple déclaration au greffe ; le juge de paix statuera dans les dix jours, sans frais ni forme de procédure et sur simple avertissement donné trois jours à l'avance à toutes les parties intéressées.

Toutefois, si la demande portée devant lui implique la solution préjudicielle d'une

question d'état, il renverra préalablement les parties à se pourvoir devant les juges compétents et fixera un bref délai dans lequel la partie qui aura élevé la question préjudicielle devra justifier de ses diligences.

Il sera procédé, en ce cas, conformément aux articles 855, 856 et 858 du Code de procédure.

Art. 23. — La décision du juge de paix est en dernier ressort, mais elle peut être déférée à la Cour de cassation.

Le pourvoi n'est recevable que s'il est formé dans les dix jours de la notific de la décision.

Il n'est pas suspensif.

Il est formé par simple requête, dén aux défendeurs dans les dix jours qu vent ; il est dispensé de l'intermédiair avocat à la Cour et jugé d'urgence, frais ni consignation d'amende.

Les pièces et mémoires fournis parties sont transmis, sans frais, p greffier de la justice de paix au greffe la Cour de cassation.

La chambre des requêtes de la Co Cassation statue définitivement su pourvoi.

Art. 24. — Tous les actes judiciaires en matière électorale, dispensés du tir et enregistrés gratis.

Les extraits des actes de naissance nécessaires pour établir l'âge des électeurs sont délivrés gratuitement, sur papier libre, à tout réclamant. Ils portent en tête de leur texte l'énonciation de leur destination spéciale et ne peuvent servir à aucune autre.

Art. 25. — L'élection est faite sur la liste révisée pendant toute l'année qui suit la clôture de la liste.

## TITRE III. — DES ÉLIGIBLES.

Art. 26. — Sont éligibles, sans condition de domicile, tous les électeurs âgés de vingt-cinq ans.

. . . . . .

Art. 27 à 30. — (Remplacés par le titre IV de la loi du 15 Mars 1849 (1).

(1) Voir ci-dessus p. 4, l'art. 4 du décret du 29 janvier 1871.

## TITRE IV. — DISPOSITIONS PÉNALES.

Art. 31. — Toute personne qui se sera fait inscrire sur la liste électorale sous de faux noms ou de fausses qualités, ou aura, en se faisant inscrire, dissimulé une incapacité prévue par la loi, ou aura réclamé et obtenu une inscription sur deux ou plusieurs listes, sera punie d'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de 100 fr. à 1,000 fr.

Art. 32. — Celui qui, déchu du droit de voter, soit par suite d'une condamnation judicaire, soit par suite d'une faillite non suivie de réhabilitation, aura voté, soit en vertu d'une inscription sur les listes antérieures à sa déchéance, soit en vertu d'une inscription postérieure, mais opérée sans sa participation, sera punie d'un emprisonnement de quinze jours à trois mois et d'une amende de 20 fr. à 500 fr.

Art. 33. — Quiconque aura voté dans une assemblée électorale, soit en vertu d'une inscription obtenue dans les deux premiers cas prévus par l'article 31, soit en prenant faussement les noms et qualités d'un électeur inscrit, sera puni d'un emprisonnement de six mois à deux ans et d'une amende de 200 fr. à 2,000 fr.

Art. 34. — Sera puni de la même peine tout citoyen qui aura profité d'une inscription multiple pour voter plus d'une fois.

Art. 35. — Quiconque étant chargé, dans un scrutin, de recevoir, compter ou dépouiller les bulletins contenant les suffrages des citoyens, aura soustrait, ajouté ou altéré des bulletins, ou lu un nom autre que celui inscrit, sera puni d'un emprisonnement d'un an à cinq ans et d'une amende de 500 fr. à 5,000 fr.

Art. 36. — La même peine sera appliquée à tout individu qui, chargé par un électeur d'écrire son suffrage, aura inscrit sur le bulletin un nom autre que celui qui lui était désigné.

Art. 37. — L'entrée dans l'assemblée électorale avec armes apparentes est interdite. En cas d'infraction, le contrevenant sera passible d'une amende de 16 fr. à 100 fr.

La peine sera d'un emprisonnement de

quinze jours à trois mois et d'une amende de 50 fr. à 300 fr. si les armes étaient cachées.

Art. 38. — Quiconque aura donné, promis ou reçu des deniers, effets ou valeurs quelconques, sous la condition soit de donner ou de procurer un suffrage, soit de s'abstenir de voter, sera puni d'un emprisonnement de trois mois à deux ans et d'une amende de 500 fr. à 5,000 fr.

Seront punis des mêmes peines ceux qui, sous les mêmes conditions, auront fait ou accepté l'offre ou la promesse d'emplois publics ou privés.

Si le coupable est fonctionnaire public, la peine sera du double.

Art. 39. — Ceux qui, par voies de fait, violences ou menaces contre un électeur, soit en lui faisant craindre de perdre son emploi ou d'exposer à un dommage sa personne, sa famille ou sa fortune, l'auront déterminé à s'abstenir de voter, ou auront influencé un vote, seront punis d'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de 100 fr. à 1,000 fr. ; la peine sera du double si le coupable est fonctionnaire public.

Art. 40. — Ceux qui, à l'aide de fausses nouvelles, bruits calomnieux ou autres manœuvres frauduleuses, auront surpris ou détourné des suffrages, déterminé un ou plusieurs électeurs à s'abstenir de voter seront punis d'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de 100 fr. à 2,000 fr.

Art. 41. — Lorsque, par attroupements, clameurs ou démonstrations menaçantes, on aura troublé les opérations d'un collége électoral, porté atteinte à l'exercice du droit électoral ou à la liberté du vote, les coupables seront punis d'un emprisonnement de trois mois à deux ans et d'une amende de 100 fr. à 2,000 fr.

Art. 42. — Toute irruption dans un collége électoral consommée ou tentée avec violence, en vue d'empêcher un choix, sera punie d'un emprisonnement d'un an à cinq ans, et d'une amende de 1,000 fr. à 5,000 fr.

Art. 43. — Si les coupables étaient porteurs d'armes, ou si le scrutin a été violé, la peine sera la réclusion.

Art. 44. — Elle sera des travaux forcés à temps si le crime a été commis par suite d'un plan concerté pour être exécuté soit dans toute la République, soit dans un ou plusieurs départements, soit dans un ou plusieurs arrondissements.

Art. 45. — Les membres d'un collége électoral qui, pendant la réunion, se sont rendus coupables d'outrages ou de violences, soit envers le bureau, soit envers l'un de ses membres, ou qui, par voies de fait ou menaces, auront retardé ou empêché les opérations électorales, seront punis d'un emprisonnement d'un mois à un an, et d'une amende de 100 fr. à 2,000 fr.

Si le scrutin a été violé, l'emprisonnement sera d'un an à cinq ans, et l'amende de 1,000 fr. à 5,000 fr.

Art. 46. — L'enlèvement de l'urne contenant les suffrages émis et non encore dépouillés sera puni d'un emprisonnement d'un an à cinq ans, et d'une amende de 1,000 fr. à 5,000 fr.

Si cet enlèvement a été effectué en réunion et avec violence, la peine sera la réclusion.

Art. 47. — La violation du scrutin faite soit par les membres du bureau, soit par les agents de l'autorité préposés à la garde des bulletins non encore dépouillés, sera punie de la peine de la réclusion.

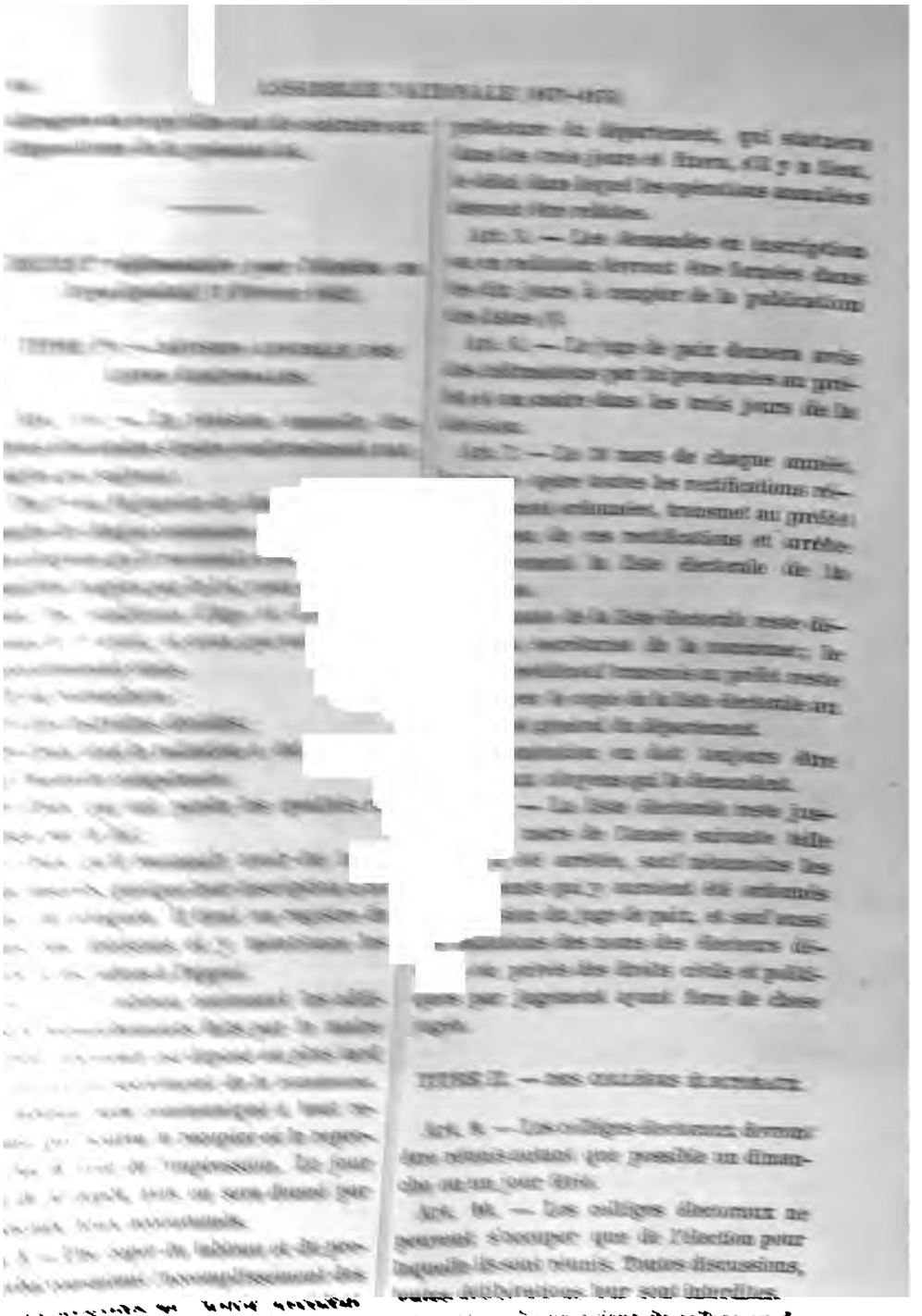
Art. 48. — Les crimes prévus par la présente loi seront jugés par la cour d'assises, et les délits par les tribunaux correctionnels. L'article 463 du Code pénal pourra être appliqué.

Art. 49. — En cas de conviction de plusieurs crimes ou délits prévus par la présente loi, et commis antérieurement au premier acte de poursuite, la peine la plus forte sera seule appliquée.

Art. 50. — L'action publique et l'action civile seront prescrites après trois mois, à partir du jour de la proclamation du résultat de l'élection.

Art. 51. — La condamnation, s'il en est prononcé, ne pourra, en aucun cas, avoir pour effet d'annuler l'élection déclarée valide par les pouvoirs compétents, ou dûment définitive par l'absence de toute protestation régulière formée dans le délai voulu par les lois spéciales.

Art. 52. — Les lois antérieures sont



Art. 13. — Le président du collège ou de la section a seul la police de l'assemblée.

Nulle force armée ne peut, sans son autorisation, être placée dans la salle des séances, ni aux abords du lieu où se tient l'assemblée.

1° Ce délai a été porté à vingt jours par le décret du 15 janvier 1906 qui a rapporté l'art. 5 du décret réglementaire du 2 février 1852.

Les autorités civiles et les commandants militaires sont tenus de déférer à ses réquisitions.

Art. 12. — Le bureau de chaque collége ou section est composé d'un président, de quatre assesseurs et d'un secrétaire choisi par eux parmi les électeurs.

Dans les délibérations du bureau, le secrétaire n'a que voix consultative.

Art. 13. — Les colléges et sections sont présidés par les maires, adjoints et conseillers municipaux de la commune; à leur défaut, les présidents sont désignés par le maire parmi les électeurs sachant lire et écrire.

A Paris, les sections sont présidées, dans chaque arrondissement, par le maire; les adjoints ou les électeurs désignés par eux.

Art. 14. — Les assesseurs sont pris, suivant l'ordre du tableau, parmi les conseillers municipaux sachant lire et écrire; à leur défaut, les assesseurs sont les deux plus âgés et les deux plus jeunes électeurs présents sachant lire et écrire.

A Paris, les fonctions d'assesseur sont remplies dans chaque section par les deux plus âgés et les deux plus jeunes électeurs sachant lire et écrire.

Art. 15. — Trois membres du bureau au moins doivent être présents pendant tout le cours des opérations du collége.

Art. 16. — Le bureau prononce provisoirement sur les difficultés qui s'élèvent touchant les opérations du collége ou de la section.

Ses décisions sont motivées.

Toutes les réclamations et décisions sont inscrites au procès-verbal; les pièces ou bulletins qui s'y rapportent y sont annexés après avoir été parafés par le bureau.

Art. 17. — Pendant toute la durée des opérations électorales, une copie officielle de la liste des électeurs, contenant les noms, domicile et qualification de chacun des inscrits, reste déposée sur la table autour de laquelle siége le bureau.

Art. 18. — Tout électeur inscrit sur cette liste a le droit de prendre part au vote.

Néanmoins, ce droit est suspendu pour les détenus, pour les accusés contumaces et pour les personnes non interdites, mais retenues, en vertu de la loi du 30 juin 1838, dans un établissement publics d'aliénés.

Art. 19. — Nul ne peut être admis à voter s'il n'est inscrit sur la liste.

Toutefois, seront admis au vote, quoique non inscrits, les citoyens porteurs d'une décision du juge de paix ordonnant leur inscription, ou d'un arrêt de la Cour de cassation annulant un jugement qui aurait prononcé une radiation.

Art. 20. — Nul électeur ne peut entrer dans le collége électoral s'il est porteur d'armes quelconques.

Art. 21. — Les électeurs sont appelés successivement par ordre alphabétique.

Ils apportent un bulletin préparé en dehors de l'assemblée.

Le papier du bulletin doit être blanc et sans signes extérieurs.

Art. 22. — A l'appel de son nom, l'électeur remet au président son bulletin fermé.

Le président le dépose dans la boîte du scrutin, laquelle doit, avant le commencement du vote, avoir été fermée à deux serrures, dont les clefs restent, l'une entre les mains du président, l'autre entre celles du scrutateur le plus âgé.

Art. 23. — Le vote de chaque électeur est constaté par la signature ou le parafe de l'un des membres du bureau, apposé sur la liste, en marge du nom du votant.

Art. 24. — L'appel étant terminé, il est procédé au réappel de tous ceux qui n'ont pas voté.

Art. 25 et 26. — (Remplacés par l'article 7 du Décret du 29 Janvier 1871) (1).

. . . . . .

Art. 27. — Après la clôture du scrutin, il est procédé au dépouillement de la manière suivante :

La boîte du scrutin est ouverte et le nombre des bulletins vérifiés.

Si ce nombre est plus grand ou moindre que celui des votants, il en est fait mention au procès-verbal.

Le bureau désigne parmi les électeurs présents un certain nombre de scrutateurs sachant lire et écrire, lesquels se divisent par tables de quatre au moins. Le président répartit entre diverses tables les bulletins à vérifier.

A chaque table, l'un des scrutateurs lit chaque bulletin à haute voix et le passe à

(1) Voy. ci-dessus, page 4.

un autre scrutateur; les noms portés sur les bulletins sont relevés sur des listes préparées à cet effet.

Art. 28. — Le président et les membres du bureau surveillent l'opération du dépouillement. Néanmoins, dans les collèges ou sections où il sera présenté moins de trois cents votants, le bureau pourra procéder lui-même, et sans l'intervention de scrutateurs supplémentaires, au dépouillement du scrutin.

Art. 29. — Les tables sur lesquelles père le dépouillement du scrutin sont posées de telle sorte que les électeurs sent circuler alentour.

Art. 30. — Les bulletins blancs, ce contenant pas une désignation sui ou dans lesquels les votants se f naître, n'entrent point en compte résultat du dépouillement, mais s annexés au procès-verbal.

Art. 31. — Immédiatement pouillement, le résultat du scruti public, et les bulletins autres que qui, conformément aux articles doivent être annexés au procès-ver brûlés en présence des électeurs.

Art. 32. — Pour les collèges divisés e plusieurs sections, le dépouillement du sc se fait dans chaque section. Le résulta immédiatement arrêté et signé par le bureau ; il est ensuite porté par le présid au bureau de la première section, qui, en présence des présidents des autres sections, opère le recensement général des votes et en proclame le résultat.

Art. 33. — Les procès-verbaux des opérations électorales de chaque commune sont rédigés en double. L'un de ces doubles reste déposé au secrétariat de la mairie ; l'autre double est transmis au sous-préfet de l'arrondissement, qui le fait parvenir au préfet du département.

Art. 34 à 37. — (Remplacés par les articles 63, 65 et 66 de la Loi du 15 mars 1849, remise en vigueur, et par les articles 6 à 9 des Décrets des 2 et 43 Avril 1871 [1].

- - - - - - - - - - - - - - - -

---

*LOI relative aux élections partielles à l'Assemblée nationale* (31 Mai 1873).

Article unique. — A partir de la promulgation de la présente loi, et jusqu'aux prochaines élections générales, il ne sera procédé à aucune élection partielle [2].

Délibéré en séance publique, à Versailles, le 13 Mai 1873.

*Le Président,*

Signé : Duc d'Audiffret-Pasquier.

*Les Secrétaires,*

Signé : Félix Voisin, E. Lamy, Vicomte Rlix de Bourdon, Louis de Ségur, T. Duchatel, E. de Cazenove de Pradine.

Le Président de la République promulgue la présente loi.

Signé : Maréchal de Mac Mahon, duc de Magenta.

*Le Vice-Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur,*

Signé : L. Buffet.

(1) Voir ci-dessus, pages 3 et 11.

(2) La loi du 30 décembre 1875 a fixé au 30 janvier 1876 la date des élections des Sénateurs, et au 20 février celle des élections des Députés. Les pouvoirs de l'Assemblée nationale, aux termes de la même loi, ont pris fin le 6 mars 1876, date de la réunion, à Versailles, du Sénat et de la Chambre des Députés.

# § II. — LOIS, DÉCRETS ET RÉSOLUTIONS

DE

## L'ASSEMBLÉE NATIONALE

RELATIFS A

## LA CONSTITUTION DES POUVOIRS PUBLICS

---

***RÉSOLUTION** de l'Assemblée nationale ayant pour objet de nommer M. Thiers Chef du Pouvoir exécutif de la République française* (17 Février 1871).

L'ASSEMBLÉE NATIONALE, dépositaire de l'autorité souveraine,

Considérant qu'il importe, en attendant qu'il soit statué sur les institutions de la France, de pourvoir immédiatement aux nécessités du Gouvernement et à la conduite des négociations,

Décrète :

M. THIERS est nommé Chef du Pouvoir exécutif de la République française ; il exercera ses fonctions, sous l'autorité de l'Assemblée nationale, avec le concours des Ministres qu'il aura choisis et qu'il présidera.

Délibéré en séance publique, à Bordeaux, le 17 Février 1871.

*Le Président*,
Signé : JULES GRÉVY.

*Les Secrétaires*,
Signé : PAUL BETHMONT, PAUL DE RÉMUSAT, B. DE BARANTE, N. JOHNSTON.

---

***LOI** portant que le Chef du Pouvoir exécutif prendra le titre de Président de la République française* (31 Août 1871).

Art. 1er. — Le Chef du Pouvoir exécutif prendra le titre de Président de la République française et continuera d'exercer, sous l'autorité de l'Assemblée nationale, tant qu'elle n'aura pas terminé ses travaux, les fonctions qui lui ont été déléguées par décret du 17 février 1871.

Art. 2. — Le Président de la République promulgue les lois dès qu'elles lui sont transmises par le Président de l'Assemblée nationale.

Il assure et surveille l'exécution des lois.

Il réside au lieu où siége l'Assemblée.

Il est entendu par l'Assemblée nationale toutes les fois qu'il le croit nécessaire, et après avoir informé de son intention le Président de l'Assemblée.

Il nomme et révoque les Ministres. Le Conseil des Ministres et les Ministres sont responsables devant l'Assemblée.

Chacun des actes du Président de la République doit être contresigné par un Ministre.

Art. 3. — Le Président de la République est responsable devant l'Assemblée.

Délibéré en séance publique, à Versailles, le 31 Août 1871.

*Le Président,*

Signé : JULES GRÉVY.

*Les Secrétaires,*

Signé : PAUL DE RÉMUSAT, Baron DE BARANTE, Marquis DE CASTELLANE, N. JOHNSTON, PAUL BETHMONT, Vicomte DE MEAUX.

*Le Président de la Répub*

Signe : A. THIERS.

*Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,*

Signé : J. DUFAURE.

---

*LOI portant que l'Assemblée n*
*Pouvoir exécutif et les Ministr*
*à résider à Versailles* (8 Sep

Art. 1er. — L'Assemblée
Pouvoir exécutif et les Ministr
à résider à Versailles.

Art. 2. — Une Commission de
membres, nommée par les bureaux, p
sera les mesures à prendre pour ass
avec le concours du Gouvernement, l'
cution de l'article 1er.

Délibéré en séance publique, à Vers
le 8 Septembre 1871.

*Le Président,*

Signé : JULES GRÉVY.

*Les Secrétaires,*

Signé : Baron DE BARANTE, PAUL DE RÉMUSAT, PAUL BETHMONT, N. JOHNSTON, Vicomte DE MEAUX.

*Le Président de la République française,*

Signé : A. THIERS.

*Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,*

Signé : J. DUFAURE.

---

*LOI qui règle les attributions des pouvoirs publics et les conditions de la responsabilité ministérielle* (13 Mars 1873).

L'ASSEMBLÉE NATIONALE, réservant dans son intégrité le pouvoir constituant qui lui appartient, mais voulant apporter des améliorations aux attributions des pouvoirs publics,

Décrète :

Art. 1er. — La loi du 31 Août est modifiée ainsi qu'il suit :

Le Président de la République commu- ique avec l'Assemblée par des messages i, à l'exception de ceux par lesquels ouvrent les sessions, sont lus à la tribune un ministre.

éanmoins, il sera entendu par l'Assem- dans la discussion des lois, lorsqu'il gera nécessaire, et après l'avoir infor- de son intention par un message.

discussion à l'occasion de laquelle le sident de la République veut prendre la role est suspendue après la réception du essage, et le Président sera entendu le emain, à moins qu'un vote spécial ne de qu'il le sera le même jour. La séance levée après qu'il a été entendu, et la scussion n'est reprise qu'à une séance ultérieure. La délibération a lieu hors la présence du Président de la République.

Art. 2. — Le Président de la République promulgue les lois déclarées d'urgence dans les trois jours, et les lois non urgentes dans le mois, après le vote de l'Assemblée.

Dans le délai de trois jours, lorsqu'il s'agira d'une loi non soumise à trois lectures, le Président de la République aura le droit de demander, par un message motivé, une nouvelle délibération.

Pour les lois soumises à la formalité des trois lectures, le Président de la République aura le droit, après la seconde, de demander que la mise à l'ordre du jour pour la troisième délibération ne soit fixée qu'après le délai de deux mois.

Art. 3. — Les dispositions de l'article précédent ne s'appliqueront pas aux actes par lesquels l'Assemblée nationale exercera le pouvoir constituant qu'elle s'est réservé dans le préambule de la présente loi.

Art. 4. — Les interpellations ne peuvent être adressées qu'aux ministres, et non au Président de la République.

Lorsque les interpellations adressées aux ministres, ou les pétitions envoyées à l'Assemblée, se rapportent aux affaires extérieures, le Président de la République aura le droit d'être entendu.

Lorsque ces interpellations ou ces pétitions auront trait à la politique intérieure, les ministres répondront seuls des actes qui les concernent ; néanmoins si, par une délibération spéciale, communiquée à l'Assemblée, avant l'ouverture de la discussion, par le vice-président du conseil des ministres, le conseil déclare que les questions soulevées se rattachent à la politique générale du Gouvernement, et engagent ainsi la responsabilité du Président de la République, le Président aura le droit d'être entendu dans les formes déterminées par l'article 1er.

Après avoir entendu le vice-président du conseil, l'Assemblée fixe le jour de la discussion.

Art. 5. — L'Assemblée nationale ne se séparera pas avant d'avoir statué :

1° Sur l'organisation et le mode de transmission des pouvoirs législatif et exécutif (1) ;

2° Sur la création et les attributions d'une seconde Chambre ne devant entrer en fonctions qu'après la séparation de l'Assemblée actuelle (2) ;

3° Sur la loi électorale (3).

Le Gouvernement soumettra à l'Assemblée des projets de loi sur les objets ci-dessus énumérés.

Délibéré, en séance publique, à Versailles, le 13 mars 1873.

*Le Président*,
Signé : JULES GRÉVY.

*Les Secrétaires* :

Signé : FRANCISQUE RIVE, ALBERT DESJARDINS, E. DE CAZENOVE DE PRADINE, L. GRIVART, FÉLIX VOISIN.

*Le Président de la République*,
Signé : A. THIERS.

*Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*,
Signé : J. DUFAURE.

(1) Lois du 25 février et du 16 juillet 1875 sur l'organisation et les rapports des Pouvoirs publics.
(2) Loi du 24 février 1875, relative à l'organisation du Sénat.
(3) Lois des 2 août et 30 novembre 1875, sur les élections des Sénateurs et des Députés.

---

*RÉSOLUTION portant nomination de M. le Maréchal de Mac Mahon duc de Magenta, à la Présidence de la République française* (24 Mai 1873).

Il résulte des procès-verbaux de l'ASSEMBLÉE NATIONALE que dans sa troisième séance du 24 mai 1873, l'Assemblée a nommé M. le maréchal de MAC MAHON duc de MAGENTA, Président de la République française, en remplacement de M. THIERS, démissionnaire.

Pour extrait conforme : Versailles, le 24 mai 1873.

*Le Président*,
Signé : L. BUFFET.

*Les Secrétaires*,
Signé : FÉLIX VOISIN, L. GRIVART, ALBERT DESJARDINS, E. DE CAZENOVE DE PRADINE, vicomte BLIN DE BOURDON, FRANCISQUE RIVE.

---

*LOI qui confie le Pouvoir exécutif pour sept ans au Maréchal de Mac Mahon, duc de Magenta* (20 Novembre 1873).

Art. 1er. — Le pouvoir exécutif est confié pour sept ans au maréchal de MAC MAHON, duc de MAGENTA, à partir de la promulgation de la présente loi.

Ce pouvoir continuera à être exercé avec le titre de *Président de la République*, et dans les conditions actuelles jusqu'aux modifications qui pourraient y être apportées par les lois constitutionnelles.

Art. 2. — Dans les trois jours qui suivront la promulgation de la présente loi, une commission de trente membres sera nommée en séance publique et au scrutin

de fixer pour l'examen des lois constitutionnelles (1).

Délibéré en séance publique, à Versailles, le 20 novembre 1873.

*Le Président*,
Signé : L. BUFFET.

*Les Secrétaires*,

Signé : L. CHIVART, ALBERT DESJARDINS, vicomte BLIN DE BOURDON, VÉRA VOISIN, FRANCISQUE RIVE, M. DE CLERMONT-DE PRADINE.

(1) Ces lois ont été insérées en tête de la Table analytique du Compte rendu des séances de la Chambre des Députés (Session ordinaire de 1876).

# II

# LISTES DES REPRÉSENTANTS

ET DES

## MEMBRES DU BUREAU

# § I — LISTE NOMINATIVE

DES

# REPRÉSENTANTS A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

ÉLUS DU 8 FÉVRIER 1871 AU 8 MARS 1876*

## A

**ABBADIE DE BARRAU** (le comte d'), Gers.
**ABBATUCCI** (CHARLES), Corse.
**ABBATUCCI** (SÉVERIN), Corse.
**ABOVILLE** (le vicomte d'), Loiret.
**ACLOCQUE**, Ariège.
**ADAM** (ACHILLE), Pas-de-Calais.
**ADAM** (EDMOND), Seine.
**ADNET**, Hautes-Pyrénées.
**AIGLE** (le comte de l'), Oise.
**ALBRECHT**, Bas-Rhin.
**ALEXANDRE** (CHARLES), Saône-et-Loire.
**ALLEMAND**, Basses-Alpes.
**ALLENOU**, Côtes-du-Nord.
**AMAT**, Bouches-du-Rhône.
**AMY**, Cher.
**ANCEL**, Seine-Inférieure.
**ANCELON**, Meurthe.
**ANDELARRE** (le marquis d'), Haute-Saône.
**ANDRÉ**, Charente.
**ANDRÉ** (le docteur), Moselle.
**ANDRÉ** (ALFRED), Seine.
**ANDRIEU**, Oran.
**ANISSON-DUPERRON**, Seine-Inférieure.
**ARAGO** (EMMANUEL), Pyrénées-Orientales.
**ARAGO** (ETIENNE), Pyrénées-Orientales.
**ARBEL**, Loire.
**ARFEUILLÈRES**, Corrèze.
**ARNAUD** (de l'Ariège), Seine.
**ARRAZAT**, Hérault.
**AUBERJON** (le comte d'), Haute-Garonne.
**AUBRY**, Vosges.
**AUDIFFRET-PASQUIER** (le duc d'), Orne.
**AUDREN DE KERDREL**, Ille-et-Vilaine. — Morbihan (1).
**AUMALE** (le duc d'), Oise.
**AURELLE DE PALADINES** (le général d'), Allier. — Gironde (2).
**AUXAIS** (d'), Manche.
**AYMÉ DE LA CHÈVRELIÈRE**, Deux-Sèvres.

(1) A opté pour le Morbihan.
(2) A opté pour l'Allier.

* Cette Liste comprend tous les Représentants élus à l'Assemblée nationale, soit dans les Elections générales, soit dans les Elections partielles dont le tableau se trouve au § II; les annulations d'Election, décès et démissions sont indiqués dans ce tableau, qui contient la Liste des Représentants par départements.

## B

**BABIN-CHEVAYE**, Loire-Inférieure.
**BAGNEUX** (le comte de), Seine-Inférieure.
**BALLEROY** (le comte de), Calvados.
**BALSAN**, Indre.
**BAMBERGER**, Moselle.
**BARAGNON**, Gard.
**BARANTE** (le baron de), Puy-de-Dôme.
**BARASCUD**, Aveyron.
**BARBAROUX** (le docteur), Var.
**BARDON**, Moselle.
**BARDOUX**, Puy-de-Dôme.
**BARNI**, Somme.
**BARODET**, Seine.
**BARTHE** (Marcel), Basses-Pyrénées.
**BARTHÉLEMY-SAINT-HILAIRE**, Seine-et-Oise.
**BASSETIÈRE** (de La), Vendée.
**BASTARD** (le comte Octave de), Lot-et-Garonne.
**BASTID** (Raymond), Cantal.
**BATBIE**, Gers.
**BAUCARNE-LEROUX**, Nord.
**BAZE**, Lot-et-Garonne.
**BEAU** (Amédée), Orne.
**BEAUSSIRE**, Vendée.
**BEAUVILLÉ** (de), Somme.
**BELCASTEL** (de), Haute-Garonne.
**BENOIST D'AZY** (le c^te^), Gard.— Nièvre (1)
**BENOIT**, Meuse.
**BENOIT DU BUIS**, Haute-Vienne.
**BÉRENGER**, Drôme. — Rhône (2).
**BERGONDI**, Alpes-Maritimes.
**BERLET**, Meurthe.
**BERMOND** (de), Tarn.
**BERNARD** (Charles), Ain.
**BERNARD** (Martin), Seine.
**BERNARD-DUTREIL**, Sarthe.
**BERT** (Paul), Yonne.
**BERTAULD**, Calvados.
**BESNARD**, Eure.
**BESSON**, Jura.
**BETHMONT** (Paul), Charente-Inférieure.
**BÉTHUNE** (le comte de), Ardennes.

(1) A opté pour la Nièvre.
(2) A opté pour la Drôme.

**BEULÉ**, Maine-et-Loire.
**BEURGES** (le comte de), Haute-Marne.
**BIDARD**, Ille-et-Vilaine.
**BIENVENÜE**, Finistère.
**BIGOT**, Mayenne.
**BILLOT** (le général), Corrèze.
**BILLY**, Meuse.
**BLANC** (Louis), Seine.
**BLAVOYER**, Aube.
**BLIN DE BOURDON** (le vicomte), Somme.
**BLONCOURT** (Melvil), Guadeloupe.
**BOCHER**, Calvados.
**BODAN** (du), Morbihan.
**BODUIN**, Nord.
**BOELL**, Bas-Rhin.
**BOERSCH**, Bas-Rhin.
**BOFFINTON**, Charente-Inférieure.
**BOIS-BOISSEL** (le comte de), Côtes-du-Nord.
**BOISSE**, Aveyron.
**BOMPARD**, Meuse.
**BONALD** (le vicomte de), Aveyron.
**BONDY** (le comte de), Indre.
**BONNEL** (Léon), Aude.
**BONNET**, Gironde.
**BORDERIE** (de la), Ille-et-Vilaine.
**BOREAU-LAJANADIE**, Charente.
**BOTTARD**, Indre.
**BOTTIEAU**, Nord.
**BOUCAU**, Landes.
**BOUCHÉ**, Morbihan.
**BOUCHET**, Bouches-du-Rhône.
**BOUILLÉ** (le comte de), Nièvre.
**BOUILLERIE** (de la), Maine-et-Loire.
**BOUISSON**, Hérault.
**BOULLIER**, Loire.
**BOULLIER DE BRANCHE**, Mayenne.
**BOURGEOIS**, Vendée.
**BOURGOING** (le baron de), Nièvre.
**BOYER**, Gard.
**BOYSSET**, Saône-et-Loire.
**BOZÉRIAN**, Loir-et-Cher.
**BRABANT**, Nord.
**BRAME** (Jules), Nord.
**BRELAY**, Seine.
**BRETON**, Isère.
**BRETTES-THURIN** (le comte de), Haute-Garonne.
**BREUIL DE SAINT-GERMAIN** (du), Haute-Marne.

**BRICE**, Meurthe.
**BRICE** (René), Ille-et-Vilaine.
**BRIDIEU** (le marquis de), Indre-et-Loire.
**BRIGODE** (de), Nord.
**BRILLIER**, Isère.
**BRISSON** (Henri), Seine.
**BROËT**, Ardèche.
**BROGLIE** (le duc de), Eure.
**BROUSSES**, Aude.
**BRUN** (Charles), Var.
**BRUN** (Lucien), Ain.
**BRUNET** (Jean), Seine.
**BRYAS** (le comte de), Pas-de-Calais.
**BUÉE**, Seine-Inférieure.
**BUFFET**, Vosges.
**BUISSON** (Jules), Aude.
**BUISSON**, Seine-Inférieure.
**BUSSON-DUVIVIERS**, Sarthe.

## C

**CADUC**, Gironde.
**CAILLAUX**, Sarthe.
**CALEMARD DE LAFAYETTE**, Haute-Loire.
**CALLET** Loire.
**CALLUAUD**, Somme.
**CALMON**, Seine-et-Oise.
**CARAYON LA TOUR** (de), Gironde.
**CARBONNIER DE MARZAC** (de), Dordogne.
**CARION**, Côte-d'Or.
**CARNOT** (père), Seine-et-Oise.
**CARNOT** (Sadi), Côte-d'Or.
**CARQUET**, Savoie.
**CARRÉ-KÉRISOUËT**, Côtes-du-Nord.
**CARRON**, Ille-et-Vilaine.
**CASIMIR-PERIER**, Aube. — Bouches-du-Rhône. — Isère (1).
**CASSE** (Germain), Guadeloupe.
**CASTELLANE** (le marquis de), Cantal.
**CASTELNAU**, Hérault.
**CAZEAUX**, Hautes-Pyrénées.
**CAZENOVE DE PRADINE** (de), Lot-et-Garonne.
**CAZOT** Gard.
**CÉZANNE**, Hautes-Alpes.
**CHABAUD-LA-TOUR** (Arthur de), Cher.
**CHABAUD-LA-TOUR** (le général baron de), Gard.
**CHABROL** (de), Puy-de-Dôme.
**CHABRON** (le général de), Haute-Loire.
**CHADOIS** (le colonel de), Dordogne.
**CHAIX** (Cyprien), Hautes-Alpes.
**CHAFFAUT** (le comte du), Basses-Alpes.
**CHALLEMEL-LACOUR**, Bouches-du-Rhône.
**CHAMAILLARD** (de), Finistère.
**CHAMBRUN** (le comte de), Lozère.
**CHAMPAGNY** (le vicomte Henri de), Côtes-du-Nord.
**CHAMPVALLIER** (de), Charente.
**CHANGARNIER** (le général), Gironde. — Nord. Saône-et-Loire. — Somme (1).
**CHANZY** (le général), Ardennes.
**CHAPER**, Isère.
**CHARDON**, Haute-Savoie.
**CHARETON** (le général), Drôme.
**CHARETTE** (le général baron de), Bouches-du-Rhône.
**CHARREYRON** (Charles), Haute-Vienne.
**CHARREYRON** (Gédéon), Haute-Vienne.
**CHARTON** (Édouard), Yonne.
**CHASSELOUP-LAUBAT** (le marquis de), Charente-Inférieure.
**CHATELIN**, Maine-et-Loire.
**CHAUDORDY** (le comte de), Lot-et-Garonne.
**CHAUFFOUR** (Louis), Haut-Rhin.
**CHAURAND** (le baron), Ardèche.
**CHAVASSIEU** Loire.
**CHEGUILLAUME**, Loire-Inférieure.
**CHERPIN** Loire.
**CHESNELONG**, Basses-Pyrénées.
**CHEVANDIER**, Drôme.
**CHIRIS**, Alpes-Maritimes.
**CHOISEUL** (Horace de), Seine-et-Marne.
**CHRISTOPHLE**, Orne.
**CINTRÉ** (le comte de), Ille-et-Vilaine.
**CISSEY** (le général de), Ille-et-Vilaine. — Seine (2).
**CLAPIER**, Bouches-du-Rhône.
**CLAUDE** (Camille), Meurthe.
**CLAUDE** (Nicolas), Vosges.
**CLÉMENCEAU**, Seine.
**CLÉMENT** (Léon), Indre.
**CLERC**, Drôme.

(1) A opté pour l'Aube.

(1) A opté pour la Somme.
(2) A opté pour l'Ille-et-Vilaine.

**CLERCQ** (de), Pas-de-Calais.
**COCHERY**, Loiret.
**COLAS**, Constantine.
**COLOMBET** (de), Lozère.
**COMBARIEU** (de), Isère.
**COMBIER**, Ardèche.
**CONTAUT**, Vosges.
**CONTI**, Corse.
**CORBON**, Seine.
**CORCELLE** (de), Nord.
**CORDIER**, Seine-Inférieure.
**CORNE**, Nord.
**CORNULIER-LUCINIÈRE** (le comte de), Loire-Inférieure.
**COSTA DE BEAUREGARD** (le marquis de), Savoie.
**COTTE**, Var.
**COTTIN** (Paul), Ain.
**COURBET-POULARD**, Somme.
**COURCELLE**, Haute-Saône.
**COURNET**, Seine.
**CRÉMIEUX**, Alger.
**CRESPIN**, Loiret.
**CRUSSOL D'UZÈS** (le duc de), Gard.
**CUMONT** (le vicomte Arthur de), Maine-et-Loire.
**CUNIT**, Loire.

## D

[illegible], Hautes-Pyrénées.
[illegible], Tarn.
[illegible], Morbihan.
[illegible] (le marquis de), Landes.
[illegible], Haute-Marne.
[illegible], Saône-et-Loire.
[illegible]
[illegible], Var.
[illegible]
[illegible]
[illegible]

**DELLISSE-ENGRAND**, Pas-de-Calais.
**DELORD** (Taxile), Vaucluse.
**DELORME** (Achille), Calvados.
**DELPIT** (Martial), Dordogne.
**DELSOL**, Aveyron.
**DENFERT-ROCHEREAU** (le colonel), Rhin (Haut-). = Charente-Inférieure. — Doubs. — Isère (1).
**DENORMANDIE**, Seine.
**DEPASSE**, Côtes-du-Nord.
**DEPEYRE**, Haute-Garonne.
**DEREGNAUCOURT**, Nord.
**DESBASSAYNS DE RICHEMONT** (le comte), Inde française.
**DESBONS**, Hautes-Pyrénées.
**DESCAT**, Nord.
**DESCHANGE**, Moselle.
**DESEILLIGNY**, Aveyron.
**DESJARDINS** (Albert), Oise.
**DESTREMX**, Ardèche.
**DEZANNEAU**, Loire-Inférieure.
**DIESBACH** (le comte de), Pas-de-Calais.
**DIETZ-MONIN**, Seine.
**DOMPIERRE D'HORNOY** (l'amiral de), Somme.
**DORÉ-GRASLIN**, Loire-Inférieure.
**DORIAN**, Loire. — Seine (2).
**DORNÈS** (Léon), Moselle.
**DOUAY**, Pas-de-Calais.
**DOUHET** (le comte de), Puy-de-Dôme.
**DRÉO**, Var.
**DROUIN**, Seine.
**DUBOIS**, Côte-d'Or.
**DUBOIS-FRESNAY** (le général), Mayenne.
**DUCARRE**, Rhône.
**DUCHATEL** (le comte), Charente-Inférieure.
**DUCLERC**, Landes. — Pyrénées (Basses-) (3).
**DUCUING**, Loir-et-Cher.
**DUCROT** (le général), Nièvre.
**DUCUING**, Hautes-Pyrénées.
**DUFAUR** (Xavier), Basses-Pyrénées.
**DUFAURE** (Jules), Charente-Inférieure. — Gironde. — Hérault. — Seine-Inférieure. — Var (4).


(1) Élu par le Haut-Rhin, aux Élections générales, a donné sa démission. — Réélu par les trois autres départements, le 2 juillet 1871, a opté pour la Charente-Inférieure.
(2) A opté pour la Loire.
(3) A opté pour les Basses-Pyrénées.
(4) A opté pour la Charente-Inférieure.

**DUFAY**, Loir-et-Cher.
**DUFOUR**, Indre.
**DUFOURNEL**, Haute-Saône.
**DUMARNAY**, Finistère.
**DUMON**, Gers.
**DUPANLOUP**, *Évêque d'Orléans*, Loiret.
**DUPARC**, Haute-Savoie.
**DUPIN** (Félix), Hérault.
**DUPONT** (Alfred), Nord.
**DUPONT** (de l'Eure) (Charles), Eure.
**DUPORTAIL**, Orne.
**DUPUY**, Drôme.
**DURÉAULT**, Saône-et-Loire.
**DURFORT DE CIVRAC** (le comte de), Maine-et-Loire.
**DURIEU** (Paulin), Cantal.
**DUSSAUSSOY**, Pas-de-Calais.
**DUVERGIER DE HAURANNE**, Cher.

## E

**ERNOUL**, Vienne.
**ESCARGUEL**, Pyrénées-Orientales.
**ESCHASSÉRIAUX** (le baron), Charente-Inférieure.
**ESQUIROS**, Bouches-du-Rhône.
**EYMARD-DUVERNAY**, Isère.

## F

**FAIDHERBE** (le général), Somme. = Nord. — Pas-de-Calais. — Somme (1).
**FARCY**, Seine.
**FAVRE** (Jules), Ain. — Aisne. — Rhin (Bas-). — Rhône. — Seine. — Seine-et-Oise (2).
**FAYE**, Lot-et-Garonne.
**FÉLIGONDE** (de), Puy-de-Dôme.
**FERAY**, Seine-et-Oise.
**FERNIER**, Doubs.
**FERROUILLAT**, Var.
**FERRY** (Jules), Vosges.
**FLAGHAC** (le baron de), Haute-Loire.
**FLAUD**, Côtes-du-Nord.
**FLEURIOT** (de), Loire-Inférieure.
**FLOQUET** (Charles), Seine.
**FLOTARD**, Rhône.
**FLYE-SAINTE-MARIE**, Marne.
**FOLLIET**, Haute-Savoie.
**FONTAINE** (de), Vendée.
**FORSANZ** (le vicomte de), Finistère.
**FOUBERT**, Manche.
**FOUCAUD** (de), Côtes-du-Nord.
**FOULER DE RELINGUE** (le comte), Pas-de-Calais.
**FOUQUET**, Aisne.
**FOURCAND**, Gironde.
**FOURICHON** (l'amiral), Dordogne.
**FOURNIER** (Henri), Cher.
**FOURTOU** (de), Dordogne.
**FRAISSINET**, Bouches-du-Rhône.
**FRANCLIEU** (le marquis de), Hautes-Pyrénées.
**FRÉBAULT** (le général), Seine.
**FRESNEAU**, Morbihan.

## G

**GAGNEUR**, Jura.
**GAILLY**, Ardennes.
**GALLICHER**, Cher.
**GALLONI D'ISTRIA**, Corse.
**GAMBETTA**, Bouches-du-Rhône. — Meurthe. — Moselle. — Rhin (Bas-). — Rhin (Haut-). — Seine. — Seine-et-Oise. — Var. — Alger. — Oran (1).
**GAMBON**, Seine.
**GANAULT**, Aisne.
**GANIVET**, Charente.
**GARIBALDI** (le général), Alpes-Maritimes. — Côte-d'Or. — Seine. — Alger (2).
**GASLONDE**, Manche.
**GASLIN DE FRESNAY**, Sarthe.
**GATIEN-ARNOULT**, Haute-Garonne.
**GAUDY**, Doubs.
**GAULTHIER DE RUMILLY**, Somme.
**GAULTIER DE VAUCENAY**, Mayenne.
**GAVARDIE** (de), Landes.
**GAVINI** (Denis), Corse.
**GAYOT** (Amédée), Aube.
**GENT** (Alphonse), Vaucluse.
**GEORGE**, Vosges.
**GÉRARD**, Oise.

(1) Élu par la Somme, aux Élections générales, a donné sa démission. — Réélu, le 2 juillet 1871, par le Nord, le Pas-de-Calais et la Somme, a opté pour le Nord.
(2) A opté pour le Rhône.

(1) Élu par ces dix départements, aux Élections générales, a opté pour le Bas-Rhin. — Démissionnaire, a été réélu, le 2 juillet 1871, par les Bouches-du-Rhône, la Seine et le Var, et a opté pour la Seine
(2) N'a ni opté, ni siégé.

**GERMAIN**, Ain.
**GERMONIÈRE** (de la), Manche.
**GEVELOT**, Orne.
**GILLON** (Paulin), Meuse.
**GINOUX DE FERMON** (le comte), Loire-Inférieure.
**GIRAUD** (Alfred), Vendée.
**GIRERD** (Cyprien), Nièvre.
**GIROT-POUZOL**, Puy-de-Dôme.
**GLAS**, Rhône.
**GOBLET** (René), Somme.
**GODET DE LA RIBOULLERIE**, Vendée.
**GODIN**, Aisne.
**GODISSART**, Martinique.
**GONTAUT-BIRON** (le vicon
Pyrénées.
**GOUIN** (Eugène), Indre-et-Loire.
**GOULARD** (de), Hautes-Pyrénées.
**GOUVELLO** (le marquis de), Morbiha
**GOUVION-SAINT-CYR** (le
re-et-Loir.
**GRAMMONT** (le marquis de),
**GRANDPIERRE**, Meuse.
**GRANGE**, Savoie.
**GRASSET** (de), Hérault.
**GREPPO**, Seine.
**GRÉVY** (Jules), Bouches-du-Rhône.
**GRÉVY** (Albert), Doubs.
**GRIVART**, Ille-et-Vilaine.
**GROLLIER**, Orne.
**GROSJEAN**, Haut-Rhin.
**GUEIDAN**, Isère.
**GUIBAL**, Tarn.
**GUICHARD**, Yonne.
**GUICHE** (le marquis de la), Saône-et-Loire.
**GUILLEMAUT** (le général), Saône-et-Loire.
**GUINARD**, Savoie.
**GUINOT**, Indre-et-Loire.
**GUIRAUD** (Léonce de), Aude.
**GUITER**, Pyrénées-Orientales.
**GUYOT**, Rhône.

## H

**HAENTJENS**, Sarthe.
**HAMILLE** (Victor), Pas-de-Calais.

(1) A opté pour le Jura.

**HARCOURT** (le duc d'), Calvados.
**HARCOURT** (le comte d'), Loiret.
**HARTMANN** (Frédéric), Haut-Rhin.
**HAUSSONVILLE** (le vicomte Othenin d'), Seine-et-Marne.
**HEIRIEIS**, Bouches-du-Rhône.
**HÉRISSON**, Haute-Saône.
**HESPEL** (le comte d'), Nord.
**HÈVRE**, Seine-et-Oise.
**HOUSSARD**, Indre-et-Loire.
**HULIN**, Indre-et-Loire.
**HUMBERT** (Gustave), Haute-Garonne.
**HUMBERT** (Louis-Aimoin), Moselle.
**HUON DE PENANSTER**, Côtes-du-Nord.

## J

**JACQUES**, Oran.
**JAFFRÉ** (l'abbé), Morbihan.
**JAMME**, Tarn.
**JANZÉ** (le baron de), Côtes-du-Nord.
**JAUBERT** (le comte), Cher.
**JAURÉGUIBERRY** (l'amiral), Basses-Pyrénées. — Var (1).
**JAURÈS** (l'amiral), Tarn.
**JAVAL** (Léopold), Yonne.
**JOCTEUR-MONTROSIER**, Isère.
**JOHNSTON**, Gironde.
**JOIGNEAUX**, Côte-d'Or. — Seine (2).
**JOINVILLE** (le prince de), Manche. — Marne (Haute-) (3).
**JORDAN**, Saône-et-Loire.
**JOUBERT** (Ambroise), Maine-et-Loire.
**JOUIN**, Ille-et-Vilaine.
**JOURDAN**, Isère.
**JOURNAULT**, Seine-et-Oise.
**JOURNU**, Gironde.
**JOUVENCEL** (Ferdinand de), Seine-et-Oise.
**JOUVENEL** (le baron de), Corrèze.
**JOZON**, Seine-et-Marne.
**JUIGNÉ** (le comte de), Loire-Inférieure.
**JUIGNÉ** (le marquis de), Sarthe.
**JULLIEN** (Alexandre), Loire.

(1) A opté pour les Basses-Pyrénées.
(2) A opté pour la Côte-d'Or.
(3) A opté pour la Haute-Marne.

## K

**KABLÉ**, Bas-Rhin.
**KELLER**, Rhin (Haut-). = Belfort (1).
**KERGARIOU** (le comte de), Ille-et-Vilaine.
**KERGORLAY** (le comte Louis de), Oise.
**KÉRIDEC** (de), Morbihan.
**KERJÉGU** (l'amiral de), Côtes-du-Nord.
**KERMENGUY** (le vicomte de), Finistère.
**KERSAUSON DE PENNENDREFF** (le vicomte de), Finistère.
**KOECHLIN** (Alfred), Haut-Rhin.
**KOLB-BERNARD**, Nord.
**KRANTZ**, Seine.
**KUSS**, Bas-Rhin

## L

**LABÉLONYE**, Seine-et-Oise.
**LABITTE**, Oise.
**LABOULAYE**, Seine.
**LACASCADE**, Guadeloupe.
**LACAVE-LAPLAGNE**, Gers.
**LA CAZE** (Louis), Basses-Pyrénées.
**LACOMBE** (Charles de), Puy-de-Dôme.
**LACRETELLE** (Henri de), Saône-et-Loire.
**LAFAYETTE** (Oscar de), Seine-et-Marne.
**LA FLIZE**, Meurthe.
**LAFON DE FONGAUFIER**, Sénégal.
**LAGET**, Gard.
**LA GRANGE** (le baron de), Nord.
**LALLIÉ**, Loire-Inférieure.
**LAMBERT** Oran.
**LAMBERT DE SAINTE-CROIX**, Aude.
**LAMBERTERIE** (de), Lot.
**LAMBRECHT**, Nord.
**LAMORTE**, Drôme.
**LAMY**, Jura.
**LANEL**, Seine-Inférieure.
**LANFREY**, Bouches-du-Rhône.
**LANGLOIS**, Seine.
**LAPRADE** (Victor de), Rhône.
**LARCY** (le baron de), Gard.
**LARGENTAYE** (de), Côtes-du-Nord.
**LARRIEU**, Gironde.

(1) Élu par le Haut-Rhin aux Élections générales, a donné sa démission. — Réélu par Belfort, aux Élections partielles du 2 juillet 1871.

**LASERVE**, Réunion.
**LASSUS** (le baron de), Haute-Garonne.
**LASTEYRIE** (Jules de), Seine-et-Marne.
**LATRADE**, Corrèze.
**LAURENCEAU** (le baron), Vienne.
**LAURENT-PICHAT**, Seine.
**LAURIER** (Clément), Bouches-du-Rhône. — Var (1).
**LAVERGNE** (Léonce de), Creuse.
**LEBAS**, Nièvre.
**LEBLOND**, Marne.
**LEBOURGEOIS**, Seine-Inférieure.
**L'ÉBRALY**, Corrèze.
**LEBRETON**, Finistère.
**LEBRUN** (Simon), Cher.
**LECAMUS**, Tarn.
**LE CHATELAIN**, Mayenne.
**LEDRU-ROLLIN**, Bouches-du-Rhône. — Seine. — Var. = Vaucluse (2).
**LEFÉBURE**, Seine.
**LEFÈVRE** (Henri), Alpes-Maritimes.
**LEFÈVRE-PONTALIS** (Amédée), Eure-et-Loir.
**LEFÈVRE-PONTALIS** (Antonin), Seine-et-Oise.
**LE FLO** (le général), Finistère.
**LEFRANC** (Pierre), Pyrénées-Orientales.
**LEFRANC** (Victor), Landes.
**LE GAL LA SALLE**, Côtes-du-Nord.
**LEGGE** (le comte de), Finistère.
**LEGRAND** (Arthur), Manche.
**LE LASSEUX**, Mayenne.
**LENOEL** (Emile), Manche.
**LÉON** (Adrien), Gironde.
**LEPÈRE**, Yonne.
**LEPETIT**, Vienne.
**LEPOUZÉ**, Eure.
**LE PROVOST DE LAUNAY**, Calvados.
**LEROUX** (Aimé), Aisne.
**LEROUX** (Emile), Oise.
**LE ROYER**, Rhône.
**LESGUILLON**, Loir-et-Cher.
**LESPERUT** (le baron de), Haute-Marne.
**LESPINASSE**, Tarn-et-Garonne.
**LESTAPIS** (de), Basses-Pyrénées.

(1) A opté pour le Var.
(2) Élu par les Bouches-du-Rhône, la Seine et le Var aux Élections générales, a donné sa démission, sans option. — Réélu par le Vaucluse aux Élections partielles du 1er mars 1874.

LESTOURGIE, Corrèze.
LEURENT, Nord.
LEVÊQUE, Côte-d'Or.
LEVERT, Pas-de-Calais.
LHERMINIER, Orne.
LIGNIER, Aube.
LIMAIRAC (JULES de), Tarn-et-Garonne.
LIMAYRAC (LÉOPOLD), Lot.
LIMPERANI, Corse.
LITTRÉ, Seine.
LOCKROY (ÉDOUARD), Seine. = Bouches-du-Rhône (1).
LORGERIL (le vicomte de), Côtes-du-N[illegible]
LORTAL, Aveyron.
LOUSTALOT, Landes.
LOUVET, Seine.
LOYSEL (le général), Ille-et-Vilaine.
LUCET, Constantine.
LURO, Gers.
LUR-SALUCES (le marquis de), Giro[illegible]

## M

MADIER DE MONTJAU, aîné, Drôme.
MAGNE, Dordogne.
MAGNIEZ, Somme.
MAGNIN, Côte-d'Or.
MAHY (de), Réunion.
MAILLÉ, Maine-et-Loire.
MAILLÉ (le comte de), Maine-et-Loire.
MALARTRE, Haute-Loire.
MALENS, Drôme.
MALEVILLE (le marquis de), Dordogne.
MALEVILLE (Léon de), Landes. — Tarn-et-[illegible] (2).
[illegible], Aisne.
[illegible], Haute-Vienne.
[illegible]
[illegible]
[illegible], Alpes-Maritimes. — [illegible]
[illegible], Nord.
[illegible], Charente.

MARCK, Guyane française.
MARCOU, Aude.
MARGAINE, Marne.
MARHALLACH (l'abbé du), Finistère.
MARMIER (le duc de), Haute-Saône.
MARTEL, Pas-de-Calais.
MARTELL (EDOUARD), Charente.
MARTENOT, Allier.
MARTIN (CHARLES), Nièvre.
MARTIN (HENRI), Aisne. — Seine (1)
MARTIN D'AURAY, Morbihan.
MARTIN DES PALLIÈRES (le général), Gironde.
MATHIEU (FERDINAND), Saône-et-Loire.
MATHIEU-BODET, Charente.
MATHIEU DE LA REDORTE (le comte), Aude.
MAURE, Alpes-Maritimes.
MAURICE, Nord.
MAX-RICHARD, Maine-et-Loire.
MAYAUD, Maine-et-Loire.
MAZEAU, Côte-d'Or.
MAZERAT, Dordogne.
MAZURE (le général), Deux-Sèvres.
MEAUX (le vicomte de), Loire.
MEDECIN, Alpes-Maritimes.
MÉLINE, Vosges.
MELSHEIM, Bas-Rhin.
MELUN (le comte de), Nord.
MÉPLAIN, Allier.
MERCIER, Ain.
MÉRODE (de), Doubs. — Nord (2).
MERVEILLEUX DU VIGNAUX, Vienne.
MESTREAU, Charente-Inférieure.
METTETAL, Doubs.
MICHAL-LADICHÈRE, Isère.
MICHEL, Basses-Alpes.
MILLAUD (EDOUARD), Rhône.
MILLIÈRE, Seine.
MONIER (HENRI), Vaucluse.
MONJARET DE KERJÉGU, Finistère.
MONNERAYE (le comte de la), Morbihan.
MONNET, Deux-Sèvres.
MONNOT-ARBILLEUR, Doubs.
MONTAIGNAC (l'amiral de), Allier. — Seine-Inférieure (3).

[illegible] élections générales, a [illegible] par les Bouches-du-[illegible] avril 1871.
[illegible]
[illegible] a été annulée.

(1) A opté pour l'Aisne.
(2) A opté pour le Nord.
(3) A opté pour l'Allier.

**MONTEIL**, Dordogne.
**MONTGOLFIER**, Loire.
**MONTLAUR** (le marquis de), Allier.
**MONTRIEUX**, Maine-et-Loire.
**MOREAU** (Henri), Côte-d'Or.
**MOREAU** (Ferdinand), Seine.
**MOREL**, Rhône.
**MORIN** (Paul), Seine.
**MORNAY** (le marquis de), Oise.
**MORTEMART** (le marquis de), Rhône.
**MORVAN**, Finistère.
**MOUCHY** (le duc de), Oise.
**MOULIN**, Puy-de-Dôme.
**MURAT** (le comte Joachim), Lot.
**MURAT-SISTRIÈRES**, Cantal.

## N

**NAQUET** (Alfred), Vaucluse.
**NÉTIEN**, Seine-Inférieure.
**NIOCHE**, Indre-et-Loire.
**NOBLOT**, Moselle.
**NOËL-PARFAIT**, Eure-et-Loir.
**NOUAILLAN** (le comte de), Ariége.

## O

**ORDINAIRE** fils, Rhône.
**OSMOY** (le comte d'), Eure.
**OSTERMANN**, Bas-Rhin.

## P

**PAGÈS-DUPORT**, Lot.
**PAJOT**, Nord.
**PALOTTE** (Jacques), Creuse.
**PARENT**, Savoie.
**PARIGOT**, Aube.
**PARIS**, Calvados.
**PARIS**, Pas-de-Calais.
**PARSY**, Nord.
**PARTZ** (le marquis de), Pas-de-Calais.
**PASCAL-DUPRAT**, Landes.
**PASSY** (Louis), Eure.
**PATISSIER** (Sosthène), Allier,
**PAULTRE**, Nièvre.
**PÉCONNET**, Charente.
**PELLETAN**, Bouches-du-Rhône.
**PELLISSIER** (le général Victor), Saône-et-Loire.
**PELTEREAU-VILLENEUVE**, Haute-Marne.
**PERIN** (Georges), Haute-Vienne.
**PERNOLET**, Seine.
**PERRET**, Rhône.
**PERRIER** (Eugène), Marne.
**PERROT** (Ulric), Oise.
**PERVANCHÈRE** (de la), Loire-Inférieure.
**PETAU**, Loiret.
**PEULVÉ**, Seine-Inférieure.
**PEYRAMONT** (de), Haute-Vienne.
**PEYRAT**, Seine.
**PHILIPPE**, Haute-Savoie.
**PHILIPPOTEAUX**, Ardennes.
**PICARD** (Ernest), Meuse. — Seine-et-Oise (1).
**PICART** (Alphonse), Marne.
**PICCON**, Alpes-Maritimes.
**PIN** (Elzéar), Vaucluse.
**PIOGER** (de), Morbihan.
**PIOU**, Haute-Garonne.
**PLICHON**, Nord.
**PLŒUC** (le marquis de), Seine.
**POMPERY** (de), Finistère.
**PONTOI-PONTCARRÉ** (le marquis de), Eure-et-Loir.
**PORY-PAPY**, Martinique.
**POTHUAU** (l'amiral), Seine.
**POUJADE**, Vaucluse.
**POURTALÈS** (le comte de), Seine-et-Oise.
**POUYER-QUERTIER**, Seine-Inférieure.
**PRADIÉ**, Aveyron.
**PRAX-PARIS**, Tarn-et-Garonne.
**PRESSENSÉ** (de), Seine.
**PRÉTAVOINE**, Eure.
**PRINCETEAU**, Gironde.
**PUIBERNEAU** (de), Vendée.
**PUVIS DE CHAVANNES**, Saône-et-Loire.
**PYAT** (Félix), Seine.

## Q

**QUINET** (Edgar), Seine.
**QUINSONAS** (le marquis de), Isère.

(1) A opté pour la Meuse.

**SCHŒLCHER**, Guyane. — **Martinique.** — Seine (1).
**SEBERT**, Seine.
**SÉGUR** (le comte Louis de), Seine-et-Marne.
**SEIGNOBOS**, Ardèche.
**SENARD**, Seine-et-Oise.
**SENS**, Pas-de-Calais.
**SERPH** (Gusman), Vienne.
**SERS** (le marquis de), Loir-et-Cher.
**SICOTIÈRE** (de la), Orne.
**SILVA**, Haute-Savoie.
**SIMIOT**, Gironde.
**SIMON** (Fidèle), Loire-Inférieure.
**SIMON** (Jules), Marne.
**SOUBEYRAN** (le baron de), Vienne.
**SOURY-LAVERGNE**, Haute-Vienne.
**SOYE**, Aisne.
**STAPLANDE** (de), Nord.
**STEINHEIL**, Vosges.
**SUGNY** (de), Loire.
**SWINEY**, Finistère.

## T

**TABERLET**, Haute-Savoie.
**TACHARD**, Haut-Rhin.
**TAILHAND**, Ardèche.
**TAILLEFERT**, Deux-Sèvres.
**TALHOUËT** (le marquis de), Sarthe.
**TALLON** (Eugène), Puy-de-Dôme.
**TAMISIER**, Jura.
**TARDIEU**, Bouches-du-Rhône.
**TARGET**, Calvados.
**TARTERON** (de), Gard.
**TASSIN**, Loir-et-Cher.
**TEISSERENC DE BORT**, Haute-Vienne.
**TEMPLE** (du), Ille-et-Vilaine.
**TENDRET**, Ain.
**TERNAUX** (Mortimer), Ardennes.
**TESTELIN**, Nord.
**TEUTSCH**, Bas-Rhin.
**THÉRY**, Nord.

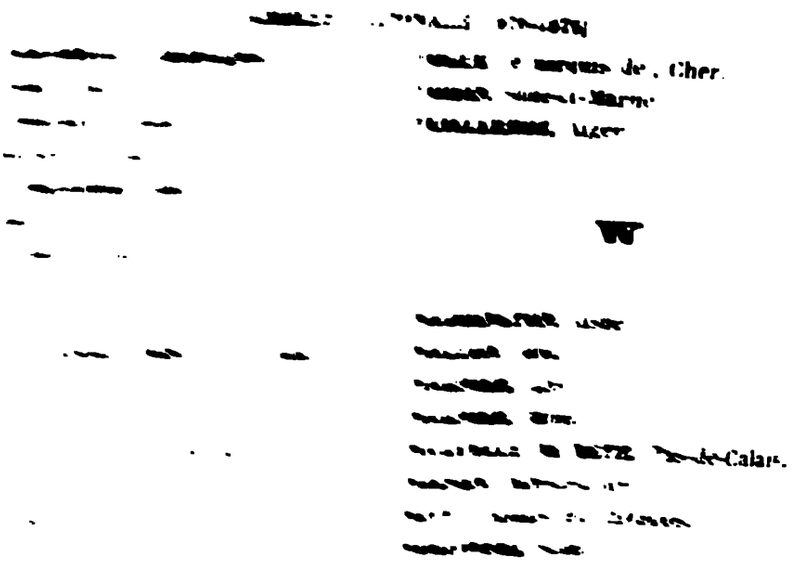
(1) A opté pour la Martinique.

**THIERS**, Alpes (Basses-). — **Aude.** — **Bouches-du-Rhône.** — Charente-Inférieure. — Cher. — Dordogne. — Doubs. — Drôme. — Finistère. — Gard. — Gironde. — Hérault. — Ille-et-Vilaine. — **Landes.** — Loir-et-Cher. — **Loire.** — **Loiret.** — Lot-et-Garonne. — Nord. — Orne. — Pas-de-Calais. — Saône-et-Loire. — **Seine.** — Seine-et-Oise. — Seine-Inférieure. — Vienne (1).
**THOMAS**, Marne.
**THUREL**, Jura.
**TIERSOT**, Ain.
**TILLANCOURT** (de), Aisne.
**TIRARD**, Seine.
**TITOT**, Haut-Rhin.
**TOCQUEVILLE** (le comte de), Manche.
**TOLAIN**, Seine.
**TOUPET DES VIGNES**, Ardennes.
**TRÉVENEUC** (le comte de), Côtes-du-Nord.
**TRÉVENEUC** (le vicomte de), Finistère.
**TRÉVILLE** (le comte de), Aude.
**TRIBERT**, Deux-Sèvres.
**TRIDON**, Côte-d'Or.
**TROCHU** (le général), Bouches-du-Rhône. — Côtes-du-Nord. — Finistère. — Ille-et-Vilaine. — Loire. — Morbihan. — Rhône. — Seine-Inférieure. — Tarn. — Vendée (2).
**TURIGNY**, Nièvre.
**TURQUET** (Edmond), Aisne.

## V

**VACHEROT**, Seine.
**VALADY** (de), Aveyron.
**VALAZÉ** (le général de), Seine-Inférieure.
**VALENTIN** (Edmond), Seine-et-Oise.
**VALFONS** (le marquis de), Gard.
**VALON** (de), Lot.
**VANDIER**, Vendée.
**VARROY**, Meurthe.
**VAST-VIMEUX** (le baron), Charente-Inférieure.
**VAUGUYON** (de), Mayenne.
**VAULCHIER** (de), Doubs.
**VAUTRAIN**, Seine.

(1) A opté pour la Seine.
(2) A opté pour le Morbihan.



# § II — LISTE PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE

## DE DÉPARTEMENTS

## DES

# REPRÉSENTANTS A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

## DEPUIS LE 8 FÉVRIER 1871 JUSQU'AU 8 MARS 1876,

### AVEC LA DATE DE LEUR ÉLECTION.

---

### AIN (7 Députés).

Elections du 8 février 1871.

**TENDRET** (1).
**GERMAIN.**
**RIVE** (Francisque).
**COTTIN** (Paul).
**BERNARD** (Charles).
**BRUN** (Lucien).
**FAVRE** (Jules) (2).

Elections du 2 juillet 1871.

**MERCIER.**
**TIERSOT.**

### AISNE (11 Députés).

Elections du 8 février 1871.

**MALÉZIEUX.**
**FAVRE** (Jules) (1).
**WADDINGTON.**
**LEROUX** (Aimé).
**MARTIN** (Henri).
**TILLANCOURT** (de).
**TURQUET** (Edmond).
**VILLAIN.**
**SOYE.**
**GODIN.**
**FOUQUET.**

Elections du 2 juillet 1871.

**GANAULT.**

### ALLIER (7 Députés).

Elections du 8 février 1871.

**MARTENOT.**
**MÉPLAIN.**

(1) Démissionnaire.
(2) A opté pour le Rhône.

(1) A opté pour le Rhône.

Elections du 16 novembre 1873.

SAUSSIER (le général).

## AUDE (6 Députés).

Elections du 8 février 1871.

BUISSON (JULES).
GUIRAUD (LÉONCE de) (1).
TRÉVILLE (le comte de).
THIERS (2).
LAMBERT DE SAINTE-CROIX.
MATHIEU DE LA REDORTE (le comte).

Elections du 2 juillet 1871.

BROUSSES (3).

Elections du 14 décembre 1873.

BONNEL (LÉON).
MARCOU.

## AVEYRON (8 Députés).

Elections du 8 février 1871.

BARASCUD.
BOISSE.
BONALD (le vicomte de).
VALADY (de).
DELSOL.
DESEILLIGNY (4).
LORTAL.
PRADIÉ.

## BOUCHES-DU-RHONE (11 Dép.).

Elections du 8 février 1871.

PELLETAN.
GAMBETTA (5).
THIERS (6).
TROCHU (le général) (7).
GREVY (JULES) (8).

(1) Décédé.
(2) A opté pour la Seine.
(3) Décédé (non remplacé).
(4) Idem.
(5) A opté pour le Bas-Rhin.
(6) A opté pour la Seine.
(7) A opté pour le Morbihan.
(8) A opté pour le Jura.

CASIMIR PERIER (1).
LANFREY.
CHARETTE (le général baron de) (2).
ESQUIROS.
AMAT.
LEDRU-ROLLIN (3).

Elections du 2 juillet 1871.

TARDIEU.
GAMBETTA (4).
FRAISSINET.
CLAPIER.
LAURIER (5).
HEIRIEIS (6).
ROUVIER.

Elections du 7 janvier 1872.

CHALLEMEL-LACOUR.
BOUCHET.

Elections du 27 avril 1873.

LOCKROY (ÉDOUARD).

## CALVADOS (9 Députés).

Elections du 8 février 1871.

BALLEROY (le comte de) (7).
BOCHER.
HARCOURT (le duc d').
DELACOUR.
SAINT-PIERRE (de).
WITT (CORNÉLIS de).
BERTAULD.
DELORME (ACHILLE).
TARGET.

Elections du 20 octobre 1872.

PARIS (8).

Elections du 16 août 1874.

LE PROVOST DE LAUNAY.

(1) A opté pour l'Aube.
(2) Démissionnaire.
(3) Idem.
(4) A opté pour la Seine.
(5) A opté pour le Var.
(6) Décédé.
(7) Idem.
(8) Idem.

## CANTAL (5 Députés).

Elections du 8 février 1871.

BASTID (Raymond).
CASTELLANE (le marquis de).
SALVY.
MURAT-SISTRIÈRES.
DURIEU (Paulin).

## CHARENTE (7 Députés).

Elections du 8 février 1871.

MARTELL.
BOREAU-LAJANADIE.
MATHIEU BODET.
CHAMPVALLIER (de).
GANIVET (Alban).
PECONNET (1).
MARCHAND.

Elections du 2 juillet 1871.

ANDRÉ.

## CHARENTE-INFÉRIEURE (10 Députés).

Elections du 8 février 1871.

[illegible]
[illegible]
[illegible]
[illegible] (le comte).
[illegible] (le baron).
[illegible] (le baron).
[illegible]
[illegible] (le marquis de) (3).
[illegible]
[illegible]

[illegible]

[illegible]
[illegible] (le colonel).

## CHER (7 Députés).

Elections du 8 février 1871.

LEBRUN (Simon) (1).
THIERS (2).
VOGUÉ (le marquis de).
JAUBERT (le comte) (3).
FOURNIER (Henri).
GALLICHER.
AMY.

Elections du 2 juillet 1871.

CHABAUD-LATOUR (Arthur de).
DUVERGIER DE HAURANNE.

## CORRÈZE (6 Députés)

Elections du 8 février 1871.

LESTOURGIE.
RIVET (4).
L'ÉBRALY.
BILLOT (le général).
JOUVENEL (le baron de).
ARFEUILLÈRES.

Elections du 27 avril 1873.

LATRADE.

## CORSE (5 Députés).

Elections du 8 février 1871.

GAVINI (Denis).
ABBATUCCI (Séverin) (5).
CONTI (6).
GALLONI D'ISTRIA.
LIMPERANI.

Elections du 11 février 1872.

ROUHER.

Elections du 9 juin 1872.

ABBATUCCI (Charles).

## COTE-D'OR (8 Députés).

Elections du 8 février 1871.

**DUBOIS.**
**MAGNIN.**
**CARNOT** (Sadi).
**JOIGNEAUX.**
**GARIBALDI** (le général) (1).
**MOREAU** (Henri).
**CARION** (2).
**TRIDON** (3).

Elections du 2 juillet 1871.

**LÉVÈQUE.**
**MAZEAU.**

## COTES-DU-NORD (13 Députés).

Elections du 8 février 1871.

**TROCHU** (le général) (4).
**TRÉVENEUC** (le comte de).
**DEPASSE.**
**SAISY** (Hervé de).
**CHAMPAGNY** (le vicomte Henri de).
**CARRÉ-KÉRISOUËT.**
**FLAUD** (5).
**ALLENOU.**
**LORGERIL** (le vicomte de).
**LARGENTAYE** (de).
**BOIS-BOISSEL** (le comte de).
**FOUCAUD** (de) (6).
**HUON DE PENANSTER.**

Elections du 2 juillet 1871.

**JANZÉ** (le baron de).

Elections du 11 février 1872.

**LE GAL LA SALLE.**

Elections du 21 février 1875.

**KERJÉGU** (l'amiral de).

(1) Démissionnaire.
(2) Décédé (non remplacé).
(3) Démissionnaire.
(4) A opté pour le Morbihan.
(5) Décédé.
(6) Idem.

## CREUSE (5 Députés).

Elections du 8 février 1871.

**DELILLE.**
**SAINCTHORENT** (de).
**ROCHE-AYMON** (le marquis de la).
**LAVERGNE** (Léonce de).
**PALOTTE** (Jacques).

## DORDOGNE (10 Députés).

Elections du 8 février 1871.

**CHADOIS** (le colonel de).
**MAZERAT.**
**DAUSSEL.**
**FOURTOU** (de).
**DE CARBONNIER DE MARZAC** (1).
**THIERS** (2).
**MONTEIL.**
**MALEVILLE** (le marquis de).
**DELPIT** (Martial).
**FOURICHON** (l'amiral).

Elections du 2 juillet 1871.

**MAGNE.**

## DOUBS (6 Députés).

Elections du 8 février 1871.

**GRÉVY** (Albert).
**THIERS** (2).
**MÉRODE** (de) (3).
**MONNOT-ARBILLEUR.**
**VAULCHIER** (de).
**METTETAL.**

Elections du 2 juillet 1871.

**FERNIER.**
**DENFERT-ROCHEREAU** (le colonel) (4).

Elections du 7 janvier 1872.

**GAUDY.**

(1) Décédé (non remplacé).
(2) A opté pour la Seine.
(3) A opté pour le Nord.
(4) A opté pour la Charente-Inférieure.

## DROME (6 Députés).

Elections du 8 février 1871.

THIERS (1).
BÉRENGER.
CHARETON (le général.)
MALENS.
CHEVANDIER.
LAMORTE (2).

Elections du 2 juillet 1871.

CLERC.
DUPUY (3).

Elections du 8 novembre 1874.

MADIER DE MONTJAU, aîné.

## EURE (8 Députés).

Elections du 8 février 1871.

RONCIÈRE LE NOURY (l'amiral de la).
PASSY (Louis).
OSMOY (le comte d').
BROGLIE (le duc de).
PRÉTAVOINE.
SALVANDY (de).
BESNARD.
DUPONT (de l'Eure) (Charles) (4).

Élections du 11 février 1872.

LEPOUZÉ.

## EURE-ET-LOIR (6 Députés).

Elections du 8 février 1871.

DELACROIX.
VINGTAIN (Léon).
LEFÈVRE-PONTALIS (Amédée).
GOUVION-SAINT-CYR (le marquis de).
PONTOI-PONTCARRÉ (le marquis de).
NOËL-PARFAIT.

(1) A opté pour la Seine.
(2) Election annulée.
(3) Démissionnaire.
(4) Décédé.

**CAZOT.**

Elections du 7 janvier 1872.

**LAGET.**

## GARONNE (HAUTE-) (10 Députés).

Elections du 8 février 1871.

**GATIEN-ARNOULT.**
**RÉMUSAT** (Paul de).
**HUMBERT.**
**PIOU.**
**LASSUS** (le baron de).
**AUBERJON** (le comte d') (1).
**SACASE.**
**BRETTES-THURIN** (le comte de).
**DEPEYRE.**
**BELCASTEL** (de).

Elections du 12 octobre 1873.

**RÉMUSAT** (Charles de) (2).

## GERS (6 Députés).

Elections du 8 février 1871.

**BATBIE.**
**DUMON.**
**ABBADIE DE BARRAU** (le comte d').
**LURO.**
**LACAVE-LAPLAGNE.**
**RESSÉGUIER** (le comte de).

## GIRONDE (14 Députés).

Elections du 8 février 1871.

**THIERS** (3).
**CARAYON-LATOUR** (de).
**DECAZES** (le duc).
**LUR-SALUCES** (le marquis de).
**CHANGARNIER** (le général) (4).
**MARTIN DES PALLIÈRES** (le général).
**PRINCETEAU.** (5).
**DUFAURE** (6).

(1) Décédé.
(2) Décédé (non remplacé).
(3) A opté pour la Seine.
(4) A opté pour la Somme.
(5) Décédé (non remplacé).
(6) A opté pour la Charente-Inférieure.

**JOURNU** (1).
**AURELLE DE PALADINES** (le général d') (2).
**RICHIER** (3).
**LÉON** (Adrien).
**BONNET.**
**JOHNSTON.**

Elections du 2 juillet 1871.

**FOURCAND.**
**LARRIEU** (4).
**SIMIOT.**
**SANSAS.**

Elections du 20 octobre 1872.

**CADUC.**

Elections du 27 avril 1873.

**DUPOUY.**

Elections du 29 mars 1874.

**ROUDIER.**

## HÉRAULT (8 Députés).

Elections du 8 février 1871.

**THIERS** (5).
**DUFAURE** (6).
**BOUISSON.**
**VITALIS.**
**DUPIN** (Félix).
**GRASSET** (de).
**VIENNET.**
**RODEZ-BÉNAVENT** (le vicomte de).

Elections du 2 juillet 1871.

**ARRAZAT.**
**CASTELNAU.**

## ILLE-ET-VILAINE (12 Députés).

Elections du 8 février 1871.

**TROCHU** (le général) (7).

(1) Démissionnaire.
(2) A opté pour l'Allier.
(3) Décédé.
(4) Idem.
(5) A opté pour la Seine.
(6) A opté pour la Charente-Inférieure.
(7) A opté pour le Morbihan.

THIERS (1).
GAVARDIE (de).

Elections du 2 juillet 1871.

BOUCAU.
PASCAL DUPRAT.
LOUSTALOT.

## LOIR-ET-CHER (5 Députés).

Elections du 8 février 1871.

BOZÉRIAN.
THIERS (1).
DUCOUX (2).
SERS (le marquis de).
TASSIN.

Elections du 2 juillet 1871.

DUFAY.

Elections du 11 mai 1873.

LESGUILLON.

## LOIRE (11 Députés).

Elections du 8 février 1871.

DORIAN (3).
THIERS (1).
MONTGOLFIER.
TROCHU (le général) (4).
JULLIEN (ALEXANDRE).
BOULLIER.
SUGNY (de).
MEAUX (le vicomte de).
CUNIT.
ARBEL.
CALLET.

Elections du 2 juillet 1871.

CHAVASSIEU.
CHERPIN.

Elections du 12 octobre 1873.

REYMOND (FRANCISQUE).

(1) A opté pour la Seine.
(2) Décédé.
(3) Décédé.
(4) A opté pour le Morbihan.

## LOIRE (HAUTE-) (6 Députés).

Elections du 8 février 1871.

VINAY (HENRI).
FLAGHAC (le baron de).
MALARTRE.
CALEMARD DE LAFAYETTE.
VINOLS (le baron de).
CHABRON (le général de).

## LOIRE-INFÉRIEURE (12 Députés).

Elections du 8 février 1871.

BABIN-CHEVAYE.
CHEGUILLAUME.
DORÉ-GRASLIN.
PERVANCHÈRE (de la).
JUIGNÉ (le comte de).
ROCHETTE (de la) (1).
CORNULIER-LUCINIÈRE (le comte de).
LALLIÉ.
DEZANNEAU (2).
FLEURIOT (de).
GINOUX DE FERMON (le comte).
SIMON (FIDÈLE).

## LOIRET (7 Députés).

Elections du 8 février 1871.

COCHERY.
ROBERT DE MASSY.
THIERS (3).
PETAU.
CRESPIN (4).
ABOVILLE (le vicomte d').
DUPANLOUP, *Évêque d'Orléans.*

Elections du 2 juillet 1871.

HARCOURT (le comte d').

(1) Décédé (non remplacé).
(2) Idem.
(3) A opté pour la Seine.
(4) Décédé (non remplacé).

## LOT (6 Députés).

Élections du 8 février 1871.

**LIMAYRAC** (Léopold).
**PAGÈS-DUPORT.**
**LAMBERTERIE** (de).
**VALON** (de).
**ROLLAND** (1).
**MURAT** (le comte Joachim).

## LOT-ET-GARONNE (6 Députés).

Élections du 8 février 1871.

**THIERS** (2).
**CHAUDORDY** (le comte de).
**BAZE.**
**SARRETTE.**
**CAZENOVE DE PRADINE** (de).
**BASTARD** (le comte Octave de).

Élections du 2 juillet 1871.

**FAYE.**

## LOZÈRE (3 Députés).

Élections du 8 février 1871.

**COLOMBET** (de).
**CHAMBRUN** (le comte de).
**ROUSSEL.**

## MAINE-ET-LOIRE (11 Députés).

Élections du 8 février 1871.

**BEULÉ** (3).
**JOUBERT.**
**DELAVAU.**
**MONTRIEUX.**
**CHATELIN.**
**MAX-RICHARD.**
**MAILLÉ** (le comte de).
**DURFORT DE CIVRAC** (le comte de).
**BOUILLERIE** (de la).

(1) Démissionnaire (non remplacé).
(2) A opté pour la Seine.
(3) Décédé.

**BEURGES** (le comte de).
**PELTEREAU-VILLENEUVE.**
**BREUIL DE SAINT-GERMAIN** (de).

Élections du 29 mars 1874.

**DANELLE-BERNARDIN.**

## MAYENNE (7 Députés).

Élections du 8 février 1871.

**VAUGUYON** (de) (1).
**VILFEU.**
**LE CHATELAIN.**
**LE LASSEUX.**
**BIGOT.**
**GAULTHIER DE VAUCENAY.**
**BOULLIER DE BRANCHE.**

Élections du 2 juillet 1871.

**DUBOYS-FRESNAY** (le général).

## MEURTHE (8 Députés) (*).

Élections du 8 février 1871.

**VARROY.**
**VIOX.**
**BRICE.**
**LAFLIZE.**
**GAMBETTA** (2).
**CLAUDE.**
**ANCELON.**
**BERLET.**

## MEUSE (6 Députés).

Élections du 8 février 1871.

**BOMPARD.**
**BENOIT.**
**BILLY.**
**GRANDPIERRE.**
**PICARD** (Ernest).
**GILLON** (Paulin).

(1) Décédé.
(2) A opté pour le Bas-Rhin.
(*) Ces Députés, à l'exception de M. Gambetta, qui avait opté pour le Bas-Rhin, ont représenté le département de Meurthe-et-Moselle, avec MM. Deschange et Bamberger.

## MORBIHAN (8 Députés).

Élections du 8 février 1871.

**TROCHU** (le général) (1).
**AUDREN DE KERDREL.**
**SAVIGNAC** (de) (2).
**MONNERAYE** (le comte de la).
**DAHIREL** (3).
**KÉRIDEC** (de).
**BOUCHER** (4).
**PIOGER** (de).
**JAFFRÉ** (l'abbé).
**FRESNEAU.**

Élections du 2 juillet 1871.

**GOUVELLO** (le marquis de).

Élections du 20 octobre 1872.

**MARTIN D'AURAY.**

Élections du 27 avril 1873.

**DU BODAN.**

## MOSELLE (9 Députés).

Élections du 8 février 1871.

**REHM.**
**GAMBETTA** (5).
**HUMBERT** (Louis-Amédée).
**DORNÈS** (Léon).
**NOBLOT.**
**ANDRÉ** (le docteur).
**DESCHANGE** (*).
**BARDON.**
**BAMBERGER** (*).

## NIÈVRE (7 Députés).

Élections du 8 février 1871.

**DUCROT** (le général) (6).

(1) Démissionnaire.
(2) Décédé.
(3) Décédé (non remplacé).
(4) Démissionnaire.
(5) A opté pour le Bas-Rhin.
(6) Démissionnaire.
(*) MM. Deschange et Bamberger ont représenté le département de Meurthe-et-Moselle, avec les Députés de la Meurthe.

[illegible] V
[illegible] V
[illegible] B
[illegible] C
[illegible]
[illegible] F
[illegible] T
[illegible]
[illegible] D
[illegible] D
[illegible]
[illegible] D
[illegible]
[illegible] P
[illegible]
[illegible]
[illegible]
[illegible] L
[illegible] A
[illegible] D
[illegible] M
[illegible] P
[illegible] A
[illegible] K
[illegible] L
[illegible]
[illegible]
[illegible] G
[illegible]
[illegible]
[illegible]
[illegible] M
[illegible]
[illegible]
[illegible]
[illegible]
[illegible] A
[illegible] S

**GÉVELOT.**
**GROLLIER.**
**CHRISTOPHLE.**
**BEAU** (Amédée).
**THIERS** (1).
**DUPORTAIL** (2).

Élections du 2 juillet 1871.

**LHERMINIER.**

## PAS-DE-CALAIS (15 Députés).

Élections du 8 février 1871.

**MARTEL.**
**THIERS** (1).
**PARTZ** (le marquis de).
**ADAM** (Achille).
**WARTELLE DE RETZ.**
**PARIS.**
**DOUAY.**
**FOULER DE RELINGUE** (le comte) (3).
**BRYAS** (le comte de).
**DIESBACH** (le comte de).
**CLERC** (de).
**DUSSAUSSOY.**
**HAMILLE** (Victor).
**RINCQUESEN** (de) (4).
**SAINT-MALO** (de).

Élections du 2 juillet 1871.

**FAIDHERBE** (le général) (5).

Élections du 7 janvier 1872.

**LEVERT.**

Élections du 8 février 1874.

**SENS.**

Élections du 1er novembre 1874.

**DELLISSE-ENGRAND.**

## PUY-DE-DOME (11 Députés).

Élections du 8 février 1871.

**BARDOUX.**
**ROUX.**
**GIROT-POUZOL** (1).
**MOULIN** (2).
**BARANTE** (le baron de).
**LACOMBE** (Charles de).
**TALLON** (Eugène).
**FÉLIGONDE** (de).
**CHABROL** (de).
**DOUET** (le comte de).
**VIMAL-DESSAIGNES.**

Élections du 2 juillet 1871.

**SALNEUVE.**

Élections du 12 octobre 1873.

**GIROT-POUZOL.**

(1) A opté pour la Seine.
(2) Décédé (non remplacé).
(3) Décédé.
(4) Décédé.
(5) A opté pour le Nord.

## PYRÉNÉES (BASSES-) (9 Députés).

Élections du 8 février 1871.

**LA CAZE** (Louis).
**BARTHE** (Marcel).
**LESTAPIS** (de).
**RENAUD.**
**DUCLERC.**
**JAURÉGUIBERRY** (l'amiral) (3).
**GONTAUT-BIRON** (le vicomte de).
**DUFAUR** (Xavier).
**DAGUENET.**

Élections du 7 janvier 1872.

**CHESNELONG.**

## PYRÉNÉES (HAUTES-) (5 Députés).

Élections du 8 février 1871.

**GOULARD** (de) (4).
**ADNET.**
**DESBONS.**
**FRANCLIEU** (le marquis de).
**DUCUING** (5).

Élections du 17 janvier 1875.

**CAZEAUX.**

(1) Démissionnaire.
(2) Décédé.
(3) Démissionnaire.
(4) Décédé.
(5) Décédé (non remplacé).

## PYRÉNÉES-ORIENTALES (4 Députés).

Élections du 8 février 1871.

ARAGO Emmanuel.
GUITER [illegible].
LEFRANC Pierre.
ARAGO Etienne [illegible].

Élections du 2 juillet 1871.

ESCARGUEL.

## RHIN (BAS-) (12 Députés) (*).

Élections du 8 février 1871.

KUSS.
[illegible].
ALBRECHT.
[illegible].
[illegible].
SCHNEEGANS.
SAGLIO.
GAMBETTA.
OSTERMANN.
[illegible].
FAVRE Jules [illegible].
[illegible].

## RHIN (HAUT-) (11 Députés) (**).

Élections du 8 février 1871.

[illegible].
[illegible].
[illegible].
[illegible].
[illegible].
[illegible].
[illegible].

[illegible] a opté pour [illegible].
[illegible] a opté pour [illegible].
[illegible] a opté pour [illegible].
[illegible] a opté pour [illegible].
[illegible] a opté pour [illegible].
[illegible] a opté pour [illegible].
[illegible] a opté pour [illegible].
[illegible] a opté pour [illegible].
[illegible] a opté pour [illegible].
[illegible] a opté pour [illegible].
[illegible] a opté pour [illegible].

SCHEURER-KESTNER.
KOECHLIN (Alfred).
RENCKER.

## RHIN (HAUT-) (*).

(ARRONDISSEMENT DE BELFORT)

Élections du 2 juillet 1871.

KELLER.

## RHONE (13 Députés).

Élections du 8 février 1871.

DUCARRE.
LE ROYER.
FAVRE (Jules).
BÉRENGER (1).
TROCHU (le général) (2).
MOREL (Jules) (3).
GLAS.
FLOTARD.
MANGINI.
PERRET.
LAPRADE (Victor de) (4).
MORTEMART (le marquis de).
SAINT-VICTOR (de).

Élections du 2 juillet 1871.

MILLAUD.
ORDINAIRE.

Élections du 11 mai 1873.

RANC (5).
GUYOT.

## SAONE (HAUTE-) (6 Députés).

Élections du 8 février 1871.

DUTOURNEL.
ANDELARRE (le marquis d').

(1) A opté pour la Drôme.
(2) A opté pour le Morbihan.
(3) Décédé.
(4) Démissionnaire.
(5) Déchu de son mandat (non remplacé).
(*) Un arrêté du Chef du Pouvoir exécutif, en date du 9 juin 1871, a affecté un Député à ce département.

**GRAMMONT** (le marquis de).
**MARMIER** (le duc de) (1).
**RICOT.**
**COURCELLE.**

Élections du 9 février 1874.

**HÉRISSON.**

## SAONE-ET-LOIRE (12 Députés).

Élections du 8 février 1871.

**ROLLAND** (CHARLES).
**THIERS** (2).
**RENAUD** (FÉLIX).
**DURÉAULT.**
**CHANGARNIER** (le général) (3).
**PELLISSIER** (le général VICTOR).
**ALEXANDRE** (CHARLES).
**MATHIEU** (FERDINAND).
**JORDAN.**
**GUICHE** (le marquis de la).
**PUVIS DE CHAVANNES** (4).
**DARON.**

Élections du 2 juillet 1871.

**LACRETELLE** (HENRI de).
**GUILLEMAUT** (le général).
**BOYSSET.**

## SARTHE (9 Députés).

Élections du 8 février 1871.

**VÉTILLART.**
**GASSELIN DE FRESNAY.**
**TALHOUËT** (le marquis de).
**BERNARD-DUTREIL.**
**BUSSON-DUVIVIERS.**
**CAILLAUX.**
**HAËNTJENS.**
**JUIGNÉ** (le marquis de).
**ROCHEFOUCAULD-BISACCIA** (le duc de la)

(1) Décédé.
(2) A opté pour la Seine.
(3) A opté pour la Somme.
(4) Décédé.

## SAVOIE (5 Députés).

Élections du 8 février 1871.

**CARQUET.**
**VIALLET** (1).
**PARENT.**
**GUINARD.**
**COSTA DE BEAUREGARD** (le marquis de).

Élections du 7 janvier 1872.

**GRANGE.**

## SAVOIE (HAUTE-) (5 Députés).

Élections du 8 février 1871.

**PHILIPPE** (JULES) (2).
**CHARDON.**
**DUPARC.**
**SILVA.**
**TABERLET.**

Élections du 2 juillet 1871.

**FOLLIET.**

## SEINE (43 Députés).

Élections du 8 février 1871.

**LOUIS BLANC.**
**VICTOR HUGO** (3).
**GAMBETTA** (4).
**GARIBALDI** (le général) (5).
**QUINET** (EDGAR).
**ROCHEFORT** (HENRI) (5).
**SAISSET** (l'amiral).
**DELESCLUZE** (5).
**JOIGNEAUX** (6).
**SCHOELCHER** (7).
**FÉLIX PYAT** (8).
**HENRI MARTIN** (9).

(1) Décédé.
(2) Démissionnaire.
(3) Démissionnaire.
(4) A opté pour le Bas-Rhin.
(5) Démissionnaire.
(6) A opté pour la Côte-d'Or.
(7) A opté pour la Martinique.
(8) Démissionnaire.
(9) A opté pour l'Aisne.

POTHUAU (le vice-amiral).
GAMBON (1).
LOCKROY (Edouard) (1).
DORIAN (2).
RANC (3).
MALON (3).
BRISSON (Henri).
THIERS.
SAUVAGE (4).
MARTIN BERNARD.
MARC-DUFRAISSE (5).
GREPPO.
LANGLOIS.
FRÉBAULT (le général).
CLÉMENCEAU (6).
VACHEROT.
FLOQUET (6).
BRUNET (Jean).
COURNET (6).
TOLAIN.
LITTRÉ.
FAVRE (Jules) (7).
ARNAUD (de l'Ariége).
SAY (Léon).
LEDRU-ROLLIN (8).
TIRARD.
RAZOUA (8).
ADAM (Edmond).
MILLIÈRE (8).
PEYRAT.
FARCY.

Élections du 2 juillet 1871.

WOLOWSKI.
ANDRÉ (Alfred).
PERNOLET.
LOUVET (9).
DIETZ-MONIN.
PREMMENMÉ (de).
GAMBETTA.
CORBON.

(1) Démissionnaire.
(2) A opté pour la Loire.
(3) Démissionnaire.
(4) Décédé.
(5) Décédé (non remplacé).
(6) Démissionnaire.
(7) A opté pour le Rhône.
(8) Démissionnaire.
(9) Décédé (non remplacé).

MORIN (Pau
DENORMAN
CISSEY (le
KRANTZ.
PLŒUC (le
SCHEURER
LABOULAY
LEFÉBURE
LAURENT-
SÉBERT.
BRELAY.
DROUIN.
MOREAU (F

El

VAUTRAIN.

É

BARODET.

SEINE-I

É

THIERS (2).
TROCHU (le
BUISSON.
POUYER-QU
CORDIER.
LANEL.
DUFAURE (
DE MONTAL
BUÉE.
SAVOYE.
ANISSON-DU
BAGNEUX (l
ROYS (le mar
VITET (6).
PEULVÉ.
ANCEL.

Él

NÉTIEN.

(1) A opté pou
(2) A opté pou
(3) A opté po
(4) A opté pou
(5) A opté pou
(6) Décédé.

**LEBOURGEOIS.**
**ROBERT** (le général).
**DUVAL** (RAOUL).

Élections du 16 novembre 1873.

**VALAZÉ** (le général).

## SEINE-ET-MARNE (7 Députés).

Élections du 8 février 1871.

**CHOISEUL** (HORACE de).
**LAFAYETTE** (OSCAR de).
**LASTEYRIE** (JULES de).
**VOISIN.**
**HAUSSONVILLE** (le vicomte OTHENIN d').
**JOZON** (PAUL).
**SÉGUR** (le comte LOUIS de).

## SEINE-ET-OISE (11 Députés).

Élections du 8 février 1871.

**BARTHÉLEMY-SAINT-HILAIRE.**
**RAMEAU.**
**LEFÈVRE-PONTALIS** (ANTONIN).
**FERAY.**
**SAY** (LÉON) (1).
**PICARD** (ERNEST) (2).
**CARNOT** père.
**THIERS** (3).
**JOURNAULT.**
**FAVRE** (Jules) (4).
**GAMBETTA** (5).

Élections du 2 juillet 1871.

**POURTALÈS** (le comte de) (6).
**JOUVENCEL** (FERDINAND) (6).
**LABÉLONYE** (6).
**SCHÉRER.**
**HÈVRE.**

(1) A opté pour la Seine.
(2) A opté pour la Meuse.
(3) A opté pour la Seine.
(4) A opté pour le Rhône.
(5) A opté pour le Bas-Rhin.
(6) Décédé.

Élections du 14 décembre 1873.

**CALMON.**

Élections du 18 octobre 1874.

**SENARD.**

Élections du 7 février 1875.

**VALENTIN** (EDMOND).

## SÈVRES (DEUX-) (7 Députés).

Élections du 8 février 1871.

**MONNET.**
**AYMÉ DE LA CHÈVRELIÈRE.**
**TAILLEFERT.**
**TRIBERT.**
**ROCHEJAQUELEIN** (le marquis de la).
**MAZURE** (le général).
**RICARD.**

## SOMME (11 Députés).

Élections du 8 février 1871.

**FAIDHERBE** (le général) (1).
**DOMPIERRE-D'HORNOY** (l'amiral de).
**CHANGARNIER** (le général).
**BLIN DE BOURDON** (le vicomte).
**MAGNIEZ.**
**RAINNEVILLE** (le vicomte de).
**COURBET-POULARD.**
**BEAUVILLÉ** (de).
**GAULTHIER DE RUMILLY.**
**RAMBURES** (de).
**CALLUAUD** (2).

Élections du 2 juillet 1871.

**FAIDHERBE** (le général (3).
**GOBLET.**

Élections du 7 janvier 1872.

**DAUPHIN** (4).

Élections du 9 juin 1872.

**BARNI.**

(1) Démissionnaire.
(2) Décédé.
(3) A opté pour le Nord.
(4) Démissionnaire.

POTHUAU (le
GAMBON (1).
LOCKROY (
DORIAN (2).
RANC (3).
MALON (3
BRISSON
THIERS.
SAUVAG
MARTIN
MARC-I
GREPP
LANGI
FRÉB
CLÉM
VACH
FLOQ
BRU
COU
TOI
LIT
FA
AR
SA
LE
TH
R
A
M
I
I

Élections du 7 janvier 1872.

## VAUCLUSE (5 Députés).

Élections du 8 février 1871.

[illegible] (1).
[illegible] (1).
[illegible] (Taxile) (1).
[illegible] (1).
[illegible] (Alfred) (1).

Élections du 2 juillet 1871.

[illegible] (Henri) (2).
[illegible] (Elzéar).
[illegible] (Taxile).
[illegible] (Alphonse).
[illegible] (Alfred).

Élections du 1er mars 1874.

[illegible]-ROLLIN (3).

## VENDÉE (8 Députés).

Élections du 8 février 1871.

GODET DE LA RIBOULLERIE.
TROCHU (le général) (4).
VANDIER.
PUIBERNEAU (de).
BOURGEOIS.
BASSETIÈRE (de la).
GIRAUD.
FONTAINE (de).

Élections du 2 juillet 1871.

BEAUSSIRE.

## VIENNE (6 Députés).

Élections du 8 février 1871.

THIERS (5).
ROCHETHULON (le marquis de la).
SERPH (Gusman).

(1) Démissionnaire.
(2) Décédé.
(3) Décédé (non remplacé).
(4) A opté pour le Morbihan.
(5) A opté pour la Seine.

Élections du 7 janvier 1872.

**JACQUES.** L.
**LAMBERT** (ALEXIS).

## COLONIES

S(

### MARTINIQUE (2 Députés).

Élections du 12 mars 1871. M

**SCHŒLCHER.**
**PORY-PAPY** (1).

Élections du 9 août 1874.

**GODISSART.** L.

### GUADELOUPE (2 Députés).

Élections du 9 avril 1871.

**BLONCOURT** (MELVIL) (2). L.
**ROLLIN** (3). M

Élections du 5 octobre 1873.

**CASSE** (GERMAIN).

(1) Décédé. D
(2) Déchu de son mandat (non remplacé).
(3) Démissionnaire.

# § III — LISTE NOMINATIVE

DES

# REPRÉSENTANTS A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

## ÉLUS DANS PLUSIEURS DÉPARTEMENTS (1).

---

### ÉLECTIONS GÉNÉRALES

DU 8 FÉVRIER 1871

**AUDREN DE KERDREL** [Ille-et-Vilaine. — Morbihan].

**AURELLE DE PALADINES** (le général) [Allier. — Gironde].

**BENOIST D'AZY** (le comte) [Gard. — Nièvre].

**BÉRENGER** [Drôme. — Rhône].

**CHANGARNIER** (le général) [Gironde. — — Nord. — Saône-et-Loire. — Somme].

**DORIAN** [Loire. — Seine].

**DUCLERC** [Landes. — Basses-Pyrénées].

**DUFAURE** [Charente-Inférieure. — Gironde. — Hérault. — Seine-Inférieure. — Var].

**FAVRE** (JULES) [Ain. — Aisne. — Rhin (Bas-). — Rhône. — Seine. — Seine-et-Oise].

**GAMBETTA** [Bouches-du-Rhône. — Meurthe. — Moselle. — Rhin (Bas-). — Rhin (Haut-). — Seine. — Seine-et-Oise. — Var. — Alger. — Oran].

**GARIBALDI** (le général) [Alpes-Maritimes. — Côte-d'Or. — Seine. — Alger].

**GRÉVY** (JULES) [Bouches-du-Rhône. — Jura].

**JAURÉGUIBERRY** (l'amiral) [Pyrénées (Basses-). — Var].

**JOIGNEAUX** [Côte-d'Or. — Seine].

(1) L'indication des départements pour lesquels ils ont opté se trouve à la Liste nominative, § I, et à la Table analytique, article ELECTIONS.

**JOINVILLE** (le prince DE) [Manche. — Marne (Haute-)].

**LEDRU-ROLLIN** [Bouches-du-Rhône. — Seine. — Var] (1).

**MALEVILLE** (LÉON DE) [Landes. — Tarn-et-Garonne].

**MARC-DUFRAISSE** [Alpes-Maritimes. — Seine].

**MARTIN** (HENRI) [Aisne. — Seine].

**MÉRODE** (DE) [Doubs. — Nord].

**MONTAIGNAC** (l'amiral DE) [Allier. Seine-Inférieure].

**PÉRIER** (CASIMIR) [Aube. — Bouch Rhône. — Isère].

**PICARD** (ERNEST) [Meuse. — Seine-et-Oise].

**SAY** (LÉON) [Seine. — Seine-et-

**SCHOELCHER** [Seine. — Guyane. — tinique].

**THIERS** [Alpes (Basses-). — Aude. — Bouches-du-Rhône. — Charente-Inférieure. — Cher. — Dordogne. — Doubs. — Drôme. — Finistère. — Gard. — Gironde. — Hérault. — Ille-et-Vilaine. — Landes. — Loir-et-Cher. — Loire. — Loiret. — Lot-et-Garonne. — Nord. — Orne. — Pas-de-Calais. - Saône-et-Loire. — Seine. — Seine-et- ise. — Seine-Inférieure. — Vienne].

**TROCHU** (le général) [Bouches-du- hône. — Côtes-du-Nord. — Finistère. — le-et-Vilaine. — Loire. — Morbihan. — hône. — Seine-Inférieure. — Tarn. — endée].

## ÉLECTIONS PARTIELLES

### DU 2 JUILLET 1871.

**CISSEY** (le général DE) [Ille-et-Vilaine. — ine].

**DENFERT - ROCHEREAU** (le colonel) harente-Inférieure. — Doubs. — Isère].

**FAIDHERBE** (le général) [Nord. — Pas- Calais. — Somme].

**TA** [Bo u-

**RIER** [Bouches

(1) Démissionnaire, a été réélu, le 1er mars 1874, par le département de Vaucluse.

## ASSEMBLÉE NATIONALE (1871-1876)

| PRÉSIDENT | VICE-PRÉSIDENTS | SECRÉTAIRES |
|---|---|---|
| [illegible] Jules. | **VITET.**<br>**MARTEL.**<br>**BENOIST D'AZY** (le comte).<br>**SAINT-MARC-GIRARDIN.** | **BETHMONT.**<br>**RÉMUSAT** (Paul de).<br>**MEAUX** (le vicomte de).<br>**JOHNSTON.**<br>**BARANTE** (le baron de).<br>**CASTELLANE** (le marquis de). |
| [illegible] | **MARTEL.**<br>**BENOIST D'AZY** (le comte).<br>**SAINT-MARC-GIRARDIN.**<br>**VITET.** | **BETHMONT.**<br>**RÉMUSAT** (Paul de).<br>**MEAUX** (le vicomte de).<br>**JOHNSTON.**<br>**BARANTE** (le baron de).<br>**CASTELLANE** (le marquis de). |
| [illegible] | **MARTEL.**<br>**SAINT-MARC-GIRARDIN.**<br>**BENOIST D'AZY** (le comte).<br>**VITET.** | **DESJARDINS** (Albert).<br>**BARANTE** (le baron de).<br>**COSTA DE BEAUREGARD** (le marquis de).<br>**MEAUX** (le vicomte de).<br>**RÉMUSAT** (Paul de).<br>**RIVE** (Francisque). |
| [illegible] | **MARTEL.**<br>**BENOIST D'AZY** (le comte).<br>**SAINT-MARC-GIRARDIN.**<br>**VITET.** | **RIVE** (Francisque).<br>**COSTA DE BEAUREGARD** (le marquis de).<br>**RÉMUSAT** (Paul de).<br>**DESJARDINS** (Albert).<br>**BARANTE** (le baron de).<br>**MEAUX** (le vicomte de). |
| [illegible] | **MARTEL.**<br>**BENOIST D'AZY** (le comte).<br>**VITET.**<br>**SAINT-MARC-GIRARDIN.** | **RIVE** (Francisque).<br>**DESJARDINS** (Albert).<br>**BARANTE** (le baron de).<br>**RÉMUSAT** (Paul de).<br>**MEAUX** (le vicomte de).<br>**CAZENOVE DE PRADINE** (de). |
| [illegible] Jules. | **MARTEL.**<br>**BENOIST D'AZY** (le comte).<br>**SAINT - MARC - GIRAR - DIN** (1).<br>**VITET.** | **RIVE** (Francisque).<br>**CAZENOVE DE PRADINE** (de).<br>**DESJARDINS** (Albert).<br>**BLIN DE BOURDON** (le vicomte).<br>**VOISIN** (Félix).<br>**GRIVART.** |

| DATE DE LA NOMINATION | PRÉSIDENT | |
|---|---|---|
| 16 et 17 août 1871. | **GRÉVY** (Jules). | V<br>M<br>I<br>S |
| 5 décembre 1871. | **GRÉVY** (Jules). | M<br>I<br>S<br>V |
| 5 mars 1872. | **GRÉVY** (Jules). | M<br>S<br>E<br>V |
| 5 juin 1872. | **GRÉVY** (Jules). | M<br>E<br>S<br>V |
| 12 novembre 1872. | **GRÉVY** (Jules). | M<br>B<br>V<br>S. |
| 12 février 1873. | **GRÉVY** (Jules). | M<br>B<br>S.<br><br>V. |
| 2 avril 1873. | **GRÉVY** (Jules) (2). | |

(1) Décédé le 11 avril 1873.
(2) Réélu après démission.

| DATE DE LA NOMINATION | PRÉSIDENT | VICE-PRÉSIDENTS | SECRÉTAIRES |
|---|---|---|---|
| 1er et 2 mars 1875. | **BUFFET.** | **MARTEL.**<br>**AUDIFFRET - PASQUIER** (le duc d').<br>**AUDREN DE KERDREL.**<br>**RICARD.** | **CAZENOVE DE PRADINE** (de).<br>**DUCHATEL** (le comte).<br>**SÉGUR** (le comte Louis de).<br>**VOISIN** (Félix).<br>**LAMY.**<br>**BLIN DE BOURDON** (le vicomte). |
| 15 mars 1875. | **AUDIFFRET - PASQUIER** (le duc d') (1). | | |
| 16 mars 1875. | ..... | **DU** 2). | |
| 1er juin 1875. | **AUDIFFRET - PASQUIER** (le duc d'). | **MA**<br>**DUCLE**<br>**A** **DE KERDREL.** | **VOISIN** (Félix).<br>**CAZENOVE DE PRADINE** (de).<br>**SÉGUR** (le comte Louis de).<br>**BLIN DE BOURDON** (le vicomte).<br>**DUCHATEL** (le comte).<br>**LAMY.** |
| novembre 1875 (3). | **AUDIFFRET - PASQUIER** (le duc d'). | **I**<br>**M**<br>**A** **E KERDREL.**<br>**I** | **CAZENOVE DE PRADINE** (de).<br>**VOISIN** (Félix).<br>**SÉGUR** (le comte Louis de).<br>**BLIN DE BOURDON** (le vicomte).<br>**LAMY.**<br>**DUCHATEL** (le comte). |

## QUESTEURS

16 et 17 février 1871.

**BAZE.**
**MARTIN DES PALLIÈRES** (le général).
**PRINCETEAU.**

20 février 1872.

**BAZE.**
**PRINCETEAU.**
**MARTIN DES PALLIÈRES** (le général).

20 février 1873.

**BAZE.**
**PRINCETEAU.**
**MARTIN DES PALLIÈRES** (le général).

21 et 25 février 1874.

**BAZE.**
**MARTIN DES PALLIÈRES** (le général).
**TOUPET DES VIGNES.**

1er mars 1875.

**BAZE.**
**TOUPET DES VIGNES.**
**MARTIN DES PALLIÈRES** (le général).

(1) Élu en remplacement de M. BUFFET, nommé Vice Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur.
(2) Élu en remplacement de M. le duc d'AUDIFFRET-PASQUIER, devenu Président de l'Assemblée.
(3) Dernière élection du Bureau de l'Assemblée, dont les pouvoirs ont été prorogés jusqu'au 8 mars 1876.

| DATE DE LA NOMINATION | PRÉSIDENT | VICE-PRÉSIDENTS | SECRÉTAIRES |
|---|---|---|---|
| 1er et 2 mars 1875. | **BUFFET.** | **MARTEL.**<br>**AUDIFFRET - PASQUIER** (le duc d').<br>**AUDREN DE KERDREL.**<br>**RICARD.** | **CAZENOVE DE PRADINE** (de).<br>**DUCHATEL** (le comte).<br>**SÉGUR** (le comte Louis de).<br>**VOISIN** (Félix).<br>**LAMY.**<br>**BLIN DE BOURDON** (le vicomte). |
| 15 mars 1875. | **AUDIFFRET - PASQUIER** (le duc d') (1). | | |
| 16 mars 1875. | ..... | **DU** (2). | |
| 1er juin 1875. | **AUDIFFRET - PASQUIER** (le duc d'). | **M.**<br>**DUCI**<br>**A** **DE KERDREL.** | **VOISIN** (Félix).<br>**CAZENOVE DE PRADINE** (de).<br>**SÉGUR** (le comte Louis de).<br>**BLIN DE BOURDON** (le vicomte).<br>**DUCHATEL** (le comte).<br>**LAMY.** |
| novembre 1875 (3). | **AUDIFFRET - PASQUI** (le duc d'). | **DE KERDREL.** | **CAZENOVE DE PRADINE** (de).<br>**VOISIN** (Félix).<br>**SÉGUR** (le comte Louis de).<br>**BLIN DE BOURDON** (le vicomte).<br>**LAMY.**<br>**DUCHATEL** (le comte). |

## QU RS

16 et 17 février 1871.

**BAZE.**
**MARTIN DES PALLIÈRES** (le général).
**PRINCETEAU.**

20 février 1872.

**BAZE.**
**PRINCETEAU.**
**MARTIN DES PALLIÈRES** (le général).

20 février 1873.

**BAZE.**
**PRINCETEAU.**
**MARTIN DES PALLIÈRES** (le général).

21 et 25 février 1874.

**BAZE.**
**MARTIN DES PALLIÈRES** (le général).
**TOUPET DES VIGNES.**

1er mars 1875.

**BAZE.**
**TOUPET DES VIGNES.**
**MARTIN DES PALLIÈRES** (le général).

(1) Élu en remplacement de M. **Buffet**, nommé Vice Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur.
(2) Élu en remplacement de M. le duc d'**Audiffret-Pasquier**, devenu Président de l'Assemblée.
(3) Dernière élection du Bureau de l'Assemblée, dont les pouvoirs ont été prorogés jusqu'au 8 mars 1876.

# EXPLICATION DES ABRÉVIATIONS

A. signifie *Annales.*
B. des L. — *Bulletin des Lois.*
F. — *Feuilletons.*
I. — *Impressions.*
J. O. — *Journal officiel.*
M. B. — *Moniteur de Bordeaux.*
an. — *Annexes des Annales.*
p. — *page.*
t. — *tome.*

…NNAIRES PUBLICS. — MARCHÉS. …MINISTRATIFS.

**…NISTRATIONS MUNICIPA-** … CONSEILS GÉNÉRAUX ET MUNI- … — MAIRES ET ADJOINTS.

**…MISSION EN FRANCHISE DES …DUITS MANUFACTURÉS DE …LSACE-LORRAINE.**

— Projet de loi relatif à une Convention … la France et l'Allemagne, concernant …mission en franchise des produits ma… …tures de l'Alsace-Lorraine, voy. TRAI… …

EXPLIC…

2 — **Propositions** de MM. Claude (des … et Flotard, relatives à l'exécution …cette Convention, voy. ALSACE-LORRAINE, … n… 1 à 4.

**ADMISSIONS TEMPORAIRES EN FRANCHISE.**

Proposition de MM. Johnston et Fraissinet voy. DOUANES.

**ADRESSES POLITIQUES**, voy. CONSEILS GÉNÉRAUX ET MUNICIPAUX. — INTERPELLATIONS, n° 32.

**AFFAIRES INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES.**

Propositions relatives à l'établissement d'un impôt sur les revenus de ces affaires, voy. COMMERCE ET INDUSTRIE.

**AFFOUAGE**, voy. CODE FORESTIER.

**AGENTS DE CHANGE**, voy. OPÉRATIONS DE BOURSE. — VALEURS MOBILIÈRES.

**AGENTS DIPLOMATIQUES.**

Projet de loi relatif à leurs traitements, voy. CRÉDITS, § IV, *Affaires étrangères*.

**AGGLOMÉRATION LYONNAISE.**

Projet de loi de crédit applicable aux

**ACTES ARBITRAIRES.**

Proposition de M. Sansas, relative à [illegible] nition des actes arbitraires commis pa[illegible] fonctionnaires, voy. FONCTIONNA[illegible] BLICS.

**ACTES D'ACCUSATION.**

Proposition de M. Paren[illegible] fier l'art. 337 du Code d'[illegible] nelle, voy. CODE D'INS[illegible]

**ACTES DE COMM[illegible]**
DE COMMERCE.

**ACTES DE L'[illegible]**

Projets de [illegible] des actes de [illegible] départemen[illegible]

**ACTES**

Proj[illegible] créer [illegible] fût d[illegible] emp[illegible]

A[illegible]

[illegible] 31 janvier 1872] (I., n° 867; A., t. 7, [illegible] 137. J. O., p. 1246). — Rapport som[illegible] M. Serph [17 mai] (I., n° 1134; A., [illegible] p. 169; J. O., p. 3715). — Discus[illegible] sur la prise en considération [21 mars [illegible] A., t. 17, p. 19). — Est entendu : [illegible] Ducuing (*ibid.*). — Prise en considération [illegible] cette proposition (*ibid.*). — Commission [illegible] n° 454; J. O. de 1873, p. 2231). — Rap[illegible] préliminaire, par M. Ducuing [7 février [illegible] I., n° 2204; A., t. 29, an., p. 278; [illegible] p. 1477, 1567]. — Rapport sur le [illegible] par le même Député [16 juillet] (I., [illegible] A., t. 33, an., p. 38; J. O., p. 5506). — *Première délibération* [16 décembre] (A., [illegible] p. 215) — Est entendu : M. Caillaux, *Ministre des Travaux publics* (*ibid.*). — L'Assemblée décide qu'elle passera à une seconde délibération (*ibid.*). = *Deuxième délibération* [5 janvier 1875] (p. 291). — Est entendu : M. Grivart, *Ministre de l'Agriculture et du Commerce* (p. 292). — Sur la demande du Ministre, l'Assemblée ordonne le renvoi à la Commission de l'ensemble de la proposition (*ibid.*) [1].

2 — Exposé des motifs et texte de la proposition de MM. Destremx, le comte de Rouillé et autres, tendant à combattre les ravages causés dans les vignobles par le phylloxera et à généraliser les irrigations [18 juillet 1873] (I., n° 1899 ; A., t. 19, p. 245 et an., p. 132; J. O., p. 5479). — Sur la demande de M. Destremx, l'urgence est déclarée (p. 245). — Commission (F., n° 514 ; J. O., p. 5018). — Rapport, par M. de Grasset [4 juillet 1874] (I., n° 2518; A., t. 32, an., p. 366 ; J. O., p. 5283). — Discussion [22 juillet] (A., t. 33, p. 274). — Est entendu : M. le comte de Douhet (*ibid.*). — Adoption du projet de loi proposé par la Commission, tendant à accorder un prix de 300,000 fr., à l'inventeur d'un moyen efficace pour détruire le phylloxera (p. 275). = Loi du 22 juillet 1874 (J. O., p. 5233 ; B. des L., n° 3256).

3 — Exposé des motifs et texte de la nouvelle proposition de M. Destremx, tendant à arrêter la propagation de la maladie causée par le phylloxera dans les vignobles

[1] Il n'a pas été donné d'autre suite à cette proposition.

6 juillet 1874] (I., n° 2520 ; A., t. 32, an., p. [illegible] ; J. O., p. 5313). — Renvoi de cette proposition à la Commission chargée d'examiner les propositions relatives au phylloxera (A., t. 32, p. 599). — Voy. le § précédent et le suivant.

4 — Exposé des motifs et texte de la proposition de M. Destremx ayant pour objet d'utiliser toutes les eaux improductives pour l'irrigation des prairies et la submersion des vignes atteintes du phylloxera [15 janvier 1875] (I., n° 2829 ; A., t. 36, an., p. 22; J. O., p. 576)—Renvoi à la Commission du phylloxera (A., t. 36, p. 90).—Rapport, par M. Destremx, sur cette proposition et celles mentionnées aux précédents paragraphes, suivi d'un nouveau projet de loi proposé par la Commission [30 juin] (I., n° 3133 ; A., t. 39, an., p. 142; J. O., p. 6137).—Demande, par M. Destremx, de la mise à l'ordre du jour de ce projet de loi après la discussion du Budget [28 juillet] (t. 41, p. 191). — Sont entendus, MM. Destremx, Caillaux, *Ministre des Travaux publics*, le général de Cissey, *Ministre de la Guerre*.—Rejet de cette demande (*ibid.*). —Renvoi au Conseil d'Etat du même projet de loi, sur la demande du rapporteur, au nom de la Commission et d'accord avec le Gouvernement [17 décembre 1875] (A., t. 43, p. 323).

5 — Exposé des motifs et texte de la proposition de M. Destremx, tendant à faciliter l'adduction des eaux destinées à l'alimentation des exploitations rurales, des hameaux et des villages [30 juin 1875] (I., n° 3132; A., t. 39, an., p. 141 ; J. O., p. 5545). — Renvoi à la Commission du phylloxera (A., t. 39, p. 275). — Rapport, au nom de cette Commission par M. Destremx [17 décembre] (I., n° 3604 ; A., t. 43, an., p. 603 ; J. O. de 1876, p. 873). — Adoption immédiate des conclusions du rapport, tendant au renvoi de la proposition au Conseil d'État (A., t. 43, p. 323).

6 — Rapport, au nom de la Commission du phylloxera et des irrigations, suivi d'un projet de loi ayant pour objet la déclaration d'utilité publique du canal d'irrigation du Rhône (des Roches de Condrieu à Béziers), par M. le baron de Larcy [28 juillet 1875] (I., n° 3299 ; A., t. 41, an., p. 123 ; J. O., p. 7083 ; *rectification*, A., t. 41 ; p. 198).— Rapport verbal par M. le baron de Larcy, au nom de la même Commission, sur les motifs du retrait, sous réserves, du projet de loi présenté par elle, à la suite du rapport ci-dessus mentionné [15 décembre 1875] (t. 43, p. 297). — Sont entendus : MM. le baron de Larcy, *rapporteur* (p. 297, 298) ; Caillaux, *Ministre des Travaux publics*, p. 297).

7 — Exposé des motifs et texte de la proposition de M. Pagès-Duport, relative à la perception de trois centimes additionnels sur les contributions foncière et personnelle, et de six centimes sur la contribution des portes et fenêtres, pour assurer le service des secours donnés par l'Etat aux agriculteurs victimes de la grêle, des inondations et autres sinistres [1er juillet 1874] (I., n° 2509 ; A., t. 32, an., p. 344; J. O., p. 4715). — Renvoi de la proposition à la Commission du Budget (t. 32, p. 532).

8 — Propositions tendant à remédier aux maladies des vers à soie, voy. SÉRICICULTURE.

### § IV. — *Objets divers.*

1 — Rapport, par M. de Montlaur, au nom de la Commission d'Enquête sur le commerce général de la France (Sous-commission de l'agriculture), voy. ENQUÊTES PARLEMENTAIRES, § I.

2 — Proposition de M. Henri Fournier, tendant à nommer une Commission chargée d'élaborer un Code rural, voy. CODE RURAL.

3 — Proposition de M. Baucarne-Leroux ayant pour objet l'établissement d'un droit à l'exportation des tourteaux, voy. TOURTEAUX.

4 — Proposition de M. de Douhet, relative à la création de deux grands prix à décerner aux inventeurs de la solution de deux problèmes essentiellement importants pour l'agriculture et l'industrie : l'application de la chimie au meilleur engrais et de l'électricité aux forces motrices (1) [22 juillet 1873] (I., n° 1918 ; A., t. 19, p. 320;

(1) Cette proposition n'a pas été distribuée.

passera à la deuxième délibération *(ibid)*. = Rapport, par M. Monjaret de Kerjégu, au nom de la Commission du Budget, sur les conséquences financières de la proposition [7 juillet] (I., n° 3159; A., t. 39, an., p. 236; J. O., p. 6483). — Rapport supplémentaire par M. le marquis de Dampierre [8 décembre 1875] (I., n° 3537; A., t. 43, an., p. 371; J. O. de 1876, p. 712). — Renvoi à la Commission du Budget (A., t. 43, p. 156). — Rapport, par M. Teisserenc de Bort, au nom de cette Commission, sur le nouveau proj[illegible] [17 décembre] (I., n° 3603; A., t. 43, an., 601; J. O. de 1876, p. 872). = Demande [illegible] mise à l'ordre du jour de la deuxième [illegible] libération, par M. le marquis de Damp[illegible] *rapporteur* [20 décembre 1875] (A., t. [illegible] 13). — Rejet de cette demande (p. [illegible]

3 — Exposé des motifs et texte d[illegible] position de MM. Joigneaux, Guil[illegible] autres, relative à la création d[illegible] nationale de jardinage au potag[illegible] sailles [2 juillet 1872] (I., n° 12[illegible] an., p. 110; J. O., p. 4705). — [illegible] Commission chargée de l'exam[illegible] position mentionnée au précéd[illegible] 1873] (A., t. 18, p. 344) (1).

4 — Amendements au Bu[illegible] 1° à affecter un crédit à l'[illegible] à l'entretien d'une École [illegible] potager de Versailles ; 2[illegible] des bourses à cette Éc[illegible] GÉNÉRAL DE L'ÉTAT, § IV[illegible] § VI, *Exercice 1876* [illegible] *merce*.

5 — Observations [illegible] l'omission au Budget [illegible] duits des écoles de [illegible] gnon, voy. COMPT[illegible]

§ III. — *Sinist[illegible] nuisibles à l'agr[illegible]*

1 — Exposé d[illegible] position de M. [illegible] sures nécessai[illegible] causés par [illegible]

(1) Il n'a [illegible] position [illegible] l'amend[illegible] a donné [illegible]

cult[illegible] — [illegible] motifs et texte de la proposition [illegible] M. Léon Say, tendant à instituer [illegible] de 50,000 francs au profit de [illegible] qui découvrira un moyen pratique [illegible] déterminer directement la présence [illegible] l'alcool dans les mélanges [22 [illegible]] (I., n° 2179; A., t. 29, an., p. [illegible] 830). — Rapport sommaire, [illegible] marquis de Dampierre [13 mars] (I., [illegible] A., t. 30, an., p. 144; J. O., p. [illegible] — Discussion sur la prise en considération [3 juin] (t. 32, p. 19). — Sont entendus : MM. le marquis de Dampierre, [illegible] (p. 19) ; Leurent, Ganivet (p. 20). [illegible] Prise en considération [même séance] [illegible] — Commission (F., n° 644; J. O., [illegible] (1).

[illegible] — Dispositions relatives à l'augmentation de l'impôt sur les alcools et au mode de perception de cet impôt, voy. Boissons. — BUDGET GÉNÉRAL DE L'ÉTAT, § IV, *Exercice 1874*.

3 — Projet de loi relatif aux droits sur les manquants chez les marchands en gros, bouilleurs et distillateurs, voy. BOISSONS.

4 — Projets de lois relatifs aux surtaxes sur les alcools aux octrois de diverses communes, voy. OCTROIS.

## ALGER (VILLE D').

Projet de loi relative à sa mise en état de siège, voy. ALGÉRIE, § III, n° 2.

## ALGÉRIE.

§ I. RÉGIME LÉGAL.
§ II. RÉGIME FINANCIER. — ETABLISSEMENTS DE CRÉDITS.
§ III. DISPOSITIONS DIVERSES. — INCIDENTS.

### § I. — *Régime légal.*

1 — Proposition de M. Lucet, tendant à réparer une omission dans l'art. 20 de la loi sur les Elections municipales en ce qui concerne l'Algérie, voy. CONSEILS MUNICIPAUX.

(1) Il n'a pas été fait de rapport sur le fond de cette proposition.

par M. Vandier [11 décembre ... t. 28, an., p. 18 ; J. O., p. ... cussion sur la prise en considération ... 1874] (t. 31, p. 109). — ... MM. Alexis Lambert ... *porteur* (p. 114 ; ... en considération ... Commission ... proposition ... autres, ... phe (F., n ... sur le ... le ... t. 31, ... *dé*... — ... blée ... dé... ... projet ... vue ... M. de ... J. ... J. ... Ernest Pi- ... p. ... juillet] ... amende- ... — Sont ... Ernest ... Bragnon, ... p. 185. ... et de loi ... juillet ... 189).

... du pro- ... d'usage ... établissement ... exploitation ... présenté par ... *teur* [17 ... an., p. 48; ... déclarée (A., ... projet de loi ... précédent §. ... pour objet la ... l'Alsace et de ... en Algérie, voy. ... 1 et 2.

... à la nomina- ... de l'Algérie, ...

7 — Communication, faite par M. Casimir Périer, au nom du Gouvernement concernant la dissolution du Conseil général d'Alger [20 décembre 1871] (I., n° 736; A., t. 6, p. 208; J. O. de 1872, p. 24).

8 — Demande d'interpellations à ce sujet, voy. INTERPELLATIONS, n° 16.

9 — Projet de loi relatif à l'élection de ce Conseil général, voy. CONSEILS GÉNÉRAUX, § II.

10 — Questions : de la création de villages d'Arabes chrétiens, de la reconstitution du service de l'assistance hospitalière en Algérie ; de l'impôt foncier à y établir; du projet de suppression du Conseil de Droit musulman, voy. BUDGET GÉNÉRAL DE L'ÉTAT, §§ V et VI, *Exercices 1875 et 1876.*

11 — Pétition d'un grand nombre d'horticulteurs-pépiniéristes contre le décret du 14 août 1875, qui prohibe l'importation des arbres fruitiers et autres en Algérie, voy. PÉTITIONS.

## ALIÉNÉS.

Exposé des motifs et texte de la proposition de MM. Théophile Roussel, Paul Jozon et Albert Desjardins, tendant à réviser la loi du 30 juin 1838 sur les aliénés [25 juillet 1872] (I., n° 1348; A., t. 13, an., p. 224; J. O., p. 5637). — Rapport sommaire, par M. de Rességuier [4 décembre] (I., n° 1469; A., t. 14, an., p. 121 : J. O., p. 7699, 7783). — Prise en considération [21 mars 1873] (A., t. 17, p. 16). — Commission (F., n° 154 ; J. O. de 1873, p. 2231) (1).

## ALLEMAGNE, voy. ARMÉES ALLEMANDES. — CRÉDITS, §§ VI et VII, *Finances* et *Guerre*. — DÉPARTEMENTS ENVAHIS. — INTERPELLATIONS, n° 3. — POSTES. — PRUSSE. — QUESTIONS, n°s 23, 50. — TÉLÉGRAPHIE. — TRAITÉS, § I.

## ALLOCATIONS, voy. SECOURS.

(1) Il n'a pas été fait de rapport sur cette proposition.

[illegible] Commission [illegible] (I., [illegible] p. 711, [illegible] [28 jan- [illegible] de déclara- [illegible] rappor- [illegible] sur cette de- [illegible] Mathieu-Bodet, [illegible] Buffet, *Prési-* [illegible] Godin (p. 301); [illegible] — L'urgence [illegible] Discussion [27 jan- [illegible] *générale* (p. 306 [illegible] *les articles* (p. 320). — [illegible] renvoi à la Com- [illegible] de M. Leurent, [illegible] d'obliger la Compagnie à [illegible] à tous les commer- [illegible] en leur concédant les mê- [illegible] — Adoption de cet [illegible] dans sa rédaction par [illegible] = Ont pris part [illegible] Godin (p. 306 à 310, [illegible] *rapporteur* (p. 310, [illegible] Tolain (p. 311, 314, [illegible] Mathieu-Bodet, *Ministre* [illegible] à 318, 319, 323, 328); [illegible] Villain (p. 319); [illegible] Tirard (p. 321, 322, [illegible] 329); Testelin [illegible] 320); des Rotours [illegible] Adoption de l'ensemble du [illegible] [28 janvier] (t. 36, [illegible] janvier 1875 (J. O., p. [illegible]

[illegible] des motifs et texte du pro- [illegible] tendant à réprimer la fraude dans [illegible] et la vente des allumettes [illegible] par M. Léon Say, *Mi-* [illegible] juillet 1875] (I., [illegible] p. 563; J. O., [illegible] Renvoi à la Commission du [illegible] Budget de 1876 (t. 40, p. 203). — Rapport, au nom de cette Commission, par M. Wolowski [26 juillet] (I., n° 3262; A., t. 41, an., p. 73; J. O., p. 6952). — Demande de mise à l'ordre du jour du lendemain, par M. Léon Say, *Ministre des Finances* [27 juillet] (p. 157). — Adoption (*ibid.*). = *Première délibération* [28 juillet] (p. 168). — Déclaration de l'urgence, sur la demande du Ministre (*ibid.*). — *Discussion générale* (*ibid.*). — L'Assemblée décide, au scrutin public, qu'elle entend passer à la discussion des articles (p. 181); liste des votants (p. 192). — *Discussion des articles*, *ibid.* — Art. 1er (p. 181); adoption de l'article; et, sans discussion, de l'art. 2 (p. 182). — Art. 3 (*ibid.*) : adoption, au scrutin public, avec la nouvelle rédaction de la Commission (p. 184); liste des votants (p. 194). — Ont pris part à la discussion : MM. Ducarre (p. 168 à 172, 179, 183); Wolowski, *rapporteur* (p. 172, 178, 180, 183); Pouyer-Quertier (p. 173, 177); Léon Say, *Ministre des Finances* (p. 175, 179, 181, 182); Le Royer (p. 180); Paris (Pas-de-Calais) (p. 181); Testelin (p. 182); Tolain, Ernest Picard, Victor Lefranc (p. 183). — Adoption de l'ensemble du projet de loi [même séance] (p. 184). = Loi du 28 juillet 1875 (B. des L., n° 4361; J. O., p. 6113).

7 — Observations incidentes relatives à l'exécution de la loi du 15 mars 1873 concernant la fabrication et la vente des allumettes, voy. BUDGET GÉNÉRAL DE L'ÉTAT, § IV, *Exercice 1874*.

**ALPES** (FRONTIÈRES DES).

1 — Projet de loi portant approbation de la convention entre la France et l'Italie, pour la délimitation de la frontière des deux pays à l'intérieur du tunnel du Mont-Cenis, voy. TRAITÉS, § III.

2 — Observations relatives à la défense des frontières des Alpes, voy. BUDGET GÉNÉRAL DE L'ÉTAT, § V, *Exercice 1875*, *Guerre*.

**ALSACE-LORRAINE.**

§ I. CESSION DE L'ALSACE-LORRAINE.
§ II. ENCOURAGEMENTS AUX ALSACIENS-LORRAINS RESTÉS FRANÇAIS.

p. 834 ; J. O., p. 1184). — Commission (F., n° 76 ; J. O., p. 1116). — Rapport, par M. Albert Grévy, sur ce projet de loi et sur la proposition de MM. Billy et autres ci-après mentionnée (10 juillet) (I., n° 381 ; A., t. 3, p. 905 ; J. O., p. 2304). = *Première délibération* (26 juillet) (t. 4, p. 327). — *Deuxième délibération* (9 août) (t. 4, p. 552). — *Troisième délibération* (7 septembre) (t. 5, p. 430). — **Adoption, sans discussion, de l'ensemble du projet de loi** (t. 5, p. 431). = **Loi du 7 septembre 1871** (J. O., p. 3393 ; B. des L., n° 493).

2 — Exposé des motifs et texte de la proposition de MM. Billy, Grandpierre et autres, tendant à conserver le nom de département de la Moselle aux territoires de l'arrondissement de Briey et de l'arrondissement de Metz, restés Français (8 mai 1871) (I., n° 210 ; A., t. 2, p. 872 ; J. O., p. 1028). — Renvoi à la Commission chargée d'examiner le projet de loi analysé au précédent paragraphe *ibid.*).

3 — **Exposé des motifs et texte de la proposition de MM. Keller, Scheurer-Kestner et autres, tendant à désigner la ville de Belfort comme chef-lieu de la portion restée Française du département du Haut-Rhin** (1er août 1871) (I., n° 444 ; A., t. 4, an., p. 173 ; J. O., p. 2867). — Rapport sommaire, par M. Ricot (22 août) (I., n° 532 ; A., t. 5, an., p. 47 ; J. O., p. 3572). — Prise en considération (28 août) (t. 5, p. 188). — Rejet de la demande de déclaration d'urgence faite par M. Keller (*ibid.*). — Commission (F., n° 151 ; J. O., p. 3126 [1]).

### § IV. — *Réorganisation judiciaire.*

1 — Exposé des motifs et texte du projet de loi sur le règlement provisoire du service judiciaire dans les arrondissements de la Lorraine et de l'Alsace, partiellement détachés de la France, présenté par M. Thiers, *Chef du Pouvoir exécutif* et M. Dufaure, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice* (10 avril 1871) (I., n° 125 ; A., t. 2, p. 367, 393 ; J. O., p. 752). — L'Assemblée déclare l'urgence même séance (A., t. 2, p. 367). — Commission (F., n° 40 ;

(1) Cette Commission n'a pas déposé de rapport.

entendus : MM. Dahirel (A., t. 14, p. 3 Jules Grévy, *Président de l'Assemb* 5); Wolowski (p. 5).— L'urgence [14 novembre] (p. 23). — n° 358; J. O., p. M. Wolowski [9 déce t. 14, an., p. 139; J. au scrutin [18 déce liste des votan décembre 187 1522).

6 — Exp position et autre civil, qui ayan

... ANCE PRÈS

... industriels ... transporter

... et texte de la

... MM. Brisson, Peyrat et autres ... une amnistie à accorder aux ... damnés pour crimes ou délits ... depuis une année [13 septembre ... 551 : A., t. 5, an., p. 239; J. O., ... — Demande d'urgence par ... p. 581). — L'urgence n'est pas ... p. 582) (1).

— Exposé des motifs et texte de la proposition de MM. de Pressensé, A. André, ... et autres, tendant à remettre en ... les individus poursuivis ou condamnés à la suite de l'insurrection du ... mars, qui n'ont pas dépassé le grade de sous-officier, et qui ne sont accusés d'aucun crime de droit commun ou d'aucun ... déterminé dans ladite insurrection [19 décembre 1871] (I., n° 730; A., t. 6, an., p. 243; J. O. de 1872, p. 114). — Rapport sommaire, par M. Louis La Caze [31 janvier 1872] (I., n° 868; A., t. 7, an., p. 138; J. O., p. 1217). — Prise en considération sans discussion [8 février] (A., t. 7, p. 461). — Rapport sur le fond, par M. Depeyre [16 juillet] (I., n° 1318; A., t. 13, an., p. 134; J. O., p. 5365). — Demande d'urgence, par M. Louis Blanc (A., t. 13, p. 176). — Sont entendus : MM. Louis Blanc p. 176, 177; Depeyre, *rapporteur;* Thiers, *Président de la République*; Raoul Duval (p. 177). — Rejet de la demande de M. Louis Blanc (p. 178). = Incident, soulevé par M. Brisson, relatif à la mise à l'ordre du jour des conclusions du rapport de M. Depeyre sur les propositions ayant pour objet l'amnistie [12 décembre 1873] (t. 28, p. 269). — Sont entendus : MM. Brisson, Depeyre, *Garde des Sceaux* (*ibid.*). — M. le Président annonce la convocation des Bureaux pour le remplacement des deux membres de la Commission nommés Ministres (*ibid.*). — Rapport supplémentaire, par M. Emile Carron [20 mai 1874] (I., n° 2392; A., t. 31, an., p. 136; J. O., p. 3717, 3793) (2).

3 — Dépôt et lecture, par M. Alfred Naquet, en son nom et au nom de MM. Bou-

(1) Cette proposition a été retirée par ses auteurs, le 26 février 1872, par lettre adressée au Président de l'Assemblée, et convertie ultérieurement en amendement à la proposition de MM. de Pressensé et autres, et après mentionnée.

(2) Cette dernière proposition n'a pas été discutée.

chet, Esquiros, Madier de Montjau et Ordinaire, d'une proposition ayant pour objet : 1° d'accorder une amnistie pleine et entière aux auteurs de tous les crimes et délits politiques commis depuis le 4 septembre 1870 ; 2° de faire réviser, dans les six mois, les procès des condamnés pour des crimes de droit commun connexes avec des crimes politiques [20 décembre 1875] (A., t. 44, p. 27). — Développements à l'appui de la demande d'urgence, par M. Naquet (p. 27 à 29). — Discussion (p. 30 à 33). — Demande, par M. Langlois, de la question préalable, fondée sur l'article 2 de la proposition, relatif à la révision des procédures (p. 33). — Sont entendus dans cette discussion : MM. Naquet (p. 27 à 29, 32) ; le duc d'Audiffret-Pasquier, *Président de l'Assemblée* (p. 27 à 31, *passim*) ; de Rességuier (p. 28, 29) ; Lestourgie (p. 29) ; Georges Perin (p. 30) ; le marquis de Castellane (*ibid.*) ; de Pressensé (p. 31) ; Lepère (p. 32) ; Madier de Montjau (p. 32, 33) ; Langlois (p. 33). — Adoption de la question préalable (p. 34). = Observations de M. le duc d'Audiffret-Pasquier, *Président de l'Assemblée*, à l'occasion de la lecture du procès-verbal, au sujet de paroles proférées par M. Naquet dans la séance de la veille et que le tumulte l'avait empêché d'entendre [21 décembre] (p. 51). = Protestation de M. l'amiral de Montaignac, *Ministre de la Marine et des Colonies*, contre l'authenticité de la pièce lue à la tribune par M. Naquet et contre ses imputations à l'égard de l'administration de la Nouvelle-Calédonie (p. 52 à 54) : observations de M. Georges Perin (p. 54).

## AMOMES ET CARDAMOMES.

Exposé des motifs et texte du projet de loi relatif au régime des amomes et cardamomes, présenté par M. Teisserenc de Bort, *Ministre de l'Agriculture et du Commerce* [19 juin 1872] (I., n° 1232 ; A., t. 12, an., p. 50 ; J. O., p. 4230). — L'Assemblée déclare l'urgence [même séance] (t. 12, p. 429). — Rapport, par M. Guichard, au nom de la Commission du Budget de 1873 [29 juin] (I., n° 1254 ; A., t. 12, an., p. 98 ; J. O., p. 4611). — Adoption, sans discussion [3 juillet] (t. 12, p. 657). = Loi du 3 juillet 1872 ; J. O., p. 4833 ; B. des L., n° 1258).

**AMORTISSEMENT**, voy. CAISSES D'AMORTISSEMENT ET DES DÉPOTS ET CONSIGNATIONS.

## AMURCAS ET PULPES D'OLIVES,

voy. OLIVES.

## ANGLETERRE.

1 — Proposition de MM. Léon Say et Ducuing, tendant à adresser des remerciements à la Belgique, à la Suisse et à l'Angleterre, voy. CONFÉDÉRATION HELVÉTIQUE.

2 — Proposition de MM. Raoul Duval, Keller et autres, tendant à autoriser le Gouvernement à dénoncer avant le 1 février 1872 le traité de commerce franco-anglais, voy. TRAITÉS, § II.

3 — Projet de loi relatif au traité de commerce entre la France et la Grande-Bretagne, voy. TRAITÉS, § II.

4 — Rapport de M. Martenot sur les voies navigables de l'Angleterre, voy. ENQUÊTES PARLEMENTAIRES, § II.

5 — Projet de loi ayant pour objet la déclaration d'utilité publique et la concession d'un chemin de fer sous-marin entre la France et l'Angleterre, voy. CHEMINS DE FER, § II.

6 — Projet de loi portant approbation de la convention sur le régime des sucres, conclue entre la France, la Belgique, la Grande-Bretagne et les Pays-Bas, voy. SUCRES.

## ANNAM (ROYAUME D').

Projets de lois relatifs à des traités conclus entre la France et cet Etat, voy. TRAITÉS.

## ANNONCES JUDICIAIRES ET LÉGALES.

Exposé des motifs et texte de la proposition de MM. Bottieau, Adnet et autres,

## ARMÉE.

§ I. Commission de réorganisation.
§ II. Recrutement.
§ III. Organisation.
§ IV. Cadres et effectifs.
§ V. Etat-major.
§ VI. Avancement.
§ VII. Administration.
§ VIII. Justice militaire.
§ IX. Retraites militaires.
§ X. Appel des contingents.
§ XI. Révision des grades.
§ XII. Dispositions diverses.
§ XIII. Incidents divers.

### § I. — *Commission de réorganisation.*

1 — Texte de la proposition de M. Margaine, tendant à nommer une Commission chargée de déterminer les bases d'un projet de réorganisation de l'armée [31 mars 1871] (I., n° 96; A., t. 2, p. 187, 193; J. O., p. 501). — Rapport sommaire, par M. le baron Chaurand [12 avril] (I., n° 130; A., t. 2, p. 536; J. O., p. 757). — Discussion sur la prise en considération [17 avril] (p. 536). — Sont entendus : MM. Margaine (p. 536); le baron Chaurand (p. 537). — Adoption des conclusions du rapport, tendant au rejet de la prise en considération de la proposition (p. 538).

2 — Exposé des motifs et texte de la proposition de MM. Calemard de la Fayette, Rivaille et autres, tendant à obtenir la création d'une Commission de trente membres, dite de la *réorganisation de l'armée* [28 avril 1871] (I., n° 179; A., t. 2, p. 786; J. O., p. 869). — Rapport sommaire, par M. le comte de Melun [4 mai] (I., n° 195; A., t. 2, p. 829; J. O., p. 944). — Discussion sur la prise en considération [9 mai] (p. 876). — Sont entendus : MM. le marquis de Franclieu, (*ibid.*); de Melun, *rapporteur* (p. 879). — Prise en considération (p. 880). — Commission spéciale (F., n° 73; J. O., p. 1100). — Rapport au nom de cette commission, par M. le marquis de Mornay [12 mai] (I., n° 224; A., t. 2, p. 255; J. O., p. 1110). — Discussion sur le fond [17 mai] (t. 3, p. 46). — Sont entendus : MM. le comte Mathieu de la Redorte; le général le Flô, *Ministre de la guerre;* Rampont, le général Ducrot (p. 47); de Mornay, *rapporteur* (p. 48, 49); Dahirel (p. 48, 51); l'amiral de La Roncière Le Noury (p. 43); Bethmont (p. 49); l'amiral de Dompierre d'Hornoy (p. 49, 51); de Bastard, de La Rochefoucauld-Bisaccia (p. 50); Calemard de la Fayette (p. 51). — L'urgence est déclarée (p. 50). — Adoption de l'ensemble de la résolution, modifiée par l'augmentation du nombre des membres devant composer la Commission (quarante-cinq), et par l'addition à ses attributions de l'organisation de l'armée de mer [même séance] (p. 51, 52).

3 — Composition de la Commission de 45 membres, chargée de préparer les projets de lois relatifs à la réorganisation de l'armée (F., n° 64; J. O., p. 952).

### § II. — *Recrutement.*

1 — Exposé des motifs et texte de la proposition de M. le marquis de Mornay sur le recrutement et la composition de l'armée française [12 avril 1871] (I., n° 126; A., t. 2, p. 443; J. O., p. 752). — Rapport sommaire, par M. le comte de Melun [25 avril 1871] (I., n° 165; A., t. 2, p. 709; J. O., p. 820). — Prise en considération [26 avril] (p. 715). — Commission (F., n° 56; J. O., p. 845). — Rapport sur le fond, par M. le comte Octave de Bastard [6 mai] (I., n° 208; A., t. 2, p. 852; J. O., p. 1027). — Renvoi de cette proposition à la Commission de réorganisation de l'armée [17 mai] (p. 52). — Voir ci-dessus, § I, n° 3.

2 — Exposé des motifs et texte de la proposition de M. le général Martin des Pallières, sur le recrutement de l'armée [21 avril 1871] (I., n° 161; A., t. 2, p. 676; J. O., p. 823, 837). — Rapport sommaire, par M. le comte de Melun [2 mai] (I., n° 188; A., t. 2, p. 813; J. O., p. 886). — Prise en considération et renvoi à la Commission chargée d'examiner la proposition de M. de Mornay sur le même objet [5 mai] (p. 833). — Développements de la proposition de M. le général Martin des Pallières sur la réorganisation de l'armée, faisant suite à la précédente [16 juin] (I., n° 327; A., t. 3, p. 929; J. O., p. 2486, 2501, 2584, 2612).

3 — Exposé des motifs et texte de la proposition de M. le général Chareton concer-

relative aux annonces judiciaires et légales [illegible] n° 133; A., t. 4, an., p. [illegible] Rapport sommaire, par M. [illegible] 29 août [illegible], n° 521; A., t. 5, [illegible] p. [illegible] Prise en considé- ration [illegible] A., t. 6, p. 28. — Com- [illegible] J. O., p. 5137. — Rap- port [illegible] par M. Gaveld 29 mai 1872 [illegible] A., t. 12, an., p. 98; J. O., p. [illegible] 24 mars [illegible] Sont entendus : [illegible] p. 17, 18; le comte [illegible] l'Assemblée dec[illegible] deuxième délibérat[illegible] de la deuxième [illegible] de M. Mo[illegible]

## ANNULATION D'ÉLECTIONS

[illegible]

## APPEL AU PEUPLE.

[illegible]

## APPEL DES CONTING[ENTS]

[illegible]

## APPEL NOMINAL

[illegible]

[illegible] ticle 5 [illegible] sion. [illegible] mat [illegible] l'in[illegible]

[illegible] général Chanzy (p. 4[illegible]); [illegible] général Trochu (p. [illegible] chereau (p. 21, 41, [illegible] (p. 28, 42); le [illegible] p. 33); le gé- [illegible] 42; Dupanloup, [illegible] le général Billot (p. [illegible]). — Clôture de la [illegible] mai (t. 12, p. 56). — [illegible] 30 mai (p. 58 et [illegible]) : MM. le comte de [illegible] (p. 62). Adoption (p. [illegible] M. le marquis de Castel- [illegible] (Ibid.). — Art. 5 (Inter- [illegible] aux militaires présents au [illegible] MM. Édouard Millaud (p. 64, [illegible] de Chasseloup-Laubat, rap- [illegible] le marquis de Juigné (p. 69); [illegible] Cissey, Ministre de la Guerre [illegible] général Ducrot, Rouvier (Ibid.). [illegible] au scrutin public de l'art. 5 (p. [illegible] les votants (p. 77). — Paragra- [illegible] proposé par M. Raoul [illegible] ayant pour objet de déclarer inéli- [illegible] militaires en activité de service [illegible] Sont entendus : MM. [illegible] Jules de Lasteyrie [illegible] le [illegible] de Chasseloup-Laubat, rapporteur [illegible] au scrutin public du paragraphe [illegible] [illegible]

adoption (p. 96). — Art. 19
ment sur la demande
ay, au nom
lle ré-
con-
280 et
ssensé
292, 294);
: le gé-
Guerre (p.
Beulé (*ibid.*);
mon, *Ministre*
*des Cultes* (p.
p. 289); Ches-
Gambetta (p. 292);
*rapporteur* (p. 297);
on, au scrutin pu-
; liste des votants
l'art. 20 de la Commis-
général Billot déclare
cle (*ibid.*). — Sont enten-
néral Billot (p. 304, 305);
*nistre de l'Instruction publi-*
p. 305); Beaussire (*ibid.*).
20 *ibid.*). — Art. 21 et 22 : adop-
2. p. 97). — Art. 23 [Sursis d'appel]
nt entendus : MM. Chevandier (p.
général Guillemaut (p. 98, 110);
ment (p. 99, 108); Gambetta (p. 104,
115); le général Pellissier, le général
anzy (p. 111); le marquis de Castellane
p. 112); le marquis de Chasseloup-Laubat,
*rapporteur* (p. 112, 113, 114); Jean Brunet
p. 117). Renvoi de l'amendement de M. Jean
Brunet à la Commission, sur la demande de
M. Jules de Lasteyrie, son *Président* (p. 117).
Nouvelle rédaction de l'art. 23, présenté par
M. le général Chareton, au nom de la Com-
mission (p. 120, 122) : MM. Gambetta (p.
123) ; le général Chareton, Jean Brunet (p.
124) ; Chevandier, le général de Cissey,
*Ministre de la Guerre* (p. 126). Adoption, au
scrutin public, du nouvel article 23 (p. 127);
liste des votants (p. 137). — Art. 24 : adop-
tion (p. 127). — Art. 25 : supprimé sur la
demande de la Commission (*ibid.*). — Art.
26 : adoption (*ibid.*). — Art. 27 (*ibid.*) : M. le
vicomte de Meaux (p. 127) ; le général Bil-
lot (p. 128). Adoption (p. 129). — Art. 28 (p.
129) : M. le comte de Bastard (p. 129) ; Lim-
pérani, Monnet, Ganivet (p. 130, 131). Adop-
tion (p. 131). — Art. 29 (*ibid.*) : MM.
Margaine, le marquis de Mornay (p.
131) ; adoption de cet article et de l'arti-
cle 30 (*ibid.*). — Art. 31 (p. 134) : MM.
Bozérian (p. 132) ; le marquis de Chasse-
loup-Laubat, *rapporteur* (p. 133) ; de Gavar-
die (p. 135) ; le général de Cissey, *Ministre
de la Guerre* (p. 135). Adoption (p. 136). —
Art. 32 à 36 (*ibid.*) : MM. de Tréveneuc, le
comte de Bastard (p. 136). Adoption de ces
articles (p. 136, 137). — Art. 37 [Durée du
service militaire] (p. 143). — Ont pris part
aux débats : MM. Farcy (p. 143) ; Keller (p.
147, 236) ; Sarrette (p. 161) ; le général Tro-
chu (p. 167, 215) ; le général Ducrot (p. 179) ;
Raudot (p. 189, 193, 273) ; Thiers, *Président
de la République* (p. 193, 197, 199 à 215, 240,
246, 274) ; de Chasseloup-Laubat, *rappor-
teur* (p. 193, 232) ; le général Chanzy (p. 195) ;
André (de la Charente) (p. 222) ; le général
Chareton (p. 222, 223, 247) ; le général Guil-
lemaut (p. 222, 229) ; Jean Brunet (p. 222,
248, 256) ; le général Changarnier (p. 228) ;
Léonce de Lavergne (p. 239) ; Audren de
Kerdrel (p. 246, 247) ; le général Martin des
Pallières (p. 247) ; Gambetta (p. 247) ; Lepère
(p. 248) ; Fresneau (p. 249) ; le comte de Bas-
tard (p. 259, 276) ; le marquis de Castellane
(p. 260, 271) ; le duc d'Harcourt (p. 267) ; le
général Billot (p. 272, 276) ; le général Ro-
bert (p. 276). — Rejet au scrutin public :
1° de l'amendement de MM. le général Tro-
chu, Keller et autres, tendant à fixer à trois
ans la durée du service dans l'armée
active (p. 217) ; liste des votants (*ibid.*) ;
rectification (p. 221) ; 2° de l'amendement de
M. le général Chareton, retiré par lui et re-
pris par M. le général Martin des Pallières,
ayant pour objet de fixer à quatre ans au
*maximum* et un an au *minimum* la durée de
la présence sous les drapeaux (p. 251) ; liste
des votants (p. 252) ; rectifications (p. 255) ;
3° de l'amendement de M. Jean Brunet,
fixant cette durée suivant les contingents
(p. 259) ; 4° de M. le marquis de Castellane,
tendant à porter à sept ans la durée du ser-
vice dans la réserve, et à supprimer l'ar-
mée territoriale (p. 272). Adoption de l'en-
semble de l'art. 37 (p. 277). — Retrait, par
M. Flye Sainte-Marie, d'un article addition-
nel (p. 280). — Art. 38 à 40 (p. 305 à 307).
Sont entendus : MM. Margaine (p. 306, 307,
309) ; le général de Cissey, *Ministre de la
Guerre* (p. 306, 309 ; le marquis de Chasse-
loup-Laubat, *rapporteur* (p. 306) ; le général

[illegible] Azy (p. 418); Bethmont (p. 418, [illegible] général Robert (p. 419, 421); le mar- [illegible] de Chasseloup-Laubat, *rapporteur*, le [illegible] d'Aboville (p. 420); Calemard de la [illegible] p. 422); Baragnon (p. 423). — Art. [illegible], t. 12, p. 423). Sont entendus : MM. le vi- [illegible] de Meaux (p. 424, 428); Bethmont (p. [illegible], 425, 428, 434); Baragnon (p. 424); Foubert (p. 427); le général Guillemaut (p. 434, 438); le comte de Bastard (p. 436); le général de Cissey, *Ministre de la Guerre* (p. 437); du Breuil de Saint-Germain (p. 438); le marquis de Chasseloup-Laubat, *rapporteur* (p. 438, 439); le marquis de Mornay (p. 438); André (de la Charente) (p. 440, 443); Jules de Lasteyrie (p. 442); Lespinasse (p. 442); le général Robert (p. 444); Duvergier de Hauranne (p. 445, 446); le général Ducrot (p. 445); le général Pellissier (p. 446). — Rejet, au scrutin public, de l'amendement de M. le vicomte de Meaux, concernant les jeunes gens exerçant une profession agricole, industrielle ou commerciale (p. 429); liste des votants (p. 430). — Adoption de l'ensemble de l'art. 55 (p. 445). — Art. 56 (p. 446). Sont entendus : MM. le vicomte d'Aboville (p. 446); le marquis de Mornay (p. 447); Beulé (p. 447, 449); Bethmont (p. 448, 450); Duvergier de Hauranne (p. 449); Langlois (p. 449, 450); Schœlcher (p. 450). Adoption de l'article 56 (p. 450). — Art. 57 (p. 451) : MM. le général Ducrot (p. 453); Horace de Choiseul, le général Robert (p. 454); le marquis de Chasseloup-Laubat, *rapporteur*, Amat, Bethmont (p. 455). — Adoption de l'art. 57, avec un paragraphe additionnel proposé par M. le général Ducrot (p. 453). — Art. 58 (p. 455) : Mgr Dupanloup (p. 455, 460); MM. Bethmont (p. 460, 461); Faye, Jules Simon, *Ministre de l'Instruction publique* (p. 461). Adoption de l'article, avec l'amendement de Mgr Dupanloup, tendant à reculer jusqu'à 24 ans le sursis accordé aux volontaires d'un an pour terminer leurs études (p. 461). — Art. 59 : adoption (*ibid.*). Dispositions additionnelles (*ibid.* et suiv.). Sont entendus : MM. le général Robert (p. 461, 464); Chaper (p. 462); Target (p. 463, 465, 467); le général Billot (p. 463, 465); Dahirel (p. 465); le général Guillemaut (p. 466); Bethmont (p. 466, 467); le marquis de Chasseloup-Laubat, *rapporteur* (p. 467). Adoption, au scrutin public, de la première partie de l'amendement

de M. Target, ayant pour objet d'autoriser la substitution de numéros entre frères (A., t. 12, p. 466); liste des votants (p. 469). Rejet de la seconde partie de l'amendement, relatif à la substitution entre beaux-frères et parents jusqu'au quatrième degré (p. 468); liste des votants (p. 470). — Adoption des articles 60 à 67 (p. 474, 475). — Disposition additionnelle proposée par M. Boreau-Lajanadie, relative à la punition des dons et promesses aux médecins ou chirurgiens chargés des examens (A., t. 12, p. 475) : MM Ganivet (p. 475, 477); Boreau-Lajanadie, Alfred Dupont (p. 476); le comte de Bastard (p. 477). Adoption de cet article additionnel (*ibid.*). — Art. 68 : adoption (*ibid.*). — Art. 69 (*ibid.*). Sont entendus : MM. le baron Chaurand (p. 477, 479); le comte de Bastard (p. 479, 482); Mgr Dupanloup (p. 480, 481); le comte Rampon (p. 481); le général de Cissey, *Ministre de la Guerre* (p. 482). Adoption, au scrutin public et à l'unanimité, de l'amendement de M. le baron Chaurand et de Mgr Dupanloup, relatif aux règlements à faire par les Ministres de la guerre et de la marine pour assurer aux militaires de toutes armes le temps et la liberté d'accomplir leurs devoirs religieux, les dimanches et autres jours de fêtes consacrés par leurs cultes respectifs (p. 482); liste des votants (p. 489); rectifications (p. 473). Retrait des articles additionnels présentés sur le même objet par MM. Bamberger et de Pressensé (p. 483). — Art. 70 à 76 (p. 483, 484) : MM. Seignobos (p. 484); le comte de Bastard (p. 484, 485); le comte Jaubert (p. 485, 486); Jean Brunet (p. 487). Adoption de ces articles et déclaration de l'Assemblée qu'elle passera à une troisième délibération [22 juin] (t. 12, p. 487). — *Troisième délibération* sur le projet de loi relatif au recrutement de l'armée [25 juillet 1872] (t. 13, p. 352). — Adoption : de l'amendement de M. le baron Chaurand, tendant à restreindre aux enfants légitimes les dispenses accordées par l'art. 17 de la loi (p. 387); du paragraphe additionnel de MM. des Rotours et le général Robert, relatif au fils et au petit-fils aîné de septuagénaire (p. 409). — Adoption, au scrutin public, de l'ensemble de l'art. 17 modifié (p. 409); liste des votants (p. 430). — Maintien des autres articles votés en deuxième délibération (p. 352 à 430). — Ont pris part à la troisième délibération : MM. le baron Chaurand (A., t. 13, p. 352, 384, 385, 387); le général de Cissey, *Ministre de la Guerre* (p. 353, 399, 418, 421, 424, 428); Jouin (p. 354); Edouard Millaud, Antonin Lefèvre-Pontalis (p. 358); des Rotours (p. 359, 366, 387); le comte Jaubert (p. 362, 388); le marquis de Chasseloup-Laubat, *rapporteur* (p. 362, 386, 391, 397, 415, 417, 425, 429); Testelin (p. 365); Farcy (p. 366, 368, 393); le général Pellissier (p. 367); Jean Brunet (p. 381); Bethmont (p. 384, 385, 387); Alfred Dupont (p. 385, 386); Lepère (p. 387); J. de Lasteyrie, *président de la Commission* (p. 388, 411); le général Billot (p. 388); le général Robert (p. 389, 417, 418, 425, 429); Vinay (p. 391); le vicomte d'Aboville (p. 394, 398, 422); le marquis d'Andelarre (p. 409); Cézanne (p. 413, 415); Jules Simon, *Ministre de l'Instruction publique et des Cultes* (p. 416, 417); de Lacretelle (p. 417); René Brice (p. 418); André (de la Charente) (p. 419, 422); le général Guillemaut (p. 422); de Belcastel (p. 423, 424); Dahirel (p. 424); le baron de Barante (p. 428). = Adoption de l'ensemble du projet de loi [27 juillet 1872] (t. 13, p. 430). — Loi du 27 juillet 1872 (J. O. de 1872, p. 5553; B. des L., n° 1337).

7 — Exposé des motifs et texte de la proposition de M. de Douhet, tendant à créer un impôt nouveau, dit *de compensation*, destiné à ouvrir à côté du diplôme de bachelier et l'examen du Ministre de la Guerre, un troisième moyen de libération du service militaire actif en temps de paix après une première année de service obligatoire [29 juin 1872] (I., n° 1257; A., t. 12, p. 598, et an., p. 105; J. O., p. 5184). — L'urgence, demandée par M. le comte de Douhet, n'est pas adoptée (A., t. 12, p. 599). — Rapport sommaire, par M. le comte d'Harcourt [20 novembre] (I., n° 1428; A., t. 14, an., p. 16; J. O., p. 7484) (1).

8 — Exposé des motifs et texte de la proposition de M. des Rotours, tendant à déclarer Français et à assujettir à l'obligation du recrutement les individus d'origine étrangère, nés en France, et qui ne satisfont pas dans leur pays d'origine aux charges du service militaire [25 juillet 1872]

(1) Il n'a pas été donné suite à cette proposition.

Pélissier (p. 307); le général Robert, le comte de Bastard (p. 308). Adoption de ces articles (p. 305, 307), et de l'article 41 (A., t. 42, p. 309). — Art. 42, [Minimum de la présence sous les drapeaux] (p. 309). Sont entendus : MM. le vicomte de Lorgeril (p. 310, 336); Vandier (p. 312); le baron de Barante (p. 312, 336, 337); colonel de Chadois (p. 315, 372); de Carayon-Latour (p. 317); le comte de Bastard (p. 318, 375); de Belcastel (p. 320, 325, 336); le général de Cissey, *Ministre de la Guerre* (p. 330); Baragnon (p. 330, 335); le marquis de Chasseloup-Laubat, *rapporteur* (p. 332); Bethmont (p. 336); Dahirel, Gent, de Lasteyrie (p. 337); Jules Grévy, *Président de l'Assemblée* (p. 338, 349, 350); le général Martin des Pallières (p. 376); le général Ducrot (p. 379); Jean Brunet (p. 381); Thiers, *Président de la République* (p. 382); de Lasteyrie (p. 385, 386); de Belcastel (p. 385, 386); Bethmont (p. 386). — Rejet au scrutin public, de l'amendement de M. de Belcastel, ayant pour objet d'autoriser la substitution entre soldats d'une même classe, après une année de service (p. 337); liste des votants (p. 348); *rectifications* (p. 343). — Incident relatif à la validité du vote sur un amendement analogue, présenté et retiré par M. de Barante, et repris par M. Gent (t. 42, p. 371) : MM. Audren de Kerdrel, Gent, Grévy, *Président* (p. 371, 372). — Adoption, au scrutin public, du deuxième paragraphe de l'article 42 (renvoi facultatif en disponibilité des militaires ayant six mois de service), dont la suppression était demandée à titre d'amendement par M. le colonel de Chadois (p. 383); liste des votants (p. 383). — Art. 43 (p. 390) : M. le marquis de Mornay (*ibid.*). — Art. 44 (p. 392) : M. le marquis d'Andelarre (*ibid.*); le marquis de Mornay (p. 393, 394); Bethmont (p. [illegible]). — Art. 45 (p. 394) : MM. Chevandier, le [illegible] (*ibid.*). — Adoption des articles [illegible] 53 (p. 395). — Art. 54 [Engagements [illegible] d'un an] (p. 396). Ont pris part au débat : MM. [illegible] (p. 396); le comte de Bastard (p. 399); [illegible] (p. 400); de Belcastel (p. 401); [illegible] 404, 405, 406); [illegible] de Choiseul (p. [illegible]); le général Robert (p. 406, 407); [illegible] (p. 407); Albert [illegible] (p. 408). — [illegible] de l'art. 54 (p. 418). — [illegible] (p. 418 et suiv.) : MM. [illegible]

Benoist [illegible]
421); le [illegible]
quis de [illegible]
vicomte [illegible]
Fayette [illegible]
53 (A., [illegible]
comte [illegible]
424, 42[illegible]
(p. 427 [illegible]
le comte [illegible]
Cissey [illegible]
Brun [illegible]
quis [illegible]
438, [illegible]
And[illegible]
de [illegible]
gén[illegible] la pr[illegible]
ra[illegible] [illegible]
43[illegible] Algér[illegible]
au [illegible] militaire, pr[illegible]
le [illegible] *Ministre*
g[illegible] de Fourtou
[illegible] juillet 1875]
[illegible] an., p. 36 ;
[illegible] est déclarée (A.,
[illegible], au nom de la
[illegible], par M. le général
[illegible] (I., n° 2966; A., t.
[illegible] 3670). — Rapports
[illegible] le même Député [31
[illegible] 38, an., p. 469; J.
[illegible] (I., n° 3435; A., t.
[illegible], p. 5211). — Demande de
[illegible] par M. le général Pellis-
[illegible] (A., t. 41, p. 496).
[illegible] discussion au mois de no-
[illegible] — Discussion [illegible] novembre
[illegible] p. 12. — *Discussion générale*
[illegible] Discussion des articles (p. 23).
[illegible] du service militaire
[illegible] pour les Français domiciliés en
[illegible] de la nouvelle rédaction
[illegible] par la Commission (*ibid.*). Retrait
[illegible] additionnelles présentées :
[illegible] Lambert et les autres Dé-
[illegible] l'Algérie; 2° par M. le colonel
[illegible], consistant à étendre
[illegible] à tout individu né en Al-

(1) Il n'a pas été fait de rapport sur cette proposition.

(2) Cette proposition a été [illegible] par M. [illegible], [illegible].

(I., n° 1359; A., t. 13, an., p. 237; J. O., p. 7260). — Rapport sommaire, par M. Alfred Dupont [22 novembre] (I., n° 1434; A., t. 14, an., p. 22; J. O., p. 7537).— Prise en considération [30 mai 1873] (A., t. 18, p. 154). — Commission (F., n° 484; J. O. de 1873, p. 4039). — Rapport sur le fond, par M. Albert Desjardins [18 décembre 1873] (I., n° 2122; A., t. 28, an., p. 274; J. O. de 1874, p. 75). = *Première délibération* [21 mai 1874] (A., t. 31, p. 120). — Sont entendus : MM. Humbert, des Rotours (p. 120). — Sur la demande de M. Humbert, l'Assemblée ordonne le renvoi du projet de loi au Conseil d'Etat (p. 121). = Rapport supplémentaire, par M. Albert Desjardins [26 juin 1874] (I., n° 2500; A., t. 32, an., p. 285; J. O., p. 5021). — Reprise de la *première délibération* [13 juillet] (A., t. 33, p. 112). — L'Assemblée décide, sans débats, qu'elle passera à la deuxième délibération (p. 112). = *Deuxième délibération* [10 décembre] (A., t. 35, p. 137). — L'Assemblée décide, sans discussion, qu'elle passera à la troisième délibération (p. 138). = *Troisième délibération* [16 décembre] (A. 35, p. 211). — Sont entendus : MM. Méline (p. 211, 213); Albert Desjardins, *rapporteur* (p. 212, 213, 214); le général Robert (p. 214); Langlois (p. 215). — Adoption de l'ensemble du projet de la Commission [16 décembre 1874] (p. 215). = Loi du 16 décembre 1874 (J. O., p. 8633; B. des L., n° 3703).

9 — Texte de la proposition de M. Ro[illegible] Brice, ayant pour objet de modifier [illegible] deuxième paragraphe de l'art. 55 de [illegible] sur le recrutement de l'armée, conce[illegible] les dispenses de payer les frais re[illegible] l'engagement conditionnel d'un an [illegible] vier 1873] (I., n° 1534; A., t. 15, an., p. [illegible] O., p. 524).—L'Assemblée déclare [illegible] [même séance] (A., t. 15, p. 10[illegible] port, au nom de la Commission [illegible] nisation de l'armée, par M. [illegible] Chareton [23 janvier] (I., n° 15[illegible] an., p. 173; J. O., p. 818).— Di[illegible] vrier]. — Sont entendus : MM. [illegible] 508); le général Chareton, [illegible] 505, 509); de Tillancourt (p. [illegible] *Ministre de la Guerre* (p. [illegible] le général de Chabaud-L[illegible] Rejet de la proposition [illegible]

10 — Exposé des motifs [illegible] proposition de M. Francis[illegible] à ajouter un paragraphe [illegible] sur le recrutement de l'[illegible] objet d'admettre au vol[illegible] jeunes gens mariés [14 [illegible] 1537; A., t. 15, p. [illegible] O., p. 524). — Déclar[illegible] voi à la Commissio[illegible] p. 137) (1).

11 — Exposé de[illegible] position de MM. [illegible] Rive, relative à [illegible] volontaires d'[illegible] 1886; A., t. 19, [illegible]

12 — Exp[illegible] jet de loi re[illegible] quelles les [illegible] seront [illegible] senté pa[illegible] *de la* [illegible] *Minist*[illegible] (I., [illegible] J. O. [illegible] t. [illegible] Ce[illegible] P[illegible] [illegible] du rap- [illegible] de la Com- [illegible] accorder, par ad- [illegible] loi du 27 juillet [illegible] sursis d'appel aux élè- [illegible] supérieure d'agriculture de [illegible] élèves des sept Ecoles su- [illegible] commerce (*ibid.*). — Adoption [illegible] et de l'ensemble du projet [illegible] modifié (p. 384). = Loi du 31 [illegible] J. O. de 1876, p. 441; B. des [illegible]

[illegible] Exposé des motifs et texte de la [illegible] de M. le marquis de La Roche- [illegible] tendant à ajouter deux paragra- [illegible] articles 39 et 54 de la loi du 27 juil- [illegible] sur le recrutement de l'armée, [illegible] la formation du contingent et [illegible] de la révision [8 décembre [illegible] A., t. 43, an., p. 403; J. [illegible] — Renvoi à la Commission [illegible] — Rapport, au nom de la [illegible] par M. le général Pellissier [illegible] A., t. 44, an., p. 89; [illegible] — Insertion de cette pro-

*Guerre* (p. 185); Guichard (p. 18[illegible]); Edouard Charton (p. 188); Wallon, *M[illegible] de l'Instruction publique* (p. 189). [illegible] 9 décembre 1875 (J. O., p. 10601; B. n° 5711).

16 — Texte de la proposition [illegible] neau, relative au volontariat d'un [illegible] vembre 1875 (I., n° 3412; A., [illegible] 54; J. O., p. 9342). — Demande [illegible] la proposition à la Commi[illegible] par M. Daguenet, *Préside[illegible] sion d'initiative* chargée d[illegible] novembre (p. 417). — Ad[illegible] mande (p. 418) (4).

17 — Exposé des m[illegible] jet de loi tendant à [illegible] loi du 27 juillet 1872 [illegible] l'armée, en ce qui [illegible] service dans l'arm[illegible] qui ne proviennent [illegible] maritime, prés[illegible] taignac, *M[illegible]* [illegible] 18 nove[illegible] t. 42, an., p. 61 [illegible] au nom de la [illegible] M. le vice-am[illegible] 22 novembre [illegible] [illegible]

[illegible] mars) (I., n° 2932; A., [illegible] J. O., p. 2181). — Dis[illegible] p. 325). — Est entendu : [illegible] ibert (*ibid.*). — Adoption de [illegible] du projet de loi (*ibid.*). = [illegible] 1875 (J. O., p. 2289; B. des [illegible]

[illegible] des motifs et texte de la pro[illegible] l'amiral de Montaignac, ten[illegible] [illegible]ser le corps des officiers de la [illegible] février 1872) (I., n° 900; A., t. 7, [illegible]; J. O. de 1872, p. 1548). — Rap[illegible] [illegible]aire, par M. l'amiral de La Ron[illegible] [illegible]ury (15 mars) (I., n° 996; A., t. 8, [illegible]; J. O., p. 2400). — Prise en con[illegible] [illegible]n et renvoi à la Commission de [illegible]sation de l'armée (21 mars) (A., t. 8, [illegible]).

[illegible] — Exposé des motifs et texte du pro[illegible] [illegible] loi relatif au recrutement des offi[illegible] de l'arme de l'artillerie, présenté par [illegible] le général de Cissey, *Ministre de la [illegible]* (28 mai 1873) (I., n° 1790; A., t. 18, [illegible] p. 72; J. O., p. 3751) (1).

8 — Exposé des motifs et texte de la pro[illegible]position de M. Cézanne, relative à l'orga[illegible]nisation militaire dans la région des mon[illegible]tagnes qui bordent la frontière (21 juin 1873) (I., n° 1828; A., t. 18, an., p. 177; J. O., p. 4757, 4788, 4852) (2).

9 — Exposé des motifs et texte de la proposition de M. le marquis de Mornay, sur l'organisation du service général des remontes militaires (2 février 1874) (I., n° 2196; A., t. 29, an., p. 201; J. O., p. 1170, 1195). — Rapport et discussion. Voy. le numéro suivant.

10 — Exposé des motifs et texte du projet de loi sur la conscription des chevaux, présenté par M. le général de Cissey, *Ministre de la Guerre* [illegible] [illegible] (I., n° 2473; A., t. 32, an., p. 22[illegible]; J. O., p. 47[illegible]). — Déclaration d'urgence et renvoi à la Commission de l'armée (A., t. 32, p. [illegible]). — Rapport, au [illegible]

[illegible] lettre de M. le [illegible] en date [illegible] M. le Président de l'As[illegible] [illegible] par son auteur [illegible] adressée au Président de l'As[illegible]semblée.

Commission, par M. de Ca- r sur ce projet de loi et sur la de M. de Mornay, ci-dessus 27 juillet] (I., n° 2608; A., t. 0., p. 200; J. O., p. 5831). — Discus- du projet de loi et de la proposition M. de Mornay [1er août] (A., t. 34, p. 126). — Sont entendus : MM. le vicomte Aboville (p. 127); de Carayon La Tour, *rapporteur* (p. 129). — Adoption de l'ensemble du projet de loi, modifié par la Commission [même séance] (p. 129). = Loi du 1er août 1874 (J. O., p. 5674; B. des L., n° 3304).

11 — Rapport, par M. le marquis de Chasseloup-Laubat, au nom de la Commission de l'armée, sur les emplois réservés aux sous-officiers [4 avril 1873] (I., n° 1767; A., t. 17, an., p. 379; J. O., p. 4126, 4177, 4230, 4259).= *Première délibération* [26 juin] (A., t. 18, p. 581). — L'Assemblée décide, sans débats, qu'elle passera à la deuxième délibération (*ibid.*).= *Deuxième délibération* [3 juillet 1873] (A., t. 19, p. 31). — Sont entendus : MM. Bethmont, *rapporteur* (p. 31, 33, 34, 35); Jozon (p. 33); Dréo (p. 34); de Marcère (p. 35). — L'Assemblée décide qu'elle passera à la troisième délibération (p. 36). = *Troisième délibération* [24 juillet] (p. 384). — Sont entendus : MM. Bethmont, *rapporteur* (p. 384, 387); Dréo (p. 386); de la Bouillerie, *Ministre de l'Agriculture et du Commerce* (p. 387). — Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 388). = Loi du 24 juillet 1873 (J. O., p. 5297; B. des L., n° 2250).

12 — Exposé des motifs et texte de la proposition de M. le général Chareton, tendant à améliorer la situation des sous-officiers de l'armée active [16 mai 1874] (I., n° 2384; A., t. 31, an., p. 60; J. O., p. 3611). — Renvoi de la proposition à la Commission de l'armée (t. 31, p. 20). — Rapport, au nom de cette Commission, par M. le général Chareton [26 juin] (I., n° 2499; A., t. 32, an., p. 275; J. O., p. 5155, 5217). = *Première délibération* [9 juillet] (A., t. 33, p. 30). — L'urgence est déclarée (*ibid.*). — *Discussion des articles* (*ibid.*). — Rejet de l'article 1er du contre-projet de M. Keller, relatif à l'augmentation de la solde des sous-officiers (p. 38). — Adoption d'un nouvel article, proposé par la Commission, ayant pour objet l'application de la présente loi aux troupes de la marine, et diverses modifications de rédaction dans les articles précédemment votés (p. 46). — Sont entendus : MM. Keller (p. 30 à 34); le général de Cissey, *Vice-président du Conseil, Ministre de la Guerre* (p. 35, 38, 39, 41); le général Chareton, *rapporteur* (p. 35 à 38; 39, 40, 41, 42, 45); l'amiral Jaurès (p. 38, 42, 46); Jean Brunet (p. 38); le général Robert (p. 39, 42); Sarrette (p. 40); Delacour (p. 41); le comte de Bastard (p. 41); le vicomte d'Aboville (p. 41); Cottin (p. 41, 42); l'amiral Saisset (p. 42). — Adoption de l'ensemble du projet de la Commission [10 juillet] (t. 33, p. 46). = Loi du 10 juillet 1874 (J. O., p. 4969; B. des L., n° 3238). = Demande de rectification, présentée par M. le général Loysel, d'accord avec le Ministre de la Guerre, d'une erreur d'impression dans l'intitulé et dans le texte de la loi du 10 juillet 1874 précitée [24 mai 1875] (A., t. 38, p. 169). — La rectification est autorisée par l'Assemblée (*ibid.*).

13 — Texte de la proposition de MM. le général Chareton et autres, tendant à modifier l'art. 3 de la loi du 10 juillet 1874, relative à l'amélioration de la situation des sous-officiers de l'armée active [3 février 1875] (I., n° 2886; A., t. 36, an., p. 149; J. O., p. 1550). — Rapport sommaire et verbal par M. Sacase [5 février] (A., t. 36, p. 455). — Prise en considération et renvoi à la Commission de l'armée (*ibid.*).—Rapport sur le fond, par M. le général Loysel [13 mars] (I., n° 2933; A., t. 37, an., p. 111; J. O., p. 2230). — Sur la demande du Rapporteur, l'Assemblée déclare l'urgence [15 mars] (p. 249). — Discussion [19 mars] (p. 329). — Est entendu : M. le général Loysel, *rapporteur* (*ibid.*). — Adoption de l'article unique du projet de loi (*ibid.*). = Loi du 19 mars 1875 (J. O., p. 2697; B. des L., n° 4070).

14 — Exposé des motifs et texte du projet de loi tendant à modifier la loi du 24 juillet 1873 sur les emplois réservés aux anciens sous-officiers des armées de terre et de mer, présenté par M. le général de

Margaine (p. 210, 219, 220, 238, 239 ; Chaper (p. 211, 25[illegible]); le duc d'Audiffret-Pasquier ; le comte de Maillé (p. 211); de Gavardie, Desjardins, le vicomte d'Aboville (p. 212 ; Baragnon (p. 213, 214); Keller (p. 217); le général Loysel (p. 226, 229); le marquis de Mornay (p. 235); le marquis de Dampierre (p. 238, 239, 240); Calemard de la Fayette [illegible] 239, 250); Lambert de Sainte-Croix (p. [illegible] de Chadois (p. 245, 247); Clapier [illegible] L'Assemblée décide qu'elle p[illegible] troisième délibération (18 [illegible] *Troisième délibération* [illegible] t. 19, p. 388). — Sont [illegible] néral Pellissier, le [illegible] *porteur* (*ibid.*). — M. [illegible] à la deuxième d[illegible] l'ensemble du [illegible] (*ibid.*). = L[illegible] 5281; B. de [illegible]

4 — R[illegible] de l'a[illegible] satio[illegible] Pa[illegible] A. [illegible]

le géné[illegible] [illegible] oscar de t. 37, [illegible] [illegible] aura l'aumô- cus[illegible] [illegible] l'armée de terre. M. [illegible] [illegible] les camps, forts [illegible] [illegible] rassemblement [illegible] [illegible] au scru- [illegible] [illegible] contre-projet [illegible] [illegible] — Adoption. [illegible] [illegible] du projet [illegible] [illegible] liste des votants [illegible] [illegible] — Adoption : [illegible] 327 : de l'article 4. [illegible] [illegible] par M. le gé- [illegible] [illegible] spéciales p. [illegible] [illegible] de M. le [illegible] [illegible] pour objet d'éta- [illegible] [illegible] sera mise à la dis- [illegible] [illegible] l'intérieur des [illegible] [illegible] religieuses. [illegible] [illegible] emplacement [illegible] [illegible] troupe (*ibid.*). [illegible] [illegible] article 5 (p. 330). [illegible] [illegible] de la première [illegible] [illegible] p. 330 : liste des [illegible] [illegible] les deux derniers [illegible] [illegible] p. 330. Disposition [illegible] [illegible] par MM. Alfred [illegible] [illegible] et au- [illegible] [illegible] dispenser les mi- [illegible] [illegible] service [illegible] [illegible] religieuses [illegible] [illegible] par assis [illegible] [illegible] p. 345. — [illegible] [illegible] par la Com- [illegible] [illegible] p. 346. — [illegible] [illegible] MM. le général [illegible] [illegible] Belcastel [illegible] [illegible] 346 : [illegible] [illegible] 347, 348 : [illegible] [illegible] Dupanloup. [illegible] [illegible] Emile [illegible] [illegible] Rus- [illegible] [illegible] Hor- [illegible] [illegible] [illegible] [illegible] le [illegible] [illegible] p. [illegible] p. 346. : [illegible] [illegible] [illegible] scrutin [illegible] [illegible] déli- [illegible] [illegible] liste [illegible] [illegible] [illegible] [illegible] [illegible] :

[illegible] général, et de l'ensemble de l'article, [illegible] tableau n° 1 de la série F. y annexé [illegible] t. 36, p. 177). — Adoption de l'art. 9 (Service d'état-major) avec le tableau n° 2 de [illegible] même série ; et de l'art. 10 (Corps de l'inspection de l'Administration de la guerre) (ibid.). — Chap. IV, *États-majors et services particuliers*. Adoption, sans discussion, de l'art. 11 (État-major particulier de l'artillerie) et du tableau n° 6 de la série C. y annexé (*ibid.*). — Art. 12 (État-major particulier du génie). Amendement de M. Marcel Barthe ayant pour objet de conférer aux gardes du génie le titre d'officiers d'administration du génie (p. 178) ; renvoi de l'amendement à la Commission (p. 181). Réserve de cet amendement pour la troisième délibération, et adoption de l'article, avec le tableau n° 2 de la série D. y annexé (p. 207). — Adoption, sans discussion, de l'art. 13 (Intendance militaire. Officiers de santé militaires. Officiers d'administration. Sections d'administration) (p. 181). — Art. 14 (Sections de secrétaires d'état-major et de recrutement) (p. 181). — Observations relatives à la multiplicité, dans les nouveaux cadres de l'armée, du nombre des non-combattants (p. 2[illegible]). — Adoption de la nouvelle rédaction de la Commission, qui arrête à 22 le nombre des sections à créer (p. 201). — Adoption, sans discussion, des art. 15 à 27 (Aumôniers militaires. Vétérinaires. Interprètes [illegible] et [illegible]. Services : [illegible] Postes ; de la [illegible] des Chemins de fer), avec les tableaux G. H et I. annexés (p. 181, 18[illegible]). — [illegible] à [illegible] M. [illegible], tendant [illegible] l'exploitation des chemins [illegible] un rayon de 1[illegible] kilomètres [illegible] des Ministres [illegible] des Travaux publics (p. 18[illegible]) [illegible] Commission [illegible]. Réserve [illegible] pour la troisième [illegible] — Art. 28 [illegible] — [illegible] de M. [illegible] une [illegible] par chaque [illegible] de la Commission [illegible] (p. 18[illegible]).

[illegible] art. 29 à [illegible]

Affaires indigènes en Algérie] avec les tableaux J et le n° 5 de la série B, y annexés (A., t. 36, p. 193). — Chap. V, *Gendarmerie; Sapeurs-pompiers de la ville de Paris* (p. 194). Art. 32 [Gendarmerie] (*ibid.*). Observation sur la nécessité d'une réorganisation des légions de gendarmerie, concordant avec les nouvelles circonscriptions régionales (*ibid.*). — Adoption de l'article, et de l'art. 33 [Sapeurs-pompiers de la ville de Paris], avec le tableau n° 9 de la série A, y annexé (*ibid.*). — Chap. VI, *Dispositions particulières* : adoption de l'art. 34 (p. 194). Art. 35 (p. 195) : adoption de l'article, complété par une disposition additionnelle de MM. le marquis de Valfons et de la Pervanchère, en faveur des maîtres d'escrime (p. 196). — Adoption, sans discussion, de l'art. 36 (*ibid.*). = TITRE II. — Chap. VII, *Du Cadre de réserve de l'État-major général et des officiers de réserve* (p. 196). Adoption de l'art. 37, complété par une disposition additionnelle de M. le général Billot, qui admet au cadre de réserve de l'État-major général l'intendance militaire, le corps du contrôle et le service de santé (*ibid.*). — Adoption, sans discussion, des articles 38 et 39 (p. 197). — Disposition additionnelle à ce dernier article, par M. Varroy, tendant à placer dans les catégories où pourront être recrutés les officiers de réserve, les anciens volontaires d'un an satisfaisant à certaines conditions (*ibid.*) : rejet (p. 199). Adoption, sans discussion des articles 40 à 45 (p. 199, 200). = TITRE III, DE L'ARMÉE TERRITORIALE. — Chapitre VIII, *Composition de l'armée territoriale* (p. 202). Art. 46 : Amendement de M. Raudot tendant à modifier, en ce qui concerne la proportion du temps de service dans l'armée active et dans l'armée territoriale, la loi du 27 juillet 1872 sur le recrutement (p. 202) : rejet (p. 205). Adoption de l'article et, sans discussion, des articles 47 à 54 (*ibid.*). — Chap. IX, *Des officiers de l'armée territoriale*. Adoption, sans discussion, des articles 55 à 58 (p. 206). = TITRE IV, Chapitre X, *Dispositions transitoires*. Adoption, sans discussion, des articles 59 à 62 (p. 236). — Chapitre XI, *Dispositions générales*. — Adoption, sans discussion, des articles 63 à 65 (*ibid.*). — Demande introduite par M. du Breuil de Saint-Germain, à fin d'application de la disposition de l'article 26 du Règlement, qui prescrit la communication à la Commission du Budget, au cas de conclusions favorables de la Commission spéciale, de tout projet de loi ou de toute proposition affectant les recettes ou les dépenses de l'Etat (p. 207) : l'Assemblée décide que cette disposition sera appliquée au projet de loi sur les cadres, qui sera renvoyé à l'examen de la Commission du Budget, au point de vue financier, dans l'intervalle des deux délibérations (*ibid.*) (1). = Ont pris part aux débats de la deuxième délibération : MM. Keller (A., t. 36, p. 36 à 42, 54, 90, 97); Gambetta (p. 42, 104) ; le duc d'Harcourt (p. 44 à 47); Chaper (p. 49 à 54, 115, 121, 137, 157, 203) ; le général de Cissey, *Vice-Président du Conseil, Ministre de la Guerre* (p. 54, 56, 62, 79, 84, 96, 100, 101, 104, 119, 124, 127, 128, 130 à 132, 141, 151, 158, 175, 180, 191, 194, 196, 201); le général Chareton, *rapporteur* (p. 55, 63, 74, 78, 83, 85, 96, 97, 99, 101, 104, 108 à 112, 118, 123, 125, 126, 129, 137, 148, 152, 158, 180, 182, 192, 197, 199, 201, 206); le colonel de Chadois (p. 56 à 60, 127); le général de Chabron (p. 60); le général Saussier (p. 61, 79); Jean Brunet (p. 71 à 75, 121, 126, 153 à 157, 194); le marquis de Castellane (p. 75 à 78); Malartre (p. 81); le général Mazure (p. 83, 106, 115, 123, 126, 181); Margaine (p. 83, 92 à 95, 144 à 149); l'amiral Jaurès (p. 92, 97) ; le général Billot (p. 95, 149, 171 à 177); Cézanne (p. 97, 100); le comte Octave de Bastard (p. 99, 139, 142, 152); Warnier (d'Alger) (p. 101, 105, 131); Emile Carron (p. 101, 104); Raoul Duval (p. 103); le général Guillemaut (p. 105, 119, 138, 140, 204); le général Victor Pellissier (p. 112, 116, 157 à 159); Tamisier (p. 120, 125); de Tréveneuc (p. 125); Raudot (p. 128, 131, 181, 200 à 204); le vicomte d'Aboville (p. 130 à 132); Lucet (p. 141 à 143); le général d'Aurelle de Paladines (p. 147); le comte de Maillé (p. 151 à 152); le colonel Denfert-Rochereau (p. 162 167); l'amiral de Dompierre d'Hornoy (p. 167); Langlois (p. 167 à 171, 175, 176); Marcel Barthe (p. 178) ; Varroy (p. 184, 197); le général Loysel (p. 188, 201); Vandier (p. 189); le marquis de Valfons (p. 195); le marquis de Mornay (p. 202); du Breuil de Saint-Ger-

(1) Voir ci-après, même §, n° 3, le rapport de M. l'amiral de La Roncière le Noury, au nom de la Commission du Budget, sur les conséquences financières de ce projet de loi.

(A., t. 36, p. 105). Discussion de la seconde partie de l'amendement de M. le général Mazure, relatif au maintien dans l'artillerie des deux régiments de pontonniers (p. 106 à 122). — Rejet, au scrutin public, après deux épreuves douteuses, de la première partie, ayant pour objet de réduire à une batterie montée l'effectif du 2e régiment de chaque brigade (p. 124); liste des votants (p. 132). Adoption, au scrutin public, de la deuxième partie, tendant au maintien dans l'artillerie des deux régiments de pontonniers, rattachés au génie par la Commission (p. 124); liste des votants (p. 134). Adoption, comme conséquence de ce vote, de la troisième partie de l'amendement relatif au train d'artillerie (p. 125). Renvoi de la fin de l'article à la Commission (*ibid.*). Adoption de l'ensemble de l'article et des tableaux de la série C, y annexés (p. 153). — Art. 6 (Génie) (p. 125). Renvoi de l'article à la Commission, par suite de l'adoption du deuxième paragraphe de l'amendement de M. le général Mazure (p. 126). Nouvelle rédaction de la Commission (p. 153). Amendement de M. Jean Brunet, tendant à fusionner le génie dans l'arme générale de l'artillerie (*ibid.*). Rejet de l'amendement et adoption de l'article, ainsi que du tableau n° 1 de la série D, y annexé (p. 159). — Art. 7 (Train des équipages militaires) (p. 126). Adoption de l'a[rt]icle modifié par suite de l'adoption [du] troisième paragraphe de l'amendement [de] M. le général Mazure, et des tableaux [de la] série E, y annexés (*ibid.*). — Chap. III [(Per]*sonnel de l'état-major général et des [services] généraux de l'armée*). — Art. 8 (Éta[t-major] général de l'armée) (p. 161). — Re[jet de la] demande de renvoi des art. 8 et 9 [à la Com]mission, par M. le colonel Den[fert-Roche]reau (p. 167). — Amendement [de M. Lan]glois, portant suppression du [cadre de ré]serve des officiers généraux, [...] institué par la loi du 4 aoû[t ...] re et, au scrutin public (p. [...]; liste des] votants (p. 185); rectificatio[n ...] pr[i]se, par M. Langlois, de [...] [for]mative de la Commission [...] vel amendement (p. 177 [...] nouvelle rédaction de la [...] cernant les généraux [...] [li]mite d'âge dans la 1re [...]

jor général, et de l'ense[mble ...] avec le tableau n° 1 d[e la série ...] nexé (A., t. 36, p. 177). [...] Service d'état major [...] cette même série; e[t ...] l'inspection de l'Adm[inistration ...] (*ibid.*). — Chap. IV [...] *particuliers*. Adop[tion ...] l'art. 11 (État-m[ajor ...] lerie et du tabl[eau ...] nexé (*ibid.*). — [...] cier du gén[ie ...] cel Barthe [...] aux gardes [...] ministratio[n ...] l'amendem[ent ...] serve de [...] délibéra[tion ...] le table[au ...] 207). — [...] 13 (In[tendance] milit[aire ...] tion [...] (S[...] re[...] t[...]

[...] de [...] [ét]ablir les [c]adres des [...] compagnies [...] deux lieut[enants ...] [...]e des officiers [...] Adoption, de [l'amende]ment et la Com[mission ...] [...]an 7e marc[he] [...] et rejet des [...] [...]nt (p. 164). — [...] [...] de l'article [...] — Adoption [de] [...]s tableaux de la [...] [...] (Génie); Art. [...] [...]tes. Adoption [...] [...] tableau n° 1 [...] [...] la série E, y [...] III (Personnel d[e ...] [...] [offi]ciers géné- [...] [état]-major général [...] [amende]ment de [...] [...]: 1° à ra- [...] [...] et à 160 [...] [...] de la 1re sec- [...] [...] les Comités [...] [re]mplacés par un [...] [...] guerre (p. 169). Re- [...] [...] de l'amendement

I, y annexé, t. 37, p. 223). — Adoption des art. 30 (dépôts de remonte), avec le tableau n° 1 de la série B, y annexé, et 31 (haras nationaux en Algérie), modifié (*ibid.*). — Chap. V. *Gendarmerie, Sapeurs-Pompiers de la Ville de Paris.* Adoption des art. 32 et 33 y relatifs, avec le tableau n° 2 de la série A, y annexé (p. 224). — Chap. VII. *Dispositions particulières.* Adoption de l'art. 34 (*ibid.*). — Art. 35. Amendement proposé par M. le Ministre de la Guerre, à l'effet d'ajouter à la nomenclature des catégories de commissionnés, les ordonnances des officiers sans troupe, fournis par les compagnies du train des équipages militaires (*ibid.*). Adoption de l'amendement (p. 225), et de l'ensemble de l'article, ainsi que de l'art. 36 (p. 226). = TITRE II : Chap. VI, *Du Cadre de réserve de l'Etat-Major général et des officiers de réserve.* Adoption des art. 37 à 45 (p. 226, 227). = TITRE III : DE L'ARMÉE TERRITORIALE. — Chap. VIII. *Composition de l'armée territoriale.* Adoption des art. 46 à 48 (p. 227). — Art. 49 : Amendement de M. le vicomte d'Aboville, ayant pour objet la formation, dans chaque région, d'une ou plusieurs compagnies d'éclaireurs à pied, recrutés parmi les meilleurs tireurs (p. 228) : rejet de l'amendement, et adoption de l'article, ainsi que des articles 50 à 53 (p. 229). — Art. 54 : Amendement de M. Raudot, tendant à la suppression du § 1er, aux termes duquel les compagnies de sapeurs-pompiers font partie du génie de l'armée territoriale (p. 230). Adoption de l'amendement et des autres paragraphes de l'article (p. 231). — Chap. IX, *Des officiers de l'armée territoriale.* Adoption des art. 55 à 58 (p. 232). = TITRE IV : Chap. X, *Dispositions transitoires.* Art. 59 : Rejet d'un paragraphe additionnel de M. le général Mazure, à l'effet de restreindre la faculté d'occuper les emplois nouveaux aux officiers des armes dont le cadre actuel est réduit, et adoption des articles 59 à 62 (*ibid.*). — Chap. XI, *Dispositions générales.* Adoption des articles 63 à 65 (*ibid.*). = Ont pris part à la troisième délibération : MM. Raudot (t. 37, p. 99, 104 à 109, 113, 449 à 452, 465 à 469, 473, 497, 499, 200, 213 à 216, 230, 231) ; Jean Brunet (p. 101 à 104, 116, 442 à 447, 163, 175, 177, 188, 215) ; le général Chareton, *rapporteur* (p. 105 à 106, 115, 125, 451, 457, 459, 461, 461 à 463, 471, 477, 485, 487, 492, 496 à 497, 499, 200, 204, 207, 216 à 219, 222, 226, 235, 233) ; le comte Octave de Bastard (p. 107, 130, 166, 201, 229, 231) ; le général Mazure (p. 107, 155, 157, 159, 160, 163, 176, 185, 187, 197, 210, 214, 219, 232) ; le général de Cissey, *Vice-Président du Conseil, Ministre de la Guerre* (p. 108, 125, 128, 135, 152, 155, 161, 162, 164, 173, 176, 186, 187, 190, 198, 202, 207, 212, 220, 222, 224, 225, 230, 234) ; le général Saussier (p. 118) ; le colonel Denfert-Rochereau (p. 120 à 126, 169) ; Margaine (p. 126 à 132, 136) ; le général Loysel (p. 132, 197, 199, 225, 231) ; le général Guillemaut (p. 134, 191) ; Malartre (p. 137, 219 à 222) ; le général baron de Chabaud La Tour, *Ministre de l'Intérieur* (p. 152, 196) ; Vandier (p. 152 à 155) ; Chaper (p. 158, 161 à 163, 198, 199, 220, 221, 223) ; le général Billot (p. 169) ; le général Pelliasier (p. 178, 210) ; le général Frébault (p. 178 à 183) ; le général d'Aurelle de Paladines (p. 196) ; le général Robert (p. 199, 200) ; George (des Vosges) (p. 203 à 207) ; le vicomte d'Aboville (p. 210 à 212, 228 à 230) ; Bérenger (de la Drôme) (p. 223). = Adoption de l'ensemble du projet de loi [13 mars 1875] (A., t. 37, p. 233). = Loi du 13 mars 1875 (J. O., p. 2324 ; B. des L., n° 1189). = Demande de rectification, par M. le général Chareton, *rapporteur*, d'erreurs matérielles signalées par l'Administration de la guerre dans le texte de quatre articles de la loi sur les cadres de l'armée [28 mai] (t. 38, p. 231). — L'Assemblée autorise successivement ces diverses rectifications (p. 232). = Nouvelle demande de rectification, par M. Audren de Kerdrel, *Président de la Commission de l'armée*, d'un certain nombre d'erreurs signalées par l'Administration de la Guerre dans le texte de la loi sur les cadres de l'armée [2 août 1875] (A., t. 41, p. 348). — Les rectifications demandées sont adoptées (p. 349).

2 — Exposé des motifs et texte du projet de loi relatif aux cadres de l'armée active et de l'armée territoriale et aux officiers de réserve, présenté par M. le général de Cissey, *Ministre de la Guerre* [30 novembre 1874] (I., n° 2716 ; A., t. 35, an., p. 3 ; J. O., p. 8066). — Nouvelle rédaction du projet de loi (t. 35, an., p. 103). — Renvoi de ce

projet à la Commission de l'armée [même séance] (t. 35, p. 2) (1).

3 — Rapport, au nom de la Commission du Budget de 1875, par M. le vice-amiral baron de La Roncière le Noury, sur les conséquences financières du projet de loi relatif aux cadres de l'armée [12 février 1875] (I., n° 2890; A., t. 36, an., p. 151 ; J. O., p. 1529).

4 — Exposé des motifs et texte du projet de loi relatif à des modifications de détail à la loi du 13 mars 1875 sur les cadres effectifs de l'armée, présenté par M. le général de Cissey, *Ministre de la Guerre* [18 novembre 1875] (I., n° 3425 ; A., t. 42, an., p. 165 à 177; J. O., p. 10572). — Déclaration d'urgence, et renvoi à la Commission de l'armée, sur la demande du Ministre (p. 231, 232). — Rapport, au nom de cette Commission, par M. le général Loysel [6 décembre] (I., n° 3521 ; A., t. 43, an., p. 350; J. O. de 1876, p. 860). — Discussion [15 décembre] (p. 298).— Art. 1er [Modification des articles 3, 9, 28, 29, 35 et 39] (*ibid.*). Adoption successive des articles 3 à 35 modifiés (p. 298, 299). — Adoption des quatre premiers paragraphes de l'article 39 modifié (p. 299, 300).— Amendement de M. le général Chareton, tendant à supprimer les deux dispositions introduites à la suite du § 5, concernant les conditions nouvelles imposées par la Commission aux anciens élèves des Ecoles polytechnique et forestière pour recevoir le brevet de sous-lieutenant dans la réserve (p. 300). Adoption du § 5 primitif, qui les admet à ce grade aux anciennes conditions (p. 302). Rejet successif des deux dispositions nouvelles, tendant, l'une, à exiger d'eux un an de service effectif sous les drapeaux, et l'autre, à rendre cette année de service obligatoire pour ceux d'entre eux que leur numéro de tirage astreint à servir activement pendant cinq ans (p. 303). Adoption successive de la dernière partie et de l'ensemble de l'article 39 (*ibid.*). — Adoption de l'article 1er du projet (*ibid.*). — Art. 2 [Modification du Tableau n° 3 de la série A, des Tableaux des séries C, D, E, et du Tableau n° 2 de la série F, annexés à la loi du 13 mars 1875 : adoption (*ibid.*).= Ont pris part à la discussion : MM. le général Chareton (p. 300, 302, 303) ; le général Loysel, *rapporteur* (p. 301) ; le général de Cissey, *Ministre de la Guerre* (*ibid.*); Chaper (p. 302). — Adoption de l'ensemble du projet de loi [même séance] (p. 303).= Loi du 15 décembre 1875 (J. O., p. 601 ; B. des L., n° 1908).

(1) Pour le rapport et la discussion, voir le précédent numéro.

### § V. — *Etat-Major.*

1 — Exposé des motifs et texte de la proposition de M. le duc d'Harcourt, tendant à réorganiser le corps d'Etat-Major [24 janvier 1872] (I., n° 838 ; A., t. 7, p. 169, et an., p 73 ; J. O. de 1872, p. 1031, 1054).— Déclaration d'urgence et renvoi à la Commission de réorganisation de l'armée (A., t. 7, p. 169). — Pour le rapport, voir ci-après n° 4.

2 — Exposé des motifs et texte du projet de loi sur le service d'Etat-Major, présenté par M. le général de Cissey, *Ministre de la Guerre* [30 novembre 1874] (I., n° 2717 ; A., t. 35, an., p. 258 ; J. O., p. 7949). — Renvoi à la Commission de l'armée [même séance] (A., t. 35, p. 2). — Pour le rapport, voir ci-après n° 4.

3 — Exposé des motifs et texte de la proposition de M. le général Loysel sur l'organisation du service d'Etat-Major [7 décembre 1875] (I., n° 3528; A., t. 43, an., p. 364 ; J. O. de 1876, p. 742). — Renvoi de la proposition à la Commission de l'armée (A., t. 43, p. 153). — Pour le rapport, voir ci-après n° 4.

4 — Rapport, au nom de la commission de l'armée, par M. le général Billot, sur le projet de loi et les propositions concernant le service d'Etat-major, ci-dessus mentionnés [11 décembre 1875] (I., n° 3565 ; A., t. 43, an., p. 446; J. O. de 1876, p. 768, 796, 828) (1).

5 — Exposé des motifs et texte du projet de loi portant qu'à l'avenir le traitement des officiers de tous grades attachés à l'Etat-Major général du Ministre de la Guerre, occupant des emplois permanents,

(1) Le projet de loi de la Commission de l'armée n'a pas été discuté par l'Assemblée nationale.

sera payé sur les fonds de l'administration centrale, présenté par M. le général du Barail, *Ministre de la guerre* [12 mars 1874] (I., n° 2284 ; A., t. 30, an., p. 136 ; J. O., p. 2832). — L'urgence est déclarée, sur la demande du Ministre de la Guerre (A., t. 30, p. 345). — Rapport, au nom de la Commission du Budget, par M. le comte d'Harcourt [23 mars] (I., n° 2326 ; A., t. 30, an., p. 267 ; J. O., p. 2980). — Discussion [28 mars] (p. 705). — Sont entendus : MM. le général Guillemaut (p. 705, 707, 708) ; le général du Barail, *Ministre de la Guerre* (p. 706) ; le général Loysel (p. 708) ; le général Billot (p. 708). — Adoption, au scrutin public, du projet de [illegible] séance] (p. 709) ; liste des votan[illegible] = Loi du 28 mars 1874 ; J. O., [illegible] B. des L., n° 2867).

### § VI. — *Avancement.*

1 — Exposé des motifs et t[illegible] position de M. le général [illegible] lières, portant modification [illegible] la loi du 14 avril 1832 sur [illegible] dans l'armée [28 avril 1871] [illegible] t. 2, p. 781 ; J. O., p. 886). — [illegible] maire, par M. Delsol [16 mai 1871] [illegible] 236 ; A., t. 3, an., p. 44 ; J. O., p. [illegible] Observations de M. le général Mar[illegible] Pallières, et retrait de sa propositio[illegible] mai] (t. 3, p. 413).

2 — Exposé des motifs et texte de la proposition de M. le général Martin des Pallières, relative à l'avancement dans l'armée [2 juin 1871] (I., n° 287 ; A., t. 3, p. 239 ; J. O., p. 1521). — Renvoi à la Commission de réorganisation de l'armée, sur le rapport verbal de M. Kolb-Bernard [23 juin] (p. 566) (1).

3 — Proposition de M. le général Chareton sur le même objet, voy. ci-dessus au présent article, § II, n° 3.

4 — Exposé des motifs et texte de la proposition de M. Félix du Temple, relative à l'avancement des officiers de vaisseau [10 juin 1871] (1) (I., n° 342 ; A., t. 3, p. 334 ; J. O., p. 1597). — Renvoi à la Commission de réorganisation de l'armée, sur le rapport verbal de M. Kolb-Bernard [23 juin] (p. 556).

5 — Exposé des motifs et texte du projet de loi sur l'avancement dans l'armée, pour les grades inférieurs (infanterie et cavalerie), présenté par M. le général de Cissey, *Ministre de la Guerre* [11 décembre 1871] (I., n° 693 ; A., t. 6, an., p. 160 ; J. O., p. 5333). — L'urgence est déclarée (p. 66). — Renvoi à la Commission de réorganisation de l'armée (p. 89). — Rapport, par M. le comte O. de Bastard [29 décembre] (I., n° 760 ; A., t. 6, [illegible] p. 280 ; J. O., p. 303). — Adoption sans [illegible] ission [5 janvier 1872] (t. 6, p. 424). = Loi [illegible] janvier 1872 (J. O., p. 161 ; B. des L., [illegible] 3).

[illegible] — Exposé des motifs et texte du projet [illegible] i tendant à réduire à trois mois le [illegible] s de service exigé des soldats pour être [illegible] més caporaux ou brigadiers, présenté [illegible] M. le général de Cissey, *Ministre de la* [illegible] re [20 novembre 1872] (I., n° 1424 ; A., [illegible], an., p. 13 ; J. O., p. 7230). — Demande [illegible] claration d'urgence, par M. le Ministre [illegible] t. 14, p. 134) : l'urgence est déclarée [illegible]). — Rapport, au nom de la Commis[illegible] de l'armée, par M. le général Pellis[illegible] [7 décembre] (I., n° 1480 ; A., t. 14, an., [illegible] 5 ; J. O., p. 8144). — Discussion [21 [illegible] mbre] (A., t. 14, p. 732). — Est en[illegible] u : M. le général de Cissey, *Ministre* [illegible] *Guerre* (*ibid.*). — Adoption du projet de loi (p. 733). = Loi du 21 décembre 1872 (J. O., p. 17 ; B. des L., n° 1573).

7 — Exposé des motifs et texte du projet de loi relatif à l'abrogation de l'art. 1er de la loi du 5 janvier 1872, concernant l'avancement sur toute l'arme, dans les grades inférieurs pour l'infanterie et la cavalerie, présenté par M. le général de Cissey, *Ministre de la Guerre* [30 mai 1874] (I., n° 2440 ; A., t. 31, an., p. 470 ; J. O., p. 3839). — Sur la demande de M. le Ministre de la Guerre, l'Assemblée déclare l'urgence et ordonne le renvoi du projet de loi à la Commission de l'armée (p. 204). — Communication d'[illegible] décret portant retrait de ce projet de loi [illegible] juin 1875] (A., t. 38, p. 169).

(1) Il n'a pas été fait de rapport sur le fond de cette proposition.

§ VII. — *Administration.*

1 — Exposé des motifs et texte du projet de loi sur l'administration de l'armée, précédé d'un rapport de M. Léon Bouchard, Conseiller référendaire à la Cour des Comptes, au nom de la Commission mixte chargée de préparer ce projet de loi, présenté par M. le général de Cissey, *Ministre de la Guerre* [18 juillet 1874] (I., n° 2565; A., t. 33, an., p. 87; J. O., p. 5718, 5740, 5758). — Renvoi de ce projet à la Commission de l'armée (A., t. 33, p. 210). — Rapport, par M. le duc d'Harcourt [18 novembre 1875] (I., n° 3422; A., t. 42, an., p. 139; J. O., p. 9851, 9928, 10045). — Incident sur la demande de mise à l'ordre du jour de la première délibération, par M. Audren de Kerdrel, *Président de la Commission de l'armée* [24 novembre] (p. 323). — Demande d'ajournement, par M. Chaper (p. 324). — Demande de renvoi au Conseil d'Etat, par M. Gambetta (*ibid.*). — Sont entendus sur l'incident: MM. Audren de Kerdrel, *Président de la Commission* (p. 323 à 325); Chaper (p. 323); le général de Cissey, *Ministre de la Guerre* (p. 324); Gambetta (*ibid.*); Margaine (p. 325). — L'Assemblée décide que le projet sera mis à l'ordre du jour (*ibid.*). = Nouvel incident sur la demande de mise en tête de l'ordre du jour, par M. le général de Cissey, *Ministre de la Guerre* [30 novembre] (p. 466). Observations tendent à écarter toute demande d'urgence (*ibid.*). Demande d'ajournement et de renvoi au Conseil d'Etat, par M. le général Guillemaut (p. 467). — Sont entendus sur l'incident: MM. le général de Cissey, *Ministre de la Guerre*, Chaper, le général Guillemaut (p. 466); le duc d'Audiffret-Pasquier, *Président de l'Assemblée* (p. 467).— L'Assemblée décide que le projet ne sera pas mis en tête de l'ordre du jour (*ibid.*).= Rapport supplémentaire, par M. le duc d'Harcourt [7 décembre] (I., n° 3525; A., t. 43, an., p. 361; J. O. de 1876, p. 165). =*Première délibération* [9 décembre] (A., t. 43, p. 190). — Demande de retrait de l'ordre du jour, par M. le Ministre de la Guerre, de ce projet de loi (*ibid.*).— Sont entendus: MM. le général de Cissey, *Ministre de la Guerre* (p. 190, 191); Audren de Kerdrel, *Président de la Commission de l'armée* (*ibid.*). — Adoption du retrait (p. 191).

2 — Discours de M. le duc d'Audiffret-Pasquier, devant les Commissions de la réorganisation de l'armée et des marchés, réunies, sur le résultat de l'enquête relative à la situation du matériel de guerre et sur les conclusions du rapport tendant à la création d'un contrôle sur les services du Ministère de la Guerre, déposés, au nom de ces Commissions, par M. le général Martin des Pallières [25 juin] (A., t. 18, p. 515, et an., p. 188).

3 — Exposé des motifs et texte du projet de loi sur les réquisitions militaires, présenté par M. le général de Cissey, *Ministre de la Guerre* [22 novembre 1875] (I., n° 3437; A., t. 42, an., p. 239; J. O., p. 9793). — Demande d'urgence et de renvoi à la Commission de l'armée, par M. le général de Cissey, *Ministre de la Guerre* (p. 258) : adoption de cette double demande (*ibid.*) (1).

§ VIII. — *Justice militaire.*

Projet de loi tendant à modifier le code de justice militaire, voy. CODE DE JUSTICE MILITAIRE.

§ IX. — *Retraites militaires.*

1 — Exposé des motifs et texte du projet de loi relatif à la mise à la retraite, par ancienneté, d'officiers comptant vingt-cinq ans de service, présenté par M. le général de Cissey, *Ministre de la Guerre* [11 décembre 1871] (I., n° 694; A., t. 6, an., p. 160; J. O., p. 5333). — L'urgence est déclarée (p. 66). — Renvoi à la Commission de réorganisation de l'armée (p. 89). — Rapport, par M. le général Loysel [29 décembre] (I., n° 761; A., t. 6, an., p. 281; J. O., p. 303). — Discussion [5 janvier 1872] (t. 6, p. 424).— Sont entendus, MM. le général Loysel, *rapporteur* (*ibid.*); le général de Cissey, *Ministre de la guerre* (p. 425). — Adoption de l'ensemble du projet amendé (p. 425). — Loi du 5 janvier 1872 (J. O., p. 161; B. des L., n° 814).

(1) Ce projet de loi n'a été ni rapporté, ni discuté à l'Assemblée nationale.

2 — Exposé des motifs et texte du projet de loi tendant à rapporter la loi du 5 janvier 1872, relative à la mise à la retraite, par ancienneté, des officiers de l'armée de terre comptant 25 ans de services présenté par M. le général de Cissey, *Ministre de la Guerre* [18 mars 1875] (I., n° 2963 ; A., t. 37, an., p. 173 ; J. O., p. 2241). — Sur la demande de M. le Ministre, l'Assemblée déclare l'urgence (A., t. 37, p. 305). — Rapport, au nom de la Commission de l'armée, par M. le général Loysel [25 mai] (I., n° 3032 ; A., t. 38, an., p. 131 ; J. O., p. 3790). — Discussion [29 mai] (A., t. 38, p. 262). — Observations de M. le général Loysel, *rapporteur* (*ibid.*). — Retrait de deux amendements de M. Margaine, et adoption de l'ensemble du projet de loi [même séance] (p. 263). = Loi du 29 mai 1875 (J. O., p. 4081 ; B. des L., n° 1152).

3 — Exposé des motifs et texte de la proposition de MM. de la Rochethulon, le duc d'Aumale et autres, tendant à fixer un minimum pour les pensions des aveugles et des amputés des armées de terre et de mer [28 mars 1872] (I., n° 1065 ; A., t. 8, p. 634, et t. 10, an., p. 52 ; J. O., p. 2672). — L'Assemblée déclare l'urgence [même séance] (*ibid.*). — Commission (F., n° 269 ; J. O., p. 2909). — Rapport par M. le marquis de la Rochethulon, voir le n° suivant.

4 — Exposé des motifs et texte de la proposition de M. de Rambures, relative : 1° aux emplois à réserver aux militaires blessés et à la création de Conseils départementaux des Invalides des armées de terre et de mer ; 2° à l'augmentation des pensions accordées aux militaires blessés, sans accroissement de charges pour le Trésor [2 juillet 1872] (I., n° 1261 ; A., t. 12, an., p. 110 ; J. O., p. 4756). — Rapport verbal par M. Lacave-Laplagne et renvoi à la Commission chargée d'examiner la proposition précédente (t. 13, p. 287). — Rapport, au nom de cette Commission, par M. de la Rochethulon : 1° sur la proposition signée par lui et plusieurs de ses collègues, relative à la concession de pensions aux aveugles ou amputés de terre et de mer ; 2° sur celle de M. de Rambures, concernant le même objet et les emplois à réserver aux militaires blessés [1er août 1872] (I., n° 1393 ; A., t. 13, an., p. 326 ; J. O., p. 7167). — Renvoi à la même Commission de la proposition de MM. de Saisy et Huon de Penanster, voy. le numéro suivant. — Rapport supplémentaire, par M. de la Rochethulon [23 novembre] (I., n° 1438 ; A., t. 14, an., p. 40 ; J. O., p. 7571). — Discussion [27 novembre] (A., t. 14, p. 265). — Sont entendus : MM. de Saisy (p. 265) ; le marquis de la Rochethulon, *rapporteur* (p. 266, 272, 273) ; de Rambures (p. 266). — Adoption de l'ensemble du projet de la Commission [même séance] (p. 273). = Loi du 27 novembre 1872 (J. O., p. 7497 ; B. des L., n° 1515).

5 — Texte de la proposition de MM. de Saisy et Huon de Penanster, relative à l'augmentation de l'indemnité journalière accordée aux militaires en expectative d'une pension de retraite, à la fixation d'un délai de trois mois pour la liquidation et la notification des pensions, et à la révision obligatoire de la situation des anciens militaires et de leurs droits à une pension ou à une gratification renouvelable [16 novembre 1872] (I., n° 1421 ; A., t. 14, an., p. 11 ; J. O., p. 7143) — Sont entendus sur l'urgence : MM. de Saisy (A., t. 14, p. 57) ; de la Rochethulon (p. 58). — L'urgence est déclarée et le renvoi ordonné à la Commission chargée d'examiner la proposition de M. de la Rochethulon, ci-dessus mentionnée (p. 58). — Observations de M. de la Rochethulon sur ce renvoi (p. 81). — Voir pour le rapport et la discussion le numéro précédent.

### § X. — *Appel des contingents.*

1 — Exposé des motifs et texte de la proposition de M. Eschasseriaux, relative à l'annulation des opérations préliminaires de la formation du contingent de la classe de 1871 [18 mai 1871] (I., n° 242 ; A., t. 3, p. 86 ; J. O., p. 1191). — Rapport sommaire, par M. Seignobos [23 juin] (I., n° 344 ; A., t. 3, p. 574 ; J. O., p. 1844). — Prise en considération [30 juin] (t. 3, p. 699). — Commission (F., n° 107 ; J. O., p. 1819). — Rapport, par M. Margaine [24 juillet] (I., n° 417 ; A., t. 11, an., p. 101 ; J. O., p. 2735). = *Première délibération* [9 août] (t. 4, p. 553). — Sont entendus : MM. Margaine, *rapporteur* p. 553, 554) ; de Barante (p. 553). — Décla-

ration d'urgence et ajournement de la discussion (p. 553). — Discussion [10 août] (p. 584). — Sont entendus : MM. le baron de Barante (p. 585) ; Margaine, *rapporteur* (p. 585, 589) ; Baze (p. 585) ; Ganivet, le marquis de Mornay (p. 586) ; le vicomte de Meaux, Ulric Perrot, Delille (p. 587) ; le général Chareton (p. 588) ; le général de Cissey, *Ministre de la Guerre* (p. 589) ; le général Billot (p. 589). — Rejet de l'art. 3, ayant pour objet de déclarer suspendue toute faculté de remplacement pour la classe de 1871 (p. 589). — Renvoi à la Commission de l'article additionnel proposé par M. le général Billot, tendant à interdire les devancements d'appel aux jeunes gens de cette classe jusqu'à ce que l'Assemblée nationale ait statué sur la loi de réorganisation de l'armée (*ibid.*). — Retrait de la proposition [11 décembre] (A., t. 6, p. 67).

2 — Exposé des motifs et texte de la proposition de MM. Destremx, Johnston et autres, tendant à fixer le chiffre du contingent de la classe de 1870 afin d'assurer aux jeunes gens de cette classe le bénéfice des bons numéros [23 juin 1871] (I., n° 343 ; A., t. 3, p. 573 ; J. O., p. 1721). — Rapport sommaire, par M. Charles Rolland [5 juillet] (I., n° 372 ; A., t. 3, p. 786 ; J. O., p. 2112). — Discussion [10 juillet] (p. 875). — Sont entendus : MM. Charles Rolland, *rapporteur*, (*ibid.*) ; de Tillancourt, le baron de Barante (p. 876) ; le comte de Bastard (p. 877) ; Destremx (p. 878). — Prise en considération de la proposition et déclaration d'urgence [même séance] (p. 878). — Commission (F., n° 113 ; J. O., p. 1978). — Rapports, au nom de la Commission spéciale, par M. Emile Leroux [12 et 30 août] (I., n° 505 ; A., t. 4, p. 275 ; J. O., p. 3105 ; — I., n° 570 ; A., t. 5, an., p. 97 ; J. O., p. 3728). — Discussion [4 septembre] (t. 5, p. 355). — Sont entendus : MM. Daron (p. 356, 361, 376) ; Emile Leroux, *rapporteur* (p. 358, 359, 361, 362, 363, 371, 374, 375, 376, 378 à 380) ; le marquis de Mornay (p. 359, 363, 376, 378, 380) ; le comte Octave de Bastard (p. 360, 361, 374, 379) ; le général de Cissey, *Ministre de la Guerre* (p. 361, 362, 375) ; le général Robert (p. 361) ; Destremx (p. 362, 372) ; Keller (p. 362, 363, 370, 379) ; le général Chareton (p. 364, 374) ; le comte Rampon (p. 370) ; de Guiraud (p. 372) ; Taberlet (p. 373) ; des Rotours, Beaussire (p. 380). — Adoption de l'ensemble du projet de la Commission [5 septembre] (p. 380). = Loi du 5 septembre 1871 (J. O., p. 3393 ; B. des L., n° 490).

3 — Question relative à l'appel de la deuxième portion du contingent de la classe de 1872, voy. QUESTIONS, n° 96.

### § XI. — *Révision des grades.*

1 — Exposé des motifs et texte du projet de loi relatif à l'annulation d'un décret émané de la délégation de Tours, le 13 octobre 1870, qui a suspendu pendant la durée de la guerre les lois qui règlent les nominations et l'avancement dans l'armée, et à la révision des grades conférés dans cette période, présenté par M. Thiers, *Chef du Pouvoir exécutif*, et M. le général de Cissey, *Ministre de la Guerre* [14 juillet 1871] (I., n° 391 ; A., t. 4, p. 59, et an., p. 26 ; J. O., p. 2385). — L'Assemblée déclare l'urgence [même séance] (A., t. 4, p. 59). — Commission (F., n° 117 ; J. O., p. 2086). — Rapport, par M. le général Trochu [31 juillet] (I., n° 437 ; A., t. 4, an., p. 158 ; J. O., p. 2666). — Discussion [8 août] (t. 4, p. 529). — Sont entendus : MM. le général Trochu, *rapporteur* (p. 529, 530, 535) ; Gambetta (p. 529, 530) ; le général Ducrot (p. 530, 533) ; Villain (p. 532) ; Margaine, Chaper (p. 533) ; le baron Decazes, Bérenger (de la Drôme) (p. 536). — Rejet, au scrutin public, de l'amendement présenté par MM. Chaper et le baron Decazes, ayant pour objet de faire nommer par l'Assemblée, au scrutin de liste, la Commission de la révision des grades (p. 537) ; liste des votants (p. 546). — Adoption de l'ensemble du projet de loi de la Commission (p. 537). = Loi du 8 août 1871 (J. O., p. 2721 ; B. des L., n° 460).

2 — Commission de la révision des grades nommée en exécution de la loi ci-dessus mentionnée (F., n° 136 ; J. O., p. 2611). — Rapport, par M. Cornelis de Witt, présentant le compte-rendu des travaux et des décisions de cette Commission [30 mars 1872] (I., n° 1070 ; A., t. 10, an., p. 55 ; J. O., p. 2735).

§ XII. — *Dispositions diverses.*

1 — Proposition de MM. Adnet, d'Andelarre et autres, relative à l'affranchissement des lettres et des mandats de poste pour les militaires en campagne [14 mai 1871] (I., n° 221 ; A., t. 2, p. 900, 919 ; J. O., p. 219). — Déclaration d'urgence (*ibid.*). — Rapport, par M. Adnet [30 mai] (t. 3, p. 175, 198). — Adoption, sans discussion [même séance] (p. 176). = Loi du 30 mai 1871 (J. O., p. 1377 ; B. des L., n° 388).

2 — Exposé des motifs et texte du projet de loi tendant à remettre en vigueur la loi du 13 janvier 1817 pour constater judiciairement le sort des citoyens aux armées de terre et de paru depuis le 19 j Traité de paix du 31 ma M. Dufaure, *Ministre d* 1871] (I., n° 304 ; A., t. J. O., p. 279). — Commi p. 1439). — Rapport, pa [27 juin] (I., n° 353; A., t. 1929). — *Première délibé* 819). — *Deuxième délibé* 4, p. 329). — *Troisième* (t. 4, p. 552). — Adoption de l'article unique du p = Loi du 9 août 1871 (J. L., n° 461).

3 — Lettre de M. le comte de *président de la Société des secou blessés militaires*, invitant les mem l'Assemblée nationale à assister à u vice funèbre, qui sera célébré le 16 janvier 1872 dans l'église métropolitaine de Paris, pour les officiers, sous-officiers et soldats, des armées de terre et de mer, gardes nationales, etc., qui ont succombé pendant la guerre de 1870-1871 [8 janvier 1872] (p. 461).

4 — Exposé des motifs et texte du projet de loi relatif à la conservation des tombes des soldats morts pendant la dernière guerre [10 janvier 1873] (I., n° 1529; A., t. 15, an., p. 117 ; J. O., p. 392). — L'Assemblée déclare l'urgence [même séance] (A., t. 15, p. 75). — Commission (F., n° 397; J. O. de 1873, p. 494). — Rapport, par M. Mazeau [20 mars] (I., n° 1690 ; A., t. 16, an., p. 223 ; J. O., p. 2253). — Adoption, sans discussion, du projet de loi [4 avril] (A., t. 17, p. 281). = Loi du 4 avril 1873 (J. O., p. 2593 ; B. des L., n° 1898).

5 — Exposé des motifs et texte de la proposition de loi de MM. Hervé de Saisy, de Rambures et Huon de Penanster, ayant pour objet l'envoi et le traitement aux frais de l'Etat, dans les établissements d'eaux minérales désignés à cet effet, des anciens militaires et marins, ainsi que de leurs assimilés, dont les blessures et les infirmités contractées au service nécessitent l'application de cette mesure [30 mai 1873] (I., n° 1794 ; A., t. 18, an., p. 75 ; J. O., p. 3847). — Demande d'urgence par M. de Saisy (A., 18, p. 148). — L'Assemblée déclare l'ur- nce [même séance] (A., t. 18, p. 150). — mmission (F., n° 488 ; J. O., p. 4177). — pport, par M. l'amiral Jaurès [4 juillet 73] (I., n° 1851 ; A., t. 19, an., p. 32 ; O., p. 4721). — Discussion [12 juillet] (p. 4) : est entendu, M. Jaurès, *rapporteur* (p. 4, 445). — Adoption de la proposition et nvoi à la Commission du Budget (p. 445).

6 — Proposition de M. le général Loysel, ndant à faire examiner le Budget de la erre par la Commission de l'armée et la mmission du Budget réunies, voy. Budt général de l'Etat, § V, *Exercice 1875*.

7 — Proposition de MM. Destremx et au- s, tendant à modifier le décret du 16 dembre 1871 relatif à la médaille militaire, y. Médaille militaire.

8 — Exposé des motifs et texte de la pro- sition de M. Margaine, concernant le te de l'armée [8 mars 1872] (I., n° 965 ; A., t. 8, an., p. 60 ; J. O., p. 1980). — Rapport sommaire, par M. Lenoël [26 avril] (I., n° 1882 ; A., t. 11, an., p. 16; J. O., p. 2936) (1).

9 — Proposition de M. Philippoteaux, relative à l'inéligibilité des militaires en activité de service, voy. Elections, § II.

10 — Proposition de M. le baron de Janzé, relative à l'incompatibilité des commandements militaires avec le mandat de Député, voy. Députés a l'Assemblée nationale.

11 — Exposé des motifs et texte du de loi tendant à autoriser le Gouvern

(1) Cette proposition n'a pas été discutée.

11 — Incident au sujet de l'envoi en Algérie de régiments de mobiles, voy. QUESTIONS, n° 2.

12 — Question relative à la prétendue violation d'engagements pris par des officiers français vis à vis des autorités allemandes, voy. QUESTIONS, n° 23.

13 — Observations concernant l'exécution de la loi sur le volontariat d'un an, voy. QUESTIONS, n°s 74 et 85. — INTERPELLATIONS, n° 39.

14 — Amendements et [illegible] dentes concernant : les su[illegible] corder aux *Réunions des* [illegible] des réservistes ; la suppres[illegible] de semestre ; la mauvaise [illegible] viande fournie à la trou[illegible] la somme à verser par l[illegible] taires d'un an, voy. BU[illegible] L'ÉTAT, § V, *Exercice 18*[illegible]

## ARMÉES ALLEMA[illegible]

1 — Texte de la propos[illegible] Brunet relative à la nomin[illegible] mission chargée de faire un [illegible] opérations des armées Alle[illegible] [29 mars 1871] (I., n° 94; A., [illegible] J. O., p. 501). — Observations, à ce s[illegible] M. Thiers, *Chef du Pouvoir exécuti*[illegible] M. Jean Brunet (p. 65, 166). — Rapport [illegible] maire, par M. Anisson-Duperron [4 avr[illegible] n° 108; A., t. 2, p. 249; J. O., p. 624). — A[illegible] tion, sans discussion, des conclusions [illegible] Commission, tendant au rejet de la prise en considération [8 avril] (p. 334).

2 — Exposé des motifs et texte de la proposition de MM. Thomas, Leblond et autres, concernant le logement des troupes Allemandes dans les territoires occupés [20 mai 1871] (I., n° 247; A., t. 3, p. 93; J. O., p. 1238). — Commission (F., n° 77; J. O., p. 1136). — Déclaration d'urgence (p. 94) (1).

3 — Projets de lois relatifs à l'entretien des troupes Allemandes et aux conditions de leur évacuation, voy. CRÉDITS, § VII, *Guerre*. — TRAITÉS DE PAIX, § I.

4 — Communication de M. Jules Favre, *Ministre des Affaires étrangères*, relatives aux mesures prises par le Commandant supérieur des forces Allemandes, en présence des événements de Paris, voy. INSURRECTION DU 18 MARS 1871.

5 — Incident relatif à la correspondance échangée entre le Commandant en chef du 3e corps de l'armée Allemande et le Comité central de la garde nationale de Paris, voy. INTERPELLATIONS, n° 3.

6 — Observations sur la situation des départements occupés par les forces Alle[illegible]andes depuis la signature des prélimi[illegible]aires de paix, voy. QUESTIONS, n° 6. Voy. aussi DÉPARTEMENTS ENVAHIS.

## ARMES DE GUERRE.

1 — Exposé des motifs et texte du projet [illegible] loi ayant pour objet l'abrogation du dé[illegible]et du 5 septembre 1870 sur le commerce [illegible] la fabrication des armes de guerre, pré[illegible]nté par M. Thiers, *Chef du Pouvoir exécutif*, [illegible] M. Picard, *Ministre de l'Intérieur* [16 mai [illegible]71] (I., n° 233; A., t. 3, p. 43; J. O., p. [illegible]89). — Commission (F., n° 75; J. O., p. [illegible]24). — Rapport, par M. Delsol [29 mai] (I., [illegible]267; A., t. 3, p. 171; J. O., p. 1319). = *Pre[illegible]ère délibération* [3 juin] (A., t. 3, p. 246). [illegible] *Deuxième délibération* [10 juin] (p. 320). — [illegible]nt entendus : MM. Deseilligny (*ibid.*); [illegible]zérian (p. 326, 327, 328); Delsol, *rappor[illegible]r* (*ibid.*); Langlois (p. 328). = *Troisième [illegible]ibération* [19 juin] (p. 496). — Ont pris [illegible]rt aux débats : MM. Aclocque (p. 496); Delsol, *rapporteur* (p. 498, 501, 505, 506); le général Chareton (p. 499, 501); Deseilligny (p. 500); Lambrecht, *Ministre de l'Intérieur* (p. 502, 503, 507); Callet (p. 502); Cyprien Girerd (p. 503); le général Pellissier (p. 505); le vicomte de Meaux (p. 506); Langlois (p. 507). — Adoption de l'ensemble du projet de la Commission [19 juin] (p. 507). = Loi du 18 juin 1871 (J. O., p. 1537; B. des L., n° 404).

2 — Exposé des motifs et texte [illegible] proposition de MM. Girerd, Lamy et [illegible] sur la fabrication et le commerce des [illegible] de guerre [27 novembre 1873] (I., n° [illegible] A., t. 28, an., p. 26; J. O., p. 7697) (1).

(1) Il n'a pas été fait de rapport sur cette proposition.

(1) Il n'a pas été fait de rapport sur cette proposition.

card, *Ministre de l'Intérieur* (*ibid.*). — Déclaration d'urgence (p. 3). — Commission (F., n° 30 ; J. O., p. 302). — Rapport, au nom de cette Commission, par M. J. de Lasteyrie (21 mars) (I., n° 68 ; A., t. 2, p. 19, 47 ; J. O., p. 376).

7 — Projet de proclamation de l'Assemblée nationale au peuple Français et à l'armée, rédigé par cette Commission [21 mars] (t. 2, p. 20) : adoption de cette proclamation sans discussion et à l'unanimité (*ibid.*). — Incident relatif à l'addition demandée par M. Peyrat à cette proclamation (p. 20) : l'Assemblée passe à l'ordre (p. 21). — Sont entendus sur l'i MM. Paris, Bethmont (p. 21) ; Thi *du Pouvoir exécutif* (p. 21, Gré *sident de l'Assemblée* (p. 22) ; Vacherot, Louis Blanc (p. 23). tions incidentes sur l'état des trava semblée nationale [21 mars] (p. entendus : MM. Desjardins (p. 2 (p. 24) ; de Lasteyrie, *ra* Thiers, *Chef du Pouvoir e*

8 — Texte de la propositi Rochethulon et autres, relative à l de bataillons de volontaires pour la de l'Assemblée nationale [23 mars n° 60 ; A., t. 2, p. 61 ; J. O., p. 384). — de la Commission des Quinze, for d'après cette proposition (t. 2, p. 61, 84). — Observations de MM. Haëntjens (t. 2, p. 61) et de Carayon-Latour (p. 62). — Proposition de MM. Adrien Léon, le comte de Bastard et autres, relative à la formation d'une garde constitutionnelle recrutée dans les gardes nationales (p. 62). — Sont entendus : MM. Adrien Léon (p. 62, 63) ; le comte Rampon, Picard, *Ministre de l'Intérieur* (p. 63). — Incident relatif à la nomination des préfets (p. 64) : MM. Audren de Kerdrel (p. 64, 65), Picard, *Ministre de l'Intérieur* (p. 64) ; de Tillancourt, de Choiseul (p. 65) ; Fouquet, de Lespinasse (p. 66). — Discussion des conclusions de la Commission et des amendements (p. 67 et suiv.). — Sont entendus : MM. le général Le Flô, *Ministre de la Guerre* (p. 67, 68, 75) ; Tolain (p. 68, 69) ; Albert Desjardins (p. 69, 70) ; Bérenger (de la Drôme), Roger (du Nord), de la Rochethulon (p. 70) ; le marquis de Mornay, Cochery, Carlon (p. 71) ; Bethmont et le duc Decazes (p. 72). — Adoption, au scrutin public, du projet de la Commission modifié [même séance] (p. 72) ; liste des votants (p. 83). = Loi du 23 mars 1871 (J. O., p. 341 ; B. des L., n° 345).

9 — Propositions présentées par MM. Bérenger (de la Drôme) et de Foucaud, ayant pour objet la nomination d'une Commission ou d'une Délégation de l'Assemblée, pour se rendre à Paris et y seconder les défenseurs de l'ordre [23 mars 1871] (I., nos 74 et 75 ; A., t. 2, p. 72, 73, 86 ; J. O., p. 385). — Déclaration de l'urgence des deux propositions (p. 73). — Observations de MM. Bénger (de la Drôme) et Jules de Lasteyrie, renvoi immédiat des propositions à xamen des bureaux (p. 73, 74). — Comission (F., n° 23 ; J. O., p. 251). — Rapport, r M. Batbie [23 mars, séance du soir] (I., 78 ; A., t. 2, p. 78, 88 ; J. O., p. 385). — iscussion (p. 78). — Sont entendus : MM. renger (p. 78) ; Delpit (p. 80) ; Batbie, *pporteur* (p. 81). — Adoption des conclusions de la Commission, tendant au rejet la proposition (*ibid.*).

10 — Incident relatif à la demande de Arnaud (de l'Ariége), tendant à introire les Maires de Paris dans la salle de ssemblée, et à la manifestation produite l'arrivée, dans une des tribunes, de ces ires revêtus de leurs insignes [23 mars 71] (t. 2, p. 74, 75). — Sont entendus sur ncident : MM. Arnaud (de l'Ariége) (p. 74) ; évy, *Président de l'Assemblée*, Baze, *Quesur* (p. 75).

11 — Communication de M. Haëntjens, ative à la demande d'officiers de la garde mobile et de la garde nationale mobilisée, arrivés à Versailles, de former une garde d'honneur auprès de l'Assemblée nationale [28 mars 1871] (t. 2, p. 157). — Observations de MM. Paulin Gillon, Picard, *Ministre de l'Intérieur*, et de M. le président Grévy, sur les remerciements qui leur sont adressés par le Gouvernement et par l'Assemblée (p. 158).

12 — Sur la proposition de M. Em Arago, l'Assemblée se déclare en perm nence [3 avril 1871] (t. 2, p. 219). — La permanence est levée (p. 228). — Tirage au sort d'une députation chargée de visiter les blessés militaires dans les hôpitaux (p. 230).

13 — Proposition de M. l'amiral de La Roncière le Noury, au nom de la Commission

[illegible] (p. 481); [illegible] rectification (p. [illegible] de l'article [illegible], ayant pour [illegible] à Versailles [illegible] des services publics [illegible] du Gouvernement [illegible] (p. 488); rectifica- [illegible] prix part aux débats : [illegible] de Pressensé (p. [illegible]); Lucien Brun [illegible] (p. 469); Pernolet (p. [illegible]); Becher (p. 483); Cé- [illegible] 485, 486); Dufaure, [illegible] (p. 483); Plichon (p. [illegible] Adoption, au scrutin [illegible] de la proposition mo- [illegible] (p. 486); liste des vo- [illegible] du 8 septembre 1871 [illegible] n° 494).

[illegible] à la compétence de [illegible] instituée en vertu [illegible] 1871 précitée, voy. [illegible] DE L'ASSEMBLÉE [illegible]

[illegible] la proposition présentée, [illegible] par M. le comte [illegible] à fixer à Paris la rési- [illegible] nationale, du Pouvoir [illegible] Ministres [8 décembre 1871] [illegible] p. 30, an., p. 87; J. O., p. [illegible] : MM. le comte Du- [illegible] Casimir Perier, *Ministre de* [illegible] L'urgence n'est pas dé- [illegible] Rapport sommaire sur cette proposition et celle de MM. Humbert, Rolland et autres, ci-après mentionnée, lu en séance publique, par M. Buisson (de l'Aude) [10 janvier 1872] (I., n° 792; A., t. 6, p. 503, an., p. 332; J. O. de 1872, p. 386). — Discussion sur la prise en considération [2 février] (t. 7, p. 365). — Demande d'ajournement à trois mois par M. de Pressensé (*ibid.*) : sont entendus : MM. de Pressensé (*ibid.*); Buisson (de l'Aude), *rapporteur* (p. 366). Rejet de cette demande (p. 368). — Demande d'ajournement à six mois, par M. Bethmont (*ibid.*) : sont entendus : MM. Bethmont, Brisson (p. 368). — Rejet de cette proposition (*ibid.*). — Discussion (p. 369 à 374). — Ont pris part aux débats : MM. Vautrain (p. 369, 370); de Juigné, Henri Martin, Tirard (p. 370); Brisson (p. 372); Casimir Perier, *Ministre de l'Intérieur* (p. 372); Buisson, *rapporteur* (p. 373); Louis Blanc (p. 374). — Adoption, au scrutin public, des conclusions de la Commission d'initiative, tendant au refus de la prise en considération [même séance] (p. 374); liste des votants (*ibid.*) ; rectifications (p. 377, 391).

7 — Texte de la proposition de MM. Humbert, Rolland (Charles) et autres, tendant à transporter à Paris le siége de l'Assemblée nationale et celui du Gouvernement [8 décembre 1871] (I., n° 677; A., t. 6, an., p. 87; J. O., p. 4986). — Rapport sommaire, par M. Buisson (de l'Aude) [Voir le précédent paragraphe].

8 — Rapport, par M. Caillaux, au nom de Commission chargée de proposer les mesures à prendre pour assurer, avec le concours du Gouvernement, l'exécution de l'art. 1er de la loi du 8 septembre 1871, relative au séjour de l'Assemblée nationale, du Pouvoir exécutif et des Ministres à Versailles [9 décembre 1871] (I., n° 690; A., t. 6, an., p. 157; J. O., p. 5276).

9 — Article additionnel, proposé par M. le baron de Ravinel, au projet de loi constitutionnelle sur l'organisation des Pouvoirs publics, ayant pour objet de fixer la résidence du Pouvoir exécutif et des deux Chambres à Versailles, voy. POUVOIRS PUBLICS.

10 — Article additionnel proposé par le même Député, au projet de résolution rela-

tive à la prorogation de l'Assemblée en mars 1875, tendant à faire étudier, par le Bureau, les mesures à prendre pour l'exécution de la disposition ci-dessus mentionnée, voy. au présent article, § V, n° 24.

11 — Projets de lois de crédits destinés à assurer l'exécution de l'art. 9 de la loi constitutionnelle sur l'organisation des Pouvoirs publics, voy. CRÉDITS, § XI, n° 9.

### § III. — *Publicité des débats.*

1 — Texte de la proposition de MM. Mortimer Ternaux, de Rességuier et autres, relative à la publicité à donner : 1° au *Journal officiel* ; 2° au *Compte-rendu analytique ;* 3° au *Moniteur des Communes* [18 juillet 1871] (I., n° 402; A., t. 4, p. 153, et an., p. 68; J. O., p. 2318). — Rapport sommaire, par M. le comte de Ségur [26 juillet] (I., n° 423; A., t. 4, an., p. 117; J. O., p. 2363).— Prise en considération [1er août] (A., t. 4, p. 380).— Sont entendus MM. le comte de Ségur, *rapporteur*, de Tillancourt, Mortimer Ternaux, (*ibid.*). — L'Assemblée déclare l'urgence (*ibid.*). — Commission (F., n° 129 ; J. O., p. 2466). — Rapport, par M. de Ségur [8 août] (I., n° 477 ; A., t. 4, an., p. 213 ; J. O., p. 2612.) — Adoption, sans discussion, des conclusions du rapport, tendant à faire nommer une Commission par l'Assemblée, chargée d'étudier les questions relatives à la publicité de ses débats, et de proposer les résolutions nécessaires [10 août 1871] (A., t. 4, p. 584). — Composition de cette Commission (F., n° 136 ; J. O. de 1871, p. 2641). — Rapport, par M. Théry, sur la proposition de MM. Mortimer Ternaux et autres, et celle de M. d'Aboville, suivi d'un projet de loi ci-après mentionné, concernant la publicité des travaux de l'Assemblée et la rédaction d'un Compte-rendu obligatoire pour les journaux [14 juin 1872] (I., n° 1220; A., t. 12, an., p. 32 ; J. O., p. 4148). — Sur la demande de M. le comte Jaubert, l'urgence est déclarée [19 juin] (A., t. 12, p. 412). — Discussion [10 et 11 février 1873] (t. 15, p. 643, et t. 16, p. 4). — Demande d'ajournement, par M. Dréo (t. 15, p. 643). — Sont entendus : MM. Dréo (p. 643) ; Théry, *rapporteur* (*ibid.*) ; de Tillancourt (p. 644). — Rejet de cette demande (p. 644). — *Discussion générale* (*ibid.*). — Ont pris part aux débats, MM. Corne (p. 645) ; d'Aboville (p. 651, et t. 16, p. 4) ; Noël Parfait (p. 5) ; Théry, *rapporteur* (p. 7) ; Savary (p. 10) ; de Dampierre (p. 14). — L'Assemblée décide, au scrutin public, qu'elle ne passera pas à la discussion des articles (p. 14) ; liste des votants (p. 17). — Observations présentées, à l'occasion de ce vote, par : MM. Bethmont (p. 14) ; Raoul Duval (p. 15, 16) ; Savary, Théry, *rapporteur* (p. 16) ; Baragnon (p. 16, 17) ; le comte de Kergorlay (p. 17). — Adoption de la résolution proposée par M. Baragnon, tendant à inviter le Bureau de l'Assemblée à prendre des mesures pour mettre les Comptes-rendus des séances à la disposition de la presse, aussi rapidement et complétement que possible [11 février] (A., t. 16, p. 17).

2 — Observations de M. Léon de Maleville, à l'occasion de la lecture du procès-verbal, tendant à rectifier une assertion de M. Théry, rapporteur de la proposition mentionnée au précédent paragraphe, relative à un rapport fait par M. de Maleville à la Chambre des Députés, en 1847, sur la question de la publicité de ses séances [13 février] (A., t. 16, p. 23).

3 — Exposé des motifs et texte de la proposition de MM. d'Aboville, de Champagny et autres, concernant le Compte-rendu des séances de l'Assemblée [5 février 1872] (I., n° 878 ; A., t. 7, p. 403, et an., p. 151 ; J. O. de 1872, p. 1271). — L'urgence demandée par M. d'Aboville n'est pas déclarée (A., t. 7, p. 404). — Renvoi de cette proposition, sur le rapport verbal de M. le comte de Melun, à la Commission mentionnée au précédent paragraphe [14 février] (t. 7, p. 569).

4 — Exposé des motifs et texte de la proposition présentée, avec demande d'urgence, par M. Bertauld, relative à la publication par voie d'affichage des discussions parlementaires [14 juillet 1873] (I., n° 1880 ; an., t. 19, p. 150, et an., p. 95 ; J. O., p. 5237). — Sont entendus : MM. Bertauld (p. 150, 151) ; Dahirel (p. 151). — L'urgence n'est pas déclarée (p. 151) (1).

5 — Question relative aux conséquences de la décision de l'Assemblée sur la proposition ayant pour objet les Comptes-rendus de

(1) Il n'a pas été fait de rapport sur cette proposition.

ses séances, en ce qui concerne le *Journal officiel*, voy. QUESTIONS, n° 78.

### § IV. — *Délits d'offenses contre l'Assemblée nationale.*

1 — Projet de loi relatif à la répression des attaques contre les droits et l'autorité de l'Assemblée nationale et ceux du Gouvernement qu'elle a institué, voy. PRESSE.

2 — Texte de la proposition de M. le comte Jaubert, concernant les délits d'offense commis par des représentants envers l'Assemblée nationale [5 mars 1872] (I., n° 953 ; A., t. 8, p. 182, [illegible] p. 1734). — Rapport s[illegible] guenet [28 mars] (I., n[illegible] p. 45 ; J. O., p. 2704). — prise en considération [illegible] Sont entendus : MM. l[illegible] 551) ; Daguenet, *ra*[illegible] Adoption, au scrutin[illegible] sions de la Commissi[illegible] de la prise en consid[illegible] des votants (p. 558).

3 — Texte de la p[illegible] comte Jaubert relative [illegible] ront commis le délit [illegible] semblée nationale [21 [illegible] A., t. 18, p. 10, et an., p. [illegible] — Retrait motivé de cette pro[illegible] juin] (A., t. 18, p. 164).

4 — Exposé des motifs et texte [illegible] de loi tendant à conférer à la Com[illegible] de permanence le droit d'autoriser la [illegible] suite des délits d'offense commis contre l'Assemblée nationale pendant sa prorogation [14 juillet 1873] (I., n° 1884 ; A., t. 19, p. 152, et an., p. 109 ; J. O., p. 4896). — Discussion sur la question de l'urgence, demandée par M. le Garde des Sceaux [même séance] (p. 153). — Sont entendus : MM. Arago (Emmanuel) (p. 153) ; le comte Jaubert (p. 154) ; Gambetta (p. 155) ; Ernoul, *Garde des Sceaux* (p. 156, 161) ; de Pressensé (p. 157) ; Depeyre (p. 158, 159, 160) ; Le Royer (p. 159) ; Buffet, *Président* (p. 159) ; Brisson (p. 161). — L'urgence est déclarée (p. 160) et la proposition renvoyée à une Commission spéciale (p. 161). — Rapport, par M. Depeyre [21 juillet] (I., n° 1914 ; A., t. 19, an., p. 172 ; J. O., p. 5653). — Discussion [23 juillet] (p. 351). — Adoption, au scrutin public, de l'article unique du projet de loi [même séance] (p. 370) ; liste des votants (p. 381). — Incident relatif au rapport du premier Président de la Cour d'Aix à la Commission d'enquête sur l'insurrection du 18 mars (p. 370). — Ont pris part aux débats : MM. Brisson (p. 351) ; Lucien Brun (p. 359) ; Bethmont (p. 364, 367, 368) ; Gambetta (p. 364, 365, 369) ; Ernoul, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice* (p. 366) ; Paul Cotte (p. 370) ; Beaussire (p. 371) ; Naquet (p. 371, 372) ; Goblet ; Depeyre, *rapporteur* ; Baragnon (p. 372) ; Bigot (p. 373). — Rejet de divers [illegible]ticles additionnels (p. 371, 373). = Loi du [illegible] juillet 1873 (J. O., p. 5405 ; B. des L., p. [illegible]15).

5 — Texte de la proposition de M. Bris[illegible]n, tendant à faire nommer une Commis[illegible]on chargée d'examiner s'il n'y a pas lieu [illegible] citer à la barre de l'Assemblée M. Saint[illegible]enest, *rédacteur du Figaro* [11 juillet 1874] [illegible], n° 2537 ; A., t. 33, an., p. 18 ; J. O., p. [illegible]48). — Demande d'urgence par M. Brisson [illegible]., t. 33, p. 87). — Incident relatif à la [illegible]cture par lui à l'Assemblée de l'article in[illegible]iminé (p. 87 à 89). — Sont entendus sur [illegible]tte demande : MM. Charreyron, Gambetta [illegible]. 89). — Rejet, au scrutin public, de la [illegible]mande d'urgence (p. 90) ; liste des votants [illegible]*id.*). = Incident, à l'occasion de la lecture [illegible] procès-verbal de cette séance, relatif à [illegible] citation faite par M. Charreyron du dis[illegible]urs de M. Gambetta, à Grenoble (p. 93). [illegible] Sont entendus : MM. Charreyron, Gam[illegible]tta (p. 94) (1).

6 — Interpellations relatives à la participation de certains magistrats municipaux à des manifestations hostiles à l'autorité de l'Assemblée nationale, aux attaques de la presse contre l'Assemblée et à l'attitude du Ministère en présence de ces attaques, voy. INTERPELLATIONS, n[os] 61, 69.

### § V. — *Prorogations et Commissions de permanence.*

1 — Exposé des motifs et texte de la proposition de M. Target, relative à la [illegible] gation de l'Assemblée nationale [2 s[illegible]

(1) Il n'a pas été donné d'autre suite à cet[illegible] position.

[illegible] de la [illegible] même [illegible] public : [illegible] à Roche- [illegible] la pro- [illegible] 155) ; liste [illegible] MM. Anisson- [illegible] pour objet les [illegible] 155 ; liste des [illegible] entendus : MM. [illegible] Baragnon p. 155). [illegible] de la résolution [illegible] prorogation [illegible] (p. 155).

[illegible] de la Commission de [illegible] de l'art. 2 de la [illegible] mentionnée, et composi- [illegible] avril] (A., t. 17, [illegible]

[illegible] de M. Lambert de [illegible] à déclarer que l'As- [illegible] qu'après le vote de [illegible] à allouer à la ville [illegible] départements envahis [5 [illegible] p. 336). — Sont entendus: [illegible] de Sainte-Croix, Buffet, *Pré-* [illegible] — Adoption de cette ré- [illegible]

[illegible] de la proposition de M. Pa- [illegible] relative à la proro- [illegible] de l'Assemblée nationale à partir [illegible] juillet jusqu'au 5 novembre 1873 [illegible] (I., n° 1878; A., t. 19, p. 251, [illegible] p. 92; J. O., p. 1922). — L'Assemblée [illegible] l'urgence [même séance] (A., t. 19, [illegible] Commission (F., n° 505; J. [illegible] Rapport, par M. Paris (Pas- [illegible] 19 juillet (I., n° 1906; A., t. 19, [illegible] p. 138; J. O., p. 8555). — Rejet, au scrutin public, de la demande de renvoi au lundi 21 juillet de la discussion de cette [illegible]

[illegible]sition [même séance] (p. 279); liste [illegible] votants (p. 290). — Discussion immé- [illegible] p. 279). — Rejet, au scrutin public, de l'amendement de MM. Lepère et Bris- [illegible], tendant à fixer au 20 septembre le terme de la prorogation (p. 285); liste des votants (p. 291). — Rejet de l'amendement de M. Rouvier, tendant à accorder à tout membre de l'Assemblée le droit d'assister aux séances de la Commission de permanence (p. 287). — Adoption de la disposition additionnelle proposée par M. de Belcastel, ayant pour objet d'adresser à Dieu des prières publiques le premier dimanche qui suivra la rentrée de l'Assemblée (p. 288). — Sont entendus : MM. Lepère (p. 279); Bethmont, (p. 284); Langlois (p. 285); Paris (du Pas-de-Calais), *rapporteur* (p. 286); Rouvier (p. 286); de Belcastel (p. 287). — Adoption de l'ensemble de la proposition de la Commission [même séance] (p. 288).

13 — Projet de loi tendant à conférer à la Commission de permanence, le droit d'autoriser la poursuite des délits d'offense commis contre l'Assemblée pendant sa prorogation voy. le paragraphe précédent, n° 4.

14 — Incident relatif à l'ajournement de la prorogation de l'Assemblée, pour la discussion des projets de lois concernant les nouveaux traités de commerce [26 juillet] (A., t. 19, p. 480). — Sont entendus : MM. le duc de Broglie, *Vice-Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères*; Paris (du Pas-de-Calais) (p. 479); Babin-Chevaye (p. 480). — L'Assemblée rejette l'ajournement proposé par M. Babin-Chevaye (p. 480). — Proposition de M. Ganivet, tendant à ne commencer la prorogation qu'après le vote sur les traités de commerce et la proposition relative à l'abrogation des surtaxes de pavillon (p. 480) : MM. Clapier, Paris (Pas-de-Calais), Peltereau-Villeneuve, le marquis de Talhouët, de Lavergne, Ernoul, *Garde des Sceaux* (p. 484). — Adoption de la proposition de M. Ganivet, amendée par M. Paris (p. 485).

15 — Résultat du scrutin pour la nomination de la Commission de permanence et composition de cette Commission [24 juillet 1873] (A., t. 19, p. 406).

16 — Exposé des motifs et texte de la proposition de M. Pernolet, relative à l'élection

[illegible] Ravinel (p. 303, 304); Brisson (p. [illegible] — Adoption de l'ensemble de la réso- [illegible] même séance] (p. 304).

[illegible] — Résultat du scrutin dans les bu- [illegible] pour la nomination de la Commis- [illegible] de permanence, aux termes de l'art. 2 [illegible] loi du 18 mars 1875, et liste des mem- [illegible] composant cette Commission [19 mars] [illegible] t. 37, p. 328).

[illegible] — Exposé des motifs et texte de la proposition de MM. Calmon et de Pressensé, tendant à ce que l'Assemblée ne se proroge pas avant d'avoir voté la loi électorale du Sénat, la loi électorale de la Chambre des Députés, la loi des rapports des Pouvoirs publics, le Budget de l'Exercice 1876 et élu les 75 Sénateurs inamovibles, en exécution de la loi du 25 février 1875 [15 mai 1875] (I., n° 3006; A., t. 38, an., p. 91; J. O., p. 3680). — Lettre par laquelle MM. Calmon et de Pressensé déclarent retirer cette proposition [12 juin] (A., t. 38, p. 523).

27 — Texte de la proposition de M. Malartre relative à la prorogation de l'Assemblée nationale [16 juillet 1875] (I., n° 3189; A., t. 40, p. 116, an., p. 498; J. O., p. 5600). — Sont entendus sur l'urgence : MM. Feray (p. 116); Malartre (p. 117). — Adoption, au scrutin public, de la demande d'urgence (p. 117); liste des votants (p. 127); rectification (p. 132). — Commission (F., n° 824; J. O., p. 5510). — Rapport, par M. Amédée Lefèvre-Pontalis [21 juillet] (I., n° 3234; A., t. 41, p. 18, an., p. 7; J. O., p. 6887). — Débat sur la fixation du jour de la discussion: M. Ernest Picard (p. 20). — Incident au sujet de la présence de quelques membres de la gauche, au moment du vote, sur les bancs de la droite : observations de M. le duc d'Audiffret-Pasquier, *Président* (*ibid.*). — Discussion du projet de résolution de la Commission, tendant à proroger les séances de l'Assemblée du 4 août au 16 novembre [22 juillet] (t. 41, p. 28). — Déclaration préliminaire du rapporteur, portant adhésion, au nom de la Commission, à la date du 4 novembre, proposée, depuis la lecture du rapport, par le Gouvernement, comme terme de la prorogation (p. 29). — Amendement de M. Raoul Duval, ayant pour objet de fixer la prorogation de l'Assemblée au

déterminé dans l'article précédent (p. 287) : adoption, au scrutin public, de cette nouvelle rédaction (p. 288) ; liste des votants (p. 338). — Adoption, sans discussion, de l'article 3 [Nomination d'une Commission de permanence] et de l'article 4 [Prorogation des pouvoirs du Bureau] (p. 288). = Sont entendus dans la discussion : MM. Gambetta (p. 270, 271, 286, 287) ; Clapier (p. 270, 272) ; Paris (Pas-de-Calais), *rapporteur* (p. 270 à 272, 284, 286, 288) ; le vicomte de Meaux, *Ministre de l'Agriculture et du Commerce* (p. 272) ; Raoul Duval (*ibid.*) ; Tolain (*ibid.*) ; Caillaux, *Ministre des Travaux publics* (p. 272, 286, 287) ; le comte Joachim Murat (p. 284) ; Audren de Kerdrel (p. 284 à 287) ; le marquis de Valfons (p. 285) ; Léon Say, *Ministre des Finances* (*ibid.*) ; Malartre (p. 287) ; Lepère (*ibid.*). = Adoption de l'ensemble du projet de résolution [30 décembre 1875] (A., t. 44, p. 288).

32 — Composition de la Commission de permanence, nommée au scrutin, dans les Bureaux, conformément à la résolution du 30 décembre [31 décembre 1875] (A., t. 44, p. 364).

33 — L'Assemblée nationale déclare se proroger jusqu'au 8 mars 1876, jour de la réunion du Sénat et de la Chambre des Députés et de l'expiration des pouvoirs de l'Assemblée [31 décembre 1875] (A., t. 44, p. 385).

34 — Procès-verbal de la dernière séance de la Commission de permanence, relatant le dépôt par M. Martel, *Président de la Commission des grâces*, d'un dernier rapport de cette Commission, et de la Cérémonie de la transmission des pouvoirs, en présence de la Commission de permanence, des Bureaux provisoires du Sénat et de la Chambre des Députés et du Conseil des Ministres ; ledit procès-verbal comprenant : 1° l'allocution de M. le duc d'Audiffret-Pasquier, *Président de l'Assemblée nationale* ; 2° la réponse de M. Gaulthier de Rumilly, *Président du Bureau provisoire du Sénat* ; 3° la déclaration de M. Dufaure, *Garde des Sceaux, Vice-Président du Conseil des Ministres* [8 mars 1876] (t. 44, p. 401, 402).

la suite du projet de loi sur la presse et sur la levée de l'état de siège (*ibid.*). = Discussion du projet de résolution relatif à la date de la prorogation de l'Assemblée nationale et à l'ordre de ses derniers travaux (29 décembre (A., t. 44, p. 270). — Art. 1er Fixation de la date de la prorogation à partir du 31 décembre 1875 (*ibid.*). Motion de M. Clapier et de M. Paris (Pas-de-Calais), [illegible], consistant à intervertir les deux premiers articles (*ibid.*): prise en considération et adoption de cette motion (p. 271). — Art. 2, devenu l'article 1er (Nomenclature limitative des projets de lois mis par l'Assemblée à son ordre du jour (*ibid.*). § 1 Convention internationale sur les sucres adoption (*ibid.*) — § 2 Régime intérieur sucres adoption (p. 272). — § 3 (Co[illegible] sions de nouvelles lignes de chemins à la Compagnie du Nord (*ibid.*): ad[illegible] au scrutin public, après deux épreu[illegible] teuses (p. 27[illegible]) (liste des votants [illegible] Rapport verbal, par M. Paris, [illegible] tives résolutions de la Con[illegible] 28[illegible] Adoption du § 4 (Com[illegible] Compagnie de l'Est); du § [illegible] la Compagnie de l'Ouest [illegible] [illegible]

déterminé d[illegible] adoption, [illegible] velle réda[illegible] (p. 338). - l'article de perm[illegible] des p[illegible] ente[illegible] bet[illegible] 27 [illegible]

[illegible] (p. 389, 392): Henri [illegible]; Ernest Picard (p. 392, [illegible]ssonville (p. 393, 394: [illegible] (p. 394); Ambroise [illegible] le marquis de Dam[illegible] [illegible]ssemblée décide que [illegible]x rapports de M. [illegible] de MM. Léon [illegible] après mentionnée. [illegible] la proposition de [illegible] l'objet d'une même [illegible] mercredi 29 juillet (p. [illegible] sommaire, par M. Max-Ri[illegible] [illegible] I., nº 2614; A., t. 34, p. 9. J. O., p. 5789). — Discussion [illegible] en considération de cette pro[illegible] [illegible] de celle de MM. Léon de Male[illegible] autres, relatives aux élections pour [illegible]haine Assemblée nationale, voy. le [illegible] suivant.— Retrait de la proposition [illegible] M. Raoul Duval, à la suite du vote sur la [illegible]position de M. Léon de Maleville (29 juil[illegible] [illegible] A., t. 34, p. 58).

13 — Texte de la proposition de MM. Léon de Maleville, Louis La Caze et autres, relatives aux élections pour la prochaine Assemblée nationale (23 juillet 1874) (I., nº 2583; A., t. 33, p. 32, et an. p. [illegible]; J. O., p. 5796). —Demande d'urgence, par M. Léon de Male[illegible] [illegible]

[illegible]

ne pourra se séparer [11 décembre 1872] (I., n° 1486; A., t. 14, an., p. 142; J. O., p. 7757 (1).

9 — Exposé des motifs et texte de la proposition de M. Brunet tendant à déclarer que l'Assemblée nationale ne se sépar[illegible] pas avant d'avoir fait une Constitution [illegible] février 1873] (I., n° 1623; A., t. 16, p. [illegible] an., p. 66; J. O., p. 1294). — Développe[illegible] de la demande d'urgence sur cette p[illegible] tion, par M. Jean Brunet [20 février [illegible] — Rejet, au scrutin public, de la [illegible] d'urgence (p. 152); liste des votan[illegible] — Rapport sommaire, par M. L[illegible] mars] I., n° 1691; A., t. 16, an[illegible] O., p. 2454) (2).

10 — Exposé des motifs et [illegible] position de M. Marcel Bar[illegible] dissolution de l'Assemblée [illegible] 1873] I., n° 1765; A., t. [illegible] O., p. 2670) (3).

11 — Exposé des mot[illegible] position de MM. Pey[illegible] tendant à demander [illegible] nale se prononce [illegible] poque de sa [illegible] 1780; A., t. [illegible] 3393. — [illegible] rat. n[illegible] Rapp[illegible] [illegible] O.

[illegible] que le décret de convocation déter[illegible] la durée du scrutin (*ibid.*). Adoption [illegible] 1er de la Commission, du para[illegible] additionnel substitué par elle à l'a[illegible] nt, et d'un autre paragraphe addi[illegible] également présenté par elle, pour [illegible] nouvelles convocations des Con[illegible] municipaux qui ne se réuniraient pas [illegible] nombre suffisant pour délibérer (*ibid.*). — Adoption successive, et sans discussion: de l'article 2 [Réunion, le dimanche 30 janvier, au chef-lieu de chaque département, des colléges électoraux chargés d'élire les Sénateurs]; de l'article 3 [Réunion le dimanche 20 février, des colléges électoraux chargés d'élire les Députés]; de l'article 4 [Règlement des élections dans les quatre Colonies qui nomment un Sénateur et un Député]; et de l'article 5 [Réunion, le mercredi 8 mars, à Versailles, du Sénat et de la Chambre des Députés, et fin des pouvoirs de l'Assemblée nationale le jour de cette réunion] (*ibid.*). — Sont entendus : MM. Paris (Pas-de-Calais), *rapporteur* (p. 289, 290); le baron Vast-Vimeux (*ibid.*); Delacour (p. 290). — Adoption de l'ensemble du projet de loi [même séance] (*ibid.*). = Loi du 30 décembre 1875 (J. O. de 1876, p. 57; B. des L., n° 4743).

## § VII. — *Tenue des séances et travaux intérieurs.*

1 — Proposition de M. de Mornay, tendant à consacrer exclusivement un jour par semaine aux réunions des bureaux et aux travaux des Commissions [11 décembre 1871] (A., t. 6, p. 72). — Ajournement de cette proposition, sur les observations de MM. de Mornay et Paris (p. 130).

2 — Exposé des motifs et texte de la proposition de MM. Flotard, Ducuing et autres, tendant à consacrer exclusivement le jeudi de chaque semaine au travail des Commissions [2 mai 1872] (I., n° 1099; A., t. 11, p. 168, et an., p. 39; J. O., p. 3661). — L'Assemblée déclare l'urgence [même séance] (A., t. 11, p. 168). — Commission (F., n° 275; J. O., p. 3082). — Rapport, par M. Flotard [20 janvier] (I., n° 1548; A., t. 15, an., p. 137; J. O., p. 707). — Discussion [28 janvier] (p. 370). — Sont entendus : MM. Paris

de-Calais) (p. 370); Flotard, *rapporteur* ... 375); de Ventavon (p. 373); de ...71); de la Sicotière (p. 375). ...tion (p. 375).

...s et texte de la pro... ...remx, de Marmier et ... répartition des places ...ie dans la salle des séances ... nationale [23 mai 1872] (I., ... 11, an., p. 216; J.O., p. 3971). ...tion d'urgence (A., t. 11, p. 515). ...mission (F., n° 293; J. O., p. 3643). Rapport, par M. Destremx [22 novembre] I., n° 1435; A., t. 14, an., p. 23; J. O., p. 7538). — Mise à l'ordre du jour de cette proposition [17 décembre] (A., t. 14, p. 626). — Est entendu : M. Destremx (p. 626). — Discussion [23 janvier 1873] (t. 15, p. 309). — Ont pris part aux débats : MM. Destremx, *rapporteur* (p. 309, 310, 311); Baragnon (p. 309); Hervé de Saisy (p. 309, 310); Ganivet (p. 309); Baze, *Questeur* (p. 303, 310); Pagès-Duport (p. 311); Grévy, *Président de l'Assemblée* (p. 309, 310, 311). — Adoption, au scrutin public, de la proposition modifiée (p. 312); liste des votants (p. 312).

4 — Exposé des motifs et texte de la proposition de M. de Janzé, tendant à faciliter l'exercice du contrôle législatif [11 juillet 1874] (I., n° 2536; A., t. 33, an., p. 17; J. O., p. 4990) (1).

5 — Exposé des motifs et texte de la proposition de résolution de MM. Picard et autres, relative à la cessation des travaux des grandes Commissions de l'Assemblée Nationale [18 décembre 1874] (I., n° 2770; A., t. 35, an., p. 305; J. O. de 1875, p. 6). — Rapport sommaire par M. Charreyron [29 janvier 1875] (I., n° 2880; A., t. 36, an., p. 137; J. O., p. 1062) (2).

6 — Observations de M. le président d'Audiffret-Pasquier ayant pour objet de fixer vers six heures le moment de consulter l'Assemblée sur l'ordre du jour du lendemain [2 juillet 1875] (A., t. 39, p. 367). — Motion de M. Lepère tendant à ce que les séances commencent vers une heure et ne finissent pas avant six heures [2 juillet] (p. 367). — Proposition de M. Baragnon tendant à ce que l'Assemblée renvoie sa décision à la séance du lendemain (p. 368). — Sont entendus : MM. le duc d'Audiffret-Pasquier, *Président* (p. 367); Lepère (p. 367, 368); Baragnon (p. 368). — Adoption de la proposition de M. Baragnon (*ibid.*). — Annonce par M. le Président du retrait de la motion de M. Lepère [3 juillet] (p. 386).

7 — Nouvelles observations de M. le duc d'Audiffret-Pasquier sur l'usage qui autorise le Président, aux approches de six heures, à proposer la fixation de l'ordre du jour du lendemain [6 juillet 1875] (p. 456). — Dépôt, par M. le vicomte d'Aboville, d'une proposition revêtue de cinquante signatures et tendant à ce que les séances soient levées à six heures moins le quart (*ibid.*) : retrait de la proposition (p. 457). — Sont entendus : MM. le duc d'Audiffret-Pasquier, *Président;* le vicomte d'Aboville (p. 456, 457).

8 — Motion de M. le Président, consistant à tenir deux séances le mardi 3 août 1875, veille de la prorogation [2 août 1875] (A., t. 41, p. 347). — Adoption de cette proposition *(ibid.)*.

9 — Proposition de M. Du Bodan, tendant à autoriser la délivrance par le Bureau à ceux des membres de l'Assemblée qui ont été nommés successivement dans les élections partielles, des volumes des Annales de l'Assemblée et des Archives parlementaires distribués avant leur élection [30 décembre] (A., t. 44, p. 311). — Sont entendus : MM. Du Bodan (p. 311, 312); Wallon, *Ministre de l'Instruction publique* (p. 311); Baze, *Questeur* (*ibid.*); Courcelle (p. 312); Toupet des Vignes, *Questeur* (*ibid.*). — L'Assemblée décide que la question sera renvoyée au Bureau de l'Assemblée *(ibid.)*.

10 — Allocution de M. le duc d'Audiffret-Pasquier, *Président de l'Assemblée nationale*, au moment de la clôture des travaux de l'Assemblée [31 décembre 1875] (A., t. 44, p. 385, et an., p. 133).

(1) Il n'a pas été donné suite à cette proposition.
(2) Cette proposition n'a pas été discutée.

leur seront affectés (30 novembre 1875) (I., n° 3488; A., t. 42, p. 465, et an., p. 381; J.O., p. 10345). — Demande d'urgence, par M. Bardoux (A., t. 42, p. 465). — Adoption de l'urgence, et renvoi de la proposition et de celle de M. Bardoux à une même Commission (p. 466). = Composition de cette Commission (F., n° 861; J. O., p. 9961).

20 — Dépôt et lecture, par M. Paris (Pas-de-Calais), du rapport de la Commission chargée d'examiner les propositions de M. Bardoux et de M. de Clercq, suivi d'un projet de loi concluant à fixer : 1° au dimanche 9 janvier 1876 la réunion des Conseils municipaux, à l'effet de nommer leurs délégué pour les élections du Sénat ; 2° au dimanc. 23 janvier, la réunion, au chef-lieu de cl. que département, des colléges élector. chargés d'élire les Sénateurs; 3° au dim. che 20 février, la réunion des colléges toraux chargés d'élire les Députés, sur vocation faite par décret du Présiden République; 4° au mercredi 8 mars, nion à Versailles du Sénat et de la C des Députés, et la fin des pouvoirs semblée nationale (6 décembre nº 3520; A., t. 43, p. 112, et an., O. de 1876, p. 612). — Demande rapporteur, au nom de l'unan Commission, d'accord avec le ment, du renvoi de la mise jour de la discussion après les circonscriptions elector mination des Sénateurs (A. adoption de cette demande cussion des propositions et de M. de Clercq et du mission 30 décembre 18 289). — Article 1er (Re che 16 janvier 1876, nicipaux, à l'effet de gués pour l'élection Prise en considération M. le baron Vast-Vi que scrutin devra une heure *ibid.*). M. ment par son auto dition de ces mo lers municipaux fois au vote de l'amendemen mission, d'acco

portant
minera
de l'ar
graph
ment
tion
le c
sei
en
—

TÉS FONCTIONNAIRES
ENQUÊTES PAR-
'ABSENCE. —
— POUR-
'ÉGLE-

JOUR-

et questions
INTERPELLA-
n° 72 et 80.

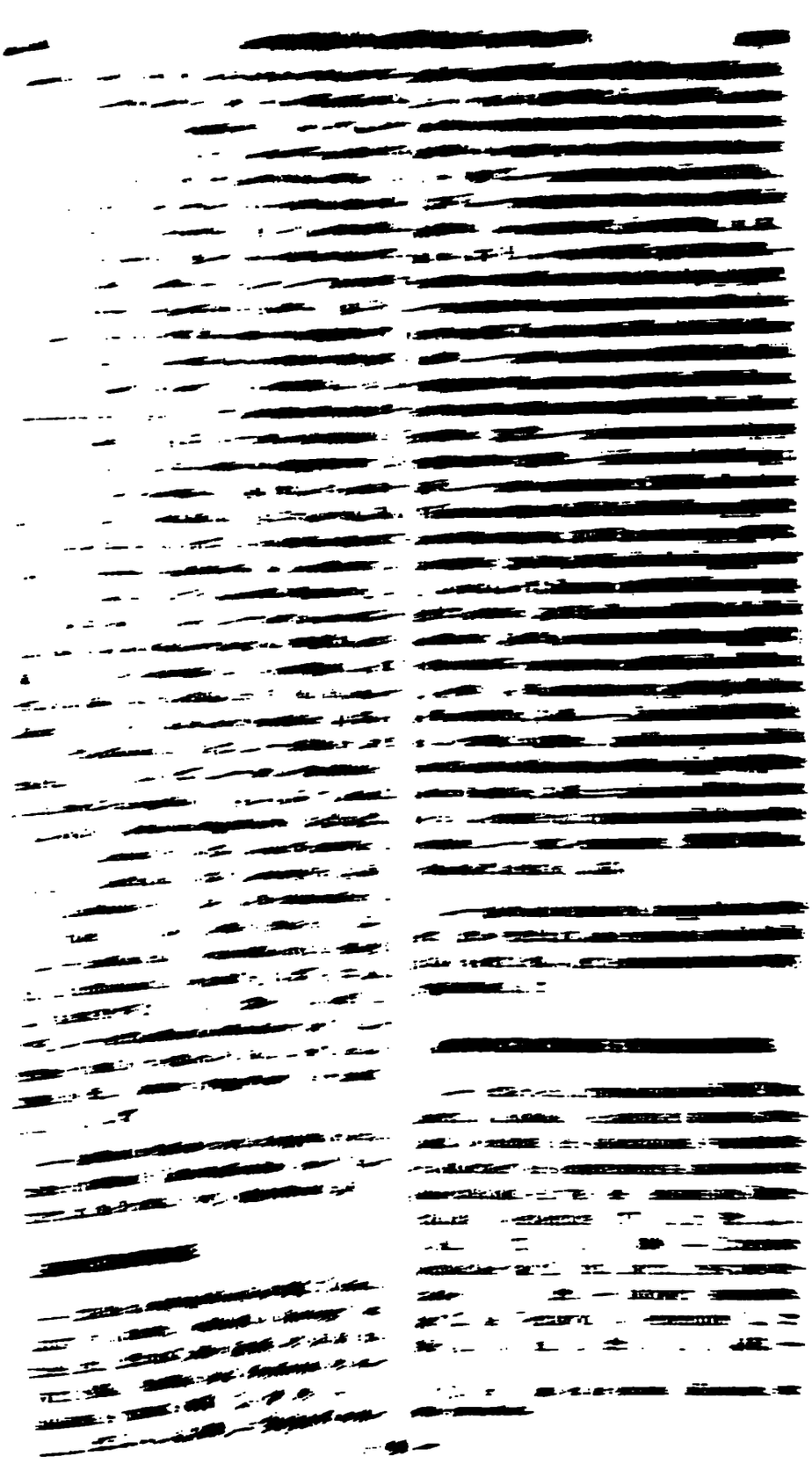
ES D'ASSISES.

## E MÉDICALE.

de MM. Roussel et Morvan,
anisation de l'assistance mé-
s campagnes et dans les loca-
ivues d'un service public de se-
eaux pour les indigents, voy.
NCE PUBLIQUE.

## ASSISTANCE PUBLIQUE.

1 — Exposé des motifs et texte de la proposition de MM. Lestourgie, Patissier et autres, ayant pour objet la nomination d'une Commission chargée d'étudier les moyens d'organiser l'assistance publique dans les campagnes (31 août 1871) (I., n° 573; A., t. 5, an., p. 99; J. O., p. 3456). — Rapport sommaire, par M. de Cazenove de Pradine (12 septembre) (I., n° 640; A., t. 5, an., p. 228; J. O., p. 4164). — Prise en considération (11 décembre) (A., t. 6, p. 66). — Commission (F., n° 181; J. O., p. 5230). — Rapport sur le fond, par M. le comte Benoist d'Azy (28 décembre) (A., t. 6, an., p. 275; J. O. de 1872, p. 283). = *Première délibération* (15 janvier 1872) (t. 7, p. 2). — Sont entendus : MM. le colonel Denfert-Rochereau, Limayrac (p. 2); Lefébure (p. 3); le comte Benoist d'Azy, *rapporteur* (p. 3, 5); Grévy, *Président de l'Assemblée* (p. 4, 5). — L'Assemblée rejette la demande de déclaration d'urgence, et décide qu'elle passera à la deuxième délibération (p. 5). = *Deuxième délibération* (12 février p. 526). — Sont entendus : MM. le colonel Denfert-Rochereau, Lestourgie (*ibid.*); Limayrac (p. 527). — L'Assemblée décide



Prise en considération [11 décembre] (A., t. 6, p. 66). — Commission (F., n° 181 ; J. O., p. 5229). — Rapport par M. Marcel Barthe [27 mars 1872] )I., n° 1046; A., t. 10, an., p. 13 ; J. O., p. 2575). = *Première délibération* [25 avril] (A., t. 11, p. 63). — L'Assemblée décide, sans discussion, qu'elle passera à la deuxième délibération. = *Deuxième délibération* [25 janvier 1873] (t. 15, p. 343). — Sont entendus : MM. Paul Morin (p. 344); Emile Lenoël (p. 363); Marcel Barthe, *rapporteur* (p. 375); Benoist d'Azy (p. 380); Clapier (p. 381); Guibal (p. 383). — Rejet de l'article 1er de la proposition et retrait des autres articles [28 janvier] (p. 384).

2 — Exposé des motifs et texte de la proposition de MM. de Ventavon, de Bouillé, et autres, tendant à modifier l'art. 9 de la loi du 21 juin 1865, sur les associations syndicales [28 mars 1873] (I., n° 1743; A., t. 17, an., p. 127 ; J. O., p. 3062).—Prise en considération sans discussion [7 novembre 1873] (A., t. 27, p. 38). — Rapport sommaire, par M. Huon de Penanster [28 juin] (I., n° 1840 ; A., t. 18, an., p. 224; J. O., p. 4501).— Commission (F., n° 524 ; J. O., p. 6982). — Rapport sur le fond, par M. de Ventavon [17 décembre] (I., n° 3605 ; A., t. 43, an., p. 603 ; J. O. de 1876, p. 837).— Adoption immédiate, sur la demande du rapporteur, des conclusions du rapport tendant au renvoi au Conseil d'Etat (A., t. 43, p. 322).

## ASSURANCES.

1 — Disposition et amendements relatifs à l'établissement d'une taxe sur les contrats d'assurances, voy. BUDGET GÉNÉRAL DE L'ETAT, § I, *Exercice 1871*, n° 4.

2 — Proposition relative au droit de patente imposé aux courtiers d'assurances, voy. COURTIERS D'ASSURANCES.

## ASTRONOMIE.

1 — Amendement ayant pour objet la création d'un Observatoire d'astronomie physique à Paris, voy. BUDGET GÉNÉRAL DE L'ETAT, § VI, *Exercice 1876*.

2 — Projets de lois de crédits applicables aux dépenses de l'Observatoire de Paris et à celles relatives à la détermination de la parallaxe du soleil, voy. CRÉDITS, § IX, *Instruction publique*.

## AUBE (DÉPARTEMENT DE L').

Proposition relative à la levée de l'état de siége dans ce département, voy. ETAT DE SIÉGE.

## AUMONIERS MILITAIRES.

Dispositions relatives à leur organisation, voy. ARMÉE, § III, n° 16.

## AVANCEMENT DANS L'ARMÉE, voy. ARMÉE, § VI.

## AVENIR LIBÉRAL (L').

Question relative à un article de ce journal relatif à la dissolution de l'Assemblée Nationale, voy. QUESTIONS, n° 44.

## AVOCATS-DÉFENSEURS DE L'ALGÉRIE.

1 — Rapport au nom de la Commission chargée d'examiner les décrets législatifs du Gouvernement de la Défense nationale, tendant à abroger le décret du 24 octobre 1870, concernant les avocats-défenseurs de l'Algérie, voy. GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE, § IV, n° 2.

2 — Proposition de M. de Champvallier, ayant pour objet l'abrogation du décret ci-dessus mentionné, voy. ALGÉRIE, § I, n° 4.

## AX (VILLE D').

Projet de loi relatif à un échange entre cette ville et l'Etat, voy. ECHANGES D'IMMEUBLES.

l'Alsace, p. 177, 178); le vicomte de Meaux (p. 184); Louis Blanc (p. 194), rectification (p. 209); Sacase, *rapporteur* (p. 199); Depeyre (p. 201, 210, 214); Clément Laurier (p. 209); Corbon (p. 214); Martial Delpit (p. 220); Langlois (p. 223, 232); le comte Benoist d'Azy (p. 227); Bottieau (p. 231); Bertauld (p. 232); Fresneau (p. 238); le comte Jaubert (p. 239); Henri Martin (p. 240). — Clôture de la discussion générale [8 mars] (p. 241). — Observations de MM. Sacase, *rapporteur*, et Jules Favre, et renvoi des contre-projets de MM. Albert Grévy et Bertauld, à la Commission (p. 242). — *Discussion des articles* [12 mars] (p. 286). — Sont entendus : sur l'article 1er, MM. Sacase, *rapporteur* (p. 286, 315); de Pressensé (p. 289, 314); Fre-neau (p. 294); Bertauld (p. 296, 300, 3 314); Lucien Brun (p. 297); le comte Jaub (p. 304); Dufaure, *Ministre de la Justic* 304, 313); Tolain (p. 307); Robert de Mass 308); Jules Favre (p. 310). — Rejet, au tin public, des contre-projets de MM tauld et de Pressensé, et adopti scrutin public, de l'article 1er de l mission (p. 315); liste des votants 321); rectifications (p. 323). — Ar suivants (p. 324 à 337). — Sont MM. Boreau-Lajanadie (p. 324, 3 (p. 324, 328); Sacase, *rapporteu* 329, 332); Ducarre (p. 325); Ju 328, 329); Cherpin (p. 329); De 335); Laboulaye (p. 331); d 333); Goblet (p. 334); René 336). — Adoption de l'ense de la Commission [14 mars du 14 mars 1872 (J. O., p. n° 972). — Rectification o semblée dans le texte d mande de M. Sacase, (A., t. 8, p. 387).

2 — Question relati Société ouvrière l'*Int* surrection de Paris.

## ASSOCIATION

1 — Texte de la p Lockroy et autr articles 291, 292 10 avril 1834. sociations (8 : 1, an., p. 27 :

maire, p A., t. 1. tion de dant à (t. 1 p p. 37 tau an. *P.* — mmission (F., n° 84; J. O., p. port, par M. Batbie, sur cette et sur celle de M. Jean Brunet, mentionnée [8 juin] (I., n° 311; p. 284; J. O., p. 1586). — L'Assem- que la discussion de ce projet ra commune à celle relative à la tion des pouvoirs de M. le prince de LE, élu par les départements de la et de la Haute-Marne, et de M. le d'AUMALE, élu par le département Oise (p. 286) : voy. ELECTIONS, § I. MM. Billy et Paul Jozon demandent l'a- rnement de cette discussion (p. 289). — scussion [même séance] (p. 290 à 307). — ont pris part aux débats : MM. Leblond (p. 290); Batbie, *rapporteur* (p. 291, 302); Thiers, *Chef du Pouvoir exécutif* (p. 291 à 300); Ducarre (p. 300), Brunet (p. 301); Marcel Barthe (p. 302); Steinheil (p. 305); Bérenger (de la Drôme), le comte Rampon (p. 306); Lepère (p. 307). — Adoption, au scrutin public, de l'ensemble du projet de la Commission [8 juin] (t. 3, p. 307); liste des votants (p. 208, 310); rectifications (p. 320). = Loi du 8 juin 1871 (J. O., p. 1377; B. des L., n° 390).

## BANQUE DE FRANCE.

1 — Texte de la proposition de MM. Adam (Achille), de Clercq et autres, relative à la nomination du Gouverneur et des Sous-gouverneurs de la Banque de France [1er juin 1871] (I., n° 284; A., t. 3, p. 212; J. O., p. 1262). — Rapport sommaire, par M. Arthur Legrand [15 juin] (I., n° 324; A., t. 3, p. 440; J. O., p. 1647). — Prise en considération [11 décembre] (A., t. 6, p. 66). — Commission (F., n° 205; J. O. de 1872, p. 572). — Rapport, sur le fond, par M. Francisque Rive [8 juin 1872] (I., n° 1205; A., t. 11, an., p. 288; J. O., p. 4144). — *Première délibération* [10 novembre 1873] (A., t. 27, p. 51). — de cette proposition, par M.

moment de l'ouverture
id.).

règlement
que

...
...86;
1986).
la mise
loi 27 et
nt enten-
Bocher, *rap-*
334, 335); Ger-
*dent de la Répu-*
333; de Lasteyrie
r, *Ministre des Fi-*
Buffet (p. 333); André
mmission (F., n° 173; J.
pport verbal, par M. Bo-
I., n° 766; A., t. 6, p. 348,
J. O., p. 284). — L'urgence
29 décembre]. — Discussion
*ibid.*). — Ont pris part aux
MM. Godin (p. 349); Germain (p.
(Alfred) (p. 357); Pouyer-Quer-
*nistre des Finances* (p. 360); Bocher,
*teur* (p. 365, 379, 381); Thiers, *Prési-*
*de la République* (p. 370, 380, 381); Buffet
371); Tolain (p. 380); Jules de Lasteyrie (p.
381). — Adoption de l'ensemble du projet de loi amendé [même séance] (p. 381). = Loi du 29 décembre 1871 (J. O., p. 5373; B. des L., n° 789).

**4 — Texte de la proposition de M. Wolowski sur la circulation des billets de la Banque de France, l'émission des petites coupures de 10 et 5 francs et le remboursement des avances faites par la Banque au Trésor [9 décembre 1871] (I., n° 687; A., t. 6, p. 46, et an., p. 121; J. O., p. 5058). — Déclaration d'urgence et renvoi à la Commission chargée d'examiner le projet de loi ci-dessus mentionné (p. 46).**

**5 — Exposé des motifs et texte de la proposition de M. Ducuing, tendant à autoriser le Ministre des Finances à recevoir, par l'intermédiaire de la Banque de France et de ses succursales, des comptes-courants particuliers, remboursables à volonté et productifs d'intérêts à 3 0/0 [11 décembre 1871] (I., n° 695; A., t. 6, p. 66, et an., p. 261; J. O., p. 5364).— Déclaration d'urgence renvoi à la Commission chargée d'examiner le projet de loi ci-dessus mentionné (p. 6, p. 66).**

6 — Exposé des motifs et texte de la proposition de MM. Roger-Marvaise, Labélonye et autres, tendant à établir des succursales de la Banque de France dans les départements où il n'en existe pas [13 janvier 1872] (I., n° 811; A., t. 6, an., p. 352; J. O., p. 631). — Rapport sommaire, par M. Delille [16 février] (I., n° 895; A., t. 7, an., p. 172; J. O., p. 1334). — Prise en considération [8 mars] (A., t. 8, p. 243). — Commission (F., n° 245; J. O., p. 1784). — Rapport, sur le fond, par M. Ducuing [28 mars] (I., n° 1854; A., t. 10, an., p. 39; J. O., p. 2909). = *Première délibération* [25 avril 1872] (A., t. 11, p. 63). — L'Assemblée décide qu'elle passera à la seconde délibération (*ibid.*). = *Deuxième délibération* [6 janvier 1873] (A., t. 15, p. 2). — L'Assemblée décide qu'elle passera à une troisième délibération (*ibid.*). — Rapport supplémentaire, par M. Ducuing [21 janvier] (I., n° 1559; A., t. 15, an., p. 164; J. O., p. 623). = *Troisième délibération* [21 janvier] (p. 263). — Ajournement (p. 266). — Reprise de la discussion [27 janvier] (p. 349). — Sont entendus : MM. Ducuing, *rapporteur* (p. 264, 369); Wolowski (p. 266, 353, 355); le comte Rampon (p. 266); Léon Say, *Ministre des Finances* (p. 266, 355); de Kéridec (p. 266, 351, 352); Roger-Marvaise (p. 349); de Plœuc (p. 352, 354); André (Seine) (p. 354). — Adoption de l'ensemble du projet de la Commission [27 janvier] (p. 355). = Loi du 27 janvier 1873 (J. O., p. 1049; B. des L., n° 1742).

7 — Exposé des motifs et texte de la proposition de M. le comte de Douhet, tendant à rapporter les lois de 1870 et de 1871, relatives à l'abaissement des coupures des billets de Banque, et à faire émettre par le Ministre des finances un emprunt d'un milliard, en bons du Trésor [16 juillet 1874] (I., n° 2557; A., t. 33, p. 156, et an., p. 46;

…tions relatives : aux emprunts … la Banque de France, voy. … — à la création de nou… de cette Banque, voy. … — aux récompenses à … …yés qui l'ont défendue …une, voy. QUESTIONS,

# B

**BACCALAURÉAT - ÈS - LETTRES** (FRAIS DES EXAMENS DU), voy. CRÉDITS, § IX, *Instruction publique*.

**BAILLY** (M.).

Projet de loi d'échange entre l'Etat [illegible] voy. ECHANGES D'IMMEUBLES.

**BALAYAGE** (TAXE MUNICIPA[illegible] voy. PARIS (VILLE DE), § III. — [illegible] § IX, *Instruction publique*.

**BALS PUBLICS** (IMPÔT SU[illegible]

1 — Proposition de M. de R[illegible] lative, voy. PIANOS.

2 — Proposition de M. [illegible] à établir un droit sur le[illegible] de spectacles, voy. BIL[illegible]

**BANNISSEMENT**

1 — Exposé des mo[illegible] position de M. Je[illegible] lir les lois de p[illegible] (I., n° 286; A., t. [illegible] — L'Assemblée [illegible] séance] (A., t. [illegible] Commission [illegible] Rapport et [illegible] suivant. — [illegible] au sujet [illegible] 341).

2 — [illegible] Vaulc[illegible] ayant [illegible] … texte du projet … la convention … l'Etat et la Ban… … les condi… … au Trésor de 80 … présenté … *Ministre des Finances* … A., t. 34, p. 220, … p. 2346). — L'Assem… … A., t. 34, p. 221). — … de la Commission du … Léon Say [même séance] … t. 34, p. 233, et an., p. 342; … adoption, sans discussion, … projet de loi [5 août] (A., … Loi du 5 août 1874 (J. O., … L., n° 3376).

… sur cette proposition.

… tion tendant à continuer les … des échéances autorisées en … la notification de la reprise du … d'escompte par la Banque, voy. … DE COMMERCE, n° 3.

**BANQUE DE L'ALGÉRIE**, voy. ALGÉRIE, § II, n° 1.

**BANQUES**, voy. CHÈQUES. — EFFETS DE COMMERCE.

**BANQUES COLONIALES.**

Exposé des motifs et texte du projet de loi portant prorogation du privilége des Banques coloniales et des statuts desdites banques, présenté par M. le vice-amiral Pothuau, *Ministre de la Marine et des Colonies* [14 mars 1873] (I., n° 1662; A., t. 16, an., p. 124; J. O., p. 2036). — Commission (F., n° 448; J. O., p. 2032). — Rapport, par M. Ducuing [2 mars 1874] (I., n° 2245; A., t. 30, an., p. 46; J. O., p. 2439, 2454). = *Première délibération* [21 mai 1874] (t. 31, p. 121). — L'Assemblée décide, sans débats, qu'elle passera à la deuxième délibération (*ibid.*). = *Deuxième délibération* [29 mai] (p. 189). — Amendement de MM. Sebert, Alfred Dupont, le général Frébault et autres, ayant pour objet d'affecter subsidiairement les secondes récoltes à la garantie des prêts faits par les Banques coloniales (p. 190) : rejet (p. 199). — Ont pris part aux débats : MM. Ducuing, *rapporteur* (p. 189, 198) ; l'amiral de Montaignac, *Ministre de la Marine et des Colonies* (p. 189, 198) ; Sebert (p. 190, 191, 199) ; André (Alfred (p. 194, 197) ; Dupont (Alfred) (p. 196) ; La Serve (p. 197). — L'Assemblée décide qu'elle passera à la troisième délibération (p. 200). = *Troisième délibération* [24 juin

t. 32, p. 374). — Est entendu : M. Du- norteur (*ibid.*). — Adoption, sans semble du projet de loi (p. uin 1874 (J. O., p. 4649);

t.

. . . n° 4.

. DE GASCO- ARENTE, DU MANCHE, DE LA ., &.

. sur la situation des chemins de . . . voies de transport dans ces . . . bassins, voy. ENQUÊTES PARLEMENTAIRES, § III.

**BEAUVAIS** (MANUFACTURE DE), voy. CRÉDITS, § IX, *Instruction publique.*

**BELFORT** (VILLE DE).

1 — Proposition de MM. Keller, Scheurer-Kestner et autres, tendant à faire de Belfort le chef-lieu de la portion restée française du département du Haut-Rhin, voy. ALSACE-LORRAINE, § III, n° 3.

2 — Proposition de MM. Belcastel, de Brettes-Thurin et autres, tendant à décerner une médaille d'honneur aux défenseurs de cette place [16 août 1871] (I., n° 506 ; A., t. 4, p. 648, et an., p. 278 ; J. O., p. 3823). — Développement des motifs, par M. de Belcastel (p. 648). — L'urgence demandée n'est pas adoptée *(ibid.)*. — Rapport sommaire, par M. Cordier [2 septembre] (I., n° 590 ; A., t. 5, an., p. 163 ; J. O., p. 3925). — Rejet de la prise en considération [8 décembre] (t. 6, p. 36).

3 — Projet de loi relatif au classement de la nouvelle enceinte des faubourgs de cette ville, voy. PLACES DE GUERRE.

4 — Proposition relative à la levée de l'état de siége dans ce territoire, voy. ÉTAT DE SIÉGE, n° 31.

**BELGIQUE.**

1 — Proposition tendant à faire voter des remerciements à la nation Belge par l'Assemblée nationale, voy. CONFÉDÉRATION HELVÉTIQUE.

2 — Projet de loi relatif au traité de commerce entre la France et la Belgique, voy. TRAITÉS, § II.

3 — Projet de loi relatif à une convention de navigation conclue entre la France et la Belgique, voy. TRAITÉS, § II.

4 — Projet de loi relatif à un traité d'extradition entre la France et la Belgique, voy. TRAITÉS, § III.

**BELLEVUE** (FORT DE), A CONSTANTINE.

Projet de loi relatif au classement de ce fort, voy. ALGÉRIE, § III, n° 1.

**BERGERIE DE RAMBOUILLET**, voy. CRÉDITS, § X, *Agriculture et Commerce.*

**BERNE** (TRAITÉ DE).

Projet de loi portant approbation de ce traité, conclu entre tous les Etats d'Europe et les Etats-Unis d'Amérique, pour une union générale des Postes, voy. POSTES.

**BIBLIOTHÈQUE NATIONALE.**

Incident au sujet de la création, dans cet Établissement, d'une place d'Administrateur général adjoint, en faveur d'un ancien préfet, voy. BUDGET GÉNÉRAL DE L'ÉTAT, § VI, *Exercice 1876.*

**BIDAULT** (M.).

Projet de loi d'échange entre lui et l'État, voy. ECHANGES D'IMMEUBLES.

**BIENFAISANCE**, voy. ASSISTANCE PUBLIQUE. — DOMICILE DE SECOURS. — ETABLISSEMENTS DE BIENFAISANCE.

**BIENS DE LA FAMILLE D'ORLÉANS**, voy. ORLÉANS (FAMILLE D').

…broger la loi du
…e cru [25
I.

…
…2.
…n :
…le-
…d'ur-
…de M.
…; et ren-
…es deux
…antérieure
…harente) et
…nom de cette
…is, et discus-
…vant.

… et texte de la
…delarre et autres,
… et à la transfor-
…loi du 2 août 1872,
…cru [6 novembre 1875]
…2, an., p. 9; J. O., p.
…e renvoi à la Commis-
…hargée de l'examen de la
…gue de MM. Ganivet, An-
…nte) et autres, par M. d'An-
…2, p. 12). — Déclaration d'ur-
…oi à la Commission du Budget
…pport, au nom de cette Com-
…r M. Langlois, sur cette propo-
…ur les deux autres analogues, ci-
…mentionnées [30 novembre] (I., n°
…, t. 42, an., p. 376; J. O. de 1876, p.
… Discussion des trois propositions de
Ganivet, Claude (Meurthe-et-Moselle
… marquis d'Andelarre, relatives aux
…uilleurs de cru [9 décembre 1875] (p. 191).
— Renvoi au lendemain, sur des observations de M. Bocher (*ibid.*). — Demande d'ajournement et de renvoi de la question à la prochaine Assemblée, par M. des Rotours (p. 199). — Demande de renvoi de la …scussion après l'élection des Sénateurs, …Bocher (p. 204). — Rejet successif …ux demandes (*ibid.*). = *Discussion* …p. 205 à 213, et 220 à 224). — *Dis-* … *des articles* du projet de la Com-…n (p. 224). — Art. 1er [Abrogation de … 2 de la loi du 21 mars 1874, qui réduit …o litres à 20 litres la quantité d'alcool …ur laquelle la franchise est accordée aux …uilleurs] (*ibid.*). — Contre-projet de MM. Ganivet et André (de la Charente), consistant à déclarer les propriétaires qui distillent les vins, marcs, cidres, prunes et cerises provenant exclusivement de leurs récoltes, dispensés de toute déclaration préalable et affranchis de l'exercice (*ibid.* — Discussion de cet amendement (p. 224 à 335, et 240 à 257). — Adoption, au scrutin public, de l'amendement, substitué au projet de la Commission et devenu l'article unique de la loi (p. 258, 259); liste des votants (p. 260). — Déclaration du Ministre des Finances, portant que le mot *cidre* devra s'entendre également des *poirés* (p. 266). — Disposition additionnelle de M. Jules Brame, tendant à étendre l'immunité d'exercice, résultant du nouvel article, aux cultivateurs qui transforment en alcool les seuls produits de leur récolte en grains, betteraves, pommes de terre et fruits (*ibid.*) : rejet de la prise en considération (p. 267), = Ont pris part à la discussion : MM. des Rotours (p. 199 à 202); Bocher (p. 200, 204-249 à 257); Ganivet (p. 202, 204, 224 à 231); de Tillancourt (p. 202); Lepère (p. 203, 223, 267); Claude (Meurthe-et-Moselle) (p. 203, 268); Leurent (p. 203, 211, 268); Mestreau (p. 204, 205 à 211); Eugène Pelletan (p. 204); Martell (Charente) (p. 213, 221); le baron Eschasseriaux (p. 222); Langlois, *rapporteur* (p. 224, 231 à 235, 257); Léon Say, *Ministre des Finances* (p. 240 à 249, 266); le marquis d'Andelarre (p. 246); Jules Brame (p. 258, 266); Arthur Legrand (p. 266). — Observations sur la nécessité de la promulgation immédiate de la loi [14 décembre] (p. 267, 268). = Loi du 14 décembre 1875 (J. O., p. 10394; B. des L., n° 4716).

6 — Exposé des motifs et texte du pro-

jet de loi relatif aux droits sur les manquants chez les bouilleurs, marchands en gros et distillateurs, présenté par M. Mathieu-Bodet, *Ministre des Finances* [11 janvier 1875] (I., n° 2823; A., t. 36, an., p. 6; J. O., p. 575).—Renvoi à la Commission du Budget de 1875 (t. 36, p. 2). — Rapport, au nom de cette Commission, par M. de Ravinel [27 janvier] (I., n° 2878; A., t. 36, an., p. 116; J. O., p. 1528). — Discussion du projet de loi [4 mars] (t. 37, p. 41).— *Discussion générale* (p. 41 à 52). — L'Assemblée décide, au scrutin public, qu'elle passera à la discussion des articles (p. 52); liste des votants (p. 53). — *Discussion et adoption des article* 54). — Sont entendus : MM. Gan 41 à 46); le baron de Ravinel, *rappo* 46 à 48, 54); Tolain (p. 48 à 50); Bodet, *Ministre des Finances* (p. 53); Maurice Rouvier (p. 51 à (p. 53); Cherpin (p. 53, 54). — l'ensemble du projet de Commission [même séa du 4 mars 1875 (J. O., p nº 3996).

7 — Exposé des motifs e de loi portant suppression 3 0/0 accordée aux débitan tant des droits de détail tion, présenté par M. Ma *nistre des Finances* [14 janvier 18 2825; A., t. 36, an., p. 8; J. O., p. Renvoi à la Commission du Budget (t. 36, p. 2). — Rapport, au nom de Commission, par M. de Ravinel [22 f (I., n° 2898; A., t. 36, an., p. 167; J. O., p. 1945). — Discussion du projet de loi [15 mars] (A., t. 37, p. 237). — *Discussion générale (ibid. et suiv.)* — Sont entendus : MM. Guyot (p. 237 à 240); le baron de Ravinel, *rapporteur* (p. 240 à 242); Wilson (p. 244). — L'Assemblée décide, au scrutin public, qu'elle ne passera pas à la discussion de l'article unique de ce projet de loi (p. 246); liste des votants (p. 249).

8 — Exposé des motifs et texte du projet de loi relatif à la modification des tarifs des vins alcoolisés, des vins de liqueur et d'imitation, présenté par M. Mathieu-Bodet, *Ministre des Finances* [15 janvier 1875] (I., n° 2834; A., t. 36, an., p. 27; J. O., p. 744). — Communication d'un décret portant retrait de ce projet de loi [19 mai] (t. 38, p. 123).

9 — Exposé des motifs et texte du projet de loi relatif à l'établissement et à la révision des taxes uniques dans les agglomérations de 10.000 âmes et au-dessus, présenté par M. Léon Say, *Ministre des Finances* [15 mai 1875] (I., n° 3004; A., t. 38, an., p. 88; J. O., p. 3712). — Renvoi à la Commission du Budget de 1875 (t. 38, p. 71). — Rapport, au nom de cette Commission, par M. Gouin [28 mai] (I., n° 3046; A., t. 38, an., p. 146; J. O., p. 4128). — Discussion [9 juin] . 446). — Adoption, au scrutin public, de rt. 1er du projet de loi (p. 454); liste des tants (p. 465). — Ont pris part aux dé- ts : MM. Guichard (p. 446 à 449, 455); uin, *rapporteur* (p. 447, 452, 453, 457); on Say, *Ministre des Finances* (p. 449, 2, 454 à 458, *passim*); Clapier (p. 451, 456, 7, 458); Félix Renaud (p. 453); Vautrain . 455); Bocher (p. 456). — Adoption de nsemble du projet de loi [même séance] . 458). = Loi du 9 juin 1875 (J. O., p. 53; B. des L., n° 4196).

10 — Exposé des motifs et texte du pro- de loi sur les droits à la fabrication des ères, présenté par M. Léon Say, *Ministre des nances* [18 mai 1875] (I., n° 3013; A., t. 38, ., p. 100; J. O., p. 3714). — Observations M. le Ministre des Finances, à l'occasion la présentation de ce projet de loi (A., 38, p. 87). — Renvoi à la Commission du dget de 1875 (p. 88) (1).

11 — Exposé des motifs et texte du projet de loi modificatif du précédent, présenté par M. Léon Say, *Ministre des Finances* [15 juillet 1875] (I., n° 3185; A., t. 40, an., p. 492; J. O., p. 6702).— Renvoi de ce projet de loi à la Commission du Budget de 1875 (t. 40, p. 102) (1).

12 — Exposé des motifs et texte du projet de loi tendant à autoriser le vinage à prix réduit, présenté par M. Léon Say, *des Finances* [27 juillet 1875] (I., n° 3 t. 41, an., p. 70; J. O., p. 6918). — Renvo projet, sur la demande du Ministre

(1) Il n'a pas été fait de rapport sur ce projet loi.

Finances, à la Commission du Budget de 1876 (p. 112). — Demande, par M. de Grasset, à fin de mise à l'ordre du jour de la discussion du projet de loi avant la prorogation [29 juillet] (t. 41, p. 224). — Sont entendus : MM. de Grasset (p. 224 à 227); Léon Say, *Ministre des Finances* (p. 225); Mathieu-Bodet, *Président de la Commission du Budget* (p. 225, 226); Léopold Faye (p. 227). — Rejet de la demande de mise à l'ordre du jour *(ibid.)*. = Nouvelle demande de mise à l'ordre du jour, par M. des Rotours [9 décembre 1875] (t. 43, p. 191).—Sont entendus sur cette demande : MM. des Rotours (p. 191); Pagès-Duport (p. 192, 193); Langlois, Jules Brame (p. 192); Emmanuel Arago (p. 193). = Demande de M. des Rotours, tendant à obtenir de la Commission du Budget le dépôt de son rapport sur le même projet de loi [20 décembre] (t. 44, p. 44). — Sont entendus sur cette demande : MM. des Rotours, Léopold Faye (*ibid.*); Pagès-Duport, Lambert de Sainte-Croix (p. 45); Jules Brame (p. 46). — Explications de M. Raudot, au nom de la Commission du Budget (*ibid.*).=Nouvelle demande de M. de Grasset, tendant à la déclaration d'urgence sur ce projet de loi, à la nomination d'une Commission spéciale et à la mise à l'ordre du jour de l'Assemblée [24 décembre] (p. 152). — Sont entendus : MM. de Grasset, Wilson (*ibid.*). — Rejet de la demande d'urgence *(ibid.)*.

13 — Projet de loi relatif aux entrepôts réels de Paris, voy. PARIS (Ville de), § III.

14 — Projet de loi tendant à modifier la loi relative aux débits de boissons, voy. DÉBITS DE BOISSONS.

15 — Projets de lois relatifs à des surtaxes sur les boissons aux octrois de diverses villes ou communes, voy. OCTROIS.

16 — Propositions ayant pour objet la répression de l'ivresse, voy. IVRESSE.

**BONAPARTE** (FAMILLE).

1 — Motion de MM. Target et autres, relative à la déchéance de Napoléon III et de sa dynastie, voy. TRAITÉS, § I.

2 — Exposé des motifs et texte de la proposition de MM. Naquet et Edouard Millaud, relative à la saisie et à la vente des biens de Louis-Napoléon Bonaparte [21 janvier 1872] (I., n° 842; A., t. 7, p. 171, et an., p. 82; J. O. de 1872, p. 930). — Demande d'urgence par M. Naquet (t. 7, p. 171). — Rejet de cette demande (*ibid.*).

3 — Projet de loi relatif à l'ancienne Liste civile impériale et à la levée du séquestre sur les biens privés de l'ex-Empereur, voy. CRÉDITS, § XI, *Travaux publics*.

4 — Pétition du prince Jérôme-Napoléon, au sujet de son expulsion du territoire français, voy. PÉTITIONS, § II.

5 — Exposé des motifs et texte du projet de loi, tendant à régler les conditions du séjour en France de la famille Bonaparte, présenté par M. Thiers, *Président de la République*, et M. Dufaure, *Ministre de la Justice* [29 mars 1873] (I., n° 1744; A., t. 17, an., p. 128; J. O., p. 2454) (1).

**BONS DE LA CAISSE MUNICIPALE ET DE LA CAISSE DES TRAVAUX DE PARIS**, voy. PARIS (Ville de), § III.

**BONS DE LIQUIDATION**, voy. BUDGET GÉNÉRAL DE L'ÉTAT, § IV, *Exercice 1874*. — COMPTE DE LIQUIDATION. — DÉPARTEMENTS ENVAHIS. — PARIS (Ville de), § II.

**BONS DU TRÉSOR.**

1 — Exposé des motifs et texte de la proposition de M. Haëntjens, tendant à autoriser le Ministre des Finances à émettre, avant le 1er novembre 1873, des bons du Trésor jusqu'à concurrence de deux milliards [15 février 1872] (I., n° 890; A., t. 7, an., p. 168; J. O., p. 1332). — Développements et demande d'urgence, par M. Haëntjens [même séance] (t. 7, p. 574). — Sont entendus : MM. Haëntjens (p. 574, 575); Victor Lefranc, *Ministre de l'Intérieur* (p. 575, 576). — L'Assemblée ne déclare pas l'urgence (p. 576). — Rapport sommaire, par M. Moreau [28 mars] (I., n° 1059; A., t. 10, an., p. 48; J. O., p. 2809) (2).

(1) Il n'a pas été donné suite à ce projet de loi.

(2) M. Haëntjens a déclaré retirer sa proposition, par une lettre adressée au Président de l'Assemblée, le 26 janvier 1874.

jet de loi relatif aux droits sur les manquants chez les bouilleurs, marchands en gros et distillateurs, présenté par M. Mathieu-Bodet, *Ministre des Finances* (11 janvier 1875 (J., n° 2823; A., t. 36, an., p. 6; J. O., p. 575). —Renvoi à la Commission du Budget de 1875 (t. 36, p. 2. — Rapport, au nom de cette Commission, par M. de Ravinel (27 janvier) (J., n° 2878; A., t. 36, an., p. 116; J. O., p. 1528). — Discussion du projet de loi (4 mars (t. 37, p. 41). — *Discussion générale* (p. 41 à 52). — L'Assemblée décide, au scrutin public, qu'elle passera à la discussion des articles p. 52; liste des votants (p. 62). — *Discussion et adoption des articles* (p. 53, 54. — Sont entendus : MM. Ganivet (p. 41 à 46); le baron de Ravinel, *rapporteur* (p. 46 à 48, 54); Tolain (p. 48 à 50); Mathieu-Bodet, *Ministre des Finances* (p. 50 à 51 53); Maurice Rouvier (p. 51 à 52); Langlo (p. 53); Cherpin p. 53, 54). — Adoption l'ensemble du projet de loi, modifié par Commission (même séance) (p. 54). = du 4 mars 1875 J. O., p. 1753; B. de nº 3996).

7 — Exposé des motifs et texte du de loi portant suppression de la re 3 0/0 accordée aux débitants sur tant des droits de détail et de c tion, présenté par M. Mathieu-B *inistre des Finances* (11 janvier 2825; A., t. 36, an., p. 8; J. O Renvoi à la Commission du B t. 36, p. 2). — Rapport, au Commission, par M. de Rav J., nº 2898; A., t. 36, an., 1915). — Discussion du mars) (A., t. 37, p. 237). *rale ibid. et suiv.*) — Se Guyot p. 237 à 240); l *rapporteur* p. 240 à 24 — L'Assemblée décid qu'elle ne passera p l'article unique de c liste des votants (p.

8 — Exposé des de loi relatif à la vins alcoolisés, mitation, pres *Ministre des F* nº 2834; A., t. — Commun

trait de ce 123).

9 — Ex de loi re vision ration- senté *ces* (1 p. 8 mi- R M

extension du autorisa- ville.

stitu- s par dé- SEILS GÉNÉ-

M. Rouvier et au- la levée de l'état de ement, voy. ETAT DE

## LEURS DE CRU.

sitions législatives et discussions mant le mode d'impôt auquel ils doi- être assujettis, voy. BOISSONS, nos 2 à — BUDGET GÉNÉRAL DE L'ETAT, §§ I et IV, *Exercices 1871 et 1874*.

## BOURBON (PRINCES DE LA MAISON DE).

Proposition tendant à abroger les lois du 10 avril 1832 et du 26 mai 1848, concernant l'exil de ces princes, voy. BANNISSEMENT.

## BOURSES DANS LES LYCÉES.

Amendement y relatif, voy. BUDGET GÉNÉRAL DE L'ETAT, § V, *Exercice 1875, Dispositions générales*.

## BRAME (M.).

Projet de loi d'échange entre l'Etat et lui, voy. ÉCHANGES D'IMMEUBLES.

» convention
·il, voy.

du
· du
· bre-

)N.

·xte de la propo-
relative à diverses
·res à apporter à la
invention [6 juin 1871]
p. 278; J. O., p. 1584).—
re, par M. Malens [3 juil-
\., t. 3, p. 727; J. O., p. 208).
nsidération [22 juillet] (A., t.
Commission (F., n° 125; J. O.,
– Rapport, sur le fond de la pro-
·, par M. Robert de Massy [5 août]
164; A. t. 4, an., p. 204; J. O., p. 3106).
*Première délibération* [14 décembre] (t. 6,
. 67). — Annonce du retrait de cette propo-
sition par son auteur (*ibid.*).

**BRIEY** (ARRONDISSEMENT DE), voy. ALSACE-LORRAINE, § III, n° 2.

**BRUNET** (M.). — Projet de loi relatif à un échange de terrains entre lui et l'Etat, voy. ÉCHANGES D'IMMEUBLES.

**BRUYÈRES** (VILLE DE). — Projet de loi relatif à un échange d'immeubles entre cette ville et l'Etat, voy. ÉCHANGES D'IMMEUBLES.

## BUDGET GÉNÉRAL DE L'ÉTAT.

§ I. EXERCICE 1871. — BUDGET RECTIFICATIF.
§ II. EXERCICE 1872.
§ III. EXERCICE 1873.
§ IV. EXERCICE 1874.
V. EXERCICE 1875.
EXERCICE 1876.

i. — *Budget rectificatif de 1871.*

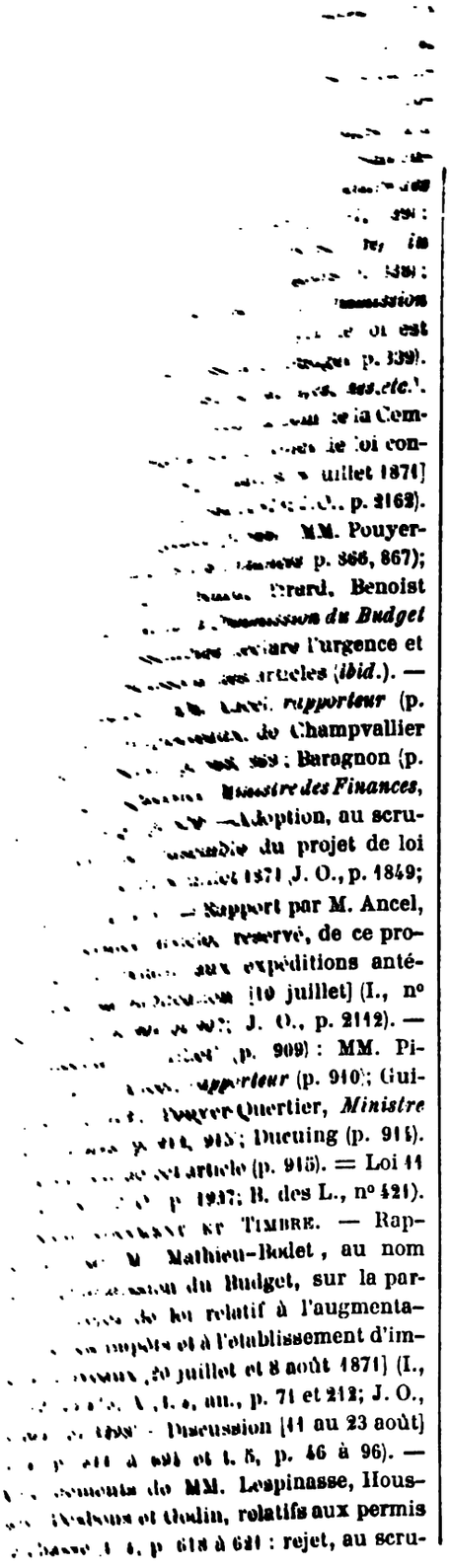
. — Proposition de M. Germain, tendant ouvrir au Ministère des Finances un crédit de 100 millions pour couvrir les frais de la guerre et les déficits des exercices 1870 et 1871, voy. CRÉDITS, § VI, *Finances.*

2 — Exposé des motifs et texte de la proposition de MM. Guichard et Raudot, ayant pour objet : 1° la nomination de la Commission des Finances; 2° la révision, d'urgence, du Budget de 1871 [3 mars 1871] (I., n° 21 ; A., t. 1, p. 137, an., p. 16; J. O., p. 319). — Sont entendus sur la demande d'urgence : MM. Guichard (p. 137, 142); Pouyer-Quertier, *Ministre des Finances* (p. 138); Raudot (p. 139, 140, 141); Thiers, *Chef du Pouvoir exécutif* (p. 139); le marquis d'Andelarre (p. 141). — L'urgence n'est pas déclarée et la proposition est renvoyée à la Commission d'initiative (p. 144) (1).

3 — Exposé des motifs et texte du projet de loi sur les crédits rectifiés de 1871, présenté par M. Thiers, *Chef du Pouvoir exécutif*, et par M. Pouyer-Quertier, *Ministre des Finances.* — Observations de M. Guichard, sur les bases adoptées par le Ministre des Finances, pour les dépenses de cet Exercice, voy. QUESTIONS, n° 19 [15 avril 1871] (I., n° 142; A., t. 2, p. 529; J. O., p. 821). — Commission et Sous-Commissions (F., n°s 58 et 60; J. O., p. 868, 894). — Rapports sur les Budgets des Ministères : par M. Guichard (*Agriculture et Commerce*) [10 août] (I., n° 489; A., t. 4, an., p. 259; J. O., p. 3368); — par M. le duc Decazes (*Affaires étrangères*) [même séance] (I., n° 490 ; A., t. 4, an., p. 261 ; J.

(1) Cette proposition a été retirée par ses auteurs le 15 avril 1871.

*Ministre des Finances* (p. 564, 565), [illegible] (p. 565); de Rémusat, *Ministre des affaires étrangères* (p. 565). = INTÉRIEUR [illegible] (t. 5, p. 566). Observations sur la [illegible] intérieure (*ibid.*). Sont entendus : [illegible] général du Temple (p. 566); Lamberet, *Ministre de l'Intérieur* (p. 567); Lucet (p. 568, 569). = FINANCES, *Services généraux du Ministère* (p. 569). = MARINE ET COLONIES (p. 569). Sont entendus : MM. Audren de Kerdrel; l'amiral Pothuau, *Ministre de la Marine et des Colonies* (p. 569). = INSTRUCTION PUBLIQUE, BEAUX-ARTS ET CULTES (p. 570). — Sont entendus : MM. Varroy, Paris, *rapporteur*, Bouisson (p. 570); Jules Simon, *Ministre de l'Instruction publique et des Cultes* (p. 570, 571); Audren de Kerdrel (p. 571). = AGRICULTURE ET COMMERCE (p. 571). — Question des haras et de l'achat des chevaux de guerre (p. 570, 580). Adoption d'un amendement de M. de Mornay, tendant à réduire de 100,000 fr. l'annulation de crédits proposée, et à consacrer cette somme, maintenue au Budget, à l'achat d'étalons (p. 580, 581). Sont entendus : MM. Richier (p. 571); Guichard, *rapporteur* (p. 571, 573, 574, 575); le marquis de Dampierre (p. 572); Victor Lefranc, *Ministre de l'Agriculture et du Commerce* (p. 572, 573, 574, 575, 580, 581); le marquis de Mornay (p. 572, 573, 580); Casimir Perier, *rapporteur général* (p. 580); Depasse, de Pompery (p. 580). = GUERRE (p. 582). — Adoption sans discussion (*ibid.*). = TRAVAUX PUBLICS (p. 582). Sont entendus MM. le baron de Soubeyran (p. 582, 618); le baron de Larcy, *Ministre des Travaux publics* (p. 585, 618); Caillaux, *rapporteur* (p. 617, 618, 637). Adoption de l'amendement de M. de Soubeyran, relatif aux annuités dues aux Compagnies de chemins de fer (p. 618). Incident relatif au retard des transports de marchandises sur le chemin de fer de Paris-Lyon-Méditerranée (p. 585): MM. de Lacretelle (p. 585); de Larcy, *Ministre des Travaux publics* (p. 586); Malens, Arrazat (*ibid.*); le comte Benoist d'Azy (p. 587). = FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION ET D'EXPLOITATION DES IMPOTS (p. 618). Observations de M. de la Bouillerie, *rapporteur* (p. 619). = IMPOTS AUTORISÉS (p. 619). Sont entendus : MM. Casimir Perier, *rapporteur général* (p. 619, 620, 421); le baron de Soubeyran, Bethmont (p. 620); Pouyer-Quer-



au public, de celui de M. Godin, ayant pour objet d'en augmenter le taux proportionnellement au montant des quatre contributions directes du postulant (p. 622); liste des votants (p. 632). Adoption du droit proposé par la Commission (p. 622). — Amendements de M. Pouyer-Quertier, ***Ministre des Finances***, tendant à établir la taxe sur les contrats d'assurances, en la basant sur la prime (p. 625) : renvoi à la Commission (p. 631). Rapport verbal, par M. Casimir Perier (p. 657); et nouvelle discussion (p. 658 à 666) : adoption de l'amendement (p. 666). — Amendements de MM. Tallon et Fournier, relatifs aux baux non écrits (p. 672) : rejet (p. 684). — Adoption des amendements de M. de Ventavon sur la dissimulation des prix de vente (t. 5, p. 65 et 89). — Adoption des articles 18 à 23 (nouveaux) relatifs à l'établissement d'un droit de timbre de 10 centimes sur les quittances (t. 5, p. 75 à 82). = Ont pris part aux débats : MM. Amat (t. 4, p. 666); André (Alfred) (t. 4, p. 612, 615); André (de la Charente) (t. 5, p. 58); Batbie (t. 4, p. 630); Baze (p. 630); Benoist d'Azy (le comte), ***Président de la Commission*** (p. 611, 667); Bérenger (de la Drôme) (p. 665; t. 5, p. 94, 95); Beulé (t. 4, p. 664); Bienvenüe (p. 684, 686); Brice (René) (p. 620); Cherpin (p. 686; t. 5, p. 61, 74); Clapier (t. 4, p. 661); Claude (de la Meurthe) (t. 5, p. 69); Claude (des Vosges) (p. 76); Delille (p. 79); Denormandie (t. 4, p. 662); Desbons (p. 620); Ducarre (t. 5, p. 75); Ernoul (p. 68, 71); Ganivet (t. 4, p. 649, 668, 669; t. 5, p. 88); Paulin Gillon (t. 4, p. 667, 668; t. 5, p. 93); Godin (t. 4, p. 621); Gouin (p. 626, 627); Guichard (p. 660; t. 5, p. 63); Houssard (t. 4, p. 611, 618, 622, 624, 625); Jaubert (le comte) (t. 5, p. 80, 82); Jouin (t. 4, p. 682); Jozon (t. 5, p. 52); de La Bassetière (t. 4, p. 688); Laboulaye (p. 678); Langlois (p. 630 ; de Lasteyrie (p. 667); Leblond (t. 5, p. 82, 89); Lefranc (Pierre) (t. 4, p. 628, 663); Lefranc (Victor), ***Ministre de l'Agriculture et du Commerce*** (p. 680; t. 5, p. 62, 65); Lenoël (t. 4, p. 628); Lespinasse (p. 618); Mathieu-Bodet, ***rapporteur*** (p. 614, 669, 675, 685; t. 5, p. 46, 47, 66, 70, 77, 82, 88); Malens (t. 4, p. 686); Pagès-Duport (t. 5, p. 79); Paris (p. 90, 95); Casimir Perier (t. 4, p. 621, 624, 629, 657, 660, 664; t. 5, p. 94, 94); Picard (t. 4, p. 629); Pouyer-Quertier, ***Ministre des Fi-***

*nances* (p. 616, 620, 625, 627, 658, 660, 668, 683, 688; t. 5, p. 54, 93, 94); Raudot (t. 5. p. 91, 92, 94); Richier (t. 4, p. 668); Rouveure (t. 5, p. 75); Salvy (p. 72); de Soubeyran (p. 76, 78); Tallon (t. 4, p. 672, 679); de Tillancourt p. 688); de Ventavon (p. 689; t. 5, p. 64, 65); Vente (t. 4, p. 687); Villain (p. 622). — Adoption de l'ensemble du projet de loi [23 août] (t. 5, p. 96). = Loi du 23 août 1871 (J. O., p. 2939; B. des L., n° 480).

TAXES POSTALES. — Rapport, par M. Caillaux, au nom de la Commission du Budget, sur la partie du projet de loi relatif à l'augmentation des impôts et à l'établissement d'impôts nouveaux, concernant ces taxes [24 juillet et 18 août 1871] (I., n° 414 et 515; A., t. 4, an., p. 92 et 310; J. O., p. 2693 et 3127). = Discussion [23 et 24 août] (t. 5, p. 96 à 117). — *Discussion générale* (p. 96). — Sont entendus : MM. Wolowski (p. 96); de Tillancourt (p. 99); Martial Delpit (p. 100). — *Discussion des articles* (p. 100). — Ont pris part aux débats: MM. Ducarre (p. 100, 101); le baron de Barante (p. 101); Rampont (p. 101, 104, 111, 114, 117); le général Robert (p. 102, 115); Caillaux, *rapporteur* (p. 102, 106, 109, 112); Lenoël (p. 103); Wolowski (p. 104, 111); Houssard (p. 105, 113); de Soubeyran (p. 112); le comte Benoist d'Azy (p. 114, 115; Wilson (p. 114, 115); le général de Cissey, *Ministre de la Guerre* (p. 115); de Tillancourt (p. 116). — Adoption de l'ensemble du projet de loi [24 août] (p. 117). = Loi du 24 août 1871 (J. O., p. 2963; B. des L., n° 482).

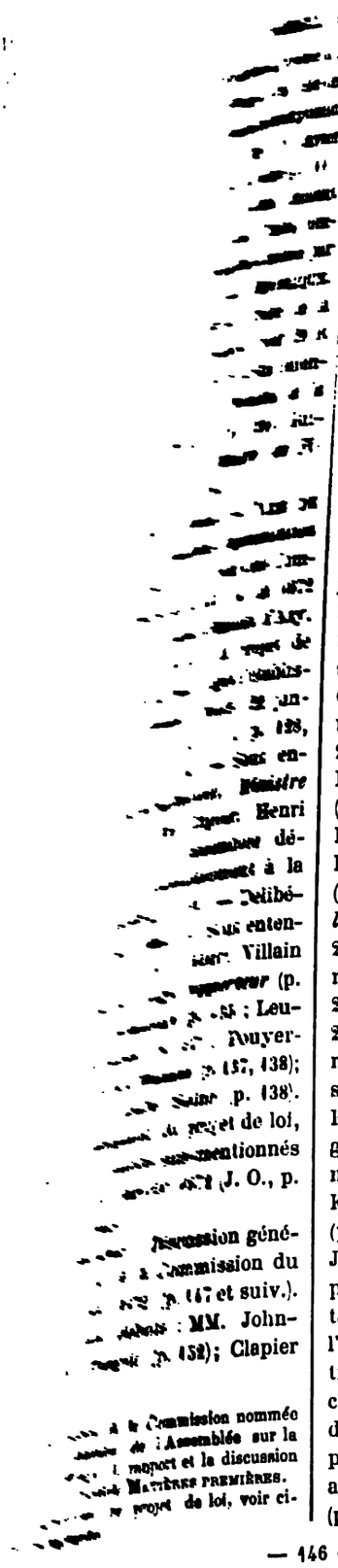
CONTRIBUTIONS INDIRECTES. — Rapports, par M. Bocher, au nom de la Commission du Budget, sur la partie du projet de loi relatif à l'augmentation des impôts et à l'établissement d'impôts nouveaux, concernant les Contributions indirectes [27 juillet, 22 août et 1er septembre 1871] (I., nos 428, 533 et 584; A., t. 4, p. 133, t. 5, an., p. 47 et 155; J. O., p. 2786, 3574 et 3653). = Discussion [25 août au 4 septembre] (t. 5, p. 136 à 354). — Rejet, au scrutin public, de l'amendement de MM. de Bryas, Douay et autres, tendant à reprendre l'article 28 du projet primitif du Gouvernement concernant les bouilleurs de cru, supprimé par la Commission (p. 222); liste des votants (p. 225). — Question du vinage (p. 280) : rejet des divers amendements y relatifs, présentés par MM. Besnard (p. 287); Emmanuel Arago (p. 293); Houssard (p. 296); Théophile Roussel (p. 299); Dupin et de Grasset (*ibid.*). — Rejet de l'article additionnel proposé par M. de Diesbach, concernant les bières fabriquées à domicile (p. 303). — Ont pris part aux débats: MM. Arago (Emmanuel) (t. 5, p. 287, 293); Arrazat (p. 294); le comte Benoist d'Azy (p. 138, 165); Besnard (p. 284); Bocher, *rapporteur* (p. 136, 145, 147, 153, 169, 172, 174, 176 à 178, 183, 190, 194, 195, 198, 213, 221, 280, 284, 292, 296, 299, 300, 304, 305); Brice (René) (p. 173); de Bryas (p. 206); de Dampierre (p. 170, 303); Deseilligny (p. 188, 189); de Diesbach (p. 300); de Douhet (p. 163, 166, 170); Ducarre (p. 194, 196); Dupin (Félix) (p. 299); Eschassériaux (p. 197, 198); Ganivet (p. 184); de Grasset (p. 143); de Guiraud (p. 295); Haëntjens (p. 147); Houssard (p. 189, 294, 296); de Janzé (p. 137, 138, 143); Laboulaye (p. 155, 179); Lefranc (Pierre) (p. 293); Lefranc (Victor), *Ministre de l'Agriculture et du Commerce* (p. 290, 292); Leurent (p. 206, 291); Mestreau (p. 209); Pagès-Duport (p. 172, 173); Paris (p. 138, 302); Pouyer-Quertier, *Ministre des Finances* (p. 139, 173, 184, 197, 210, 220, 302); Richier (p. 178, 196, 197, 294); des Rotours (p. 193, 198, 286); Roussel (Théophile) (p. 175, 176, 191, 296); de Tillancourt (p. 177, 178); Villain (p. 222). — Sur la proposition de M. Bocher, *rapporteur*, l'Assemblée décide que les six premiers articles du projet de loi, relatifs aux *Boissons*, formeront une loi distincte (p. 305). — Adoption de l'ensemble de cette loi [1er septembre] (t. 5, p. 305). = Loi du 1er septembre 1871 (J. O., p. 3161; B. des L., n° 487). = Discussion de la suite du même projet de loi (*Tabacs, Allumettes chimiques, Chicorée, Papiers, etc.*) [2 septembre] (t. 5, p. 308). — Articles 1 et 2 [Tabacs] (*ibid.*). — Sont entendus : MM. le baron de Janzé, Paris (p. 308); Silva (p. 309, 310); Bocher, *rapporteur* (p. 309); Pouyer-Quertier, *Ministre des Finances* (p. 310, 313); Richier, le comte Benoist d'Azy, Lucien Brun (p. 313). — Articles 3, 4 et 5 [Perception d'un droit sur les allumettes chimiques fabriquées en France ou importées] (p. 313) : MM. Destremx, de Lestapis (p. 314); Bocher, *rapporteur* (p. 315); La Caze, Ducarre (p. 316); le comte Benoist d'Azy (p. 317); Rouvier (p. 318); Langlois (p. 319). — Article 6 [Droit sur la chicorée] (t. 5, p. 319) : MM.

Testelin (p. 319); Pouyer-Quertier, *Ministre des Finances* (p. 320); Paris (p. 321); Bocher, *rapporteur* (p. 321, 322); Leurent (p. 322); des Rotours (p. 323). — Article 7 [Droit de fabrication sur les papiers] (p. 324): MM. de Montgolfier (p. 324, 330, 353); Margaine (p. 327); Bocher, *rapporteur* (p. 327, 323, 343, 345, 347); Ganivet (p. 328, 341); Picard (p. 329, 335); Pouyer-Quertier, *Ministre des Finances* (p. 329, 344, 351, 352, 353); Bardoux (p. 330); Edouard Charton (p. 334, 349); Berlet, Salneuve (p. 344); Raoul Duval (p. 345); le baron Chaurand (p. 352); le baron de Soubeyran (p. 352); de Lacretelle (p. 354). — Rejet, au scrutin public, de l'amendement de MM. Raoul Duval, La Caze et autres, tendant à réduire à 10 fr. par 100 kil. l'impôt supplémentaire sur le papier employé à l'impression des journaux et autres publications périodiques (p. 352); liste des votants (p. 365). — Adoption de l'article de la Commission, avec une addition de M. le baron Chaurand (p. 353).—Adoption des articles 8 à 11 [Dispositions diverses et poudres de chasse] et de l'ensemble du projet de loi [4 septembre] (t. 5, p. 354). = Loi du 4 septembre 1871 (J. O., p. 3495; B. des L., n° 497).

MARINE MARCHANDE. — Rapport, par M. Ancel, au nom de la Commission du Budget, sur la partie du projet de loi relatif à l'augmentation des impôts et à l'établissement d'impôts nouveaux, concernant la marine marchande [10 août 1871] (I., n° 483; A., t. 4, an., p. 253; J. O., p. 3302). — Sur la demande de M. Pouyer-Quertier, *Ministre des Finances*, et de M. Ancel, *rapporteur*, la discussion de ce projet de loi est ajournée après celle des projets relatifs aux matières premières [4 septembre] (t. 5, p. 355) (1). = Discussion sur la question de mise à l'ordre du jour des articles réservés du Budget de 1871 (*Marine marchande — Impôt sur le revenu — Tarifs de douanes*) [12 décembre] (t. 6, p. 84).— Sont entendus : MM. Guichard (*ibid.*); Pouyer-Quertier, *Ministre des Finances* (p. 85, 87, 88); Léonce de Lavergne (p. 86); Raudot (p. 87). — L'Assemblée décide la mise à l'ordre du jour des articles réservés par la Commission du Budget de 1871 (p. 89). = Nouvelles discussions sur la fixation du jour et sur l'ordre des débats [15 et 19 décembre] (t. 6, p. 119 et 191). — Sont entendus : MM. Léonce de Lavergne (p. 119, 191); Germain (p. 120); le comte Benoist d'Azy, *Président de la Commission* (p. 120, 121); Victor Lefranc, *Ministre de l'Agriculture et du Commerce* (p. 121, 193); Guibal (p. 121); Deseilligny (p. 191); Pouyer-Quertier, *Ministre des Finances* (p. 192). — L'Assemblée décide qu'elle commencera la discussion par l'*impôt sur le revenu* (p. 193).

IMPOT SUR LE REVENU.—Délibération sur les projets de la Commission et les amendements y relatifs [21 décembre 1871] (t. 6, p. 223). — Sont entendus : MM. Prax-Paris (p. 223, 227, 233); Jules de Lasteyrie, *rapporteur* (p. 227). — Rejet de l'ajournement demandé par M. Prax-Paris (*ibid.*). — *Discussion générale* [21 au 27 décembre] (p. 227 à 312). — Ont pris part aux débats : MM. Germain (p. 227); L. de Lavergne, *rapporteur* (p. 234, 245); Raudot (p. 236); Wolowski (p. 239, 297); André (Alfred) (p. 246); Teisserenc de Bort (p. 248); Duvergier de Hauranne (p. 258); Clapier (p. 263); Alfred Naquet (p. 269); Pagès-Duport (p. 272); Tolain (p. 273); Guibal (p. 283); Thiers, *Président de la République* (p. 284); Feray (p. 303); Pouyer-Quertier, *Ministre des Finances* (p. 304); Flotard (p. 309); Langlois (p. 309). — *Discussion des articles* [27 décembre] (p. 312). Débat sur l'ordre de la discussion des contre-projets ou amendements (*ibid.*) : MM. Thiers, *Président de la République* (*ibid.*); Grévy, *Président de l'Assemblée* (p. 313); Benoist d'Azy, Buffet (p. 313); Wolowski (p. 314). — Rejet de l'article 1er du contre-projet de M. Wolowski (p. 314). — Contre-projet de M. Gaslonde (p. 321). Sont entendus : MM. Gaslonde (*ibid.*); Benoist d'Azy (p. 325); renvoi éventuel à la Commission du Budget (*ibid.*). — Contre-projet de M. de Douhet (p. 326) : MM. le comte de Douhet (*ibid.*); Deseilligny (p. 329) : renvoi éventuel à la Commission du Budget (p. 330). — Contre-projet de M. Langlois (p. 335) : MM. Langlois (p. 335, 347); Benoist d'Azy (p. 346); Chaper (p. 347). Rejet de l'article 1er du contre-projet (p. 348). — Contre-projet de M. Flotard (p. 386): rejet (*ibid.*). — Contre-projet de M. de Janzé (*ibid.*) : MM. Benoist d'Azy (p. 386, 388); de Janzé (p. 387, 388).

(1) Voir ci-après, même §, la discussion de ce projet de loi.



p. 134; Aclocque (p. 160); de Champvallier (p. 172); Babin-Chevaye (p. 175); Fraissinet (p. 180); René Brice (p. 184); l'amiral Pothuau, *Ministre de la Marine et des Colonies* (p. 187); Johnston (p. 188, 189); de Rémusat, *Ministre des Affaires étrangères* (p. 189); Pouyer-Quertier, *Ministre des Finances* (p. 190); l'amiral de la Roncière le Noury (p. 198); Ancel, *rapporteur* (p. 200); Tolain (p. 205); l'amiral Fourichon (p. 207). — L'Assemblée décide, au scrutin public, qu'elle passera à la discussion des articles (p. 208); liste des votants (p. 210). — *Délibération sur les articles* [6 janvier] (p. 215). — Sont entendus : MM. Laserve (p. 215, 222); Pouyer-Quertier, *Ministre des Finances* (p. 217, 247, 255, 269, 278, 298, 301); de Champvallier (p. 219, 222, 277); Pory-Papy (p. 221); Ancel, *rapporteur* (p. 224, 239, 254, 268, 271, 274, 275, 282, 298, 300); Duvergier de Hauranne (p. 222); amiral Pothuau, *Ministre de la Marine et des Colonies* (p. 227, 233, 274); Vandier (p. 227); l'amiral Saisset (p. 227, 268); rectification (p. 327); Babin-Chevaye (p. 229, 266); Rousseau (p. 230, 265); l'amiral de Dompierre d'Hornoy (p. 231); Raoul Duval (p. 232); Baucarne-Leroux (p. 239); Tolain, Richier, le comte de Chaudordy (p. 240); Rouvier (p. 241, 242, 251); de Tillancourt (p. 241, 242); Victor Lefranc, *Ministre de l'Agriculture et du Commerce* (p. 242, 282, 296, 299); Ganivet (p. 244, 274); Paul Bethmont (p. 245, 272, 277, 296); Clapier (p. 249, 267, 300); le comte Benoist d'Azy (p. 251); Ducarre (p. 252); Lucet (p. 253, 256); rectification (p. 259); Warnier (p. 255); Casimir Perier, *Ministre de l'Intérieur* (p. 256); Fraissinet (p. 270); Langlois (p. 273, 282); le général Robert (p. 274, 275, 277); de la Germonière (p. 277, 278, 279, 299); Monjaret de Kerjégu (p. 279, 295); Amat (p. 295); Buffet (p. 297, 298); Leurent (p. 298, 299, 304); Javal (p. 299, 304). — Adoption, au scrutin public, de l'article 1er (p. 234); liste des votants (p. 235). — Rejet au scrutin public : de l'amendement de M. Rouvier, portant exception des surtaxes de pavillon en faveur des céréales (p. 252); liste des votants (p. 256); de l'amendement de M. Ganivet, sur l'application des droits aux navires étrangers achetés antérieurement à la nouvelle loi (p. 276); liste des votants (p. 283). — Adop-

tion, au scrutin public, de l'ensemble du projet de loi [30 janvier] (p. 302); liste des votants (*ibid.*); rectification (p. 305). = Loi du 30 janvier 1872 (J. O., p. 777; B. des L., n° 895).

5 — Observations relatives à la demande de mise à l'ordre du jour de la discussion des projets d'impôt sur les valeurs mobilières [2 février 1872] (t. 7, p. 364). — Sont entendus : MM. Guichard (p. 365); Buffet (p. 365). — Ajournement de la discussion jusqu'au dépôt d'un nouveau rapport de la Commission du Budget (*ibid.*).

§ II. — *Exercice 1872.*

1 — Exposé des motifs et texte du projet de loi portant fixation des contributions directes à percevoir pendant l'Exercice 1872, présenté par M. Thiers, *Chef du Pouvoir exécutif*, et M. Pouyer-Quertier, *Ministre des Finances* [1er août 1871] (I., n° 446; A., t. 4, an., p. 176; J. O., p. 3129). — Renvoi à la Commission du Budget de 1871 (A., t. 4, p. 391). — Rapport, par M. Teisserenc de Bort [23 août] (I., n° 540; A., t. 5, an., p. 56; J. O., p. 3414). — Rapport supplémentaire, par le même Député [2 septembre] (I., n° 591; A., t. 5, an., p. 163; J. O., p. 3411). — Adoption, sans discussion, de l'ensemble du projet de loi [4 septembre] (A., t. 5, p. 340). = Loi du 4 septembre 1871 (J. O., p. 3583; B. des L., n° 516).

2 — Texte du projet de loi tendant à établir, à partir du 1er janvier 1872, un décime en sus sur toutes les contributions directes ou indirectes, présenté par M. Thiers, *Président de la République*, et M. Pouyer-Quertier, *Ministre des Finances* [9 septembre 1871] (I., n° 626; A., t. 5, an., p. 218; J. O., p. 3907). — Renvoi à la Commission du Budget (t. 5, p. 518). — Rapport, au nom de cette Commission, par M. Casimir Perier [12 septembre] (I., n° 644; A., t. 5, p. 552 et an., p. 230; J. O., p. 4197) (1).

3 — Exposé des motifs et texte du projet de loi sur les recettes et les dépenses à autoriser provisoirement jusqu'au 1er avril 1872, présenté par M. Thiers, *Président de la République*, et M. Pouyer-Quertier, *Ministre des Finances* [8 décembre 1871] (I., n° 683; A., t. 6, p. 28, et an., p. 90; J. O., p. 5137, 5166). — Renvoi à la Commission du Budget (p. 29). — Rapport, par M. Lambert de Sainte-Croix [15 décembre] (I., n° 717; A., t. 6, p. 127 et an., p. 195; J. O., de 1872, p. 22). — Discussion [18 décembre] (t. 6, p. 149). Sont entendus : MM. Jules Simon, *Ministre de l'Instruction publique et des Cultes*, (*ibid.*); Lambert de Sainte-Croix, *rapporteur* (p. 149, 150). — Adoption, au scrutin public, de l'ensemble du projet de loi (*ibid.*). = Loi du 18 décembre 1871 (J. O., p. 5310; B. des L., n° 779).

4 — Exposé des motifs et texte du projet de loi portant fixation du Budget général des Dépenses et des Recettes de l'Exercice 1872, présenté par M. Thiers, *Président de la République*, et M. Pouyer-Quertier, *Ministre des Finances* [9 décembre 1871] (I., n° 689; A., t. 6, an., p. 122; J. O., p. 5200, 5230, 5249, 5299). — Commission du Budget et Sous-Commissions (F., n°s 192 et 193; J. O. de 1872, p. 200, 225). — Explications de M. de la Bouillerie, au nom de cette Commission, sur l'état d'avancement de ses travaux et sur l'ordre de leur présentation à l'Assemblée [7 mars 1872] (t. 8, p. 226). — Question adressée par M. Delacour à la Commission du Budget, sur les projets d'impôts adoptés par elle [12 mars] (t. 8, p. 285) : MM. Delacour, de Soubeyran (*ibid.*); le comte Benoist d'Azy, *Président* (p. 293). — Observations de M. Guichard sur les bases adoptées pour les prévisions des dépenses de l'Exercice 1872, voy. QUESTIONS, n° 19.

5 — Rapports et discussions sur les Budgets des Dépenses des Ministères pour 1872 :

FINANCES. — Rapport, par M. de la Bouillerie [7 mars 1872] (I., n° 962; A., t. 8, an., p. 50; J. O., p. 1878). — Discussion [15 mars] (t. 8, p. 340). — *Discussion générale* : Situation financière et nouveaux impôts; Avances de la Banque de France au Trésor (p. 340 à 360). — Sont entendus : MM. Feray (p. 340); Germain (p. 341, 353); Raudot (p. 348, 358); de la Bouillerie, *rapporteur* (p. 351); Thiers, *Président de la République* (p.

(1) Ce projet a été implicitement compris dans le projet de Budget général des Recettes et des Dépenses pour l'Exercice 1872; voir ci-après, n° 4.

duction de 500,000 fr. sur le chapitre XLII [*Théâtres nationaux*] (p. 449); liste des votants (p. 452). — Adoption d'un amendement de M. Claude (de la Meurthe), ayant pour objet de supprimer toutes les entrées et loges de faveur concédées dans les théâtres aux Administrations publiques (p. 451). = *Cultes* (p. 458). — Sont entendus : MM. Bouchet (p. 458); Jules Simon, ***Ministre de l'Instruction publique et des Cultes*** (p. 458, 459); Beulé, *rapporteur* (p. 459). — Adoption, au scrutin public et à l'unanimité, de l'ensemble du projet de loi [21 mars] (p. 460). = Loi du 21 mars 1872 (J. O., p. 2297; B. des L., p. 1003).

INTÉRIEUR. — Rapport spécial, par M. Plichon sur le chapitre XXVI du Budget de ce Ministère [*Subventions pour l'achèvement des chemins vicinaux*] [13 mars 1872] (I., n° 977; A., t. 8, an., p. 124; J. O., p. 2110). — Observations de M. Plichon, *rapporteur* (p. 412). — Adoption, au scrutin public, de ce chapitre, détaché du Budget [19 mars] (p. 413). = Rapport, par M. Plichon, sur l'ensemble du Budget de l'Intérieur [21 mars] (I., n° 1016; A., t. 8, an., p. 195; J. O., p. 2483). — Discussion [27 mars]. — Sont entendus : MM. le comte Jaubert (p. 598); de Champvallier (p. 599, 600); Plichon, *rapporteur* (p. 599, 601, 603, 604); Victor Lefranc, ***Ministre de l'Intérieur*** (p. 600, 603); Ganivet (p. 600); de Lorgeril (p. 601, 610); Benoist d'Azy (p. 602, 613); le comte de Melun (p. 602); Dahirel (p. 603); Delacour (p. 604); Delille (p. 612). — Adoption, au scrutin public et à l'unanimité, de l'ensemble de ce Budget [28 mars] (p. 613). = Loi du 28 mars 1872 (J. O., p. 2259; B. des L., n° 1008). = Rapport, par M. Plichon, sur le service de l'Algérie, dépendant du Ministère de l'Intérieur [25 mars] (I., n° 1030; A., t. 8, an., p. 253; J. O., p. 2490). — Discussion [28 mars] (p. 613). — Observations de M. Plichon, *rapporteur* (p. 614). — Adoption, au scrutin public, du projet de loi concernant le Budget de ce service (p. 614). = Loi du 28 mars 1872; J. O., p. 2361; B. des L., n° 1009).

AFFAIRES ÉTRANGÈRES. — Rapport, par M. le comte Benoist d'Azy [15 mars 1872] (I., n° 997; A., t. 8, an., p. 159; J. O., p. 2344). — Discussion [21 mars] (p. 460). — Sont entendus : MM. Depasse (*ibid.*); le comte Benoist d'Azy, *rapporteur* (p. 462, 463, 469, 470, 471); André Folliet (p. 463, 464); de Rémusat, ***Ministre des Affaires étrangères*** (p. 464, 466); de Lorgeril (p. 464); Fourcand (p. 465); des Rotours (p. 465); Jozon (p. 468); le comte Jaubert (p. 470). — Adoption, au scrutin public, de l'article unique du projet de loi [même séance] (p. 471). = Loi du 21 mars 1872 (J. O., p. 2297; B. des L., n° 1002).

AGRICULTURE ET COMMERCE. — Rapport, par M. Guichard [14 mars 1872] (I., n° 998; A., t. 8, an., p. 140; J. O., p. 2230, 2345). — Discussion [21 mars] (p. 472). — Sont entendus : MM. de Goulard, ***Ministre de l'Agriculture et du Commerce*** (p. 472, 474, 488, 494); de Grasset (p. 473); Guichard, *rapporteur* (p. 473, 475, 493, 495); Lespinasse (p. 475); Anisson-Duperron (p. 482); Calemard de Lafayette (p. 483); de Pompéry (p. 486); Léonce de Lavergne (p. 487); Buisson (de l'Aude) (p. 488); Desbons (p. 490, 494); de Mornay (p. 495); Barascud (p. 496). — Adoption d'un amendement de MM. Desbons, Delacour et autres, tendant à rétablir au chapitre VI le crédit de 500,000 fr. demandé pour les courses de chevaux (p. 495). — Adoption, au scrutin public et à l'unanimité, de l'ensemble de ce Budget [22 mars] (p. 497). = Loi du 22 mars 1872 (J. O., p. 2260; B. des L., n° 1004).

TRAVAUX PUBLICS. — Rapport, par M. Caillaux [23 mars 1872] (I., n° 1021; A., t. 8, an., p. 218; J. O., p. 2705). — Discussion [25 mars] (p. 542). — Sont entendus : MM. de Larcy, ***Ministre des Travaux publics*** (p. 542, 543, 547); Delacour (p. 543); Wilson (p. 544, 547); Germain (p. 545); Caillaux, *rapporteur* (p. 546, 547). — Adoption, au scrutin public et à l'unanimité, de l'ensemble de ce Budget [25 mars] (p. 548). = Loi du 25 mars 1872 (J. O., p. 2329; B. des L., n° 1005).

MARINE ET COLONIES. — Rapport, par M. Ancel [22 mars 1872] (I., n° 1017; A., t. 8, an., p. 207; J. O., p. 2199, 2232). — Discussion [26 mars] (p. 572. — *Discussion générale* : question des réductions acceptées par le Ministre de la Marine (p. 572 à 578). — *Discussion des chapitres* (p. 581 et suiv.). — Sont entendus : MM. de Tocqueville (p. 572); l'amiral de la Roncière le Noury (p. 573, 578); l'amiral Pothuau, ***Ministre de la Marine et des Colonies*** (p. 575, 584, 585, 586, 588, 590); Raudot (p. 577); Farcy (p. 581;

585, 586); l'amiral Jaurès (p. 586, 588); Target, l'amiral de Montaignac (p. 587); Ancel, *rapporteur* (p. 587, 589, 592); Raoul Duval (p. 587); Vandier (p. 588); le baron Decazes, l'amiral Saisset, le vicomte d'Haussonville (p. 589, 590); Rollin (p. 590). — Adoption, au scrutin public et à l'unanimité, de l'ensemble de ce Budget [27 mars] (t. 8, p. 594). = Loi du 27 mars 1872 (J. O., p. 2259; B. des L., p. 1006).

GUERRE. — Rapport, par M. Louis Passy [23 mars 1872] (I., n° 1023; A., t. 8, an., p. 237; J. O., p. 2479). — Discussion [28 mars] (p. 629). — *Discussion générale* Sont entendus : MM. Jean Brun 631); Thiers, *Président de la* 631); le général Guillemaut *Discussion des chapitres (ibid.).* — part aux débats : MM. le é t. 8, p. 632, 633); Louis Pa 633); des Rotours (p. 6 de Cissey, *Ministre de u* Adoption, au scrutin ble de ce Budget [mêm 636). = Loi du 28 mars 1 B. des L., n° 1010).

JUSTICE. — Rapport, pa [23 mars 1872] (I., n° 1 230; J. O., p. 2464). — Dis (p. 645). Sont entendus (p. 645, 647); Dufaure, *Ministre de* (p. 646, 647, 624); Delille (p. 648, 624); Mathieu-Bodet, *rapporteur* (p. 620, 624); Paulin Gillon (p. 620); Lucet (p. 621, 622). — *Légion d'honneur* (p. 6 Sont entendus : MM. le général Mazur 622, 624); le général de Cissey, *Ministre de la Guerre* (p. 622); Mathieu-Bodet, *rapporteur* (p. 623, 625); le général Robert (p. 624, 626); le général Ducrot (p. 624); Lepère (p. 625, 627); Tirard (p. 626, 627); Dufaure, *Ministre de la Justice* (p. 626, 627, 628). — Adoption, au scrutin public, de l'ensemble de ce Budget [même séance] (p. 628). — Rectifications au Budget de la Légion d'honneur, demandées par M. Mathieu-Bodet, *rapporteur*, et prescrites par l'Assemblée [30 mars] (p. 689). = Loi du 28 mars 1872 (J. O., p. 2313; B. des L., n° 1007).

6 — Rapport, au nom de la Commission du Budget, par M. de la Bouillerie, suivi d'un projet de loi spécial tendant à autoriser jusqu'à la fin de 1872, la perception des impôts indirects et des revenus publics [26 mars 1872] (I., n° 1041; A., t. 8, p. 572; et t. 10, an., p. 5; J. O., p. 2592). — Adoption sans discussion [27 mars] (A., t. 8, p. 580). = Loi du 27 mars 1872 (J. O., p. 2177; B. des L., n° 1032).

7 — Rapport général sur l'ensemble du Budget de 1872, et sur la situation financière de la France, par M. de la Bouillerie [27 mars 1872] (I., n° 1051; A., t. 8, p. 604, et t. 10, an., p. 23; J. O., p. 2654, 2669). — Discussion [30 mars] (p. 689). — Sont entendus : M. le comte Desbassayns de Richemont (p. 689); Perrot (p. 690, 693); de la Bouillerie, *rapporteur* (p. 692, 694); de Goulard, *Ministre des Finances* (p. 692); Pelletan-Villeneuve (p. 693). — Adoption, au scrutin public, de l'ensemble de la loi des finances pour l'exercice 1872 [30 mars] (p. 694); liste des votants (p. 701). = Loi du 30 mars 1872 (J. O., p. 2329; B. des L., n° 1015).

8 — Exposé des motifs et texte du projet de loi, portant fixation des tarifs spécifiques pour les matières brutes, textiles et autres, voy. MATIÈRES PREMIÈRES.

9 — Rapport, au nom de la Commission du Budget de 1872, par M. Mathieu-Bodet, sur la taxe des valeurs mobilières au porteur et des biens de main-morte, voy. VALEURS MOBILIÈRES.

10 — Rapports, au nom de la Commission du Budget de 1872, par M. Deseilligny : 1° sur les impôts restant à voter (*Rapport général*) [18 mai 1872] (I., n° 1157; A., t. 11, an., p. 171; J. O., p. 3785); — 2° sur un projet de loi relatif à l'établissement d'un impôt général sur les valeurs mobilières, voy. VALEURS MOBILIÈRES; — 3° sur l'amendement de MM. Feray, André et autres, relatif à l'impôt sur le chiffre des affaires, voy. COMMERCE ET INDUSTRIE.

11 — Exposé de la situation financière par M. de Goulard, *Ministre des finances*, présentation de trois projets de lois relatifs 1° à l'augmentation de 15 centimes sur le principal des contributions directes; 2° à l'établissement d'un nouveau décime sur le sel; 3° aux mesures destinées à réprimer

les fraudes sur l'impôt des boissons [24 juin 1872] (A., t. 12, p. 494, 500, 502). — Sont entendus à l'occasion du dépôt de ces projets de lois : MM. le comte Benoist d'Azy, *Président de la Commission du Budget* (p. 502); Alfred Dupont (p. 502, 503); Thiers, *Président de la République* (p. 503, 509, 514); Combier (p. 505); Buffet (p. 505, 514); Germain (p. 515). — L'Assemblée en ordonne le renvoi à la Commission du Budget de 1872 (p. 515). — Pour la suite donnée à ces projets de lois, voy. les articles CONTRIBUTIONS DIRECTES. — SEL. — BOISSONS.

§ III. — *Exercice 1873.*

1 — Exposé des motifs et texte du projet de loi, portant fixation du Budget général des recettes et des dépenses de l'Exercice 1873, présenté par M. de Goulard, *Ministre des Finances* [14 mai 1872] (I., n° 1444 ; A., t. 14, an., p. 436 ; J. O., p. 3696). — Commission, organisation et sous-commissions (F., n°s 297 et 299; J. O., p. 3767, 3816).

2 — Exposé des motifs et texte du projet de loi tendant à modifier le Budget de 1873 (*Marine et Colonies*), au titre de la déportation et de la transportation, présenté par M. l'amiral Pothuau, *Ministre de la Marine et des Colonies*, et par M. de Goulard, *Ministre des Finances* [20 novembre 1872] (I., n° 1426 ; A., t. 14, an., p. 14 ; J. O., p. 7257) (1).

3 — Rapports sur les Budgets des dépenses des divers Ministères pour 1873 : — par M. le marquis de Talhouët (*Travaux publics*) [22 juillet et 2 décembre 1872] (I., n°s 1335 et 1458 ; A., t. 13, an., p. 184 ; t. 14, an., p. 96; J. O., p. 5766, 5780, 7696); — par M. Beulé (*Instruction publique, Cultes et Beaux-Arts*) [24 juillet] (I., n°s 1345 et 1475 ; A., t. 13, an., p. 210, et t. 14, an., p. 130 ; J. O., p. 5794, 5814, 5843 et 7784) ; — par M. Ancel (*Marine et Colonies*) [20 juillet et 3 décembre] (I., n°s 1327 et 1462 ; A., t. 13, an., p. 578; t. 14, an., p. 114 ; J. O., p. 5755, 7697) ; — par M. le duc Decazes (*Affaires étrangères*) [29 juillet] (I., n° 1373 ; A., t. 13, an., p. 281 ; J. O., p. 6803, 6821) ; — par M. Cochery (*Guerre*) [30 juillet] (I., n° 1381 ; A., t. 13, an., p. 295 ; J. O., p. 6839) ; par M. Guichard (*Agriculture et Commerce* [31 juillet] (I., n° 1388 ; A., t. 13, an., p. 317; J.O., p. 6957); — par M. Bardoux : (*Justice*) [2 août et 26 novembre] (I., n°s 1408 et 1449; A.,t. 13, an., p. 546 et t.14, an., p. 66 ; J. O., p. 7014, 7569); (*Imprimerie nationale*) [1er août] (I., n° 1396 ; A., t. 13, an., p. 331 ; J. O., p. 6868) ; (*Légion d'honneur* [2 août] (I., n° 1409; A., t. 13, an., p. 549 ; J. O., p. 6961) ; — par M. Monjaret de Kerjégu (*Intérieur*) [3 août et 6 décembre] (I., n°s 1412, 1479; A., t. 13, an., p. 559; t. 14, an., p. 134 ; J. O., p. 6963, 6985, 7008, 7737); par M. Peltereau-Villeneuve (*Gouvernement de l'Algérie*) [22 novembre] (I., n° 1436 ; A., t. 14, an., p. 25 ; J. O., p. 7539, 7565, 7757) ; — par M. Gouin (*Finances*) [1er août et 4 décembre] (I., n°s 1398 et 1471 ; A., t. 13, an., p. 380 et t. 14, an., p. 124; J. O., p. 7280, 7306, 7329, 7360, 7756). = Rapport général sur l'ensemble du Budget, par M. Gouin [1er août] (I., n° 1397; A., t. 13, an., p. 332 ; J. O., p. 7364, 7389, 7418). = Rapport spécial, par M. Gouin, sur l'amendement de MM. Pouyer-Quertier, Gaslonde, Sebert et 72 autres Députés, tendant à abroger la loi du 28 juin 1872 sur l'impôt des créances hypothécaires [13 décembre 1872] (I., n° 1491 ; A., t. 14, an., p. 146 ; J. O., p. 8164).

4 — Discussion générale du Budget des dépenses et des recettes de l'Etat pour l'Exercice 1873 [27 novembre 1872] (t. 14, p. 273). — Observations sur la situation financière et sur les réformes proposées par la Commission des services administratifs dans les administrations centrales des Ministères (p. 273 à 284). — Sont entendus : MM. Raudot (p. 273) ; Corne (p. 279); Paul Jozon (p. 279, 282); Gouin, *rapporteur* (p. 282). — Clôture de la discussion générale [même séance] (p. 284). = Décrets du Président de la République chargeant MM. Durangel, Fournier, Dufrayer, Grimprel, Roy, Amé et Provensal, *Conseillers d'Etat en service extraordinaire*, de soutenir la discussion du Budget de 1873 [5 et 9 décembre] (t. 14, p. 394, 475). = *Discussion des articles* [3 décembre] (t. 14, p. 341). — TITRE Ier, *Budget général*. Etat A. — FI-

(1) Pour le rapport et la discussion, voir les numéros suivants, *Marine et Colonies*.

585, 586); l'amiral Jaurès (p. 586, [illegible]
Target, l'amiral de Montaignac (p. [illegible]
Ancel, *rapporteur* (p. 587, 589, 592 [illegible]
Duval (p. 587); Vandier (p. 588); [illegible]
Decazes, l'amiral Saisset, le vicomte [illegible]
sonville (p. 589, 590); Rollin [illegible]
Adoption, au scrutin public, [illegible]
mité, de l'ensemble de [illegible]
(t. 8, p. 594). = Loi [illegible]
p. 2259; B. des L[illegible]

GUERRE. — Ra[illegible]
[23 mars 1872
p. 237; J. O., [illegible]
(p. 629).
Sont entendus [illegible]
631); Th[illegible]
631); [illegible]
*Discus*[illegible]
part[illegible]
t. [illegible]
6[illegible]

[illegible] aux débats : MM. Bardoux, [illegible] p. 400, 401, 404, 409, 413, 415, [illegible] Gaslonde (p. 400); Vitet (p. 401); [illegible] p. 401, 414); Merveilleux-Du- [illegible] p. 402, 406); Marcel Barthe (p. 404); [illegible] *Ministre de la Justice* (p. 405, 414); [illegible] p. 410); Bertauld (p. 410, 412); Bot- [illegible] p. 411); Clapier (p. 412); Pagès-Du- [illegible] p. 414); Bigot (p. 415); Bérenger (p. 416). — *Imprimerie nationale* (p. 709). — *Légion d'honneur* (p. 709). Sont entendus : MM. de Jouvenel (p. 709, 711); Bardoux, *rapporteur* (p. 710, 713, 715, 717); le général de Cissey, *Ministre de la Guerre* (p. 711); Emile Lenoël (p. 712, 715); Dufaure, *Ministre de la Justice* (p. 714); Lepère (p. 714, 715); Parent (p. 715 à 717). = MARINE ET COLONIES. — Discussion des chapitres (p. 417 à 428). — Observations : sur les conséquences des réductions opérées et projetées dans les cadres des officiers de la marine (p. 420); sur les mesures à prendre pour empêcher la traite des nègres qui se fait dans l'île de Zanzibar, sur la côte orientale d'Afrique (p. 426); sur la suppression du tribunal de Marie-Galante (Guadeloupe) (p. 428). — Ont pris part aux débats : MM. Farcy (p. 417, 420); l'amiral Pothuau, *Ministre de la Marine et des Colonies* (p. 419, 422, 425, 426, 427); Ancel, *rapporteur* (p. 419, 426, 427, 428); Vandier (p. 420); l'amiral de Dompierre d'Hornoy (p. 424); Target (p. 426); Schœlcher (p. 426, 428). = AFFAIRES ÉTRANGÈRES. — Discussion des chapitres (t. 14, p. 431 à 439).— Incidents relatifs : à un fait imputé à l'ambassadeur de France à Rome (p. 441); à une persécution contre les chrétiens du Japon (p. 447). — Ont pris part aux débats : MM. Depasse (p. 431, 437); le duc Decazes, *rapporteur* (p. 435, 437, 438, 439, 443, 444, 446, 449); de Rémusat, *Ministre des Affaires étrangères* (p. 437, 440, 444, 446, 448); de Jouvenel (p. 438); Raudot (p. 439, 443); de Gavardie (p. 441); de Lorgeril (p. 442, 443); de Saisy (p. 444, 453); Clapier (p. 444); Desbassayns de Richemont (p. 447). = INSTRUCTION PUBLIQUE, CULTES ET BEAUX-ARTS. — Discussion des chapitres (p. 453 à 493). — Incidents relatifs : à la nomination d'un inspecteur des écoles primaires à Paris, auteur d'écrits anti-religieux (p. 465); à la création, à Paris, d'un musée des copies (p. 479); à l'installation de nouvelles

galeries au musée du Louvre (t. 14, p. 482).— ... pris part aux débats : MM. Beulé, *rapporteur*, 454, 455, 457, 460, 462, 463, 470, 473, 488, 489, 493); Jules Simon, *Ministre de l'Instruction publique* (p. 454, 456, 460, 463, 465, 468, 469, 470, 472, 484, 488, 489, 490, 491, 493, 494); p. 455); Ducarre (p. 457); Testelin ... : Charton (p. 458); Paul Bert (p. 459); ... nivet (p. 460); Antonin Lefèvre-Pontalis (p. 460, 462); Fresneau (p. 461); Caillaux (p. 463); Alfred André (p. 465); de Marcère (p. 465); Martial Delpit (p. 465, 468, 470); Johnston (p. 467); Mgr Dupanloup (p. 468); des Rotours (p. 470, 472); Maurice (p. 473, 475); Keller (p. 477, 479, 489); Buisson (de l'Aude) (p. 479, 483, 484); Tirard (p. 482); Boreau-Lajanadie (p. 484); de Belcastel (p. 485); Fresneau (p. 486); Bardoux (p. 488); Parent (p. 490, 492); Benoist d'Azy (p. 493). = INTÉRIEUR.— Discussion des chapitres (p. 494 à 537). — Observations sur la nécessité de réglementer le colportage (p. 494); sur la nomination des Conseillers d'Etat, chargés de soutenir la discussion du Budget devant l'Assemblée (p. 498). — Ont pris part aux débats : MM. Émile Carron (p. 494); de Goulard, *Ministre de l'Intérieur* (p. 495, 499, 502, 511, 514, 522, 526, 530); Bottieau (p. 498); Baragnon (p. 499); de Saisy (p. 500); de Kerjégu, *rapporteur* (p. 502, 508, 513, 521, 522, 524, 526); de Lorgeril (p. 503); Anisson-Duperron (p. 507); de Tillancourt (p. 509, 510); Ganivet (p. 511, 512); Delacour (p. 512); de Ravinel (p. 513); Emile Lenoël (p. 513, 515); Savoye (p. 519, 521, 522); Charles Rolland (p. 523); de Douhet (p. 523, 524); Varroy (p. 525); de Ravinel (p. 526). — *Gouvernement général de l'Algérie.* — Observations sur l'inexécution de la convention passée en 1865 entre l'Etat et la Société Algérienne (p. 531). — Sont entendus : MM. Warnier (p. 527, 529); Peltereau-Villeneuve, *rapporteur* (p. 529, 530, 531, 535, 536); des Rotours (p. 531, 532, 537); Fournier, *Conseiller d'Etat, Commissaire du Gouvernement* (p. 533); Clapier (p. 533); Alfred Dupont (p. 534, 535); Gouin, *rapporteur général* (p. 537). = FINANCES. — Discussion des chapitres (t. 14, p. 539 à 647). — *Service général du Ministère* (p. 539). Observations sur les modifications à apporter à l'organisation générale de ce Ministère (p. 540 à 546). — Rejet, au scrutin public, de l'amendement proposé par M. de la Monneraye, au nom de la Commission des services administratifs, tendant à ne pourvoir, en 1873, dans l'Administration centrale des Finances, qu'à une nomination sur deux vacances (p. 549); liste des votants (p. 556). — *Service de Trésorerie* (p. 605). — *Frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts et revenus publics* (p. 619). — Adoption de deux amendements de la même Commission ayant pour objet, le 1er la suppression, par extinction, des fonctions de percepteurs de villes (p. 617); le second, la réduction successive des receveurs-percepteurs de Paris (p. 623). — Ont pris part aux débats : MM. de Soubeyran (p. 540, 545); Léon Say, *Ministre des Finances* (p. 542, 551, 611, 620 à 623, 638); Magne (p. 543); Benoist d'Azy (p. 545); de la Monneraye (p. 546, 548, 616, 617, 618, 620, 622, 623); Gouin, *rapporteur* (p. 548, 549, 554, 556, 610, 614, 617, 618, 629, 631, 632, 637, 638, 643, 647); de Goulard, *Ministre de l'Intérieur* (p. 549, 617, 619); de la Rochejaquelein (p. 549, 626); Foubert (p. 550, 553); le duc d'Audiffret-Pasquier (p. 552); Guichard (p. 555); de la Bouillerie (p. 605); de Saisy (p. 612); Rive (p. 615); Ganivet (p. 617); Courcelle (p. 619); Delacour (p. 621); Corne (p. 622); Chesnelong (p. 623); Cézanne (p. 627); de Bonald (p. 628); Tallon (p. 628); du Breuil de Saint-Germain (p. 630); Gaslonde (p. 630); Paul Morin (p. 631); de Janzé (p. 633); de Montgolfier (p. 638); Rouvier (p. 638); Rampont (p. 639, 642, 643, 646); Le Royer (p. 640); Clapier (p. 641); de Fourtou, *Ministre des Travaux publics* (p. 642); Wilson (p. 643); Charles Rolland (p. 643); Gavini (p. 645, 646, 647); Limpérani (p. 646). = DISPOSITIONS DIVERSES (p. 651 à 722). — Amendements de MM. Ganivet, le duc Decazes et Alfred Monnet, ayant pour objet la réduction du prix des permis de chasse (p. 642): adoption, au scrutin public, de celui de M. Monnet, tendant à les rétablir au taux de 25 fr. (p. 658); liste des votants (p. 673). — Adoption de l'amendement de MM. Gaslonde, Pouyer-Quertier et d'un grand nombre d'autres Députés, ayant pour objet d'abroger la loi du 28 juin 1872 sur l'impôt des créances hypothécaires (p. 662) (1). —

(1) Voir ci-dessus, même §, n° 3, le rapport spécial de M. Gouin, sur cet amendement.

NANCES.—*Dette publique et dotations* [illegible]
Sont entendus: MM. Lan[illegible]
Gouin, *rapporteur général*
Jouvenel, Raudot, Coch[illegible]
Plichon, de Champvall[illegible]
(p. 343, 345). = GUER[illegible]
chapitres (p. 348 à 36[illegible]
débats : MM. de Lor[illegible]
néral de Cissey, M[illegible]
352, 354, 356, 3[illegible]
(p. 349); de M[illegible]
350); Raudot[illegible]
*porteur* (p. [illegible]
tours (p. 3[illegible]
(p. 356); [illegible]
(p. 359); [illegible]
*Présid[illegible]*
VAUX [illegible]
(p. 36[illegible]
MM [illegible]
Ta[illegible]
3[illegible]

[illegible] 1873] (I., n° 1675 ; A., [illegible] O., p. 2612, 2628, 2645, [illegible]on et organisation (F., [illegible]. O., dépenses, p. 3480, [illegible]ets sur les Budgets des di-[illegible]s : par M. Lambert de Sainte-[illegible]*et Colonies*) [17 novembre] (I., [illegible]27, an., p. 469; J. O., p. 7286); — [illegible]ereau-Villeneuve (*Gouvernement [illegible]al de l'Algérie*) [24 novembre] (I., [illegible]A., t. 27, an., p. 215; J. O., p. 7665, [illegible]; — par M. Ancel (*Intérieur*) [24 [illegible]bre] (I., n° 2032; A., t. 27, an., p. [illegible] J. O., p. 7779); — par M. de Rainneville (*Affaires étrangères*) [25 novembre] (I., n° [illegible]; A., t. 28, an., p. 3; J. O., p. 7603); — [illegible] M. Taillefert (*Justice*) [26 novembre] (I., [illegible] 2035; A., t. 28, an., p. 8; J. O., p. 7631); *Légion d'honneur*) [26 novembre] (I., n° 2036; A., t. 28, an., p. 14; J. O., p. 7634); *Imprimerie nationale*) [26 novembre] (I., n° 2037; A., t. 28, an., p. 18; J. O., p. 7663); — par M. Chesnelong (*Finances*) [24 novembre] (I., n° 2030; A., t. 27, an., p. 191; J. O., p. 7784); — par M. Flotard (*Agriculture et Commerce* [2 décembre] (I., n° 2063; A., t. 28, an., p. 83; J. O., p. 8020); — par M. Bardoux (*Instruction publique, Cultes et Beaux-Arts*) [28 novembre] (I., n° 2058; A., t. 28, an., p. 59; J. O., p. 7830, 7888, 7922); — par M. Caillaux (*Travaux publics*) [28 novembre] (I., n° 2054; A., t. 28, an., p. 35; J. O., p. 7796, 7825); — par M. le marquis de Castellane (*Guerre*) [1er décembre] (I., n° 2061; A., t. 28, an., p. 76; J. O., p. 7923). = Rapport général, par M. Chesnelong, sur les recettes et les dépenses de l'exercice 1874 [8 décembre] (I., n° 2082; A., t. 28, an., p. 114; J. O., p. 8081, 8114).

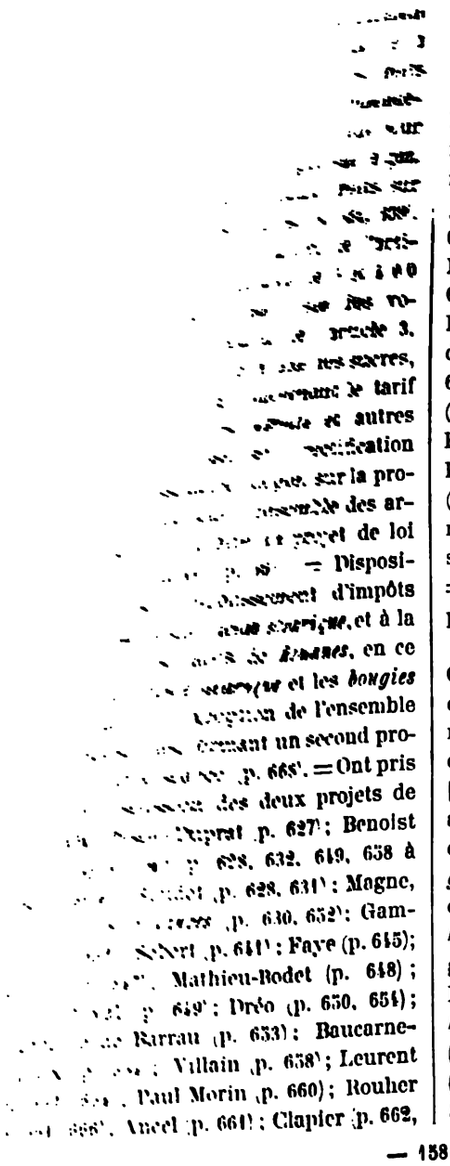
2 — Rapport, au nom de la Commission du Budget, par M. Chesnelong, suivi du projet de loi, détaché par la Commission, du Budget général des recettes et des dépenses, et relatif aux contributions directes à percevoir en 1874 [14 juillet 1873] (I., n° 1883; A., t. 19, an., p. 97; J. O., p. 5396). — Discussion [24 juillet] (p. 289). — Sont entendus: MM. Depasse (p. 389, 390); Magne, *Ministre des Finances* (p. 390, 395, 397); René Brice (p. 390); Guyot (p. 391); de Tillancourt (p. 393); Chesnelong, *rapporteur* (p. 393, 395, 396, 399,

cussion des chapitres (t. 28, p. 272 à 332).— *Cultes* (p. 332, 333) ; rectification (p. 550). — Ont pris part aux débats : MM. le baron de Janzé (p. 272, 273, 274, 275) ; de Fourtou, *Ministre de l'Instruction publique, des Cultes et des Beaux-Arts* (p. 274, 275, 285, 307, 311, 319, 320, 331, 333) ; Wallon (p. 275, 276, 286, 287) ; Bardoux, *rapporteur* (p. 275, 276, 280, 281, 283, 285, 287, 288, 298, 302, 305, 310, 316, 319, 329, 331, 333) ; Bouisson (p. 277, 284) ; Bert (Paul) (p. 281, 284) ; le comte Jaubert (p. 284, 285) ; Raoul Duval (p. 286) ; Dréo (p. 287, 289) ; Albert Desjardins, *Sous-Secrétaire d'Etat de l'Instruction publique* (p. 289, 304, 306, 316) ; Goblet [illegible] Baragnon, *Sous-Secréta[illegible] rieur* (p. 293, 297) ; He[illegible] Lestourgie (p. 298, 33[illegible] 303, 309, 330) ; Delpit ([illegible] Beaussire (p. 305) ; M[illegible] Rive (Francisque) (p. 3[illegible] Meaux (p. 309) ; Vingt[illegible] court (p. 311) ; Delor[illegible] Millaud (p. 317) ; Mon[illegible] mon (p. 320) ; de Gava[illegible] Lajanadie (p. 322) ; Bri[illegible] Vinols (p. 323, 328, [illegible] 331) ; Langlois (p. 333). — COMMERCE.—Discussi[illegible] p. 333 à 350) ; rectificat[illegible] tion d'un amendement [illegible] ayant pour objet l'étab[illegible]ome tretien d'une Ecole de jardinage a[illegible] de Versailles (p. 340). — Sont en[illegible] MM. du Temple (p. 333) ; Tolain [illegible] Deseilligny, *Ministre de l'Agricu[illegible] du Commerce* (p. 334, 337, 340, 341, 343, 346) ; Calemard de Lafayette (p. 336, 338) ; Leurent, *faisant fonctions* de *rapporteur* (p. 336, 338, 339, 345, 349) ; Guichard (p. 338) ; Destremx (p. 340) ; de Dampierre (p. 342) ; Desbons (p. 343) ; Testelin (p. 348, 350) ; Chesnelong (p. 549). = TRAVAUX PUBLICS. — Discussion des chapitres (t. 28, p. 350 à 366, 566). — Sont entendus : MM. Faye (p. 350, 355) ; Caillaux, *rapporteur* (p. 353) ; le baron de Larcy, *Ministre des Travaux publics* (p. 355, 360, 365, 366) ; de Grasset (p. 355, 360) ; Parent (p. 358, 363, 365) ; de Tillancourt (p. 359) ; Anisson-Duperron (p. 359, 360) ; Rameau (p. 360, 361) ; Pagès-Duport (p. 361) ; le marquis de Talhouët (p. 362, 363) ; le baron de Soubeyran (p. 362, 564) ; Rive (Francisque) (p. 366) ; Fourcand (p. 366) ; Lefébure, *Sous-Secrétaire d'Etat des Finances* (p. 565). = GUERRE (t. 28, p. 367 à 421). — Discussion générale (p. 367 à 370). — Discussion des chapitres (p. 380 et suiv.). — Amendements de M. Keller et de MM. l'amiral de Montaignac, Bethmont et autres, ayant pour objet une augmentation de crédit au chapitre de la solde, destinée à l'entretien sous les drapeaux de la deuxième partie du contingent à appeler en vertu de la loi du 27 juillet 1872 (p. 381, 394) : rejet de ce dernier amendement, après une épreuve douteuse (p. 404). — Rejet de l'amendement de MM. Delacour, Desbons [illegible] autres, tendant à rétablir le crédit applicable à la remonte générale, demandé [illegible]r le Gouvernement et diminué par la [illegible]ommission (p. 418). — Rejet, au scrutin [illegible]ublic, de l'amendement de M. Guichard, [illegible]ndant à diminuer de 30,000 fr. le crédit [illegible]pplicable aux traitements de cinq maré[illegible]aux de France (p. 420) ; liste des votants [illegible]. 429). — Ont pris part aux débats : MM. [illegible]an Brunet (p. 367, 405) ; Louis de Saint[illegible]ierre (p. 380, 382) ; le marquis de Castel[illegible]ne, *rapporteur* (p. 384, 386, 398, 399, 414, [illegible]0) ; Keller (p. 382, 390, 393) ; le général du [illegible]arail, *Ministre de la Guerre* (p. 391, 392, [illegible]6, 418 ; le général Guillemaut (p. 392, [illegible]0) ; le général Chareton (p. 394) ; Chesne[illegible]ng, *rapporteur général* (p. 396) ; le duc Audiffret-Pasquier (p. 396) ; le vice-amiral de Montaignac (p. 399) ; Deseilligny, *[illegible]inistre de l'Agriculture et du Commerce* [illegible]. 400) ; Germain (p. 403) ; Delacour (p. 407) ; [illegible]e marquis de Mornay (p. 409) ; Desbons (p. 415) ; de Pompéry (p. 418) ; Guichard (p. 419). = FINANCES (t. 28, p. 422 à 550). —Incident relatif à l'ordre de la discussion (p. 422). — Sont entendus : MM. de Lavergne, *Président de la Commission du Budget ;* Wolowski, Tirard, Chesnelong, Buffet, *Président de l'Assemblée* (p. 423). — L'Assemblée décide que la discussion spéciale du Budget du Ministère des Finances précèdera la discussion générale sur l'ensemble de la situation financière (p. 424). — Discussion des chapitres (p. 424 à 495, 550). — Adoption, au scrutin public, de l'amendement de M. [illegible]bert de Sainte-Croix, tendant à por[illegible] 300,000 fr. le crédit du chapitre des *[illegible] de maison du Président de la Rép*

avec affectation du Palais de l'Elysée aux réceptions du Président de la République à Paris (t. 28, p. 428); liste des votants (p. 431); rectifications (p. 433). — Rejet, au scrutin public, de l'amendement de M. Raoul Duval, ayant pour objet d'augmenter de 5,000 fr. le crédit applicable aux remises des percepteurs, à l'effet de rétablir successivement les percepteurs de ville supprimés (p. 469); liste des votants (p. 480). — Observations : sur les négociations avec les Etats-Unis pour la conclusion d'une convention postale (p. 474 et suiv.) ; sur la révision projetée de la Convention monétaire de 1865 (p. 483 et suiv.). — Rejet, au scrutin public, de l'amendement de M. Tirard, tendant à réduire le crédit affecté au chapitre du matériel du Ministère des Finances (p. 560); liste des votants (*ibid.*). — Sont entendus : MM. Hervé de Saisy (p. 424, 448, 450); Lambert de Sainte-Croix (p. 426) ; de Ravinel (p. 426, 427) ; le duc de Broglie, *Vice-Président du Conseil* (p. 427) ; Tirard (p. 427, 442, 445, 476, 554) ; Pagès-Duport (p. 427); Brisson (p. 427); Villain (p. 428); Francisque Rive (p. 437, 440) ; Chesnelong, *rapporteur* (p. 439, 443, 449, 457, 469, 496, 552, 553, 556) ; Wilson (p. 439, 452, 455, 459) ; Léon Say (p. 440, 557) ; Lefébure, *Sous-Secrétaire d'Etat des Finances* (p. 440, 445, 447, 450, 451, 474, 477) ; le baron de Janzé (p. 441); le baron de Soubeyran (p. 446, 447, 483); Maurice Rouvier (p. 451); Raoul Duval (p. 452, 459, 468); Prétavoine (p. 456) ; Ganivet (p. 458) ; Corne (p. 462) ; Magne, *Ministre des Finances* (p. 464, 486, 555); Delacour (p. 466) ; Pouyer-Quertier (p. 467) ; Chevandier (p. 470); Charles Rolland (p. 471) ; Alfred André (p. 476, 492) ; Carron (p. 477); Wolowski (p. 487, 490, 491) ; Clapier (p. 489, 490, 495) ; Keller (p. 550). = DISCUSSION GÉNÉRALE : Ouverture de la discussion [23 décembre] (t. 28, p. 496). — Considérations sur la situation financière et budgétaire (*ibid.* et suiv.). — Ont pris part aux débats : MM. Adrien Bonnet (p. 496) ; Magne, *Ministre des Finances* (p. 500, 516, 544, 548) ; Léon Say (p. 505, 535); Wolowski (p. 523) ; Chesnelong, *rapporteur général* (p. 532) ; Alfred André (Seine) (p. 536); Germain (p. 540, 548). — Clôture de la discussion générale [26 décembre] (p. 549). = ARTICLES DU PROJET DE LOI ; RECETTES [27 décembre] (t. 28, p. 566 à 614).—Rejet de l'amendement de M. de Saisy, relatif à la taxe sur les chevaux et les voitures (p. 570). — Observations incidentes sur l'exécution de la loi relative à l'impôt des allumettes (p. 579). — Adoption, au scrutin public, des amendements : de M. Ganivet, ayant pour objet de modifier le tarif des transports par la poste (p. 585); liste des votants (p. 610); de M. Guibal, relatif à l'abaissement du port des échantillons transportés par cette voie (p. 591, 608).—Amendement de M. le marquis de la Rochejaquelein, tendant à remettre en vigueur les ordonnances de 1839, le décret de 1865, et l'arrêté du 20 juillet 1871, relatifs à la nomination des trésoriers-payeurs généraux, percepteurs et receveurs particuliers (p. 599) : renvoi à la Commission des services administratifs (p. 613). = Sont entendus sur ces divers articles : MM. de Marcère (p. 566, 571, 572) ; Hervé de Saisy (p. 567, 569, 570, 591, 592, 593, 594, 611, 613); Chesnelong, *rapporteur général* (p. 568, 570, 574, 581, 582, 585, 587, 592, 595, 601, 606, 607, 610, 611); de Tréveneuc (p. 569); le baron Chaurand (p. 569) ; Lefébure, *Sous-Secrétaire d'Etat des Finances* (p. 571, 577, 579, 589, 594, 596, 597, 599, 607); André Folliet (p. 572) ; Wilson (p. 573, 575) ; Teisserenc de Bort (p. 575); Plichon (p. 576) ; le marquis de Dampierre (p. 576) ; Ganivet (p. 578, 583, 585, 607) ; Raudot (p. 579, 580, 595) ; Delpit (p. 581); Wolowski (p. 582, 583); de Tillancourt (p. 585, 587); Malartre (p. 588); Oscar de Lafayette (p. 588); Charles Rolland (p. 589, 598); Guibal (p. 590, 608); Schœlcher (p. 594, 610) ; Cézanne (p. 595, 596) ; des Rotours (p. 596) ; de la Rochejaquelein (p. 599, 601, 613) ; Magne, *Ministre des Finances* (p. 612). = Adoption, au scrutin public et à l'unanimité, de l'ensemble de la loi du Budget des recettes et des dépenses pour l'Exercice 1874 [29 décembre 1873] (t. 28, p. 614) ; liste des votants (p. 634). = Loi du 29 décembre 1873 (J. O., p. 8225 ; B. des L., n° 2606).

6 — Exposé des motifs et texte du projet de loi sur les nouveaux impôts et les augmentations d'impôts, proposés pour le Budget de 1874, présenté par M. Magne, *Ministre des Finances* [5 novembre 1873] (I., n° 1983; A., t. 27, an., p. 4; J. O., p. 6983). — Premier rapport, au nom de la Commission

cussion des ch
*Cultes* (p. 332.
Ont pris par
Janzé (p. 27
*Ministre*
*et des B*
319, 320
287) ; I
281, 2
316,
281
b
1



[illegible] tarif
[illegible] autres
[illegible] sur la pro-
[illegible] des ar-
[illegible] projet de loi
[illegible] = Disposi-
[illegible] d'impôts
[illegible] et à la
[illegible] *Finances*, en ce
[illegible] et les *bougies*
[illegible] de l'ensemble
[illegible] un second pro-
[illegible] (p. 665). = Ont pris
[illegible] des deux projets de
[illegible] Duprat (p. 627); Benoist
[illegible] (p. 628, 632, 649, 658 à
[illegible] (p. 628, 631); Magne,
[illegible] (p. 630, 652); Gam-
[illegible] Sebert (p. 641); Faye (p. 645);
[illegible] Mathieu-Bodet (p. 648);
[illegible] (p. 649); Dréo (p. 650, 654);
[illegible] Barrau (p. 653); Baucarne-
[illegible] Villain (p. 658); Leurent
[illegible] Paul Morin (p. 660); Rouher
[illegible] 666), Ancel (p. 661); Clapier (p. 662,



[illegible] p. 663); de Tillancourt (p. [illegible] Robert (p. 665). = Loi du [illegible] 1873 (J. O., p. 8265; B. des [illegible]

— [illegible]scussion des dispositions compri- [illegible] le projet de loi ci-dessus men- [illegible] ayant pour objet les droits sur les [illegible] *acquits-à-caution*, *droits d'entrée*) et [illegible] *huiles végétales* [31 décembre 1873] [illegible] 28, p. 673. — Adoption, au scrutin [illegible] de l'ancien article 16, relatif à l'aug- [illegible]entation des *droits d'entrée sur les bois-* [illegible] p. 688); liste des votants (p. 705); de l'ancien article 18, établissant des *droits sur les huiles autres que les huiles minérales* (p. 696); liste des votants (p. 707). — Adoption d'un article additionnel présenté par MM. Piccon, Bergondi et autres, relatif à la faculté de l'abonnement pour ce dernier impôt (p. 700). = Sont entendus : MM. Dréo (p. 674); Benoist d'Azy, *rapporteur* (p. 674, 675, 688, 694, 698); Guichard (p. 674, 676); Magne, *Ministre des Finances* (p. 676, 680, 684); Raudot (p. 678); Léon Say (p. 680, 682); Pagès-Duport (p. 683); Lucien Brun (p. 683); de Grasset (p. 684, 685, 687); Chesnelong (p. 687); Cotte (p. 689); Paris (du Pas-de-Calais) (p. 690); Bouchet (p. 693); Delacour (p. 695); Rouvier (696); Bergondi (p. 696); Scheurer-Kestner (p. 698); Paul Morin (p. 698); Piccon (p. 698). — Adoption de l'ensemble des nouveaux articles votés, formant le troisième projet de loi [31 décembre] (p. 700). = Loi du 31 décembre 1873 (J. O. de 1874, p. 1; B. des L., n° 2610).

8 — Deuxième rapport, au nom de la Commission du Budget, par M. Benoist d'Azy, sur le projet de loi concernant les nouveaux impôts et les augmentations d'impôts proposés pour le Budget de 1874 [23 janvier 1874] (I., n° 2183; A., t. 29, an., p. 154; J. O., p. 831). — Reprise de la discussion [30 janvier] (p. 384). — *Discussion générale* (p. 384 à 446). Incident relatif au double rappel à l'ordre de M. Lockroy (p. 412, 425, 447). — Sont entendus : MM. Magne, *Ministre des Finances* (p. 384 à 394); Léon Say (p. 394); Lockroy (p. 404 à 412; 447, 448); Dufournel (p. 413 à 417); Charton (p. 416); le comte Benoist d'Azy, *rapporteur* (p. 417); Dréo (p. 418 à 423); Germain (p. 423, 426 à 431); Charreyron (p. 425); le comte

Rampon (t. 29, p. 426, 448); Limayrac (p. 434); Feray (p. 432 à 439); Léonce de Lavergne, *Président de la Commission du Budget* (p. 439); Guichard (p. 441); Tirard (p. 444 à 446). — Clôture de la discussion générale [2 février] (p. 446). = *Discussion des articles* [3 février] (p. 448).— Contre-projet de M. Pascal-Duprat, ayant pour but l'établissement d'une taxe sur tous les capitaux (p. 448) : rejet de l'art. 1er de ce contre-projet (p. 460). — Contre-projet de M. Maurice Rouvier, relatif à l'établissement d'un impôt sur les revenus (p. 460) : rejet de la prise en considération (p. 464). — Contre-projet de M. Rouveure, proposant l'augmentation de l'impôt sur le sel et un impôt sur le revenu (p. 464) : retrait de la partie de cet amendement concernant l'impôt sur le revenu (p. 467). — Amendement de M. Clapier, ayant pour objet l'établissement d'un impôt sur les tissus (p. 473) : rejet de cet amendement au scrutin public (p. 490); liste des votants (*ibid.*). — Amendement de M. de Douhet, tendant à soumettre les factures à un impôt de timbre proportionnel (p. 493) : le renvoi à la Commission, demandé par son auteur, n'est pas prononcé (p. 500). — Incident relatif à l'ordre de la discussion (*ibid.*) : l'Assemblée décide, au scrutin public, après deux épreuves douteuses, que l'amendement de M. Léon Say, ayant pour but la création de 50 millions de bons de liquidation pour concourir au remboursement de partie de l'emprunt du Trésor à la Banque de France en 1874, sera mis immédiatement en discussion (p. 502); liste des votants (p. 503); rectification du scrutin (p. 503). — Nouveaux incidents sur le même sujet et sur des questions d'interprétation du Règlement (p. 508 à 513, 516). — Discussion du contre-projet de M. Léon Say (p. 516 et suiv.) : rejet au scrutin public (p. 533); liste des votants (*ibid.*). — Adoption, comme article 1er du projet de loi, de l'amendement présenté par M. Raudot et accepté par la Commission, ayant pour objet de déclarer que les augmentations d'impôts et les impôts nouveaux énumérés dans la présente loi sont établis à *titre temporaire* (t. 29, p. 537). — Contre-projet présenté par M. Vitalis, tendant à remplacer tous les nouveaux impôts proposés par la Commission du Budget par un demi-décime sur le montant de toutes les impositions directes et indirectes (p. 537) : rejet de la prise en considération (p. 538). — Art. 1er du projet de la Commission (devenu 2) [*Augmentation de moitié des divers droits fixes d'enregistrement perçus sur les actes extra-judiciaires*] (p. 538) : rejet de la demande de renvoi à la Commission, faite par MM. Rive et Léopold Faye, et adoption, au scrutin public, de l'article 2 (p. 552); liste des votants (p. 555). = Art. 2 (devenu 3) [*Augmentation de moitié du tarif du droit de timbre proportionnel établi sur les effets négociables ou de commerce, circulant en France*] (p. 552). — Amendement de MM. Aclocque et Feray, ayant pour objet de substituer aux articles 2 et 28 du projet, un impôt d'un décime sur le transport des voyageurs (*ibid.*) : rejet de la prise en considération (p. 554) — Adoption, au scrutin public, de l'article 2 de la Commission (p. 568); liste des votants (p. 575). — Disposition additionnelle proposée par M. Ducarre, tendant à modifier la proportionnalité de la taxe sur les effets de commerce (p. 568) : prise en considération et renvoi de cet amendement à la Commission (p. 568). Rapport verbal, par M. Benoist d'Azy, et adoption de l'amendement modifié par la Commission (p. 579, 580). — Adoption de l'ensemble de l'article ainsi rédigé (p. 580). = Art. 3 (devenu 4) [*Timbre des mandats, délégations et autres écrits non négociables, servant à une remise de fonds de place à place*] (p. 570). — Amendement de M. Guibal, ayant pour but de soumettre les chèques tirés de place à place aux mêmes droits de timbre proportionnel que les lettres de change (*ibid.*) : ajournement de la discussion de cet amendement à l'art. 7 (p. 574). — Renvoi de l'art. 3 à la Commission (p. 594). Rapport verbal, par M. Mathieu-Bodet, sur cet article, modifié par la Commission (p. 623). Adoption de la nouvelle rédaction (p. 631). = Art. 4 (devenu 5) [*Chèques*] (p. 591). — Amendement de M. Achille Adam, modificatif des dispositions contenues dans cet article (*ibid.*). Ajournement de tous les articles relatifs aux chèques (p. 604). Rapport verbal sur l'amendement de M. Adam, par M. Mathieu-Bodet (p. 631). Rejet de la première partie de cet amendement, relative à une nouvelle définition du

du Budget, par M. le comte Benoist d'Azy [15 décembre] (I., n° 2103; A., t. 28, an., p. 240; J. O. de 1873, p. 8218, 8290; de 1874, p. 24, 39). — Ouverture de la discussion [29 décembre] (p. 616). — *Discussion générale* (p. 616 à 626). Ont pris part aux débats, MM. de Ventavon (p. 616); Benoist d'Azy, *rapporteur* (p. 623); Tolain (p. 624). — *Discussion des articles* [1er projet de loi (p. 627 à 661). — Rejet, au scrutin public, de l'amendement de M. Raudot, ayant pour objet d'appliquer à la vente des rentes françaises le droit de transmission établi sur les autres valeurs mobilières (p. 633); liste des votants (p. 635). — Rejet de l'amendement de M. Sebert, tendant à exempter de la nouvelle taxe d'un demi-décime les droits d'enregistrement (p. 641, 650; de l'amendement de M. Baucarne-Leroux, ayant pour objet l'établissement d'un impôt sur le gaz, en remplacement des nouveaux droits sur les sucres et sur les huiles (p. 654, 659). — Adoption, au scrutin public, de l'article 2, comportant la surtaxe de 5 et 4 0/0 des impôts établis (p. 660); liste des votants (p. 669). — Adoption de l'article 3, relatif à la perception de la taxe des sucres, et des articles 21 et 22, concernant le tarif des douanes pour les *pétroles* et autres *huiles minérales* (p. 660, 661); rectification (p. 701). — L'Assemblée adopte, sur la proposition du rapporteur, l'ensemble des articles votés, pour en faire un projet de loi spécial [30 décembre] (p. 661). = Dispositions relatives à l'établissement d'impôts sur les *savons* et sur l'*acide stéarique*, et à la modification des tarifs de *douanes*, en ce qui concerne l'*acide stéarique* et les *bougies* (p. 662 et suiv.). — Adoption de l'ensemble de ces dispositions, formant un second projet de loi [même séance] (p. 668). = Ont pris part à la discussion des deux projets de lois : MM. Pascal-Duprat (p. 627); Benoist d'Azy, *rapporteur* (p. 628, 632, 649, 658 ... 668, *passim*); Raudot (p. 628, 631); Magn... *Ministre des Finances* (p. 630, 652); Gam... betta (p. 632); Sebert (p. 641); Faye (p. 64... Méline (p. 647); Mathieu-Bodet (p. 64... Raoul Duval (p. 649); Dréo (p. 650, 6... d'Abbadie de Barrau (p. 653); Baucar... Leroux (p. 654); Villain (p. 658); Le... p. 659, 664); Paul Morin (p. 660); Ro... p. 661, 666); Ancel (p. 661); Clapier (p...

664); Rouvier (p. 665); le général R... 30 décembre 187... L., n° 2608).

7 — Discussi... ses dans le pr... tionné, ayant ... *boissons* (*acquit*... sur les *huiles* ... (A., t. 28, p. ... public, de l'... mentation d... *sons* (p. 688) ... l'ancien ar... *sur les hui*... (p. 696); li... tion d'un ... MM. Pic... faculté d... impôt (... (p. 674)... 675, 68... Magne... 684); ... Pagè... de G... 687)... (p. ... Rou... Ke... (p... n... s... =

...mi- ... = ...si- ...Com- ...débats: ... Wo- ...67); Go- ...72, 657); ...uveure (p. ...pporteur (p. ...68); Clapier ...651); Pouyer- ...487, 501, 594 à ...vet (p. 471, 509); ...72, 545); Buffet, ...73, 546); le vicomte ...gne, *Ministre des* ..., 531, 546, 560 à ...mte de Douhet (p. ... Léon Say (p. 501, ...603, 627, 666); Feray ...p. 511, 512); le baron ...main (p. 528 à 531); ... *Président de la Com-* ...p. 533, 601, 672); Vitalis ...Rive (p. 538, 551); Ma- ...550, 573, 586, 587, 590, 602, ...663, 666, 670, 671, 672); ...aye (p. 547); Aclocque (p. ...7, 628, 641); Gouin (p. 563); ...565); Ducarre (p. 568, 579); ...6, 653, 654); Cottin (p. 574, ...André (p. 574, 590, 598, 625, ... 575, 586, 589, 630, 652); ...(p. 591 à 594, 627, 648, 671); le ...neyran (p. 599, 665); Langlois ...rcand (p. 626, 638, 646, 647, 652, ... Picard (p. 628, 650, 653); Du- ...647, 648, 652); Dufaure (p. 652); Le- ... — Sur la proposition de M. ...rgne, *Président de la Commission du* ... l'Assemblée décide qu'une loi spé... faite avec les articles 1 à 40, déjà ... concernant le timbre et l'enregistre... (p. 672). — Adoption de l'ensemble de ... de loi [19 février] (t. 29, p. 672). = ... du 19 février 1874 (J. O., p. 1377; B. des ...2710).

... — Suite de la discussion des Disposi... relatives aux augmentations d'impôts ... impôts nouveaux [12 février au 21 mars

…r…ur ou à ordre qu'elle aura
…on pendant chaque semes-
… : rejet de cet amendement,
…c (p. 694); liste des votants
…nendement de MM. Bidard,
…tres, proposant de remplacer
…deux dispositions ayant pour
…tion des décrets des 5 septem-
…tobre 1870, qui ont aboli le tim-
…s journaux et écrits périodiques,
…its sur leur transport par la poste
… discussion (t. 29, p. 695 et suiv.; t.
…); rejet, au scrutin public, de cet
…lement, retiré par M. Bidard et re-
…par M. Langlois (p. 14); liste des vo-
…s (p. 16). — Amendement de M. Méline
…rt. 12, relatif à l'augmentation de tous
…droits de mutation en ligne directe ou
…llatérale (p. 21) : retrait de cet amende-
…ent (p. 36). — Amendement de M. Raoul
…uval, ayant pour objet de porter à 2 0/0
les droits de mutation en ligne directe après
décès (p. 39) : retrait (p. 40). — Amende-
ment de M. Pagès-Duport, tendant à aug-
menter de 50 0/0 les droits de succession à
partir du 4e degré (p. 40) : retrait (p. 41). —
Rejet, au scrutin public, de l'art. 3 (ancien
art. 12), relatif à l'établissement d'une sur-
taxe de 50 cent. par 100 fr. sur les mutations
en ligne directe (t. 30, p. 47); liste des vo-
tants (p. 57). = Rapport verbal, par M. Be-
noist d'Azy, sur l'amendement de M. Pouyer-
Quertier, relatif à l'*exercice des raffineries* (t.
30, p. 47). — Débat sur cet amendement (p. 49
à 82) : modifié par son auteur, quant à la
date de l'application de l'exercice, il est re-
pris, dans sa rédaction primitive, par M.
Villain (p. 83); rejet, au scrutin public, de
l'amendement de M. Villain, avec la date
du 1er mai 1874 (p. 85); liste des votants (p.
86). — Incident relatif aux paroles pronon-
cées, à cette occasion, par M. Duvergier de
Hauranne (p. 84 à 86; 89 à 91). — Nouvel
amendement de M. Villain, ayant pour ob-
jet de fixer la date du 1er août 1874 comme
point de départ de l'exercice des raffineries
(p. 91) : prise en considération de cet amen-
dement (p. 92). — Sous-amendement de M.
Raoul Duval, tendant à faire acquitter à
la consommation, par les poudres blanches,
le même droit que les sucres raffinés exer-
cés, et à abolir toute surtaxe de douane
restant sur les sucres bruts (p. 92) :

…e
…g-
…ls
…ise
…ion
…rbal
…ment
…l. Ger-
…de M.
…tituer à
…pour but
…e à l'exer-
… 618): prise
…Commission
…12) [*Surtaxe*
*…décès en ligne*
…ent de M. de
…placer cet ar-
…le 10 fr. sur les
…nsidération et
… l'amendement
…sion et ajourne-
…mpôt des pianos
…ndement de MM.
…nt pour objet de
…nbre à la charge
…ur la moyenne des

prise en considération (t. 30, p. 95). — Prise en considération de l'amendement modifié de MM. Pouyer-Quertier et Paris (du Pas-de-Calais), ayant pour objet d'assujettir les raffineries à l'exercice à partir du 1er juillet 1875 (p. 95). — Ajournement de la discussion de l'amendement de M. Germain, relatif à l'augmentation de l'impôt du sucre, et de l'article relatif à l'impôt du sel (p. 97). — Prise en considération de l'amendement de M. Louis de Saint-Pierre (Manche), ayant pour objet de frapper d'une surtaxe les sucres de toute provenance jusqu'à l'établissement de l'exercice sur les raffineries (p. 99). — Amendement de M. Paris (du Pas-de-Calais), tendant à restreindre à la même durée le demi-décime à établir comme surtaxe sur le sel (*ibid.*). = Rapport spécial, au nom de la Commission du Budget, par M. Chesnelong, sur les amendements relatifs à la perception des droits sur les sucres, suivi d'un projet de résolution tendant à inviter le Gouvernement à poursuivre les négociations avec les puissances signataires de la convention de 1864, sur le régime international des sucres, en y introduisant le système de l'impôt à la consommation par l'*exercice des raffineries* [9 mars 1874] (I., n° 2270; A., t. 30, an., p. 110; J. O., p. 2541). — Reprise de la discussion [11 mars] (t. 30, p. 316).—Amendement de M. Raoul Duval au projet de résolution (*ibid.*). — Amendement de M. Villain, tendant à déclarer que les raffineries de sucre seront exercées comme les fabriques-raffineries, à partir du 1er août 1874 (p. 323) : rejet (p. 339). — Amendement de MM. Pouyer-Quertier et Paris (du Pas-de-Calais), ayant pour objet d'établir cette assimilation, à partir du 1er juillet 1875 (p. 339) : adoption, au scrutin public (p. 345); liste des votants (p. 353). — Retrait du projet de résolution de la Commission (p. 347).—Retrait de l'amendement de M. Louis de Saint-Pierre (p. 348). — Amendement de M. Germain, relatif à l'augmentation de l'impôt du sucre (p. 348) : rejet, au scrutin public, de cet amendement, retiré par son auteur et repris par M. Bastid (p. 367); liste des votants (p. 374). = Reprise de la discussion sur l'article 11 du projet de loi (devenu art. 2) [*Élévation de 10 fr. à 15 fr. par 100 kilog. du droit de consommation sur les sels*] (p. 367). — Contre-projet de M. le baron de Janzé, ayant pour but d'autoriser une émission de bons du Trésor, pour équilibrer en recettes et en dépenses le Budget de 1874 (t. 30, p. 367) : rejet (p. 368). —Amendement de MM. Wolowski, Léon Say et Tirard, tendant à porter le droit sur les sels de 10 fr. à 20 fr. les 100 kilog. (p. 368); retrait de cet amendement par M. Léon Say (p. 387). = Amendement de M. Pouyer-Quertier, ayant pour objet l'abréviation des délais pour le paiement des droits sur les sucres (p. 387) : prise en considération (p. 390). — Rapport verbal, par M. Benoist d'Azy (p. 393). — Rejet de l'amendement au scrutin public (p. 407); liste des votants (p. 413). = Rejet de l'article 11 du projet de loi [*Élévation de 10 fr. à 15 fr. du droit sur les sels*] (p. 412) : liste des votants (p. 415); rectifications (p. 419). = Amendement de M. de Lorgeril tendant à remplacer l'article 11, relatif à l'impôt du sel, par trois articles ayant pour objet l'établissement de taxes sur les portraits photographiques, sur les livrées des domestiques et sur le gaz (t. 30, p. 97) : rejet des deux premières parties et ajournement de la troisième (*ibid.*). = Rapport verbal, par M. le comte Benoist d'Azy, sur l'amendement de M. de Belcastel relatif à l'impôt sur les pianos (p. 99) : rejet de cet amendement (p. 101). = Art. 13 (ancien) et nouvel article 3 de la Commission [*Impôt sur la verrerie*] (p. 101) : rejet, au scrutin public, du paragraphe 1er de cet article, contenant le principe de l'impôt à établir (t. 31, p. 127); liste des votants (p. 129). = Art. 20 et suiv. (anciens) [*Impôt sur les alcools*] (p. 155 et suiv.). — Amendement de MM. Leurent et Léon Say, tendant à remplacer l'augmentation des droits sur l'alcool par le doublement du droit de circulation sur les vins (p. 155) : rejet au scrutin public (p. 164) : liste des votants (p. 179). — Discussion sur l'article 20 [*Augmentation des droits sur les alcools*] (p. 164 à 178) : rejet de cet article et, par suite, des articles 21 et 22 du projet de la Commission (p. 185); liste des votants (p. 202). = Amendement présenté par M. Claude (Meurthe-et-Moselle), concernant les alcools dénaturés, les vins dénaturés destinés à la fabrication du vinaigre et les acides pyroligneux (p. 185) : adoption du paragraphe ou article 1er de cet amendement

(t. 31, p. 489); renvoi des deux autres à la Commission (*ibid.*).—Rapport verbal par M. Benoist d'Azy, et retrait de ces parties de l'amendement par son auteur (p. 252). — Disposition additionnelle et transitoire relative à l'impôt sur les vinaigres, présenté par MM. Leurent, Testelin et autres (p. 432): prise en considération (p. 433). — Sur la demande de M. Leurent, l'article relatif aux alcools dénaturés, vinaigres, etc., est réservé, et la partie adoptée n'est pas inscrite dans la loi actuellement soumise au vote de l'Assemblée (p. 528). = Art. 23 [*Réduction de la quantité d'alcool accordée en franchise aux bouilleurs et distillateurs*] (p. 489) : adoption, au scrutin public (p. 494); liste des votants (p. 204); rectifications (p. 207). = Art. 24 [*Règlement d'administration publique pour assurer la perception de l'impôt*] (p. 494) : adoption (p. 485). = Art. 25 [*Viandes salées*] (p. 495) : ajournement (*ibid.*). Adoption de l'article, repris par M. Gaslonde (p. 428). = Art. 26 (ancien) [*Évaluation et cotisation des parcelles incultes ou improductives, devenues productives depuis la confection du cadastre*] (p. 495). — Rejet de l'amendement de M. Langlois relatif à la révision du cadastre (p. 202). — Adoption du paragraphe 1er de l'article, au scrutin public (p. 225): liste des votants (*ibid.*). — Amendement de M. Guichard tendant à ajouter à ce paragraphe une disposition à l'effet d'en ajourner l'application pendant dix ans après la mise en culture des parcelles improductives (t. 30, p. 240) : prise en considération et renvoi à la Commission de cet amendement (p. 241).—Rejet d'une autre addition proposée par M. Guichard au paragraphe 2, et adoption des deux derniers paragraphes de l'article 26 (p. 242). — Rapport verbal par M. Benoist d'Azy : adoption du premier amendement de M. Guichard, modifié par la Commission, et, au scrutin public, de l'ensemble de l'article (p. 251): liste des votants (p. 265). = Art. 27 (ancien): adoption sans discussion (p. 242). — Disposition additionnelle, proposée par M. de Ventavon, ayant pour objet de faire présenter à l'Assemblée, avant le vote de la loi de finances de 1875, un nouvel état de répartition de la contribution foncière entre les 86 départements (p. 242) : prise en considération de cet amendement (p. 246) : retrait par son auteur (t. 31, p. 251). = Art. 28 [*Taxe sur les transports en chemins de fer par petite vitesse*] (p. 252). — Rejet de l'amendement de M. Pouyer-Quertier, tendant à percevoir trois décimes et demi sur les contributions mobilière et des portes et fenêtres (p. 285), et retrait des autres amendements (p. 285, 286). — Adoption, au scrutin public, de l'article 28 (p. 287); liste des votants (*ibid.*). — Article additionnel proposé par M. Caillaux, ayant pour objet : 1° d'étendre l'impôt de la petite vitesse à toutes les entreprises de transport par terre et par eau ; 2° d'exempter de cet impôt le transport des marchandises en transit ou directement expédiées à un pays étranger, ou sur des chemins de fer à moins de 60 kilomètres de distance; 3° de réduire le droit de timbre des récépissés (p. 292) : rejet de la prise en considération du premier et des deux derniers paragraphes de cet article, et prise en considération des autres (p. 295). — Rectification au Compte rendu (p. 313). — Adoption du 1er paragraphe du nouvel article proposé par la Commission [*Exemption des marchandises en transit*] (p. 429). — Prise en considération d'un amendement de M. Peltereau-Villeneuve, relatif au transport des matières premières expédiées à destination de l'étranger (p. 430). Rapport verbal, par M. Benoist d'Azy (t. 30, p. 469) : rejet de l'amendement et adoption du 2e paragraphe du nouvel article de la Commission (p. 474). — Amendement de MM. Aclocque et Palotte, tendant à exempter les houilles et les cokes, et à les frapper, en compensation, d'un droit d'extraction et d'une surélévation des droits de douanes (*ibid.*) : prise en considération (p. 475). Rapport verbal, par M. Peltereau-Villeneuve (p. 521). Rejet, au scrutin public, du paragraphe 1er de l'amendement et retrait du second (p. 527); liste des votants (p. 538). — Nouvel article proposé par la Commission, ayant pour objet de faire déterminer par un règlement d'administration publique les conditions sous lesquelles les exemptions seront accordées (p. 527) : adoption (p. 528). — Réunion en un seul article des deux nouveaux articles votés et adoption de l'ensemble (p. 528). = Amendement de M. Tolain, fixant les délais de transport au-dessous desquels la taxe de petite vitesse

ne sera pas prélevée (t. 31, p. 295) : rejet de la prise en considération (p. 297). — Amendements de MM. Léon Say et de Ravinel, tendant à exempter du droit de timbre des récépissés et de la taxe de petite vitesse les expéditions faites à une distance maximum de 60 kilomètres ou sur des chemins de fer d'intérêt local (p. 297) : rejet de la prise en considération (*ibid.*). = Art. 29 [*Suspension temporaire de la taxe en ce qui concerne les céréales*] (p. 297) : adoption sans discussion (*ibid.*). — Amendement de M. de Tillancourt, ayant pour objet l'établissement, au profit de l'Etat, d'un impôt sur l
aux usages privés d'éclairage
(p. 298) : rejet de la demand
Commission (p. 309), et de l'
scrutin public (p. 310); liste
rectification (p. 313). — An
M. Hervé de Saisy, ay
blissement de diverses
sucre, les vins de Cham
supérieurs, les chev
maître, et les articles d
prise en considératio
tif au gaz et rejet des
(p. 422, 423). — Amend
ayant pour objet de s
d'accise les fils de cot
de lin, de chanvre et u
l'intérieur ou importés de l'exter
prise en considération (p. 432). —
additionnel, proposé par M. Paul
tendant à ajouter 20 centimes au
de la contribution mobilière (p. 4
de la prise en considération (*ibid.*). — Am
dements de MM. Guichard et Courcelle, relatifs à l'établissement d'une retenue proportionnelle à exercer sur l'indemnité des membres de l'Assemblée nationale et sur les traitements et salaires des fonctionnaires ou employés civils (t. 30, p. 433) : rejet de l'amendement de M. Guichard et retrait de celui de M. Courcelle (p. 435). — Dispositions additionnelles présentées par M. de Douhet, tendant à établir une taxe nouvelle sur les ouvertures destinées, dans les habitations et les usines, à aspirer la fumée (p. 436) : rejet de la prise en considération (*ibid.*). — Disposition additionnelle présentée par M. Wolowski, ayant pour objet de modifier l'article 8 de la loi du 22 frimaire an VII, relatif aux transmissions d'immeubles et de l'usufruit des immeubles par décès ou à titre gratuit, en ce qui concerne la base des évaluations (p. 436) : rejet (p. 438). — Article additionnel, présenté par M. Pascal-Duprat, ayant pour but de faire cesser la perception des impôts établis par les lois nouvelles à partir du 1er janvier 1878 (p. 438) : rejet (p. 439). = Observations sur la nécessité de promulguer, comme loi spéciale, les articles déjà votés du présent projet de loi (p. 489). — Sur la demande du Ministre de l'Agriculture et du Commerce, l'Assemblée vote sur l'ensemble du projet de loi concernant les impôts nouveaux, sauf le travail ultérieur de coordination des articles par la Commission [21 mars] (t. 30, p. 528). = Ont pris part aux débats : MM. le vicomte de Lorgeril (t. 29, p. 604; t. 30, p. 97); Parent (t. 29, p. 607 à 612 ; t. 30, p. 44); le comte Benoist d'Azy, *rapporteur* (t. 29, p. 612, 672, 673, 684, 699; t. 30, p. 12, 21, 36, 47, 99, 103, 104, 127, 150, 164, 187, 188, 250, 251, 304, 315, 392, 393, 427, 435, 437, 469, 527); de Lamberterie (t. 29, p. 613); de Castellane (t. 29, p. 615; t. 30, p. 408); Ganivet (t. 29, p. 616); Wallon (t. 29, p. 616); Germain (t. 29, p. 617, 673; t. 30, p. 168 à 173, 178, 348, 439); Clapier (t. 29, p. 618; t. 30, p. 329 à 332, 430); de Belcastel (t. 29, p. 622, 673 à 676, 678, 679; t. 30, p. 21, 100); Méline (t. 29, p. 674; t. 30, p. 21 à 28, 35, 36); Flotard (t. 29, p. 674); Victor Lefranc (p. 675); Léon Say (p. 676 ; t. 30, p. 103, 155, 163, 164, 297, 307, 381, 387, 476, 524); Bethmont (t. 29, p. 676; t. 30, p. 402); Magne, *Ministre des Finances* (t. 29, p. 677, 692; t. 30, p. 78, 83, 84, 220 à 223, 255 à 263, 280 à 283); Raudot (t. 29, p. 677, 684 à 688; t. 30, p. 218); Ducarre (t. 29, p. 678; t. 30, p. 188, 302, 307); Lespinasse (t. 29, p. 679 à 682, 693); Alfred André (p. 684, 688 à 692); Bidard (t. 29, p. 694 à 699; t. 30, p. 6, 12, 13); de Montgolfier (t. 29, p. 699, 700; t. 30, p. 526); Savary (t. 29, p. 699, 700; t. 30, p. 116 à 122, 126); Francisque Rive (t. 30, p. 6); le duc de Broglie, *Vice-Président du Conseil, Ministre de l'Int*
(p. 11); Ernest Picard (p. 11, 104, 126)
glois (p. 12, 102, 194, 199, 347); Ferd
Boyer, du Bodan (p. 92); Léonce de Le
gne, *Président de la Commission du B*
(p. 12, 99, 195, 196, 198, 208, 215 à 21
489); Raoul Duval (p. 12, 39, 82, 94,
322, 427); Barthe (p. 28 à 34); Pagès-D

(t. 30, p. 40); Sebert (p. 40, 45); Pouyer-Quertier (p. 49, 69, 77, 83, 274 à 280, 341, 344, 347, 387 à 390, 394, 395 à 401, 403) ; Deseilligny, ***Ministre de l'Agriculture et du Commerce*** (p. 61, 339, 347, 381 à 386, 387, 399, 391, 403, 476, 490, 491, 524, 528) ; le duc Decazes, ***Ministre des Affaires étrangères*** (p. 73, 343) ; Paris (du Pas-de-Calais) (p. 81, 82, 94, 96, 99, 343, 345, 348, 356 à 359) ; Henri Villain (p. 82, 83, 84, 85, 92, 322, 323 à 329, 342) ; Duvergier de Hauranne (p. 84, 85, 86, 89, 90) ; Buffet, ***Président de l'Assemblée*** (p. 83 à 86, 90, 91, 102, 196 à 198, 323, 489) ; Gaslonde (p. 96, 424, 428) ; Delacour (p. 99, 304, 306) ; Louis de Saint-Pierre (Manche) (p. 99) ; Tirard (p. 102, 103, 126, 127, 401) ; Casimir Perier (p. 104, 105 à 110, 122) ; le baron de Ravinel (p. 123) ; Bocher (p. 159, 173 à 178, 398, 403 à 407) ; Mestreau (p. 164) ; Claude (Meurthe-et-Moselle) (p. 185, 187, 251, 433, 528) ; Arthur Legrand (p. 189) ; Wilson (p. 192, 489, 490) ; André (de la Charente) (p. 193) ; Mathieu-Bodet (p. 196, 197, 223) ; Martial Delpit (p. 198, 209) ; Alfred Dupont (p. 199, 211 à 215, 339) ; Feray (p. 207, 252 à 255) ; Guichard (p. 240, 241, 433) ; de Ventavon (p. 242 à 245, 251) ; George (des Vosges) (p. 263) ; Tolain (p. 265, 286, 295) ; Rouvier (p. 270 à 274, 439) ; Francisque Reymond (p. 283) ; Malartre (p. 284) ; Caillaux (p. 285, 292, 469) ; de Tillancourt (p. 298, 305, 308, 309) ; Vautrain (p. 305) ; Leurent (p. 308, 346, 433, 528) ; Chesnelong (p. 333, 336 à 339, 341, 343, 344, 347, 402, 403) ; Fouquet (p. 336) ; Bastid (p. 348, 349 à 352, 367, 378) ; Vidal (p. 359) ; de Mahy (p. 363) ; de Janzé (p. 367) ; Wolowski (p. 368 à 373, 378 à 381, 436, 437) ; Ducuing (p. 407, 408, 423, 426) ; Monnot-Arbilleur (p. 408 à 411) ; de Saisy (p. 421, 428, 491) ; Cordier (p. 425) ; Peltereau-Villeneuve (p. 429, 471, 521) ; Paulin Gillon (p. 432) ; Courcelle (p. 435) ; Lefébure, ***Sous-Secrétaire d'Etat des Finances*** (p. 438, 439, 472) ; Pascal-Duprat (p. 438) ; Aclocque (p. 474, 525) ; Brame (p. 522). = Adoption de l'ensemble du projet de loi, avec réserve de l'article concernant les vinaigres [21 mars] (t. 30, p. 528). = Loi du 21 mars 1874 (J. O., p. 2193 ; B. des L., n° 2829).

10— Texte de la proposition de M. Tirard, tendant à rectifier la loi du 31 décembre 1873 sur les impôts nouveaux en ce qui concerne la garantie des ouvrages d'or et d'argent [14 janvier 1874] (I., n° 2166 ; A., t. 29, p. 83, an., p. 64 ; J. O., p. 448). — L'urgence est déclarée et la proposition renvoyée à la Commission du Budget (A., t. 29, p. 84). — Rapport, par M. le comte Benoist d'Azy [10 février] (I., n° 2209 ; A., t. 29, an., p. 296 ; J. O., p. 1397) (1).

### § V. — *Exercice 1875.*

1 — Exposé des motifs et texte de la proposition de M. le général Loysel, tendant à faire examiner le Budget du Ministère de la Guerre, pour l'Exercice 1875, par les Commissions de la réorganisation de l'armée et du Budget réunies [19 décembre 1873] (I., n° 2126; A., t. 28, p. 121, et an., p. 283; J. O. de 1874, p. 78). — Demande d'urgence, par M. le général Loysel (p. 422). — Sont entendus : MM. Lefébure, ***Sous-Secrétaire d'Etat des Finances***, Chesnelong, le général Loysel (*ibid.*). — L'urgence n'est pas déclarée (*ibid.*). — Rapport sommaire, par M. du Breuil de Saint-Germain [17 janvier 1874] (I., n° 2172; A., t. 29, an., p. 109; J. O., p. 828). — Discussion sur la prise en considération [29 janvier] (p. 368). — Sont entendus : MM. Raudot (p. 368); le général Loysel (p. 368, 369); Tirard (p. 369); Gambetta (p. 370); Deseilligny, ***Ministre de l'Agriculture et du Commerce*** (p. 371); du Breuil de Saint-Germain, ***rapporteur*** (p. 372). — Rejet des conclusions de la Commission, tendant à la prise en considération de la proposition (p. 373).

2 — Exposé des motifs et texte du projet de loi portant fixation du Budget général des recettes et des dépenses de l'Exercice 1875, présenté par M. Magne, ***Ministre des Finances*** [12 janvier 1874] (I., n° 2160; A., t. 29, an., p. 6; J. O., p. 704). — Incident relatif à la fixation du jour de la nomination de la nouvelle Commission du Budget [30 janvier] (p. 395): MM. Lepère (p. 395, 396); Buffet, ***Président*** (p. 395); Ancel, de Soubeyran (p. 396). — Rejet, au scrutin public, de la demande d'ajournement de cette nomination (p. 397);

(1) Cette proposition a été retirée le 15 décembre 1874, par lettre adressée au Président de l'Assemblée.

ne sera pas prélevée (t. 31, p. 295) : rejet de la prise en considération (p. 297). — Amendements de MM. Léon Say et de Ravinel, tendant à exempter du droit de timbre des récépissés et de la taxe de petite vitesse [illegible] expéditions faites à une distance [illegible] de 60 kilomètres ou sur des chemins d'intérêt local (p. 297) : rejet de la considération (*ibid.*). = Art. [illegible] *temporaire de la taxe en* [illegible] *céréales*] (p. 297) : adoption [illegible] (*ibid.*). — Amendement de [illegible] ayant pour objet l'établ[illegible] de l'Etat, d'un impôt [illegible] aux usages privés d'[illegible] (p. 298) : rejet de la [illegible] Commission (p. 3[illegible] scrutin public p. [illegible] rectification p. [illegible] M. Hervé de S[illegible] blissement d[illegible] sucre, les [illegible] supérieur[illegible] maître, [illegible] prise e[illegible] tif au [illegible] (p. 4[illegible] ayan[illegible] d'a[illegible] de [illegible]

[illegible] du pro[illegible] des de[illegible] Guerre pour [illegible] M. le général [illegible] 22 juillet [illegible] p. 158; J. O., [illegible]

[illegible] 1871-1876 [illegible] — Renvoi à la Commission du [illegible] (A., t. 33, p. 283). — [illegible] discussion, voir ci-après, n° 14.

[illegible] motifs et texte des dispo[illegible] nelles au projet de Budget [illegible] du Ministère de la Guerre [illegible] 1875, présenté par M. le [illegible] ssey, *Ministre de la Guerre* [22 [illegible] I., n° 2579; A., t. 33, an., p. [illegible] 5684). — Renvoi à la Com[illegible] Budget [même séance] (A., t. [illegible]). — Pour le rapport supplémen[illegible] la discussion, voir ci-après, n° 14.

— Exposé des motifs et texte des dispo[illegible] additionnelles au projet de Budget [illegible] Beaux-Arts pour l'Exercice 1875 (*Expo[illegible] des œuvres des artistes vivants*), pré[illegible] par M. le vicomte de Cumont, *Ministre de l'Instruction publique, des Cultes et des Beaux-Arts* [25 juillet 1874] (I., n° 2595; A., t. 33, an., p. 178; J. O., p. 5714) (1).

10 — Incident relatif à l'état de l'examen des diverses questions concernant l'équilibre des Budgets de 1874 et 1875 [1er juin 1874] (A., t. 31, p. 238). — Sont entendus : MM. Delacour (p. 238); Mathieu-Bodet, *Président de la Commission du Budget* (p. 238, 239); Tirard, de Lavergne, Deseilligny (p. 239); de Tillancourt (p. 240).

11 — Exposé des motifs et texte de la proposition de M. Wolowski, relative aux moyens de mettre en équilibre le Budget de l'Exercice 1875 (*Conversion de l'Emprunt Morgan et de la dette restant à solder sur les avances de la Banque de France*) [1er juin 1874] (I., n° 2412; A., t. 31, an., p. 472; J. O., p. 3795). — Renvoi de cette proposition à la Commission du Budget [même séance] (A., t. 31, p. 219). — Rapport et discussion, voy. le n° suivant.

12 — Exposé des motifs et texte du projet de loi tendant à établir un demi-décime additionnel à diverses Contributions indirectes, présenté par M. Caillaux, *Ministre des Finances par intérim* [5 juin 1874] (I., n° 2429; A., t. 32, an., p. 9; J. O., p. 4188). —

(1) Ces dispositions ont fait l'objet d'un rapport et d'une loi spéciale : Voir l'art. CRÉDITS, § IX, *Instruction publique, Cultes et Beaux-Arts.*

au nom de la Commission du ..., sur ce projet de loi et sur ... de M. Wolowski, mentionnée ... numéro [29 juin 1874] (L., n° ..., an., p. 290; J. O., p. 4609).— ... de ce projet de loi et de cette ... sition [10 juillet] (t. 33, p. 48).—*Discussion générale* (p. 48 à 83). — *Discussion des articles* (p. 95 et suiv.). — Rejet de la prise en considération du contre-projet de M. Paul Cottin, ayant pour objet une réduction de 60 millions sur le Budget des dépenses (p. 95). — Amendement de M. Ambroise Joubert, ayant pour objet l'addition d'un décime à l'impôt du sel (p. 95): prise en considération (p. 96). — L'Assemblée décide qu'elle commencera la discussion des divers systèmes d'équilibre du Budget par les propositions d'impôts (p. 99). — Rejet de la prise en considération d'un amendement de M. de Tillancourt, relatif à l'établissement d'un impôt sur le gaz (p. 101).— Rapport verbal, par M. Ancel, sur l'amendement précité de M. Ambroise Joubert, relatif à l'augmentation de l'impôt du sel (p. 112). Discussion de cet amendement (p. 118 à 132) : rejet, au scrutin secret, par appel nominal (p. 133); liste des absents constatés par cet appel (*ibid.*). — Incident relatif aux observations de M. le Ministre des Finances sur la proposition de la Commission ayant pour objet la modification du traité entre l'Etat et la Banque de France (p. 136 à 139). — Art. 1er du projet du Gouvernement [*Demi-décime additionnel à diverses Contributions indirectes*] (p. 139) : rejet de cet article, au scrutin public (p. 146); liste des votants (p. 151). — Amendement de M. Gouin, ayant pour objet de créer des Bons de liquidation trentenaires pour payer les subventions dues aux Compagnies de chemins de fer à titre de garantie d'intérêts (p. 159): M. Gouin déclare se rallier à l'amendement de M. Pouyer-Quertier, tendant à réduire l'application de ce système aux deux Exercices 1874 et 1875 (p. 178). Rejet de ce dernier amendement, au scrutin public (p. 180); liste des votants (*ibid.*). Rejet de la prise en considération : de l'amendement de M. le baron de Jouvenel, relatif au remboursement de l'emprunt Morgan (t. 33, p. 186); de l'amendement de M. le baron de Ravinel, ayant pour objet une émission de Bons du Trésor (p. 190); de celui de M. de Belcastel, relatif à l'établissement d'un timbre proportionnel sur les factures (t. 33, p. 191). — Prise en considération de l'amendement de M. Alfred André, tendant à inscrire aux recettes du Budget de 1874 les 45 millions restant libres sur les crédits ouverts à l'Etat par la Banque de France (p. 189). Rapport verbal sur cet amendement, par M. Gouin (p. 205). Retrait, par M. André (p. 214).—Rejet de la demande d'ajournement de la proposition de la Commission (p. 216). — Discussion de ce projet de résolution, tendant à inviter le Ministre des Finances à négocier avec la Banque de France la réduction à 150 millions de francs du remboursement annuel de la dette contractée par l'Etat vis-à-vis de la Banque de France (p. 216 à 223). = Ont pris part aux débats : MM. Adrien Bonnet (t. 33, p. 48 à 50); Magne, *Ministre des Finances* (p. 50 à 58; 69 à 75; 84, 98, 121 à 125; 126, 137, 139 à 144); Wolowski, *rapporteur* (p. 58 à 63, 84, 85, 96, 97, 136, 139, 144, 190, 215, 222); Paul Cottin (p. 67); Bocher (p. 75 à 83); Langlois (p. 84, 85); Testelin (p. 86, 96); Ambroise Joubert (p. 86, 95); de Ventavon (p. 96); Gouin (p. 97, 150 à 166; 178, 205); Ancel (p. 97); Pouyer-Quertier (p. 98, 121, 125 à 130, 171 à 176); Mathieu-Bodet (p. 98); de Tillancourt (p. 99, 100); Germain (p. 99, 132, 218 à 221); de Saisy (p. 117, 118); Ancelon (p. 118 à 120); Buffet, *Président de l'Assemblée* (p. 127, 131, 145); Caillaux, *Ministre des Travaux publics* (p. 130, 166 à 171, 172, 221); Rouher (p. 130, 131); le marquis de Plœuc (p. 144, 145, 216, 218); Tirard (p. 144, 145); Mathieu-Bodet (p. 176 à 178); le baron de Jouvenel (p. 185); Alfred André (p. 187, 212 à 214); le baron de Ravinel (p. 189); de Belcastel (p. 191); le baron de Soubeyran (p. 214); Ernest Picard (p. 217). = Adoption, au scrutin public, du projet de résolution de la Commission du Budget [18 juillet 1874] (t. 33, p. 223); liste des votants (p. 228); rectifications (p. 231).

13 — Projet de loi relatif à la nouvelle Convention conclue entre l'Etat et la Banque de France tendant à affecter 40 millions sur le produit de cette opération financière aux ressources extraordinaires du Budget de 1875, voy. BANQUE DE FRANCE, n° 11.

14 — Rapports au nom de la Commission

du Budget de 1875 sur les Budgets des dépenses des divers Ministères pour cet Exercice : par M. Rousseau (*Travaux publics*) [13 mai et 28 juillet 1874] (I., nos 2368 et 2625; A., t. 31, an., p. 21, et t. 34, an., p. 35; J. O., p. 3653, 3681, 3714, 5914); — par M. de Rainneville (*Affaires étrangères*) [15 mai] (I., n° 2381; A., t. 31, an., p. 54; J. O., p. 3837); — par M. Léon Say (*Finances*) [19 mai et 27 juillet] (I., nos 2391 et 2606; A. t. 31, an., p. 407, et t. 33, an., p. 198; J. O., p. 4019, 4036, 4058, 4155, 5788); — par M. Cordier (*Agriculture et Commerce*) [23 mai, 8 et 29 juillet] (I., nos 2404, 2525, 2626; A., t. 31, an., p. 450; t. 33, an., p. 6; t. 34, an., p. 34, 35; J. O., p. 4189, 5499, 5944); — par M. Benoist (Meuse) (*Intérieur*) [13 mai] (I., n° 2367; A., t. 31, an., p. 3; J. O., p. 2920, 3954); — par M. Peltereau-Villeneuve (*Gouvernement général civil de l'Algérie*) [13 juin] (I., n° 2470; A., t. 32, an., p. 204; J. O., p. 4611, 4664, 4682); — par M. Vidal (*Justice*) [8 juin] (I., n° 2437; A., t. 32, an., p. 25; J. O., p. 4488); (*Légion d'honneur* [8 juin] (I., n° 2438; A., t. 32, an., p. 30; J. O., p. 4494); (*Imprimerie nationale*) [8 juin] (I., n° 2439; A., t. 32, an., p. 35; J. O., p. 4365); — par M. Bardoux (*Instruction publique et Cultes*) [2 juin] (I., n° 2416; A., t. 31, an., p. 478; J. O., p. 4331, 4360); — par M. le comte d'Osmoy (*Beaux-Arts*) [13 juin] (I., n° 2475; A., t. 32, an., p. 240; J. O., p. 4906); — par M. le vice-amiral baron de la Roncière le Noury (*Marine et Colonies*) [2 juillet] (I., n 2511; A., t. 32, an., p. 346; J. O., p. 5275); — par M. le colonel comte O. de Bastard (*Guerre*) [17e t27 juillet] (I., nos 2563 et 2612; A., t. 33, an., p. 52 et 219; J. O., p. 5715, 5795). = Rapport général, sur les recettes et les dépenses de l'Exercice 1875, par M. Léon Say [29 juillet] (I., n° 2628; A., t. 34, an., p. 47; J. O., p. 5947, 5964). — Rapport, par M. Peltereau-Villeneuve, sur l'établissement de différents impôts en Algérie [3 août] (I., n° 2681; A., t. 34, p. 328; J. O., p. 6028). = Discussion du Budget des dépenses pour l'Exercice 1875 [21 juillet au 5 août] (t. 33, p. 248). — 1re Partie, FINANCES : DETTE PUBLIQUE ET DOTATIONS (t. 33, p. 248, et t. 34, p. 219). Questions : de l'augmentation du crédit pour les pensions civiles, de la loi nouvelle à présenter sur cette matière, et de l'application du décret du 15 novembre 1873 sur la limite d'âge des fonctionnaires du Ministère des Finances (t. 33, p. 249 à 259); de la négociation du nouveau traité intervenu entre l'Etat et la Banque de France (t. 34, p. 219 et suiv.). — AFFAIRES ÉTRANGÈRES (t. 33, p. 259). Incidents relatifs : à l'observation des Capitulations concernant la situation des Français en Egypte (p. 259 à 263); à la mission des Envoyés du Gouvernement français au Congrès de Bruxelles pour le règlement des relations entre les belligérants (p. 263 à 265). — INTÉRIEUR (p. 266 à 276). — ALGÉRIE (p. 276). Question de la création de villages d'Arabes chrétiens (p. 278 à 283, 361 à 364). — FINANCES (p. 283, 284). — INSTRUCTION PUBLIQUE (p. 285 à 294). Ajournement des chapitres concernant l'instruction primaire, par suite de l'examen, par une Commission spéciale, des questions relatives au traitement des instituteurs primaires et à leur retraite (p. 294, 395). Reprise de la discussion (A., t. 34, p. 143). Observations tendant à faire mettre à l'ordre du jour, avant le vote du Budget, la discussion des conclusions du rapport de la Commission spéciale précitée (p. 143 et suiv.) : rejet de cette demande et vote des chapitres ajournés (p. 149, 150). — JUSTICE (t. 33, p. 347). Observations sur les projets de réorganisation de la Magistrature (p. 348, 349). — CULTES (t. 34, p. 141). Observations sur le retard apporté au payement des traitements des membres du clergé inférieur (p. 142). — MARINE ET COLONIES (t. 33, p. 365). Question des cadres des officiers de marine (p. 366 à 373). Observations sur la ferme des jeux en Cochinchine (p. 388). — BEAUX-ARTS (t. 33, p. 396). Questions : de l'emploi des subventions aux théâtres lyriques (p. 397 à 399); des travaux exécutés au Louvre pour l'installation des tableaux non placés, et de l'envoi de certains de ces tableaux aux Musées de province (p. 399 à 401). — GUERRE (*ibid.*). Observations relatives à la défense des frontières des Alpes (t. 34, p. 3 à 6). Prise en considération : d'un amendement de MM. les généraux Loysel, Frébault et Martin des Pallières, tendant à accorder une subvention à la *Réunion des officiers* (p. 8); d'un amendement des mêmes Députés et de plusieurs autres membres de la Commission de l'armée, ayant pour objet d'ajouter au chapitre VI un crédit de 5 millions, destiné à réunir en 1875 les hommes

de la disponibilité et de la réserve de l'armée active (t. 34, p. 15).— Adoption de l'augmentation du crédit de 10,000 fr. étendue aux *Réunions des officiers* (p. 133). — Retrait de l'amendement de MM. les généraux Charton, Loysel et autres, relatif à l'instruction des réservistes (p. 136). — Observations concernant la suppression des congés de semestre (p. 139). — Incident relatif à la mauvaise qualité de la viande fournie à la troupe (p. 138, 141).— AGRICULTURE ET COMMERCE (t. 34, p. 160). Question des fermes-écoles (p. 160, 165). Observations sur la rédaction des *Annales du Commerce extérieur* (p. 172). — TRAVAUX PUBLICS (p. 174). Observations : sur les établissements destinés à la pisciculture (p. 179) ; sur le système de payement des subventions de l'Etat aux Compagnies concessionnaires de chemins de fer (p. 182) ; sur l'installation en divers locaux des services du Ministère de l'Intérieur, à Paris (p. 186) ; sur l'état du projet de chemin de fer de grande ceinture autour de Paris (p. 195). — FINANCES *(Frais de régie, de perception, etc., des impôts et revenus publics)* (t. 34, p. 214). Observations sur : l'inexécution de la loi relative à la réunion de certains services des postes et des télégraphes (p. 217) ; la fabrication des timbres-poste (p. 218) ; le droit de résiliation par l'État du traité conclu avec la Compagnie des Messageries maritimes (p. 219).—Adoption de l'article 1er (BUDGET GÉNÉRAL) (p. 231).= Art. 2 (IMPOTS AUTORISÉS) (*ibid.*). Rejet, au scrutin public, de l'amendement de M. Rouvier, ayant pour objet l'établissement d'un impôt sur les revenus (t. 34, p. 233) ; liste des votants (p. 247). — Rejet d'un amendement de M. Léopold Limayrac, ayant pour objet d'appliquer aux rentes françaises les droits de transmission établis sur les valeurs mobilières (p. 238). — Rejet, au scrutin public, du premier paragraphe de l'article 2, établissant au profit du Trésor, en 1875, 10 centimes additionnels sur les contributions foncière, personnelle et mobilière et des portes et fenêtres (p. 269) ; liste des votants (p. 293). — Adoption d'une disposition additionnelle à ce paragraphe, proposée par la Commission, ayant pour objet la présentation dans la loi de finances de 1876 d'un projet de nouvelle répartition du principal de la contribution foncière entre les départements (t. 34, p. 269). — Rejet du troisième paragraphe de l'article relatif à la suppression des exceptions aux centimes additionnels des patentes (p. 271). — Adoption : des articles 2 et 3 (p. 271) ; des articles 4 et 5 (p. 276). = Art. 6 (ÉVALUATION DES VOIES ET MOYENS, ET RÉSULTAT GÉNÉRAL DU BUDGET) (p. 276). Rejet de l'amendement de M. le comte d'Aboville, tendant à réduire le taux des versements résultant des engagements conditionnels d'un an (p. 278). — Observation sur le système des transactions en matière de répression des fraudes de Douanes (p. 278). — Adoption des articles 6 et 7, avec les chiffres primitifs du projet de la Commission (p. 278, 279). = Art. 8 à 18 (BUDGET DES DÉPENSES SUR RESSOURCES SPÉCIALES) : adoption, sans discussion (p. 279, 280). = Art. 19 (SERVICES SPÉCIAUX RATTACHÉS POUR ORDRE AU BUDGET) : adoption, sans discussion (p. 280, 281). = Art. 20 à 22 (MOYENS DE SERVICE ET DISPOSITIONS DIVERSES) : adoption, sans discussion (p. 281). = Art. 23 à 28 (DISPOSITIONS GÉNÉRALES) (p. 281). Rejet, au scrutin public, de l'amendement de Mgr Dupanloup et de MM. de Belcastel, Chesnelong, Keller et autres, ayant pour objet de donner aux pères et mères ou tuteurs la faculté de faire usage, dans un établissement libre, des bourses qui leur ont été consenties pour leurs fils ou pupilles (p. 284) ; liste des votants (p. 294). — Adoption de l'article 28 et dernier (p. 284). = Ont pris part aux débats : MM. Léon Say, *rapporteur général du Budget* (A., t. 33, p. 248, 250, 253, 259, 284 ; t. 34, p. 137, 147, 189, 214 à 216, 218, 219, 235, 237, 239, 266, 269, 271, 276, 284) ; le baron de Soubeyran (t. 33, p. 249, 259 ; t. 34, p. 182, 185, 215) ; Teisserenc de Bort (t. 33, p. 249, 254, 259) ; de Tillancourt (t. 33, p. 250, 396, 398, 400 ; t. 34, p. 169, 179) ; Mathieu-Bodet, *Ministre des Finances* (t. 33, p. 251, 257 ; t. 34, p. 143, 146, 215, 218, 219, 238, 262) ; Ganivet (t. 33, p. 251, 267 ; t. 34, p. 139, 171) ; Magne (t. 33, p. 252) ; Batbie (p. 254, 255, 258) ; Raudot (p. 255 ; t. 34, p. 147, 149, 168, 268) ; Ernest Picard (t. 33, p. 256) ; Maurice Rouvier (p. 260 ; t. 34, p. 171, 231) ; le duc Decazes, *Ministre des Affaires étrangères* (t. 33, p. 262, 265) ; Jean Brunet (p. 263, 265 ; t. 34, p. 174) ; Benoist (Meuse), *rapporteur du Budget de l'Intérieur* (t. 33, p.

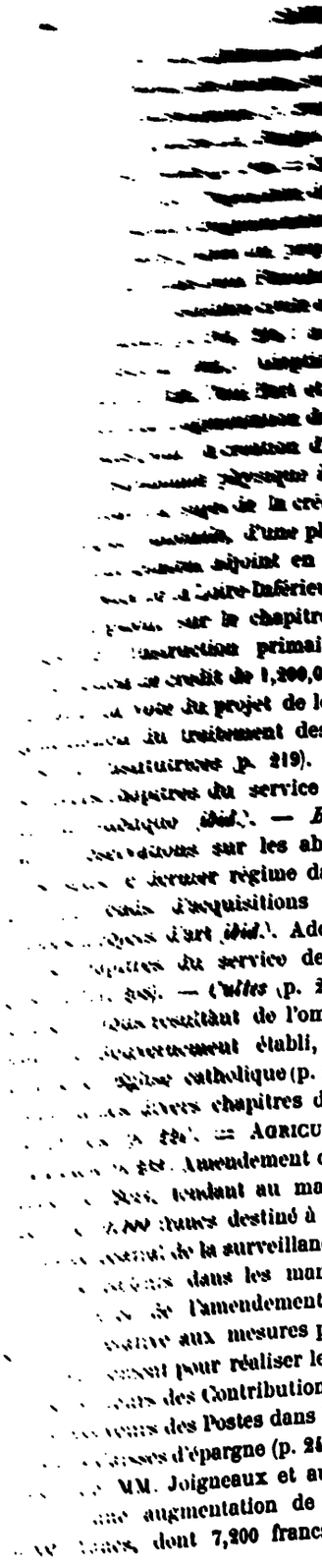
270, 275); Delacroix (p. 275); Peltereau-Villeneuve, *rapporteur du Budget de l'Algérie* (t. 33, p. 276, 278, 280 à 282, 361 à 364); Paul Bert (p. 277, 285 à 287, 289, 290); Baragnon, *Sous-Secrétaire d'Etat de la Justice* (p. 277, 348); Alexis Lambert (p. 278, 363); Warnier (Algérie) (p. 282); le comte d'Harcourt (p. 282); Wilson (p. 283, 284); Bardoux, *rapporteur du Budget de l'Instruction publique* (p. 285, 289 à 292, 381, 395, 400; t. 34, p. 142, 148, 283); de Mahy (t. 33, p. 285, 384); Wallon (p. 285); Albert Desjardins, *Sous-Secrétaire d'Etat de l'Instruction publique* (p. 287, 290, 293, 396, [illegible] p. 149); Bouisson (t. [illegible] telin (p. 287; t. 34, [illegible] p. 291, 292; t. 34, p. [illegible] *Ministre de l'Instr*[illegible] *Cultes* (t. 33, p. 292 [illegible] 33, p. 293); Ernoul [illegible] 147, 148); de Chau[illegible] 383 à 385); Maurice [illegible] 143); Scheurer-Kes[illegible] Vidal, *rapporteur d*[illegible] (p. 348, 351, 357, 35[illegible] Tailhand, *Garde des* [illegible] 360); de Marcère (p. [illegible] Jacques (p. 350); Luce [illegible] Montaignac, *Ministre* [illegible] *Colonies* (p. 365, 373, 387, [illegible] 366 à 368); l'amiral Pothuau (p. 3[illegible] l'amiral de la Roncière le Noury, [illegible] *du Budget de la Marine* (p. [illegible] 385); l'amiral Jaurès (p. 374); Ch[illegible] 376, 382); Schœlcher (p. 382, 389, [illegible] [illegible] (p. 384); Lafon de Fongautier (p. 386, 387); Georges Périn (p. 387, 388); Tirard (p. 387, 399); Langlois (p. 398); le comte d'Osmoy, *rapporteur du Budget des Beaux-Arts* (p. 398); le général de Cissey, *Vice-Président du Conseil, Ministre de la Guerre* (t. 34, p. 6, 20, 133, 134, 136, 138, 141); le général Loysel (p. 7, 133); Louis de Saint Pierre (Manche) (p. 14, 134); Keller (p. 13); le comte O. de Bastard, *rapporteur du Budget de la Guerre* (p. 16, 22, 133, 134, 135, 136, 140); le colonel Denfert-Rochereau (p. 18 à 20); Beaussire (p. 22); le général [illegible] (p. 136); Guichard (p. 141, 178, 219, 238); Marcel Barthe (p. 141); Jules Simon (p. 144); Beaussire (p. 149, 151); Reymond (p. 150); Calemard de Lafayette (p. 160); Dupin (Félix) (p. 162); Destremx (p. 163); Grivart, *Ministre de l'Agriculture et du Commerce* (t. 34, p. 165, 172, 174, 273); Cordier, *rapporteur du Budget de l'Agriculture et du Commerce* (p. 167, 173, 174, 181); le marquis de Dampierre (p. 168); Villain (p. 170); le général Robert (p. 172); Caillaux, *Ministre des Travaux publics* (p. 177, 180, 182, 183, 187, 189, 193, 195); Rameau, *rapporteur du Budget des Travaux publics* (p. 179, 188, 193, 194); Limpérani (p. 180); Edouard Millaud (p. 186); le baron de Vinols (p. 187); Ducarre (p. 191); Méline (p. 216); Rolland (Charles) (p. 217); le général de Chabaud La Tour, *Ministre de l'Intérieur* (p. 218, 277); Monnet (p. 218); Silva (p. 231, 234); Limayrac (p. 235); Langlois (p. 237); Folliet (p. 239); Larade (p. 239, 259); Féray (p. 261); de Venavon (p. 264); Guyot (p. 269); Goblet (p. 271); Tamisier (p. 272, 273); Bouchet (p. 274); Hervé de Saisy (p. 274); le vicomte d'Aboville (p. 276, 277); Tirard (p. 278); de Belastel (p. 282, 283). = Adoption, au scrutin public, de l'ensemble du projet de loi portant fixation du Budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'Exercice 1875 [5 août 1874] (t. 34, p. 284); liste des votants (p. 296). = Loi du 5 août 1874 (J. O., p. 137; B. des L., n° 3416).

15 — Rapport, au nom de la Commission du Budget de 1875, sur le paiement de l'indemnité de Guerre et sur les opérations de change qui en ont été la conséquence, voy. INDEMNITÉ DE GUERRE.

## § VI. — *Exercice 1876.*

1 — Exposé des motifs et texte du projet de loi portant fixation du Budget général des dépenses et des recettes de l'Etat pour l'Exercice 1876 [11 mai 1875] (I., n° 2980; A., t. 38, an., p. 3; J. O., p. 3637). — Commission, organisation et sous-Commissions (F., n° 776, 777; J. O., p. 3636, 3711).

2 — Dispositions additionnelles au projet de Budget des dépenses du Ministère de l'Agriculture et du Commerce [illegible] l'Exercice 1876, ayant pour objet de [illegible] vrir les dépenses à la charge du Gouvernement français dans l'Exposition universelle de Philadelphie, présentées par M. le vicomte de Meaux, *Ministre de l'Agriculture et du Commerce*, et M. Léon Say, *Mi-*



[illegible] de crédit [illegible] pour le [illegible] de droit [illegible] et de légis- [illegible] : adoption de [illegible] de l'a- [illegible] et Cézanne, [illegible] de crédit de [illegible] d'un obser- [illegible] à Paris (p. [illegible] de la création, à la [illegible] d'une place d'Ad- [illegible] adjoint en faveur de [illegible] Loire-Inférieure (p. 215 [illegible] sur le chapitre des dé- [illegible] instruction primaire, d'une [illegible] de crédit de 1,200,000 francs, [illegible] du projet de loi portant [illegible] du traitement des institu- [illegible] (p. 219). Adoption [illegible] du service de l'Ins- [illegible] (*ibid.*). — *Beaux-Arts* [illegible] sur les abus intro- [illegible] régime dans l'em- [illegible] d'acquisitions et com- [illegible] d'art (*ibid.*). Adoption des [illegible] du service des Beaux- [illegible]. — *Cultes* (p. 221). Inci- [illegible] résultant de l'omission du [illegible] établi, dans les [illegible] catholique (p. 221 à 224). [illegible] divers chapitres du service [illegible]. = AGRICULTURE ET [illegible]. Amendement de M. Teis- [illegible] tendant au maintien du [illegible] francs destiné à organiser [illegible] de la surveillance du tra- [illegible] dans les manufactures [illegible] de l'amendement (p. 241). [illegible] aux mesures prises par [illegible] pour réaliser le concours [illegible] des Contributions directes [illegible] des Postes dans les opéra- [illegible] d'épargne (p. 240). Amen- [illegible] MM. Joigneaux et autres, ten- [illegible] augmentation de crédit de [illegible] dont 7,200 francs à l'effet d'élever de 600 à 1,000 francs le prix des bourses à l'Ecole d'horticulture de Versailles, et 12,000 francs destinés à porter de 18 à 30 le nombre de ces bourses (t. 41, p. 241) : adoption, au scrutin public, de la première partie de l'amendement, divisé sur la demande de M. de Tillancourt (p. 244); liste des votants (p. 265) : rejet de la deuxième partie (p. 244). Adoption des divers chapitres du Budget de l'Agriculture et du Commerce (p. 245). = TRAVAUX PUBLICS (*ibid.*). Questions relatives à l'exécution des chemins de fer d'Amiens à Dijon (*ibid.*); de Saint-Lô à Lamballe, dans la section comprise entre Saint-Lô et Coutances (p. 247). Observations sur la situation du canal de Nantes à Brest (p. 248 à 251); sur l'amendement de M. le baron de Soubeyran, relatif au nouveau système de règlement des annuités aux Compagnies concessionnaires de chemins de fer (p. 251). Amendement de MM. Gavini et autres, tendant au maintien du crédit de 150,000 francs proposé pour les routes forestières de la Corse (p. 252) : rejet (p. 255). Amendement de M. de La Bassetière et des autres Députés de la Vendée, tendant à élever de 20,000 à 50,000 francs le crédit affecté aux travaux de desséchement des marais de La Gachère (p. 256) : rejet (p. 257). Adoption des divers chapitres du Budget des Travaux publics (p. 258). = FRAIS DE RÉGIE, ETC. [3 août] (p. 367). Proposition de M. Wilson, de réserver le vote du chapitre LVII (Remise aux percepteurs) jusqu'au vote de l'article 29 de la Commission, qui rétablit les Perceptions de ville (*ibid.*) : rejet (p. 368). Nouvelle proposition de M. Wilson, d'ajourner la discussion de la question impliquée dans l'article 29 (*ibid.*) : nouveau rejet (p. 369). Discussion de l'amendement de MM. Marcel Barthe et autres, tendant à rejeter l'augmentation de crédit de 182,230 francs, affectée par la Commission au rétablissement des fonctions de percepteur dans les chefs-lieux d'arrondissement et de département (p. 369 à 377) : adoption de l'amendement (p. 377). Question de l'application de la loi du 6 décembre 1873, portant réunion partielle du service postal et du service télégraphique (p. 379). Adoption des divers chapitres des frais de régie (*ibid.*). = REMBOURSEMENTS ET RESTITUTIONS : adoption

... p. 210 ;
... 223 ;
... 215.
... 255 : Amat
... p. 215.
... : Sdouard
... rappor-
... p. 220 : Lam-
... baron de
... d'Aboville
... le comte de
... Delsol, rap-
... Teisse-
... vicomte de
... et du Com-
... Fournier (p.
... rapporteur du
... Commerce (p.
... Joigneaux
... lancourt (p.
... Caillaux,
... p. 245, 247,
... Herve de Saisy
... marquis de Tal-
... des Travaux
... baron de Sou-
... 256 : Galloni
... p. 255 ; de La
... 367, 368 ; Mar-
... Cerne (p. 375);
... de Lamberterie (p.
... 381, Tamisier (p.
... Claude (Meurthe-
... 393 ; Alfred
... adoption, au scru-
... du projet de loi
... budget des recettes et
... pour l'Exercice 1876
... liste des votants
... 1875 J. O., p. 6865,
... Demande de
... Léon Say, *Ministre des*
... nombre d'erreurs

constatées dans le texte de la loi de Finances pour l'Exercice 1876 [9 novembre 1875] t. 42, p. 63). — Les rectifications signalées sont approuvées (p. 64).

Voy. CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES ET EXTRAORDINAIRES. — FONDS DE SECOURS AUX DÉPARTEMENTS. — QUESTIONS, n$^{os}$ 1 et 19.

**BULLETIN FRANÇAIS**, voy. JOURNAL OFFICIEL et CRÉDITS, § V, *Intérieur*.

**BUREAU DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE.**

§ I. — *Bureau provisoire.*

1 — Désignation et installation du Bureau provisoire [12 et 13 février 1871] (A., t. 1, p. 1 et 3) : M. le comte BENOIST D'AZY, *Président d'âge* (*ibid.*); MM. L'EBRALY, le marquis DE CASTELLANE, PAUL DE RÉMUSAT et le comte DUCHATEL, *Secrétaires provisoires* (t. 1, p. 2 et 3; F., n° 1; M. B., p. 13).

2 — Observations de M. le Président d'âge sur le mode d'organisation définitive de l'Assemblée [13 février] (A., t. 1, p. 3).

3 — Ajournement, sur la proposition de MM. Léon de Maleville et Varroy, de la constitution du Bureau définitif [15 février] (t. 1, p. 43).

§ II. — *Bureau définitif.*

1 — Scrutins pour la nomination du Bureau définitif : tirage au sort des scrutateurs [16 février] (A., t. 1, p. 56). Proclamation : de M. GRÉVY (JULES), *Président*; de MM. MARTEL, BENOIST D'AZY, VITET et LÉON DE MALEVILLE, *Vice-Présidents;* de MM. BETHMONT, PAUL DE RÉMUSAT, DE BARANTE, JOHNSTON, le marquis DE CASTELLANE et le vicomte DE MEAUX, *Secrétaires*; de MM. BAZE, le général MARTIN DES PALLIÈRES et PRINCETEAU, *Questeurs* [16, 17 et 18 février] (F., n$^{os}$ 5 et 6; A., t. 1, p. 56 à 60; M. B., p. 13 et 18). — Lettre de M. Henri Brisson, déclinant la candidature aux fonctions de secrétaire (A., t. 1, p. 58). — Allocution de M. le président Grévy, en prenant place au fauteuil [17 février] (t. 1, p. 59, et an., p. 3).

2 — Renouvellement du Bureau [16 mai

[illegible]ation des Questeurs [21 et 25 [illegible] A., t. 30, p. 2) — Réélection [illegible] et le général MARTIN DES PAL[illegible] [illegible]rrier] (F., n° 593 ; A., t. 30, p. [illegible] p. 1[illegible]0). — Annulation successive [illegible] scrutins (t. 30, p. 14 et 15). — Adoption d'un nouveau mode de votation sous [illegible] proposé par M. Chaper (p. 3[illegible]). — [illegible]mination de M. TOUPET DES VIGNES [illegible] (F., n° 596 ; A., t. 30, p. 47 ; J. [illegible] p. 1527).

[illegible] — Renouvellement du Bureau [13 mai [illegible] A., t. 31, p. 3). — Sont proclamés : MM. BUFFET, *Président* ; MARTEL, le comte BENOIST D'AZY, le général baron DE CHABAUD LA TOUR, DE GOULARD, *Vice-Présidents* ; RIVE (FRANCISQUE), le vicomte BLIN DE BOURDON, DE CAZENOVE DE PRADINE, le comte DE SÉGUR, FÉLIX VOISIN, GRIVART, *Secrétaires* (F., n° 625 ; A., t. 31, p. 3 et 5 ; J. O., p. 3253). = Allocution de M. BUFFET, *Président*, en prenant place au fauteuil [15 mai] (t. 31, p. 7).

19 — Lettre de M. GRIVART, nommé *Ministre de l'Agriculture et du Commerce*, annonçant sa démission des fonctions de *Secrétaire* de l'Assemblée [22 mai] (p. 150). = Scrutin pour la nomination d'un Secrétaire, en remplacement de M. Grivart, démissionnaire [6 juin] (t. 28, p. 31). — Proclamation de M. VANDIER (*ibid.*).

20 — Renouvellement du Bureau [1er et 2 décembre 1874] (t. 35, p. 3 à 7, 10). — Sont proclamés : *Président*, M. BUFFET ; *Vice-Présidents*, MM. MARTEL, le comte BENOIST D'AZY, AUDREN DE KERDREL, le duc D'AUDIFFRET-PASQUIER ; *Secrétaires*, MM. VOISIN, VANDIER, DE CAZENOVE DE PRADINE, le vicomte BLIN DE BOURDON, le comte DE SÉGUR, le comte DUCHATEL (F., n° 695 ; A., t. 35, p. 3 et 13 ; J. O., p. 7916, 7917, 7918). = Allocution de M. BUFFET, *Président*, en prenant place au fauteuil [2 décembre] (t. 35, p. 9).

21 — Renouvellement du Bureau et de la Questure de l'Assemblée [1er et 2 mars 1875] (t. 37, p. 1 à 6). — Sont proclamés : *Président*, M. BUFFET ; *Vice-Présidents*, MM. MARTEL, le duc D'AUDIFFRET-PASQUIER, AUDREN DE KERDREL, RICARD ; *Secrétaires*, MM. DE CAZENOVE DE PRADINE, le

comte DUCHATEL, le comte DE SÉGUR, VOISIN, LAMY, le vicomte BLIN DE BOURDON ; *Questeurs*, MM. BAZE, TOUPET DES VIGNES, le général MARTIN DES PALLIÈRES (F., nos 750, 751 ; A., t. 37, p. 1 à 5; J. O., p. 1562, 1597). = Allocution de M. BUFFET, *Président*, en prenant place au fauteuil [9 mars] (t. 37, p. 113). = Ses remerciements à l'Assemblée, en quittant la Présidence pour le ministère de l'Intérieur [12 mars] (p. 190).

22 — Scrutin pour la nomination du Président de l'Assemblée, en remplacement de M. BUFFET, nommé Vice-Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur [15 mars 1875] (A., t. 37, p. 235).— Proclamation de M. le duc D'AUDIFFRET-PASQUIER (F., n° 761 ; A., t. 37, p. 243; J. O., p. 1999). = Allocution de M. le duc D'AUDIFFRET-PASQUIER, *Président de l'Assemblée*, en prenant place au fauteuil [16 mars] (t. 37, p. 253, et an., p. 127).

23 — Scrutin pour la nomination d'un Vice-Président, en remplacement de M. le duc D'AUDIFFRET-PASQUIER, nommé Président de l'Assemblée [16 mars 1875] (t. 37, p. 253). — Proclamation de M. DUCLERC (p. 259).

24 — Renouvellement du Bureau. [1er juin 1875] (t. 38, p. 295). — Sont proclamés : *Président*, M. le duc D'AUDIFFRET-PASQUIER ; *Vice-Présidents*, MM. MARTEL, DUCLERC, DE KERDREL, RICARD ; *Secrétaires*, MM. FÉLIX VOISIN, DE CAZENOVE DE PRADINE, le comte LOUIS DE SÉGUR, le vicomte BLIN DE BOURDON, le comte DUCHATEL, LAMY (F., n° 784 ; A., t. 38, p. 295, 296 ; J. O., p. 3920). = Allocution de M. le duc D'AUDIFFRET-PASQUIER, *Président de l'Assemblée*, en prenant place au fauteuil [2 juin] (t. 38, p. 297, et an., p. 172).

25 — Disposition tendant à charger le Bureau d'étudier, de concert avec le Gouvernement, les mesures à prendre pour assurer l'exécution de l'article 9 de la loi constitutionnelle sur l'organisation des Pouvoirs publics, relatif à l'établissement à Versailles du siége du Pouvoir exécutif et des deux Chambres, voy. ASSEMBLÉE NATIONALE, § V, n° 24.

26 — Renouvellement du Bureau [5 novembre 1875] (t. 42, p. 7). — Sont proclamés : *Président*, M. le duc D'AUDIFFRET-PASQUIER ; *Vice-Présidents*, MM. DUCLERC, MARTEL, AUDREN DE KERDREL, RICARD ; *Secrétaires*, MM. DE CAZENOVE DE PRADINE, FÉLIX VOISIN, le comte LOUIS DE SÉGUR, le vicomte BLIN DE BOURDON, LAMY, le comte DUCHATEL (F., n° 841 ; A., t. 42, p. 7; J. O., p. 9034). = Allocution de M. le duc D'AUDIFFRET-PASQUIER, *Président de l'Assemblée*, en prenant place au fauteuil [6 novembre] (t. 42, p. 11, et an., p. 8).

27 — Résolution de l'Assemblée ayant pour objet la prorogation des pouvoirs du Bureau jusqu'à sa dissolution, fixée au 8 mars 1876, voy. ASSEMBLÉE NATIONALE, § V, n° 31.

28 — Allocution de M. le duc D'AUDIFFRET-PASQUIER, *Président*, au moment de la clôture des travaux de l'Assemblée [31 décembre 1875] (A., t. 44, p. 385).

Voy. POUVOIRS PUBLICS. — RÈGLEMENT.

## BUREAU DES RENSEIGNEMENTS,

voy. PÉTITIONS.

## BUREAU INTERNATIONAL DES POIDS ET MESURES,

voy. POIDS ET MESURES.

## BUREAUX DE BIENFAISANCE,

voy. ÉTABLISSEMENTS DE BIENFAISANCE.

## BUREAUX DE TABAC.

1 —Texte de la proposition de MM. de Lamberterie, Depasse et autres, tendant à mettre en adjudication les bureaux de tabac, à partir du 1er juillet 1872 [8 janvier 1872] (I., n° 802 ; A., t. 6, an., p. 840; J. O. de 1872, p. 496). — Rapport sommaire, par M. de Lamberterie [29 février] (I., n° 939 ; A., t. 8, an., p. 18 ; J. O., p. 1733). — Prise en considération [25 mars] (A., t. 8, p. 532). — Commission (F., n° 258 ; J. O., p. 2197). — Rapport sur le fond, par M. de Lamberterie [28 juillet 1873] (I., n° 1975 ; A., t. 19, an., p. 248; J. O., p. 6809). = *Première délibération* [18 mai 1874] (p. 52). — Sont entendus : MM. de Lamberterie, *rapporteur* (*ibid.*) ; Lefébure, *Sous-Secrétaire d'État des Finances* (p. 55). — L'Assemblée décide

ne pas accepte :
— Observati...
*dent*, à l'occ...
(*ibid.*). — ...
de M. Bu...
M. Buffet...
fauteuil ...

13 — ...
21 mai ...
de MM ...
comte ...
*Prés...*
Bou...
Pr...
n° ...
32...
*d*
...



[illegible] : Lepère, Journault (*ibid.*) ; [illegible] (p. 20).

— [illegible] des motifs et texte de la pro[illegible] MM. Keller, Wolowski et au[illegible] à replacer les titulaires des [illegible] tabac d'Alsace et de Lorraine dé[illegible] par l'annexion [22 décembre 1873] [illegible] ; A., t. 28, an., p. 290 ; J. O., p. [illegible].

**BUVETTE DE L'ASSEMBLÉE**, voy. COMPTABILITÉ INTÉRIEURE DE L'ASSEMBLÉE.

[1] Cette proposition a été retirée.

# C

**CABANE** (Le sieur). — Projet de loi d'échange entre l'État et lui, voy. Échanges d'immeubles.

## CABOTAGE.

Exposé des motifs et texte du projet de loi tendant à concéder temporairement aux navires étrangers la faculté de charger des vins dans un port français à destination d'un port français, présenté par M. Thiers, *Chef du Pouvoir exécutif*, et M. Victor Lefranc, *Ministre de l'Agriculture et du Commerce* [17 juillet 1871] (I., n° 394 ; A., t. 4, p. 114, et an., p. 32 ; J. O., p. 2337). — L'Assemblée déclare l'urgence [même séance] (A., t. 4, p. 115). — Commission (F., n° 117 ; J. O., p. 2086). — Rapport, par M. de Grasset [21 juillet] (I., n° 409 ; A., t. 4, p. 228, et an., p. 86 ; J. O., p. 2665). — Discussion [22 juillet] (A., t. 4, p. 237). — Sont entendus : MM. Cordier (p. 237); l'amiral Pothuau, *Ministre de la Marine* (p. 239) ; de Grasset, *rapporteur* (p. 240) ; le comte de Tréveneuc (*ibid.*) ; Audren de Kerdrel (p. 241) ; Victor Lefranc, *Ministre de l'Agriculture et du Commerce* (p. 242). — Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 243). = Loi du 22 juillet 1871 (J. O., p. 2233 ; B. des L., n° 433).

## CADASTRE.

Exposé des motifs et texte de la proposition de MM. Feray, Claude (Vosges) et autres, tendant à nommer une Commission chargée d'examiner la question de savoir s'il y a lieu de réviser les évaluations cadastrales [15 juillet 1873] (I., n° 1887 ; A., t. 19, an., p. 110 ; J. O., p. 5045). — Déclaration d'urgence [5 mars 1874] (A., t. 30, p. 206). — Commission (F., n° 611 ; J. O., p. 2005). — Rapport, par M. Raymond Bastid [31 juillet 1875] (I., n° 3366 ; A., t. 41, an. p. 207 ; J. O., p. 7156) (1).

Voy. Budget général de l'État, § IV, *Exercice 1874*, n° 9. — Crédits, § VI, *Finances*.

## CAFÉS ET CABARETS.

Proposition de MM. Guyot et autres, relative au régime légal des cafés, cabarets et débits de boissons, voy. Débits de boissons.

## CAFÉS ET CACAOS.

Dispositions relatives à l'augmentation des droits à leur importation, voy. Budget général de l'État, § I, *Budget rectificatif de 1871*, n° 4.

## CAISSE DE LA BOULANGERIE,

voy. Paris (Ville de), § II.

## CAISSE DE PRÉVOYANCE.

Exposé des motifs et texte de la proposition de MM. de Montaignac et autres, portant création d'une Caisse nationale de prévoyance des fonctionnaires civils [24 mars 1873] (I., n° 1702 ; A., t. 17, an., p. 8 ; J. O., p. 2418). — Rapport sommaire, par M. Adnet [16 juillet] (I., n° 1889 ; A., t. 19, an., p. 112 ; J. O., p. 5458). — Discussion sur la prise en considération [8 novembre] (A., t. 27, p. 42). — Sont entendus : MM. Audren de Kerdrel, le vicomte de Melun, *rapporteur* (p. 42). — Prise en considération et renvoi au Conseil d'État (*ibid.*).

## CAISSE DES INVALIDES DE LA MARINE.

Exposé des motifs et texte du projet de

(1) Cette proposition n'a pas été discutée.

qu'elle passera à la deuxième délibération (p. 56). = *Deuxième délibération* [2 mars 1875] (A., t. 37, p. 9). — Sont entendus : MM. Mathieu-Bodet, *Ministre des Finances* (p. 9) ; le comte Benoist d'Azy (p. 10) ; de Lamberterie, *rapporteur* (p. 10 à 13, 15) ; Picard (p. 13) ; Langlois (p. 14). — Rejet, au scrutin public, de l'article 1er du projet de la Commission [même séance] (p. 15) ; liste des votants (p. 17 ; rectification, p. 19). — Retr[illegible] de la proposition, par M. de Lambert[illegible] (p. 15). = Observations présentées su[illegible] vote, à l'occasion de la lecture du pr[illegible] verbal [3 mars] (p. 19). — Sont ente[illegible] MM. le général de Cissey, *Minist*[illegible]

[illegible] M. d'Andelarre, relative à la com[illegible] Commission de surveillance [illegible] amortissement et des dépôts [illegible]ns [6 mai 1871] (I., n° 204 ; [illegible] ; J. O., p. 1015). — Rapport [illegible] par M. Langlois [20 mai] (I., n° [illegible] p. 107 ; J. O., p. 1232). — [illegible] considération [25 mai] (A., t. 3, p. [illegible] — Commission (F., n° 77 ; J. O., p. [illegible] — Rapport sur le fond, par M. de Ravinel [5 juin] (I., n° 297 ; A., t. 3, p. 266 ; J. O., p. 1582). = *Première délibération* [12 juin] (p. 340). = *Deuxième délibération* [21 juin] (p. 551) : M. de Ravinel, *rapporteur*, demande la déclaration d'urgence (*ibid.*). — Adoption de l'urgence et de l'ensemble du projet de la Commission (*ibid.*). = Loi du 21 juin 1871 (J. O., p. 1961 ; B. des L., n° 420).

2 — Scrutins pour la nomination de trois membres de la Commission de surveillance de ces Caisses, pris dans l'Assemblée nationale [27 et 28 juin 1871] (A., t. 3, p. 621, 661). — Sont proclamés : MM. Buffet, d'Andelarre et Duclerc (*ibid.*).

3 — Rapport, par la Commission de surveillance de la Caisse d'amortissement et de la Caisse des dépôts et consignations, sur les opérations des années 1870, 1871 et 1872, et sur la situation au 31 décembre 1872 de ces deux Établissements [18 mai 1874] (I., n° 2386 ; A., t. 31, p. 30, et an., p. 69 ; J. O., p. 4122).

4 — Scrutin pour la nouvelle nomination de trois membres de la Commission de surveillance de ces Caisses, en exécution de la loi du 21 juin 1871 [25 juillet 1874] (t. 33, p. 357). — Sont proclamés : MM. Duclerc, Buffet, le marquis d'Andelarre (p. 365). = Lettre de M. Duclerc au Président de l'Assemblée, annonçant sa démission de ces fonctions (p. 380) : cette démission n'est pas acceptée (p. 381).

5 — Projet de loi relatif à la reconstitution des consignations effectuées dans le département de la Seine avant le 31 mars 1871, voy. Consignations, n° 1.

6 — Proposition de M. Denormandie, relative aux consignations judiciaires, voy. Consignations, n° 2.

**-NE.**

'n projet
.u 17 sep-
· fonction-
. présenté
*.e de l'Agri-*
7 juillet 1871]
. 842, 844 ; J. O.,
déclare l'urgence
p. 832). — Renvoi à
.dget (*ibid.*). — Rap-
.n 12 juillet] (I., n° 386 ;
. an., p. 15 ; J. O., p. 2037).
.ème séance] (A., t. 4, p. 16).
.2 juillet 1871 (J. O., p. 2009 ; B.
122).

.posé des motifs et texte de la pro-
.n de MM. Fournier, Tallon et Arthur
Chabaud La Tour, relative aux Caisses
d'épargne et de prévoyance [3 août 1872]
(I., n° 1411 ; A., t. 13, an., p. 552 ; J. O.,
p. 7261, 7278). — Rapport sommaire, par
M. de Bagneux [23 janvier 1873] (I., n° 1564;
A., t. 15, an., p. 169 ; J. O., p. 980). — Prise
en considération [26 juin] (A., t. 18, p. 579).
— Commission (F., n° 492; J. O., p. 4286).—
Rapport sur le fond, par M. Denormandie [28
janvier 1875] (I., n° 2879; A., t. 36, an., p. 118;
J. O., p. 1499, 1525). = *Première délibération* [4 mars] (A., t. 37, p. 54). — L'Assemblée décide qu'elle passera à la deuxième délibération (*ibid.*). — Rapport supplémentaire, par M. Denormandie [11 mai] (I., n° 2981 ; A., t. 38, p. 4, et an., p. 46 ; J. O., p. 3551). = *Deuxième délibération* sur le projet de la Commission [12 mai] (t. 38, p. 7).— *Discussion générale* (*ibid.*). — *Discussion des articles* (p. 9).— Art. 1er (*ibid.*). Question de la franchise postale appliquée aux transports de fonds entre les Caisses d'épargne et leurs succursales (*ibid.*). Adoption de l'article (p. 10). — Art. 2 (*ibid.*). Rejet de l'amendement de M. Wolowski, tendant à ce qu'au delà de 1,000 fr., maximum actuel des dépôts, l'intérêt servi aux déposants soit réduit de 1 p. 100 (p. 67, 68). Rejet, au scrutin public, des deux premiers paragraphes de l'article, portant fixation du maximum des dépôts à 2,000 fr., avec faculté de verser cette somme en une seule fois, et à 2,500 fr. par l'accumulation des intérêts (p. 68) ; liste des votants (*ibid.*). Discussion du 3e paragraphe, tendant à fixer, par exception, pour les villes de Paris, Lyon, Marseille, Bordeaux, Lille, Toulouse, Nantes, Saint-Étienne et Rouen, le maximum des dépôts à 3,000 fr., et à 3,500 fr. par l'accumulation des intérêts (p. 74). Retrait de l'amendement de M. le vicomte de Bonald, et rejet du 3e paragraphe de la Commission, modifié en ce qui concerne le maximum des dépôts, réduit à 2,000 et 2,500 fr., et la faculté de versement maximum, réduit à 300 fr. (p. 76). = Art. 3 (*ibid.*): rejet (p. 84). — Art. 4 (*ibid.*). Rejet du premier paragraphe, relatif au maintien, en principe, dans les délais actuels, des remboursements des dépôts (*ibid.*). = Ont pris part aux débats: MM. Wolowski (p. 7, 67); Feray (p. 9); Teisserenc de Bort (p. 10 à 17, 75) ; Denormandie, *rapporteur* (p. 19 à 23, 64 à 67, 74 à 76, 84) ; Alfred Dupont (p. 23 à 25, 49 à 52); Rouher (p. 25 à 28); Henri Fournier (p. 52 à 56) ; Maurice Rouvier (p. 56) ; Léopold Faye (p. 56 à 60) ; le vicomte de Meaux, *Ministre de l'Agriculture et du Commerce* (p. 60 à 62); Ernest Picard (p. 62 à 64, 67); Langlois (p. 67); le vicomte de Bonald (p. 74 à 76) ; Émile Fourcand (p. 75) ; Cherpin (p. 76 à 79) ; Eugène Tallon (p. 79 à 83, 85); Le Royer (p. 83) ; le vicomte d'Aboville (p. 85). — Retrait de l'ensemble du projet par la Commission, d'accord avec les auteurs de la proposition [15 mai] (p. 84, 85).

3 — Question relative aux mesures prises par le Gouvernement pour réaliser le concours des percepteurs des Contributions directes et des receveurs des Postes dans les opérations des Caisses d'épargne, voy. BUDGET GÉNÉRAL DE L'ÉTAT, § VI, *Exercice 1876*, n° 5, *Agriculture et Commerce*.

**CANAL DE SUEZ.**

Question concernant la communication des pièces relatives aux négociations diplomatiques au sujet du canal de Suez, voy. QUESTIONS, n° 81.

**CANAUX D'IRRIGATION.**

1 — Exposé des motifs et texte du projet de loi tendant à déclarer d'utilité publique et à concéder un canal d'irrigation dérivé de la rivière de la *Bourne*, dans le départe-

loi tendant à modifier, tant en recettes qu'en dépenses, sans excédant ni déficit, les chiffres des Budgets de la Caisse des Invalides pour 1873 et 1874, présenté par M. le vice-amiral de Dompierre d'Hornoy, *Ministre de la Marine*, et M. Deseilligny, *Ministre des Finances par intérim* (21 mai 1874) (I., n° 2402; A., t. 31, an., p. 458; J. O., p. [illegible]). — Rapport, au nom de la Commission du Budget, par M. Lambert de Sainte-Croix ([illegible] I., n° 2424; A., t. 32, an., [illegible]; J. O., p. [illegible]). — Adoption, sans discussion, au scrutin public et à l'unanimité de l'ensemble du projet de loi (24 juin [illegible], p. [illegible]; liste des votants, p. [illegible]). Loi du 24 juin 1874 (J. O., p. 4697; B. [illegible], n° [illegible]).

**CAISSE DES RETRAITES DU [illegible]NAT DE L'EMPIRE**, voy. PENSIONS [illegible].

**CAISSE DES RETRAITES P[OUR] LA VIEILLESSE.**

[illegible]

**CAISSE DES TRAVAU[X]** [illegible]

**CAISSE MUNICIPA[LE]** [illegible]

**CAISSES D'AMOR[TISSEMENT] DES [illegible]** [illegible]

[illegible] n° 1204; A., t. 41, [illegible].

[illegible]tion de M. Haënt[jens] [illegible] pleins pouvoirs au[x] [illegible] capitulations, pour [illegible] de la capitulation [illegible] n° 4137; A., t. 41, [illegible]; J. O., p. 3338). — [illegible] l'urgence (même [illegible]) — [Co]mmission (F., n° 284; [illegible]) — Rapport, par M. Boreau-[illegible] n° 4182; A., t. 41, [illegible] p. 3970) (2).

[illegible] de la pétition relative à [l'en]quête sur les causes de [illegible] Metz, voy. PÉTITIONS, [illegible]

[illegible] relative à cette enquête, [illegible] 51.

[illegible] de M. le général de Cissey, [Ministre de la] *Guerre*, au Président de l'As[semblée] [illegible] communication aux [illegible] chargés de l'instruction [illegible] de Metz, des dépositions [illegible] communiquées à la Commis[sion] [illegible] sur les actes du Gouverne[ment] [illegible] nationale (2 juillet 1872) [illegible]. — Discussion sur cette de[mande] [illegible]. — Sont entendus : MM. Cal[illegible], le général de Cissey, *Ministre de* [*la Guerre*], [illegible] [illegible]. — Le renvoi à la [illegible] par [illegible]

[illegible]

EGYPTE. — . BUDGET GÉ- . Exercices 1874 . — QUESTIONS, IRE.

ATS DE).

la livraison au Gou- des forçats de Cartha- et des marchandises voy. QUESTIONS, n° 97.

DE TIR, voy. SOCIÉTÉS

EMENT, voy. ARMÉE, § XII.

SARRASIN (COMMUNE DE).

relatives au refus du maire de mandater le traite- instituteurs congréganistes, voy. LATIONS, n° 36.

TÉCHISME POPULAIRE RÉ- LICAIN.

relative à la publication et à la vente d'une brochure portant ce voy. QUESTIONS, n° 55.

CATHÉDRALE DE CANTON (ACHÈ- MENT DE LA), voy. CRÉDITS, § IV, *Affaires étrangères.*

CAUTIONNEMENTS, voy. CONSER- VATEURS DES HYPOTHÈQUES. — PRESSE.

CENSURE, voy. RÈGLEMENT, § III.

CENTIMES ADDITIONNELS, voy. BUDGET GÉNÉRAL DE L'ÉTAT, § II, *Exercice 1872*; § V, *Exercice 1875.* — CONTRIBUTIONS DIRECTES.

CERCLES (TAXE SUR LES).

Disposition relative à l'établissement d'une taxe sur les cercles, voy. BUDGET GÉNÉRAL DE L'ÉTAT, § I, *Exercice 1871*, n° 3 : *Impôts autorisés.*

CETTE (VILLE DE).

Projet de loi portant aliénation au profit de cette ville de terrains domaniaux, voy. DOMAINE DE L'ÉTAT.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS.

1 — Projets de lois relatifs à son organisation, voy. POUVOIRS PUBLICS.

2 — Loi électorale, propositions et discussions y relatives, voy. ÉLECTIONS, § II.

3 — Dispositions relatives au siége du Pouvoir exécutif et des deux Chambres, voy. POUVOIRS PUBLICS. — ASSEMBLÉE NATIONALE, § II.

4 — Propositions tendant à fixer les dates : 1° de la réunion des colléges électoraux pour la nomination des Députés ; 2° de la réunion du Sénat et de la Chambre des Députés, voy. ASSEMBLÉE NATIONALE, § VI.

CHAMBRE DU CONSEIL DES TRIBUNAUX.

Proposition de MM. Bottieau, Salvy et Desjardins, tendant à conférer à la Chambre du Conseil des Tribunaux le règlement des procédures criminelles, voy. COURS ET TRIBUNAUX.

CHAMBRES CONSULTATIVES D'AGRICULTURE, voy. AGRICULTURE, § I, n°s 3 et 4.

CHAPEAUX DE LUXE.

Amendement tendant à établir une tax sur les chapeaux de luxe et les casquettes de livrée, voy. BUDGET GÉNÉRAL DE L'ÉTAT, § V, *Exercice 1875.*

CHAPELLE DU CHATEAU DE VERSAILLES, voy. CRÉDITS, § XI, *Travaux publics.*

ment de la Drôme, présenté par M. le baron de Larcy, *Ministre des Travaux publics* [8 décembre 1873] (I., n° 2083 ; A., t. 28, an., p. 172 ; J. O. de 1874, p. 68). — Rapport, au nom de la Commission du Budget, par M. Caillaux [31 décembre] (I., n° 2155 ; A., t. 28, an., p. 323 ; J. O., p. 533). — Déclaration d'urgence et discussion [24 janvier 1874] (A., t. 29, p. 296). — Adoption de l'article 1er (*ibid.*). — Incident relatif à l'application de l'article 81 de la loi électorale de 1849, qui interdit à tout Représentant de prendre un intérêt dans une entreprise soumise au vote de l'Assemblée nationale (p. 297 et suiv.). — Sont entendus : MM. Caillaux, *rapporteur* (p. 296, 299, 303) ; de la Rochejaquelein (p. 297, 299) ; Bérenger (p. 297, 299, 301, 303) ; le baron de Larcy, *Ministre des Travaux publics* (p. 299, 300) ; de Belcastel (p. 299) ; Cézanne (p. 300, 304) ; Dahirel (p. 300, 303) ; Bottieau (p. 301, 303) ; Ganivet (p. 302). — Renvoi de l'article 2 à la Commission (p. 305). = Rapport supplémentaire, par M. Caillaux [24 février] (I., n° 2234 ; A., t. 30, an., p. 4 ; J. O., p. 2293). = Reprise de la discussion [21 mai] (t. 31, p. 424). — Est entendu : M. Caillaux, *rapporteur* (*ibid.*). —Adoption de l'article 2, modifié, et de l'ensemble du projet de loi (*ibid.*). = Loi du 24 mai 1874 (J. O., p. 3530 ; B. des L., n° 3529).

2 — Projet de loi ayant pour objet la déclaration d'utilité publique du canal d'irrigation du Rhône, des roches de Condrieu à Béziers, voy. AGRICULTURE, § II, n° 6.

**CANAUX NAVIGABLES**, voy. ENQUÊTES PARLEMENTAIRES, § III. — NAVIGATION INTÉRIEURE. — QUESTIONS, n° 48.

**CAPITULATIONS.**

1 — Texte de la proposition de MM. Bamberger, Deschange et autres, relative à la publication des travaux du Conseil d'enquête sur les capitulations [25 mars 1872] (I., n° 1035 ; A., t. 8, an., p. 277 ; J. O., p. 2318). — Sur la demande de M. Bamberger, l'Assemblée déclare l'urgence [même séance] (A., t. 8, p. 548). — Commission (F., n° 265 ; J. O., p. 2734). — Rapport par M. Keller [7 juin] (I., n an., p. 287 ; J. O., p. 4056

2 — Texte de la propos jens, tendant à donner Conseil d'enquête des examiner les conditio de Paris [14 mai 1872] p. 349, et an., p. 42 L'Assemblée déclar séance] (*ibid.*). — C J. O., p. 3360). — R Lajanadie [28 mai an., p. 287 ; J. O., 1

3 — Discussion une demande d'e la capitulation d § II.

4 — Questi voy. QUESTIO

5 — Lettr *Ministre de l* semblée, d magistrats de la capi et docum sion d'en ment de (t. 12, p. mande let, Del *la Gu* de Re Com l'Ass Del den (t. 45) (p.

4

**CHARENTE** (Bassin de la).

Rapport sur les travaux à faire dans ce bassin, par M. Krantz, au nom de la Commission d'enquête sur le régime des chemins de fer et des moyens de transport, voy. Enquêtes parlementaires, § III.

**CHARENTON-RENARD** (Époux).

Projet de loi d'échange entre l'État et les dits époux, voy. Échanges d'immeubles.

**CHARTREUX DE MONTRIEUX-LE-NEUF.**

Projet de loi d'échange entre l'État et ces religieux, voy. Échanges d'immeubles.

**CHASSE** (Police de la).

1 — Exposé des motifs et texte du projet de loi ayant pour objet l'abrogation du décret du 13 septembre 1870, relatif à la suspension du droit de chasse, présenté par M. Thiers, *Chef du Pouvoir exécutif*, M. Dufaure, *Ministre de la Justice* [6 j[illegible] 1871] (I., n° 303; A., t. 3, p. 280; J[illegible] p. 1453). — Commission (F., n° 94; J[illegible] p. 1439). — Rapport, par M. Roux [4 ju[illegible] (I., n° 369; A., t. 3, p. 760; J. O., p. 2[illegible] *Première délibération* [26 juillet] (t. 4[illegible] M. Claude (de la Meurthe) (*ibid.*). = *D*[illegible] *délibération* [9 août] (p. 533). — Su[illegible] mande du rapporteur, l'Assembl[illegible] l'urgence (p. 533). — Discussio[illegible] MM. de la Rochefoucauld-Bisac[illegible] *rapporteur* (p. 533). — Adopti[illegible] semble du projet de loi [m[illegible] (*ibid.*). = Loi du 9 août 1871 (J[illegible] B. des L., n° 462).

2 — Exposé des motifs et [illegible] position de M. Christophle [illegible] chasse dans les forêts de l'É[illegible] (I., n° 339; A., t. 5, an., [illegible] 2039) (1).

3 — Texte de la propo[illegible] et Emmanuel Arago, [illegible] d'ajouter un paragraphe [illegible] ticle 2 de la [illegible] ; J. O., p. [illegible] la chasse [2[illegible] juillet] an., p. 83 [illegible] p.

4 — Di[illegible] tifs à l'é[illegible] la poud[illegible] de l'É[illegible] *cice 18*[illegible] urgence [illegible] — [illegible] *rapporteur*; [illegible] *publics* (p. [illegible] demande de [illegible] — Discus- [illegible] 19). — De- [illegible] des Travaux

5 — [illegible] posi[illegible] autr[illegible] le [illegible] vi[illegible] O.[illegible] déclaration d'ur- [illegible] prononcée sur cette [illegible] sont entendus sur [illegible] Caillaux, *Ministre des* [illegible] 21); Krantz, *Rap*- [illegible] Adoption, au scrutin [illegible] de la déclaration d'ur- [illegible] des votants (p. 28). = [illegible] sur le projet de la [illegible] décembre] (p. 31). — Sont [illegible] le baron de Janzé (*ibid.*); [illegible] *porteur* (p. 34, 38, 40); Caillaux, [illegible] *Travaux publics* (p. 38, 40); [illegible] 40). — L'Assemblée décide [illegible] passera à la deuxième délibération [illegible] = *Deuxième délibération* sur la nouvelle rédaction présentée par la Commission d'accord avec le Gouvernement [14 décembre] (A., t. 43, p. 273). — Article unique [application] du régime de la loi à tous les grands travaux publics, entre autres, aux chemins de fer d'intérêt général ou local de plus de 20 kilomètres; et du régime des décrets aux travaux de moindre importance, notamment, aux chemins de fer d'embranchement, ainsi qu'aux chemins de fer d'intérêt local ayant moins de 20 kilomètres et ne sortant pas des limites du département] (*ibid.*). — Amendement de M. le baron de Janzé tendant à soumettre au régime de la loi les chemins de fer même d'embranchement et de moins de 20 kilomètres (*ibid.*). — Rejet de l'amendement, et adoption de l'article unique de la Commission (p. 274). — Sont entendus: MM. le baron de Janzé (p. 273); Krantz, *rapporteur* (p. 274). — L'Assemblée décide qu'elle passera à la troisième délibération (*ibid.*). = Demande de mise à

(1) Cette proposition a [illegible]

délibération,
t 44,

ı-
ne-
. Mi-
1875]
. O. de
mission
er [même

hauffage des
e présent arti-
ESTIONS, n° 116.

discussions con-
ment des annuités
pagnies de chemins
GÉNÉRAL DE L'ÉTAT,
n° 3. — § V, *Exercice*
, *Exercice 1876*, n° 5.

*es du Nord et du Nord-Est.*

es motifs et texte du projet
déclaration d'utilité publique
e fer concédés, à titre éventuel,
gnie du Nord-Est, présenté par
cy, *Ministre des Travaux publics*
1871] (I., n° 536; A., t. 5, an., p. 51;
. 3183). — L'Assemblée déclare l'ur-
5 septembre] (A., t. 5, p. 397). —
mission (F., n° 151; J. O., p. 3126). —
pports, par M. Plichon [5 et 12 septem-
(I., n°s 608 et 643; A., t. 5, an., p. 197
230; J. O., p. 4099 et 4196). — Adoption,
sans discussion [15 septembre] (A., t. 5,
p. 645). = Loi du 15 septembre 1871 (J. O.,
p. 3934; B. des L., n° 562).

(1) Cette 3e délibération n'a pas eu lieu avant la séparation de l'Assemblée nationale.

(2) Il n'a pas été fait de rapport sur cette proposition.

2 — Exposé des motifs et texte du projet de loi ayant pour objet la concession à la Compagnie du Nord des chemins de fer : *Montsoult* (ligne d'*Épinay* à *Luzarches*) 2° de *Cambrai* à la frontière de vers *Dour*, présenté par M. le ba- Larcy, *Ministre des Travaux publics* mars 1872] (I., n° 1044; A., t. 10, an., J. O., p. 2636).— Déclaration d'urgence renvoi à la Commission d'enquête sur es chemins de fer [même séance] (A., t. 8, p. 594). — Rapport, au nom de cette Commission, par M. Cézanne [15 mai] (I., n° 1143; A., t. 11, an., p. 148; J. O., p. 3519). — Discussion [15 juin] (t. 12, p. 344). — Sont entendus : MM. le baron de Janzé (p. 344); Cézanne, *rapporteur* (p. 346, 348, 350, 352, 358, 359); des Rotours (p. 347, 350, 351, 354, 358, 360); le baron de Larcy, *Ministre des Travaux publics* (p. 348, 349, 358); Testelin (p. 348, 360); Raudot (p. 357). — Adoption de l'ensemble du projet de loi [15 juin] (p. 360). = Loi du 15 juin 1872 (J. O., p. 4889; B. des L., n° 1284).

3 — Exposé des motifs et texte de la proposition présentée par MM. Plichon, Brame et autres Députés du Nord, relative : 1° à la concession à la Compagnie de Picardie et Flandres des chemins de fer de *Cambrai* à *Douai*, d'*Aubigny-au-Bac* à *Somain*, avec embranchement sur *Abscon;* 2° à la concession à la même Compagnie et à celle de Lille à Valenciennes d'un chemin de fer de *Douai* à *Orchies* [24 novembre 1873] (I., n° 2033; A., t. 37, an., p. 196; J. O. de 1874, p. 337). = Observations de M. Paulin Gillon sur l'inutilité de la réunion de la 23e Commission d'initiative, pour l'examen de cette proposition, comme faisant double emploi avec le projet de loi mentionné au numéro suivant [31 mai 1875] (t. 38, p. 275). — L'Assemblée décide, conformément à la proposition de M. Paulin Gillon, que la Commission d'initiative ne sera pas réunie pour cet objet (p. 276) (1).

4 — Exposé des motifs et texte du projet de loi relatif à la concession à la Compagnie de Picardie et Flandres des chemins de fer : 1° de *Cambrai* à *Douai*; 2° d'*Aubigny-au-Bac* à *Somain*, avec embranche-

(1) Il n'a pas été fait de rapport sur cette proposition.

novembre 1875] (I., n° 3474; A., t. 42, an., p. 357; J. O., p. 10286) (1).

13 — Exposé des motifs et texte de la proposition de M. le marquis de Plœuc, relative aux conditions nécessaires pour remplir les fonctions de Président et de membre des Conseils d'administration des chemins de fer français [8 mars 1875] (I., n° 2921; A., t. 37, p. 94, et an., p. 101; J. O., p. 2067). — L'Assemblée, à l'unanimité, déclare l'urgence (A., t. 37, p. 94) (2).

14 — Exposé des motifs et texte du projet de loi relatif aux chemins de fer à traction de locomotives pouvant être établis sur les routes, présenté par M. Caillaux, *Ministre des Travaux publics* [17 mars 1875] (I., n° 2960; A., t. 37, an., p. 165; J. O., p. 3471, 3550). — Commission (F., n° 772; J. O., p. 3525). — Rapport, par M. Varroy [30 juillet] (I., n° 3343; A., t. 41, an., p. 181; J. O., p. 9333) (3).

15 — Exposé des motifs et texte de la proposition de MM. de Janzé et autres, relative à la déclaration d'utilité publique pour les chemins de fer d'embranchement de moins de 20 kilomètres de longueur [14 juin 1875] (I., n° 3093; A., t. 38, p. 544, et an., p. 241; J. O., p. 4401). — Sur la demande de M. de Janzé, l'Assemblée déclare l'urgence [même séance] (A., t. 38, p. 545). — Observations de M. le Ministre des Travaux publics, à l'occasion de la lecture du procès-verbal, sur cette déclaration d'urgence, prononcée en son absence [15 juin] (p. 565). — Incidents relatifs : à la question de mise à l'ordre du jour des projets de lois sur les chemins de fer de Par[illegible] à la Méditerranée et de Picardie-Flandre[illegible] (p. 567); aux projets de décrets d'utili[illegible] publique, relatifs à des embranchement[illegible] concéder, autour de Paris, aux Compag[illegible] du Nord, de l'Est et de Lyon (p. 56[illegible] Sont entendus sur l'incident : MM. Cail[illegible] *Ministre des Travaux publics* (p. 565 [illegible] le baron de Janzé (p. 566); Jules Br[illegible] 566, 567; le duc d'Audiffret-Pasquie[illegible] *sident de l'Assemblée* (p. 567); le [illegible] Pelissier (p. 567, 568). — Clôture [illegible] cident, et adoption du procès-v[illegible]

(1) Il n'y a pas eu de discussion [illegible] sion.

(2) Il n'a pas été fait de rapport [illegible] tion.

(3) Ce projet de loi n'a pas été [illegible]

569). = Commission [illegible] 4464). — Rapport, p[illegible] (I., n° 3316; A., t. [illegible] 7091). — Demande d[illegible] dre du jour, par M[illegible] novembre] (A., t. [illegible] observations de [illegible] publics au suje[illegible] prononcée sur [illegible] Sont entendus [illegible] Caillaux, *Mi*[illegible] 247, 248). — [illegible] mise à l'ordr[illegible] sion (1er déc[illegible] mande, pa[illegible] publics, du [illegible] gence, pr[illegible] propositio[illegible] cette dem[illegible] *Travau*[illegible] *porteur* [illegible] public[illegible] gence [illegible] *Pre*[illegible] J. O., Com[illegible] la Commission ente[illegible] chemins de fer, Kr[illegible] ; A., t. [illegible] Adoption de [illegible] le rapporteur, [illegible] ment (p. 130). — [illegible] rteur, de la mise à [illegible] discussion à la suite [illegible] au chemin de fer de [illegible] our de Paris [31 juillet] [illegible] (*ibid.*). = Nouvelle demande [illegible] l'ordre du jour, par M. [illegible] *des Travaux publics* [2 [illegible] — Nouvelle demande de discussion [illegible] médiate, par M. Krantz, *rapporteur* [illegible] (p. 443). — Adoption, sans discussion [illegible] des divers articles et de l'ensemble [illegible] de loi [même séance] (p. 444). = [illegible] août 1875 (J. O., p. 6383; B. des L., [illegible]

[illegible] — Exposé des motifs et texte du projet [illegible] relatif à la déclaration d'utilité publique et à la concession de plusieurs chemins de fer à la Compagnie du Nord, présenté par M. Caillaux, *Ministre des Travaux publics* [25 novembre 1875] (I., n° 3452; A., t. 42, an., p. 296; J. O., p. 10482). — Demande de renvoi à la Commission des chemins de fer, de ce projet de loi et de celui in-

*Travaux publics*, ayant pour objet la déclaration d'utilité publique et la concession d'un chemin de fer *sous-marin*, partant d'un point à déterminer sur la ligne de Boulogne à Calais, et se dirigeant vers l'Angleterre, jusqu'à la rencontre d'un pareil chemin parti de la côte anglaise dans la direction du littoral français [18 janvier 1875] (I., n° 2840; A., t. 36, an., p. 33; J. O., p. 841, 839). — Commission (F., n° 739; J. O., p. 971). — Rapport, par M. Krantz [7 juillet] (I., n° 3156; A., t. 39, an., p. 219 à 234; J. O., p. 6226, 6439, 6472).— Deuxième rapport, par le même Député [20 juillet] (I., n° 3227; A., t. 40,

— Sur la demande

*teur*, l'Assemblée

séance] (A., t. 40, p.

discussion, des d

semble du projet

p. 319). = Dema

erreur d'impress

cle 37 de la Conv

troduite par M. K

avec le Gouverne

44, p. 363). — La

(*ibid.*). = Loi du

6433; B. des L., n° 4

§ III. —

1 — Explications de M. de

*nistre des Travaux publics*,

tion intervenue entre l'État et la

des chemins de fer de l'Est

1872] (A., t. 44, p. 722).

2 — Exposé des motifs et texte du projet de loi tendant à la déclaration d'utilité publique de nouvelles lignes concédées à la Compagnie de l'Est et à l'approbation d'une Convention passée avec cette Compagnie, présenté par M. de Fourtou, *Ministre des Travaux publics* [6 janvier 1873] (I., n° 1520; A., t. 15, an., p. 101; J. O., p. 228, 306). — Demande de renvoi de ce projet à la Commission des chemins de fer, voy. QUESTIONS, n° 76. — Déclaration d'urgence et renvoi à une Commission spéciale (t. 15, p. 167).— Commission (F., n° 399; J. O., p. 460). — Rapport, par M. Krantz [24 mars] (I., n° 1706; A., t. 17, an., p. 16; J. O., p. 2660.)—Discussion du projet de loi [27 mai] (t. 18, p. 82). = *Discussion générale* [27 au 29 mai; 9 au 11 juin] (p. 82 à 133; 223 à 295). = *Discussion des articles* [12 juin et suiv.] (A., t. 18, p. 297 à 405). — Contre-projet de M. de Janzé (*ibid.*): rejet (p. 304).— Contre-projet de M. Clapier (*ibid.*): rejet de ce contre-projet (p. 327); et de celui de M. Denfert-Rochereau (p. 328). — Adoption, au scrutin public, de l'article 8 du projet de Convention entre l'État et la Compagnie de l'Est (p. 366); liste des votants (*ibid.*).= Ont pris part aux débats : MM. Clapier (p. 82, 304, 313, 354, 365, 392); de Fourtou (p. 91, 103, 121, 383); le baron de Janzé (p. 101, 115, 127, 240, 297, 397); de Ventavon (p. 103); Méline (p. 110, 379); Pouyer-Quertier (p. 115, 123, 125, 132, 244, 279, 283, 337, 356, 360, 369, 377, 398, 399, 400, 401, 402, 404); Casimir Perier (p. 125, 126, 133); Deseilligny, *Ministre des Travaux publics* (p. 126, 127, 133, 233, 294, 331, 355, 360, 396, 398, 399, 403, 405); Krantz, *rapporteur* (p. 127, 129, 130, 242, 302, 328, 330, 332, 334, 335, 340, 344, 388, 402, 404, 405); Germain (p. 127, 303, 364, 387); Léon Say (p. 132, 294); Tolain (p. 246); George (p. 249, 274); Magne, *Ministre des Finances* (p. 280, 376, 377, 381); Varroy (p. 316, 322); Denfert-Rochereau (p. 319, 327); le général Guillemaut (p. 239, 332, 334); Bompard (p. 335); Raudot (p. 335, 340, 402, 405); Paulin Gillon (p. 337); Ernest Picard (p. 339); Langlois (p. 340); Leblond (p. 352); le vicomte d'Haussonville (p. 353); Ricot (p. 353); Claude (des Vosges) (p. 353); Tirard (p. 377); de Lavergne (p. 380); Haëntjens (p. 380); de Guiraud (p. 381); Ricot (p. 399); de Montgolfier (p. 399, 402); le baron de Larcy (p. 400). = Adoption, au scrutin public, de l'ensemble du projet de loi [17 juin 1873] (p. 405); liste des votants (p. 414); rectifications (p. 417). = Loi du 17 juin 1873 (J. O., p. 4049; B. des L., n° 2118).

3 — Exposé des motifs et texte de la proposition de MM. de Janzé, Palotte et autres, relative au rachat par l'État de l'ensemble des concessions de la Compagnie de l'Est [3 février 1873] (I., n° 1585; A., t. 15, an., p. 211; J. O., p. 1182) (1).

4 — Exposé des motifs et texte du projet de loi portant déclaration d'utilité publique et concession de plusieurs chemins de fer

(1) Voir le numéro précédent pour la discussion de cette proposition, convertie en amendement.

à la Compagnie de l'Est, présenté par M. Caillaux, *Ministre des Travaux publics* [23 novembre 1875] (I., n° 3453; A., t. 42, an., p. 297 à 304; J. O., p. 10776). — Demande de renvoi à la Commission des chemins de fer, par M. Raudot (A., t. 42, p. 282).—Sont entendus : MM. Raudot (p. 282, 283); Caillaux, *Ministre des Travaux publics* (p. 282) ; Cochery (p. 283). — Adoption du renvoi, au scrutin public (*ibid.*); liste des votants (p. 296). = Rapport, au nom de cette Commission, par M. Ricot [14 décembre] (I., n° 3576; A., t. 43, an., p. 523; J. O. de 1876, p. 165, 738). — Demande, par M. Ricot, *rapporteur*, de la mise de ce projet de loi à la suite de l'ordre du jour [18 décembre] (A., t. 44, p. 18). — Adoption de cette demande (*ibid.*). — Insertion de ce projet de loi dans la Résolution relative à l'ordre des derniers travaux de l'Assemblée [30 décembre] (p. 285). — *Première délibération* [31 décembre] (p. 347).—Déclaration de l'urgence, à la demande du Ministre des Travaux publics (*ibid.*).—*Discussion des articles* : Art. 1er [Déclaration d'utilité publique des chemins de fer ci-après] (p. 348).—§ 1er [Ligne de *Révigny* à *Vouziers*, par ou près *Sainte-Menehould*] (p. 349). Amendement de MM. Leblond, Margaine et autres, tendant à y substituer une ligne de Saint-Dizier à Vouziers par Sainte-Menehould, passant par un point à déterminer entre *Blesmes* et *Pargny* (*ibid.*). Nouvel amendement de M. Eugène Perrier, tendant à ne voter provisoirement que la partie du chemin entre Vouziers et Givry-en-Argonne : rejet de la prise en considération (p. 351). Retrait de l'amendement de M. Peltereau-Villeneuve en faveur de la ligne de Saint-Dizier (p. 352). Amendement de M. Bompard, tendant à insérer dans l'article, sous un § 1er *bis*, un chemin de Gondrecourt à Neufchâteau (*ibid.*) : retrait de l'amendement (p. 353). — § 2 [Ligne d'un point de la vallée de l'Ourcq à déterminer de la *Ferté-Milon* à *Mareuil-sur-Ourcq* à *Esternay*, par ou près *Château-Thierry* et *Montmirail*] (*ibid.*). Amendement de M. Waddington, consistant à faire porter le tracé d'un point de la vallée de l'Ourcq à déterminer entre la Ferté-Milon et le Port-aux-Perches à Esternay, par ou près Neuilly-Saint-Front, Château-Thierry, Condé-en-Brie et Montmirail (*ibid.*) : retrait de l'amendement (p. 354). Retrait d'un amendement de M. de Tillancourt en faveur d'un tracé de la Ferté-Milon à Esternay, par ou près Neuilly-Saint-Front, Château-Thierry, Condé-en-Brie et Montmirail (*ibid.*). Adoption du paragraphe, et, sans discussion, des paragraphes 3 à 6 et de l'ensemble de l'article 1er (*ibid.*). — Art. 2 [Approbation de la Convention passée entre le Ministre et la Compagnie] (A., t. 44, p. 354). Amendement de M. le vicomte d'Haussonville à l'article 5 de la Convention, ayant pour but de substituer, dans les concessions éventuelles, au tracé de la Ferté-Gaucher à Sézanne, le tracé de Provins à Sézanne (p. 355) : rejet de l'amendement (*ibid.*). Amendement de M. Tolain à l'article 3 de la Convention, tendant à réduire à quatre ans, au lieu de six, le délai d'exécution, et à un an, au lieu de deux, le délai pour la production des projets définitifs (*ibid.*) : adoption, sur la proposition du Gouvernement, d'un délai de cinq ans pour l'exécution (p. 356). Amendement de M. Margaine à l'article 4 et à l'article 6 de la Convention, à l'effet d'élever de 8 millions à 8,500,000 francs le chiffre de la subvention pour la ligne de Révigny à Vouziers, en libérant le département de la Marne d'une promesse de subvention de 500,000 francs faite en vue d'un précédent projet (*ibid.*) : rejet de l'amendement (p. 357.) Amendement de M. Tolain à l'article 6, tendant à faire déduire des subventions de l'État les subventions fournies par les départements, les communes et les particuliers (*ibid.*): rejet de l'amendement (p. 358). Amendement de M. Varroy, tendant à ce que les comptes des lignes d'intérêt local énumérées à l'article 16, ne soient compris dans le compte de l'ancien réseau de la Compagnie, que sous la réserve de leur classement comme lignes d'intérêt général, après adhésion des Conseils généraux intéressés (p. 358, 360) : rejet de la prise en considération (p. 362). — Art. 3 [Règlement par décret de l'indemnité équitable à allouer à la Compagnie soumissionnaire du chemin de fer d'Amiens à Dijon, à raison de ses dépenses en études] (*ibid.*). Observations sur la portée de cette indemnité, exclusive des dépenses de publicité faites dans la presse pour la Compagnie (p. 363). Adoption de l'article, et de l'article 4 (*ibid.*). = Ont pris

de la Commission d'enquête sur les che-
r M. Cézanne [23 février 1875]
, t. 37, an., p. 208 ; J. O., p.
, 2229).—Rapport supplémen-
Cézanne [19 mai] (I., n° 3022 ;
., p. 115; J. O., p. 3737). = *Pre-*
*ration* [20 mai] (A., t. 38, p. 138).
général du projet, par M. le Minis-
Travaux publics (p. 138 à 141). —
le de renvoi de la discussion, par
pier (p. 141). — Sont entendus : MM.
er, Tolain, Caillaux, *Ministre des Tra-*
*publics* (*ibid.*).—Rejet de cette demande
*d.*). — Reprise de la discussion [21 mai]
. 148). — Ont pris part aux débats : MM.
Clapier (p. 148 à 157, 183, 236 à 243) ; Cé-
zanne, *rapporteur* (p. 157 à 165, 170 à 180,
185, 225 à 227, 234, 255) ; Tolain (p. 180 à 186,
236, 254) ; Caillaux, *Ministre des Travaux*
*publics* (p. 186 à 192, 209 à 219) ; Pascal-Du-
prat (p. 219 à 226) ; Germain (p. 227 à 229,
232) ; Cherpin (p. 247); Raudot (p. 250 à 254).
— L'Assemblée décide, au scrutin public,
qu'elle passera à la deuxième délibération
[29 mai] (p. 255); liste des votants (p. 264). =
Motion de M. Cézanne, tendant à la mise à
l'ordre du jour de ce projet de loi, et de
celui concernant la Compagnie de Picardie
et Flandres, après la première délibération
sur le projet de loi organique relatif aux
rapports des Pouvoirs publics [19 juin]
(t. 39, p. 53). — Sont entendus : MM. Cé-
zanne, Raymond Bastid, Gambetta (*ibid.*).
— L'Assemblée décide que ces projets de
lois seront mis à l'ordre du jour, à la suite
de la deuxième délibération sur le projet de
loi relatif à la révision des taxes des gref-
fiers de justices de paix (*ibid.*). = *Deuxième*
*délibération* [22 juin] (A., t. 39, p. 98). —
Demande de déclaration d'urgence, par
le Gouvernement, d'accord avec la Commis-
sion (*ibid.*). — Sont entendus sur cette de-
mande : MM. Caillaux, *Ministre des Travaux*
*publics* (*ibid.*) ; Raudot, Tamisier, Cézanne,
*rapporteur* (p. 99). — L'urgence est déclarée
(p. 100). — *Discussion des articles* : Art. 1er
[Déclaration d'utilité publique de l'établis-
sement des chemins de fer ci-après dénom-
més] : § 1er [Ligne de *Nîmes* au *Teil*, par
*Remoulins*] (p. 101). Amendement de M. Mau-
rice Rouvier et des autres représentants
des Bouches-du-Rhône, relatif à un em-
branchement sur Avignon (p. 102) : rejet de

.1,
p.
369,
néral
quier,
3); Ra-
375). —
de loi [31
iu 31 dé-
B. des L.,

*ris-Lyon-*

et texte de la
nge et le mar-
d, concernant les
entre l'État et les
de fer *Victor-Em-*
*éditerranée* [23 mars
. 8, p. 505, et an., p.
Renvoi à la Commis-
chemins de fer [4 mai]

motifs et texte du projet
déclaration d'utilité pu-
urs chemins de fer et à la
s chemins à la Compagnie
n et à la Méditerranée, pré-
illaux, *Ministre des Travaux*
1874] (I., n° 2705; A., t. 34, an.,
p. 8096, 8131). — Rapport, au

l'amendement (p. 105). Adoption du § 1er (p. 106). — Adoption, sans discussion, des §§ 2, 3, 4 et 5 [Lignes de *Remoulins* à *Uzès* ; de *Remoulins* à *Beaucaire* ; d'*Uzès* à *Saint-Julien*, avec prolongement sur 10 kilomètres dans la vallée de l'*Auzonnet* ; et d'*Uzès* à *Nozières*] (t. 39, p. 106). — § 6 [Ligne de *Vézenobres* à *Quissac*, avec embranchement sur *Anduze* (*ibid.*). Amendement de MM. Destremx, le comte Rampon et Seignobos, ayant pour objet d'y substituer une ligne d'Alais à Quissac, avec embranchement sur Anduze (*ibid.*) : rejet de l'amendement (p. 107). Amendement de M. [illegible] Bénavent et des au[illegible] l'Hérault, ayant pour [illegible] direct jusqu'à Mont[illegible] adoption de l'amende[illegible] de renvoi du pa[illegible] par le rapporteu[illegible] voi (p. 115). — Rapport [illegible] zanne, sur le § 6 (p. [illegible] ragraphe, conforme [illegible] (*ibid.*). — Adoption, [illegible] [Ligne de *Nîmes* à [illegible] § 8 [Ligne de *Somm*[illegible] Amendement de M.[illegible] Bénavent et des a[illegible] l'Hérault, consist[illegible] du paragraphe (*il*[illegible] ment, au scrutin p[illegible] votants (p. 122). Adoption du [illegible] au scrutin public (p. 118) ; liste [illegible] (p. 123). — § 9 [Ligne d'*Aube*[illegible] (p. 120). Amendement de MM. [illegible] le comte Rampon et Seignobos, consis[illegible] dans l'addition de ces mots : « et au Pont de Labeaume » (*ibid.*). Adoption du paragraphe, et rejet, au scrutin public, de l'amendement (p. 121) ; liste des votants (p. 125). — §§ 10 et 11 [Seconde ligne de *Lyon* à *Saint-Étienne* par ou près *Givors*, se raccordant avec la gare de Givors] (p. 130). Amendement de M. Malartre, ayant pour objet d'y substituer un chemin de fer de Saint-Étienne à Annonay, par Firminy et la Haute-Loire (*ibid.*) : rejet de l'amendement, et adoption des paragraphes 10 et 11 (p. 135). — Adoption, sans discussion, du § 12 [Ligne de ou près *Sérézin* à ou près *Montluel*] (p. 189). — § 13 [Ligne de *Dijon* à la ligne de *Bourg* à *Lons-le-Saulnier* près *Saint-Amour*, par ou près *Saint-Jean-de-Losne*, avec raccordement par rails à la voie d'eau] (t. 39, p. 189). Amendement de M. Thurel et de ses collègues du Jura, ayant pour objet d'y substituer une ligne de Dijon à Lons-le-Saulnier, par ou près Saint-Jean-de-Losne, avec raccordement par rails à la voie d'eau, et par Chaussin et Bletterans (*ibid.*) : rejet de l'amendement, au scrutin public (p. 199) ; liste des votants (p. 209). Amendement de M. Lucien Brun tendant à y substituer une ligne de Dijon à la ligne de Bourg à Châlon, à ou près Saint-Trivier, par ou près Saint-Jean-de-Losne, etc. (p. 200). — Nouvelle rédaction de M. Lucien Brun, réduite à l'addition de ces mots : « et embranchement de Louhans à Saint-Trivier » (p. 204). — Rejet, au scrutin public, de ce nouvel amendement (*ibid.*) ; liste des votants (p. 211). Adoption du § 13 (p. 204). — Adoption, sans discussion, des §§ 14 et 15 [Lignes de *Virieu-le-Grand* à *Saint-André-le-Gaz* ; et de *Saint-André-le-Gaz* à *Chambéry*] (p. 218). — § 16 [Ligne de *Roanne-le-Coteau* à *Paray-le-Monial*, ou d'un point à déterminer sur la ligne de *Roanne* à *Saint-Germain-des-Fossés* à *Gilly-sur-Loire* (*ibid.*). Amendement de M. Duréault et de ses collègues de Saône-et-Loire, consistant à substituer à ce paragraphe de la Commission le paragraphe primitif du Gouvernement, ainsi conçu : « de *Roanne à Paray-le-Monial* » (*ibid.*). Priorité donnée à l'amendement de M. Martenot et de ses collègues de l'Allier, consistant à supprimer le présent paragraphe et le § 17 [Ligne de *Gilly-sur-Loire à Cercy-la-Tour*], et à les remplacer par un paragraphe unique ainsi conçu : « de Roanne à Cercy-la-Tour, par la rive gauche de la Loire » (p. 222) : retrait de cet amendement (p. 224). Adoption, d'accord avec la Commission : de l'amendement de MM. Boullier (Loire) et Cherpin tendant à la suppression de ces mots : « *le Coteau* » ; et du § 16 du projet du Gouvernement (*ibid.*). — Adoption, sans discussion, des §§ 17 et 18 [Lignes de *Gilly-sur-Loire* à *Cercy-la-Tour* ; et d'*Avallon* [illegible] *Loup*, près *Autun*, par ou près [illegible] — § 19 [Ligne de *Filay*, p[illegible] la ligne de *Moret* à *Mon*[illegible] (p. 225). Amendement d[illegible] à y substituer le par[illegible] mitif du Gouverneme[illegible]

Briare, près Malesherbes, à la ligne de Moret à Montargis, à ou près Nemours (*ibid.*) : rejet de l'amendement, et adoption du § 19 (t. 39, p. 228).— § 20 [Ligne de *Gap* à *Briançon*, et prolongement jusqu'à la frontière d'Italie, dans le cas où le Gouvernement Italien assurerait le raccordement, sur son territoire, dudit chemin avec la ligne de Turin à Bardonnèche] (*ibid.*). Amendement de M. Jean Brunet, ayant pour objet une ligne partant de la rive gauche du Rhône, entre Montélimart et Viviers, pour rejoindre la vallée de la Durance, en se dirigeant sur la frontière d'Italie (*ibid.*) : rejet de la prise en considération de l'amendement, et adoption du paragraphe (p. 231). — § 21 [Prolongement de la ligne de *Briançon* à *Gap* jusqu'à la vallée du Rhône, soit vers *Crest*, soit vers un point à déterminer entre *Valence* et *Avignon* (*ibid.*) : adoption (p. 232). — Amendement de M. Henri Vinay et de quarante Députés du Rhône, de la Loire, de la Haute-Loire, de la Lozère, de l'Aveyron, du Tarn et de la Haute-Garonne, ayant pour objet l'établissement, en prolongement de la ligne de Saint-Étienne au Puy, d'une ligne directe du Puy à Mende, passant par ou près Langogne, suivant l'ancienne route nationale n° 88, de Lyon à Toulouse (*ibid.*) : retrait de l'amendement (p. 234). — Retrait de l'amendement de M. Mercier, tendant à l'établissement d'une ligne de la Cluse à Bellegarde, par la vallée de la Semine (*ibid.*).— Adoption, au scrutin public, de l'ensemble de l'article 1er (*ibid.*); liste des votants (p. 240). = Art. 2 [Approbation de la Convention provisoire passée avec la Compagnie de Paris à Lyon et à la Méditerranée, pour la concession des chemins de fer énoncés à l'article 1er ci-dessus] (p. 235). Amendement de M. Jean Brunet tendant à abandonner la concession de ces lignes aux Conseils généraux des départements intéressés, avec faculté, pour ces Conseils, de se former en Syndicats pour constituer les Compagnies spéciales et régionales, sous la surveillance et le contrôle de l'État (*ibid*) : rejet de l'amendement, au scrutin public (p. 251) ; liste des votants (p. 271). — Amendement de M. Pascal-Duprat tendant, quant aux lignes déjà concédées par les Conseils généraux, à les maintenir, à titre d'intérêt général, et sous certaines conditions, aux Compagnies qui en ont obtenu la concession provisoire ; et, quant aux autres, à les attribuer à la Compagnie de Paris à Lyon et à la Méditerranée, à titre de réseau distinct, ou à les mettre en adjudication (t. 39, p. 251). Demande de renvoi de l'article à la Commission, par M. Wilson, au nom de la minorité de cette Commission (p. 295) : rejet de cette demande (p. 296). — Rejet de l'amendement, au scrutin public (*ibid.*); liste des votants (p. 300). — Amendement de M. Clapier, ayant pour objet de ne concéder à la Compagnie de Paris à Lyon et à la Méditerranée les chemins de fer dénommés dans la Convention, que dans le cas où les concessions faites par les départements des Bouches-du-Rhône, du Gard, de l'Hérault et de l'Ardèche ne sortiraient pas à effet, dans le délai d'un an à partir du décret d'utilité publique (p. 296) : rejet de cet amendement (p. 315). — Rejet de l'amendement de MM. Laget et Cazot tendant à réduire, pour la ligne n° 1, les délais d'exécution stipulés dans l'article 2 de la Convention (*ibid.*). Rejet ou retrait d'amendements analogues : de M. le baron de Larcy et d'autres Représentants du Gard pour la ligne n° 2 (p. 316) ; de M. Moreau (Côte-d'Or), pour la ligne n° 18 ; de MM. Destremx, le comte Rampon et Seignobos, pour la ligne n° 9 ; et de MM. Parent et Carquet, pour la ligne n° 15 (p. 317). — Amendement de M. Schœlcher, portant que les voitures de toutes classes seront chauffées en hiver (*ibid.*) : retrait de l'amendement (p. 320). Reproduction, par M. Schœlcher, de son amendement, modifié par l'addition de ces mots : « à partir du 1er novembre 1876 » (p. 332) : prise en considération (*ibid.*). Rapport verbal, par M. Cézanne (p. 352) : rejet, au scrutin public, de l'amendement, qui reportait l'exécution de la mesure au 1er novembre 1877 (p. 354) ; liste des votants (p. 369 ; rectification, p. 371). Adoption de l'article additionnel de la Commission, aux termes duquel la Compagnie s'engage, dans le cas où l'une des autres grandes Compagnies établirait un système de chauffage agréé par le Gouvernement, à l'appliquer elle-même sur son réseau ; et à chauffer, dès à présent, les compartiments des dames seules, dans les trois classes (p. 354). — Amendement de

l'amendement (p. 105). Adoption du § 1er (p. 106). — Adoption, sans discussion, des §§ 2, 3, 4 et 5 (Lignes de *Remoulins* à *Uzès*; de *Remoulins* à *Beaucaire*; d'*Uzès* à *Saint-Julien*, avec prolongement sur 10 kilomètres dans la vallée de l'*Auzonnet*; et d'*Uzès* à *Nozières*) (t. 39, p. 106).—§ 6 [Ligne de *Vézenobre* à *Quissac*, avec embranchement sur *Andu* (*ibid.*). Amendement de MM. Destremx comte Rampon et Seignobos, ayant p objet d'y substituer une ligne d'Al Quissac, avec embranchement sur A (*ibid.*): rejet de l'amendement (p Amendement de M. le vicomte de Bénavent et des autres représen l'Hérault, ayant pour objet le pro direct jusqu'à Montpellier (p. adoption de l'amendement (p. 11 de renvoi du paragraphe à la par le rapporteur (p. 114) : r voi (p. 115). — Rapport veri. zanne, sur le § 6 (p. 130 ragraphe, conforme au (*ibid.*). — Adoption, san [Ligne de *Nîmes* à *S*. § 8 [Ligne de Amendement Bénavent et l'Hérault, du paragra ment, a votant au se (p. 12 (p. 12 ...

... (p. 373) : rejet (*ibid.*). ... mêmes Représentants, ... considérer comme des tarifs ... actuellement perçues par ... (*ibid.*): retrait (p. 374). — ... signé des mêmes et de M. ... pour objet de rendre passi... impôt de 20 p. 100 toutes les cartes ... permis de circulation gratuite ... l'ensemble du réseau de la Compagnie ... retrait (*ibid.*). — Amendement de ... (Savoie), tendant à supprimer de ... 9 de la Convention le tarif exception... perçu, sur la ligne du Rhône au Mont ... pour le tronçon de Saint-Jean-de-Maurienne à Modane (*ibid.*): rejet (p. 377). — Observations au sujet d'une erreur de l'article 8 de la Convention, dans le compte du revenu kilométrique correspondant à chaque million de dépenses complémentaires (p. 377 et 383). — Retrait d'un amendement de M. Destremx tendant à mettre les voyageurs en communication avec le chef de train au moyen d'une sonnette d'appel (p. 378). — Rejet d'un amendement du même Député ayant pour objet d'établir le transport à prix réduits de tous les engrais insecticides destinés à combattre le phylloxera (*ibid.*). — Amendement de M. de Tillancourt, ayant pour but d'interdire l'augmentation du prix des places les dimanches et fêtes (*ibid.*): rejet de la prise en considération (p. 379). — Article additionnel de M. Arrazat consistant à mettre en harmonie le § 6 de l'article 1er de la Convention avec le § 6 correspondant de l'article 1er du projet de loi, en y ajoutant ces mots: « et prolongement direct sur Montpellier »; et à appliquer à la concession actuelle l'article 39 du Cahier des charges, portant qu'en cas d'inexécution, l'État aura le droit de faire construire les lignes aux frais de la Compagnie (*ibid.*). Proposition de M. le Ministre des Travaux publics, de voter l'article 2 du projet de loi, avec la suppression de ces mots: « *pour la concession des chemins de fer énoncés à l'article 1er ci-dessus* » (p. 381). Adoption de l'article 2, ainsi modifié (p. 385). Rejet de la prise en considération de l'amendement de M. Arrazat (p. 385, 386). — Adoption de l'article 3, relatif au droit fixe de la Convention, avec l'addition de ces mots: proposée par M. le Président : « *annexée à*

(p. 386). =Ont pris part aux
Rouvier (A., t. 39, p.
teur (p. 104, 107,
, 189, 197, 224, 225,
291, 316, 324, 328,
363 à 366, 373, 374, 378,
nistre des Travaux publics
, 118, 121, 198, 201, 223, 225,
262, 317, 319, 326, 331, 332,
tions, p. 343; 349 à 352, 366, 376,
Destremx (p. 106, 107, 117, 118,
317, 378); le vicomte de Rodez-
(p. 108 à 114, 117, 381); Arrazat
379, 384); le duc d'Audiffret-Pas-
quier, *Président* (p. 113 à 117, *passim*; 221,
232, 236, 296, 299, 326); Baragnon (p. 114);
Tamisier (p. 115, 117, 194); Wilson (p. 116,
203, 295, 333, 336); Pouyer-Quertier (p. 117,
262 à 270, 291 à 295); Malartre (p. 130 à 135,
319); Rouveure (p. 189); Lucien Brun (p.
189, 200, 203, 204); Thurel (p. 189 à 192,
199); le général Guillemaut (p. 193, 195);
Jordan (p. 196); Jules Grévy (p. 197); Du-
réault (p. 218 à 221); Martenot (p. 222 à 224);
Tolain (p. 225, 346, 377); Lepère (p. 225);
Jean Brunet (p. 228 à 231, 235, 243 à 251);
Michel (p. 231); Henri Vinay (p. 232 à 234);
Mercier (p. 234); Cherpin (p. 243); Pascal-
Duprat (p. 251 à 254); Raudot (p. 295); Cla-
pier (p. 297, 308 à 315); le baron de Larcy
(p. 316); le duc de Crussol d'Uzès (p. 316);
Moreau (Côte-d'Or) (p. 316); Parent (Savoie)
(p. 317, 344, 374, 377); Schœlcher (p. 317,
326, 332, 354); Scheurer-Kestner (p. 319);
Ducarre (p. 319); Henri de Lacretelle (p. 319);
Jules Brame (p. 320, 348, 352, 374); Ganivet
(p. 323, 326); Raoul Duval (p. 327, 331);
Grange (p. 344); de Montgolfier (p. 354);
Krantz (p. 358 à 363, 366); des Rotours (p.
372, 374); de Tillancourt (p. 378); de Ga-
vardie (p. 385). = Adoption de l'ensemble
du projet de loi [3 juillet] (t. 39, p. 386). =
Loi du 3 juillet 1875; J. O., p. 5145; B.
des L., n° 1443).

3 — Incidents relatifs au retard des transports des marchandises sur les lignes de ces chemins de fer, voy. BUDGET GÉNÉRAL DE L'ÉTAT, § I, *Exercice 1874*. — QUESTIONS, n° 36, 71.

4 — Questions relatives au projet de loi ayant pour objet la construction de plusieurs lignes de chemins de fer par la Compagnie de Paris-Lyon-Méditerranée, voy. QUESTIONS, n°s 102, 106. — Voy. aussi CRÉDITS, § V, *Algérie*.

§ VI. — *Compagnie du Midi*.

Exposé des motifs et texte du projet de loi tendant à déclarer d'utilité publique et à concéder à la Compagnie du Midi les chemins de fer de *Cette* à *Montbazin*, de *Moux*, de *Marcorignan* à *Bize*, de *Condom* à *Riscle*, de *Montauban* à *Saint-Sulpice*, de *Saint-Sulpice* à *Castres*, de *Puyoo* à *Saint-Palais*, de *Tarascon* à *Ax*, présenté par M. Caillaux, *Ministre des Travaux publics* [15 février 1875] (I., n° 2895; A., t. 36, an., p. 154; J. O., p. 2156). — Commission (F., n° 762; J. O., p. 2037). — Rapport, par M. Aclocque [13 juillet] (I., n° 3178; A., t. 40, an., p. 388 à 404; J. O., p. 6708, 6743). — *Première délibération* [16 novembre] (A., t. 42, p. 222).— Observations concernant le chiffre réel du revenu kilométrique de l'ancien réseau, et le nouveau système de règlement des annuités (p. 223). — Sont entendus : MM. Tolain (p. 222); Aclocque, *rapporteur*; Clapier (p. 223). — L'Assemblée décide qu'elle passera à la deuxième délibération (*ibid.*). = Demande par M. Aclocque, *rapporteur*, de mise à l'ordre du jour de cette délibération [23 novembre] (p. 296) : adoption (*ibid.*). = *Deuxième délibération* [2 décembre] (t. 43, p. 51). —Demande d'urgence, par M. Aclocque, *rapporteur* (*ibid.*) : rejet de l'urgence (p. 52). — Demande d'ajournement, par M. Clapier (*ibid.*) : rejet de l'ajournement (p. 64). — Nouvelles observations concernant le chiffre réel du revenu kilométrique de l'ancien réseau, et le nouveau système de règlement des annuités (p. 64 à 70). — Art. 1er [Déclaration d'utilité publique des chemins de fer ci-après dénommés] (p. 70). § 1er [Ligne de *Cette* à *Montbazin*] : adoption sans discussion (p. 71). — §§ 2 et 3 [Lignes de *Moux* à *Caunes*, et de *Marcorignan* à *Bize*] (*ibid.*). Amendement de M. Lambert de Sainte-Croix et des autres Députés de l'Aude, tendant à y substituer une ligne de Carcassonne à Narbonne, dite du *Minervois* (*ibid.*) : rejet de l'amendement, et adoption des §§ 2 et 3 du projet (p. 82). — § 4 [Ligne de *Mont-de-Marsan* à ou *près Roquefort*] (p. 82, 85). Amendement de MM. Émile Fourcand, le duc Decazes et

Adoption de l'article 2 (p. 437).— Adoption, comme article 3, d'un article additionnel substitué par M. le Ministre des Travaux publics à l'amendement de MM. Rameau et autres, et ayant pour objet de renvoyer au Conseil d'État la fixation de l'indemnité réclamée par la Compagnie du chemin de fer dit « *de circonvallation* » pour les dépenses d'études dudit chemin (*ibid.*). — Adoption de l'ancien article 3 du projet, devenu l'article 4 (*ibid.*).— Ont pris part aux débats : MM. Ricot, *rapporteur* (t. 41, p. 440, 442, 442, 443, 455) ; Pascal-Duprat (p. 440, 446, 452) ; le général Guillemaut (p. 441) ; le général de Cissey, *Minist* (p. 441, 443, 453); Cail *Travaux publics* (p. 442. 452, 455, 456) ; Jean 444) ; le général Pellissie (p. 443) ; Journault (p. (p. 453) ; Jules Brame p. 456, 457). — Adoption et à l'unanimité, de loi [4 août] (t. 41, p. tants (p. 461). = Loi p. 4447); B. des L., n

§ IX. — *Diver*

1 — Exposé des mot de loi tendant à mettre en chemin de fer de *Tours* à *M* senté par M. de Larcy, *Minist publics* [4 juin 1872] (I., n° 1 an., p. 263 ; J. O., p. 3887). — déclare l'urgence [même séance] (A., p. 142). — Commission (F., n° 177 ; J. O., p. 6113). — Rapport, par M. Wilson [20 juillet] (I., n° 1326 ; A., t. 13, an., p. 154; J. O., p. 5318, 5345). — Discussion [2 août] (t. 13, p. 570). — Demande d'ajournement (*ibid.*). — Sont entendus : MM. Caillaux (p. 570); Teisserenc de Bort, *Ministre de l'Agriculture et du Commerce*, et, *par intérim*, *des Travaux publics* (p. 571) ; de Champvallier (p. 571); Léon Clément, Delille, Wilson, *rapporteur* (p. 572). — L'ajournement est prononcé (p. 573). — Rapport supplémentaire, par M. Wilson [13 décembre 1873] (I., n° 2102 ; A., t. 28, an., p. 237 ; J. O. de 1874, p. 644).— Deuxième rapport supplémentaire, par le même Député [23 mars 1874] (I., n° 2325 ; A., t. 30, an., p. 265 ; J. O., p. 3028).— Adoption, sans discussion, de l'ensemble du projet de loi [24 mars] (A., t. 30, p. 588). = Loi du 24 mars 1874 (J. O., p. 2440; B. des L., n° 3133).

2 — Exposé des motifs et texte du projet de loi tendant à approuver l'adjudication du chemin de fer de *Clermont-Ferrand* à *Tulle*, avec embranchement sur *Vendes*, présenté par M. Teisserenc de Bort, *Ministre par intérim des Travaux publics* [26 juillet 1872] (I., n° 1362; A., t. 13, an., p. 239; J. O., p. 5668).—L'Assemblée déclare l'urgence et renvoie la proposition à la Commission d'Enquête sur les chemins de fer [même séance] (A., t. 13, p. 380). — Rapport, au nom de cette Commission, par M. de Jouvenel [30 juillet] (I., n° 1382 ; A., t. 13, an., p. 299 ; J. O., p. 5861, 5892, 5988). — Discussion [3 août] (t. 13, p. 578). — Sont entendus : MM. Courcelle (p. 578, 580) ; le baron de Jouvenel, *rapporteur* (p. 579) ; Caillaux (p. 579, 581) ; le baron de Barante (p. 579) ; le comte Jaubert, Arfeuillères, le général Billot (p. 580) ; L'Ébraly (p. 581) ; de Goulard, *Ministre des Finances ;* Buffet, Teisserenc de Bort, *Ministre de l'Agriculture et du Commerce*, et, *par intérim*, *des Travaux publics* (p. 582). — Rejet de la demande d'ajournement et adoption de l'ensemble du projet de loi [3 août] (t. 13, p. 583). = Loi du 3 août 1872 (J. O., p. 5558 ; B. des L., n° 1411).

3 — Exposé des motifs et texte du projet de loi relatif à l'allocation d'une subvention à la Compagnie du Médoc, en vue de l'achèvement du chemin de fer de *Bordeaux* au *Verdon*, présenté par M. Teisserenc de Bort, *Ministre des Travaux publics* [31 juillet 1872] (I., n° 1387 ; A., t. 13, an., p. 315 ; J. O., p. 5749). — Rapport, au nom de la Commission d'Enquête sur les chemins de fer, par M. Mathieu-Bodet [8 février 1873] (I., n° 1598 ; A., t. 15, an., p. 291 ; J. O., p. 1156). — Discussion [22 février] (t. 16, p. 182). — Sur la demande de M. Mathieu-Bodet, *rapporteur*, l'Assemblée déclare l'urgence (*ibid.*). — *Discussion générale* (p. 182 à 184). — Sont entendus : MM. Caillaux (p. 182, 184) ; Mathieu-Bodet, *rapporteur* (p. 183) ; de Fourtou, *Ministre des Travaux publics* (p. 184). — A des articles et de l'ensemble du proje [même séance] (t. 16, p. 184).= Loi du vrier 1873 (J. O., p. 1929; B. des L., n°

4 — Exposé des motifs et texte de la proposition de MM. Baragnon, Sadi-Carnot et autres, relative à une subvention annuelle de quatre millions à allouer par l'État pour la traversée du *Simplon* [5 avril 1873] (I., n° 1776 ; A., t. 17, an., p. 374 ; J. O., p. 3480). — Rapport et discussion, voy. le numéro suivant.

5 — Exposé des motifs et texte de la proposition de MM. Lepère, Gambetta et autres, tendant à faire accorder par le Gouvernement une subvention pour le même objet [5 avril 1873] (I., n° 1777 ; A., t. 17, an., p. 375 ; J. O., p. 3480, 3502). — Rapport, au nom de la Commission d'enquête sur les chemins de fer, par M. Cézanne, sur cette proposition et la précédente [28 mai 1874] (I., n° 2405 ; A., t. 31, an., p. 457 ; J. O., p. 4150). — Discussion du projet de Résolution présenté par la Commission sur les deux propositions. — [16 décembre] (t. 35, p. 210). — Sont entendus : MM. Lepère (p. 210) ; Cézanne, *rapporteur* (p. 210, 211) ; Caillaux, *Ministre des Travaux publics* (p. 211). — Adoption de la Résolution et renvoi aux Ministres des Travaux publics et des Finances (p. 211).

6 — Exposé des motifs et texte du projet de loi relatif à la déclaration d'utilité publique et à la concession définitive de plusieurs chemins de fer concédés à titre éventuel, et à l'adjudication de plusieurs chemins classés et non concédés, présenté par M. Deseilligny, *Ministre des Travaux publics* [9 juin 1873] (I., n° 1801 ; A., t. 18, an., p. 125 ; J. O., p. 3980, 4004). — Observations de MM. Victor Lefranc, Deseilligny, *Ministre des Travaux publics* (p. 233). — Renvoi de ce projet de loi à la Commission des chemins de fer (*ibid.*). — Rapport, au nom de cette Commission, par M. de Montgolfier [12 décembre] (I., n° 2097 ; A., t. 28, an., p. 185 ; J. O. de 1874, p. 545, 576, 612, 674). — Rapport supplémentaire, par le même Député [18 mars 1874] (I., n° 2300 ; A., t. 30, an., p. 160 ; J. O., p. 2844). — Décret portant nomination de M. de Franqueville, *Conseiller d'État, Directeur général des ponts et chaussées et des chemins de fer*, comme chargé de soutenir devant l'Assemblée le projet de loi ci-dessus mentionné (A., t. 30, p. 520). — Discussion [23 mars] (p. 545). — Demande d'urgence, par le Rapporteur (*ibid.*). — Sont entendus sur cette demande : MM. de Montgolfier (t. 30, p. 545) ; Clapier (p. 546) ; de Barante, Raudot (p. 547). — L'Assemblée déclare l'urgence (p. 547). — *Discussion générale* (p. 547). — Ont pris part aux débats : MM. Tolain (p. 547) ; le baron de Larcy, *Ministre des Travaux publics* (p. 548, 549, 550) ; le marquis de Castellane (p. 549, 550). — *Délibération sur les articles*, p. 550 et suiv.). — Art. 1er [Chemin de *Bergerac* au *Buisson*] (p. 550) : adoption (p. 555). — Art. 2 [Chemins de *Vichy* à *Thiers* ; de *Thiers* à *Ambert* ; d'*Annemasse* à *Annecy*] (p. 555) : adoption (p. 556). — Art. 3 [Chemins d'*Oloron* à *Pau* ; de *Mazamet* à *Bédarieux*, et de *Marvéjols* à la ligne d'*Aurillac* à *Arvant*] (p. 556, 557). Rejet : de l'amendement de MM. La Caze, Chesnelong et autres, ayant pour objet de substituer l'embranchement d'Oloron à Artix à celui d'Oloron à Pau (p. 560) ; — de l'amendement de M. Raudot, relatif à la concession, sans subvention, d'un chemin de fer de Pont-de-Montgon à Arvant (p. 562). Adoption de l'ensemble de l'article 3 (*ibid.*). — Art. 4. [Lignes de *Saint-Jean-d'Angély* à *Niort*, et de *Tonnay-Charente* vers *Marennes* ; de *Niort* à *Ruffec*, et de *Taillebourg* à *Saint-Jean-d'Angély*] (p. 562) : adoption, sans discussion (*ibid.*). — Art. 5 [Chemin de fer de *Besançon* à la frontière suisse, près *Morteau*] (p. 562). Rejet d'un amendement de M. Caillaux au Cahier des charges, relatif à la durée de la concession (p. 564). Adoption de cet article et des articles 6 et 7 (*ibid.*). — Art. 8. [Émission d'obligations] (p. 564). Amendement de MM. Jozon et de Lafayette, tendant à modifier les proportions du capital-actions et du capital-obligations (*ibid.*). Adoption de l'amendement et de l'ensemble de cet article (p. 569). — Art. 9 et 12 : adoption, sans discussion (*ibid.*). = Sont entendus : MM. Bastid (t. 30, p. 550) ; Clapier (p. 550, 551 à 554) ; de Montgolfier, *rapporteur* (p. 555, 560, 561, 563, 569) ; Chardon (p. 555) ; le baron de Larcy, *Ministre des Travaux publics* (p. 556, 568, 569) ; André Folliet (p. 556) ; La Caze (p. 557) ; Marcel Barthe (p. 558) ; Chesnelong (p. 559) ; Jamme, Tolain (p. 560) ; Raudot (p. 560, 563, 568) ; Albert Grévy (p. 562) ; Caillaux (p. 563, 568) ; Jozon (p. 564) ; Oscar de Lafayette (p. 567). — Adoption de l'ensemble

= Rapport, au nom de cette Commission, par M. Caillaux [21 mars] (I., n° 2314; A., t. 30, an., p. 196; J. O., p. 2978).=*Première délibération* [21 mai] (A., t. 31, p. 122). — Sont entendus : MM. Caillaux, *rapporteur* (p. 122, 124); Ducarre (p. 124). — L'Assemblée, sur la demande du Rapporteur, déclare l'urgence (p. 125). — Adoption de l'ensemble du projet de loi [même séance] (p. 125). = Loi du 21 mai 1874 (J. O., p. 3529; B. des L., n° 3074).

10 — Exposé des motifs et texte du projet de loi tendant à déclarer d'utilité publique et à concéder à MM. de Mieulle et Cie, les chemins de fer : 1° de *Bourges* à *Gien*; 2° d'*Argent* à *Beaune-la-Rolande*, présenté par M. de Larcy, *Ministre des Travaux publics* [28 mars 1874] (I., n° 2361; A., t. 30, an., p. 323; J. O., p. 3283, 3307). — Déclaration d'urgence, sur la demande de M. le Ministre des Travaux publics; et renvoi du projet à la Commission des chemins de fer [A., t. 30, p. 704). — Rapport, au nom de cette Commission, par M. Ricot [10 juin] (I., n° 2456; A., t. 32, an., p. 141; J. O., p. 4743, 4799, 4831).—Discussion [17 juin] (A., t. 32, p. 232). —Est entendu : M. Ricot, *rapporteur* (p. 232). — Adoption de l'ensemble du projet de loi [même séance] (p. 233). = Loi du 17 juin 1874 (J. O., p. 4345; B. des L., n° 3317).

11 — Exposé des motifs et texte du projet de loi ayant pour objet la déclaration d'utilité publique et la concession d'un chemin de fer de *Montmoreau* à *Marmande*, présenté par M. Caillaux, *Ministre des Travaux publics* [18 juillet 1874] (I., n° 2566; A., t. 33, an., p. 133; J. O., p. 5648). — Rapport, au nom de la Commission d'enquête sur les chemins de fer, par M. Léopold Faye [28 juin 1875] (I., n° 3127; A., t. 39, an., p. 123; J. O., p. 5890, 5940). — Demande de mise à l'ordre du jour, par M. Léopold Faye, *rapporteur* [2 août] (A., t. 41, p. 350) — *Première délibération* [16 novembre] (A., t. 42, p. 221). — Question de M. le marquis de Maleville sur les intentions du Gouvernement à l'égard de la ligne annoncée de Buisson à Saint-Denis-lès-Martel (*ibid.*). Explications, à cette occasion, de M. Caillaux, *Ministre des Travaux publics*, sur la situation du réseau des chemins de fer en France (p. 222). — L'Assemblée décide qu'elle passera à la deuxième délibération

(*ibid.*). — Demande, par M. Léopold Faye, ***rapporteur***, de la mise à l'ordre du jour de cette délibération [23 novembre 1875] (A., t. 42, p. 296) : adoption (*ibid.*).= *Deuxième délibération* [2 décembre] (t. 43, p. 41).— Demande d'urgence, d'accord avec le Gouvernement, par M. Raudot, *Président de la Commission* (*ibid.*). Demande d'ajournement, par M. Tolain (*ibid.*). Rejet de l'ajournement (p. 44); et adoption de l'urgence (p. 45). — Art. 1er [Déclaration d'utilité publique] : retrait de l'amendement de M. le colonel de Chadois portant sur une rectification du tracé, et adoption de l'article (*ibid.*). — Art. 2 [Approbation de la Convention pour la concession du chemin (*ibid.*). — Amendement de M. Varroy à l'article 44 du Cahier des charges annexé à la Convention, tendant à prescrire l'indication du prix des places sur les billets délivrés aux voyageurs (*ibid.*) : adoption de l'amendement (p. 46).— 2e Amendement de M. Varroy sur l'article 62 du Cahier des charges, dans le but d'étendre aux carrières et aux établissements commerciaux la faculté de raccordement accordée aux mines et aux usines (p. 47). Nouvelle rédaction de l'amendement, limité aux établissements commerciaux autres que les entreprises de transports (p. 49). Adoption, d'accord avec le Gouvernement, de la 1re partie de l'amendement, relative aux carrières (p. 50). Rejet de la seconde, relative aux établissements commerciaux (*ibid.*). Adoption de l'article (*ibid.*). — Adoption de l'article 3 (*ibid.*). — Nouvelle rédaction, proposée par la Commission, de l'article 35 du Cahier des charges, relatif à la durée de la concession : adoption (p. 51). — Adoption de l'article 4 et dernier (*ibid.*). — Ont pris part à la discussion : MM. Raudot, *Président de la Commission* (p. 41) ; Tolain (p. 41, 43) ; Caillaux, *Ministre des Travaux publics*) (p. 42, 46 à 49, 51) ; Léopold Faye, *rapporteur* (p. 43, 44, 46 à 48, 50, 51) ; Wilson (p. 43, 44, 49, 50) ; le colonel de Chadois (p. 45) ; Varroy (p. 45 à 47, 49) ; Fourcand (p. 48) : de Montgolfier (p. 50). — Adoption de l'ensemble du projet de loi [même séance] (p. 51). = Loi du 2 décembre 1875 (J. O., p. 10859 ; B. des L., n° 4888).

12 — Exposé des motifs et texte du projet de loi tendant à déclarer d'utilité publique et à concéder à la Société des houillères de Champagnac un chemin de fer ayant une largeur de voie d'un mètre, *de Champagnac* à *Saint-Denis-lès-Martel* par la vallée de la Dordogne, présenté par M. Caillaux, *Ministre des Travaux publics* [15 février 1875] (I., n° 2896 ; A., t. 36, an., p. 162 ; J. O., p. 2095) — Commission (F., n° 800 ; J., O., p. 4461). — Rapport, par M. Sadi Carnot [20 décembre] (I., n° 3620 ; A, t. 44, an., p. 16 ; J. O. de 1876, p. 259) (1).

13 — Exposé des motifs et texte du projet de loi tendant à déclarer d'utilité publique et à concéder à M. Stéphen Marc un chemin de fer d'*Alais* au *Rhône*, présenté par M. Caillaux, *Ministre des Travaux publics* [31 juillet 1875] (I., n° 3373 ; A., t. 41, an., p. 217 ; J. O., p. 9105, 9240). — Commission (F., n° 850 ; J. O., p. 9395). — Rapport, par M. le duc de Crussol d'Uzès [23 novembre] (I., n° 3456 ; A., t. 42, an., p. 318 ; J. O., p. 10920, 10972 ; de 1876, p. 43). = *Première délibération* [4 décembre] (t. 43, p. 98). — Demande d'urgence, par M. le baron de Larcy, *Président de la Commission* (*ibid.*) : adoption de l'urgence (*ibid*). — Adoption successive des articles et de l'ensemble du projet de loi [même séance] (p. 99). = Loi du 4 décembre 1875 (J. O. de 1876, p. 122 ; B. des L., n° 4889).

14 — Exposé des motifs et texte du projet de loi portant déclaration d'utilité publique de divers chemins de fer, présenté par M. Caillaux, *Ministre des Travaux publics* [18 novembre 1875] (I., n° 3432 ; A., t. 42, an., p. 221 ; J. O., p. 9787). — Commission (F., n° 857 ; J.O., 9767).— Rapport, par M. Cochery [10 décembre] (I., n° 3562 ; A., t. 43, an., p. 433 ; J. O., de 1876, p. 670). — *Première délibération* [16 décembre] (A., t. 43, p. 311). — L'Assemblée décide, sans discussion, qu'elle passera à la deuxième délibération (*ibid.*). = Demande de mise à l'ordre du jour de la deuxième délibération, par M. Cochery, *rapporteur* [21 décembre] (t. 44, p. 68). — Sont entendus à ce sujet : MM. Cochery, *rapporteur* (*ibid.*) ; Tolain (p. 69). — Retrait de la demande (*ibid.*). = Insertion de ce projet de loi dans la Résolution relative à l'ordre des derniers travaux de l'As-

(1) Il n'y a pas eu de discussion sur ce projet de loi.

ments pour la déclaration d'utilité publique des chemins de fer ci-après dénommés] (t. 44, p. 379). — § 1er [Ligne d'*Amagne* à *Hirson*] (*ibid.*). Amendement de MM. Philippoteaux et autres, consistant à convertir le paragraphe en une ligne d'Hirson à un point à déterminer sur la ligne de Reims à Mézières, de *Rethel* à *Amagne* : adoption, d'accord avec le Gouvernement et la Commission, du paragraphe ainsi modifié (*ibid.*). — § 2 [Ligne de *Mirecourt* à *Jussey*] : adoption du paragraphe, modifié, sur la demande du Gouvernement, par la désignation d'une ligne de Mirecourt à la ligne de *Langres* à *Belfort* (*ibid.*). — Adoption des §§ 3 à 12 (p. 380). — § 13 [Ligne de *Cahors* à *Capdenac*] : adoption, d'accord avec le Gouvernement et la Commission, d'un amendement de MM. de Lamberterie et autres, consistant en une ligne de Cahors à Capdenac ou près *Figeac* (*ibid.*). — Adoption des §§ 14 à 19 (*ibid.*). — § 20 [Ligne de *Montauban* à *Cahors*, *Gourdon* et *Terrasson*] : adoption, d'accord avec la Commission et le Gouvernement, d'un amendement de M. le général Billot, modifié par M. Mazerat, consistant en une ligne de Montauban à Cahors, Gourdon et un point à déterminer de *Brive* à *Thenon*, sur le chemin de fer de Brive à Périgueux (p. 381). — Adoption, sans discussion, des §§ 21 et 22 (*ibid.*). — Discussion des amendements additionnels à l'article 2 (*ibid.*). — Amendement de MM. Lepère et autres, concernant une ligne partant de Bourges, passant entre Sancerre et Cosne et par Auxerre, Troyes et Saint-Dizier, pour aboutir à Longuyon : observations, à ce propos, sur la concession éventuelle faite à la Compagnie de l'Est du chemin de Jessains à Éclaron ; et retrait de l'amendement (*ibid.*). — Retrait : d'un amendement de MM. Sarrette et autres, au sujet d'une ligne de Villeneuve-sur-Lot à Aiguillon ou à Tonneins (*ibid.*) ; et d'un amendement de M. le comte d'Harcourt, ayant pour objet une autre ligne de Montargis à la ligne de Gien à Auxerre, par la vallée du Loing (p. 382). — Adoption de l'ensemble de l'article 2 (*ibid.*). — Art. 3 [Autorisation des travaux des chemins de fer énoncés à l'article 1er, et, en outre, des chemins de fer ci-après, déjà décrétés d'utilité publique] (t. 44, p. 382). —

Adoption du § 1er [Ligne d'*Auxerre* à *Gien*] (*ibid.*) — § 2 [Ligne d'*Aurillac* à *Saint-Denis*]: retrait de l'amendement de MM. Lestourgie et autres, tendant à en préciser le tracé par ou près Mercœur, Argentat et Beaulieu ; et de celui de MM. Bastid et autres, à l'effet d'en indiquer le tracé par la vallée de la Cère et La Roquebrou (*ibid.*). — Retrait de l'amendement de M. le vicomte de Rodez-Bénavent, dans le but d'ajouter à l'article la ligne de Quissac à Montpellier (*ibid.*). — Adoption du § 2, des deux derniers paragraphes et de l'ensemble de l'article 3 (*ibid.*). — Adoption de l'article 4 [Ouverture d'un crédit de quatre millions, sur l'Exercice 1876, pour l'exécution de la présente loi] ; et des articles 5 et 6 (*ibid.*). = Ont pris part à la discussion : MM. Cochery, *rapporteur* (p. 375, 376, 377); le comte Joachim Murat (p. 376); Caillaux, *Ministre des Travaux publics* (p. 376 à 382, *passim*) ; André (de la Charente) (p. 376); de Salvandy (p. 377, 380); le comte Rampon (p. 377); Raymond Bastid (p. 377, 382); Houssard (p. 378, 380) ; L'Ébraly, le vicomte de Bonald, Gallicher, Roger-Marvaise (p. 378); Philippoteaux (p. 379) ; Gusman Serph, de Lamberterie, Mazerat (p. 380) ; Lepère, Sarrette (p. 381) ; le comte d'Harcourt, Lestourgie, le vicomte de Rodez-Bénavent (p. 382). = Adoption du projet de loi, soumis au scrutin public, comme portant ouverture de crédit (p. 383); liste des votants (p. 387). = Loi du 31 décembre 1875 (J. O. de 1876, p. 313 ; B. des L., n° 4893).

15 — Exposé des motifs et texte du projet de loi relatif à l'établissement d'un chemin de fer de *Constantine* à *Sétif*, présenté par M. Buffet, *Vice-Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur* [30 novembre 1875] (I., n° 3486; A., t. 42, an., p. 374 ; J. O. de 1876, p. 258). — Rapport, au nom de la Commission des chemins de fer, par M. Ricot [8 décembre] (I., n° 3538 ; A., t. 43, an., p. 377 ; J. O. de 1876, p. 637). — Demande de mise à l'ordre du jour du projet de loi, par M. le rapporteur [13 décembre] (t. 43, p. 259) : adoption de la motion (*ibid.*). — *Première délibération* [15 décembre] (p. 304). — Adoption de l'urgence, sur la demande de M. Raudot, *Président de la Commission*, d'accord avec le Gouvernement (*ibid.*). — Adoption successive des articles et de l'ensemble du projet de loi (t. 43, p. 304, 305). = Loi du 15 décembre 1875 (J. O. de 1876, p. 505 ; B. des L., n° 5098).

16 — Questions relatives à l'exécution des chemins de fer d'Amiens à Dijon, et de Saint-Lô à Lamballe, dans la section comprise entre Saint-Lô et Coutances, voy. BUDGET GÉNÉRAL DE L'ÉTAT, § VI, *Exercice 1876, Travaux publics*.

17 — Discussions et incidents relatifs à des questions intéressant les chemins de fer, voy. BUDGET GÉNÉRAL DE L'ÉTAT. — ENQUÊTES PARLEMENTAIRES, § III. — PÉTITIONS, § II. — QUESTIONS, n° 90.

## CHEMINS FORESTIERS.

Exposé des motifs et texte de la proposition de M. Paul Cottin, relative à la construction et à l'achèvement des chemins forestiers [6 juillet 1872] (I., n° 1269; A., t. 12, an., p. 146; J. O., p. 5148). — Rapport sommaire, par M. de Champvallier [20 novembre] (I., n° 1427; A., t. 14, an., p. 15; J. O., p. 7483). — Commission (F., n° 403 ; J. O., p. 580) (1).

## CHEMINS VICINAUX.

1 — Exposé des motifs et texte de la proposition de M. de Saisy, tendant à modifier la loi du 21 mai 1836 sur les chemins vicinaux [2 août 1871] (I., n° 449; A., t. 4, an., p. 185; J. O., p. 3080).— Rapport sommaire, par M. du Breuil de Saint-Germain [19 août] (I., n° 524; A., t. 5, an., p. 25; J. O., p. 3559). — Rejet de la prise en considération [8 décembre] (A., t. 6, p. 28).

2 — Exposé des motifs et texte de la proposition de M. de Saisy, fixant un maximum de 4 kilomètres au déplacement exigible des prestataires en vertu de la loi du 21 mai 1836 sur les chemins vicinaux [6 juin 1872] (I., n° 1193; A., t. 11, an., p. 270; J. O., p. 4097). — Rapport sommaire, par M. Antonin Lefèvre-Pontalis [3 février 1873] (I., n° 1586; A., t. 15, an., p. 215; J. O., p. 1184). — Rejet de la prise en considération [30 mai] (A., t. 18, p. 154).

3 — Exposé des motifs et texte de la pro-

(1) Cette proposition a été retirée par son auteur.

position de M. le baron Chaurand, tendant à modifier l'article 2 de la loi du 21 mai 1836, sur les chemins vicinaux [5 décembre 1872] (I., n° 1474; A., t. 14, an., p. 129; J. O., p. 7782). — Rapport sommaire, par M. de Ventavon [17 mars 1873] (I., n° 1674; A., t. 16, an., p. 158; J. O., p. 2206). — Retrait de la proposition [7 novembre 1873] (A., t. 27, p. 36).

4 — Exposé des motifs et texte du projet de loi, portant modification des articles 1, 4, 6 et 7 de la loi du 11 juillet 1868, sur les chemins vicinaux, présenté par M. Beulé, *Ministre de l'Intérieur* [1er juillet 1873] (I., n° 1841; A., t. 18, an., p. 224; J. O., p. 4676). — Renvoi à la Commission du Budget, sur la demande du Ministre (A., t. 18, p. 653). — Rapport, au nom de cette Commission, par M. Ancel [21 juillet] (I., n° 1915; A., t. 19, an., p. 175; J. O., p. 5717). — Discussion [25 juillet] (p. 431). — Sur la demande de M. Beulé, *Ministre de l'Intérieur*, l'Assemblée déclare l'urgence (p. 431). — *Discussion générale* (*ibid.*). — Sont entendus : MM. des Rotours (p. 431); Ancel, *rapporteur* (p. 434); Rousseau (p. 436); Magne, *Ministre des Finances* (p. 437); Cochery (p. 439); Léon Say (p. 440). — L'Assemblée décide, au scrutin public, qu'elle passera à la discussion des articles (p. 440); liste des votants (p. 453). — Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 441). = Loi du 25 juillet 1873 (J. O., p. 5169; B. des L., n° 2227).

5 — Exposé des motifs et texte de la proposition de M. Courcelle, tendant à modifier la rédaction de l'article 5 de la loi du 11 juillet 1868 (Chemins vicinaux) [11 juillet 1873] (I., n° 1872; A., t. 19, an., p. 84; J. O., p. 5077) (1).

6 — Dépôt, par M. Buffet, *Vice-Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur*, d'un rapport sur le Service des chemins vicinaux pendant l'année 1873, présenté à M. le Président de la République, en exécution de l'article 10 de la loi du 11 juillet 1868 [28 décembre 1875] (t. 44, p. 236). — L'Assemblée en ordonne la distribution (*ibid.*).

Voy. CRÉDITS, § V, *Intérieur*. — QUESTIONS, n° 17.

(1) Il n'a pas été fait de rapport sur cette proposition.

## CHÈQUES.

1 — Exposé des motifs et texte de la proposition de MM. Claude (des Vosges) et Rouveure, ayant pour objet l'abrogation des articles 3, 4 et 5 de la loi du 14 juin 1865 sur les chèques, et l'assujettissement des délégations sur maisons de Banque au timbre proportionnel [23 août 1871] (I., n° 539; A., t. 5, an., p. 55; J. O., p. 3032). — L'Assemblée déclare l'urgence [même séance] (A., t. 5, p. 96). — Observations de MM. le comte Benoist d'Azy, le baron de Soubeyran et Claude (des Vosges), au sujet de la demande de renvoi de cette proposition à la Commission du Budget (*ibid.*). — La proposition est renvoyée aux Bureaux (*ibid.*). — Commission (F., n° 147; J. O., p. 3012). — Rapport, par M. Adam (Pas-de-Calais) [14 décembre] (I., n° 710; A., t. 6, an., p. 181; J. O. de 1872, p. 255). — Discussion [26 avril 1872] (A., t. 11, p. 72). — Sont entendus : MM. Claude (des Vosges) (p. 72); Adam (du Pas-de-Calais), *rapporteur* (p. 73). — L'Assemblée décide qu'elle ne passera pas à la discussion des articles (p. 74).

2 — Dispositions nouvelles relatives aux chèques, voy. BUDGET GÉNÉRAL DE L'ÉTAT, § IV, *Exercice 1874*, n° 8.

## CHER (DÉPARTEMENT DU).

Interpellations au sujet de la publication par le Préfet de ce département, d'un document parlementaire, voy. INTERPELLATIONS, n° 26.

Voy. ÉTAT DE SIÉGE.

## CHERBOURG (VILLE DE).

Projet de loi ayant pour objet la cession à cette ville d'un magasin à poudre, voy. DOMAINE DE L'ÉTAT.

Voy. aussi ÉTAT DE SIÉGE.

## CHEVAUX ET VOITURES.

1 — Texte de la proposition de MM. Descat et J. Leurent, tendant à rétablir l'impôt sur les chevaux et voitures de luxe [18 juillet 1871] (I., n° 400; A., t. 4, an., p. 37; J. O., p. 2305). — Rapport sommaire,

par M. Max Richard [7 août] (I., n° 468; A., t. 4, an., p. 205; J. O., p. 3128) (1).

2 — Exposé des motifs et texte de la proposition de M. Hervé de Saisy, portant modification aux articles 5 et 6 de la loi du 23 juillet 1872 sur les taxes à percevoir sur les chevaux et voitures [31 mars 1873] (I., n° 1751; A., t. 17, an., p. 152; J. O., p. 3077) (2).

3 — Disposition relative à la remise en vigueur de la loi du 2 juillet 1862 sur l'impôt des chevaux et voitures, et amendements ayant pour objet l'établissement d'une nouvelle taxe, voy. BUDGET GÉNÉRAL DE L'ÉTAT, § I, *Exercice 1871, Impôts autorisés.* — § IV, *Exercice 1874*, n^os^ 5 et 9.

Voy. aussi ARMÉE, § III, n^os^ 9 et 10 — HARAS.

## CHICORÉE.

1 — Disposition relative à l'établissement d'un droit sur la chicorée, voy. BUDGET GÉNÉRAL DE L'ÉTAT, § I, *Exercice 1871*, n° 4.

2 — Projet de loi modificatif de cet impôt et de celui des allumettes, voy. ALLUMETTES CHIMIQUES, n° 2.

## CHIENS.

Projet de loi tendant à établir à l'exportation par la frontière de terre, un droit de 6 fr. par tête, décime compris, sur les chiens de forte race, pour prévenir la contrebande, voy. CONTREBANDE.

## CHIFFRE DES AFFAIRES (IMPÔT SUR LE), voy. COMMERCE ET INDUSTRIE.

## CHIMIE ORGANIQUE.

Projet de loi de crédit relatif à la création d'une chaire de chimie organique à la Faculté des sciences de Paris, voy. CRÉDITS, § IX, *Instruction publique.*

## CHOSES PERDUES.

Exposé des motifs et texte de la proposition de M. Rameau, tendant à compléter les articles 716 et 717 du Code civil, au sujet des choses perdues dont le maître ne se représente pas [3 août 1875] I., n° 3389; A., t. 41, an., p. 371 à 375; J. O., p. 9336) (1).

## CHRIST.

Proposition de M. Brunet, ayant pour objet de décréter que la France se voue à Dieu et à son Christ, voy. FRANCE.

## CIMETIÈRES, voy. INHUMATIONS. — INTERPELLATIONS, n° 47.

## CIDRES, voy. BOISSONS. — OCTROIS.

## CINQ POUR CENT (RENTES).

Proposition de M. Bozérian, tendant à rendre applicable aux rentes 5 0/0 les dispositions de l'article 46 de la loi du 2 juillet 1862, voy. RENTES.

## CIVRY (COMMUNE DE).

Proposition de MM. Amédée Lefèvre-Pontalis, Vingtain et autres, tendant à allouer un secours provisoire à la ville de Châteaudun et aux communes de Varize et de Civry, voy. DÉPARTEMENTS ENVAHIS.

## CLASSES OUVRIÈRES.

Proposition de MM. le duc d'Audiffret-Pasquier, Sacase et autres, tendant à nommer une Commission d'enquête chargée d'étudier la situation des classes ouvrières en France, voy. ENQUÊTES PARLEMENTAIRES, § III.

## CLERGÉ, voy. CULTES.

## CLIENTÈLES (CESSIONS DE).

Proposition de MM. Journault, Buée et autres, tendant à assurer l'application aux ventes de fonds de commerce et aux cessions de clientèles, des droits établis par la loi du 22 frimaire an VII sur l'Enregistrement, voy. ENREGISTREMENT.

(1) Il n'a pas été fait de rapport spécial sur cette proposition, qui a reçu satisfaction dans le Budget rectifié de 1871.

(2) Il n'a pas été fait de rapport sur cette proposition.

(1) Il n'a pas été fait de rapport sur cette proposition.

[illegible]

[illegible] ur M. Fer- [illegible] A., t. 4, [illegible] sur [illegible] A., [illegible] (*ibid.*). [illegible] — Com- [illegible]

[illegible] la situation de [illegible] GÉNÉRAL DE [illegible] — TRAITÉS.

[illegible]

[illegible] et texte de la pro- [illegible] tendant à rendre [illegible] la dénomination [illegible] 1872 (I., n° 1156; A., [illegible] p. 3718). — Rapport [illegible] 5 juillet] (I., n° [illegible]; J. O., p. 4808) (2).

[illegible] ayant pour objet de [illegible] du Code civil, voy. [illegible] § II, n° 6. — CHOSES [illegible] — LÉGITIMATION. — PAR- [illegible] — SUCCESSIONS.

## [illegible] DE COMMERCE.

[illegible] des motifs et texte de la pro- [illegible] de M. Parent, tendant à modifier [illegible] du Code de commerce, relatif à [illegible] de séparation de biens, [illegible] de faillites [1er septembre [illegible] n° 578; A., t. 5, an., p. 138; [illegible] 3907). — Rapport sommaire, par M. [illegible] février 1872 (I., n° 874; A., t. 7, [illegible] J. O., p. 1327). — Prise en con-

[illegible] fait de rapport sur cette propo-

[illegible] statué sur cette proposition.

[illegible]ération [14 février] (A., t. 7, p. 570). — [illegible]mmission (F., n° 226; J. O., p. 1223) (1).

2 — Exposé des motifs et texte du projet de loi tendant à modifier plusieurs articles du livre II du Code de commerce (*Commerce maritime*), présenté par M. Grivart, *Ministre de l'Agriculture et du Commerce* [5 janvier 1875] (I., n° 2795; A., t. 35, an., p. 354; J. O., p. 366) (2).

Voy. CONCORDATS AMIABLES.

## CODE DE JUSTICE MILITAIRE.

1 — Projets de lois relatifs à l'organisation et à la procédure des Conseils de guerre, voy. CONSEILS DE GUERRE.

2 — Exposé des motifs et texte de la proposition de M. de la Pervanchère, tendant : 1° à modifier la rédaction de plusieurs articles du Code de justice militaire; 2° à préciser et à fortifier les pénalités applicables aux militaires qui pactiseraient avec l'émeute [31 juillet 1872] (I., n° 1385; A., t. 13, an., p. 312; J. O., p. 6984). — Rapport sommaire, par M. le vice-amiral de la Roncière le Noury [5 décembre] (I., n° 1476; A., t. 14, an., p. 131; J. O., p. 8143). — Prise en considération sans discussion et renvoi à la Commission de l'armée [3 juillet 1873] (A., t. 19, p. 24) (3).

3 — Exposé des motifs et texte du projet de loi tendant à compléter l'article 10 du Code de justice militaire, présenté par M. le général du Barail, *Ministre de la Guerre* [22 juillet 1873] (I., n° 1928; A., t. 19, p. 321, et an., p. 187; J. O., p. 5746). — L'urgence, demandée par M. le Ministre de la Guerre, est déclarée [même séance] (A., t. 19, p. 322). — Commission (F., n° 511; J. O., p. 5018). — Rapport, par M. le général Robert [25 juillet] (I., n° 1963; A., t. 19, an., p. 234; J. O., p. 5894). — Discussion [26 juillet] (p. 459). — Sont entendus : MM. Limperani (p. 459, 461); le général Robert, *rapporteur* (p. 460, 461); Dufaure (p. 460). — Adoption de l'article unique du projet de loi [même séance] (p. 462). = Loi du 26 juillet 1873 (J. O., p. 5201; B. des L., n° 2221).

(1) Il n'a pas été fait de rapport sur ce projet de loi.
(2) Il n'a pas été fait de rapport sur cette proposition.
(3) Il n'a pas été fait de rapport spécial sur cette proposition.

4 — Exposé des motifs et texte du projet de loi tendant à modifier le Code de justice militaire [12 mars 1874] (I., n° 2286; A., t. 30, an., p. 137; J. O., p. 2833). — Commission (F., n° 617; J. O., p. 2210). — Rapport, par M. le général Robert [31 juillet] (I., n° 2655; A., t. 34, an., p. 130; J. O., p. 5963). — Nouveau rapport, par le même Député [25 janvier 1875] (I., n° 2870; A., t. 36, an., p. 92; J. O., p. 1043). = *Première délibération* [16 février] (t. 36, p. 546). — Est entendu : M. le général Robert, *rapporteur* (*ibid.*). — L'Assemblée décide, sans débats, qu'elle passera à la deuxième délibération (*ibid.*). = *Deuxième délibération* [3 mars] (t. 37, p. 21). — *Discussion générale* (p. 21 à 28). — *Discussion des articles* (p. 29 et suiv.). — Rejet du contre-projet de M. le général Loysel (p. 29). — Adoption des divers articles, modifiés par la Commission, d'accord avec le Gouvernement (p. 30 à 39). — Sont entendus : MM. le général Mazure (p. 21, 29, 35); le général de Cissey, *Vice-Président du Conseil, Ministre de la Guerre* (p. 21); le général Loysel (p. 21 à 26, 29, 30, 33, 34); le général Robert, *rapporteur* (p. 26 à 28; 30 à 33; 34, 35); le général Billot (p. 29); Du Bodan (p. 34). — L'Assemblée décide qu'elle passera à la troisième délibération [même séance] (p. 39). = Demande d'ajournement de cette délibération, par M. le général Billot [19 mars] (p. 325). — Sont entendus sur cette motion : MM. le général Billot (p. 325, 326, 327); le général Robert, *rapporteur* (p. 326, 327); le général de Cissey, *Ministre de la Guerre* (p. 327). — L'ajournement de la troisième délibération jusqu'après les vacances de l'Assemblée est prononcé (p. 327). — Observations sur la mise à l'ordre du jour du projet de loi [11 mai] (t. 38, p. 4). — Sont entendus : MM. le général Robert, *rapporteur* (*ibid.*); le duc d'Audiffret-Pasquier, *Président de l'Assemblée* (*ibid.*). = *Troisième délibération* [18 mai] (t. 38, p. 88). — Observations générales du rapporteur (*ibid.*). — Art. 1er : adoption successive des divers articles du Code de justice militaire, modifiés par la Commission, d'accord avec le Gouvernement (p. 90 à 96). — Article additionnel présenté par M. Daguenet, tendant, par modification à l'article 184 du Code, à fixer l'âge de 40 ans comme point de départ de la prescription contre l'action publique résultant de l'insoumission (p. 94) : rejet de la prise en considération (p. 95). — Adoption de l'article 2 (Dispositions générales) et de l'article 3 (Dispositions transitoires) (p. 96). — Sont entendus : MM. le général Robert, *rapporteur* (p. 88, 95); Daguenet (p. 94). — Adoption de l'ensemble du projet de loi [même séance] (t. 38, p. 96). = Loi du 18 mai 1875 (J. O., p. 3913; B. des L., n° 4145).

5 — Exposé des motifs et texte du projet de loi tendant à coordonner les lois des 27 juillet 1872 et 24 juillet 1873 avec le Code de justice militaire, et à autoriser l'appel par voie d'affiches et de publications sur la voie publique, en cas de mobilisation par force majeure, présenté par M. le général de Cissey, *Vice-Président du Conseil, Ministre de la Guerre* [5 août 1874] (I., n° 2702; A., t. 34, an., p. 348; J. O., p. 7930). — Déclaration d'urgence, sur la demande du Ministre (A., t. 34, p. 258). — Rapport, au nom de la Commission du Code de justice militaire, par M. le général Robert [28 juillet 1875] (I., n° 3306; A., t. 41, an., p. 130 à 139; J. O., p. 6831). — Demande de mise à l'ordre du jour du projet de loi, par M. le général Mazure [31 juillet] (t. 41, p. 301). — Sont entendus : MM. le général Mazure, Ricot, Langlois (*ibid.*). — L'Assemblée décide que le projet sera placé à la suite de l'ordre du jour (*ibid.*). — Discussion [16 novembre] (t. 42, p. 226). — Observations de M. le général Mazure, *Président de la Commission* (*ibid.*). — Renvoi de la discussion à la prochaine séance (*ibid.*). = Reprise de la discussion [18 novembre] (p. 233). — Exposé, par M. le général Robert, *rapporteur*, de l'ensemble du projet de loi (p. 234). — Observations sur la disposition de l'article 13, qui maintient la juridiction des Conseils de guerre à l'égard des réservistes renvoyés dans leurs foyers, pour les crimes et délits prévus par les articles du Code de justice militaire énumérés à l'article 18 (p. 235 à 239). — Adoption successive des 26 articles composant le projet de loi (p. 233 à 241). = Ont pris part aux débats : MM. Lepère (p. 234); le général Robert, *rapporteur* (p. 234, 237); Léopold Faye (p. 236, 239). — Adoption de l'ensemble du projet de loi [même séance] (t. 42, p. 241). = Loi du 18 novembre

1875 (J. O., p. 10041 ; B. des L., n° 4637).

6 — Exposé des motifs et texte du projet de loi tendant à rendre applicables à l'armée de mer les dispositions des lois des 18 mai et 18 novembre 1875, présenté par M. l'amiral marquis de Montaignac, *Ministre de la Marine et des Colonies* [4 décembre 1875] (I., n° 3509; A., t. 43, an., p. 274; J. O. de 1876, p. 136).— Rapport, au nom de la Commission de l'armée, par M. l'amiral de Dompierre d'Hornoy [18 décembre] (I., n° 3614; A., t. 44, an., p. 6; J. O. de 1876, p. 204). — Insertion de ce projet de loi dans la Résolution relative à l'ordre des derniers travaux de l'Assemblée [30 décembre] (p. 286). = *Première délibération* [31 décembre] (p. 383). — Déclaration d'urgence, sur la demande du rapporteur; et adoption successive des deux articles et de l'ensemble du projet de loi [même séance] (*ibid.*). = Loi du 31 décembre 1875 (J. O. de 1876, p. 377; B. des L., n° 4813).

## CODE D'INSTRUCTION CRIMINELLE.

1 — Projet de loi portant modification ou abrogation de divers articles du Code d'instruction criminelle, en ce qui concerne l'organisation des Tribunaux de police, voy. COURS ET TRIBUNAUX.

2 — Exposé des motifs et texte de la proposition de M. Parent, tendant à modifier l'article 337, ou au moins l'article 360 du Code d'instruction criminelle, dans le but d'empêcher la reprise des prévenus acquittés [14 mars 1872] (I., n° 981; A., t. 8, an., p. 131; J. O., p. 2113). — Rapport sommaire, par M. Émile Lenoël [30 mai] (I., n° 1190; A., t. 11, an., p. 244; J. O., p. 4238).— Prise en considération, sans discussion, au scrutin public [30 mai 1873] (A., t. 18, p. 155); liste des votants (p. 160). — Commission (F., n° 488; J. O., p. 4177). — Rapport, par M. Bertauld [3 décembre] (I., n° 2068; A., t. 28, an., p. 101; J. O. de 1874, p. 741). = *Première délibération* [24 juin 1874] (t. 32, p. 384). — Sont entendus : MM. Alfred Dupont (p. 384 à 386); René Brice (p. 386 à 389); Tailhand, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice* (p. 389). — L'Assemblée décide qu'elle passera à la deuxième délibération (p. 389) (1).

Voy. JURY. — POLICE (HAUTE-).

## CODE FORESTIER.

1 — Exposé des motifs et texte de la proposition de M. Paul Cottin, tendant à ajouter deux articles complémentaires au titre VI du Code forestier (*Des bois des Communes et des Établissements publics*) [19 mars 1872] (I., n° 1005; A., t. 8, an., p. 186; J. O., p. 2344).— Rapport sommaire, par M. Ducuing [21 juin] (I., n° 1235; A., t. 12, an., p. 54; J. O., p. 4653). — Discussion sur la prise en considération [20 juillet] (A., t. 13, p. 256). — Sont entendus : MM. Cottin, de Goulard, *Ministre des Finances* (p. 256). — Adoption des conclusions de la Commission, tendant au rejet de la prise en considération (*ibid.*).

2 — Exposé des motifs et texte du projet de loi tendant à modifier l'article 105 du Code forestier, relatif au partage des bois d'affouage, présenté par M. Ernoul, *Ministre de la Justice* [21 juin 1873] (I., n° 1826; A., t. 18, an., p. 176; J. O., p. 4484). — Commission (F., n° 498; J. O., p. 4481). — Rapport, par M. Mazeau [24 mars 1874] (I., n° 2334; A., t. 30, an., p. 281; J. O., p. 3092, 3125). = *Première délibération* [22 mai] (A., t. 31, p. 132).— L'Assemblée décide, sans débats, qu'elle passera à la deuxième délibération (*ibid.*). = *Deuxième délibération* [18 juin] (t. 32, p. 272). — Est entendu : M. Mazeau, *rapporteur* (*ibid.*). — L'Assemblée décide qu'elle passera à la troisième délibération (*ibid.*). = *Troisième délibération* [25 juin] (p. 415). — Adoption, sans discussion, de l'article unique du projet de loi (p. 416). = Loi du 25 juin 1874 (J. O., p. 5001; B. des L., n° 3230).

## CODE NAPOLÉON, voy. CODE CIVIL.

## CODE PÉNAL.

1 — Texte de la proposition de M. de Gavardie, ayant pour objet d'ajouter une

(1) Il n'y a pas eu de deuxième délibération sur cette proposition.

[illegible] Exercice 1871 [illegible] — 2e *Commission* [illegible] 269 ; J. O., p. 2908. — [illegible] Exercice 1873] (F., n° 446 [illegible] — 4e *Commission* [illegible] 658 ; J. O., p. 4360. — 5e *Commission* [illegible] Exercice 1875] (F., n° 776 ; J. O., p. 3636).

2 — Rapport, par M. Savary, au nom de la Commission de Comptabilité, sur une proposition des Questeurs, tendant à affecter aux dépenses de l'Assemblée nationale les sommes disponibles sur le crédit ouvert à l'ancien Corps législatif, par la loi de finances du 27 juillet 1870, pour l'Exercice 1871 [6 mars 1871] (I., n° 35; A., t. 1, an., p. 25; J. O., p. 345). — Adoption, sans discussion [21 mars] (A., t. 2, p. 23). = Loi du 21 mars 1871 (J. O., p. 421 ; B. des L., n° 344).

3 — Rapport, au nom de la Commission de Comptabilité, par M. Peltereau-Villeneuve, sur la proposition des Questeurs, ayant pour objet l'allocation d'un crédit extraordinaire destiné à subvenir aux dépenses des Commissions d'Enquête parlementaire [19 juillet 1871] (I., n° 405; A., t. 4, p. 176, et an., p. 69; J. O., p. 2338). — L'urgence est déclarée (A., t. 4, p. 177). — Discussion [21 juillet] (p. 207). M. Peltereau-Villeneuve, *rapporteur*. — Adoption, au scrutin public, de l'ensemble du projet de Résolution (p. 208).

4 — Rapport, au nom de la Commission de Comptabilité, par M. Toupet des Vignes, sur les comptes des recettes et des dépenses [illegible] législatif pour l'Exercice [illegible] — [illegible]

[illegible] Peltereau-Villeneuve [illegible] Comptabilité [illegible] Budget des dépenses [illegible] pour l'Exercice [illegible] des recettes [illegible] Assemblée nationale pour le [illegible] Exercice [25 août 1871] (I., n° [illegible] p. 77 ; J. O., p. 3487). — Adoption, sans discussion du projet de Résolution [illegible] septembre] (A., t. 5, p. 278).

5 — Rapport, par M. Peltereau-Villeneuve, au nom de la Commission de Comptabilité, suivi d'un projet de Résolution tendant à cu-

vrir un crédit de 123,365 francs destiné à l'établissement et à l'amélioration des moyens de chauffage du Palais de Versailles [14 septembre 1871] (I., n° 654 ; A., t. 5, an., p. 272 ; J. O., p. 4224). — Incident, à l'occasion du dépôt de ce rapport, sur la compétence de la Commission de Comptabilité et de la Commission spéciale instituée pour étudier les questions relatives à l'installation de l'Assemblée nationale et du Pouvoir exécutif à Versailles [14 septembre] (A., t. 5, p. 613). — Sont entendus : MM. le général Ducrot (p. 612, 614) ; Peltereau-Villeneuve, *rapporteur* (p. 612, 613) ; Batbie, Baze, *Questeur* (p. 613) ; Dahirel (p. 614). — Le renvoi du rapport de la Commission de Comptabilité à la Commission spéciale, demandé par M. le général Ducrot, n'est pas ordonné (p. 614). — Adoption, sans discussion, au scrutin public, du projet de Résolution [15 septembre] (p. 612) ; liste des votants (p. 664).

7 — Rapport, au nom de la Commission de Comptabilité, par M. Peltereau-Villeneuve : 1° sur la fixation du Budget des dépenses de l'Assemblée nationale pour l'Exercice 1871 ; 2° sur la fixation des recettes et des dépenses de la Caisse des retraites des employés de l'Assemblée pour le même Exercice [10 janvier 1872] (I., n° 791 ; A., t. 6, an., p. 329 ; J. O., p. 521). — Adoption, sans discussion, du projet de Résolution [17 janvier 1872] (t. 7, p. 49).

8 — Rapport, au nom de la Commission de Comptabilité, par M. Noël Parfait, sur le règlement définitif des recettes et dépenses de l'ancien Corps législatif pour l'Exercice 1870 et l'Exercice 1871, et sur le règlement des recettes et dépenses de l'Assemblée nationale du 12 février au 30 juin 1871 [26 avril 1872] (I., n° 1083 ; A., t. 11, an., p. 17 ; J. O., p. 3468). — Discussion [3 mai] (p. 190). — Sont entendus : MM. Pascal Duprat (p. 190, 191) ; Ferdinand Mathieu, Noël-Parfait, *rapporteur* (p. 191). — Adoption successive des trois projets de Résolution (p. 192).

9 — Rapport, au nom de la Commission de Comptabilité, par M. le baron Chaurand, sur une proposition des Questeurs tendant à ouvrir un crédit extraordinaire de 100,000 francs au Budget de l'Assemblée nationale pour acquitter les dépenses de la Commission d'Enquête sur les classes ouvrières [13 juillet 1872] (I., n° 1307 ; A., t. 13, an., p. 76 ; J. O., p. 5198). — Adoption de la Résolution [18 juillet] (A., t. 13, p. 210).

10 — Rapport, au nom de la Commission de Comptabilité, par M. le baron Chaurand, sur une proposition des Questeurs, tendant à ouvrir un crédit extraordinaire de 50,000 francs, en addition au Budget de l'Assemblée nationale, pour acquitter les dépenses de la Commission parlementaire chargée de constater la situation des arsenaux et des magasins militaires [13 juillet 1872] (I., n° 1308 ; A., t. 13, an., p. 76 ; J. O., p. 5147). — Adoption de la Résolution [18 juillet] (A., t. 13, p. 210).

11 — Rapport, au nom de la Commission de Comptabilité, par M. Peltereau-Villeneuve, sur le règlement des Comptes de la Dotation de l'Assemblée nationale pour l'Exercice 1871 ; sur celui de la Caisse des retraites des employés de l'Assemblée pour le même Exercice ; sur la fixation du Budget des dépenses de l'Assemblée et sur l'évaluation des recettes et des dépenses de la Caisse des retraites de ses employés pour l'Exercice 1873 [19 décembre 1872] (I., n° 1505 ; A., t. 14, an., p. 159). — Adoption de ces projets de Résolution [21 décembre] (A., t. 14, p. 732).

12 — Rapport, au nom de la Commission de Comptabilité, par M. Loustalot, sur l'emploi du restant en caisse, à la fin de l'Exercice 1872, des fonds destinés au service de la buvette de l'Assemblée [26 mars 1873] (I., n° 1708 ; A., t. 17, an., p. 84 ; J. O., p. 2151). — Adoption, sans discussion, au scrutin public, du projet de Résolution [1er avril] (p. 202).

13 — Rapport, par M. Toupet des Vignes, au nom de la Commission de Comptabilité, sur le règlement des Comptes de l'Assemblée nationale pour l'Exercice 1872 [28 novembre 1873] (I., n° 2055 ; A., t. 28, an., p. 51 ; J. O., p. 7955). — Adoption, sans discussion, du projet de Résolution [9 décembre] (A., t. 28, p. 178).

14 — Rapport, par M. Châtelin, au nom de la Commission de Comptabilité, sur l'ouverture d'un crédit de 100,000 francs au

Budget de l'Assemblée nationale (Exercice 1873) afin d'acquitter les dépenses des Commissions d'Enquête parlementaire [1er décembre 1873] (I., n° 2062; A., t. 28, an., p. 82; J. O., p. 7536).— Adoption, sans discussion, au scrutin public, de l'article unique du projet de Résolution [8 décembre] (A., t. 28, p. 154); liste des votants (p. 173).

15 — Rapport, au nom de la Commission de Comptabilité, par M. Courcelle : 1° sur la fixation du Budget des dépenses de l'Assemblée nationale pour l'Exercice 1874; 2° sur l'évaluation des retraites [illegible] penses de la Caisse des retraite[illegible] ployés de l'Assemblée, pour le [illegible] cice [2 décembre 1873] (I., n° 2 [illegible] an., p. 92; J. O., p. 7987). — Au[illegible] discussion, de l'ensemble du p[illegible] solution [19 décembre] (A., t. 2[illegible]

16 — Rapport, au nom de la C[illegible] de Comptabilité, par M. Lou[illegible] l'emploi des fonds en caisse, à [illegible] l'Exercice 1873, concernant l[illegible] buvette de l'Assemblée [3 j[illegible] n° 2514; A., t. 32, an., p. 362; J. O. [illegible] — Adoption, sans discussion, du [illegible] Résolution [10 juillet 1874] (A.,

17 — Rapport, au nom de la [illegible] sion de Comptabilité, par M. Nou[illegible] sur le règlement des Comptes de [illegible] blée nationale pour l'Exercice 1873 [31 j[illegible] let 1874] (I., n° 2653; A., t. 34, an., p. [illegible]; J. O., p. 5997). — Adoption, sans discussion, de l'ensemble du projet de Résolution [4 août] (A., t. 34, p. 207).

18 — Rapport, au nom de la Commission de Comptabilité, par M. Courcelle : 1° sur la fixation du Budget des dépenses de l'Assemblée nationale, pour l'Exercice 1875; 2° sur l'évaluation des recettes et des dépenses de la Caisse des retraites des employés de l'Assemblée pour le même Exercice [31 juillet 1874] (I., n° 2654; A., t. 34, an., p. 125; J. O., p. 6000). — Discussion [4 août] (A., t. 34, p. 207). — Sont entendus : MM. Hervé de Saisy, Courcelle, *rapporteur* (p. 207); le vicomte de Lorgeril, Buffet, *Président de l'Assemblée;* Pelletan, Baze, *Questeur* (p. 208). — Adoption de l'ensemble de la Résolution [4 août] (p. 209).

19 — Rapport, au nom de la Commission de Comptabilité par M. Courcelle : 1° sur la fixation du Budget des dépenses de l'Assemblée nationale pour l'Exercice 1876; 2° sur l'évaluation des recettes et des dépenses de la Caisse des retraites des employés de l'Assemblée pour le même Exercice [8 juillet 1875] (I., n° 3161; A., t. 39, an., p. 240; J. O., p. 6484). — Adoption, sans discussion [14 juillet 1875] (A., t. 40, p. 36).

20 — Rapport, au nom de la Commission de Comptabilité, par M. Noël Parfait, sur le règlement des Comptes de l'Assemblée nationale pour l'Exercice 1874 [1er décembre 1875] (I., n° 3491; A., t. 43, an., p. 243; J. O. de 1876, p. 609). — Adoption successive, et sans discussion, des articles et de l'ensemble du projet de Résolution [8 décembre (A., t. 43, p. 156, 157).

## COMPTE DE LIQUIDATION DES CHARGES DE LA GUERRE.

1 — Exposé des motifs et texte du projet de loi portant création d'un Compte de liquidation des diverses charges résultant de la guerre de 1870-1871, présenté par M. Thiers, *Président de la République;* M. le général de Cissey, *Ministre de la Guerre;* M. Victor Lefranc, *Ministre de l'Intérieur;* et M. de Goulard, *Ministre de l'Agriculture et du Commerce*, chargé par intérim *du Ministère des Finances* [15 mars 1872] (I., n° 990; A., t. 8, an., p. 148; J. O., p. 2526). — Pour la suite, voir le n° suivant.

2 — Exposé des motifs et texte du projet de loi tendant à modifier le projet de loi du 15 mars 1872, portant création d'un Compte de liquidation des diverses charges résultant de la guerre, présenté par M. Léon Say, *Ministre des Finances* [20 mars 1873] (I., n° 1688; A., t. 16, an., p. 220; J. O., p. 2232). — Renvoi à la Commission du Budget de 1873 (A., t. 16, p. 576). = 1er Rapport, au nom de cette C[illegible] M. Gouin [1er avril] (I., n° [illegible] an., p. 153; J. O., p. 3012). — de la discussion de ce proj[illegible] (A., t. 17, p. 296). = 2° I[illegible] Talhouët (*Reconstruction ... Paris*) [2 avril] (I., n° 1761;

Budget de l'Assem
cice 1873) afin d'a
Commissions d'E
décembre 187
p. 82; J. O., p.
cussion, au
que du pr
(A., t. 28,

15 — B
de Com
la fix
l'Asse
2° sur
pens
ploy
cic
an.
di



de MM. Ducuing et de Lam-
t. 2, p. 3[illegible]. — L'Assemblée
urgence (ibid.). — Commission
J. O., p. 542. — 1° Rapport au
la Commission spéciale, par
-Bodet (17 avril) (I., n° 145; A.,
[illegible]; J. O., p. 771). — Discussion
A., t. 2, p. 681). — Sont entendus :
Cyprien Girerd (p. 681, 686, 687);
-Bodet, *rapporteur* (p. 684); Du-
p. 686); Le Royer (p. 687). — Adop-
l'ensemble de la proposition de la
mission (même séance) (p. 687). — Loi
22 avril 1871 (J. O., p. 922; B. des L.,
[illegible]). = Deuxième rapport, par M. Le
Royer, suivi d'une nouvelle proposition de
la Commission, tendant à proroger l'effet
de la loi du 22 avril 1871 jusqu'au 31 dé-
cembre de cette année (9 août) (I., n° 479;
A., t. 4, an., p. 247; J. O., p. 3081). —
Discussion (9 septembre) (A., t. 4, p. 494).
— Sont entendus : MM. Le Royer, *rappor-
teur* (p. 494, 495); Cyprien Girerd (p. 495);
Ducuing (p. 495). — Adoption de l'article
unique du projet de la Commission (p.
495). = Loi du 9 septembre 1871 (J. O., p.
3463; B. des L., n° 500).

2 — Texte de la proposition de M. Daron relative à l'établissement d'une loi définitive sur les concordats amiables (10 mai 1871) (I., n° 220; A., t. 2, p. 897; J. O., p. 1098). — Rapport sommaire, par M. le comte de Melun (20 mai) (I., n° 246; A., t. 2, p. 89; J. O., p. 1232). — Renvoi à l'ancienne Commission chargée de l'examen des projets ci-dessus mentionnés (A., t. 2, p. 108).

3 — Exposé des motifs et texte de la proposition de M. Drouin, tendant à proroger au 31 mars 1872 les effets de la loi du 22 avril 1871 relative aux suspensions de payements (14 décembre 1871) (I., n° 706; A., t. 6, an., p. 171; J. O., p. 5366). — Observations sur la demande d'urgence : sont entendus : MM. Drouin, de Marcère, Victor Lefranc, *Ministre de l'Agriculture et du Commerce* (t. 6, p. 96). — L'urgence est déclarée et la proposition renvoyée à la Commission des Concordats amiables, ci-dessus mentionnée (*ibid.*). — Rapport, par M. Le Royer (19 décembre) (I., n° 732; A., t. 6, p. 176, et an., p. 243; J. O. de 1872,

…tbie,

…té
…t ou
… Adminis-
…onnées (p.
…uinard, ayant
… officiers supé-
…nseil d'État (*ibid.*);
… sujet du choix des
… de soutenir les discus-
…semblée (p. 186). — Art. 9
…*ministratif*] (p. 194). Sont
…MM. Raudot (p. 194); Gaslonde
…00, 201); Bérenger (de la Drôme) (p.
Batbie, *rapporteur*; Lefèvre-Pontalis
…dée) (p. 201). — Art. 10 à 24 [*Formes de*
*…océder*] (p. 202 à 204). Sont entendus : MM.
Fresneau (p. 202); Batbie, *rapporteur* (p.
202, 203, 204); Gaslonde, Bozérian (p. 204).
Adoption des amendements de ces deux
derniers Députés, relatifs aux délibérations
du Conseil au contentieux et aux recours
contre les décisions des Conseils de préfec-
ture (p. 204). — Art. 25 à 28 [*Conflits*] (p.
205 à 209). Sont entendus : MM. Gaslonde
(p. 205); Lefèvre-Pontalis (Antonin) (p. 206);
Batbie, *rapporteur* (p. 206, 208); Roger-Mar-
vaise (p. 207). — Art. 29 [*Disposition transi-
toire*] (p. 208). Adoption d'un paragraphe
additionnel relatif aux Auditeurs, proposé
par M. Wilson (p. 209). — L'Assemblée dé-
cide qu'elle passera à la troisième délibéra-
tion [3 mai] (p. 309). = Rapport supplémen-
taire, par M. Batbie [23 mai] (I., n° 1171; A.,
t. 11, p. 510, et an., p. 210; J. O., p. 3584,
3604). = *Troisième délibération* [24 mai]
(p. 521). — Ont pris part aux débats : MM.
Bertauld, Mazeau (p. 522); Batbie, *rappor-
teur* (p. 522, 525); de Lacretelle (p. 523); le
duc de Broglie (p. 524, 525); Langlois (p.
525). — Adoption de l'ensemble du projet
de loi, avec la nouvelle rédaction de la Com-
mission, modifiée par les amendements :
1° de M. Mazeau, relatif à l'éligibilité au
Conseil d'État des Députés démissionnaires
…3); 2° de M. le duc de Broglie, au sujet
…r concours des Auditeurs (p. 525);
… Jozon, ayant pour objet le nombre
…mbres présents nécessaire pour les
…rations du Tribunal des conflits (p.
… 24 mai] (p. 528). = Loi du 24 mai 1872
J. O., p. 3625; B. des L., n° 1160).

2 — Exposé des motifs et texte de la pro-
position de M. Gaslonde, tendant à modifier
diverses dispositions de la loi organique
du Conseil d'État [1er décembre 1873] (I., n°
2060; A., t. 28, an., p. 75; J. O., p. 7763). —
Renvoi de cette proposition à la Commis-
sion chargée de l'examen du projet de loi
ci-après mentionné [13 mars 1874] (A.,
t. 30, p. 356).

3 — Exposé des motifs et texte du projet
de loi tendant à modifier la loi organique
du Conseil d'État, notamment en ce qui
concerne sa Présidence, présenté par
M. Depeyre, *Garde des Sceaux, Ministre
de la Justice* [9 février 1874] (I., n°
2207; A., t. 29, an., p. 291; J. O., p.
1759). — Commission (F., n° 601; J.
O., p. 1699). — Rapport, par M. Bertauld,
sur ce projet de loi et sur la proposition de
M. Gaslonde, relative au même objet [4 juil-
let] (I., n° 2517; A., t. 32, an., p. 364;
J. O., p. 5152). — Discussion [1er août] (A.,
t. 34, p. 129). — L'urgence est déclarée, sur
la demande du rapporteur (p. 131). — Sont
entendus : MM. Bertauld, *rapporteur* (p. 129,
131); Foubert (p. 130). — Adoption de l'en-
semble du projet de la Commission [même
séance] (p. 132). = Loi du 1er août 1874 (J.
O., p. 5521; B. des L., n° 3285).

## § II. — *Nomination des Conseillers d'État.*

1 — Commission nommée en vertu de
l'art. 3 de la loi du 24 mai 1872, pour pro-
poser à l'Assemblée nationale une liste de
candidatures pour l'élection des Conseillers
d'État (F., n° 301; J. O., p. 3872). — Liste des
candidats aux fonctions de Conseiller d'État,
présentée, au nom de cette Commission,
par M. Baze, son *Président* [13 juillet
1872] (I., n° 1300; A., t. 13, p. 96, et
an., p. 64; J. O., p. 5235). — Lettres
de MM. le baron de Bussierre et de Parieu,

## CONSEILS ADMINISTRATIFS.

Exposé des motifs et texte de la proposition de MM. André Folliet, Chardon et Silva, relative à la création d'un Conseil administratif dans chaque commune [28 mars 1874] (I., n° 2363; A., t. 30, an., p. 338; J. O., p. 3579). — Renvoi à la Commission de décentralisation (A., t. 30, p. 704) (1).

## CONSEILS CANTONAUX.

1 — Texte de la proposition de MM. de Barante et Waddington, relative à l'organisation des Conseils cantonaux [28 avril 1871] (I., n° 178; A., t. 2, an., p. 782; J. O., p. 997). — Rapport sommaire, par M. de Salvandy [3 juin] (I., n° 295; A., t. 3, p. 262; J. O., p. 1582). — Prise en considération, et renvoi à la Commission de décentralisation [12 juin] (A., t. 3, p. 340) (1).

2 — Exposé des motifs et texte de la proposition de M. Ulric Perrot, relative à l'organisation des Conseils cantonaux et des Conseils d'arrondissement [27 mai 1871] (I., n° 264; A., t. 3, p. 228; J. O., p. 4351, 4369, 4456). — Renvoi à la Commission de décentralisation, sur le rapport verbal de M. Kolb-Bernard [5 juin] (A., t. 3, p. 263) (1).

## CONSEILS D'ADMINISTRATION,

voy. SERVICES ADMINISTRATIFS.

## CONSEILS D'ARRONDISSEMENT.

1 — Proposition de MM. du Temple, de Sugny et autres, tendant à faire procéder à de nouvelles élections des Conseils municipaux, généraux et d'arrondissement, voy. CONSEILS GÉNÉRAUX, § IV, n° 2.

2 — Proposition de MM. du Breuil de Saint-Germain, Savoye et autres, relative aux Conseils généraux et aux Conseils d'arrondissement, voy. *ibid.*, n° 4.

3 — Proposition de M. Ulric Perrot, relative à l'organisation des Conseils cantonaux et des Conseils d'arrondissement, voy. CONSEILS CANTONAUX.

4 — Proposition de MM. de Clercq, de Partz et autres, tendant à empêcher la simultanéité des élections des Conseillers généraux et des Conseillers d'arrondissement, voy. CONSEILS GÉNÉRAUX, § IV, n° 7.

## CONSEILS DE GUERRE.

1 — Exposé des motifs et texte du projet de loi tendant à modifier la procédure suivie devant les Conseils de guerre, pour la poursuite des crimes et délits dans les places, communes et départements en état de siége, présenté par M. Thiers, *Chef du Pouvoir exécutif*, M. Dufaure, *Garde des Sceaux*, et M. le général Le Flô, *Ministre de la Guerre* [6 avril 1871] (I., n° 112; A., t. 2, p. 276, 301; J. O., p. 625, 640). — Observations de M. Tolain sur la demande d'urgence faite par M. Dufaure, *Garde des Sceaux* (A., t. 2, p. 276, 301). — L'urgence est déclarée (*ibid.*). — Commission (F., n° 37; J. O., p. 471) (1).

2 — Exposé des motifs et texte du projet de loi ayant pour objet de déroger au Code de justice militaire en permettant de prendre les Substituts-Rapporteurs parmi tous les officiers en activité de service, présenté par M. le général de Cissey, *Ministre de la Guerre* [31 juillet 1871] (I., n° 436; A., t. 4, p. 349, et an., p. 157; J. O., p. 2760). — L'urgence, demandée par le Ministre de la Guerre, est déclarée (t. 4, p. 349). — Commission (F., n° 129; J. O., p. 2443). — Rapport, par M. Bérenger [5 août] (I., n° 467; A., t. 4, p. 486, et an., p. 204; J. O., p. 2668). — Discussion [7 août] (t. 4, p. 503). — Sont entendus: MM. le général de Cissey, *Ministre de la Guerre* (p. 503); Bérenger, *rapporteur* (p. 503, 505); Victor Lefranc, *Ministre de l'Agriculture et du Commerce* (p. 504); Marc Dufraisse (p. 505). — Adoption de l'ensemble du projet de la Commission [même séance] (p. 506). = Loi du 7 août 1871 (J. O., p. 2657; B. des L., n° 459).

3 — Exposé des motifs et texte du projet de loi relatif à la composition des Conseils de guerre, présenté par M. le général de Cissey, *Ministre de la Guerre* [7 mai 1872] (I., n° 1115; A., t. 11, an., p. 78; J. O.,

(1) Il n'a pas été fait de rapport spécial sur cette proposition.

(1) Il n'a pas été fait de rapport sur ce projet de loi.

417). — Rapport sommaire, arquis de Chasseloup-Laubat 118; A., t. 2, p. 360; J. O., Prise en considération [14 t. 2, p. 482). = Observations Chasseloup-Laubat, *rapporteur*, Bethmont sur la nomination de mission (p. 482, 483). — Demande voi de ces propositions à la Com- dite de *décentralisation* (1) [15 avril] 13). — Sont entendus : MM. Paulin n, Baze, Moulin (p. 513); de Marcère, nin, Pagès-Duport, Langlois (p. 515). — renvoi est prononcé (p. 516). = Rap- rt, au nom de cette Commission, par Waddington, sur ces propositions et sur celles de MM. Savary et Raudot ci-après mentionnées (2) [14 juin] (I., n° 320; A., t. 3, p. 397; J. O., p. 1685, 1700, 1714). = *Première délibération* [27 juin] (t. 3, p. 623). — Ont pris part aux débats : MM. Target (p. 623); Limayrac (p. 626); Othenin d'Haussonville (p. 631); de la Bassetière (p. 634); de Guiraud (p. 661); Charles de Lacombe (p. 665); Raudot (p. 668); Paul Cottin (p. 670); Reverchon (p. 673); Journault (p. 675); Waddington, *rapporteur* (p. 676); Lambrecht, *Ministre de l'Intérieur;* (p. 679, 684); Moulin (p. 681). — L'Assemblée décide qu'elle passera à la deuxième délibération (p. 685). = *Deuxième délibération* [7 juillet] (t. 3, p. 819). — Art. 2, et amendement de M. Target [Création d'une Commission départementale] (p. 824 à 864, 880 à 904) : adoption, au scrutin public de la 1re partie de cet amendement (p. 901); liste des votants (p. 902); rejet, au scrutin public, de la 2e partie (p. 901); liste des votants (p. 903). — Art. 4, et amendement de M. Malens [Représentation des cantons au Conseil général, suivant leur population] (p. 916 à 923): rejet de l'amendement, au scrutin public (p. 923); liste des votants (p. 928). — Art. 16 [Vérification des élections par le Conseil général] (t. 4, p. 23 à 27; 45 à 49; 99 à 108; 157 à 165). — Art. 22, et amendement de M. Baze [Durée des fonctions des Conseillers généraux] (t. 4, p. 49 à 54) : adoption de l'amendement au scrutin public (p. 54); liste des votants (*ibid.*). — Art. 71, et amendement de M. de Clercq [Présidence de la Commission départementale] (t. 4, p. 192 à 202) : rejet de l'amendement, au scrutin public (p. 202); liste des votants (*ibid.*); adoption de l'article, au scrutin public (*ibid.*); liste des votants (p. 204). — Art. 75, et amendement de M. Desjardins [Gratuité des fonctions de la Commission départementale] (p. 274 à 280) : adoption de l'amendement, au scrutin public (p. 280); liste des votants (p. 288). — Art. 87 [Tutelle administrative des communes] (p. 292 à 304). — Ont pris part aux débats : MM. Amat (t. 4, p. 142, 159); d'Andelarre (t. 3, p. 846, 849; t. 4, p. 157, 162); Anisson-Duperron (t. 4, p. 99); Arago (Emmanuel) (t. 3, p. 846, 847, 849); Audren de Kerdrel (t. 3, p. 849); de Barante (t. 4, p. 131); Barthe (t. 4, p. 121, 122); Batbie (t. 4, p. 46, 48, 49, 133, 146); Baze (t. 4, p. 52, 274); Bergondi (t. 3, p. 896); Bertauld (t. 3, p. 848; t. 4, p. 70, 80, 81); Besson (t. 3, p. 916); Bethmont (t. 3, p. 922; t. 4, p. 49, 71, 113, 122, 130, 133, 149, 175, 274, 304); Beulé (t. 3, p. 824); Blavoyer (t. 4, p. 274); Bozérian (t. 3, p. 927; t. 4, p. 23); Brice (René) (t. 4, p. 112); Brisson (t. 3, p. 921; t. 4, p. 189); Brun (Lucien) (t. 3, p. 819; t. 4, p. 67, 68, 170, 279); Buisson (de l'Aude) (t. 4, p. 70, 163); de Castellane (t. 4, p. 19); de Champvallier (t. 4, p. 124, 128); Chevandier (t. 3, p. 925; t. 4, p. 286); Christophle (t. 4, p. 22, 100, 102, 105, 107); Claude (des Vosges) (t. 4, p. 128); Clément (t. 4, p. 47, 305); de Clercq (t. 4, p. 192); Daguenet (t. 4, p. 138); le duc Decazes (t. 3, p. 835); Delacour (t. 4, p. 68, 116); Delille (t. 4, p. 146, 148, 149, 159, 180); Delorme (t. 3, p. 838; t. 4, p. 199); Delpit (t. 3, p. 858); Desjardins (t. 4, p. 74, 75, 277); Ducarre (t. 4, p. 276); Duvergier de Hauranne (t. 4, p. 196); Ernoul (t. 4, p. 193); Foubert (t. 4, p. 293); Fournier (t. 3, p. 824, 831, 847, 924; t. 4, p. 22, 66); Ganivet (t. 4, p. 18, 106, 122, 141, 148, 161, 165, 273, 285); Gillon (t. 3, p. 850; t. 4, p. 122, 131); Giraud (t. 3, p. 924); Guibal (t. 4, p. 51); Hamille (t. 4, p. 174); le vicomte d'Haussonville (t. 4, p. 171); de Jouvencel (t. 3, p. 851); Jozon (t. 4, p. 104); La Caze (t. 3, p. 832; t. 4, p. 144); Lafayette (Oscar de) (t. 4, p. 49); Lambrecht, *Ministre de l'Intérieur* (t. 3, p. 861,

(1) Pour la formation de cette Commission, voy. l'article DÉCENTRALISATION ADMINISTRATIVE.

(2) Voir la proposition de M. Savary, même paragraphe, n° 3, et celle de M. Raudot, à l'article DÉCENTRALISATION.

p. 3082). — L'Assemblée déclare l'urgence [même séance (t. 11, p. 250); et, sur la demande de M. le général Chanzy, renvoie ce projet de loi à la Commission chargée de l'examen de la proposition relative à la publication des travaux du Conseil d'Enquête sur les capitulations (p. 272). — Rapport, au nom de cette Commission, par M. Keller (13 mai) (J., n° 1135; A., t. 11, an., p. 224; J. O., p. 3521). — Discussion (16 mai) (p. 395). — Ont pris part aux débats : MM. le général de Cissey, *Ministre de la Guerre* (p. 395, 396, 402, 403); Keller, *rapporteur* (p. 396, 397, 399, 400); le comte de Bastard (p. 396, 397, 402); Dahirel (p. 397, 399); Paulin Gillon (p. 397); Berlet (p. 397, 398, 399); Anisson-Duperron (p. 398, 400); Baragnon (p. 398, 401); le général Ducrot (p. 399, 400); le comte Rampon (p. 3[illegible] le duc d'Aumale (p. 400); Lenoël (p. [illegible] le général Chanzy (p. 401); Raoul Duv[illegible] 401, 403); de Ventavon (p. 401, 402); Le[illegible] (p. 402); Audren de Kerdrel (p. 403) jet, au scrutin public, de l'amende MM. Anisson-Duperron et Barag[illegible] pour objet d'excepter de la com[illegible] Conseils de guerre, chargés [illegible] faits antérieurs à la nouvelle bres de l'Assemblée nationa[illegible] des votants (p. 409). — A[illegible] semble du projet de loi [illegible] 16 mai 1872 (J. O., p. [illegible] n° 1125).

4 — Exposé des [illegible] de loi relatif à l'[illegible] des Conseils de [illegible] général de [illegible] [7 mai 1872 [illegible] J. O., p. 3[illegible] gence (p. [illegible] Commi[illegible] Rapp[illegible] mai [illegible] O.,

Code de Justice mil[illegible]
JUSTICE MILITAIRE.

## CONSEILS

Proposition [illegible] 14 juin 187[illegible] et les Con[illegible]
TRUCTION.

## CO

de Saisy, sur le retard apporté par la Commission d'initiative à l'examen de sa proposition et de celle de M. Eugène Tallon, ci-après mentionnée [5 juillet] (t. 39, p. 401). — Sont entendus : MM. Hervé de Saisy (*ibid.*); Eugène Pelletan, *rapporteur* (p. 402) (1).

11 — Exposé des motifs et texte de la proposition de M. Eugène Tallon sur la vérification des pouvoirs des membres des Conseils généraux, ayant pour objet la révision de l'article 16 de la loi du 10 août 1871 [3 mars 1875] (I., n° 2913; A., t. 37, an., p. 4; J. O., p. 2094). — Incident relatif au retard apporté au dépôt du Rapport de la 30e Commission d'initiative parlementaire [17 juillet 1875] (A., t. 40, p. 146). — Sont entendus : MM. Eugène Tallon, Calmon, Buffet, *Ministre de l'Intérieur, Vice-Président du Conseil* (*ibid.*). — Rapport sommaire, par M. Pelletan [19 juillet] (I., n° 3204; A., t. 40, an., p. 553; J. O., p. 6830). — Demande de mise à l'ordre du jour de la discussion sur la prise en considération de cette proposition, par M. Tallon [20 juillet] (p. 216).— Sont entendus sur cette demande : MM. Eugène Tallon (p. 216); Buffet, *Ministre de l'Intérieur* (*ibid.*); Pelletan, *rapporteur* (217). — Discussion sur la prise en considération [21 juillet] (t. 41, p. 4). — Ont pris part à la discussion : MM. Eugène Tallon (p. 4 à 10); Arrazat (p. 10); Baragnon (p. 12); Limperani (*ibid.*); Gavini (p. 13); Elzéar Pin (p. 15); Buffet, *Vice-Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur* (*ibid.*); Eugène Pelletan, *rapporteur* (p. 17). — Prise en considération (*ibid.*). — Demande de l'urgence, par M. le Vice-Président du Conseil (*ibid.*) : adoption de l'urgence (p. 18). — Convocation des Bureaux pour la nomination de la Commission spéciale (p. 21). — Rapport, au nom de cette Commission, par M. Batbie [29 juillet] (I., n° 3330; A., t. 41, an., p. 167; J. O., p. 7094). — Motion de M. Arrazat, tendant, en l'absence du Rapport, non encore distribué, au renvoi de la discussion après la 3e délibération sur le projet de loi concernant les élections des Sénateurs [30 juillet] (p. 260). — Sont entendus : MM. Arrazat, Édouard Millaud (*ibid.*); le duc d'Audiffret-Pasquier, *Président de l'Assemblée;* Buffet, *Vice-Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur* (p. 261). — Rejet de la motion de M. Arrazat (*ibid.*). — Incident au sujet de la demande d'insertion immédiate du Rapport au *Journal officiel* (*ibid.*). — Sont entendus : MM. Mathieu-Bodet, le duc d'Audiffret-Pasquier, *Président de l'Assemblée* (*ibid.*). = Discussion du projet de la Commission, consistant à déférer directement au Conseil d'État la vérification des élections contestées [31 juillet] (t. 41, p. 276). — *Discussion générale* (*ibid.*). — Reprise, par M. Waddington, au nom de la minorité de la Commission, de l'amendement de M. le marquis d'Andelarre, consistant dans le maintien aux Conseils généraux de leur droit actuel de vérification, avec la faculté de recours au Conseil d'État (p. 276 à 282). — *Discussion des articles* (p. 282). Retrait des amendements ou contre-projets : de M. Sansas, de M. Boysset, de M. Hervé de Saisy (p. 283); et de M. Foubert (p. 286). — Amendement précité de M. le marquis d'Andelarre, repris par M. Waddington (p. 283, 287) : rejet de l'amendement, au scrutin public (p. 296); liste des votants (p. 307). — Article 1er du projet de loi, comprenant les articles 15, 16 et 17 de la loi du 10 août 1871 modifiés (p. 296). — Nouvel article 15 (*ibid.*): adoption de l'article, amendé par M. Jozon (p. 297). — Nouvel article 16 (*ibid.*) : adoption de l'article, amendé par M. Roger-Marvaise et par M. Emile Lenoël (p. 299).— Nouvel article 17: adoption, avec un amendement de M. Limperani (*ibid.*). —Adoption de l'ensemble de l'article 1er du projet ; et, sans discussion, des articles 2, 3, ainsi que de l'article 4, relatif aux sessions du Conseil général de la Corse (*ibid.*). = Ont pris part à la discussion : MM. Waddington (p. 276 à 280, 282); le marquis de Valfons (p. 280); Daguenet (p. 283 à 286); Ganivet (p. 287); Batbie, *rapporteur* (p. 287, 296, 298, 299); Paul Jozon (p. 289 à 292, 294); Buffet, *Vice-Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur* (p. 292 à 294); René Brice (p. 297); Emile Lenoël (p. 298); Lepère (p. 299). — Adoption, au scrutin public, de l'ensemble du projet de la Commission [même séance] (p. 304); liste des votants (p. 398). = Loi du 31 juillet 1875 (J. O., p. 6321 ; B. des L., n° 4368).

(1) Il n'a pas été fait de rapport sur cette proposition.

[illegible] *[illegible] au Conseil [illegible] de la Seine.*

[illegible] et texte du projet de [illegible] provisoire du Con-[illegible] de la Seine, pré-[illegible] *Président de la Républi-*[illegible] *Ministre de l'Intérieur* [illegible], n° 611 ; A., t. 5, an., [illegible] 1639). — L'Assemblée [illegible] septembre (A., t. 5, [illegible] (F., n° 161 ; J. O., [illegible], par M. Henri Martin [illegible], n° 660 ; A., t. 5, an., [illegible]. Discussion [16 sep-[illegible]. Sont entendus : [illegible] Martin, Paul Morin (*ibid.*). — [illegible] ensemble du projet de loi [illegible] (*ibid.*). Loi du 16 septembre [illegible], B. des L., n° 330).

[illegible] des motifs et texte du projet [illegible] à proroger la loi du 16 sep-[illegible], relative à l'organisation provi-[illegible] général de la Seine, présenté [illegible] *Ministre de l'Intérieur* [illegible], n° 1011 ; A., t. 16, an., [illegible] p. [illegible]. Commission (F., [illegible] p. [illegible]. Rapport, par M. [illegible] mars (I., n° 1701 ; A., [illegible] p. [illegible]. Déclaration [illegible] la demande de M. Vautrain, [illegible] discussion, du projet de [illegible] p. 11). Loi du 21 mai [illegible] B. des L., n° 2022).

[illegible] des motifs et texte du projet [illegible] proroger de nouveau la loi [illegible] sur le Conseil géné-[illegible] par M. Buffet, *Vice-*[illegible] [illegible]

## § III. — *Dissolution, convocation et sessions de Conseils généraux.*

1 — Texte de la proposition de M. Gaslonde, relative à l'abrogation du décret de la Délégation de Bordeaux portant dissolution des Conseils généraux, et à la convocation immédiate de ces Conseils, pour assurer, de concert avec les Préfets, le respect des lois [21 mars 1871] (I., n° 65 ; A., t. 2, p. 18, 47 ; J. O., p. 384). — Sont entendus sur la demande d'urgence : MM. Villain, Picard, *Ministre de l'Intérieur* (A., t. 2, p. 19). — L'urgence est déclarée (*ibid.*). — Commission (F., n° 22 ; J. O., p. 231). — Rapport, par M. Bertauld [26 mars] (I., n° 83 ; A., t. 2, an., p. 143 ; J. O., p. 41[illegible]). — Discussion [29 mars] (p. 167 à 184). — Question préjudicielle tendant à l'ajournement de la discussion (p. 167 à 169). — Sont entendus : MM. d'Andelarre, Bertauld, *rapporteur*, Brame (p. 167, 168) ; Picard, *Ministre de l'Intérieur* (p. 168) ; de Kerdrel, Lambert de Sainte-Croix (p. 169). — Discussion du projet de la Commission, tendant à abroger le décret du 25 décembre 1870 et à faire procéder à de nouvelles élections des Conseils généraux (t. 2, p. 169). — Adoption d'un amendement de MM. Gaslonde et Bertauld, ayant pour objet la suppression des Commissions départementales (p. 173) ; et d'un autre, de M. Vinay, relatif à l'incompatibilité des fonctions de Conseiller général avec celles de juge de paix du canton ou de membre du tribunal civil de l'arrondissement (p. 178, 183). — Sont entendus : MM. de Ventavon (p. 169) ; Gaslonde (p. 170, 172, 173) ; Bertauld, *rapporteur* (p. 171, 173, 175, 176) ; de Guiraud, d'Andelarre (p. 172, 173) ; Audren de Kerdrel (p. 173, 175, 176) ; Picard, *Ministre de l'Intérieur* (p. 174, 176) ; Gavardie (p. 17[illegible]) ; Henri Fournier, Plichon, Raudot, Paris (p. 175) ; Target, de Barante (p. 175) ; de Belcastel, de Kerdrel, Vinay (p. 176, 180) ; [illegible] Lambert de Sainte-Croix, Bethmont (p. 17[illegible]) ; [illegible], Langlois (p. 178) ; Bérenger de la Drôme (p. 179) ; Peltereau-Villeneuve (p. 181) ; Turquet, de Gavardie (p. 182) ; Lambrecht (p. 183, 184). — Adoption de l'ensemble du projet de la Commission amendé [29 mars] (p. 184). = Loi du 29 mars 1871 (J. O., p. 389 ; B. des L., n° 350).

[illegible]

[illegible] et 27 de ses collègues, [illegible] aux [illegible] des Conseils municipaux et des Conseils généraux [3 mars [illegible] A., t. 4, p. 136, et an., p. [illegible] — Rapport sommaire, [illegible]

[illegible] — [illegible] et texte de la proposition de MM. du Temple, de Sugny et [illegible] à faire procéder à de nouvelles [illegible] Conseils généraux, d'arrondissement et municipaux [3 mars [illegible] A., t. 4, p. 133, an., p. 46; [illegible] — Rapport sommaire, voir ci-après, [illegible]

[illegible] — [illegible] et texte de la proposition de MM. [illegible] Chaurand, Tail[illegible] relative aux élections des Conseils [illegible] et des Conseils généraux [illegible] A., t. 4, p. 136, [illegible] — Rapport sommaire, [illegible]

[illegible] — [illegible] de la proposition de MM. [illegible] Saint-Germain, [illegible] relative aux Conseils [illegible]

[illegible]

[illegible]

[illegible] — Exposé des motifs et texte de la proposition de MM. [illegible]

[illegible]

*crétaire d'État de la Justice* (p. 483); Bouchet (p. 483, 485, 486); Roger-Marvaise (p. 484); Amédée Lefèvre-Pontalis, *rapporteur* (p. 485). — Adoption de l'ensemble du projet de loi (même séance) (p. 486). = Loi du 29 juin 1874 (J. O., p. 4537; B. des L., n° 325[illegible]

7 — Exposé des motifs et texte du [illegible] de loi tendant à ajourner l'époq[illegible] prochaine session ordinaire de [illegible] généraux, présenté par M. [illegible] *Ministre de l'Intérieur* [illegible] n° 2531; A., t. 33, an., p. [illegible] — L'urgence, dem[illegible] est déclarée A., [illegible] mission F., [illegible] Rapport, p[illegible] n° 2615; A., [illegible] p. 57[illegible] p. [illegible] 65[illegible]

posit[illegible] [illegible] 7, rel[illegible] 263, 28[illegible] p. [illegible] p. 290 : L[illegible] p. [illegible] 489 ; de Malev[illegible] [illegible] rrère p. 297 ; Martel (p. [illegible] p. 458 ; Maurice p. 387 ; [illegible] 284 ; Mettetal p. 464 ; [illegible] 297, 337, 339 ; Paris p. 286, [illegible] 345, 351, 372, 432, 457, [illegible] 485, 486, 489 ; Passy p. [illegible] 299 ; Peltereau-Villeneuve [illegible] *Ministre de l'Intérieur* p. [illegible] 280, 293, 298, 315, 342, 352, [illegible] 484, 489 ; Prax-Paris p. [illegible] ; de Rességuier p. [illegible] ; Rivaille p. 282, [illegible] (p. 348, 349, 38[illegible] [illegible] 333 ; Savary p. [illegible] 348, 422, 466, 470 ; [illegible] 294, 381, 433, [illegible] 350 ; Steinheil [illegible] Target p. 408, [illegible] 352, 384, [illegible] *Chef du* [illegible] Tirard p. 347, [illegible] 428 ; [illegible] 260, 280, [illegible] ; [illegible] ensemble [illegible] 2. [illegible] = [illegible] 3. [illegible] M. [illegible] 2. [illegible]

[illegible] 29 juillet 1873] L., n° 1913; A., t. 11, [illegible] p. 5570, 5586, 5604, 5637, [illegible]. — Rapport supplémentaire, par le même Député [7 mars 1874] L., n° 2268; A., t. 30, [illegible], p. 71; J. O., p. 2539, 2721, [illegible], 2790, 2796).

11. — Motion de M. Raudot, *Président de la Commission de décentralisation*, tendant à la mise à l'ordre du jour des deux projets de lois sur l'Électorat municipal et l'Organisation municipale [30 mai 1874] (A., t. 31, p. 204). — Incident relatif à la retraite du Cabinet dont M. le duc de Broglie était Vice-Président, à la suite du vote de l'Assemblée, le 16 mai, contre la mise à l'ordre du jour de la loi électorale politique (p. 212, 213). — Sont entendus : MM. Raudot, *Président de la Commission de décentralisation* (p. 204, 208, 214, 217); Bethmont (p. 205); Waddington (p. 209, 215); Bérenger (de la Drôme) (p. 210); Depeyre (p. 213); Batbie, *Président de la Commission des lois constitutionnelles* (p. 215, 217); le vicomte d'Aboville (p. 215); Lucien Brun, de Chabrol (p. 216); Lucet, Wallon (p. 217). — L'Assemblée décide qu'elle mettra à son ordre du jour du lundi 1er juin : 1° le projet de loi relatif à l'Électorat municipal; 2° le projet de loi relatif à l'Organisation municipale, 3° le projet de loi concernant l'Électorat politique [même séance] (p. 217).

12. — ÉLECTORAT MUNICIPAL. — *Première délibération* sur les propositions de lois y relatives [1er juin 1874] (A., t. 31, p. 219). — Incident au sujet des motifs qui ont amené les votes des 16 et 30 mai, donnant la priorité à cette loi, dans l'ordre du jour, sur la loi électorale politique (p. 228). Sont entendus : MM. Paul Jozon (p. 219 à 220), le vicomte d'Haussonville (p. 225 à 228), Amédée Lefèvre-Pontalis (p. 228 à 231). L'Assemblée décide, au scrutin public, qu'elle passera à une deuxième délibération sur le projet de la Commission [même séance] (p. 231), liste des votants (p. 240; rectifications, p. 243). — *Deuxième délibération* [8 juin] (t. 32, p. 41). — Contre-projet de M. Eugène Tallon, tendant à faire une loi électorale générale, et à remplacer les premiers articles du projet de la Commission de décentralisation par les articles correspondants du projet de la Commission des Lois constitutionnelles (p. 41 et 42) : retrait (p. 46). — Rejet de l'amendement de M. Vautrain, ayant pour objet de faire entrer trois délégués du Conseil municipal dans la Commission chargée de la formation des listes (p. 57). — Rejet, au scrutin public, de l'amendement de M. Jozon, tendant à remplacer le délégué du Préfet par un second délégué du Conseil municipal, dans toutes les communes où le Maire sera nommé par l'Administration (p. 59); liste des votants (p. 61). — Rejet de l'amendement de M. Bouchet, relatif à la détermination d'un maximum d'électeurs par bureau de vote (p. 60). — Adoption, au scrutin public, de l'article 1er du projet de la Commission (p. 60); liste des votants (p. 62). — Rejet, au scrutin public, de l'amendement de M. Jules Ferry, relatif à la composition de la Commission chargée de juger les demandes en inscription ou en radiation (p. 74); liste des votants (p. 83). — Adoption de l'article 2 (p. 74). — Rejet de l'amendement de M. Dréo, ayant pour objet de supprimer le droit attribué au délégué de l'Administration de déférer au juge de paix les décisions de la Commission (p. 89). — Adoption des articles 3 et 4 (*ibid.*). — Art. 5 (p. 90). Amendement de M. Goblet, tendant à inscrire sur la liste des électeurs municipaux tous les citoyens jouissant de leurs droits civils et politiques (*ibid.*) : rejet, au scrutin public (p. 92); liste des votants (p. 106). — Amendement de MM. Oscar de Lafayette et autres, ayant pour objet de fixer à 21 ans l'âge de l'inscription sur les listes électorales municipales (p. 92) : adoption, au scrutin public (p. 106); liste des votants (p. 108; rectifications, p. 111). — Adoption d'une addition proposée par la Commission au texte de l'amendement de M. de Lafayette, formant le premier paragraphe de l'article 5 (p. 114). — Rejet, au scrutin public, de l'amendement de MM. Lucien Brun et de Valfons, tendant à inscrire sur la liste des électeurs municipaux les chefs de famille ou veufs, après six mois de résidence dans la commune, s'ils y ont leur domicile d'origine; et, s'ils ne l'ont pas, après deux ans (p. 122); liste des

(1) Pour le texte de cette proposition, voy. l'article MAIRES ET ADJOINTS.

cet amendement (p. 531) : rejet (p. 532); liste des absents à ce vote (p. 533). — Amendement de M. Pascal-Duprat ayant pour objet d'exiger seulement la résidence d'un an pour l'inscription sur la liste des électeurs municipaux des citoyens âgés de vingt et un ans qui ne sont pas nés dans la commune (t. 32, p. 543) : rejet, au scrutin public (p. 558); liste des votants (p. 577). — Amendement de M. Jules Ferry, tendant à ajouter à la liste électorale, après six mois de résidence, ceux qui, n'étant pas nés dans la commune, y ont satisfait à la loi du recrutement (p. 559) : renvoi à la Commission, sur la demande du rapporteur (p. 564). Adoption de cet amendement, modifié dans sa rédaction (p. 584). — Rejet, au scrutin public, de l'amendement de MM. Allenou et de Saisy, ayant pour objet l'inscription de ceux qui étaient portés sur la liste électorale de la commune où ils résidaient précédemment (p. 566); liste des votants (p. 579). — Renvoi à la Commission de l'amendement de M. Latrade, ayant pour objet l'inscription de ceux qui auront été imposés, nominativement ou non, au rôle des prestations en nature (p. 574) : rejet de cet amendement modifié (p. 587). — Paragraphe additionnel proposé par M. Jules Ferry, ayant pour objet d'assimiler à l'inscription au rôle de la taxe personnelle, l'inscription sur la liste des imposables dressée par les commissaires répartiteurs et servant à déterminer le contingent de la commune, dans les villes où la contribution personnelle et mobilière est en totalité ou en partie payée par la caisse municipale (p. 590) : rejet de cet amendement, au scrutin public (p. 594); liste des votants (p. 596). — Rejet d'un amendement de M. Jozon relatif aux habitants de la commune mariés ou veufs avec enfants et résidant depuis un an (p. 595). — Déclaration de M. Raudot, *Président de la Commission*, annonçant qu'elle abaisse de trois à deux ans la durée du domicile exigé par le § 4 de l'article 5 pour l'inscription sur la liste des électeurs municipaux (p. 603). — Amendement de M. Brisson ayant pour objet l'inscription d'office de tous les électeurs, sans distinction, et le droit pour les tiers de demander l'inscription ou la radiation de tous les électeurs (p. 604) : renvoi de cet amendement à la Commission, sur la demande du rapporteur (p. 613). Nouvelle disposition adoptée par la Commission, pour le quatrième paragraphe de l'article 5, conférant à tout électeur inscrit le droit de demander la radiation ou l'inscription d'un électeur omis ou indûment inscrit (p. 628). Retrait de l'amendement de M. Brisson (*ibid.*). Reprise, par M. Clapier, de la première rédaction de la Commission (*ibid.*) : rejet, au scrutin public, de cet ancien paragraphe (p. 632); liste des votants (p. 642). Adoption de la nouvelle rédaction (p. 633). — Paragraphe additionnel proposé par M. d'Aboville et accepté par la Commission, relatif à l'inscription sur les listes électorales des absents de la commune pour le service militaire (p. 615) : adoption (*ibid.*). — Paragraphe additionnel proposé par M. Brisson, tendant à inscrire d'office les électeurs nés hors de la commune qui figuraient sur les listes closes les 31 mars 1873 et 1874 (p. 633) : rejet, au scrutin public (p. 634); liste des votants (p. 644). — Adoption de l'ensemble de l'article 5 (p. 634). — Rejet d'un article additionnel proposé par M. Brisson, ayant pour objet d'étendre la résidence au canton, pour les élections au Conseil général ou d'arrondissement (p. 635). — Adoption de l'article 6 (p. 616). — Nouvel article 7 de la Commission, tendant à accorder un double suffrage à tout électeur marié ou veuf avec enfants ou petits-enfants (p. 616). Rejet de la prise en considération des amendements de MM. Pernolet et Jean Brunet, ayant pour objet d'accorder des suffrages supplémentaires, suivant le nombre des enfants (p. 620, 622). — Retrait d'un amendement analogue de M. de Belcastel (p. 636). — Rejet, au scrutin public, de l'article 7 de la Commission (p. 639); liste des votants (p. 646). — Adoption des articles 8 et 9, devenus 7 et 8 (p. 639, 640). = Ont pris part à la troisième délibération : MM. de Chabrol, *rapporteur* (t. 32, p. 505, 512, 517 à 521, 526, 527, 535, 536, 555, 556, 561, 563, 568, 571, 584, 586, 593, 594, 608 à 610, 613, 616, 627, 633, 634); Jouin (p. 506 à 512); Bethmont (p. 521, 585, 614, 615); Goblet (p. 521); Limperani (p. 521, 523); Lefèvre-Pontalis (Amédée) (p. 522, 547 à 549, 592); Édouard Millaud (p. 523 ; Paris (du Pas-de-Calais) (p. 524, 535, 537, 539); Dréo (p. 525,

526) ; Bozérian (p. 527) ; le général Loysel (p. 528, 531) ; Hervé de Saisy (p. 529, 564, 568) ; Oscar de Lafayette (p. 529) ; le général Guillemaut (p. 531) ; Tirard (p. 536, 538, 556) ; Amat (p. 536, 555) ; Jules Ferry (p. 539, 540, 559 à 561, 587, 590, 591, 593, 610 à 613, 635) ; Vautrain (p. 540, 542) ; Henri Brisson (p. 541, 604 à 608, 615, 628, 632, 633, 634) ; Langlois (p. 542) ; Pascal-Duprat (p. 543 à 547) ; Marc Dufraisse (p. 549 à 553) ; le général Robert (p. 562 à 564) ; Latrade (p. 566, 571, 584, 587) ; Ganivet (p. 569, 615) ; Raudot (p. 569, 591, 638) ; Faye (p. 570) ; Victor Lefranc (p. 586) ; Contaut (p. 589) ; Ernest Picard (p. 593) ; Jozon (p. 594, 595, 613) ; Barodet (p. 610) ; le vicomte de Meaux (p. 610) ; Beaussire (p. 615) ; le vicomte d'Aboville (p, 615) ; Pernolet (p. 616 à 620) ; Jean Brunet (p. 690) ; Clapier (p. 628 à 632) ; Tolain (p. 633) ; de Belcastel (p. 635) ; René Brice (p. 636) ; Ducarre (p. 638) ; Marcou (p. 640). = Adoption, au scrutin public, du projet de loi modifié [7 juillet] (p. 641) ; liste des votants (p. 647). = Loi des 1er, 12 juin et 7 juillet 1874 (J. O., p. 4817 ; B. des L., n° 3237). = Demande de M. de Chabrol, *rapporteur*, à fin de rectification d'erreurs matérielles introduites dans le texte de cette loi publiée au *Journal officiel* [13 juillet] (t. 33, p. 94). — L'Assemblée ordonne ces rectifications (*ibid.*).

13 — ORGANISATION MUNICIPALE. — *Première délibération* sur les propositions de lois y relatives [1er juin 1874] (t. 31, p. 231). — Sont entendus : MM. Léopold Limayrac (p. 231 à 236) ; de Fourtou, *Ministre de l'Intérieur* (p. 236) ; Raudot (p. 236). — L'Assemblée décide qu'elle passera à la deuxième délibération [même séance] (*ibid.*). = *Deuxième délibération* [17 juin] (t. 32, p. 233). — Contre-projet de M. Fresneau (p. 234) : rejet de la demande de renvoi à la Commission (p. 238). — Contre-projet de M. Vingtain (p. 238) : rejet d'une demande analogue (p. 240). — Amendement de M. Journault, tendant à abroger les dispositions législatives sur l'administration municipale, concernant la participation des plus imposés aux délibérations des Conseils municipaux (p. 240) : retrait de cet amendement (p. 253). — Amendement de M. Bardoux, tendant à maintenir les dispositions de l'article 42 de la loi du 18 juillet 1837, pour les contributions extraordinaires ou les emprunts votés par les Conseils municipaux (p. 256) : adoption, au scrutin public (p. 271) ; liste des votants (p. 272 ; rectifications, p. 277). = Déclaration de M. de Chabrol, *rapporteur*, au nom de la majorité de la Commission, ayant pour objet le retrait du projet de loi présenté par elle (p. 278). — M. Lucet déclare le reprendre, au nom de la minorité (*ibid.*). = Ancien article 5 de ce projet, relatif à la représentation des minorités, par la faculté d'attribuer plusieurs suffrages au même candidat au Conseil municipal (p. 279). Amendement de M. Bertauld ayant pour objet de remplacer cet article et les deux suivants par l'article 3 de la loi du 14 avril 1871, qui règle le mode des élections au scrutin de liste pour toute la commune (*ibid.*) : adoption de cet amendement, au scrutin public (p. 291) ; liste des votants (p. 293). — Ancien article 14 de la Commission (devenu l'article 3 du nouveau projet de loi), relatif au mode de nomination des Maires et adjoints (p. 297). — Amendement de M. Clapier, tendant à remplacer cet article par une disposition ayant pour objet la prorogation, pour deux années, de la loi du 20 janvier 1874 sur la nomination des Maires et adjoints par le Gouvernement (p. 297) : adoption, au scrutin public (p. 313) ; liste des votants (p. 314 ; rectification, p. 317). = Déclaration de M. Lucet, au nom de la minorité de la Commission, à fin de retrait du projet de loi repris par elle (p. 314). — M. Paris (du Pas-de-Calais) déclare le reprendre en son nom (*ibid.*). — Article additionnel présenté par M. Roger-Marvaise, relatif à la dissolution des Conseils municipaux (p. 320) : rejet, au scrutin public (p. 331) ; liste des votants (p. 340). = Ont pris part à la deuxième délibération : MM. Fresneau (t. 32, p. 234 à 238) ; Raudot (p. 238, 268 à 270) ; Vingtain (p. 238 à 240) ; Ganivet (p. 240) ; Journault (p. 240 à 245) ; de Chabrol, *rapporteur* (p. 245, 252, 260 à 262, 271, 277) ; Jules Ferry (p. 246 à 252) ; Bardoux (p. 256 à 260, 271) ; Jouin (p. 262 à 264) ; Foubert (p. 264, 329 à 331) ; Lefèvre-Pontalis (Amédée) (p. 265 à 267) ; Ernest Picard (p. 267) ; Lucien Brun (p. 270) ; Lucet (p. 278, 313) ; de Fourtou, *Ministre de l'Intérieur* (p. 278, 303 à 305) ; Bethmont (p. 279, 285 à 291) ; Bertauld (p. 279 à 285, 291, 292) ; Gaslonde (p. 291) ; Clapier

(p. 297 à 300, 328); Lenoël (p. 300 à 303); Bérenger (de la Drôme) (p. 306 à 312); de la Bassetière (p. 313, 316); Paris (du Pas-de-Calais) (p. 314, 333); Langlois (p. 319); André Follict (p. 318, 320); Roger-Marvaise (p. 320); Baragnon, *Sous-Secrétaire d'État de la Justice* (p. 323 à 325, 331); Le Royer (p. 325 à 328); Edouard Millaud (p. 331 à 332); Testelin (p. 333, 334). — L'Assemblée décide qu'elle passera à la troisième délibération [22 juin 1874] (t. 32, p. 334). = *Troisième délibération* [15 novembre 1875] (A., t. 42, p. 191). — Demande d'ajournement de la discussion, par M. Delacour (*ibid.*) : débat relatif à cette demande (p. 191 à 212). Sont entendus : M. Delacour (p. 191); Pascal-Duprat (p. 193); Clapier (p. 196); Bérenger (de la Drôme) (p. 198); Buffet, *Vice-Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur* (p. 201 à 208, 211); Ernest Picard (p. 208 à 212). — M. Lepère demande le scrutin public sur la question d'ajournement, (*ibid.*). — Incident à ce sujet, sur l'interprétation de l'article 51 du Règlement, relativement aux exceptions que comporte l'emploi de ce mode de scrutin (p. 212 à 214). Sont entendus sur l'incident : MM. Lepère (p. 212, 213); le duc d'Audiffret-Pasquier, *Président de l'Assemblée* (p. 212 à 214); Émile Lenoël (p. 213). — L'Assemblée prononce l'ajournement de la discussion (p. 214). = Demande de rectification au Compte-rendu de cette séance, par M. Noël Parfait [16 novembre] (p. 215) (1).

14 — Projets et propositions de lois concernant la nomination des Maires et Adjoints, voy. l'article MAIRES ET ADJOINTS.

15 — Proposition de MM. Follict et autres sur l'organisation municipale, voy. CONSEILS ADMINISTRATIFS.

### § II. — *Dispositions diverses.*

1 — Exposé des motifs et texte de la proposition de MM. Tallon, Vinay et autres, relative à la suppression des Commissions municipales [7 mars 1871] (I., n° 38; A., t. 1, an., p. 26; J. O., p. 361). — Rapport sommaire, par M. Bocher [31 mars] (I., n° 98; A., t. 2, p. 200; J. O., p. 501). — Renvoi à la Commission du projet de loi sur les élections municipales [même séance] (A., t. 2, p. 188) (1).

2 — Propositions relatives aux élections du Conseil municipal de Paris en mars 1871, voy. PARIS (VILLE DE).

3 — Texte de la proposition de M. Lucet tendant à laisser en vigueur le décret des 27 décembre 1866-16 janvier 1867, pour l'Algérie, en ce qui concerne les indigènes musulmans et les étrangers [28 avril 1874] (I., n° 176; A., t. 2, p. 782; J. O., p. 964). — L'Assemblée déclare l'urgence [même séance] (A., t. 2, p. 775). — Commission (F., n° 58; J. O., p. 867) (2).

4 — Exposé des motifs et texte du projet de loi tendant à proroger les pouvoirs des Conseils municipaux [12 mars 1874] (I., n° 2285; A., t. 30, p. 345, et an., p. 136; J. O., p. 2832). — Sur la demande de M. le Vice-Président du Conseil, l'urgence est déclarée (A., t. 30, p. 346). — Commission (F., n° 611; J. O., p. 2005). — Rapport par M. de Marcère, lu en séance publique [24 mars] (I., n° 2333; A., t. 30, p. 583, et an., p. 277; J. O., p. 3055). — Discussion [25 mars] (p. 601). — *Discussion générale* (p. 601 à 607). — Observations incidentes sur l'ordre de la discussion et sur les précédents réglementaires relatifs aux projets des Commissions contraires à ceux du Gouvernement (p. 607, 608). — L'Assemblée décide qu'elle passera à la discussion des articles (p. 608). — *Discussion des articles* (*ibid.*). — Rejet de la prise en considération d'un amendement de M. Ganivet, tendant à fixer au 15 septembre les prochaines élections municipales (p. 610). — Délibération sur l'article 1er de la Commission, ayant pour objet le renouvellement des Conseils municipaux avant le délai fixé par la loi du 14 avril 1871 (p. 611 à 624) : rejet de cet article au scrutin public (p. 624); liste des votants (p. 627). — Article unique du projet du Gouvernement (p. 624). Demande de scrutin secret, par appel nominal (p. 625) : adoption de

(1) La troisième délibération sur ces propositions n'a pas été reprise avant la dissolution de l'Assemblée.

(1) Pour le rapport et la discussion sur ce projet de loi, voy. ci-dessus, § I. n° 1.

(2) Il n'a pas été donné suite à cette proposition.

l'article (*ibid.*); liste des absents à ce scrutin (p. 629); rectifications (p. 631, 632). — Rejet de deux dispositions additionnelles présentées par MM. Millaud et Malens sur les Commissions municipales et la dissolution des Conseils municipaux, et retrait de celle proposée par M. le baron Chaurand sur les élections partielles (p. 626). = Ont pris part aux débats: MM. Anisson-Duperron (p. 601); de Pressensé (p. 603); Pascal-Duprat (p. 607); Buffet, *Président de l'Assemblée* (p. 607, 608, 609); Lepère (p. 608); Rameau (p. 609); Ganivet (p. 609); Duvergier de Hauranne (p. 611 à 615); Depeyre, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice* (p. 615 à 622); de Marcère, *rapporteur* (p. 622 à 624); Édouard Millaud (p. 625, 626). = Loi du 25 mars 1874 (J. O., p. 2369; B. des L., n° 2833).

5 — Exposé des motifs et texte de la proposition de M. Paris (Pas-de-Calais) et de plusieurs de ses collègues, relative aux membres des Conseils généraux, des Conseils d'arrondissement et des Conseils municipaux qui se refusent à remplir certaines de leurs fonctions [15 janvier 1873] (I., n° 1546; A., t. 15, an., p. 136; J. O., p. 560). — Sont entendus sur la demande d'urgence: MM. Paris (Pas-de-Calais) (p. 169, 170), Millaud (p. 170). — L'urgence est déclarée (p. 171). — Commission (F., n° 403; J. O., p. 580). — Rapport, par M. Paris (Pas-de-Calais) [8 mars] (I., n° 1640; A., t. 16, an., p. 91; J. O., p. 1804) — Discussion [6 juin] (A., t. 18, p. 191). = *Discussion générale* (p. 191 à 264). — Sont entendus: MM. Goblet (p. 191); Baragnon (p. 197); Boysset (p. 199); Paris (du Pas-de-Calais), *rapporteur* (p. 201); Bouchet (p. 202). — L'Assemblée décide, au scrutin public, qu'elle passera à la discussion des articles (p. 204); liste des votants (p. 205). = *Discussion des articles* (p. 208). — Rejet, au scrutin public, du contre-projet de M. Mazeau (p. 209); liste des votants (p. 221). — Adoption des articles 1 et 2 du projet de la Commission (p. 210). — Adoption, au scrutin public: de l'article 3 (p. 217); liste des votants (p. 222); et de l'article 4 (p. 220); liste des votants (p. 224). = Ont pris part aux débats: MM. Paris (du Pas-de-Calais), *rapporteur* (p. 208, 212, 213, 216); Mazeau (p. 209); Pernolet (p. 210); Ferrouillat (p. 210); Christophle (p. 213); Bethmont (p. 214); Lenoël (p. 215); Dréo (p. 219). = Adoption de l'ensemble du projet de loi [7 juin] (t. 18, p. 220); liste des votants (p. 226). = Loi du 7 juin 1873 (J. O., p. 3705; B. des L., n° 2061).

6 — Dispositions tendant à conférer aux Conseils municipaux le droit de nommer des délégués pour l'élection des Sénateurs, voy. POUVOIRS PUBLICS.

7 — Proposition de M. Pradié relative à l'organisation du suffrage universel pour l'élection des Conseillers municipaux, des Conseillers généraux, des Députés et des Sénateurs, voy. ÉLECTIONS, § II.

Voy. CONSEILS GÉNÉRAUX, § IV. — INTERPELLATIONS, n°s 7, 9, 32, 72, 74. — QUESTIONS, n°s 7, 103.

## CONSERVATEURS DES HYPOTHÈQUES.

Exposé des motifs et texte du projet de loi relatif aux cautionnements fournis par les Conservateurs des hypothèques en rentes sur l'État [27 mai 1872] (I., n° 1178; A., t. 11, an., p. 227; J. O., p. 3817). — Commission (F., n° 309; J. O., p. 4118). — Rapport, par M. Salvy [18 juillet] (I., n° 1321; A., t. 13, an., p. 144; J. O., p. 5380). = *Première délibération* [22 mars 1873] (t. 17, p. 24). — Sur la demande de M. Rameau, l'Assemblée déclare l'urgence (*ibid.*). — Adoption, sans discussion, de l'ensemble du projet de loi (*ibid.*). = Loi du 22 mars 1873 (J. O., p. 2097; B. des L., n° 1867).

## CONSIGNATIONS.

1 — Exposé des motifs et texte du projet de loi sur la reconstitution des consignations effectuées dans le département de la Seine, antérieurement au 31 mars 1871, présenté par M. Thiers, *Chef du Pouvoir exécutif*, et par M. Pouyer-Quertier, *Ministre des Finances* [21 juillet 1871] (I., n° 411; A., t. 4, an., p. 89; J. O., p. 2673). — Commission (F., n° 125; J. O., p. 2333). — Rapport, par M. Rameau [9 septembre] (I., n° 623; A., t. 5, an., p. 213; J. O., p. 4128). — Sur

[illegible] M. Rameau, *rapporteur*, l'As- [illegible] urgence [15 septembre] (t. [illegible] — adoption, sans discussion, de [illegible] projet de loi [même séance] [illegible] 15 septembre 1871 (J. O., [illegible] n° 561).

[illegible] motifs et texte de la propo- [illegible] Bénormandie, relative aux [illegible] [5 juin 1875] [illegible] an., p. 203; J. O., [illegible] Commission du [illegible] — Rapport, au [illegible] par M. Cochery [illegible] an., p. 138; [illegible] par M. Cochery, [illegible] du jour de la [illegible] juillet] A., t. [illegible] de cette motion [illegible] [23 juillet] [illegible] urgence, sur la [illegible] adoption des [illegible] projet de loi [illegible] J. O., p. [illegible]

[illegible] ET DES [illegible]

[illegible] DE LA FRANCE.

[illegible] de la propo- [illegible] pour objet la [illegible] d'une Com- [illegible] à l'effet de pré- [illegible] Constitution [illegible] p. 423; J. O., [illegible] par M. Fer- [illegible] A., t. 4, [illegible] — Discussion [illegible] 15 août] (p. [illegible] Dahirel p. 650); [illegible] p. 652). — [illegible] Commission, [illegible] considéra- [illegible]

[illegible] § VI. — [illegible]

[illegible] CLASSES DE [illegible]

[illegible] et au- tres, relative au contingent de la classe de 1870, voy. ARMÉE, § X.

2 — Proposition de M. Eschassériaux tendant à annuler les opérations de la formation du contingent de la classe 1871, voy. *ibid.*

## CONTRAINTE PAR CORPS.

Exposé des motifs et texte du projet de loi tendant à abroger l'article 3, § 3, de la loi du 22 juillet 1867, qui interdit l'exercice de la contrainte par corps pour le recouvrement des frais dus à l'État en vertu des condamnations prévues dans l'article 2 de la même loi, présenté par M. Thiers, *Chef du Pouvoir exécutif*, et M. Dufaure, *Ministre de la Justice* [7 août 1871] (I., n° 473; A., t. 4, an., p. 207; J. O., p. 2909). — Déclaration d'urgence [même séance] (A., t. 4, p. 506). — Observations sur la demande de renvoi du projet de loi à la Commission du Budget (p. 506) : MM. Dufaure, *Ministre de la Justice*; Malens (*ibid.*). — Le renvoi est prononcé (*ibid.*). — Rapport, au nom de la Commission du Budget, par M. Paris [14 décembre] (I., n° 711; A., t. 6, an., p. 184; J. O., p. 5366). — Discussion [19 décembre] (p. 178). — Observations de M. Paris, *rapporteur* (*ibid.*). — Adoption de l'ensemble du projet de loi (*ibid.*). = Loi du 19 décembre 1871 (J. O., p. 5181; B. des L., n° 781).

## CONTRATS D'ASSURANCES, voy. ASSURANCES.

## CONTREBANDE.

Exposé des motifs et texte du projet de loi relatif à la répression d'une des formes de la contrebande, en établissant un droit de 6 francs par tête sur les chiens de forte race, à l'exportation, par la frontière de terre, présenté par M. Descilligny, *Ministre de l'Agriculture et du Commerce*, et M. Magne, *Ministre des Finances* [12 février 1874] (I., n° 2219; A., t. 29, an., p. 303; J. O., p. 1508). — Rapport, au nom de la Commission du Budget, par M. Léon Say [12 décembre] (I., n° 2751; A., t. 35, an., p. 285;

J. O., p. 8652). — Adoption, sans discussion, de l'article unique du projet de loi [19 décembre] (A., t. 35, p. 254). = Loi du 19 décembre 1874 (J. O., p. 8617; B. des L., n° 3637).

## CONTRIBUTIONS DE GUERRE ET RÉQUISITIONS.

1 — Proposition de MM. Claude (de la Meurthe), La Flize et autres, tendant à faire supporter par la nation française tout entière les dommages matériels causés par l'invasion, voy. *ibid.*

2 — Proposition de M. Margaine relative au remboursement par l'État des contributions perçues par les autorités Allemandes, voy. DÉPARTEMENTS ENVAHIS.

## CONTRIBUTIONS DIRECTES.

1 — Projet de loi tendant à établir à partir du 1er janvier 1872, un décime en sus sur toutes les contributions directes ou indirectes, voy. BUDGET GÉNÉRAL DE L'ÉTAT, § II, n° 2.

2 — Exposé des motifs et texte du projet de loi concernant les centimes additionnels généraux à percevoir à titre extraordinaire sur les quatre contributions directes, présenté par M. de Goulard, *Ministre des Finances* [24 juin 1872] (I., n° 1243; A., t. 12, an., p. 85; J. O., p. 4846). — Rapport, au nom de la Commission du Budget, par M. Gouin [10 juillet] (I., n° 1284; A., t. 13, an., p. 41; J. O., p. 5196). — Discussion [23 juillet] (p. 305). — Observations sur l'interprétation des dispositions relatives à la taxe sur les voitures et les chevaux (p. 306, 307). — Sont entendus : MM. le baron Chaurand, Gouin, *rapporteur* (p. 306, 307). — Adoption de l'ensemble du projet de loi [même séance] (p. 308). = Loi du 23 juillet 1872 (J. O., p. 5161; B. des L., n° 1321).

3 — Exposé des motifs et texte de la proposition de M. Marcel Barthe ayant pour objet la réunion des services de l'assiette et du recouvrement des contributions directes [3 juillet 1873] (I., n° 1850; A., t. 19, an., p. 10; J. O., p. 4946, 5189) (1).

4 — Exposé des motifs et texte du projet de loi relatif à la perception des contributions directes, en 1873 et 1874, dans les communes de Raon-lès-l'Eau, Igney et Raon-sur-Plaine, rétrocédées à la France, présenté par M. Magne, *Ministre des Finances* [7 juillet 1873] (I., n° 1862; A., t. 19, an., p. 58; J. O., p. 4696). — Rapport, au nom de la Commission du Budget, par M. Chesnelong [14 juillet] (I., n° 1881; A., t. 19, an., p. 96; J. O., p. 5429). — Adoption de l'article unique du projet de loi [24 juillet 1873] (A., t. 19, p. 385). = Loi du 24 juillet 1873 (J. O., p. 5105; B. des L., n° 2256).

5 — Exposé des motifs et texte de la proposition de MM. Raoul Duval, Amédée Lefèvre-Pontalis et autres, relative aux perceptions des contributions directes dans les villes chefs-lieux de département et d'arrondissement [15 juillet 1873] (I., n° 1888; A., t. 19, an., p. 110; J. O., p. 5382) (2).

6 — Amendements et discussions ayant pour objet le rétablissement de ces perceptions, supprimées par décret, et la fixation du mode de nomination des receveurs et percepteurs des Finances, voy. BUDGET GÉNÉRAL DE L'ÉTAT, § IV, *Exercice 1874*, n° 5, et § VI, *Exercice 1874*, n° 5.

7 — Exposé des motifs et texte de la proposition de M. Lanel, tendant à la rectification de la contribution foncière d'une certaine classe d'immeubles [19 juillet 1873] (I., n° 1900; A., t. 19, an., p. 133; J. O., p. 5508) (3).

8 — Proposition de M. de Lamberterie, tendant à ce qu'il soit immédiatement procédé, dans chaque département, à l'évaluation des revenus fonciers et des valeurs locatives d'habitation, voy. ÉVALUATION DES REVENUS.

9 — Article additionnel au Budget, pres-

(1) Il n'a pas été fait de rapport sur cette proposition

(2) Cette proposition a été retirée.

(3) Cette proposition, convertie en amendement, a été comprise dans la loi du 21 mars 1874, sur les impôts nouveaux, voy. BUDGET GÉNÉRAL DE L'ÉTAT, § IV, n° 9.

...ant la présentation, dans la loi de ... de 1877, d'un projet de nouvelle ...ortation du principal de la contribution ...ère entre les départements, voy. BUDGET GÉNÉRAL DE L'ÉTAT, § VI, *Exercice 1876*: *Impôts autorisés*.

... — Projet de loi relatif aux Contributions directes en Algérie, voy. ALGÉRIE, ...

... aussi ENREGISTREMENT. — PATENTES.

**CONTRIBUTIONS INDIRECTES.**

... — Projet de loi relatif à l'augmentation ... et à l'établissement d'impôts ... concernant les contributions indirectes, voy. BUDGET GÉNÉRAL DE L'ÉTAT, ... *Exercice 1874*, n° 4.

... — Projets de lois tendant à établir des ... additionnels aux contributions indirectes, voy. BUDGET GÉNÉRAL DE L'ÉTAT, ... § V, n° 12.

... Exposé des motifs et texte du projet ... tendant à modifier la législation sur ... contributions indirectes, présenté par ... *Ministre des Finances* [14 janvier 1839; A., t. 15, an., p. ... — L'Assemblée déclare ... (*ibid.*). — Commission ... J. O., p. 524). — Rapport ... Renaud [26 mars] (I., ... p. 63; J. O., p. 2745). ... du projet de loi [5, 6, 17 au ... p. 175, 191, 405 à 482). ... public, de l'article ... conféré aux gardes- ... en matière de ... la circulation des ... les votants (p. 428). ... débats : MM. Félix ... p. 175, 405, 422, 450, ... de Tillancourt ... 456, 478, 480); le ... 453, 454, 463, ... Maurice Rouvier ... rapport (p. 180, ... p. 443, 473, 477); ... p. 451, 454, 460, ... p. 453; de Lorgeril ... 455, 469; d'Abbadie de Barrau (p. 456); Leurent (p. 459); Ernoul, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice* (p. 460, 476); Cherpin (p. 460, 462); Faye (p. 461, 466); de Grasset (p. 462, 463); Laget (p. 464); Clément (p. 464, 468); de Marcère (p. 475); Chevandier (p. 477); Claude (Meurthe-et-Moselle) (p. 478, 480, 481). — Adoption, au scrutin public, de l'ensemble du projet de loi [21 juin] (p. 482); liste des votants (p. 492). = Loi du 21 juin 1873 (J. O., p. 4137; B. des L., n° 2139).

... — Projet de loi relatif aux crédits et escomptes en matière de contributions indirectes, voy. DOUANES.

Voy. aussi BOISSONS. — SELS. — SUCRES. — TABACS.

**CONVENTION CONSULAIRE ENTRE LA FRANCE ET LA RUSSIE,** voy. TRAITÉS, § III.

**CONVENTION MONÉTAIRE,** voy. TRAITÉS, § III.

**CONVENTIONS POSTALES,** voy. POSTES, § II.

**COUVERT ET MAUGRAS** (SIEURS). — Projet de loi d'échange entre l'État et eux, voy. ÉCHANGES D'IMMEUBLES.

**CORPS LÉGISLATIF (Ancien).**

1 — Comptes des recettes et des dépenses de l'ancien Corps législatif, voy. COMPTABILITÉ INTÉRIEURE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE.

2 — Proposition tendant à reprendre les Enquêtes commencées par le Corps législatif, en 1870, sur les traités de commerce et la marine marchande, voy. ENQUÊTES PARLEMENTAIRES, § III.

3 — Incident relatif à la réduction du contingent proposé au Corps législatif, en 1870, voy. ARMÉE, § III, n° 3.

**CORSE** (CONSEIL GÉNÉRAL DE LA), voy. CONSEILS GÉNÉRAUX, § I, n° 11, et § III, n° 8. — INTERPELLATIONS, n° 13.

[illegible] augmenter le personnel des Tribunaux de première instance de la Seine et de Lille [5 juillet 1875] (I., n° 3154 ; A., t. 39, an., p. 216 ; J. O., p. 6481). = Rapport, au nom de la Commission du Budget, par M. Batbie [15 juillet] (I., n° 3184 ; A., t. 40, an., p. 491 ; J. O., p. 6663). = Adoption, sans discussion, des articles et de l'ensemble du projet de loi [21 juillet] (art. 44, p. 2 et 3). = Loi du 21 juillet 1875 (J. O., p. 5825 ; B. des L., n° 4297). = Voy. aussi BUDGET GÉNÉRAL DE L'ÉTAT, § *IV, Exercice 1876, Justice.*

8 — Proposition de M. Parent tendant à modifier l'article 337 du Code [d'instruction criminelle, voy. CODE D'INSTRUCTION CRIMINELLE.

Voy. ALSACE-LORRAINE. — ANNONCES JUDICIAIRES. — DÉLITS POLITIQUES. — MAGISTRATURE. — POURSUITES.

[illegible] et texte du projet [illegible] établissement du titre [illegible] dans les Cours [illegible] par M. Ernoul, *Garde des* [illegible] [21 juillet 1873] [illegible] an., p. 143 ; J. O., p. [illegible] — Rapport, au nom de la Commission [illegible] par M. Bertauld [28 [illegible] A., t. 30, an., p. 14; [illegible] = *Première délibération* [24 [illegible] p. 326. — Sont entendus: [illegible] p. 327 à 329); Bertauld, *rapporteur* p. 329 à 332); Tailhand, *Garde des* [illegible] *de la Justice* (p. 333). — [illegible] décide qu'elle passera à la [illegible] délibération (p. 334). = *Deuxième* [illegible] [29 mai 1875] (t. 38, p. 256). — [illegible] de la discussion, sur la demande de M. de Ventavon, au nom du [illegible], M. Bertauld (p. 257). — Nouvel [illegible] [31 mai] (p. 276). = *Deuxième* [illegible] [16 juillet] (t. 40, p. 121). — [illegible] décide, sans débats, qu'elle [illegible] à la troisième délibération (*ibid.*) (2).

Exposé des motifs et texte du projet [illegible] tendant à établir à titre définitif la [illegible] temporaire de la Cour de Nancy,

(2) Cette proposition n'a pas été discutée. Il n'y a pas eu de troisième délibération sur ce projet de loi.

## COURTIERS D'ASSURANCES.

Exposé des motifs et texte de la proposition de M. Busson-Duviviers, ayant pour objet d'assujettir aux droits de patente les courtiers d'assurances contre l'incendie [27 juin 1871] (I., n° 349 ; A., t. 3, p. 636 ; J. O., p. 1744). — Rapport sommaire, par M. Courbet-Poulard [23 août] (I., n° 543 ; A., t. 5, an., p. 72; J. O., p. 3368). — Discussion [8 décembre] (A., t. 6, p. 31). — Sont entendus : MM. Busson-Duviviers (*ibid.*) ; Courbet-Poulard, *rapporteur* (p. 32). — Rejet de la prise en considération (p. 33).

## CRÉANCES HYPOTHÉCAIRES (IMPOT SUR LES).

1 — Rapport, au nom de la Commission du Budget de 1872, par M. Deseilligny, sur les impôts restant à voter (Créances hypothécaires) [29 mai 1872] (I., n° 1184 ; A., t. 11, an., p. 233; J. O., p. 2918). — Discussion du projet de loi relatif à l'établissement de cet impôt [25 juin 1872] (A., t. 12, p. 544). — Sont entendus : MM. Buffet (p. 544, 550) ; Thiers, *Président de la République* (p. 547, 551, 574, 578) ; de Ventavon (p. 551) ; Léopold Limayrac (p. 554) ; Pagès-Duport (p. 557, 569) ;

[illegible]

[illegible] *la Tré-*
[illegible] des mo-
[illegible] 18 mai
[illegible] p. 400;
[illegible] nom de la
[illegible] M. Léon Say
[illegible] an., p. 37;
[illegible] projet de loi,
[illegible] t. 33, p.
[illegible] O., p. 5297;

[illegible] LIQUIDATION.

[illegible] — Exposé des mo-
[illegible] loi tendant à
[illegible] Guerre un cré-
[illegible] dépenses urgentes
[illegible] liquidation des
[illegible] présenté par M. le
[illegible] *de la Guerre*
[illegible] A., t. 12, an., p.
[illegible] rapport, au nom de la
[illegible] par M. Louis Passy
[illegible] A., t. 13, an., p. 203;
[illegible] (29 juillet) (A.,
[illegible] M. Louis Passy,
[illegible] Adoption, au scrutin
[illegible] du projet de loi
[illegible] 29 juillet 1872 (J. O.,
[illegible] 1302).

[illegible] — Exposé des mo-
[illegible] projets de lois : 1° portant
[illegible] crédits nécessaires, pour cet
[illegible] dépenses du Compte de liqui-
[illegible] par M. Magne, *Ministre des*
[illegible] 1873 (I., n° 1982; A.,
[illegible] O., p. 6952; 2° tendant
[illegible] crédits (22 janvier 1874) (I.,
[illegible] an., p. 152; J. O., p. 967).

— Rapport, au nom de la Commission du Budget, par M. Gouin (4 février) (I., n° 2198; A., t. 29, an., p. 204; J. O., p. 1315, 1332). — Discussion (19 mars) (A., t. 30, p. 476). — Disposition additionnelle, proposée par M. Passy, ayant pour objet d'exiger la présentation à l'Assemblée des projets de lois concernant la reconstitution du matériel de l'armée, avec l'avis du Conseil supérieur de la guerre (p. 477); rejet (p. 480). — Amendements de MM. Delpit et Vandier, tendant à porter de dix à vingt millions la somme demandée pour la Marine (p. 482, 496 : rejet, au scrutin public, de l'amendement de M. Vandier, auquel s'est rallié M. Delpit (p. 513 ; liste des votants (p. 516). — Article additionnel proposé par M. le général Chareton, ayant pour objet d'autoriser le Gouvernement à acquérir immédiatement les terrains nécessaires à l'établissement des ouvrages définitifs, dont les emplacements ont été déterminés par le Conseil de défense, à l'exception de ceux à élever autour de la place de Paris (p. 514) : prise en considération de cet article additionnel (p. 515). — Rapport verbal, par M. Gouin (23 mars) (p. 544). Adoption de l'article, modifié par la Commission (p. 545). = Ont pris part aux débats : MM. Louis Passy (p. 477, 479) ; le général du Barail, *Ministre de la Guerre* (p. 479, 481) ; le général Chareton (p. 480, 514) ; Gouin, *rapporteur* (p. 480, 487, 511, 544) ; le vicomte d'Aboville (p. 481) ; Delacour (p. 481) ; Martial Delpit (p. 482 à 487, 511, 512) ; Vandier (p. 489, 496 à 500) ; l'amiral Jaurès (p. 489, 504) ; Farcy (p. 500 à 503, 513 ; l'amiral de Dompierre d'Hornoy, *Ministre de la Marine et des Colonies* (p. 503, 511) ; l'amiral de La Roncière le Noury (p. 505) ; l'amiral Fourichon (p. 506) ; l'amiral Pothuau (p. 508, 512 ; Lefébure, *Sous-Secrétaire d'État des Finances* (p. 509) ; Langlois (p. 511) ; Deseilligny, *Ministre de l'Agriculture et du Commerce* (p. 511) ; le général Guillemaut (p. 545). — Adoption, au scrutin public, de l'ensemble du projet de loi (23 mars) (p. 545 ; liste des votants (p. 570). = Loi du 23 mars 1874 (J. O., p. 2465; B. des L., n° 3051). — Rectification, sur la demande de M. Gouin, *rapporteur*, d'une erreur matérielle dans l'impression du texte de la loi (20 mai 1874) (A., t. 31, p. 85).

motifs et texte du projet de loi portant ouverture à cet effet au Ministre de la Justice, d'un crédit extraordinaire de 550,000 francs [7 janvier 1873] (I., n° 1522; A., t. 15, an., p. 110; J. O., p. 227). — Rapport, au nom de la Commission du Budget, par M. Bardoux [23 janvier] (I., n° 1566; A., t. 15, an., p. 172; J. O., p. 1039). — Discussion [29 janvier] (p. 393). — Sont entendus : MM. le général Robert (p. 393); Bardoux, *rapporteur* (p. 393). — Adoption, au scrutin public (p. 393); liste des votants (p. 411). — Loi du 29 janvier 1873 (J. O., p. 993; B. des L., n° 1716).

2 — *Paiement des traitement*
*paix des départements cédés*
*de paix avec l'Allemagne.* [E
Exposé des motifs et texte d
[7 janvier 1873] (I., n° 1523;
p. 111; J. O., p. 256, 461).
nom de la Commission du
M. Bardoux [21 janvier] (I.,
15, an., p. 141; J. O., p. 787
au scrutin public [25 janvi
334) — Loi du 25 janvie
665; B. des L., n° 1713).

3 — *Légion d'honneur.*

1° [Exercice 1872]. — E
et texte du projet de loi
ture à ce Budget spécial, d'un
plémentaire de 10,000 francs [13 janvier
(I., n° 1532; A., t. 15, an., p. 120; J.
550). — Rapport, au nom de la Comm
du Budget, par M. Bardoux [21 janvie
n° 1557; A., t. 15, an., p. 141; J. O., p. 789). — Discussion [25 janvier] (p. 334). — Sont entendus : MM. d'Aboville (p. 334); Bardoux, *rapporteur* (p. 334, 335); de la Rochejaquelein (p. 335, 336, 337); Dufaure, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice* (p. 336). — Adoption, au scrutin public (p. 337); liste des votants (p. 347). — Loi du 25 janvier 1873 (J. O., p. 665; B. des L., n° 1714).

2° [Exercice 1873]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi portant ouverture de crédits s'élevant à 454,932 francs [25 février 1875] (I., n° 2907; A., t. 36, an., p. 183; J. O., p. 1818). — Rapport, au nom de la Commission du Budget, par M. Vidal [14 mai] (I., n° 3002; A., t. 38, an., p. 75; J. O., p. 3847). — Adoption, au scrutin public, [20 mai] (A., t. 38, p. 126). = Loi du 20 mai 1875 (J. O., p. 3633; B. des L., n° 4129).

3° [Exercice 1874]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi portant ouverture de crédits s'élevant à 48,114 francs [20 juillet 1875] (I., n° 3213; A., t. 40, an., p. 560; J. O., p. 6781). — Rapport, au nom de la Commission du Budget, par M. le comte Daru [27 juillet] (I., n° 3285; A., t. 41, an., p. 112; J. O., p. 7045). — Adoption, au scrutin public [29 juillet] (A., t. 41, p. 200). — Loi du 29 juillet 1875 (J. O., p. 6066; B. des L., n° 4299).

4 — *Traitements des magistrats des ressorts de Metz et de Colmar, dépossédés par l'invasion et non replacés.* [Exercice 1873]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi, tendant à ouvrir au Ministre de la Justice un crédit de 37,000 francs, destiné à continuer le traitement de ces magistrats [27 février 1873] (I., n° 1628; A., t. 16, an., p. 76; J. O., p. 1478). — Rapport, au nom de la Commission du Budget, par M. Bardoux [14 mars] (I., n° 1667; A., t. 16, an., p. 135; J. O., p. 2081). — Adoption, au scrutin public [24 mars] (A., t. 17, p. 42). — Loi du 24 mars 1873 (J. O., p. 2154; B. des L., n° 1839).

5 — *Justice en Algérie.*

1° [Exercice 1873]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi, tendant à ouvrir au Ministre de la Justice un crédit de 96,900 francs, applicable aux dépenses devant résulter de la création de deux Tribunaux de première instance et de vingt-cinq Justices de paix en Algérie [20 mars 1873] (I., n° 1693; A., t. 16, an., p. 230; J. O., p. 2454). — Rapport, au nom de la Commission du Budget, par M. Bardoux [7 novembre] (I., n° 2002; A., t. 27, an., p. 23; J. O., p. 6990) (1).

2° [Exercice 1875]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi tendant à ouvrir au Ministre de la Justice deux crédits pour le traitement d'assesseurs Kabyles et la création d'une seconde Chambre aux Tribunaux d'Oran et de Constantine et d'un emploi de suppléant rétribué au Tribunal de Bone [15 décembre 1874] (I., n

(1) Ce projet de loi a é
du Rapporteur, dans la

an., p. 296 ; J. O., p. 8677). — Rapport, au nom de la Commission du Budget, par M. Vidal [25 janvier 1875] (I., n° 2866 ; A., t. 36, an., p. 86 ; J. O., p. 843). — Adoption, au scrutin public [2 février] (A., t. 36, p. 393). — Loi du 2 février 1875 (J. O., p. 929 ; B. des L., n° 3854).

6 — *Frais de justice criminelle. — Reconstitution des actes de l'État civil de Paris.* [Exercice 1873]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi [16 juillet 1874] (I., n° 2556 ; A., t. 33, an., p. 46 ; J. O., p. 5285). — Rapport, au nom de la Commission du Budget, par M. Vidal [30 juillet] (I., n° 2633 ; A., t. 34, an., p. 99 ; J. O., p. 5972). — Adoption, au scrutin public [3 août] (A., t. 34, p. 159). — Loi du 3 août 1874 (J. O., p. 5641 ; B. des L., n° 3306).

7 — *Frais de Justice criminelle.* [Exercice 1874]. —Exposé des motifs et texte du projet de loi [19 juin 1875] (I., n° 3102 ; A., t. 39, an., p. 6 ; J. O., p. 4876). — Rapport, au nom de la Commission du Budget, par M. Vidal [14 juillet] (I., n° 3181 ; A., t. 40, an., p. 408 ; J. O., p. 6703). — Adoption, au scrutin public et à l'unanimité [17 juillet] (A., t. 40, p. 133). — Loi du 17 juillet 1875 (J. O., p. 5777 ; B. des L., n° 4271).

8 — *Justices de paix.* [Exercices 1874 et 1875]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi, tendant à ouvrir au Ministre de la Justice deux crédits supplémentaires applicables au personnel des Justices de paix [18 mai 1875] (I., n° 3016 ; A., t. 38, an., p. 106 ; J. O., p. 4052). — Rapport, au nom de la Commission du Budget, par M. Vidal [11 juin] (I., n° 3085 ; A., t. 38, an., p. 236 ; J. O., p. 4369). — Adoption, au scrutin public [15 juin] (A., t. 38, p. 569). = Loi du 15 juin 1875 (J. O., p. 4385 ; B. des L., n° 4177).

9 — *Tribunaux de première instance de la Seine et de Lille.* [Exercice 1872]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi [4 novembre 1875] (I., n° 3401 ; A., t. 42, an., p. 8 ; J. O., p. 9273). — Rapport, au nom de la Commission du Budget, par M. Batbie [13 novembre] (I., n° 3417 ; A., t. 42, an., p. 61 ; J. O., p. 9519). — Adoption, au scrutin public [18 novembre] (A., t. 42, p. 233). = Loi du 18 novembre 1875 (J. O., p. 9609 ; B. des L., n° 4606).

10 — *Greffiers de Justices de paix.* [Exercice 1876]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi tendant à ouvrir au Ministre de la Justice, un crédit supplémentaire applicable à l'augmentation du traitement des Greffiers de Justices de paix [4 décembre 1875] (I., n° 3510 ; A., t. 43, an., p. 275 ; J. O. de 1876, p. 637). — Rapport, au nom de la Commission du Budget, par M. Batbie [14 décembre] (I., n° 3586 ; A., t. 43, an., p. 547 ; J. O., p. 10729). — Adoption, au scrutin public [16 décembre] (A., t. 43, p. 310). — Loi du 16 décembre 1875 (J. O., p. 10697 ; B. des L., n° 4717).

### § IV. — Affaires étrangères.

1 — *Missions et dépenses extraordinaires et imprévues.* [Exercice 1872]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi [23 janvier 1873] (I., n° 1561 ; A., t. 15, an., p. 167 ; J. O., p. 742). — Rapport, au nom de la Commission du Budget, par M. le duc Decazes [14 février] (I., n° 1608 ; A., t. 16, an., p. 7 ; J. O., p. 1372). — Adoption, au scrutin public [21 février] (A., t. 16, p. 165). = Loi du 21 février 1873 (J. O., p. 1697 ; B. des L., n° 1803).

2 — *Travaux de restauration de l'Église Sainte-Anne à Jérusalem.* [Exercice 1873]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi ayant pour objet le report à cet Exercice d'un crédit de 75,000 francs applicable à ces travaux [19 mars 1873] (I., n° 1680 ; A., t. 16, an., p. 212 ; J. O., p. 2205). — Rapport, au nom de la Commission du Budget, par M. le duc Decazes [26 mars] (I., n° 1721 ; A., t. 17, an., p. 81 ; J. O., p. 2805). — Adoption, au scrutin public [1er avril] (A., t. 17, p. 202). = Loi du 1er avril 1873 (J. O., p. 2465 ; B. des L., n° 1892).

3 — *Réception du Shah de Perse.* [Exercice 1873]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi portant ouverture au Ministre des Affaires étrangères d'un crédit extraordinaire de 350,000 francs, à inscrire à cet effet au chapitre XI de son Budget (*Missions et dépenses extraordinaires et imprévues*) [28 juin 1873] (I., n° 1838 ; A.,

motifs et texte du projet de loi portant ouverture à cet effet au Ministre de la Justice, d'un crédit extraordinaire de 550,000 francs [7 janvier 1873] (I., n° 1522; A., t. 15, an., p. 110; J. O., p. 227). — Rapport, au nom de la Commission du Budget, par M. Bardoux [23 janvier] (I., n° 1566; A., t. 15, an., p. 172; J. O., p. 1039). — Discussion [29 janvier] (p. 393). — Sont entendus : MM. le général Robert (p. 393); Bardoux, *rapporteur* (p. 393). — Adoption, au scrutin public (p. 393); liste des votants (p. 411). — Loi du 29 janvier [illegible] (J. O., p. 993; B. des L., n° 1716).

2 — *Paiement des traitements des J[illegible] paix des départements cédés par le [illegible] de paix avec l'Allemagne.* [Exercice [illegible] Exposé des motifs et texte du pro[illegible] [7 janvier 1873] (I., n° 1523; A., [illegible] p. 111; J. O., p. 256, 461). — [illegible] nom de la Commission du [illegible] M. Bardoux [21 janvier] (I., n° [illegible] 15, an., p. 141; J. O., p. 787). [illegible] au scrutin public [25 janvier [illegible] 334) — Loi du 25 janvier [illegible] 665; B. des L., n° 1713).

3 — *Légion d'honneur.* [illegible]

1° [Exercice 1872]. — [illegible] et texte du projet de [illegible] ture à ce Budget spéc[illegible] plémentaire de 10,000 [illegible] (I., n° 1532; A., t. 15, [illegible] 550). — Rapport, au [illegible] du Budget, par M. [illegible] n° 1557; A., t. 15, a[illegible] Discussion [25 ja[illegible] tendus : MM. d'A[illegible] *rapporteur* (p. [illegible] lein (p. 335, [illegible] *Sceaux, Minis*[illegible] Adoption, au [illegible] des votant[illegible] vier 1873 (J. [illegible]

2° [Exerc[illegible] et texte d[illegible] de crédi[illegible] vrier 18[illegible] J. O., [illegible] missio[illegible] (I., [illegible]

[illegible] *Ministre de l'Intérieur.* [illegible] *dus à l'Impri-*

p. [illegible] *pour le Plébiscite* [illegible] [20 [illegible] Exercice 1871]. — Exposé [illegible] 18[illegible] du projet de loi po[illegible] [illegible] crédit de 196,918 fr[illegible] [illegible] l'acquittement de ces fr[illegible] [illegible] M. Thiers, *Chef du* [illegible] [illegible] M. Pouyer-Quertier, *Mini*[illegible] [illegible] et M. Lambrecht, *Ministre* [illegible] 1er août 1871] (I., n° 440; A., t. [illegible] J. O., p. 2672). — Rapport, p[illegible] [illegible] de Lasteyrie [12 août] (I., n° 50[illegible] [illegible] an., p. 274; J. O., p. 3823) (1).

[illegible] — *Journaux officiels.*

[illegible] [Exercice 1871]. — Exposé des motifs [illegible] du projet de loi applicable aux frais [illegible] d'impression du *Moniteur universel* et du *Journal officiel* et à la publication du *Moniteur des Communes* [23 août 1871] (I. [illegible] n° 537; A., t. 5, an., p. 58; J. O., p. 3336). — Rapport, au nom de la Commission du Budget, par M. de Talhouët [15 janvier 1872] (I., n° 814; A., t. 7, an., p. 39; J. O., p. 605). — Discussion [22 janvier] (p. 125) : M. de Tillancourt (*ibid.*). — Adoption, au scrutin public, de l'ensemble du projet de la Commission (p. 126). = Loi du 22 janvier 1874 (J. O., p. 847; B. des L., n° 869).

2° [Exercice 1872]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi de crédit applicable aux frais de publication du *Moniteur des Communes*, présenté par M. Victor Lefranc, *Ministre de l'Intérieur* [10 juin 1872] (I., n° 1209; A., t. 11, an., p. 306; J. O., p. 4094). — Rapport, au nom de la Commission du Budget, par M. de Talhouët [24 juin] (I., n° 1241; A., t. 12, an., p. 83; J. O., p. 4578). — Adoption, au scrutin public [1er août] (A., t. 13, p. 529). = Loi du 1er août 1872 (J. O., p. 5521; B. des L., n° 1356).

3° [Exercice 1874]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi tendant à obtenir : 1° la dispense des droits sur le papier établis par la loi du 4 septembre 1871, en faveur de l'adjudicataire de la publication du *Journal officiel*; 2° un crédit de 120,000 francs destiné au paiement des frais supplémentaires de composition et de transport des formes, résultant du séjour de l'As-

(1) Ce projet de loi n'a pas été discuté.

6 — *Police municipale de Paris.* [Exercice 1871]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi tendant : 1° à augmenter le maximum de la part contributive de l'État dans la dépense annuelle de la police municipale de Paris ; 2° à ouvrir, à cet effet, au Ministre de l'Intérieur un crédit supplémentaire [15 décembre 1871] (I., n° 715 ; A., t. 6, an., p. 194; J. O., p. 5333).— Rapport, au nom de la Commission du Budget, par M. Paris [5 janvier 1872] (I., n° 779; A., t. 6, an., p. 293 ; J. O. de 1872, p. 439). — Discussion [23 et 25 janvier] (A., t. 7, p. 145, 193). — Sont entendus : MM. des Rotours (p. 145, 194, 196) ; Dufaure, *Ministre* [illegible] (p. 146); Paris, *rapporteur* (p. [illegible] Tillancourt (p. 196) ; le comte [illegible] (p. 196). — Adoption, au scru[illegible] l'ensemble du projet de loi [illegible] 198).— Loi du 25 janvier 187[illegible] B. des L., n° 870).

7 — *Travaux d'utilité com[illegible]* cice 1872]. — Exposé des [illegible] projet de loi tendant à [illegible] cice une somme de trois [illegible] ponible sur le crédit de 5,[illegible] vert par décrets des 28 nov[illegible] 6 janvier 1871 [16 janvier [illegible] A., t. 7, an., p. 41 ; J. O., p. [illegible] port, au nom de la Commissio[illegible] par M. Louis Passy [22 février] [illegible] r A., t. 7, an., p. 213; J. O., p. [illegible] Adoption, au scrutin public [4 m[illegible] t. 8, p. 159). — Loi du 4 mars 1872 [illegible] p. 1609 ; B. des L., n° 962).

8 — *Exécution de la loi du 21 avril 1871 sur les loyers.* [Exercice 1872]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi ayant pour objet l'inscription au Budget du Ministère de l'Intérieur d'un crédit de 750,000 francs en exécution de ladite loi [14 mars 1872] (I., n° 985 ; A., t. 8, an., p. 135 ; J. O., p. 2097) (1).

9 — *Dépenses de la Garde nationale mobilisée, de l'Artillerie départementale et des Camps d'instruction*

1° *Première annuité.* [Exercice 1872]. — Rapport, au nom de la Commission du Budget, par M. Lambert de Sainte-Croix, sur un projet de loi de crédit spécial à ouvrir au Ministre de l'Intérieur pour le paiement de la première annuité du remboursement de ces dépenses aux départements, aux communes et aux particuliers [28 mars 1872] (I., n° 1052; A., t. 10, an., p. 34 ; J. O., p. 2432). — Adoption, au scrutin public, de l'ensemble du projet de loi [29 mars] (A., t. 8, p. 665). — Loi du 30 mars 1872 (J. O., p. 2361 ; B. des L., n° 1016).

2° *Deuxième annuité.* [Exercice 1873]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi portant ouverture au Ministre de l'Intérieur d'un crédit de 29,359,000 francs imputable au Compte de liquidation des charges résultant de la guerre, et destiné au remboursement de cette annuité [11 juillet 1873] (I., n° 1866 ; A., t. 19, an., p. 73 ; J. O., p. 4854). — Rapport, au nom de la Commission du Budget, par M. Gouin [18 juillet] (I., n° 1898 ; A., t. 19, an., p. 131 ; J. O., p. 5491). — Discussion [23 juillet] (t. 19, p. 345). — Sont entendus : MM. Bonnet, Beulé, *Ministre de l'Intérieur (ibid.).* — Adoption, au scrutin public et à l'unanimité (p. 346). — Loi du 23 juillet 1873 (J. O., p. 5137 ; B. des L., n° 2219).

3° *Troisième annuité.* [Exercice 1874]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi portant ouverture au Ministre de l'Intérieur d'un crédit de 29,359,000 francs imputable au même Compte et ayant la même destination [14 novembre 1873] (I., n° 2007; A., t. 27, an., p. 158; J. O., p. 7221). — Rapport, au nom de la Commission du Budget, par M. Gouin [4 février 1874] (I., n° 2198; A., t. 29, an., p. 204; J. O., p. 1315, 1332). — Adoption, au scrutin public [28 mars] (A., t. 30, p. 545). = Loi du 23 mars 1874 (J. O., p. 2465; B. des L., n° 3051).

4° *Quatrième annuité.* — N. B. — Cette annuité a été comprise dans le premier projet de loi concernant les dépenses du Compte de liquidation pour 1875, voy. CRÉDITS, § II, n° 3.

5° *Cinquième annuité.* [Exercice [illegible] Exposé des motifs et texte du pr[illegible]

(1) Ce projet de loi a été compris dans le vote du Budget du Ministère de l'Intérieur pour 1872, Chap. XXX. (Loi du 28 mars 1872.)

portant ouverture au Ministre de l'Intérieur d'un crédit de 29,359,867 francs destinée au paiement de la 5e et dernière annuité des dépenses afférentes à la garde nationale mobilisée [4 novembre 1875] (I. n° 3394; A., t. 42, an., p. 4; J. O., p. 9326). — Rapport, au nom de la Commission du Budget, par M. Gouin [27 novembre] (I., n° 3476; A., t. 42, an., p. 360; J. O., p. 10720). — Adoption, au scrutin public [1er décembre] (A., t. 43, p. 2). = Loi du 1er décembre 1875 (J. O., p. 10202; B. des L., n° 4704.)

10 — *Secours aux inondés.*

1° [Exercice 1872]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi [19 décembre 1872] (I., n° 1506; A., t. 14, an., p. 168; J. O. de 1873, p. 165). — L'urgence est déclarée (A., t. 14, p. 681). — Rapport, par M. Bardoux [20 décembre] (I., n° 1508; A., t. 14, an., p. 169; J. O. de 1873, p. 191). — Discussion [21 décembre] (t. 14, p. 731). — Sont entendus: MM. de Ventavon, Bardoux, *rapporteur* (*ibid.*). — Adoption, au scrutin public [même séance] (p. 731). = Loi du 21 décembre 1872 (J. O., p. 8113; B. des L., n° 1570).

2° [Exercice 1875]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi tendant à autoriser l'ouverture d'un crédit extraordinaire de 100,000 francs, par addition au chapitre XIX du Budget du Ministère de l'Intérieur, pour venir en aide aux victimes des inondations [24 juin 1875] (I., n° 3145; A., t. 39, p. 129, et an., p. 80; J. O., p. 5172). — Déclaration de l'urgence et renvoi immédiat à la Commission du Budget (A., t. 39, p. 130). — Rapport, au nom de cette Commission, par M. Duclerc [24 juin] (I., n° 3146; A., t. 39, p. 155, et an., p. 81; J. O., p. 5333). — Délibération immédiate, et adoption du projet de loi, au scrutin public et à l'unanimité (t. 39, p. 156). = Loi du 24 juin 1875 (J. O., p. 4594; B. des L., n° 4249).

3° [Exercice 1875]. — Exposé des motifs et texte de la proposition de MM. Depeyre, Sacaze et autres, ayant pour objet d'ouvrir au Ministre de l'Intérieur un crédit de 2,000,000 de francs, pour secours aux inondés [26 juin 1875] (I., n° 3121; A., t. 39, p. 188, et an., p. 99; J. O., p. 5127). — Demande de déclaration d'urgence, par M. Depeyre (t. 39, p. 188). — Sont entendus: MM. Depeyre, Dufaure, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*; de Belcastel (*ibid.*); le marquis de Franclieu (p. 189). — Déclaration de l'urgence, et renvoi à la Commission du Budget (*ibid.*). — Dépôt et lecture du rapport fait, au nom de cette Commission, par M. Duclerc [28 juin] (I., n° 3128; A., t. 39, p. 224, et an., p. 138; J. O., p. 5514). — Délibération immédiate et adoption du projet de loi, au scrutin public et à l'unanimité (p. 225). = Loi du 28 juin 1875 (J. O., p. 4809; B. des L., n° 4252).

11 — *Dépenses de police de l'agglomération lyonnaise.* [Exercice 1873]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi tendant à ouvrir au Ministre de l'Intérieur, un crédit supplémentaire pour les dépenses de police de l'agglomération lyonnaise, et à fixer à 30 °/o de ces dépenses la part contributive de la ville de Lyon [15 janvier 1873] (I., n° 1545; A., t. 15, an., p. 135; J. O., p. 653). — Rapport, au nom de la Commission du Budget, par M. Bardoux [14 février] (I., n° 1610; A., t. 16, an., p. 8; J. O., p. 1372). — Discussion [13 mars] (t. 16, p. 446). — Sont entendus: MM. Édouard Millaud (p. 446, 450); Ducarre (p. 447, 453); de Goulard, *Ministre de l'Intérieur* (p. 449); le comte Jaubert (p. 450); Paris (Pas-de-Calais) (p. 451); Bardoux, *rapporteur* (p. 452, 454). — Adoption, au scrutin public, de l'ensemble du projet de loi (p. 456). = Loi du 13 mars 1873 (J. O., p. 2154; B. des L., n° 1854).

12 — *Dépenses du service des prisons.*

1° [Exercice 1872]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi [11 juin 1873] (I., n° 1802; A., t. 18, an., p. 143; J. O., p. 4065). — Rapport, au nom de la Commission du Budget, par M. Ancel [11 juillet] (I., n° 1869; A., t. 19, an., p. 81; J. O., p. 5094). — Discussion [23 juillet] (t. 19, p. 348). — Observations incidentes relatives à la question de la suppression du pénitencier agricole de Casabianda (*ibid.*). — Sont entendus: MM. Bérenger (de la Drôme) (p. 348); Beulé (p. 349). — Adoption, au scrutin public et à l'una-

6 — *Police municipale de Paris.* [Exercice 1871]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi tendant : 1° à augmenter le maximum de la part contributive de l'État dans la dépense annuelle de la police municipale de Paris; 2° à ouvrir, à cet effet, au Ministre de l'Intérieur un crédit supplémentaire [15 décembre 1871] (I., n° 715 ; A., t. 6, an., p. 194; J. O., p. 5333).— Rapport, au nom de la Commission du Budget, par M. Paris [5 janvier 1872] (I., n° 779; A., t. 6, an., p. 293 ; J. O. de 1872, p. 439). — Discussion [23 et 25 janvier] (A., t. 7, p. 145, 193). — Sont entendus : MM. des Rotours (p. 145, 194, 196) ; Dufaure, *Ministre de la Justice* (p. 146); Paris, *rapporteur* (p. 193, 197) ; de Tillancourt (p. 196) ; le comte Benoist d'Azy (p. 196). — Adoption, au scrutin public, de l'ensemble du projet de loi [25 janvier] (p. 198).— Loi du 25 janvier 1872 (J. O., p. 689 ; B. des L., n° 870).

7 — *Travaux d'utilité communale.* [Exercice 1872]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi tendant à reporter à cet Exercice une somme de trois millions restant disponible sur le crédit de 5,559,350 francs [illegible] vert par décrets des 28 novembre [illegible] 6 janvier 1871 [16 janvier 1872] (I., [illegible] A., t. 7, an., p. 41; J. O., p. 606). — [illegible] port, au nom de la Commission du [illegible] par M. Louis Passy [22 février] (I., [illegible] A., t. 7, an., p. 213; J. O., p. [illegible] Adoption, au scrutin public [4 [illegible] t. 8, p. 159). — Loi du 4 mars 18[illegible] p. 1609; B. des L., n° 962).

8 — *Exécution de la loi du* [illegible] *sur les loyers.* [Exercice 1872]. — [illegible] motifs et texte du projet de loi [illegible] objet l'inscription au Budget [illegible] de l'Intérieur d'un crédit de [illegible] en exécution de ladite loi [illegible] (I., n° 985; A., t. 8, an., p. [illegible] 2097) (1).

9 — *Dépenses de la Gar*[illegible] *lisée, de l'Artillerie dépa*[illegible] *Camps d'instruction* [illegible]

(1) Ce projet de loi a été [illegible] Budget du Ministère de l'Int[illegible] XXX. (Loi du 28 mars 1872.)

1° *P*[illegible] une somme de Rappo[illegible] restant disponible sur le Budg[illegible] destination par la loi sur [illegible] mars 1872 [19 juillet 1873] vrir [illegible] t. 19, an., p. 135 ; J. O., p. paie[illegible] au nom de la Commis- bou[illegible] par M. Ancel [29 décembre] m[illegible] A., t. 28, an., p. 311 ; J. O. de [2[illegible] — Adoption du projet de loi, p[illegible] public et à l'unanimité [8 janvier [illegible] 29, p. 6). = Loi du 8 janvier 1874 [illegible] p. 497 ; B. des L., n° 2645).

[illegible] — *Secours aux Alsaciens-Lorrains.* [illegible] 1873]. — Exposé des motifs et [illegible] du projet de loi tendant à ouvrir au [illegible] de l'Intérieur un crédit supplé[illegible] de 3,250,000 francs en faveur des [illegible]-Lorrains qui ont conservé la qua[illegible] de Français [4 décembre 1873] (I., n° 2073; [illegible] 28, an., p. 110 ; J. O., p. 7766).— Rapport, au nom de la Commission du Budget, par M. Ancel [18 décembre] (I., n° 2120; A., t. 28, an., p. 272 ; J. O. de 1874, p. 211). — Adoption du projet de loi au scrutin public et à l'unanimité [8 janvier 1874] (A., t. 29, p. 6). = Loi du 8 janvier 1874 (J. O., p. 497; B. des L., n° 2642).

16 — *Secours aux réfugiés politiques.* 1° [Exercice 1873]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi [10 février 1874] (I., n° 2215; A., t. 29, an., p. 301 ; J. O., p. 1508). — Rapport, au nom de la Commission du Budget, par M. Ancel [21 février] (I., n° 2232 ; A., t. 30, an., p. 3 ; J. O., p. 1624). — Adoption du projet de loi, au scrutin public [28 mars] (A., t. 30, p. 720). = Loi du 28 mars 1874 (J. O., p. 2595 ; B. des L., n° 2864).

2° [Exercice 1874]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi tendant à reporter à cet Exercice une somme de 100,000 francs restant disponible sur l'Exercice 1873 [23 juillet 1874] (I., n° 2580; A., t. 33, an., p. 165; J. O., p. 5889). — Rapport, au nom de la Commission du Budget, par M. Benoît (Meuse) [4 août] (I., n° 2685; A., t. 34, an., p. 334; J. O., p. 6244). — Adoption, au scrutin public [5 août] (A., t. 34, p. 258). = Loi du 5 août 1874 (J. O., p. 5930 ; B. des L., n° 3410).

nimité (p. 350). = Loi du 23 juillet 1873 (J. O., p. 5137 ; B. des L., n° 2216).

2° [Exercice 1873]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi [11 juillet 1873] (I., n° 1867 ; A., t. 19, an., p. 73 ; J. O., p. 5363). — Rapport, au nom de la Commission du Budget, par M. Ancel [19 juillet] (I., n° 1903; A., t. 19, an., p. 135; J. O., p. 5523). — Adoption, sans discussion et à l'unanimité [23 juillet] (A., t. 19, p. 351). = Loi du 23 juillet 1873 (J. O., p. 5137 ; B. des L., n° 2217).

3° [Exercice 1874]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi [30 juin 1874] (I., n° 2507 ; A., t. 32, an., p. 342 ; J. O p. 5285). — Rapport, au nom de la Co[illegible] mission du Budget, par M. Benoit (M[illegible] [21 juillet] (I., n° 2573 ; A., t. 33, an., p. [illegible] J. O., p. 5681).— Adoption du projet [illegible] au scrutin public [25 juillet] (A[illegible] p. 357). = Loi du 25 juillet 1874 [illegible] 5522; B. des L., n° 3294).

4° [Exercice 1875]. — Expos[illegible] et texte du projet de loi [20 ju[illegible] n° 3274; A., t. 41, an., p. 88[illegible] — Rapport, au nom de la [illegible] Budget, par M. Benoit (Mon[illegible] (I., n° 3483; A., t. 42, an., [illegible] p. 229). — Adoption, au [illegible] l'unanimité [4 décemb[illegible] = Loi du 4 décembre [illegible] B. des L., n° 4706).

13 — *Recons*[illegible] *pendant la* [illegible] posé des motifs [illegible] tendant à [illegible] somme d[illegible] nible su[illegible] nation pa[illegible] juin 1873 [illegible] 151 ; J. [illegible] la Co[illegible] [19 j[illegible] J. [illegible] pu[illegible] p[illegible]

[illegible] *de guerre* [illegible] Exer- [illegible] et texte du [illegible] à l'Exercice [illegible] de cinq [illegible] sur le crédit [illegible] au Chapitre XXXII [illegible] 1875 (I., [illegible] J. O., p. 10027. [illegible] de la Commission du

reporter à [illegible] par M. Cochery [7 décembre] (I., n° 4,500,000 fr[illegible] t. 43, an., p. 367; J. O. de 1876, p. crédit affe[illegible] adoption, au scrutin public et à de financ[illegible] du projet de loi, avec une mo- (I., n° 19[illegible] rédaction demandée par M. le 5508). — [illegible] décembre] (A., t. 43, p. 265). sion [illegible] décembre 1875 (J. O., p. 10859 ; (I., [illegible] 4714).

187[illegible] au [illegible] *[illegible]nités aux délégués des Conseils* [illegible] *pour les élections sénatoriales.* [illegible] 1875]. — Exposé des motifs et [illegible] projet de loi tendant à ouvrir un [illegible] 800,000 fr. pour le paiement de l'in[illegible] allouée par l'article 17 de la loi du [illegible] sur les élections sénatoriales [17 [illegible] 1875] (I., n° 3607; A., t. 43, an., p. [illegible] J. O. de 1876, p. 949). — Rapport, au [illegible] Commission du Budget, par M. Co[illegible] [21 décembre] (I., n° 3637 ; A , t. 44, [illegible] 57 ; J. O. de 1876, p. 542). — Dis[illegible] [24 décembre] (A., t. 44, p. 144). — Demande d'ajournement, par M. de Mahy, en vue de comprendre dans le crédit l'indemnité afférente aux délégués des Conseils municipaux dans les Colonies (*ibid.*). — Adoption du renvoi demandé, d'accord avec le Gouvernement et la Commission (*ibid.*). — Reprise du projet, avec une addition de crédit de 5,000 fr. pour les délégués des Colonies [même séance] (p. 174). — Sont entendus : MM. Cochery, *rapporteur;* de Mahy (*ibid.*). — Adoption, au scrutin public, d'accord entre la Commission et le Gouvernement, du projet ainsi modifié (p. 175). = Loi du 24 décembre 1875 (J. O. de 1876, p. 313 ; B. des L., n° 4804).

**2° Section. — Gouvernement général civil de l'Algérie.**

1 — *Encouragement à l'émigration des Alsaciens-Lorrains.* [Exercice 1871]. — Rapport, au nom de la Commission du Budget, par M. Cochery, suivi d'un projet de loi de crédit applicable à cet objet [16 septembre 1871] (I., n° 670 ; A., t. 5, p. 675, et an., p. 293 ; J. O., p. 4242). — Adoption immédiate et sans discussion, au scrutin public (A., t. 5, p. 676). = Loi du 16 septembre 1871 (J. O., p. 3615 ; B. des L., n° 528).

*-dinaires du Gouvernement*
*-ie.* [Exercice 1872].
-xte du projet
de l'In-
-t.

-ii,
-ion,
. t. 14,
: J. O.,

-des motifs et
-ant à ouvrir au
-crédit supplémen-
21 novembre 1872]
-, an., p. 18; J. O., p.
. au nom de la Commis-
. par M. Peltereau-Ville-
-mbre] (I., n° 1489; A., t. 14,
. O., p. 8146). — Adoption, au
-blic [21 décembre] (A., t. 14, p.
Loi du 21 décembre 1875 (J. O., p.
. B. des L., n° 1568).

3° [Exercice 1872]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi tendant à ouvrir au Ministre de l'Intérieur un nouveau crédit supplémentaire de 146,000 fr. [6 mars 1873] (I., n° 1638; A., t. 16, an., p. 90; J. O., p. 1945). — Rapport, au nom de la Commission du Budget, par M. Peltereau-Villeneuve [25 mars] (I., n° 1716; A., t. 17, an., p. 60; J. O., p. 2693). — Adoption, au scrutin public [21 mai] (A., t. 18, p. 11). = Loi du 21 mai 1873 (J. O., p. 3465; B. des L., n° 2031).

4° [Exercice 1873]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi ayant pour objet d'ouvrir au Ministre de l'Intérieur un crédit de 28,080 fr. [23 juillet 1873] (I., n° 1935; A., t. 19, an., p. 198; J. O., p. 5810). — Rapport, au nom de la Commission du Budget, par M. Peltereau-Villeneuve [26 novembre] (I., n° 2039; A., t. 28, an., p. 21; J. O., p. 7346). — Adoption au scrutin public [29 novembre] (A., t. 28, p. 52). = Loi du 29 novembre 1873 (J. O., p. 7521; B. des L., n° 2512).

5° [Exercice 1873]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi tendant à ouvrir au Ministre de l'Intérieur un second crédit supplémentaire de 208,500 fr. [19 novembre 1873] (I., n° 2021; A., t. 27, an., p. 179; J. O., p. 7266). — Rapport, au nom de la Commission du Budget, par M. Peltereau-Villeneuve [26 novembre] (I., n° 2038; A., t. 28, an., p. 19; J. O., p. 7325). — Adoption, au scrutin public [3 décembre] (A., t. 28, p. 79). = Loi du 3 décembre 1873 (J.O., p. 7649; B. des L., n° 2536).

6° [Exercice 1873]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi tendant à ouvrir au Ministre de l'Intérieur un nouveau crédit de 8,370 fr. [27 février 1874] (I., n° 2240; A., t. 30, an., p. 11; J. O., p. 2295). — Rapport, au nom de la Commission du Budget, par M. Peltereau-Villeneuve [9 mars] (I., n° 2275; A., t. 30, an., p. 129; J. O., p. 2545). — Adoption, au scrutin public [24 mars] (A., t. 30, p. 574). = Loi du 24 mars 1874 (J. O., p. 2499; B. des L., n° 2832).

7° [Exercice 1874]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi tendant à ouvrir au Ministre de l'Intérieur un crédit supplémentaire de 20,000 fr. au Chapitre III du Budget du Gouvernement général civil de l'Algérie, et à annuler pareille somme au Chapitre IX du même Budget [30 juin 1874] (I., n° 2508; A., t. 32, an., p. 342; J. O., p. 4689). — Rapport, au nom de la Commission du Budget, par M. Peltereau-Villeneuve [14 juillet] (I., n° 2546; A., t. 33, an., p. 31; J. O., p. 5503). — Discussion [18 juillet] (A., t. 31, p. 211). — Sont entendus: MM. Peltereau-Villeneuve, *rapporteur* (p. 211); Lambert (p. 212). — Adoption du projet de loi, au scrutin public (p. 212). = Loi du 18 juillet 1874 (J. O., p. 5329; B. des L., n° 3274).

8° [Exercice 1874]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi tendant à ouvrir au Ministre de l'Intérieur un crédit supplémentaire de 10,000 fr. au Chapitre III du Budget du Gouvernement général civil de l'Algérie, et à annuler un crédit d'égale somme au Chapitre IX du même Budget [25 juillet 1874] (I., n° 2601; A., t. 33, an., p. 185; J. O., p. 5717). — Rapport, au nom de la Commission du Budget, par M. Peltereau-Villeneuve [31 juillet] (I., n° 2644; A., t. 34, an., p. 108; J. O., p. 5976). —

Adoption [4 août] (A., t. 34, p. 209). = Loi du 4 août 1874 (J. O., p. 5754; B. des L., n° 3336).

9° [Exercice 1874]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi tendant à ouvrir pour le même Budget, au Ministre de l'Intérieur, un crédit supplémentaire de 90,000 fr. [5 décembre 1874] (I., n° 2733; A., t. 35, an., p. 273; J. O., p. 8223). — Rapport, au nom de la Commission du Budget, par M. Peltereau-Villeneuve [19 décembre] (I., n° 2779; A., t. 35, an., p. 310; J. O., p. 122). — Adoption, au scrutin public [23 décembre] (A., t. 35, p. 334). = Loi du 23 décembre 1874 (J. O. de 1875, p. 148; B. des L., n° 3710).

10° [Exercice 1875]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi tendant à ouvrir au Ministre de l'Intérieur un crédit supplémentaire de 15,000 fr. au Chapitre II du Budget du Gouvernement général civil de l'Algérie, et à annuler pareille somme au Chapitre IX du même Budget [5 décembre 1874] (I., n° 2734; A., t. 35, an., p. 273; J. O., p. 8191). — Rapport, au nom de la Commission du Budget, par M. Peltereau-Villeneuve [19 décembre] (I., n° 2780; A., t. 35, an., p. 311; J. O., p. 122). — Adoption [23 décembre] (A., t. 35, p. 334). = Loi du 23 décembre 1874 (J. O. de 1875, p. 149; B. des L., n° 3708).

11° [Exercice 1874]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi tendant à ouvrir au Ministre de l'Intérieur, pour le même Budget, un crédit supplémentaire de 1,258,823 fr. [10 décembre 1874] (I., n° 2742; A., t. 35, an., p. 277; J. O., p. 8411). — Rapport, au nom de la Commission du Budget, par M. Peltereau-Villeneuve [19 décembre] (I., n° 2781; A., t. 35, an., p. 311; J. O. de 1875, p. 90). — Adoption, au scrutin public [23 décembre] (A., t. 35, p. 335). = Loi du 23 décembre 1874 (J. O. de 1875, p. 148; B. des L., n° 3709).

12° [Exercice 1875]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi tendant à autoriser l'addition au Budget des recettes et des dépenses de crédits complémentaires afférents au même service [5 décembre 1874] (I., n° 2732; A., t. 35, an., p. 272; J. O., p. 8191). — Rapport, au nom de la Commission du Budget, par M. Peltereau-Villeneuve [15 décembre] (I., n° 2766; A., t. 35, an., p. 295; J. O. de 1875, p. 90). — Adoption, au scrutin public, [21 décembre] (A., t. 35, p. 283). = Loi du 21 décembre 1874 (J. O. de 1875, p. 73; B. des L., n° 3706).

13° [Exercice 1875]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi tendant à ouvrir au Ministre de l'Intérieur, pour le même Budget, un crédit supplémentaire de 10,800 fr. [9 mars 1875] (I., n° 2926; A., t. 37, an., p. 103; J. O., p. 2181). — Rapport, au nom de la Commission du Budget, par M. Peltereau-Villeneuve [15 mars] (I., n° 2944; A., t. 37, an., p. 124; J. O., p. 2234). — Adoption, au scrutin public et à l'unanimité [19 mars] (A., t. 37, p. 329). = Loi du 19 mars 1875 (J. O., p. 2337; B. des L., n° 4036).

14° [Exercice 1875]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi tendant à ouvrir au Ministre de l'Intérieur, pour le même Budget, un nouveau crédit supplémentaire de 7,500 fr. [20 juillet 1875] (I., n° 3228; A., t. 40, an., p. 573; J. O., p. 6886). — Rapport, au nom de la Commission du Budget, par M. Peltereau-Villeneuve [27 juillet] (I., n° 3294; A., t. 4, an., p. 118; J. O., p. 7046). — Adoption, au scrutin public et à l'unanimité [31 juillet] (A., t. 41, p. 274, 275). = Loi du 31 juillet 1875 (J. O., p. 6393; B. des L., n° 4453).

15° [Exercice 1876]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi tendant à ouvrir au Ministre de l'Intérieur un crédit supplémentaire de 150,000 fr. applicable aux Chapitres VI et XV [4 décembre 1875] (I., n° 3517; A., t. 43, an., p. 308; J. O. de 1876, p. 586). — Rapport, au nom de la Commission du Budget, par M. Lucet [20 décembre] (I., n° 3625; t. 44, an., p. 25; J. O. de 1876, p. 510). — Adoption, au scrutin public [23 décembre] (A., t. 44, p. 109). — Loi du 23 décembre 1875 (J. O. de 1876, p. 537; B. des L., n° 4074).

3 — *Opérations militaires entreprises en 1871 dans le département d'Oran.* [Exercice 1873]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi tendant à ouvrir au Ministre de l'Intérieur un crédit de 50,801 francs, ap-

plicable à la réparation des dommages causés par ces opérations [5 décembre 1872] (I., n° 1478; A., t. 14, an., p. 134; J. O., p. 7699). — Rapport, au nom de la Commission du Budget, par M. Peltereau-Villeneuve [11 décembre] (I., n° 1484; A., t. 14, an., p. 141; J. O., p. 8085). — Adoption, au scrutin public [21 décembre] (A., t. 14, p. 729). — Loi du 21 décembre 1872 (J. O., p. 8113; B. des L., n° 1569).

4 — *Travaux de colonisation en Algérie* [Exercice 1873]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi [23 juillet 1873] (I., n° 1933; A., t. 19, an., p. 197; J. O., p. 5747). — Rapport, au nom de la Commission du Budget, par M. Peltereau-Villeneuve [26 juillet] (I., n° 1971; A., t. 19, an., p. 239; J. O., p. 5974). — Discussion [28 juillet] (p. 490). — Sont entendus : MM. Clapier (p. 490, 491); Warnier (p. 491); Peltereau-Villeneuve, *rapporteur* (p. 491, 492). — Adoption, au scrutin public et à l'unanimité, de l'ensemble du projet de loi (p. 493). — Loi du 28 juillet 1874 (J. O., p. 5217; B. des L., n° 2238).

5 — *Garantie d'intérêt pour les chemins de fer concédés à la Compagnie de Paris à Lyon et à la Méditerranée.*

1° [Exercice 1875]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi tendant à ouvrir au Ministre de l'Intérieur un crédit supplémentaire de 7,300,000 fr. [16 février 1875] (I., n° 2897; A., t. 36, an., p. 166; J. O., p. 1451). — Rapport, au nom de la Commission du Budget, par M. Peltereau-Villeneuve [4 mars] (I., n° 2920; A., t. 37, an., p. 97; J. O., p. 2151). — Adoption, au scrutin public [19 mars] (A., t. 37, p. 324). — Loi du 19 mars 1874 (J. O., p. 2337; B. des L., n° 4037).

2° [Exercice 1873]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi tendant à ouvrir, pour le même objet, un crédit supplémentaire de 2,500,000 fr. [13 mai 1875] (I., n° 3000; A., t. 38, an., p. 73; J. O., p. 3680). — Rapport, au nom de la Commission du Budget, par M. Peltereau-Villeneuve [2 juin] (I., n° 3063; A., t. 38, an., p. 174; J. O., p. 4299). — Discussion [8 juin] (p. 417). — Sont entendus : MM. Clapier p. 417); Peltereau-Villeneuve, *rapporteur*, (p. 419). — Adoption, au scrutin public [même séance] (p. 420). — Loi du 8 juin 1875 (J. O., p. 4322; B. des L., n° 4195).

6 — *Assistance hospitalière.* [Exercice 1875]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi [26 mai 1875] (I., n° 3038; A., t. 38, an., p. 139; J. O., p. 4257). — Rapport, au nom de la Commission du Budget, par M. Peltereau-Villeneuve, tendant au rejet du projet de loi [10 juillet] (I., n° 3168; A., t. 39, an., p. 2561; J. O., p. 6188).

7 — *Prisons.* [Exercice 1874]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi [18 juin 1875] (I., n° 3100; A., t. 39, an., p. 3; J. O., p. 5174). — Rapport, au nom de la Commission du Budget, par M. Peltereau-Villeneuve [21 juillet] (I., n° 3231; (A., t. 41, an., p. 5; J. O., p. 6887). — Adoption, au scrutin public et à l'unanimité [24 juillet] (A., t. 41, p. 87). = Loi du 24 juillet 1875 (J. O., p. 6162; B. des L., n° 4339).

8 — *Divers services de l'Algérie.* [Exercice 1875]. — Rapport, par M. Lucet, sur ce crédit, compris dans le projet de loi portant ouverture de crédits à divers ministères, voy. CRÉDITS, *Finances*, § VI, n° 25.

9 — *Construction d'un Palais de justice et d'une Eglise à Alger.* [Exercice 1875]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi tendant à ouvrir au Ministre de l'Intérieur les crédits nécessaires à ces travaux [4 décembre 1875] (I., n° 3516; A., t. 43, an., p. 307; J. O. de 1876, p. 645). — Rapport, au nom de la Commission du Budget, par M. Lucet [14 décembre] (I., n° 3577; A., t. 43, an., p. 532; J. O. de 1876, p. 865). — Adoption, au scrutin public et à l'unanimité [17 décembre] (A., t. 43, p. 324). — Loi du 17 décembre 1875 (J. O. de 1876, p. 315; B. des L. n° 4867).

### § VI. — FINANCES.

1 — *Frais de la guerre et déficits des Exercices 1870 et 1871.* — Texte de la proposition de M. Germain tendant à ouvrir à cet effet au Ministre des Finances un crédit de 100 millions [19 février 1871] (I., n° 7; A., t. 1, p. 72, et an., p. 6; J. O., p. 271). — Obser-

Adoption [4 août] (A., t. 34, p. 209). = Loi du 4 août 1874 (J. O., p. 5754; B. des L., n° 3336).

9° [Exercice 1874]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi tendant à ouvrir pour le même Budget, au Ministre de l'Intérieur, un crédit supplémentaire de 90,000 fr. [5 décembre 1874] (I., n° 2733; A., t. 35, an., p. 273; J. O., p. 8223). — Rapport, au nom de la Commission du Budget, par M. Peltereau-Villeneuve [19 décembre] (I., n° 2779; A., t. 35, an., p. 310; J. O., p. 122). — Adoption, au scrutin public [23 décembre] (A., t. 35, p. 334). = Loi du 23 décembre 1874 (J. O. de 1875, p. 148; B. des L., n° 3710).

10° [Exercice 1875]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi tendant à ouvrir au Ministre de l'Intérieur un crédit supplémentaire de 15,000 fr. au Chapitre II du Budget du Gouvernement général civil de l'Algérie, et à annuler pareille somme au Chapitre IX du même Budget [5 décembre 1874] (I., n° 2734; A., t. 35, an., p. 273; J. O., p. 8191). — Rapport, au nom de la Commission du Budget, par M. Peltereau-Villeneuve [19 décembre] (I., n° 2780; A., t. 35, an., p. 311; J. O., p. 122). — Adoption [23 décembre] (A., t. 35, p. 334). = Loi du 23 décembre 1874 (J. O. de 1875, p. 149; B. des L., n° 3708).

11° [Exercice 1874]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi tendant à ouvrir au Ministre de l'Intérieur, pour le même Budget, un crédit supplémentaire de 1,258,823 fr. [10 décembre 1874] (I., n° 2742; A., t. 35, an., p. 277; J. O., p. 8411). — Rapport, au nom de la Commission du Budget, par M. Peltereau-Villeneuve [19 décembre] (I., n° 2781; A., t. 35, an., p. 311; J. O. de 1875, p. 90). — Adoption, au scrutin public [23 décembre] (A., t. 35, p. 335). = Loi du 23 décembre 1874 (J. O. de 1875, p. 148; B. des L., n° 3709).

12° [Exercice 1875]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi tendant à autoriser l'addition au Budget des recettes et des dépenses de crédits complémentaires afférents au même service [5 décembre 1874] (I., n° 2732; A., t. 35, an., p. 272; J. O., p. 8191). — Rapport, au nom d
par M. Peltere
(I., n° 2766; A.,
1875, p. 90). —
[21 décembre]
21 décembre 1
des L., n° 3706]

13° [Exercice
et texte du proj
Ministre de l'In
get, un crédit
[9 mars 1875] (I.
J. O., p. 2181)
Commission d
Villeneuve [15
an., p. 124; J.
scrutin public
t. 37, p. 329). =
p. 2337; B. de

14° [Exercice
et texte du pro
Ministre de l'In
un nouveau cr
fr. [20 juillet 18
p. 573; J. O., I
de la Commis
reau-Villeneu
A., t. 4, an.
Adoption, a
mité [31 jui
Loi du 31 ju
L., n° 4453

15° [Exe
et texte
au Minis
mentair
pitres
A., t.
— Re
Budg
n° 3
p. 5
cem
cem
L.,

3
187
18
je
l

vations de MM. Germain, Haëntjens (A., t. 1, p. 72); Floquet, Ducuing, Picard, *Ministre des Finances* (p. 73). — Déclaration d'urgence (*ibid.*). — Rapport, par M. de Goulard [4 mars] (I., n° 27; A., t. 1, an., p. 19; J. O., p. 338) (1).

2 — *Régularisation de crédits supplémentaires et extraordinaires ouverts par décrets pendant la prorogation de l'Assemblée nationale.*

1° [Exercice 1871]. — Projet de loi présenté par M. Thiers, *Président de la République*, et M. Pouyer-Quertier, *Ministre des Finances* [18 décembre 1871] (I., n° 720; A., t. 6, an., p. 199; J. O. de 1872, p. 230). — Rapport, au nom de la Commission du Budget, par M. le marquis de Talhouët [18 janvier 1872] (I., n° 822; A., t. 7, an., p. 45; J. O., p. 682). — Adoption au scrutin public [5 février] (A., t. 7, p. 403). — Loi du 5 février 1872 (J. O., p. 1209; B. des L., n° 922).

2° [Exercice 1872]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi, présenté par M. de Goulard, *Ministre des Finances* [25 novembre 1872] (I., n° 1439; A., t. 14, an., p. 42; J. O., p. 7667). — Rapport, au nom de la Commission du Budget, par M. Gouin [28 mars 1873] (I., n° 1739; A., t. 17, an., p. 107; J. O., p. 3029, 3043). — Adoption, au scrutin public [3 avril] (A., t. 17, p. 296). — Loi du 5 avril 1873 (J. O., p. 2623; B. des L., n° 1937).

3° [Exercice 1873]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi, présenté par M. Magne, *Ministre des Finances* [19 novembre 1873] (I., n° 2022; A., t. 27, an., p. 180; J. O., p. 7363). — Rapport, au nom de la Commission du Budget, par M. Gouin [19 janvier 1874] (I., n° 2175; A., t. 29, an., p. 118; J. O., p. 734). — Adoption, au scrutin public [29 janvier] (A., t. 29, p. 373). — Loi du 29 janvier 1874 (J. O., p. 1089; B. des L., n° 2705).

4° [Exercice 1874]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi, présenté par M. Caillaux, *Ministre des Finances* [28 mai 1874] (I., n° 2467; A., t. 31, an., p. 467; J. O., p. 36[illegible]

— Rapport, [illegible] Budget, par [illegible] n° 2645; A., [illegible] 5977). — Ado[illegible] (A., t. 34, p. [illegible] O., p. 5930 [illegible]

5° [Exerc[illegible] texte du de[illegible] M. Mathie[illegible] décembre [illegible] 287; J. O., [illegible] Commiss[illegible] janvier [illegible] J. O., p. [illegible] t. 36, p. [illegible] et suiv[illegible] pension[illegible] ciens [illegible] vembr[illegible] dans [illegible] 528). [illegible] ment [illegible] pre[illegible] con[illegible] 4 se[illegible] MM. [illegible] *So*[illegible] 519 [illegible] M. [illegible] 52[illegible] (p[illegible] G[illegible] au [illegible] = [illegible] B. des [illegible]

[illegible] 1872. [illegible] du projet de [illegible] crédit supplé-[illegible] n° 2377; A., t. 31, [illegible] — Rapport, au [illegible] du Budget, par [illegible] (I., n° 2553; A., t. [illegible] p. 5194). — Adoption [illegible] scrutin public [20 juillet [illegible] Loi du 20 juillet 1874 [illegible] des L., n° 3279.

[illegible] *Honneur*. [Exercice 1873]. [illegible] motifs et texte du projet de [illegible] ouvrir un crédit supplémen-[illegible] des Finances et au Budget [illegible] l'Honneur [26 juin 1874] (I.,

(1) Il n'a pas été donné suite à cette proposition.

81 ; J. O., p. 5240). — Adoption du
scrutin public [28 juin]
liste des votants (p. 236).
1875 (J. O., p. 5025 ; B.

*remboursables à divers ti-*
*el de l'administration cen-*
*ics et médailles. — Contribu-*
*indirectes.* [Exercice 1875]. —
tifs et texte du projet de loi
(I., nº 2989 ; A., t. 38, an., p.
352). — Rapport, au nom de
sion du Budget, par M. Ma-
[16 juillet] (I., nº 3190 ; A., t.
198 ; J. O., p. 6706). — Adoption
public [21 juillet] (A., t. 41, p. 3
Loi du 21 juillet 1875 (J. O., p.
des L., nº 4330).

*Indemnité à la Compagnie des Mes-*
*s maritimes.* [Exercice 1874]. —
sé des motifs et texte du projet de
portant ouverture d'un crédit extraor-
dinaire de 5,106,811 fr. [23 juillet 1875]
nº 3252 ; A., t. 41, an., p. 47 ; J. O., p.
36). — Rapport, au nom de la Commis-
sion du Budget, par M. Mathieu-Bodet [28
juillet] (I., nº 3304 ; A., t. 41, an., p. 128 ; J.
O., p. 7047). — Discussion [30 juillet] (p.
236). — Demande de remise, pour la pro-
duction de la sentence arbitrale, par
M. Guichard (*ibid.*). — Sont entendus sur
cette demande : MM. Guichard, Léon Say,
*Ministre des Finances* (*ibid.*). — Adoption,
au scrutin public du projet de loi (p. 237) ;
liste des votants (p. 262). = Loi du 30 juil-
let 1875 (J. O., p. 6113 ; B. des L., nº 4365).

22 — *Création et fonctionnement de labo-*
*ratoires destinés à l'analyse des sucres.*

1º [Exercice 1875]. — Exposé des motifs et
texte du projet de loi tendant à ouvrir un
crédit supplémentaire de 162,375 fr. [27
juillet 1875] (I., nº 3287 ; A., t. 41, an., p.
114 ; J. O., p. 7046). — Rapport, au nom de
la Commission du Budget, par M. Teisse-
renc de Bort [30 juillet] (I., nº 3351 ; A., t.
41, an., p. 198 ; J. O., p. 7282). — Adoption,
au scrutin public [3 août] (A., t. 41, p. 366).
= Loi du 3 août 1875 (J. O., p. 6690 ; B.
des L., nº 4378).

2º [Exercice 1876]. — Exposé des motifs et

17, p. 93). — Est entendu : M. Léon Say, *Ministre des Finances* (*ibid.*). — Adoption, au scrutin public, de l'ensemble du projet de loi (*ibid.*). = Loi du 26 mars 1873 (J. O., p. 2289; B. des L., n° 1870).

8 — *Frais de fabrication des monnaies de bronze.* [Exercice 1873]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi tendant à ouvrir un crédit de 170,000 fr. applicable à cette dépense [16 décembre 1872] (I., n° 1494; A., t. 14, an., p. 153; J. O. (1). — Rapport, au nom de la Commission du Budget, par M. Gouin [28 mars 1873] (I., n° 1738; A., t. 17, an., p. 107; J. O., p. 2949). — Adoption, au scrutin public [2 avril] (A., t. 17, p. 228). = Loi du 2 avril 1873 (J. O., p. 2609; B. des L., n° 1931).

9 — *Services divers du Ministère des Finances.* [Exercice 1872]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi portant ouverture de crédits supplémentaires montant à 2,550,655 fr. [14 février 1873] (I., n° 1611; A., t. 16, an., p. 10; J. O., p. 1264). — Rapport, au nom de la Commission du Budget, par M. Gouin [14 mars] (I., n° 1663; A., t. 16, an., p. 130; J. O., p. 2007). — Adoption, au scrutin public [26 mars] (A., t. 17, p. 93). = Loi du 26 mars 1873 (J. O., p. 2289; B. des L., n° 1871).

10 — *Postes et Forêts.* — Exposé des motifs et texte du projet de loi [17 juillet 1873] (I., n° 1891; A., t. 19, an., p. 114; J. O., p. 5477). — Rapport, au nom de la Commission du Budget, par M. Gouin [19 janvier 1874] (I., n° 2173; A., t. 29, an., p. 110; J. O., p. 741). — Adoption au scrutin public [27 janvier] (A., t. 29, p. 353). = Loi du 27 janvier 1874 (J. O., p. 1009; B. des L., n° 2702).

11 — *Annuités diverses.* [Exercice 1875]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi tendant à ouvrir des crédits supplémentaires s'élevant à 12,806,280 fr. [20 décembre 1873] (I., n° 2131; A., t. 28, an., p. 287; J. O. de 1874, p. 211). — Rapport, au nom de la Commission du Budget, par M. Gouin [19 janvier 1874] (I., n° 2174; A., t. 29, an., p. 112; J. O., p. 837). — Discussion [30 janvier] (A., t. 29, p. 379). — Sont entendus : MM. Wilson (p. 379, 380); Gouin, *porteur* (p. 38 public (p. 38 (J. O., p. 109 fication d'un de l'article p. 683).

12 — *En* — *Admini* *etc.* [Exer et texte d tion et o de 1874 t. 30, an port, au par M. A., t. 30 Adoptio [21 mai 1874 (

13 — *gine* mot ouv re de ti [ p. d

76,

motifs et ouverture extraordi- cet Exer- n° 3467; de 1876, p. au nom de la M. le marquis *Travaux publics* A., t. 43, an., p. 647); — par M. mbre] (I., n° 3497; J. O. de 1876, p. rjégu (*Agriculture et* re] (I., n° 3512; A., t. de 1876, p. 106); — par [9 décembre] (I., n° p. 408; J. O. de 1876, M. Lepère (*Dépenses des archéologique de Rome*) I., n° 3628; A., t. 44, an., 1876, p. 290); — par M. le (*Conservation des monuments* 20 décembre] (I., n° 3628; A., 53; J. O. de 1876, p. 427). général par M. Dréo [12 dé- J. O. de 1876, Disc ecembre] (A., t. — O s sur le nouveau

Cette Impression n'a pas été portée au J.

texte du projet de loi portant ouverture d'un crédit supplémentaire de 193,000 fr. [20 décembre 1875] (I., n° 3619 ; A., t. 44, an., p. 16 ; J. O. de 1876, p. 290). — Rapport, au nom de la Commission du Budget, par M. Teisserenc de Bort [22 décembre] (I., n° 3644; A., t. 44, an., p. 63 ; J. O. de 1876, p. 544). — Adoption au scrutin public [27 décembre] (A., t. 44, p. 184). = Loi du 27 décembre 1875 (J. O. de 1876, p. 283; B. des L., n° 4806).

23 — *Frais de perception des Contributions indirectes*. [Exercice 1875]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi portant ouverture d'un crédit supplémentaire de 307,050 fr. [29 juillet 1875] (I., n° 3326 ; A., t. 41, an., p. 164 ; J. O., p. 7090). — Rapport, au nom de la Commission du Budget de 1876, par M. Wolowski [31 juillet] (I., n° 3371 ; A., t. 41, an., p. 214 ; J. O., p. 7378). — Adoption, au scrutin public et à l'unanimité [3 août] (A., t. 41, p. 366). = Loi du 3 août 1875 (J. O., p. 6690 ; B. des L., n° 4377).

24 — *Remises aux percepteurs. — Indemnités aux porteurs de contraintes*. [Exercice 1874]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi tendant à ouvrir un crédit de 736,226 fr. [4 novembre 1875] (I., n° 3397 ; A., t. 42, an., p. 5; J. O., p. 9326). — Rapport, au nom de la Commission du Budget, par M. Langlois [18 novembre] (I., n° 3424 ; A., t. 42, p. 163 ; J. O., p. 9771). — Adoption, au scrutin public [24 novembre] (A., t. 42, p. 303, 304). = Loi du 24 novembre 1875 (J. O., p. 9977 ; B. des L., n° 4642).

25 — *Projets de lois collectifs*.

1° [Exercice 1875]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi portant ouverture de crédits supplémentaires et extraordinaires à divers Ministères pour cet Exercice [22 novembre 1875] (I., n° 3442; A., t. 42, an., p. 266; J. O. de 1876, p. 129). = Rapports partiels, au nom de la Commission du Budget : par M. le marquis de Talhouët (*Ministère des Travaux publics*) [7 décembre] (I., n° 3526 ; A., t. 43, an., p. 352; J. O. de 1876, p. 203) ; — par M. Delsol (*Instruction publique*) [3 décembre] (I., n° 3496 ; A., t. 43, an., p. 255; J. O. de 1876, p. 583) ; — par M. Lucet (*Algérie*) [3 décembre] (I., n° 3502 ; A., t. 43, an., p. 269 ;

J. O. de 1876, p. 69,
(*Agriculture et Com*
n° 3514 ; A., t. 43
1876, p. 571) ; — pa
[9 décembre] (I., n
405 ; J. O. de 1876.
(*Instruction publiq*
[15 décembre] (I.
p. 549 ; J. O. de
général, par M.
n° 3591 ; A., t.
1876, p. 700). =
(t. 44, p. 55). —
cice 1876, sur
d'accord avec l
ouvert au Cha
l'Intérieur po
vicinaux dét
(*ibid.*). — Ado
l'ensemble du
tion résultan
= Loi du 24
p. 282 ; B. d

2° [Exerci
texte du p
de crédits
naires à d
cice [25
A., t. 42
225). =
Commis
de Talh
7 déce
p. 363 ;
Delsol
A., t.
126) ;
*Comm*
43, a
M. C
3551
p.
*Fac*
20
p.
co
*hi*
t.
=
c

— 25

11 — *Améliorations à apporter à l'alimentation des troupes de l'armée de terre.* [Exercice 1873]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi [10 mars 1873] (I., n° 1644; A., t. 16, an., p. 104; J. O., p. 2052). — Rapport, au nom de la Commission du Budget, par M. Cochery [28 mars] (I., n° 1736; A., t. 17, an., p. 104; J. O., p. 2982). — Adoption au scrutin public [5 avril] (A., t. 17, p. 293). = Loi du 5 avril 1873 (J. O., p. 2594; B. des L., n° 1903).

12 — *Transports généraux et service de la gendarmerie.* [Exercice 1873]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi portant ouverture d'un crédit de 90,000 fr. sur le chapitre VIII, et annulation d'une somme égale sur le chapitre V du Budget de 1873 [10 juillet 1874] (I., n° 2532; A., t. 33, an., p. 15; J. O., p. 5063). — Rapport, au nom de la Commission du Budget, par M. le colonel comte Octave de Bastard [17 juillet] (I., n° 2562; A., t. 33, an., p. 51; J. O., p. 5316). — Adoption au scrutin public [22 juillet] (A., t. 33, p. 274). = Loi du 22 juillet 1874 (J. O., p. 5457; B. des L., n° 3280).

13 — *Etablissement des escadrons de spahis en Algérie.* [Exercice 1875]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi [30 novembre 1874] (I., n° 2720; A., t. 35, an., p. 263; J. O., p. 8014). — Rapport, au nom de la Commission du Budget, par M. le colonel de Bastard [15 décembre 1874] (I., n° 2765; A., t. 35, an., p. 295; J. O., p. 8622). — Adoption au scrutin public [19 décembre] (A., t. 35, p. 254). = Loi du 19 décembre 1874 (J. O. de 1875, p. 289; B. des L., n° 3704).

14 — *Paiement de créances concernant les exercices périmés*

1° [Exercices 1864-1866-1870]. — Exposé des motifs et projet de loi portant ouverture d'un crédit de 1,049,697 fr. 41 c., applicable à ce paiement [18 mars 1875] (I., n° 2965; A., t. 37, an., p. 174; J. O., p. 2371). — Rapport, au nom de la Commission du Budget, par M. le colonel de Bastard [19 mars] (I., n° 2972; A., t. 37, p. 330, et an., p. 911; J. O., p. 2242). — L'urgence est déclarée [même séance] (A., t. 37, p. 330). — Adoption à l'unanimité et au scrutin public [20 mars] (A., t. 37, p. 344) = Loi du 20 mars 1875 (J. O., p. 2369; B. des L., n° 4045).

2° [Exercices 1867-1869-1870]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi tendant à ouvrir à cet effet un crédit de 1,941,710 fr. 73 c. [2 août 1875] (I., n° 3378; A., t. 44, an., p. 237 à 250; J. O., p. 9327). — Rapport, au nom de la Commission du Budget, par M. Octave de Bastard [22 novembre] (I., n° 3439; A., t. 42, an., p. 250 à 263; J. O., p. 10279). — Adoption, au scrutin public et à l'unanimité [26 novembre] (A., t. 42, p. 358). = Loi du 26 novembre 1875 (J. O., p. 10169; B. des L., n° 4677).

### § VIII. — Marine et Colonies.

1 — *Matériel civil et militaire aux Colonies; secours aux incendiés de la Pointe-à-Pitre.* [Exercice 1874]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi tendant à ouvrir un supplément de crédit de 750,000 fr. [18 août 1874] (I., n° 513; A., t. 4, an., p. 303; J. O., p. 3228). — Rapport par M. Ancel [5 septembre] (I., n° 605; A., t. 5, an., p. 195; J. O., p. 3986). — Adoption au scrutin public [14 septembre] (A., t. 5, p. 617). = Loi du 14 décembre 1874 (J. O., p. 3709; B. des L., n° 517).

2 — *Divers services du Ministère de la Marine.* [Exercice 1872]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi tendant à ouvrir un supplément de crédit de 1,560,428 fr. [29 janvier 1872] (I., n° 862; A., t. 7, p. 123; J. O. de 1872, p. 1149). — Rapport, au nom de la Commission du Budget, par M. Ancel [27 février] (I., n° 935; A., t. 8, an., p. 15; J. O., p. 1732). — Adoption, sans discussion, au scrutin public [5 mars] (A., t. 8, p. 183). = Loi du 5 mars 1872 (J. O., p. 1769; B. des L., n° 963).

3 — *Déportation et transportation.*

1° [Exercice 1873]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi [20 novembre 1872] (I., n° 1426; A., t. 14, an., p. 14; J. O., p. 7257). — Sont entendus : MM. l'amiral Pothuau, *Ministre de la Marine*, Schœlcher (A., t. 14, p. 133). — Rapport, au nom de la Commission du Budget, par M. Ancel et

[illegible] un crédit sup- [illegible] fr. [1er août 1874] [illegible] p. 134; J. O., p. [illegible] la Commission [illegible] vice-amiral baron de [illegible] août] (I., n° 2693; [illegible] J. O., p. 6234). — [illegible] public [5 août] (A., t. [illegible] du 5 août 1874 (J. O., p. [illegible]).

[illegible] — INSTRUCTION PUBLIQUE, CULTES ET BEAUX-ARTS.

[illegible] *des Musées nationaux, du Palais du Luxembourg et des manufactures de [illegible] et de Beauvais.* [Exercice [illegible]. — Exposé des motifs et texte du premier projet de loi de crédit applicable aux [illegible] de ces Établissements [28 avril [illegible] (I., n° 174; A., t. 2, p. 781; J. O., p. [illegible]. — Exposé des motifs et texte du second projet de loi, relatif au même objet [19 juillet] (I., n° [illegible]; A., t. 4, an., p. 68; J. O., p. [illegible]). — Rapport, par M. Leblond, sur ces deux projets de lois [5 septembre] (I., n° [illegible]; A., t. 3, an., p. 196; J. O., p. 3812). — Adoption au scrutin public [9 septembre] (A., t. 3, p. 519). = Loi du 9 septembre 1874 (J. O., p. [illegible]; B. des L., n° 501).

2 — *Restauration du lycée de Vanves.* [Exercice 1871]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi portant ouverture, pour cet objet, d'un crédit extraordinaire de [illegible] fr. [10 juillet 1871] (I., n° [illegible]; A., t. 3, an., p. 906; J. O., p. 2488). — Rapport, au nom de la Commission du Budget, par M. Leblond [12 août] (I., n° 502; A., t. 4, an., p. 273; J. O., p. 2955). — Adoption au scrutin public [25 août] (A., t. 4, p. [illegible]). = Loi du 25 août 1871 (J. O., p. [illegible]; B. des L., n° 485).

3 — *Frais de passages; dépenses accidentelles du Budget des Cultes.*

1° [Exercice 1871]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi tendant à élever exceptionnellement le crédit des dépenses diverses et accidentelles, frais de passages, etc. [28 février 1872] (I., n° 937; A., t. 8, an., p. [illegible]; J. O., p. [illegible]). — Rapport, au nom de la Commission du Budget, par M. Beulé [1er juin] (I., n° 1192; A., t. 11, an., p. [illegible]; J. O., p. 3876). — Adoption, au scrutin public [15 juin] (A., t. 12, p. 344). = Loi du 15 juin 1872 (J. O., p. 5065; B. des L., n° 1285).

2° [Exercice 1874]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi, tendant à ouvrir un crédit de 9,250 fr. [7 juillet 1875] (I., n° 3157; A., t. 39, an., p. 234; J. O., p. 5204). — Rapport, au nom de la Commission du Budget, par M. Peltereau-Villeneuve [17 juillet] (I., n° 3198; A., t. 40, an., p. 518; J. O., p. 6522). — Adoption, au scrutin public et à l'unanimité [21 juillet] (A., t. 41, p. 4). = Loi du 21 juillet 1875 (J. O., p. 6114; B. des L., n° 4451).

4 — *Observation du passage de Vénus sur le soleil. Détermination de la parallaxe du soleil.*

1° [Exercice 1873]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi, tendant à ouvrir à cet effet un crédit additionnel de 100,000 fr. [15 juin 1872] (I., n° 1221; A., t. 12, an., p. 35; J. O., p. 4489). — Rapport, au nom de la Commission du Budget, par M. Beulé [15 juillet] (I., n° 1312; A., t. 13, an., p. 80; J. O., p. 5198). — Discussion [26 juillet] (p. 378). — Sont entendus: MM. Amat, Beulé, *rapporteur* (*ibid.*). — Adoption, au scrutin public, de l'ensemble du projet de loi (*ibid.*). = Loi du 26 juillet 1872 (J. O., p. 7521; B. des L., n° 1512).

2° [Exercice 1874]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi portant ouverture pour le même objet d'un crédit supplémentaire de 100,000 fr. [3 mars 1874] (I., n° 2250; A., t. 30, an., p. 28; J. O., p. 2089). — Rapport, au nom de la Commission du Budget, par M. Bardoux [13 mars] (I., n° 2288; A., t. 30, an., p. 140; J. O., p. 2834). — Discussion [19 mars] (A., t. 30, p. 468). — Sont entendus: MM. Amat, Bardoux, *rapporteur* (p. 468). — Adoption au scrutin public [même séance] (p. 469). = Loi du 19 mars 1874 (J. O., p. 2529; B. des L., n° 2860).

3° [Exercice 1875]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi tendant à ouvrir au même titre un crédit supplémen-

texte du projet de loi [17 mars 1875] (I., n° 2954; A., t. 37, an., p. 131; J. O., p. 3375). — Rapport, au nom de la Commission du Budget, par M. Bertauld [13 novembre] (I., n° 3416; A., t. 42, an., p. 61; J. O., p. 9732). — Adoption au scrutin public et à l'unanimité [22 novembre] (A., t. 42, p. 258 et 259). = Loi du 22 novembre 1875 (J. O., p. 10009; B. des L., n° 4640).

22 — *Théâtres nationaux.* [Exercice 1876] — Exposé des motifs et texte du projet de loi, tendant à ouvrir au chapitre XLIII crédit de 6,500 fr. [27 mai 1875] (I., n° A., t. 38, an., p. 145; J. O., p. 4483). — port, au nom de la Commission du Bu de 1875, par M. le comte d'Osmoy [2 let] (I., n° 3334; A., t. 41, an., p. O., p. 7126). — Adoption au scru [18 novembre] (A., t. 42, p. 232, des votants (p. 249). = Loi du 1875 (J. O., p. 10009; B. des L.

23 — *Installation du Th* [Exercice 1876]. — Exposé des du projet de loi, tendant à o un crédit supplémentaire [29 novembre 1875] (I., n° 3 p. 366; J. O., p. 10618). — de la Commission du Bu d'Osmoy [8 décembre] ( an., p. 403; J. O. de 1 tion au scrutin public décembre] (A., t. 44, décembre 1875 (J. O., L., n° 4787).

24 — *Dépenses de* cice 1876]. — Expo projet de loi porta École d'un crédit fr. [21 décembre 44, an., p. 56; J. le rapport et la VI, *Finances*, n

§ X. — A

1 — *Pai peste bovin*

1° [Ex tifs et t

ayan 1874]. — Exposé des motifs et dit projet de loi tendant à reporter à A. un crédit extraordinaire de a 10 novembre 1874] (I., n° 2721; N an., p. 263; J. O., p. 7981). — rt, au nom de la Commission du get, par M. Cordier [10 décembre] (I., 2711; A., t. 35, an., p. 276; J. O., p. ). — Adoption, au scrutin public [15 décembre] (A., t. 35, p. 194). = Loi du 15 décembre 1874 (J. O., p. 8474; B. des L., n° 3635).

9 — *Services du Ministère de l'Agriculture et du Commerce.* — Exposé des motifs et texte du projet de loi [12 mars 1873] (I., n° 1668; A., t. 16, an., p. 122; J. O., p. 1977). — Rapport, au nom de la Commission du Budget, par M. Guichard [28 mars] (I., n° 1735; A., t. 17, an., p. 102; J. O., p. 2948). — Adoption, au scrutin public [21 mai] (A., t. 18, p. 12). = Loi du 21 mai 1873 (J. O., p. 3353; B. des L., n° 2023).

10 — *Encouragement aux manufactures et au commerce. — Pêches maritimes.* [Exercice 1873]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi, tendant à ouvrir pour ces objets un crédit supplémentaire de 20,000 fr. [4 décembre 1873] (I., n° 2076; A., t. 28, an., p. 111; J. O., p. 7767). — Rapport, au nom de la Commission du Budget, par M. Leurent [12 décembre] (I., n° 2098; A., t. 28, an., p. 234; J. O., p. 8113). — Adoption, au scrutin public et à l'unanimité [8 janvier 1874] (A., t. 29, p. 6). = Loi du 8 janvier 1874 (J. O., p. 369; B. des L., n° 2644).

11 — *Encouragements aux pêches maritimes.* [Exercice 1874]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi, ayant pour objet d'ouvrir à cet effet un crédit supplémentaire de 200,000 francs [26 janvier 1875] (I., n° 2871; A., t. 36, an., p. 107; J. O., p. 1061). — Rapport, au nom de la Commission du Budget, par M. Alphonse Cordier [3 février] (I., n° 2887; A., t. 36, an., p. 149; J. O., p. 1530). — Adoption [16 février] (A., t. 36, p. 545). = Loi du 16 février (J. O., p. 1401; B. des L., n° 3917).

12 — *Dépenses de la Commission de la marine marchande.* [Exercice 1874]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi ayant

[illegible] baron de [illegible] publics p. 716. [illegible] Deseilligny. [illegible] Commerce [illegible] au scrutin public [illegible] Commission, avec une [illegible] aux de l'intérêt [illegible] demandée par [illegible] publics (même [illegible] votants p. 748). = [illegible] p. 249 ; B. des [illegible]

[illegible] Exposé des motifs [illegible] tendant à ouvrir un [illegible] pour la liquidation [illegible] nouvel Opéra (9 juin 1875] [illegible] an., p. 226 ; J. O., p. [illegible] au nom de la Commission [illegible] par M. le comte d'Osmoy [illegible] A., t. 41, an., p. 4 ; [illegible] Discussion [27 juillet] [illegible] ont entendus : MM. le vi[illegible] ibid. ; Caillaux, *Ministre* [illegible] (p. 138, 140); Testelin (p. [illegible] successive des articles, [illegible] de l'ensemble du projet [illegible] liste des votants (p. 158). [illegible] 1875 (J. O., p. 6917 ; B. [illegible]

[illegible] *des deux Chambres à* [illegible]

[illegible] 1875]. — Exposé des motifs [illegible] projet de loi, relatif à l'ouver[illegible] montant à 1,750,000 fr., [illegible] I., n° 2982 ; A., t. 38, an., [illegible] J. O., p. 3470). — Déclaration de [illegible] renvoi à une Commission spé[illegible] t. 38, p. 2). — Commission (F., [illegible] J. O., p. 3405). — Rapport, au nom [illegible] Commission, par M. Krantz [25 [illegible] 194, et an., p. 133). — Fixation de [illegible] discussion au lendemain (p. 198, 199). [illegible] Discussion (26 mai) (p. 204). Adoption [illegible] successive des divers articles du projet de [illegible] — Article additionnel proposé [illegible] M. L. de Saint-Pierre (Manche), tendant [illegible] l'établissement d'urgence d'un chemin de [illegible] de raccordement entre l'une des gares [illegible] Versailles et la future Chambre des Dé[illegible] p. 205 : retrait (*ibid.*). — Sont enten[illegible] MM. de Saint-Pierre (Manche), Caillaux, *Ministre des Travaux publics* (*ibid.*). — Adoption, au scrutin public, de l'ensemble du projet (p. 206); liste des votants (p. 207 ; rectification, p. 209). = Loi du 26 mai 1875 (J. O., p. 3833 ; B. des L., n° 4151).

2° [Exercice 1875].— Exposé des motifs et texte du projet de loi portant ouverture, au même effet, de deux crédits, l'un de 952,000 fr., l'autre de 370,000 fr. [16 décembre 1875] (I., n° 3601 ; A., t. 43, an., p. 600 ; J. O. de 1876, p. 872).— Rapport, au nom de la Commission du Budget, par M. de Talhouët [20 décembre] (I., n° 3626 ; A., t. 44, an., p. 26 ; J. O. de 1876, p. 426). — Adoption du projet de loi, au scrutin public [23 décembre] (A., t. 44, p. 109); liste des votants (p. 133 ; rectifications, p. 142). = Loi du 23 décembre 1875 (J. O., p. 217 ; B. des L., n° 4786).

10 – *Achèvement du pavillon Marsan et installation de la Cour des Comptes.* [Exercice 1875]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi y relatif [11 mai 1875] (I., n° 2987 ; A., t. 38, an., p. 60; J. O., p. 3552). — Rapport, au nom de la Commission du Budget, par M. Cordier [2 juin] (I., n° 3061 ; A., t. 38, an., p. 172; J. O., p. 4070). — Discussion [11 juin] (p. 502).— Rejet de l'amendement de M. le vicomte d'Aboville, tendant à installer la Cour des Comptes dans le Palais du quai d'Orsay, restauré (p. 506). — Sont entendus : MM. le vicomte d'Aboville (p. 502, 505, 506); Cordier, *rapporteur* (p. 503); le baron de Vinols (p. 504, 505); Caillaux, *Ministre des Travaux publics* (p. 505). — Adoption, au scrutin public (même séance) (p. 506); liste des votants (p. 517). = Loi du 11 juin 1875 (J. O., p. 4322; B. des L., n° 4197).

11 — *Restauration de la chapelle du Château de Versailles.* [Exercice 1875]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi tendant à affecter à cet objet un crédit de 600,000 fr. [29 mai 1875] (I., n° 3050 ; A., t. 38, an., p. 158 ; J. O., p. 4095). — Rapport, au nom de la Commission du Budget, par M. Rousseau [12 juillet] (I., n° 3173 ; A., t. 39, an., p. 260; J. O., p. 6233). — Adoption, au scrutin public [2 août] (A., t. 41, p. 317). = Loi du 2 août 1875 (J. O.; p. 6465 ; B. des L., n° 4374).

12 — *Réparation des dommages causés aux travaux publics par les inondations.*

# D

**DÉBATS LÉGISLATIFS**, voy. ASSEMBLÉE NATIONALE, § I, n° 3.

## DÉBITS DE BOISSONS.

1 — Exposé des motifs et texte de la proposition de M. Cherpin, tendant à modifier le décret-loi du 29 décembre 1851 sur les débits de boissons à consommer sur place [11 septembre 1871] (I., n° 630; A., t. 5, p. 220; J. O., p. 4118). — Rapport sommaire, par M. Félix Voisin [26 janvier 1872] (I., n° 845; A., t. 7, an., p. 84; J. O., p. 1078). — Discussion sur la prise en considération [16 février] (A., t. 7, p. 613). — Est entendu: M. Voisin, *rapporteur* (*ibid*). — Prise en considération (p. 614). — Commission (F., n° 229; J. O., p. 1295).— Rapport sur le fond, par M. Cherpin [29 février] (I., n° 938; A., t. 8, an., p. 18; J. O., p. 1733). — Sur la demande du rapporteur, l'urgence est déclarée (p. 110).— Discussion [11 mars] (p. 276). — Sont entendus: MM. Cherpin, *rapporteur* (p. 276, 277); de Marcère (p. 277). — Adoption de l'article unique du projet (p. 277). = Loi du 11 mars 1872 (J. O., p. 1961; B. des L., n° 968).

2 — Exposé des motifs et texte de la proposition de M. Emile Bouchet, tendant à modifier le même décret [2 décembre 1872] (I., n° 1454; A., t. 14, an., p. 72; J. O., p. 8067). — Rapport sommaire, par M. Alfred Dupont [12 mars 1873] (I., n° 1658; A., t. 16, an., p. 120; J. O., p. 1918). — Discussion sur la prise en considération [8 novembre 1873] (A., t. 27, p. 41). — Est entendu M. Bouchet (*ibid.*). — Retrait de sa proposition (*ibid.*).

3 — Exposé des motifs et texte de la proposition de MM. Guyot, Ordinaire et autres, relative au régime légal des cafés, cabarets et débits de boissons [4 mars 1874] (I., n° 2253; A., t. 30, an., p. 45; J. O., p. 2399). — Demande de déclaration d'urgence par M. Guyot [même séance] (A., t. 30, p. 183). — L'urgence n'est pas déclarée (p. 185). — Rapport sommaire, par M. Arfeuillères [2 juin 1874] (I., n° 2415; A., t. 31, an., p. 476 J. O., p. 3953, 3985) (1).

4 — Projets de lois relatifs : 1° à la suppression de la remise accordée aux débitants sur le montant des droits de détail et de consommation ; 2° à l'établissement et à la révision des taxes uniques dans les agglomérations de 10,000 âmes et au dessus, voy. BOISSONS, n°s 7 et 9.

**DÉBITS DE PAPIER TIMBRÉ**, voy. TIMBRE.

**DÉBITS DE TABAC**, voy. BUREAUX DE TABAC.

## DÉCENTRALISATION ADMINISTRATIVE.

1 — Texte de la proposition de MM. le marquis de Talhouët, Raudot et autres, tendant à la nomination d'une Commission de Décentralisation [3 mars 1871] (I., n° 15; A., t. 1, p. 134, et an., p. 15; J. O., p. 287). — Rapport sommaire, par M. Péconnet [1er avril] (I., n° 102; A., t. 2, p. 215; J. O., p. 619). — Discussion sur la prise en considération [8 avril] (A., t. 2, p. 330). — Est entendu : M. le comte Jaubert (*ibid.*). — Prise en considération (p. 331). — Commission spéciale (F., n° 39; J. O., p. 523). — Rapport sur le fond, par M. le vicomte de Meaux [13 avril] (I., n° 132; A., t. 2, p. 478; J. O., p. 757). — Discussion [15 avril] (A., t. 2, p. 508). — Sont entendus : MM. le marquis de Talhouët (p. 508, 510), Du Breuil de Saint-Germain, Langlois (p. 510); Bethmont, de Chas-

(1) Il n'a pas été statué sur cette proposition.

[illegible] Bissey, [illegible] *Gardedes Sceaux*, [illegible] transmission [illegible] de deux juge[illegible] de faillite M. Hu[illegible] 13 mai 1875 (I. [illegible] p. 73; J. O., [illegible] F., n° 772; [illegible] par M. Lepetit [illegible] p. 232, et an., [illegible] — Adoption, sans [illegible] la Commission, [illegible] la déchéance de [illegible] de membre de [illegible] juin (p. 502).

[illegible] de mort, [illegible] de l'As[illegible] 1874 (I., [illegible] p. 290; J. O., [illegible] le renvoi [illegible] Commission [illegible] contre M. Ranc [illegible] rapport et la [illegible] paragraphe.

**[illegible] ADDITIONNELS.**

[illegible] relatifs à la perception [illegible] au principal des [illegible] et aux contributions [illegible] GÉNÉRAL DE L'É[illegible] n° 2, et § V, *Exer*[illegible]

[illegible] ayant pour objet l'exten[illegible] des décimes addition[illegible] droits de douanes, contribu[illegible] et timbre, non augmentés [illegible] voy. DOUANES, n° 7.

**[illegible]ARATIONS DU GOUVERNEMENT** [illegible] MESSAGES. — PRÉSIDENT DE [illegible]

**DÉCRETS DU POUVOIR EXÉCUTIF** (PROMULGATION DES), voy. PROMULGATION DES DÉCRETS DU POUVOIR EXÉCUTIF.

**DÉCRETS RENDUS PAR LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE.**

Proposition de MM. Amédée Lefèvre-Pontalis et autres, tendant à nommer une Commission chargée de réviser tous les décrets ayant un caractère législatif, rendus par le Gouvernement de la Défense nationale sur des objets étrangers à ladite Défense, voy. GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE, § III.

**DÉFENSE DE PARIS**, voy. FORTIFICATIONS, § I, n° 2.

**DÉFENSE DES COTES ET DES FRONTIÈRES**, voy. FORTIFICATIONS, § I, n^os^ 1, 3, 5 et 6.

**DÉFENSE NATIONALE** (GOUVERNEMENT DE LA), voy. ENQUÊTES PARLEMENTAIRES, II^e^ section, § II. — GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE.

**DELANGE** (M.). — Projet de loi relatif à un échange entre lui et l'État, voy. ÉCHANGES D'IMMEUBLES, n° 5.

**DÉLÉGATION DE TOURS ET DE BORDEAUX.**

1 — Proposition de MM. de Lorgeril, Dezanneau et autres, ayant pour objet la nomination d'une Commission de trente membres chargée d'examiner les actes de la Délégation de Tours et de Bordeaux, voy. GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE, § II, n^os^ 3 et 4.

2 — Enquête sur les actes de cette Délégation, voy. ENQUÊTES PARLEMENTAIRES, II^e^ section, § II.

3 — Projets de lois et propositions tendant à rapporter divers décrets de cette Délégation, voy. ALGÉRIE, § I, n^os^ 2, 4 et 9. — ANNONCES JUDICIAIRES ET LÉGALES. — ARMÉE, § XI, n° 1. — CONSEILS GÉNÉRAUX, § III, n° 1. — GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE, § III. — INTERPEL-

(*ibid.*). — Adoption, sans discussion, de l'article unique du projet de Résolution, ayant pour objet de prononcer la déchéance demandée par le Gouvernement contre MM. RANC et MELVIL-BLONCOURT, membres de l'Assemblée nationale [9 décembre 1874] (t. 35, p. 132).

2 — Lettre de **M. le général de Cissey**, *Vice-Président du Conseil, Ministre de la Guerre*, transmettant au Président de l'Assemblée nationale une expédition du jugement du 3e Conseil de Guerre, qui a condamné par contumace, à la peine de m... M. MELVIL-BLONCOURT, membre de l'... semblée nationale [29 juin 187... n° 2504; A., t. 32, p. 470; an., p. ... p. 4608). — L'Assemblée ordonne l... de cette communication à la C... saisie du jugement rendu c... (A., t. 32, p. 470). = Pour ... discussion, voir le préc...

3 — Lettre de M. Du... *Ministre de la Just*... au Président d... ments, qui dé... LIN, Député ... n° 2999; A. ... p. 3551, ... J. O., p... [28 m... p. ... d... ... par la... ...pes-Mari... Président

**DÉCRETS DU** ... **TIF** (PROMULGA... TION DES DÉC... ... (t. 31, p. ... — ... lettre : est enten... ...osta de Beauregard

**DÉCRE**... **VERN**... **TION**... ... ayant la démission de ... de la Drôme [16 mai 1874] ... LLAND, Député du Lot ... p. 4); — COLAS, Député ... janvier 1875] (t. 36, p. 233; ...éputé des Alpes-Maritimes ... t. 42, p. 191); le marquis ...éputé de la Seine [11 décembre ... 219).

**DÉPARTEMENTS**, voy. CONSEILS GÉNÉRAUX. — DÉPARTEMENTS ENVAHIS. — ...MENTS DÉPARTEMENTAUX ET D'INTÉRÊT ...AL. — ÉTAT DE SIÉGE. — FONDS DE ...ÉES. — IMPOSITIONS LOCALES. — LIMITES. — PRÉFETS.

**DÉPARTEMENTS ENVAHIS.**

1 — Commission chargée de faire une enquête sur l'état des départements envahis et rapport au nom de cette Commission, voy. ENQUÊTES PARLEMENTAIRES, IIe section, § I, nos 1 et 8.

2 — Exposé des motifs et texte de la proposition de MM. Claude (de la Meurthe), Ladize et autres, tendant à faire supporter par toute la nation française les dommages de l'invasion [7 mars 1871] (I., n° 39; A., t. 1, p. 26; J. O., p. 371). — Rapport sommaire, par M. le comte de Melun [1er avril] I., n° 105; A., t. 2, p. 216; J. O., p. 619). — Discussion sur la prise en considération [8 avril] p. 332). — Est entendu : M. le comte de Melun (*ibid.*). — Prise en considération (p. 338). — Commission (F., n° 40; J. O., p. 542). — Rapport sur le fond, par M. Albert Grévy [26 mai] (I., n° 259; A., t. 3, p. 138, et t. 5, an., p. 295; J. O., p. 1257). = *Première délibération* [3 juillet] (t. 3, p. 702) : M. Lambrecht, *Ministre de l'Intérieur* (p. 703). = *Deuxième délibération* [27 juillet] (t. 4, p. 331). — Sont entendus : MM. Thiers, *Chef du Pouvoir exécutif* (p. 331, 333); de Ventavon (p. 332); le comte Jaubert, Albert Grévy, *rapporteur* (p. 333). — Ajournement de la discussion (*ibid.*). = Reprise de la

712); — AN...
1871] (t. 2, p. ...
Député du F...
— TENDRET, ...
330); — Sève...
Corse [17 août ...
FAIDHERBE ...
p. 161).

2 — Incide...
née en séance ...
ÉLECTIONS, ...

3 — Incide...
lettre de M. ...
çant sa seco...
(A., t. 5, p. 18...
incident : MM. ...
*de l'Assemblée*. ...

4 — Retrait ...
GEORGE, Dép...
(t. 1, p. 298); — ...
de la Meurthe ...
Député des V...
Député de la ...
ANDRÉ (*idem*) ...
CHANGE (*idem*) ...

5 — Lettre ...
GUIBERRY, ...
annonçant sa ...
(t. 6, p. 3).

6 — Lettre...
MM. : DAUPH...
vrier 1872 ...
puté des V...
le général ...
[1er juillet ...
MOZ, Dépu...
— FLYE-S...
BOUCHÉ, ...
Député de ...
(t. 14, p. ...
Jura [21 d...
Député de ...
46, p. 298 ...
Rhône [p. ...
l'Aube [19 ...
DUCROT, Dép...
(t. 28, p. 51 ...

7 — Communi...
quelle M. Picco...
times, adresse ...

... de ... envahis [4 ... sa nom de ... Grévy [4 ... an., p. ... relatives ... tendant à ... 7 septem- ... MM. Wing- ... *Président* (p. ... (1).

... de la pro- ... Du- ... par ... de ... que ... de consa- ... de tous ... ont subi des ... (I., n° ... J. O., ... n'est pas ... — Rapport ... de la Meurthe) ... 12, an., ... en considé- ... p. 316). — ... à la Commis- ... projet de loi re- ... à la Ville de ... § II.

... Billy et autres, ... propriétaires de ... bovine dans les ... PESTE BO-

... aux mesures ... de la loi du 6 sep- ... dédommagements ... envahis, voy. ... QUESTIONS, n° 52.

... TÉLÉGRAPHIQUES, ... ÉLÉMENTAIRES, IIe Sec- ... RAPHIE.

... DE GUERRE (LIQUI- ... COMPTE DE LIQUIDATION. ... *Intérieur*, nos 14 et 23. — ... — MARCHÉS PASSÉS ... — RÉQUISITIONS.

... n'a pas été discutée.

## DÉPORTATION.

1 — Exposé des motifs et texte du projet de loi tendant à désigner des lieux de déportation, présenté par M. Thiers, *Président de la République*, M. l'amiral Pothuau, *Ministre de la Marine*, et M. Dufaure, *Ministre de la Justice* [15 février 1872] (I., n° 893; A., t. 7, an., p. 169; J. O., p. 1333). — L'Assemblée déclare l'urgence [même séance] (A., t. 7, p. 584). — Commission (F., n° 229; J. O., p. 1295). — Rapport, par M. Turquet [16 mars] (I., n° 1000; A., t. 8, an., p. 174; J. O., p. 2477). — Discussion [22 mars] (p. 499). — Sont entendus : MM. Turquet, *rapporteur* (p. 499, 508, 511, 512); Gent (p. 507, 509, 511); l'amiral Pothuau, *Ministre de la Marine et des Colonies* (p. 510); Brisson (p. 511). — Rejet au scrutin public, de l'amendement de M. Brisson, tendant à faire ajourner l'exécution de la loi jusqu'après le vote sur les propositions d'amnistie et sur les dispositions légales relatives au régime des déportés (p. 513); liste des votants (p. 529). — Adoption de l'ensemble du projet de loi [23 mars] (p. 513). — Observations de M. Schœlcher sur les recours en grâce des condamnés (*ibid.*). = Loi du 23 mars 1872 (J. O., p. 2314; B. des L., n° 1027)

2 — Exposé des motifs et texte du projet de loi tendant à régler la condition des déportés à la Nouvelle-Calédonie, présenté par M. l'amiral Pothuau, *Ministre de la Marine et des Colonies* [30 mai 1872] (I., n° 1185; A., t. 11, an., p. 234; J. O., p. 3873). — Commission (F., n° 301; J. O., p. 3872). — Rapport, par M. le vicomte Othenin d'Haussonville [26 juillet] (I., n° 1363; A., t. 13, an., p. 241; J. O., p. 5573, 5691, 6003). — Rapport supplémentaire, par le même Député [11 mars 1873] (I., n° 1654; A., t. 16, an., p. 115; J. O., p. 1855). — Discussion [19 mars] (p. 566). — Sur la demande de M. d'Haussonville, *rapporteur*, l'Assemblée déclare l'urgence (*ibid.*). — Nouvelle rédaction de l'article 13, relatif aux droits de la femme veuve sur les biens laissés par son mari dans le lieu de déportation (p. 576). — Sont entendus : MM. Brisson (p. 566); le vicomte d'Haussonville, *rapporteur* (p. 567, 571, 581, 583); Jules Favre (p. 567, 569, 579, 581, 582); Gaslonde (p. 571); Grivart (p. 573);

Batbie (p. 581, 583, 584); Albert Desjardins, Crémieux (p. 582); l'amiral Pothuau, *Ministre de la Marine et des Colonies* (p. 583, 584), Ganivet, le comte Jaubert, Delsol (p. 584). —Ajournement de la discussion [20 mars] (p. 584). = Reprise de la discussion [25 mars 1873] (A., t. 17, p. 68). — Rapport verbal, par M. Humbert, sur une nouvelle rédaction de l'article 13, relatif aux droits de la femme veuve sur les biens laissés par son mari dans le lieu de la déportation (*ibid.*). — Discussion (p. 71 et suiv.). — Sont entendus : MM. Bertauld (p. 71, 77, 83); Humbert (p. 76); Crémieux (p. 78); le vicomte d'Haussonville, *rapporteur* (p. 80, 83); Batbie (p. 81, 83, 84); Grivart (p. 82); Malens (p. 84). — Adoption : de la nouvelle rédaction de l'article 13, modifiée par un amendement de M. Batbie; de l'article 14, et de l'ensemble du projet de loi [25 mars] (t. 17, p. 84). = Loi du 25 mars 1873 (J. O., p. 2153; B. des L., n° 1868).

3 — Projets de lois tendant à introduire des modifications dans le Budget de 1873, au titre de la déportation et de la transportation, voy. CRÉDITS, § VIII, *Marine et Colonies*, n° 3.

## DÉPOTS ET CONSIGNATIONS, voy. CAISSE DES DÉPOTS ET CONSIGNATIONS.

## DÉPUTÉS A L'ASSEMBLÉE NATIONALE.

1 — Exposé des motifs et texte du projet de loi tendant à régler, au point de vue de l'indemnité, la situation des fonctionnaires nommés Députés, présenté par M. Thiers, *Chef du Pouvoir exécutif*, et M. Pouyer-Quertier, *Ministre des Finances* [10 avril 1871] (I., n° 124; A., t. 2, p. 367; J. O., p. 728). — Commission (F., n° 49; J. O., p. 712). — Rapport, par M. Merveilleux du Vignaux [28 décembre] I., n° 737; A., t. 6, p. 277; J. O. de 1872, p. 301). — *Première délibération* [13 février 1872] (t. 7, p. 549). — L'urgence, demandée par M. Merveilleux du Vignaux, *rapporteur*, est déclarée p. 550. — Discussion (*ibid.*). — Sont entendus : MM. le baron Chaurand (p. 550, 556; Merveilleux du Vignaux, *rapporteur* p. 551, 553, 556, 557, 558, 559, 562; l'amiral Saisset (p. 552; Bethmont (p. 554); Langlois (p. 556); Peltereau-Villeneuve (p. 558, 559); Dahirel (p. 559, 561); le général Robert (p. 560); le général Chareton (p. 560, 562); le général Mazure, Turquet (p. 561). — Renvoi à la Commission des amendements de MM. les généraux Robert et Mazure concernant la position des officiers élus députés (p. 562). — Rapport, par M. Merveilleux du Vignaux, sur ces amendements, et sur les nouveaux articles proposés par la Commission [16 février] (t. 7, p. 602). — Reprise de la discussion (p. 603). — Sont entendus : MM. le général Mazure, Claude (de la Meurthe) (p. 603); Villain (p. 604); l'amiral Pothuau, *Ministre de la Marine et des Colonies* (p. 604). — Adoption des nouveaux articles et de l'ensemble du projet de loi amendé [même séance] (p. 604). = Loi du 16 février 1872 (J. O., p. 1065; B. des L., n° 957).

2 — Proposition de M. Princeteau, tendant à interdire à tout membre de l'Assemblée nationale d'accepter, pendant la durée de son mandat, et six mois après, aucune fonction publique salariée, et à tout Député fonctionnaire, de recevoir pendant la même période aucun avancement [1er juin 1871] (I., n° 277; A., t. 3, p. 200; J. O., p. 1534). — Rapport sommaire, par M. Callet [3 juillet] (I., n° 366; A., t. 3, p. 626; J. O., p. 2086). — Prise en considération [22 août] (A., t. 5, p. 83). — Commission (F., n° 144; J. O., p. 2929). — Rapport sur le fond, par M. Gaslonde [29 août] (I., n° 564; A., t. 5, an., p. 92; J. O., p. 3637). = *Première délibération* [11 décembre] (t. 6, p. 66). — Sont entendus : MM. Beaussire (*ibid.*); Princeteau (p. 70). — L'Assemblée décide qu'elle passera à la seconde délibération (p. 72). = *Deuxième délibération* [4 janvier 1872] (p. 407). — Sont entendus : MM. Bertauld (*ibid.*); Gaslonde, *rapporteur* (p. 409, 411, 414, 415, 418, 419; l'amiral Jaurès (p. 410); Beaussire p. 411; Boyer Ferdinand (p. 413); Lefranc Victor, *Ministre de l'Agriculture et du Commerce* p. 414; Casimir-Périer, *Ministre de l'Intérieur* p. 415; le marquis de la Roche-Aymon; le général Robert p. 417, 418; l'amiral Pothuau, *Ministre de la Marine et des Colonies* p. 418). — Renvoi à la Commission de l'amendement de M. le général Robert, relatif aux officiers (p. 419). = *Suite de la deuxième délibération* [3 février 1872] (t. 7, p. 332). — Rapport verbal,

— *Première délibération* [24 janvier 1873] (A., t. 15, p. 326). — Sont entendus : MM. de la Rochefoucauld-Bisaccia (p. 326); Parent (p. 326); Lambert de Sainte-Croix (p. 326, 327); Le Royer (p. 327). — L'Assemblée décide qu'elle ne passera pas à la seconde délibération (p. 328).

2 — Exposé des motifs et texte de la proposition de M. de Saisy, tendant à nommer une Commission parlementaire de trente membres, chargés d'examiner les réformes à introduire dans la gestion du Domaine public [20 décembre 1872] (I., n° 1440; A., t. 13, an., p. 552; J. O., p. 6957). — Rapport sommaire, par M. Le Royer [20 décembre] (I., n° 1514; A., t. 14, an., p. 171; J. O. de 1873, p. 231). — Discussion sur la prise en considération [7 novembre 1873] (t. 27, p. 31). — Sont entendus : MM. Hervé de Saisy (p. 31); Le Royer, *rapporteur* (p. 34). — Adoption des conclusions de la Commission tendant au rejet de la prise en considération (p. 35).

3 — Question relative à la recomposition du Tableau général des propriétés de l'Etat, voy. QUESTIONS, n° 77.

§ II. — *Dispositions spéciales à l'aliénation de divers immeubles.*

1 — Exposé des motifs et texte du projet de loi tendant à autoriser l'aliénation des terrains provenant de l'emplacement de l'ancien Ministère des finances, présenté par M. Pouyer-Quertier, *Ministre des Finances* [4 septembre 1871] (I., n° 597; A., t. 5, an., p. 181; J. O., p. 3811). — L'Assemblée déclare l'urgence [même séance] (A., t. 5, p. 354; J. O., p. 3334). — Commission (F., n° 158; J. O., p. 3334). — Rapport, par M. Voisin [13 septembre] (I., n° 648; A., t. 5, an., p. 233; J. O., p. 4207). — Adoption sans discussion [16 septembre] (A., t. 5, p. 676). = Loi du 16 septembre 1871 (J. O., p. 3709; B. des L., n° 529).

2 — Texte de la proposition de M. de Saisy, tendant à aliéner au profit de l'Etat, les parcs et châteaux de Meudon et de Saint-Cloud, ainsi que leurs dépendances, et d'affecter le produit de cette vente à l'amortissement de la dette publique [14 décembre 1871] (I., n° 707; A., t. 6, an., p. 171; J.O., p. 5366). — Rapport sommaire, par M. Lucien Brun [16 janvier 1872] (I., n° 845; A., t. 7, an., p. 41; J. O. de 1872, p. 606). — Retrait de cette proposition [7 novembre 1873] (A., t. 27, p. 31).

3 — Exposé des motifs et texte du projet de loi tendant à autoriser l'administration des Domaines : 1° à céder à la ville de Bordeaux les bâtiments actuellement affectés à l'Institution nationale des Sourdes-Muettes; 2° à ouvrir un crédit de 300,000 fr. pour subvenir aux frais de la translation de cette Institution dans les bâtiments du lycée de Saint-Sever-sur-l'Adour (Landes) [20 juillet 1872] (I., n° 1325; A., t. 13, an., p. 152; J. O., p. 5287). — Discussion sur la demande de déclaration d'urgence de ce projet de loi [24 juillet] (A., t. 13, p. 328). — Sont entendus : MM. le marquis de Dampierre (p. 328, 329); Adrien Bonnet (p. 328); Fourcand, Jules Simon, *Ministre de l'Instruction publique et des Cultes*; Princeteau (p. 329). — L'urgence est déclarée et le projet renvoyé à la Commission du Budget de 1873 (p. 329). — Retrait de ce projet de loi [7 novembre 1873] (t. 27, p. 30).

4 — Exposé des motifs et texte du projet de loi relatif à la cession par l'Etat à la municipalité de Cherbourg d'un magasin à poudres situé dans cette ville [29 juillet 1872] (I., n° 1374; A., t. 13, an., p. 289; J. O., p. 5398). — Commission (F., n° 359; J. O., p. 7197). — Rapport, par M. de la Germonière [30 novembre] (I., n° 1452; A., t. 14, an., p. 71; J. O., p. 7751). — Adoption au scrutin public [5 décembre] (A., t. 14, p. 394). = Loi du 5 décembre 1872 (J. O., p. 7851; B. des L., n° 1517).

5 — Exposé des motifs et texte du projet de loi relatif à la cession par l'Etat à la municipalité de Toulon d'emplacements prélevés sur le Domaine militaire [25 novembre 1872] (I., n° 1445; A., t. 14, an., p. 48; J. O., p. 7667). — Commission (F., n° 367; J. O., p. 7446). — Rapport, par M. le général Guillemaut [20 janvier 1873] (I., n° 1547; A., t. 15, an., p. 137; J. O., p. 550). — Adoption au scrutin public [30 janvier] (A., t. 15, p. 415); liste des votants (p. 433). =

13 — Exposé des motifs et texte du projet de loi relatif à la concession, au profit de la Société Vicat et Cie, d'une carrière de pierres à ciment dans la forêt domaniale de la Grande-Chartreuse [9 décembre 1875] (I., n° 3554 ; A., t. 43, an., p. 416 ; J. O. de 1876, p. 715). — Rapport, au nom de la Commission d'intérêt local, par M. Arfeuillères [20 décembre] (I., n° 3524 ; A., t. 44, an., p. 24 ; J. O. de 1876, p. 250). = *Première délibération* [24 décembre] (t. 44, p. 143). — Demande d'urgence, par M. Arfeuillères, *rapporteur* (*ibid.*). — Déclaration de l'urgence, et adoption de l'article unique du projet de loi (t. 44, p. 144). = Loi du 24 décembre 1875 (J. O., p. 10897; B. des L., n° 1875).

14 — Exposé des motifs et texte du projet de loi relatif à la cession par l'Etat à la ville de Lille de l'arsenal d'artillerie situé dans cette ville [28 décembre 1875] (I., n° 3666 ; A., t. 44, an., p. 101 ; J. O. de 1876, p. 550). — Demande d'urgence et de renvoi à la Commission du Budget, par M. le Ministre des Finances (A., t. 44, p. 267) : adoption de cette demande (*ibid.*). — Rapport, au nom de la Commission du Budget, par M. de Bastard [30 décembre] (I., n° 3669 ; A., t. 44, an., p. 103 ; J. O. de 1876, p. 60). — L'Assemblée décide que le projet de loi sera mis à l'ordre du jour (p. 286). — Adoption successive des divers articles, et, au scrutin public et à l'unanimité, de l'ensemble du projet de loi [31 décembre] (p. 347). = Loi du 31 décembre 1875 (J. O. de 1876, p. 442 ; B. des L., n° 1816).

15 — Projet de loi relatif au classement du fort de Bellevue à Constantine et à l'aliénation de deux immeubles du domaine militaire, voy. ALGÉRIE, § III, n° 1.

16 — Interpellations relatives à une vente de chênes domaniaux, faite pendant la guerre à une Société belge, voy. INTERPELLATIONS, n° 2.

Voy. CODE PÉNAL. — ECHANGES D'IMMEUBLES — MOBILIER DE LA COURONNE.

## DOMESTIQUES.

Texte de la proposition de MM. Ducuing, Lamy et autres, portant établissement d'une taxe sur les domestiques [26 juin 1872] (I., n° 1217 ; A., t. 12, an., p. 88 ; J. O., p. 4545). — L'urgence n'est pas déclarée (A., t. 12, p. 551). — Rapport sommaire, par M. de Belcastel [28 juin] (A., t. 12, p. 591). — Conformément aux conclusions du rapport, la proposition est renvoyée à la Commission du Budget (*ibid.*). — Rapport, par M. Benoist d'Azy [30 juillet] (I., n° 1377 ; A., t. 13, an., p. 292 ; J. O., p. 5718) (1).

## DOMICILE DE MARIAGE, voy. ALSACE-LORRAINE, § II, n° 6.

## DOMICILE DE SECOURS.

Exposé des motifs et texte de la proposition de M. Maurice Aubry, tendant à modifier le Titre V de la loi du 24 vendémiaire an II (15 octobre 1793), sur le domicile de secours [30 mai 1871] (I., n° 271 ; A., t. 3, p. 195 ; J. O., p. 1523) (2).

## DOMICILE POLITIQUE.

Proposition de M. Aubry, concernant la constatation du domicile en matière électorale, voy. ELECTIONS, IIe Section, § II, n° 3.

## DOMMAGES RÉSULTANT DE LA GUERRE DE 1870-1871, voy. DÉPARTEMENTS ENVAHIS. — INDEMNITÉS. — PARIS (VILLE DE), § II.

## DONATIONS.

1 — Proposition de MM. Parent et Folliet, tendant à modifier la liquidation des droits proportionnels sur les transmissions de propriété à titre gratuit entre époux ou en ligne collatérale, voy. ENREGISTREMENT.

2 — Proposition de M. d'Andelarre concernant la transmission entre vifs, voy. ENREGISTREMENT.

(1) Cette proposition a été retirée par M. Ducuing le 28 mars 1873.

(2) Cette proposition a été retirée par son auteur.

[illegible] ... sortie ... [illegible] ... janvier ... [illegible] ... J. O., p. ... [illegible] ... SUPPRESSION DE LA SURTAXE ... MARCHANDE. [illegible] ... SUR LE SYSTÈME DES ... LA RÉPRESSION DES ... BUDGET GÉNÉRAL ... [illegible] ... CON- ... [illegible] ... A LA LEVÉE DE L'ÉTAT DE ... DÉPARTEMENT, voy. ÉTAT DE ...

DOMAINES DE CHASSE, voy. CHASSE.

[illegible] DE GRACE, voy. GRACE (DROIT [illegible]

**DROIT DES PAUVRES.**

Amendement tendant à fixer à un maximum de 5 p. 0/0 la quotité de ce droit sur la recette brute des concerts non quotidiens donnés, par les artistes ou les associations d'artistes, voy. BUDGET GÉNÉRAL DE L'ÉTAT, § VI, *Exercice 1876*, n° 5.

**DROIT MUSULMAN** (CONSEIL DE), voy. BUDGET GÉNÉRAL DE L'ÉTAT, § VI, *Exercice 1876*, n° 5, *Justice*.

**DROITS DE DÉTAIL ET DE CONSOMMATION.**

Projet de loi relatif à la suppression de la remise de 3 0/0 accordée aux débitants sur le montant de ces droits, voy. BOISSONS, n° 7. — DÉBITS DE BOISSONS.

**DROITS DE DOUANES**, voy. DOUANES.

**DROITS DE MUTATION**, voy. MUTATION.

**DROITS DE QUAI EN ALGÉRIE**, voy. ALGÉRIE, § II, n° 3.

**DROME** (DÉPARTEMENT DE LA).

Projet de loi relatif à un canal d'irrigation dérivé de la rivière de la *Bourne* dans ce département, voy. CANAUX D'IRRIGATION.

**DUNKERQUE** (VILLE DE).

1 — Projet de loi relatif au classement de la place de Dunkerque, voy. FORTIFICATIONS.

2 — Projet de loi relatif à l'agrandissement du port de Dunkerque, voy. PORTS MARITIMES.

**DYNAMITE.**

1 — Exposé des motifs et texte de la proposition de MM. Mangini, Gévelot, Ducarre

jet de loi tendant à modifier. ... marchandises, le tarif d'entr... applicable en France et ... sente par M. Grivart, *M... culture et du Commerce* 1875] (I., n° 2872; A., t. 36, J. O., p. 1061). — Rapport ... Commission du Budget, p... Villeneuve (8 mars ... I., n° ... an., p. 101; J. O., p. 2130). — ... déclarée, sur la demande d... Villeneuve, *rapporteur* 19... — Adoption, sans discussion, du projet de loi *ibid.*). = ... 1875 (J. O., p. 2257; B. des I.

10 — Rapport, au nom de ... du Budget, par M. Teisserenc ... la disposition additionnelle ... M. le Ministre de l'Agricult... merce, tendant à modifier ... douane, en ce qui conce... France des tapis de laine d... Maroc, et sur la proposit... ayant pour objet l'entrée ... pulpes d'olives ou amurca ... (I., n° 3203; A., t. 40, an., ... 6773). — Adoption des a... semble du projet de loi (24 ... p. 87). = Loi du 24 juille... 6321 ; B. des L., n° 4357.

11 — Proposition de MM ... lowski, tendant à l'abroga... de pavillon, voy. MARINE ...

12 — Observations sur ... transactions en matière ... fraudes de douanes, voy. ... DE L'ÉTAT, § V, *Exercice* ...

Voy. AMOMES ET CARI... TREBANDE. — OLIVES.

**DOUBS** (DÉPARTEMEN...

Proposition relative à l... siège dans ce departem... SIÈGE.

**DROIT DE CHASS...** (POLICE DE LA).

**DROIT DE GRACE.** ... DE).

... de la Commission [8 mars] (p. 93). — ... 8 mars 1875 (J. O., p. 2529 ; B. des ... n° 4064.

... — Exposé des motifs et texte du projet ... relatif à la concession de l'exploitation du monopole de la fabrication et de la vente de la dynamite, présenté par M. Mathieu-Bodet, *Ministre des Finances* [14 décembre 1874] (I., n° 2755; A., t. 35, an., p. ...; J. O. de 1875, p. 27). — Renvoi à la Commission chargée de l'examen du premier projet de loi sur la vente de la dynamite (t. 35, p. 187). — Rapport, par M. Gevelot [14 janvier 1875] (I., n° 2828; A., t. 36, an., p. 15; J. O., p. 677).— Discussion, voy. le projet de loi précédent, 2e *délibération*.

*le département de l'Aisne.* — Exposé des motifs et texte du projet de loi [17 février 1872] (I., n° 899 ; A., t. 7, an., p. 175 ; J. O. de 1873, p. 1371 . — Rapport, par M. Courbet-Poulard [15 juillet] (I., n° 1317 ; A., t. 13, an., p. 133; J. O., p. 5380 . — Adoption [26 juillet] (A., t. 13, p. 378). = Loi du 26 juillet 1872 (J. O., p. 5425; B. des L., n° 1323).

6 — *Entre l'Etat et le sieur Brunet, dans le département de l'Allier.* — Exposé des motifs et texte du projet de loi [27 mai 1872] (I., n° 1179; A., t. 11, an., p. 228; J. O., p. 4068). — Rapport, par M. Courbet-Poulard [28 mars 1873] (I., n° 1730 ; A., t. 17, an., p. 94 ; J. O., p. 5699). — Adoption [2 avril] (A., t. 17, p. 224). = Loi du 2 avril 1873 (J. O., p. 2466; B. des L., n° 1897).

7 — *Entre l'Etat et le sieur Combemorel, à Isle et Bardais, dans le département de l'Allier.* — Exposé des motifs et texte du projet de loi [11 juillet 1872] (I., n° 1291 ; A., t. 13, an., p. 57; J. O., p. 5000). — Rapport, par M. Duréault [23 juillet] (I., n° 1339; A., t. 13, an., p. 201 ; J. O., p. 5195). — Adoption, [27 juillet] (A., t. 13, p. 408). = Loi du 27 juillet 1872 (J. O., p. 5425; B. des L., n° 1324).

8 — *Entre l'Etat et les Chartreux de Montrieux-le-Neuf, dans le département du Var.* — Exposé des motifs et texte du projet de loi [25 juillet 1872] (I., n° 1355 ; A., t. 13, an., p. 234 ; J. O., p. 5667). — Rapport, par M. Journault [1er août] (I., n° 1390; A., t. 13, an., p. 323 ; J. O., p. 5764). — Adoption [3 août] (A., t. 13, p. 578). = Loi du 3 août 1872 (J. O., p. 5857; B. des L., n° 1403).

9 — *Entre l'Etat et le sieur Pierre, à Voiron, dans le département de l'Isère.* — Exposé des motifs et texte du projet de loi [25 juillet 1872] (I., n° 1356 ; A., t. 13, an., p. 235; J. O., p. 5667). — Rapport, par M. Grange [1er août] (I., n° 1389; A., t. 13, an., p. 578; J. O., p. 5399). — Adoption [3 août] (A., t. 13, p. 578). = Loi du 3 août 1872 (J. O., p. 5857; B. des L., n° 1404).

10 — *Entre l'Etat et le sieur Brame, dans le département de Seine-et-Oise.* — Exposé des motifs et texte du projet de loi [25 novembre 1872] (I., n° 1443; A., t. 14, an., p. 47; J. O., p. 7571). — Rapport, par M. de Beauvillé [20 décembre] (I., n° 1515; A., t. 14, an., p. 172; J. O. de 1873, p. 191). — Adoption [9 janvier 1873] (A., t. 15, p. 41 . = Loi du 9 janvier 1873 (J. O., p. 449; B. des L., n° 1708).

11 — *Entre l'Etat et la ville de Bruyères (Vosges).* — Exposé des motifs et texte du projet de loi [25 novembre 1872] (I., n° 1444; A., t. 14, an., p. 47; J. O., p. 7418). — Rapport, par M. Tamisier [16 décembre] (I., n° 1493 : A., t. 14, an., p. 152; J. O. de 1873, p. 5). — Adoption [19 décembre] (A., t. 14, p. 678). = Loi du 19 décembre 1872 (J. O. de 1873, p. 1; B. des L., n° 1565).

12 — *Entre l'Etat et la ville de Paris, pour le prolongement de la rue de la Glacière.* — Exposé des motifs et texte du projet de loi [6 janvier 1873] (I., n° 1519; A., t. 15, an., p. 101; J. O., p. 231). — Rapport, par M. Courbet-Poulard [5 avril] (I., n° 1772, A., t. 18, an., p. 227; J. O., p. 5127).—Adoption [25 juillet] (A., t. 19, p. 426). = Loi du 25 juillet 1873 (J. O., p. 5217; B. des L., n° 2259).

13 — *Entre l'Etat et le docteur Ricord, dans le département de Seine-et-Oise.* — Exposé des motifs et texte du projet de loi [7 juillet 1873] (I., n° 1861 ; A., t. 19, an., p. 75; J. O., p. 4755). — Rapport, par M. Vienet [22 juillet] (I., n° 1920; A., t. 19, an., p. 180; J. O., p. 5077). — Adoption [25 juillet] (t. 191, p. 426). = Loi du 25 juillet 1873 (J. O., p. 5250 ; B. des L., n° 2260).

14 — *Entre l'État et la ville de Rennes.* — Exposé des motifs et texte du projet de loi [12 mars 1874] (I., n° 2280; A., t. 30, an., p. 132; J. O., p. 2830). — Rapport, par M. Clerc [25 mars] (I., n° 2350; A., t. 30, an., p. 295 ; J. O., p. 3202). = Adoption, sans discussion [28 mars] (A., t. 30, p. 705). = Loi du 28 mars 1874 (J. O., p. 2745; B. des L., n° 2909).

15 — *Entre l'État et le sieur Francier, à Mouzon (Ardennes).* — Exposé des motifs et texte du projet de loi [15 mai 1874] (I., n° 2374 ; A., t. 31, an., p. 43; J. O., p. 3581). — Rapport, par M. du Chaffaut [24 juillet] (I., n° 2585 ; A., t. 33, an., p. 168; J. O., p. 5686). — Adoption [29 juillet] (A., t. 34,

353; J. O., p. 9993). — Rapport, par M. Dubois [10 décembre] (I., n° 3560; A., t. 43, an., p. 432; J. O. de 1876, p. 795). — Adoption [14 décembre] (A., t. 43, p. 264) — Loi du 14 décembre 1875 (J. O., p. 10859; B. des L., n° 4798).

32 — *Entre l'Etat et MM. Jacquiné et Thirion, dans le département de Meurthe-et-Moselle.* — Exposé des motifs et texte du projet de loi [4 décembre 1875] (I., n° 3503; A., t. 43, an., p. 270; J. O. de 1876, p. 645). — Rapport, par M. Courbet-Poulard [23 décembre] (I., n° 3647; A., t. 44, an., p. 65; J. O. de 1876, p. 544). — Adoption [28 décembre] (A., t. 44, p. 215). = Loi du 28 décembre 1875 (J. O., p. 283; B. des L., n° 4808).

**ÉCHÉANCES**, voy. EFFETS DE COMMERCE.

## ÉCOLE D'ARTILLERIE ET DU GÉNIE.

Projet de loi de crédit applicable à la nouvelle installation de l'Ecole d'application de l'artillerie et du génie, autrefois établie à Metz, voy. CRÉDITS, § VII, *Guerre*, n° 2.

## ÉCOLE D'ATHÈNES.

Projets de lois de crédits applicables à ses dépenses, voy. CRÉDITS, § IX, *Instruction publique et Beaux-Arts*, n° 16.

## ÉCOLE DE JARDINAGE.

Proposition et amendement au Budget, relatifs à la création de cette Ecole, voy. AGRICULTURE, § II, n° 3. — BUDGET GÉNÉRAL DE L'ETAT, § IV, *Exercice 1874*, et § VI, *Exercice 1876*, n° 5 : *Agriculture et Commerce*.

## ÉCOLE DE ROME.

Projet de loi de crédit applicable à ses dépenses, voy. CRÉDITS, § IX, *Instruction publique et Beaux-Arts*, n° 24.

**ÉCOLE DE SAINT-CYR.**

Interpellations relatives aux modifications apportées au programme des examens pour cette Ecole, voy. INTERPELLATIONS, n° 40.

**ÉCOLE FORESTIÈRE**, voy. ÉCOLE POLYTECHNIQUE.

**ÉCOLE POLYTECHNIQUE.**

1 — Projet de loi de crédit applicable aux travaux à faire à cette Ecole, voy. CRÉDITS, § XI, *Travaux publics*, n° 25.

2 — Dispositions concernant les conditions nouvelles imposées aux anciens élèves de l'Ecole Polytechnique et de l'Ecole Forestière, pour recevoir le brevet de sous-lieutenant de la réserve, voy. ARMÉE, § IV, n°s 1 et 4.

**ÉCOLE SUPÉRIEURE D'AGRICULTURE.**

Proposition de MM. de Bouillé, de Dampierre et autres, relative à la création de cette Ecole, voy. AGRICULTUBE, § II, n° 2.

**ÉCOLES DE PHARMACIE**, voy. FACULTÉS.

**ÉCOLES PRIMAIRES**, voy. INSTRUCTION PUBLIQUE, § III.

**EFFETS DE COMMERCE.**

1 — Exposé des motifs et texte du projet de loi, ayant pour objet la prorogation des effets de commerce souscrits depuis la loi du 13 août 1870, présenté par M. Thiers, *Chef du Pouvoir Exécutif*, et M. Dufaure, *Ministre de la Justice* [6 mars 1871] (I., n° 28; A., t. 1, p. 167, et an., p. 20; J. O., p. 338). — L'urgence est déclarée (A., t. 1, p. 167). — Commission (F., n° 15; M. B., p. 66). — Rapport, par M. Gouin [9 mars] (I., n° 46; A., t. 1, p. 231, et an., p. 29; J. O., p. 362, 374). — Discussion [10 mars] (p. 254). — Ont pris part aux débats : MM. Parent (p. 254, 264, 267); Gouin, *rapporteur* (p. 258, 261, 263, 264, 265, 266, 267, 269); Léon Clément (p. 258); Ducuing (p. 259, 260, 267); Dufaure, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice* (p. 259, 260, 262, 263, 265, 268, 269); Mazerat (p. 260); Magnin (p. 261, 262); Millière (p. 261, 268); Duparc (p. 263); Victor Lefranc (p. 263, 266); Tolain, Vente, Langlois (p. 263); Carion (p. 264); Péconnet (p. 264); Claude (de la Meurthe) (p. 265); Brunet, Pagès-Duport (p. 266); Flotard (p. 267); de Marcère (p. 269). — Adoption de l'ensemble du projet de loi amendé [même séance] (p. 269). — Observations de M. Gouin, *rapporteur*, et de M. le Garde des Sceaux, sur la nécessité de la promulgation d'urgence de la loi (*ibid.*). = Loi du 10 mars 1871 (J. O., p. 167; B. des L., n° 418).

2 — Exposé des motifs et texte de la proposition de M. Millière, tendant à proroger de trois mois les délais accordés par la loi du 10 mars 1871, relative aux effets de commerce [20 mars 1871] (I., n° 62; A., t. 2, p. 8, 16; J. O., p. 376). — Sont entendus : MM. Millière, Pouyer-Quertier, *Ministre des Finances*, Vente (A., t. 2, p. 8). — L'Assemblée déclare l'urgence (A., t. 2, p. 9). — Commission (F., n° 21; J. O., p. 224). — Rapport, par M. Gouin [23 mars] (I., n° 70; A., t. 2, p. 57, 84; J. O., p. 384). — Discussion [24 mars] (p. 88 à 109). — *Discussion générale* (p. 88). — Sont entendus : MM. Millière (p. 88, 90); de la Sicotière (p. 90); Gouin, *rapporteur* (p. 91); Péconnet (p. 93); Berlet, Ducuing (p. 95); Tolain, Aubry (p. 97). — *Discussion des articles* (p. 98 et suiv.). — Sont entendus : MM. Ducuing, Deseilligny, H. Fournier (p. 95); Dufaure, *Ministre de la Justice* (p. 100, 102, 109); Péconnet (p. 101); Magnin (p. 102); Gouin, *rapporteur* (p. 103, 107); Bozérian (p. 103); Pouyer-Quertier, *Ministre des Finances* (p. 104); Berlet, Claude (de la Meurthe) (p. 105); Cochery, René Brice, Girerd (p. 107); de la Sicotière, Léon Clément (p. 108); Ganivet (p. 109). — Adoption de l'ensemble de la proposition amendée [24 mars] (p. 109). = Loi du 24 mars 1871 (J. O., p. 321; B. des L., n° 346).

3 — Texte de la proposition de MM. Ducuing, Leblond et autres, tendant à continuer les prorogations d'échéances autori-

5 — Exposé des motifs et texte de la proposition de MM. Adam, de Clercq et autres, relative à la substitution facultative d'un acte sommaire au protêt des actes de commerce [18 avril 1871] (I., n° 450; A., t. 2, p. 599; J. O., p. 773). — Rapport sommaire, par M. Théry [25 avril] (I., n° 468; A., t. 2, an., p. 710; J. O., p. 820). — L'urgence est déclarée (A., t. 2, p. 703). — Commission F., n° 57; J. O., p. 854). — Rapport, par M. Michal-Ladichère [8 juillet 1872] (I., n° 1276; A., t. 13, an., p. 4; J. O., p. 4821) (1).

6 — Dispositions relatives à une augmentation de moitié du tarif du droit de timbre proportionnel établi sur les effets négociables ou de commerce, circulant en France, voy. BUDGET GÉNÉRAL DE L'ÉTAT, § IV, *Exercice* 1874, n° 8.

## ÉGLISE DE MONTMARTRE.

Exposé des motifs et texte du projet de loi, tendant à déclarer d'utilité publique la construction d'une église à Paris, sur la colline de Montmartre, dans le XVIIIe arrondissement, présenté par M. Batbie, *Ministre de l'Instruction publique et des Cultes* [21 juin 1873] (I., n° 1827; A., t. 18, an., p. 177; J. O., p. 4300). — Commission (F., n° 492; J. O., p. 4286). — Rapport, par M. Keller [11 juillet] (I., n° 1864; A., t. 19, an., p. 62; J. O., p. 4756). — Sur la demande de M. Keller, *rapporteur*, l'urgence est déclarée (t. 19, p. 414). — Discussion [22 juillet] (p. 322). — *Discussion générale* (p. 323 à 336). — *Discussion des articles* (p. 407). — Adoption, au scrutin public de l'article 1er (p. 416); liste des votants (p. 420). — Ont pris part aux débats : MM. de Belcastel (p. 322, 323, 330); Baze (p. 323, 342, 406, 408, 409, 410); de Pressensé (p. 323); de la Bassetière (p. 324); Bertauld (p. 326, 336, 410, 411); Batbie, *Ministre de l'Instruction publique et des Cultes* (p. 332); Corbon (p. 336); Jean Brunet (p. 407); Bardoux (p. 408); de Marcère (p. 409, 418); Bigot (p. 411); Bérenger (p. 411, 417); Tolain (p. 412); Buffet, *Président de l'Assemblée* (p. 415); Chesnelong (p. 415); Lockroy (p. 415); de Cazenove de Pradine, le baron de Jouvenel

(1) Cette proposition a été retirée par ses auteurs.

sées par la loi du 22 mars 1871 jusqu'à la notification de la reprise du service d'escompte par la Banque de France et ses succursales [10 avril 1871] (I., n° 123; A., t. 2, p. 367; J. O., p. 392). — L'Assemblée déclare l'urgence [même séance] (A., t. 2, p. 367). — Commission (F., n° 40; J. O., p. 542). — Rapport, par M. de Ventavon [25 avril] (I., n° 164; A., t. 2, p. 706; J. O., p. 791). — Discussion [26 avril] (A., t. 2, p. 715). — Sont entendus : MM. Ducuing (p. 716); Pagès-Duport (p. 717, 718, 722, 724); de Ventavon, *rapporteur* (p. 717, 720, 724, 725); Bozérian (p. 718); Leblond (p. 720); Pouyer-Quertier, *Ministre des Finances* (p. 721); Tirard (p. 722); Peltereau-Villeneuve (p. 722); Aubry (p. 723); Flotard (p. 725). — Adoption de l'ensemble de la proposition amendée [26 avril] (p. 726). = Loi du 26 avril 1871 (J. O., p. 897; B. des L., n° 375).

4 — Exposé des motifs et texte du projet de loi sur la prorogation des échéances des effets de commerce dans le département de la Seine, présenté par M. Thiers, *Chef du Pouvoir Exécutif*, et par M. Dufaure, *Ministre de la Justice* [14 juin 1871] (I., n° 349; A., t. 3, an., p. 386, 396; J. O., p. 1646). — L'Assemblée déclare l'urgence [même séance] (A., t. 2, p. 386). — Commission (F., n° 94; J. O., p. 1439). — Rapport, par M. Francisque Rive [28 juin] (I., n° 358; A., t. 2, an., p. 639; J. O., p. 1953). — Discussion [4 juillet] (t. 3, p. 730). — Sont entendus : MM. Tirard (p. 731, 735, 739, 741, 742); Journault (p. 731); Francisque Rive, *rapporteur* (p. 731, 732, 734, 740, 741, 742, 744, 745); René Brice, (p. 731, 732, 743); Ducuing (p. 732, 733, 734, 746); Dufaure, *Ministre de la Justice* (p. 733, 739, 741, 742); Ferdinand Boyer (p. 736); Flotard, Jules Favre, *Ministre des Affaires étrangères* (p. 745); Aubry (p. 746); Bozerian (p. 747). — Incident relatif à un arrêt de la Cour suprême de Leipsick, qui reconnaît aux endosseurs étrangers le droit de ne pas payer les effets protestés d'après les règles tracées par les lois françaises relatives à leur prorogation (p. 745 à 747). — Adoption de l'ensemble du projet de loi amendé [même séance] (p. 748). = Loi du 4 juillet 1871 (J. O., p. 1801; B. des L., n° 411).

5 — Exposé des mot
position de MM. Adam
relative à la substitu
acte sommaire au pro
merce [18 avril 1871]
p. 599; J. O., p. 773). -
par M. Théry [25 avril
an., p. 710; J. O., p.
déclarée (A., t. 2, p.
(F., n° 57; J. O., p. 85
Michal-Ladichère [8 ju
A., t. 13, an., p. 4; J.

6 — Dispositions rel
tation de moitié du ta
proportionnel établi s
bles ou de commerce,
voy. BUDGET GÉNÉR
*Exercice* 1874, n° 8.

## ÉGLISE DE P

Exposé des m
loi, tendant à d
construction d'
line de Montr
dissement, p
*tre de l'Inst*
[21 juin 18
p. 177; J.
n° 492; J.
Keller [1
p. 62; J
de M. F
clarée
let] (p.
336).
Ado
(p.
pr
(p
4

[24 décembre] (I., n° 3655; A., t. 44, an., p. 85; J. O. de 1876, p. 546) (1).

## ÉLECTIONS DES JUGES DE COMMERCE, voy. TRIBUNAUX DE COMMERCE.

## ÉLECTIONS LÉGISLATIVES.

### Ire Section. — Élections à l'Assemblée nationale.

§ I. — ELECTIONS GÉNÉRALES DU 8 FÉVRIER 1871.

§ II. — ÉLECTIONS PARTIELLES DU 2 JUILLET 1871 AU 4 JUILLET 1875.

### IIe Section. — Législation électorale.

§ I. — DISPOSITIONS RELATIVES AUX ÉLECTIONS A L'ASSEMBLÉE NATIONALE.

§ II. — DISPOSITIONS GÉNÉRALES ET LOI ÉLECTORALE.

### Ire Section. — Élections à l'Assemblée nationale.

#### § I. — *Élections générales du 8 février 1871.*

1 — Répartition entre les Bureaux de l'Assemblée des procès-verbaux d'élections, par ordre alphabétique de départements [13 février 1871] (A., t. 1, p. 5; F., n° 2; M. B., supplément au n° du 15 février, p. 1).

2 — *Vérification des pouvoirs.*

AIN. — Rapport, par M. Michal-Ladichère [14 février 1871 (t. 1, p. 9). — Admission des sept Députés élus (p. 10) (2).

AISNE. — Rapport, par M. de Champvallier [15 février] (t. 1, p. 29). — Admission des onze Députés élus (*ibid.*).

ALLIER. — Rapport, par M. Charles Brun [14 février] (t. 1, p. 10). — Admission des sept Députés élus (*ibid.*).

ALPES (BASSES-). — Rapport, par M. Bastid [14 février] (t. 1, p. 10). — Admission des trois députés élus (*ibid.*).

ALPES (HAUTES-). — Rapport, par M. de Belcastel [15 février] (t. 1, p. 29). — Adoption des conclusions du rapport, tendant à réduire à deux le nombre des Députés des Hautes-Alpes, et à admettre M. de VENTAVON (t. 1, p. 30). — Rapport supplémentaire, par M. Bastid, sur l'élection de M. CHAIX, ancien préfet du département [4 mars] (p. 156). — Ajournement de la discussion (p. 157). — Discussion [9 mars] (p. 246). — Sont entendus : MM. Chaix, Pelletan (p. 246). — Rejet des conclusions du Bureau et invalidation de l'élection (p. 247).

ALPES-MARITIMES. — Rapport, par M. Seignobos [14 février] (t. 1, p. 10). — Admission de MM. BERGONDI et PICCON (p. 11). — Rapport supplémentaire, par M. Bastid, sur l'élection de M. MARC-DUFRAISSE, ancien préfet du département [4 mars] (p. 157). — Discussion de cette élection [9 mars] (p. 237). — Sont entendus : MM. Bastid, *rapporteur* (p. 237); de Lorgeril (p. 238); Marc-Dufraisse (p. 239); Piccon (p. 242); Gavini (p. 244). — Rejet des conclusions du Bureau et invalidation de l'élection (*ibid.*).

ARDÈCHE. — Rapport, par M. Dahirel [15 février] (t. 1, p. 30). — Admission des huit Députés élus (*ibid.*).

ARDENNES. — Rapport, par M. Sacase [16 février] (t. 1, p. 48). — Admission des six Députés élus (*ibid.*).

ARIÉGE. — Rapport, par M. le marquis de Dampierre [14 février] (t. 1, p. 11). — Admission des cinq Députés élus (*ibid.*).

AUBE. — Rapport, par M. Dufour [16 février] (t. 1, p. 49). — Admission de quatre des Députés élus, et ajournement de l'élection de M. LIGNIER, ancien préfet du département (*ibid.*). — Rapport, sur cette élection, par M. Courbet-Poulard [7 mars] (t. 1, p. 180). — Discussion [9 mars] (p. 247). — Sont entendus : MM. Daguenet (p. 247); Casimir-Perier (p. 248). — Validation de l'élection (p. 248).

AUDE. — Rapport, par M. Aymé de la Chevrelière [14 février] (t. 1, p. 13). — Admission des 6 Députés élus (*ibid.*).

AVEYRON. — Rapport, par M. Paul Cottin

(1) Ce projet de loi n'a pas été discuté avant la dissolution de l'Assemblée nationale.

(2) Pour les noms des Députés élus et leur ordre de nomination, voir en tête de la présente Table, § II, la LISTE, PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE DE DÉPARTEMENTS, DES REPRÉSENTANTS A L'ASSEMBLÉE NATIONALE.

[24 décembre] (I., n° 3655; A., t. 44, an., [illegible] 85; J. O. de 1876, p. 546) (1).

**ÉLECTIONS DES JUGES DE CO[illegible] MERCE**, voy. TRIBUNAUX DE COMMER[illegible]

## ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

**I[re] Section. — Élections à l'Asse[illegible] nationale.**

§ I. — ÉLECTIONS GÉNÉRALES DU [illegible] 1871.

§ II. — ÉLECTIONS PARTIELLES [illegible] LET 1871 AU 4 JUILL[illegible]

**II[e] Section. — Législation él[illegible]**

§ I. — DISPOSITIONS RELATIV[illegible] TIONS A L'ASSEMBLÉE.

§ II. — DISPOSITIONS GÉN[illegible] ÉLECTORALE.

**I[re] Section. — Élections [illegible] nationale.**

§ I. — *Élections générales [illegible] 1871.*

1 — Répartition entre [illegible] semblée des procès- [illegible] par ordre alphabétiq[illegible] [13 février 1871] (A., t. [illegible] B., supplément au n[illegible]

2 — *Vérification d[illegible]*

AIN. — Rapport, par [illegible] [14 février 1871 (t. [illegible] sept Députés élus

AISNE. — Rapp[illegible] lier [15 février] (t. [illegible] des onze Députés

ALLIER. — Ra[illegible] [14 février] (t. [illegible] sept Députés él[illegible]

ALPES (BASSE[illegible] tid [14 février] [illegible] des trois dépu[illegible]

(1) Ce proje[illegible] solution de l'As[illegible]

(2) Pour les [illegible] de nomination [illegible] § II, la Liste [illegible] TEMENTS, DE[illegible] NALE.

[illegible]. — Validation des élections des trois [illegible]s Députés du Jura (*ibid.*).

LANDES. — Rapport, par M. Adrien Bon[illegible]net [14 février] (t. 1, p. 46). — Admission des six Députés élus (*ibid.*).

LOIR-ET-CHER. — Rapport, par M. Antonin Lefèvre-Pontalis [15 février] (t. 1, p. 44). — Validation de l'élection des deux premiers Députés élus (p. 35). — Rapport supplémentaire [17 février] (p. 60). — Validation de l'élection des trois derniers élus (*ibid.*).

LOIRE. — Rapport, par M. le vicomte de Bonald [14 février] (t. 1, p. 16). — Admission des onze Députés élus (*ibid.*).

LOIRE (HAUTE-). — Rapport, par M. le comte de Durfort de Civrac [16 février] (t. 1, p. 49). — Incident relatif à la protestation de M. Guyot-Montpayroux, candidat aux élections de ce département, contre son arrestation (p. 50). — Sont entendus : MM. de Durfort de Civrac, *rapporteur* (p. 50, 51); Emmanuel Arago, *Ministre de l'Intérieur* (p. 51, 52); Wilson (p. 51). — Validation des élections, et admission des six Députés élus (p. 53).

LOIRE-INFÉRIEURE. — Rapport, par M. le comte de Durfort de Civrac [15 février] (t. 1, p. 41). — Admission des douze Députés élus (*ibid.*).

LOIRET. — Rapport, par M. Flotard [15 février] (t. 1, p. 35). — Admission des trois premiers candidats élus (*ibid.*). — 1[er] Rapport supplémentaire [16 février] (t. 1, p. 54). — Admission des trois candidats suivants (p. 55). — 2° Rapport supplémentaire [3 mars] (p. 145). — Sont entendus : MM. Lepère (p. 145); Cochery, Brisson (p. 146); Jules Simon, *Ministre de l'Instruction publique et des Cultes* (p. 147). — Validation de l'élection de Mgr DUPANLOUP (*ibid.*).

LOT. — Rapport, par M. Baze [14 février] (t. 1, p. 17). — Validation des élections des six Députés (*ibid.*).

LOT-ET-GARONNE. — Rapport, par M. Fresneau [14 février] (t. 1, p. 17). — Admission des six Députés élus (*ibid.*).

ajournement de la vérification des pouvoirs de M. PHILIPPE, ancien préfet (*ibid.*) (1).

SEINE. — Rapport, par M. le vicomte d'Haussonville [16 février] (t. 1, p. 47). — Admission des trente-deux premiers Députés élus (*ibid.*) (2). — Rapport supplémentaire [17 février] (p. 59). — Admission des dix derniers Députés élus (p. 60).

SEINE-INFÉRIEURE. — Rapport, par M. Le Royer [16 février] (t. 1, p. 53). — Validation des seize élections de ce département (p. 54).

SEINE-ET-MARNE. — Rapport, par M. Paul Breton [15 février] (t. 1, p. 35). — Admission des six premiers Députés élus (p. 36). — Rapport supplémentaire [3 mars] (p. 148). — Admission de M. de SÉGUR (*ibid.*).

SEINE-ET-OISE. — Rapport, par M. le comte de Bastard [15 février] (t. 1, p. 34). — Validation des neuf premières élections (*ibid.*). — Rapport supplémentaire [3 mars] (p. 149). — Admission de MM. JULES FAVRE et GAMBETTA, derniers élus (*ibid.*).

SÈVRES (DEUX-). — Rapport, par M. Batbie [14 février] (t. 1, p. 23). — Validation des élections des sept Députés de ce département (*ibid.*). — Rapport supplémentaire par M. Batbie [16 février] (p. 53). — Ajournement de l'admission de M. RICARD, ancien préfet du département (*ibid.*). — Second rapport sur cette élection [6 mars] (p. 172). — Observations de M. Batbie, *rapporteur ;* et validation de l'élection [9 mars] (p. 251).

SOMME. — Rapport par M. Callet [14 février] (t. 1, p. 23). — Validation des élections des onze Députés nommés (*ibid.*).

TARN. — Rapport, par M. de la Germonière [14 février] (t. 1, p. 23). — Validation des six premières élections (p. 24). — Rapport supplémentaire [19 février] (p. 82). — Validation de l'élection de M. DE BERMOND, septième Député élu (*ibid.*).

(1) Ce Député ayant donné sa démission le 3 mars, il n'a pas été donné suite à la vérification de ses pouvoirs.

(2) Le général GARIBALDI ayant donné sa démission, l'Assemblée n'a pas statué sur son élection par le département de la Seine.

de Guiraud [14 février] (t. 1, p. 20[illegible]. - [illegible]dation des neuf élections (*ibid.*).

PYRÉNÉES (HAUTES-). — Rappo[illegible] Charles Rolland [14 février] (t. 1 [illegible] Admission des cinq Députés é[illegible]

PYRÉNÉES-ORIENTALES. — [illegible] M. Ducuing [14 février] (t. 1 [illegible] dation des élections (*ibid.*). [illegible] tif à l'omission d'une p[illegible] [illegible] par ces élections (p. 27) : M[illegible] [illegible] SERVE (p. 27, 28); Emmanuel [illegible] [illegible] 1870 [illegible] de ces

RHIN (BAS-). — Rap[illegible] [15 février] (t. 1, p. 38[illegible] [illegible] sur M. le président B[illegible] [illegible] 10 Adoption des conc[illegible] [illegible] ce Dé- dant à valider les d[illegible] mer aux électeur[illegible] tion de l'Assemb[illegible]

RHIN (HA[illegible] [15 février [illegible] [illegible]-préfets. — MM. Bo[illegible] [illegible] la proposi- tion, [illegible] [illegible] Bureau, de port, [illegible] [illegible]ssion chargée Dép[illegible] [illegible] la validité des p[illegible] [illegible] par les dépar- [illegible] avaient exercé [illegible] 1871] (t. 1, p. 83). [illegible] Batbie (p. 83, 84); [illegible] — Rapport, par [illegible] du 3e bureau, sur les [illegible] PECONNET et GANIVET, [illegible] président du Con- [illegible] la Charente, nommés [illegible] ce département; de M. [illegible] de la Charente-Inférieure, [illegible]ement; de M. ESQUIROS, [illegible]strateur des Bouches-du- [illegible] département; de M. DE- [illegible] Calvados, élu par ce dé- [illegible] mars] (t. 1, p. 158). — Obser- [illegible]casion de la lecture de ce rap- [illegible] — Sont entendus : MM. Lan- [illegible] le baron Chaurand, de Lor- [illegible]hery, *rapporteur*; Jules Simon, [illegible] *l'Instruction publique et des Cultes* [illegible] — L'ajournement de la discussion [illegible]oncé (*ibid.*). = *Discussion générale* [illegible]ections des préfets [8 mars] (p. 212). [illegible] pris part aux débats : MM. de Peyra- [illegible]at p. 212); Alfred Giraud (p. 216); Marc- [illegible]aisse (p. 217); Jules Simon, *Ministre* [illegible] *Instruction publique et des Cultes* (p. 219, [illegible]); Cochery, *rapporteur* (p. 223); Victor Lefranc (p. 225); de Guiraud (p. 226). — Clôture de la discussion générale (p. 227). — Discussions et décisions spéciales à chaque élection, voy. ci-dessus, §§ ALPES (HAUTES-). — ALPES-MARITIMES. — AUBE. — BOUCHES-DU-RHÔNE. — CALVADOS. — CHARENTE. — CHARENTE-INFÉRIEURE. — DRÔME. — MANCHE. — NIÈVRE. — ORNE. — SAVOIE (HAUTE-). — SÈVRES (DEUX-). — VAUCLUSE. — VOSGES. — ALGÉRIE.

2° *Élections des princes d'Orléans.* — Ajournement de la vérification de ces élections, voy. ci-dessus, §§ MANCHE. — MARNE (HAUTE-). — OISE. = M. Peltereau-Villeneuve demande la mise à l'ordre du jour de la vérification des pouvoirs de M. le duc d'AUMALE, élu par le département de l'Oise, et de M. le prince de JOINVILLE, élu par la Manche et la Haute-Marne [1er juin 1871] (t. 3, p. 203). — Sont entendus : MM. Barthélemy Saint-Hilaire, Peltereau-Villeneuve, de Guiraud (p. 203); Prax-Paris (p. 204). — M. Thiers, *Chef du Pouvoir exécutif*, demande la remise de la discussion [5 juin] (p. 264). = Rapports : par M. Barthélemy Saint-Hilaire, sur l'élection de M. le prince de JOINVILLE par les départements de la Manche et de la Haute-Marne [8 juin] (p. 286); — par M. Barascud, sur l'élection de M. le duc d'AUMALE par le département de l'Oise (p. 287). — Discussion commune à la validation de ces élections et au projet de loi sur l'abrogation des lois de bannissement contre les princes de la maison de Bourbon, voy. BANNISSEMENT. — Adoption, par un seul et même vote, au scrutin public, des conclusions des deux Bureaux, tendant à la validation des élections de M. le prince de JOINVILLE et de M. le duc d'AUMALE [8 juin] (t. 3, p. 308); liste des votants (p. 311).

4 — *Options de Députés élus dans plusieurs départements* (1).

1 — De M. AUDREN DE KERDREL, pour le

(1) Voir, pour l'indication de ces départements, la liste des Elections multiples, qui précède la présente Table, § III.

de M. JOIGNEAUX, pour la Côte-

...N, pour l'Aisne

..., pour la Drôme; —
...GANGARNIER, pour la
...RIAN, pour la Loire; —
... pour les Basses-Pyrénées;
...RE, pour la Charente-Infé-
... de M. GAMBETTA, pour le Bas-
... de M. LÉON DE MALEVILLE, pour
... Garonne; — de M. DE MÉRODE, pour le Nord; — de M. l'amiral DE MONTAIGNAC, pour l'Allier; — de M. ERNEST PICARD, pour la Meuse; — de M. LÉON SAY, pour la Seine; — de M. le général TROCHU, pour le Morbihan (t. 1, p. 87).

4 — De M. le général D'AURELLE DE PALADINES, pour l'Allier; — de M. CASIMIR-PERIER, pour l'Aube (t. 1, p. 97).

5 — De M. le comte BENOIST D'AZY, pour la Nièvre; — de M. JULES FAVRE, pour le Rhône (t. 1, p. 177).

6 — De M. l'amiral JAURÉGUIBERRY, pour les Basses-Pyrénées (t. 1, p. 223).

7 — De M. THIERS, pour la Seine (t. 1, p. 299).

8 — De M. JULES GRÉVY, pour le Jura (t. 1, p. 308).

9 — De M. SCHŒLCHER, pour la Martinique (t. 3, p. 174).

10 — De M. le prince de JOINVILLE, pour la Haute-Marne (t. 3, p. 336).

5 — ***Enquête parlementaire sur des élections.*** — Résolution de l'Assemblée ordonnant l'enquête sur les élections générales de Vaucluse, voy. même §, n° 2, VAUCLUSE (1).

6 — ***Annulation d'élections***: de MM. MARC-DUFRAISSE, Député des Alpes-Maritimes (A., t. 1, p. 244); — de M. CHAIX, Député des Hautes-Alpes (p. 247); — de M. MESTREAU, Député de la Charente-Inférieure (p. 250); — de M. LAMORTE, Député de la Drôme (p. 251).

7 — ***Jurisprudence parlementaire en matière de vérification de pouvoirs***, voy. PRÉCÉDENTS, *1re section*.

(1) Il n'a pas été donné suite à cette Enquête par suite de la démission des Représentants de ce département.

## § II. — *Élections partielles du 2 juillet 1871 au 4 juillet 1875* (1).

1 — ***Elections des 2 et 9 juillet 1871. (Vérification des pouvoirs.)***

AIN. — Rapport, par M. Félix Renaud, sur les élections de MM. MERCIER et TIERSOT [12 juillet 1871] (t. 4, p. 4). — Admission de ces deux Députés (p. 5).

AISNE. — Rapport, par M. Guibal, sur l'élection de M. GANAULT [12 juillet] (t. 4, p. 12). — Admission (p. 13).

ALPES (BASSES-). — Rapport, par M. de Lacretelle, sur l'élection de M. ALLEMAND [14 juillet] (t. 4, p. 59). — Admission (*ibid.*).

ALPES (HAUTES-). — Rapport, par M. Margaine, sur l'élection de M. CÉZANNE [12 juillet] (t. 4, p. 7), — Admission (*ibid.*).

ALPES-MARITIMES. — Rapport, par M. de Mahy, sur les élections de MM. MAURE et Henri LEFÈVRE [13 juillet] (t. 4, p. 39). — Admission de ces deux Députés (*ibid.*).

AUDE. — Rapport, par M. de Mahy, sur l'élection de M. BROUSSES [24 juillet] (p. 270). — Admission (*ibid.*).

BOUCHES-DU-RHÔNE. — Rapport, par M. Bertauld, sur les élections de MM. TARDIEU, GAMBETTA, FRAISSINET, CLAPIER, LAURIER, ROUVIER, HEIRIEIS [19 août] (t. 5, p. 13). — Discussion [même séance] (p. 16). — Sont entendus : MM. Dahirel (p. 16); Clapier (p. 20); Bidard (p. 25); Lambrecht, *Ministre de l'Intérieur* (p. 27). — Adoption,

(1) L'élection du 4 juillet 1873 (celle de M. LACASCADE, pour la colonie de la Guadeloupe), a été la dernière faite pendant la durée de l'Assemblée nationale.

au scrutin public, des conclusions du Bureau, tendant à la validation de ces élections (p. 29); liste des votants (*ibid.*).

CHARENTE. — Rapport, par M. Ambroise Joubert, sur l'élection de M. ANDRÉ [15 juillet] (t. 4, p. 87). — Admission (*ibid.*).

CHARENTE-INFÉRIEURE. — Rapport, par M. Bottard, sur les élections de MM. MESTREAU et le colonel DENFERT-ROCHEREAU [21 juillet] (t. 4, p. 270). — Discussion (*ibid.*). — Est entendu : M. Mestreau (*ibid.*). = Validation de l'élection de M. le colonel DENFERT-ROCHEREAU et admission de M. MESTREAU, par suite du rejet des conclusions du Bureau tendant à l'annulation de son élection (p. 273).

CHER. — Rapport, par M. le général Mazure, sur les élections de MM. Arthur de CHABAUD-LATOUR et Ernest DUVERGIER DE HAURANNE [11 juillet] (t. 3, p. 915). — Admission de M. CHABAUD-LATOUR (t. 3, p. 916); et de M. Ernest DUVERGIER DE HAURANNE (t. 4, p. 4).

CÔTE-D'OR. — Rapport, par M. Francisque Rive, sur les élections de MM. LÉVÊQUE et MAZEAU [12 juillet] (t. 4, p. 5). — Admission de ces deux Députés (*ibid.*).

CÔTES-DU-NORD. — Rapport, par M. Boreau-Lajanadie, sur l'élection de M. le baron de JANZÉ [12 juillet] (t. 4, p. 6). — Admission (p. 7).

DORDOGNE. — Rapport, par M. Bastid, sur l'élection de M. MAGNE [17 juillet] (t. 4, p. 109). — Admission (p. 110).

DOUBS. — Rapport, par M. Perret, sur les élections de M. FERNIER et le colonel DENFERT-ROCHEREAU [12 juillet] (t. 4, p. 14). — Admission de ces deux Députés (*ibid.*).

DRÔME. — Rapport, par M. le marquis de Maleville, sur les élections de MM. CLERC et DUPUY [13 juillet] (t. 4, p. 38). — Admission : de M. CLERC (p. 39), et de M. DUPUY (p. 98).

FINISTÈRE. — Rapport, par M. Noël-Parfait, sur les élections de MM. MORVAN ROUSSEAU, LE BRETON et de POMPERY [15 juillet] (t. 4, p. 86). — Admission de ces deux Députés (p. 87).

GARD. — Rapport, par M. Delpit, sur les élections de MM. LAGET et CAZOT [14 juillet] (t. 4, p. 59). — Discussion (p. 62). — Est entendu : M. Laget (*ibid.*). — Admission de M. CAZOT et annulation de l'élection de M. LAGET (p. 63).

GIRONDE. — Rapport, par M. Carion, sur les élections de MM. FOURCAND, LARRIEU, SIMIOT et SANSAS [13 juillet] (t. 4, p. 39). — Validation de ces élections (p. 40).

HÉRAULT. — Rapport, par M. Fouquet, sur les élections de MM. ARRAZAT et CASTELNAU [21 juillet] (t. 4, p. 209). — Discussion [même séance] (p. 210). — Incident relatif à la poursuite du journal l'*Union Nationale*, à la veille des élections (p. 211 et suiv.). — Sont entendus : MM. Félix Dupin (p. 210, 214); Dufaure, *Ministre de la Justice* (p. 212, 215, 219, 222); le duc d'Audiffret-Pasquier (p. 215); de Rességuier (p. 215, 218); Arago (p. 219); Baragnon (p. 220); Ordinaire (p. 222); Feray, Buisson (de l'Aude) (p. 223). — Adoption, au scrutin public, des conclusions du bureau, tendant à l'admission de MM. CASTELNAU et ARRAZAT (p. 224); liste des votants (p. 233).

ILLE-ET-VILAINE. — Rapport, par M. de Lamberterie, sur les élections de MM. le général de CISSEY, JOUIN et ROGER-MARVAISE [12 juillet] (t. 4, p. 13). — Admission de ces Députés (p. 14).

INDRE-ET-LOIRE. — Rapport, par M. Malle[illegible]evergne, sur l'élection de M. GUINOT [1[illegible] juillet] (t. 3, p. 908). — Admission (*ibid.*).

ISÈRE. — Rapport, par M. le général[illegible]al Chareton, sur l'élection de M. le colonel[illegible]el DENFERT-ROCHEREAU [12 juillet] (t. 4, p. 6). — Admission (*ibid.*).

LANDES. — Rapport, par M. le duc d[illegible] de Crussol, sur les élections de MM. Alber[illegible]rt BOUCAU, PASCAL DUPRAT et Gustave Lou[illegible]rs-TALOT [12 juillet] (t. 4, p. 7). — Discussi[illegible]on (*ibid.*). — Sont entendus : MM. de Gavar[illegible]lie (*ibid.*); Baragnon (p. 9). — Admission [illegible]es Députés élus (p. 10).

DUVAL [19 juillet] (t. 4, p. 155). — Admission de ces Députés (p. 156).

SEINE-ET-OISE. — Rapport, par M. le vicomte d'Haussonville, sur les élections de MM. le comte de POURTALÈS, Ferdinand de JOUVENCEL, LABÉLONYE, HÈVRE et SCHÉRER [13 juillet] (t. 4, p. 39). — Admission de ces Députés (*ibid.*).

SOMME. — Rapport, par M. de Marcère, sur les élections de MM. le général FAIDHERBE et GOBLET [12 juillet] (t. 4, p. 40). — Admission de ces Députés (*ibid.*).

TARN. — Rapport, par M. Adnet, sur l'élection de M. l'amiral JAURÈS [14 juillet] (t. 4, p. 58). — Admission (*ibid.*).

VAR. — Rapport, par M. de Guiraud, sur les élections de MM. LAURIER, DRÉO, GAMBETTA, FERROUILLAT et DAUMAS [12 juillet] (t. 4, p. 10). — Discussion (p. 11). — Sont entendus : MM. Haëntjens, Jules Simon, *Ministre de l'Instruction publique*, Paulin Gillon, de Guiraud, *rapporteur* (p. 11). — Admission des cinq Députés élus (p. 12).

VAUCLUSE. — Rapport, par M. Serph, sur les élections de MM. MONIER, Elzéar PIN, TAXILE DELORD, Alphonse GENT, Alfred NAQUET [15 juillet] (t. 4, p. 98). — Admission de ces Députés (*ibid.*).

VENDÉE. — Rapport, par M. le marquis de Gouvion Saint-Cyr, sur l'élection de M. BEAUSSIRE [15 juillet] (t. 4, p. 97). — Admission (*ibid.*).

VIENNE. — Rapport, par M. Courbet-Poulard, sur l'élection de M. de SOUBEYRAN [12 juillet] (t. 4, p. 45). — Admission (*ibid.*).

ALGÉRIE.

1° — Rapport, par M. Monier, sur les élections de MM. VUILLERMOZ et WARNIER par le département d'Alger [19 août] (t. 5, p. 9). — Adoption des conclusions du Bureau, tendant à la validation de ces élections (p. 13).

2° — Rapport, par M. Bompard, sur les élections de MM. LAMBERT et JACQUES par le département d'Oran [12 août] (t. 4, p. 636). — Discussion [même séance] (p. 638). — Sont entendus : MM. Lambert (p. 638) ; Baragnon (p. 639) ; Jacques (p. 639, 640) ; Bompard, *rapporteur* (p. 640). — Adoption des conclusions du Bureau, tendant à l'annulation des élections de MM. LAMBERT et JACQUES (p. 639 et 641).

GUYANE FRANÇAISE. — Rapport, par M. Salneuve, sur l'élection de M. MARCK, par la Guyane [18 décembre] (t. 6, p. 148). — Validation de l'élection (*ibid.*).

2 — *Élections du 7 janvier* 1872.

ARDENNES. — Rapport, par M. Toupet des Vignes, sur l'élection de M. LÉON ROBERT [18 janvier 1872] (A., t. 7, p. 69). — Validation de l'élection et admission (*ibid.*).

BOUCHES-DU-RHÔNE. — Rapport, par M. Fourcand, sur les élections de MM. CHALLEMEL-LACOUR et BOUCHET [17 janvier] (t. 7, p. 50). — Validation des élections et admission des Députés élus (*ibid.*).

DOUBS. — Rapport, par M. Courcelle, sur l'élection de M. GAUDY [23 janvier] (t. 7, p. 147). — Validation de l'élection et admission (p. 147).

GARD. — Rapport, par M. Martenot, sur l'élection de M. LAGET [23 janvier] (t. 7, p. 147). — Validation de l'élection et admission (*ibid.*).

ISÈRE. — Rapport, par M. de Guiraud, sur l'élection de M. BRILLIER [27 janvier] (t. 7, p. 238). — Validation de l'élection et admission (*ibid.*).

NORD. — Rapport, par M. Clément, sur les élections de MM. DUPONT et DEREGNAUCOURT [24 février] (t. 8, p. 21). — Discussion (p. 25 à 35). — Sont entendus : MM. Raoul Duval (p. 25) ; Goblet (p. 26) ; Gambetta (p. 31) ; Clément, *rapporteur* (p. 33) ; Baragnon (p. 34) ; le général de Chabaud-Latour (*ibid.*). — Admission de M. DUPONT et annulation de l'élection de M. DEREGNAUCOURT, par suite du rejet, au scrutin public, des conclusions du bureau (p. 35) ; liste des votants (*ibid.*). = Incident, à l'occasion de la lecture du procès-verbal, sur les paroles prononcées

par M. Gambetta dans la séance du 24 février [26 février] (t. 8, p. 39). — Sont entendus : MM. Grévy, *Président*, Gambetta (*ibid.*).

PAS-DE-CALAIS. — Rapport, par M. Ganivet, sur l'élection de M. LEVERT [18 janvier] (t. 7, p. 69). — Validation de l'élection et admission (p. 70).

PYRÉNÉES (BASSES-). — Rapport, par M. le vicomte de Rainneville sur l'élection de M. CHESNELONG [16 janvier] (t. 7, p. 26). — Validation de l'élection et admission (*ibid.*).

SAVOIE. — Rapport, par M. Pajot, sur l'élection de M. GRANGE-HUMBERT [30 janvier] (t. 7, p. 285). — Discussion (p. 289 et suiv.). — Sont entendus : MM. Parent (p. 289, 293); le marquis Costa de Beauregard (p. 293); Silva, Lepère (p. 294). — Rejet de la demande d'enquête faite par M. Parent (*ibid.*). — Validation de l'élection et admission de M. GRANGE (*ibid.*).

SEINE. — Rapport, par M. Henri Fournier, sur l'élection de M. VAUTRAIN [16 janvier] (t. 7, p. 25). — Validation de l'élection et admission (p. 26).

SOMME. — Rapport, par M. le marquis de Pontoi-Pontcarré, sur l'élection de M. DAUPHIN [7 février] (t. 7, p. 441). — Validation et admission (p. 442).

VAR. — Rapport, par M. Sosthènes Patissier, sur l'élection de M. PAUL COTTE [26 janvier] (t. 7, p. 214). — Validation de l'élection et admission (*ibid.*).

VIENNE (HAUTE-) — Rapport, par M. Emile Carron, sur l'élection de M. CHARREYRON [18 janvier] (t. 7, p. 69). — Validation de l'élection et admission (*ibid.*).

ALGÉRIE (*Oran*). — Rapport, par M. Sebert, sur la deuxième élection de MM. JACQUES et LAMBERT [24 janvier] (t. 7, p. 170). — Validation de l'élection et admission de ces deux Députés (*ibid.*).

3 — *Élections du 11 février* 1872.

CORSE. — Rapport, par M. le général Pélissier, sur l'élection de M. ROUHER [6 mars] (A., t. 8, p. 193). — Validation de l'élection et admission (p. 194).

CÔTES-DU-NORD. — Rapport, par M. Anisson-Duperron, sur l'élection de M. LEGALL-LASALLE, par le département des Côtes-du-Nord [22 février] (A., t. 7, p. 691). — Validation et admission (p. 692).

EURE. — Rapport, par M. Varroy, sur l'élection de M. LEPOUZÉ [20 février] (A., t. 7, p. 658). — Validation et admission (*ibid.*).

4 — *Élections du 9 juin* 1872.

CORSE. — Rapport, par M. Noël Parfait, sur l'élection de M. Charles ABBATUCCI [22 juin] (A., t. 12, p. 487). — Validation de l'élection (*ibid.*).

NORD. — Rapport, par M. de Clercq, sur la deuxième élection de M. DEREGNAUCOURT [24 juin] (t. 12, p. 493). — Admission (p. 494).

SOMME. — Rapport, par M. Faye, sur l'élection de M. Jules BARNI [22 juin] (t. 12, p. 487). — Validation de l'élection (*ibid.*).

YONNE. — Rapport, par M. Eugène Tallon, sur l'élection de M. Paul BERT [29 juin] (t. 12, p. 412). — Validation de cette élection (*ibid.*).

5 — *Élections du 20 octobre* 1872.

CALVADOS. — Rapport, par M. Théry, sur l'élection de M. PARIS (Philippe) [19 novembre 1872] (A., t. 14, p. 115). — Admission (*ibid.*).

GIRONDE. — Rapport, par M. Rameau, sur l'élection de M. CADUC [19 novembre] (t. 14, p. 111). — Admission (*ibid.*).

INDRE-ET-LOIRE. — Rapport, par M. Claude (des Vosges), sur l'élection de M. NIOCHE [2 décembre] (t. 14, p. 334). — Admission (*ibid.*).

OISE. — Rapport, par M. Delille, sur l'élection de M. GÉRARD [20 novembre] (t. 14, p. 115). — Admission (*ibid.*).

MORBIHAN. — Rapport, par M. Voisin,

sur l'élection de M. MARTIN (d'Auray) [2 décembre] (t. 14, p. 334). — Discussion (p. 336). — Sont entendus : MM. Journault (p. 336, 337, 338, 339, 340) ; de Kerdrel (p. 337); Dahirel (p. 340, 341) ; le comte Rampon (p. 340). — Rejet de la demande d'enquête faite par M. Journault (p. 341). — Admission de M. Martin (p. 341).

VOSGES. — Rapport, par M. Leurent, sur l'élection de M. MÉLINE [19 novembre] (t. 14, p. 115). — Admission (*ibid.*).

ALGÉRIE. — Rapport, par M. Goblet, sur l'élection de M. CRÉMIEUX, par le département d'Alger [19 novembre] (t. 14, p. 112). — Admission (*ibid.*).

6 — *Élections du* 27 *avril* 1873.

BOUCHES-DU-RHÔNE. — Rapport, par M. Duréault, sur l'élection de M. Edouard LOCKROY [7 juin 1873] (A., t. 18, p. 208). — Admission (*ibid.*).

CORRÈZE. — Rapport, par M. le baron de Lagrange, sur l'élection de M. LATRADE [30 mai] (t. 18, p. 148). — Admission (*ibid.*).

GIRONDE. — Rapport, par M. Merveilleux-Duvignaux, sur l'élection de M. DUPOUY [27 mai] (t. 18, p. 81). — Admission (*ibid.*).

JURA. — Rapport, par M. Boysset, sur l'élection de M. GAGNEUR [30 mai] (t. 18, p. 151). — Admission (*ibid.*).

MARNE. — Rapport, par M. le comte d'Harcourt, sur l'élection de M. Alphonse PICART [7 juin] (t. 18, p. 207). — Admission (p. 208).

MORBIHAN. — Rapport, par M. Lamy, sur l'élection de M. DU BODAN [27 mai] (t. 18, p. 125). — Admission (*ibid.*).

NIÈVRE. — Rapport, par M. Carbonnier de Marzac, sur l'élection de M. TURIGNY [27 juin] (t. 18, p. 590). — Discussion [même séance] (p. 595). — Sont entendus : M. Cyprien Girerd (p. 595 à 604, 606); le comte Jaubert (p. 596, 597); de Bouillé (p. 597, 603); Dufaure (p. 597); Fournier (p. 599); Lambert de Sainte-Croix (p. 601, 604 à 608); Brisson (p. 608); Turigny (p. 607, 608); Guibal (p. 608). — Adoption, au scrutin public, des conclusions du Bureau tendant à l'annulation de l'élection (p. 609) ; liste des votants (*ibid.*).

SEINE. — Rapport, par M. Ganivet, sur l'élection de M. BARODET [27 mai] (t. 18, p. 82). — Admission (*ibid.*).

7 — *Élections du* 11 *mai* 1873.

CHARENTE-INFÉRIEURE. — Rapport, par M. Du Breuil de Saint-Germain, sur l'élection de M. BOFFINTON [30 mai] (t. 18, p. 150) — Admission (*ibid.*).

LOIR-ET-CHER. — Rapport, par M. Buisson (de l'Aube) sur l'élection de M. LESGUILLON [25 mai] (t. 18, p. 84). — Admission (*ibid.*).

RHÔNE. — Rapport, par M. Baragnon, sur les élections de MM. GUYOT et RANC [14 juin] (t. 18, p. 347). — Discussion [même séance] (p. 349). — Sont entendus : MM. Barodet (p. 349, 351) ; Baragnon, *rapporteur* (p. 350). — Adoption des conclusions du Bureau tendant à la validation des élections (p. 351).

VIENNE. — Rapport, par M. Grange, sur l'élection de M. Georges PÉRIN [28 mai] (t. 18, p. 102). — Admission (*ibid.*).

8 — *Élection du* 5 *octobre* 1873.

GUADELOUPE (Colonie de LA). — Rapport, par M. le général Guillemaut, sur l'élection de M. Germain CASSE [11 décembre 1873] (t. 28, p. 219). — Admission (p. 220).

9 — *Élections du* 12 *octobre* 1873.

GARONNE (HAUTE-). — Rapport, par M. Sebert, sur l'élection de M. Charles DE RÉMUSAT [14 novembre 1873] (t. 27, p. 53). — Admission (p. 54).

NIÈVRE. — Rapport, par M. Duclerc, sur la deuxième élection de M. TURIGNY [même séance] (t. 27, p. 53). — Admission (*ibid.*).

PUY-DE-DÔME. — Rapport, par M. George,

sur l'élection de M. GIROT-POUZOL [12 novembre] (t. 27, p. 69). — Validation de l'élection (*ibid.*).

LOIRE. — Rapport, par M. Dufour, sur l'élection de M. REYMOND [25 novembre] (t. 28, p. 6). — Admission (p. 7).

10 — *Élections du* 16 *novembre* 1873.

AUBE — Rapport, par M. Ducarre, sur l'élection de M. le général SAUSSIER [20 décembre 1873] (t. 28, p. 434). — Admission (p. 436).

SEINE-INFÉRIEURE. — Rapport, par M. Barodet, sur l'élection de M. le général LETELLIER-VALAZÉ [4 décembre] (t. 28, p. 84). — Admission (p. 84).

11 — *Élections du* 14 *décembre* 1873.

AUDE.

Rapport, par M. Bottieau, sur les élections de MM. Léon BONNEL et MARCOU [27 janvier 1874] (t. 29, p. 347). — Discussion sur l'élection de M. MARCOU (p. 348). — Incident relatif à la demande d'ajournement de son admission, à raison d'articles publiés par lui, en 1871, dans le journal *la Fraternité* (p. 349). — Sont entendus : MM. de Gavardie (p. 348, 351); Bottieau, *rapporteur* (p. 349); Marcou (p. 350); Soye (p. 352). = Validation de l'élection et admission de M. BONNEL (p. 352). — Rejet de la demande d'ajournement faite par M. de Gavardie et admission de M. MARCOU (p. 352).

FINISTÈRE. — Rapport, par M. Lespinasse, sur l'élection de M. SWINEY [2 mars 1874] (t. 30, p. 133). — Discussion [même séance] (p. 136 et suiv.). — Sont entendus : MM. Rousseau (p. 136 à 147); Lespinasse, *rapporteur* (p. 147 à 150). — Adoption, au scrutin public, des conclusions du Bureau, tendant à la validation de l'élection (p. 150); liste des votants (p. 151).

SEINE-ET-OISE. — Rapport, par M. Lepère, sur l'élection de M. CALMON (1) [23 décembre 1873] (t. 28, p. 495). — Admission (*ibid.*).

12 — *Élections du* 8 *février* 1874.

PAS-DE-CALAIS. — Rapport, par M. Henri Fournier, sur l'élection de M. SENS [7 mars 1874] (t. 30, p. 250). — Validation de l'élection et admission (*ibid.*).

SAÔNE (HAUTE-) — Rapport, par M. Jordan, sur l'élection de M. HÉRISSON [11 juin] (t. 32, p. 112). — Sur la demande de M. le marquis de Grammont, la discussion sur l'élection est remise au lendemain (p. 113). — Discussion [12 juin] (p. 136) : M. le marquis de la Rochejaquelein (*ibid.*). — Admission (*ibid.*).

13 — *Élections du* 1er *mars* 1874.

VIENNE. — Rapport, par M. Ferrouillat, sur l'élection de M. LEPETIT [28 mai] (t. 31, p. 177). — Validation des opérations électorales et admission (*ibid.*).

VAUCLUSE. — Rapport, par M. Boullier, sur l'élection de M. LEDRU-ROLLIN par ce département [6 juillet 1874] (t. 32, p. 599). — Adoption des conclusions du Bureau et admission (p. 603).

14 — *Élections du* 29 *mars* 1874.

MARNE (HAUTE-). — Rapport, par M. le comte d'Abbadie de Barrau, sur l'élection de M. DANELLE-BERNARDIN [23 mai] (t. 31, p. 135). — Validation de l'élection et admission (*ibid.*).

GIRONDE. — Rapport, par M. Vimal-Dessaignes, sur l'élection de M. ROUDIER [6 juillet 1874] (t. 32, p. 603). — Validation de l'élection et admission (*ibid.*).

15 — *Élection du* 24 *mai* 1874.

NIÈVRE. — Rapport, par M. Horace de Choiseul, sur l'élection de M. le baron DE BOURGOING, concluant à une demande d'Enquête parlementaire [23 décembre 1874] (t. 35, p. 338). — Discussion [même séance] (p. 339 et suiv.). — Incidents relatifs : à la lettre

(1) Voir ci-après, même §, n° 29, un incident soulevé à l'occasion de cette élection, relatif au vote des Députés à Versailles.

de démission de M. le Préfet de la Nièvre (p. 342) ; à l'existence d'un comité central bonapartiste, dit de l'*Appel au peuple* (p. 344 et suiv.). — Sont entendus : MM. Tailhand, *Garde des Sceaux*, *Ministre de la Justice* (p. 339) ; Raoul Duval (p. 340) ; Ricard (p. 340 à 346) ; Rouher (p. 346 à 350) ; Haëntjens (p. 350). — Adoption des conclusions du Bureau (p. 350). = Commission d'Enquête et rapports, voy. ENQUÊTES PARLEMENTAIRES, § I. = Dépôt, par M. le baron de Bourgoing, d'un projet de Résolution tendant à déclarer que les pièces concernant son élection dans la Nièvre seront mises à sa disposition, et qu'il sera statué sur la validité de son élection avant le 24 juin 1875 [4 juin 1875] (t. 38, p. 352). — Sont entendus : MM. le baron de Bourgoing (*ibid.*) ; Albert Grévy, *Président de la Commission d'Enquête* (p. 353, 354) ; Haëntjens (*ibid.*) ; le duc d'Audiffret-Pasquier, *Président de l'Assemblée* (p. 354). — Retrait de cette proposition (*ibid.*). = Motion de M. le baron de Bourgoing, tendant à fixer à un très-proche délai la discussion du rapport de la Commission d'Enquête sur son élection [2 juillet] (t. 39, p. 354). — Dépôt, par M. Bottieau, d'une proposition ayant pour objet de porter à l'ordre du jour du 12 juillet la vérification des pouvoirs de M. de Bourgoing (p. 335). — Sont entendus : MM. le baron de Bourgoing (p. 354) ; Albert Grévy, *Président de la Commission d'Enquête* (p. 355 à 357) ; Bottieau (p. 355 à 358) ; Dufaure, *Garde des Sceaux*, *Ministre de la Justice* (p. 357, 358) ; le duc d'Audiffret-Pasquier, *Président de l'Assemblée* (p. 357). — Adoption de la proposition de M. Bottieau (p. 358). = Incident soulevé par M. Savary, rapporteur de la Commission d'Enquête, au sujet du fait allégué contre lui par M. Bottieau, d'avoir intentionnellement omis dans le Rapport une seconde dépêche du Procureur général de Bourges en date du 14 juillet 1874 [3 juillet] (p. 386). — Lecture de cette pièce, par M. Bottieau (p. 389). — Sont entendus : MM. Savary, *rapporteur de la Commission d'Enquête* (p. 386, 394) ; Bottieau (p. 387, 392) ; Tailhand, *ancien Garde des Sceaux* (p. 389, 392) ; Baragnon, *ancien Sous-Secrétaire d'Etat de la Justice* (p. 392) ; Albert Grévy, *Président de la Commission d'Enquête* (*ibid.*). — Clôture de l'incident (p. 393). = Motion de M. Chesnelong tendant à remettre la discussion sur l'élection de la Nièvre après le vote sur l'ensemble du projet de loi relatif à l'Enseignement supérieur [10 juillet] (t. 39, p. 577). — Sont entendus : MM. Chesnelong (*ibid.*) ; Henri Villain (p. 578). — Adoption de cette motion (*ibid.*). = Discussion des conclusions du Rapport de la Commission d'enquête, et adoption de ces conclusions tendant à l'annulation de l'élection de M. le baron DE BOURGOING [13 juillet], voy. ENQUÊTES PARLEMENTAIRES, § I^er^. = Questions et propositions relatives à la convocation des électeurs de la Nièvre, à ordonner par suite de cette décision, voy. au présent paragraphe, n° 29.

16 — *Élection du 9 août 1874.*

MARTINIQUE (Colonie de LA). — Rapport, par M. Duparc, sur l'élection de M. GODISSART [11 décembre 1874] (t. 35, p. 157). — Admission (p. 158).

17 — *Élection du 16 août 1874.*

CALVADOS. — Rapport, par M. Honoré Roux, sur l'élection de M. LE PROVOST DE LAUNAY par ce Département [15 décembre 1874] (p. 195). — Validation de l'élection et admission du Député élu (p. 196).

18 — *Élection du 27 septembre 1874.*

MAINE-ET-LOIRE. — Rapport, par M. Raymond, sur l'élection de M. MAILLÉ [15 décembre 1874] (t. 35, p. 195). — Admission (*ibid.*).

19 — *Élections du 18 octobre 1874.*

ALPES-MARITIMES. — Rapport, par M. le comte de Ségur, sur les élections de MM. MÉDECIN et CHIRIS [15 décembre 1874] (t. 35, p. 194). — Validation des élections et admission des Députés élus (p. 195).

PAS-DE-CALAIS. — Rapport, par M. le général Robert, sur l'élection de M. DELLISSE-ENGRAND [14 janvier 1875] (t. 36, p. 69). — Admission (p. 71).

SEINE-ET-OISE. — Rapport, par M. Levêque, sur l'élection de M. SÉNARD [12 décembre] (t. 35, p. 181). — Admission (*ibid.*).

4° — De M. GAMBETTA, pour la Seine ; — de M. LAURIER, pour le Var (t. 5, p. 191).

26 — *Élections partielles soumises à l'Enquête.* — Voir au même paragraphe, n° 15, l'élection de M. le baron DE BOURGOING par le département de la Nièvre.

27 — *Élections partielles annulées.* — Voir au présent paragraphe : n° 1, *Gard*, élection de M. LAGET ; *Algérie*, élections de MM. LAMBERT et JACQUES ; — n° 2, *Nord*, élection de M. DEREGNAUCOURT ; — n° 6, *Nièvre* : élection de M. TURIGNY ; — n° 15, *Nièvre*, élection de M. le baron DE BOURGOING.

28 — *Jurisprudence parlementaire en matière de vérification de pouvoirs.* — Voir à l'article PRÉCÉDENTS, § I^er^, les motifs des décisions de l'Assemblée intervenues dans la vérification des élections partielles.

29 — *Incidents à l'occasion des élections partielles.*

1° Interpellations et questions relatives à la convocation des colléges électoraux dans les départements où il y a des siéges vacants, voy. INTERPELLATIONS, n° 51. — QUESTIONS, n^os^ 29, 35, 111.

2° Incident, soulevé par M. Mathieu-Bodet, relativement à la question d'application à l'Assemblée nationale actuelle de l'article 11 de la loi électorale de 1849, qui dispose que les membres de l'Assemblée nationale seront appelés à voter dans le collége de l'arrondissement où siége l'Assemblée nationale [12 décembre 1873] (t. 28, p. 265). — Sont entendus sur cet incident : MM. Mathieu-Bodet (p. 265) ; Dahirel (p. 266, 267) ; Rameau (p. 256, 268) ; Ganivet (p. 267). — L'Assemblée décide que les Députés ne doivent pas voter à Versailles, à titre de membres de l'Assemblée nationale (p. 268).

3° Texte de la proposition de M. Haëntjens tendant à convoquer les électeurs de la Nièvre dans un délai de vingt jours [13 juillet 1875] (I., n° 3179 ; A., t. 40, an., p. 404 ; J. O., p. 5600). — Retrait de cette proposition [14 juillet] (A., t. 40, p. 37). = Nouvelle proposition de MM. Haëntjens, Ch. Abbatucci et autres, tendant à faire convoquer les électeurs de la Nièvre dans un délai de 10 jours [14 juillet] (I., n° 3182 ; A., t. 40, p. 37, et an., p. 409 ; J. O., p. 5600). — Demande et exposé des motifs de l'urgence, par M. Haëntjens (p. 37). — Sont entendus sur cette demande : MM. René Brice (p. 37) ; Gambetta (p. 38) ; Raoul Duval (p. 39). — Rejet, au scrutin public, de la demande d'urgence [même séance] (p. 39) ; liste des votants (p. 57) ; rectifications (p. 64) (1).

### II° Section. — Législation électorale.

#### § I. — *Dispositions relatives aux élections à l'Assemblée nationale.*

1 — Exposé des motifs et texte de la proposition de MM. Giraud, de Puiberneau et autres, tendant à modifier la loi électorale, en rétablissant le vote au chef-lieu de chaque commune [4 mars 1874] (I., n° 24 ; A., t. 1, an., p. 18 ; J. O., p. 337). — Rapport sommaire, par M. de Fourtou [11 mars] (I., n° 54 ; A., t. 1, an., p. 36 ; J. O., p. 376). — Prise en considération [21 mars] (A., t. 2, p. 23). — Commission (F., n° 22 ; J. O., p. 231). — Rapport, sur le fond, par M. de Fourtou [25 mars] (I., n° 84 ; A., t. 2, p. 133, et an., p. 36 ; J. O., p. 400). = *Première délibération* [27 mars] (t. 2, p. 148). — L'Assemblée décide, sans débats, qu'elle passera à la deuxième délibération (*ibid.*). = *Deuxième délibération* [3 avril] (p. 219). — Sont entendus : MM. Jozon (*ibid.*) ; de Fourtou, *rapporteur* (p. 224) ; Margaine (p. 226) ; de Barante (p. 227). — L'Assemblée décide qu'elle passera à la troisième délibération (p. 227). = *Troisième délibération* [10 avril] (p. 370). — Est entendu : M. Charles Rolland (p. 371). — Adoption de l'ensemble du projet de la Commission (*ibid.*). = Loi du 10 avril 1871 (J. O., p. 641 ; B. des L., n° 362).

2 — Texte de la proposition de MM. Jozon, Lamy et Oscar de Lafayette, relative à l'éligibilité des préfets et sous-préfets, élus représentants à l'Assemblée nationale, mais dont les élections ont été invalidées [10 mars 1872] (I., n° 48 ; A., t. 1, an., p. 33 ; J. O., p. 375). — Rapport sommaire, par M. de Valon [28 mars] (I., n° 87 ; A., t. 2, p. 159 ; J. O., p. 660). — Commission (F., n° 32 ; J. O., p. 372 et 383). — Rapport, sur le fond,

(1) Il n'a pas été donné suite à cette proposition.

8 — Exposé des motifs et texte de la proposition de M. Marcel Barthe, tendant à remettre en vigueur l'article 92 de la loi électorale du 15 mars 1849, relatif aux siéges vacants [7 novembre 1873] (I., n° 2001 ; A., t. 27, an., p. 22 ; J. O., p. 6897). — Rapport sommaire, par M. le vicomte de Meaux [26 novembre] (I., n° 2043 ; A., t. 28, an., p. 24 ; J. O., p. 7503) (1).

9 — Exposé des motifs et texte de la proposition de MM. Courcelle, Amédée Lefèvre-Pontalis et autres, tendant à suspendre les élections partielles à l'Assemblée nationale [29 novembre 1873] (I., n° 2059 ; A., t. 28, an., p. 74 ; J. O., p. 7503). — Rapport sommaire, par M. Giraud [25 décembre] (I., n° 2140 ; A., t. 28, an., p. 299 ; J. O. de 1874, p. 213). = Motion de M. Alfred Giraud, *rapporteur*, tendant à la mise à l'ordre du jour de la discussion sur la prise en considération de cette proposition [15 mars 1874] (t. 37, p. 246). — Adoption de cette motion, au scrutin public, après deux épreuves douteuses (p. 247) ; liste des votants (p. 251). — Nouvelle demande de mise à l'ordre du jour de cette proposition, par M. le général Guillemaut [17 mars] (p. 288). — Sont entendus : MM. le général Guillemaut, Brisson (*ibid.*). — L'Assemblée fixe la discussion au lendemain 18 mars (p. 288). = Discussion sur la prise en considération [18 mars] (p. 305). — Sont entendus : MM. Brisson (p. 305) ; Alfred Giraud, *rapporteur*, (p. 306, 309) ; Raoul Duval (p. 308) ; Vautrain (p. 309) ; Gambetta (p. 310) ; Madier de Montjau (p. 310) ; Langlois (p. 312). — Adoption de la prise en considération [même séance] (p. 313). — L'Assemblée décide, sur la proposition de M. Giraud, qu'elle mettra à l'ordre du jour des Bureaux, le 19 mars, la nomination de la Commission (*ibid.*). — Composition de la Commission (F., n° 765 ; J. O., p. 2129). = Observations sur la question de la mise à l'ordre du jour de cet[illegible] proposition [11 mai] (t. 38, p. 4). — Sont e[illegible]tendus : MM. le duc d'Audiffret-Pasqu[illegible] *Président de l'Assemblée* (*ibid.*) ; Cla[illegible] *Président de la Commission* (*ibid.*). = [illegible] et lecture du Rapport, par M. C[illegible] [12 mai] (t. 38, p. 17, et an., p. 67). [illegible]

(1) Cette proposition a été retirée le 25 [illegible] par lettre de M. Barthe au Président.

claration de l'urgence, et [illegible] discussion au lendemain (p[illegible] *sion* [13 mai] p. 30). — *D*[illegible] (*ibid.*). — Sont entendus [illegible] (*ibid.*) ; Raoul Duval (*ib*[illegible] *de l'article unique* du pr[illegible] sion, portant suppres[illegible] partielles jusqu'aux [illegible] générales (p. 33). — [illegible] Wolowski, tendant [illegible] élections partielles [illegible] chain ; 2° à procéd[illegible] aux élections retar[illegible] les élections géné[illegible] a une date antéri[illegible] (*ibid.*). Amenden[illegible] suspension des [illegible] vée sur la fin [illegible] dans la Sessio[illegible] prise en cons[illegible] dement de M. [illegible] de l'amende[illegible] Rejet, au s[illegible] graphe de [illegible] des votant[illegible] Wolowsk[illegible] *teur* (p. [illegible] Brisson [illegible] 39 ; Ga[illegible] val (p[illegible] Four[illegible] publ[illegible] Con[illegible] vot[illegible] de [illegible] ti[illegible] d[illegible]

[illegible] et texte [illegible] rale présent[illegible] [illegible]embre 1873] [illegible] 235 ; J. O. de 18[illegible] [illegible] Commission de[illegible] [illegible] p. 299) (1).

[illegible] motifs et texte [illegible] [illegible] présentée [illegible] [illegible] 1873] (I., n° 2[illegible] [illegible] O. de 1874, p. 2[illegible] [illegible] des lois Co[illegible] [illegible] 532 [illegible].

[illegible] motifs et texte de [illegible] [illegible] Rambures, tendant à [illegible]

[illegible] de rapport spécial sur cette

proposition de MM. Rolland et Jozon, relative à la composition de l'Assemblée Nationale et au mode d'élection de ses membres [2 septembre 1871] (I., n° 588 ; A., t. 5, an., p. 158 ; J. O., p. 3888). — Rapport sommaire, par M. de Marcère [26 janvier 1872] (I., n° 847 ; A., t. 7, an., p. 85 ; J. O., p. 1078). — Prise en considération et renvoi à la Commission électorale [7 février] (A., t. 7, p. 443). — Voir ci-dessus, même paragraphe, n° 2.

9 — Exposé des motifs et texte de la proposition de M. Anisson-Duperron, relative à l'établissement d'une taxe électorale [6 février 1872] (I., n° 881 ; A., t. 7, p. 419, et an., p. 159 ; J. O., p. 1248). — L'urgence demandée par M. Anisson-Duperron, n'est pas déclarée (A., t. 7, p. 419) (1).

10 — Proposition de M. Margaine et disposition de la loi sur le recrutement, relatives au vote de l'armée, voy. ARMÉE, § II, n° 6 et § XII, n° 8.

11 — Texte de la proposition de M. de Castellane, relative à la formation de la Chambre des Députés [19 mars 1872] (I., n° 1007 ; A., t. 8, p. 428 et t. 10, an., p. 63 ; J. O., p. 5381). — Rapport sommaire, par M. Ferdinand Boyer [9 décembre] (I., n° 1481 ; A., t. 14, an., p. 137 ; J. O., p. 788 — Discussion sur la prise en consi[illegible]ration [25 janvier 1873] (t. 15, p. [illegible] — Sont entendus : MM. de Caste[illegible] (p. 339, 342) ; Tolain (p. 340) ; Ferd[illegible] Boyer, *rapporteur* (p. 340). — Prise [illegible]sidération et renvoi à la Com[illegible] électorale (p. 342). — Voir ci-dessu[illegible] paragraphe, n° 2.

12 — Exposé des motifs et [illegible] proposition de M. Wallon, rela[illegible] obligatoire dans les élections [illegible] départementales ou politiques [illegible] (I., n° 1076 ; A., t. 11, an., [illegible] p. 2856). — Renvoi à la Com[illegible] loi électorale (t. 15, p. 3[illegible] dessus, même paragraphe, [illegible]

13 — Exposé des moti[illegible] proposition de M. Pradié, [illegible] du suffrage universel [illegible]

(1) Cette proposition a [illegible] décembre 1873, adressée a[illegible]

Conseillers munici[illegible] généraux, des Dép[illegible] [20 mai 1873] (I., [illegible] p. 61 ; J. O., p. 39[illegible] le rapport verb[illegible] Commissions d[illegible] de Décentralis[illegible] n° 315 (1).

14 — Expo[illegible] de loi élect[illegible] *Ministre d*[illegible] n° 1781 ; A[illegible] Demande [illegible] tion de [illegible] ner ce p[illegible] — Ren[illegible] sion d[illegible] méri[illegible] voir [illegible]

[illegible] d'être [illegible] dans [illegible] maréchaux [illegible] du troisième [illegible] article, portant q[illegible] inéligibilité ne s'appl[illegible] l'armée active, ni à [illegible] (*ibid.*). Paragraphe [illegible] colonel Denfert-Roche[illegible] considérer comme militaire [illegible] militaires en instance pou[illegible] (*ibid.*) : rejet du paragraphe [illegible] adoption de l'ensemble du [illegible] 7 (p. 90). — Art. 8 [Incompati[illegible] exercice des fonctions publiques [illegible] sur les fonds de l'Etat avec le [illegible] de Député] (*ibid.*) : adoption, avec [illegible] modification de rédaction présentée p[illegible] Alfred André, dans la désignation des [illegible] protestants compris parmi les ex[illegible] de l'article (p. 91). — Adoption de[illegible] 9, 10 et 11 (*ibid.*). — Art. 12 [Inélig[illegible] relative des fonctionnaires énum[illegible] dans les catégories de l'article] (*ibid.*) [illegible] de l'amendement de M. Paul B[illegible] tendant à déclarer inéligibles, da[illegible] département où ils exercent leurs foncti[illegible] les officiers supérieurs de l'armée ter[illegible] (p. 94 à 95) : renvoi de l'amenden[illegible] à la Commission, sur sa demande (p. [illegible]

Barthe (*ibid.*) ; Humbert (p. 148); Corne (*ibid.*) ; Depasse (p. 152) ; Alexis Lambert (p. 153 à 156) ; Plichon (p. 156) ; Albert Desjardins, *Sous-Secrétaire d'État de l'Intérieur* (p. 157) ; Lucet (p. 158) ; le comte Desbassayns de Richemont (p. 166, 172 à 183) ; de Clercq (p. 185); Scheurer-Kestner (p. 186) ; Léopold Limayrac (*ibid.*). — L'Assemblée décide qu'elle passera à la troisième délibération [13 novembre] (t. 42, p. 188). = Demande de mise à l'ordre du jour de la troisième délibération pour la séance du vendredi 19 novembre, par M. Lambert de Sainte-Croix [15 novembre] (p. 214) : adoption (*ibid.*). — Demande de renvoi de la discussion à la séance du lundi 22 novembre, par M. Ricard, *l'un des Rapporteurs* [18 novembre] (p. 248). — Sont entendus : MM. Ricard, *l'un des Rapporteurs* (p. 248, 249) ; Paris (Pas-de-Calais) (p. 249).— Adoption de cette demande (*ibid.*). = *Troisième délibération* sur le projet de loi électorale [22 novembre] (t. 42, p. 259). — Observations générales (*ibid.*).— Article 1er [Formation des listes électorales] (p. 262). Amendement de M. le baron de Vinols, tendant à faire nommer les Députés au chef-lieu d'arrondissement, par les délégués des communes (*ibid.*) : rejet de l'amendement (p. 265). Amendement de M. le vicomte d'Aboville, ayant pour objet d'organiser l'élection à deux degrés, en instituant des électeurs primaires inscrits sur les deux listes municipale et politique, et des électeurs secondaires, élus par les premiers (*ibid.*) : rejet de l'amendement (p. 267). Amendement de M. Delsol, tendant à faire nommer les Députés par les électeurs inscrits sur les listes électorales politiques actuellement existantes (*ibid.*) : rejet de l'amendement (p. 271). Adoption des trois premiers paragraphes de l'article, concernant la formation des deux listes électorales, l'une municipale et l'autre complémentaire (*ibid.*). Amendement de M. Parent, ayant pour objet d'autoriser pareillement l'inscription sur la liste complémentaire des électeurs qui déclareront vouloir transférer dans la commune leur domicile électoral (*ibid.*) : rejet de l'amendement (p. 272). Rejet de l'amendement de MM. Émile Bouchet et autres, tendant à l'inscription, sur cette même liste, des Français de retour de l'étranger qui auront été inscrits, pendant leur absence, à un Consulat de France, comme résidant dans le pays (*ibid.*). Adoption du paragraphe additionnel de M. Léon Clément, tendant à déférer directement à la Chambre civile de la Cour de Cassation les pourvois en cassation relatifs à la formation et à la révision des deux listes (t. 42, p. 273). Adoption du dernier paragraphe de l'article, ayant pour objet le maintien en vigueur, jusqu'au 31 mars 1876, des listes électorales arrêtées au 31 mars 1875 (*ibid.*) Paragraphe additionnel de M. de Belcastel, à l'effet d'attribuer à tout homme marié ou veuf, avec ou sans enfants, un vote complémentaire, et de le retirer à l'homme marié contre lequel la séparation aura été prononcée par les Tribunaux (*ibid.*) : rejet du paragraphe additionnel (p. 276). Retrait de celui de MM. Alfred Giraud et Adnet, tendant à attribuer double suffrage à tout électeur marié ou veuf avec enfants (*ibid.*). Adoption de l'ensemble de l'article 1er (*ibid.*). — Adoption de l'article 2 (p. 284). — Art. 3 (*ibid.*). Adoption du premier paragraphe, relatif à la liberté de l'affichage et de la distribution, pendant la période électorale, des circulaires et professions de foi des candidats, après dépôt au Parquet du Procureur de la République (*ibid.*). Paragraphe additionnel de M. Mazeau, à l'effet d'autoriser la déclaration et le dépôt exigés des imprimeurs au Secrétariat de la Sous-Préfecture, dans les chefs-lieux d'arrondissement (*ibid.*) : rejet (p. 285). Adoption du deuxième paragraphe de l'article, qui exempte de la formalité du dépôt au Parquet la distribution des bulletins de vote (*ibid.*). Troisième paragraphe, portant interdiction à tout agent de l'autorité publique ou municipale de distribuer des bulletins de vote, professions de foi et circulaires des candidats (*ibid.*) : rejet de la prise en considération d'un amendement de M. Bozérian, tendant à ajouter à ce paragraphe la sanction des peines portées par l'article 39 du décret du 2 février 1852, et adoption dudit paragraphe (*ibid.*). Article additionnel de M. Marcel Barthe, ayant pour objet d'interdire aux dépositaires de l'autorité, agents de l'administration et fonctionnaires publics de tout ordre, la désignation d'un candidat par des affiches, des circulaires et tous autres écrits ou actes officiels ou administratifs (t. 42, p. 286): rejet de l'amen-

dement, au scrutin public (p. 291) ; liste des votants (p. 298 ; rectification, p. 303). Article additionnel de M. Humbert, ayant pour but d'appliquer aux élections des Députés les dispositions de l'art. 19 de la loi organique du 2 août 1875 sur les élections des Sénateurs (p. 294 ; rectification, p. 303) : prise en considération et adoption de l'amendement (p. 291, 292). Observations sur le rôle des facteurs dans le transport et la distribution des bulletins ou circulaires (p. 292). Déclarations du Gouvernement sur la question des candidatures officielles (p. 293 à 295). Adoption de l'ensemble de l'article 3 (p. 295). — Art. 4 [Division des communes en sections électorales par arrêté du Préfet] (p. 304). Amendement de MM. Guyot et Malens, tendant à exiger l'avis du Conseil général ou de la Commission départementale (*ibid.*); rejet de l'amendement, et adoption de l'article (p. 305). — Art. 5 (*ibid.*). Discussion de l'amendement de M. Delsol, tendant à la suppression du deuxième paragraphe, reproduisant l'amendement de M. Corne, qui consacre l'emploi d'enveloppes ouvertes, mises dans chaque section à la disposition des votants (p. 305 à 311). Adoption du premier paragraphe, relatif aux opérations du vote dans le système du scrutin d'arrondissement (p. 311). Rejet, au scrutin public, du deuxième paragraphe, relatif à la mise sous enveloppes des bulletins (p. 312) ; liste des votants (p. 327 ; rectification, p. 334). Maintien, comme deuxième paragraphe, du premier membre de phrase, portant que le vote est secret (p. 312). Paragraphe additionnel de M. Malézieux, tendant à consacrer l'emploi d'enveloppes ouvertes, mises, en même temps que les cartes électorales, à la disposition des électeurs (*ibid.*) : rejet de la prise en considération de l'amendement (*ibid.*). Amendement de MM. Édouard Lockroy, Chevandier et autres, à l'effet d'attribuer à tout candidat le droit de se faire représenter au Bureau par un délégué électeur, dûment autorisé (p. 313) : rejet de la prise en considération (p. 314). Adoption du troisième paragraphe, relatif au dépôt et à la communication des listes d'émargement, pendant huitaine, au Secrétariat de la Mairie, et de l'ensemble de l'article (*ibid.*). Article additionnel de M. le vicomte d'Aboville, tendant à organiser la représentation des familles, en attribuant à chaque chef de famille le droit de représenter sa femme et ses enfants mineurs, et aux filles majeures et aux veuves, celui de se faire représenter par un électeur de leur choix (t. 42, p. 314) : rejet de l'article additionnel (p. 315). Adoption de l'article 6 (*ibid.*). — Art. 7 [Inéligibilité des militaires et marins faisant partie des armées actives] (*ibid.*). — Amendement de M. du Temple, tendant à créer une exception à ce principe en faveur des officiers généraux et supérieurs en disponibilité au moment des élections (p. 316) : rejet de l'amendement (p. 318). Adoption du premier paragraphe de l'article, qui pose le principe de l'inéligibilité (*ibid.*). Deuxième paragraphe, qui, en appliquant cette disposition aux militaires et marins en disponibilité ou en non-activité, en excepte les officiers généraux placés dans la deuxième section ou maintenus, à titre spécial, dans la première (*ibid.*). Nouvelle rédaction de ce paragraphe, par M. le général Robert, consistant à restreindre l'éligibilité, pour ces derniers officiers généraux, à ceux qui ont cessé d'être employés activement, et à l'étendre aux officiers qui, ayant des droits acquis à la retraite, sont envoyés ou maintenus dans leurs foyers en attendant la liquidation de leur pension (*ibid.*) : adoption du deuxième paragraphe, ainsi modifié (p. 319). Adoption du troisième paragraphe, portant que la disposition sur l'inéligibilité ne s'applique pas à la réserve de l'armée active ni à l'armée territoriale, et de l'ensemble de l'article 7 (*ibid.*). — Art. 8 [Incompatibilité de l'exercice des fonctions publiques rétribuées sur les fonds de l'État avec le mandat de Député] (*ibid.*). Amendement de M. Hervé de Saisy, consistant à supprimer les articles 8, 9, 10 et 11, et à les remplacer par une disposition portant que le fonctionnaire public nommé Représentant conserve ses droits et ses titres, et qu'un Député ne peut accepter aucune fonction publique rétribuée, notamment celle de Ministre (*ibid.*) : rejet de l'amendement (p. 322). Amendement de M. Alfred Giraud, tendant à remplacer ces mots du deuxième paragraphe de l'article : « En conséquence, tout fonctionnaire élu Député *sera remplacé dans ses fonctions,* » par ceux-ci : « *sera considéré comme démissionnaire* » (t. 42, p. 323) : re-

jet de la prise en considération de l'amendement, et adoption de l'article (*ibid.*).— Adoption de l'article 9 (p. 332). — Art. 10 [Situation du fonctionnaire élu Député] (*ibid.*). Adoption du premier paragraphe, qui lui conserve les droits qu'il a acquis à une pension de retraite, avec faculté, à l'expiration de son mandat, d'être remis en activité (*ibid.*). Article additionnel de M. Albert Christophle, tendant à constituer au fonctionnaire comptant vingt ans de service au moment de son élection, des droits à une pension de retraite exceptionnelle, au moment de la cessation de son mandat ; complété par une disposition du Ministre des Finances, qui exige en outre la justification de cinquante ans d'âge à cette dernière époque (*ibid.*). Prise en considération et adoption de l'amendement, ainsi modifié (*ibid.*). Adoption du dernier paragraphe, relatif aux fonctions dans lesquelles le grade est distinct de l'emploi, et de l'ensemble de l'article (*ibid.*). — Adoption de l'article 11 (*ibid.*). — Art. 12 [Inéligibilité relative des fonctionnaires énumérés dans les catégories de l'article] (p. 332). Adoption : de l'amendement de MM. Henri Vinay et Turquet, ayant pour objet d'ajouter les juges titulaires à la catégorie des membres des Tribunaux de première instance (p. 333) ; du paragraphe additionnel de M. Jules Simon, dans le but d'étendre l'inéligibilité des Sous-Préfets à tous les arrondissements du département où ils exercent leurs fonctions (p. 334) ; de l'addition proposée par la Commission, à l'effet de joindre à la catégorie des ingénieurs les agents-voyers en chef et d'arrondissement (p. 335) ; et de l'addition proposée par M. Beaussire, à l'effet de joindre à la catégorie des directeurs des services financiers les directeurs des Postes (*ibid.*). Discussion de l'ancien amendement de M. Bethmont, tendant à déclarer les officiers supérieurs de l'armée territoriale inéligibles dans la circonscription où ils exercent leurs fonctions (p. 335 à 338) : rejet, au scrutin public (p. 338) ; liste des votants (p. 352) ; rectifications (p. 357). Rejet de la prise en considération d'un amendement de M. Latrade, tendant à ajouter aux inéligibilités de l'article, pendant les six mois qui suivront la cessation de leurs fonctions, les officiers généraux maintenus exceptionnellement, après soixante-cinq ans, dans la première section de l'état-major (t. 42, p. 338). Rejet d'une disposition additionnelle de M. Hervé de Saisy, ayant pour objet de déclarer inéligibles les individus chargés par le Gouvernement, autrement que par voie d'adjudication publique, d'une fourniture, concession ou entreprise de l'État ; et les directeurs, administrateurs et agents de Sociétés industrielles ou financières jouissant d'un privilége, d'une garantie ou d'une subvention de l'État (p. 339). Adoption de l'ensemble de l'article 12 (*ibid.*). — Art. 13 [Nullité du mandat impératif] (p. 339). Discussion de l'article (p. 339 à 346). Adoption, au scrutin public (p. 347) ; liste des votants (p. 354 ; rectifications, p. 357).— Art. 14 [Élection des Députés au scrutin individuel par arrondissement] (p. 347). Amendement de M. Pernolet, tendant à introduire un nouveau mode de scrutin, basé sur le principe de la représentation, proportionnelle à leur importance numérique, des différents groupes d'opinions ou d'intérêts (p. 347 à 351, et 358 à 362) : rejet de l'amendement (p. 362). Amendement de M. Alfred Naquet, consistant à faire élire les Députés au scrutin de liste départemental, sans aucune subdivision (*ibid.*) : rejet de l'amendement, au scrutin public (p. 369) ; liste des votants (p. 390). Amendement de M. Gambetta, reproduisant l'article primitif de la Commission, relatif à l'élection au scrutin de liste par département, sur la base d'un Député par 70,000 habitants, et jusqu'à concurrence de dix candidats au plus sur la même liste (p. 370). Discussion de cet amendement (p. 370 à 382). Retrait dudit amendement, en faveur de celui de MM. Paul Jozon et Charles Rolland, tendant à maintenir le scrutin de liste par département, mais seulement jusqu'à concurrence de cinq candidats au plus sur la même liste (p. 383). Discussion de ce nouvel amendement (p. 383 à 385). Rejet au scrutin public, de l'amendement de MM. Charles Rolland et Paul Jozon (p. 388) ; liste des votants (p. 392). Amendement de MM. Francisque Rive et autres, consistant à faire élire les Députés au scrutin individuel par arrondissement, en maintenant le scrutin de liste pour les arrondissements dont la population dépasse 100,000

habitants (t. 42, p. 397). Discussion de cet amendement (p. 397 à 404, et 405, à 412), rejet, au scrutin public (p. 412) ; liste des votants (p. 414). Adoption des deux premiers paragraphes de l'article, dont l'un consacre l'élection des Députés au scrutin individuel, et l'autre attribue à chaque arrondissement administratif la nomination d'un Député (p. 412). Amendements de M. Pernolet, consistant : l'un, à ajouter à ce dernier paragraphe les mots : « au moins » ; et l'autre, à prévenir le sectionnement des arrondissements, au moyen d'une division préalable du nombre des suffrages à réunir pour être élu au premier tour de scrutin par le nombre de Députés à élire dans l'arrondissement (p. 418) : rejet de la prise en considération de ces deux amendements (p. 419). Amendement de MM. Testelin et Parsy sur le troisième paragraphe, tendant à attribuer aux arrondissements dont la population dépasse 75,000 habitants, un Député de plus par 75,000 ou fraction de 75,000 habitants (p. 412, 419) : rejet, au scrutin public, de la première partie de l'amendement (p. 421) ; liste des votants (p. 439 ; rectification, p. 447). Adoption du troisième paragraphe de l'article, qui attribue aux arrondissements dont la population dépasse 100,000 habitants, un Député de plus par 100,000 ou fraction de 100,000 (*ibid.*). Discussion du quatrième paragraphe, portant que les arrondissements, dans ce cas, seront divisés en circonscriptions, dont l'État sera annexé à la présente loi (*ibid.*). Amendement de M. Paris (Pas-de-Calais), portant que l'État des circonscriptions sera réglé par une loi spéciale (*ibid.*) : rejet de la prise en considération de cet amendement (p. 422). Nouvelle rédaction présentée par la Commission, portant que cet État sera établi par une loi et ne pourra être modifié que par une loi (*ibid.*) : adoption de cette rédaction, après déclaration du Rapporteur, d'accord avec le Gouvernement, que la loi électorale ne sera promulguée qu'avec la loi annexe sur les circonscriptions (p. 423). Adoption, au scrutin public, de l'ensemble de l'article 14 (*ibid.*) ; liste des votants (p. 440 ; rectifications, p. 447). — Adoption de l'article 15 (p. 423). — Art. 16 [Fixation d'un délai uniforme de trois mois pour les élections en cas de vacances par décès, démission, option ou autrement] (*ibid.*). Adoption d'une nouvelle rédaction de la Commission, consistant à maintenir le délai à trois mois pour les cas de vacances par décès, démission, option ou autrement et à réduire le délai à un mois pour les cas d'option (*ibid.*).— Adoption de l'article 17 (*ibid.*). Art. 18 [Majorité requise pour être élu au 1er et au 2e tour de scrutin] (*ibid.*). Amendement de M. le général Mazure, tendant à exiger, dans toute élection, un nombre de suffrages exprimés au moins égal à la moitié de celui des électeurs inscrits ; et, à défaut de cette condition au deuxième tour de scrutin, à renvoyer l'élection à trois mois (*ibid.*) : rejet, au scrutin public, de cet amendement (p. 425) ; liste des votants (p. 442). Adoption de l'article, qui exige : pour le premier tour, la majorité absolue des suffrages exprimés, et un nombre de suffrages égal au quart des électeurs inscrits ; et la majorité relative seulement, au deuxième (t. 42, p. 425).— Art. 19 [Nomination d'un Député par chaque département de l'Algérie] (*ibid.*). Amendement de M. Feray, tendant à reporter à six le nombre des Députés de l'Algérie, deux pour chaque département (*ibid.*). Discussion de cet amendement (p. 425 à 438) : rejet de l'amendement, au scrutin public (p. 438) ; liste des votants (p. 444). Adoption de l'article (p. 448). — Disposition additionnelle de MM. Jacques et Crémieux, ayant pour objet d'appliquer les dispositions des troisième et quatrième paragraphes de l'article 14 aux départements de l'Algérie dont la population dépasse 100,000 habitants, de manière à leur attribuer un Député de plus par 100,000 ou fraction de 100,000 habitants (*ibid.*) : rejet, au scrutin public, après deux épreuves douteuses, de la prise en considération de l'amendement (p. 450) ; liste des votants (p. 467). — Adoption de l'article 20 (p. 450). — Art. 21 [Renvoi à une loi spéciale du règlement de la représentation des Colonies] (*ibid.*). Amendement de M. le marquis de Plœuc, ayant pour objet d'attribuer un Député à chacune des quatre Colonies auxquelles il a été accordé des Sénateurs (*ibid.*). Discussion de l'amendement (p. 450 à 456) : adoption de l'amendement, au scrutin public (p. 457) ; liste des votants (p. 469). Disposition additionnelle de MM. Lafon de Fon-

*porteurs* (p. 270, 273, 285, 291, 292, 312, 319, 332, 334, 335, 346, 370, 409 à 411, 421 à 424, 464, 465) ; Parent (p. 271) ; Cherpin (p. 272, 463, 464) ; Émile Bouchet (p. 272) ; Léon Clément (*ibid.*) ; Dufaure, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice* (p. 273, 295, 407, 422, 465 ; de Belcastel (p. 273 à 276) ; Langlois (p. 275) ; Mazeau (p. 284) ; Bozérian (p. 285) ; Marcel Barthe (p. 286 à 291, 423) ; le baron Eschasseriaux (p. 289) ; Humbert (p. 291, 292, 464, 465) ; Ernest Picard (p. 292) ; de la Rochethulon (*ibid.*) ; Buffet, *Vice-Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur* (p. 293, 294, 376 à 381, 386) ; Gambetta (p. 293, 370 à 376) ; Jules Simon (p. 294) ; Tolain (p. 295) ; Guyot (p. 304) ; Corne (p. 307) ; le général Robert (p. 308, 310, 318) ; Oscar de Lafayette (p. 308) ; Chaper (p. 310) ; Malézieux (p. 312) ; de Colombet (*ibid.*) ; le duc d'Audiffret-Pasquier, *Président de l'Assemblée* (p. 312, 387, 388) : Édouard Lockroy (p. 312, 386) ; du Temple (p. 316) ; Hervé de Saisy (p. 319 à 322, 339) ; Alfred Giraud (p. 323) ; Albert Christophle (p. 332) ; Henri Vinay (p. 333) ; le général Mazure (p. 324, 423, 424) ; Beaussire (p. 335) ; Bethmont (*ibid.*) ; le général Changarnier (p. 337) ; le général de Cissey, *Ministre de la Guerre* (*ibid.*) ; Latrade (p. 338) ; Madier de Montjau (p. 339 à 346, 387, 388) ; Pernolet (p. 347 à 352, 358 à 362, 418) ; Alfred Naquet (p. 362 à 365) ; le marquis de Castellane (p. 365 à 369) ; Paul Jozon (p. 369, 381 à 385) ; Henri Brisson (p. 381) ; Raoul Duval (p. 395, 422) ; Francisque Rive (p. 397 à 401) ; Bertauld (p. 401 à 404, 442) ; Ducarre (p. 405) ; Testelin (p. 412, 419 à 421) ; Feray (p. 425 à 429) ; Pichon (p. 428) ; Crémieux (p. 429 à 433) ; Albert Desjardins, *Sous-Secrétaire d'État de l'Intérieur* (p. 433) ; Jules Favre (p. 435 à 438) ; Jacques (p. 448) ; le marquis de Ploeuc (p. 450) ; l'amiral de Dompierre d'Hornoy (p. 451) ; l'amiral Fourichon (p. 452) ; l'amiral marquis de Montaignac, *Ministre de la Marine et des Colonies* (p. 453) ; le comte Desbassayns de Richemont (p. 454) ; Lafon de Fougaufier (p. 457) ; Marck (p. 458) ; Marcou (p. 461). = Adoption, au scrutin public, de l'ensemble de la Loi électorale [30 novembre] (t. 42, p. 465) ; liste des votants (p. 472). = Loi du 30 novembre 1875 (J. O., p. 10,937 ; B. des L., n° 4740).

[illegible] p. 73) : [illegible] amendement [illegible] des [illegible] pour [illegible] et [illegible] des lois [illegible] autres [illegible] arrondis- [illegible] de [illegible] la tri- [illegible] mande, au [illegible] votants (p. [illegible] le scrutin [illegible] p. 84) ; de- [illegible] nominal (*ibid.*) : [illegible] par appel nomi- [illegible] ment de M. Vi- [illegible] votants et des ab- [illegible] rectification, p. 106). [illegible] MANCHE : adoption, [illegible] MARNE : Amen- [illegible] rier sur les deux [illegible] arrondissement de [illegible] en considération [illegible] amendement (p. 87). [illegible] : adoption, sans [illegible] — NIÈVRE. Amende- [illegible] Benoist d'Azy et au- [illegible] conscriptions de l'ar- [illegible] p. 89) : rejet de l'a- [illegible] public (p. 90) ; liste [illegible] adoption des propo- [illegible] (p. 90). — NORD. [illegible] ssion, des circonscrip- [illegible] ments d'*Aresnes*, de [illegible] p. 90). Amendement [illegible] les deux circonscrip- [illegible] ssement de *Dunkerque* (p. [illegible] prise en considération de [illegible] adoption des propositions [illegible] (p. 91). Amendement de [illegible] les 3e et 5e circonscriptions [illegible] ssement de *Lille* (*ibid.*) : rejet [illegible] en considération de l'amende- [illegible] des autres circonscrip- [illegible] pour le département du [illegible] OISE à PYRÉNÉES (HAUTES-) : [illegible] sans discussion (p. 92, 93). — [illegible] Discussion préliminaire sur le [illegible] de la population de la ville de *Lyon*, comme devant servir de base à la fixation du nombre de ses Députés (t. 44, p. 93 à 97). Motion de la Commission et de M. Vautrain, tendant à surseoir à la discussion sur les arrondissements de la ville de Lyon, jusqu'après la discussion identique sur les arrondissements de la ville de Paris (p. 110, 111) : adoption de cet ordre des débats (p. 111). Reprise de la discussion (p. 128). Amendement de MM. Le Royer et autres, consistant, à défaut de la division en 6 circonscriptions correspondant aux 6 arrondissements, proposée par la Commission, à former 4 circonscriptions correspondant aux 4 villes de l'agglomération Lyonnaise : *Lyon*, *Vaise*, *la Croix-Rousse* et *la Guillotière* (*ibid.*) : rejet de la prise en considération de l'amendement, et adoption de la division en 3 circonscriptions comprenant chacune deux arrondissements, proposée par l'ancienne Commission, pour la ville de *Lyon* (p. 130). Adoption, sans discussion, des autres circonscriptions du département du Rhône, proposées par cette Commission (*ibid.*). Sur la demande de M. de Saint-Victor, l'Assemblée prescrit la rectification aux *Annales* du vote sur les deux circonscriptions de l'arrondissement de *Villefranche*, omis au *Journal officiel* (p. 142). — SAÔNE (HAUTE-) à SAVOIE : adoption, sans discussion, des circonscriptions proposées, avec l'addition, demandée par M. le marquis de la Guiche, dans la nomenclature de la 1re circonscription de l'arrondissement de *Châlon-sur-Saône* (Saône-et-Loire), du nouveau canton de *Montceau-les-Mines*, omis par la Commission (p. 111, 112). — SEINE : Discussion préliminaire sur la nature et le caractère des arrondissements de la ville de *Paris* et de *Lyon*, au point de vue des bases de leur représentation (p. 112 à 116). Rejet, au scrutin public, de la 1re circonscription de Paris, dans le projet de la Commission, comprenant vingt-cinq circonscriptions (p. 117) ; liste des votants (p. 138). Reprise du projet primitif de l'ancienne Commission des lois Constitutionnelles, composé seulement de dix-neuf circonscriptions (p. 117) : discussion à ce sujet (p. 117 à 120). Adoption successive des sept premières circonscriptions de ce projet, correspondant aux sept premiers arrondissements administratifs (p. 120). 8e Circons-

...ment de la dis-
... Tableau des cir-
... établi confor-
... présente loi
... du 24 dé-
... B. des L., n°

... motion de M.
... Assemblée, prési-
... Journal offi-
... du 24 dé-
... division des 2°
... de l'arron-
... 31 décem-

... texte de la
... relative à la
... qui tient aux
... ment 17 juin
... p. 266; J. O.,

... MUNICIPALES, voy.
... — CONSEILS
... INTERPELLATIONS,
... — QUESTIONS,

... PROPOSITIONS.

... concer-
... l'élection des
... PUBLICS. — SÉ-

... à fixer les
... l'Assemblée
... dont la nomina-
... Constitution;
... Conseils munici-
... délégués pour
... de la réunion,
... des délégués
... voy. ASSEM-
... 18 et 19.

... applicable au
... déplacement
... Conseils munici-
... du 2 août 1875
... voy. CRÉDITS,
... n° 24.

... proposition.

4 — Question sur l'interprétation de la disposition de la loi organique sur les élections des Sénateurs, qui donne à tout électeur la faculté de prendre connaissance et copie des listes par commune des Conseillers municipaux, voy. QUESTIONS, n° 115.

5 — Scrutins pour l'élection des Sénateurs inamovibles par l'Assemblée nationale, et proclamation de ces Sénateurs, voy. SÉNAT, § II.

## ÉMIGRATIONS POLITIQUES.

Projets de lois de crédits applicables aux secours accordés aux réfugiés politiques, voy. CRÉDITS, § V, *Intérieur*, n° 16.

## EMPLOIS.

1 — Proposition de M. Arfeuillères tendant à empêcher l'abus des nominations faites à la dernière heure par des ministres sortant de fonctions, voy. MINISTRES.

2 — Projets de lois et propositions relatifs aux emplois réservés aux sous-officiers, voy. ARMÉE, § III, n°s 11 à 14.

Voy. les articles FONCTIONNAIRES PUBLICS. — SERVICES ADMINISTRATIFS.

## EMPLOYÉS DE L'ÉTAT.

Dispositions proposées pour l'établissement d'une retenue sur leurs traitements, voy. BUDGET GÉNÉRAL DE L'ÉTAT, § I, *Exercice* 1871, n° 3.

## EMPLOYÉS DES PRÉFECTURES ET DES SOUS-PRÉFECTURES.

Disposition qui affecte exclusivement au personnel de ces employés une augmentation de crédit portée au Budget de l'Intérieur, voy. BUDGET GÉNÉRAL DE L'ÉTAT, § VI, *Exercice 1876*, n° 5, *Article additionnel à l'article 1er*.

## EMPRUNT MORGAN.

1 — Texte de la proposition de M. Busson-Duviviers, relative à la nomination d'une Commission chargée d'examiner les

projet, réservé au commencement de la dis-cussion, et portant que le Tableau des cir conscriptions est et demeure établi confor mément à l'État annexé à la présente l. (24 décembre) (t. 44, p. 151). = Loi du 24 de cembre 1875 (J. O., p. 10,938; B. des L., n 4741).

23 — Rectification, sur la motion de M. Ricard, *Vice-Président de l'Assemblée*, pre dant la séance, d'une erreur du *Journal* c. ciel dans la promulgation de la loi du 2 cembre 1875, au sujet de la division de et 3e circonscriptions électorales de l'ar dissement de Bordeaux (Gironde) (31 déc bre 1875) (t. 44, p. 382, 383).

24 — Exposé des motifs et texte d proposition de M. Pernolet, relative substitution du scrutin par quotien scrutins de liste et d'arrondissement (1 1875) (I., n° 3099; A., t. 38, an., p. 266; p. 4908) (1).

## ÉLECTIONS MUNICIPALES

CONSEILS GÉNÉRAUX, § IV. — Co MUNICIPAUX, § I. — INTERPELL n° 9.— PARIS (VILLE DE), § I.— QUE n° 7.

## ÉLECTIONS SÉNATORIALI

1 — Projets de lois organiques nant le principe et le mode d'éle Sénateurs, voy. POUVOIRS PUBLI NAT, § I.

2 — Propositions tendant à dates : 1° de l'élection, par l' nationale, des 75 Sénateurs dont l tion lui est attribuée par la Co 2° de la convocation des Conse paux à l'effet d'élire leurs dél l'élection des Sénateurs; 3° de au chef-lieu du département, d chargés d'élire les Sénateurs, v BLÉE NATIONALE, § VI, nos 18

3 — Projet de loi de crédit payement de l'indemnité de allouée aux délégués des Co paux par l'article 17 de la loi sur les élections Sénatoriale § V, *Intérieur*, 2e Section, n

(1) Il n'a pas été donné suite à

fr, voy. CRÉDITS, § I.

le MM. Adrien Léon et thet, ayant pour o otiques pour la libéra voy. LIBÉRATION DU TER

motifs et texte de la pro mte de Douhet, tendan ispositions législatives de relatives aux petites cou de la Banque de France. le Ministre des Finances à remplacement, un emprunt 00 de fr. en bons du Trésor uillet 1874 (I., n° 2537; A., t. an., p. 46; J. O., p. 5656). — demandée par M. de Douhet, déclarée (p. 457). — Rapport som-M. Carquet (3 juillet 1875) (I., A., t. 39, an., p. 191; J. O., p.

## EMPRUNTS DÉPARTEMENTAUX ET COMMUNAUX.

— Exposé des motifs et texte de la tion de M. le marquis d'Andelarre, régulariser les emprunts contrac les départements et les communes l'intérêt de la Défense nationale septembre 1871) (I., n° 601; A., t. 5, an., J. O., p. 3985) (2).

2 — Exposé des motifs et texte de la pro-sition de MM. Bompard, Lesperut et au-tendant à dispenser du droit de timbre portionnel, les obligations des emprunts ractés par les communes pour la solde s dépenses de l'occupation étrangère 2 septembre 1871) (I., n° 637; A., t. 5, an., 226; J. O., p. 4196). — Rapport som-maire, par M. Bastid (25 mars 1872) (I., 1032; A., t. 8, an., p. 260; J. O., p. 2563). — Discussion sur la prise en considération 8 mai 1872 (A., t. 11, p. 229). — Déclara-tion d'urgence et renvoi à la Commission chargée d'examiner la proposition de M.

(1) Cette proposition n'a pas été discutée.
(2) Cette proposition a été retirée par son auteur en février 1872.

analogue, voy. le

et texte de la pro-
, ayant pour objet
emprunts contractés
les départements aux
quant au timbre et à
septembre 1871] (I.,
, et an., p. 285; J. O.,
tion d'urgence et renvoi
spéciale (A., t. 5, p. 643).
n° 273; J. O., p. 3013).—
meau, sur cette propo-
de MM. Bompard et Les-
entionnée [20 mars 1873]
t. 16, an., p. 221; J. O.,
ission des propositions
15, p. 164). — Sont enten-
n Say (p. 164); Rameau,
165, 168, 174); Bertauld
gue, *Ministre des Finances*
— L'Assemblée décide qu'elle
à la discussion des articles

**NTS D'INTÉRÊT LO-**

aux des chemins de fer d'inté-
Exposé des motifs et texte du
[17 novembre 1873] (I., n° 2013;
., p. 166; J. O., p. 7265). — Rap-
m de la Commission d'intérêt
r M. F. Rive [29 novembre] (I.,
t. 28, an., p. 56; J. O., p. 7663).
ion sans discussion [5 décembre]
p. 413). = Loi du 5 décembre 1873
7713; B. des L., n° 2537).

Travaux des chemins vicinaux or-
— Exposé des motifs et texte du
loi [5 mars 1872] (I., n° 951; A.,
p. 34; J. O., p. 1924). — Rapport,
I. **Magniez [24 mars]** (I., n° 1013; A., t.
, p. 192; J. O., p. 2412). — Adoption
ars] (A., t. 8, p. 580). = Loi du 27 mars
J. O., p. 2332; B. des L., n° 1033).

Les projets de lois précédés dans cet article
stérisque ont pour objet d'autoriser à la fois un
nt et une imposition extraordinaire.
Pour la composition de ces Commissions,
volées mensuellement, voir l'article INTÉRÊT

2 — [*Travaux des routes départementales et des chemins vicinaux]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi [17 juin 1875] (I., n° 3098; A., t. 38, an., p. 265; J. O., p. 5171). — Rapport, par M. Eugène Perrier [12 juillet] (I., n° 3170; A., t. 39, an., p. 259; J. O., p. 6486). — Adoption [17 juillet] (A., t. 40, p. 132). = Loi du 17 juillet 1875 (J. O., p. 5799; B. des L., n° 4323).

ALBI (Ville d').

1 — [*Dépenses de la Défense nationale]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi [24 février 1872] (I., n° 930; A., t. 8, an., p. 9; J. O., p. 1622). — Rapport, par M. Du Chaffaut [11 mars] (I., n° 970; A., t. 8, an., p. 70; J. O., p. 1980). — Adoption [19 mars] (A., t. 8, p. 412). = Loi du 19 mars 1872 (J. O., p. 2153; B. des L., n° 1022).

2 — [*Construction d'une caserne]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi [24 mars 1874] (I., n° 2339; A., t. 30, an., p. 287; J. O., p. 3060). — Rapport, par M. Courbet-Poulard [25 mars] (I., n° 2346; A., t. 30, an., p. 292; J. O., p. 3172). — Adoption [28 mars] (A., t. 30, p. 705). = Loi du 28 mars 1874 (J. O., p. 2745; B. des L., n° 2910).

3 — [Dépenses du casernement] — (Exposé des motifs et texte du projet de loi [8 décembre 1875] (I., n° 3545; A., t. 43, an., p. 401; J. O. de 1876, p. 730). — Rapport, par M. Arfeuillères [20 décembre] (I., n° 3623; A., t. 44, an., p. 23; J. O., p. 414). — Adoption [23 décembre] (A., t. 44, p. 108). = Loi du 23 décembre 1875 (J. O. de 1876, p. 345; B. des L., n° 4802).

ALGER (Ville d').

1 — [* Acquittement des dettes exigibles à l'expiration de l'Exercice 1872]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi [6 mars 1873] (I., n° 1637; A., t. 16, an., p. 88; J. O., p. 1835). — Retrait de ce projet de loi [2 juillet 1873] (A., t. 19, p. 2).

2 — [* Acquittement des dettes de cette ville]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi [17 novembre 1873] (I., n° 2012; A., t. 27, an., p. 166; J. O., p. 7257). — Rapport, par M. Courbet-Poulard [20 mars 1874] (I., n° 2304; A., t. 30, an., p. 178;

J. O., p. 2860). — Adoption [27 mars] (A., t. 30, p. 656). = Loi du 27 mars 1874 (J. O., p. 2594 ; B. des L., n° 2897).

3 — [Transformation de la place de la République en square]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi [9 novembre 1875] (I., n° 3405; A., t. 42, an., p. 12 ; J.O., p. 9124).— Rapport, par M. Courbet-Poulard [7 décembre] (I., n° 3529; A., t. 43, an., p. 367; J. O., de 1876, p. 735). — Adoption [14 décembre] (A., t. 43, p. 265). — Loi du 14 décembre 1875 (J. O., p. 10824 ; B. des L., n° 4837).

Alpes (Basses-). [Travaux des chemins vicinaux]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi [20 mars 1874] (I., n° 2307; A., t. 30, an., p. 181; J. O., p. 2877).— Rapport, par M. Courbet-Poulard [25 mars] (I., n° 2347 ; A., t. 30, an., p. 293 ; J. O., p. 3094). — Adoption [27 mars] (A., t. 30, p. 657). = Loi du 27 mars 1874 (J. O., p. 2595 ; B. des L., n° 2892).

Alpes (Hautes-). [Travaux des chemins de grande communication et d'intérêt commun]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi [8 juin 1875] (I., n° 3075 ; A., t. 38, an., p. 225 ; J. O., p. 4276). — Rapport, par M. de la Sicotière [22 juillet] (I. n° 3238 ; A., t. 41, an , p. 13 ; J. O., 6889). — Adoption [27 juillet] (A., t. 41, 136). = Loi du 27 juillet 1875 (J. C 6434 ; B. des L., n° 4358).

Alpes-Maritimes.
1 — [Travaux des routes dép
tales]. — Exposé des motifs et
projet de loi [11 mai 1872] (I., n°
t. 11, an., p. 105 ; J. O., p. 3407)
par M. Courbet-Poulard [15 j
1316 ; A., t. 13, an., p. 132 ; J.
Adoption [23 juillet] (A., t. 1
du 23 juillet 1872 (J. O., p.
n° 1299).

2 — [Travaux des chem
Exposé des motifs et
loi [20 mars 1874] (I., n°
p. 180 ; J. O., p. 2861).
Lestourgie [25 mars]
an., p. 289 ; J. O., p
mars] (A., t. 30, p.
1874 (J. O., p. 259

* Amiens (Ville d'). [
penses extraordinaires
cupation Allemande]. -
et texte du projet de l
cette ville à empru
somme de 5,500,000
dinairement et à
taxe d'octroi [8
t. 2, p. 871 ; J.
par M. de Sai
n° 216 ; A., t.
Adoption [11
du 11 mai
n° 379).
... J. O.
... embre]
... décembre
... n° 2580).

Anger[s] ... Casernement]. —
1 — [C ... texte du projet de loi
naux e ... 3271; A., t. 41, an., p.
motifs ... — Rapport, par M. de la
ayant ... juillet] (I., n° 3319; A., t.
à cet ... ; J. O., p. [illegible]). — Adoption
déf ... t. 41, p. 312, 313). = Loi du
A. ... J. O., p. [illegible]; B. des L., n° 4539).
n

[illegible] (Ville de). [Construc-
[illegible] et de deux salles
[illegible] de rues, et payement
[illegible] — Exposé des motifs et
[illegible] juillet 1874] (I., n°
[illegible] ; J. O., p. 5974). —
[illegible] Dupont [31 juillet]
[illegible] A., t. 34, an., p. 412; J. O., p.
[illegible] (A., t. 34, p. 295).
[illegible] J. O., p. 5754; B. des
[illegible]

* [illegible] (Ville de). [Casernement]. —
[illegible] texte du projet de loi
[illegible] A., t. 41, an., p.
[illegible] — Rapport, par M. La-
[illegible] n° 3341; A., t. 41,
[illegible] 7128). — Adoption
[illegible] p. 345). = Loi du 2 août
[illegible] des L., n° 4540).

[illegible] (Ville de). [Payement d'acquisitions
[illegible]. — Exposé des motifs
[illegible] de loi [8 novembre 1873]
[illegible] 27, an., p. 26; J. O., p.
[illegible] M. de Lorgeril [24 no-
[illegible] A., t. 27, an., p. 189 ;
[illegible] — Adoption, sans discussion
[illegible] (A., t. 28, p. 45). = Loi du

rêt local]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi [12 mai 1875] (I., n° 2996; A., t. 38, an., p. 70; J. O., p. 3549). — Rapport, au nom de la 33e Commission d'intérêt local, par M. Ancelon [24 mai] (I., n° 3027; A., t. 38, an., p. 122; J. O., p. 3921). — Retrait de ce rapport, indûment confié à cette Commission [29 mai] (A., t. 38, p. 250). = Rapport, au nom de la 32e Commission d'intérêt local, par M. Warnier (Marne) [même séance] (I., n° 3053; A., t. 38, an., p. 159; J. O., p. 4068). — Adoption [4 juin] (A., t. 38, p. 339). = Loi du 4 juin 1875 (J. O., p. 4177; B. des L., n° 4190).

2 — [*Travaux des chemins vicinaux]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi [13 mai 1875] (I., n° 3001; A., t. 38, an., p. 74; J. O., p. 3793). — Rapport, par M. Ancelon [31 juillet] (I., n° 3370; A., t. 41, an., p. 214; J. O., p. 7315). — Adoption [3 août] (A., t. 41, p. 364). — Loi du 3 août 1875 (J. O., p. 7155; B. des L., n° 4161).

* Charleville (Ville de). [Paiement des dépenses résultant de la guerre et de l'occupation Allemande]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi [26 août 1871] (I., n° 552; A., t. 5, an., p. 81; J. O., p. 3573). — Rapport, par M. le comte de Béthune [4 septembre] (I., n° 598; A., t. 5, an., p. 183; J. O., p. 3984). — Discussion [14 septembre] (p. 615). — Sont entendus : MM. Lambrecht, *Ministre de l'Intérieur* (p. 615, 616); Gailly (p. 615, 616). — Rejet de l'article 3, relatif à la dispense du droit proportionnel, et adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 616). = Loi du 14 septembre 1871 (J. O., p. 3567; B. des L., n° 520).

* Chartres (Ville de). [Paiement des dépenses résultant de l'occupation Allemande et de l'établissement d'ateliers de charité]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi [8 décembre 1871] (I., n° 681; A., t. 6, an., p. 89; J. O., p. 5330). — Rapport, par M. Noël Parfait [23 décembre] (I., n° 743; A., t. 6, an., p. 256; J. O. de 1872, p. 228). — Adoption [26 décembre] (A., t. 6, p. 278). = Loi du 26 décembre 1871 (J. O., p. 1; B. des L., n° 799).

* Chatellerault (Ville de). [Dépenses du casernement]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi [26 juillet 1875] (I., n° 3272; A., t. 41, an., p. 86; J. O., p. 7035). — Rapport, par M. de la Rochethulon [29 juillet] (I., n° 3317; A., t. 41, an., p. 149; J. O., p. 7087). — Adoption [31 juillet] (A., t. 41, p. 272). = Loi du 31 juillet 1875 [J. O., p. 7394; B. des L., n° 4534].

Cher. [Travaux des chemins vicinaux de grande communication]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi [27 avril 1872] (I., n° 1085; A., t. 11, an., p. 20; J. O., p. 3032). — Rapport, par M. Noël Parfait [15 mai] (I., n° 1144; A., t. 11, an., p. 151; J. O., p. 3414). — Adoption [23 mai] (A., t. 11, p. 502). = Loi du 23 mai 1872 (J. O., p. 3569; B. des L., n° 1212).

*Clermont [Oise] (Ville de). [Casernement]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi [10 novembre 1875] (I., n° 3413; A., t. 42, an., p. 54; J. O., p. 7124). — Rapport, par M. Courbet-Poulard [9 décembre] (I., n° 3556; A., t. 43, an., p. 417; J. O. de 1876, p. 743). — Adoption [14 décembre] (A., t. 43, p. 265). = Loi du 14 décembre 1875 (J. O. de 1876, p. 314; B. des L., n° 4799).

Clermont-Ferrand (Ville de).

1 — [Travaux et dépenses énumérés dans la délibération municipale du 29 décembre 1871]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi [11 mai 1872] (I., n° 1131; A., t. 11, an., p. 106; J. O., p. 3313). — Rapport, par M. Guinot [23 avril] (I., n° 1168; A., t. 11, an., p. 203; J. O., p. 3703). — Adoption [31 mai] (A., t. 12, p. 82). = Loi du 31 mai 1872 (J. O., p. 3753; B. des L., n° 1214).

2 — [Déficit de l'année 1874]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi [17 décembre 1875] (I., n° 3608; A., t. 43, an., p. 609; J. O. de 1876, p. 976). — Rapport, par M. Bompard [27 décembre] (I., n° 3661; A., t. 44, an., p. 90; J. O. de 1876, p. 427). — Adoption [29 décembre] (A., t. 44, p. 246). = Loi du 29 décembre 1875 (J. O. de 1876, p. 506; B. des L., n° 4878).

* Corrèze. [Achèvement de l'hôtel de la Préfecture]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi [6 décembre 1875] (I., n° 3522; A., t. 43, an., p. 359; J. O. de 1876, p. 203). — Rapport, par M. Bastid [18 décembre] (I., n° 3610; A., t. 44, an., p. 4; J.

cal]. — Exposé des motifs et texte du t de loi [12 mai 1875] (I., n° 2996; A., an., p. 70; J. O., p. 3549). — Rapport, om de la 33e Commission d'intérêt lo- par M. Ancelon [24 mai] (I., n° 3027; t. 38, an., p. 122; J. O., p. 3921). — Re- t de ce rapport, indûment confié à cette nmission [29 mai] (A., t. 38, p. 250). = pport, au nom de la 32e Commission d'in- ·êt local, par M. Warnier (Marne) (même ance] (I., n° 3053; A., t. 38, an., p. 159; . O., p. 4068). — Adoption [4 juin] (A., t. 8, p. 339). = Loi du 4 juin 1875 (J. O., ). 4177; B. des L., n° 4190).

2 — [*Travaux des chemins vicinaux]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi [13 mai 1875] (I., n° 3001; A., t. 38, an., p. 74; J. O., p. 3793). — Rapport, par M. Ancelon [31 juillet] (I., n° 3370; A., t. 41, an., p. 214; J. O., p. 7315). — Adoption [3 août] (A., t. 41, p. 364). — Loi du 3 août 1875 (J. O., p. 7155; B. des L., n° 4464).

* Charleville (Ville de). [Paiement des dépenses résultant de la guerre et de l'occupation Allemande]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi [26 août 1871] (I., n° 552; A., t. 5, an., p. 81; J. O., p. 3573). — Rapport, par M. le comte de Béthune [4 septembre] (I., n° 598; A., t. 5, an., p. 183; J. O., p. 3984). — Discussion [14 septembre] (p. 615). — Sont entendus : MM. Lambrecht, *Ministre de l'Intérieur* (p. 615, 616); Gailly (p. 615, 616). — Rejet de l'article 3, relatif à la dispense du droit proportionnel, et adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 616). = Loi du 14 septembre 1871 (J. O., p. 3567; B. des L., n° 529).

* Chartres (Ville de). [Paiement des dépenses résultant de l'occupation Allemande et de l'établissement d'ateliers de charité]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi [8 décembre 1871] (I., n° 681; A., t. 6, an., p. 89; J. O., p. 5330). — Rapport, par M. Noël Parfait [23 décembre] (I., n° 743; A., t. 6, an., p. 256; J. O. de 1872, p. 228). — Adoption [26 décembre] (A., t. 6, p. 278). = Loi du 26 décembre 1871 (J. O., p. 1; B. des L., n° 799).

* Chatellerault (Ville de). [Dépenses du casernement]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi [26 juillet 1875] (I., n° 3272; A., t. 41, an., p. 86; J. O., p. 7035). — Rapport, par M. de la Rochethulon [29 juillet] (I., n° 3317; A., t. 41, an., p. 149; J. O., p. 7087). — Adoption [31 juillet] (A., t. 41, p. 272). = Loi du 31 juillet 1875 (J. O., p. 7394; B. des L., n° 4534).

Cher. [Travaux des chemins vicinaux de grande communication]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi [27 avril 1872] (I., n° 1085; A., t. 11, an., p. 20; J. O., p. 3032). — Rapport, par M. Noël Parfait [15 mai] (I., n° 1144; A., t. 11, an., p. 151; J. O., p. 3414). — Adoption [23 mai] (A., t. 11, p. 502). = Loi du 23 mai 1872 (J. O., p. 3569; B. des L., n° 1212).

* Clermont [Oise] (Ville de). [Casernement]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi [10 novembre 1875] (I., n° 3413; A., t. 42, an., p. 54; J. O., p. 7124). — Rapport, par M. Courbet-Poulard [9 décembre] (I., n° 3556; A., t. 43, an., p. 417; J. O. de 1876, p. 743). — Adoption [14 décembre] (A., t. 43, p. 265). = Loi du 14 décembre 1875 (J. O. de 1876, p. 314; B. des L., n° 4799).

Clermont-Ferrand (Ville de).

1 — [Travaux et dépenses énumérés dans la délibération municipale du 29 décembre 1871]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi [11 mai 1872] (I., n° 1131; A., t. 11, an., p. 106; J. O., p. 3313). — Rapport, par M. Guinot [23 avril] (I., n° 1168; A., t. 11, an., p. 203; J. O., p. 3703). — Adoption [31 mai] (A., t. 12, p. 82). = Loi du 31 mai 1872 (J. O., p. 3753; B. des L., n° 1214).

2 — [Déficit de l'année 1874]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi [17 décembre 1875] (I., n° 3608; A., t. 43, an., p. 609; J. O. de 1876, p. 976). — Rapport, par M. Bompard [27 décembre] (I., n° 3661; A., t. 44, an., p. 90; J. O. de 1876, p. 427). — Adoption [29 décembre] (A., t. 44, p. 246). = Loi du 29 décembre 1875 (J. O. de 1876, p. 506; B. des L., n° 4878).

* Corrèze. [Achèvement de l'hôtel de la Préfecture]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi [6 décembre 1875] (I., n° 3522; A., t. 43, an., p. 359; J. O. de 1876, p. 203). — Rapport, par M. Bastid [18 décembre] (I., n° 3610; A., t. 44, an., p. 4; J.

vasion, par les besoins de l'Assistance publique et par l'exécution de travaux d'utilité communale]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi ayant pour objet d'autoriser, avec un emprunt et une imposition extraordinaire, une surtaxe d'octroi sur les alcools [6 septembre 1871] (I., n° 612; A., t. 5, an., p. 200; J. O., p. 4100). — Rapport, par M. Jozon [15 septembre] (I., n° 666; A., t. 5, an., p. 666; J. O., p. 4344). — Adoption [16 septembre] (A., t. 5, p. 674). = Loi du 16 septembre 1871 (J. O., p. 3632; B. des L., n° 559).

Épernay (Ville d'). [Payement des dépenses résultant de l'invasion]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi [11 juillet 1872] (I., n° 1289; A., t. 13, an., p. 56; J. O., p. 4961). — Rapport, par M. Benoît (Meuse) [23 juillet] (I., n° 1337; A., t. 13, an., p. 199; J.O., p. 5385). — Adoption [27 juillet] (A., t. 13, p. 408). = Loi du 27 juillet 1872 (J. O., p. 5354; B. des L., n° 1327).

Eure.

1 — [Remboursement de la contribution de guerre imposée par les armées Allemandes, et payement de terrains acquis pour la construction de chemins de fer d'intérêt local]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi [14 mars 1872] (I., n° 984; A., t. 8, an., p. 134; J. O., p. 2115). — Rapport, par M. Prétavoine [25 mars] (I., n° 1029; A., t. 8, an., p. 252; J. O., p. 2484). — Adoption [29 mars] (A., t. 8, p. 646). = Loi du 29 mars 1872 (J. O., p. 2332; B. des L., n° 1037).

2 — [Construction de chemins de fer d'intérêt local]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi [12 juin 1872] (I., n° 1213; A., t. 12, an., p. 5; J. O., p. 4182). — Rapport, par M. Lestourgie [11 juillet] (I., n° 1287; A., t. 13, an., p. 55; J. O., p. 5000). — Adoption [16 juillet] (A., t. 13, p. 163). = Loi du 16 juillet 1872 (J. O., p. 5041; B. des L., n° 1294).

Finistère. [Travaux des chemins vicinaux]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi [1er juin 1874] (I., n° 2413; A., t. 31, an., p. 474; J. O., p. 3891). — Rapport, par M. Moreau (Côte-d'Or) [24 juillet] (I., n° 2586; A., t. 33, an., p. 27; J. O., p. 5687). — Adoption [28 juillet] (A., t. 34, p. 2). = Loi du 28 juillet 1874 (J. O., p. 5522; B. des L., n° 3298).

* Fontainebleau (Ville de). [Dépenses occasionnées par l'invasion et divers travaux]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi [24 juillet 1872] (I., n° 1344; A., t. 13, p. 210; J. O., p. 5623). — Rapport, par M. Oscar de Lafayette [29 juillet] (I., n° 1372; A., t. 13, an., p. 280; J. O., p. 5731). — Adoption [1er août] (A., t. 13, p. 528). = Loi du 1er août 1872 (J. O., p. 5520; B. des L., n° 1357).

Gap (Ville de). [Dépenses du casernement]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi [2 décembre 1875] (I., n° 3492; A., t. 43, an., p. 249; J. O. de 1876, p. 406). — Rapport, par M. Dubois [14 décembre] (I., n° 3579; A., t. 43, an., p. 536; J. O. de 1876, p. 867). — Adoption [18 décembre] (A., t. 44, p. 3). = Loi du 18 décembre 1875 (J. O. de 1876, p. 538; B. des L., n° 4869).

Gironde.

1 — [Construction des chemins de fer d'intérêt local de *Bordeaux* à *La Sauve* et de *Nizan* à *Saint-Symphorien*]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi [30 avril 1872] (I., n° 1094; A., t. 11, an., p. 36; J. O., p. 3148). — Rapport, par M. Monteil [22 juin] (I., n° 1239; A., t. 12, an., p. 81; J. O., p. 4386). — Adoption [28 juin] (A., t. 2, p. 579). = Loi du 28 juin 1872 (J. O., p. 4562; B. des L., n° 1231).

2 — [Travaux des chemins vicinaux et payement de la subvention pour l'achèvement du chemin de fer de *Bordeaux* au *Vernon*]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi [12 mai 1875] (I., n° 2934; A., t. 37, an., p. 110; J. O., p. 2229). — Rapport, par M. Adrien Bonnet [17 mars] (I., n° 2961; A., t. 37, an., p. 170; J. O., p. 2240). — Adoption [19 mars] (A., t. 37, p. 323). = Loi du 19 mars 1875 (J. O., p. 2336; B. des L., n° 4072).

* Granville (Ville de). [Établissement d'une nouvelle distribution d'eau]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi [24 juillet 1874] (I., n° 2594; A., t. 33, an., p. 177; J. O., p. 5689). — Rapport, par M. Al-

fred Dupont [30 juillet] (I., n° 2638 ; A., t. 34, an., p. 103 ; J. O., p. 5974). — Adoption [3 août] (A., t. 34, p. 159). = Loi du 3 août 1874 (J. O., p. 5753 ; B. des L., n° 3334).

GRENOBLE (Ville de).

1 — [Payement, dans le délai de vingt ans, du prix d'un immeuble]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi [22 avril 1872] (I., n° 1073 ; A., t. 11, an., p. 3 ; J. O., p. 2856). — Rapport, par M. Courbet-Poulard [11 juillet] (I., n° 1285; A., t. 13, an., p. 53 ; J. O., p. 2856). — Adoption [18 juillet] (A., t. 13, p. 209). = Loi du 18 juillet 1872 (J. O., p. 5041 ; B. des L., n° 1298).

2 — [Construction d'un édifice destiné aux Facultés]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi [2 décembre 1874] (I., n° 2730 ; A., t. 35, an., p. 270 ; J. O., p. 8440). — Rapport, par M. Laurent Pichat [19 décembre] (I., n° 2772 ; A., t. 35, an., p. 306 ; J. O. de 1875, p. 28). — Adoption [24 décembre] (A., t. 35, p. 362). = Loi du 24 décembre 1874 (J. O. de 1875, p. 147 ; B. des L., n° 3715).

3 — [Extension des fortifications]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi [28 juillet 1875] (I., n° 3305 ; A., t. 41, an., p. 129 ; J. O., p. 7020). — Rapport, par M. Philippoteaux [31 juillet] (I., n° 3364 ; A., t. 41, an., p. 205 ; J. O., p. 7314). — Adoption [3 août] (A., t. 41, p. 363). = Loi du 3 août 1875 (J. O., p. 7154 ; B. des L., n° 4467).

HAVRE (Ville du).

1 — [Conversion des dettes de la ville et payement de diverses dépenses]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi [10 mars 1873] (I., n° 1651 ; A., t. 16, an., p. 112 ; J. O., p. 2052). — Rapport, par M. Courbet-Poulard [28 mars] (I., n° 1732 ; A., t. 17, an., p. 96 ; J. O., p. 2904). — Adoption [2 avril] (A., t. 17, p. 224). = Loi du 2 avril 1873 (J. O., p. 2464 ; B. des L., n° 1896).

2 — * [Dépenses extraordinaires résultant de la guerre]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi [11 juillet 1873] (I., n° 1868 ; A., t. 19, an., p. 80 ; J. O., p. 5095). — Rapport, par M. le comte de Legge [22 juillet] (I., n° 1919 ; A., t. 19, an., p. 179 ; J. O., p. 5699). — Adoption [26 juillet] (A., t. 19, p. 458). = Loi du 26 juillet 1873 (J. O., p. 5218 ; B. des L., n° 2237).

HÉRAULT.

1 — [Élévation à 6 0/0 du taux de l'intérêt des emprunts de 1867 et de 1869]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi [24 février 1872] (I., n° 929 ; A., t. 8, an., p. 7 ; J. O., p. 1621). — Rapport, par M. Du Chaffaut [5 mars] (I., n° 955 ; A., t. 8, an., p. 37 ; J. O., p. 1925). — Adoption [13 mars] (A., t. 8, p. 299). = Loi du 13 mars 1872 (J. O., p. 1961 ; B. des L., n° 970).

2 — [Création d'une école d'agriculture à Montpellier]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi [15 mai 1872] (I., n° 1147 ; A., t. 11, an., p. 153 ; J. O., p. 3534). — Rapport, par M. Labélonye [23 mai] (I., n° 1167 ; A., t. 11, an., p. 203 ; J. O., p. 3769). — Adoption [3 juin] (A., t. 12, p. 119). = Loi du 3 juin 1872 (J. O., p. 3857 ; B. des L., n° 1217).

3 — * [Service de l'enseignement primaire]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi [25 mars 1874] (I., n° 2349 ; A., t. 30, an., p. 294 ; J. O., p. 3173). — Rapport, par M. Courbet-Poulard [14 juillet] (I., n° 2544 ; A., t. 33, an., p. 27 ; J. O., p. 5501). — Adoption [21 juillet] (A., t. 33, p. 248). = Loi du 21 juillet 1874 (J. O., p. 5126 ; B. des L., n° 3279).

4 — * [Travaux des routes départementales]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi [3 juillet 1874] (I., n° 2515 ; A., t. 32, an., p. 363 ; J. O., p. 5123). — Rapport, par M. Margaine [24 juillet] (I., n° 2589 ; A., t. 33, an., p. 172 ; J. O., p. 5715). — Adoption [30 juillet] (A., t. 34, p. 65). = Loi du 30 juillet 1874 (J. O., p. 5521 ; B. des L., n° 3302).

5 — [Travaux des chemins vicinaux ordinaires]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi] [24 mai 1875] (I., n° 3029 ; A., t. 38, an., p. 123; J. O., p. 3922). — Rapport, par M. le vicomte de Bonald [13 juillet] (I., n° 3176 ; A., t. 40, an., p. 387; J. O., p. 6487). — Adoption [17 juillet] (A., t. 40, p. 132). = Loi du 17 juillet 1875 (J. O., p. 5969 ; B. des L., n° 4324).

ILLE-ET-VILAINE. [Travaux des chemins vicinaux ordinaires]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi [10 mars 1873] (I., n° 1647 ; A., t. 16, an., p. 110 ; J. O., p. 1918). — Rapport, par M. de Bryas [26 mars] (I., n° 1722 ; A., t. 17, an., p. 81 ; J. O., p. 2853). — Adoption [1er avril] (A., t. 17, p. 202). = Loi du 1er avril (J. O., p. 2464 ; B. des L., n° 1893).

INDRE.

1 — * [Travaux du chemin de fer de *Tournon* à la *Châtre*]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi [17 juillet 1873] (I., n° 1894 ; A., t. 19, an., p. 117 ; J. O., p. 5491). — Rapport, par M. de Flaghac [23 juillet] (I., n° 1931 ; A., t. 19, an., p. 192 ; J. O., p. 5758). — Adoption [26 juillet] (A., t. 19, p. 469). = Loi du 26 juillet 1873 (J. O., p. 5218 ; B. des L., n° 2234).

2 — [Travaux des chemins vicinaux ordinaires]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi [23 février 1874] (I., n° 2236 ; A., t. 30, an., p. 9 ; J. O., p. 1729). — Rapport, par M. Michel [17 mars] (I., n° 2297 ; A., t. 30, an., p. 155 ; J. O., p. 2842). — Adoption [21 mars] (A., t. 30, p. 521). = Loi du 21 mars 1874 (J. O., p. 2198 ; B. des L., n° 2830).

3 — [Travaux des chemins vicinaux et d'intérêt commun]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi [7 mars 1874] (I., n° 2264 ; A., t. 30, an., p. 66 ; J. O., p. 2537). — Rapport, par M. Michel [21 mars] (I., n° 2317 ; A., t. 30, an., p. 209 ; J. O., p. 2966). — Adoption [25 mars] (A., t. 30, p. 600). = Loi du 25 mars 1874 (J. O., p. 2198 ; B. des L., n° 2834).

ISÈRE. [Travaux des chemins vicinaux ordinaires]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi [10 juillet 1873] (I., n° 2533 ; A., t. 33, an., p. 15 ; J. O., p. 5443). — Rapport, par M. Bompard [18 juillet 1874] (I., n° 2568 ; A., t. 33, an., p. 148 ; J. O., p. 5647). — Adoption [22 juillet] (A., t. 33, p. 273). = Loi du 22 juillet 1874 (J. O., p. 5425 ; B. des L., n° 3282).

* ISSOUDUN (Ville d'). [Dépenses du casernement]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi [2 juillet 1875] (I., n° 3141 ; A., t. 39, an., p. 170 ; J. O., p. 6474). — Rapport, par M. Amédée Gayot [31 juillet 1875] (I., n° 3361 ; A., t. 41, an., p. 204 ; J. O., p. 7378). — Adoption [3 août] (A., t. 41, p. 362). = Loi du 3 août 1875 (J. O., p. 7400 ; B. des L., n° 4549).

LANDES.

1 — [Travaux des chemins de grande communication et d'intérêt commun]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi [13 juillet 1872] (I., n° 1305 ; A., t. 13, an., p. 74 ; J. O., p. 5185). — Rapport, par M. Fouquet [25 juillet] (I., n° 1360 ; A., t. 13, an., p. 238 ; J. O., p. 5668). — Adoption [29 juillet] (A., t. 13, p. 434). = Loi du 29 juillet 1872 (J. O., p. 5353 ; B. des L., n° 1328).

2 — [Service des chemins de grande communication et d'intérêt commun]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi [17 juillet 1873] (I., n° 1893 ; A., t. 19, an., p. 116 ; J. O., p. 5478). — Rapport, par M. le comte de Legge [24 juillet] (I., n° 1944 ; A., t. 19, an., p. 207 ; J. O., p. 5841). — Adoption [26 juillet] (A., t. 19, p. 459). = Loi du 26 juillet 1873 (J. O., p. 5219 ; B. des L., n° 2235).

3 — * [Travaux des chemins vicinaux]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi [20 juillet 1875] (I., n° 3218 ; A., t. 40, an., p. 564 ; J. O., p. 6950). — Rapport, par M. de Lestapis [29 juillet] (I., n° 3313 ; A., t. 41, an., p. 143 ; J. O., p. 7124). — Adoption [3 août] (A., t. 41, p. 364). = Loi du 3 août 1875 (J. O., p. 6944 ; B. des L., n° 4465).

LAVAL.

1 — * [Régularisation de l'emprunt réalisé en 1870 pour les dépenses de la garde nationale, de la guerre et de l'assistance publique. Établissement d'ateliers de charité]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi [26 août 1871] (I., n° 553 ; A., t. 5, an., p. 82 ; J. O., p. 3652). — Rapport, par M. Max Richard [4 septembre] (I., n° 594 ; A., t. 5, an., p. 176 ; J. O., p. 3952). — Adoption [14 septembre] (A., t. 5, p. 615). = Loi du 14 septembre 1871 (J. O., p. 3567 ; B. des L., n° 521).

2 — [Agrandissement du lycée]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi [20

juillet 1875] (I., n° 3219 ; A., t. 40, an., p. 565 ; J. O., p. 6922). — Rapport, par M. de Salvandy [26 juillet] (I., n° 3279 ; A., t. 41, an., p. 97 ; J. O., p. 7042). — Adoption [31 juillet] (A., t. 41, p. 274). = Loi du 31 juillet 1875 (J. O., p. 6594 ; B. des L., n° 4454).

LILLE (Ville de). [Payement du prix des immeubles acquis ou à acquérir pour l'ouverture de la *rue de la Gare*]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi [2 avril 1873] (I., n° 1757 ; A., t. 17, an., p. 159 ; J. O., p. 3284). — Rapport, par M. Courbet-Poulard [11 juin 1873] (I., n° 1806 ; A., t. 18, an., p. 149 ; J. O., p. 4012). — Adoption [17 juin] (A., t. 18, p. 392). = Loi du 17 juin 1873 (J. O., p. 4161 ; B. des L., n° 2083).

* LIMOGES (Ville de). [Établissement d'une nouvelle distribution d'eau et construction d'égouts]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi [3 août 1874] (I., n° 2684 ; A., t. 34, an., p. 333 ; J. O., p. 6244). — Rapport, par M. Latrade [4 août] (I., n° 2688 ; A., t. 34, an., p. 335 ; J. O., p. 6245). — Adoption [5 août] (A., t. 34, p. 254). = Loi du 5 août 1874 (J. O., p. 5929 ; B. des L., n° 3411).

* LODÈVE (Ville de). [Dépenses du casernement]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi [20 juillet 1875] (I., n° 3221 ; A., t. 40, an., p. 566 ; J. O., p. 6883). — Rapport, par M. Daguilhon-Lasselve [29 juillet 1875] (I., n° 3335 ; A., t. 41, an., p. 172 ; J. O., p. 7126). — Adoption [2 août] (A., t. 41, p. 314). = Loi du 2 août 1875 (J. O., p. 7397 ; B. des L., n° 4543).

LOIR-ET-CHER.

1 — * [Travaux des chemins vicinaux]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi [14 janvier 1873] (I., n° 1541 ; A., t. 15, an., p. 132 ; J. O., p. 706). — Rapport, par M. Mallevergne [5 février] (I., n° 1596 ; A., t. 15, an., p. 289 ; J. O., p. 1142). — Adoption [11 février 1873] (A., t. 16, p. 3). = Loi du 11 février 1873 (J. O., p. 1169 ; B. des L., n° 1748).

2 — [Élévation du taux de l'intérêt d'un emprunt contracté pour les travaux des chemins vicinaux]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi [19 février 1873] (I., n° 1621 ; A., t. 16, an., p. 33 ; J. O., p. 1453). — Rapport, par M. Courbet-Poulard [24 mars] (I., n° 1703 ; A., t. 17, an., p. 10 ; J. O., p. 2439). — Adoption [29 mars] (A., t. 17, p. 163). = Loi du 29 mars 1873 (J. O., p. 2290 ; B. des L., n° 1876).

3 — [Agrandissement de l'asile des aliénés]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi [29 mai 1875] (I., n° 3055 ; A., t. 38, an., p. 161 ; J. O., p. 3951). — Rapport, par M. de la Sicotière [28 juin] (I., n° 3130 ; A., t. 39, an., p. 140 ; J. O., p. 5511). — Adoption [5 juillet] (A., t. 39, p. 402, 403). = Loi du 5 juillet 1875 (J. O., p. 5186 ; B. des L., n° 4292).

LOIRE.

1 — [Achèvement des chemins vicinaux d'intérêt commun]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi [29 janvier 1874] (I., n° 2190 ; A., t. 29, an., p. 194 ; J. O., p. 1195). — Rapport, par M. Boullier [3 mars] (I., n° 2248 ; A., t. 30, an., p. 26 ; J. O., p. 1947). — Adoption [7 mars] (A., t. 30, p. 250). = Loi du 7 mars 1874 (J. O., p. 1961 ; B. des L., n° 2776).

2 — [Travaux du canal d'irrigation du Forez]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi [10 février 1874] (I., n° 2210 ; A., t. 29, an., p. 297 ; J. O., p. 1507). — Rapport, par M. Armand Caduc [9 mars] (I., n° 2274 ; A., t. 30, an., p. 128 ; J. O., p. 2695). — Adoption [14 mars] (A., t. 30, p. 378). = Loi du 14 mars 1874 (J. O., p. 2193 ; B. des L., n° 2908).

3 — [Travaux des chemins vicinaux]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi [20 mars 1874] (I., n° 2309 ; A., t. 30, an., p. 182 ; J. O., p. 2942). — Rapport, par M. Malartre [25 mars] (I., n° 2351 ; A., t. 30, an., p. 296 ; J. O., p. 3076). — Adoption [27 mars] (A., t. 30, p. 658). = Loi du 27 mars 1874 (J. O., p. 2745 ; B. des L., n° 2908).

LOIRE (HAUTE-). [Travaux des chemins de grande communication et d'intérêt commun]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi [19 mars 1873] (I., n° 1682 ; A., t. 16, an., p. 213 ; J. O., p. 2233). — Rapport, par M. de Bryas [31 mars 1873] (I., n° 1749 ; A., t. 17, an., p. 151 ; J. O., p. 2744).

— Adoption [4 avril] (A., t. 17, p. 284). = Loi du 4 avril 1873 (J. O., p. 2594 ; B. des L., n° 1899).

LOIRE-INFÉRIEURE.

1 — [Modification du taux de l'intérêt de divers emprunts réalisables en vertu de lois antérieures]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi [15 juin 1872] (I., n° 1222; A., t. 12, an., p. 36 ; J. O., p. 4419). — Rapport, par M. Barascud [12 juillet] (I., n° 1295; A., t. 13, an., p. 60 ; J. O., p. 5057). — Adoption [16 juillet] (A., t. 13, p. 163). = Loi du 16 juillet 1872 (J. O., p. 5041 ; B. des L., n° 1293).

2 — [Travaux des chemins vicinaux ordinaires]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi [10 juillet 1874] (I., n° 2534; A., t. 33, an., p. 16 ; J. O., p. 5413, 5478). — Rapport, par M. Fidèle Simon [25 juillet] (I., n° 2598; A., t. 33, an., p. 180; J. O., p. 5692).— Adoption [29 juillet] (A., t. 34, p. 36). = Loi du 29 juillet 1874 (J. O., p. 5522; B. des L., n° 3300).

LOIRET. [Travaux des chemins vicinaux ordinaires]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi [27 avril 1872] (I., n° 1084; A., t. 11, an., p. 20; J. O., p. 3313). — Rapport, par M. Eugène Perrier [13 mai] (I., n° 1134; A., t. 11, an., p. 124; J. O., p. 3468). — Adoption [17 mai] (A., t. 11, p. 414). = Loi du 17 mai 1872 (J. O., p. 3505; B. des L., n° 1127).

* LONS-LE-SAULNIER (Ville de). [Dépenses du casernement]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi [20 juillet 1875] (I., n° 3225; A., t. 40, an., p. 570; J. O., p. 6885).— Rapport, par M. Thurel [26 juillet] (I., n° 3265; A., t. 41, an., p. 77; J. O., p. 6922). — Adoption [29 juillet] (A., t. 41, p. 200). = Loi du 29 juillet 1875 (J. O., p. 7393; B. des L., n° 4530). = Rectification, sur la demande de M. Léon Say, *Ministre des Finances*, d'une erreur d'impression dans le texte de la loi [même séance] (p. 210).

* LOUVIERS (Ville de). [Extinction de dettes et exécution de travaux divers]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi [20 mai 1874] (I., n° 2395; A., t. 31, an., p. 442; J. O., p. 3680). — Rapport, par M. de la Sicotière [11 juin] (I., n° 2464; A., t. 22, an., p. 165; J. O., p. 4582). — Adoption [16 juin] (A., t. 32, p. 209). = Loi du 16 juin 1874 (J. O., p. 4201; B. des L., n° 3170).

* LOZÈRE. [Travaux des chemins vicinaux]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi [9 juillet 1875] (I., n° 3166; A., t. 39, an., p. 255; J. O., p. 6483). — Rapport, par M. de Vinols [27 juillet] (I., n° 3297; A., t. 41, an., p. 120; J. O., p. 7082). — Adoption [2 août] (A., t. 41, p. 214). = Loi du 2 août 1875 (J. O., p. 6770; B. des L., n° 4424).

LYON (Ville de).

1 — * [Déficit des budgets primitif et supplémentaire de 1871].— Exposé des motifs et texte du projet de loi [22 janvier 1872] (I., n° 827; A., t. 8, an., p. 281; J. O. de 1872, p. 1924). — Rapport, par M. Courbet-Poulard [28 mars] (I., n° 1064; A., t. 10, an., p. 50; J. O., p. 2685). — Adoption [30 mars] (A., t. 8, p. 664). = Loi du 30 mars 1872 (J. O., p. 2160; B. des L., n° 1044).

2 — [Remboursement de l'emprunt du 21 septembre 1870].— Exposé des motifs et texte du projet de loi [4 décembre 1875] (I., n° 3514; A., t. 43, an., p. 306; J. O. de 1876, p. 136). — Rapport, par M. Guyot [14 décembre] (I., n° 3571; A., t. 43, an., p. 521; J. O. de 1876, p. 864). — Discussion [18 décembre] (A., t. 44, p. 2) : observations de M. Édouard Millaud (*ibid.*). — Adoption (*ibid.*). = Loi du 18 décembre 1875 (J. O. de 1876, p. 506; B. des L., n° 4870).

MACON (Ville de). [Achèvement des chemins vicinaux]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi [30 mai 1872] (I., n° 1188; A., t. 11, an., p. 241; J. O., p. 3498). — Rapport, par M. Labélonye [28 juin] (I., n° 1250; A., t. 12, an., p. 95; J. O., p. 4826). — Adoption [8 juillet] (A., t. 13, p. 2). = Loi du 8 juillet 1872 (J. O., p. 4793; B. des L., n° 1289).

MAINE-ET-LOIRE.

1 — [Travaux des chemins vicinaux ordinaires]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi [30 mai 1872] (I., n° 1187; A.,

p. 365). — Sont entendus : MM. Bouchet (p. 362, 365 à 368) ; Clapier, *rapporteur* (p. 362, 364, 368 à 370, 373, 374) ; Maurice Rouvier (p. 363, 370 à 373, 374) ; Baragnon, *sous-secrétaire d'État de la Justice* (p. 363) ; Gambetta (p. 363) ; le général baron de Chabaud La Tour, *Ministre de l'Intérieur* (p. 365, 374). — Adoption de l'article unique du projet de loi [même séance] (p. 374). = Loi du 24 décembre 1874 (J. O. de 1875, p. 149 ; B. des L., n° 3716).

MAYENNE.

1 * — [Travaux des routes départementales]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi [11 février 1874] (I., n° 2217 ; A., t. 29, an., p. 302 ; J. O., p. 1455). — Rapport, par M. Bastid [21 mars] (I., n° 2315 ; A., t. 30, an., p. 199 ; J. O., p. 2966). — Adoption [25 mars] (A., t. 30, p. 600). = Loi du 25 mars 1874 (J. O., p. 2498 ; B. des L., n° 2835).

2 — [Travaux des chemins vicinaux ordinaires]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi [20 mai 1874] (I., n° 2397 ; A., t. 31, an., p. 443 ; J. O., p. 3889). — Rapport, par M. Warnier (Marne) [1er août] (I., n° [illegible] ; A., t. 34, an., p. 135 ; J. O., p. 6006). — Adoption [5 août] (A., t. 44, p. 250). = Loi du 5 août 1874 (J. O., p. 5929 ; B. des L., n° [illegible]).

MENDE (Ville de). [Dépenses du casernement]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi [2 décembre 1875] (I., n° 3493 ; A., t. 41, an., p. 250 ; J. O., p. 10571). — Rapport, par M. Bastid [18 décembre] (I., n° [illegible] ; A., t. 44, an., p. 3 ; J. O. de 1876, p. [illegible]). — Adoption [22 décembre] (A., t. 44, p. [illegible]). — Loi du 22 décembre 1875 (J. O. de 1876, p. [illegible] ; B. des L., n° 4873).

MEURTHE-ET-MOSELLE. [Travaux des chemins vicinaux]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi [17 mars 1875] (I., n° [illegible] ; A., t. 37, an., p. 133 ; J. O., p. 2238). — Rapport, par M. Warnier (Marne) [15 mai] (I., n° 3008 ; A., t. 38, an., p. 93 ; J. O., p. [illegible]). — Adoption [21 mai] (A., t. 38, p. 147). — Loi du 21 mai 1875 (J. O., p. 3753 ; B. des L., n° 4147).

MONTÉLIMAR (Ville de). [Dépenses du casernement]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi [20 juillet 1875] (I., n° 3222 ; A., t. 40, an., p. 567 ; J. O., p. 6883). — Rapport, par M. de la Rochethulon [29 juillet] (I., n° 3322 ; A., t. 41, an., p. 154 ; J. O. p. 7089). — Adoption [31 juillet] (A., t. 41, p. 273). — = Loi du 31 juillet 1875 (J. O., p. 7396 ; B. des L., n° 4535).

MORBIHAN. [Casernement de l'artillerie à Vannes]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi [22 novembre 1875] (I., n° 3448 ; A., t. 42, an., p. 283 ; J. O., p. 9767). — Rapport, par M. Bastid [8 décembre] (I., n° 3543 ; A., t. 43, an., p. 400 ; J. O. de 1876, p. 45). — Adoption [13 décembre] (A., t. 43, p. 239). = Loi du 13 décembre 1875 (J. O., p. 10665 ; B. des L., n° 4713).

NANCY (Ville de).

1 — [Payement des dépenses municipales et acquittement des charges extraordinaires occasionnées par la Guerre]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi [10 mars 1873] (I., n° 1650 ; A., t. 16, an., p. 112 ; J. O., p. 1977, 2052). — Rapport, par M. Lebourgeois [31 mars] (I., n° 1747 ; A., t. 17, an., p. 149 ; J. O., p. 3063). — Adoption [5 avril] (A., t. 17, p. 293). = Loi du 5 avril 1873 (J. O., p. 2594 ; B. des L., n° 1905). = Rectification d'une erreur matérielle dans cette loi, demandée par M. le Ministre de l'Intérieur [30 juin] (A., t. 18, p. 631).

2 — [Exécution de divers travaux]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi [20 mars 1874] (I., n° 2396 ; A., t. 31, an., p. 442 ; J. O., p. 3836). — Rapport, par M. Viox [23 juin] (I., n° 2491 ; A., t. 32, an., p. 262 ; J. O., p. 4989). — Adoption [26 juin] (A., t. 32, p. 422). = Loi du 26 juin 1874 (J. O., p. 4785 ; B. des L., n° 3232).

NANTES (Ville de).

1 — [Rectification des routes nationales]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi [27 février 1872] (I., n° 936 ; A., t. 8, an., p. 16 ; J. O., p. 1686). — Rapport, par M. Lallié [11 mars] (I., n° 969 ; A., t. 8, an., p. 69 ; J. O., p. 2198). — Adoption [27 mars] (A., t. 8, p. 580). = Loi du 27 mars 1872 (J. O., p. 2382 ; B. des L., n° 1034).

du 13 décembre 1875 (J. O., p. 10633 ; B. des L., n° 4834).

3 — [Déficit du budget supplémentaire de 1871]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi [2 décembre 1875] (I., n° 3494 ; A., t., 43, an., p. 251 ; J. O., p. 10796). — Rapport, par M. Lepouzé [10 décembre] (I., n° 3563; A., t. 43, an., p. 445, J. O., p. 10878). — Adoption [15 décembre] (A., t. 43, p. 296, 297). = Loi du 15 décembre 1875 (J. O. de 1876, p. 185; B. des L., n° 4838).

PARIS (Ville de). — Projets de loi relatifs à divers emprunts de la ville de Paris, voy. PARIS (Ville de), § III.

PUY (Ville du).

1 — [Exécution de divers travaux]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi [15 juin 1872] (I., n° 1223; A., t. 12, an., p. 37; J. O., p. 4545).— Rapport, par M. Vinay [27 juillet] (I., n° 1369; A., t. 13, an., p. 258; J. O., p. 5702). — Adoption [14 juillet] (A., t. 13, p. 498). = Loi du 31 juillet 1872 (J. O., p. 5473; B. des L., n° 1352).

2 — [Dépenses du casernement]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi [13 décembre 1875] (I., n° 3569 ; A., t. 43, an., p. 517; J. O. de 1876, p. 864). = Rapport par M. Guyot [20 décembre] (I., n° 3632 ; A., t. 44, an., p. 53; J. O. de 1876, p. 474). — Adoption [24 décembre] (A., t. 44, p. 143). = Loi du 24 décembre 1875 (J. O. de 1876, p. 314 ; B. des L., n° 4805).

* PUY-DE-DÔME. [Dépenses d'intérêt départemental]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi [22 juillet 1875] (I., n° 3245; A., t. 41, an., p. 36 ; J. O., p. 6917). — Rapport, par M. Latrade [28 juillet] (I., n° 3302; A., t. 41, an., p. 127 ; J. O., p. 7074). — Adoption [2 août] (A., t. 41, p. 214). = Loi du 2 août 1875 (J. O., p. 6946 ; B. des L., n° 4458).

PYRÉNÉES [BASSES-]. [Travaux des chemins vicinaux]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi [19 mars 1875] (I., n° 2970 ; A., t. 37, an., p. 190; J. O., p. 3470).— Rapport, par M. Courbet-Poulard [17 juillet] (I., n° 3195; A., t. 40, an., p. 514). — Adoption [21 juillet](A., t. 41, p. 2). = Loi du 21 juillet 1875 (J. O., p. 6463; B. des L., n° 4331).

PYRÉNÉES (HAUTES-). [Dépenses du casernement]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi [8 décembre 1875] (I., n° 3547; A., t. 43, an., p. 403; J. O., p. 10877). — Rapport, par M. Ancelon [20 décembre] (I., n° 3624; A., t. 44, an., p. 22; J. O. de 1876, p. 290). — Adoption [23 décembre] (A., t. 44, p. 106). = Loi du 23 décembre 1875 (J. O. de 1876, p. 345; B. des L., n° 4788).

PYRÉNÉES-ORIENTALES. [Travaux des chemins vicinaux d'intérêt commun]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi [21 juin 1875] (I., n° 3109 ; A., t. 39, an., p. 49; J. O., p. 4909). — Rapport, par M. Boullier (Loire) [12 juillet] (I., n° 3472; A., t. 39, an., p. 260; J. O., p. 6702). — Adoption [19 juillet] (A., t. 40, p. 166).= Loi du 19 juillet 1875 (J. O., p. 5970; B. des L., n° 4326).

* ROUEN (Ville de). [Dépense de la guerre et de l'invasion et frais extraordinaires d'assistance publique]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi ayant pour objet d'autoriser, avec un emprunt et une imposition extraordinaires, une surtaxe d'octroi sur les vins et alcools [6 septembre 1871] (I., n° 613 ; A., t. 5, an., p. 201 ; J. O., p. 4100). — Rapport, par M. Courbet-Poulard [15 septembre] (I., n° 665; A., t. 5, an., p. 286; J. O., p. 4243). — Adoption [16 septembre] A., t. 5, p. 674). = Loi du 16 septembre 1871 (J. O., p. 3631; B. des L., n° 534).

SAINT-ÉTIENNE (Ville de).

1 — [Établissement d'un réservoir destiné à compléter la distribution d'eau et le système de défense contre les inondations]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi [25 mars 1872] (I., n° 1036; A., t. 8, an., p. 277; J. O., p. 2563). — Rapport, par M. Labélonye [30 mars] (I., n° 1071 ; A., t. 10, an., p. 58 ; J. O. p. 2809). — Adoption [24 avril] (A., t. 11, p. 29). = Loi du 24 avril 1872 (J. O., p. 2889; B. des L., n° 1067).

2 — [Payement d'une créance due à la Société immobilière et exécution de divers projets d'utilité publique]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi [22 février 1873] (I., n° 1267 ; A., t. 16, an., p. 75 ; J. O.

p. 4808). — Rapport, par M. le vicomte de Lorgeril [31 mars] (I., n° 1746; A., t. 17, an., p. 148; J. O., p. 3076), — Adoption [4 avril] (A., t. 17, p. 280). = Loi du 4 avril 1873 (J. O., p. 2594; B. des L., n° 1900).

3 — [Payement d'indemnités aux usiniers riverains du *Furens*]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi [17 mars 1875] (I., n° 2955; A., t. 37, an., p. 132; J. O., p. 2238). — Rapport, par M. Warnier (de la Marne) [13 mai] (I., n° 2998; A., t. 38, an., p. 72; J. O., p. 3637). — Adoption [20 mai] (A., t. 38, p. 126). = Loi du 20 mai 1875 (J. O., p. 3697; B. des L., n° 4146).

* SAINT-GAUDENS (Ville de). [Dépenses du casernement]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi [20 juillet 1875] (I., n° 3223; A., t. 40, an., p. 568; J. O., p. 6884), — Rapport, par M. de la Rochethulon [29 juillet] (I., n° 3318; A., t. 41, an., p. 150; J. O., p. 7087). — Adoption [31 juillet] (A., t. 41, p. 272). = Loi du 31 juillet 1875 (J. O., p. 7395; B. des L., n° 4537).

* SAINT-GERMAIN-EN-LAYE (Ville de). [Payement des dettes et des dépenses résultant de l'occupation Allemande]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi [20 février 1872] (I., n° 912; A., t. 7, an., p. 200; J. O., p. 1482). — Rapport, par M. Noël-Parfait [5 mars] (I., n° 954; A., t. 8, an., p. 277; J. O., p. 1834). — Adoption [9 mars] (t. 8, p. 252). = Loi du 9 mars 1872 (J. O., p. 1825; B. des L., n° 967).

SAINT-QUENTIN (Ville de). [Payement des dépenses résultant de l'invasion]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi [19 juillet 1872] (I., n° 1324; A., t. 13, an., p. 151; J. O., p. 5316). — Rapport, par M. Villain [23 juillet] (I., n° 1340; A., t. 13, an., p. 202; J. O., p. 5370). — Adoption [29 juillet] (A., t. 13, p. 434). = Loi du 29 juillet 1872 J. O., p. 5353; B. des L., n° 1329).

SAÔNE (HAUTE). [Travaux des chemins vicinaux]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi [15 mars 1875] (I., n° 2938; A., t. 37, an., p. 115; J. O., p. 2232). — Rapport, par M. Warnier (Marne) [15 mai] (I., n° 3007; A., t. 38, an., p. 92; J. O., p. 3848). — Adoption [21 mai] (A., t. 38, p. 147). = Loi du 21 mai 1875 (J. O., p. 3753; B. des L., n° 4148).

SAVOIE [HAUTE-].

1 — * [Travaux des chemins vicinaux]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi [24 mars 1874] (I., n° 2338; A., t. 30, an., p. 287; J. O., p. 3029). — Rapport, par M. Malartre [26 mars] (I., n° 2353; A., t. 30, an., p. 297; J O.. p. 2399). — Adoption [28 mars [A., t. 30, p. 704). = Loi du 28 mars 1874 (J. O., p. 3185; B. des L., n° 2964).

2 — * [Diverses dépenses départementales]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi [9 novembre 1875] (I., n° 3411; A., t. 42, an., p. 53; J. O., p. 9560). — Rapport, par M. Rive [18 novembre] (I., n° 3423; A., t. 42, an., p. 162; J. O., p. 9792). — Adoption [23 novembre] (A., t. 42, p. 283, 284). = Loi du 23 novembre 1875 (J. O., p. 9910; B. des L., n° 4676).

SEINE.

1 — [Payement des dépenses mises à la charge de ce département par la loi du 21 avril 1871 sur les loyers]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi [14 mars 1872] (I., n° 986; A., t. 8, an., p. 135; J. O., p. 2143). — Rapport, par M. Courbet-Poulard [28 mars] (I., n° 1056; A., t. 10, an., p. 44; J. O., p. 2684). — Adoption [30 mars] (A., t. 8, p. 664). = Loi du 30 mars 1872. (J. O., p. 2361; B. des L., n° 1042).

2 — [Édifices départementaux. — Routes départementales. — Chemin de fer d'intérêt local dans la banlieue de Paris]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi [17 mars 1875] (I., n° 2957; A., t. 37, an., p. 133; J. O., p. 2239). — Rapport, par M. Courbet-Poulard [19 mai] (I., n° 3021; A., t. 38, an., p. 113; J. O., p. 3711). — Adoption [24 mai] (A., t. 38, p. 170). = Loi du 24 mai 1875 (J. O., p. 3833; B. des L., n° 4149).

* SENS (Ville de). [Dépenses du casernement]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi [26 juillet 1875] (I., n° 3270; A., t. 41, an., p. 85; J. O., p. 6949). — Rapport, par M. Thurel [31 juillet] (I., n° 3359; A., t. 41, an., p. 202; J. O., p. 7283). — Adoption [3 août] (A., t. 41, p. 363). = Loi

du 13 décembre 1875 (J. O., p. 10633 ; B. des L., n° 4834).

3 — [Déficit du budget supplémentaire de 1871]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi [2 décembre 1875] (I., n° 3494 ; A., t., 43, an., p. 251 ; J. O., p. 10796). — Rapport, par M. Lepouzé [10 décembre] (I., n° 3563; A., t. 43, an., p. 445, J. O., p. 10878). — Adoption [15 décembre] (A., t. 43, p. 296, 297). = Loi du 15 décembre 1875 (J. O. de 1876, p. 185; B. des L., n° 4838).

PARIS (Ville de). — Projets de loi relat[ifs] divers emprunts de la ville de Paris PARIS (Ville de), § III.

PUY (Ville du).
1 — [Exécution de divers
Exposé des motifs et texte
loi [15 juin 1872] (I., n° 1
an., p. 37; J. O., p. 4545
M. Vinay [27 juillet] (I.
an., p. 258; J. O., p. 5
juillet] (A., t. 13, p. 4
let 1872 (J. O., p. 54

2 — [Dépenses
posé des motifs
décembre 1875
517; J. O. de
M. Guyot [2
44, an., p
Adoption
Loi du 2
314; B.

* T
part
du
32
R
3

... des che... — Exposé des ... loi 22 juin ... p. 261; J. ... par M. Duréault ... t. 31, an., p. 150; ... 23 juillet (A., ... du 23 juillet 1874 (J. ... L., n° 3283.

... Conversion des dettes. — Exposé des motifs et texte ... de loi 20 mai 1875] (I., n° ... an., p. 118; J. O., p. 3790). ... par M. Raymond [28 juin] (I., ... an., p. 122; J. O., p. ... Adoption 3 juillet] (A., t. 39, p. ... = Loi du 3 juillet 1875 (J. O., p. ... B. des L., n° 4290).

... (Ville de).
1 — [Secours aux ouvriers sans travail]. — Exposé des motifs et texte du premier projet de loi [5 mai 1871] (I., n° 206; A., t. 2, p. 850; J. O., p. 1027) (1).

2 — [Même objet]. — Exposé des motifs et texte du second projet de loi [26 août 1871] (I., n° 551; A., t. 5, an., p. 84; J. O., p. 3337).

du 21 juillet 1875 (J. O. n° 4331).

PYRÉNÉES (... nement]. — projet de ... A., t. Rapp... n° ...

... septembre; J. O., ... décembre] ... Jozon ... loi du 11 ... des L., ... M. ... ibid.). = ... p. 3567;

... — Exposé des motifs et texte ... projet de loi [14 ... A., t. 7, an., p. 166 ... Lettre de M. le Vice-Pr[ésident] ... Ministre de l'Intérieur, ... projet de loi [31 décembre ... p. 346).

... (Ville de). [Remboursement ... avances faites par les habitants et ... dépenses de charité et autres résult... de l'occupation Allemande]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi [5 mai 18... (I., n° 198; A., t. 2, p. 833; J. O., p. 100... — Rapport, par M. Hulin [20 mai] (I., n° 245; A., t. 3, p. 107; J. O., p. 1232). — Adoption [26 mai] (A., t. 2, p. 138). = Loi du 26 mai 1871 (J. O., p. 1217; B. des L., n° 386).

TROYES [Payement de dettes et de dépenses résultant de la guerre et de l'occupation Allemande]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi [19 décembre 1871] (I., n° 728; A., t. 6, an., p. 241; J. O., p. 114...). — Rapport, par M. Perrier [23 décembre (I., n° 745; A., t. 6, an., p. 258; J. O. de 1872 p. 228). — Adoption [28 décembre] (A., t. 6 p. 321). = Loi du 28 décembre 1871 (J. O. p. 1; B. des L., n° 801).

VALENCE (Ville de).
1 — [Dépenses d'établissement d'une usine à gaz]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi [12 septembre 1871] (I., n° 645; A., t. 5, an., p. 232; J. O., p. 4164). — Rapport, par M. Benoit (de la Meuse) [15 septembre] (I., n° 664; A., t. 5, an., p. 285; J. O., p. 4227). — Adoption [16 septembre] (A., t. 5, p. 674). = Loi du 16 septembre 1871 (J. O., p. 3632; B. des L., n° 560).

2 — [Payement de divers travaux]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi [23 février 1875] (I., n° 2903; A., t. 36, an.,

(1) Il n'a pas été fait de rapport sur ce projet de loi.

du 3 août 1875 (J. O., p. 7400; B. des L., n° 4550).

SÈVRES (DEUX-). [Travaux des chemins vicinaux]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi [15 mars 1875] (I., n° 2937; A., t. 37, an., p. 114; J. O., p. 2231). — Rapport, par M. Warnier (Marne) [19 mai] (I., n° 3020; A., t. 38, an., p. 112; J. O., p. 3794). — Adoption [26 mai] (A., t. 38, p. 204). = Loi du 26 mai 1875 (J. O., p. 3833; B. des L., n° 4150).

* TARBES (Ville de). [Dépenses du casernement]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi [21 juillet 1875] (I., n° 3237; A., t. 41, an., p. 12; J. O., p. 6888). — Rapport, par M. de la Rochethulon [29 juillet] (I., n° 3320; A., t. 41, an., p. 152; J. O., p. 7088). — Adoption [2 août] (A., t. 41, p. 313). = Loi du 2 août 1875 (J. O., p. 7395; B. des L., n° 4546).

TARN-ET-GARONNE. [Travaux des chemins vicinaux ordinaires]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi [22 juin 1874] (I., n° 2490; A., t. 32, an.. p. 264; J. O., p. 4496). — Rapport, par M. Duréault [20 juillet] (I., n° 2571; A.. t. 33, an., p. 150; J. O., p. 5680). — Adoption [23 juillet] (A., t. 33, p. 297). = Loi du 23 juillet 1874 (J. O., p. 5425; B. des L., n° 3283).

* TOULON (Ville de). [Conversion des dettes de cette ville]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi [20 mai 1875] (I., n° 3023; A., t. 38, an., p. 118; J. O., p. 3790). — Rapport, par M. Raymond [28 juin] (I., n° 3126; A., t. 39, an., p. 122; J. O., p. 5333). — Adoption [3 juillet] (A., t. 39, p. 372). = Loi du 3 juillet 1875 (J. O., p. 5185; B. des L., n° 4290).

TOURCOING (Ville de).

1 — [Secours aux ouvriers sans travail]. — Exposé des motifs et texte du premier projet de loi [6 mai 1871] (I., n° 206; A., t. 2, p. 850; J. O., p. 1027) (1).

2 — [Même objet]. — Exposé des motifs et texte du second projet de loi [26 août 1871] (I., n° 551; A., t. 5, an., p. 84; J. O., p. 3337).

(1) Il n'a pas été fait de rapport sur ce projet de loi.

— Rapport, par M. Dauphinot [5 septembre] (I., n° 604; A., t. 5, an., p. 194; J. O., p. 4098). — Discussion [14 septembre] (p. 614). — Est entendu : M. Paul Jozon (p. 615). — Adoption (*ibid.*). = Loi du 14 septembre 1871 (J. O., p. 3567; B. des L., n° 522).

3 — [Même objet]. — Exposé des motifs et texte du troisième projet de loi [14 février 1872] (I., n° 888; A., t. 7, an., p. 166; J. O., p. 1332). — Lettre de M. le Vice-Président du Conseil, *Ministre de l'Intérieur*, portant retrait du projet de loi [31 décembre 1875] (A., t. 44, p. 346).

TOURS (Ville de). [Remboursement des avances faites par les habitants et solde des dépenses de charité et autres résultant de l'occupation Allemande]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi [5 mai 1871] (I., n° 198; A., t. 2, p. 833; J. O., p. 1006). — Rapport, par M. Hulin [20 mai] (I., n° 245; A., t. 3, p. 107; J. O., p. 1232). — Adoption [26 mai] (A., t. 2, p. 138). = Loi du 26 mai 1871 (J. O., p. 1217; B. des L., n° 386).

* TROYES [Payement de dettes et de dépenses résultant de la guerre et de l'occupation Allemande]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi [19 décembre 1871] (I., n° 728; A., t. 6, an., p. 241; J. O., p. 414). — Rapport, par M. Perrier [23 décembre] (I., n° 745; A., t. 6, an., p. 258; J. O. de 1872, p. 228). — Adoption [28 décembre] (A., t. 6, p. 321). = Loi du 28 décembre 1871 (J. O., p. 1; B. des L., n° 801).

VALENCE (Ville de).

1 — [Dépenses d'établissement d'une usine à gaz]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi [12 septembre 1871] (I., n° 645; A., t. 5, an., p. 232; J. O., p. 4164). — Rapport, par M. Benoit (de la Meuse) [15 septembre] (I., n° 664; A., t. 5, an., p. 285; J. O., p. 4227). — Adoption [16 septembre] (A., t. 5, p. 674). = Loi du 16 septembre 1871 (J. O., p. 3632; B. des L. n° 560).

2 — [Payement de divers travaux]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi [23 février 1875] (I., n° 2903; A., t. 36, an.

douze ans (p. 404; liste des votants (p. 412). — Adoption de l'amendement de M. Max-Richard, et au scrutin, de celui de MM. Scheurer-Kestner, Warnier (Marne) et autres, relatifs à la durée des heures de travail (p. 533); liste des votants (p. 542). — Rejet, au scrutin, de l'amendement de M. Wolowski tendant à interdire l'emploi des femmes au travail de nuit dans les usines et manufactures (p. 556); liste des votants (p. 563). — Adoption au scrutin, du 2e paragraphe de l'article 4 ayant pour objet la même mesure appliquée aux filles mineures (p. 557); liste des votants (p. 565); et de l'article 16, relatif à l'inspection, modifié par un amendement de M. Pernolet (p. 608); liste des votants (p. 611). — Ont pris part aux débats de la deuxième délibération : MM. le comte de Melun (p. 269, 280, 292, 315, 410, 513, 561, 604); Leurent (p. 269, 286, 290, 298, 403, 404, 516, 557, 584); Eugène Tallon, *rapporteur* (p. 273, 282, 287, 289, 294, 295, 298, 300, 384, 386, 400, 527, 556, 559, 562, 583, 584, 587, 602, 609, 625, 626, 628, 636, 639, 641); Cordier (p. 275); Ambroise Joubert (p. 277, 536); Benoist d'Azy (p. 281, 282); Feray (p. 283); Balsan (p. 285, 299, 536, 537, 561); Paulin Gillon (p. 286, 287, 299, 300, 550, 587, 598, 641); Tolain (p. 287, 299, 553, 555); Prétavoine (p. 287, 546); Théophile Roussel (p. 288, 290, 406, 514, 530, 605); Pernolet (p. 292, 385, 538, 606, 608); Léon Clément (p. 294, 295, 297, 298); Pouyer-Quertier (p. 298, 553, 584); Tirard (p. 299, 403, 520); Volowski (p. 386, 387, 355, 540, 548); de Tillancourt (p. 387); Scheurer-Kestner (p. 394, 406, 533, 636); Godin (p. 394, 403); Amat (p. 405); Teisserenc de Bort, *Ministre de l'Agriculture et du Commerce* (p. 518, 551); Max Richard (p. 522); Claude (Vosges), p. 532, 534); de Montgolfier (p. 556); Bamberger (p. 558, 560); d'Aboville (p. 560); le baron Chaurand (p. 581); Hèvre (p. 584); Keller (p. 584, 609, 623, 626); Lefébure (p. 589, 591, 600, 607, 608); Monnet (p. 601, 604); Ganivet (p. 602); Bigot, p. 609, 626); Voisin (p. 610, 638); Boreau-Lajanadie (p. 627); Lenoël (p. 627, 628, 638); Desjardins (p. 627); Bozérian (p. 628); Giraud (p. 628); de Gavardie (p. 636); Goblet (p. 640). = L'Assemblée décide, au scrutin public qu'elle passera à une troisième délibération [10 février] (p. 642); liste des votants (p. 655). = *Troisième délibération* [18 mai 1874] (t. 34, p. 37 et suivantes). — Amendement de M. Ducarre à l'article 1er, ayant pour objet de restreindre l'application de la loi aux manufactures, chantiers et ateliers autres que ceux où les père et mère des enfants travaillent (p. 37): rejet (p. 44). — Adoption du nouvel article 2, proposé par la Commission et tendant à fixer à douze ans l'âge au-dessous duquel les enfants ne pourront être admis dans les manufactures, usines, ateliers ou chantiers (p. 59). — Adoption du nouvel article 3 de la Commission, ayant pour objet de fixer à douze heures, et à six dans certains cas, la durée maximum des heures de travail (p. 64). — Disposition additionnelle, proposée à l'article 4 par M. Balsan, et ayant pour objet d'autoriser des exceptions à l'interdiction du travail de nuit des filles mineures dans les usines et manufactures (p. 65); prise en considération (*ibid.*) : rejet (p. 82). — Amendement de M. Alfred Giraud aux articles 16, 17, 18, et 19, ayant pour objet de substituer à l'inspection spéciale, instituée par ces articles, le droit de verbaliser conféré, en matière de contraventions à la présente loi, aux officiers de police judiciaire et aux ingénieurs des mines (p. 65) : rejet de l'amendement et adoption des articles de la Commission (*ibid.* et suiv.). — Adoption d'un paragraphe additionnel à l'article 21, proposé par M. Testelin, ayant pour objet d'autoriser les Conseils généraux à nommer un inspecteur spécial rétribué par le département (p. 74). = Ont pris part à la troisième délibération : MM. Ducarre (p. 37 à 41, 44); Ambroise Joubert (p. 41, 48, 51, 59, 64, 67, 82); Malartre (p. 42, 43, 46, 79); Tallon, *rapporteur* (p. 42, 44, 48, 50, 51, 58, 74, 77); Leurent (p. 44, 50); Balsan (p. 45, 49, 65, 80, 81); Pernolet (p. 44, 45, 48, 51, 59, 64, 68); de la Bouillerie (p. 46); Roussel (Théophile) (p. 46, 59); Bamberger (p. 48); le comte de Melun (p. 41, 52, 62, 71, 74); Feray (p. 49); Scheurer-Kestner (p. 58, 62); Deseilligny, *Ministre de l'Agriculture et du Commerce* (p. 63); Alfred Giraud (p. 65, 71); Testelin (p. 69, 73); Lambert (p. 72); Goblet (p. 75, 78, 79); Max-Richard (p. 81); de Tillancourt (p. 82). — Adoption de l'ensemble du projet de la Commission [19 mai] (p. 82). = Loi du 19 mai 1874 (J. O., p. 3697; B. des L., n° 3094).

2 — Amendement tendant à organiser le service central de la surveillance du travail des enfants dans les manufactures, voy. BUDGET GÉNÉRAL DE L'ÉTAT, § VI, *Exercice 1876*, n° 5.

3 — Projet de loi de crédit applicable aux frais de surveillance du travail des enfants et des filles mineures dans les manufactures, voy. CRÉDITS, § X, *Agriculture et Commerce*, n° 15.

**ENFANTS MINEURS**, voy. MINEURS.

**ENGAGEMENTS CONDITIONNELS D'UN AN.**

1 — Dispositions relatives à ces engagements, établis par la loi du 27 juillet 1872 sur le recrutement, voy. ARMÉE, § II, n° 6, art. 54.

2 — Proposition tendant à modifier l'art. 55 de cette loi, concernant les frais relatifs aux engagements de cette nature, voy. *ibid.*, n°s 9 à 11 et 16.

3 — Amendement ayant pour objet de réduire le taux du versement exigé pour ces engagements, voy. BUDGET GÉNÉRAL DE L'ÉTAT, § V, *Exercice 1875*, n° 14, *Evaluation des voies et moyens*.

4 — Interpellation relative à la circulaire du Ministre de la Guerre, en date du 9 janvier 1873, sur cet objet, voy. INTERPELLATION, n° 39.

**ENGAGEMENTS VOLONTAIRES.**

Projet de loi tendant à modifier l'article 79 de la loi du 27 juillet 1872, sur le recrutement de l'armée, en reculant jusqu'au 1er janvier 1885 l'obligation de savoir lire et écrire pour contracter un engagement volontaire dans les armées de terre et de mer, voy. ARMÉE, § II, n° 15.

**ENGRAIS.**

1 — Proposition relative à la fondation d'un grand prix pour la découverte du meilleur engrais chimique, voy. AGRICULTURE, § IV, n° 4.

2 — Proposition relative, au privilège des vendeurs d'engrais, voy. PRIVILÈGES.

**ENQUÊTE (CONSEIL D')**, voy. CAPITULATIONS.

**ENQUÊTES JUDICIAIRES.**

Question relative à une demande d'enquête judiciaire au sujet de marchés passés à l'étranger pour commandes d'armes, voy. QUESTIONS, n° 38.

**ENQUÊTES PARLEMENTAIRES.**

**Ire Section. — Enquêtes électorales.**

§ I. ELECTIONS DE VAUCLUSE (8 FÉVRIER 1871).
§ II. ELECTION DE LA NIÈVRE (24 MAI 1874).

**IIe Section. — Enquêtes politiques.**

§ I. INSURRECTION DU 18 MARS 1871.
§ II. ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE ET DE LA DÉLÉGATION DE TOURS ET DE BORDEAUX.
§ III. GUERRE DE 1870.

**IIIe Section. — Enquêtes administratives.**

§ I. ETAT DE LA FRANCE EN FÉVRIER 1871.
§ II. RÉGIME ÉCONOMIQUE ET MARINE MARCHANDE.
§ III. TRANSPORTS PAR TERRE ET PAR EAU.
§ IV. ETABLISSEMENTS PÉNITENTIAIRES.
§ V. SITUATION DES CLASSES OUVRIÈRES.
§ VI. ASSISTANCE PUBLIQUE.
§ VII. INDUSTRIE HOUILLÈRE.
§ VIII. MONOPOLE DES TABACS ET DES POUDRES.

**Ire Section.— Enquêtes électorales.**

§ I. — *Élections de Vaucluse.*

1 — Enquête ordonnée par l'Assemblée nationale sur les élections de Vaucluse, le 8 février 1871, voy. ELECTIONS LÉGISLATIVES, 1re section, § I, n° 1, *Vaucluse* (1).

(1) Il n'a pas été donné suite à cette Enquête, par suite de la démission des Députés élus par ces départements.

§ II. — *Élection de la Nièvre, du 24 mai 1874.*

1 — Adoption des conclusions du Bureau chargé d'examiner l'élection de M. le baron de Bourgoing, par le département de la Nièvre, tendant à une Enquête parlementaire sur cette élection, voy. ELECTIONS LÉGISLATIVES, 1re section, § II, n° 15. — Commission d'Enquête (F., n° 722; J. O. de 1875, p. 365).— Premier rapport, au nom de cette Commission, par M. Savary (*Incident relatif à une communication de pièces*) [25 février 1875] (I., n° 2910; A., t. 36, p. 654 à 671; et t. 37, an., p. 242 à 375; J. O., p. 1563, 1605, 1638, 1678, 1712, 1733, 1755).

2 — Motion de M. Tailhand, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*, tendant à faire mettre à l'ordre du jour la discussion du rapport de M. Savary [2 mars 1875] (t. 37, p. 15). — Incident relatif à la distribution de photographies comme annexes à ce rapport (p. 16). — Sont entendus : MM. Tailhand, *Garde des Sceaux* (p. 15, 16); Savary *rapporteur* (p. 15); Hervé de Saisy, de Cornulier-Lucinière (p. 16). — La discussion est ajournée, sur la demande du Rapporteur, jusqu'après la constitution du nouveau Ministère (p. 16).

3 — Nouvel incident relatif à la distribution des photographies comprises dans les annexes du rapport de M. Savary, précité [3 mars 1875] (t. 37, p. 20). — Sont entendus : MM. Hervé de Saisy (p. 20, 21); Testelin (p. 20); Albert Grévy, *président de la Commission d'Enquête* (p. 20).

4 — Proposition présentée par M. Hervé de Saisy, avec demande d'urgence, relative aux dépenses occasionnées par l'addition de photographies politiques au rapport sur l'élection de la Nièvre [3 mars 1875] (I., n° 2915; A., t. 37, p. 20 et an., p. 7; J. O., p. 1818). — L'urgence n'est pas déclarée (A., t. 37, p. 21) (1).

5 — Deuxième rapport, par M. Savary [11 juin 1875] (I., n° 3087; A., t. 40, an., p. 3 à 386; J. O., p. 5241, 5293, 5333, 5373, 5456, 5512, 5546, 5600, 5650, 5698, 5755, 5902, 5842, 5889, 5946, 5993, 6034, 6088, 6139, 6224, 6488, 6523, 6602, 6646). — Discussion des conclusions de ce rapport, tendant à l'annulation de l'élection [13 juillet] (t. 40, p. 2 et suiv.). — Ont pris part aux débats : MM. Ambroise Joubert (p. 2 à 4); le baron de Bourgoing (p. 4 à 7); Goblet (p. 7 à 20); Rouher (p. 15 à 25); Tailhand (p. 15); Cazeaux (p. 20 à 25); Savary, *rapporteur* (p. 26). — Adoption au scrutin public, des conclusions de la commission [même séance] (p. 30); liste des votants (p. 32); rectification (p. 35).

6 — M. Albert Grévy, *Président de la commission d'Enquête, sur l'élection de la Nièvre*, demande, au nom de cette Commission, la discussion immédiate de l'Enquête relative au Comité de l'Appel au Peuple [13 juillet 1875] (t. 40, p. 27). — Demande d'interpellations à ce sujet par MM. Rouher, Gavini et autres, voy. INTERPELLATIONS, n° 77. — Incident relatif à la position de la question [même séance] (p. 27). — Sont entendus : MM. Raoul Duval (p. 27, 28); Gavini, Rouher (p, 28); Audren de Kerdrel, *Vice-Président de l'Assemblée* (*ibid.*). — Nouvelle demande d'interpellations, rédigée par M. Raoul Duval, voy. INTERPELLATIONS, n° 78.

**IIe Section. — Enquêtes politiques.**

§ I. — *Enquête sur l'insurrection du 18 mars 1871.*

1 — Texte de la proposition de MM. Haëntjens, Pagès-Duport et autres, tendant à nommer une Commission de trente membres, à l'effet de rechercher par voie d'enquête les causes de l'insurrection de Paris [26 mai 1871 (I., n° 258; A., t. 3, p. 13; J. O., p. 1291). — L'Assemblée déclare l'urgence [même séance] (A., t. 3, p. 138). — Commission (F., n° 80; J. O., p. 1183). — Rapport, par M. Martial Delpit [8 juin] (I., n° 309; A., t. 3, p. 313; J. O., p. 1437). — Discussion [16 juin] (p. 451). — Sont entendus : M. Steinheil (*ibid.*); le vicomte de Meaux (p. 54); Haëntjens (p. 456); Delpit (p. 459); Tolain (p. 461, 464); de Belcastel, de Tillancourt, le comte Jaubert (p. 463); Gas-

(1) Il n'a pas été donné suite à cette proposition.

londe, Brisson (p. 464). — Adoption de l'ensemble de la proposition (p. 465). = Texte de la Résolution du 16 juin 1871 (J. O., p. 1393).

2 — Commission d'Enquête nommée en vertu de la Résolution du 16 juin 1871 (F., n° 95; J. O., p. 1476). — Président, Vice-Président et Secrétaires (F., n° 96; J. O., p. 1499).

3 — Rapport général, au nom de cette Commission d'Enquête, chargée de rechercher les causes de l'insurrection du 18 mars, et de constater les faits qui s'y rattachent, par M. Martial Delpit [22 décembre 1871] (t. 9, an., p. 3 à 123). — Lettre de M. Martial Delpit au directeur du *Journal officiel*, au sujet de la réclamation de M. Elphège Barré, commandant du 1er bataillon de la Garde nationale de Paris (p. 123).

4 — Rapports spéciaux de la Commission d'Enquête sur l'insurrection du 18 mars : 1° par M. le vicomte de Meaux, sur les mouvements insurrectionnels en province (t. 9, an., p. 127 à 130); — 2° par M. Robert de Massy, sur le mouvement insurrectionnel à Marseille (p. 131 à 132); — 3° par M. Méplain, sur les mouvements insurrectionnels à Toulouse (p. 133 à 134); — 4° par M. de Chamaillard, sur les mouvements insurrectionnels à Bordeaux et à Bourges (p. 136 à 138); — 5° par M. Delille, sur les mouvements insurrectionnels à Limoges (p. 139 à 142); — 6° par M. Vacherot, sur le rôle des municipalités dans l'insurrection du 18 mars (p. 143 à 148); — 7° par M. Ducarre, sur le rôle de l'Internationale dans l'insurrection du 18 mars (p. 149 à 155); — 8° par M. Boreau-Lajanadie, sur le rôle de la presse pendant l'insurrection de Paris (p. 156 à 160); — 9° par M. de Cumont sur le rôle de la presse révolutionnaire en province (p. 161 à 166); — 10° par M. Louis de Saint-Pierre, sur l'influence et le rôle de la garde nationale à Paris, pendant l'insurrection (p. 167 à 175); — 11° par M. le marquis de la Rochethulon, sur le rôle de la garde nationale et de l'armée dans l'insurrection du 18 mars (p. 176 à 199).

5 — Rapports de MM. les premiers Présidents des Cours d'Appel : d'Agen (t. 9, an., p. 203); — d'Aix (p. 205); — d'Amiens (p. 209); — de Besançon (p. 212); — de Bordeaux (p. 215); — de Bourges (p. 227); — de Chambéry (p. 234); — de Douai (p. 236); — de Nancy (p. 239); — de Pau (p. 242); — de Rennes (p. 245); — de Riom (p. 249); — de Rouen (p. 256); — de Toulouse (p. 260).

6 — Rapports de MM. les Préfets: de l'Ardèche (t. 9, an., p. 273); — des Ardennes (p. 277); — de l'Aude (p. 278); — du Gers (p. 281); — de l'Isère (p. 282); — de la Haute-Loire (p. 295); — du Loiret (p. 297); — de la Nièvre (p. 299); — du Nord (p. 302); — des Pyrénées-Orientales (p. 305); de la Sarthe (p. 306); — de Seine-et-Marne (p. 307); — de Seine-et-Oise (p. 309); — de la Seine-Inférieure (p. 312); — de Vaucluse (p. 317); — de l'Algérie (p. 318).

7 — Rapports de MM. les chefs de légion de gendarmerie : de la 2e légion (t. 9, an., p. 323); — de la 3e légion (p. 325); — de la 4e légion (p. 328); — de la 9e légion (p. 329); — de la 13e légion (p. 329); — de la 14e légion (p. 330); — de la 15e légion (p. 331); — de la 16e légion (p. 333); — de la 18e légion (p. 335); — de la 19e légion (p. 335); — de la 21e légion (p. 338); — de la 22e légion (p. 340); — de la 24e légion (p. 341); — de la 25e légion (p. 346); — de la légion d'Afrique (p. 347).

8 — Dépositions des témoins : MM. THIERS, *Président de la République* (t. 9, an., p. 353); — le maréchal DE MAC MAHON (p. 372); — le général TROCHU (p. 378); — Jules FAVRE (p. 386); — Ernest PICARD (p. 398); — Jules FERRY (p. 405); — le général LE FLÔ (p. 422); — le général VINOY (p. 431); — CHOPPIN (p. 446); — CRESSON (p. 463); — LEBLOND (p. 483); — Edmond ADAM (p. 490); — METTETAL (p. 494); — HERVÉ (p. 502); — BETHMONT (p. 510); — ANSART (p. 514); — MARSEILLE (p. 523); — CLAUDE (p. 533); — LAGRANGE (p. 538); — MACÉ (p. 546); — NUSSE (p. 552); — MOUTON (p. 555); — GARCIN (p. 561); — le colonel LAMBERT (p. 569); — le colonel GAILLARD (p. 573); — le général APPERT (p. 576); — GERSPACH (p. 581); — BARRAL DE MONTAUD (p. 584); — DE MUN (p. 599); —

FLOQUET (p. 601) ; — CREMER (p. 620) ; — le vice-amiral SAISSET (p. 624) ; — SCHŒLCHER (p. 640) ; — TIRARD (p. 650) ; — DUBAIL (p. 662) ; — DENORMANDIE (p. 676) ; — VAUTRAIN (p. 682) ; — François FAVRE (p. 692) ; — BELLAIGUE (p. 696) ; — VACHEROT (p. 701) ; — DEGOUVE-DENUNCQUE (p. 708) ; — DESMAREST (p. 715) ; — le colonel MONTAGUT (p. 722) ; — le colonel IBOS (p. 730) ; — le général D'AURELLE DE PALADINES (p. 738) ; — ROGER (du Nord) (p. 746) ; — BAUDOUIN DE MORTEMART (p. 750) ; — LAVIGNE (p. 764) ; — OSSUDE (p. 769) ; — DUCROS (p. 776) ; — TURQUET (p. 782) ; — le marquis DE PLŒUC (p. 786) ; — le vice-amiral POTHUAU (p. 803) ; — le colonel LANGLOIS (p. 814) ; — DUCUING (p. 818) ; — DANET (p. 821) ; — LE MAINS (p. 826) ; — le colonel VABRE (p. 829) ; — HELIGON (p. 831) ; — TOLAIN (p. 843) ; — FRIBOURG (p. 857) ; — DUNOYER (p. 867) ; — TESTUT (p. 884) ; — CORBON (p. 890) ; — DUCARRE (p. 905).

9 — Note de la Commission sur la publication du troisième volume de l'Enquête (t. 10, 1re partie, an., p. 3).

10 — Déposition de M. le général DUCROT (t. 10, an., p. 5 à 28).

11 — Pièces justificatives :

*Comité central de la Fédération de la Garde nationale* (t. 10, an., p. 33 à 136). — *Comité de Salut public* (p. 139 à 142). — *L'Internationale* (p. 145 à 166). — *Comité central de la Délégation des vingt arrondissements* (p. 169 à 173). — *Alliance républicaine* (p. 177 à 189). — *La Commune* (p. 193 à 200). — *Pièces annexes de la déposition de M. le colonel Gaillard* (Du rôle des femmes et des enfants pendant l'insurrection) (p. 201 à 207).

12 — Lettre de M. le prince CZARTORYSKI au Président de l'Assemblée nationale, protestant contre la participation prétendue des émigrés Polonais à l'insurrection du 18 mars (t. 10, an., p. 211).

13 — Réclamations adressées au Président de la Commission d'Enquête, par : des Conseillers municipaux d'Alger, d'Auch et de Boulogne-sur-Mer (t. 10, an., p. 258) ; — des Conseillers généraux de l'Allier (p. 269) ; — des Députés des départements : du Cher (p. 263 à 266) ; de Meurthe-et-Moselle (p. 266) ; et de la Haute-Savoie (p. 252) ; — divers fonctionnaires et habitants de l'Isère (p. 250) ; — des officiers et gardes du 5e bataillon de la garde nationale de la Seine (p. 244), et de la garde nationale du Puy (p. 253) ; = et par MM. ANSART (p. 239) ; — ARAGO (Etienne) (p. 231) ; — AUDIFFRENT (p. 248) ; — BARÉ (p. 245) ; — BATAULT (p. 238) ; — BEAUSSIRE, Député (p. 246) ; — BELGRAND (p. 230) ; — BÉQUET (Léon) (p. 246) ; — DE BOUTEILLIER (p. 244) ; — BYZTROZNOWSKI (p. 234) ; — CAPELET (p. 258) ; — COLLAS (p. 258) ; — DARGANCE (p. 257) ; — DEBUCHY (p. 258) ; — DIDIER (Henri) (p. 225) ; — DUBAIL (p. 238) ; — DUBRAY (p. 245) ; — DUCROS, préfet de la Loire (p. 270) ; — DUCROT (le général), Député (p. 235) ; — DE FONT-RIAULX (p. 258) ; — FERRY (Jules), Député (p. 259 à 263) ; — GALLICHER, Député (p. 264) ; — GUINARD, Député (p. 254) ; — IBOS (p. 235) ; — JUNCKER (p. 269) ; — LANCEL (p. 269) ; — LAVIGNE (p. 244) ; — LE BLOND, Député (p. 224) ; — LEFÈVRE (p. 258) ; — MARAIS (p. 256) ; — MARMOTTAN (p. 244) ; — MARTIN (Henri), Député (p. 219, 222, 223, 244) ; — MASSÉ (p. 249) ; — MICHEL (Sextius) (p. 238) ; — NAQUET (Alfred), Député (p. 237) ; — NILLIS (p. 248) ; — PAILLARD (p. 257) ; — PARENT, Député (p. 251) ; — PASSERON (p. 246) ; — PETIT (Frédéric) (p. 266 à 268) ; — QUILLOT (p. 254) ; — DERREUX (p. 255) ; — DE SAINT-SIMON (p. 249) ; — le vice-amiral SAISSET, Député (p. 239, 241, 242) ; — SÉGUIER, préfet du Nord (p. 269) ; SEVESTE (p. 244) ; — TIRARD, Député (p. 243) ; — VACHEROT, Député (p. 236, 246) ; — DE VOGUÉ (le marquis), Député (p. 263) ; — VRIGNAULT (p. 231) ; — WATIN (p. 269) ; — WIMPHEN (p. 243).

14 — Question au sujet de la participation des premiers Présidents des Cours d'appel à l'Enquête sur l'insurrection du 18 mars et incidents relatifs aux rapports sur cette Enquête, voy. QUESTIONS, n° 59.

§ II. — *Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale et de la Délégation de Tours et de Bordeaux.*

1 — Propositions tendant à faire exami-

*et pièces diverses* (p. 775 à 936). = Rapport supplémentaire, relatif au *Camp de Conlie*, par M. de la Borderie (t. 22, p. 709).

15 — Rapport de M. de Sugny (*Sous-Commission du Sud-Est. — Marseille*) [Annexe n° 1416 k] (t. 20, p. 593 à 665; J. O. de 1873, p. 846, 881, 914). = Pièces justificatives (p. 665 à 847). — Annexe : *Déclaration de M. le colonel Nicolas* (p. 847 à 849).

16 — Incident relatif à un document publié à la suite du rapport de M. de Sugny, ci-dessus mentionné, concernant l'administration préfectorale des Bouches-du-Rhône pendant la guerre [7 avril 1873] (t. 17, p. 356). — Sont entendus : MM. Rouvier (p. 356, 357); de Sugny, Gent (p. 357). — Observations, au sujet de cet incident, par M. Saint-Marc-Girardin, *Président de la Commission d'Enquête* (p. 376).

17 — Rapport de M. de Sugny (*Sous-Commission du Sud-Est. — Lyon*) [Annexe n° 1416 k²] (t. 20, p. 475 à 512; J. O. de 1873, p. 846, 881, 914). = Pièces justificatives (A., t. 20, p. 512 à 591).

18 — Rapport de M. Delsol (*Sous-Commission du Sud-Ouest. — Ligue du Sud-Ouest*) [Annexe n° 1416 l] (t. 20, p. 211 à 213; J. O., p. 4622, 4722).

19 — Rapport de M. le comte de Rességuier (*Sous-Commission du Sud-Ouest. — Toulouse*) [Annexe n° 1416 m] (t. 20, p. 225 à 236; J. O. de 1873, p. 1011). = Pièces justificatives (p. 236 à 255). — Supplément aux pièces justificatives (*Camp de Toulouse*) (p. 455 à 471).

20 — Rapport de M. de la Sicotière (*Affaire de Dreux*) [Annexe au n° 1416 n] (t. 20, p. 257 à 275; J. O., p. 5253, 5271, 5332). — Annexes (p. 275 à 336).

21 — Rapport de M. de la Borderie (*Suspension du tribunal de la Rochelle*) [Annexe au n° 1416] (t. 22, p. 631 à 648). = Pièces justificatives (p. 648 à 650). — Dépositions des témoins (p. 650 à 694). — Annexes au rapport (p. 694 à 708).

22 — Rapport de M. Chaper (*Délibérations du Gouvernement de la Défense nationale*) [Annexe n° 1453] (t. 20, p. 419 à 495; J. O. de 1873, p. 3487, 3848, 3900). = Séances : du 4 septembre au 31 octobre 1870 (p. 420 à 439); — du 1er novembre au 31 décembre (p. 440 à 464); — du 1er janvier au 6 février 1871 (p. 464 à 495).

23 — Note de la Commission d'Enquête précédant les dépositions (t. 23, p. 3). — Dépositions des témoins : MM. THIERS, *Président de la République* (t. 23, p. 5 à 29). — Le maréchal de MAC-MAHON (p. 30 à 41). — Le maréchal LE BŒUF (p. 42 à 64). Pièces à l'appui de cette déposition (p. 65 à 73). — BENEDETTI (p. 74 à 82). — Le duc DE GRAMMONT (p. 83 à 103). Annexes à cette déposition (p. 103 à 106). — Le marquis DE TALHOUËT (p. 107 à 111). — L'amiral RIGAULT DE GENOUILLY (p. 112 à 123). Annexes à cette déposition (p. 123 à 130). — Le baron JÉRÔME DAVID (p. 131 à 144). — Le général DE PALIKAO (p. 145 à 163). — JULES BRAME (p. 164 à 190). — CLÉMENT DUVERNOIS (p. 191 à 201). — DRÉOLLE (p. 202 à 209). — ROUHER (p. 210 à 221). — PIÉTRI (p. 222 à 231). — HENRI CHEVREAU (p. 232 à 241). — Le général TROCHU (p. 242 à 288). — JULES FAVRE (p. 289 à 325). Lettres annexées à sa déposition (p. 325 à 330). — JULES FERRY (p. 331 à 384). — GARNIER-PAGÈS (p. 385 à 397). — EMMANUEL ARAGO (p. 398 à 405). — PELLETAN (p. 406 à 416). — ERNEST PICARD (p. 417 à 432). — JULES SIMON (p. 433 à 447). — MAGNIN (p. 448 à 458). — DORIAN (p. 459 à 467). — ÉTIENNE ARAGO (p. 468 à 479). — GAMBETTA (p. 480 à 506). — CRÉMIEUX (p. 507 à 535). — GLAIS-BIZOIN (p. 536 à 545). — Le général LE FLÔ (p. 546 à 558). — L'amiral FOURICHON (p. 559 à 569). — Le comte DE KÉRATRY (p. 570 à 605). — Le comte DE CHAUDORDY (p. 606 à 615). Annexes à cette déposition (p. 615, 1 à 8). — LAURIER (p. 616 à 631). Annexe à cette déposition (p. 631 à 633). — CRESSON (p. 634 à 651). — Annexes à cette déposition (p. 651 à 656). — DRÉO (p. 657 à 661). — RANC (p. 662 à 665). — RAMPONT (p. 666 à 673). — STEENACKER (p. 674 à 709). — ROBERT (p. 710 à 712). Annexe à cette déposition (p. 712 à 722). — SCHNEIDER (p. 723 à 730). — BUFFET (p. 731

à 98). — Marc Dufraisse (t. 25, p. 99 à 152). Annexes (p. 152 à 160). Deuxième déposition (p. 388 à 396). — Raoul Duval (p. 161 à 166). Annexes (p. 166 à 187). — Delille (p. 188 à 190). — Annexe (p. 190 à 192). — de Laubespin (p. 193, 194). — Frère Dagobertus (p. 195 à 197). — Frère Alcas (p. 198 à 201). — L'abbé d'Hulst (p. 202 à 205). — Bourgoin (p. 206 à 208). — Le baron Eschasseriaux (p. 209 à 210). Annexe (p. 211). — Silvy (p. 212 à 220). — Le Nordez (p. 221 à 224). Annexe (p. 225). — Gréard (p. 226 à 236). — Guibert (p. 237 à 257). Annexes (p. 258 à 260). — Georges Périn (p. 261 à 285). — Poullet (p. 286 à 308). — Le général de Rivière (p. 309 à 313). — Cochery (p. 314 à 323). — Dupuy (p. 324 à 326). — Roque (p. 327 à 345). Annexes (p. 346 à 368). — Cotte (p. 369 à 382). — Noble (p. 383 à 387). — Le général Minot (p. 397 à 398). — Maurice Joly (p. 399 à 408). — Sirven (p. 409 à 412). — Le général de La Lande (p. 413 à 417). — Cherpin (p. 418 à 420).

24 — Note de la Commission au sujet de l'Enquête relative à la capitulation de Metz (t. 24, p. 974).

25 — Incident relatif à la demande du Ministre de la Guerre, à fin de communication aux magistrats militaires chargés de l'instruction de la capitulation de Metz, des dépositions faites devant la Commission d'Enquête et des documents communiqués à cette Commission, voy. Capitulations, n° 5.

26 — Note de M. le colonel Denfert-Rochereau (t. 24, p. 975).

27 — Réclamations adressées à la Commission d'Enquête : Lettres de MM. les capitaines de Latour et Poupart, communiquées par la famille de M. le général de Caussade (t. 25 p. 421 à 424). — Lettre de M. F. de Caussade, et annexes (p. 474, 475). = Note de M. le capitaine Lemoine (p. 424). = Note de M. Tellier (p. 425). = Lettre de M. le général Chanzy au Ministre de la Guerre, au sujet de la déposition de M. du Bouzet (p. 426). — Réclamation de M. du Bouzet (p. 452). = Réclamation de M. d'Aubeterre (p. 427). = Lettre de M. Garde à M. Lucet, Député de l'Algérie (t. 25, p. 427). = Extrait d'une lettre de M. Viry (p. 428). = Lettre de M. le colonel de Colonjon (p. 429). = Lettre de M. le colonel Thibauville (p. 430). = Lettre de M. de Valon, Député (p. 431 à 432). = Lettre de M. le général Rebilliard (p. 433). = Réclamation de M. Didier, ancien procureur de la République près le tribunal de la Seine (p. 435 à 442). = Réclamation de M. Leblond, ancien procureur général à la Cour de Paris (p. 443 à 451). = Réclamation de M. Charles Read (p. 451). = Réclamation de M. Vautrain (p. 452). = Lettre de M. le lieutenant Laurent, et note de M. le capitaine de Mauduit sur la journée et la nuit du 31 octobre 1870 (p. 453 à 457). = Réclamation de M. le général d'Aurelle (p. 458). = Mémoire de M. Batardon sur le gouvernement de Tours et la ville de Dreux (p. 458 à 469). = Réclamation de M. Vingtain, Député (*Affaire de Dreux*) (p. 469). = Lettre de M. Barthélémy Saint-Marc-Girardin (p. 470, 471). = Lettres de MM. le comte de Rémusat et le duc de Broglie, Ministres des Affaires étrangères (*Communication réclamée de dépêches de M. Gambetta*) (p. 472). = Protestation de M. Casanova (p. 472 à 474). = Réclamation de M. Disnard (p. 475). = Réclamation de M. Dubost (p. 476). = Lettres de M. Degoulet (p. 477, 478). = Réclamation de M. Dubois (p. 478). = Lettre de M. Duvergier (p. 479). = Lettre de Henri Martin, Député (p. 480). = Lettre de M. de Laumonier (p. 482). = Lettre de M. Lasolonge (p. 483). = Lettre de M. Montagut (p. 485). = Note de M. Léon Thoyot (*Affaire du général Pradier*) (p. 485 à 506). = Lettre de M. Poullet (p. 506). = Lettre de M. Pottel (p. 507). = Lettre de M. Reboul (p. 508). = Réclamation de M. Ségalas (p. 509). — Mémoire de M. Ségalas sur le pigeon messager (p. 509 à 513). = Lettres et arrêtés de M. Spuller, préfet de la Haute-Marne (p. 514 à 516). = Lettre de M. Sentupéry (p. 517). = Lettre de M. le colonel Coseron de Villenoisy (p. 517). — Réclamation de M. le lieutenant de vaisseau Olivier (p. 519). = Lettre de M. Gambetta, Député, à M. de Rainneville, secrétaire de la Commission (p. 519). = Lettre de M. Mac[illegible] (p. 519). — Réclamation de M. Brugè[illegible] (p. 520). = Lettre de M. le général Fa[illegible]

—SEINE-INFÉRIEURE (p. 1355 à 1366).— SÈVRES (DEUX-) (p. 1366 à 1371). — SOMME (p. 1371). — TARN (p. 1372 à 1377). — TARN-ET-GARONNE (p. 1378 et 1384). — VAR (p. 1384 à 1404). — VAUCLUSE (p. 1405 à 1418). — VENDÉE (p. 1418 à 1423). — VIENNE (p. 1423 à 1428).—VIENNE (HAUTE-) (p. 1428 à 1430). — VOSGES (p. 1430). — YONNE (p. 1431). — = Dépêches de l'étranger (p. 1432).

33 — Dépêches télégraphiques officielles (*Seconde partie*) : *Dépêches du Gouvernement central et de la Délégation* [Annexe n° 1416] (t. 26, p. 5 à 328). = 1° DÉPÊCHES DU GOUVERNEMENT CENTRAL : *de Paris* [4 au 27 septembre 1870] (p. 5 à 32 ; 33 à 36; 36 à 38; 38 à 40; 41 à 43; 44 à 46; 48 à 49; 50 à 51; 52 à 53; 55 à 57; 58); — *de Versailles* [28 au 31 janvier 1871] (p. 261, 272, 275, 276); — *de Paris* [1er au 14 février] (p. 281, 282, 292, 298, 302, 305, 307, 308, 309, 310); — *de Versailles* [2 et 6 février] (p. 285, 298). = 2° DÉPÊCHES DE LA DÉLÉGATION : *de Tours* [14 au 30 septembre 1870] (t. 26, p. 32 à 33; 36 à 38; 41, 43, 44, 46; 47 à 48; 49 à 50; 51 à 52; 53 à 55; 57 à 58; 58 à 62); — [octobre] (p. 62 à 86); — [novembre] (p. 86 à 119); — [1er au 10 décembre] (p. 119 à 128); — *de Bordeaux* [10 au 31 décembre] (p. 128 à 134; 136 à 139; 141 à 143; 146 à 147; 148 à 151; 153 à 154; 155 à 161; 163 à 167; 172 à 175; 178 à 180; 181 à 185; 188 à 192; 194 à 197; 198 à 200; 201 à 205; 205 à 219); — *de Bourges* (dépêches de M. Gambetta) [12 au 20 décembre] (p. 134 à 136; 139 à 141; 144 à 146; 147 à 148; 151 à 153; 154, 158; 161 à 163; 167 à 172); — *de Lyon* (idem) [21 au 27 décembre] (p. 175 à 178; 180 à 181; 185 à 188; 192 à 194; 197 à 198; 200 à 201; 205); — *de Bordeaux* [janvier 1871] (p. 220 à 281); — *de Laval* (dépêches de M. Gambetta) (p. 246, 250, 251); — *de Lille* (idem) (p. 255, 256, 258, 259, 260, 261, 262); — *de Bordeaux* [1er au 12 février] (p. 282 à 285; 286 à 292; 293 à 298; 299 à 301; 302 à 305; 306 à 307; 308 à 309, 310). = 3° SUPPLÉMENT AUX DÉPÊCHES OFFICIELLES DE LA DÉLÉGATION : *de Tours* [18 septembre au 2 décembre 1870] (p. 311 à 328).

34 — Note de la Commission d'Enquête sur le résumé de ses travaux (t. 22, p. 953 à 974).

35 — Motion de M. Lestourgie, tendant à mettre à l'ordre du jour, après la discussion des Lois constitutionnelles, celle relative aux rapports de la Commission chargée d'examiner les actes du Gouvernement de la Défense nationale [22 janvier 1875] (t. 36, p. 263). — Adoption de cette motion (*ibid.*). — Sur la proposition de M. le Président, l'Assemblée décide que cette discussion ne sera portée à l'ordre du jour qu'après le vote définitif sur les Lois constitutionnelles (p. 278, 279).

### § III. — *Enquête sur la guerre de 1870.*

Exposé des motifs et texte de la proposition de M. Le Royer, tendant à nommer une Commission de trente membres, chargée de faire une Enquête sur les causes de la guerre de 1870, sur la situation politique et financière de la France au moment où elle fut déclarée par l'Empire, et sur la manière dont elle a été conduite [22 juin 1871] (I., n° 341; A., t. 3, p. 564; J. O., p. 1931). — Rapport sommaire, par M. Malens [3 août] (I., n° 458; A., t. 4, an., p. 195; J. O., p. 2901). — Rejet des conclusions de la Commission, tendant à la prise en considération [8 décembre 1871] (A., t. 6, p. 26).

## III° Section. — Enquêtes administratives.

### § I. — *État de la France en février 1871.*

1 — Proposition présentée par M. Barthélemy-Saint-Hilaire, et signée d'un grand nombre de Députés, ayant pour objet la nomination par l'Assemblée de huit Commissions, composées de quarante-cinq membres chacune, ayant pour objet de l'éclairer sur : 1° l'état des forces militaires ; — 2° l'état de la marine ; — 3° l'état des finances ; — 4° l'état des chemins de fer, routes, rivières et canaux ; — 5° l'état des communications postales et télégraphiques ; — 6° l'état des départements envahis ; — 7° l'état de l'administration intérieure ; — 8° l'état du commerce général de la France [19 février 1871] (I., n° 8; A., t. 1, p. 75 ; an., p. 7 ; J. O., p. 271). — Déclaration d'urgence (*ibid.*). — Observation de M. Jules Simon, *Ministre de l'instruction publique*, tendant à la nomination immédiate, dans les bureaux, de la Commission

§ II. — *Régime économique et Marine marchande.*

1 — Texte de la proposition de MM. Bonnet, Léon Say et autres, tendant à nommer deux Commissions d'Enquête à fin de reprendre les travaux des Commissions nommées par le Corps législatif en 1870 pour étudier les effets des traités de commerce et la situation de la marine marchande [25 août 1871] (I., n° 548 ; A., t. 5, p. 132 ; an., p. 76 ; J. O., p. 3336).— Rejet de la demande de déclaration d'urgence faite par M. Bonnet (A., t. 5, p. 133).— Rapport sommaire par M. Princeteau [11 septembre] (n° 632 ; A., t. 5, an., p. 223 ; J. O., p. 4132). — Discussion sur la prise en considération [8 décembre] (A., t. 6, p. 36). — Sont entendus : MM. Pouyer-Quertier, *Ministre des Finances* (p. 36, 37); Princeteau, *rapporteur* (p. 37); Johnston, Ancel (p. 38).— Rejet de la prise en considération proposée par la Commission (p. 39).

§ III. — *Transports par terre et par eau.*

1— Texte de la proposition de MM. Wilson, Houssard et autres, tendant à nommer une Commission d'Enquête sur les améliorations à apporter au service du transport des marchandises par les chemins de fer [7 décembre 1871] (I., n° 675 ; A., t. 6, p. 21, et an., p. 87 ; J. O., p. 4838 et 4986). — Demande d'urgence par M. Wilson (t. 6, p. 21). — Sont entendus : MM. Wilson, de Larcy, *Ministre des Travaux publics* (*ibid.*). — L'urgence est déclarée (*ibid.*). — N. B. — Pour la Commission et le rapport, voir le numéro suivant.

2 — Proposition de MM. Claude (des Vosges) et de trente autres Députés, ayant pour objet la nomination d'une Commission de trente membres pour procéder à une Enquête parlementaire sur la situation des moyens de transport et la tarification des marchandises [8 décembre 1871] (I., n° 678; A., t. 6, p. 24, et an., p. 87; J. O., p. 4986). — L'Assemblée déclare l'urgence et décide qu'une seule Commission sera nommée pour l'examen de cette proposition et de celle de MM. Wilson et autres (*ibid.*). — Commission (F., n° 170 ; J. O., p. 4892). — Rapport, par M. de Clercq sur ces deux propositions [15 décembre] (I., n° 716 ; A., t. 6, p. 109, et an., p. 195). — Adoption immédiate et sans discussion du projet de Résolution de la Commission (A., t. 6, p. 110).

3 — Composition de la Commission d'Enquête nommée en exécution de la Résolution précitée (F., n° 177 ; J. O., p. 6113). — Rapports généraux, au nom de la Commission d'Enquête : par MM. de Clercq sur la crise des transports par les chemins de fer [5 janvier 1872] (I., n° 780; A., t. 6, p. 293; J. O. de 1872, p. 520); — par M. Krantz, sur la navigation intérieure [8 juin 1872] (I., n° 1206 ; A., t. 11, an., p. 292; J. O., p. 4253, 4281, 4324).

4 — Rapports spéciaux.

1° *Transports par les voies ferrées.*

1 — Rapport, au nom de la Commission d'Enquête, par M. Dietz-Monin, sur le tarif de transports par les voies ferrées [14 mars 1874] (I., n° 2291; A., t. 31, an., p. 519; J. O., p. 4355, 4392, 4425, 4443). — Rapport supplémentaire par le même Député [2 août 1875] (I., n° 3384; A., t. 41, an., p. 363; J. O., p. 9138).

2 — Rapports, au nom de la Commission d'Enquête, sur divers projets de lois portant établissement ou concession de nouvelles lignes de chemins de fer, voy. CHEMINS DE FER, § II, III, V et IX.

3 — Rapport, par E. Cézanne. sur des pétitions relatives à la concession d'une ligne directe de Paris à Marseille, voy. PÉTITIONS, § II.

4 — Rapport, par M. Monnet sur une pétition d'usiniers du 15e arrondissement de Paris, relative à la construction d'une gare de marchandises à Grenelle et au transport des marchandises sur le chemin de fer de Ceinture, voy. PÉTITIONS, § II.

2° *Navigation intérieure de la France.*

1 — Rapport, au nom de la Commission d'Enquête, par M. Krantz, sur la situation des voies navigables dans le bassin de la Seine [2 août 1872] (I., n° 1402; A., t. 13, p. 515; J. O., p. 7013, 7037, 7258).

2 — Rapport, par M. Krantz, sur la situation des voies navigables dans le bassin

*sion* [Institutions de patronage à Paris (p. 380 à 398). — LEFÉBURE, *Député, membre de la Commission* [Système pénitentiaire de la Suisse] (p. 202 à 206). — LES PRÉFETS D'ALGER, D'ORAN ET DE CONSTANTINE [Prisons de l'Algérie] (p. 216 à 227). — LE PROCUREUR GÉNÉRAL PRÈS LA COUR D'ALGER [Établissements pénitentiaires de l'Algérie] (p. 119 à 121). — VOISIN (Félix), *Député, membre de la Commission* [Établissements pénitentiaires de la Hollande] (p. 104 à 109); [de la Belgique] (p. 109 à 117); [de la Suisse] (p. 147 à 154).

4 — Observations et notes de MM. : l'abbé BLUTEAU, *Aumônier du Pénitencier de Tours*, sur la réforme pénitentiaire (A., t. 45, p. 210 à 213) ; — JAILLANT, *Directeur des Établissements pénitentiaires*, en réponse aux rapports : de M. Desportes sur les Maisons centrales (p. 176 à 180); de M. Bérenger, sur les Pénitenciers Corses (p. 181 à 186); sur l'organisation des prisons de la Seine (p. 355 à 361); — LECOUR, *Chef de division à la Préfecture de police*, en réponse au rapport de M. Bérenger, relatif aux prisons de la Seine (p. 345 à 355) ; — METTETAL, *Député, membre de la Commission*, sur les prisons du Doubs (p. 192, 193); — DE PRESSENSÉ, *Député* : sur les Établissements pénitentiaires de la Suisse (p. 154, 155); sur les prisons d'Orléans, du Havre et de Bourg (p. 163, 164); — ROUX, *Député, membre de la Commission*, sur la maison centrale et la maison d'arrêt de Riom (p. 167, 168); — SAVOYE, *Député, membre de la Commission*, sur les pénitenciers de la Corse (p. 186) ; — TAILHAND, *Député, membre de la Commission*, sur les prisons de l'Ardèche et de l'Hérault (p. 193 à 195); — VOISIN, *Député, membre de la Commission*, sur les prisons de Mortagne, d'Argentan, d'Alençon, et sur la colonie agricole pénitentiaire de la Trappe (p. 134 à 136).

5 — Projets de lois présentés par MM. de BOSREDON et FOURNIER, *membres adjoints de la Commission*, sur les prisons départementales (A., t. 45, p. 228 à 230). — Projet de loi sur la même matière, par MM. le vicomte D'HAUSSONVILLE et VOISIN, *Députés, membres de la Commission* (p. 230). — Projet de loi sur le Conseil Supérieur des Établissements Pénitentiaires et sur les Commissions de Surveillance, présenté par M. Fernand DESPORTES, *membre adjoint de la Commission* (p. 233, 234). — Projet de loi définitivement adopté par la Commission, sur les prisons départementales (p. 238, 239) (1).

6 — Lettre de M. le Ministre de l'Intérieur à la Commission, sur le pécule des détenus (t. 45, p. 379). — Lettres de la Commission à M. le Ministre de l'Intérieur : sur le pénitencier de Casabianda (Corse) (p. 238); sur les résultats obtenus dans les Établissements publics et privés (p. 377, 378); sur le pécule des détenus (p. 398).

7 — Rapport présenté à la Cour de Cassation, par M. GREFFIER, en réponse au Questionnaire de la Commission (A., t. 45, p. 415 à 427).

8 — Rapports : de M. le Procureur Général près la Cour d'appel de Paris, et de M. le Procureur de la République près le Tribunal de première instance de la Seine, en réponse au même Questionnaire (t. 45, p. 428 à 440, et 440 à 445).

9 — Rapports des Cours d'appel : d'Agen (t. 45, p. 446 à 456); — d'Aix (p. 457 à 465); — d'Alger (p. 466, 467); d'Amiens (p. 468 à 493) ; — d'Angers (p. 494 à 502); — de Bastia (p. 503 à 510) ; — de Besançon (p. 511 à 516); — de Bordeaux (p. 517 à 528) ; — de Bourges (p. 529 à 553) ; — de Caen (p. 554 à 564); — de Chambéry (p. 565 à 579) ; — de Dijon (p. 580 à 593) ; — de Douai (p. 594 à 603) ; — de Grenoble (p. 604 à 609) ; — de Limoges (p. 610 à 632) ; — de Lyon (p. 633 à 648) ; — de Montpellier (p. 649 à 654) ; — de Nancy (p. 655 à 658) ; — de Nîmes (p. 659 à 668); — d'Orléans (p. 669 à 676) ; — de Paris (p. 677 à 689) ; — de Pau (p. 690 à 695) ; — de Poitiers (p. 696 à 703) ; — de Rennes (p. 704 à 713); — de Riom (p. 714 à 718) ; — de Rouen (p. 719 à 725) ; — de Toulouse (p. 726 à 752).

10 — Rapports présentés à l'Assemblée, au nom de la Commission d'Enquête, sur les établissements pénitentiaires : 1° par

(1) Pour le rapport et la discussion sur ce projet de loi, voir l'art. ÉTABLISSEMENTS PÉNITENTIAIRES.

§ VIII.— *Monopole des tabacs et des poudres.*

1 — Disposition de la loi du 21 décembre 1872, relative à la nomination d'une Commission d'Enquête parlementaire sur l'exploitation du monopole des tabacs et des poudres, voy. TABACS.

2 — Composition de cette Commission d'Enquête (F., n° 395; J. O. de 1873, p. 336). — Président et Secrétaires (F., n° 398; J. O., p. 432).

3 — Questionnaire dressé et publié par cette Commission [28 juillet 1873] (I., n° 1980; A., t. 19, an., p. 253; J. O., p. 6876).

4 — Rapport, au nom de la Commission d'Enquête, par M. Hamille, sur la fabrication des tabacs et l'organisation administrative de la Régie [31 juillet 1875] (I., n° 3369; A., t. 41, an., p. 381 à 426; J. O., p. 9797, 10051).

5 — Rapport, au nom de la même Commission, par M. Lebourgeois, sur la vente des tabacs [23 novembre 1875] (I., n° 3455; A., t. 42, an., p. 304 à 318; J. O., p. 10809, 10879).

6 — Pièces justificatives de l'Enquête sur le monopole des tabacs et des poudres, annexées aux rapports ci-dessus mentionnés, présentées au nom de la Commission, par M. Hamille [1er décembre 1875] (I., n° 3489; A., t. 44, an., p. 134 à 430) (1). — Rapport par M. de Lamberterie, au nom de la même Commission d'Enquête, sur les achats faits par la Régie [28 décembre 1875] (I., n° 3664; A., t. 44, an., p. 430 à 499; J. O. de 1876, p. 2329).

Voy. ALGÉRIE, § I, n° 8. — COMPTABILITÉ INTÉRIEURE, n°s 3, 9, 10, 14. — MARCHÉS PASSÉS PENDANT LA GUERRE.

## ENREGISTREMENT.

1 — Exposé des motifs et texte de la proposition de MM. Claude (Meurthe), Dubois et autres, tendant à faire enregistrer dans le délai de deux mois, sans droits en sus ou amendes, tous les actes sous seings-privés qui ne l'ont pas été [3 juin 1871] (I., n° 294; A., t. 3, p. 262; J. O., p. 1582). — Renvoi à la Commission du Budget, sur le rapport verbal de M. Kolb-Bernard (A., t. 3, p. 566) (1).

2 — Projets de lois ayant pour objet l'augmentation d'impôts et l'établissement d'impôts nouveaux, en ce qui concerne le timbre et l'enregistrement, voy. BUDGET GÉNÉRAL DE L'ÉTAT, § I, *Exercice 1871*, n° 4; § II, *Exercice 1872*, n° 2; § IV, *Exercice 1874*, n°s 6, 8 et 9.

3 — Exposé des motifs et texte de la proposition de MM. Journault, Buée et autres, tendant à assurer l'application aux ventes de fonds de commerce et aux cessions de clientèles, des droits établis par la loi du 21 frimaire an VII sur l'enregistrement [15 janvier 1872] (I., n° 842; A., t. 7, p. 5, et an., p. 38; J. O. de 1872, p. 604). — Déclaration d'urgence et renvoi à la Commission du Budget (A., t. 7, p. 167) (2).

4 — Exposé des motifs et texte de la proposition de MM. Parent et Folliet, tendant à modifier la liquidation des droits proportionnels sur les transmissions de propriétés à titre gratuit entre époux ou en ligne collatérale [19 janvier 1872] (I., n° 823; A., t. 7, an., p. 48; J. O. de 1872, p. 794). — Rapport sommaire, par M. de Ventavon [29 mai] (I., n° 1183; A., t. 11, an., p. 234; J. O., p. 3974). — Discussion sur la prise en considération [15 novembre 1873] (A., t. 27, p. 104).— Est entendu: M. Parent (*ibid.*). — Retrait de sa proposition (*ibid.*).

5 — Exposé des motifs et texte de la proposition de M. d'Andelarre, tendant : 1° à assujettir aux diverses quotités de droits établis pour la transmission d'immeubles de la même espèce, les transmissions entre vifs de meubles à titre onéreux et les transmissions entre vifs de meubles à titre gratuit ; 2° de modifier les quotités des droits établis pour la transmission des titres de Sociétés françaises et étrangères

(1) Ce document n'a pas été reproduit par le *Journal officiel*.

(1) Cette proposition a été retirée par ses auteurs.
(2) Cette proposition a été comprise dans le rapport et la loi sur l'enregistrement du 28 février 1872, voy. ci-après, n° 6.

Bodet, *Ministre des Finances* [11 janvier 1875] (I., n° 2826; A., t. 36, an., p. 9; J. O. de 1876, p. 479). — Rapport, au nom de la Commission du Budget, par M. Bertauld [14 mai] (I., n° 3003; A., t. 38, an., p. 78; J. O., p. 3675). = Discussion du projet de la Commission [17 juin] (t. 38, p. 630).—Article 1er [Mesures de répression contre les dissimulations de prix, à l'avenir, dans les contrats de vente, d'échange ou de partage] (*ibid.*). Rejet, au scrutin public, des quatre premiers paragraphes de l'article 1er du projet de la Commission (p. 640); liste des votants (p. 644). Abandon par le Gouvernement et par la Commission des articles 1er, 2 et 3 de leurs projets respectifs [Mesures de répression contre les dissimulations de prix, à l'avenir, dans les contrats de vente, d'échange ou de partage] (t. 39, p. 2). — Motion de M. Sebert, tendant au renvoi des articles 4 et 5 à la Commission spéciale chargée de l'examen de sa proposition et de celle de M. Folliet, relatives à une nouvelle évaluation des droits de mutation basée sur le principe de la déduction des dettes (*ibid.*) : rejet (p. 6). — Article 4 [Perception d'un droit de transcription de 50 cent. par 100 fr. sur les donations contenant partage] (*ibid.*). Prise en considération d'une nouvelle rédaction de l'article, présentée par M. Gaslonde (p. 13). Rapport verbal sur l'amendement, par M. Bertauld (p. 35) : adoption de l'article 4, avec la dernière rédaction de M. Gaslonde (p. 37). — Article 5 [Capitalisation au denier 25, au lieu du denier 20, du revenu des immeubles ruraux transmis à titre gratuit] (p. 16) : adoption, au scrutin public (p. 20); liste des votants (p. 21). Article additionnel de MM. Dréo et Parent, tendant à exempter de tous droits de mutation les successions en ligne directe et les dispositions entre époux, dans lesquelles les parts héréditaires n'excèdent pas 1,000 fr. (p. 20) : rejet (p. 21). — Article 6 [Nouveaux modes d'évaluation des biens meubles transmis par succession] (*ibid.*) : adoption (p. 22). = Incident relatif à une assertion émise par M. André (de la Charente) dans une rectification au procès-verbal, au sujet de la part attribuée par lui à M. Gambetta dans le vote de la guerre de 1870 (p. 37).— Sont entendus sur l'incident : MM. Gambetta, André (de la Charente) (p. 37, 38). = Article 7 [Augmentation du droit de mutation sur les échanges d'immeubles] (p. 38). Amendement de M. Sebert, tendant à limiter à 3 1/2 le tarif proposé de 5 1/2 p. 100 (*ibid.*) : adoption de l'amendement et de l'ensemble de l'article (p. 42). — Article 8 [Perception d'un droit de transcription sur les licitations et les soultes de partage] (*ibid.*). Amendement de M. Roger-Marvaise portant suppression de l'article (*ibid.*). Rejet de l'article, au scrutin public (p. 50); liste des votants (p. 55). Article additionnel présenté par M. Léopold Faye, en remplacement de l'article 8, à l'effet de déclarer le droit exigible lorsque la licitation a le caractère translatif de propriété (p. 51) : prise en considération (*ibid.*). Rapport verbal, par M. Bertauld (p. 59) : retrait de l'article additionnel, à la suite des observations contenues dans le rapport (*ibid.*). — Article 9 [Extension de la taxe de 3 p. 100 aux lots et primes de remboursement] (p. 53-59). Amendement de MM. Alfred André (de la Seine) et Gouin, à l'effet de régler le taux de la taxe, pour les primes, par la différence entre le prix de remboursement et le cours de la Bourse (p. 59) : rejet de la prise en considération de l'amendement, et adoption de l'article (p. 62). — Article 10 du projet du Gouvernement [Établissement d'une taxe de 1 p. 100 sur le montant des primes et capitaux reçus annuellement par les Compagnies d'assurances sur la vie] : supprimé, d'un commun accord, entre la Commission et le Gouvernement (*ibid.*). — Article 11 [Perception du droit de mutation par décès sur les sommes assurées par les Compagnies d'assurances sur la vie, à raison du décès de l'assuré] (*ibid.*). Amendement de M. Alfred Naquet à l'effet de les exempter du droit (*ibid.*) : rejet (p. 66). Adoption d'une nouvelle rédaction de l'article, modifié suivant un amendement de M. Sebert (*ibid.*). — Article 12 du projet du Gouvernement [Perception d'un droit de timbre de 10 centimes sur les quittances de contributions directes au-dessus de 30 francs] supprimé par la Commission, d'accord avec le Gouvernement (*ibid.*). — Art. 13 [Communication par les Compagnies d'assurances contre l'incendie ou sur la vie

sition de MM. Félix Voisin, Humbert et autres, tendant à ajouter un paragraphe à l'article 405 du Code pénal, concernant certains délits commis au préjudice des restaurateurs, aubergistes, etc. [6 septembre 1871] (I., n° 609; A., t. 5, an., p. 199; J. O., p. 4097). — Prise en considération [19 février 1871] (A., t. 7, p. 656). — Rapport sommaire, par M. Voisin [10 janvier 1872] (I., n° 793; A., t. 6, an., p. 334; J. O., p. 448). — Commission (F., n° 234; J. O., p. 1398). — Rapport sur le fond, par M. Voisin [25 avril 1872] (I., n° 1078; A., t. 11, an., p. 5; J. O., p. 3112). = *Première délibération* [30 mai 1873] (A., t. 18, p. 456). — Est entendu : M. Voisin (*ibid.*). — L'Assemblée décide qu'elle passera à la deuxième délibération (*ibid.*). = *Deuxième délibération* [3 juin] (t. 19, p. 24). — Sont entendus : MM. Voisin, *rapporteur* (p. 24, 27, 30); Charreyron (p. 26); Giraud (p. 28, 29); Faye (p. 28, 29); Méplain (p. 29); L'Ebraly, Malens (p. 30). — L'Assemblée décide qu'elle passera à la troisième délibération [même séance] (p. 30). = *Troisième délibération* [26 juillet] (p. 475). — Sont entendus : MM. Félix Voisin, *rapporteur ;* Amat (p. 475).— Adoption de l'ensemble de la proposition (p. 476). = Loi du 26 juillet 1873 (J. O., p. 5217; B. des L., n° 2230).

## ESPAGNE.

Proposition de MM. de Saisy et Pory-Papy, tendant à féliciter le peuple Espagnol d'avoir entrepris l'abolition de l'esclavage dans ses Colonies, voy. ESCLAVAGE.

## ÉTABLISSEMENTS DE BIENFAISANCE.

1 — Exposé des motifs et texte de la proposition de MM. Dubois, Claude (de la Meurthe) et autres, sur l'organisation des Commissions administratives des hospices et hôpitaux civils [1er mai 1871] (I., n° 184; A., t. 2, p. 804; J. O., p. 943). — Rapport sommaire, par M. le comte de Melun [17 mai] (I., n° 239; A., t. 3, p. 60; J. O., p. 1494). — Prise en considération [22 mai] (A., t. 3, p. 111). — Pour la composition de la Commission, le rapport sur le fond et la discussion, voir ci-après, n° 3.

2 — Texte de la proposition de MM. Dubois, Grandpierre et autres, sur l'organisation des Commissions administratives des Bureaux de Bienfaisance [17 mai 1874] (I., n° 238; A., t. 3, p. 66; J. O., p. 4496). — Rapport sommaire, par M. le comte de Melun [27 mai] (I., n° 265; A., t. 3, p. 457; J. O., p. 4348). — Prise en considération [4er juin] (A., t. 3, p. 203). — Pour la composition de la Commission, le rapport sur le fond et la discussion, voir le numéro suivant.

3 — Exposé des motifs et texte du projet de loi sur les Commissions administratives des Bureaux de Bienfaisance, présenté par M. Lambrecht, *Ministre de l'Intérieur* [23 juillet 1874] (I., n° 393; A., t. 4, an., p. 27; J. O., p. 2318). — Commission (F., n° 75; J. O., p. 1424). — Rapport, par M. de Melun, sur ce projet de loi et les deux propositions ci-dessus mentionnées [19 février 1875] (I., n° 906; A., t. 7, an., p. 186; J. O., p. 1576). — Nouvelle rédaction du projet de loi [19 février] (I., n° 906 *bis*; A., t. 10, an., p. 69). = *Première délibération* [24 mars] (A., t. 8, p. 277).— L'Assemblée décide, sans discussion, qu'elle passera à la deuxième délibération (*ibid.*). = *Deuxième délibération* [23 mai] (A., t. 11, p. 503). — Sont entendus : MM. le comte de Melun, *rapporteur* (p. 503, 533, 546, 567); Journault (p. 508, 518, 549); Pâris (p. 508); Victor Lefranc, *Ministre de l'Intérieur* (p. 509, 540, 529); Pouyer-Quertier (p. 510); Claude (de la Meurthe) (p. 528, 530, 545); Lucien Brun (p. 531, 536, 548, 549, 551); Levêque (p. 534); Chevandier (p. 534, 550); Bouisson (p. 536); Feray (p. 547); Lenoël (p. 548). — L'Assemblée décide qu'elle passera à la troisième délibération [25 mai] (p. 551). = *Troisième délibération* [20 mars 1873] (t. 16, p. 584). — Prise en considération et renvoi à la Commission de l'amendement de M. Lambert de Sainte-Croix, ayant pour objet de substituer au projet de la Commission le mode de nomination par le préfet, sur une liste de candidats présentée par les Commissions en exercice [même séance] (p. 596). Rapport verbal, par M. le comte de Melun, sur l'amendement de M. Lambert de Sainte-Croix [26 mars] (A., t. 17, p. 105). — Adoption du nouvel article premier proposé par la Commission (p. 106). —

447). — Adoption successive, sans débats, des articles 2 à 5 [Du régime des condamnés à l'emprisonnement]; et des articles 6 à 8 [De la transformation des prisons départementales] (*ibid.*). — L'Assemblée décide qu'elle passera à la troisième délibération (*ibid.*). = *Troisième délibération* [2 juin] (t. 38, p. 302). — *Discussion générale* (p. 302 à 316). — *Discussion des articles* (p. 321). Article 1er [Séparation individuelle, à l'avenir, des inculpés, prévenus et accusés] (*ibid.*). Amendement de M. Marcou, tendant à leur laisser le droit d'option entre ce régime ou celui de la vie en commun (*ibid.*) : rejet de l'amendement (p. 334). Adoption, au scrutin public, de l'article 1er (p. 332); liste des votants (p. 364); rectification (p. 367). — Adoption de l'article 2 [Emprisonnement individuel des condamnés à un an de prison et au-dessous, dans les maisons départementales] (p. 355). Disposition additionnelle de M. Bouchet, tendant à laisser au moins le droit d'option aux inculpés, prévenus, accusés et condamnés pour délits politiques ou délits de presse (*ibid.*) : rejet, au scrutin public (p. 364); liste des votants (p. 363). — Article 3 [Emprisonnement individuel, sur leur demande, des condamnés à un emprisonnement de plus d'un an et un jour, maintenus en ce cas, dans les maisons départementales jusqu'à l'expiration de leur peine] (p. 368): adoption (p. 372). — Article 4 [Réduction d'un quart, de plein droit, de la durée des peines subies sous le régime de l'emprisonnement individuel] (*ibid.*) : adoption (p. 373). Paragraphe additionnel de M. Bouchet, tendant, en cas de maladie, à prescrire la cessation provisoire de l'emprisonnement cellulaire (*ibid.*) : retrait, après la déclaration faite au nom de la Commission (p. 375). — Adoption de l'article 5, tendant à faire organiser par un règlement d'administration publique le régime intérieur des maisons consacrées à l'application de l'emprisonnement individuel (*ibid.*). — Adoption des articles 6, 7 et 8, relatifs à l'appropriation des prisons départementales au nouveau régime, aux subventions à accorder par l'Etat aux départements pour ces dépenses, et à l'application successive du nouveau système pénitentiaire (p. 384). — Article additionnel de M. Schœlcher, portant institution d'un Conseil supérieur des Prisons auprès du Ministère de l'Intérieur (p. 382) : prise en considération, et renvoi à la Commission (*ibid.*). Rapport immédiat par M. Bérenger (de la Drôme) et adoption de l'article additionnel, accepté par la Commission et par le Gouvernement (p. 383). = Ont pris part à la troisième délibération : MM. Bouchet (t. 38, p. 302, 355, 373 à 375); Bérenger (de la Drôme), *rapporteur* (p. 305 à 316, 326, 360, 369, 372, 376, 383); Marcou (p. 321 à 329); Scheurer-Kestner (p. 326); Félix Voisin (p. 329 à 334, 972); le vicomte d'Haussonville (p. 339 à 374); Jules Favre (p. 340 à 348); Albert Desjardins, *Sous-Secrétaire d'État à l'Intérieur* (p. 347 à 351, 380, 383); Langlois (p. 351); Bardoux, *Sous-Secrétaire d'État de la Justice* (p. 354); Louis La Caze (p. 357); Testelin (p. 358); Martin Bernard (p. 361); Raudot (p. 368, 374 à 378, 375); le comte de Douhet (p. 374); Jouin (p. 378 à 384); Schœlcher (p. 382). — Adoption au scrutin public, de l'ensemble du projet de loi [5 juin] (t. 38, p. 383); liste des votants (p. 393; rectification, p. 397). = Loi du 5 juin 1875 (J. O., p. 4321; B. des L., n° 4194).

3 — Rapport, par M. le vicomte d'Haussonville, au nom de la Commission d'Enquête sur les Établissements pénitentiaires, suivi d'un projet de loi concernant les jeunes détenus [18 mars 1873] (I., n° 1676; A., t. 33, an., p. 221 et t. 45, p. 753 à 904; J. O., p. 6029, 6059, 6093, 6124, 6150, 6173, 6207, 6235) (1).

4 — Rapport, au nom de la même Commission, par M. Félix Voisin, suivi d'un projet de loi relatif à l'éducation et au patronage des jeunes détenus [28 mars 1873] (I., n° 1676; A., t. 45, p. 947 à 997; J. O. de 1875, p. 6954, 6995, 7029) (1).

## ÉTABLISSEMENTS THERMAUX,

voy. EAUX MINÉRALES.

## ÉTALONS.

Proposition de loi et amendements tendant à augmenter les crédits applicables

(1) Ce projet de loi n'a pas été discuté.

O., p. 3469). — L'Assemblée déclare l'urgence [même séance] (A., t. 11, p. 349). — Commission (F., n° 284 ; J. O., p. 3360). — Rapport, par M. Wallon [22 mai] (I., n° 1164; A., t. 11, an., p. 194; J. O., p. 3703). — Adoption sans discussion [25 mai] (A., t. 11, p. 543).= Loi du 25 mai 1872 (J. O., p. 3529; B. des L., n° 1128).

6 — Exposé des motifs et texte du projet de loi tendant à proroger au 1er janvier 1874, le délai fixé par l'article 6 de la loi du 12 février 1872, sur la reconstitution des actes de l'État civil de Paris, et le délai fixé par l'article 13, § 3 de la même loi, présenté par M. Dufaure, *Ministre de la Justice* [30 janvier 1873] (I., n° 1580 ; A., t. 15, an., p. 20 ; J. O., p. 845). — L'Assemblée déclare l'urgence [même séance] (A., t. 15, p. 416). — Rapport, par M. Wallon [10 février] (I., n° 1600 ; A., t. 15, an., p. 294 ; J. O., p. 1208). — Adoption, sans discussion [13 février] (A., t. 16, p. 25). = Loi du 13 février 1873 (J. O., p. 1284; B. des L., n° 1749).

7 — Exposé des motifs et texte du nouveau projet de loi relatif à la reconstitution des actes de l'État civil de Paris et des communes annexées, présenté par M. Tailhand, *Ministre de la Justice* [23 décembre 1874] (I., n° 2789 ; A., t. 35, an., p. 340 ; J. O. de 1875, p. 218). — Rapport, au nom de la Commission du Budget, par M. Vidal [22 janvier 1875] (I., n° 2863; A., t. 36, an., p. 79; J. O., p. 861).= *Première délibération* [16 février] (A., t. 36, p. 543). — L'Assemblée décide, sans débats, qu'elle passera à la deuxième délibération (p. 544).= *Deuxième délibération* [2 mars 1875] (t. 37, p. 8). — L'Assemblée décide, sans débats, qu'elle passera à la troisième délibération (*ibid.*).= *Troisième délibération* [5 juin 1875] (t. 38, p. 384). — Observations incidentes sur la situation des familles dont les chefs ont disparu dans la répression de la Commune en 1871 (*ibid.*). — Sont entendus : MM. Guichard, Bardoux, *Sous-Secrétaire d'État à la Justice* (*ibid.*). — Adoption de l'ensemble du projet de loi modifié [même séance] (p. 385). = Loi du 5 juin 1875 (J. O., p. 4321 ; B. des L., n° 1492).

8 — Exposé des motifs et texte du projet de loi tendant à modifier certaines dispositions de la loi du 12 février 1872, relative à la reconstitution des actes de l'État civil de Paris, présenté par M. Dufaure, *Ministre de la Justice* [6 juillet 1875] (I., n° 3153; A., t. 39, an., p. 214 ; J. O., p. 6438). — Rapport, par M. Denormandie [23 juillet] (I., n° 3258; A., t. 41, an., p. 64 ; J. O., p. 6828). — Motion du Rapporteur, tendant à la mise à l'ordre du jour du lendemain et à la déclaration d'urgence de ce projet de loi [2 août] (p. 348) : adoption de cette double proposition (*ibid.*). — Adoption, sans discussion, des divers articles et de l'ensemble du projet de loi [3 août] (p. 407). = Loi du 3 août 1875 (J. O., p. 6689 ; B. des L., n° 1376).

9 — Projet de loi relatif aux frais de reconstitution de l'État civil de Paris, voy. CRÉDITS, § III, *Justice*, n° 1.

## § II. — *État civil dans les départements.*

1 — Exposé des motifs et texte du projet de loi sur la régularisation des actes de l'État civil dans les départements, présenté par M. Dufaure, *Ministre de la Justice* [11 décembre 1871] (I., n° 691 ; A., t. 6, an., p. 158 ; J. O., p. 5332). — Commission (F., n° 95 ; J. O. p. 1476). — Rapport, par M. Wallon [27 décembre] (I., n° 750 ; A., t. 6, an., p. 269; J. O. de 1872, p. 284). — Déclaration d'urgence, sur la demande de M. le garde des sceaux et adoption [6 janvier 1872] (t. 6, p. 439). = Loi du 6 janvier 1872 (J. O., p. 185; B. des L., n° 847).

2 — Exposé des motifs et texte du projet de loi relatif aux frais de reconstitution des registres de l'État civil de l'arrondissement de Remiremont (Vosges), présenté par M. Dufaure, *Ministre de la Justice* [21 janvier 1873] (I., n° 1560 ; A., t. 15, an., p. 166; J. O., p. 707). — L'Assemblée déclare l'urgence [même séance] (A., t. 15, p. 166). — Commission (F., n° 405 ; J. O. de 1873, p. 653). — Rapport, par M. Claude (des Vosges) [11 février] (I., n° 1602 ; A., t. 16, an., p. 3 ; J. O., p. 1184). — Déclaration d'urgence [18 février] (A., t. 16, p. 103). — Adoption sans discussion (p. 104).= Loi du 18 février 1873 (J. O., p. 1281 ; B. des L., n° 1751).

5 — Texte de la proposition de MM. Schœlcher, Brisson et autres, tendant à décréter la levée de l'état de siége dans les départements de la Seine et de Seine-et-Oise [1er septembre 1871] (I., n° 576; A., t. 5, an., p. 138; J. O., p. 3728).—Demande de déclaration d'urgence, par M. Schœlcher (A., t. 5, p. 278). Sont entendus : MM. Schœlcher (p. 278, 279); Lambrecht, *Ministre de l'Intérieur ;* Henri Brisson (p. 279). — Rejet de cette demande (p. 279). — Rapport sommaire, par M. le baron Chaurand [23 mars 1872] (I., n° 1020; A., t. 8, an., p. 217; J. O., p. 2413). = Demande d'interpellations relatives au maintien de l'état de siége à Paris et dans divers départements, voy. INTERPELLATIONS, n° 22. — Mise à l'ordre du jour, à la suite de ces interpellations, de la proposition de M. Schœlcher, sur la levée de l'état de siége à Paris [7 juillet 1873] (t. 19, p. 102). = Discussion sur la prise en considération [5 décembre 1873] (A., t. 28, p. 117). — Sont entendus: MM. Schœlcher (p. 117); le baron Chaurand, *rapporteur ;* Louis Blanc, Georges Perin (p. 118); Rameau (p. 119). — Adoption, au scrutin public, des conclusions de la Commission, tendant au rejet de la prise en considération (p. 120) : liste des votants (p. 129) ; rectifications (p. 133) (1).

6 — Exposé des motifs et texte de la proposition de MM. Levêque, Carion et autres, tendant à lever l'état de siége dans le département de la Côte-d'Or [4 mars 1874] (I., n° 2254; A., t. 30, an., p. 145; J. O., p. 2544). — Rapport sommaire, voy. le numéro suivant.

7 — Exposé des motifs et texte de la proposition de MM. Barthélemy Saint-Hilaire, Rameau et autres, tendant à lever l'état de siége dans le département de Seine-et-Oise [15 mai 1874] (I., n° 2382; A., t. 31, an., p. 59 ; J. O., p. 3610). — Rapport sommaire, par M. Bottieau, sur ces propositions et celles mentionnées au présent article sous les numéros 6 et 8 à 28 [30 juillet] (I., n° 2640; A., t. 34, an., p. 105; J. O., p. 5975) (2).

8 — Exposé des motifs et texte de la proposition de MM. Boysset, de Lacretelle et autres, tendant à lever l'état de siége dans le département de Saône-et-Loire [20 mai 1874] (I., n° 2399; A., t. 31, an., p. 445; J. O., p. 3794). — Rapport sommaire, voy. ci-dessus, n° 7.

9 — Texte de la proposition de MM. Duvergier de Hauranne et Henri Brisson, tendant à lever l'état de siége dans le département du Cher [22 mai 1874] (I., n° 2403; A., t. 31, an., p. 450; J. O., p. 3742). — Rapport sommaire, voy. ci-dessus, n° 7.

10 — Exposé des motifs et texte de la proposition de MM. Barni et Goblet, tendant à lever l'état de siége dans le département de la Somme [20 mai 1874] (I., n° 2400; A., t. 31, an., p. 445; J. O., p. 3890).— Rapport sommaire, voy. ci-dessus, n° 7.

11 — Texte de la proposition de MM. Casimir Perier et autres, tendant à lever l'état de siége dans le département de l'Aube [3 juin 1874] (I., n° 2418; A., t. 31, an., p. 513; J. O,, p. 3794). — Rapport sommaire, voy. ci-dessus, n° 7.

12 — Exposé des motifs et texte de la proposition de M. Léon Robert, ayant pour objet la levée de l'état de siége dans le département des Ardennes [5 juin 1874] (I., n° 2430 ; A., t. 32, an., p. 11; J. O., p. 4036). — Rapport sommaire, voy. ci-dessus, n° 7.

13 — Texte de la proposition de MM. Jules Simon et autres, tendant à lever l'état de siége dans le département de la Marne [6 juin 1874] (I., n° 2433; A., t. 32, an., p. 22; J. O., p. 4150). — Rapport sommaire, voy. ci-dessus, n° 7.

14 — Texte de la proposition de M. Gérard, tendant à lever l'état de siége dans le département de l'Oise [6 juin 1874] (I., n° 2434; A., t. 32, an., p. 22; J. O., p. 4022). — Rapport sommaire, voy. ci-dessus, n° 7.

15 — Texte de la proposition de MM. Lebreton, Morvan et autres, tendant à lever l'état de siége dans la ville de Brest [6 juin 1874] (I., n° 2435; A., t. 32, an., p. 22; J. O., p. 3888). — Rapport sommaire, voy. ci-dessus, n° 7.

16 — Texte de la proposition de MM. Mer-

(1) Voir ci-après, n° 7, la même proposition renouvelée pour le département de Seine-et-Oise.

(2) Ces propositions n'ont pas été discutées.

# F

## FACTURES.

1 — Exposé des motifs et texte de la proposition de M. Wolowski, tendant à établir un timbre proportionnel sur les factures [2 août 1871] (I., n° 450; A., t. 4, p. 402, et an., p. 185; J. O., p. 2672). — Déclaration d'urgence et renvoi à la Commission du Budget [même séance] (A., t. 4, p. 402) (1).

2 — Exposé des motifs et texte de la proposition de M. le comte de Douhet, tendant à établir un impôt général sur les factures [3 août 1871] (I., n° 455; A., t. 4, p. 431, et an., p. 192; J. O., p. 2667). — Déclaration d'urgence et renvoi à la Commission du budget (A., t. 4, p. 432) (1).

3 — Disposition relative à l'établissement d'un droit fixe sur les quittances, voy. BUDGET GÉNÉRAL DE L'ÉTAT, § I, *Budget rectifié de 1871*, n° 4.

4 — Amendement tendant à soumettre les factures à un impôt de timbre proportionnel, voy. BUDGET GÉNÉRAL DE L'ÉTAT, § IV, *Exercice 1874*, n° 8. — § V, *Exercice 1875*, n° 12.

## FACULTÉS DE L'ÉTAT.

1 — Propositions présentées : 1° par MM. Varroy, Berlet et autres; 2° par MM. Desjardins, Bompard et autres; 3° par MM. Cordier, Nétien et autres, relatives à la translation des Facultés de Strasbourg à Nancy ou à Rouen, voy. ALSACE-LORRAINE, § V.

2 — Exposé des motifs et texte de la proposition de MM. Le Royer, Ducarre et autres, relative à la création d'une Faculté et d'une École supérieure de pharmacie dans la ville de Lyon [15 septembre 1871] (I., n° 663; A., t. 5, an., p. 285; J. O., p. 4242). — Rapport sommaire, par M. Rive [17 mai] (I., n° 1153; A., t. 11, an., p. 166; J. O., p. 3742). — Prise en considération [21 mai] (A., t. 18, p. 19). — Sont entendus : MM. Testelin, Rive, *rapporteur*. — Commission (F., n° 475; J. O. de 1873, p. 3722). — Rapport, par M. Paul Bert, sur le fond de cette proposition et sur celles de MM. Fourcand, Gatien-Arnoult, Lallié, Vente et Amat, mentionnées ci-après sous les n°s 2 à 6 et relatives à la création de Facutés de médecine et d'Écoles de pharmacie à Lyon, Bordeaux, Toulouse, Nantes, Lille et Marseille [16 mars 1874] (I., n° 2293; A., t. 31, an., p. 582; J. O., p. 3333, 3427, 3457). = *Première délibération* [5 juin] (A., t. 32, p. 4). — Sont entendus : MM. Paul Bert, *rapporteur* (p. 4 à 13); Bouisson (p. 13 à 17); Desjardins, *Sous-Secrétaire d'État de l'Instruction publique* (p. 17). — L'Assemblé décide qu'elle passera à la deuxième délibération (p. 19). = *Deuxième délibération* [25 juin] (p. 398). = Contre-projet présenté par M. Bouisson, ayant pour objet la création d'une seule Faculté de médecine dans l'Ouest de la France (*ibid.*) : rejet, au scrutin public (p. 411); liste des votants (p. 416). — Sont entendus : MM. Bouisson (p. 398 à 402, 403); Ducarre (p. 402 à 406); Alfred Naquet (p. 406 à 407); Paul Bert, *rapporteur* (p. 407 à 411); Emmanuel Arago (p. 411); Testelin (p. 411); Lallié (p. 411); Gatien-Arnoult (p. 411 à 413, 414); Albert Desjardins, *Sous-Secrétaire d'État de l'Instruction publique* (p. 413, 414); Laboulaye (p. 415). — L'Assemblée décide qu'elle passera à la troisième délibération (p. 415). = Demande d'ajournement de la troisième délibération [20 juillet 1874] (A., t. 33, p. 238). — Sont entendus : MM. Bouisson (p. 238, 239); Emmanuel Arago (*ibid.*). — L'Assemblée prononce l'ajournement de cette discussion (p. 238). = *Troisième délibération* [5 décembre 1874] (t. 35, p. 64). — Demande par M. Bouisson, d'ajournement de la discussion après les trois

(1) Cette proposition a été comprise dans le rapport de M. Casimir Perier, sur le Budget rectifié de 1871, voy. BUDGET GÉNÉRAL DE L'ÉTAT, § I, n° 3.

a Banque de France et la ville de Paris, par suite des réquisitions d'argent opérées par les agents de la Commune, en 1871 [24 juin 1874] (I., n° 2495; A., t. 32, an., p. 269; J. O., p. 5123). — Demande par M. Léon Say du renvoi de cette proposition à la Commission du Budget (A., t. 32, p. 391). — Est entendu : M. Albert Desjardins, *Sous-Secrétaire d'État de l'Instruction publique* (*ibid.*). — Le renvoi est prononcé (*ibid.*) (1).

9 — Exposé des motifs et texte du projet de loi relatif à la reconstruction de l'École pratique des cliniques d'accouchement de la Faculté de médecine de Paris, présenté par M. Wallon, *Ministre de l'Instruction publique* et par M. Léon Say, *Ministre des Finances* [2 août 1875] (I., n° 3383; A., t. 41, an., p. 361; J. O., p. 9199). — Rapport, au nom de la Commission du Budget de 1876, par M. Lepère [27 novembre] (I., n° 3477; A., t. 42, an., p. 361; J. O., p. 10681). — Discussion [14 décembre] (A., t. 43, p. 269). — Adoption des articles 1 et 2 du projet de loi, de la nouvelle rédaction de l'article 3 proposé par M. Lepère, *rapporteur*, d'accord avec le Gouvernement, et de l'ensemble du projet de loi (*ibid.*). = Loi du 14 décembre 1875 (J. O. de 1876, p. 345; B. des L., n° 4924).

10 — Projets de lois de crédits applicables : 1° au service des cliniques de la Faculté de Paris ; 2° aux dépenses des Facultés et Écoles de pharmacie ; 3° à la création d'une chaire de chimie organique à la Faculté des Sciences de Paris, voy. CRÉDITS, § IX, *Instruction publique*, n°s 7, 8 et 20.

11 — Rapports sur des pétitions relatives à la création de chaires de philologie Romane dans les Facultés d'Aix, de Toulouse et de Montpellier, voy. PÉTITIONS, § II.

## FACULTÉS LIBRES.

Discussion et dispositions relatives à leur création, voy. INSTRUCTION PUBLIQUE, § II.

(1) Il n'a pas été fait de rapport spécial sur cette proposition.

## FAILLITES.

1 — Proposition de M. Parent, tendant à modifier l'article 65 du Code de Commerce, relatif à la procédure de séparation de biens en matière de faillite, voy. CODE DE COMMERCE.

2 — Proposition de M. Courbet-Poulard, tendant à déterminer la réduction du privilége des propriétaires d'immeubles affectés à une destination industrielle ou commerciale, lorsque l'industriel ou le commerçant qui les occupe tombe en faillite, voy. PRIVILÉGES.

3 — Proposition de MM. Ducuing, Daron et autres, relative aux arrangements amiables entre créanciers et débiteurs, voy. CONCORDATS AMIABLES.

4 — Résolution relative à la déchéance de M. Hulin, membre de l'Assemblée nationale, tombé en faillite, voy. DÉCHÉANCE DE DÉPUTÉS.

## FAMILLE BONAPARTE, voy. BONAPARTE (FAMILLE).

## FAMILLE D'ORLÉANS, voy. ORLÉANS (FAMILLE D').

## FÉRAY BUGEAUD D'ISLY (M.).

Projet de loi ayant pour objet d'accorder une pension à cet officier, petit-fils du maréchal Bugeaud, voy. PENSIONS NATIONALES.

## FERMAGES.

Proposition de M. Millière relative aux loyers et fermages courus pendant la guerre, voy. LOYERS.

## FERMES-ÉCOLES.

Discussion relative à la question des fermes-écoles, voy. BUDGET GÉNÉRAL DE L'ÉTAT, § V, *Exercice 1875*, n° 14.

5,000 fr. à Paris [29 juin 1872] (I., n° 1252; A., t. 12, an., p. 97; J. O., p. 4825). — Sur la demande de M. Folliet, l'urgence est déclarée, et la proposition renvoyée à la Commission du Budget de 1872 (p. 598) (1).

7 — Rapport, par M. de la Bouillerie, au nom de la Commission du Budget, et projet de loi relatif aux pensions des employés réformés pour cause de suppression d'emploi ou de réorganisation, voy. PENSIONS CIVILES.

8 — Proposition de MM. l'amiral de Montaignac et autres, portant création d'une Caisse de Prévoyance pour les fonctionnaires civils, voy. CAISSE DE PRÉVOYANCE.

9 — Projet de loi relatif au cumul des traitements civils d'activité et des pensions militaires, voy. PENSIONS MILITAIRES.

10 — Proposition tendant à empêcher l'abus des nominations faites à la dernière heure par les Ministres sortant de fonctions, voy. MINISTRES.

11 — Exposé des motifs et texte de la proposition de M. Sansas, tendant à modifier l'article 114 du Code pénal, relatif à la punition des actes arbitraires commis par les fonctionnaires [10 juin 1874] (I., n° 2455; A., t. 32, an., p. 138; J. O., p. 4493). — Rapport sommaire, par M. Lepetit [30 juillet] (I., n° 2635; A., t. 34, an., p. 100; J. O., p. 5973) (2).

12 — Projet de loi réglant, au point de vue de l'indemnité, la situation des fonctionnaires nommés Députés, voy. DÉPUTÉS FONCTIONNAIRES PUBLICS.

13 — Proposition de M. Princeteau, tendant à interdire les fonctions publiques salariées aux membres de l'Assemblée nationale, voy. DÉPUTÉS FONCTIONNAIRES PUBLICS.

14 — Dispositions relatives aux incompatibilités des fonctions publiques avec le mandat de Député, voy. ÉLECTIONS, II^e^ section, § 1, n^os^ 5 et 20.

15 — Proposition de MM. Vinay, Callet et autres, ayant pour objet d'interdire aux fonctionnaires publics salariés d'être élus Conseillers municipaux ou Conseillers généraux, voy. CONSEILS GÉNÉRAUX, § IV, n° 6.

(1) Il n'a pas été fait de rapport sur cette proposition.

(2) Cette proposition n'a pas été discutée.

## FONDS DE COMMERCE.

Proposition de MM. Journault, Buée et autres, tendant à assurer l'application aux ventes des fonds de commerce et aux cessions de clientèles des droits établis par la loi du 22 frimaire an VII sur l'enregistrement, voy. ENREGISTREMENT, n^os^ 3 et 6.

## FONDS DE SECOURS AUX DÉPARTEMENTS.

1 — Rapport, au nom de la Commission du Budget, par M. Casimir Perier, sur le projet de distribution du fonds de quatre millions, destiné à venir en aide aux départements qui, en raison de leur situation financière, doivent recevoir une allocation sur les fonds généraux du Budget [15 septembre 1871] (I., n° 667; A., t. 5, p. 660, et an., p. 289; J. O., p. 4244). — Discussion [16 septembre] (t. 5, p. 676). — Sont entendus : MM. Margaine (p. 676, 679); le comte Benoist d'Azy (p. 677, 678, 681); Cochery (p. 678, 680); Lambrecht, *Ministre de l'Intérieur* (p. 678); Delille (p. 679, 680); Flye Sainte-Marie (p. 680); Guichard (p. 680); le marquis de Vogué, le comte de Douhet (p. 681). — Adoption du tableau et de la disposition additionnelle proposés par la Commission du Budget [même séance] (p. 682). = Loi du 16 septembre 1871 (J. O., p. 3775; B. des L., n° 557).

2 — Exposé des motifs et texte du projet de loi portant fixation pour l'Exercice 1873 du fonds de subvention applicable aux dépenses départementales, présenté par M. Victor Lefranc, *Ministre de l'Intérieur* [5 juillet 1872] (I., n° 1272; A., t. 12, an., p. 156; J. O., p. 4759). — Rapport, au nom de la Commission du Budget, sur ce projet de loi et sur le projet de loi de répartition ci-après mentionné, voy. le n° suivant.

3 — Exposé des motifs et texte du projet de loi portant répartition du fonds de 4 millions, destiné à venir en aide aux départements (Exercice 1873), présenté par M. Victor Lefranc, *Ministre de l'Intérieur* [13 juillet 1872] (I., n° 1303; A., t. 13, an., p. 67; J.

2 — Rapport, par M. le vicomte de Bo[illegible] et de loi de la Commission [illegible] administratifs ayant pour ob[illegible] du service des Forêts au Mi[illegible] de l'Agriculture, voy. SERVICES ADMINISTRATIFS.

[illegible] CHASSE. — CHEMINS FORESTIERS. — CODE FORESTIER.

## FORTIFICATIONS.

§ I. CONSTRUCTION DE NOUVELLES FORTIFICATIONS.

§ II. CLASSEMENT ET DÉCLASSEMENT DE PLACES DE GUERRE.

### § I. — *Construction de nouvelles fortifications.*

1 — Exposé des motifs et texte de la proposition de M. Vandier, relative à la défense fixe des côtes [10 mars 1873] (I., n° 1645; A., t. 16, p. 105; J. O., p. 2085, 2137). — Déclaration d'urgence et renvoi à la Commission de réorganisation de l'armée (A., t. 16, p. 380) (1).

2 — Exposé des motifs et texte du projet de loi relatif aux nouveaux forts à construire autour de Paris, présenté par M. le général du Barail, *Ministre de la Guerre* [14 février 1874] (I., n° 2226; A., t. 29, an., p. 316; J. O., p. 1124). — L'urgence demandée par M. le Ministre de la Guerre est déclarée et le projet renvoyé à la Commission de l'Armée (A., t. 29, p. 660). — Rapport, au nom de cette Commission par M. le général baron de Chabaud La Tour [21 mars] (I., n° 2321; A., t. 30, an., p. 242; J. O., p. 5476).

Débat incident sur la demande déposée par M. Chaper et plusieurs de ses collègues, tendant à ce que ce rapport ne soit ni imprimé ni distribué [même séance] (p. 536).

Sont entendus sur cette motion : MM. Chaper (p. 536, 537); Paul Bethmont, le duc Decazes, *Ministre des Affaires étrangères*; [illegible] de Lasteyrie (p. 537). — L'Assemblée [illegible] l'impression et la distribution du rapport (p. 538). — Discussion [26 et 27 mars] (p. [illegible] à 697). — *Discussion générale* (p. [illegible] à 692). — L'Assemblée décide qu'elle [illegible] à la discussion des articles (p. 692).

(1) Il n'a pas été fait de rapport sur cette propo-

— *Délibération sur les articles* (*ibid.*). — Contre-projet présenté par M. Raudot, tendant à substituer au projet des forts de Paris la construction d'ouvrages définitifs sur les frontières de l'Est (p. 692) : rejet (p. 695). — Retrait de l'amendement de M. Jean Brunet (p. 696). — Rejet de la prise en considération de l'amendement de MM. le général Valazé et l'amiral Pothuau, ayant pour objet la construction de nouveaux ouvrages extérieurs autour de Paris sur les emplacements de Stains, Vaujours, Villeneuve-Saint-Georges et Marly (p. 696). — Ont pris part aux débats : MM. Jules de Lasteyrie (p. 636 à 641); Jean Brunet (p. 641 à 647, 695); le colonel Denfert-Rochereau (p. 648 à 654); le général Chareton (p. 662 à 668, 691, 692); le général Changarnier (p. 668); le général du Barail, *Ministre de la Guerre* (p. 669); Thiers (p. 669 à 679, 682, 687 à 694); le général de Chabaud La Tour, *rapporteur* (p. 680 à 687); Raudot (p. 692 à 694, 695); le général Mazure (p. 695); le général Valazé (p. 696); le général Billot (p. 696). — Adoption au scrutin public, de l'ensemble du projet de loi amendé par la Commission [27 mars] (t. 30, p. 698); liste des votants (p. 700); rectifications (p. 704). = Loi du 27 mars 1874 (J. O., p. 2409; B. des L., n° 2841). = Rectification demandée par M. le général baron de Chabaud La Tour, *rapporteur*, au texte de l'article 1er de la loi du 27 mars 1874, sur les nouveaux forts de Paris [30 mai 1874] (t. 31, p. 203). — L'Assemblée ordonne l'insertion de la rectification au procès-verbal et au *Journal officiel* (*ibid.*).

3 — Exposé des motifs et texte du projet de loi relatif à l'amélioration des défenses des frontières de l'Est, présenté par M. le général de Cissey, *Ministre de la Guerre* [4 juin 1874] (I., n° 2422; A., t. 31, an., p. 516; J. O., p. 4121). — L'Assemblée, sur la demande de M. le Ministre de la Guerre, déclare l'urgence et ordonne le renvoi du projet de loi à la Commission de l'Armée (A., t. 31, p. 289). — Rapport, au nom de cette Commission, par M. le général baron de Chabaud La Tour [9 juillet] (I., n° 2530; A., t. 33, an., p. 10; J. O., p. 5380). — Discussion [17 juillet] (p. 191). — Rejet de la prise en considération de l'amendement de M. le colonel Denfert-Rochereau, relatif à un nou-

p. 275). — Rapport, au nom de la Commission d'intérêt local, par M. Philippoteaux [31 juillet 1875] (I., n° 3375; A., t. 41, an., p. 233; J. O., p. 7187). — Adoption successive, sans discussion, des divers articles, et, au scrutin public et à l'unanimité, de l'ensemble du projet de loi [3 août] (p. 365). = Loi du 3 août 1875 (J. O., p. 7153; B. des L., n° 4462).

4 — Exposé des motifs et texte du projet de loi relatif au classement de la redoute des Hautes-Bruyères comme dépendance de la place de Paris, présenté par M. le général de Cissey, *Ministre de la Guerre* [9 novembre 1875] (I., n° 3406; A., t. 42, an., p. 12; J. O., p. 9424). — Renvoi à la Commission de l'armée (A., t. 42, p. 64). — Rapport, au nom de cette Commission, par M. Chaper [22 novembre] (I., n° 3449; A., t. 42, an., p. 283; J. O., p. 9797). — Demande de mise à l'ordre du jour du projet de loi, par M. Audren de Kerdrel, *Président de la Commission de l'armée* [24 novembre] (A., t. 42, p. 323). — Adoption de cette demande (p. 325). = *Première délibération* [9 décembre] (A., t. 43, p. 189). — Demande d'urgence, par M. le Ministre de la Guerre : adoption (*ibid.*). — Adoption, sans discussion, des articles et de l'ensemble du projet de loi (*ibid.*). = Loi du 9 décembre 1875 (J. O., p. 10604 ; B. des L., n° 4712).

5 — Exposé des motifs et texte du projet de loi relatif au classement de la nouvelle enceinte des faubourgs de Belfort, présenté par M. le général de Cissey, *Ministre de la Guerre* [18 novembre 1875] (I., n° 3433; A., t. 42, an., p. 231; J. O., p. 9772). — Déclaration d'urgence et renvoi à la Commission de l'armée, sur la demande de M. le Ministre de la Guerre (A., t. 42, p. 231, 232). — Rapport, au nom de cette Commission, par M. Chaper [16 décembre] (I., n° 3592; A., t. 44, an., p. 573; J. O. de 1876, p. 870). — Insertion du projet de loi dans la Résolution relative à l'ordre des derniers travaux de l'Assemblée [30 décembre 1875] (p. 286). — Adoption, sans discussion, des trois articles et de l'ensemble du projet de loi, précédemment déclaré d'urgence [31 décembre] (p. 444). = Loi du 31 décembre 1875 (J. O. de 1876, p. 442; B. des L., n° 4815).

6 — Projet de loi relatif au classement du fort de Bellevue à Constantine, voy. ALGÉRIE, § III, n° 4.

**FORTS DE L'EST**, voy. FORTIFICATIONS, § I, n° 3.

**FORTS DE PARIS** (NOUVEAUX), voy. FORTIFICATIONS, § I, n° 2.

**FRANCE.**

1 — Commissions chargées d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état général de la France en février 1871, voy. ENQUÊTES PARLEMENTAIRES, III^e^ section, § I.

2 — Exposé des motifs et texte de la proposition de M. Jean Brunet, tendant à déclarer que la France se voue à Dieu et au Christ [11 janvier 1872] (I., n° 795; A., t. 6, p. 520, et an., p. 355; J. O., p. 496). — Développement de la demande d'urgence, par M. Jean Brunet (p. 521). — L'urgence n'est pas déclarée (*ibid.*). — Rapport sommaire, par M. de Cazenove de Pradines [3 février] (I., n° 875; A., t. 7, an., p. 447; J. O., p. 1248). — Discussion sur la prise en considération [8 mars 1872] (t. 8, p. 245). — Sont entendus : MM. Jean Brunet (p. 245); Cazenove de Pradines, *rapporteur* (p. 248); le général Robert (*ibid.*). — Rejet de la prise en considération (p. 249). = Incident au sujet de la lecture du procès-verbal de cette séance : MM. de Belcastel, le général Robert (p. 251).

3 — Exposé des motifs et texte de la proposition de M. Jean Brunet sur la réorganisation territoriale de la France [2 février 1872] (I., n° 871 ; A., t. 7, p. 357, et an, p. 441; J. O. de 1872, p. 1267). — Rejet de la demande d'urgence (A., t. 7, p. 358). — Rapport sommaire, par M. Gusman Serph [8 juillet] (I., n° 1278; A., t. 13, an., p. 12; J. O., p. 5000). — Discussion sur la prise en considération [2 juillet 1873] (A., t. 19, p. 2). — Sont entendus : MM. Jean Brunet (p. 2, 7), Gusman Serph, *rapporteur* (p. 5). — Retrait de la proposition par son auteur (p. 7).

4 — Exposé des motifs et texte de la

[illegible] (p. 126, 135); Voisin (p. 126); le comte [illegible]ergorlay (p. 126, 133); le général de [illegible]baud La Tour (p. 126); Vandier (p. 127); [illegible]aure, *Ministre de la Justice* (p. 127); Boduin (p. 134, 135); Leurent (p. 134, 135); le comte Octave de Bastard, de Valon (p. 135); Lambrecht, *Ministre de l'Intérieur* (p. 136). — Adoption, au scrutin public, de l'ensemble du projet de loi amendé [25 août] (p. 136); liste des votants (p. 158). = Loi du 25 août 1871 (J. O., p. 3065; B. des L., n° 483).

## GARDE NATIONALE MOBILE.

Question relative à l'emploi des officiers de cette garde, ainsi que de la garde mobilisée, appelés à Versailles, à l'occasion de l'insurrection du 18 Mars 1871, voy. QUESTIONS, n° 16.

## GARDE NATIONALE MOBILISÉE.

1 — Exposé des motifs et texte de la proposition de MM. Seignobos, Parent, Destremx et autres, tendant à répartir les charges imposées aux communes et aux départements pour la garde mobilisée [10 mars 1871] (I., n° 49; A., t. 1, an., p. 33; J. O., p. 375). — Rapport sommaire, par M. le comte de Melun [1er avril] (I., n° 104; A., t. 2, p. 216; J. O., p. 581). — Prise en considération, sans discussion [8 avril] (A., t. 2, p. 333). — Commission (F., n° 40; J. O., p. 542). — Rapport, par M. Delille [29 mai] (I., n° 266; A., t. 3, p. 169; J. O., p. 1451). — Rapport supplémentaire, par le même Député [7 septembre] (I., n° 617; A., t. 5, an., p. 205; J. O., p. 4113). — Discussion [11 septembre] (p. 532). — Sur la demande de M. Delille, *rapporteur*, l'Assemblée déclare l'urgence (p. 533). — Rejet de l'article additionnel proposé par M. Pouyer-Quertier, *Ministre des Finances*, et relatif à la création de six centimes additionnels pour l'exécution de la présente loi (p. 542). — Sont entendus : MM. Delille, *rapporteur* (p. 532, 536, 537, 538, 541, 542); Destremx (p. 533); Pouyer-Quertier, *Ministre des Finances* (p. 535, 538, 540, 541); Henri Vinay (p. 537); Barascud (p. 538, 542); le marquis de Vogué (p. 538, 542); le marquis de Mornay (p. 540). — Adoption de l'ensemble du projet de loi [même séance] (p. 542). = Loi du 11 septembre 1871 (J. O., p. 3496; B. des L., n° 503).

2 — Disposition relative au contingent des départements et des communes dans les dépenses de la garde nationale mobilisée, voy. BUDGET GÉNÉRAL DE L'ÉTAT, § I, *Exercice 1871*, n° 3.

3 — Projets de lois tendant à ouvrir au Ministre de l'Intérieur des crédits applicables au payement des annuités du remboursement aux départements et aux communes, des dépenses relatives à la garde nationale mobilisée, voy. CRÉDITS, § V, *Intérieur*, n° 9.

4 — Exposé des motifs et texte de la proposition de M. René Brice, sur le mode de remboursement des sommes payées par les départements et les communes, en vertu du décret du 22 octobre 1870, pour les dépenses d'équipement et d'armement des gardes nationales mobilisées [20 juin 1872] (I., n° 1233; A., t. 12, p. 433, et an., p. 51; J. O., p. 4354). — L'Assemblée déclare l'urgence [même séance] (A., t. 12, p. 434). — Pour la Commission, le rapport et la discussion, voy. le numéro suivant.

5 — Exposé des motifs et texte du projet de loi relatif: 1° à l'affectation que pourront recevoir les taxes spéciales imposées, en vertu du décret du 22 octobre 1870, pour l'organisation des gardes nationales mobilisées; 2° à la cessation du recouvrement des sommes encore dues par les départements, les communes et les particuliers pour le même objet, présenté par M. Victor Lefranc, *Ministre de l'Intérieur* [29 juin 1872] (I., n° 1256; A., t. 12, an., p. 103; J. O., p. 4820). — Déclaration d'urgence (t. 12, p. 621). — Commission (F., n° 325; J. O., p. 4633). — Rapport, par M. René Brice, sur le projet de loi du Gouvernement et la proposition présentée par lui et ci-dessus mentionnée [22 juillet 1872] (I., n° 1331; A., t. 13, an., p. 171; J. O., p. 5368). — Demande de mise à l'ordre du jour du projet de la Commission [21 novembre] (t. 14, p. 177). — Est entendu : M. le marquis de Vogué (p. 177). = *Discussion générale* [25 novembre] (p. 241). —

**GIRONDE** (DÉPARTEMENT DE LA).

1 — Projet de loi relatif à une cession de terrains par l'Etat à ce département, voy. DOMAINES DE L'ÉTAT, n° 10.

**GOBELINS** (MANUFACTURE DES), voy. MANUFACTURES NATIONALES.

**GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE.**

§ I. DÉMISSION DES MEMBRES DU GOUVERNEMENT.
§ II. DEMANDES DE REDDITION DE COMPTES ET DE MISE EN ACCUSATION DES MEMBRES DU GOUVERNEMENT.
§ III. RÉVISION DES DÉCRETS LÉGISLATIFS.

§ I. — *Démission des membres du Gouvernement.*

1 — Allocution de M. Jules Favre, *Vice-Président* du Gouvernement de la Défense nationale, en déposant ses pouvoirs [13 février 1871] (A., t. 1, p. 4). — Réponse de M. le comte Benoist d'Azy, *Doyen d'âge* de l'Assemblée nationale (p. 5).

2 — Lettres de démission signées : de MM. Emmanuel Arago, *Ministre de l'Intérieur;* Le Flô, *Ministre de la Guerre;* Jules Simon, *Ministre de l'Instruction publique et des Cultes;* Jules Favre, *Ministre des Affaires étrangères;* l'amiral Fourichon, *Ministre de la Marine et des Colonies;* de MM. Eugène Pelletan, Glais-Bizoin et Garnier-Pagès, *Membres du Gouvernement* [13 février 1871] (t. 1, p. 5); de M. Crémieux, *Membre du Gouvernement et Ministre de la Justice* [14 février] (p. 9); de M. Magnin, *Ministre de l'Agriculture et du Commerce* [15 février] (p. 30); de M. Dorian, *Ministre des Travaux publics* [18 février] (p. 66).

§ II. — *Demandes de reddition de comptes et de mise en accusation des membres du Gouvernement.*

1 — Exposé des motifs et texte de la proposition de MM. Louis Blanc, Victor Hugo et autres, tendant à faire rendre compte à l'ex-Gouvernement de la Défense nationale de la manière dont il a exercé le pouvoir à Paris durant le siége [6 mars 1871] (I., n° 29, A., t. 1, p. 66, et an., p. 21; J. O., p. 338). — Rapport sommaire, par M. de Kerdrel, sur cette proposition et sur celles de MM. Delescluze et Millière, ci-après mentionnées [17 avril] (I., n° 144; A., t. 2, p. 568; J. O., p. 771). = Incident relatif à la demande de mise à l'ordre du jour des conclusions de ce rapport [26 avril] (t. 2, p. 726). — Sont entendus : MM. Mortimer-Ternaux (*ibid.*); Audren de Kerdrel, *rapporteur* (p. 726, 727); l'amiral Fourichon (p. 726); Dufaure, *Garde des Sceaux;* Jules Simon, *Ministre de l'Instruction publique et des Cultes;* Emmanuel Arago (p. 727). — Adoption de l'ajournement à un mois proposé par M. le Garde des Sceaux (p. 728). = Nouvel incident relatif à la mise à l'ordre du jour de cette discussion, demandée par M. le général Trochu [29 mai] (t. 3, p. 167) : MM. le général Trochu, Peltereau-Villeneuve (p. 167, 168). — Reprise, par M. Toupet des Vignes, de la proposition, retirée par M. Schœlcher (p. 168). — Discussion sur la prise en considération [30 mai] (p. 180) : MM. le général Trochu (*ibid.*); Audren de Kerdrel, *rapporteur* (p. 181). — Prise en considération (p. 182). — Commission (F., n° 81; J. O., p. 1188). — Rapport sur le fond, par M. Antonin Lefèvre-Pontalis [5 juin] (I., n° 299; A., t. 3, p. 268; J. O., p. 1583). — Discussion du projet de Résolution de la Commission [13 et 14 juin] (t. 3, p. 362) : M. Antonin Lefèvre-Pontalis, *rapporteur.* — L'urgence est prononcée (*ibid.*). — Ont pris part aux débats : MM. le général Trochu (p. 363 à 373; 374 à 385; 386); Louis Blanc (p. 385); le général Chanzy (p. 386); Jean Brunet (p. 389); le marquis de Castellane (p. 391); Lenoël (p. 392). — Adoption de la Résolution proposée par la Commission, tendant à soumettre les procès-verbaux des délibérations du Gouvernement de la Défense nationale, et tous autres documents, à la Commission d'Enquête sur les actes de la Délégation de Tours et de Bordeaux [14 juin] (p. 392) (1). — Observations de M. le général Trochu à l'occasion de la lecture du procès-verbal de cette séance (p. 420).

(1) Pour la composition de cette commission, voir l'article ENQUÊTES PARLEMENTAIRES, II° section, § II, n° 2.

p. 275). — Rapport, au nom de la Commission d'intérêt local, par M. Philippoteaux [31 juillet 1875] (I., n° 3375; A., t. 41, an., p. 233; J. O., p. 7187). — Adoption successive, sans discussion, des divers articles, et, au scrutin public et à l'unanimité, de l'ensemble du projet de loi [3 août] (p. 365). = Loi du 3 août 1875 (J. O., p. 7153; B. des L., n° 4462).

4 — Exposé des motifs et texte du projet de loi relatif au classement de la redoute des Hautes-Bruyères comme dépendance de la place de Paris, présenté par M. le général de Cissey, *Ministre de la Guerre* [9 novembre 1875] (I., n° 3406; A., t. 42, an., p. 12; J. O., p. 9424). — Renvoi à la Commission de l'armée (A., t. 42, p. 64). — Rapport, au nom de cette Commission, par M. Chaper [22 novembre] (I., n° 3449; A., t. 42, an., p. 283; J. O., p. 9797). — Demande de mise à l'ordre du jour du projet de loi, par M. Audren de Kerdrel, *Président de la Commission de l'armée* [24 novembre] (A., t. 42, p. 323). — Adoption de cette demande (p. 325). = *Première délibération* [9 décembre] (A., t. 43, p. 189). — Demande d'urgence, par M. le Ministre de la Guerre : adoption (*ibid.*). — Adoption, sans discussion, des articles et de l'ensemble du projet de loi (*ibid.*). = Loi du 9 décembre 1875 (J. O., p. 10601 ; B. des L., n° 4712).

5 — Exposé des motifs et texte du projet de loi relatif au classement de la nouvelle enceinte des faubourgs de Belfort, présenté par M. le général de Cissey, *Ministre de la Guerre* [18 novembre 1875] (I., n° 3433; A., t. 42, an., p. 231; J. O., p. 9772). — Déclaration d'urgence et renvoi à la Commission de l'armée, sur la demande de M. le Ministre de la Guerre (A., t. 42, p. 231, 232). — Rapport, au nom de cette Commission, par M. Chaper [16 décembre] (I., n° 3592; A., t. 43, an., p. 573; J. O. de 1876, p. 870). — Insertion du projet de loi dans la Résolution relative à l'ordre des derniers travaux de l'Assemblée [30 décembre 1875] (p. 286). — Adoption, sans discussion, des trois articles et de l'ensemble du projet de loi, précédemment déclaré d'urgence [31 décembre] (p. 384). = Loi du 31 décembre 1875 (J. O. de 1876, p. 442; B. des L., n° 4815).

6 — Projet de loi relatif au classement du fort de Bellevue à Constantine, voy. ALGÉRIE, § III, n° 1.

**FORTS DE L'EST**, voy. FORTIFICATIONS, § I, n° 3.

**FORTS DE PARIS** (NOUVEAUX), voy FORTIFICATIONS, § I, n° 2.

**FRANCE.**

1 — Commissions chargées d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état général de la France en février 1871, voy. ENQUÊTES PARLEMENTAIRES, III^e^ section, § I.

2 — Exposé des motifs et texte de la proposition de M. Jean Brunet, tendant à déclarer que la France se voue à Dieu et au Christ [11 janvier 1872] (I., n° 795; A., t. 6, p. 520, et an., p. 355; J. O., p. 496). — Développement de la demande d'urgence, par M. Jean Brunet (p. 521). — L'urgence n'est pas déclarée (*ibid.*). — Rapport sommaire, par M. de Cazenove de Pradines [3 février] (I., n° 875; A., t. 7, an., p. 147; J. O., p. 1248). — Discussion sur la prise en considération [8 mars 1872] (t. 8, p. 245). — Sont entendus : MM. Jean Brunet (p. 245); Cazenove de Pradines, *rapporteur* (p. 248); le général Robert (*ibid.*). — Rejet de la prise en considération (p. 249). = Incident au sujet de la lecture du procès-verbal de cette séance : MM. de Belcastel, le général Robert (p. 251).

3 — Exposé des motifs et texte de la proposition de M. Jean Brunet sur la réorganisation territoriale de la France [2 février 1872] (I., n° 871 ; A., t. 7, p. 357, et an, p. 141; J. O. de 1872, p. 1267). — Rejet de la demande d'urgence (A., t. 7, p. 358). — Rapport sommaire, par M. Gusman Serph [8 juillet] (I., n° 1278; A., t. 13, an., p. 12; J. O., p. 5000). — Discussion sur la prise en considération [2 juillet 1873] (A., t. 19, p. 2). — Sont entendus : MM. Jean Brunet (p. 2, 7), Gusman Serph, *rapporteur* (p. 5). — Retrait de la proposition par son auteur (p. 7).

4 — Exposé des motifs et texte de la

Sont entendus : MM. Destremx (p. 244, 245); René Brice, *rapporteur* (p. 242, 245); de Ventavon (p. 245).— L'Assemblée décide qu'elle passera à la discussion des articles [même séance] (p. 250). = *Discussion des articles* [26 novembre] (p. 254). — Sont entendus : MM. de Lorgeril (p. 254, 252, 254); Destremx (p. 252); René Brice, *rapporteur* (p. 252, 254); Cherpin (p. 252, 253); Louis Delille (p. 253). — Adoption, au scrutin public, de l'ensemble du projet de loi, avec une modification de l'article 2 [même séance] (p. 254); liste des votants (p. 259). = Loi du 26 novembre 1872 (J. O., p. 7497; B. des L., n° 1514).

**GARONNE** (Bassin de la).

1 — Rapport par M. Krantz, sur les voies navigables du bassin de la Garonne et du littoral de la Méditerranée, voy. Enquêtes III^e^ section, § III, n° 4.

2 — Question relative aux mesures à prendre pour prévenir le retour des inondations dans ce bassin, voy. Questions, n° 114.

**GARONNE** (Département de la Haute-).

1 — Rapport de la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (*Sud-Ouest-Toulouse*), voy. Enquêtes parlementaires, II^e^ section, § II, n° 19.

2 — Proposition relative à la levée de l'état de siége dans ce département, voy. État de siége, n^os^ 7 et 24.

**GASCOGNE** (Golfe de).

Rapport, par M. Krantz, sur le bassin de ce golfe, voy. Enquêtes, I^re^ section, § III, n° 4.

**GAZ.**

1 — Exposé des motifs et texte de la proposition de MM. d'Abbadie de Barrau, Desbons et autres, tendant à établir un impôt sur le gaz [27 juin 1871] (I., n° 350; A., t. 3, p. 636; J. O., p. 1819).— Rapport sommaire, par M. Adrien Léon [3 juillet] (I., n° 367; A., t. 3, p. 729; J. O., p. 2112).—Prise en considération et renvoi à la Commission du Budget [7 juillet] (A., t. 3, p. 819) (1).

2 — Amendements au Budget relatifs à l'établissement d'un impôt sur le gaz, voy. Budget général de l'État, § IV, *Exercice 1874*, n^os^ 6 et 9; *Exercice 1875*, n° 12.

3 — Projet de loi relatif à une convention entre la ville de Paris et la Compagnie parisienne du gaz, voy. Paris (Ville de), § III.

**GAZONNEMENT**, voy. Reboisement.

**GENDARMERIE.**

1 — Projet de loi relatif aux indemnités à accorder aux gendarmes et gardes républicains pour les pertes éprouvées par eux pendant la guerre et l'insurrection du 18 mars 1871, voy. Crédits, § VII, *Guerre*, n° 4.

2 — Observations tendant à l'augmentation du taux des pensions de retraites allouées aux gendarmes, voy. Budget général de l'État, § VI, *Exercice 1876*, n° 5, *Guerre*.

**GÉNIE** (Établissements et matériel du), voy. Crédits, § VII, *Guerre*, n° 2. — Fortifications.

**GENNEVILLIERS** (Commune de) (Seine).

1 — Projet de loi ayant pour objet d'autoriser un emprunt de la ville de Paris pour le payement des dépenses relatives à l'utilisation dans la plaine de Gennevilliers des eaux provenant des égouts de Paris, voy. Paris (Ville de), § III.

2 — Rapport et discussion sur la pétition des habitants de la commune de Gennevilliers relative au déversement des eaux d'égouts de Paris sur le territoire de cette commune, voy. Pétitions, § II.

**GEX** (Pays de).

Question relative à l'observation de ses franchises, voy. Questions, n° 89.

(1) Il n'a pas été fait de rapport spécial sur cette proposition.

2 — Propositions présentées : 1° par MM. Delescluze, Cournet et Razoua, et lues en séance publique, par M. Delescluze ; 2° par M. Millière, tendant à décréter d'accusation les chefs du Gouvernement de la Défense nationale, et à faire procéder à l'instruction de leur procès par une Commission de l'Assemblée nationale [6 mars 1871] (I., nos 30 et 32; A., t. 1, p. 167, 168, et an., p. 21, 22; J. O., p. 344 et 360). — Rapport sommaire, par M. Audren de Kerdrel [17 avril] (I., n° 144; A., t. 2, p. 569; J. O., p. 771). — Retrait de ces propositions de l'ordre du jour, sur la demande du rapporteur (A., t. 3, p. 182).

3 — Incident relatif à une lettre de M. Glais-Bizoin, ancien membre du Gouvernement de la Défense nationale, au sujet de l'annonce faite par M. le vicomte de Lorgeril d'une proposition tendant à mettre en accusation la Délégation de Bordeaux [7 mars 1871] (A., t. 1, p. 177).— Est entendu : M. de Lorgeril (p. 178).

4 — Proposition de MM. de Lorgeril, Dezanneau et autres, ayant pour objet la nomination d'une Commission de trente membres chargée d'examiner les actes de la Délégation de Tours et de Bordeaux au triple point de vue civil, militaire et financier [6 mai 1871] (I., n° 203; A., t. 2, p. 848; J. O., p. 1014).— Rapport sommaire, par M. Peltereau-Villeneuve [24 mai] (I., n° 252; A., t. 3, p. 127; J. O., p. 1287). — Prise en considération [27 mai] (A., t. 3, p. 267). — Commission (F., n° 80; J. O., p. 1583). — Rapport sur le fond, par M. Antonin Lefèvre-Pontalis [5 juin] (I., n° 298; A., t. 3, p. 267; J. O., p. 1583). — Discussion [13 juin] (p. 359). — Sur la demande du rapporteur, l'Assemblée déclare l'urgence (*ibid.*). — Sont entendus : MM. le vicomte de Lorgeril (p. 360); Lepère (p. 361). — Adoption de l'ensemble du projet de Résolution de la Commission (t. 3, p. 362). — N. B. Voir ci-dessus, même paragraphe, n° 1, la résolution en date du 14 juin, tendant à soumettre les documents concernant le Gouvernement de la Défense nationale à la Commission d'Enquête, sur les actes de la Délégation de Tours et de Bordeaux.

5 — Composition et rapports de la Commission d'Enquête, nommée en exécution des Résolutions des 13 et 14 juin 1871, voy. ENQUÊTES PARLEMENTAIRES, IIe section, § II, nos 2 à 22.

§ III. — *Révision des décrets législatifs.*

1 — Exposé des motifs et texte de la proposition de MM. Amédée Lefèvre-Pontalis, Delacour et Bertauld, relative à la nomination d'une Commission de trente membres chargée de réviser tous les décrets ayant un caractère législatif rendus par le Gouvernement de la Défense nationale sur des objets étrangers à ladite Défense [11 mars 1871] (I., n° 50; A., t. 1, an., p. 34; J. O., p. 375). — Rapport sommaire, par M. Bertauld [28 mars] (I., n° 88; A., t. 2, p. 160; J. O., p. 472). — Prise en considération sans discussion [31 mars] (A., t. 2, p. 199). — Commission (F., n° 32; J. O., p. 383). — Rapport sur le fond, par M. Voisin, tendant au rejet de la proposition [11 mai] (I., n° 223; A., t. 2, p. 920; J. O., p. 1413). = *Première délibération* [2 juin] (t. 3, p. 216). — Sont entendus : MM. Amédée Lefèvre-Pontalis (*ibid.*); le général Trochu (p. 219, 222); Germain (p. 221); de Valon (p. 222); Voisin, *rapporteur* (p. 223); Bertauld (p. 225); Baze (p. 227). — L'Assemblée rejette les conclusions de la Commission et décide qu'elle passera à la deuxième délibération (p. 228). = *Deuxième délibération* [15 et 16 juin] (t. 3, p. 430). — Ont pris part aux débats : MM. Voisin, *rapporteur* (p. 420, 432, 450); Amédée Lefèvre-Pontalis (p. 433, 450); Bertauld (p. 433, 446); Baragnon (p. 445). = Incident relatif aux paroles prononcées par M. Jules Favre dans un bureau de l'Assemblée nationale, à Bordeaux, sur les conditions de la paix demandée par M. de Bismarck dans l'entrevue de Ferrières (p. 447).— Sont entendus sur l'incident : MM. de Valon (p. 447); Emmanuel Arago (p. 448); le général Trochu, Eugène Pelletan, Jules Simon, *Ministre de l'Instruction publique et des Cultes* (p. 449). = Rejet au scrutin public, de l'amendement de M. Amédée Lefèvre-Pontalis, tendant à faire proposer à l'Assemblée, par une Commission nommée à cet effet, de sanctionner d'abroger ou de modifier les décrets législatifs du Gouvernement de la Défense nationale (p. 451) ; liste des votants (p. 465) ;

chasseriaux, tendant à convoquer le peuple français dans ses comices, le 4 janvier 1874, pour qu'il se prononce sur la forme définitive du Gouvernement [5 novembre 1873] (I., n° 1986; A., t. 27, p. 4, et an., p. 14; J. O., p. 6830). — Discussion sur la question du renvoi de cette proposition à la Commission qui sera chargée d'examiner les lois Constitutionnelles et la proposition de M. le général Changarnier sur la prorogation des pouvoirs de M. le maréchal de Mac-Mahon [même séance] (p. 8). — Sont entendus : MM. Rouher, Depeyre (*ibid.*); Buffet, *Président de l'Assemblée* (p. 10, 12).— Prax-Paris (p. 10, 11, 12). — Rejet de la déclaration d'urgence de la proposition de M. Eschasseriaux, demandée par M. Prax-Paris (1).

9 — Exposé des motifs et texte de la proposition de M. Dahirel, portant que l'Assemblée nationale se prononcera le 1er juin 1874, sur la forme définitive du Gouvernement de la France [25 mars 1874] (I., n° 2359; A., t. 30, p. 658, et an., p. 322; J. O., p. 3204). — Demande d'urgence par M. Dahirel (p. 658). — Sont entendus sur cette demande : MM. Audren de Kerdrel (p. 659, 660); le duc de Broglie, *Vice-président du Conseil* (p. 660); Dahirel (p. 660). — Rejet, au scrutin public, de la demande d'urgence [même séance] (p. 661); liste des votants (p. 698) (2).

Voy. CONSTITUTION.— POUVOIR EXÉCUTIF. — PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE. — POUVOIRS PUBLICS.

**GOUVERNEUR DE LA BANQUE DE FRANCE**, voy. BANQUE DE FRANCE.

**GRACE** (DROIT DE).

1 — Exposé des motifs et texte du projet de loi sur l'exercice du droit de grâce, présenté par M. Thiers, *Chef du Pouvoir exécutif*, et M. Dufaure, *Ministre de la Justice* [26 mai 1871] (I., n° 256; A., t. 3, p. 137, 143; J. O., p. 1290). — L'Assemblée déclare l'urgence [même séance] (A., t. 3, p. 137; J. O., p. 1290). — Commission (F., n° 81; J. O., p. 1486). — Rapport, par M. Batbie [14 juin] (I., n° 318; A., t. 3, p. 395; J. O., p. 1600). — Discussion [17 juin] (p. 479). — Ont pris part aux débats : MM. de Marcère (p. 479); Batbie, *rapporteur* (p. 482, 484, 485); Dufaure, *Ministre de la Justice* (p. 482); Betauld (p. 483); Langlois (p. 487). — Adoption de l'ensemble du projet de loi, amendé par la Commission [même séance] (p. 487). — Loi du 17 juin 1871 (J. O., p. 1481; B. des L., n° 402).

2 — Scrutins pour la nomination de la Commission des grâces, instituée en vertu de la loi précitée [21 et 22 juin] (A., t. 3, p. 551, 560, 564). — Incident relatif au *quorum* nécessaire pour rendre les votes de l'Assemblée valides (p. 561). — Sont entendus : MM. Grévy, *Président* (p. 561, 562); Bethmont, Baragnon (p. 564); Baze (p. 562); Brisson, Albert Desjardins, Flottard, Voisin (p. 563). — L'Assemblée décide qu'il sera procédé au troisième scrutin par appel nominal (p. 564). — Résultats de ce troisième scrutin (*ibid.*). — Composition de la Commission (F., n° 164).

3 — Incident relatif aux décisions prises par cette Commission, voy. ÉTAT DE SIÉGE, n° 4.

4 — Rapport sur les travaux de la Commission des Grâces, par MM. Martel et Félix Voisin [20 décembre 1875] (I., n° 3629; A., t. 44, an., p. 30; J. O. de 1876, p. 480).

5 — Rapport supplémentaire, au nom de la même Commission, par M. Martel [8 mars 1876] (I., n° 3629; A., t. 44, an., p. 500; J. O., p. 2587).

**GRADES** (RÉVISION DES), voy. ARMÉE, § XI.

**GRAND CONSEIL.**

Projet de loi concernant la formation d'une seconde chambre sous le nom de Grand Conseil, voy. POUVOIRS PUBLICS.

**GRANDE-BRETAGNE**, voy. ANGLETERRE.

(1) Cette proposition a été retirée le 7 novembre 1873, par lettre adressée au Président de l'Assemblée.

(2) Il n'a pas été donné suite à cette proposition.

noncé dans cette ville par M. Gambetta, voy. ASSEMBLÉE NATIONALE, § IV, n° 5. — COLONIES, n° 4. — INTERPELLATIONS, n° 34.

3 — Projets de lois relatifs à des emprunts et à des surtaxes d'octroi de la ville de Grenoble, voy. EMPRUNTS. — OCTROIS.

**GRIGNON** (ÉCOLE RÉGIONALE D'AGRICULTURE DE).

Observations sur l'omission aux recettes du Budget de 1868 des produits en nature de cette École, voy. COMPTES DES BUDGETS, § II.

**GUERRE CIVILE.**

Proposition de M. de Cazenove de Pradines, ayant pour objet de demander des prières publiques pour la faire cesser, voy. PRIÈRES PUBLIQUES.

Voy. ENQUÊTES PARLEMENTAIRES, II° section, § I. — INSURRECTION DU 18 MARS 187[redacted].

**GUERRE DE 1870**, voy. ARMÉE. — ARMÉES ALLEMANDES. — BUDGET GÉNÉRAL DE L'ÉTAT. — COMPTE DE LIQUIDATION. — CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES. — DÉPARTEMENTS ENVAHIS. — EMPRUNTS DE L'ÉTAT. — ENQUÊTES PARLEMENTAIRES, II° section, §§ II et III. — GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE. — IMPOTS. — INDEMNITÉ DE GUERRE. — INDEMNITÉS DIVERSES. — INTERPELLATIONS. — LOYERS. — MARCHÉS PASSÉS PENDANT LA GUERRE. — MÉDAILLES D'HONNEUR. — MOBILIER DE LA COURONNE. — OFFICIERS MINISTÉRIELS. — PÉTITIONS. — RÉQUISITIONS. — TRAITÉS, I.

**HÉRITAGES**, voy. SUCCESSIONS.

## HONNEURS PUBLICS.

1 — Texte de la proposition de M. Pelletan, relative aux funérailles de M. Küss, ancien maire de Strasbourg et représentant du Bas-Rhin [3 mars 1871] (I., n° 18 ; A., t. 1, an., p. 16 ; J. O., p. 318). — Lettre de M. Fourcand, maire de Bordeaux, au Président de l'Assemblée, au sujet de l'offre de la ville de Bordeaux de participer aux frais de ces obsèques (t. 1, p. 166). — Rapport sommaire, par M. de Lamberterie [11 mars] (I., n° 53 ; A., t. 1, p. 300, et an., p. 35 ; J. O., p. 375). — Prise en considération [21 mars] (A., t. 2, p. 23). — Commission (F., n° 22 ; J. O., p. 231). — Rapport sur le fond, par M. Bamberger [10 août] (I., n° 484 ; A., t. 4, an., p. 256 ; J. O., p. 3297). — Déclaration d'urgence, sur la demande de M. Pelletan et adoption du projet de loi [4 septembre] (A., t. 5, p. 339). — Loi du 4 septembre 1871 (B. des L., n° 498 ; J. O., p. 3439).

2 — Proposition ayant pour objet de déclarer que le meurtre du général Clément THOMAS est un deuil public, et que la famille du général LECOMTE est adoptée par la nation, déposée par M. le général Trochu [20 et 21 mars 1871] (I., n° 64 ; A., t. 2, p. 11, 18, 47 ; J. O., p. 384). — L'Assemblée déclare l'urgence (A., t. 2, p. 18). — Commission (F., n° 22 ; J. O., p. 231). — Rapport, par M. le vicomte de Bonald [24 mars] (I., n° 79 ; A., t. 2, p. 114 ; J. O., p. 399). — Discussion des deux projets de décrets proposés par la Commission [26 mars] (p. 136). — Observations de MM. Laserve, Lucien Brun, Wallon, Villain, de Bonald, *rapporteur* (*ibid.*). — Adoption du premier décret (p. 137). = Discussion du second décret, relatif à l'adoption de la famille du général LECOMTE (p. 137). — Sont entendus : MM. Depeyre, de Bonald, *rapporteur ;* le général Trochu (*ibid.*). — Adoption du second décret (*ibid.*). = Loi du 26 mars 1871 (J. O., p. 421 ; B. des L., n°s 348, 349).

3 — Lettre de Monseigneur l'Évêque de Versailles annonçant que le service funèbre demandé par l'Assemblée pour les généraux LECOMTE et Clément THOMAS, sera célébré à la cathédrale, le 13 avril 1871 [5 avril] (t. 2, p. 252).

4 — Projet de résolution présenté par MM. de Sugny, Arbel, Callet et autres, tendant à faire déclarer par l'Assemblée nationale, qu'Henri de L'ESPÉE, assassiné dans l'exercice de ses fonctions de préfet de la Loire, a bien mérité de son pays [27 mars 1871] (I., n° 85 ; A., t. 2, p. 148 ; J. O., p. 438). — Adoption à l'unanimité de cette Résolution (A., t. 2, p. 149).

5 — Question relative à l'absence de convocation de l'Assemblée nationale aux obsèques des généraux BESSON et PÉCHOT, morts pour la défense de l'ordre, et ordre du jour motivé adopté à ce sujet, voy. QUESTIONS, n° 13.

6 — Exposé des motifs et texte de la proposition de M. Dussaussoy, ayant pour objet de faire enterrer aux frais de l'État les Otages de la Commune assassinés à Paris, et de leur élever un monument commémoratif [29 mai 1871] (I., n° 268 ; A., t. 3, p. 167 ; J. O., p. 1216). — Rapport sommaire, par M. Kolb-Bernard [3 juin] (I., n° 300 ; A., t. 3, p. 263, 268 ; J. O., p. 1583). — Renvoi de cette proposition à la Commission nommée pour examiner le projet de loi mentionné ci-après, relatif aux funérailles de Mgr DARBOY et des Otages (t. 3, p. 263). — Rapport et discussion, voir ci-après, n° 9.

7 — Communication de M. Jules Simon, *Ministre de l'Instruction publique et des Cultes*, relative à la célébration des obsèques de Mgr DARBOY, *Archevêque de Paris* et des autres Otages [2 juin] (t. 3, p. 216).

8 — Proposition de MM. Rivaille, de Limayrac et autres, ayant pour objet de faire décréter qu'une Députation de l'Assemblée et une Délégation de son Bureau assisteront à ces obsèques [2 juin] (I., n° 290 ; A., t. 3, p. 216 ; J. O., p. 1674). — L'Assemblée décide que cette Députation sera de cinquante membres (A., t. 3, p. 216). — Tirage au sort de cette Députation (*ibid.*).

9 — Exposé des motifs et texte du projet de loi tendant : 1° à faire célébrer aux frais

## HOUILLES ET COKES.

1 — Enquête sur l'état de l'industrie houillère en France, voy. ENQUÊTES PARLEMENTAIRES, IIIe section, § VII.

2 — Amendement tendant à exempter les houilles et les cokes de la taxe sur les transports en petite vitesse, et à les frapper, en compensation, d'un droit d'extraction et d'une surélévation des droits de douane, voy. BUDGET GÉNÉRAL DE L'ÉTAT, § IV, *Exercice 1874*, n° 9.

## HUILES.

1 — Texte de la proposition de M. Amédée Lefèvre-Pontalis, concernant le commerce de l'huile de pétrole et des autres huiles minérales [27 mai 1871] (I., n° 264 ; A., t. 3, p. 146 ; J. O., p. 1294). — L'Assemblée déclare l'urgence [même séance] (p. 147). — Commission (F., n° 81 ; J. O., p. 1188) (1).

2 — Dispositions relatives à l'établissement d'un droit de fabrication sur les huiles de schiste et d'importation sur les huiles de schiste et de pétrole, voy. BUDGET GÉNÉRAL DE L'ÉTAT, § Ier, *Exercice 1871*, n° 3, *Impôts autorisés* et n° 4, *Douanes*.

3 — Exposé des motifs et texte du projet de loi tendant à élever les droits sur les huiles minérales de production française, présenté par M. Léon Say, *Ministre des Finances* [5 février 1873] (I., n° 1592 ; A., t. 15, an., p. 287 ; J. O., p. 1328). — Commission (F., n° 448 ; J. O. de 1873, p. 2032). — Rapport, par M. F. Mathieu [17 décembre] (I., n° 2119 ; A., t. 28, an., p. 270 ; J. O. de 1874, p. 73). — Discussion [29 décembre] (A., t. 28, p. 615). — Sont entendus : MM. Raudot, Deseilligny, *Ministre de l'Agriculture et du Commerce ;* F. Mathieu, *rapporteur* (*ibid.*). — Adoption [même séance] (p. 616). = Loi du 29 décembre 1873 (J. O., p. 8225 ; B. des L., n° 2607).

4 — Projet de loi ayant pour objet le remboursement de droits et le paiement d'indemnités et frais relatifs à l'importation d'huiles minérales d'origine anglaise, voy. CRÉDITS, § VI, *Finances*, n° 13.

5 — Dispositions relatives à l'établissement d'un impôt sur les huiles autres que les huiles minérales, voy. BUDGET GÉNÉRAL DE L'ÉTAT, § IV, *Exercice 1874*, n° 7.

(1) Cette proposition a été retirée par son auteur le 19 décembre 1871.

## HUISSIERS.

Rapport et discussion sur la pétition d'huissiers de divers départements, relative à la révision des tarifs qui taxent leurs émoluments, voy. PÉTITIONS, § II.

## HYPOTHÈQUES.

1 — Dispositions relatives à l'établissement d'un impôt sur les créances hypothécaires et à l'abrogation de cet impôt, voy. CRÉANCES HYPOTHÉCAIRES.

2 — Exposé des motifs et texte du projet de loi tendant à assurer la conservation des registres hypothécaires, présenté par M. Depeyre, *Ministre de la Justice* [19 mai 1874] (I., n° 2389 ; A., t. 34, an., p. 496 ; J. O., p. 3651). — Commission (F., n° 633 ; J. O., p. 3504). — Rapport, par M. Denormandie [22 juin] (I., n° 2484 ; A., t. 32, an., p. 248 ; J. O., p. 5061). = *Première délibération* [12 décembre 1874] (t. 35, p. 182). — L'Assemblée décide, sans débats, qu'elle passera à une deuxième délibération (*ibid.*). = *Deuxième délibération* [18 décembre] (p. 230). — L'Assemblée décide, sans débats, qu'elle passera à la troisième délibération (*ibid.*). = *Troisième délibération* [5 janvier 1875] (p. 393). — Est entendu : M. Denormandie, *rapporteur* (*ibid.*). — Adoption de l'ensemble du projet de loi modifié (p. 394). = Loi du 5 janvier 1875 (J. O., p. 385 ; B. des L., n° 3824).

3 — Projet de loi relatif aux cautionnements fournis par les Conservateurs des Hypothèques, voy. CONSERVATEURS DES HYPOTHÈQUES.

4 — Exposé des motifs et texte de la proposition de MM. Savoye, Grivart et autres, tendant à rendre les navires susceptibles d'hypothèques [29 juillet 1872] (I., n° 1370 ;

**ILE DE LA RÉUNION**, voy. RÉUNION (ILE DE LA).

**IMMEUBLES.**

Proposition de M. Courbet-Poulard tendant à déterminer la réduction du privilége des propriétaires d'immeubles affectés à une destination industrielle ou commerciale, lorsque l'industriel ou les commerçants qui les occupent tombent en faillite, voy. PRIVILÉGE.

Voy. aussi DOMAINE DE L'ÉTAT.— ÉCHANGES D'IMMEUBLES.

**IMPOSITIONS LOCALES EXTRAORDINAIRES.**

AIN. [Travaux des routes départementales et des chemins vicinaux]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi [11 juillet 1873] (I., n° 1870; A., t. 19, an., p. 82; J. O., p. 5044). — Rapport au nom de la commission d'intérêt local (1), par M. Méplain [22 juillet] (I., n° 1923; A., t. 19, an., p. 182; J. O , p. 5366). — Discussion [25 juillet] (p. 427). — Sont entendus : MM. Mercier (p. 427, 428); Courbet-Poulard (p. 428, 429); Guichard (p. 429). — Adoption d'un amendement de M. Mercier, tendant à élever à 4 centimes le taux de l'imposition (p. 429); et du projet de loi modifié (*ibid.*). = Loi du 25 juillet 1873 (J. O., p. 5219; B. des L., n° 2228).

AISNE, voy. EMPRUNTS D'INTÉRÊT LOCAL.

ALBI (Ville d'), voy. EMPRUNTS D'INTÉRÊT LOCAL.

ALGER (Ville d'), voy. EMPRUNTS D'INTÉRÊT LOCAL.

ALLIER. [Travaux des chemins vicinaux]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi [5 mars 1872] (I., n° 949; A., t. 8, an., p. 33; J. O., p. 1761).— Rapport, par M. du Chaffaut [15 juillet] (I., n° 1343; A., t. 13, an., p. 82; J. O., p. 5199). — Adoption [18 juillet] (A., t. 13, p. 210). = Loi du 18 juillet 1872 (J. O., p. 5042; B. des L., n° 1297).

AMIENS (Ville d'), voy. EMPRUNTS D'INTÉRÊT LOCAL.

ANGERS (Ville d'), voy. EMPRUNTS D'INTÉRÊT LOCAL.

ANNECY (Ville d'), voy. EMPRUNTS D'INTÉRÊT LOCAL.

ARDÈCHE, voy. EMPRUNTS D'INTÉRÊT LOCAL.

ARDENNES (Section des *Vieux-Moulins*, commune d'*Hargnies*). [Paiement d'une dette résultant d'une condamnation judiciaire]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi [20 juillet 1873] (I., n° 3226; A., t. 40, an., p. 571; J. O., p. 6885).— Rapport par M. Philippoteaux [28 juillet] (I., n° 3308; A., t. 41, an., p. 139; J. O., p. 7075).— Adoption [31 juillet] (A., t. 41, p. 273).= Loi du 31 juillet 1873 (J. O., p. 6594; B. des L., n° 4452).

ARMENTIÈRES (Ville d'), voy. EMPRUNTS D'INTÉRÊT LOCAL.

ARRAS (Ville d'), voy. EMPRUNTS D'INTÉRÊT LOCAL.

AUBE, voy. EMPRUNTS D'INTÉRÊT LOCAL.

AUDE. [Travaux des routes départementales et des chemins vicinaux]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi [2 juillet 1875] (I., n° 3244; A., t. 41, an., p. 36; J. O., p. 7036). — Rapport, par M. Latrade [28 juillet] (I., n° 3300; A., t. 41, an., p. 125; J. O., p. 7084). — Adoption [2 août]

(1) Pour la composition des Commissions d'intérêt local, renouvelées mensuellement, voir l'article INTÉRÊT LOCAL.

2 — [Travaux des routes départementales et des chemins vicinaux]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi [20 décembre 1871] (I., n° 735; A., t. 6, an., p. 252; J. O. de 1872, p. 226).— Rapport, par M. de Largentaye sur le projet de loi et la proposition ci-dessus mentionnée [28 juin] (I., n° 1248 ; A., t. 12, an., p. 88; J. O., p. 4825). — Adoption [4 juillet] (A., t. 12, p. 681). = Loi du 4 juillet 1872 (J. O., p. 4713; B. des L., n° 1287).

DECIZE (Ville de), voy. EMPRUNTS D'INTÉRÊT LOCAL.

DOMFRONT (Ville de), voy. EMPRUNTS D'INTÉRÊT LOCAL.

DRÔME, voy. EMPRUNTS D'INTÉRÊT LOCAL.

EGLETONS (Commune d') [CORRÈZE]. [Remboursement de l'emprunt contracté pour le paiement de son contingent dans les dépenses de la garde nationale mobilisée]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi ayant pour objet d'imposer d'office cette commune [5 mai 1871] (I., n° 200; A., t. 2, p. 834; J. O., p. 1014). — Rapport, par M. Depasse [24 mai] (I., n° 253; A., t. 3, p. 127; J. O., p. 1287). = Discussion [26 mai] (p. 138). — Sont entendus : MM. Destremx (p. 138); Depasse, *rapporteur ;* Arfeuillères, Picard, *Ministre de l'Intérieur ;* le général Ducrot (p. 139). — Adoption (p. 139). = Loi du 26 mai 1871 (J. O., p. 1217; B. des L., n° 387).

ELBEUF (Ville d'), voy. EMPRUNTS D'INTÉRÊT LOCAL.

ÉPERNAY (Ville d'), voy. EMPRUNTS D'INTÉRÊT LOCAL.

EURE.

1 — [Remboursement de la dette départementale.— Construction des chemins de fer d'intérêt local. — Agrandissement du quartier de cavalerie d'Évreux]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi [3 mars 1874] (I., n° 2249; A., t. 30, an., p. 27; J. O., p. 2398). — Rapport, par M. Courbet-Poulard [24 mars] (I., n° 2331; A., t. 30, an., p. 274; J. O., p. 3012). — Adoption [27 mars] (A., t. 30, p. 657). = Loi du 27 mars 1874 (J. O., p. 2593; B. des L., n° 2895).

2 — [Remboursement de la contribution de guerre imposée par les armées allemandes. — Paiement de terrains acquis pour la construction de chemins de fer d'intérêt local], voy. EMPRUNTS D'INTÉRÊT LOCAL.

EURE-ET-LOIR. [Travaux des chemins vicinaux ordinaires]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi [9 juillet 1875] (I., n° 3167; A., t. 39, an., p. 255; J. O., p. 6664). — Rapport, par M. Gayot [25 juillet] (I., n° 325; A., t. 41, an., p. 64; J. O., p. 6964). — Adoption [28 juillet] (A., t. 41, p. 168). = Loi du 28 juillet 1875 (J. O., p. 6434; B. des L., n° 1362).

FONTAINEBLEAU (Ville de), voy. EMPRUNTS D'INTÉRÊT LOCAL.

GRANVILLE (Ville de), voy. EMPRUNTS D'INTÉRÊT LOCAL.

HAVRE (Ville du), voy. EMPRUNTS D'INTÉRÊT LOCAL.

HÉRAULT. [Service de l'instruction publique]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi [24 juillet 1872] (I., n° 1343; A., t. 13, an., p. 209; J. O., p. 5258).— Rapport, par M. Amat [1er août] (I., n° 1392; A., t. 13, an., p. 326; J. O., p. 5765).— Adoption [3 août] (A., t. 13, p. 578). = Loi du 3 août 1872 (J. O., p. 5601; B. des L., n° 1364).

INDRE, voy. EMPRUNTS D'INTÉRÊT LOCAL.

INDRE-ET-LOIRE. [Construction de casernes]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi [18 juillet 1874] (I., n° 2593; A., t. 33, an., p. 176; J. O., p. 5688). — Rapport, par M. Charles Alexandre [30 juillet] (I., n° 2637; A., t. 34, an., p. 102; J. O., p. 5933). — Adoption [3 août] (A., t. 34, p. 159). = Loi du 3 août 1874 (J. O., p. 5754; B. des L., n° 3332).

ISSOUDUN (Ville d'), voy. EMPRUNTS D'INTÉRÊT LOCAL.

LANDES, voy. EMPRUNTS D'INTÉRÊT LOCAL.

LAVAL (Ville de), voy. EMPRUNTS D'INTÉRÊT LOCAL.

ORLÉANS (Ville d'), voy. EMPRUNTS D'INTÉRÊT LOCAL.

PARIS (Ville de), voy. PARIS (Ville de), § II.

ROUEN (Ville de), voy. EMPRUNTS D'INTÉRÊT LOCAL.

SAINT-GERMAIN-EN-LAYE (Ville de), voy. EMPRUNTS D'INTÉRÊT LOCAL.

SAINT-QUENTIN (Ville de), voy. EMPRUNTS D'INTÉRÊT LOCAL.

SEINE, voy. EMPRUNTS D'INTÉRÊT LOCAL.

SEINE-ET-OISE. [Travaux des routes départementales et des chemins vicinaux].— Exposé des motifs et texte du projet de loi [6 juillet 1872] (I., n° 1273; A., t. 12, an., p. 156; J. O., p. 4760). — Rapport, par M. Journault [19 juillet] (I., n° 1323; A., t. 13, an., p. 150; J. O., p. 5315). — Adoption [23 juillet] (A., t. 13, p. 305).= Loi du 23 juillet 1872 (J. O., p. 5165 ; B. des L., n° 1300).

TROYES (Ville de), voy. EMPRUNTS D'INTÉRÊT LOCAL.

VANNES (Ville de), voy. EMPRUNTS D'INTÉRÊT LOCAL.

VAR. [Travaux des routes départementales]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi [20 mars 1874] (I., n° 2310; A., t. 30, an., p. 183; J. O., p. 2980).— Rapport, par M. Laserve [25 mars] (I., n° 2344 ; A., t. 30, an., p. 290; J. O., p. 3125).— Adoption [18 mai 1874] (A., t. 31, p. 37).=Loi du 18 mai 1874 (J. O., p. 3625; B. des L., n° 3072).

VERSAILLES (Ville de), voy. EMPRUNTS D'INTÉRÊT LOCAL.

## IMPOTS.

1 — Projet de loi tendant à établir des augmentations d'impôts et des impôts nouveaux pour faire face aux obligations résultant des charges et des dépenses de la guerre et des déficits des Budgets de 1870-1871, voy. BUDGET GÉNÉRAL DE L'ETAT, § I, *Exercice 1871*, n° 4.

2 — Projet de loi tendant à établir, à partir du 1er janvier 1872, un décime en sus sur toutes les contributions directes ou indirectes, et rapport sur les impôts restant à voter, voy. BUDGET GÉNÉRAL DE L'ÉTAT, § II, *Exercice 1872*, nos 2 et 10.

3 — Projet de loi, rapport et discussion sur les nouveaux impôts et les augmentations d'impôts, proposés pour le Budget de 1874, voy. BUDGET GÉNÉRAL DE L'ÉTAT, § IV, *Exercice 1874*, nos 6 à 9.

4 — Projet de loi tendant à établir un demi-décime additionnel à diverses contributions indirectes, voy. BUDGET GÉNÉRAL DE L'ÉTAT, § V, *Exercice 1875*, n° 12.

5 — Exposé des motifs et texte de la proposition de MM. Paul Jozon, Arago et autres, ayant pour objet de caractériser, sur les rôles et quittances de contributions nouvelles, ou d'impôts anciens augmentés, leur origine par l'inscription suivante : *Frais de Guerre contre la Prusse, déclarée par Napoléon III* [5 mai 1871] (I., n° 202; A., t. 2, p. 835; J. O., p. 4014). — Rapport sommaire, par M. Depeyre [10 juin] (I., n° 328; A., t. 3, p. 467; J. O. p. 1884). — Prise en considération [22 juillet] (A., t. 4, p. 243). — Commission (F., n 125; J. O., p. 2333). — Rapport sur le fond par M. Bottard [31 août] (I., n° 574; A., t. an., p. 99; J. O., p. 3673). = *Première délibération* [11 décembre] (A., t. 6, p. 72). — Rapport supplémentaire lu en séance, par M. Bottard [11 décembre] (I., n° 699; A., t. 6, p. 72, et an., p. 168; J. O. de 1872, p. 32 — L'Assemblée décide au scrutin public, après deux épreuves douteuses, qu'elle passera à la seconde délibération (A., t. 6, p. 72); liste des votants (p. 79). = *Deuxième délibération* [15 février 1872] (t. 7, p. 586). — Sont entendus : MM. Jozon (p. 586); Bottard *rapporteur* (p. 588); Brisson (p. 589); Leglois (p. 589, 590); le général Pélissier (p. 590). — L'Assemblée adopte au scrutin public l'amendement de M. Jozon, tendant à reprendre la première rédaction de la proposition, et décide qu'elle passera à la troisième délibération [même séance] (p. 590, 592); liste des votants (p. 595, 597); rectifications (p. 601) (1).

(1) Il n'y a pas eu de troisième délibération sur cette proposition.

6 — **Exposé des motifs et texte de la proposition de MM. Houssard et Louis Passy, concernant une nouvelle organisation des impôts directs et de transmission** [21 juin 1871] (I., n° 339; A., t. 3, p. 553; J. O., p. 1743, 1770, 1793, 1819, 1843) (1).

7 — **Texte des propositions présentées par M. Pierre Lefranc, portant création de nouveaux impôts** [27 juillet 1871] (I., n° 432; A., t. 4, an., p. 151; J. O., p. 2868). — Rapport sommaire, par M. le vice-amiral La Roncière Le Noury [3 août] (I., n° 460; A., t. 4, p. 455; J. O., p. 2736). — Prise en considération et renvoi à la Commission du Budget [même séance] (*ibid.*).

8 — **Exposé des motifs et texte de la proposition de M. Amat, ayant pour objet l'établissement d'un impôt d'un quart pour 1000 sur tous les biens corporels existant en France** [26 août 1871] (I., n° 557; A., t. 5, an., p. 83; J. O., p. 3369). — Rapport, sommaire, par M. Ducuing [1er février 1872] (I., n° 870; A., t. 7, an., p. 141; J. O., p. 1150). — Discussion sur la prise en considération [12 février] (t. 7, p. 540). — Sont entendus : MM. Amat (p. 540, 545, 549); Ducuing, *rapporteur* (p. 548); de Tillancourt (p. 549). — Adoption des conclusions de la Commission, tendant au rejet de la prise en considération [13 février] (p. 549).

9 — **Exposé des motifs et texte de la proposition de MM. Labélonye et Journault, relative à la répartition de l'impôt mobilier** [12 septembre 1871] (I., n° 638; A., t. 5, an., p. 227; J. O., p. 4162). — Rapport sommaire, par M. Francisque Rive [30 mai 1872] (I., n° 1189; A., t. 11, an., p. 242; J. O., p. 3974). — Prise en considération sans discussion [21 mars 1873] (A., t. 17, p. 16). — Commission (F., n° 450; J. O., p. 2113). — Rapport sur le fond, par M. Ganivet [3 août] (I., n° 2676; A., t. 34, an., p. 152; J. O., p. 6027). — *Première délibération* [26 janvier 1875] (A., t. 36, p. 544). — Est entendu : M. Ganivet, *rapporteur* (*ibid.*). — L'Assemblée décide qu'elle ne passera pas à la deuxième délibération (*ibid.*).

10 — **Exposé des motifs et texte de la proposition de M. Eymard-Duvernay, ayant pour objet de combler le déficit du Budget par le remaniement de l'impôt personnel** [25 janvier 1875] (I., n° 2864; A., t. 36, an., p. 81; J. O., p. 1045, 1060). — Renvoi de cette proposition à la Commission du Budget (t. 36, p. 268). — Rapport, au nom de cette Commission, par M. Mathieu-Bodet [31 mai] (I., n° 3057; A., t. 38, an., p. 163; J. O., p. 4221) (1).

11 — **Exposé des motifs et texte de la proposition de MM. de Saisy, Flaud et autres, tendant à établir qu'il ne sera perçu aucune commission, remise ou bonification d'intérêts sur le produit des impôts nouveaux** [6 janvier 1872] (I., n° 781; A., t. 6, an., p. 297; J. O., p. 417). — Rapport sommaire, par M. Margaine [24 janvier] (I., n° 837; A., t. 7, an., p. 72; J. O., p. 1178). — Discussion sur la prise en considération [27 février] (A., t. 8, p. 61). — Observations de M. Margaine, *rapporteur* (*ibid.*). — Prise en considération et renvoi à la Commission du Budget (*ibid.*) (2).

12 — **Projets et propositions de lois ayant pour objet spécial l'établissement ou l'augmentation d'impôts déterminés, voy.** ALCOOLS. — ALLUMETTES CHIMIQUES. — BOISSONS. — CHÈQUES. — CHEVAUX ET VOITURES. — CHICORÉE. — COMMERCE ET INDUSTRIE. — CONTRIBUTIONS DIRECTES ET INDIRECTES. — COURTIERS D'ASSURANCES. — CRÉANCES HYPOTHÉCAIRES. — DOMESTIQUES. — DOUANES. — DYNAMITE. — ENREGISTREMENT. — FACTURES. — GAZ. — HABITATION (TAXE D'). — HUILES. — IMPOSITIONS LOCALES. — LIBÉRATION DU TERRITOIRE. — LIQUEURS (FABRIQUES DE). — MARQUES COMMERCIALES. — MATIÈRES PREMIÈRES. — MUTATIONS. — OCTROIS. — OPÉRATIONS DE BOURSE. — PARIS (VILLE DE), § III. — PATENTES. — POUDRE DE CHASSE. — REVENU. — SEL. — SPÉCIALITÉS PHARMACEUTIQUES ET HYGIÉNIQUES. — SUCRES. — TABAC. — TAXE ÉLECTORALE. — TIMBRE. — TISSUS DE COTON. — TOURTEAUX. — VALEURS MOBILIÈRES. — VINAIGRES.

(1) Il n'a pas été donné suite à cette proposition.

(1) Cette proposition n'a pas été discutée.

(2) Il n'a pas été fait de rapport par la Commission du Budget sur cette proposition.

## IMPRIMERIE NATIONALE.

1 — Projet de loi portant ouverture d'un crédit pour frais d'impression dus à l'Imprimerie nationale par suite du plébiscite de 1870, voy. CRÉDITS, § V, *Intérieur*, n° 1.

2 — Exposé des motifs et texte du projet de loi relatif à une acquisition d'immeubles pour le service de l'Imprimerie nationale, présenté par M. Depeyre, *Ministre de la Justice* [21 juillet 1873] (I., n° 1911; A., t. 19, an., p. 112; J. O., p. 5557). — L'urgence est déclarée (A., t. 19, p. 296). — Rapport, au nom de la Commission du Budget, par M. Taillefert [28 juillet] (I., n° 1974; A., t. 19, p. 493, et an., p. 212; J. O., p. 5940). — L'Assemblée décide qu'elle passera immédiatement à la discussion des articles (p. 494). — Adoption, sans discussion, au scrutin public et à l'unanimité, de l'ensemble du projet de loi [même séance] (p. 494). = Loi du 28 juillet 1873 (J. O., p. 5138; B. des L. n° 2222).

## IMPRIMEURS.

Pétition des imprimeurs de Paris réclamant une indemnité à raison du préjudice, qui résulte pour leur profession, du décret du Gouvernement de la Défense nationale du 10 septembre 1870, portant abolition de leurs brevets, voy. PÉTITIONS, § II.

## INCENDIES.

1 — Proposition de M. de Gavardie, tendant à ajouter à l'énumération de l'article 95 du Code pénal, l'incendie des édifices appartenant aux établissements publics, aux corporations ou aux particuliers, voy. CODE PÉNAL.

2 — Incident relatif aux incendies allumés par les insurgés dans Paris, et remerciements votés par l'Assemblée aux sapeurs-pompiers des départements, qui sont venus apporter leur concours pour éteindre ces incendies, voy. INSURRECTION DU 18 MARS, nos 48 et 52.

3 — Projet de loi tendant à ouvrir un crédit au Ministre des Travaux publics pour le déblaiement des palais et édifices publics de Paris détruits par l'incendie, voy. CRÉDITS, § XI, *Travaux publics*, n° 2.

4 — Proposition de M. Roussel, tendant à conserver les ruines des Tuileries, de l'Hôtel-de-Ville, des châteaux de Meudon et de Saint-Cloud, détruits par l'incendie, voy. RUINES.

5 — Projet de loi relatif aux incendies de forêts en Algérie, voy. ALGÉRIE, § III, n° 3.

**INCOMPATIBILITÉS**, voy. CONSEILS GÉNÉRAUX, § IV, n° 6. — DÉPUTÉS A L'ASSEMBLÉE NATIONALE. — ÉLECTIONS LÉGISLATIVES.

## INDEMNITÉ DE GUERRE.

1 — Projet de loi portant approbation du traité du 26 février 1871, qui fixe l'indemnité de guerre à payer par la France à l'Allemagne, voy. TRAITÉ, § I.

2 — Projets de lois, et proposition de M. Godin, relatifs aux emprunts nationaux pour le paiement de l'indemnité de guerre, voy. EMPRUNTS DE L'ÉTAT.

3 — Rapport, au nom de la Commission du Budget de 1875, par M. Léon Say, sur le paiement de l'indemnité de guerre et sur les opérations de change qui en ont été la conséquence [5 août 1874] (I., n° 2704; A., t. 34, an., p. 352; J. O., p. 7919).

## INDEMNITÉ DES DÉPUTÉS.

1 — Projet de loi réglant, au point de vue de l'indemnité, la situation des fonctionnaires nommés Députés, voy. DÉPUTÉS A L'ASSEMBLÉE NATIONALE, n° 1.

2 — Proposition de M. de Saisy tendant à réduire l'indemnité des représentants, voy. *ibid.*, n° 3.

3 — Amendement ayant pour objet une retenue sur cette indemnité, voy. BUDGET GÉNÉRAL DE L'ÉTAT, § IV, *Exercice 1874*, n° 9.

4 — Dispositions relatives à l'indemnité allouée par la loi électorale aux membres

de la Chambre des Députés, et discussion de l'amendement tendant à sa suppression, voy. ÉLECTIONS LÉGISLATIVES, IIe section, § II, n° 20, *Loi électorale*.

## INDEMNITÉS DIVERSES.

1 — Texte de la proposition de MM. Dréo, Ferrouillat et autres, relative aux indemnités à accorder aux victimes du coup d'Etat du 2 décembre 1851 [21 décembre 1872] (I., n° 1517; A., t. 14, p. 742, et an., p. 175; J. O. de 1873, p. 336). — L'urgence, demandée par M. Dréo, n'est pas déclarée (A., t. 14, p. 742). — Rapport sommaire, au nom de la Commission par M. Bidard [1er février] (I., n° 1584; A., t. 15, an., p. 209; J. O., p. 968) (1).

2 — Proposition de M. Claude (de la Meurthe), Lafize et autres, tendant à faire payer, par toute la nation française les dommages matériels de l'invasion, voy. DÉPARTEMENTS ENVAHIS.

3 — Exposé des motifs et texte de la proposition de MM. Denormandie, Vautrain et autres, tendant à faire indemniser les habitants du département de la Seine qui ont éprouvé préjudice lors des destructions opérées par le génie militaire pour les besoins de la défense nationale [24 novembre 1873] (I., n° 2024; A., t. 27, an., p. 183; J. O., p. 7366, 7600). — L'urgence, demandée par M. Denormandie, n'est pas déclarée (A., t. 27, p. 202). — Rapport sommaire, par M. Émile Lenoël [26 décembre] (I., n° 2143; A., t. 28, an., p. 302; J. O. de 1874, p. 264). — Prise en considération [24 janvier 1874] (A., t. 29, p. 295). — Commission (F., n° 575; J. O., p. 809). — Rapport sur le fond, par M. Denormandie [16 mars 1874] (I., n° 2296; A., t. 30, an., p. 150; J. O., p. 2839). — *Première délibération* [22 mai] (A., t. 31, p. 131). L'Assemblée décide sans débats qu'elle passera à la deuxième délibération (*ibid.*). = Rapport supplémentaire par M. Denormandie [12 juin] (I., n° 2469; A., t. 32, an., p. 201; J. O., p. 5060). — Renvoi des conclusions de ce rapport à la Commission du Budget, aux termes de l'article 26 du Règlement, sur la demande de M. le général de Cissey, *Ministre de la Guerre* (p. 232). — Rapport, au nom de la Commission du Budget, sur ces conclusions, par M. Mathieu-Bodet [24 juin] (I., n° 2496; A., t. 32, p. 273; J. O., p. 4908). = *Deuxième délibération* [26 juin] (p. 422). — Sont entendus : MM. Clapier (p. 422 à 428); Denormandie, *rapporteur* (p. 428 à 432, 439); Luro (p. 432 à 435, 436); le général de Chabaud La Tour (p. 435); le général de Cissey, *Ministre de la Guerre* (p. 436); Mathieu-Bodet (p. 437, 439); Keller (p. 438, 440); de Lorgeril (p. 439); Lenoël (p. 440); Rameau (p. 441). — L'Assemblée décide qu'elle passera à la troisième délibération [même séance] (p. 442). = Rapport complémentaire, par M. Denormandie [20 juillet] (I., n° 2572; A., t. 33, an., p. 150; J. O., p. 5680). = *Troisième délibération* [28 juillet] (t. 34, p. 22). — Sont entendus : MM. Luro (p. 22 à 25); Denormandie, *rapporteur* (p. 25); Raudot (p. 27, 28, 29); Keller (p. 27); Léon Say (p. 28, 29). — Adoption, au scrutin public, de l'ensemble du projet de la Commission, modifié [même séance] (p. 30); liste des votants (p. 32). = Loi du 28 juillet 1874 (J. O., p. 5641; B. des L., n° 3372).

4 — Projet de loi tendant à rembourser à la ville de Paris, en 26 annuités, une partie de la contribution de guerre imposée par la Convention du 28 janvier 1871, voy. PARIS (VILLE DE), § II.

5 — Exposé des motifs et texte du projet de loi relatif à la répartition des indemnités pour dommages résultant des mesures de défense prises par l'autorité militaire française en 1870-1871, présenté par M. le général de Cissey, *Ministre de la Guerre* [12 mai 1875] (I., n° 2994; A., t. 38, an., p. 69; J. O., p. 3549). — Rapport, au nom de la Commission du Budget, par M. le baron de Ravinel [14 juin] (I., n° 3088; A., t. 38, an., p. 237; J. O., p. 4369). = Délibération [16 juin] (p. 593). — Observations du Rapporteur et du Président de l'Assemblée sur la dispense de déclaration d'urgence de ce projet de loi, considéré comme loi de finances (*ibid.*). — Adoption de l'article unique du projet de loi (*ibid.*). = Loi du 16 juin 1875 (J. O., p. p. 4497; B. des L., n° 4202).

(1) Cette proposition n'a pas été discutée.

**INDUSTRIE**, voy. COMMERCE ET INDUSTRIE.

## INHUMATIONS.

1 — Exposé des motifs et texte de la proposition de MM. Journault, Rameau et autres, ayant pour objet l'abrogation de l'article 15 du décret du 23 prairial an XII, relatif aux inhumations dans des lieux séparés pour chaque culte [29 avril 1871] (I., n° 184; A., t. 2, p. 798; J. O., p. 869). — Rapport sommaire, par M. le baron Chaurand [26 juillet 1875] (I., n° 3264; A., t. 41, an., p. 76; J. O., p. 6952) (1).

2 — Exposé des motifs et texte de la proposition de M. Boyer, tendant à faire une addition à l'article 15 du décret du 23 prairial an XII, sur les sépultures [13 novembre 1872] (I., n° 1415; A., t. 14, an., p. 4; an., p. 182; J. O., p. 7085) (2).

3 — Exposé des motifs et texte de la proposition de M. Beaussire, tendant à assurer le libre exercice des Cultes dans les devoirs rendus aux morts [25 juin 1873] (I., n° 1832; A., t. 18, an., p. 218; J. O., p. 4500). — Rapport sommaire, par M. Alfred Dupont [11 décembre] (I., n° 2094; A., t. 28, an., p. 182; J. O., p. 8023) (1).

4 — Projets de lois et propositions concernant les funérailles célébrées aux frais de l'État, voy. FUNÉRAILLES. — HONNEURS PUBLICS.

5 — Interpellations relatives à l'arrêté de M. le Préfet du Rhône, du 18 juin 1873, sur la police des cimetières, et incident au sujet de l'enterrement civil d'un Député, à Versailles, et des ordres donnés aux troupes à cet égard, voy. INTERPELLATIONS, n° 47.

6 — Demande d'interpellation sur les mesures prises à l'égard des enterrements civils, voy. INTERPELLATIONS, n° 63.

## INITIATIVE PARLEMENTAIRE.

Composition des Commissions nommées mensuellement, en exécution du Règlement, pour examiner les propositions d'initiative parlementaire :

*1re Commission* (F., n° 11; M. B., p. 42). —
*Deuxième* (F., n° 23; J. O. de 1871, p. 251). —
*Troisième* (F., n° 51; J. O., p. 750). —
*Quatrième* (F., n° 75; J. O., p. 1124). —
*Cinquième* (F., n° 99; J. O., p. 1545). —
*Sixième* (F., n° 123; J. O., p. 2248). —
*Septième* (F., n° 146; J. O., p. 2985). —
*Huitième* (F., n° 167; J. O., p. 4802). —
*Neuvième* (F., n° 189; J. O. de 1872, p. 113). —
*Dixième* (F., n° 215; J. O., p. 889). —
*Onzième* (F., n° 241; J. O., p. 1649). —
*Douzième* (F., n° 264; J. O., p. 2757). —
*Treizième* (F., n° 289; J. O., p. 3519). —
*Quatorzième* (F., n° 317; J. O., p. 4353). —
*Quinzième* (F., n° 353; J. O., p. 7007). —
*Seizième* (F., n° 379; J. O., p. 7817). —
*Dix-septième* (F., n° 393; J. O. de 1873, p. 280). —
*Dix-huitième* (F., n° 419; J. O., p. 1080). —
*Dix-neuvième* (F., n° 440; J. O., p. 1769). —
*Vingtième* (F., n° 463; J. O., p. 3223). —
*Vingt-et-unième* (F., n° 486; J. O., p. 4107) —
*Vingt-deuxième* (F., n° 509; J. O., p. 1945). —
*Vingt-troisième* (F., n° 517; J. O., p. 6751) —
*Vingt-quatrième* (F., n° 544; J. O., p. 1729) —
*Vingt-cinquième* (F., n° 562; J. O. de 18[illegible], p. 354). —
*Vingt-sixième* (F., n° 588; J. O., p. 1226). —
*Vingt-septième* (F., n° 607; J. O., p. 1881) —
*Vingt-huitième* (F., n° 627; J. O., p. 3307) —
*Vingt-neuvième* (F., n° 650; J. O., p. 4089) —
*Trentième* (F., n° 674; J. O., p. 4933).
*Trente-et-unième* (F., n° 697; J. O., p. 7981) —
*Trente-deuxième* (F., n° 717; J. O. de 18[illegible], p. 160). —
*Trente-troisième* (F., n° 744; J. O., p. 1275) —
*Trente-quatrième* (F., n° 756; J. O., p. 1817) —
*Trente-cinquième* (F., n° 769; J. O., p. 3405) —
*Trente-sixième* (F., n° 796; J. O., p. 4340) —
*Trente-septième* (F., n° 824; J. O., p. 5510) —
*Trente-huitième* (F., n° 842; J. O., p. 9073) —
*Trente-neuvième* (F., n° 865; J. O., p. 10118) —

## INONDATIONS.

1 — Projets de loi et propositions tendant à secourir les victimes des inondations du Midi, voy. CRÉDITS, § V, *Intérieur*, n° 10.

2 — Proposition de M. le duc d'Audiffret-

(1) Cette proposition n'a pas été discutée.
(2) Il n'a pas été donné suite à cette proposition.

n° 103; A., t. 2, p. 216; J. O., p. 619). — Discussion sur la prise en considération [10 avril] (A., t. 2, p. 365) : est entendu : M. Bouisson (*ibid.*). — Adoption des conclusions du rapport, tendant au rejet de la prise en considération (t. 2, p. 366).

2 — Exposé des motifs et texte de la proposition de MM. le vicomte de Bonald, Pradié et autres, tendant à la création d'une Commission de trente membres, chargée d'examiner les questions relatives à l'organisation de l'enseignement supérieur, secondaire et primaire [1er juin 1871] (I., n° 282; A., t. 3, p. 214; J. O., p. 1194). — Rapport sommaire, par M. de Salvandy [14 juin] (I., n° 347; A., t. 3, p. 394; J. O., p. 1599). — Prise en considération [6 juillet 1871] (A., t. 3, p. 803). — Commission (F., n° 112; J. O., p. 1952). — Rapport sur le fond, par M. Saint-Marc Girardin [12 août] (I., n° 504; A.; t. 4; an.; p. 475; J. O., p. 3483) (1).

3 — Exposé des motifs et texte de la proposition de M. Gaslonde, relative à la nomination d'une Commission de quarante-cinq membres, chargée d'examiner tous les projets sur l'organisation de l'enseignement à tous les degrés [11 décembre 1871] (I., n° 698; A., t. 6, an., p. 468; J. O., p. 49) (2).

4 — Interpellations relatives aux infractions à la loi du 2 juillet 1850 sur l'enseignement, voy. INTERPELLATIONS, n° 27.

5 = Discussion relative à la circulaire de M. le Ministre de l'Instruction publique, en date du 27 septembre 1872, sur les modifications à apporter à l'enseignement secondaire, voy. INTERPELLATIONS, n° 37.

## § II. — *Conseil supérieur de l'Instruction publique et Conseils Académiques.*

1 — Texte de la proposition de MM. le duc de Broglie, Wallon et autres, ayant pour objet l'abrogation de l'article 1er du décret du 9 mars 1852, relatif à la nomination du Conseil supérieur de l'Instruction publique [20 avril 1871] (I., n° 157; A., t. 2, p. 652; J. O., p. 791). — Rapport sommaire, par M. Léonce de Guiraud [10 mai] (I., n° 235; A., t. 3, p. 45; J. O., p. 1190). — Discussion sur la prise en considération [22 mai] (A., t. 3, p. 111). = Sont entendus : MM. Brisson (*ibid.*); Jules Simon, *Ministre de l'Instruction publique*; le baron Chaurand; le comte Benoist d'Azy (p. 112). = Prise en considération (*ibid.*). — Commission (F., n° 76; J. O., p. 1126). — Rapport sur le fond, par M. le duc de Broglie [27 juin] (I., n° 351; A., t. 4; an., p. 191; J. O., p. 1857). = Discussion : *Première délibération* sur les propositions : 1° de MM. le duc de Broglie, Wallon et autres; 2° de MM. de Corcelle, Saint-Marc Girardin et autres, ci-après mentionnée, relative aux Conseils académiques [24 avril 1872] (t. 11; p. 38). = L'Assemblée décide qu'elle passera à la seconde délibération (*ibid.*). = *Deuxième délibération* [7 janvier 1875] (t. 15; p. 16). = *Discussion générale* (*ibid.*). — Sont entendus : MM. le vicomte de Meaux (p. 16); Delorme (p. 17); de Broglie, *rapporteur* (p. 17); Wallon (p. 18); de Pressensé (p. 18); Paul Bert (p. 21). — Ajournement des deux derniers Titres du projet, relatifs aux Conseils académiques et départementaux (p. 23). — Suite de la discussion générale (*ibid.*). — Sont entendus : MM. Brisson (p. 24); Paul Cottin (p. 28); de Pressensé (p. 34, 49); Lortal (p. 37); de Broglie, *rapporteur* (p. 41); de Pressensé (p. 49); Mgr Dupanloup (p. 50 à 56); Vacherot (p. 61); Langlois (p. 64); Martial Delpit (p. 66). = Incident relatif au rappel à l'ordre de M. Gambetta (p. 55 à 57). — Sont entendus : MM. Bigot (p. 55, 56); Gambetta (p. 56, 56); de Kerdrel (p. 55); Jules Grévy, *Président de l'Assemblée* (p. 55, 57). — Clôture de la discussion générale (p. 69). = Contre-projets : de de M. Pascal-Duprat, tendant à abroger le décret du 9 mars 1852 et à rétablir les dispositions de la loi du 15 mai 1850 (p. 69) : rejet, au scrutin public (p. 75); liste des votants (p. 76); de MM. Beaussire et Delorme, relatifs à la séparation de la surveillance de l'enseignement libre et de l'enseignement public (p. 79, 81) : retrait (p. 81, 92). — Sont entendus : MM. Pascal-Duprat (p. 69); le vicomte de Meaux (p. 72); Jules Simon, *Ministre de l'Instruction publique* (p. 74, 90); Beaussire (p. 79); Delorme (p. 81, 89); de Broglie, *rapporteur* (p. 88, 91); de

(1) Cette proposition a été retirée.
(2) Cette proposition a été retirée par son auteur le 29 janvier 1872.

Salvandy (p. 90). = *Discussion des articles* [11 au 18 janvier] (t. 15, p. 92 à 225). — Rejet au scrutin public : de l'amendement de M. Paul Bert, tendant à modifier la composition du Conseil supérieur (p. 115) ; liste des votants (p. 119) ; de l'amendement de M. de Lacretelle, tendant à y introduire des membres de l'enseignement secondaire et primaire (p. 137) ; liste des votants (p. 143). — Adoption, au scrutin public, de l'amendement de MM. Bardoux et Antonin Lefèvre-Pontalis, tendant à faire nommer par le Gouvernement les sept membres de l'enseignement public composant, avec trois membres de l'Institut, la section permanente (p. 202) ; liste des votants (p. 207) ; rectification (p. 211). — Ont pris part aux débats : MM. le duc de Broglie, *rapporteur* (p. 92, 136, 139, 180, 182, 183, 184, 189, 202, 203) ; le général de Cissey, *Ministre de la Guerre* (p. 93) ; Bertauld (p. 94) ; Jules Simon, *Ministre de l'Instruction publique* (p. 98, 113, 118, 132, 140, 141, 164, 171, 180, 184, 185, 190, 193, 201, 204, 205, 206, 225) ; de Guiraud (p. 100, 141, 157, 183, 199) ; Paul Bert (p. 102, 204) ; Bouisson (p. 114, 129) ; Bardoux (p. 116) ; l'amiral Jaurès (p. 116) ; Henri Brisson (p. 116) ; de Gavardie (p. 116, 141) ; le vicomte de Meaux (p. 116, 125, 128, 132, 134, 155, 201, 205) ; Brunet (p. 117, 118, 157, 162) ; Beulé (p. 124) ; Gatien-Arnoult (p. 125, 155) ; Varroy (p. 132) ; de Lacretelle (p. 135) ; Wallon (p. 138, 139, 225) ; Langlois (p. 140) ; Beaussire (p. 140, 182, 183, 225) ; Calemard de Lafayette (p. 140) ; Journault (p. 142, 153) ; Baragnon (p. 163, 202, 203) ; Johnston (p. 184, 185) ; Foubert (p. 203) ; Antonin Lefèvre-Pontalis (p. 205). — L'Assemblée décide qu'elle passera à une troisième délibération [18 janvier] (p. 225). = *Troisième délibération* sur la proposition relative au rétablissement du Conseil supérieur de l'Instruction publique [17 mars 1873] (t. 16, p. 517). — Incidents relatifs au rappel à l'ordre de M. Simiot et à la suppression d'un discours qui aurait été prononcé par lui dans une Assemblée antérieure (p. 525, 529). — Rejet : de l'amendement de M. Desjardins, tendant à rétablir la section permanente supprimée par la Commission, d'accord avec le Gouvernement, dans la nouvelle rédaction du projet de loi (p. 549) ; de l'amendement de MM. Wallon, Beaussire et de Salvandy, relatif aux conditions de mise à la retraite des membres de l'enseignement (p. 557). = Sont entendus : MM. Simiot (t. 16, p. 518, 549) ; le vicomte de Bonald (p. 525) ; Beaussire (p. 525, 526) ; Batbie (p. 526) ; le duc de Broglie, *rapporteur* (p. 527, 540, 556) ; le vicomte de Meaux (p. 527, 534) ; Wallon (p. 527, 536, 549, rectification p. 554 ; 557, 564, rectification, p. 575) ; Jules Simon, *Ministre de l'Instruction publique et des Cultes* (p. 527, 536, 537, 543, 559, 564) ; de Belcastel (p. 533, 534) ; Albert Desjardins (p. 541, 543) ; Delpit (p. 544) ; Beaussire (p. 556). — Adoption, au scrutin public, de l'ensemble du projet de la Commission, modifié [19 mars] (t. 16, p. 566) ; liste des votants (p. 572). = Loi du 19 mars 1873 (J. O., p. 2097 ; B. des L., n° 1864).

3 — Texte de la proposition de MM. de Corcelle, Saint-Marc Girardin et autres, ayant pour objet de modifier, par le rétablissement du principe électif, les dispositions de la législation actuelle, et notamment de la loi du 14 juin 1854, sur les Conseils académiques et les Conseils départementaux [6 mai 1871] (I., n° 205 ; A., t. 2, p. 849 ; J. O., p. 1026). — Rapport sommaire, par M. Léonce de Guiraud [27 mai] (I., n° 262 ; A., t. 3, p. 156 ; J. O., p. 1318). — Prise en considération [1er juin] (A., t. 3, p. 203). — Renvoi à la Commission chargée d'examiner la proposition de MM. le duc de Broglie et Wallon, ci-dessus mentionnée (*ibid.*). — Rapport sur le fond, par M. le vicomte de Meaux [4 août] (I., n° 462 ; A., t. 4, an., p. 198 ; J. O., p. 2987, 3032). = *Première délibération* [24 avril 1872] : voir le numéro précédent. — Ajournement de la deuxième délibération, sur la demande de M. Delorme, d'accord avec M. le vicomte de Meaux, *rapporteur* et M. le Ministre de l'Instruction publique [14 novembre 1873] (A., t. 27, p. 102). = *Deuxième délibération* [6 décembre 1873] (t. 28, p. 143). — Sont entendus : MM. le vicomte de Meaux, *rapporteur* (p. 143, 144, 146, 147, 148, 149, 156) ; Maurice (p. 143, 144, 148, 149) ; Bouisson (p. 145) ; Albert Desjardins, *Sous-Secrétaire d'État de l'Instruction publique* (p. 145, 146, 149) ; Beaussire (p. 146) ; de Salvandy (p. 147) ; Wallon (p. 149). — Ajournement de la discussion, sur la demande de M. le vicomte de Meaux, *rappor-*

*teur*, par suite du renvoi à la Commission de divers amendements et de la nécessité de la compléter [8 décembre](t. 28, p. 156) (1).

§ III. — *Enseignement supérieur.*

1 — Texte de la proposition de M. le comte Jaubert sur la liberté de l'enseignement supérieur [31 juillet 1871] (I., n° 434; A., t. 4, p. 349, et an., p. 153; J. O., p. 2838).— L'urgence, demandée par M. le comte Jaubert, n'est pas déclarée (A., t. 4, p. 350). — Rapport sommaire, par M. Henri Fournier [16 août] (I., n° 508; A., t. 4, an., p. 290; J. O., p. 3841). — Prise en considération [26 août] (A., t. 5, p. 162). — Commission (F., n° 472; J. O., p. 1960). — Rapport sur le fond, par M. Laboulaye [25 juillet 1873] (I., n° 1960; A., t. 19, an., p. 221; J. O., p. 6803, 6925). — Demande de mise à l'ordre du jour de ce projet de loi, par M. de Belcastel [1er juin 1874] (t. 31, p. 236). — Sont entendus : MM. de Belcastel (p. 236, 237); Laboulaye, *rapporteur* (p. 237); le vicomte de Cumont, *Ministre de l'Instruction publique et des Cultes* (p. 237); Langlois, Chesnelong (p. 237). — L'Assemblée décide que le projet de loi sera porté à la suite de son ordre du jour (*ibid.*). — Nouvelle discussion sur la fixation du jour de la première délibération [20 juillet 1874] (t. 33, p. 235). — Sont entendus : MM. Laboulaye, *rapporteur* (p. 235, 236); Dupanloup, *Évêque d'Orléans* (p. 235); Albert Desjardins, *Sous-Secrétaire d'État de l'Instruction publique* (p. 236, 237); de Gavardie (p. 236).— La discussion est ajournée après celle du Budget de 1875 (p. 237). = *Première délibération* [3 décembre 1874] (t. 35, p. 16). — Sont entendus : MM. Paul Bert (p. 16 à 26); Laboulaye, *rapporteur* (p. 26 à 29, 49); Beaussire (p. 29 à 33); Dupanloup, *Évêque d'Orléans* (p. 35 à 43, 56 à 60); Challemel-Lacour (p. 43 à 49, 61); Bardoux (p. 50, 61 à 63); Chevandier (p. 51 à 56); Louis Blanc (p. 63). — L'Assemblée décide, au scrutin public, qu'elle passera à la deuxième délibération [5 décembre] (p. 64); liste des votants (p. 67). = *Deuxième délibération* [21 décembre] (p. 284). — TITRE Ier, *Des Cours et des Établissements libres d'enseignement supérieur* (*ibid.*). — Amendement de M. Bertauld à l'article 1er, tendant à déclarer que l'enseignement est libre, sous la condition du respect des lois, de l'ordre public et des bonnes mœurs, et à établir la publicité des Cours des Facultés libres (*ibid.*): rejet (p. 295). — Amendement de MM. Pascal-Duprat et Jules Ferry, établissant la liberté de l'enseignement supérieur sous la surveillance de l'État, qui reste seul investi du droit de conférer les grades (p. 295) : retrait provisoire de cet amendement (p. 300). — Amendement de M. Jean Brunet, ayant pour objet de prohiber tout établissement d'enseignement supérieur qui ne s'appuiera pas sur le principe suprême de Dieu (p. 304) : rejet (p. 310). — Adoption de l'article 1er, ainsi conçu : « L'enseignement supérieur est libre » (p. 310). — Art. 2 (*ibid.*). Amendement de MM. Adnet, Buisson (de l'Aude) et Henri Fournier, tendant à exiger que les établissements libres soient administrés par trois personnes au moins qu'ils comprennent au moins une Faculté, ayant le même nombre de chaires qu'une des Facultés similaires de l'État et que les professeurs soient pourvus du grade de docteur (p. 311) : l'Assemblée prononce, au scrutin public, le renvoi de cet article à la Commission (p. 325); liste des votants (p. 327); rectifications (p. 332). — Ajournement de la suite de la discussion, sur la demande du rapporteur [22 décembre 1874] (p. 325). = Motion de Mgr Dupanloup tendant à la mise à l'ordre du jour de la suite de la deuxième délibération [15 mars 1875] (t. 37, p. 246).— Sont entendus sur cette demande: Mgr Dupanloup (p. 246, 247, 248); MM. Delorme (p. 246); Wallon, *Ministre de l'Instruction publique et des Cultes* (p. 247, 248); Paris (du Pas-de-Calais) (p. 248); Chesnelong (p. 248). = Incident relatif à l'absence d'un membre à la réunion du Bureau convoqué pour compléter la Commission [24 mai] (t. 38, p. 169). = Nouvelle motion de Mgr Dupanloup, à l'effet de faire mettre à l'ordre du jour la suite de la deuxième délibération sur le projet de loi relatif à l'enseignement supérieur [28 mai] (t. 38, p. 243).— Sont entendus : Mgr Dupanloup, *Évêque d'Orléans* (p. 243 à 245); MM. Laboulaye, *rapporteur* (p. 245, 246); Henri Fournier (p. 246); Raoul Duval (*ibid.*); Buffet, *Vice-Président*

(1) Cette délibération n'a pas été reprise avant la dissolution de l'Assemblée nationale.

supérieur reconnu (p. 508) : adoption de cet amendement, accepté par la Commission (*ibid.*). = TITRE III, *De la Collation des grades* (p. 508). — Amendement de MM. Jules Ferry et Bardoux, ayant pour objet de maintenir aux Facultés de l'État, *seules*, le droit de conférer des grades, en dispensant les candidats de l'inscription, s'ils justifient de l'assiduité aux cours des Facultés libres (*ibid.*). La priorité est donnée à la discussion de cet amendement (p. 509). — Incident relatif aux thèses matérialistes présentées, par des élèves reçus docteurs, aux examens de la Faculté de médecine de Paris (p. 540, 542, 548, 552). — Rejet, au scrutin public, du premier paragraphe de l'amendement de M. Jules Ferry (p. 587) ; liste des votants (p. 589 ; rectifications, p. 593). — Amendement de M. Raoul Duval, tendant à faire conférer les grades par le Ministre de l'Instruction publique, sur le vu d'un certificat d'aptitude délivré par un Jury qu'il nommerait (p. 594) : rejet (p. 600). — Amendement de M. Paris (du Pas-de-Calais), composé de deux nouveaux articles 13 et 14, relatifs à l'institution des Jurys mixtes pour les élèves des Facultés libres, qui auront le choix, pour les examens et l'obtention des grades, entre ces Jurys et les Facultés de l'État (p. 600). — Incident relatif à la citation faite par Mgr l'Évêque d'Orléans d'un passage d'une leçon faite à l'École de médecine de Paris par un professeur (p. 606 à 608). — Adoption successive, au scrutin public, des deux articles de l'amendement de M. Paris, accepté par le Ministre de l'Instruction publique (p. 613) ; listes des votants (p. 615, 617 ; rectifications, p. 621). — Abandon, par suite de l'adoption de l'amendement de M. Paris, des anciens articles 14, 15 et 16 de la Commission (p. 622). — TITRE IV, *Des Pénalités* (p. 622). — Adoption, sans discussion, des articles 17 à 20 (*ibid.*). — Amendement de M. Alfred Giraud à l'article 21, ayant pour objet de donner au Préfet et au recteur le droit d'opposition à l'ouverture d'un cours, sauf recours du Conseil académique au Conseil supérieur de l'Instruction publique (p. 623) : rejet (p. 625). — Amendement du même Député, tendant à permettre de déférer au Conseil académique tout professeur de l'Enseignement supérieur, pour cause d'inconduite, d'immoralité ou de désordre grave toléré ou occasionné par lui dans son cours (p. 625) : adoption, au scrutin public (p. 630) ; liste des votants (p. 640 ; rectification, t. 39, p. 4). = Ont pris part à la deuxième délibération : MM. Bertauld (t. 35, p. 284 à 290, 292 ; t. 38, p. 499) ; Laboulaye, *rapporteur* (t. 35, p. 290 à 294, 299, 300, 315 à 319, 322, 324 ; t. 38, p. 401, 413, 424, 426, 432, 462, 472, 473, 477, 478, 482, 561, 570 à 574, 598 à 600, 602 à 604, 622, 627) ; Mgr Dupanloup (t. 38, p. 398 à 400, 534 à 542, 545 à 552, 607 à 610) ; Henri Martin (p. 400, 402) ; le vicomte de Cumont, *Ministre de l'Instruction publique et des Cultes* (t. 35, p. 294, 319 à 322 ; Pascal Duprat (t. 35, p. 295 à 299, 300 ; t. 38, p. 420 à 424) ; Jean Brunet (t. 35, p. 304 à 310 ; t. 38, p. 432 à 435) ; Henri Fournier (t. 35, p. 311 à 315, 322 ; t. 38, p. 400, 431) ; Lucien Brun (t. 35, p. 322 ; t. 38, p. 463, 471) ; Bardoux (t. 35, p. 323, 324) ; Albert Desjardins, *Sous-Secrétaire d'État de l'Instruction publique* (t. 35, p. 323) ; Charton (t. 38, p. 402) ; Chesnelong (p. 403 à 406, 409, 474, 475, 507, 533, 583 à 586) ; Robert de Massy (p. 406 à 409, 464, 476, 480, 624, 626) ; Alfred André (p. 410) ; Wallon, *Ministre de l'Instruction publique et des Cultes* (p. 411, 425, 463, 465, 473, 474, 477, 542, 552 à 556, 600, 604, 610, 627) ; Gatien-Arnoult (p. 411) ; de Salvandy (p. 413) ; de Pressensé (p. 427, 428 à 431) ; le vicomte d'Haussonville (p. 431) ; Gambetta (p. 432, 470) ; Bouisson (p. 459 à 462) ; le général Robert (p. 464) ; de Belcastel (p. 469, 473, 486, 487, 489, 569) ; Delacour (p. 469) ; Jules Ferry (p. 470, 509 à 517, 522 à 532) ; Victor Lefranc (p. 474) ; Beaussire (p. 475, 477, 478, 603, 607) ; Paris (du Pas-de-Calais) (p. 475, 476, 600 à 602, 610) ; Batbie (p. 477, 478) ; Delorme (p. 479, 507, 508) ; Depeyre (p. 479, 485) ; Guichard (p. 480, 482 à 485) ; Jozon (p. 488) ; de Lespinasse (p. 496) ; Raoul Duval (p. 508, 509, 534, 582, 594 à 598) ; Arnaud (de l'Ariége) (p. 556 à 561) ; Jules Simon (p. 574 à 582) ; Ernest Picard (p. 610 à 612) ; Alfred Giraud (p. 623, 624, 625, 629) ; Alfred Dupont (p. 628). — L'Assemblée décide, au scrutin public, qu'elle passera à la troisième délibération [17 juin] (p. 630) ; liste des votants (p. 642 ; rectification, t. 39, p. 4). = Motion de M. Chesnelong tendant à la mise à

l'ordre du jour de la troisième délibération du projet de loi sur la liberté de l'Enseignement supérieur, après la deuxième délibération du projet de loi organique sur les rapports des Pouvoirs publics [24 juin 1875] (t. 39, p. 156). — Adoption (*ibid.*). = *Troisième délibération* [8 juillet] (t. 39, p. 492). — Exposé par M. Laboulaye, *rapporteur*, des modifications apportées à la rédaction du projet de loi et arrêtées par la Commission (*ibid.*). — *Discussion générale* (p. 493 à 504). = *Discussion des articles* (p. 504). — Titre Ier, *Des Cours et des Établissements libres d'Enseignement supérieur* (*ibid.*). — Amendement de M. Jean Brunet, tendant à remplacer ce titre par un article unique, ayant pour objet la reconnaissance publique de la croyance en Dieu par tout Établissement d'Enseignement supérieur (*ibid.*) : rejet (p. 508). — Article 1er (p. 508): adoption, au scrutin public (p. 511); liste des votants (p. 517; rectification, p. 521). — Adoption des deux premiers paragraphes de l'article 2, avec la nouvelle rédaction de la Commission, retranchant les départements, les communes et les diocèses (p. 512). Adoption, au scrutin public, du troisième paragraphe, dont la suppression était demandée par M. Tolain, tendant à soumettre aux prescriptions des lois sur les réunions publiques les cours isolés dont la publicité ne sera pas restreinte aux auditeurs régulièrement inscrits (p. 516); liste des votants (p. 519).— Adoption, au scrutin public, de l'ensemble de l'article 2 (p. 521); liste des votants (p. 546). — Maintien, sans discussion, des articles 3 et 4 (p. 522). — Article 5 (*ibid.*) : adoption (p. 623). — Adoption des articles 6 à 9 (p. 524). — Titre II, *Des associations formées dans un dessein d'Enseignement supérieur* (p. 524). — Adoption, sans discussion, de l'article 10 (p. 525). — Article 11 (*ibid.*). Adoption, au scrutin public, du premier paragraphe de l'article, relatif à la déclaration d'utilité publique des Établissements d'Enseignement supérieur ou des associations formées en vertu de la présente loi (p. 532): liste des votants (p. 548). Rejet, au scrutin, public, de l'amendement de M. Jules Favre, tendant à exiger une loi spéciale pour prononcer cette déclaration (p. 532); liste des votants (p. 549). — Adoption, au scrutin public, de l'ensemble de l'article 11 (p. 532); liste des votants (p. 551; rectifications, p. 557). — Article 12 (p. 532). — Amendement de MM. Lucien Brun, Merveilleux-Duvignaux, Ernoul et Chesnelong, tendant à excepter de la clause de retour à l'État des biens acquis par les Établissements d'Enseignement supérieurs reconnus, lors de l'extinction de ces Établissements, le cas où les statuts contiendraient à leur égard d'autres dispositions (p. 533) : adoption, au scrutin public, de l'amendement, restreint aux biens acquis à titre onéreux (p. 546) : liste des votants (p. 553; rectifications, p. 557). — Adoption, au scrutin public, de l'ensemble de l'article 12 (p. 558); liste des votants (p. 579).— Titre III, *De la Collation des grades* (p. 558). — Article 13 (*ibid.*). Amendement de M. Lepetit, ayant pour objet de substituer aux articles 13 et 14 une disposition tendant à obliger les élèves des Facultés libres à se présenter, pour l'obtention des grades, devant les Facultés de l'État, en justifiant qu'ils ont pris dans les Facultés dont ils ont suivi les cours le nombre d'inscriptions voulu par les règlements (*ibid.*) : rejet de cet amendement, au scrutin public (p. 571); liste des votants (p. 580; rectifications, p. 583). — Retrait de l'amendement de MM. de Rambures et Hervé de Saisy, ayant pour objet la collation de grades honorifiques par les Universités et les Facultés libres, et l'institution d'examens professionnels pour les emplois dépendant de l'État (p. 577). — Amendement de M. Bouisson, ayant pour objet d'établir que les Universités et les Facultés libres ne jouiront du droit de conférer des grades qu'après douze ans d'exercice, et sur l'avis du Conseil supérieur de l'Instruction publique (p. 584) : rejet, au scrutin public (p. 589) ; liste des votants (p. 603). Adoption, par assis et levé, du premier paragraphe de l'article 13 de la Commission (p. 689), et au scrutin public du deuxième paragraphe et de l'ensemble de l'article (p. 590); listes des votants (p. 604 et 606). — Article 14 (p. 590). Rejet de la prise en considération de l'amendement de M. de Lacretelle, ayant pour objet de prendre les membres du Jury spécial, deux tiers dans les Facultés de l'État, un tiers dans les Facultés libres (p. 591). — Adoption des articles

14 et 15 de la Commission (p. 591). = TITRE IV, *Des Pénalités* (p. 591). — Adoption, sans discussion, des articles 16 à 19 (p. 592). — Adoption de l'article 20, modifié d'après un amendement de M. Bozérian, relatif à la procédure devant la Cour de Cassation (p. 593). — Adoption de l'article 21 (*ibid.*). — Article additionnel proposé par M. Giraud, destiné à former l'article 22, tendant à faire traduire les professeurs devant le Conseil départemental de l'Instruction publique, avec appel devant le Conseil supérieur, pour cause d'inconduite notoire, d'écarts dans leur enseignement, ou de désordres graves occasionnés ou tolérés dans leur cours (p. 593) : adoption au scrutin public (p. 601); liste des votants (p. 608).— Adoption des articles 23 et 24 (p. 601, 602). = Ont pris part à la troisième délibération, MM. Laboulaye, *rapporteur* (t. 39, p. 492, 512, 524, 593 à 595, 597); Henri Brisson (p. 493 à 496); Desbassayns de Richemont (p. 496 à 500); Taberlet (p. 500 à 502); Calemard de Lafayette (p. 502 à 504); Jean Brunet (p. 504 à 508); Lortal (p. 508 à 510); de Rambures (p. 510, 571 à 576); Chesnelong (p. 511, 524, 565 à 570, 588); Tolain (p. 513 à 515); Malartre (p. 515); Beaussire (p. 522, 588, 589, 593); Wallon, *Ministre de l'Instruction publique* (p. 523, 588, 597, 601); J. Favre (p. 525, 532); Robert de Massy (p. 530); Lucien Brun (p. 533, 535, 538, 543); Achille Delorme (p. 534, 536); Ernest Picard (p. 538, 542); Baragnon (p. 539); Marcel Barthe (p. 540); Grivart (p. 540 à 542); Depeyre (p. 545); Lepetit (p. 558 à 565); Bouisson (p. 584 à 588); de Lacretelle (p. 590); Bozérian (p. 592); Léon Say, *Ministre des Finances* (p. 593); Giraud (p. 593 à 597, 601); Dupont (p. 597 à 600); Humbert (p. 600). = Adoption, au scrutin public, à la tribune, de l'ensemble du projet de loi [12 juillet 1875] (t. 39, p. 602); liste des votants (p. 610). = Déclarations de divers Députés, à l'occasion de la lecture du procès-verbal, au sujet de leur vote au scrutin public sur l'ensemble de la loi relative à l'Enseignement supérieur [13 juillet 1875] (t. 40, p. 1).= Loi du 12 juillet 1875 (J. O., p. 5921; B. des L., n° 4321).

2 — Texte de la proposition de M. Paul Bert sur l'organisation de l'Enseignement supérieur de l'État [2 décembre 1873] (I., n° 2064; A., t. 28, an., p. 89; J. O. de 1874, p. 179) (1).

### § IV. — *Enseignement primaire.*

1 — Texte de la proposition de MM. Martial Delpit, le duc de Broglie et autres, relative à la nomination par les Conseils municipaux des instituteurs communaux et à leur surveillance par un comité de délégués cantonaux des écoles primaires [27 mai 1871] (I., n° 263; A., t. 3, p. 156; J. O., p. 1294). — Rapport sommaire, par M. d'Aboville [10 août] (I., n° 488; A., t. 4, an., p. 258; J. O., p. 3127). — Discussion sur la prise en considération [23 août] (t. 5, p. 87). — Sont entendus : MM. Brisson, Delpit (*ibid.*). — Adoption des conclusions de la Commission, tendant à la prise en considération (p. 87). — Commission et rapport sur le fond, par M. Ernoul, voy. ci-après, n° 5.

2 — Texte de la proposition de M. de Lacretelle, ayant pour objet de modifier les conditions de l'instruction primaire [5 août, 6 septembre 1871] (I., nos 463 et 614; A., t. 4, an., p. 201; t. 5, an., p. 202; J. O., p. 2840, 4101) (2).

3 — Texte de la proposition de MM. George, Vacherot et autres, ayant pour objet l'instruction primaire obligatoire [29 août 1871] (I., n° 560; A., t. 5, an., p. 88; J. O., p. 3366) (3).

4 — Exposé des motifs et texte du projet de loi sur la mise à la retraite de divers fonctionnaires de l'enseignement primaire, présenté par M. Jules Simon, *Ministre de l'Instruction publique et des Cultes* [15 décembre 1871] (I., n° 713; A., t. 6, an., p. 185; J. O., p. 5367). — Commission (F., n° 188; J. O. de 1872, p. 89). — Rapport, par M. Ernoul, voir le numéro suivant.

5 — Exposé des motifs et texte du projet de loi sur l'instruction primaire, présenté par M. Thiers, *Président de la République* et M. Jules Simon, *Ministre de l'Instruction publique et des Cultes* [15 décembre

(1) Il n'a pas été statué sur cette proposition.
(2) Cette proposition a été retirée.
(3) Il n'a pas été donné suite à cette proposition.

1871] (I., n° 714; A., t. 6, an., p. 186; J. O. de 1872, p. 721). — Commission (F., n° 188; J. O. de 1872, p. 89). = Rapport, par M. Ernoul sur : 1° le projet de loi concernant l'instruction primaire; 2° le projet de loi sur la retraite de divers fonctionnaires de l'enseignement primaire; 3° la proposition de MM. Delpit et autres, relative à la nomination des instituteurs communaux et à la surveillance des écoles primaires; 4° la proposition de M. Charton, ayant pour objet une institution de conférences publiques faites par les Instituteurs (1); 5° la proposition de M. Beaussire, sur l'instruction primaire [3 juillet 1872] (I., n° 1262; A., t. 12, an., p. 115; J. O., p. 4871, 4930). — Mise à l'ordre du jour du projet de la Commission, sur la demande de M. Ernoul, *rapporteur* [19 décembre] (A., t. 14, p. 678). = Discussion incidente relative à l'ordre du jour [28 mars 1873] (A., t. 17, p. 156). — Sont entendus : MM. Ernoul (p. 156, 157); Beaussire (p. 157) (2).

6 — Exposé des motifs et texte de la proposition de M. Émile Beaussire sur l'instruction primaire [26 janvier 1872] (I., n° 850; A., t. 7, p. 214, et an., p. 91; J. O., p. 1079). — Déclaration d'urgence et renvoi à la Commission d'examen du projet de loi sur l'instruction primaire (A., t. 7, p. 215). — Pour le rapport, voir le numéro précédent.

7 — Exposé des motifs et texte de la proposition de M. Maurice, portant fixation du traitement et de la pension de retraite des instituteurs et des institutrices primaires [9 janvier 1873] (I., n° 1798; A., t. 18, an., p. 77; J. O., p. 3848). — Demande de déclaration d'urgence, par M. Maurice (A., t. 18, p. 229) : l'urgence est déclarée (p. 230). — Discussion sur la question du renvoi de cette proposition à une Commission spéciale (*ibid.*). — Sont entendus : MM. Magne, *Ministre des Finances*, Édouard Charton (*ibid.*). — La proposition est renvoyée à la Commission du Budget (p. 230). — Adoption, au scrutin public, après deux épreuves douteuses, du renvoi de cette proposition aux Bureaux pour la nomination d'une Commission spéciale, demandé incidemment dans la discussion du Budget de 1874 [15 décembre 1873] (A., t. 28, p. 320); liste des votants (p. 323). = Composition de cette Commission (F., n° 549; J. O., p. 792). — Rapport, par M. Ernoul [27 juillet 1874] (I., n° 2605; A., t. 33, p. 195; J. O., p. 5786). — Incident relatif à la demande de mise à l'ordre du jour de cette proposition, voy. BUDGET GÉNÉRAL DE L'ÉTAT, § V, *Exercice* 1875. — Demande d'ajournement de la discussion [14 décembre 1874] (t. 35, p. 185). — Sont entendus : MM. Mathieu-Bodet, *Ministre des Finances* (p. 185); Ernoul, *rapporteur* (p. 186). — L'ajournement est prononcé (*ibid.*). = Motion de M. Ernoul tendant à la mise à la suite de l'ordre du jour de la proposition de M. Maurice [15 juin 1875] (t. 38, p. 587). — Décision conforme de l'Assemblée (*ibid.*). = Discussion [19 juillet 1875] (t. 40, p. 166). — *Discussion générale* : Explications sur l'historique du projet de loi présenté par la Commission et des amendements qui s'y rattachent (p. 166 à 172). — *Discussion des articles* (p. 172). — Adoption de l'article 1er (*ibid.*). — Rejet de l'article additionnel, proposé d'abord par M. Monnet et repris par M. Audren de Kerdrel, tendant à assimiler, après cinq ans d'exercice dans la même école, les instituteurs adjoints aux instituteurs titulaires de 4e classe, pour le traitement et les droits à l'avancement (p. 173). — Adoption de l'article 2, relatif à l'avancement par ancienneté des instituteurs ou des institutrices, après explications du Ministre de l'Instruction publique et du Rapporteur sur l'application immédiate de cette disposition (p. 174). — Adoption, sans discussion, des articles 3 à 9, avec une modification de rédaction à l'article 6, proposée par la Commission (p. 174, 175). — Ont pris part aux débats : MM. Francisque Rive (p. 166 à 169); Wallon, *Ministre de l'Instruction publique et des Cultes* (p. 169, 174); Ernoul, *rapporteur* (p. 169 à 172, 173, 174); Maurice (p. 172); Monnet (p. 172, 173); Audren de Kerdrel (p. 173); Limperani (p. 173, 174); Beaussire (p. 175). — Adoption de l'ensemble du projet de loi de la Commission [même séance] (p. 175). = Loi du 19 juillet 1875 (J. O., p. 5923; B. des L., n° 4329).

(1) Voir cette proposition ci-après, n° 8.
(2) Ce projet de loi n'a pas été discuté.

8 — Texte de la proposition de M. Charton ayant pour objet d'obliger tout instituteur communal à faire, chaque semaine, une conférence publique sur l'une des matières de l'enseignement facultatif dans les écoles normales primaires [21 août 1871] (I., n° 528; A., t. 5, an., p. 35; J. O., p. 3032). — Rapport sommaire, par M. Bardoux [7 septembre] (I., n° 618; A., t. 5, an., p. 207; J. O., p. 4144). — Discussion sur la prise en considération [16 février] (t. 7, p. 613). — Sont entendus : MM. Bardoux, *rapporteur*, Charton (*ibid.*). — Prise en considération et renvoi à la Commission du projet de loi sur l'Instruction primaire [même séance] (p. 613). — Rapport sur le fond, par M. Ernoul, voir ci-dessus, n° 5.

9 — Amendement ayant pour objet d'allouer une augmentation de 500.000 fr., au chapitre XXXIII du Budget de l'Instruction publique, pour gratifications aux instituteurs qui ouvriraient des cours d'adultes, voy. BUDGET GÉNÉRAL DE L'ÉTAT, § II, *Exercice 1872*, n° 5.

10 — Incident relatif à la nomination d'un inspecteur des écoles primaires à Paris, auteur d'écrits anti-religieux, voy. BUDGET GÉNÉRAL DE L'ÉTAT, *Exercice 1873*, n° 4.

11 — Amendement ayant pour objet de donner aux pères et mères ou tuteurs la faculté de faire usage des bourses qui leur ont été consenties pour leurs fils ou pupilles, dans un Établissement libre, voy. BUDGET GÉNÉRAL DE L'ÉTAT, § V, *Exercice 1875*, n° 14.

12 — Question relative à l'élévation du traitement des instituteurs, voy. QUESTIONS, n° 9.

## INSURRECTION DU 18 MARS 1871.

1 — Communication de M. Grévy, *Président de l'Assemblée nationale*, lors de la première réunion de l'Assemblée à Versailles, au sujet de l'insurrection qui a éclaté à Paris [20 mars 1871] (A., t. 2, p. 1).

2 — Proposition de M. de Lasteyrie, tendant à nommer une Commission de quinze membres, chargée de s'entendre avec le Pouvoir exécutif, au sujet des événements de Paris, voy. ASSEMBLÉE NATIONALE, § I, n° 6.

3 — Communication de M. Ernest Picard, *Ministre de l'Intérieur*, et présentation par lui d'un projet de loi relatif à la mise en état de siége du département de Seine-et-Oise, voy. ÉTAT DE SIÉGE, n° 1.

4 — Propositions relatives à l'élection du Conseil municipal de Paris et des officiers de tous grades de la Garde nationale de la Seine, voy. PARIS (VILLE DE). — GARDE NATIONALE, n° 1.

5 — Incidents relatifs à l'assassinat des généraux LECOMTE et CLÉMENT THOMAS et à l'arrestation du général CHANZY et de M. EDMOND TURQUET, Députés [20 mars] (t. 2, p. 11, 12, 17). — Sont entendus sur ces incidents : MM. le général Trochu, Clémenceau, Langlois (p. 11); Turquet (p. 12, 17).

6 — Protestation de M. le général Billot contre l'offre qui lui aurait été faite d'un prétendu commandement par le Gouvernement insurrectionnel [21 mars] (t. 2, p. 17).

7 — Communication de M. Schœlcher au sujet des démarches faites par lui et M. Clémenceau à l'Hôtel-de-Ville, pour obtenir du Comité central l'élargissement du général CHANZY [26 mars] (t. 2, p. 21). — Incidents relatifs : à la situation de la capitale; à la proposition d'y faire passer une revue de la Garde nationale par l'amiral SAISSET, son commandant en chef ; et à une demande de déclaration à l'Assemblée, relative aux élections municipales à faire à Paris (p. 27, 28). — Sont entendus : MM. Schœlcher, Lockroy (p. 27); Clémenceau (p. 28, 31, 37, 38, 43); Langlois (p. 28); Brisson, le général Martin des Pallières, Paris, Léon Say (p. 29); Thiers, *Chef du Pouvoir exécutif* (p. 30, 34, 45); Louis Blanc (p. 31); le comte de la Rochethulon, l'amiral Saisset (p. 34); Tolain (p. 33); l'amiral Pothuau, *Ministre de la Marine* (p. 33); Jules Favre, *Ministre des Affaires étrangères* (p. 38, 39, 46); Tirard (p. 43); Picard, *Ministre de l'Intérieur* (p.

M. le Président Grévy à cette occasion (*ibid.*).

19 — Incident relatif à une communication, faite par M. le comte de la Rochethulon, d'une affiche placardée sur sa maison, à Paris, et d'un article concernant M. le duc d'Aumale, publié par le *Journal officiel* du Comité central [28 mars] (t. 2, p. 151). — Sont entendus : MM. de la Rochethulon (p. 151, 152) ; Schœlcher, Floquet (p. 152). — Rappel à l'ordre de M. Floquet (*ibid.*). — Rectification demandée par M. Floquet (p. 164).

20 — Communication de M. Ernest Picard, *Ministre de l'Intérieur*, relative à la situation de Lyon, de Saint-Étienne, de Toulouse et de Narbonne [28 mars] (t. 2, p. 155, 157).

21 — Incident relatif à la communication de M. Haëntjens, au sujet de l'offre de quatre cents officiers de la garde mobile ou mobilisée, venus à Versailles pour se mettre à la disposition de l'Assemblée [28 mars] (t. 2, p. 157). — Sont entendus sur cet incident : MM. Paulin Gillon, Picard, *Ministre de l'Intérieur* (p. 158). — M. le Président Grévy exprime les remercîments de l'Assemblée (*ibid.*).

22 — Communication de M. Picard, *Ministre de l'Intérieur*, relative à l'attaque tentée au pont de Neuilly, à Rueil et à Meudon, par les gardes nationaux insurgés [3 avril] (t. 2, p. 217). — Sont entendus : MM. Picard, *Ministre de l'Intérieur* (p. 217); Journault, Brame (p. 218). — Sur la proposition de M. Emmanuel Arago, l'Assemblée se déclare en permanence (p. 219). = Nouvelle communication de M. Jules Simon, *Ministre de l'Instruction publique*, sur les événements de la journée (p. 227). — — Sont entendus : MM. Arago, le comte de Douhet (p. 228). — L'Assemblée lève la permanence et s'ajourne à neuf heures du soir (*ibid.*). = Communication de M. Thiers, *Chef du Pouvoir exécutif*, au sujet des engagements qui ont eu lieu les 2 et 3 avril autour de Paris, entre l'armée et les insurgés [séance du soir, 3 avril] (p. 229). — Tirage au sort de la Députation chargée, sur la motion de M. Bois-Boissel, d'aller visiter les blessés militaires dans les hôpitaux (p. 230).

23 — Communication, par M. de Choiseul, d'une adresse des officiers prisonniers de guerre à Dantzig, demandant à combattre pour la défense de l'Assemblée, voy. ARMÉE, § XIII, n° 4.

24 — Proposition de vote de remercîments à l'armée, voy. *ibid.*, § XIII, n° 3.

25 — Proposition de M. Paul Cottin tendant à mettre à la disposition du Pouvoir exécutif une Députation de vingt membres de l'Assemblée pour accompagner les troupes, voy. ASSEMBLÉE NATIONALE, § I, n° 14.

26 — Nouvelle communication de M. Thiers, *Chef du Pouvoir exécutif*, relative à l'enlèvement par les troupes de la redoute de Châtillon [4 avril] (p. 248).

27 — M. Ernest Picard, *Ministre de l'Intérieur*, annonce la répression de l'insurrection, à Marseille [5 avril] (t. 2, p. 273).

28 — Incident relatif à la protestation de M. le général Billot, au sujet d'une lettre du général Garibaldi citant son nom comme méritant la confiance de la Fédération de la garde nationale [6 avril] (t. 2, p. 275).

29 — Communication de M. Ernest Picard, *Ministre de l'Intérieur*, relative au succès des opérations militaires engagées au pont de Neuilly [7 avril] (t. 2, p. 315). — Sont entendus : MM. le comte Rampon, Ernest Picard, *Ministre de l'Intérieur* (*ibid.*).

30 — Incident relatif aux obsèques des généraux BESSON et PÉCHOT, morts pour la défense de l'ordre, voy. QUESTIONS, n° 13.

31 — Communication de M. Jules Favre, *Ministre des Affaires étrangères*, au sujet d'une lettre adressée par Paschal Grousset, membre de la Commune de Paris, délégué aux relations extérieures, au général Fabrice, commandant le 3e corps des armées allemandes, concernant l'occupation des forts de Paris situés sur la rive droite de la Seine [10 avril] (t. 2, p. 368).

32 — Observations de M. le comte de la

objet de relever la colonne Vendôme et de réparer le monument expiatoire élevé à la mémoire de Louis XVI, voy. MAISON DE M. THIERS. — COLONNE DE LA PLACE VENDÔME.

47 — Incident relatif aux événements de Paris, et notamment aux incendies allumés par les insurgés [24 mai] (t. 3, p. 116). — Observations sur les mesures prises pour l'administration provisoire de la ville de Paris (t. 118). — Sont entendus : MM. l'amiral La Roncière Le Noury, Dahirel (p. 116); Thiers, *Chef du Pouvoir exécutif* (p. 116, 119).

48 — Communication de M. Ernest Picard, *Ministre de l'Intérieur*, concernant : la situation de Paris, le succès des opérations militaires pour la répression de l'insurrection, et l'arrivée des pompiers des départements pour éteindre les incendies [25 mai] (t. 3, p. 135).

49 — Communication de M. le général Le Flô, *Ministre de la Guerre*, sur la suite des opérations militaires dans Paris et sur le meurtre des Otages [26 mai] (t. 3, p. 142).

50 — Nouvelle communication de M. Ernest Picard, *Ministre de l'Intérieur*, sur les dernières opérations pour la répression de l'insurrection [27 mai] (t. 3, p. 147).

51 — Proposition présentée par M. Dussaussoy, tendant à faire voter par l'Assemblée des remerciements aux sapeurs-pompiers des départements qui sont venus apporter leur concours pour éteindre les incendies de Paris [29 mai] (t. 3, p. 166). — Adoption, à l'unanimité de cette résolution, en y comprenant les pompiers venus des États voisins (p. 167).

52 — Proposition du même Député, relative à la célébration d'un service funèbre et à l'élévation d'un monument commémoratif en l'honneur des Otages assassinés à Paris, voy. HONNEURS PUBLICS.

53 — Question relative à l'exécution des lois contre les insurgés de Paris, voy. QUESTIONS, n° 28.

54 — Question au sujet des dispositions nécessaires pour hâter le jugement des prisonniers, voy. QUESTIONS, n° 49.

55 — Projets de lois relatifs à la procédure suivie devant les Conseils de Guerre et à la modification de leur composition, voy. CONSEILS DE GUERRE.

56 — Rapport d'ensemble de M. le général Appert sur les opérations de la Justice militaire relatives à l'insurrection du 18 mars 1871 [20 juillet 1875] (I., n° 3212; A., t. 43, an., p. 3 à 241; J. O. de 1876, p. 7093; de 1877, p. 126, 156, 188).

57 — Projet de loi relatif à l'exercice du droit de grâce et composition de la Commission instituée en vertu de la loi du 17 juin 1871, voy. GRACE (DROIT DE). — Rapports de MM. Martel et Félix Voisin sur les travaux de cette Commission, voy. *ibid.*

58 — Enquête parlementaire sur l'insurrection du 18 mars, prescrite par la résolution de l'Assemblée nationale du 16 juin 1871, voy. ENQUÊTES PARLEMENTAIRES, II° section, § I, n° 1.

59 — Question relative à la participation des premiers Présidents des Cours d'Appel à cette Enquête parlementaire, voy. QUESTIONS, n° 59.

60 — Propositions présentées : 1° par MM. Brisson, Peyrat et autres; 2° par MM. de Pressensé, A. André et autres; 3° par MM. Alfred Naquet, Bouchet, etc., concernant l'amnistie à accorder aux individus poursuivis ou condamnés à la suite de l'insurrection du 18 mars, voy. AMNISTIE.

## INTÉRÊT DE L'ARGENT.

Exposé des motifs et texte de la proposition de M. Limpérani, tendant à abroger la loi des 3-13 septembre 1807, relative au taux de l'intérêt de l'argent [18 avril 1871] (I., n° 151; A., t. 2, p. 601; J. O., p. 774). — Rapport sommaire, par M. Vente [5 mai] (I., n° 197; A., t. 2, p. 833; J. O., p. 1014). — Discussion [10 mai] (p. 904). — Sont entendus : MM. Aubry (p. 904, 907); Limpérani (p. 905, 908); de Ventavon (p. 905); Villain (p. 906); Flotard, Germain, Peltereau-Vil-

leneuve (p. 908); Malartre (p. 909). — Adoption des conclusions de la Commission, tendant à la prise en considération (*ibid.*). — Commission (F., n° 70; J. O., p. 1046). — Rapport sur le fond, par M. Sacase [27 janvier 1874] (I., n° 2187; A., t. 29, an., p. 172; J. O., p. 1076, 1147). — *Première délibération* [29 mai 1874] (t. 34, p. 200). — Sont entendus : MM. Sacase, *rapporteur*; Limpérani (*ibid.*). — L'Assemblée décide qu'elle passera à la deuxième délibération (p. 204) (1).

**INTÉRÊT LOCAL** (COMMISSIONS D').

Composition des Commissions mensuelles nommées, en exécution de l'article 20 du Règlement, pour l'examen des projets de lois relatifs à des intérêts communaux et départementaux (*Échanges. — Emprunts. — Impositions. — Limites*) :

1re *Commission* (F., n° 51 ; J. O. de 1874, p. 750). —
2e *Commission* (F., n° 75 ; J. O., p. 1124). —
3e *Commission* (F., n° 99 ; J. O., p. 1545). —
4e *Commission* (F., n° 123; J. O., p. 2248). —
5e *Commission* (F., n° 146; J. O., p. 2985). —
6e *Commission* (F., n° 167; J. O., p. 4802). —
7e *Commission* (F., n° 189; J. O. de 1872, p. 143). —
8e *Commission* (F., n° 215; J. O., p. 889). —
9e *Commission* (F., n° 241; J. O., p. 1649). —
10e *Commission* (F., n° 264; J. O., p. 2757). —
11e *Commission* (F., n° 289; J. O., p. 3519). —
12e *Commission* (F., n° 317; J. O., p. 4353). —
13e *Commission* (F., n° 353; J. O., p. 7007). —
14e *Commission* (F., n° 379; J. O., p. 7847). —
15e *Commission* (F., n° 393; J. O. de 1873, p. 280). —
16e *Commission* (F., n° 419; J. O., p. 1080). —
17e *Commission* (F., n° 440; J. O., p. 1769). —
18e *Commission* (F., n° 463; J. O., p. 3223). —
19e *Commission* (F., n° 486; J. O., p. 4107). —
20e *Commission* (F., n° 509; J. O., p. 4945). —
21e *Commission* (F., n° 547; J. O., p. 6751). —
22e *Commission* (F., n° 541; J. O., p. 1729). —
23e *Commission* (F., n° 562; J. O. de 1874, p. 351). —
24e *Commission* (F., n° 588; J. O., p. 1226). —
25e *Commission* (F., n° 607; J. O., p. 1881). —
26e *Commission* (F., n° 627; J. O., p. 3307). —
27e *Commission* (F., n° 650; J. O., p. 4089). —
28e *Commission* (F., n° 674; J. O., p. 4933). —
29e *Commission* (F., n° 697; J. O., p. 7981). —
30e *Commission* (F., n° 747; J. O. de 1875, p. 160). —
31e *Commission* (F., n° 744; J. O., p. 1275). —
32e *Commission* (F., n° 756; J. O., p. 1817). —
33e *Commission* (F., n° 769; J. O., p. 3405). —
34e *Commission* (F., n° 796; J. O., p. 4340). —
35e *Commission* (F., n° 824; J. O., p. 5510). —
36e *Commission* (F., n° 842; J. O., p. 9073). —
37e *Commission* (F., n° 865; J. O., p. 10148).

**INTERNATIONALE** (ASSOCIATION), voy. ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS. — ENQUÊTES PARLEMENTAIRES, IIe Section, § I, nos 4 et 11.

**INTERPELLATIONS.**

**Ire Section. — Politique extérieure.**

AFFAIRES D'ALLEMAGNE, nos 2 ET 3.
AFFAIRES D'ITALIE, nos 19, 35, 41, 52, 57.

**IIe Section. — Politique intérieure.**

POLITIQUE GÉNÉRALE, nos 10, 30, 49, 56.
MODIFICATIONS MINISTÉRIELLES, nos 20, 44, 55.
ÉVÉNEMENTS INSURRECTIONNELS : (31 *Octobre* 1870, 22 *Janvier et* 31 *Mars* 1871), nos 1, 3, 5, 15.
ÉTAT DE SIÉGE, nos 22, 48, 54, 58.
ÉLECTIONS LÉGISLATIVES, nos 13, 14, 51, 60, 79.
ÉLECTIONS MUNICIPALES ET DÉPARTEMENTALES, nos 7, 9, 11, 74.
OFFENSES ENVERS L'ASSEMBLÉE NATIONALE, nos 24, 31, 61, 69, 70.
RÉGIME ET DÉLITS DE LA PRESSE, nos 42, 43, 46, 50, 58, 67, 69.
CONDUITE DU PARTI BONAPARTISTE, nos 65, 66, 71, 77, 78.

**IIIe Section. — Administration.**

JUSTICE (*Magistrats révoqués*), n° 6.
AFFAIRES ÉTRANGÈRES (*Passe-ports*), n° 23.
INTÉRIEUR (*Sous-Préfets*, n° 8. — *Administration départementale*, nos 25, 26, 29, 33, 64, 76, 79. — *Municipalités*, nos 24, 32, 36, 59, 62, 72, 73, 74, 75. —

(1) Il n'y pas eu de deuxième délibération sur ce projet de loi.

*Régime des prisons*, N° 17. — *Police des cimetières*, N°s 47, 63. — *Algérie*, N°s 4, 16).

INSTRUCTION PUBLIQUE (*Cours de la Faculté de médecine de Paris*, N° 21. — *Écoles de Lyon*, N° 27. — *Programme de l'Enseignement secondaire*, N° 37).

FINANCES (*Souscription nationale pour la libération du territoire*, N° 18.— *Postes: Service entre Calais et Douvres*, N° 38. — *Nominations irrégulières dans le personnel*, n° 45).

GUERRE (*Commission des Marchés*, N° 28. — *Engagés conditionnels d'un an*, N° 39. — *Programme de Saint-Cyr*, N° 40).

MARINE ET COLONIES (*Régime des déportés à la Nouvelle-Calédonie*, N° 80).

TRAVAUX PUBLICS (*Transports par les voies ferrées*, N° 12. — *Suppression du service des marchandises à la gare de Modane*, N° 34). — *Convention entre l'État et l'ancienne Liste civile*, N° 53.

1 — *Événements du 31 octobre 1870 et du 22 janvier 1871.* — Demande d'interpellations au sujet des poursuites exercées contre plusieurs citoyens à propos de ces événements, déposée par M. Millière [19 février 1871] (A., t. 1, p. 73). — Réponse de M. Dufaure, *Ministre de la Justice*, sur la fixation du jour des interpellations (p. 80).

2 — *Vente faite par les Prussiens, pendant la Guerre, à une Société belge, de chênes à prendre dans les forêts de l'État, entre Bouillon et Sedan.* — Demande d'interpellations à ce sujet adressée au Gouvernement, par MM. Leurent, Bottieau et Achille Adam [11 mars] (A., t. 1, p. 300). — Réponse de M. Dufaure, *Ministre de la Justice*, sur la fixation du jour des interpellations (*ibid.*).

3 — *Correspondance entre le Commandant en chef du 3e Corps d'armée Allemande et le Comité central de la Garde nationale de Paris.* — Interpellations adressées à ce sujet, par M. Turquet, au Ministre des Affaires étrangères [23 mars] (A., t. 2, p. 81). — Sont entendus : MM. Turquet (p. 81); Jules Favre *Ministre des Affaires étrangères* (p. 82).

4 — *Régime civil de l'Algérie.* — Demande d'interpellations, déposée par M. Lucet, à propos d'un arrêté du Chef du Pouvoir exécutif, en date du 1er avril 1871, nommant un Gouverneur civil de l'Algérie [4 avril 1871] (A., t. 2, p. 235). — Sont entendus sur la fixation du jour des interpellations : MM. Picard, *Ministre de l'Intérieur*, Lucet (p. 236). — Interpellations [25 avril] (p. 704). —Ont pris part aux débats: MM. Lucet (*ibid.*); Picard, *Ministre de l'Intérieur* (p. 705).

5 — *Mesures à prendre par le Pouvoir exécutif au sujet de l'insurrection qui a éclaté à Paris le 18 mars 1871.* — Demande d'interpellations, présentée par M. Jean Brunet, relative à la conduite de guerre ou de paix que le Chef du pouvoir exécutif entend tenir à l'égard de Paris [13 avril 1871] (A., t. 2, p. 454). — Sont entendus : MM. Jean Brunet, Baze, Ernest Picard, *Ministre de l'Intérieur* (p. 454, 455). — L'Assemblée fixe à un mois le jour des interpellations (p. 456).

6 — *Réintégration des magistrats et des autres fonctionnaires arbitrairement révoqués par la Délégation de Tours et de Bordeaux.*— Demande d'interpellations déposée par M. Luro sur ce sujet [28 avril 1871] (t. 2, p. 776). — Sont entendus sur la fixation du jour de la discussion : MM. Luro (p. 776 à 778); Picard, *Ministre de l'Intérieur* (p. 777); Dufaure, *Ministre de la Justice* (p. 778). = Interpellations [4 mai] (t. 2, p. 817).— Sont entendus : MM. Luro (*ibid.*); Dufaure, *Ministre de la Justice* (p. 824); Silva (p. 826); Baragnon (p. 827). — Adoption de l'ordre du jour pur et simple (*ibid.*). — Observations au sujet du procès-verbal de cette séance, par MM. Baragnon et Malens (p. 831, 832).

7 — *Mesures prises à l'occasion des élections municipales de Lyon du 30 avril 1871.* — Interpellations à ce sujet présentées par M. Le Royer [6 mai 1871] (A., t. 2, p. 836).— Discussion [même séance] (*ibid.*). — Sont entendus : MM. Le Royer, Picard, *Ministre de l'Intérieur*, et Ducarre (A., t. 2, p. 836, 843, 845).

8 — *Nominations de Sous-Préfets.* — Demande d'interpellations, déposée par M. Anisson-Duperron, relative aux inten-

tions du Gouvernement concernant les nominations de Sous-Préfets [11 mai 1871] (t. 2, p. 888). — Interpellations [11 mai] (p. 900). — Sont entendus : MM. Anisson-Duperron (*ibid.*); Picard, *Ministre de l'Intérieur* (p. 901); Paulin Gillon (p. 902); de Guiraud (p. 903).

9 — *Élections municipales de la Nièvre.* — Demande d'interpellations à ce sujet par M. le général Ducrot [11 mai 1871] (A., t. 2, p. 903). — Interpellations [30 mai] (t. 3, p. 182). — Observations sur les nominations des Préfets, et notamment de celui de la Nièvre (p. 184).— Incident relatif à la Révolution du 4 septembre (p. 188, 189). — Ont pris part aux débats : MM. le général Ducrot (p. 182 et suiv.); Picard, *Ministre de l'Intérieur* (p. 186); Johnston (p. 189); Baragnon (p. 190). — Clôture de la discussion (*ibid.*).

10— *Politique intérieure du Gouvernement.* — Demande d'interpellations de M. Du Temple à ce sujet [31 juillet 1871] (A., t. 4, p. 373). — Sont entendus sur la fixation du jour des interpellations : M. Thiers, *Chef du Pouvoir exécutif;* M. du Temple (p. 374). — L'Assemblée décide que les interpellations auront lieu lors de la discussion du Budget rectificatif du Ministère de l'Intérieur (p. 375). — Pour cette discussion, voy. BUDGET GÉNÉRAL DE L'ÉTAT, § I, *Exercice 1871*, n° 3.

11 — *Recommandation d'une candidature au Conseil général de l'Aude, par un général ex-membre de ce Conseil.* — Interpellations de M. Buisson, à ce sujet, voy. QUESTIONS, n° 15.

12 — *Transports par les voies ferrées.* — Demande d'interpellations, déposée par M. Le Royer, sur l'application, par les Compagnies de chemins de fer, des arrêtés du Ministre des Travaux publics des 11 avril et 10 octobre 1871, relatifs à cet objet [7 décembre 1871] (A., t. 6, p. 21). — Sont entendus : MM. Le Royer, de Larcy, *Ministre des Travaux publics* (*ibid.*).— Fixation au 13 décembre du jour des interpellations (*ibid.*). — Discussion [14 décembre] (t. 6, p. 98). Sont entendus : MM. Le Royer (p. 98); de Larcy, *Ministre des Travaux publics* (p. 104, 111, 118); de Tillancourt (p. 107); Peltereau-Villeneuve (p. 107); Lambert de Sainte-Croix (p. 111); Cézanne (p. 112); le baron de Jouvenel (p. 113); le comte Benoist d'Azy (p. 115); de Lacretelle, de Dampierre (p. 117). — Adoption de l'ordre du jour motivé proposé par MM. Cézanne, Raudot et autres, tendant à renvoyer l'examen de la question à la Commission d'Enquête sur les chemins de fer (p. 118).

13 — *Retard apporté à la convocation des électeurs de la Corse à l'effet de pourvoir au siége vacant dans ce département.* — Demande d'interpellations de M. Ambroise Joubert, à ce sujet [14 décembre 1871] (A., t. 6, p. 94).— Sont entendus : MM. Ambroise Joubert (*ibid.*); Casimir-Perier, *Ministre de l'Intérieur* (p. 94, 95); Prax-Paris (p. 94); Charles Rolland (p. 95). — Dépôt d'un ordre du jour motivé, par M. le baron Eschasseriaux (*ibid.*). — Adoption de l'ordre du jour pur et simple (p. 96).

14 — *Abstention de siéger à l'Assemblée nationale, exigée des princes d'Orléans élus Représentants.*— Demande d'interpellations de M. Jean Brunet à ce sujet [17 décembre 1871] (A., t. 6, p. 150). — M. Casimir-Perier, *Ministre de l'Intérieur*, déclare accepter la discussion immédiate de ces interpellations (*ibid.*). — Discussion [même séance] (p. 151). — Incidents relatifs aux engagements pris par les Princes d'Orléans vis-à-vis le Chef du Pouvoir exécutif (p. 151 et suiv.). — Déclaration de M. le Ministre de l'Intérieur, au nom de M. le Président de la République (p. 152). — Sont entendus : MM. Jean Brunet (p. 151); Casimir-Perier, *Ministre de l'Intérieur* (p. 152, 153); Albert Desjardins (p. 152); Edmond Turquet (p. 152, 153); Pascal-Duprat (p. 153); de Marcère (p. 155); Moulin (p. 156); Cochery (p. 157); Batbie (p. 158); Leblond, le duc de Broglie (p. 159); Duvergier de Hauranne (p. 160). — Rejet, au scrutin public, de l'ordre du jour pur et simple demandé par M. Turquet (p. 161); liste des votants (p. 166). = Ordres du jour motivés proposés par MM. Desjardins et Fresneau (p. 161). Sont entendus : MM. Fresneau (*ibid.*); Desjardins, Jean Brunet (p. 162). — Rejet, au scrutin public, de la demande de priorité

[illegible] Changarnier à ce sujet [12 no- [illegible] 14, p. 7). — L'Assem- [illegible] de la discussion au lundi [illegible] même séance] (p. 7). = Dis- [illegible] p. 82). — Ont pris [illegible] MM. le général Changar- [illegible] Victor Lefranc, *Ministre* [illegible] p. [illegible] 85 à 89); le duc de [illegible] Thiers, *Président de la* [illegible] p. [illegible] 94, 95); Baragnon (p. [illegible] Jaubert p. 95). — Ordres du [illegible] présentés par MM. l'amiral [illegible] et autres (p. 96, 97); le duc [illegible] le comte Benoist d'Azy [illegible] Cornelis de Witt et Gas- [illegible] — Sont entendus sur ces or- [illegible] MM. Thiers, *Président de la* [illegible] p. [illegible] Mettetal (p. 97); l'ami- [illegible] p. [illegible] Dufaure, *Garde des Sceaux* [illegible] le comte Jaubert (p. 98); le géné- [illegible] p. 98. = Rejet au scrutin pu- [illegible] de l'ordre du jour pur et simple (p. [illegible] des votants (p. 100); — de l'ordre du [illegible] présenté par M. Benoist d'Azy (p. 99); [illegible] des votants p. 102); — de la priorité [illegible] pour l'ordre du jour présenté par [illegible] p. [illegible]; liste des votants (p. 104); [illegible] du jour de M. l'amiral Jaurès, [illegible] par M. Lepère (p. 100); liste des vo- [illegible] — Adoption, au scrutin pu- [illegible] du jour présenté par MM. [illegible] autres (p. 100); liste des votants [illegible]

[illegible] *politiques formulés* [illegible] — Demande d'inter- [illegible] à ce sujet par M. Prax- [illegible] Ministre de l'Intérieur [23 no- [illegible] p. [illegible]). — L'Assemblée fixe la [illegible] interpellations après la [illegible] des rapports sur la proposition [illegible] concernant le Message [23 [illegible] p. 222). — Sont en- [illegible] Victor Lefranc, *Ministre de* [illegible] p. [illegible]; Prax-Paris (p. 222). [illegible] novembre] (p. 318). — [illegible] MM. Prax-Paris (p. 318, [illegible]); Victor Lefranc, [illegible] (p. 323, 324, 325); [illegible] p. [illegible] 326, 327, 328, 329). — [illegible] scrutin public, de l'ordre du [illegible] présenté par MM. Raoul Duval et autres (p. 330); liste des votants (p. 330): rectifications (p. 333).

33 — *Désordres à Nantes, le 26 septembre 1872.* — Demande d'interpellations adressée à ce sujet, par MM. de la Rochette, Dezanneau et autres, à M. le Ministre de l'Intérieur [7 décembre 1872] (t. 14, p. 446). — Sont entendus sur la fixation du jour de la discussion : MM. de Rémusat, *Ministre des Affaires étrangères* (p. 446); de la Rochette (p. 447). — Retrait de l'interpellation [19 décembre] (p. 678).

34 — *Suppression du service des marchandises, à l'importation et à l'exportation, à la gare de Modane (Savoie).* — Demande d'interpellations de M. Grange à M. le Ministre des Travaux publics, à ce sujet [7 janvier 1873] (A., t. 15, p. 4). — Sont entendus : MM. Grange (p. 4, 8); de Fourtou, *Ministre des Travaux publics* (p. 6). — Adoption de l'ordre du jour pur et simple (p. 8).

35 — *Faits relatifs à la démission de l'Ambassadeur de France, à Rome, auprès du Saint-Siége.* — Demande d'interpellations à M. le Ministre des Affaires étrangères à ce sujet, par MM. de Belcastel, d'Aboville et autres [7 janvier 1873] (A., t. 15, p. 9). — Sont entendus sur cette demande : MM. Dufaure, *Garde des Sceaux, Vice-Président du Conseil*, de Belcastel, Baragnon. — Ajournement de la discussion de l'interpellation (p. 10). — Nouvel ajournement (p. 115). — Discussion de cette interpellation, changée en question d'accord avec le Gouvernement, voy. QUESTIONS, n° 75.

36 — *Conduite que le Gouvernement se propose d'adopter pour remédier aux refus systématiques de certains maires de mandater des dépenses obligatoires, et en particulier du refus persistant du maire de Castel-Sarrazin de mandater le traitement des instituteurs congréganistes chargés de l'enseignement primaire communal.* — Demande d'interpellations adressée à M. le Ministre de l'Intérieur, à ce sujet, par MM. Lespinasse et de Limairac [15 janvier 1873] (A., t. 15, p. 147). — Discussion [18 janvier] (p. 211). — Observations sur l'effet non sus-

pensif des pourvois au Conseil d'État contre les décisions des Conseils de Préfecture (p. 223). — Sont entendus : MM. Lespinasse (p. 214, 216, 223); de Goulard, *Ministre de l'Intérieur* (p. 214, 221); Fresneau (p. 216, 217, 218, 219, 229, 230); Victor Lefranc (p. 218); Baragnon (p. 219); Fourcand (p. 220); Lepère (p. 220, 221); Lenoël (p. 222, 223, 224); Lambert de Sainte-Croix (p. 223); Langlois (p. 224). — Rejet, au scrutin public, de l'ordre du jour pur et simple (p. 224); liste des votants (p. 225); et adoption au scrutin public de l'ordre du jour motivé, proposé par MM. Lambert de Sainte-Croix, de Castellane et autres (p. 224); liste des votants (p. 227).

37 — *Circulaire du 27 septembre 1872 sur les modifications à apporter dans l'enseignement secondaire.* — Demande d'interpellations à M. le Ministre de l'Instruction publique à ce sujet, par M. Johnston [16 janvier 1873] (A., t. 15, p. 184). — Discussion des interpellations [20 janvier] (A., t. 15, p. 231). — Sont entendus : MM. Johnston (p. 231, 249); Jules Simon, *Ministre de l'Instruction publique* (p. 233, 249); Mgr Dupanloup (p. 243); de Goulard, *Ministre de l'Intérieur* (p. 249); Fournier (p. 250); Baragnon (p. 250); Paris (Pas-de-Calais) (p. 250). = Ordres du jour motivés, proposés par MM. Fournier et Paris, Christophle et Duclerc (p. 249). — Rejet, au scrutin, après deux épreuves douteuses, de la priorité demandée en faveur de l'ordre du jour de M. Fournier (p. 250); liste des votants (p. 251). — Annulation du scrutin sur l'ordre du jour de MM. Duclerc et Christophle, à raison du défaut de majorité réglementaire (p. 250). = Incident sur la demande de M. Raoul Duval de reprendre l'ordre du jour de M. Paris [21 janvier] (p. 255). — Observations sur l'interprétation du règlement à ce sujet (*ibid. et suiv.*).— Sont entendus : MM. Raoul Duval (p. 255, 257); J. Grévy, *Président de l'Assemblée* (p. 256, 258, 259, 260); de Kerdrel (p. 259); Fournier (p. 261); Paris (Pas-de-Calais) (p. 261). = Retrait des ordres du jour de MM. Fournier et Paris, et adoption de l'ordre du jour de MM. Duclerc et Christophle [21 janvier] (p. 261); liste des votants (p. 266).

38 — *Nouvelle Compagnie des Malles françaises, chargée du service des dépêches entre Calais et Douvres.* — Demande d'interpellations de M. Dussaussoy, au sujet de son établissement [6 février 1873] (A., t. 15, p. 569). — Sont entendus : MM. Dussaussoy, Léon Say, *Ministre des Finances* (p. 573); Bottieau (p. 575, 580); de Goulard, *Ministre de l'Intérieur* (p. 578, 581).

39 — *Circulaire de M. le Ministre de la Guerre, en date du 9 janvier 1873, relative aux engagés volontaires d'un an.* — Demande d'interpellations à ce sujet, par MM. René Brice et autres [25 janvier 1873] (A., t. 15, p. 343). — Discussion [8 février] (p. 613). — Sont entendus : MM. Brice (p. 614, 620); de Cissey, *Ministre de la Guerre* (p. 616, 620); Rive (p. 617); le général Chareton (p. 619); de Douhet (p. 620). — Adoption de l'ordre du jour pur et simple (p. 628).

40 — *Modifications introduites dans le programme d'admission à l'École de Saint-Cyr.*— Demande d'interpellations de M. le comte d'Abbadie de Barrau à ce sujet [10 février 1873] (A., t. 16, p. 85).— Sont entendus : MM. le comte d'Abbadie de Barrau (p. 85, 89); le général de Cissey, *Ministre de la Guerre* (p. 86, 87, 88, 89). — Adoption de l'ordre du jour pur et simple (p. 89).

41 — *Situation des fondations et propriétés de la France à Rome, menacées par le nouveau projet de loi Italien sur les corporations religieuses.* — Demande d'interpellations de M. du Temple à M. le Ministre des Affaires étrangères, à ce sujet [13 février 1873] (A., t. 16, p. 35). — Sont entendus : MM. de Rémusat, *Ministre des Affaires étrangères* (p. 35, 36); Du Temple (p. 36). — Retrait de la demande d'interpellations (*ibid.*).

42 — *Suppression du journal* « l'Assemblée nationale ». — *Interdiction de la vente sur la voie publique du* « Paris-Journal » *et de* « l'Espérance nationale ».— Dépôt d'une demande d'interpellations à ce sujet par M. le marquis de Castellane, voy. QUESTIONS, nos 72 et 80.— Retrait motivé de cette demande, par M. le vicomte d'Haussonville [19 mars 1873] (A. t. 16 p. 572).

43 — *Situation spéciale faite à divers journaux dans les départements du Midi.* — Demande d'interpellations faite à ce sujet à M. le Ministre de l'Intérieur par MM. Rouvier et autres [19 mars 1873] (A., t. 16, p. 555). — Sont entendus : MM. de Goulard, *Ministre de l'Intérieur*, Rouvier. — Discussion des interpellations [27 mars] (t. 17, p. 115). — Sont entendus : MM. Rouvier (p. 115, 122, 123); de Goulard, *Ministre de l'Intérieur* (p. 121, 126); Arrazat (p. 124, 125); Audren de Kerdrel (p. 125); Henri Brisson (p. 126); Félix Dupin (p. 127); Dufaure, *Ministre de la Justice* (p. 129). — Adoption, au scrutin public, de l'ordre du jour pur et simple [même séance] (p. 129); liste des votants (p. 136); rectifications (p. 142).

44 — *Modifications ministérielles du 18 mai 1873.* — Demande d'interpellations au sujet de ces modifications et de la politique intérieure du Gouvernement, signée par 314 Députés [19 mai 1873] (t. 18, p. 2). — M. Dufaure, *Garde des Sceaux, Vice-Président du Conseil*, demande la remise au lendemain de la fixation du jour des interpellations (*ibid.*). — Il déclare que le Gouvernement accepte la discussion pour le vendredi 23 mai (p. 6). = Ouverture de la discussion [23 mai] (p. 31). — Communication, par M. le Vice-Président du Conseil des Ministres, de la délibération du Conseil, déclarant que le Président de la République exercera le droit de prendre part à la discussion (*ibid.*). — Message de M. THIERS, *Président de la République*, annonçant son intention à cet égard (p. 40, et an., p. 71). — Sont entendus : MM. le duc de Broglie (p. 31); Dufaure, *Garde des Sceaux, Vice-Président du Conseil* (p. 37, 60, 61); Buffet, *Président de l'Assemblée* (p. 41); Thiers, *Président de la République* (p. 42 à 54); Casimir-Perier, *Ministre de l'Intérieur* (p. 55); Ernoul (p. 57); Target (p. 58); Denormandie (p. 58); Baragnon (p. 61, 62); Arago (Emmanuel) (p. 62). = Ordres du jour motivés proposés : 1° par M. Ernoul et 42 autres Députés (p. 57); 2° par M. Broët et Antonin Lefèvre Pontalis (p. 60). — L'ordre du jour pur et simple est demandé par trois listes de Députés (p. 59); rejet de cet ordre du jour au scrutin public (p. 60); liste des votants (p. 68). — La priorité est accordée par l'Assemblée à l'ordre du jour de M. Ernoul (p. 60). — Scrutin sur la question de savoir si le vote sur cet ordre du jour aura lieu à la tribune (p. 61); liste des votants (p. 70): l'Assemblée n'adopte pas cette proposition (p. 61). — Adoption de l'ordre du jour motivé présenté par M. Ernoul [24 mai] (p. 61); liste des votants (p. 72). — Observations, au sujet des conséquences de ce vote, par MM. Baragnon, Dufaure, *Garde des Sceaux, Vice-Président du Conseil*, et Emmanuel Arago (p. 61, 62). — L'Assemblée décide qu'elle tiendra le soir une nouvelle séance pour recevoir les communications du Gouvernement (p. 62). — Démission de M. THIERS, *Président de la République*, et des Ministres, voy. PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE.

45 — *Nominations irrégulières dans le personnel des finances. — Inexécution de la législation relative aux perceptions, notamment de la ville de Paris.* — Demande d'interpellations adressées à ce sujet à M. le Ministre des Finances par M. Hervé de Saisy [5 juin 1873] (t. 18, p. 164). — Discussion [6 juin] (p. 185). — Sont entendus : MM. de Saisy (p. 185, 189); Magne, *Ministre des Finances* (p. 187); Léon Say (p. 189); de Goulard (p. 190). — L'Assemblée reprend son ordre du jour (p. 190).

46 — *Suppression du journal* « le Corsaire ». — Demande d'interpellations adressée à ce sujet à M. le Ministre de l'Intérieur par MM. Lepère, Gambetta et autres [9 juin 1873] (t. 18, p. 249). — Discussion [10 juin] (p. 255). — Incident relatif à une circulaire adressée le 4 juin aux préfets par le Ministère de l'Intérieur et concernant la situation des journaux dans chaque département (p. 265 et suiv.). — Ordres du jour motivés proposés par M. Gambetta (p. 267), et par M. Christophle (p. 269). — Sont entendus : MM. Lepère (p. 255); Beulé, *Ministre de l'Intérieur* (p. 262, 266, 268); Gambetta (p. 264); Baragnon (p. 267, 268); le comte Rampon (p. 267); Germain (p. 268); Christophle (p. 269). — Adoption, au scrutin public, de l'ordre du jour pur et simple [10 juin] (p. 269); liste des votants (*ibid.*); rectifications (p. 273).

43 — *Situation spéciale faite à* [illegible] *naux dans les départements du M*[illegible] mande d'interpellations faite [illegible] M. le Ministre de l'Intérieur par [illegible] vier et autres [19 mars 1873] [illegible] 555). — Sont entendus : MM [illegible] *Ministre de l'Intérieur*, Rouv[illegible] sion des interpellations [illegible] p. 115). — Sont enten[illegible] (p. 115, 122, 123 ; [illegible] *de l'Intérieur* (p. 121, [illegible] 125) ; Audren de K[illegible] Brisson (p. 126) ; Féli[illegible] faure, *Ministre de* [illegible] Adoption, au scrutin [illegible] jour pur et simple [illegible] liste des votants [illegible] 142).

44 — *M*[illegible] *mai 1875*. [illegible] sujet de [illegible] intérieur [illegible] 314 Dép[illegible] M. Du[illegible] *dent d*[illegible] dem[illegible] lati[illegible] nen[illegible] ven[illegible] di[illegible] ti[illegible] d[illegible] d[illegible]

[illegible] *l'État et l'an-* [illegible] *approuvée par dé-* [illegible] *du 12 novem-* [illegible] d'interpellations [illegible] à ce sujet, par [illegible] Léon Say, Lepère et [illegible] t. 28, p. 495). — [illegible] Deseilligny, *Ministre de* [illegible] sur la fixation [illegible] décembre] (p. [illegible] MM. Lepère, Deseilli- [illegible] *et du Commer-* [illegible] *de l'Assemblée* (p. 527, [illegible] fixe à un mois le jour [illegible] p. 529). — Incident relatif [illegible] de M. le général Billot

[illegible] *de la presse dans les départe-* [illegible] *l'état de siège*. — Demande [illegible] adressée à ce sujet par M. [illegible] Gouvernement (30 décembre [illegible] p. 568). — Discussion, voy. ci-

55. — *Démission du Ministère du 25 mai 1873*. — Demande d'interpellations à ce sujet, adressée au Vice-Président du Conseil des Ministres, par M. Audren de Kerdrel [12 janvier 1874] (t. 29, p. 31). — Sur la demande de M. le duc de Broglie, *Ministre de l'Intérieur, Vice-Président du Conseil*, l'Assemblée décide que la discussion aura lieu immédiatement (*ibid.*). — Discussion (p. 31 à 42). — Ont pris part aux débats : MM. Audren de Kerdrel (p. 31); le duc de Broglie, *Vice-Président du Conseil* (p. 32, 38, 42); Raoul Duval (p. 33, 39); Picard (p. 35) ; de Rességuier (p. 39). = Ordres du jour motivés présentés : 1° par MM. Audren de Kerdrel, le comte Benoist d'Azy, le comte Daru et autres (p. 33); 2° par MM. Raoul Duval, Cézanne et autres (p. 35): l'ordre du jour pur et simple est demandé par M. Picard, et le scrutin secret par MM. Léon de Maleville, de Pressensé, Calmon, Barthelémy Saint-Hilaire, de Choiseul et 37 autres députés (p. 41). — Rejet, au scrutin secret, par appel nominal, de l'ordre du jour pur et simple (p. 42); liste des absents à ce scrutin (p. 50). — Adoption, au scrutin public, de l'ordre du jour motivé, présenté par M. de Kerdrel [même séance] (p. 42); liste des votants (p. 51); rectifications (p. 53). = Incident relatif au rappel à l'ordre de M. Pelletan (p. 43). — Sont entendus sur cet incident : MM. Pelletan (p. 42); Buffet, *Président de l'Assemblée* (p. 43).

56 — *Politique intérieure*. — Retrait de la demande d'interpellations déposée à ce sujet par M. Haëntjens [19 janvier 1874] (t. 29, p. 188).

57 — *Envoi d'un nouveau Ministre plénipotentiaire près du Roi Victor-Emmanuel*. — Explications de M. le duc Decazes, *Ministre des Affaires étrangères*, au sujet de l'objet des interpellations annoncées par M. du Temple, et fixées après la discussion du Budget (1); demande d'ajournement des débats y relatifs [20 janvier 1874] (t. 29, p. 208). — Observations de M. du Temple, contre la demande d'ajournement (*ibid.*), et de M. Buffet, *Président*, sur la demande de la

(1) Voir au même article, n° 52, la demande d'interpellations.

*ciété de secours mutuels* La Fraternelle, *de Die* (*Drôme*. — Demande d'interpellations au sujet des motifs qui ont déterminé cette mesure, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur par M. Chevandier [23 juin 1875] (t. 39, p. 119). — Après une première réponse du Ministre, l'Assemblée autorise la discussion immédiate de l'interpellation (*ibid.*). — Sont entendus : MM. Chevandier (*ibid.*); Buffet, *Vice-Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur* (p. 120). — Adoption de l'ordre du jour pur et simple (*ibid.*).

77 — *Conduite du parti bonapartiste en France.* — Demande d'interpellations adressée à ce sujet au Gouvernement par MM. Rouher, Gavini, Haëntjens, Levert et Eschasseriaux [13 juillet 1875] (t. 40, p. 27). — Sont entendus : MM. Buffet, *Vice-Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur* (p. 27); Rouher (*ibid.*); Raoul Duval, Audren de Kerdrel, *Vice-Président* (p. 27, 28). — M. le Vice-Président du Conseil déclare qu'il ne peut répondre à l'interpellation ainsi formulée (p. 27). — Reprise des interpellations avec une nouvelle rédaction, par M. Raoul Duval, voy. le numéro suivant.

78 — *Intentions du Gouvernement à l'égard du Comité dit* « de l'Appel au peuple » *dont les actes sont révélés par les pièces annexées au rapport sur l'élection de la Nièvre.* — Demande d'interpellations adressée à ce sujet au Gouvernement par M. Raoul Duval [13 juillet 1875] (t. 40, p. 28). — MM. Rouher et Gavini déclarent, au nom des auteurs de la première demande d'interpellations, adhérer à la seconde (*ibid.*). — M. Buffet, *Vice-Président du Conseil*, en demande la discussion immédiate (*ibid.*). — L'Assemblée décide que la discussion aura lieu immédiatement (*ibid.*). = Ouverture de la discussion [même séance] (p. 29). — Ordre du jour motivé proposé par M. Raoul Duval (p. 30). — Nouvelle rédaction de cet ordre du jour par le même Député (p. 39, 100). — Ordre du jour motivé proposé par M. Baragnon, affirmant la confiance de l'Assemblée dans les déclarations du Gouvernement (p. 100). — M. le Vice-Président du Conseil déclare accepter ce dernier ordre du jour (*ibid.*). — Rejet, au scrutin public, de l'ordre du jour pur et simple, demandé par divers Députés (p. 102); liste des votants (p. 104). — M. le Garde des Sceaux déclare, au nom du Gouvernement, adopter la rédaction de l'ordre du jour proposé par MM. Baragnon, de Castellane, Johnston, de Rességuier et Pradié (p. 102). — L'Assemblée accorde la priorité à cet ordre du jour (*ibid.*). = Ont pris part aux débats : MM. Raoul Duval (p. 29, 30, 39); Buffet, *Vice-Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur* (p. 30, 90 à 92, 95, 96, 97 à 99, 100, 101); Rouher (p. 39 à 57); Bocher (p. 51, 101); Lepère (p. 61); Savary, *Rapporteur de la Commission d'Enquête sur l'élection de la Nièvre* (p. 61 à 81); Haëntjens (p. 81 à 90); Albert Grévy (p. 91, 100); Tailhand (p. 91); Dufaure, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice* (p. 92 à 94, 100, 102); Gambetta (p. 94, 97, 99 à 100); Baragnon (p. 100); Ernest Picard (p. 101). = Adoption, au scrutin public, de l'ordre du jour motivé proposé par M. Baragnon [15 juillet] (p. 103); liste des votants (p. 105); rectifications (p. 109, 110).

79 — *Agissements de l'Administration préfectorale du département de Vaucluse, dans les diverses élections qui se sont succédé depuis le 1er mars 1874.* — Demande d'interpellations à ce sujet, déposée sur le Bureau par MM. Gent et Naquet [2 août 1875] (p. 41, p. 336). — Sur leur proposition, et du consentement du Gouvernement, l'interpellation est fixée au premier lundi qui suivra la rentrée de l'Assemblée (*ibid.*).

80 — *Conduite de l'Administration vis-à-vis des déportés de la Nouvelle-Calédonie.* — Demande d'interpellations à ce sujet, déposée sur le Bureau par M. Alfred Naquet, à la suite du rejet par la question préalable de sa proposition d'amnistie [22 décembre 1875] (t. 44, p. 87). — Sont entendus : MM. Naquet, l'amiral marquis de Montaignac, *Ministre de la Marine et des Colonies* (*ibid.*). — Renvoi de l'interpellation à six mois (p. 88). = Demande de rectification, par M. le marquis de la Rochethulon, au sujet de paroles prononcées par lui à la fin de ce débat [23 décembre] (p. 106).

**INVALIDES DE LA GUERRE**, voy. CRÉDITS, § VII, *Guerre*, n° 9.

**INVALIDES DE LA MARINE**, voy. CAISSE DES INVALIDES.

## INVASION.

Proposition de M. Émile Lenoël relative aux indemnités et secours à accorder à ceux qui ont éprouvé des pertes par suite de l'invasion, voy. DÉPARTEMENTS ENVAHIS.

**INVENTIONS**, voy. BREVETS D'INVENTION.

## IRRIGATIONS.

Propositions tendant à utiliser toutes les eaux improductives pour l'irrigation des prairies et la submersion des vignes, voy. AGRICULTURE, § III, nos 2, 4, 5 et 6. — CANAUX D'IRRIGATION.

## ISRAÉLITES INDIGÈNES DE L'ALGÉRIE.

Projet de loi ayant pour objet d'abroger le décret de la délégation de Tours, du 24 octobre 1870, qui déclarait citoyens français les Israélites indigènes de l'Algérie, voy. ALGÉRIE, § I, n° 2.

## ITALIE.

1 — Projet de loi relatif à une Convention additionnelle à la Convention postale conclue le 3 mars 1869, entre la France et l'Italie, voy. POSTES, § II.

2 — Projet de loi tendant à approuver la Convention additionnelle à la Convention monétaire du 23 décembre 1865 entre la France, la Belgique, l'Italie et la Suisse, voy. TRAITÉS, § III.

3 — Projet de loi relatif à la délimitation de la frontière de France et d'Italie, à l'intérieur du tunnel des Alpes, voy. TRAITÉS, § III.

4 — Rapports et discussion sur les pétitions relatives à la situation du Souverain-Pontife à Rome, voy. PÉTITIONS, § II.

5 — Question au sujet des faits qui ont motivé la démission de l'ambassadeur de France à Rome, auprès du Saint-Siége, voy. QUESTIONS, n° 75.

6 — Demande d'interpellations relatives au projet de loi du gouvernement Italien sur les corporations religieuses, en ce qui concerne les fondations et propriétés de la France à Rome, voy. INTERPELLATIONS, n° 41.

7 — Demande d'interpellations concernant l'envoi d'un nouveau ministre plénipotentiaire près le Roi d'Italie, voy. INTERPELLATIONS, nos 52, 57.

## IVRESSE.

1 — Texte de la proposition de MM. Vilfeu, Desjardins et autres, tendant à ajouter des dispositions aux articles 471 et 473 du Code pénal, concernant l'ivresse [6 juin 1871] (I., n° 303; A., t. 3, p. 279; J. O., p. 1584). — Rapport sommaire, par M. de la Sicotière [20 juillet] (I., n° 406; A., t. 4, an., p. 70; J. O., p. 2386). — Discussion [31 juillet] (t. 4, p. 351) : MM. Haëntjens (p. 351, 352); Ganivet (p. 352). — Prise en considération (p. 352). — Commission (F., n° 429; J. O., p. 2443). — Rapport, par M. Desjardins, sur le fond de cette proposition et de celle de M. Th. Roussel, ci-après mentionnée [8 janvier 1872] (I., n° 786 ; A., t. 6, an., p. 306; J. O., p. 890, 923). = Discussion de ces propositions [16 février 1872] (t. 7, p. 610). — Sont entendus sur la question d'urgence : MM. Albert Desjardins, *rapporteur*, (p. 610); de Tillancourt (p. 610); Théophile Roussel (p. 611, 612); Grévy, *Président de l'Assemblée* (p. 611). — Retrait de la proposition de M. Roussel, et *première délibération* sur celle de MM. Vilfeu et Desjardins (p. 612). — L'Assemblée décide qu'elle passera à la deuxième délibération (p. 613). = *Deuxième délibération* [23 avril 1872] (t. 11, p. 13). — Retrait de l'article 4, et adoption du nouvel article 5 proposé par la Commission (p. 30). — Ont pris part aux débats: MM. Albert Desjardins, *rapporteur* (p. 13, 19, 21, 23, 26, 30, 32, 33); Millaud (p. 13); Tiersot (p. 13, 18); Testelin (p. 14); Tolain (p. 17, 18); Peltereau-Villeneuve (p. 18); Laboulaye

(p. 18, 25, 26, 27); Alfred Giraud (p. 19); Naquet (p. 19); de Pressensé (p. 20); Ganivet (p. 21, 24 à 26); Salneuve, Schœlcher (p. 22); Bienvenüe (p. 22, 31); de la Sicotière (p. 23, 24, 31, 32); de Marcère (p. 24, 34); Boyer (p. 25); René Brice (p. 27) ; le vicomte d'Haussonville (p. 32, 33); Beaussire (p. 33, 34). — L'Assemblée décide qu'elle passera à la troisième délibération [24 avril] (t. 11, p. 35). = *Troisième délibération* [23 janvier 1873] (t. 15, p. 300). — Rejet du contre-projet de M. Testelin, tendant à favoriser la création de sociétés de tempérance, et l'étude des lois et règlements répressifs contre l'ivresse publique dans les pays étrangers (p. 304). — Ont pris part aux débats : MM. Journault (p. 300); Alfred Naquet (p. 302); Laboulaye (p. 303); Édouard Millaud (p. 305); Savary (p. 306); Dezanneau(p. 306); Bigot (p. 307); de Pompery (p. 308). — Adoption de l'ensemble du projet de la Commission, modifié [même séance] (p. 309). = Loi du 23 janvier 1873 (J. O., p. 801; B. des L., n° 1712).

2 — Exposé des motifs et texte de la proposition de M. Roussel, tendant à réprimer l'ivresse publique et à combattre les progrès de l'alcoolisme [16 août 1871] (I., n° 507; A., t. 4, an., p. 278; J. O., p. 3823, 3840). — Déclaration d'urgence et renvoi à la Commission chargée de l'examen de la proposition ci-dessus mentionnée [même séance] (p. 648). — Rapport et discussion, voy. ci-dessus, n° 1. — Retrait de cette proposition [16 février 1872] (t. 7, p. 612).

# J

**JACQUINÉ** (M.).

Projet de loi relatif à un échange d'immeubles entre lui et l'État, dans le département de Meurthe-et-Moselle, voy. ÉCHANGES D'IMMEUBLES, n° 32.

**JAPON.**

Incident relatif à une persécution contre les chrétiens du Japon, voy. BUDGET GÉNÉRAL DE L'ÉTAT, § III, *Exercice 1873*, n° 4.

**JARDINAGE** (ÉCOLE DE).

Dispositions concernant la création de cette École, à Versailles, voy. AGRICULTURE, § II, n° 3. — BUDGET GÉNÉRAL DE L'ÉTAT, § IV, *Exercice 1874* et § VI, *Exercice 1876*, n° 5 : *Agriculture et Commerce.*

**JOURNAL OFFICIEL.**

1 — Questions relatives : aux mesures à prendre pour l'envoi dans les départements du *Journal officiel*, à la rédaction politique de ce journal ; à la création du *Moniteur des Communes*, tenu à insérer le *Compte rendu analytique* des séances de l'Assemblée, voy. QUESTIONS, n° 20.

2 — Incident soulevé par M. Delpit, au sujet du mode de publication du *Journal officiel*, notamment en ce qui concerne les documents parlementaires [17 juin 1871] (t. 3, p. 469). — Sont entendus : MM. Delpit (p. 469) ; Grévy, *Président de l'Assemblée* ; Dufaure, *Ministre de la Justice* (p. 470).

3 — Nouvel incident au sujet de la reproduction par le *Journal officiel* et le *Moniteur des Communes* des Comptes rendus des séances de l'Assemblée nationale [13 juillet 1871] (t. 4, p. 29). — Sont entendus : MM. de Tillancourt (p. 29, 30); Ganivet (p. 30); Jules Simon, *Ministre de l'Instruction publique et des Cultes* (p. 31).

4 — Observations présentées par M. Delpit, à l'occasion de la lecture du procès-verbal, sur l'insuffisance de la publicité donnée par le *Journal officiel* aux Comptes rendus des séances de l'Assemblée [14 juillet 1871] (t. 4, p. 57). — Sont entendus : MM. Delpit (*ibid.*); Jules Simon, *Ministre de l'Instruction publique* (p. 58).

5 — Proposition de MM. Mortimer-Ternaux, de Rességuier et autres, relative à la publicité à donner au *Journal officiel* et au *Moniteur des Communes*, voy. ASSEMBLÉE NATIONALE, § III, n°s 1 et 2.

6 — Projets de lois tendant à ouvrir au Ministre de l'Intérieur des crédits applicables : 1° aux frais de composition et de publication des Comptes rendus des séances de l'Assemblée nationale, par le *Journal officiel*, à Versailles ; 2° aux frais des suppléments de ce Journal, consacrés aux documents officiels ; 3° à la dispense des droits sur le papier en faveur de l'adjudicataire de cette publication, voy. CRÉDITS, § V, *Intérieur*, n° 2.

7 — Observations incidentes sur le projet de retour à l'ancien format du *Journal officiel*, et aux conséquences financières du maintien du format actuel, voy. *ibid.*

8 — Exposé des motifs et texte du projet relatif à un nouveau traité pour la publication du *Journal officiel* et du *Moniteur des Communes*, présenté par M. Casimir-Perier, *Ministre de l'Intérieur* [18 décembre 1871] (I., n° 719 ; A., t. 6, p. 149, et an., p. 198 ; J. O. de 1872, p. 226). — Déclaration d'urgence, sur la demande du Ministre de l'Intérieur (t. 6, p. 149). — Renvoi de ce projet de loi à la Commission chargée d'examiner la proposition de M. Mortimer-

Ternaux, relative à la publicité des débats législatifs (p. 149) (1).

9 — Question relative aux conséquences, en ce qui concerne le *Journal officiel*, de la décision de l'Assemblée nationale du 11 février 1873, ayant pour objet de mettre à la disposition de la presse les Comptes rendus de ses séances, voy. QUESTIONS, n° 78.

10 — Exposé des motifs et texte de la proposition de M. Hervé de Saisy, tendant à publier au *Journal officiel* et au *Bulletin des Lois* les décrets ou arrêtés du Pouvoir exécutif qui n'ont pas été régulièrement promulgués [11 mars 1874] (I., n° 2276; A., t. 30, an., p. 129; J. O., p. 2891).— Demande d'urgence, par M. Hervé de Saisy [même séance] (A., t. 30, p. 313). — L'urgence est déclarée (p. 314). — Commission (F., n° 611; J. O. de 1874, p. 2005) (2).

11 — Texte de la proposition de M. de La Rochejaquelein concernant le *Journal officiel* et la publication du *Bulletin français* [17 juillet 1874] (I., n° 2561; A., t. 33, an., p. 51; J. O., p. 5216). — Renvoi à la Commission du Budget [même séance] (t. 33, p. 205) (2).

**JOURNAUX,** voy. ASSEMBLÉE NATIONALE, § IV, n° 5. — INTERPELLATIONS, nos 22, 42, 43, 46, 50, 58, 67, 69. — JOURNAL OFFICIEL. — JURY. — POURSUITES. — PRESSE. — QUESTIONS, nos 10, 20, 24, 39, 44, 67, 72, 80, 98.

**JOURNÉE DU 4 SEPTEMBRE,** voy. ENQUÊTES PARLEMENTAIRES, IIe Section, § II, nos 4 et 23. — INTERPELLATIONS, n° 9.

**JOURNÉE DU 18 MARS,** voy. INSURRECTION DU 18 MARS 1871.

**JOURNÉES DU 31 OCTOBRE 1870 ET DU 22 JANVIER 1871,** voy. ENQUÊTES PARLEMENTAIRES, IIe section, § II, nos 4, 23 et 27. — GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE, § II, n° 1.

**JOYAUX DE LA COURONNE,** voy. MOBILIER DE LA COURONNE.

**JUGES DE PAIX,** voy. JUSTICES DE PAIX.

**JUGES DES TRIBUNAUX DE COMMERCE.**

Projet de loi concernant les élections des juges aux Tribunaux de Commerce, voy. TRIBUNAUX DE COMMERCE.

**JUMENTERIE DE POMPADOUR.**

Discussion y relative, voy. HARAS ET REMONTES.

**JURA** (DÉPARTEMENT DU).

Proposition tendant à lever l'état de siége dans ce département, voy. ÉTAT DE SIÉGE, nos 7 et 25.

**JURIDICTION DES FRANÇAIS EN ÉGYPTE,** voy. ÉGYPTE (GOUVERNEMENT DE L').

**JURY.**

1 — Projet de loi tendant à attribuer au jury la connaissance des délits commis par la voie de la presse, voy. PRESSE, § II, n° 1.

2 — Exposé des motifs et texte du projet de loi tendant à introduire des modifications dans la formation du jury en matière criminelle, présenté par M. Dufaure, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice* [30 mai 1871] (I., n° 1186; A., t. 11, an., p. 237; J. O., p. 3919). — Commission (F., n° 305; J. O., p. 3998). — Rapport, par M. Albert Desjardins [5 juillet 1872] (I., n° 1266; A., t. 12, an., p. 134; J. O., p. 4726). — Discussion sur la mise à l'ordre du jour de ce projet de loi [1er août] (A., t. 13, p. 533). — Sont entendus : MM. Albert Desjardins, *rapporteur* (p. 533); de Belcastel (p. 533); Paul Jozon

(1) Ce projet de loi a été compris dans le rapport de M. Théry, sur la proposition de MM. Mortimer-Ternaux et autres, voy. ASSEMBLÉE NATIONALE, § III, n° 1.

(2) Il n'a pas été fait de rapport sur cette proposition.

jurys mixtes pour les examens de l'Enseignement supérieur, voy. INSTRUCTION PUBLIQUE, § III, n° 1.

**JUSTICE CRIMINELLE**, voy. CODE D'INSTRUCTION CRIMINELLE. — CRÉDITS, § III, *Justice*, nos 6 et 7.

**JUSTICE EN ALGÉRIE** (DÉPENSES DE LA), voy. CRÉDITS, § III, *Justice*, n° 5.

**JUSTICE MILITAIRE**, voy. BUDGET GÉNÉRAL DE L'ÉTAT, § I, *Exercice 1871*, n° 3. — CODE DE JUSTICE MILITAIRE.— CONSEILS DE GUERRE. — CRÉDITS, § VII, *Guerre*, n° 6. — INSURRECTION DU 18 MARS 1871, n° 56.— QUESTIONS, nos 48, 49, 51.

## JUSTICES DE PAIX.

1 — Exposé des motifs et texte de la proposition de M. Parent, tendant à attribuer aux juges de paix la connaissance des actions commerciales, dans les limites établies par la loi du 25 mai 1838 [7 septembre 1871] (I., n° 615; A., t. 5, an., p. 203; J. O., p. 4112). — Rapport sommaire, par M. Francisque Rive [1er mars 1872] (I., n° 941; A., t. 8, an., p. 24; J. O., p. 1953). — Discussion sur la prise en considération [14 novembre 1873] (t. 27, p. 81). — Sont entendus : MM. Michel (p. 82); Francisque Rive, *rapporteur* (p. 84); Parent (p. 86). — Rejet de la prise en considération (p. 88).

2 — Projet de loi de crédit applicable au paiement du traitement des juges de paix des départements cédés par la France, voy. CRÉDITS, § III, *Justice*, n° 2.

3 — Projet de loi de crédit applicable au personnel des justices de paix, voy. *ibid.*, n° 8.

4 — Propositions relatives aux conditions à exiger pour être nommé aux fonctions de juge de paix, voy. MAGISTRATURE.

5 — Projets de lois tendant à modifier des circonscriptions de justices de paix, voy. LIMITES DE DÉPARTEMENTS, DE CANTONS ET DE COMMUNES.

6 — Proposition et projet de loi relatifs à la révision des taxes et à l'augmentation du traitement des greffiers des justices de paix, voy. CRÉDITS, § III, *Justice*, n° 10. — GREFFIERS.

# L

**LANGUES ORIENTALES VIVANTES** (ÉCOLE DES).

Projet de loi de crédit applicable aux dépenses de cette École, voy. CRÉDITS, § IX, *Instruction publique*, n° 15.

**LAZARETS.**

1 — Projets de lois de crédits applicables aux dépenses des Lazarets de Mindin et de Trompeloup, voy. CRÉDITS, § X, *Agriculture et Commerce*, nos 4 et 15.

2 — Projet de loi relatif au Lazaret de Saint-Nazaire, voy. CRÉDITS, § XI, *Travaux publics*, n° 6.

**LÉGION D'HONNEUR.**

1 — Texte de la proposition de MM. Destremx, Seignobos et autres, tendant à abroger le décret du 28 octobre 1870, portant abolition de la Légion d'honneur comme Ordre civil, à modifier les conditions d'obtention de cette décoration, et à instituer d'autres distinctions honorifiques [3 août 1871] (I., n° 454; A., t. 4, an., p. 191; J. O., p. 1901). — Rapport sommaire, par M. Calemard de Lafayette [19 août] (I., n° 520; A., t. 5, an., p. 20; J. O., p. 3298). — Prise en considération de la proposition, et rejet de la demande d'urgence faite par M. le vicomte d'Aboville [14 septembre] (p. 616, 617). — Commission (F., n° 211; J. O., p. 765).— Rapport, par M. le général Mazure, sur le fond de cette proposition et de la proposition de M. Huon de Penanster, ci-après mentionnée [6 juin 1872] (I., n° 1200; A., t. 11, an., p. 272; J. O., p. 4546). — *Première délibération* sur le projet de la Commission [24 janvier 1873] (t. 15, p. 316). — L'Assemblée décide, sans discussion, qu'elle passera à la deuxième délibération (*ibid.*). = Rapport supplémentaire par M. le général Mazure [10 mars 1873] (I., n° 1642; A., t. 16, an., p. 93; J. O., p. 1945, 2034, 2201). = *Deuxième délibération* [23 juin] (A., t. 18, p. 506). — Contre-projet présenté par M. Henri Fournier (p. 560) : renvoi de ce contre-projet à la Commission (p. 564). — Sont entendus : MM. Lepère (p. 506, 563); de Belcastel (p. 515, 563); le général Pellissier (p. 515, 546); Huon de Penanster (p. 549); Lacaze (p. 550); Ernoul, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice* (p. 551, 662); le général Guillemaut (p. 556); Henri Fournier (p. 559, 560, 562); le général Mazure, *rapporteur* (p. 561, 563, 564). — Ajournement de la discussion, sur la demande de M. le général Mazure [26 juin] (p. 571). = Rapport supplémentaire par M. Louis La Caze, suivi d'un nouveau projet de loi rédigé par la Commission [2 juillet 1873] (I., n° 1845; A., t. 19, an., p. 5; J. O., p. 4530).= *Reprise de la deuxième délibération* [4 juillet] (t. 19, p. 42). — Retrait d'un contre-projet de M. Destremx (*ibid.*). — Exposé du projet de la Commission par M. La Caze, *rapporteur* (*ibid.*). — Article 1er [Restriction à une nomination sur deux extinctions dans les divers grades de la Légion d'honneur] (p. 42) : adoption (p. 43). — Article 2 [Publicité des nominations] (*ibid.*). — Rejet, au scrutin public, du § 3 de l'article 2 du projet de la Commission, ayant pour objet d'exiger la mention expresse et nominative des extinctions, radiations ou promotions, qui ont donné lieu aux vacances (p. 53); liste des votants (p. 62). — Adoption de l'ensemble de l'article (*ibid.*). — Article 3 [Vérification par le Conseil de l'Ordre des projets de décrets portant nomination ou promotion] (p. 53) : adoption (p. 54). — Rejet d'un article additionnel, proposé par MM. les généraux Mazure et Robert, et par M. de Belcastel, ayant pour objet une nouvelle composition du Conseil de l'Ordre (p. 56). — Adoption de l'article additionnel proposé par les mêmes Députés, et devenu l'article 4, ayant pour objet de faire adresser un rapport annuel au Chef de l'État, par le Con-

seil de l'Ordre, sur la situation de l'Ordre et sur les mouvements survenus pendant l'année (t. 19, p. 56).— Rejet de l'article 4 du projet de la Commission, tendant à faire édicter par le Conseil d'État un règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi (p. 60). — Adoption de l'article 5, tendant à appliquer la présente loi à la Médaille militaire, avec un article additionnel, proposé par MM. le général de Cissey et autres, ayant pour objet la concession de 400 médailles aux militaires et marins blessés dans la dernière guerre (p. 60, 61). — Adoption, au scrutin public, de l'article 6, tendant à abroger le décret du 28 octobre 1870 sur la Légion d'honneur (p. 61); liste des votants (p. 64). — Adoption de l'article 7 [Nominations faites dans la Légion d'honneur contrairement au décret du 28 octobre 1870] avec une rédaction nouvelle proposée par M. Ganivet (p. 74). — Rejet, au scrutin public, de l'article additionnel proposé par M. le général Billot, ayant pour objet de soumettre toutes les propositions pour l'admission ou l'avancement dans la Légion d'honneur à une Commission chargée de les examiner, et de dresser un tableau trimestriel de présentation (p. 77); liste des votants (p. 88).— Ont pris part aux débats: MM. Destremx (t. 19, p. 42); Fournier (Henri) (p. 42, 55, 56, 57); La Caze, *rapporteur* (p. 42, 54, 56, 60, 61, 70, 73, 77); Journault (p. 43, 61); de Marcère (p. 44, 48); Ernoul, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice* (p. 44, 48, 52, 54, 59); Anisson-Duperron (p. 47); le général Robert (p. 47, 49, 53, 54, 56, 57, 61); le général Billot (p. 48, 74); l'amiral de Dompierre d'Hornoy, *Ministre de la Marine et des Colonies* (p. 51, 56); le général Mazure (p. 51, 55); Ganivet (p. 51, 73, 74); Lepère (p. 53, 73); l'amiral de La Roncière le Noury (p. 54); le comte Octave de Bastard (p. 60); Chaper (p. 69); Bottieau (p. 70); le vicomte d'Aboville (p. 72, 73); le marquis de Dampierre (p. 73). — L'Assemblée décide qu'elle passera à la troisième délibération [5 juillet] (t. 19, p. 77).= *Troisième délibération* [25 juillet] (p. 430).— Adoption de l'article 1er, modifié par la Commission (*ibid.*).— Maintien des articles 2 à 5 (p. 430, 431).— Adoption d'un nouvel article 6 [Discipline des membres de la Légion d'honneur] (p. 431). — Maintien des articles 7 et 8 (*ibid.*).— Sont entendus : MM. La Caze, *rapporteur* (p. 430, 431); Ganivet, Mettetal (p. 430).— Adoption de l'ensemble du projet de la Commission, modifié [même séance] (p. 430). = Loi du 25 juillet 1873 (J. O., p. 5265 ; B. des L., n° 2210).

2 — Texte de la proposition de M. Huon de Penanster, ayant pour objet l'abrogation du décret du 28 octobre 1870, portant abolition de la Légion d'honneur comme Ordre civil [19 décembre 1871] (I., n° 731; A., t. 6, an., p. 243; J. O., p. 125). — Rapport sommaire, par M. Delille [29 décembre] (I., n° 764; A., t. 6, an., p. 283; J. O. de 1872, p. 283). — Prise en considération, et renvoi de cette proposition, sur la demande du rapporteur, à la Commission chargée de l'examen de la proposition de M. Destremx ci-dessus mentionnée [7 février 1872] (A., t. 7, p. 442, 443).

3 — Exposé des motifs et texte du projet de loi tendant à autoriser le Gouvernement, à l'occasion de l'Exposition de Vienne, à dresser une liste spéciale de nominations ou de promotions à faire dans l'ordre de la Légion d'honneur en dehors des dispositions restrictives de la loi du 25 juillet 1873, présenté par M. Deseilligny, *Ministre de l'Agriculture et du Commerce* [11 décembre 1873] (I., n° 2093; A., t. 28, an., p. 482; J. O., p. 7958).— Commission (F., n° 549; J. O., p. 7921). — Rapport, par M. le comte de Melun [31 janvier 1874] (I., n° 2194 ; A., t. 29, an., p. 198 ; J. O., p. 1122). — *Première délibération* [21 mai 1874] (t. 31, p. 117). — Sont entendus : MM. Deseilligny, *Ministre de l'Agriculture et du Commerce ;* le comte de Melun, *rapporteur ;* Scheurer-Kestner (p. 119). — L'Assemblée décide qu'elle passera à la deuxième délibération (*ibid.*). = Rapport supplémentaire, par M. le comte de Melun [12 juin] (I., n° 2464 ; A., t. 32, an., p. 167 ; J. O., p. 4122). = *Deuxième délibération* [23 juin] (A., t. 32, p. 355). — Sur la demande du rapporteur, l'Assemblée déclare l'urgence (p. 355), et décide qu'elle passera à la discussion de l'article unique du projet de loi (p. 360). — Adoption de cet article (p. 363). — Disposition additionnelle présentée par M. Mazeau, et ayant pour objet d'attribuer exclusivement les

**LEIPSICK** (COUR SUPRÊME DE).

Incident relatif à un arrêt de cette Cour concernant les effets de commerce protestés d'après les lois françaises relatives à leur prorogation, voy. EFFETS DE COMMERCE, n° 4.

**LETTRES**, voy. POSTES.

**LETTRES DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE**, voy. MESSAGES. — PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE.

**LIBÉRATION DU TERRITOIRE.**

1 — Exposé des motifs et texte de la proposition de M. Jean Brunet, relative à l'établissement d'un impôt national jusqu'à évacuation complète du territoire français [18 janvier 1872] (I., n° 821; A., t. 7, an., p. 45; J. O., p. 794). — L'Assemblée déclare l'urgence [même séance] (A., t. 7, p. 71, et an., p. 45). — L'urgence est déclarée (A., t. 7, p. 72). — Commission (F., n° 209; J. O., p. 704). — Rapport, par M. Margaine [2 mai] (I., n° 1101; A., t. 11, an., p. 42; J. O., p. 3256). — Discussion [5 juillet 1873] (t. 19, p. 75). — Sont entendus : MM. Jean Brunet (p. 75, 77); Margaine, *rapporteur* (p. 77). — Retrait de la proposition, par M. Jean Brunet (p. 77).

2 — Exposé des motifs et texte de la proposition de MM. Claude (de la Meurthe), Tiersot et autres, tendant à ouvrir dans toute la France un emprunt patriotique, remboursable sans intérêts dans dix ans, à partir du 1er mars 1874, pour la libération du territoire [24 janvier 1872] (I., n° 839; A., t. 7, an., p. 79; J. O., p. 929). — Renvoi de cette proposition sur la demande de M. le comte de Melun, rapporteur de la Commission chargée d'examiner les propositions pour la libération du territoire [27 mars] (t. 8, p. 780) (1).

3 — Exposé des motifs et texte de la proposition de M. Bouisson, tendant à créer un impôt facultatif dont le produit devra être consacré à solder la dette nationale contractée envers l'Allemagne [27 janvier 1872] (I., n° 854; A., t. 7, p. 238, et an., p. 97; J. O., p. 1080). — L'Assemblée déclare l'urgence [même séance] (A., t. 7, p. 238). — Déclaration d'urgence (*ibid.*). — Commission (F., n° 211; J. O., p. 765). — Rapport, par M. Berlet [8 février] (I., n° 885; A., t. 7, an., p. 164; J. O., p. 1330). — Retrait de cette proposition [9 février] (A., t. 7, p. 177).

4 — Exposé des motifs et texte de la proposition de MM. Salneuve et Antonin Lefèvre-Pontalis, tendant à nommer une Commission spéciale chargée de rechercher les moyens de prompte délivrance du territoire [31 janvier 1872] (I., n° 864; A., t. 7, p. 307, et an., p. 135; J. O. de 1872, p. 1182). — L'Assemblée déclare l'urgence [même séance] (A., t. 7, p. 308). — Commission (F., n° 217; J. O., p. 950). — Rapport, par M. Le Royer [16 février] (I., n° 894; A., t. 7, an., p. 171; J. O., p. 1373). — Discussion [28 février] (A., t. 8, p. 98). — Sont entendus : MM. Lefébure (p. 98); Antonin Lefèvre-Pontalis (p. 102); Victor Lefranc, *Ministre de l'Intérieur* (p. 103); Salneuve, Germain (p. 104); Le Royer, *rapporteur* (p. 106); Berlet (p. 107). — L'Assemblée décide qu'elle ne passera pas à la discussion des articles (p. 108).

5 — Exposé des motifs et texte de la proposition de M. Adrien Léon, ayant pour objet la création d'un emprunt national et patriotique de 3 0/0 sur toutes les fortunes particulières de 10,000 fr. de capital et au-dessus, pour la libération du territoire [31 janvier 1872] (I., n° 866; A., t. 7, p. 306, et an., p. 136; J. O., p. 1183). — Déclaration d'urgence et renvoi à la Commission du Budget (*ibid.*) (1).

6 — Exposé des motifs et texte de la proposition de M. de Carayon-Latour, ayant pour objet de prélever une contribution extraordinaire de 2 0/0 sur le montant de toutes les valeurs mobilières et immobilières françaises, pour acquitter les engagements de la France envers l'Allemagne et obtenir la délivrance du territoire

(1) Voir ci-après, n° 6, la composition de cette Commission, qui n'a pas déposé de rapport.

(1) Il n'a pas été fait de rapport sur cette proposition.

**LILLE** (VILLE DE).

1 — Projet de loi ayant pour objet la cession par l'État à cette ville de l'arsenal d'artillerie, voy. DOMAINE DE L'ÉTAT, n° 11.

2 — Proposition relative à la création d'une Faculté de médecine et de pharmacie dans cette ville, voy. FACULTÉS, n° 6.

3 — Projet de loi tendant à autoriser des surtaxes sur les boissons à l'octroi de cette ville, voy. OCTROIS, § *Lille*.

4 — Projet de loi ayant pour objet d'autoriser la ville de Lille à modifier les conditions d'un emprunt précédemment approuvé, voy. EMPRUNTS, § *Lille*.

**LIMITES** DE DÉPARTEMENTS, D'ARRONDISSEMENTS, DE CANTONS ET DE COMMUNES (MODIFICATIONS DE).

AIN. [Érection en communes distinctes des sections de *Lantenay* et d'*Outriaz* composant actuellement la commune de *Lantenay*]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi [5 décembre 1872] (I., n° 1477; A., t. 14, an., p. 133; J. O., p. 8143). — Rapport, au nom de la Commission d'intérêt local (1), par M. Crespin [27 mars 1873] (I., n° 1729; A., t. 17, an., p. 93; J. O., p. 2885). — Adoption [1er avril] (A., t. 17, p. 201). = Loi du 1er avril 1873 (J. O., p. 2166; B. des L., n° 1894).

AISNE, voy. NORD.

AVEYRON.

1 — [Érection en municipalité distincte de la section de *Brandonnet*, distraite de la commune de *Maleville*]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi [4 décembre 1873] (I., n° 2074; A., t. 28, an., p. 111; J. O., p. 7733). — Rapport, par M. Lebourgeois [20 décembre] (I., n° 2128; A., t. 28, an., p. 285; J. O. de 1874, p. 79). — Adoption [29 décembre] (p. 606). = Loi du 29 décembre 1873 (J. O. de 1874, p. 65; B. des L., n° 2592).

2 — [Création, sous le nom de *Saint-Jean Delnous*, d'une nouvelle commune, formée de territoires distraits des communes de *Réquista* et de *Lédergues*]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi [9 juin 1874] (I., n° 2452; A., t. 32, an., p. 135; J. O., p. 4392). — Rapport, par M. le marquis de Montlaur [1er août] (I., n° 2660; A., t. 34, an., p. 136; J. O., p. 6006). — Adoption [5 août] (A., t. 34, p. 250). = Loi du 5 août 1874 (J. O., p. 6361; B. des L., n° 3425).

CALVADOS.

1 — Exposé des motifs et texte du projet de loi relatif à la création d'un nouveau canton de justice de paix à *Trouville-sur-Mer* [7 juin 1872] (I., n° 1202; A., t. 11, an., p. 282; J. O., p. 4055). — Rapport, par M. Courbet-Poulard [22 juillet] (I., n° 1333; A., t. 13, an., p. 179; J. O., p. 5494). — Adoption [1er août] (A., t. 13, p. 528). = Loi du 1er août 1872 (J. O., p. 6385; B. des L., n° 1449).

2 — Exposé des motifs et texte de la proposition de MM. Sébert et Paris (Calvados), relative au règlement des indemnités motivées par l'article 2 de la loi du 1er août 1872, portant création d'un nouveau canton à *Trouville* [25 mars 1873] (I., n° 1715; A., t. 17, an., p. 58; J. O., p. 2752). — L'urgence est déclarée (A., t. 17, p. 67). — Commission (F., n° 478; J. O., p. 3817) (1).

CANTAL. [Érection en municipalité distincte, sous le nom de *Velzic*, de plusieurs parties de territoire distraites des communes de *Lascelle*, de *Saint-Simon* et de *Vic-sur-Cère*]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi [9 juin 1874] (I., n° 2453; A., t. 32, an., p. 136; J. O., p. 4857). — Rapport, par M. Warnier (Marne) [24 juillet] (I., n° 2588; A., t. 33, an., p. 171; J. O., p. 5688). — Adoption [29 juillet] (A., t. 34, p. 36). = Loi du 29 juillet 1874 (J. O., p. 6233; B. des L., n° 3409).

CHARENTE-INFÉRIEURE. [Érection en commune distincte de la section de *Saint-Clément*, distraite de la commune d'*Ars*]. —

(1) Pour la composition des Commissions d'intérêt local chargées d'examiner ces projets de lois, voy. INTÉRÊTS COMMUNAUX ET DÉPARTEMENTAUX.

(1) Il n'a pas été fait de rapport sur cette proposition.

tifs et texte du projet de loi [22 novembre 1875] (I., n° 3445 ; A., t. 42, an., p. 280 ; J. O., p. 10245). — Rapport, par M. Courbet-Poulard [9 décembre] (I., n° 3557 ; A., t. 43, an., p. 418 ; J. O. de 1876, p. 767). — Adoption [14 décembre] (A., t. 43, p. 265). = Loi du 14 décembre 1875 (J. O., p. 10826 ; B. des L., n° 4836).

Doubs. [Érection en commune distincte de la section de *Fournet-Blancheroche*, dépendant de la commune de *Charquemont*]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi [3 juin 1874] (I., n° 2421 ; A., t. 31, an., p. 515 ; J. O., p. 4235). — Rapport, par M. le comte Du Chaffaut [1er août] (I., n° 2661 ; A., t. 34, an., p. 137 ; J. O., p. 6007). — Adoption [4 août] (A., t. 34, p. 206). = Loi du 4 août 1874 (J. O., p. 6345 ; B. des L., n° 3421).

Drôme.

1 — [Érection en municipalité distincte de la section de *Génissieux*, distraite de la commune de *Peyrius*]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi [19 mars 1873] (I., n° 1681 ; A., t. 16, an., p. 212 ; J. O., p. 2305). — Rapport, par M. Eugène Michel [20 juin 1873] (I., n° 1819 ; A., t. 18, an., p. 167 ; J. O., p. 4419). — Adoption [26 juin] (A., t. 18, p. 570). = Loi du 26 juin 1873 (J. O., p. 4353 ; B. des L., n° 2127).

2 — [Érection en commune distincte de la section de *Besayes*, dépendant de la commune de *Charpey*]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi [13 juin 1873] (I., n° 1809 ; A., t. 18, an., p. 152 ; J. O., p. 4070). — Rapport, par M. de Mahy [3 juillet] (I., n° 1848 ; A., t. 19, an., p. 8 ; J. O., p. 4531). — Adoption [11 juillet] (A., t. 19, p. 114). = Loi du 11 juillet 1873 (J. O., p. 4961 ; B. des L., n° 2181).

Finistère.

1 — [Érection en commune distincte de la section de la *Forêt*, distraite de la commune de *Fouesnant*] — Exposé des motifs et texte du projet de loi [13 juin 1873] (I., n° 1810 ; A., t. 18, an., p. 153 ; J. O., p. 4070). — Rapport, par M. Lallié [4 juillet] (I., n° 1853 ; A., t. 19, an., p. 35 ; J. O., p. 4654). — Adoption [14 juillet] (A., t. 19, p. 150). = Loi du 14 juillet 1873 (J. O., p. 4961 ; B. des L., n° 2183).

2 — [Réunion de la commune de *Coat-Méal* de plusieurs villages dépendant de la commune de *Plouguin*]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi [2 juillet 1875 (I., n° 3410 ; A., t. 39, an., p. 170 ; J. O., p. 6139). — Rapport, par M. Boullier (Loire) [16 juillet] (I., n° 3193 ; A., t. 40, an., p. 511 ; J. O., p. 6707). — Adoption [24 juillet] (A., t. 41, p. 86). = Loi du 24 juillet 1875 (J. O., p. 6162 ; B. des L., n° 4342).

Garonne (Haute-). [Distraction de la section des *Toureilles* de la commune de *Montréjeau*]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi [31 mai 1875] (I., n° 3058 ; A., t. 38, an., p. 168 ; J. O., p. 4258). — Rapport, par M. Reymond [26 novembre] (I., n° 3473 ; A., t. 42, an., p. 356 ; J. O., p. 10403). — Adoption [1er décembre] (A., t. 43, p. 2). = Loi du 1er décembre 1875 (J. O., p. 10105 ; B. des L., n° 4830).

Ille-et-Vilaine. [Division en deux municipalités distinctes de la commune de *Brain*]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi [23 novembre 1875] (I., n° 3460 ; A., t. 42, an., p. 333 ; J. O., p. 10061). — Rapport, par M. Courbet-Poulard [14 décembre] (I., n° 3585 ; A., t. 43, an., p. 545 ; J. O. de 1876, p. 869). — Adoption [20 décembre] (A., t. 44, p. 35). = Loi du 20 décembre 1875 (J. O. de 1876, p. 185 ; B. des L., n° 3845).

Indre-et-Loire. [Érection en municipalité distincte de la section de la *Membrolle*, distraite de la commune de *Mettray*]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi [10 mars 1873] (I., n° 1648 ; A., t. 16, an., p. 111 ; J. O., p. 2138). — Rapport, par M. Houssard [31 mars] (I., n° 1748 ; A., t. 17, an., p. 150 ; J. O., p. 3076). — Adoption [4 avril 1873] (A., t. 17, p. 281). = Loi du 4 avril 1873 (J. O., p. 2594 ; B. des L., n° 1901).

Isère.

1 — [Érection en commune distincte sous le nom de *Pont-de-Claix* de divers hameaux des communes de *Champagnier* et de *Claix*]. — Exposé des motifs et texte du

le nom de *Notre-Dame des Landes*, de portions de territoire distraites des communes de *Fay* et d'*Héric*]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi [3 août 1871] (I., n° 573; A., t. 5, an., p. 90; J. O., p. 3456). — Rapport, par M. Benoit (de la Meuse) [14 septembre] (I., n° 631; A., t. 5, an., p. 220; J. O., p. 4118). — Adoption [16 septembre] (A., t. 5, p. 673). — Loi du 16 septembre 1871 (J. O., p. 3615; B. des L., n° 532).

2 — [Réunion à la commune de *Maumusson*, canton de *Saint-Mars-la-Jaille*, arrondissement d'*Ancenis*, d'une portion du territoire de la commune de la *Rouxière*, canton de *Varades*]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi [22 avril 1872] (I., n° 1074; A., t. 11, an., p. 3; J. O., p. 2810). — Rapport, par M. Courbet-Poulard [22 juillet] (I., n° 1334; A., t. 13, an., p. 182; J. O., p. 5528). — Adoption [29 juillet] (A., t. 13, p. 433). = Loi du 29 juillet 1872 (J. O., p. 5354; B. des L., n° 1330).

3 — [Érection en municipalité distincte de la section de *Sainte-Anne*, distraite de la commune de *Campbon*]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi [22 novembre 1875] (I., n° 3444; A., t. 42, an., p. 279; J. O., p. 10044). — Rapport, par M. Lallié [1er décembre] (I., n° 3490; A., t. 43, an., p. 243; J. O., p. 10985). — Adoption [6 décembre] (A., t. 43, p. 112). = Loi du 6 décembre 1875 (J. O., p. 10361; B. des L., n° 1832).

Lot. [Division en deux municipalités de la commune de *Larroque-des-Arcs*]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi [14 décembre 1875] (I., n° 3581; A., t. 43, an., p. 543; J. O. de 1876, p. 867). — Rapport, par M. Lespinasse [22 décembre] (I., n° 3643; A., t. 44, an., p. 62; J. O. de 1876, p. 571). — Adoption [24 décembre] (A., t. 44, p. 143). = Loi du 24 décembre 1875 (J. O. de 1876, p. 506; B. des L., n° 1848).

Lot-et-Garonne. [Érection en communes distinctes des territoires formant actuellement les sections de *Saint-Pardoux* et de *Longueville*]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi [21 novembre 1872] (I., n° 1431; A., t. 14, an., p. 19; J. O., p. 7486). — Rapport, par M. Méplain [11 décembre] (I., n° 1485; A., t. 14, an., p. 141; J. O., p. 7957). — Adoption [17 décembre] (A., t. 14, p. 626). = Loi du 17 décembre 1872 (J. O., p. 800; B. des L., n° 1520).

Lozère. [Érection en commune distincte de la section de *Laubert*, distraite de la commune de *Châteauneuf-de-Randon*]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi [13 juin 1873] (I., n° 1811; A., t. 18, an., p. 153; J. O., p. 4070). — Rapport, par M. Vitalis [27 juin] (I., n° 1835; A., t. 18, an., p. 220; J. O., p. 4484). — Adoption [3 juillet] (A., t. 19, p. 19). = Loi du 3 juillet 1873 (J. O., p. 4545; B. des L., n° 2180).

Maine-et-Loire.

1 — [Translation à *Tiercé*, du chef-lieu de la 4e circonscription cantonale de l'arrondissement d'*Angers*, actuellement à *Briollay*]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi [19 décembre 1874] (I., n° 2775; A., t. 35, an., p. 308; J. O. de 1875, p. 273). — Rapport, par M. Henri Vinay [26 janvier 1875] (I., n° 2873; A., t. 36, an., p. 108; J. O., p. 1024). — Adoption [3 février] (A., t. 36, p. 418). = Loi du 3 février 1875 (J. O., p. 1020; B. des L., n° 1855).

2 — [Division en deux municipalités de la commune de *Saint-Georges-le-Thoureil*]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi [30 mai 1873] (I., n° 1792; A., t. 18, an., p. 74; J. O., p. 3751). — Rapport, par M. de Limairac [21 juin 1873] (I., n° 1823; A., t. 18, an., p. 174; J. O., p. 4210). — Adoption [28 juin] (A., t. 18, p. 614). = Loi du 28 juin 1873 (J. O., p. 4465; B. des L., n° 2130).

Marne. [Distraction de la commune de *Châlons-sur-Vesle*, du canton de *Ville-en-Tardenois*, pour la rattacher au canton de *Fismes*] [4 juillet 1873] (I., n° 1854; A., t. 19, an., p. 36; J. O., p. 4755). — Rapport, par M. Claude (Meurthe-et-Moselle) [22 juillet] (I., n° 1917; A., t. 19, an., p. 178; J. O., p. 5698). — Adoption [25 juillet] (A., t. 19, p. 426). = Loi du 25 juillet 1873 (J. O., p. 5249; B. des L., n° 2229).

Marne et Meuse. [Modification des limites de ces départements entre les communes de *Charmantois-le-Roy* et de *Senard*].

PUY-DE-DÔME.

1 — [Distraction de la section d'*Esteil* de la commune d'*Auzat-sur-Allier*]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi [30 mai 1873] (I., n° 1793; A., t. 18, an., p. 74; J. O., p. 3948). — Rapport, par M. Du Chaffaut [21 juin] (I., n° 1824; A., t. 18, an., p. 631; J. O., p. 4483). — Adoption [30 juin] (A., t. 18, p. 631). = Loi du 30 juin 1873 (J. O., p. 4465; B. des L., n° 2132).

2 — [Érection en commune distincte de la section du *Petit-Pérignat* distraite de la commune d'*Aubière*]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi [13 juin 1873] (I., n° 1812; A., t. 18, an., p. 154; J. O., p. 4153). — Rapport, par M. le comte de Flaghac [3 juillet] (I., n° 1849; A., t. 19, an., p. 9; J. O., p. 4531). — Adoption [11 juillet] (A., t. 19, p. 114). = Loi du 11 juillet 1873 (J. O., p. 4962; B. des L., n° 2182).

3 — [Érection en commune distincte des territoires composant les sections d'*Enval*, distraites des communes de *Saint-Hippolyte* et de *Saint-Genès l'Enfant*]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi [10 février 1874] (I., n° 2213; A., t. 29, an., p. 299; J. O., p. 1508). — Rapport, par M. Honoré Roux [6 mars] (I., n° 2260; A., t. 30, an., p. 55; J. O., p. 2532). — Adoption [12 mars] (A., t. 30, p. 336). = Loi du 12 mars 1874 (J. O., p. 2041; B. des L., n° 2799).

4 — [Création d'une nouvelle commune sous le nom de *la Forie*]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi [3 août 1874] (I., n° 2683; A., t. 34, an., p. 332; J. O., p. 6243). — [Rapport, par M. Alfred Dupont [4 août] (I., n° 2687; A., t. 34, an., p. 335; J. O., p. 6244). — Adoption [5 août] (A., t. 34, p. 254). = Loi du 5 août 1874 (J. O., p. 6361; B. des L., n° 3426).

PYRÉNÉES (BASSES-).

1 — [Délimitation nouvelle de deux cantons de la ville de *Pau*]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi [15 janvier 1874] (I., n° 2168; A., t. 29, an., p. 67; J. O., p. 741). — Rapport, par M. Armand Caduc [14 février] (I., n° 2228; A., t. 29, an., p. 319; J. O., p. 1507). — Adoption [23 février] (A., t. 30, p. 6). = Loi du 23 février 1874 (J. O., p. 1681; B. des L., n° 2718).

2 — [Annexion à la commune de *Bruges*, canton de *Nay*, d'une partie de la commune de *Bosdarros*]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi [21 juin 1875] (I., n° 3108; A., t. 39, an., p. 49; J. O., p. 4909). — Rapport, par M. Boullier (Loire) [12 juillet] (I., n° 3171; A., t. 39, an., p. 259; J. O., p. 6702). — Adoption [19 juillet] (A., t. 40, p. 166). = Loi du 19 juillet 1875 (J. O., p. 5969; B. des L., n° 4327).

RHÔNE. [Érection en municipalité distincte de la section de *Champagne*, distraite de la commune de *Saint-Didier* au *Mont d'Or*]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi [22 novembre 1875] (I., n° 3447; A., t. 42, an., p. 282; J. O., p. 9796) (1).

SAÔNE-ET-LOIRE. [Création dans l'arrondissement de *Châlon-sur-Saône*, d'un nouveau canton, dont le chef-lieu serait *Monceau-les-Mines*]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi [19 mars 1874] (I., n° 2302; A., t. 30, an., p. 175; J. O., p. 2346). — Rapport, par M. le comte de Flaghac [25 mars] (I., n° 2345; A., t. 30, an., p. 291; J. O., p. 3054). — Adoption [27 mars] (A., t. 30, p. 657). = Loi du 27 mars 1874 (J. O., p. 2498; B. des L., n° 2840).

SAVOIE. [Modification de la circonscription territoriale des cantons de *Chamoux*, de la *Rochette* et d'*Aigueblle*]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi [10 février 1874] (I., n° 2212; A., t. 29, an., p. 298; J. O., p. 1424). — Rapport, par M. Chardon [7 mars] (I., n° 2267; A., t. 30, an., p. 70; J. O., p. 2539). — Discussion [23 décembre] (t. 35, p. 332). — Sont entendus : MM. Grange (p. 332); Chardon, *rapporteur* (p. 333). — Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 334). = Loi du 23 décembre 1874 (J. O. de 1875, p. 149; B. des L., n° 3711).

SEINE. [Fixation des nouvelles limites des communes de *Montrouge*, *Châtillon*, *Arcueil*, *Bagneux* et *Gentilly*]. — Exposé des

(1) Il n'a pas été fait de rapport sur ce projet de loi.

**LIMOGES** (VILLE DE).

1 — Question relative aux événements insurrectionnels survenus dans cette ville en 1871, voy. QUESTIONS, n° 12.

2 — Rapport sur ces mouvements insurrectionnels, voy. ENQUÊTES, II^e^ section, § I, n° 4.

3 — Projet de loi relatif à un emprunt de cette ville, voy. EMPRUNTS, § *Limoges*.

**LIQUEURS** (FABRIQUES DE).

Exposé des motifs et texte du projet de loi concernant les droits sur les liqueurs et les fruits à l'eau-de-vie, et l'exercice des fabriques de liqueurs, présenté par M. Pouyer-Quertier, *Ministre des Finances* [19 février 1872] (I., n° 902; A., t. 7, an., p. 180; J. O., p. 1124).— Déclaration d'urgence et renvoi à la Commission du Budget [même séance] (A., t. 7, p. 656). — Rapport, au nom de la Commission du Budget, par M. Leurent [13 mars] (I., n° 980; A., t. 8, an., p. 127; J. O., p. 2111). — Discussion [23 mars] (p. 513). — Sont entendus : MM. Théophile Roussel (p. 513, 517, 518, 565); Leurent, *rapporteur* (p. 516, 518, 520, 521, 564, 569, 570, 571); Ducarre (p. 519, 568); Bardoux (p. 520, 521); André (de la Charente) (p. 521); Léon Say (p. 569, 570); Ganivet (p. 571). — Adoption de l'ensemble du projet de loi [26 mars] (p. 571). = Loi du 26 mars 1872 (J. O., p. 2409; B. des L., n° 1030).

**LIQUIDATION DES CHARGES DE LA GUERRE**, voy. COMPTE DE LIQUIDATION.

**LISTE CIVILE** (ANCIENNE).

1 — Question et demande d'interpellations relatives à une convention passée entre l'État et l'ancienne Liste civile impériale, approuvée par décret du Président de la République du 12 novembre 1873, voy. INTERPELLATIONS, n° 53. — QUESTIONS, n° 88.

2 — Projet de loi de crédit applicable au payement de la première annuité due par l'État en vertu de cette convention, rapports et débats y relatifs, voy. CRÉDITS, § XI, *Travaux publics*, n° 7.

**LISTES ÉLECTORALES LÉGISLATIVES.**

1 — Projet de loi relatif aux dispositions provisoires concernant l'élection des Membres de l'Assemblée nationale, et la révision des listes annuelles, voy. ÉLECTIONS LÉGISLATIVES, II^e^ section, § I, n° 3.

2 — Dispositions définitives relatives à la formation des listes électorales politiques, voy. *ibid.*, § II, n° 20.

**LISTES ÉLECTORALES MUNICIPALES.**

1 — Proposition de MM. le duc de Broglie, Bethmont et Léon Say, relative à la formation des listes électorales municipales, voy. CONSEILS MUNICIPAUX, § I, n° 2.

2 — Rapport et discussion sur les dispositions relatives à l'électorat municipal, voy. *ibid.*, § I, n^os^ 10 et 12.

**LITTORAL DE FRANCE**, voy. FORTIFICATIONS.

**LIVRE JAUNE.**

Question relative à la reprise de la publication des documents diplomatiques désignés sous ce titre, voy. BUDGET GÉNÉRAL DE L'ÉTAT, § IV, *Exercice 1874*, n° 5. — QUESTIONS, n° 83.

**LIVRES DE COMMERCE.**

Proposition de M. Prax-Paris, tendant à assujettir au timbre le Livre-Journal et le Livre d'inventaire, voy. TIMBRE.

**LOCAUX ABANDONNÉS.**

Projet de loi tendant à abroger le décret du 17 septembre 1870, qui soumettait à une taxe les locaux dont les habitants s'étaient éloignés de Paris, voy. PARIS (VILLE DE), § I.

**LYCÉE DE VANVES.**

Projet de loi de crédit applicable à sa restauration, voy. CRÉDITS, § IX, *Instruction publique*, n° 2.

**LYON** (VILLE DE).

1 — Rapports et documents concernant les actes du Gouvernement de la Défense nationale et les événements accomplis à Lyon pendant la guerre de 1870, voy. ENQUÊTES PARLEMENTAIRES, II^e^ section, § II, n^os^ 17, 23, 29, 33. — MARCHÉS, n° 24.

2 — Communications de **M. Ernest** Picard, *Ministre de l'Intérieur*, relatives à la répression des mouvements insurrectionnels tentés dans cette ville [25 mars et 1^er^ mai 1871] (A., t. 2, p. 125, 157, 802).

3 — Amendement relatif aux élections du Conseil municipal de la ville de Lyon, voy. CONSEILS MUNICIPAUX, § I, n° 1.

4 — Interpellations au sujet des mesures prises à l'occasion des élections municipales de Lyon, du 30 avril 1871, voy. INTERPELLATIONS, n° 7.

5 — Exposé des motifs et texte de la proposition de **M. le baron Chaurand, tendant** à reconstituer la municipalité de Lyon sur les bases de la loi du 14 avril 1871, édictée pour la ville de Paris [3 février 1873] (I., n° 1589 ; A., t. 15, an., p. 240 ; J. O., p. 1143, 1544).— Sont entendus sur la demande d'urgence : MM. le baron Chaurand (p. 510, 511, 512, 522); Édouard Millaud (p. 510, 522); Moulin (p. 511) ; Desjardins (p. 512) ; de Goulard, *Ministre de l'Intérieur* (p. 521) ; Le Royer (p. 521).— L'urgence est déclarée, et la proposition renvoyée à la Commission de décentralisation (t. 15, p. 522).— Sur la demande de M. Moulin, *Président de cette Commission*, l'Assemblée renvoie la proposition à la Commission spéciale qui sera élue pour l'examen du projet de loi relatif au même objet (p. 244).— Rapport et discussion, voy. le n° suivant.

6 — Exposé des motifs et texte du projet de loi relatif à l'organisation municipale de Lyon, **présenté par M. de Goulard, *Ministre de l'Intérieur*** [28 février 1873] (I., n° 1633 ; A., t. 16, p. 223, et an., p. 85 ; J. O., p. 1662). — L'urgence, demandée par M. de Goulard, *Ministre de l'Intérieur*, est déclarée [même séance] (A., t. 16, p. 224). — Commission (F., n° 438 ; J. O. de 1873, p. 1710). — Rapport, par M. le vicomte de Meaux, sur le projet de loi et sur la proposition de M. le baron Chaurand ci-dessus mentionnée [26 mars] (I., n° 1719; A., t. 17, an., p. 77 ; J. O., p. 2172). = Incident relatif à la fixation du jour de la discussion de ce projet de loi [même séance] (p. 93). — Sont entendus : MM. Lepère (p. 93, 96); le comte Jaubert (p. 94); de Goulard, *Ministre de l'Intérieur* (p. 94); Édouard Millaud (p. 94, 97) ; le vicomte de Meaux, *rapporteur* (p. 96) ; Baragnon (p. 96, 97) ; Le Royer (p. 97). — La discussion est fixée au lundi 31 mars (p. 98). — *Discussion générale* [31 mars au 3 avril (t. 17, p. 188 à 263). — Incident relatif au rappel à l'ordre de M. le marquis de Grammont, et à la démission de M. Jules Grévy de ses fonctions de Président de l'Assemblée (p. 219, 220, 225). — Sont entendus : MM. Ferrouillat (p. 183, 257) ; Lefèvre-Pontalis (Antonin) (p. 193) ; Le Royer (p. 193, 217, 219, 223, 237) ; Édouard Millaud (p. 197, 205) ; le vicomte de Meaux, *rapporteur* (p. 211) ; le marquis de Grammont (p. 219) ; Jules Grévy, *Président de l'Assemblée* (p. 219, 220) ; Bérenger (de la Drôme) (p. 243) ; de Goulard, *Ministre de l'Intérieur* (p. 255). — L'Assemblée décide, au scrutin public, qu'elle passera à la discussion des articles (p. 264) ; liste des votants (*ibid.*).— *Discussion des articles* [4 avril] (p. 271). — Rejet, au scrutin public, de l'amendement de MM. Ducarre et Bardoux à l'article premier (p. 275); liste des votants (p. 282). — Adoption, au scrutin public, de cet article (p. 276); liste des votants (p. 284).— Adoption, sans discussion, des autres articles du projet de la Commission (p. 276). — Sont entendus : MM. Ducarre (p. 271) ; Bardoux (p. 272, 274) ; Édouard Millaud (p. 276). — Adoption, au scrutin public, de l'ensemble du projet de loi modifié par la Commission [4 avril] (p. 276) ; liste des votants (p. 285). = Loi du 4 avril 1873 (J. O., p. 2545 ; B. des L., n° 1885).

7 — Exposé des motifs et texte du projet de loi tendant à convertir en une surtaxe municipale l'obligation, imposée aux riverains des voies publiques de Lyon, de balayer le sol livré à la circulation, présenté par M. de Fourtou, *Ministre de l'Intérieur* [3 juin 1874] (I., n° 2419 ; A., t. 34, an., p. 513 ; J. O., p. 4060). — Commission (F., n° 644 ; J. O., p. 3888). — Communication d'un décret portant retrait de ce projet de loi [15 mai 1875] (A., t. 38, p. 74).

8 — Proposition tendant à créer dans cette ville une Faculté de médecine et une École supérieure de pharmacie, voy. FACULTÉS DE L'ÉTAT, n° 2.

9 — Projet de loi relatif à l'organisation du Commandement supérieur de Lyon, voy. ARMÉE, § III, n° 4.

10 — Projet de loi ayant pour objet un échange d'immeubles entre la ville de Lyon et l'État, voy. ÉCHANGES D'IMMEUBLES, n° 30.

11 — Projets de lois de crédits applicables : 1° aux dépenses de police de l'agglomération Lyonnaise; 2° à la réparation des casernes des gardiens de la paix, à Lyon ; 3° aux dépenses de l'Exposition universelle de cette ville, voy. CRÉDITS, § V, *Intérieur*, n°s 11 et 17 ; § X, *Agriculture et Commerce*, n° 3.

12 — Projets de lois tendant à autoriser la ville de Lyon à s'imposer ou à contracter des emprunts, voy. EMPRUNTS D'INTÉRÊT LOCAL. — IMPOSITIONS LOCALES EXTRAORDINAIRES.

13 — Projets de lois ayant pour objet d'autoriser des surtaxes à l'octroi de cette ville, voy. OCTROIS, § *Lyon*.

14 — Questions relatives : au discours prononcé à la distribution des prix des Écoles communales, à Lyon, voy. QUESTIONS, n° 47; — aux arrestations et visites domiciliaires opérées dans cette ville, voy. QUESTIONS, n° 64.

# M

## MAGASINS ET ARSENAUX MILITAIRES.

Enquête prescrite par l'Assemblée nationale sur leur situation après la guerre, voy. MARCHÉS, n° 7.

## MAGISTRATURE.

1 — Exposé des motifs et texte du projet de loi ayant pour objet l'annulation des décrets des 28 janvier et 3 février 1871, qui ont prononcé la déchéance de quinze magistrats inamovibles, comme ayant fait partie des Commissions mixtes de 1852, présenté par M. Thiers, *Chef du Pouvoir exécutif*, et M. Dufaure, *Ministre de la Justice* [3 mars 1871] (I., n° 12; A., t. 1, p. 130, et an., p. 14; J. O., p. 337). — L'Assemblée déclare l'urgence (A., t. 1, p. 130). — Commission (F., n° 14; M. B., p. 58). — Rapport, par M. de Ventavon [23 mars] (I., n° 77; A., t. 2, p. 76 et 86; J. O., p. 385). — Discussion [25 mars] (t. 2, p. 115 à 131). — Observations de M. le président Grévy et de M. Dufaure, *Garde des Sceaux*, sur le considérant qui précède l'article unique du projet de loi (p. 128). — Sont entendus : MM. Limperani (p. 115); d'Audiffret-Pasquier (p. 117); de Peyramont (p. 120); Bérenger (de la Drôme), Baragnon (p. 121); Victor Lefranc (p. 123, 126, 130, 131); de Gavardie (p. 125); Lenoël (p. 126); Brisson (p. 127, 131); de Ventavon, *rapporteur* (p. 127); Dufaure, *Garde des Sceaux* (p 128, 131); Guichard (p. 129); Lepère (p. 130). — Adoption de l'article unique du projet de loi, modifié par suite de la suppression du considérant du projet de la Commission (p. 130). = Loi du 25 mars 1871 (J. O., p. 349; B. des L., n° 347).

2 — Interpellations relatives aux magistrats et autres fonctionnaires, révoqués par les Délégations de Tours et de Bordeaux, voy. INTERPELLATIONS, n° 6.

3 — Texte de la proposition de M. de Peyramont, ayant pour objet l'abrogation de l'article 1er du décret du 1er mars 1852 sur la mise à la retraite des Magistrats [20 avril 1871] (I., n° 154; A., t. 2, an., p. 651; J. O., p. 791). — Rapports et discussion, voy. ci-dessous, nos 4 et 5.

4 — Exposé des motifs et texte de la proposition de MM. Bottieau et Delsol sur les conditions de la mise à la retraite des magistrats [20 avril 1871] (I., n° 155; A., t. 2, p. 651; J. O., p. 775). — Rapport sommaire, sur cette proposition et sur celle de M. de Peyramont, ci-dessus mentionnée, par M. Théry [26 avril] (I., n° 170; A., t. 2, p. 728; J. O., p. 845). — Discussion sur la prise en considération [1er mai] (t. 2, p. 802) : M. de Peyramont (*ibid.*). — Adoption des conclusions du rapport, tendant à la prise en considération des deux propositions (*ibid.*). — Commission (F., n° 58; J. O., p. 867). — Rapport sur le fond, par M. Corne [24 mai] (I., n° 251; A., t. 3, p. 122; J. O., p. 1246, 1261). — Discussion [30 mai] (t. 3, p. 177). — Sont entendus : MM. de Marcère (p. 177); Corne, *rapporteur* (p. 177, 178, 179); de Peyramont, Daguenet (p. 178); Paulin Gillon (p. 179). — L'Assemblée prononce, sur la demande de la Commission, le renvoi des propositions à la Commission chargée de l'examen de celle de M. Arago ci-après mentionnée (p. 179).

5 — Exposé des motifs et texte de la proposition de M. Emmanuel Arago sur le mode de nomination et les conditions de capacité des magistrats [27 avril 1871] (I., n° 173; A., t. 2, p. 721; J. O., p. 868). — Rapport sommaire, par M. Corne [10 mai] (I., n° 217; A., t. 2, p. 892; J. O., p. 1070). — Prise en considération [17 mai] (A., t. 3, p. 52). — Commission (F., n° 76; J. O., p.

aux débats : MM. de Gavardie (t. 11, p. 229, 265, 269) ; Raudot (p. 230, 237, 238, 242, 281, 286) ; Merveilleux du Vignaux (p. 233, 283) ; Bidard, *rapporteur* (p. 236, 240, 241, 243, 306) ; René Brice (p. 238, 240, 242, 256) ; Bérenger (de la Drôme) (p. 239, 264, 299) ; Dahirel (p. 239) ; Paulin Gillon (p. 240) ; Alfred Dupont (p. 242) ; Jozon (p. 242, 284) ; Rameau (p. 243) ; Limperani (p. 244, 258) ; Guyot (p. 250) ; Luro (p. 251) ; Giraud (p. 252, 275) ; Lespinasse, de Marcère (p. 254) ; Depeyre (p. 258) ; Roger-Marvaise, Salvy (p. 260) ; Paris (du Pas-de-Calais) (p. 260, 261, 263, 286, 314) ; Goblet (p. 261, 263, 287, 295, 306) ; Voisin (p. 263) ; Bigot (p. 263, 286, 287) ; Dufaure, *Ministre de la Justice* (p. 269) ; Antonin Lefèvre-Pontalis (p. 277) ; Baragnon (p. 287, 316, 319) ; Bertauld (p. 295) ; Emmanuel Arago (p. 315, 319). — Sur la demande de M. le comte de Maillé et de M. Dufaure, *Ministre de la Justice*, l'Assemblée ordonne le renvoi à la Commission de la suite du projet de loi [11 mai 1872] (t. 11, p. 321). = 1er Rapport supplémentaire, par M. Bidard [26 mars 1873] (I., n° 1726 ; A., t. 17, an., p. 85 ; J. O., p. 2868). = 2e Rapport supplémentaire, par le même Député [2 juin 1875] (I., n° 3065 ; A., t. 38, an., p. 177 ; J. O., p. 4274). = Motion de M. Antonin Lefèvre-Pontalis, présentée d'accord avec M. le Garde des Sceaux, tendant à la mise à l'ordre du jour du projet de loi contenu dans le 2e rapport supplémentaire de M. Bidard, réduit aux articles votés en deuxième délibération [26 juin 1875] A., t. 39, p. 205). — Sont entendus : MM. Lefèvre-Pontalis, Lepère (*ibid.*). — Rejet de la proposition (*ibid.*).

6 — Exposé des motifs et texte de la proposition de M. Bérenger sur l'organisation judiciaire [24 juin 1871] (I., n° 346 ; A., t. 3, p. 576, 598 ; J. O., p. 2001, 2025, 2038). — Observations sur le mode d'examen de cette proposition (t. 3, p. 576). — Sont entendus : MM. Bérenger (*ibid.*) ; Corne (p. 576, 577) ; Bigot, de Tillancourt (p. 577). — L'Assemblée déclare l'urgence et renvoie la proposition à la Commission chargée de l'examen des propositions de MM. Arago, Delsol et de Peyramont (p. 578). = Rapport et discussion, voy. ci-dessus, n° 5.

7 — Exposé des motifs et texte de la proposition de M. Vente, relative à la modification du personnel de la magistrature [18 novembre 1875] (I., n° 3426 ; A., t. 42, an., p. 178 ; J. O. de 1876, p. 45, 60). — Demande de renvoi à la Commission de la magistrature, par M. Vente (A., t. 42, p. 232). — Adoption de cette demande (*ibid.*) (1).

8 — Projet de loi tendant à supprimer la Cour de Metz et à faciliter le replacement où l'admission à la retraite des magistrats d'Alsace et de Lorraine, voy. ALSACE-LORRAINE. § IV, n° 2.

Voy. COURS ET TRIBUNAUX. — JUSTICES DE PAIX.

## MAGLIANA (LA).

Projet de loi relatif à l'acquisition d'une fresque de Raphaël, dite de *la Magliana*, voy. CRÉDITS, § IX, *Instruction publique*, n° 9.

## MAIRES ET ADJOINTS.

1 — Texte de la proposition de M. Langlois, relative aux attributions des Maires [31 mars 1871] (I., n° 100 ; A., t. 2, p. 190, 205 ; J. O., p. 501) (1).

2 — Dispositions provisoires relatives au mode de nomination des Maires et adjoints, voy. CONSEILS MUNICIPAUX, § I, n° 1.

3 — Proposition de M. Fresneau sur la formation des Conseils municipaux et la nomination des Maires, voy. CONSEILS MUNICIPAUX, § I, nos 6 et 10.

4 — Proposition de M. Pradié sur le mode de composition des Conseils municipaux et la nomination des Maires, voy. CONSEILS MUNICIPAUX, § I, nos 7 et 10.

5 — Exposé des motifs et texte de la proposition de M. le marquis d'Andelarre, relative à la nomination et aux attributions des Maires et adjoints [25 juillet 1872] (I., n° 1346 ; A., t. 13, an., p. 222 ; J. O., p. 5623). — Rapport, au nom de la Commission de décentralisation, par M. de Chabrol, sur cette proposition et diverses autres propo-

(1) Il n'a pas été fait de rapport sur cette proposition.

l'amendement de M. Millaud et d'un amendement identique de M. Tolain (p. 120). — Amendement de M. Eymard-Duvernay, ayant pour objet l'adjonction au Maire nommé par le Conseil municipal d'un délégué désigné par le Gouvernement (t. 29, p. 123) : rejet (p. 131). — Retrait d'un amendement identique de M. Journault (p. 131). — Adoption de l'article 1er du projet de la Commission (*ibid.*). — Disposition additionnelle proposée par M. Raudot, à l'effet de faire nommer les Maires et adjoints par le Gouvernement, sur une liste de trois candidats dressée par les membres du Conseil municipal et les plus imposés de chaque commune en nombre égal (p. 131) : Retrait de l'amendement de M. Lucien Brun, ayant pour objet d'accorder, aux plus imposés, le droit de se faire représenter pour cette élection (p. 140). Rejet de l'amendement de M. Raudot (p. 141). — Disposition additionnelle proposée par M. Brisson, tendant à enlever aux Maires et adjoints nommés par le Gouvernement la présidence des bureaux électoraux (p. 141) : incident relatif aux dépêches de la Délégation de Tours et de ses agents, en septembre 1870, ayant pour objet la dissolution des anciens Conseils municipaux et l'ajournement des nouvelles élections municipales (p. 145). Rejet, au scrutin public, de l'amendement de M. Brisson (p. 149); liste des votants (*ibid.*); rectifications (p. 151). — Amendement de M. Ducarre et de M. le baron Chaurand à l'article 2 du projet de la Commission, tendant à exiger le choix des Maires et adjoints parmi les Conseillers municipaux (p. 152): rejet, au scrutin public, de l'amendement de M. Ducarre (p. 164); liste des votants (p. 165). — Retrait des amendements analogues de MM. le baron Chaurand, Lenoël et le marquis d'Andelarre (p, 164). — Amendement de M. Feray, ayant pour objet d'appliquer le principe de l'amendement de M. Ducarre, ci-dessus mentionné, aux communes d'une population inférieure à 3,000 habitants (*ibid.*) : rejet de l'amendement au scrutin public (p. 165); liste des votants (p. 167). — Amendement de M. Bérenger, tendant à reprendre l'article 2 du projet primitif du Gouvernement (p. 172) : rejet au scrutin public (p. 178); liste des votants (p. 189). — Adoption, au scrutin public, du premier paragraphe de l'article 2 de la Commission (p. 178); liste des votants (p. 190). — Rejet de la prise en considération de la disposition additionnelle proposée par M. Charles Rolland, ayant pour objet d'exiger l'avis conforme de la Commission départementale du Conseil général pour choisir les Maires en dehors du Conseil municipal (p. 180). — Adoption du § 2 de l'article 2, modifié par la Commission, d'après un amendement de M. Desbons, relatif à la nécessité pour les Maires d'être domiciliés dans leur commune (p. 181). — Dispositions additionnelles présentées : par M. Jean Brunet, tendant à exiger de tout Maire la déclaration écrite de sa croyance en Dieu (p. 181) : rejet (p. 184); et par M. Raudot, ayant pour but d'exclure des fonctions de Maire ou d'adjoint les agents de la commune, débitants de boissons, entrepreneurs de divertissements publics, etc. (p. 184) : rejet (p. 186). — Dispositions additionnelles présentées : 1° par MM. Beaussire, Christophle et Duvergier de Hauranne, tendant à faire élire un président et un vice-président dans le sein du Conseil municipal, si le Maire et les adjoints n'en font pas partie ; 2° par M. Girerd, ayant pour objet de donner seulement voix consultative aux Maires et adjoints pris en dehors du Conseil municipal, lorsqu'ils le président (p. 186). Retrait du premier de ces amendements et rejet du second (p. 186, 188). — Adoption, au scrutin public, de l'ensemble de l'article 2 de la Commission (p. 188); liste des votants (p. 192). — Article 3 du même projet [Police municipale] p. 195); retrait des amendements de MM. Édouard Millaud et Flaud à cet article (p. 206). Adoption de l'article au scrutin public (p. 207); liste des votants (p. 212). Disposition additionnelle proposée comme article 4, par M. Ferdinand Boyer, et acceptée par le Gouvernement et la Commission, ayant pour objet d'exiger la présentation par le Gouvernement, dans les deux mois qui suivront la promulgation de la loi, d'un projet d'organisation communale, si l'Assemblée n'en a pas été saisie par l'une de ses Commissions (p. 207). Adoption de cet article (*ibid.*). = Ont pris part à la discussion des articles : MM. de Pressensé (t. 29, p. 90, 100); Clapier, *rapporteur* (p. 92, 115, 144,

**MANDATS D'ARTICLES D'ARGENT** (ÉCHANGE DE).

Convention relative à cet échange, conclue le 3 mai 1875, entre la France et l'Allemagne, voy. POSTES, § II.

**MANIFESTATIONS HOSTILES A L'ASSEMBLÉE NATIONALE.**

Participation de magistrats municipaux à ces manifestations, voy. INTERPELLATIONS, n° 24.

**MANIFESTE DE M. LE COMTE DE CHAMBORD.**

Incident relatif à la publication de ce manifeste dans le journal l'*Union*, voy. INTERPELLATIONS, n° 67.

**MANQUANTS.**

Projet de loi relatif aux droits sur les manquants chez les marchands, bouilleurs et distillateurs, voy. BOISSONS, n° 6.

**MANUFACTURES** (TRAVAIL DANS LES).

Proposition de M. Joubert, relative au travail des enfants et des filles mineures dans les manufactures, voy. ENFANTS DANS LES MANUFACTURES.

**MANUFACTURES NATIONALES.**

Projet de loi tendant à ouvrir un crédit au Ministre de l'Instruction publique pour le service des Musées, Bibliothèques, des Palais nationaux et Manufactures nationales, voy. CRÉDITS, § IX, n° 1, *Travaux publics*.

**MARAIS** (DE LA GACHÈRE).

Amendement tendant à l'augmentation du crédit affecté aux travaux de dessèchement de ces marais, voy. BUDGET GÉNÉRAL DE L'ÉTAT, § VI, *Exercice 1876*, *Travaux publics*, n° 5.

**MARCHANDISES** (TRANSPORT DES).

1 — Proposition de MM. Wilson, Houssard et autres, ayant pour objet la nomination d'une Commission d'Enquête, concernant les améliorations à apporter au service du transport des marchandises par les chemins de fer, voy. ENQUÊTES PARLEMENTAIRES, § III, n° 2.

2 — Proposition de MM. Claude, Palotte et autres, tendant à procéder à une Enquête sur la situation des moyens de transport en France, et la tarification des marchandises, voy. *ibid*, n° 2.

3 — Incidents relatifs aux retards apportés dans le service des marchandises transportées par les chemins de fer, voy. BUDGET GÉNÉRAL DE L'ÉTAT, § 1, *Exercice 1871*, n° 3, *Travaux publics*.— QUESTIONS, n° 36.

**MARCHÉS A TERME.**

Proposition tendant à frapper d'une taxe les opérations de Bourse connues sous le nom de marchés à terme, voy. OPÉRATIONS DE BOURSE.

**MARCHÉS PASSÉS PENDANT LA GUERRE DE 1870.**

1 — Exposé des motifs et texte du projet de loi ayant pour objet la révision des marchés passés par les administrations publiques depuis le 18 juillet 1870, présenté par M. Thiers, *Chef du Pouvoir exécutif*, et M. Pouyer-Quertier, *Ministre des Finances* [3 mars 1874] (I., n° 13; A., t. 1, p. 134, et an., p. 15; J. O., p. 287). — Commission (F., n° 37; J. O., p. 471). — Rapport, par M. le comte Octave de Bastard [11 mars] (I., n° 52; A., t. 1, an., p. 34; J. O., p. 600). — Discussion [6 avril] (t. 2, p. 277).— Sur la demande de M. Pouyer-Quertier, *Ministre des Finances*, l'Assemblée déclare l'urgence (t. 2, p. 278). — Sont entendus : MM. Pouyer-Quertier, *Ministre des Finances* (p. 278); Gaslonde (*ibid.*); Bozérian (p. 279). — Adoption de l'ensemble du projet de loi modifié par la Commission [même séance] (p. 280). = Loi du 6 avril 1871 (J. O., p. 629; B. des L., n° 361).

2 — Proposition de M. Gaslonde, ayant pour objet de fixer un délai pour la réception du décompte des travaux exécutés, ou

1° (*Marchés Boyer et Vallière*) [6 mars 1872] (I., n° 956; A., t. 8, an., p. 39; J. O., p. 2059); 2° (*Marché Noirot*) [même séance] ( I., n° 957; A., t. 8, an., p. 42; J. O., p. 2061).

11 — Rapport, au nom de la Commission des Marchés, par M. Daussel (*Opérations de M. Place. — Achats de bœuf salé*) [28 mars] (I., n° 1053; A., t. 10, an., p. 35; J. O., p. 3030).

12 — Rapport, par M. Blavoyer (*Dépenses d'équipement des Corps francs du département du Rhône*) [30 avril 1872] (I., n° 1093; A., t. 11, an., p. 34; J. O., p. 3013).

13 — Rapport, par M. Buisson (*Affaires Cuvillier, Provost, Verdier*) [2 mai 1872] (I., n° 1102; A., t. 11, an., p. 43; J. O., p. 3531, 3557).

14 — Rapport, par M. Buisson-Duviviers (*Mission Ferrand. — Affaire Savary*) [11 mai] (I., n° 1126; A., t. 11, an., p. 95; J. O., p. 3496).

15 — Rapport, par M. Monnet (*Marchés passés dans la Haute-Garonne pour l'habillement et l'équipement des mobiles et des mobilisés*) [11 mai] (I., n° 1127; A., t. 11, an., p. 96; J. O., p. 3645).

16 — Rapport, par M. de Ségur (*Affaire Girodon*) [11 mai] (I., n° 1128; A., t. 11, an., p. 104; J. O., p. 3415).

17 — Explications de M. le duc d'Audiffret-Pasquier, *Président de la Commission des marchés*, à l'occasion du dépôt sur le Bureau de l'Assemblée des rapports de MM. Busson-Duviviers, Monnet et de Ségur, ci-dessus mentionnés, sur l'état des travaux de la Commission [11 mai] (t. 11, p. 313). — Observations de M. Gambetta à ce sujet (p. 314).

18 — Rapport, par M. Vitalis (*Affaire Vallobra*) [17 juin 1872] (I., n° 1224; A., t. 12, an., p. 37; J. O., p. 4583-4607).

19 — Rapport, par M. Léon Riant (*Marchés de la Commission d'étude des moyens de défense*) [15 juillet 1872] (I., n° 1314; A., t. 13, an., p. 83; J. O., p. 5086). — Pièces justificatives (*Dépositions*) (I., n° 1314 *bis;* A., t. 13, an., p. 91; J. O., p. 5086). = Observations de MM. le duc d'Audiffret-Pasquier, *Président de la Commission*, et Alfred Naquet, sur la mise à l'ordre du jour des conclusions de ce rapport [15 juillet] (p. 147). — Discussion [29 juillet] (p. 435). — Sont entendus : MM. Alfred Naquet (p. 435, 440, 466); René Brice (p. 440); le duc d'Audiffret-Pasquier (p. 446, 455, 460, 467); Gambetta (p. 453, 456, 461, 462); Challemel-Lacour (p. 454, 455); Raoul Duval (p. 464); de Pressensé (p. 467); Emmanuel Arago (p. 467). — Adoption, au scrutin public, des conclusions de la Commission, tendant au renvoi de ce rapport aux Ministres de la Justice, des Finances et de la Guerre, et à ce dernier Ministre, de la lettre de M. le colonel Deshorties, en date du 13 février 1871 (p. 467); liste des votants (p. 469); rectification (p. 473).

20 — Rapport, par M. Rouveure (*Habillement des mobilisés du Loir-et-Cher* [20 juillet 1872] (I., n° 1329; A., t. 13, an., p. 168; J. O., p. 5283).

21 — Rapport, par M. Daussel (*Approvisionnements de Paris avant le siége*) [29 juillet] (I., n° 1371; A., t. 13, an., p. 265; J. O., p. 6949).

22 — Rapport, par M. Monnet (*Habillement et équipement des mobiles et des mobilisés. — Extraits des rapports des Officiers*) [1er août 1872] (I., n° 1399 ; A., t. 13, an., p. 409; J. O., p. 7598).

23 — Rapport, par M. Mayaud (*Affaire Cornilleau*) [4 décembre] (I., n° 1470; A., t. 14, an., p. 122; J. O., p. 7754).

24 — Rapports par M. de Ségur : 1° (*Traités conclus à Lyon pour le compte de l'État, du département et de la commune*) [6 janvier 1873] (I., n° 1518; A., t. 15, an., p. 1; J. O., p. 489, 550). — 2° (*Dépenses des divers corps francs et de l'armée des Vosges*) [24 janvier 1873] (I., n° 1558; A., t. 15, an., p. 142; J. O., p. 596). = Débat sur la mise à l'ordre du jour de la discussion des conclusions de ces rapports (p. 262).— Sont entendus : MM. Challemel-Lacour (p. 260); de Ségur, *rapporteur* (p. 260); le duc d'Audiffret-Pasquier (p. 261); Ferrouillat (p. 261). = Discussion [30 janvier] (p. 416). — Ont pris part aux débats : MM. Challemel-Lacour (p. 416, 491); Blavoyer (p. 437); de Ségur *rapporteur* (p. 440); Ferrouillat (p. 444 à 470, 471); Lambert de Sainte-Croix (p. 471); le

n° 1964; A., t. 19, an., p. 279; J. O., p. 6992, 7005, 7104).

33 — Rapport, par M. Rouveure (*Équipement de la garde nationale de Paris pendant le siége*) [6 février 1874] (I., n° 2201; A., t. 29, an., p. 247; J. O., p. 2006, 2027, 2060).

34 — Rapport, par M. Daussel (*Approvisionnement de Paris en vue du siége*) [4 mars] (I., n° 2252; A., t. 30, an., p. 29; J. O., p. 2506).

34 — Rapport, par M. Busson-Duviviers sur le ravitaillement de Paris (*Mission Ferrand*) [28 juillet] (I., n° 2627; A., t. 34, an., p. 37; J. O., p. 5942).

35 — Question relative aux enquêtes judiciaires à faire, au sujet des marchés passés à l'étranger pour commandes d'armes, voy. QUESTIONS, n° 38.

## MARÉCHAUX DE FRANCE.

Amendement tendant à diminuer de 30,000 fr. le crédit applicable aux traitements de cinq maréchaux de France, voy. BUDGET GÉNÉRAL DE L'ÉTAT, § IV, *Exercice 1874*, n° 5.

## MARIAGE (DOMICILE DE).

Proposition relative à l'établissement de ce domicile pour les Alsaciens-Lorrains, voy. ALSACE-LORRAINE, § II, n° 6.

## MARINE MARCHANDE.

1 — Rapport et discussion sur le projet de loi de la Commission du Budget de 1871, concernant la Marine marchande (loi du 30 janvier 1872), voy. BUDGET GÉNÉRAL DE L'ÉTAT, § I, n° 4.

2 — Exposé des motifs et texte de la proposition de MM. du Temple, de la Borderie et autres, ayant pour objet le rétablissement des surtaxes d'entrepôt, l'abrogation de la loi du 19 mai 1866 sur la marine marchande, et une Enquête parlementaire sur la révision des lois et règlements de navigation [3 août 1871] (I., n° 459; A., t. 4, an., p. 196; J. O., p. 2736). — Rapport sommaire, par M. le marquis de Mortemart [10 août] (I., n° 486; A., t. 4, an., p. 257; J. O., p. 3185). — Prise en considération et renvoi à la Commission du Budget de 1874 [8 décembre] (A., t. 6, p. 26) (1).

3 — Proposition de MM. Bonnet, Léon Say et autres, tendant à nommer une Commission d'Enquête chargée de reprendre les travaux de la Commission de 1870 sur la situation de la marine marchande, voy. ENQUÊTES PARLEMENTAIRES, III^e^ section, § II, n° 1.

4 — Texte de la proposition de MM. Rouvier et Volowski, tendant à abroger les articles 1 et 2 de la loi du 30 janvier 1872 sur la surtaxe de pavillon, et à faire nommer par le Gouvernement une Commission chargée d'étudier les moyens de venir en aide à la marine marchande [25 juillet 1873] (I., n° 1964; A., t. 19, an., p. 232; J. O., p. 5956). — M. Rouvier demande la déclaration d'urgence et le renvoi de sa proposition à la Commission du Budget (p. 451). — Sont entendus sur cette demande : MM. le duc de Broglie, *Vice-Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères* (p. 451, 452); de Lavergne, *Président de la Commission du Budget;* Pouyer-Quertier (p. 451). — Adoption de l'urgence et renvoi à la Commission du Budget de 1873 (p. 452). — Rapport, au nom de cette Commission, par M. le duc Decazes [26 juillet] (I., n° 1970; A., t. 19, p. 480, et an., p. 237; J. O., p. 6003). — Discussion [28 juillet] (p. 498). — Amendement de MM. Babin-Chevaye et autres, demandant la suspension de la loi du 30 janvier 1872 jusqu'à l'expiration du traité avec l'Autriche (p. 510) : rejet de cet amendement au scrutin public (p. 512); liste des votants (p. 522). — Ont pris part aux débats : MM. de la Bouillerie, *Ministre de l'Agriculture et du Commerce* (p. 498, 512); Babin-Chevaye (p. 500, 514); le duc Decazes, *rapporteur* (p. 507); Pouyer-Quertier (p. 510); Ancel, Raoul Duval (p. 513); Lenoël (p. 514); de la Germonière (p. 513). — Adoption de l'ensemble du projet de loi [même séance] (p. 516). = Loi du 28 juillet 1873 (J. O., p. 5170; B. des L., n° 2287).

5 — Projet de loi ayant pour objet de

(1) Il n'a pas été fait de rapport sur cette proposition.

26 novembre 1873 (J. O., p. 7361; B. des L., n° 2488).

**MARSEILLE** (VILLE DE).

1 — Rapport de la Commission d'Enquête relative à l'insurrection du 18 mars 1871, sur le mouvement insurrectionnel de Marseille, voy. ENQUÊTES, II^e^ section, § I, n° 4.

2 — Rapports et documents relatifs aux événements accomplis à Marseille pendant la guerre de 1870, voy. *ibid.*, § II, n^os^ 15, 16, 29. — MARCHÉS PASSÉS PENDANT LA GUERRE.

3 — Proposition de M. Amat tendant à créer une Faculté de médecine et de pharmacie à Marseille, voy. FACULTÉS DE L'ÉTAT, n° 7.

4 — Projet de loi tendant à accepter l'offre de la Chambre de Commerce de Marseille, pour faire exécuter les travaux du port de cette ville, voy. PORTS MARITIMES.

5 — Interpellation relative à la fermeture de divers cercles dans cette ville, et à la suspension du Conseil municipal, voy. INTERPELLATIONS, n^os^ 63, 72. — QUESTIONS, n° 103.

**MASSON** (HÉRITIERS).

Projet de loi relatif à un échange d'immeubles entre eux et l'État, voy. ÉCHANGES D'IMMEUBLES, n° 2.

**MATÉRIEL DE L'ARMÉE.**

1 — Enquête sur l'état de ce matériel, prescrite par l'Assemblée nationale, voy. MARCHÉS PASSÉS PENDANT LA GUERRE, n° 7.

2 — Discours de M. le duc d'Audiffret-Pasquier, *Président de la Commission des Marchés*, sur les résultats de cette Enquête, prononcé devant les Commissions de l'Armée et des Marchés réunies, voy. ARMÉE, § VII, n° 2.

3 — Projets de loi et de résolution concernant les crédits applicables au recensement du matériel de la guerre et aux autres dépenses de l'Enquête, voy. COMPTABILITÉ INTÉRIEURE, n° 10. — CRÉDITS, § VII, *Guerre*, n° 8.

**MATIÈRES PREMIÈRES.**

1 — Dispositions proposées par le Gouvernement et la Commission du Budget de 1871, au sujet de la taxe des matières premières ; discussion générale ; proposition de M. Marcel Barthe, ayant pour objet de faire déclarer, par l'Assemblée, l'acceptation du système des droits sur les matières premières, comme complément destiné à établir l'équilibre du Budget, voy. BUDGET GÉNÉRAL DE L'ÉTAT, § I, *Exercice 1871*, n^os^ 3 et 4.

2 — Proposition de M. Feray, tendant à réserver le principe d'un impôt sur les matières premières et à décider la nomination d'une Commission pour examiner les tarifs proposés et les questions soulevées par cet impôt, voy. BUDGET GÉNÉRAL DE L'ÉTAT, § I, *Exercice 1871*, n° 4.

3 — Incident relatif à la démission de M. THIERS, *Président de la République*, par suite de l'adoption de la proposition de M. Feray, voy. PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE.

4 — Exposé des motifs et texte du projet de loi, relatif à la fixation des tarifs spécifiques sur les matières brutes, textiles et autres, présenté par M. Thiers, *Président de la République*, et MM. Pouyer-Quertier, *Ministre des Finances*, et Victor Lefranc, *Ministre de l'Agriculture et du Commerce* [12 janvier 1872] (I., n° 806; A., t. 6, an., p. 344; J. O. de 1872, p. 926). — L'urgence est déclarée, sur la demande de M. le Ministre du Commerce, et le projet de loi renvoyé à la Commission du Budget de 1871 [même séance] (A., t. 6, p. 544). — L'Assemblée, adoptant la proposition de M. Feray, ci-dessus mentionnée, décide la nomination d'une Commission spéciale chargée d'examiner les tarifs proposés (t. 7, p. 109). — Composition de cette Commission (F., n° 203; J. O., p. 520). — Rapport, par M. Alphonse Cordier [10 mai 1872] (I., n° 1125; A., t. 11, an., p. 341; J. O., p. 4390, 4468, 4490, 4517, 4550, 4578). — Discussion [17 juillet 1872] (t. 13, p. 189). = *Discussion générale* [17 au 20 juillet] (p. 189 à 260). — Observations sur

la situation financière et budgétaire (p. 189 à 206; 215 à 223); incident sur la situation politique (p. 207).— Ont pris part aux débats : MM. de la Bouillerie (t. 13, p. 189, 200, 223); Thiers, *Président de la République* (p. 192, 201, 205, 219, 223); le vicomte de Meaux (p. 202, 207); Guichard (p. 215); Deseilligny (p. 216); Wilson, Leurent, Savary (p. 223). — Question des tarifs sur les matières premières (p. 224 à 260) : MM. de Montgolfier (p. 224, 233); Cordier, *rapporteur* (p. 235); Leurent (p. 239, 243, 248); Thiers, *Président de la République* (p. 242, 245); Flotard (p. 244, 245); Feray (p. 257).— Clôture de la discussion générale [20 juillet] (p. 260). — L'Assemblée décide, au scrutin public, qu'elle passera à la discussion des articles (*ibid.*); liste des votants (p. 273). = *Discussion des articles* [20 au 26 juillet] (t. 13, p. 260 à 380). — Adoption, au scrutin public, de l'article relatif aux graines oléagineuses (p. 287); liste des votants (p. 300).— Incident relatif à l'organisation politique et financière du Sénégal (p. 304). — Adoption, au scrutin public : de l'article relatif aux soies (p. 316); liste des votants (p. 320); — de l'article relatif aux laines (p. 317); liste des votants (p. 322); — de l'article 1er du projet de loi (p. 320); liste des votants (p. 324); rectifications (p. 327, 328). — Adoption d'un paragraphe additionnel à l'article 7, proposé par MM. Pouyer-Quertier et Leurent, établissant qu'aucun droit ne pourra être perçu sur les matières premières utiles à l'industrie, avant l'application de droits compensateurs sur les produits étrangers fabriqués avec des matières similaires (p. 372). — Adoption, au scrutin public, du dernier paragraphe de l'article 7, relatif à la détermination, par arrêtés du Président de la République, des marchandises susceptibles d'être soumises à des recensements ou inventaires (p. 378); liste des votants (p. 401). — Adoption de l'ensemble de l'article 7 (p. 378).— Ont pris part aux débats: MM. Amat (t. 13, p. 291); Baucarne-Leroux (p. 290); Billot (le général) (p. 319); Bottieau (p. 292, 293); Cézanne (p. 315, 349); Clapier (p. 262, 263, 267, 269, 278, 284, 285, 334, 335); Combier (p. 263, 265, 266, 287, 292, 339, 346, 372); Cordier, *rapporteur* (p. 267, 288, 291, 293, 297, 299, 308, 309, 343, 331, 347, 379); Cottin (Paul) (p. 264, 265, 266, 346); Dahirel (p. 319); Dauphinot (p. 316, 317); Feray (p. 336, 349, 374); Flotard (p. 260, 261); de Gavardie (p. 288); de la Germonière (p. 371); Guichard (p. 318); de Guiraud (Léonce) (p. 316, 317); Johnston (p. 339, 378, 379); Joubert (p. 316, 319, 345, 348, 349, 368, 373); Lafon de Fongaufier (p. 285, 286, 304); Langlois (p. 291, 292, 319, 346, 372); Lefèvre (p. 347); Lefranc (Victor), *Ministre de l'Intérieur* (p. 266); Leurent (p. 261, 264, 271, 284, 286, 289, 297, 318, 335, 337, 344, 347, 369, 371, 372, 379); Malartre (p. 310, 315); de Meaux (le vicomte) (p. 370); de Montgolfier (p. 293, 309, 314, 315, 346, 347, 369, 370, 379); Morin (Paul) (p. 263, 287, 371); Paris (p. 281); Pothuau (l'amiral), *Ministre de la Marine et des Colonies* (p. 304); Pouyer-Quertier (p. 333, 348); Rive (Francisque) (p. 318); des Rotours (p. 293, 296, 298, 299); Rouveure (p. 261, 262, 337); Savary (p. 342, 343); Scheurer-Kestner (p. 296, 297); rectification (p. 303, 309, 344); Teisserenc de Bort, *Ministre de l'Agriculture et du Commerce* (p. 261, 286, 288, 291, 314, 318, 343, 348, 349, 370, 373, 374, 378, 379); Testelin (p. 289); Thiers, *Président de la République* (p. 269, 271); Tirard (p. 265, 330, 333, 337, 339, 371); Warnier (d'Alger) (p. 347). = Adoption de l'ensemble du projet de loi [26 juillet] (t. 13, p. 380); liste des votants (p. 403). = Loi du 26 juillet 1872 (J. O., p. 5585; B. des L., n° 1343).

5 — Amendement tendant à inscrire *pour mémoire*, au Budget, les droits d'entrée sur les matières brutes et premières, voy. BUDGET GÉNÉRAL DE L'ÉTAT, § III, *Exercice 1873*, n° 4.

6 — Exposé des motifs et texte de la proposition de MM. Tirard, Wolowski et autres, ayant pour objet d'étendre à toutes les matières premières, comprises dans l'article 1er de la loi du 26 juillet 1872, le § 2 de l'article 7 de la même loi, tendant à suspendre son application, tant que des droits équivalents n'auront pas été établis sur les produits étrangers fabriqués avec des matières similaires [28 janvier 1873] (I., n° 1576; A., t. 15, an., p. 201; J. O., p. 881). — Est entendu sur l'urgence : M. Tirard (p. 369). — L'urgence est déclarée (p. 370). — Commission (F., n° 417; J. O., p. 1039).— Rapport, par M. Tirard [10 mars 1873] (I.,

n° 1653; A., t. 16, an., p. 114; J. O., p. 1919). — Incident relatif à la mise à l'ordre du jour de cette proposition [15 mars] (p. 505). — Sont entendus : MM. Tirard (p. 505); Teisserenc de Bort, *Ministre de l'Agriculture et du Commerce*, de Rémusat, *Ministre des Affaires étrangères* (p. 505, 506); Leurent, Clapier (p. 506). — Nouvel incident relatif à la demande de retrait de l'ordre du jour de la même proposition [18 mars] (t. 16, p. 550). — Sont entendus : MM. Teisserenc de Bort, *Ministre de l'Agriculture et du Commerce* (p. 550); Tirard, Dahirel, Balsan, Leurent (*ibid.*). — L'ajournement est prononcé (p. 551) (1). = Incident à l'occasion de la lecture du procès-verbal de cette dernière séance [19 mars] (p. 553). — Sont entendus: MM. Dahirel (p. 553, 554); l'amiral Jaurès, Balsan (p. 554).

7 — Communication de M. de la Bouillerie, *Ministre de l'Agriculture et du Commerce*, au sujet de la décision du Gouvernement, conforme à l'avis du Conseil supérieur du Commerce, de l'Agriculture et de l'Industrie, de proposer l'abrogation de la loi du 26 juillet 1872, relative aux droits sur les matières premières [11 juillet 1873] (t. 19, p. 126).

8 — Exposé des motifs et texte du projet de loi ayant pour objet l'abrogation de la loi du 26 juillet 1872, portant établissement de droits de douane à l'importation des matières premières, présenté par M. de la Bouillerie, *Ministre de l'Agriculture et du Commerce* [11 juillet 1873] (I., n° 1871; A., t. 19, an., p. 83; J. O., p. 4819). — Explications de M. le Ministre de l'Agriculture et du Commerce en déposant ce projet de loi, notamment sur les traités de commerce avec l'Angleterre et la Belgique, et renvoi du projet de loi à la Commission du Budget (p. 127). — Rapport, au nom de la Commission du Budget, par M. Leurent [21 juillet] (I., n° 1916; A., t. 19, an., p. 177; J. O., p. 5798). — Discussion [25 juillet] (p. 442). — Adoption, sans débats, de l'article unique du projet de loi [25 juillet] (*ibid.*). — Discussion de l'article additionnel proposé par M. Maurice Rouvier ayant pour objet l'abrogation de la surtaxe de pavillon (p. 442 et suiv.). — Sont entendus : MM. Rouvier (p. 442, 448, 451); le comte Jaubert (p. 447, 448); de la Bouillerie, *Ministre de l'Agriculture et du Commerce* (p. 448, 450); Leurent, *rapporteur* (p. 448); Rouher (p. 449); Babin-Chevaye (p. 450). — Retrait, par M. Rouvier, de son article additionnel, qu'il reproduit sous forme de proposition (p. 451). = Loi du 25 juillet 1873 (J. O., p. 5166; B. des L., n° 2220).

(1) Cette proposition n'a pas été discutée.

9 — Proposition de M. Rouveure, tendant à remplacer le projet de l'impôt sur les matières premières par des impôts sur le sel et sur le revenu, voy. REVENUS (IMPÔT SUR LES).

10 — Amendement relatif au droit sur le transport en petite vitesse des matières premières expédiées à destination de l'étranger, voy. BUDGET GÉNÉRAL DE L'ÉTAT, § IV, *Exercice 1874*, n° 9. — TRAITÉS, § II.

## MAUGRAS (M.).

Projet de loi relatif à un échange entre lui et l'État, voy. ÉCHANGES D'IMMEUBLES, n° 20.

## MAYENNE (DÉPARTEMENT DE LA).

1 — Projet de loi ayant pour objet d'autoriser l'État à accepter l'offre d'avances faite par ce département pour les travaux d'écluses de la basse Mayenne, voy. NAVIGATION INTÉRIEURE.

2 — Projets de lois d'emprunts et d'impositions de ce département, voy. EMPRUNTS D'INTÉRÊT LOCAL, § *Mayenne*.

3 — Projets de lois tendant à changer la délimitation d'un canton et de plusieurs communes de la Mayenne, voy. LIMITES DE DÉPARTEMENTS, DE CANTONS ET DE COMMUNES, *ibid.*

## MÉCANICIENS DES COMPAGNIES DE CHEMINS DE FER.

Proposition de MM. Cazot, Édouard Millaud et autres, ayant pour objet de régler certains rapports entre les Compagnies de chemins de fer et leurs mécaniciens ou chauffeurs, voy. CHEMINS DE FER, § I, n° 12.

4 — Propositions de MM. Le Royer, Fourcand, Gatien-Arnoult, Lallié, Testelin, Amat et autres, ayant pour objet la création de Facultés de médecine et de pharmacie à Lyon, Bordeaux, Toulouse, Nantes, Lille et Marseille, voy. FACULTÉS DE L'ÉTAT, nos 2 à 7.

5 — Proposition de MM. Léon Say et Paul Bert, et projet de loi concernant la reconstruction de l'École pratique de la Faculté de médecine de Paris, voy. *ibid.*, nos 8 et 9.

6 — Demande d'interpellations relatives à la suspension des cours et examens de la Faculté de médecine de Paris, voy. INTERPELLATIONS, no 21.

## MESSAGES DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE.

§ I. MESSAGES DE M. THIERS.
§ II. MESSAGES DE M. LE MARÉCHAL DE MAC MAHON, DUC DE MAGENTA.

### § I. — *Messages de M. Thiers.*

1 — Message de M. THIERS, *Président de la République*, à l'occasion du vote de l'Assemblée nationale, qui lui décerne ce titre [1er septembre 1871] (I., no 587; A., t. 5, p. 279, et an., p. 157; J. O., p. 3489).

2 — Proposition de M. Dahirel, relative à la forme des relations à déterminer entre le Président de la République et l'Assemblée nationale, voy. PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE.

3 — Message de M. THIERS, *Président de la République*, à l'occasion de la proposition de prorogation de l'Assemblée nationale, lu par M. Jules Simon, *Ministre de l'Instruction publique et des Cultes* [13 septembre 1871] (I., no 652; A., t. 5, p. 590, et an., p. 240; J. O., p. 4210).

4 — Message de M. THIERS, *Président de la République*, lu par lui en séance publique, à l'occasion de la reprise des travaux de l'Assemblée nationale [7 décembre 1871] (I., no 674; A., t. 6, p. 7, et an., p. 77; J. O., p. 4829).

5 — Message de M. THIERS, *Président de la République française*, sur la situation du pays, lu par lui en séance publique, à l'occasion de la reprise des travaux de l'Assemblée [13 novembre 1872] (I., no 1418; A., t. 14, p. 11, et an., p. 5; J. O., p. 7072). — Incident à l'occasion du règlement de l'ordre du jour qui suit la lecture du Message (p. 19). — Sont entendus : MM. de Saisy (p. 19); de Kerdrel (p. 19 et 20); de La Rochefoucauld-Bisaccia (p. 19). — M. de Kerdrel dépose et développe une proposition tendant à faire nommer une Commission chargée de l'examen du Message (p. 20). — Sont entendus : MM. de Kerdrel, Thiers, *Président de la République* (*ibid.*).

6 — Texte de la nouvelle rédaction de la proposition de M. Audren de Kerdrel, tendant à nommer une Commission chargée de présenter un projet de réponse au message de M. Thiers, *Président de la République* [13 novembre 1872] (I., no 1419; A., t. 4, p. 20, et an., p. 10; J. O., p. 7008). — Observations sur la question d'urgence : Sont entendus : MM. de Kerdrel (A., t. 14, p. 20); Grévy, *Président de l'Assemblée* (p. 20, 21). — L'Assemblée déclare l'urgence [même séance] (A., t. 14, p. 21). — Fixation du jour de l'examen de cette proposition par les bureaux [15 novembre] (p. 54). — Sont entendus : MM. de Kerdrel, Grévy, *Président* (*ibid.*). — Commission (F., no 357; J. O., p. 7143). — Rapport, par M. Batbie, concluant à la nomination d'une Commission de quinze membres, chargée de présenter un projet de loi sur la responsabilité ministérielle [26 novembre] (I., no 1448; A., t. 14, p. 254, et an., p. 63; J. O., p. 7464). = Incident relatif à la fixation du jour de la discussion (p. 258). — Sont entendus : MM. Batbie, *rapporteur*, Martel, le duc d'Audiffret-Pasquier (*ibid.*). — Le jour est fixé au scrutin public (*ibid.*); liste des votants (p. 261). = Discussion [28 novembre] (p. 285). — Amendement présenté par M. Dufaure, *Ministre de la Justice*, ayant pour objet la nomination d'une Commission de trente membres, à l'effet de présenter un projet de loi sur les attributions des pouvoirs publics et les conditions de la responsabilité ministérielle (p. 287). — Renvoi de cet amendement à la Commission, sur la demande du rapporteur (p. 288). — M. Batbie déclare que la Commission ne l'accepte pas (*ibid.*). — Ont pris part aux

débats : MM. Dufaure, *Ministre de la Justice* (p. 285, 288, 289); Batbie, *rapporteur* (p. 288, 289); Thiers, *Président de la République* (p. 288, 290 à 304, 307); Ernoul (p. 289, 301 à 307); Lucien Brun (p. 309). — Adoption, au scrutin public, de l'amendement de M. Dufaure [29 novembre] (p. 311) ; liste des votants (p. 312); rectifications (p. 316). = Incidents, à l'occasion de la lecture du procès-verbal : sur une rectification faite au discours de M. Ernoul, dans le compte rendu du *Journal officiel* [30 novembre] (p. 315); sur le dépôt de bulletins de vote, au scrutin de la veille, pour des Députés absents (p. 316 à 318). — Sont entendus sur ces incidents : MM. Mestreau, Gavini (p. 315); Baragnon (p. 316, 317); Duvergier de Hauranne (p. 316, 317) ; Batbie (p. 317, 318); Casimir Perier (p. 318); Grévy, *Président de l'Assemblée* (p. 318) (1).

7 — Message de M. THIERS, *Président de la République*, au sujet de la demande d'interpellations déposée dans la séance du 19 mai 1873 (I., n° 1787; A., t. 18, p. 40; an., p. 71; J. O., p. 3393) (2).

8 — Message, par lequel M. THIERS, donne sa démission de *Président de la République* [24 mai 1873] (I., n° 1788; A., t. 18, p. 63, et an., p. 71; J. O., p. 3456) (3).

### § II. — *Messages de M. le Maréchal de Mac-Mahon, duc de Magenta.*

1 — Message de M. le Maréchal DE MAC-MAHON, duc DE MAGENTA, *Président de la République*, à l'occasion de sa nomination à ces fonctions, lu par M. le duc de Broglie, *Vice-Président du Conseil des Ministres* [26 mai 1873] (I., n° 1789; A., t. 18, p. 77, et an., p. 71; J. O., p. 3677).

2 — Message de M. le Maréchal DE MAC-MAHON, duc DE MAGENTA, *Président de la République*, à l'occasion de la prorogation de l'Assemblée, lu par M. le duc de Broglie, *Vice-Président du Conseil des Ministres* [29 juillet 1873] (I., n° 1981; A., t. 19, p. 533, et an., p. 259; J. O., p. 6084).

3 — Message de M. le Maréchal DE MAC-MAHON, duc DE MAGENTA, *Président de la République*, à l'occasion de la rentrée de l'Assemblée, lu par M. le duc de Broglie, *Vice-Président du Conseil des Ministres* [5 novembre 1873] (I., n° 1984; A., t. 27, p. 2, et an., p. 13; J. O., p. 6831).

4 — Message de M. le Maréchal DE MAC-MAHON, duc DE MAGENTA, *Président de la République*, à l'occasion de la discussion de la proposition relative à la prorogation de ses pouvoirs [17 novembre 1873] (I., n° 2018; A., t. 27, an., p. 177; J. O., p. 7237).— Incident relatif à cette communication, voy. POUVOIRS PUBLICS.

5 — Message de M. le Maréchal DE MAC-MAHON, duc DE MAGENTA, *Président de la République*, à l'occasion du vote de l'Assemblée sur la prorogation de ses pouvoirs pour sept années [24 novembre 1873] (I., n° 2023; A., t. 27, an., p. 183; J. O., p. 7267).

6 — Message de M. le Maréchal DE MAC-MAHON, duc DE MAGENTA, *Président de la République*, au sujet de l'examen des Lois Constitutionnelles, lu à l'Assemblée par M. le général de Cissey, *Vice-Président du Conseil, Ministre de la Guerre* [9 juillet 1874] (I., n° 2526; A., t. 33, p. 24, et an., p. 8; J. O., p. 4909). — Demande d'interpellations au sujet de ce message, voy. INTERPELLATIONS, n° 68.

7 — Message de M. le Maréchal DE MAC-MAHON, duc DE MAGENTA, *Président de la République française*, à l'occasion de la reprise des travaux de l'Assemblée Nationale, lu à l'Assemblée par M. le général de Cissey, *Vice-Président du Conseil, Ministre de la Guerre* [3 décembre 1874] (t. 35, p. 15, et an., p. 268).

8 — Message de M. le Maréchal DE MAC-MAHON, duc DE MAGENTA, *Président de la République*, à l'occasion de la fixation de l'époque de la discussion des Lois Constitutionnelles, lu à l'Assemblée par M. Grivart, *Ministre de l'Agriculture et du Commerce* [6 janvier 1875] (I., n° 2798; A., t. 35, an., p. 360; J. O., p. 211).

(1) Pour la composition de la 1re Commission des Trente et les rapports déposés par elle, voy. POUVOIRS PUBLICS.

(2) Pour la discussion y relative, voy. INTERPELLATIONS, n° 44.

(3) Pour la suite donnée à ce Message, voy. PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE.

**MESSAGERIES MARITIMES** (Compagnie des).

1 — Observations sur le droit de résiliation par l'État du traité conclu avec la Compagnie des Messageries maritimes, voy. Budget général de l'État, § V, *Exercice 1875*, n° 14.

2 — Projet de loi de crédit applicable au payement de l'indemnité due à cette Compagnie, voy. Crédits, § VI, *Finances*, n° 21.

3 — Proposition de M. Guichard et projet de loi concernant la Convention passée entre l'État et la Compagnie des Messageries maritimes, pour l'exécution des services postaux, voy. Postes, § III.

**MÉTAUX.**

Exposé des motifs et texte du projet de loi relatif à l'établissement d'un impôt sur la fabrication en France de certains métaux, présenté par M. de Goulard, *Ministre des Finances* [14 juillet 1872] (I., n° 1292; A., t. 13, an., p. 58; J. O., p. 4905). — Renvoi à la Commission du Budget de 1873 [même séance] (t. 13, p. 92) (1).

**MÈTRE** (Commission internationale du).

Projet de loi de crédit applicable aux travaux de cette Commission, voy. Crédits § X, *Agriculture et Commerce*, n° 16.

**METZ** (Cour de).

Projet de loi ayant pour objet de supprimer la Cour de Metz et de faciliter le replacement ou l'admission à la retraite des magistrats d'Alsace et de la Lorraine, voy. Alsace-Lorraine, § IV, n° 2.

**METZ** (Ville de), voy. Capitulations. — Enquêtes parlementaires, II^e^ section, § II, n^os^ 3, 23, 24.

(1) La Commission du Budget n'a pas fait de rapport sur ce projet de loi.

**MEUDON** (Chateau de).

1 — Projet de loi portant aliénation des terrains de ce château, voy. Domaine de l'État, § II, n° 2.

2 — Proposition tendant à en conserver les ruines, voy. Ruines.

**MEURTHE** (Département de la).

Projet de loi tendant à rattacher au département de la Meurthe les territoires du département de la Moselle qui sont restés français, voy. Alsace-Lorraine, § III, n° 1.

**MEURTRES.**

1 — Des généraux Lecomte et Clément Thomas, voy. Honneurs publics. — Insurrection du 18 mars, n° 5.

2 — De M. Henri de l'Espée, *Préfet de la Loire*. — Communication de la nouvelle de son assassinat, à l'Hôtel-de-Ville de Saint-Étienne, dans l'exercice de ses fonctions [27 mars 1871] (t. 2, p. 148). — Sont entendus : MM. de Sugny, Picard, *Ministre de l'Intérieur* (*ibid.*). — Projet de résolution tendant à honorer la mémoire de M. Henri de l'Espée, voy. Honneurs publics.

3 — De Mgr Darboy, *Archevêque de Paris*, et des autres ôtages de la Commune, voy. Honneurs publics. — Insurrection du 18 mars, n^os^ 49, 52.

Voy. Pensions nationales.

**MEUSE** (Département de la).

Projet de loi relatif à une nouvelle délimitation de ce département, voy. Limites, § *Marne* et *Meuse*.

**MEXIQUE.**

Projet de loi tendant à accorder une indemnité à M. Souberbielle, ancien entrepreneur général des transports au Mexique, voy. Crédits. § VII, *Guerre*, n° 7.

**MILITAIRES DISPARUS.**

Projet de loi ayant pour objet de remettre en vigueur la loi du 13 janvier 1817,

pour constater judiciairement le sort des militaires qui ont disparu depuis le 19 juillet 1870 jusqu'au traité de paix du 31 mai 1871, voy. ARMÉE, § XII, n° 2.

## MINEURS.

Exposé des motifs et texte de la proposition de MM. Tallon, de Bonald et Émile Lenoël, ayant pour objet de compléter les dispositions du Code pénal, relatives aux délits d'abandon, de détournement, de corruption et d'abus des mineurs de moins de 16 ans [14 janvier 1873] (I., n° 1538; A., t. 15, an., p. 124; J. O., p. 525). — Rapport sommaire, par M. Tallon [19 mars] (I., n° 1679; A., t. 16, an., p. 210; J. O., p. 2139). — Prise en considération, sans discussion [30 mai] (A., t. 18, p. 156). — Commission (F., n° 478; J. O. de 1873, p. 3817). — Rapport sur le fond, par M. Eugène Tallon [4 mars 1874] (I., n° 2259; A., t. 30, an., p. 48; J. O., p. 2512). = *Première délibération* [22 mai] (A., t. 31, p. 131). — L'Assemblée décide, sans débats, qu'elle passera à la deuxième délibération (*ibid.*). = *Deuxième délibération* [22 juin] (t. 32, p. 334). — Renvoi de l'article 1er à la Commission (p. 338). Nouvelle rédaction de cet article (p. 343). Adoption, au scrutin public (p. 354); liste des votants (p. 366).— Adoption, sans discussion, des autres articles (p. 355). — Sont entendus : MM. le comte de Melun (p. 334); Ducarre (p. 335, 350); Eugène Tallon, *rapporteur* (p. 336, 343); Chevandier (p. 337); Voisin (p. 237); Faye (p. 345, 346, 351 à 353); Paulin Gillon (p. 345, 346); Lenoël (p. 347 à 350); Schœlcher (p. 351, 353). — L'Assemblée décide qu'elle passera à la troisième délibération (p. 355). = *Troisième délibération* [7 décembre] (t. 35, p. 69). Sont entendus : MM. Chevandier (p. 69, 72); Eugène Tallon, *rapporteur* (p. 70); le comte de Melun (p. 73); Léopold Faye (p. 73, 76, 77, 78); Lenoël (p. 75, 79); Schœlcher (p. 77). — Adoption de l'ensemble du projet de la Commission [même séance] (p. 80). = Loi du 7 décembre 1874 (J. O., p. 8425; B. des L., n° 3632).

## MINISTÈRE.

1 — Proposition de MM. de Ravinel, Dufournel et autres, relative à l'installation des différents Ministères à Versailles, voy. ASSEMBLÉE NATIONALE, § II, n° 4.

2 — Disposition concernant les logements dans les Ministères, voy. BUDGET GÉNÉRAL DE L'ÉTAT, § I, *Exercice 1871*, n° 3.

3 — Propositions de M. le baron de Janzé, tendant à faire imprimer et distribuer à l'Assemblée des états présentant le personnel de tous les Ministères, et un rapport sur leur organisation, voy. SERVICES ADMINISTRATIFS.

4 — Projet de loi relatif à l'aliénation des terrains de l'ancien Ministère des Finances, voy. DOMAINE DE L'ÉTAT, § II, n° 1.

## MINISTRES.

§ I. COMPOSITION DES MINISTÈRES PENDANT LA DURÉE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE.
§ II. INCIDENTS RELATIFS AUX DIVERS MINISTÈRES.
§ III. DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

### § I. — *Composition des Ministères pendant la durée de l'Assemblée nationale.*

#### 1. — Ministère du 19 février 1871.

| | |
|---|---|
| *Présidence du Conseil*... | M. THIERS, *Chef du Pouvoir exécutif.* |
| *Justice*..... | M. DUFAURE. |
| *Affaires étrangères*..... | M. Jules FAVRE. |
| *Intérieur*..... | M. Ernest PICARD. |
| *Instruction publique et Cultes*..... | M. Jules SIMON. |
| *Travaux publics*..... | M. le baron de LARCY. |
| *Agriculture et Commerce*. | M. LAMBRECHT. |
| *Guerre*..... | M. le général LE FLÔ. |
| *Marine et Colonies*..... | M. le vice-amiral POTHUAU. |
| *Finances*..... | M. POUYER-QUERTIER (1). |

MODIFICATIONS DU MINISTÈRE.

1 — 5 juin 1871.

| | |
|---|---|
| *Intérieur*..... | M. LAMBRECHT (2). |

(1) Nommé le 25 février 1871, en remplacement de M. BUFFET, non acceptant.
(2) Décédé, dans ses fonctions, le 8 octobre 1871.

*Agriculture et Commerce.* M. Victor LEFRANC.
*Guerre*..... M. le général DE CISSEY.

2 — 2 août 1871.

*Affaires étrangères*..... M. le comte DE RÉMUSAT.

3 — 2 septembre 1871.

*Présidence du Conseil*.... M. THIERS, *Président de la République.*
*Vice-Présidence du Conseil*..... M. DUFAURE, *Ministre de la Justice.*

4 — 11 octobre 1871.

*Intérieur* ..... M. CASIMIR PÉRIER (1).

5 — 6 février 1872.

*Intérieur*..... M. Victor LEFRANC (2).
*Agriculture et Commerce.* M. DE GOULARD.

6 — 5 mars 1872.

*Finances* (intérim)..... M. de GOULARD.

7 — 23 avril 1872.

*Agriculture et Commerce.* M. TEISSERENC DE BORT.
*Finances*..... M. DE GOULARD.

8 — 27 juin 1872.

*Travaux publics* (intérim). M. TEISSERENC DE BORT.

9 — 1er décembre 1872.

*Intérieur* (intérim)..... M. DE RÉMUSAT.

10 — 7 décembre 1872.

*Intérieur*..... M. DE GOULARD.
*Travaux publics*..... M. DE FOURTOU.
*Finances*..... M. Léon SAY.

11 — 18 mai 1873 (3).

*Intérieur* ..... M. CASIMIR PÉRIER.
*Instruction publique et Beaux-Arts*..... M. WADDINGTON.
*Cultes*..... M. DE FOURTOU.
*Travaux publics*..... M. BÉRENGER.

SOUS-SECRÉTAIRES D'ÉTAT.

1 — 23 février 1871.

*Intérieur* ..... M. CALMON (1).

2 — 24 mars 1871.

*Guerre*..... M. le général LETELLIER-VALAZÉ.

3 — 9 avril 1873.

*Intérieur*..... M. Ernest PASCAL.

## II. — Ministère du 25 mai 1873.

*Présidence du Conseil*..... M. le maréchal DE MAC-MAHON, Duc de MAGENTA, *Président de la République.*
*Vice-Présidence du Conseil et Affaires étrangères*... M. le duc de BROGLIE.
*Justice*..... M. ERNOUL.
*Intérieur*..... M. BEULÉ.
*Instruction publique, Cultes et Beaux-Arts*..... M. BATBIE.
*Travaux publics*..... M. DESEILLIGNY.
*Agriculture et Commerce.* M. DE LA BOUILLERIE.
*Guerre* (intérim)..... M. le général de CISSEY.
*Marine et Colonies* ..... M. l'amiral DE DOMPIERRE-D'HORNOY.
*Finances*..... M. MAGNE.

SOUS-SECRÉTAIRE D'ÉTAT.

*Intérieur* ..... M. Ernest PASCAL.

MODIFICATION DU 29 MAI 1873.

*Guerre*..... M. le général DE BARAIL.

## III. — Ministère du 26 novembre 1873.

*Vice-Présidence du Conseil et Intérieur*..... M. le duc DE BROGLIE.
*Justice*..... M. DEPEYRE.
*Affaires étrangères*..... M. le duc DECAZES.

(1) Démissionnaire le 6 février 1872.
(2) Démissionnaire le 1er décembre 1872.
(3) Tous les Ministres avaient donné leur démission le même jour : les autres Ministères n'ont pas été modifiés.

(1) Est resté en fonctions jusqu'au 6 décembre 1872.

*Instruction publique, Cultes et Beaux-Arts*..... M. DE FOURTOU.
*Travaux publics*..... M. le baron DE LARCY.
*Agriculture et Commerce*.. M. DESEILLIGNY.
*Guerre*..... ..... M. le général DU BARAIL.
*Marine et Colonies*..... M. l'amiral DE DOMPIERRE-D'HORNOY.
*Finances*..... M. MAGNE.

SOUS-SECRÉTAIRES D'ÉTAT.

1 — 26 novembre 1873.

*Intérieur*..... M. BARAGNON.

2 — 27 novembre 1873.

*Justice*..... M. VENTE.
*Instruction publique*..... M. DESJARDINS.
*Finances*..... M. LEFÉBURE.

**IV. — Ministère du 22 mai 1874.**

*Vice-Présidence du Conseil et Guerre*..... M. le général DE CISSEY.
*Justice*..... M. TAILHAND.
*Affaires étrangères*..... M. le duc DECAZES.
*Intérieur*..... M. DE FOURTOU.
*Instruction publique, Cultes et Beaux-Arts*..... M. le vicomte DE CUMONT.
*Travaux publics*..... M. CAILLAUX.
*Agriculture et Commerce*. M. GRIVART.
*Marine et Colonies*..... M. l'amiral DE MONTAIGNAC.
*Finances*..... M. MAGNE.

MODIFICATIONS DU 20 JUILLET 1874.

*Intérieur*..... M. le général DE CHABAUD LA TOUR.
*Finances*..... M. MATHIEU-BODET.

SOUS-SECRÉTAIRES D'ÉTAT (1).

1 — 23 mai 1874.

*Justice*..... M. BARAGNON.

2 — 21 juillet 1874.

*Intérieur*..... M. CORNÉLIS DE WITT.

3 — 2 août 1874.

*Finances*..... M. Louis PASSY.

**V. — Ministère du 10 mars 1875.**

*Vice-Présidence du Conseil et Intérieur*..... M. BUFFET.
*Justice*..... M. DUFAURE.
*Affaires étrangères*..... M. le duc DECAZES.
*Instruction publique, Cultes et Beaux-Arts*.. ... M. WALLON.
*Travaux publics*..... M. CAILLAUX.
*Agriculture et Commerce*.. M. le vicomte DE MEAUX.
*Guerre*..... M. le général DE CISSEY.
*Marine et Colonies*..... M. l'amiral DE MONTAIGNAC.
*Finances*..... M. Léon SAY.

SOUS-SECRÉTAIRES D'ÉTAT.

15 mars 1875.

*Justice*..... M. BARDOUX (1).
*Intérieur*..... M. DESJARDINS.
*Finances*..... M. Louis PASSY.

### § II. — *Incidents relatifs aux divers Ministères.*

1 — Communication de M. THIERS, *Chef du Pouvoir exécutif*, au sujet de la désignation et des attributions des membres du nouveau Ministère, et du programme du Gouvernement [19 février 1871] (I., n° 6; A., t. 1, p. 73, et an., p. 5; J. O., p. 286).

2 — Demande d'interpellations relatives à la démission de M. Pouyer-Quertier, *Ministre des Finances*, voy. INTERPELLATIONS, n° 20.

3 — Délibérations du Conseil des Ministres, au sujet de la demande d'interpellations sur les modifications ministérielles du 18 mai 1873 [23 mai 1873] (I., n° 1786; A., t. 18, p. 31, et an., p. 71; J. O., p. 3393).

(1) M. DESJARDINS est resté en fonctions comme *Sous-Secrétaire d'État de l'Instruction publique*.

(1) Démissionnaire le 10 novembre 1875.

4 — Discussion des interpellations ci-dessus mentionnées et démission de M. THIERS, *Président de la République*, et des Ministres, voy. INTERPELLATIONS, n° 44. — PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE.

5 — Message de M. le maréchal DE MAC-MAHON, duc DE MAGENTA, *Président de la République*, annonçant la formation d'un nouveau ministère, voy. MESSAGES, § II, n° 1.

6 — Interpellations relatives à la démission du Ministère présidé par M. le duc de Broglie, à la suite du vote de l'Assemblée, ayant pour objet l'ajournement de la loi sur la nomination des Maires, voy. INTERPELLATIONS, n° 55.

7 — Incidents relatifs à la retraite du même Ministère, par suite du vote du 16 mai 1874, concernant la priorité donnée à la loi municipale sur la loi électorale politique, voy. CONSEILS MUNICIPAUX, n°s 11 et 12.

8 — Déclaration de M. Buffet, *Vice-Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur* [12 mars 1875] (I., n° 2930; A., t. 37, p. 290, et an., p. 109; J. O., p. 1962).

§ III. — *Dispositions générales.*

1 — Dispositions de la loi de finances relatives au traitement des Ministres, et à la suppression de leur logement aux frais de l'État, voy. BUDGET GÉNÉRAL DE L'ÉTAT, § I, *Exercice 1874*, n° 3.

2 — Texte de la proposition de M. Arfeuillères, tendant à empêcher l'abus des nominations faites à la dernière heure par les Ministres sortant de fonctions [7 juin 1873] (I., n° 1797; A., t. 18, an., p. 77; J. O., p. 3751). — Rapport sommaire, par M. le vicomte de Bonald [25 janvier 1875] (I., n° 2868; A., t. 36, an., p. 89; J. O., p. 1003). — Discussion sur la prise en considération [16 février] (A., t. 36, p. 544). — Est entendu : M. Arfeuillères (p. 544, 545). — Retrait de cette proposition (p. 545).

3 — Texte de la proposition de M. Hervé de Saisy, tendant au même but que la proposition précédente [7 janvier 1875] (I., n° 2799; A., t. 35, p. 449, et an., p. 360; J. O., p. 273). — Demande de déclaration d'urgence, par M. de Saisy (p. 449). — Sont entendus : MM. de Saisy (p. 449, 450); Albert Desjardins, *Sous-Secrétaire d'État de l'Instruction publique* (p. 450); rectification (p. 457). — L'urgence n'est pas déclarée (p. 450). — Rapport sommaire et verbal par M. Sacase [5 février 1875] (A., t. 36, p. 465). — Sont entendus sur les conclusions du rapport : MM. Malens, Sacase, *rapporteur*, Ganivet, Hervé de Saisy (p. 456). — M. de Saisy déclare retirer sa proposition (*ibid.*).

## MOBILIER DE LA COURONNE.

Exposé des motifs et texte de la proposition de M. Hervé de Saisy, ayant pour objet l'aliénation par l'Etat des joyaux et du mobilier de la Couronne, pour servir à la reconstruction des villes détruites par les armées allemandes [7 août 1871] (I., n° 472; A., t. 4, p. 502, et an., p. 207; J. O., p. 3404). — Rapport sommaire, par M. le comte de Maillé [19 août] (I., n° 523; A., t. 5, an., p. 25; J. O., p. 3651). — Discussion sur la prise en considération [12 décembre] (A., t. 6, p. 82). — Sont entendus : MM. le comte de Maillé, *rapporteur ;* Dahirel (p. 83). — Rejet de la prise en considération de la première partie de la proposition, relative au mobilier de la Couronne (*ibid.*) : adoption, au scrutin public, de la prise en considération de la seconde partie, relative aux joyaux (p. 87); liste des votants (p. 91) (1).

## MOBILISATION DE L'ARMÉE.

Dispositions relatives à la mobilisation, voy. ARMÉE, § III, n°s 3 et 5. — CODE DE JUSTICE MILITAIRE.

## MODANE (GARE DE).

Interpellation relative à la suppression du service des marchandises à cette gare, à l'importation et à l'exportation, voy. INTERPELLATIONS, n° 34.

## MONITEUR DES COMMUNES.

1 — Questions relatives à la création de

(1) Il n'a pas été donné suite à cette proposition.

ce journal et à la reproduction par lui du *Compte rendu analytique* des séances de l'Assemblée, voy. QUESTIONS, nos 20, 24.

2 — Proposition de M. Mortimer-Ternaux concernant la publicité à donner au *Moniteur des Communes*, voy. ASSEMBLÉE NATIONALE, § III, n° 1.

3 — Projet de loi relatif à un nouveau traité conclu par le Ministre de l'Intérieur, pour la publication de ce journal, voy. JOURNAL OFFICIEL, n° 8.

4 — Projets de lois de crédits applicables aux frais de publication du *Moniteur* et du *Bulletin officiel des Communes*, voy. CRÉDITS, § V, *Intérieur*, n° 2.

**MONITEUR UNIVERSEL.**

1 — Projet de loi tendant à ouvrir au Ministre de l'Intérieur un crédit pour les frais d'impression des comptes rendus de l'Assemblée nationale par le *Moniteur universel* à Bordeaux, etc., voy. CRÉDITS, § V, *Intérieur*, n° 2.

2 — Projet de loi relatif à un nouveau traité conclu par le Ministre de l'Intérieur avec le directeur du *Moniteur universel*, pour la publication du *Journal officiel* et du *Moniteur des Communes*, voy. JOURNAL OFFICIEL, n° 8.

**MONNAIES.**

1 — Texte de la proposition de MM. Testelin et Descat, tendant à autoriser la fabrication et l'émission d'une somme de 40 millions de monnaie de cuivre [15 janvier 1872] (I., n° 813; A., t. 7, p. 6, et an., p. 39; J. O. de 1872, p. 605). — Observations de MM. Testelin, Pouyer-Quertier, *Ministre des Finances* (p. 6). — L'urgence, demandée par M. Testelin, n'est pas déclarée (*ibid.*). — Rapport sommaire, par M. Bottieau [22 février] (I., n° 920; A., t. 7, an., p. 211; J. O., p. 1529). — Discussion sur la prise en considération [8 mars 1872] (t. 8, p. 243). — Sont entendus : MM. Dahirel, Bottieau, *rapporteur*. — Prise en considération de la proposition (*ibid.*). — Commission (F., n° 245; J. O., p. 1784). — Rapport, sur le fond, par M. Bottieau [25 juin] (I., n° 1246; A., t. 12, an., p 87; J. O., p. 4810). — Discussion [2 août 1872] (t. 13, p. 568). — Sur la demande de M. Bottieau, *rapporteur*, l'Assemblée déclare l'urgence, et adopte l'ensemble du projet de loi [même séance] (p. 569). = Loi du 2 août 1872 (J. O., p. 5473; B. des L., n° 1358).

2 — Projet de loi de crédit applicable aux frais de fabrication de monnaies de bronze, voy. CRÉDITS, § VI, *Finances*, n° 8.

3 — Proposition de M. Clapier, ayant pour objet de faire réduire à 60 millions la fabrication des écus de cinq francs, voy. ARGENT.

4 — Observations sur le projet de révision de la Convention monétaire de 1865, voy. BUDGET GÉNÉRAL DE L'ÉTAT, § IV, *Exercice 1874*, n° 5.

5 — Projet de loi tendant à approuver une convention additionnelle à la Convention monétaire du 23 décembre 1865, voy. TRAITÉS, § III.

6 — Projet de loi portant prohibition d'entrée en Algérie des monnaies de cuivre et de billon, voy. ALGÉRIE, § II, n° 6.

**MONNET** (M.).

Projet de loi relatif à un échange entre lui et l'État, voy. ÉCHANGES, n° 21.

**MONTAGNES** (BATAILLONS DES).

Proposition de M. Cézanne relative à la formation de bataillons spéciaux dans les régions des montagnes qui bordent les frontières, voy. ARMÉE, § III, n° 8.

**MONT-CENIS** (TUNNEL DU).

Projet de loi relatif à la délimitation de la France et de l'Italie, à l'intérieur du tunnel des Alpes, voy. TRAITÉS, § III.

**MONTMARTRE** (ÉGLISE DE).

Projet de loi tendant à déclarer d'utilité publique la construction d'une église sur la colline de Montmartre, dans le 18e arrondissement de Paris, voy. ÉGLISE DE MONTMARTRE.

**MONTMÉDY** (Arrondissement de).

Projet de loi relatif aux frais de reconstitution des registres de l'état civil de cet arrondissement, voy. État civil, § II.

**MONTRIEUX** (Chartreux de).

Projet de loi relatif à un échange d'immeubles entre ces religieux et l'État, voy. Échanges, n° 8.

**MONTS-DE-PIÉTÉ.**

1 — Texte de la proposition de MM. Dubois, Grandpierre et autres, concernant la nomination des Conseils d'administration des Monts-de-piété ou maisons de prêts sur nantissement [17 mai 1871] (I., n° 237 ; A., t. 3, p. 60; J. O., p. 1200). — Rapport sommaire, par M. le comte de Melun [23 juin] (I., n° 345; A., t. 5, p. 574; J. O., p. 1744). — Prise en considération [30 juin] (A., t. 3, p. 700). — Rapport verbal, par M. le comte de Melun et renvoi de cette proposition à la Commission chargée de l'examen de la proposition de M. Raoul Duval, ci-après mentionnée [6 juin 1873] (t. 18, p. 184).

2 — Exposé des motifs et texte de la proposition de MM. Raoul Duval, Duchâtel et autres, concernant les établissements de prêts sur nantissement ou Monts-de-Piété [31 mai 1872] (I., n° 1191; A., t. 11, an., p. 247; J. O., p. 4023, 4050). — Rapport sommaire, par M. Grivart [13 janvier 1873] (I., n° 1536; A., t. 15, an., p. 121; J. O., p. 1010). — Prise en considération [21 mars 1873] (A., t. 17, p. 16). — Commission (F., n° 454 ; J. O. de 1873, p. 2231) (1).

**MONUMENT DE LOUIS XVI.**

Projet de loi relatif à la reconstruction de la colonne Vendôme, et à la réparation du monument de Louis XVI, voy. Colonne Vendôme.

**MONUMENTS HISTORIQUES** (Conservation des).

Projet de loi de crédit applicable à cette dépense, voy. Crédits, § IX, *Instruction publique*, n° 19.

(1) Cette Commission n'a pas déposé de rapport.

**MORGAN** (Emprunt), voy. Emprunt Morgan.

**MORT** (Peine de).

1 — Texte de la proposition de MM. Schœlcher, de Mahy, Brelay, Louis Blanc et autres, tendant à abolir la peine de mort [3 janvier 1872] (I., n° 767; A., t. 6, an., p. 286; J. O. de 1872, p. 385). — Rapport sommaire, par M. Ferdinand Boyer [19 février] (I., n° 907; A., t. 7, an., p. 191; J. O., p. 1375). — Ajournement, sur la demande de M. Schœlcher, de la discussion sur la prise en considération de cette proposition [21 mars 1873] (t. 17, p. 19). — Retrait de la proposition [30 mai] (A., t. 18, p. 150).

2 — Texte de la nouvelle proposition de MM. Schœlcher, Louis Blanc et autres, relative à l'abolition de la peine de mort en toute matière [13 décembre 1873] (I., n° 2101; A., t. 28, an., p. 237; J. O., p. 8046) (1).

**MOSELLE** (Département de la).

1 — Projet de loi tendant à rattacher au département de la Meurthe, les territoires du département de la Moselle, qui sont restés français, voy. Alsace-Lorraine, § III, n° 1.

2 — Proposition de MM. Billy, Grandpierre et autres, tendant à conserver le nom de département de la Moselle aux territoires de l'arrondissement de Briey et de l'arrondissement de Metz restés français, voy. *ibid.*, n° 2.

**MOSELLE** (Rivière de la).

Projet de loi relatif à la canalisation de la Moselle entre Toul et Pont-Saint-Vincent, voy. Navigation intérieure.

**MUNICIPALITÉS**, voy. Conseils mu-

(1) Cette proposition a été retirée, le 16 janvier 1875, par lettre de M. Schœlcher au Président de l'Assemblée.

# N

**NANCY** (VILLE DE).

1 — Propositions de MM. Varroy, Berlet et autres, et de MM. Desjardins, Bompard et autres, tendant à transférer à Nancy les Facultés de Strasbourg, voy. ALSACE-LORRAINE, § V, nos 1 et 2.

2 — Projet de loi tendant à établir à titre définitif la Chambre temporaire de la Cour de Nancy, voy. COURS ET TRIBUNAUX, n° 7.

3 — Question relative à un article publié par l'*Impartial de l'Est*, au sujet des monuments de cette ville, voy. QUESTIONS, n° 39.

4 — Projets de lois relatifs à des emprunts de la ville de Nancy, voy. EMPRUNTS, § *Nancy*.

**NANTES** (VILLE DE).

1 — Proposition de MM. Lallié, Doré-Graslin et autres, ayant pour objet la création dans cette ville d'une Faculté de médecine, voy. FACULTÉS DE L'ÉTAT, n° 5.

2 — Interpellation relative aux désordres du 26 septembre 1872, à Nantes, voy. INTERPELLATIONS, n° 33.

3 — Question relative à des troubles dans cette ville, voy. QUESTIONS, n° 73.

4 — Projets de lois relatifs à des emprunts à contracter par la ville de Nantes, voy. EMPRUNTS, § *Nantes*.

**NATURALISATION**, voy. ÉTRANGERS EN FRANCE.

**NAVIGATION INTÉRIEURE.**

1 — Rapport au nom de la Commission chargée d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des rivières, canaux, etc., voy. ENQUÊTES PARLEMENTAIRES, IIIe section, § I, n° 4.

2 — Rapports, au nom de la Commission d'Enquête sur les transports, au sujet des voies navigables de la France, voy. *ibid*, § III, nos 3 et 4, 2°.

3 — Observations sur les mesures à prendre pour le rétablissement des communications par canaux entre la Moselle et la Saône, voy. QUESTIONS, n° 18.

4 — Exposé des motifs et texte de la proposition de M. Hervé de Saisy, tendant à affranchir la navigation intérieure sur les canaux de Nantes à Brest et du Blavet [6 juin 1872] (I., n° 1199; A., t. 11, an., p. 271; J. O., p. 4119). — Rapport sommaire, par M. Vandier [15 juillet] (I., n° 1311; A., t. 13, an., p. 80; J. O., p. 5183).— Retrait de cette proposition [26 juillet 1873] (t. 19, p. 479).

5 — Exposé des motifs et texte du projet de loi relatif à la canalisation de la Moselle entre Toul et Pont-Saint-Vincent, présenté par M. Teisserenc de Bort, *Ministre de l'Agriculture et du Commerce, et des Travaux publics* par intérim [24 juillet 1872] (I., n° 1342; A., t. 13, p. 328, et an., p. 206; J. O., p. 5542). — L'Assemblée déclare l'urgence et ordonne le renvoi à la Commission d'Enquête sur les transports [même séance] (A., t. 13, p. 328). — Rapport, au nom de cette Commission, par M. Krantz [30 juillet] (I., n° 1376; A., t. 13, an., p. 290; J. O., p. 5731).— Adoption sans discussion [1er août] (A., t. 13, p. 528, 529). = Loi du 1er août 1872 (J. O., p. 5457; B. des L., n° 1355).

6 — Exposé des motifs et texte de la proposition de MM. Hervé de Saisy et de Lorgeril, relative : 1° à l'interdiction de percevoir sur la navigation intérieure d'autres taxes que celles qui sont édictées par les lois, décrets et ordonnances en vigueur; 2° au transport en franchise sur les canaux de l'Etat et

les rivières assimilées, des engrais, amendements calcaires et autres matières fertilisantes destinées à l'Agriculture [27 juillet 1872] (I., nº 1367; A., t. 13, an., p. 255; J. O., p. 5702).— Rapport sommaire, par M. Dietz-Monin, et renvoi à la Commission d'Enquête sur les transports [23 novembre] (A., t. 14, p. 207) (1).

7 — Exposé des motifs et texte du projet de loi relatif au rétablissement, sur le territoire français, des voies navigables interceptées par la nouvelle frontière, présenté par M. le baron de Larcy, *Ministre des Travaux publics* [13 février 1874] (I., nº 2224; A., t. 29, an., p. 311; J. O., p. 1829).— Renvoi à la Commission d'Enquête sur les transports (t. 29, p. 621).— Rapport, par M. Krantz au nom de cette Commission [9 mars] (I., nº 2271; A., t. 30, an., p. 116; J. O., p. 2579, 2673, 2693).— Sur la demande du rapporteur, l'Assemblée déclare l'urgence [même séance] (t. 30, p. 270). — Discussion [24 Mars] (p. 589). — Sont entendus : MM. Caillaux (p. 589, 594); Krantz, *rapporteur* (p. 591); Raudot (p. 594). — Adoption de l'ensemble du projet de loi [même séance] (p. 595). = Loi du 24 mars 1874 (J. O., p. 2409; B. des L., nº 2831).

8 — Exposé des motifs et texte du projet de loi tendant à autoriser le Ministre des Travaux publics à accepter, au nom de l'Etat, l'offre faite par le département de la Mayenne d'avancer à l'Etat, la somme de 1.300.000 francs, pour l'achèvement des écluses en construction sur la Basse-Mayenne, présenté par M. Caillaux, *Ministre des Travaux publics* [18 mai 1875] (I., nº 3012; A., t. 38, an., p. 99; J. O., p. 3985). — Rapport, au nom de la Commission du Budget, par M. Dauphinot [26 mai] (I., nº 3044; A., t. 38, an., p. 141; J. O., p. 4068). — *Première délibération* [31 mai] (A., t. 38, p. 267). — Déclaration d'urgence, sur la demande du rapporteur, et adoption, au scrutin public et à l'unanimité, de l'ensemble du projet de loi (p. 268). = Loi du 31 mai 1875 (J. O., p. 4033; B. des L., nº 4172).

9 — Exposé des motifs et texte du projet de loi tendant à autoriser le Ministre des Travaux publics à accepter, au nom de l'Etat, les offres faites par les départements du Nord et du Pas-de-Calais, d'avancer à l'Etat la somme de 5.900.000 francs, pour assurer l'exécution des travaux d'amélioration des rivières d'Aa, de la Scarpe supérieure et des canaux de Neuffossé, de Bourbourg et de Calais, présenté par M. Caillaux, *Ministre des Travaux publics* [15 juin 1875] (I., nº 3094; A., t. 38, an., p. 242; J. O., p. 4831). — Rapport, au nom de la Commission du Budget, par M. Dauphinot [6 juillet] (I., nº 3151; A., t. 39, an., p. 210; J. O., p. 6478). — *Première délibération* [14 juillet] (A., t. 40, p. 36). — Sur la demande de M. Dauphinot, *rapporteur*, l'Assemblée déclare l'urgence (*ibid.*). — Adoption, sans discussion, de l'ensemble du projet de loi [même séance] (p. 37). = Loi du 14 juillet 1875 (J. O., p. 5585; B. des L., nº 4296).

(1) Il n'a pas été fait de rapport sur cette proposition.

**NAVIRES**, voy. HYPOTHÈQUES. — MARINE MARCHANDE. — MATIÈRES PREMIÈRES.

**NEUFFOSSÉ** (CANAL DE).

Projet de loi ayant pour objet l'amélioration de ce canal, voy. NAVIGATION INTÉRIEURE, nº 9.

**NEW-YORK** (AFFAIRES DE).

Rapport, au nom de la Commission des marchés, sur ces affaires, voy. MARCHÉS PASSÉS PENDANT LA GUERRE, nº 5.

**NICE** (VILLE DE).

1 — Question relative à des troubles dans cette ville, voy. QUESTIONS, nº 37.

2 — Projets de lois relatifs à un emprunt et à des surtaxes à l'octroi de cette ville, voy. EMPRUNTS D'INTÉRÊT LOCAL et OCTROIS, § *Nice*.

**NIÈVRE** (DÉPARTEMENT DE LA).

1 — Rapports et débats relatifs à l'élection de M. le baron de Bourgoing, par ce département, voy. ÉLECTIONS LÉGISLATIVES, Ire section, § I, nº 15. — ENQUÊTES PARLEMENTAIRES, Ire section, § II.

2 — Interpellations relatives aux élections municipales de la Nièvre, voy. INTERPELLATIONS, n° 9.

**NIMES** (VILLE DE).

Incident relatif à une proclamation de la municipalité de cette ville, en 1870, voy. INTERPELLATIONS, n° 58.

**NOMINATIONS.**

1 — Interpellations relatives à des nominations irrégulières dans le personnel des Finances, voy. INTERPELLATIONS, n° 45.

2 — Propositions de M. Arfeuillères et de M. de Saisy tendant à empêcher l'abus des nominations faites à la dernière heure par les Ministres sortant de fonctions, voy. MINISTRES, § II, n°s 3 et 4.

**NORD** (DÉPARTEMENT DU).

1 — Projet de loi tendant à changer la délimitation de ce département et de celui de l'Aisne, voy. LIMITES, § *Nord* et *Aisne*.

2 — Proposition relative à la levée de l'état de siége dans le Nord, voy. ÉTAT DE SIÉGE, n°s 7 et 18.

3 — Projet de loi ayant pour objet l'acceptation des offres de ce département d'avancer à l'État la somme nécessaire pour l'exécution de travaux d'amélioration de rivières et de canaux, voy. NAVIGATION INTÉRIEURE, n° 9.

**NOTAIRES.**

1 — Projet de loi concernant les officiers ministériels, et en particulier les notaires appelés sous les drapeaux et autorisés à se faire suppléer pendant la guerre, voy. OFFICIERS MINISTÉRIELS.

2 — Article additionnel au Budget ayant pour objet d'exempter les notaires, dans les adjudications publiques, de l'obligation de donner lecture aux parties des dispositions pénales contre les dissimulations de prix, voy. BUDGET GÉNÉRAL DE L'ÉTAT, § VI, *Exercice 1876*, n° 5.

**NOTINGS**, voy. EFFETS DE COMMERCE.

**NOURRISSONS.**

Exposé des motifs et texte de la proposition de M. Théophile Roussel, relative à la protection des enfants du premier âge, et en particulier des nourrissons [24 mars 1873] (I., n° 1707; A., t. 17, an., p. 31; J. O., p. 3285). — Rapport sommaire, par M. le comte de Melun [5 juillet] (I., n° 1856; A., t. 19, an., p. 53; J. O., p. 5207).— Prise en considération [8 novembre 1873] (A., t. 27, p. 41).— Commission (F., n° 524; J. O. p. 6982).— Rapport, sur le fond, par M. Roussel [9 juin 1874] (I., n° 2446; A., t. 32, an., p. 48; J. O., p. 5249, 5268). = *Première délibération* [9 décembre 1874] (t. 35, p. 133). — Sont entendus : MM. Théophile Roussel, *rapporteur* (p. 132); Mettetal (p. 133). — L'Assemblée décide qu'elle passera à la deuxième délibération (p. 133). = *Deuxième délibération* [15 décembre] (p. 202). — Sont entendus : MM. le général de Chabaud La Tour, *Ministre de l'Intérieur* (p. 203, 204) ; Théophile Roussel, *rapporteur* (p. 203). — L'Assemblée décide qu'elle passera à la troisième délibération (p. 205). = *Troisième délibération* [23 décembre] (p. 335). — Est entendu : M. Théophile Roussel, *rapporteur* (p. 335). — Adoption de l'ensemble du projet de la Commission, modifié [même séance) [p. 338). = Loi du 23 décembre 1874 (J. O. de 1875, p. 146; B. des L., n° 3707).

**NOUVELLE-CALÉDONIE.**

1 — Projet de loi tendant à régler la condition des déportés à la Nouvelle-Calédonie, voy. DÉPORTATION.

2 — Observations relatives à la situation des déportés dans cette colonie, voy. BUDGET GÉNÉRAL DE L'ÉTAT, § IV, *Exercice 1874*, n° 5.

3 — Interpellations sur la conduite de l'Administration à l'égard des déportés, voy. AMNISTIE. — INTERPELLATIONS, n° 80.

# O

## OBSERVATOIRES.

1 — Projet de loi de crédit applicable aux dépenses de l'Observatoire de Paris, voy. Crédits, § IX, *Instruction publique*, n° 15.

2 — Amendement tendant à créer un observatoire d'astronomie physique à Paris, voy. Budget général de l'État, § VI, *Exercice 1876*, n° 5.

## OCCUPATION ALLEMANDE.

1 — Question relative à la situation des départements occupés depuis la signature des préliminaires de paix, voy. Questions, n° 6.

2 — Projets de lois de crédits applicables aux dépenses de cette occupation, voy. Crédits, § VII, *Guerre*, n° 1.

3 — Communications du Gouvernement relatives à sa cessation, voy. Libération du territoire.

Voy. Armées allemandes.

## OCTROIS.

1 — Exposé des motifs et texte de la proposition de MM. Dussaussoy, Patissier et autres, tendant à remettre en vigueur, pendant dix ans, le décret du 11 novembre 1813, en ce qui concerne le décime additionnel aux tarifs d'octroi [12 juillet 1872] (I., n° 1294; A., t. 13, an., p. 59; J. O., p. 5146).— Demande d'urgence, par M. Dussaussoy (A., t. 13, p. 95).— Rejet de cette demande (p. 95). — Rapport, au nom de la Commission du Budget, par M. Benoist d'Azy [30 juillet] (I., n° 1380; A., t. 13, an., p. 294; J. O., p. 5732).— *Première délibération* [5 juillet 1873] (t. 19, p. 75). — L'Assemblée décide, sans discussion, qu'elle ne passera pas à la deuxième délibération (p. 75).

2 — Amendement tendant à remplacer l'augmentation des droits sur le sel par un prélèvement de 10 p. 0/0, au profit du Trésor, sur le produit net des octrois des communes qui ont plus de 20,000 fr. de revenu, ou 4.000 âmes et au dessus de population, voy. Budget général de l'État, § IV, *Exercice 1874*, n° 9.

3 — Projets de lois relatifs à l'établissement ou à la prorogation de surtaxes aux octrois des villes, ci-après dénommées (1) :

Abbeville [Somme]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi tendant à établir des surtaxes à l'octroi de cette ville [25 juillet 1872] (I., n° 1350; A., t. 13, an., p. 232; J. O., p. 5346). — Rapport, par M. de Bryas [31 juillet] (I., n° 1386; A., t. 13, an., p. 314; J. O., p. 5748). — Adoption [2 août] (A., t. 13, p. 552). = Loi du 2 août 1872 (J. O., p. 5489 ; B. des L., n° 1362).

Aix-les-Bains [Savoie]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi tendant à l'établissement de surtaxes sur les vins en cercles et en bouteilles, les cidres, poirés et hydromels, les alcools et les absinthes à l'octroi de cette commune [7 novembre 1873] (I., n° 2000; A., t. 27, an., p. 22; J. O., p. 7133).— Rapport, par M. Parent [26 novembre] (I., n° 2041; A., t. 28, p. 22; J. O., p. 7321). — Adoption, sans discussion [3 décembre] (A., t. 28, p. 79). = Loi du 3 décembre 1873 (J. O., p. 7681; B. des L., n° 2572).

Albertville [Savoie]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi portant prorogation et établissement de surtaxes sur les vins, les alcools et l'absinthe à l'octroi de cette commune [11 juin 1873] (I., n° 1804;

(1) Ces projets de lois ont été renvoyés aux Commissions chargées de l'examen des projets de lois d'intérêt local, renouvelées mensuellement: pour la composition de ces Commissions, voy. Intérêt local.

A., t. 18, an., p. 448; J. O., p. 4069). — Rapport, par M. Du Chaffaut [14 juillet] (I., n° 1876; A., t. 19, an., p. 90; J. O., p. 5222). — Adoption [18 juillet] (A., t. 19, p. 244). = Loi du 18 juillet 1873 (J. O., p. 5057; B. des L., n° 2255).

AMIENS [SOMME], voy. EMPRUNTS.

ARMENTIÈRES [NORD].

1 — Exposé des motifs et texte du projet de loi tendant à proroger une surtaxe sur les boissons à l'octroi de cette ville, [26 décembre 1871] (I., n° 749; A., t. 6, an., p. 269; J. O. de 1872, p. 281). — Rapport, par M. Gavini [28 décembre] (I., n° 758; A., t. 6, an., p. 279; J. O., p. 302). — Adoption [29 décembre] (t. 6, p. 346). = Loi du 29 décembre 1871 (J. O., p. 5373; B. des L., n° 790).

2 — Exposé des motifs et texte du projet de loi tendant à établir pour cinq ans des surtaxes sur le vin et sur l'alcool à l'octroi de cette commune [25 mars 1873] (I., n° 1714; A., t. 17, an., p. 58; J. O., p. 2673). — Rapport, par M. Labélonye [3 avril] (I., n° 1763; A., t. 17, an., p. 168; J. O., p. 2821). — Adoption [5 avril] (A., t. 17, p. 293). = Loi du 5 avril 1873 (J. O., p. 2640; B. des L., n° 1936).

ARUDY [BASSES-PYRÉNÉES]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi tendant à établir des surtaxes sur les vins, cidres, poirés et hydromels à l'octroi de cette commune [27 juillet 1875] (I., n° 3289; A., t. 41, an., p. 115; J. O., p. 7090). — Rapport, par M. Philippoteaux [31 juillet] (I., n° 3376; A., t. 41, an., p. 236; J. O., p. 7778). — Adoption [3 août] (A., t. 41, p. 365). — Loi du 3 août 1875 (J. O., p. 7073; B. des L., n° 4468).

BAGNÈRES [HAUTES-PYRÉNÉES].

1 — Exposé des motifs et texte du projet de loi relatif à l'établissement de surtaxes sur les vins, l'alcool et l'absinthe à l'octroi de cette ville [25 juillet 1873] (I., n° 1957; A., t. 19, an., p. 218; J. O., p. 5393). — Rapport, par M. Duportail [28 novembre] (I., n° 2050; A., t. 28, an., p. 32; J. O., p. 7733). — Adoption [5 décembre] (A., t. 28, p. 118). — Loi du 6 décembre 1873 (J. O., p. 7841; B. des L., n° 2578).

2 — Exposé des motifs et texte du projet de loi portant établissement d'une surtaxe sur les vins à l'octroi de cette ville [4 décembre 1875] (I., n° 3508; A., t. 43, an., p. 273; J. O. de 1876, p. 129). — Rapport, par M. Courbet-Poulard [14 décembre] (I., n° 3583; A., t. 43, an., p. 544; J. O. de 1876, p. 868). — Adoption [18 décembre] (A., t. 44, p. 3). — Loi du 18 décembre 1875 (J. O. de 1876, p. 3; B. des L., n° 4841).

BEAUVAIS [OISE]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi portant prorogation de surtaxes sur le vin et l'alcool à l'octroi de cette ville [14 décembre 1871] (I., n° 705; A., t. 6, an., p. 179; J. O., p. 5366). — Rapport, par M. Dauphinot [22 décembre] (I., n° 738; A., t. 6, an., p. 254; J. O. de 1872, p. 227). — Adoption [26 décembre] (A., t. 6, p. 278). = Loi du 26 décembre 1871 (J. O., p. 5310; B. des L., n° 787).

BERGERAC [DORDOGNE]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi portant établissement de surtaxes sur les vins, cidres et alcools à l'octroi de cette commune [27 juillet 1875] (I., n° 3288; A., t. 41, an., p. 114; J. O., p. 7047). — Rapport, par M. Martial Delpit [29 juillet] (I., n° 3314; A., t. 41, an., p. 144; J. O., p. 7426). — Adoption [31 juillet] (A., t. 41, p. 274). = Demande de rectification, par le rapporteur, d'accord avec M. le Ministre des Finances, d'une erreur de date dans le texte de la loi [2 août] (p. 324). — La rectification est approuvée par l'Assemblée (p. 325). = Loi du 31 juillet 1875 (J. O., p. 6594; B. des L., n° 4372).

BÉTHUNE [PAS-DE-CALAIS]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi tendant à proroger des surtaxes sur l'alcool, les cidres, poirés et hydromels à l'octroi de cette ville, et à établir une surtaxe sur le vin [13 février 1873] (I., n° 1605; A., t. 16, an., p. 5; J. O. 1208). — Rapport, par M. de Bryas [10 mars] (I., n° 1643; A., t. 16, an., p. 104; J. O., p. 1882). — Adoption [14 mars] (A., t. 16, p. 463). = Loi du 14 mars 1873 (J. O., p. 2217; B. des L., n° 1859).

BIARRITZ [BASSES-PYRÉNÉES]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi portant établissement de surtaxes sur les vins, les

alcools et l'absinthe à l'octroi de cette commune [19 décembre 1873] (I., n° 2125; A., t. 28, an., p. 283; J. O. de 1874, p. 101).— Rapport, par M. Faye [26 décembre] (I., n° 2145; A., t. 28, an., p. 304; J. O. de 1874, p. 264). — Adoption [29 décembre] (A., t. 28, p. 614). = Loi du 29 décembre 1873 (J. O., p. 8238; B. des L., n° 2621).

BOHARS [FINISTÈRE]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi portant établissement de surtaxes sur l'alcool et l'absinthe à l'octroi de cette commune [8 janvier 1875] (I., n° 2812; A., t. 35, an., p. 381; J. O., p. 404). — Rapport, par M. Warnier (Marne) [19 janvier] (I., n° 2841; A., t. 36, an., p. 45; J. O., p. 746).— Adoption [26 janvier (A., t. 36, p. 284). = Loi du 26 janvier 1875 (J. O., p. 873; B. des L., n° 3871).

BONNEVILLE [HAUTE-SAVOIE]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi ayant pour objet une prorogation de surtaxe sur les boissons à l'octroi de cette commune, [5 janvier 1872] (I., n° 774; A., t. 6, an., p. 291; J. O. de 1872, p. 415). — Rapport, par M. Labélonye [11 janvier 1872] (I., n° 800; A., t. 6, an., p. 339; J. O., p. 573). — Adoption [18 janvier] (A., t. 7, p. 70). = Loi du 18 janvier 1872 (J. O., p. 745; B. des L., n° 894).

BOURG-BLANC [FINISTÈRE]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi portant établissement d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de cette commune [16 décembre 1875] (I., n° 3596; A., t. 43, an., p. 597; J. O., de 1876, p. 763). — Rapport, par M. de Kermenguy [23 décembre] (I., n° 3645; A., t. 44, an., p. 64; J. O., de 1876, p. 544). — Adoption [27 décembre] (A., t. 44, p. 184).= Loi du 27 décembre 1875 (J. O. de 1876, p. 89; B. des L., n° 4855).

BOURGOIN [ISÈRE]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi portant établissement de surtaxes sur le vin et l'alcool à l'octroi de cette commune [4 décembre 1875] (I., n° 3505; A., t. 43; an., p. 272; J. O. p. 10571). — Rapport, par M. Courbet-Poulard [14 décembre] (I., n° 3584; A., t. 43, an., p. 445; J. O. de 1876, p. 69). — Adoption [18 décembre] (A., t. 44, p. 3 et 4). = Loi du 18 décembre 1875 (J. O. de 1876, p. 2; B. des L., n° 4840).

BREST [FINISTÈRE]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi portant établissement de surtaxes sur l'alcool et l'absinthe à l'octroi de cette ville [15 janvier 1875] (I., n° 2837; A., t. 36, an., p. 30; J. O., p. 684). — Rapport, par M. Warnier (Marne) [25 janvier] (I., n° 2867; A., t. 36, an., p. 88; J. O., p. 844). — Adoption [2 février] (A., t. 36, p. 393). = Loi du 2 février 1875 (J. O., p. 1145; B. des L., n° 3886).

BRIANÇON [HAUTES-ALPES].— Exposé des motifs et texte du projet de loi portant établissement de surtaxes sur les vins, les alcools et l'absinthe à l'octroi de cette ville [1er août 1874] (I., n° 2669; A., t. 34, an., p. 149; J. O., p. 6010). — Rapport, par M. Courbet-Poulard [4 août] (I., n° 2692; A., t. 34, an., p. 337; J. O., p. 6246). — Adoption [5 août] (A., t. 34, p. 354). = Loi du 5 août 1874 (J. O., p. 5931; B. des L., n° 3378).

CANNES [ALPES-MARITIMES]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi relatif à l'établissement d'une surtaxe sur le vin à l'octroi de cette ville [24 juillet 1873] (I., n° 1945; A., t. 19, an., p. 208; J. O., p. 5826).— Rapport, par M. Courbet-Poulard [29 décembre] (I., n° 2151; A., t. 28, an., p. 311; J. O. de 1874, p. 611). — Adoption [30 décembre] (A., t. 28, p. 640). = Loi du 30 décembre 1873 (J. O., p. 8257; B. des L., n° 2624).

CASTELSARRASIN [TARN-ET-GARONNE]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi portant établissement d'une surtaxe sur le vin à l'octroi de cette ville [25 novembre 1875] (I., n° 3468; A., t. 42, an., p. 353; J. O., p. 10272).— Rapport, par M. Dubois [10 décembre] (I., n° 3561; A., t. 43; an., p. 432; J. O. de 1876, p. 730). — Adoption [14 décembre] (A., t. 43; p. 264).= Loi du 14 décembre 1875 (J. O., p. 10749; B. des L., n° 4838).

CAUDEBEC-EN-CAUX [SEINE-INFÉRIEURE]. — Exposé des motifs et texte du projet de de loi relatif à l'établissement de surtaxes sur les vins, alcools et absinthe à l'octroi

de cette commune [25 novembre 1872] (I., n° 1442; A.. t. 14, an., p. 46; J. O., p. 7667). — Rapport, par M. Lebourgeois [13 décembre] (I., n° 1488; A., t. 14, an., p. 144; J. O., p. 7958). — Adoption [17 décembre] (A., t. 14, an., p. 626). = Loi du 17 décembre 1872 (J. O., de 1873, p. 201; B. des L., n° 1609).

CHALONS [MARNE]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi tendant à établir des surtaxes sur le vin, l'alcool et l'absinthe à l'octroi de cette ville [17 décembre 1872] (I., n° 1497; A., t. 14, an., p. 155; J. O. de 1873, p. 70). — Rapport, par M. Eugène Perrier [19 décembre] (I., n° 1507; A., t. 14, an., p. 168; J. O. de 1873, p. 165). — Adoption [21 décembre] (A., t. 14, p. 728). = Loi du 21 décembre 1872 (J. O., p. 8114, B. des L., n° 1574).

CHAMBÉRY [SAVOIE]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi portant prorogation d'une surtaxe sur les vins à l'octroi de cette ville [11 juin 1873] (I., n° 1805; A., t. 18, an., p. 148; J. O., p. 4069). — Rapport, par M. Courbet-Poulard [25 juillet] (I., n° 1953; A., t. 19, an., p. 215; J. O., p. 5864). — Adoption [28 juillet] (A., t. 19, p. 490). = Loi du 28 juillet 1873 (J. O., p. 5249; B. des L., n° 2264).

CHARLEVILLE [ARDENNES]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi portant établissement de surtaxes sur les vins en cercles et en bouteilles à l'octroi de cette ville [7 juillet 1873] (I., n° 1859; A., t. 19, an., p. 56; J. O., p. 4727). — Rapport, par M. Méplain [22 juillet] (I., n° 1922; A., t. 19, an., p. 181; J. O., p. 5383). — Adoption [25 juillet] (A., t. 19, p. 426). = Loi du 25 juillet 1873 (J. O., p. 5249; B. des L., n° 2261).

CHATEAUDUN [EURE-ET-LOIR]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi tendant à établir des surtaxes à l'octroi de cette ville [25 juillet 1872] (I., n° 1351; A., t. 13, an., p. 233; J. O., p. 5364). — Rapport, par M. Noël-Parfait [31 juillet] (I., n° 1384; A., t. 13, an., p. 311; J. O., p. 5748). — Adoption [2 août] (A., t. 13, p. 552). = Loi du 2 août 1872 (J. O., p. 5473; B. des L., n° 1360).

CHATEAUGIRON [ILLE-ET-VILAINE].

1 — Exposé des motifs et texte du projet de loi tendant à établir des surtaxes sur les boissons à l'octroi de cette commune [25 juillet 1872] (I., n° 1352; A., t. 13, an., p. 233; J. O., p. 5370). — Rapport, par M. Duréault [30 juillet] (I., n° 1383; A., t. 13, an., p. 310; J. O., p. 5748). — Adoption [2 août] (A., t. 13, p. 552). = Loi du 2 août 1872 (J. O., p. 5489; B. des L., n° 1361).

2 — Exposé des motifs et texte du projet de loi portant établissement de surtaxes sur les vins, cidres, poirés, hydromels, alcools et absinthe à l'octroi de cette commune [6 juillet 1875] (I., n° 3148; A., t. 39, an., p. 209; J. O., p. 5455). — Rapport, par M. Gayot [29 juillet] (I., n° 3315; A., t. 41, an., p. 145; J. O., p. 7087). — Adoption [31 juillet] (A., t. 41, p. 274). = Loi du 31 juillet 1875 (J. O., p. 6594; B. des L., n° 4373).

CHATELLERAULT [VIENNE]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi portant établissement d'une surtaxe sur le vin à l'octroi de cette ville [4 décembre 1875] (I., n° 3507; A., t. 43, an., p. 273; J. O. de 1876, p. 126). — Rapport, par M. Courbet-Poulard [20 décembre] (I., n° 3634; A., t. 44, an., p. 55; J. O. de 1876, p. 455). — Adoption [23 décembre] (A., t. 44, p. 109). = Loi du 24 décembre 1875 (J. O. de 1876, p. 3; B. des L., n° 4850).

CHERBOURG [MANCHE]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi portant établissement d'une surtaxe sur les vins à l'octroi de cette ville [23 juillet 1875] (I., n° 3251; A., t. 41, an., p. 46; J. O., p. 6921). — Rapport, par M. Eugène Perrier [30 juillet 1875] (I., n° 3349; A., t. 41, an., p. 193; J. O., p. 7203). — Adoption [2 août] (A., t. 41, p. 313). = Loi du 2 août 1875 (J. O., p. 6770; B. des L., n° 4427).

CHOLET [MAINE-ET-LOIRE]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi portant établissement d'une surtaxe sur les vins à l'octroi de cette commune [23 juillet 1875] (I., n° 3249; A., t. 41, an., p. 45; J. O., p. 6920). — Rapport, par M. Latrade [31 juillet] (I., n° 3358; A., t. 44, an., p. 201; J. O., p. 7427). — Adoption [3 août] (A., t. 41, p. 364). = Loi

du 3 août 1875 (J. O., p. 6913; B. des L., n° 4439).

CLERMONT [OISE]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi tendant à établir des surtaxes sur le vin et les alcools à l'octroi de cette ville [18 décembre 1872] (I., n° 1501; A., t. 14, an., p. 157; J. O. de 1873, p. 164). — Rapport, par M. Courbet-Poulard [24 mars 1873] (I., n° 1704; A., t. 17, an., p. 11; J. O., p. 2440). — Adoption [31 mars] (A., t. 17, p. 183). = Loi du 31 mars 1873 (J. O., p. 2609; B. des L., n° 1929).

CLUSES [HAUTE-SAVOIE].

1 — Exposé des motifs et texte du projet de loi portant établissement d'une surtaxe sur les cidres à l'octroi de cette commune [6 décembre 1873] (I., n° 2081; A., t. 28, an., p. 114; J. O., p. 7793). — Rapport, par M. Parent [17 décembre] (I., n° 2108; A., t. 28, an., p. 262; J. O de 1874, p. 70). — Adoption [22 décembre] (A., t. 28, p. 461). = Loi du 22 décembre 1873 (J. O., p. 8266; B. des L., n° 2586).

2 — Exposé des motifs et texte du projet de loi portant établissement d'une surtaxe sur les vins à l'octroi de cette commune [6 juillet 1875] (I., n° 3150; A., t. 39, an., p. 210; J. O., p. 5600). — Rapport, par M. Seignobos [27 juillet] (I., n° 3293; A., t. 41, an., p. 118; J. O., p. 7081). — Adoption [2 août] (A., t. 41, p. 313). = Loi du 2 août 1875 (J. O., p. 6770; B. des L., n° 4426).

CONCARNEAU [FINISTÈRE]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi portant établissement de surtaxes sur l'alcool et l'absinthe à l'octroi de cette commune [4 novembre 1875] (I., n° 3399; A., t. 42, an., p. 7; J. O., p. 9272). — Rapport, par M. de Forsanz [4 décembre] (I., n° 3515; A., t. 43, an., p. 306; J. O. de 1876, p. 129). — Adoption [8 décembre] (A., t. 43, p. 256). = Loi du 8 décembre 1875 (J. O., p. 10362; B. des L., n° 4833).

CONDÉ-SUR-L'ESCAUT [NORD]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi portant établissement de surtaxes sur les vins, alcools et absinthe à l'octroi de cette commune [2 décembre 1873] (I., n° 2087; A., t. 28, an., p. 176; J. O., p. 7863). — Rapport, par M. Henri Villain [22 décembre] (I., n° 2132; A., t. 28, an., p. 289; J. O. de 1874, p. 80). — Adoption [27 décembre] (A., t. 28, p. 565). = Loi du 27 décembre 1873 (J. O., p. 8235; B. des L., n° 2591).

CONQUET (LE) [FINISTÈRE]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi portant établissement d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de cette commune [7 décembre 1875] (I., n° 3534; A., t. 43, an.. p. 370; J. O. de 1876, p. 716). — Rapport, par M. de Cintré [14 décembre] (I., n° 3574; A., t. 43, an., p. 523; J. O., p. 10571). — Adoption [20 décembre] (A., t. 44, p. 35). = Loi du 20 décembre 1875 (J. O. de 1876, p. 2; B. des L., n° 4842).

CORBEIL [SEINE-ET-OISE]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi tendant à établir des surtaxes sur les vins et alcools à l'octroi de cette ville [20 décembre 1872] (I., n° 1510; A. t. 14, an., p. 169; J. O. de 1873, p. 165). — Rapport, par M. Seignobos [31 janvier 1873] (I., n° 1582; A., t. 15, an., p. 207; J. O., p. 916). — Adoption [6 février] (A., t. 15, p. 596). = Loi du 6 février 1873 (J. O., p. 1529; B. des L., n° 1798).

CROZON [FINISTÈRE]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi portant établissement d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de cette commune [16 décembre 1875] (I., n° 3598; A., t. 43, an., p. 598; J. O. de 1876, p. 826). — Rapport, par M. de Kermenguy [23 décembre] (I., n° 3646; A., t. 44, an., p. 64; J. O. de 1876, p. 493). — Adoption [27 décembre] (A., t. 44, p. 184). = Loi du 27 décembre 1865 (J. O. de 1876, p. 90; B. des L., n° 4854).

DAOULAS [FINISTÈRE]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi portant établissement de surtaxes sur l'alcool et l'absinthe à l'octroi de cette commune [8 décembre 1873] (I., n° 2085; A., t. 28, an., p. 175; J. O., p. 7824). — Rapport, par M. de Champvallier [17 décembre] (I., n° 2116; A., t. 28, an., p. 268; J. O. de 1876, p. 211). — Adoption [20 décembre] (A., t. 28, p. 437). = Loi du 20 décembre 1873 (J. O., p. 8193; B. des L., n° 2584).

DARNETAL [SEINE-INFÉRIEURE]. — Exposé

des motifs et texte du projet de loi tendant à établir une surtaxe sur l'alcool et sur l'absinthe à l'octroi de cette commune [28 février 1873] (I., n° 1634; A., t. 16, an., p. 86; J. O., p. 1804). — Rapport, par M. Lebourgeois [14 mars] (I., n° 1665; A., t. 16, an., p. 133; J. O., p. 2038). — Adoption [29 mars] (A., t. 16, p. 554). = Loi du 19 mars 1873 (J. O., p. 2065; B. des L., n° 1866).

DIEPPE [SEINE-INFÉRIEURE].

1 — Exposé des motifs et texte du projet de loi tendant à établir des surtaxes sur les vins et l'alcool à l'octroi de cette ville [23 janvier 1872] (I., n° 832; A., t. 7, an., p. 52; J. O. de 1872, p. 704). — Rapport, par M. Le Bourgeois [3 février] (I., n° 873; A., t. 7, an., p. 145; J. O., p. 1183). — Adoption [13 février] (A., t. 7, p. 545).= Loi du 13 février 1872 (J. O., p. 1405; B. des L., n° 899).

2 — Exposé des motifs et texte du projet de loi tendant à proroger une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de cette ville [20 janvier 1873] (I., n° 1549; A., t. 15, an., p. 138; J. O., p. 559). — Rapport, par M. Lebourgeois sur ce projet de loi et sur celui relatif à un emprunt de la même ville [21 mars] (I., n° 1695; A., t. 17, an., p. 3; J. O., p. 2392). — Adoption des deux projets réunis [27 mars] (A., t. 17, p. 115). = Loi du 27 mars 1873 (J. O., p. 2265; B. des L., n° 1875).

DIRINON [FINISTÈRE]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi portant établissement d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de cette commune [15 mai 1874] (I., n° 2373; A., t. 31, an., p. 42; J. O., p. 3534). — Rapport, par M. Doré-Graslin [11 juin] (I., n° 2462; A., t. 32, an., p. 166; J. O., p. 4189). — Adoption [17 juin] (A., t. 32, p. 232). = Loi du 17 juin 1874 (J. O., p. 4378; B. des L., n° 3173).

DOUAI [NORD]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi tendant à établir des surtaxes sur les vins en bouteilles et sur les alcools à l'octroi de cette ville [15 mars 1872] (I., n° 991; A., t. 8, an., p. 151; J. O., p. 2144). — Rapport, par M. Dupont Alfred [25 mars] (I., n° 1027; A., t. 8, an., p. 251; J. O., p. 2529).— Adoption [29 mars] (A., t. 8, p. 646). = Loi du 29 mars 1872 (J. O., p. 2332; B. des L., n° 1038).

DOUARNENEZ [FINISTÈRE]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi portant établissement de surtaxes sur l'alcool et l'absinthe à l'octroi de cette commune [24 décembre 1873] (I., n° 2137; A., t. 28, an., p. 292; J. O. de 1874, p. 246). — Rapport, par M. Chardon [27 décembre] (I., n° 2148; A., t. 28, an., p. 292; J. O., p. 244). — Adoption [29 décembre] (A., t. 28, p. 606). = Loi du 29 décembre 1873 (J. O., p. 8236; B. des L., n° 2618).

ECHELLES [LES] [SAVOIE]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi tendant à proroger les surtaxes sur les vins à l'octroi de cette commune [5 février 1873] (I., n° 1594; A., t. 15, an., p. 289; J. O., p. 1138). — Rapport, par M. Crespin [22 mars] (I., n° 1699; A., t. 17, an., p. 6; J. O., p. 2491). — Adoption [26 mars] (A., t. 17, p. 92). = Loi du 26 mars 1873 (J. O., p. 2290; B. des L., n° 1874).

ELBEUF [SEINE-INFÉRIEURE]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi tendant à proroger une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de cette ville [12 septembre 1874] (I., n° 635; A., t. 5, an., p. 225; J. O., p. 4177). — Rapport et adoption, voy. EMPRUNTS, § *Elbeuf*.

ESTAIRES [NORD]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi portant établissement de surtaxes sur les vins, les alcools et l'absinthe à l'octroi de cette commune [1er août 1874] (I., n° 2672; A., t. 34, an., p. 150; J. O., p. 6058). — Rapport, par M. Alfred Dupont [4 août] (I., n° 2686; A., t. 34, an., p. 334; J. O., p. 6244).— Adoption [5 août] (A., t. 34, p. 254). = Loi du 5 août 1874 (J. O., p. 5785; B. des L., n° 3350).

EVIAN-LES-BAINS [HAUTE-SAVOIE]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi portant établissement d'une surtaxe sur les vins à l'octroi de cette commune [12 mars 1874] (I., n° 2284; A., t. 30, an., p. 133; J. O., p. 2876). — Rapport, par M. Léon Robert [25 mars] (I., n° 2343; A., t. 30, an., p. 290; J. O., p. 3013). — Adoption [27 mars] (A., t. 30, p. 656). = Loi du 27 mars 1874 (J. O., p. 2641; B. des L., n° 2901).

FÉCAMP [SEINE-INFÉRIEURE]. — Exposé

des motifs et texte du projet de loi tendant à autoriser l'établissement d'une surtaxe sur le vin à l'octroi de cette ville [7 mars 1872] (I., n° 963; A., t. 8, an., p. 60; J. O., p. 2035). — Rapport, par M. Le Bourgeois [21 mars] (I., n° 1014; A., t. 8, an., p. 193; J. O., p. 2483). — Adoption [26 mars] (A., t. 8, p. 557). = Loi du 26 mars 1872 (J. O., p. 2332; B. des L., n° 1031).

Fère-en-Tardenois [Aisne]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi tendant à établir une surtaxe sur le vin à l'octroi de cette commune [19 mars 1873] (I., n° 1684; A., t. 16, an., p. 214; J. O., p. 2140).— Rapport, par M. Courbet-Poulard [18 novembre] (I., n° 2019; A., t. 27, an., p. 177; J. O., p. 7536). — Adoption [25 novembre] (A., t. 28, p. 3). = Loi du 25 novembre 1873 (J. O., p. 7522; B. des L., n° 2567).

Fresnoy-le-Grand [Aisne]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi portant établissement d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de cette commune [21 juin 1875] (I., n° 3106; A., t. 39, an., p. 48; J. O., p. 4909). — Rapport, par M. Daguilhon-Lasselve [28 juillet] (I., n° 3307; A., t. 41, an., p. 139; J. O., p. 7202). — Adoption [2 août] (A., t. 41, p. 343). = Loi du 2 août 1875 (J. O., p. 6943; B. des L., n° 1425).

Gap [Hautes-Alpes]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi portant établissement de surtaxes sur les vins et sur les alcools à l'octroi de cette ville [23 juillet 1875] (I., n° 3248; A., t. 41, an., p. 45; J. O., p. 6920). — Rapport, par M. le comte du Chaffaut [31 juillet] (I., n° 3362; A., t. 41, an., p. 204; J. O., p. 7427). — Adoption [3 août] (A., t. 41, p. 365). = Loi du 3 août 1875 (J. O., p. 7073; B. des L., n° 1466).

Givors [Rhône]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi tendant à proroger une surtaxe sur les alcools à l'octroi de cette commune [19 février 1872] (I., n° 901; A., t. 7, an., p. 180; J. O., p. 1375). — Rapport, par M. Le Royer [1er mars] (I., n° 943; A., t. 8, an., p. 26; J. O., p. 1622). — Adoption [6 mars] (A., t. 8, p. 194). = Loi du 6 mars 1872 (J. O., p. 2105; B. des L., n° 964).

Gouesnou [Finistère]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi portant établissement d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de cette commune [7 décembre 1875] (I., n° 3533; A., t. 43, an., p. 370; J. O. de 1876, p. 703). — Rapport, par M. de Kermenguy [18 décembre] (I., n° 3611; A., t. 44, an., p. 4; J. O. de 1876, p. 235). — Adoption [22 décembre] (A., t. 44, p. 80). = Loi du 22 décembre 1875 (J. O. de 1876, p. 2; B. des L., n° 1847).

Gouezec (Finistère). — Exposé des motifs et texte du projet de loi portant établissement de surtaxes sur l'alcool et l'absinthe à l'octroi de cette commune [26 mai 1875] (I., n° 3040; A., t. 38, an., p. 141; J. O., p. 4131). — Rapport, par M. le marquis de Quinsonas [11 juin] (I., n° 3089; A., t. 38, an., p. 237; J. O., p. 4694). — Adoption [22 juin] (A., t. 39, p. 83). = Loi du 22 juin 1875 (J. O., p. 5025; B. des L., n° 1248).

Grenoble [Isère].

1 — Exposé des motifs et texte du projet de loi ayant pour objet de proroger jusqu'au 1er août 1872 la surtaxe sur les vins à l'octroi de cette ville [21 juillet 1871] (I., n° 410; A., t. 4, an., p. 88; J. O., p. 2305). — Rapport, par M. de Bryas [25 juillet] (I., n° 421; A., t. 4, p. 309 et an., p. 107; J. O., p. 2504).— L'urgence est prononcée (p. 340). — Adoption (ibid.). = Loi du 25 juillet 1871 (J. O., p. 2297; B. des L., n° 436).

2 — Exposé des motifs et texte du projet de loi tendant à proroger une surtaxe sur les vins à l'octroi de cette ville [3 mai 1872] (I., n° 1105; A., t. 11, an., p. 53; J. O., p. 3364). — Rapport, par M. Fouquet [22 mai] (I., n° 1161; A., t. 11, an., p. 185; J. O., p. 3785). — Adoption [31 mai 1872] (A., t. 12, p. 82). = Loi du 31 mai 1872 (J. O., p. 4033; B. des L., n° 1215).

3 — Exposé des motifs et texte du projet de loi portant établissement d'une surtaxe sur le vin à l'octroi de cette ville [4 décembre 1875] (I., n° 3506; A., t. 43, an., p. 273; J. O., p. 10571). — Rapport, par M. Courbet-Poulard [21 décembre] (I., n° 3641; A., t. 44, an. p. 61; J. O. de 1876, p. 513). — Adoption [21

décembre] (A., t. 44, p. 143). = Loi du 24 décembre 1875 (J. O. de 1876, p. 3; B. des L., n° 4853).

GROIX [MORBIHAN]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi tendant à établir des surtaxes sur les vins et sur les cidres à l'octroi de cette commune [25 mars 1873] (I., n° 1713; A., t. 17, an., p. 57; J. O., p. 2491). — Rapport, par M. Arthur Legrand [5 avril] (I., n° 1774; A., t. 17, an., p. 371; J. O., p. 3172). — Discussion [7 avril] (A., t. 17, p. 359). — Est entendu : M. Dahirel (p. 360). — Adoption (ibid.). = Loi du 7 avril 1873 (J. O., p. 2610; B. des L., n° 1940).

GUENGAT (FINISTÈRE). — Exposé des motifs et texte du projet de loi portant établissement d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de cette commune [7 décembre 1875] (I., n° 3535; A., t. 43, an., p. 370; J. O. de 1876, p. 730). — Rapport, par M. de Cintré [14 décembre] (I., n° 3575; A., t. 43, an., p. 523; J. O. de 1876, p. 865). — Adoption [20 décembre] [A., t. 44, p. 36). — Loi du 20 décembre 1875 (J. O. de 1876, p. 2; B. des L., n° 4844].

GUICLAN [FINISTÈRE]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi portant établissement d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de cette commune [8 janvier 1875] (I., n° 2804; A., t. 35, an., p. 378; J. O., p. 431). — Rapport, par M. Patissier [20 janvier] (I., n° 2849; A., t. 36, an., p. 72; J. O., p. 974). — Adoption [27 janvier] (A., t. 36, p. 306). = Loi du 27 janvier 1875 (J. O., p. 1020; B. des L., n° 3884).

GUILERS [FINISTÈRE]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi portant établissement d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de cette commune [1er août 1874] (I., n° 2673; A., t. 34, an., p. 151; J. O., p. 5994). — Rapport, par M. Alexandre [4 août] (I., n° 2699; A., t. 34, an., p. 345; J. O., p. 6234). — Adoption [5 août] (A., t. 34, p. 254). — Loi du 5 août 1874 (J. O., p. 5932; B. des L., n° 3379).

GUIPAVAS [FINISTÈRE]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi portant établissement d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de cette commune [28 juillet 1874] (I., n° 2622; A., t. 34, an., p. 33; J. O., p. 5970). — Rapport, par M. le vicomte de Rodez-Bénavent [1er août] (I., n° 2665; A., t. 34, an., p. 145; J. O., p. 6007). — Adoption [4 août] (A., t. 34, p. 204). = Loi du 4 août 1874 (J. O., p. 5817; B. des L., n° 3342).

GUISSÉNY [FINISTÈRE]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi tendant à établir des surtaxes sur les boissons à l'octroi de cette commune [27 mai 1872] (I., n° 1180; A., t. 11, an., p. 229; J. O., p. 4069). — Rapport, par M. Rameau [8 juillet] (I., n° 1275; A., t. 13, an., p. 4; J. O., p. 4933). — Adoption [11 juillet] (A., t. 13, p. 65). = Loi du 11 juillet 1872 (J. O., p. 5165; B. des L., n° 1290).

HANVEC [FINISTÈRE]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi portant établissement de surtaxes sur l'alcool et l'absinthe à l'octroi de cette commune [24 décembre 1873] (I., n° 2138; A., t. 28, an., p. 293; J. O. de 1874, p. 261). — Rapport, par M. Salneuve [27 décembre] (I., n° 2149; A., t. 28, an., p. 310; J. O. de 1874, p. 243). — Adoption [29 décembre] (A., t. 28, p. 606). = Loi du 29 décembre 1873 (J. O., p. 8236; B. des L., n° 2619). = Rectification d'une erreur matérielle dans le texte de la loi relative à cette surtaxe [20 février 1874] (A., t. 29, p. 683).

HAUBOURDIN [NORD]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi portant établissement de surtaxes sur les vins, les alcools et l'absinthe à l'octroi de cette commune [5 août 1874] (I., n° 2715; A., t. 34, an., p. 388; J. O., p. 7900). — Rapport, par M. Alfred Dupont [9 décembre] (I., n° 2735; A., t. 35, an., p. 274; J. O., p. 8223). — Adoption [12 décembre] (A., t. 35, p. 180). = Loi du 12 décembre 1874 (J. O., p. 8505; B. des L., n° 3657).

HAVRE (LE) [SEINE-INFÉRIEURE]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi, portant établissement de surtaxes sur l'alcool et sur l'absinthe à l'octroi de cette ville [7 juillet 1873] (I., n° 1860; A., t. 19, an., p. 57; J. O., p. 4696). — Rapport, par M. de Flaghac [22 juillet] (I., n° 1921; A., t. 19, an., p. 181; J. O., p. 5699). — Adoption [26 juil-

let] (A., t. 19, p. 458).= Loi du 26 juillet 1873 (J. O., p. 5249; B. des L., n° 2263).

HAZEBROUCK [NORD]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi portant établissement de surtaxes sur les vins, l'alcool et l'absinthe à l'octroi de cette ville [10 février 1873] (I., n° 1601; A., t. 15, an., p. 295; J. O., p. 1208). — Rapport, par M. Alfred Dupont [7 mars] (I., n° 1639; A., t. 16, an., p. 90; J. O., p. 1836). — Adoption [13 mars] (A., t. 16, p. 440).= Loi du 13 mars 1873 (J. O., p. 2017; B. des L., n° 1857).

HONFLEUR [CALVADOS].— Exposé des motifs et texte du projet de loi, sur l'établissement d'une surtaxe sur les vins et alcools à l'octroi de cette ville [7 novembre 1873] (I., n° 1989; A., t. 27, an., p. 17; J. O., p. 6868).— Rapport, par M. Lebourgeois [24 novembre] (I., n° 2025; A., t. 27, an., p. 188; J. O., p. 7536). — Adoption [27 novembre] (A., t. 28, p. 44). = Loi du 27 novembre 1873 (J. O., p. 7521; B. des L., n° 2569).

IRVILLAC [FINISTÈRE]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi tendant à établir une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de cette commune [7 novembre 1873] (I., n° 1992; A., t. 27, an., p. 18, J. O., p. 6982). — Rapport, par M. le vicomte de Rodez-Bénavent [27 novembre] (I., n° 2047; A., t. 28, an., p. 27; J. O., p. 7432). — Adoption [4 décembre] (A., t. 28, p. 85). = Loi du 4 décembre 1873 (J. O., p. 7681; B. des L., n° 2574).

KERNILIS [FINISTÈRE]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi portant établissement de surtaxes sur l'alcool et l'absinthe à l'octroi de cette commune [8 janvier 1875] [I., n° 2806; A., t. 35, an., p. 379 ; J. O., p. 365). — Rapport, par M. Thomas (Marne) [20 janvier] (I., n° 2852; A., t. 36, an., p. 73; J. O., p. 1003). — Adoption [26 janvier] (A., t. 36, p. 285). = Loi du 26 janvier 1875 (J. O., p. 1019; B. des L., n° 3873).

KERLOUAN [FINISTÈRE]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi portant établissement d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de cette commune [28 juillet 1874] (I., n° 2623; A., t. 34, an., p. 34; J. O., p. 5934). — Rapport, par M. Laget [1er août] (I., n° 2658; A., t. 34, an., p. 134; J. O., p. 6006). — Adoption [4 août] (A., t. 34, p. 205). = Loi du 4 août 1874 (J. O., p. 5818; B. des L., n° 3343).

LA FÈRE [AISNE]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi portant établissement de surtaxes sur les vins, cidres, poirés et hydromels à l'octroi de cette ville [28 décembre 1875] (I., n° 3662; A., t. 44, an., p. 91 ; J. O. de 1876, p. 428). — Rapport, par M. Valentin [28 décembre] (I., n° 3667; A., t. 44, an., p. 102; J. O. de 1876, p. 554). — Adoption [31 décembre] (A., t. 44, p. 346). = Loi du 31 décembre 1875 (J. O., p. 2; B. des L., n° 4859).

LA GORGUE [NORD].— Exposé des motifs et texte du projet de loi portant établissement de surtaxes sur les vins et sur les alcools à l'octroi de cette commune [20 mars 1875] (I., n° 2977; A., t. 37, an., p. 194; J. O., p. 3551). — Rapport, par M. des Rotours [3 juin] (I., n° 3068; A., t. 38, an., p. 201 ; J. O., p. 4304). — Adoption [7 juin] (A., t. 38, p. 398). = Loi du 7 juin 1875 (J. O., p. 4322; B. des L., n° 4194).

LA MARTYRE [FINISTÈRE]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi portant établissement d'une surtaxe à l'octroi de cette commune [8 janvier 1875] (I., n° 2813; A., t. 35, an., p. 382; J. O., p. 513). — Rapport, par M. de Pioger [20 janvier] (I., n° 2853; A., 36, an., p. 74; J. O., p. 862).. — Adoption [26 janvier] (A., t. 36, p. 284). = Loi du 26 janvier 1875 (J. O., p. 873; B. des L., n° 3875).

LAMBALLE [COTES-DU-NORD]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi portant établissement de surtaxes sur les vins et les cidres à l'octroi de cette commune [20 mars 1875] (I., n° 2974; A., t. 37, an., p. 193; J. O., p. 3405). — Rapport, par M. le comte de Cintré [19 juillet] (I.. n° 3207; A., t. 40, an., p. 557; J. O., p. 5988). — Adoption [23 juillet] (A., t. 41, p. 58, 59). = Loi du 23 juillet 1875 (J. O., p. 6322; B. des L., n° 4355).

LAMBEZELLEC [FINISTÈRE]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi portant établissement d'une surtaxe sur l'alcool à l'oc-

troi de cette commune [7 décembre 1875] (I., n° 3536; A., t. 43, an., p. 371 ; J. O. de 1876, p 637). — Rapport, par M. de Kermenguy [18 décembre] (I., n° 3612; A., t. 44, an., p. 5; J. O. de 1876, p. 235). — Adoption [22 décembre] (A., t. 44, p. 81). — Loi du 22 décembre 1875 (J. O. de 1876, p. 3; B. des L., n° 4846).

LAMPAUL [FINISTÈRE]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi portant établissement d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de cette commune [6 décembre 1873] (I., n° 2079; A., t. 28, an., p. 113; J. O., p. 7567). — Rapport, par M. Francisque Rive [17 décembre] (I., n° 2117; A., t. 28, an., p. 269; J O. de 1874, p. 54). — Adoption sans discussion [22 décembre] (A., t. 28, p. 462). = Loi du 22 décembre 1873 (J. O., p. 8266; B. des L., n° 2585).

LANDÉDA [FINISTÈRE]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi portant établissement de surtaxes sur l'alcool et l'absinthe à l'octroi de cette commune [8 janvier 1875] (I., n° 2807; A., t. 35, an., p. 379; J. O., p. 365). — Rapport, par M. Raymond Bastid [20 janvier] (I., n° 2850; A., t. 36, an., p. 73; J. O., p. 971). — Adoption [26 janvier] (A., t. 36, p. 284). = Loi du 26 janvier 1875 (J. O., p. 873; B. des L., n° 3874).

LANDERNEAU [FINISTÈRE]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi portant établissement de surtaxes sur l'alcool et l'absinthe à l'octroi de cette commune [6 juillet 1875] (I., n° 3149; A., t. 39, an., p. 209 ; J. O., p. 5599). — Rapport, par M. de la Sicotière [20 juillet] (I., n° 3214; A., t. 40, an., p. 559; J. O., p. 6414). — Adoption [27 juillet] (A., t. 41, p. 136). = Loi du 27 juillet 1875 (J. O., p. 6322; B. des L., n° 4360).

LANDIVISIAU [FINISTÈRE]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi portant prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de cette commune [20 janvier 1873] (I,. n° 1550; A., t. 15, an., p. 138; J. O., p. 788). — Rapport, par M. Pajot [18 février] (I., n° 1619; A., t. 16, an., p. 21; J. O., p. 1661). — Adoption [13 mars] (A., t. 16, p. 439). = Loi du 13 mars 1873 (J. O., p. 2017; B. des L., n° 1856).

LANGRES [HAUTE-MARNE]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi portant établissement de surtaxes sur le vin et l'alcool à l'octroi de cette ville [24 décembre 1875] (I., n° 3652; A., t. 44, an., p. 81; J. O., de 1876, p. 547). — Rapport, par M. Ancelon [27 décembre] (I., n° 3657; A., t. 44, an., p. 87; J. O. p. 394). — Adoption [29 décembre] (A., t. 44, p. 246). = Loi du 29 décembre 1875, (J. O. de 1876, p. 89; B. des L., n° 4857).

LANNION [CÔTES-DU-NORD]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi portant établissement de surtaxes sur les vins, cidres, alcools et absinthe à l'octroi de cette commune [28 juillet 1874] (I., n° 2621; A., t. 34, an., p. 33; J. O., p. 5893). — Rapport, par M. Salneuve [31 juillet] (I., n° 2649; A., t. 34, an., p. 113; J. O., p. 6092). — Adoption [4 août] (A., t. 34, p. 205). = Loi du 4 août 1874 (J. O., p. 5847; B. des L., n° 3344).

LANVÉOC [FINISTÈRE]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi portant établissement d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de cette commune [14 décembre 1874] (I., n° 2759; A., t. 35, an., p. 292; J. O. de 1875, p. 42). — Rapport, par M. Warnier (Marne) [24 décembre] (I., n° 2794; A., t. 35, an., p. 351; J. O. de 1875, p. 162). — Adoption [7 janvier 1875] (A., t. 35, p. 439). = Loi du 7 janvier 1875 (J. O., p. 497; B. des L., n° 3830).

LAON [AISNE]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi portant établissement de surtaxes sur les vins, cidres, alcools et absinthe à l'octroi de cette ville [6 décembre 1873] (I., n° 2077; A., t. 28, an., p. 112; J. O., p. 7793). — Rapport, par M. Eugène Perrier [17 décembre] (I., n° 2111; A., t. 28, an., p. 264; J. O. de 1874, p. 38). — Adoption [20 décembre] (A., t. 28, p. 437). = Loi du 20 décembre 1873 (J. O., p. 8194; B. des L., n° 2581).

LA ROCHE [HAUTE-SAVOIE]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi tendant à établir une surtaxe sur les vins à l'octroi de cette commune [20 décembre 1872] (I., n° 1513; A., t. 14, an., p. 171; J. O. de 1873, p. 162). — Rapport, par M. Seignobos [3 février 1873] (I., n° 1587; A., t. 15, an., p. 215; J. O., p. 1184). — Adoption [10 février]

(A., t. 15, p. 636). = Loi du 10 février 1873 (J. O., p. 1529; B. des L., n° 1800).

LA ROCHELLE [CHARENTE-INFÉRIEURE].— Exposé des motifs et texte du projet de loi portant établissement de surtaxes sur le vin et l'alcool à l'octroi de cette ville [23 juillet 1875] (I., n° 3247; A., t. 41, an., p. 44; J. O., p. 6920). — Rapport, par M. Philippoteaux [31 juillet] (I., n° 3363; A., t. 41, an., p. 205; J. O., p. 7427).— Adoption [3 août] (A., t. 41, p. 364). = Loi du 3 août 1875 (J. O., p. 6913; B. des L., n° 1438).

LA ROCHE-MAURICE [FINISTÈRE]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi portant établissement d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de cette commune [13 février 1874] (I., n° 2222; A., t. 29, an., p. 304; J. O., p. 1509). — Rapport, par M. de Lorgeril [24 juin 1875] (I., n° 3104; A., t. 39, an., p. 19; J. O., p. 4909).— Adoption [28 juin) (A., t. 39, p. 217). = Loi du 28 juin 1875 (J. O., p. 5025; B. des L., n° 1253).

LESNEVEN [FINISTÈRE].— Exposé des motifs et texte du projet de loi portant établissement d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de cette commune [31 juillet 1875] (I., n° 3368; A., t. 41, an., p. 213; J. O., p. 9075). — Rapport, par M. de Forsanz [26 novembre] (I., n° 3472; A., t. 42, an., p. 355; J. O., p. 10182). — Adoption [30 novembre] (A., t. 42, p. 448). = Loi du 30 novembre 1875 (J. O., p. 10137; B. des L., n° 1681).

L'HÔPITAL-CAMFRONT [FINISTÈRE]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi portant établissement de surtaxes sur l'alcool et l'absinthe à l'octroi de cette commune [8 janvier 1875] (I., n° 2805; A., t. 35, an., p. 379; J. O., p. 612). — Rapport, par M. le comte de Cintré [20 janvier] (I., n° 2851; A., t. 36, an., p. 73; J. O., p. 1000). — Adoption [26 janvier] (A., t. 36, p. 285). = Loi du 26 janvier 1875 (J. O., p. 1020; B. des L., n° 1872).

LILLE [NORD].

1 — Exposé des motifs et texte du projet de loi portant prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de cette ville [14 décembre 1874] (I., n° 703; A., t. 6, an., p. 170; J. O., p. 5365). — Rapport, par M. Courbet-Poulard [23 décembre] (I., n° 746; A., t. 6, an., p. 259; J. O. de 1875, p. 229). — Adoption [26 décembre] (A., t. 6, p. 277). — Loi du 26 décembre 1874 (J. O., p. 5310; B. des L., n° 785).

2 — Exposé des motifs et texte du projet de loi tendant à établir des surtaxes sur les boissons à l'octroi de cette ville [17 décembre 1872] (I., n° 1498; A., t. 14, an., p. 155). — Rapport, par M. Du Chaffaut [14 janvier 1873] (I., n° 1542; A., t. 15, an., p. 133; J. O., p. 461). — Adoption [20 janvier] (A., t. 15, p. 231). = Loi du 20 janvier 1873 (J. O., p. 753; B. des L., n° 1709).

LILLEBONNE [SEINE-INFÉRIEURE]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi portant établissement de surtaxes sur les vins, alcools et absinthe à l'octroi de cette commune [1er août 1874] (I., n° 2668; A., t. 34, an., p. 148; J. O., p. 6009). — Rapport, par M. Courbet-Poulard [4 août] (I., n° 2694; A., t. 34, an., p. 337; J. O., p. 6245).— Adoption [5 août] (A., t. 34, p. 254).=Loi du 5 août 1874 (J. O., p. 5931; B. des L., n° 3380).

LOC-MARIA-PLOUZANÉ [FINISTÈRE]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi portant établissement de surtaxes sur l'alcool et l'absinthe à l'octroi de cette commune [5 août 1874] (I., n° 2718; A., t. 34, an., p. 386; J. O., p. 7899). — Rapport, par M. Salneuve [9 décembre] (I., n° 2736; A., t. 35, an., p. 274; J. O., p. 8277). — Adoption [12 décembre] (A., t. 35, p. 180). = Loi du 12 décembre 1874 (J. O., p. 8506; B. des L., n° 3658).

LOC-MÉLARD [FINISTÈRE]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi portant établissement de surtaxes sur les alcools et sur l'absinthe à l'octroi de cette commune [5 août 1874] (I., n° 2711; A., t. 34, an., p. 386; J. O., p. 7899). = Rapport, par M. Paul Morin [9 décembre] (I., n° 2737; A., t. 35, an., p. 274; J. O., p. 8253). — Adoption [12 décembre] (A., t. 35, p. 180). = Loi du 12 décembre 1874 (J. O., p. 8506; B. des L., n° 3659).

LONS-LE-SAUNIER [JURA]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi relatif à l'établissement d'une surtaxe sur les vins,

Rapport, par M. Lebourgeois [24 janvier] (I., n° 834 ; A., t. 7, p. 63 ; J. O., p. 929). — Adoption [30 janvier] (A., t. 7, p. 285). = Loi du 30 janvier 1872 (J. O., p. 1210 ; B. des L. n° 920).

MERVILLE [NORD]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi portant prorogation d'une surtaxe sur le vin et l'alcool à l'octroi de cette commune [14 décembre 1871] (I., n° 704; A., t. 6, an., p. 170; J. O., p. 5366). — Rapport, par M. Courbet-Poulard [23 décembre] (I., n° 747 ; A., t. 6, an., p. 261 ; J. O. de 1872, p. 230). — Adoption [26 décembre] (A., t. 6, p. 277). = Loi du 26 décembre 1871 (J. O., p. 5340; B. des L., n° 786).

MESPAUL [FINISTÈRE]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi portant établissement de surtaxes sur l'alcool et l'absinthe à l'octroi de cette commune [8 janvier 1875] (I., n° 2808 ; A., t. 35, an., p. 380 ; J. O., p. 365). — Rapport, par M. Luro [20 janvier] (I., n° 2854 ; A., t. 36, an., p. 74 ; J. O., p. 747). — Adoption [26 janvier] (A., t. 36, p. 285). = Loi du 26 janvier 1875 (J. O., p. 1020 ; B. des L., n° 3876).

MEUDON [SEINE-ET-OISE]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi tendant à établir des surtaxes sur le vin et l'alcool à l'octroi de cette commune [15 mars 1872] (I., n° 992 ; A., t. 8, an., p. 151 ; J. O., p. 2144). — Rapport, par M. Labélonye [25 mars 1872] (I., n° 1028; A., t. 8, an., p. 251 ; J. O., p. 2483). — Adoption [30 mars] (A., t. 8, p. 664). = Loi du 30 mars 1872 (J. O., p. 2333 ; B. des L., n° 1045).

MILIZAC [FINISTÈRE]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi portant établissement de surtaxes sur les alcools et l'absinthe à l'octroi de cette commune [5 août 1874] (I., n° 2706; A., t. 34, an., p. 384; J. O., p. 7899).— Rapport, par M. Courbet-Poulard [11 décembre] (I., n° 2748; A., t. 35, an., p. 284 ; J. O. de 1875, p. 59). — Adoption [23 décembre] (A., t. 35, p. 332). = Loi du 23 décembre 1874 (J. O. de 1875, p. 177; B. des L., n° 3668).

MONTMÉLIAN [SAVOIE]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi portant prorogation de surtaxes à l'octroi de cette commune [20 janvier 1873] (I., n° 1554; A., t. 15, an., p. 140; J. O., p. 582). — Rapport, par M. d'Aboville [12 mars] (I., n° 1661; A., t. 16, an., p. 123 ; J. O., p. 1920). — Adoption [29 mars] (A., t. 6, p. 554). = Loi du 19 mars 1873 (J. O., p. 2217; B. des L., n° 1865).

MONTMORILLON [VIENNE]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi portant établissement de surtaxes sur le vin et sur l'alcool à l'octroi de cette commune [16 décembre 1875] (I., n° 3597; A., t. 43, an., p. 598; J. O. de 1876, p. 870). — Rapport, par M. Ancelon [20 décembre] (I., n° 3622; A., t. 44, an., p. 23; J. O. de 1876, p. 321). — Adoption [23 décembre] (A., t. 44, p. 108). = Loi du 23 décembre 1875 (J. O. de 1876, p. 2; B. des L., n° 4849).

MORTAIN [MANCHE].

1 — Exposé des motifs et texte du projet de loi relatif à l'établissement de surtaxes à l'octroi de cette commune [17 février 1872] (I., n° 898; A., t. 7, an., p. 175 ; J. O. de 1872, p. 1374). — Rapport, par M. A. Legrand [9 mars] (I., n° 967; A., t. 8, an., p. 67 ; J. O., p. 2063). — Adoption [12 mars] (A., t. 8, p. 284). = Loi du 12 mars 1872 (J. O., p. 2105; B. des L., n° 969).

2 — Exposé des motifs et texte du projet de loi portant établissement de surtaxes sur les vins, cidres, alcools et absinthe à l'octroi de cette commune [5 août 1874] (I., n° 2714; A., t. 34, an., p. 388 ; J. O., p. 7932). — Rapport, par M. Alfred Dupont [9 décembre] (I., n° 2740; A., t. 35, an., p. 276 ; J. O., p. 8223). — Adoption, [12 décembre] (A., t. 35, p. 180). = Loi du 12 décembre 1874 (J. O., p. 8506 ; B. des L., n° 3660).

MOUTIERS-EN-TARANTAISE [SAVOIE].

1 — Exposé des motifs et texte du projet de loi portant prorogation d'une surtaxe sur le vin à l'octroi de cette commune [7 novembre 1873] (I., n° 1997; A., t. 27, an., p. 20; J. O., p. 7235). — Rapport, par M. Parent [26 novembre] (I., n° 2040; A , t. 28, an., p. 22; J. O., p. 7346).— Adoption [3 décembre] (A., t. 28, p. 79). = Loi du 3 décembre 1873 (J. O., p. 7681 ; B. des L., n° 2573).

2 — Exposé des motifs et texte du projet de loi portant établissement d'une surtaxe sur les vins à l'octroi de cette commune [8 janvier 1875] (I., n° 2818; A., t. 35, an., p. 384; J. O., p. 369). — Rapport, par M. Silva [1er février] (I., n° 2885; A., t. 36, an., p. 118; J. O., p. 1004). — Adoption [4 février] (A., t. 36, p. 431). = Loi du 4 février 1875 (J. O., p. 1201; B. des L., n° 3887).

NANTUA [AIN]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi portant établissement d'une surtaxe sur les vins à l'octroi de cette commune [4 mars 1874] (I., n° 2258; A., t. 30, an., p. 47; J. O., p. 2544).— Rapport, par M. Doré-Graslin [24 mars] (I., n° 2336; A., t. 30, an., p. 285; J. O., p. 3061).— Adoption [27 mars] (A., t. 30, p. 656). = Loi du 27 mars 1874 (J. O., p. 2642; B. des L., n° 2899).

NICE [ALPES-MARITIMES].

1 — Exposé des motifs et texte du projet de loi tendant à établir une surtaxe à l'octroi de cette ville [29 juillet 1872] (I., n° 1375; A., t. 13, an., p. 289; J. O., p. 5703).

N. B. Ce projet a été remplacé par le projet de loi suivant.

2 — Exposé des motifs et texte du projet de loi tendant à établir une surtaxe sur le vin à l'octroi de cette ville [20 décembre 1872] (I., n° 1512; A., t. 14, an., p. 170; J. O. de 1873, p. 191). — Rapport, par M. Bastid [14 janvier 1873] (I., n° 1543; A., t. 15, an., p. 134; J. O., p. 524).— Adoption [20 janvier] (A., t. 15, p. 231). = Loi du 20 janvier 1873 (J. O., p. 753; B. des L., n° 1710).

ORLÉANS [LOIRET]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi tendant à établir une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de cette ville [17 février 1872] (I., n° 896; A., t. 7, an., p. 174; J. O. de 1872, p. 1361). — Rapport, par M. Crespin [1er mars] (I., n° 944; A., t. 8, an., p. 27; J. O., p. 1656). — Adoption [6 mars] (A., t. 8, p. 194). = Loi du 6 mars 1872 (J. O., p. 2105 ; B. des L., n° 665).

OUESSANT [FINISTÈRE]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi portant établissement de surtaxes sur l'alcool et l'absinthe à l'octroi de cette commune [8 janvier 1875] (I., n° 2817; A., t. 35, an., p. 383; J. O., p. 369). — Rapport, par M. Warnier (Marne) [21 janvier] (I., n° 2862; A., t. 36, an., p. 78; J. O., p. 1000). — Adoption [27 janvier] (A., t. 36, p. 306). = Loi du 27 janvier 1875 (J. O., p. 1020; B. des L., n° 3885).

PARIS (VILLE DE), voy. l'article PARIS, § III.

PÉRONNE [SOMME]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi portant établissement de surtaxes sur les vins, les cidres et les alcools à l'octroi de cette ville [19 janvier 1874] (I., n° 2176; A., t. 29, an., p. 123; J. O., p. 757). — Rapport, par M. Courbet-Poulard [13 mars] (I., n° 2290; A., t. 30, an., p. 142; J. O., p. 2835).— Discussion [26 mars] (A., t. 30, p. 635). — Sont entendus : MM. Goblet, Courbet-Poulard, *rapporteur* (p. 635).— Adoption du projet de loi (p. 636). = Loi du 26 mars 1874 (J. O., p. 2561; B. des L., n° 2839).

PLABENNEC [FINISTÈRE]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi, tendant à établir une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de cette commune [7 novembre 1873] (I., n° 1993; A., t. 27, an., p. 19; J. O., p. 7233). — Rapport, par M. Clerc [29 novembre] (I., n° 2057; A., t. 28, an., p. 581; J. O., p. 7733).— Adoption [5 décembre] (A., t. 28, p. 113). = Loi du 5 décembre 1873 (J. O., p. 7841; B. des L., n° 2576).

PLOARÉ [FINISTÈRE].— Exposé des motifs et texte du projet de loi portant établissement de surtaxes sur l'alcool et l'absinthe à l'octroi de cette commune [8 janvier 1875] (I., n° 2809; A., t. 35, an., p. 380; J. O., p. 513). — Rapport, par M. Perrier (Eugène) [20 janvier] (I., n° 2855; A., t. 36, an., p. 75; J. O., p. 862).— Adoption [26 janvier] (A., t. 36, p. 285). = Loi du 26 janvier 1875 (J. O., p. 1019; B. des L., n° 3877).

PLOGASTEL-SAINT-GERMAIN [FINISTÈRE]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi portant établissement de surtaxes sur l'alcool et l'absinthe à l'octroi de cette commune [8 janvier 1875] (I., n° 2814; A., t. 35, an., p. 382 ; J. O., p. 369). — Rapport, par M. le comte de Cintré [20 janvier] (I., n°

PLOUHINEC [FINISTÈRE]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi portant établissement d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de cette commune [13 février 1874] (I., n° 2220; A., t. 29, an., p. 394; J. O., p. 1508). — Rapport, par M. Honoré Roux [23 mars] (I., n° 2327; A., t. 30, an., p. 268; J. O., p. 3057). — Adoption [27 mars] (A., t. 30, p. 656). = Loi du 27 mars 1874 (J. O., p. 2642; B. des L., n° 2900).

PLOUIDER [FINISTÈRE]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi portant établissement d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de cette commune [21 juin 1875] (I., n° 3107; A., t. 39, an., p. 48; J. O., p. 4833). — Rapport, par M. de Vinols [12 juillet] (I., n° 3169; A., t. 39, an., p. 258; J. O., p. 6483). — Adoption [19 juillet] (A., t. 40, p. 166). = Loi du 19 juillet 1875 (J. O., p. 5923; B. des L., n° 4328).

PLOUIGNEAU [FINISTÈRE]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi portant établissement de surtaxes sur les alcools et sur l'absinthe à l'octroi de cette commune [5 août 1874] (I., n° 2708; A., t. 34, an., p. 385; J. O., p. 7932). — Rapport, par M. Courbet-Poulard [11 décembre 1874] (I., n° 2747; A., t. 35, an., p. 282; J. O. de 1875, p. 5). — Adoption [18 décembre] (A., t. 35, p. 230). = Loi du 18 décembre 1874 (J. O., p. 8617; B. des L., n° 3663).

PLOUMOGUER [FINISTÈRE]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi tendant à établir une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de cette commune [1er novembre 1873] (I., n° 1995; A., t. 27, an., p. 19; J. O., p. 7235). — Rapport, par M. Perrier [17 novembre] (I., n° 2014; A., t. 27, an., p. 168; J. O., p. 7237). — Adoption [24 novembre] (A., t. 27, p. 203). = Loi du 24 novembre 1873 (J. O., p. 7393; B. des L., n° 2565).

PLOUNÉOUR-TREZ [FINISTÈRE]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi portant établissement de surtaxes sur les alcools et l'absinthe à l'octroi de cette commune [5 août 1874] (I., n° 2709; A., t. 34, an., p. 386; J. O., p. 7899). — Rapport, par M. Paul Morin [9 décembre] (I., n° 2738; A., t. 35, an., p. 275; J. O., p. 8300). — Adoption [12 décembre] (A., t. 35, p. 180). = Loi du 12 décembre 1874 (J. O., p. 8500; B. des L., n° 3661).

PLOUVIEN [FINISTÈRE]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi tendant à établir une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de cette commune [7 novembre 1873] (I., n° 1996; A., t. 27, an., p. 20; J. O., p. 6982). — Rapport, par M. Parent [17 novembre] (I., n° 2015; A., t. 27, an., p. 166; J. O., p. 7237). — Adoption [25 novembre] (A., t. 26, p. 3). = Loi du 25 novembre 1873 (J. O., p. 7521; B. des L., n° 2568).

PLOUZANÉ [FINISTÈRE]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi portant établissement d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de cette commune [1er août 1874] (I., n° 2671; A., t. 34, an., p. 150; J. O., p. 6122). — Rapport, par M. Alexandre [4 août] (I., n° 2698; A., t. 34, an., p. 344; J. O., p. 6249). — Adoption [5 août] (A., t. 34, p. 254). = Loi du 5 août 1874 (J. O., p. 5932; B. des L., n° 3382).

PONTCROIX [FINISTÈRE]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi portant établissement de surtaxes sur l'alcool et l'absinthe à l'octroi de cette commune [4 novembre 1875] (I., n° 3400; A., t. 42, an., p. 7; J. O., p. 9304). — Rapport, par M. de Forsanz [29 novembre] (I., n° 3478; A., t. 42, an., p. 364; J. O., p. 10314). — Adoption [2 décembre] (A., t. 43, p. 31). = Loi du 2 décembre 1875 (J. O., p. 10137; B. des L., n° 4831).

PONT-DE-BEAUVOISIN [SAVOIE]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi tendant à établir une surtaxe sur le vin à l'octroi de cette commune [28 février 1873] (I., n° 1635; A., t. 16, an., p. 87; J. O., p. 1686). — Rapport, par M. Crespin [21 mars] (I., n° 1696; A., t. 17, an., p. 4; J. O., p. 2456). — Adoption [26 mars] (A., t. 17, p. 92). = Loi du 26 mars 1873 (J. O., p. 2290; B. des L., n° 1873).

PONT-DE-VAUX [AIN].

1 — Exposé des motifs et texte du projet de loi portant établissement d'une surtaxe sur les vins à l'octroi de cette commune [23 juillet 1875] (I., n° 3250; A., t. 41, an., p. 46; J. O., p. 6921). — Rapport, par M.

Philippoteaux [31 juillet] (I., n° 3377; A., t. 41, an., p. 236; J. O., p. 7602). — Adoption [3 août] (A., t. 41, p. 364). = Loi du 3 août 1875 (J. O., p. 6913; B. des L., n° 4437).

2 — Exposé des motifs et texte du projet de loi portant prorogation d'une surtaxe sur les vins à l'octroi de cette commune [16 décembre 1875] (I., n° 3595; A., t. 43, an., p. 597; J. O. de 1876, p. 763). — Rapport, par M. Silva [27 décembre] (I., n° 3658; A., t. 44, an., p. 87; J. O. de 1876, p. 414). — Adoption [29 décembre] (A., t. 44, p. 246). = Loi du 29 décembre 1875 (J. O. de 1876, p. 3; B. des L., n° 4856).

PONT-L'ABBÉ [FINISTÈRE]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi portant établissement de surtaxes sur les vins, cidres, alcools et absinthe, à l'octroi de cette commune [5 août 1874] (I., n° 2712; A., t. 34, an., p. 387; J. O., p. 8013). — Rapport, par M. Salneuve [9 décembre] (I., n° 2739; A., t. 35, an., p. 275; J. O., p. 8254). — Adoption [12 décembre] (A., t. 35, p. 180). = Loi du 12 décembre 1874 (J. O., p. 8505; B. des L., n° 3662).

PONT-L'EVÊQUE [CALVADOS]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi tendant à établir des surtaxes sur les vins, l'alcool et l'absinthe à l'octroi de cette commune [5 février 1873] (I., n° 1593; A., t. 15, an., p. 288; J. O., p. 1208). — Rapport, par M. Mallevergne [28 février] (I., n° 1632; A., t. 16, an., p. 84; J. O., p. 1685). — Adoption [13 mars] (A., t. 16, p. 440). = Loi du 13 mars 1873 (J. O., p. 2017; B. des L., n° 1855).

PONTOISE [SEINE-ET-OISE]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi tendant à augmenter les surtaxes sur les vins et eaux-de-vie à l'octroi de cette commune [24 avril 1872] (I., n° 1077; A., t. 11, an., p. 5; J. O., p. 2855). — Rapport, par M. Labélonye [6 mai] (I., n° 1113; A., t. 11, an., p. 76; J. O., p. 3360). — Adoption [11 mai] (p. 314). = Loi du 11 mai 1872 (J. O., p. 3753; B. des L., n° 1111).

PORT-LAUNAY [FINISTÈRE]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi tendant à établir une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de cette commune [7 novembre 1873] (I., n° 1994; A., t. 27, an., p. 19; J. O., p. 7235). — Rapport, par M. Bloncourt [24 novembre] (I., n° 2029; A., t. 27, an., p. 191; J. O., p. 7285). — Adoption [28 novembre] (A., t. 28, p. 48). = Loi du 28 novembre 1873 (J. O., p. 7522; B. des L., n° 2571).

POULDERGAT [FINISTÈRE]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi portant établissement de surtaxes sur les alcools et l'absinthe à l'octroi de cette commune [4 mars 1874] (I., n° 2256; A., t. 30, an., p. 47; J. O., p. 1976). — Rapport, par M. Michel [21 mars] (I., n° 2318; A., t. 30, an., p. 201; J. O., p. 2962). — Adoption [25 mars] (A., t. 30, p. 600). = Loi du 25 mars 1874 (J. O., p. 2562; B. des L., n° 2837).

PRIVAS [ARDÈCHE]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi portant établissement de surtaxes sur le vin et sur l'alcool à l'octroi de cette commune [9 décembre 1875] (I., n° 3555; A., t. 43, an., p. 417; J. O. de 1876, p. 715). — Rapport, par M. Blavoyer [21 décembre] (I., n° 3638; A., t. 44, an., p. 58; J. O. de 1876, p. 615). — Adoption [24 décembre] (A., t. 44, p. 143). = Loi du 24 décembre 1875 (J. O. de 1876, p. 2; B. des L., n° 4851).

PUY (LE) [HAUTE-LOIRE]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi tendant à établir une surtaxe sur les vins à l'octroi de cette ville [25 juillet 1872] (I., n° 1353; A., t. 13, an., p. 234; J. O., p. 5364). — Rapport, par M. Vinay [29 juillet] (I., n° 1369; A., t. 13, an., p. 258; J. O., p. 5702). — Adoption du projet de loi, réuni à celui relatif à l'emprunt de la même ville [31 juillet] (A., t. 13, p. 498). = Loi du 31 juillet 1872 (J. O., p. 5473; B. des L., n° 1352).

QUESNOY (LE) [NORD]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi portant établissement de surtaxes sur les vins, alcools et absinthe à l'octroi de cette commune [4 mars 1874] (I., n° 2257; A., t. 30, an., p. 47; J. O., p. 2516). — Rapport, par M. de Diesbach [21 mars] (I., n° 2319; A., t. 30, an., p. 201; J. O., p. 2962). — Adoption [25 mars] (A., t. 30, p. 600). = Loi du 25 mars 1874 (J. O., p. 2561; B. des L., n° 2838).

QUIMPERLÉ [FINISTÈRE]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi portant établissement de surtaxes sur l'alcool, l'absinthe, les cidres, poirés et hydromels à l'octroi de cette commune [15 janvier 1875] (I., n° 2838 ; A., t. 36, an., p. 31; J. O., p. 625). — Rapport, par M. le comte de Cintré [1er février] (I., n° 2882; A., t. 36, an., p. 147; J. O., p. 1063). — Adoption [4 février] (A., t. 36, p. 431). = Loi du 4 février 1875 (J. O., p. 1201; B. des L., n° 3888).

QUINTIN [CÔTES-DU-NORD].

1 — Exposé des motifs et texte du projet de loi relatif à la prorogation de surtaxes sur les cidres, poirés et hydromels à l'octroi de cette commune [14 décembre 1871] (I., n° 702; A., t. 6, an., p. 169; J. O., p. 5365). — Rapport, par M. de Largentaye [21 décembre] (I., n° 737; A., t. 6, an., p. 253; J. O. de 1872, p. 25). — Adoption [26 décembre] (A., t. 6, p. 277). = Loi du 26 décembre 1871 (J. O., p. 5340; B. des L., n° 784).

2 — Exposé des motifs et texte du projet de loi portant prorogation d'une surtaxe sur les cidres, poirés et hydromels à l'octroi de cette ville [17 juillet 1873] (I., n° 1890; A., t. 19, an., p. 114; J. O., p. 5398). — Rapport, par M. Courbet-Poulard [25 juillet] (I., n° 1954; A., t. 19, an., p. 216; J. O., p. 5877). — Adoption [28 juillet] (A., t. 19, p. 490). = Loi du 28 juillet 1873 (J. O., p. 5249; B. des L., n° 2265).

RAMBERVILLERS [VOSGES]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi portant établissement de surtaxes sur les vins et sur les alcools à l'octroi de cette commune [3 juin 1875] (I., n° 3066; A., t. 38, an., p. 179; J. O., p. 4260). — Rapport, par M. le marquis de Quinsonas [26 juin] (I., n° 3122; A., t. 39, an., p. 99; J. O., p. 5088). — Adoption [1er juillet] (A., t. 39, p. 307). = Loi du 1er juillet 1875 (J. O., p. 5065; B. des L., n° 4287).

RAMBOUILLET [SEINE-ET-OISE]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi portant établissement de surtaxes sur les vins, alcools et absinthe à l'octroi de cette commune [8 janvier 1875] (I., n° 2819; A., t. 35, an., p. 384; J. O., p. 368). — Rapport, par M. Bompard [20 janvier] (I., n° 2861; A., t. 36, an., p. 77; J. O., p. 742). — Adoption [26 janvier] (A., t. 36, p. 285). = Loi du 26 janvier 1875 (J. O., p. 1019; B. des L., n° 3883).

RETHEL [ARDENNES]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi portant établissement de surtaxes sur les vins, cidres, poirés et hydromels, alcools et absinthe, à l'octroi de cette ville [8 décembre 1873] (I., n° 2084; A., t. 28, an., p. 175; J. O., p. 7824). — Rapport, par M. Clerc, [17 décembre] (I., n° 2109; A., t. 28, an., p. 262; J. O. de 1874, p. 38). — Adoption [20 décembre] (A., t. 28, p. 436). = Loi du 20 décembre 1873 (J. O., p. 8193 ; B. des L., n° 2582).

ROSCANVEL [FINISTÈRE]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi portant établissement d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de cette commune [20 mars 1875] (I., n° 2975; A., t. 37, an., p. 193; J. O., p. 3443). — Rapport, par M. le comte de Cintré [19 juillet] (I., n° 3209; A., t. 40, an., p. 558; J. O., p. 6231). — Adoption [23 juillet] (A., t. 41, p. 58). = Loi du 23 juillet 1875 (J. O., p. 6322; B. des L., n° 4356).

ROUEN [SEINE-INFÉRIEURE]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi, tendant à proroger les surtaxes sur les vins et les alcools à l'octroi de cette ville [12 septembre 1871] (I., n° 636; A., t. 5, an., p. 226; J. O., p. 4147). — Rapport et adoption, voy. EMPRUNTS, § *Rouen*.

RUMENGOL [FINISTÈRE]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi portant établissement d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de cette commune [28 juillet 1874] I., n° 2624; A., t. 34, an., p. 34; J. O., p. 5970). — Rapport, par M. Alexandre [31 juillet] (I., n° 2648; A., t. 34, an., p. 113; J. O., p. 6092). — Adoption [4 août] (A., t. 34, p. 205). = Loi du 4 août 1874 (J. O., p. 5817; B. des L., n° 3345).

RUMILLY [HAUTE-SAVOIE].

1 — Exposé des motifs et texte du projet de loi, relatif à la prorogation d'une surtaxe sur le vin et l'alcool à l'octroi de cette commune [14 décembre 1871] (I., n° 701; A.,

t. 6, an., p. 169; J. O. de 1872, p. 535). — Rapport, par M. Labélonye [23 décembre] (I., n° 744; A., t. 6, an., p. 257; J. O., p. 72). — Adoption [26 décembre] (A., t. 6, p. 278). = Loi du 26 décembre 1874 (J. O., p. 5311; B. des L., n° 788).

2 — Exposé des motifs et texte du projet de loi relatif à l'établissement d'une surtaxe sur le vin à l'octroi de cette commune [25 juillet 1873] (I., n° 1958; A., t. 19, an., p. 218; J. O., p. 5893). — Rapport, par M. Courbet-Poulard [26 juillet] (I., n° 1972; A. t. 19, an., p. 240; J. O., p. 5939). — Adoption [28 juillet] (A., t. 19, p. 226). = Loi du 28 juillet 1873 (J. O., p. 5250; B. des L., n° 2266).

Saint-Cloud [Seine-et-Oise]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi portant établissement d'une surtaxe sur les vins à l'octroi de cette commune [18 mai 1875] (I., n° 3015; A., t. 38, an., p. 106; J. O., p. 3899). — Rapport, par M. Daguilhon Lasselve [10 juin] (I., n° 3083; A., t. 38, an., p. 232; J. O., p. 4258). — Adoption [14 juin] (A., t. 38, p. 543). — Loi du 14 juin 1875 (J. O., p. 4530; B. des L., n° 4200).

Saint-Dié [Vosges]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi portant établissement de surtaxes sur les vins et les alcools à l'octroi de cette commune [3 décembre 1873] (I., n° 2070; A., t. 28, an., p. 106; J. O., p. 7698).— Rapport, par M. Francisque Rive [17 décembre] (I., n° 2118; A., t. 28, an., p. 269; J. O. de 1874, p. 213). — Adoption [22 décembre] (A., t. 28, p. 462).= Loi du 22 décembre 1873 (J. O., p. 8267; B. des L., n° 2589).

Saint-Éloy [Finistère]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi portant établissement de surtaxes sur l'alcool et l'absinthe à l'octroi de cette commune [4 novembre 1875] (I., n° 3393; A., t. 42, an., p. 3; J. O., p. 9240). — Rapport, par M. de Forsanz [26 novembre] (I., n° 3471; A., t. 42, an., p. 355; J. O., p. 10272). — Adoption [30 novembre] (A., t. 42, p. 448). = Loi du 30 novembre 1875 (J. O., p. 11037; B. des L., n° 4682).

Saint-Jean-de-Maurienne [Savoie]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi tendant à l'établissement de surtaxes sur les vins, les alcools et l'absinthe à l'octroi de cette commune [7 novembre 1873] (I., n° 1998; A., t. 27, an., p. 21; J. O., p. 7133). — Rapport, par M. Parent [26 novembre] (I., n° 2041; A., t. 28, an., p. 23; J. O., p. 7366).— Rapport supplémentaire, par le même Député [26 décembre] (I., n° 2141; an., p. 301; J. O. de 1874, p. 263). — Adoption [29 décembre] (A., t. 28, p. 606). = Loi du 29 décembre 1873 (J. O., p. 8236; B. des L., n° 2622).

Saint-Julien [Haute-Savoie]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi portant établissement d'une surtaxe sur les vins à l'octroi de cette commune [3 décembre 1873] (I., n° 2071; A., t. 28, an., p. 107; J. O., p. 7662). — Rapport, par M. Parent [17 décembre] (I., n° 2107; A., t. 28, an., p. 261; J. O., p. 8257). — Adoption [22 décembre] (A., t. 28, p. 461). = Loi du 22 décembre 1873 (J. O., p. 8267; B. des L., n° 2587).

Saint-Malo [Ille-et-Vilaine]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi portant établissement de surtaxes sur les vins, cidres, poirés et hydromels à l'octroi de cette ville [26 mai 1875] (I., n° 3039; A., t. 38, an., p. 140; J. O., p. 4131). — Rapport, par M. le marquis de Quinsonas [11 juin] (I., n° 3090; A., t. 38, an., p. 238; J. O., p. 4694, 4908). — Adoption [22 juin] (A., t. 39, p. 83). = Loi du 22 juin 1875 (J. O., p. 5026; B. des L., n° 4247).

Saint-Marc [Finistère]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi portant prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de cette commune [5 août 1874] (I., n° 2713; A., t. 34, an., p. 387; J. O., p. 7899).— Rapport, par M. Méline [11 décembre] (I., n° 2745; A., t. 35, an., p. 281; J. O., p. 8522). — Adoption [18 décembre] (A., t. 35, p. 230). = Loi du 18 décembre 1874 (J. O., p. 8617; B. des L., n° 3664).

Saint-Pierre-Quilbignon [Finistère].— Exposé des motifs et texte du projet de loi portant établissement d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de cette commune [7 décembre 1875] (I., n° 3532; A., t. 43, an., p. 369; J. O. de 1876, p. 716). — Rapport, par

t. 36, p. 1). = Loi du 11 janvier 1875 (J. O., p. 497; B. des L., n° 3833).

VANNES (MORBIHAN).

1 — Exposé des motifs et texte du projet de loi portant prorogation de surtaxes sur les boissons à l'octroi de cette ville [10 janvier 1872] (I., n° 790; A., t. 6, an., p. 329; J. O., p. 496). — Rapport, par M. Doré-Graslin [17 janvier] (I., n° 820; A., t. 7, an., p. 44; J. O., p. 681). — Adoption [24 janvier] (A., t. 7, p. 171). = Loi du 24 janvier 1872 (J. O., p. 1210; B. des L., n° 919).

2 — Exposé des motifs et texte du projet de loi portant prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de cette ville [28 décembre 1875] (I., n° 3663; A., t. 44, an., p. 91; J. O. de 1876, p. 428). — Rapport, par M. Ancelon [30 décembre] (I., n° 3668; A., t. 44, an., p. 103; J. O. de 1876, p. 60). — Adoption [31 décembre] (A., t. 44, p. 317). = Loi du 31 décembre 1875 (J. O. de 1876, p. 3; B. des L., n° 4860).

VILLEFRANCHE [ALPES-MARITIMES]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi portant établissement d'une surtaxe sur les vins à l'octroi de cette commune [13 février 1874] (I., n° 2221; A., t. 29, an., p. 304; J. O., p. 1508). — Rapport, par M. de Diesbach [16 mars] (I., n° 2294; A., t. 30, an., p. 147; J. O., p. 2837). — Adoption [20 mars] (A., t. 30, p. 495). = Loi du 20 mars 1874 (J. O., p. 2339; B. des L., n° 2820).

VIZILLE (ISÈRE). — Exposé des motifs et texte du projet de loi tendant à établir une surtaxe sur les vins à l'octroi de cette commune [28 juillet 1873] (I., n° 1976; A., t. 19, an., p. 247; J. O., p. 6826). — Rapport, par M. Du Portail [28 novembre] (I., n° 2051; A., t. 28, an., p. 337; J. O., p. 7766). — Adoption [5 décembre] (A., t. 28, p. 413). = Loi du 5 décembre 1873 (J. O., p. 7841; B. des L., n° 2577).

VOIRON (ISÈRE). — Exposé des motifs et texte du projet de loi tendant à établir des surtaxes sur le vin, l'alcool et l'absinthe à l'octroi de cette commune [3 mai 1872] (I., n° 1106; A., t. 11, an., p. 53; J. O., p. 3364). — Rapport, par M. Parent [15 mai] (I., n° 1145; A., t. 11, an., p. 154; J. O., p. 3534). — Adoption [23 mai] (A., t. 11, p. 503). = Loi du 23 mai 1872 (J. O., p. 3753; B. des L., n° 1213).

VOUZIERS [ARDENNES]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi tendant à établir des surtaxes sur les vins, les cidres et les alcools à l'octroi de cette ville [28 mars 1873] (I., n° 1733; A., t. 17, an., p. 97; J. O., p. 2456). — Rapport, par M. Courbet-Poulard [2 avril] (I., n° 1759; A., t. 17, an., p. 163; J. O., p. 3455). — Adoption [5 avril] (A., t. 17, p. 293). = Loi du 5 avril 1873 (J. O., p. 2610; B. des L., n° 1934).

YVETOT [SEINE-INFÉRIEURE]. — Exposé des motifs et texte du projet de loi tendant à établir des surtaxes sur les boissons à l'octroi de cette commune [26 mars 1872] (I., n° 1037; A., t. 10, an., p. 3; J. O., p. 2563). — Rapport, par M. Arthur Legrand [30 mars] (I., n° 1068; A., t. 10, an., p. 54; J. O., p. 2935). — Adoption [30 avril] (A., t. 11, p. 121). = Loi du 30 avril 1872 (J. O., p. 3321; B. des L., n° 1122).

## OFFENSES ENVERS L'ASSEMBLÉE NATIONALE.

1 — Projets de lois et propositions concernant les délits de cette nature, voy. ASSEMBLÉE NATIONALE, § IV. — PRESSE, § II. — RÈGLEMENT.

2 — Demandes en autorisation de poursuites, pour des délits d'offenses envers l'Assemblée, voy. POURSUITES.

## OFFICIERS DES ARMÉES DE TERRE ET DE MER, voy. ARMÉE. — CUMUL. — MARINE MILITAIRE. — PÉTITIONS, § II. — RÉUNIONS DES OFFICIERS.

## OFFICIERS MINISTÉRIELS.

1 — Exposé des motifs et texte du projet de loi tendant à abroger la loi du 14 août et les décrets des 25 octobre et 4 décembre 1870, concernant les officiers ministériels, et en particulier les notaires, appelés sous les drapeaux et autorisés à se faire suppléer pendant la guerre, présenté par M. Dufaure, *Ministre de la Justice et des Cultes* [8 avril

1871] (I., n° 319; A., t. 2, p. 361; J. O., p. 742). — Commission (F., n° 40; J. O., p. 542). — Rapport, par M. Pajot [19 avril] (I., n° 452; A., t. 2, p. 625; J. O., p. 774).= *Première délibération* [22 avril] (A., t. 2, p. 689). — L'Assemblée décide, sans débats, qu'elle passera à la deuxième délibération (*ibid.*). = *Deuxième délibération* [27 avril] (A., t. 2, p. 742). — Même décision pour la troisième délibération (*ibid.*).= *Troisième délibération* [2 mai] (A., t. 2, p. 809). — Adoption, sans discussion, de l'ensemble du projet de loi (*ibid.*). — Loi du 2 mai 1871 (J. O., p. 945; B. des L., n° 378).

2 — Exposé des motifs et texte du second projet de loi concernant les officiers ministériels autorisés à se faire suppléer pendant la guerre, et tendant à prolonger les délais qui leur ont été accordés, présenté par M. Dufaure, *Ministre de la Justice et des Cultes* [15 février 1872] (I., n° 892; A., t. 7, an., p. 169; J. O. de 1872, p. 1333). — L'Assemblée déclare l'urgence [même séance] (A., t. 7, p. 584). — Commission (F., n° 229; J. O., p. 1295).— Rapport, par M. Toupet des Vignes [24 février] (I., n° 926; A., t. 8, an., p. 5; J. O., p. 1482).— Adoption, sans discussion [28 février] (A., t. 8, p. 85).= Loi du 28 février 1872 (J. O., p. 1665; B. des L., n° 958).

3 — Proposition de M. Sebert relative au règlement des indemnités motivées par la loi du 1er août 1872, portant création d'un nouveau canton de Justice de paix à Trouville, voy. LIMITES, § *Calvados*, n° 2.

4 — Proposition de MM. Princeteau et autres ayant pour objet la révision du tarif de 1807, qui régit les taxes des greffiers de Justices de paix, voy. GREFFIERS.

5 — Rapport et discussion sur les pétitions d'huissiers de divers départements relatives à la révision des tarifs qui taxent leurs émoluments, voy. PÉTITIONS, § II.

**OISE** (DÉPARTEMENT DE L').

Proposition de M. Gérard relative à la levée de l'état de siége dans ce département, voy. ÉTAT DE SIÉGE, n°s 7 et 14.

**OLIVES** (PULPES D').

Texte de la proposition de M. Alfred Naquet ayant pour objet d'affranchir de tous droits d'entrée en France les amurcas et pulpes d'olives [10 juin 1875] (I., n° 3081; A., t. 38, an., p. 231; J. O., p. 4269). — Rapport, au nom de la Commission du Budget de 1876, par M. Teisserenc de Bort, sur cette proposition et sur une disposition additionnelle au Budget, présentée par le Gouvernement relative aux droits sur les tapis de laine de la Tunisie et du Maroc (1) [17 juillet] (I., n° 3203; A., t. 40, an., p. 551; J. O., p. 6773). — Déclaration d'urgence, et adoption sans discussion [24 juillet] (A., t. 41, p. 87). = Loi du 24 juillet 1875 (J. O., p. 6321; B. des L., n° 4357).

**OPÉRA** (THÉATRE DE L').

1 — Projet de loi relatif aux dépenses nécessitées par l'incendie de l'ancien théâtre de l'Opéra, et par son exploitation provisoire en régie, voy. CRÉDITS, § IX, *Instruction publique et Beaux-Arts*, n° 10.

2 — Projets de lois de crédits applicables à l'achèvement du nouvel Opéra, voy. CRÉDITS, § XI, *Travaux publics*, n° 8.

**OPÉRATIONS DE BOURSE.**

Exposé des motifs et texte de la proposition de M. le vicomte de Lorgeril, tendant à frapper d'une taxe les opérations de Bourse autres que les marchés au comptant [18 juin 1874] (I., n° 2483; A., t. 32, p. 256, et an., p. 246; J. O., p. 4989). — Renvoi à la Commission du Budget de 1875 (t. 32, p. 256). — Demande de mise à l'ordre du jour, par M. de Lorgeril [3 août 1876]. — Sont entendus : MM. de Lorgeril, Léon Say, *Ministre des Finances* (*ibid.*) (2).

**OPTION DES ALSACIENS-LORRAINS**, voy. ALSACE-LORRAINE, § II.

**OPTION DES DÉPUTÉS A L'ASSEMBLÉE NATIONALE**, voy. ÉLECTIONS, Ire Section, § I, n° 4, et § II, n° 25.

(1) Voir cette disposition à l'article DOUANES, n° 10.

(2) La Commission du Budget n'a pas fait de rapport sur cette proposition.

**ORAN** (Département d').

1 — Projet de loi de crédit applicable aux dépenses des opérations militaires dans ce département en 1871, voy. Crédits, § V, 2e Section, *Algérie*, n° 3.

2 — Amendement ayant pour objet d'allouer une indemnité de frais de tournées aux Préfets d'Oran et de Constantine, voy. Budget général de l'État, § VI, *Exercice 1876*, n° 5.

**ORDRES DU JOUR MOTIVÉS**, voy. Assemblée nationale, § VIII, n° 6. — Insurrection du 18 Mars 1871, n° 7. — Interpellations, nos 12, 14, 15, 28, 31, 32, 36, 37, 44, 47, 49, 55, 78. — Marchés, n° 24. — Paris (Ville de), § I, n° 1. — Poursuites, n° 2. — Questions, nos 13, 28, 47.

**ORÉNOQUE** (Navire l').

Incident relatif à la mission de ce navire, voy. Questions, n° 75.

**ORGANISATION DE L'ARMÉE**, voy. Armée.

**ORGANISATION DÉPARTEMENTALE**, voy. Conseils généraux, § I.

**ORGANISATION JUDICIAIRE**, voy. Magistrature.

**ORGANISATION MUNICIPALE**, voy. Conseils municipaux, § I, nos 8, 10 et 13. — Maires et Adjoints.

**ORLÉANS** (Famille d').

1 — Vérification des pouvoirs de M. le prince de Joinville et de M. le duc d'Aumale, élus Représentants par les départements de la Manche, de la Haute-Marne et de l'Oise, voy. Élections, 1re Section, § I, n° 3, 2°.

2 — Propositions de MM. Jean Brunet, de Vaulchier et d'un grand nombre de Représentants, relatives à l'abrogation des lois de proscription, entre autres, de la loi du 26 mai 1848, qui a prononcé le bannissement de la famille d'Orléans, voy. Bannissement.

3 — Interpellations de M. Jean Brunet au sujet de l'abstention de siéger à l'Assemblée nationale, exigée des princes d'Orléans, élus et admis comme Représentants, voy. Interpellations, n° 14.

4 — Incident relatif à un article du *Journal officiel* de la Commune, concernant M. le duc d'Aumale, voy. Insurrection du 18 Mars 1871, n° 19.

5 — Incident relatif aux biens de la famille d'Orléans, attribués à l'État par les décrets du 22 janvier 1852, voy. Budget général de l'État, § I, *Exercice 1871*, n° 3.

6 — Exposé des motifs et texte du projet de loi ayant pour objet de rapporter les décrets du 22 janvier 1852, relatifs aux biens de la famille d'Orléans, présenté par M. Thiers, *Président de la République*, et M. Pouyer-Quertier, *Ministre des Finances* [8 décembre 1871] (I., n° 685; A., t. 6, p. 29, et an., p. 118; J. O., p. 5331). — Renvoi à la Commission qui sera chargée d'examiner ce projet de loi, de deux pétitions y relatives [9 décembre] (p. 45). — Commission (F., n° 183; J. O., p. 5299). — Rapport, par M. Robert de Massy [9 mars 1872] (I., n° 966; A., t. 8, an., p. 61; J. O., p. 2008, 2057). = *Première délibération* [24 avril] (A., t. 11, p. 35). — L'Assemblée décide, sans discussion, qu'elle passera à la deuxième délibération (*ibid.*). = Demande de mise à l'ordre du jour de cette délibération [20 novembre] (A., t. 14, p. 152). — Sont entendus : MM. Robert de Massy, *rapporteur ;* de Goulard, *Ministre des Finances* (p. 152). = *Deuxième délibération* [22 novembre] (p. 192). — Demande d'ajournement, introduite par M. Lepère (p. 195). — Sont entendus : MM. Lepère (p. 192); le comte Jaubert (p. 194); Robert de Massy, *rapporteur* (p. 194). — Rejet de cette demande (p. 195). = Discussion (*ibid.*). — Contre-projet proposé par M. Pascal Duprat, tendant à renvoyer les princes d'Orléans devant les Tribunaux compétents pour la revendication de leurs biens (p. 195). — Rejet, au scrutin public, de l'article 1er de ce contre-projet (p. 220); liste des votants (p. 224). — Adoption, au scrutin public et à

l'unanimité, de l'article 1er du projet de la Commission, portant abrogation des décrets du 22 janvier 1852 (p. 222); liste des votants (p. 225).— Rejet, au scrutin public, de l'article 2 du contre-projet de M. Pascal Duprat (p. 223); liste des votants (p. 227).— Adoption des articles 2, 3, 4 et 5 du projet de la Commission, et rejet de l'article 3 du contre-projet de M. Pascal Duprat (p. 223). — Ont pris part aux débats : MM. Pascal Duprat (p. 195, 210, 221, 223); Bocher (p. 198 à 203, 208 à 210, 221, 223); Laurier (p. 213); Brisson (p. 214 à 218); le comte Jaubert (p. 218); Robert de Massy, *rapporteur* (p. 219, 220, 223); de Goulard, *Ministre des Finances* (p. 220, 221); Turquet (p. 221). — L'Assemblée décide qu'elle passera à une troisième délibération (p. 223). = Mise à l'ordre du jour de la troisième délibération, sur la demande de M. Léon Say, *Ministre des Finances* [18 décembre] (p. 669). = *Troisième délibération* [21 décembre] (p. 733). — Adoption, sans discussion, de l'ensemble du projet de loi (*ibid.*). = Loi du 21 décembre 1872 (J. O., p. 8114; B. des L., n° 1572).

7 — Observations sur la promotion de M. le duc de CHARTRES à un grade d'officier supérieur dans l'armée, voy. QUESTIONS, n° 43.

8 — Exposé des motifs et texte du projet de loi prononçant admission, à titre définitif, dans l'armée et dans la marine, des membres de la famille d'Orléans pourvus d'un titre provisoire (les ducs d'ALENÇON et de PENTHIÈVRE), présenté par M. le général du Barail, *Ministre de la Guerre* [30 décembre 1873] (I., n° 2153; A., t. 28, an., p. 314; J. O. de 1874, p. 352). — Rapport, au nom de la Commission de l'armée, par M. le duc d'Harcourt [24 janvier 1874] (I., n° 2182; A., t. 29, an., p. 152; J. O., p. 967). — *Première délibération* [28 mars] (t. 30, p. 721). — Demande de déclaration d'urgence, par M. le général du Barail, *Ministre de la Guerre* (p. 722). — Est entendu sur cette demande : M. Tirard (*ibid*). — Adoption, au scrutin public, de la demande d'urgence (p. 722); liste des votants (p. 758). — *Discussion générale* (p. 722 à 730). — Observations incidentes relatives à la situation des officiers Savoisiens admis dans l'armée Française à la suite du traité d'annexion du 24 mars 1860 (p. 729). — *Discussion des articles* (p. 730). — Ont pris part aux débats : MM. Marcel Barthe (p. 722 à 728); le duc d'Harcourt, *rapporteur* (p. 728); Silva (p. 729); le général du Barail, *Ministre de la Guerre* (p. 730); Varroy (p. 731). — Adoption, au scrutin public, de l'ensemble du projet de loi [même séance] (p. 732); liste des votants (p. 760). = Loi du 28 mars 1874 (J. O., p. 2561; B. des L., n° 2866).

**OSLON** (COMMUNE D') [SAÔNE-ET-LOIRE].

Projet de loi relatif à un échange entre cette commune et l'État, voy. ÉCHANGES D'IMMEUBLES, n° 24.

## ÔTAGES DE LA COMMUNE DE PARIS.

1 — Communication du Gouvernement relative au meurtre des ôtages, voy. INSURRECTION DU 18 MARS 1871, n° 49.

2 — Proposition et projet de loi relatifs à la célébration, aux frais de l'État, des funérailles des ôtages de la Commune, voy. HONNEURS PUBLICS, nos 6 et 9.

## OUVRAGES D'OR ET D'ARGENT.

1 — Exposé des motifs et texte de la proposition de M. Tirard tendant à autoriser la fabrication à tous titres des ouvrages d'or et d'argent destinés à l'exportation [1er septembre 1871] (I., n° 586 et 586 rectifié ; A., t. 5, an., p. 157; J. O., p. 3811). — Rapport sommaire, par M. Francisque Rive [1er mars 1872] (I., n° 942; A., t. 8, an., p. 25; J. O., p. 1560). — Prise en considération [25 mars] (A., t. 8, p. 582).— Commission (F., n° 265; J. O., p. 2781). — Rapport sur le fond, par M. Ducarre [17 février 1873] (I., n° 1616; A., t. 16, an., p. 15 ; J. O., p. 1418). = *Première délibération* [30 mai] (A., t. 18, p. 154). — Sont entendus : MM. Tirard, Deseilligny, *Ministre des Travaux publics* (p. 154). — L'Assemblée décide qu'elle passera à la deuxième délibération (*ibid.*). = *Deuxième délibération* [26 juin] (p. 581). — Sont entendus : MM. Teisserenc de Bort (p. 581, 624);

# P

## PACIFIQUE-SUD.

Projet de loi portant approbation d'une Convention entre le Ministre des Finances et la Compagnie générale transatlantique, relative à la modification du service du *Pacifique-Sud*, voy. POSTES, § III.

## PACTE DE BORDEAUX.

Discours de M. Thiers, *Chef du Pouvoir exécutif*, connu sous le nom de *Pacte de Bordeaux*, voy. ASSEMBLÉE NATIONALE, § II, n° 1.

## PAGET (M.).

Projet de loi relatif à un échange d'immeubles entre lui et l'État, voy. ÉCHANGES D'IMMEUBLES, n° 28.

## PALAIS DE VERSAILLES.

1 — Propositions relatives à l'installation de l'Assemblée nationale et des divers Ministères dans le Palais de Versailles, voy. ASSEMBLÉE NATIONALE, § II. — COMPTABILITÉ INTÉRIEURE, n° 6.

2 — Projets de lois tendant à y fixer la résidence du Sénat et de la Chambre des Députés, voy. CRÉDITS, § XI, *Travaux publics*, n° 9. — POUVOIRS PUBLICS.

3 — Projet de loi de crédit applicable à la restauration de la Chapelle de ce Palais, voy. CRÉDITS, § XI, *Travaux publics*, n° 11.

## PALAIS DES TUILERIES.

1 — Proposition de M. Roussel tendant à conserver les ruines de ce Palais, détruit par l'incendie, voy. RUINES.

2 — Proposition de M. Monnet ayant pour objet de nommer une Commission chargée de l'examen de la question de la restauration et de l'affectation des Tuileries, voy. TUILERIES (PALAIS DES).

3 — Projets de lois de crédits applicables au déblalement des ruines de ce Palais et à l'achèvement du Pavillon de Marsan, voy. CRÉDITS, § XI, *Travaux publics*, n°s 2 et 10.

## PALAIS DU LUXEMBOURG.

Projet de loi de crédit applicable aux services de ce Palais, voy. CRÉDITS, § IX, *Instruction publique*, n° 1.

## PALAIS NATIONAUX.

Projet de loi ayant pour objet l'entretien et la conservation des Palais nationaux, voy. CRÉDITS, § XI, *Travaux publics*, n° 1.

## PAPIER.

1 — Dispositions relatives à l'établissement d'un impôt sur le papier fabriqué, voy. BUDGET GÉNÉRAL DE L'ÉTAT, § I, *Exercice 1871*, n° 4.

2 — Proposition de M. Destremx relative au débit du papier timbré, voy. TIMBRE.

## PAQUEBOTS-POSTES.

1 — Interpellations relatives à l'établissement d'une nouvelle Compagnie chargée du service des dépêches entre Calais et Douvres, voy. INTERPELLATIONS, n° 38.

2 — Projet de loi et proposition concernant le service des paquebots de la Compagnie des Messageries maritimes, voy. POSTES, § III, n°s 3 et 4.

3 — Projet de loi relatif à une Convention entre le Ministre des Finances et la Compagnie générale transatlantique, pour la

594); Ternaux (Mortimer) (p. 587, 611, 643, 658, 660, 662); Tirard (p. 592, 615, 661); Tolain (p. 666); Villain (p. 595, 615, 623, 630, 631, 634). — Adoption, au scrutin public, de l'ensemble du projet de loi amendé [21 avril] (p. 673); liste des votants (p. 674). = Loi du 21 avril 1871 (J. O., p. 921; B. des L., n° 373).

2 — Question relative à l'exécution de la loi sur les loyers, voy. QUESTIONS, n° 31.

3 — Texte de la proposition de M. Henri Martin, relative aux loyers dans la ville de Paris [27 juin 1871] (I., n° 348; A., t. 3, p. 622; J. O., p. 1771). — L'Assemblée déclare l'urgence [même séance] (*ibid.*). — Commission (F., n° 103; J. O., p. 1700). — Rapport, par M. Voisin [12 juillet] (I., n° 385; A., t. 4, p. 1, an., p. 13; J. O., p. 2288). — Retrait motivé de cette proposition par M. Henri Martin (p. 3 et 4).

4 — Exposé des motifs et texte du projet de loi ayant pour but de limiter au 31 décembre 1871 les effets de la loi du 21 avril 1871 sur les loyers, présenté par M. Dufaure, *Ministre de la Justice* [11 décembre 1871] (I., n° 692; A., t. 6, an., p. 159; J. O., p. 5332). — L'Assemblée déclare l'urgence [même séance] (A., t. 6, p. 68). — Commission (F., n° 177; J. O., p. 6113). — Rapport, par M. Bozérian [27 décembre] (I., n° 751; A., t. 6, an., p. 269; J. O. de 1872, p. 281). — Adoption [6 janvier 1872] (A., t. 6, p. 439). = Loi du 6 janvier 1872 (J. O., p. 185; B. des L., n° 818).

5 — Projets de lois ayant pour objet de pourvoir au payement de la dépense mise à la charge du département de la Seine et de l'État par la loi du 21 avril 1871 sur les loyers, voy. EMPRUNTS, § *Seine*. — CRÉDITS, § V, *Intérieur*, n° 8.

6 — Exposé des motifs et texte du projet de loi tendant à abroger le décret du 17 septembre 1870, qui soumettait à une taxe les locaux dont les habitants s'étaient éloignés de Paris, présenté par M. Casimir Périer, *Ministre de l'Intérieur* [19 décembre 1871] (I., n° 727; A., t. 6, an., p. 240; J. O. de 1872, p. 72). — Commission (F., n° 201; J. O., p. 456). — Rapport, par M. Delsol [27 janvier 1872] (I., n° 859; A., t. 7, an., p. 109; J. O., p. 1099). — Sur la demande de M. Delsol, *rapporteur*, l'Assemblée déclare l'urgence [14 février] (p. 570). — Adoption de l'article unique du projet de loi (*ibid.*). = Loi du 14 février 1872 (J. O., p. 1665; B. des L., n° 955).

7 — Proposition de M. Haëntjens relative à l'examen des conditions de la capitulation de Paris, voy. CAPITULATIONS.

8 — Enquête sur les causes de l'insurrection de Paris, et incidents divers relatifs à cette insurrection, voy. ENQUÊTES PARLEMENTAIRES, II^e^ section, § I. — INSURRECTION DU 18 MARS 1871.

9 — Exposé des motifs et texte du projet de loi tendant à déclarer inaliénables les propriétés publiques ou privées saisies ou soustraites dans Paris depuis le 18 mars 1871, présenté par M. Dufaure, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice* [25 avril 1871] (I., n° 182; A., t. 2, p. 788, 799; J. O., p. 869 et 896). — L'Assemblée déclare l'urgence, sur la demande de M. le Garde des Sceaux [même séance] (A., t. 2, p. 789). — Commission (F., n° 58; J. O., p. 867, 868). — Rapport, par M. Bertauld [6 mai] (I., n° 207; A., t. 2, p. 850; J. O., p. 1015, 1025). — Discussion [12 mai] (p. 924). — Sont entendus : MM. le comte Jaubert (p. 924); Bozérian (p. 926, 933); Bertauld, *rapporteur* (p. 930, 935, 936, 937, 938, 940, 941); Langlois (p. 934); Martel (p. 935); Berlet (p. 936); Léon Clément, de Marcère (p. 937); Delsol, Brisson (p. 938); Dufaure, *Ministre de la Justice* (p. 938, 940); Turquet (p. 939); Albert Desjardins (p. 940, 941); Victor Lefranc (p. 940). — Adoption, au scrutin public, de l'ensemble du projet de loi, avec un article additionnel proposé par MM. Turquet, Martel, Desjardins et autres, tendant à l'application de l'article 463 du Code pénal aux crimes et délits prévus [même séance] (p. 941); liste des votants (*ibid.*). = Loi du 12 mai 1871 (J. O., p. 1049; B. des L., n° 380).

10 — Propositions ayant pour objet la reconstruction, à Paris, de la maison de M. Thiers, démolie par ordre de la Commune, voy. MAISON DE M. THIERS.

11 — Projet de loi ayant pour objet de relever la Colonne de la Place Vendôme et

de réparer le monument de Louis XVI, voy. COLONNE VENDÔME.

12 — Projet de loi de crédit applicable au déblayement des palais et édifices de Paris détruits par l'incendie, voy. CRÉDITS, § XI, *Travaux publics*, n° 2.

13 — Proposition de M. Roussel ayant pour objet la conservation des ruines des Tuileries et de l'Hôtel-de-Ville, voy. RUINES.

14 — Proposition de M. Wallon et projets de lois relatifs à la reconstitution des registres de l'État civil de Paris, détruits par l'incendie, voy. ÉTAT CIVIL, § I.

15 — Exposé des motifs et texte du projet de loi relatif à la reconstitution des états et des registres de significations, d'oppositions et de transports à la Caisse municipale de Paris, et aux Caisses des Travaux de Paris et de la Boulangerie, présenté par M. Victor Lefranc, *Ministre de l'Intérieur* [5 mars 1872] (I., n° 952; A., t. 8, an., p. 35; J. O., p. 1978). — Commission (F., n° 249; J. O., p. 1906). — Rapport, par M. Louvet [25 avril] (I., n° 1080; A., t. 11, an., p. 9; J. O., p. 2856). — Discussion [8 mai] (A., t. 11, p. 273). — Est entendu : M. Louvet, *rapporteur* (p. 274). — Déclaration d'urgence et adoption de l'ensemble du projet de loi [même séance] (p. 275).= Loi du 8 mai 1872 (J. O., p. 3241; B. des L., n° 1124).

16 — Projet de loi relatif aux titres au porteur volés ou détruits, voy. TITRES AU PORTEUR.

17 — Propositions de MM. Schœlcher, Brisson et autres, projet de loi et questions ayant pour objet la levée de l'état de siége de Paris, voy. ÉTAT DE SIÉGE, n° 5. — PRESSE, § II. — QUESTIONS, n°s 33 et 34.

## § II. — *Indemnité de guerre attribuée à la ville de Paris.*

1 — Article additionnel, présenté par le Gouvernement, à la proposition de MM. Claude (de la Meurthe) et autres, relative à l'indemnité des dommages causés par l'invasion, ayant pour objet de répartir une somme de 6 millions entre ceux qui ont le plus souffert des opérations militaires pour la rentrée de l'armée dans Paris, voy. DÉPARTEMENTS ENVAHIS.

2 — Exposé des motifs et texte du projet de loi tendant : 1° à rembourser en vingt-six annuités à la ville de Paris une partie de la contribution de guerre imposée par la Convention du 28 janvier 1871; 2° à approuver des mesures proposées par le Conseil municipal pour la réparation de certaines catégories de dommages matériels causés aux propriétés mobilières ou immobilières, présenté par M. Victor Lefranc, *Ministre de l'Intérieur* [2 août 1872] (I., n° 1407; A., t. 13, an., p. 545; J. O., p. 7071). — Rapport, au nom de la Commission du Budget, par M. Alfred André, concluant à l'allocation d'une somme de 140 millions à la ville de Paris, payable en 26 années, et d'une autre somme de 100 millions payable, dans le même terme, aux départements envahis, comme seconde et dernière allocation (1) [25 mars 1873] (I., n° 1711; A., t. 17, an., p. 47; J. O., p. 2821, 2835, 2851). — Incident relatif à la mise à l'ordre du jour de ce projet de loi [4 avril] (p. 276). — Sont entendus : MM. de Saisy (p. 276); Philippoteaux (p. 277); André (de la Seine), *rapporteur* (p. 277); André (de la Charente) (p. 278); Vautrain (p. 279); Albert Desjardins (p. 279, 280). — Adoption, au scrutin public, de la proposition de M. Desjardins, tendant à décider que le projet de loi sera mis en délibération avant la prorogation (p. 280); liste des votants (p. 287). = *Discussion générale* [5 avril] (p. 306). — Incident relatif aux travaux exécutés par la Commission des barricades, à Paris, pendant le siége (p. 318). — Sont entendus : MM. André (de la Charente) (p. 306, 319); Denormandie (p. 312); le général de Chabaud La Tour (p. 318); Vautrain (p. 318); André (de la Seine), *rapporteur*, (p. 319, 325); de Ventavon (p. 319). — Clôture de la discussion générale (p. 325). — L'Assemblée passe à la discussion des articles (p. 326), et décide, sur la proposition de M. Lambert de Sainte-Croix, qu'elle ne se prorogera qu'après avoir statué sur le projet de loi (p. 327). = *Discussion des arti-*

(1) Voir, à l'article DÉPARTEMENTS ENVAHIS, n° 2, la disposition relative à la première allocation accordée par la loi du 6 septembre 1871.

[illegible] M.
[illegible] ar la
[illegible] de
[illegible] ments,
[illegible] pre-
[illegible] u scru-
[illegible] le Ven-
[illegible] rticiper
[illegible] ans la
[illegible] erre p.
[illegible] amen-
[illegible] général
[illegible] ier 140
[illegible] millions
[illegible] liste des
[illegible] de MM.
[illegible] autres,
[illegible] solde de
[illegible] partements
[illegible] p. 403);
[illegible] de Ravinel,
[illegible] répartition
[illegible] Paris et les
[illegible] votants (p.
[illegible] de M. le
[illegible] et adop-
[illegible] de M. Louis
[illegible] millions à la
[illegible] aux départe-
[illegible] votants (p.
[illegible] ticle 2, pro-
[illegible] suite de l'a-
[illegible] M. Passy (p.
[illegible] de M. Léon
[illegible] rder un dé-
[illegible] ants pour for-
[illegible] ste des votants
[illegible] elle rédaction
[illegible] servations sur la
[illegible] des dommages
[illegible] pendant la
[illegible] pris part aux
[illegible] Louis Passy
[illegible] Léon Say,
[illegible] 369, 372,
[illegible] Vingtain (p.
[illegible] André de la
[illegible] 373, 375, 376,
[illegible] 391, 395, 399);
[illegible] Vautrain (p.
[illegible] teaux (p. 363,
[illegible] Ravinel (p. 372,
[illegible] uld-Bisaccia (p.
279, 381 : Margaine (p. 380, 387 : le général Robert (p. 380 ; Depeyre (p. 382, 384); Lefranc Victor, Méplain (p. 383 : le comte de Maillé (p. 384 ; Léon Clément (p. 385, 387) ; Sebert (p. 386, 387, 389 ; Ganivet (p. 388); Amédée Lefèvre-Pontalis (p. 390 : Journault (p. 391); de Goulard, *Ministre de l'Intérieur* (p. 392); Claude (de la Meurthe-et-Moselle) (p. 392 ; Peltereau-Villeneuve (p. 392, 399); Keller (p. 394, 396 ; le général de Chabaud La Tour (p. 395 ; Dufaure, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice* (p. 396) : le vicomte Blin de Bourdon (p. 397); de Tillancourt (p. 398); de la Sicotière (p. 398). = Adoption, au scrutin public, de l'ensemble du projet de loi amendé [7 avril] (t. 17, p. 399); liste des votants (p. 410). = Loi du 7 avril 1873 (J. O., p. 2577; B. des L., n° 1907).

3 — Question relative à l'examen par la Commission du Budget du projet de loi ci-dessus mentionné, voy. QUESTIONS, n° 79.

4 — Exposé des motifs et texte du projet de loi, portant autorisation à la ville de Paris de convertir en bons de liquidation l'allocation de 140 millions de francs accordée par la loi du 7 avril 1873, présenté par M. Beulé, *Ministre de l'Intérieur*, et M. Magne, *Ministre des Finances* [23 juillet 1873] (I., n° 1934; A., t. 19, an., p. 198; J. O., p. 5781). — Rapport, au nom de la Commission du Budget, par M. Léon Say [24 juillet] (I., n° 1943; A., t. 19, an., p. 207; J. O., p. 5811). — Adoption sans discussion [26 juillet] (A., t. 19, p. 462). = Loi du 26 juillet 1873 (J. O., p. 5284; B. des L., n° 2262).

## § III. — *Finances. — Travaux publics. — Objets divers.*

### 1° BUDGET EXTRAORDINAIRE DE LA VILLE DE PARIS.

1 — Exposé des motifs et texte de la proposition de M. Brisson, relative au vote du Budget extraordinaire de la ville de Paris (7 août 1871) (I., n° 471; A., t. 4, an., p. 207; J. O., p. 3032). — Rapport sommaire, par M. Max Richard (23 août) (I., n° 546; A., t. 5, an., p. 75; J. O., p. 3336). — Prise en considération (15 septembre) (A., t. 5, p. 661). — Commission (F., n° 178; J. O., p. 5137). —

Rapport, sur le fond, par M. Brisson [12 janvier 1872] (I., n° 805; A., t. 6, an., p. 342; J. O., p. 603). — *Première délibération* [26 janvier 1872] (t. 7, p. 215). — Sur la demande de M. Brisson, *rapporteur*, l'urgence est déclarée (*ibid.*). — Adoption de l'article unique de la proposition de loi (*ibid.*). = Loi du 26 janvier 1872 (J. O., p. 639; B. des L., n° 871).

2 — Exposé des motifs et texte du projet de loi ayant pour objet de régler le Budget extraordinaire de la ville de Paris (Exercice 1871), présenté par M. Casimir Périer, *Ministre de l'Intérieur* [16 janvier 1872] (I., n° 817; A., t. 7, an., p. 42; J. O., p. 631). — Décret du Président de la République, portant retrait de l'article 1er de ce projet de loi, et modification des deux autres [31 janvier 1872] (I., n° 865; A., t. 7, p. 308, et an., p. 135; J. O. de 1872, p. 1182). — Commission (F., n° 205; J. O., p. 872). — Rapport, par M. Paul Morin [11 mars] (I., n° 971; A., t. 8, an., p. 71; J. O., p. 1980). — Adoption sans discussion au scrutin public [22 mars] (A., t. 8, p. 482). = Loi du 22 mars 1872 (J. O., p. 2153; B. des L., n° 1025).

3 — Exposé des motifs et texte du projet de loi tendant à ouvrir au Préfet de la Seine des crédits provisoires pour le payement des dépenses extraordinaires de la ville de Paris pendant le premier trimestre de 1872, présenté par M. Casimir Périer, *Ministre de l'Intérieur* [4 janvier 1872] (I., n° 773; A., t. 6, an., p. 290; J. O. de 1872, p. 415). — Rapport, au nom de la Commission d'intérêt local, par M. Labélonye [22 janvier] (I., n° 829; A., t. 7, an., p. 50; J. O., p. 929). — Décret du Président de la République, portant retrait de ce projet de loi [31 janvier 1872] (I., n° 865; A., t. 7, p. 308, et an., p. 135; J. O., p. 1182).

2° Caisse de la boulangerie. — Bons de la caisse municipale et de la Caisse des travaux publics.

1 — Exposé des motifs et texte du projet de loi relatif au remboursement par la Caisse de la Boulangerie du fonds de dotation constitué au profit de cette Caisse en vertu de la loi du 17 juillet 1856, présenté par M. Victor Lefranc, *Ministre de l'Intérieur* [27 mars 1872] (I., n° 1043; A., t. 10, an., p. 6; J. O. de 1872, p. 1043). — L'Assemblée déclare l'urgence [même séance]. — Rapport, au nom de la Commission d'intérêt local, par M. Courbet-Poulard [16 mai] (I., n° 1148; A., t. 11, an., p. 154; J. O., p. 4095). — Adoption, sans discussion [29 juin 1872] (t. 12, p. 599). = Loi du 29 juin 1872 (J. O., p. 4562; B. des L., n° 1234).

2 — Exposé des motifs et texte du projet de loi tendant à proroger jusqu'au 31 décembre 1875 l'autorisation accordée à la ville de Paris de mettre en circulation des bons de la Caisse municipale pour une somme qui ne pourra excéder 60 millions, présenté par M. le général baron de Chabaud La Tour, *Ministre de l'Intérieur* [27 juillet 1874] (I., n° 2607; A., t. 33, an., p. 199; J. O., p. 5889). — Renvoi de ce projet de loi à la Commission du Budget de 1875 (t. 33, p. 389) (1).

3 — Exposé des motifs et texte du projet de loi tendant: 1° à modifier en ce qui concerne les bons de la Caisse municipale et de la Caisse des Travaux de Paris, le tableau annexé à la loi du 6 septembre 1871; 2° à autoriser la ville à faire emploi des fonds disponibles, présenté par M. le général baron de Chabaud La Tour, *Ministre de l'Intérieur* [16 décembre 1874] (I., n° 2768; A., t. 35, an., p. 298; J. O., p. 8603). — Rapport, au nom de la Commission d'intérêt local, par M. Dietz-Monnin [15 janvier 1875] (I., n° 2830; A., t. 36, an., p. 22; J. O., p. 576). — Adoption, sans discussion [20 janvier] (A., t. 36, p. 189). = Loi du 20 janvier 1875 (J. O., p. 793; B. des L., n° 3849).

4 — Exposé des motifs et texte du projet de loi tendant à autoriser la ville de Paris à émettre en 1876, des bons de la Caisse municipale, jusqu'à concurrence de 20 millions, présenté par M. Buffet, *Vice-Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur* [9 juillet 1875] (I., n° 3165; A., t. 39, an., p. 254; J. O., p. 5599). — Renvoi de ce projet

(1) Ce projet de loi a été compris dans le rapport général de M. Léon Say sur le Budget de 1875, et dans le vote de ce Budget (article 27). — Voy. Budget général de l'État, § V, *Exercice 1875*, n° 14.

de loi à la Commission du Budget de 1876 (t. 39, p. 532) (1).

3° EMPRUNTS DE LA VILLE.

1 — Exposé des motifs et texte du projet de loi tendant à autoriser la ville de Paris à contracter un emprunt de 350 millions, affecté au payement des dettes exigibles, présenté par M. Lambrecht, *Ministre de l'Intérieur* [12 août 1871] (I., n° 496; A., t. 4, an., p. 271; J. O., p. 3744). — Commission (F., n° 142 ; J. O., p. 2864, 2865).— Rapport, par M. Batbie [4 septembre] (I., n° 595; A., t. 5, an., p. 177; J. O., p. 3620). — Discussion [6 septembre].— Sont entendus : MM. Amat (p. 400, 401); Batbie, *rapporteur* (p. 401, 403); Léon Say (p. 402); André (de la Charente) (p. 402, 403, 404); Rameau (p. 404). — Adoption de l'ensemble du projet de loi [même séance] (p. 405). = Loi du 6 septembre 1871 (J. O., p. 3463; B. des L., n° 499).

2 — Exposé des motifs et texte du projet de loi ayant pour objet : 1° d'autoriser la ville de Paris à contracter un emprunt de 19 millions, destiné aux acquisitions et travaux restant à payer ou à faire pour l'achèvement de la dérivation des eaux de la Vanne et aux dépenses relatives à l'utilisation, dans la plaine de Gennevilliers, des eaux provenant des égouts de Paris ; 2° de prélever pour les écoles une somme de 2 millions sur le montant de l'emprunt approuvé par la loi du 6 septembre 1871, présenté par M. Victor Lefranc, *Ministre de l'Intérieur* [28 mars 1872] (I., n° 1063; A., t. 10, an., p. 49; J. O., p. 2809). — Rapport, au nom de la Commission d'intérêt local, par M. Courbet-Poulard [23 mai] (I., n° 1166; A., t. 11, an., p. 196; J. O., p. 4354, 4387). — Adoption, sans discussion [27 juin] (A., t. 12, p. 557). = Loi du 27 juin 1872 (J. O., p. 4562; B. des L., n° 1230).

3 — Exposé des motifs et texte du projet de loi tendant à autoriser la ville de Paris à changer l'affectation d'une somme de 2,546,347 fr. 48 c., provenant de l'emprunt approuvé par la loi du 6 septembre 1871, présenté par M. le général baron de Chabaud La Tour, *Ministre de l'Intérieur* [3 décembre 1874] (I., n° 2728; A., t. 35, an., p. 269; J. O., p. 8333). — Rapport, au nom de la Commission d'intérêt local, par M. Dietz-Monnin [19 décembre] (I., n° 2774; A., t. 35, an., p. 307; J. O. de 1875, p. 273). — Adoption [23 décembre] (A., t. 35, p. 332). = Loi du 23 décembre 1874 (J. O. de 1875, p. 148; B. des L., n° 3712).

4 — Exposé des motifs et texte du projet de loi ayant pour objet la liquidation de l'emprunt du 18 avril 1869, présenté par M. le duc de Broglie, *Vice-Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur* [11 février 1875] (I., n° 2216; A., t. 29, an., p. 301; J. O., p. 1760). — Rapport, au nom de la Commission d'intérêt local, par M. Courbet-Poulard [12 mars] (I., n° 2282; A., t. 30, an., p. 135; J. O., p. 2831). — Adoption, sans discussion [21 mars] (A., t. 30, p. 521). = Loi du 21 mars 1875 (J. O., p. 2593; B. des L., n° 2864).

5 — Exposé des motifs et texte du projet de loi tendant à autoriser la ville de Paris à emprunter 220 millions, pour la conversion de sa dette flottante et l'exécution de travaux urgents de voirie et autres, présenté par M. le général baron de Chabaud La Tour, *Ministre de l'Intérieur* [10 décembre 1874] (I., n° 2743; A., t. 35, an., p. 278; J. O., p. 8459).— Commission (F., n° 707; J. O., p. 8333). — Rapport, par M. Alfred André [22 décembre] (I., n° 2786; A., t. 35, an., p. 330; J. O. de 1875, p. 43). — Discussion [24 décembre] (A., t. 35, p. 379). — Amendement de M. le comte de Durfort de Civrac et de M. l'amiral Saisset, ayant pour objet de réduire le chiffre de l'emprunt de 220 à 208 millions (*ibid.*). — Observations sur le projet de création d'un nouveau cimetière Parisien à Méry-sur-Oise (*ibid.* et suiv.). — Rejet, au scrutin public, de l'amendement de MM. de Durfort de Civrac et Saisset (p. 385); liste des votants (*ibid.*). — Sont entendus : MM. de Durfort de Civrac (p. 379 à 381, 383); le général de Chabaud La Tour, *Ministre de l'Intérieur* (p. 381); le général Robert, Léon Say (p. 382); Alfred André, *rapporteur* (p. 383 à 385). — Adoption de

(1) Ce projet de loi a été compris dans le rapport général de M. Wolowski sur le Budget de 1876 et dans le vote de ce Budget (article 31).— Voy. BUDGET GÉNÉRAL DE L'ÉTAT, § VI, *Exercice 1876*, n°s 3 et 5.

l'ensemble du projet de loi [24 décembre] (t. 35, p. 385). = Loi du 24 décembre 1874 J. O. de 1875, p. 447; B. des L., n° 3743).

4° Impositions extraordinaires de la ville.

1 — Exposé des motifs et texte du projet de loi tendant à autoriser la ville de Paris à s'imposer extraordinairement pour le payement des dépenses municipales ordinaires et extraordinaires, présenté par M. Casimir Périer, *Ministre de l'Intérieur* [9 janvier 1872] (I., n° 788; A., t. 6, an., p. 327; J. O., p. 495). — Rapport, au nom de la Commission d'intérêt local, par M. Courbet-Poulard [27 janvier] (I., n° 856; A., t. 7, an., p. 100; J. O., p. 1127, 1178). — Discussion [5 février] (A., t. 7, p. 401). — Observations de M. Courbet-Poulard, *rapporteur* (*ibid.*). — Adoption de l'ensemble du projet de loi (A., t. 7, p. 402). = Loi du 5 février 1872 (J. O., p. 873; B. des L., n° 897).

2 — Exposé des motifs et texte du projet de loi ayant pour objet d'autoriser une imposition extraordinaire pour le payement des dépenses municipales ordinaires, présenté par M. le général baron de Chabaud La Tour, *Ministre de l'Intérieur* [29 juillet 1874] (I., n° 2630; A., t. 34, an., p. 97; J. O., p. 5914). — Rapport, au nom de la Commission d'intérêt local, sur ce projet de loi et sur celui relatif à une surtaxe d'octroi ci-après mentionnée (5°, n° 3), par M. Méline [3 août] (I., n° 2678; A., t. 34, an., p. 325; J. O., p. 6215).— Discussion [5 août] (p. 254). — Incident relatif au retard apporté à la discussion du projet de loi sur les patentes (*ibid.*). — Sont entendus : MM. Méline, *rapporteur;* Mathieu-Bodet, *Ministre des Finances;* Léon Say (*ibid.*). — Adoption de l'ensemble des deux projets de lois, réunis en un seul (p. 252). = Loi du 5 août 1874 (J. O., p. 5735; B. des L., n° 3377).

5° Surtaxes a l'octroi.

1 — Exposé des motifs et texte du projet de loi portant prorogation de surtaxes et établissement d'une surtaxe nouvelle sur l'alcool, à l'octroi de Paris, présenté par M. Pouyer-Quertier, *Ministre des Finances* [18 décembre 1871] (I., n° 721; A., t. 6, an., p. 238; J. O. de 1872, p. 9).— Rapport, au nom de la Commission d'intérêt local, par M. Courbet-Poulard [23 décembre] (I., n° 748; A., t. 6, an., p. 261; J. O. de 1872, p. 230). — Adoption [26 décembre] (A., t. 6, p. 277). = Loi du 26 décembre 1871 (J. O., p. 5251; B. des L., n° 783).

2 — Exposé des motifs et texte du projet de loi ayant pour objet l'établissement d'une surtaxe sur les alcools, dans la banlieue de Paris, présenté par M. Léon Say, *Ministre des Finances* [19 mars 1873] (I., n° 1685; A., t. 16, an., p. 214; J. O., p. 2172). — Rapport, au nom de la Commission d'intérêt local, par M. Courbet-Poulard [28 novembre] (I., n° 2049; A., t. 28, an., p. 30; J. O. de 1874, p. 47).— Adoption [30 décembre] (A., t. 28, p. 640). — Loi du 30 décembre 1873 (J. O., p. 8267; B. des L., n° 2609).

3 — Exposé des motifs et texte du projet de loi ayant pour objet une nouvelle surtaxe sur les vins, cidres, poirés, alcools, présenté par M. Mathieu-Bodet, *Ministre des Finances* [29 juillet 1874] (I., n° 2629; A., t. 34, an., p. 96; J. O., p. 5970). — Rapport, et adoption, voir ci-dessus le second projet de loi relatif à une imposition extraordinaire (4°, n° 2).

6° Versements de la Compagnie du gaz.

Exposé des motifs et texte du projet de loi tendant à approuver un traité passé entre la ville de Paris et la Compagnie Parisienne du gaz, pour le versement anticipé par cette Compagnie de 7.500.000 francs, présenté par M. Victor Lefranc, *Ministre de l'Intérieur* [21 novembre 1872] (I., n° 1433; A., t. 14, an., p. 21; J. O., p. 7537). — Rapport, au nom de la Commission d'intérêt local, par M. Courbet-Poulard [16 décembre] (I., n° 1492; A., t. 14, an., p. 147; J. O. de 1873, p. 109, 163). — Mise à l'ordre du jour de ce projet [20 décembre] (A., t. 14, p. 702) : est entendu, M. Léon Say, *Ministre des Finances* (*ibid.*). — Adoption, sans discussion, du projet de loi [21 décembre] (A., t. 14, p. 728). = Loi du 21 décembre 1872 (J. O., p. 8114; B. des L., n° 1612).

7° TAXE DE BALAYAGE.

Exposé des motifs et texte du projet de loi tendant à convertir en une taxe municipale l'obligation imposée aux riverains des voies publiques de Paris, de balayer le sol livré à la circulation, présenté par M. de Goulard, *Ministre de l'Intérieur* [7 janvier 1873] (I., n° 1524; A., t. 15, an., p. 111; J. O., p. 391). — Commission (F., n° 403; J. O., p. 580). — Rapport, par M. Ducarre [14 mars] (I., n° 1666; A., t. 16, an., p. 133; J. O., p. 2084). — *Première délibération* [25 mars 1873] (A., t. 17, p. 68). — M. Vautrain demande la déclaration d'urgence (*ibid.*) : après deux épreuves douteuses, l'urgence est déclarée au scrutin public (p. 84); liste des votants (p. 85). — Adoption, au scrutin public, de l'article 1er (p. 85); liste des votants (p. 87). — Ont pris part aux débats : MM. Ducarre, *rapporteur* (p. 98); Ganivet (p. 99); le comte de Durfort de Civrac (p. 102); Léon Say, *Ministre des Finances* (p. 104). — Adoption, au scrutin public, de l'ensemble du projet de loi [26 mars] (p. 105); liste des votants (p. 111). = Loi du 26 mars 1873 (J. O., p. 2289; B. des L., n° 1872).

8° TRAVAUX PUBLICS DE PARIS.

1 — Exposé des motifs et texte du projet de loi tendant : 1° à approuver pour régularisation le tableau de la dette immobilière de la ville de Paris; 2° à autoriser le payement par annuités d'une somme de 18 millions destinée à fonder des Établissements scolaires; 3° à approuver l'engagement pris par la ville de consacrer une somme de 2,835,000 fr. à la construction d'un Établissement affecté à l'entreprise des Pompes funèbres, présenté par M. Victor Lefranc, *Ministre de l'Intérieur* [4 juillet 1872] (I., n° 1265; A., t. 12, an., p. 131; J. O., p. 4758). — Rapport, au nom de la Commission d'intérêt local, par M. Noël-Parfait [19 juillet 1872] (I., n° 1322; A., t. 13, an., p. 147; J. O., p. 5316). — Adoption sans discussion [24 juillet] (A., t. 13, p. 330). = Loi du 24 juillet 1872 (J. O., p. 5161; B. des L., n° 1301).

2 — Projets de lois relatifs à des emprunts de la ville de Paris, ayant pour objet l'exécution de divers travaux publics, voy. ci-dessus, 3°, nos 2 et 5.

9° OBJETS DIVERS.

1 — Exposé des motifs et texte du projet de loi relatif au régime des entrepôts réels de Paris, présenté par M. Mathieu-Bodet, *Ministre des Finances* [11 janvier 1875] (I., n° 2824; A., t. 36, an., p. 6; J. O., p. 577). — Rapport, au nom de la Commission du Budget, par M. Léon Say [27 janvier] (I., n° 2877; A., t. 36, an., p. 115; J. O., p. 839). — Discussion [16 février] (p. 539). — Rejet de l'ajournement demandé (p. 450). — Sont entendus : MM. Tolain (p. 539, 540, 541); Mathieu-Bodet, *Ministre des Finances* (p. 539); Léon Say, *rapporteur* (p. 541 à 543). — Adoption de l'article unique du projet de loi [même séance] (p. 543). = Loi du 16 février 1875 (J. O., p. 1305; B. des L., n° 3916).

2 — Projet de loi tendant à aliéner l'hôtel de la Reynière et les terrains situés à Paris entre le boulevard Morland et le boulevard Bourdon, voy. DOMAINE DE L'ÉTAT, nos 7 et 8.

3 — Projet de loi relatif à un échange d'immeubles entre l'État et la ville de Paris, pour le prolongement de la rue de la Glacière, voy. ÉCHANGES D'IMMEUBLES, n° 12.

4 — Projet de loi ayant pour objet la déclaration d'utilité publique pour la construction d'une église sur la colline de Montmartre, voy. ÉGLISE DE MONTMARTRE.

5 — Projet de loi relatif aux nouveaux forts à construire autour de Paris, voy. FORTIFICATIONS, § I.

6 — Projet de loi relatif à l'organisation du commandement supérieur de Paris, voy. ARMÉE, § III, n° 4.

7 — Proposition et projet de loi ayant pour objet la reconstruction de l'École pratique de Médecine de la Faculté de Paris, la construction d'une Faculté des Sciences et le règlement des difficultés pendantes entre l'État, la Banque de France et la ville de Paris, à raison des réquisitions de la Commune, voy. FACULTÉS DE L'ÉTAT, nos 8 et 9.

8 — Projet de loi relatif à la part contributive de l'État aux frais de la police municipale de Paris, voy. CRÉDITS, § V, *Intérieur*, n° 6.

9 — Projets de lois de crédits applicables aux dépenses du ravitaillement de Paris, pendant le siége, voy. CRÉDITS, § X, *Agriculture et Commerce*, n° 2.

10 — Propositions tendant à transférer à Paris le siége de l'Assemblée nationale et du Pouvoir exécutif, voy. ASSEMBLÉE NATIONALE, § II.

11 — Interpellations relatives à la suspension des cours et examens de la Faculté de médecine de Paris, voy. INTERPELLATIONS, n° 21.

**PARIS-JOURNAL** (LE).

Incidents relatifs à l'interdiction de la vente de ce journal sur la voie publique, voy. INTERPELLATIONS, n° 42.— QUESTIONS, n° 80.

**PARTAGES.**

Exposé des motifs et texte de la proposition de loi de MM. Mortimer Ternaux, Lucien Brun et Baragnon, relative à la modification des articles 832 et 1079 du Code civil, concernant les partages [17 mai 1871] (I., n° 240; A., t. 3, p. 61; J. O., p. 1191, 1197). — Rapport sommaire, par M. Baragnon [16 juin] (I., n° 330 ; A., t. 3, p. 468 ; J. O., p. 1648). — Discussion [23 juin] (p. 566). — Sont entendus : MM. Marcel Barthe (p. 566, 570) ; Baragnon, *rapporteur* (p. 568); Bethmont (p. 571). — Prise en considération (p. 572). — Commission (F., n° 101 ; J. O., p. 1623). — Rapport sur le fond, par M. de Ventavon [23 décembre 1875] (I., n° 3649 ; A., t. 44, an., p. 77 ; J. O. de 1876, p. 584). — Adoption des conclusions du rapport, tendant au renvoi de la proposition au Conseil d'État [23 décembre] (A., t. 44, p. 110).

Voy. SUCCESSIONS.

**PAS-DE-CALAIS** (DÉPARTEMENT DU).

1 — Projet de loi ayant pour objet l'acceptation des offres de ce département d'avancer à l'État la somme nécessaire pour l'exécution des travaux d'amélioration de canaux et de rivières, voy. NAVIGATION INTÉRIEURE, n° 9.

2 — Projet de loi relatif à un échange d'immeubles entre ce Département et l'État, voy. ÉCHANGES, n° 17.

**PASSE-PORTS.**

1 — Interpellation relative aux exemptions illégales accordées à des étrangers, en ce qui concerne le passe-port du coût de 10 fr., voy. INTERPELLATIONS, n° 23.

2 — Questions relatives aux mesures de police contre les étrangers et au rétablissement des passe-ports, voy. QUESTIONS, n°s 11 et 14.

**PASTEUR** (M.).

Projet de loi ayant pour objet de lui accorder une pension à titre de récompense nationale, voy. PENSIONS NATIONALES, n° 6.

**PATENTES.**

1 — Exposé des motifs et texte du projet de loi tendant à relever divers droits de patentes, présenté par M. Pouyer-Quertier, *Ministre des Finances* [19 février 1872] (I., n° 904 ; A., t. 7, an., p. 182 ; J. O., p. 1451). — Déclaration d'urgence et renvoi à la Commission du Budget [même séance] (A., t. 7, p. 656). — Rapport, au nom de cette Commission, par M. Vitet [25 mars] (I., n° 1025; A., t. 8, an., p. 246; J. O., p. 2514).— Adoption sans discussion [29 mars] (A., t. 8, p. 651, 652). = Loi du 29 mars 1872 (J. O., p. 2441 ; B. des L., n° 1036).

2 — Proposition de M. Rouveure relative à un impôt sur les patentes, le revenu et le sel, voy. REVENU (IMPÔT SUR LE).

3 — Contre-projet de M. Gaslonde au projet de la Commission du Budget de 1872, relatif à un impôt à établir sur le chiffre des affaires, ayant pour objet le vote de 60 centimes additionnels sur les patentes et la révision de la loi concernant cet impôt, voy. COMMERCE ET INDUSTRIE.

4 — Projet de loi de crédit destiné à pourvoir aux dépenses nécessitées par l'élévation de certains droits de patente, voy. CRÉDITS, § VI, *Finances*, n° 6.

5 — Exposé des motifs et texte du projet de loi portant révision de la législation des patentes, présenté par M. Léon Say, *Ministre des Finances* [20 mai 1873] (I., n° 1782; A., t. 18, an., p. 13; J. O., p. 1782, 4108).— Renvoi de ce projet de loi à la Commission du Budget, sur la demande de M. Deseilligny, *Ministre des Travaux publics* [25 juin] (p. 565). — Rapport, au nom de cette Commission, par M. Mathieu-Bodet [14 novembre] (I., n° 2006 ; A., t. 27, an., p. 27; J. O. de 1873, p. 7175, 7212 ; de 1874, p. 18, 196). — Demande, par la Commission du Budget, de l'ajournement de la discussion de ce projet de loi [21 mars 1874] (t. 30, p. 533). — Sont entendus : MM. de Lavergne, *Président de la Commission du Budget* (p. 533); Lefébure, *Sous-Secrétaire d'État des Finances* (p. 533, 534); Maurice Rouvier (p. 533); Leurent, Mathieu-Bodet, *rapporteur* (p. 534). — Incident relatif à la demande faite par M. Leurent de l'impression des délibérations des Chambres de commerce et des Chambres consultatives, en réponse au questionnaire de la Commission du Budget (p. 534) (1).

6 — Incident relatif au retard apporté à la discussion du projet de loi relatif aux patentes, voy. PARIS, § III, 4°, n° 2.

7 — Exposé des motifs et texte du projet de loi relatif à la patente des associés dans les Sociétés en nom collectif, présenté par M. Léon Say, *Ministre des Finances* [4 novembre 1875] (I., n° 3395 ; A., t. 42, an., p. 4 ; J. O., p. 9272). — Renvoi à la Commission du Budget (t. 42, p. 4) (2).

## PATRONAGE DES JEUNES DÉTENUS.

Rapport, au nom de la Commission d'Enquête parlementaire sur les Établissements pénitentiaires, et projet de loi relatifs à l'éducation et au patronage des jeunes détenus, voy. ÉTABLISSEMENTS PÉNITENTIAIRES, n° 4.

## PATRONS, voy. OUVRIERS.

(1) Ce projet de loi n'a pas été discuté.
(2) Il n'a pas été fait de rapport sur ce projet de loi.

## PAYS (JOURNAL LE).

Incident relatif aux poursuites commencées contre ce journal, voy. INTERPELLATIONS, n° 66.

## PÊCHES MARITIMES.

Projets de lois ayant pour objet leur encouragement, voy. CRÉDITS, § X, *Agriculture et Commerce*, n°s 10 et 11. — MARINE MARCHANDE.

## PEINE DE MORT, voy. MORT (PEINE DE).

## PENHOUET (BASSIN DE).

Projet de loi relatif à l'exécution des travaux de ce bassin dans le port de Saint-Nazaire, voy. PORTS MARITIMES, n° 6.

## PENSIONS CIVILES.

1 — Exposé des motifs et texte du projet de loi relatif aux pensions des membres, non replacés, de l'ancien Conseil d'État, présenté par M. Dufaure, *Ministre de la Justice* [7 août 1871] (I., n° 474; A., t. 4, an., p. 209; J. O., p. 3405). — Commission (F., n° 140; J. O., p. 2785).— Rapport, par M. Dahirel [25 mars 1873] (I., n° 1717 ; A., t. 17, an., p. 61 ; J. O., p. 2787). = Décret portant retrait de ce projet de loi [11 juin] (A., t. 18, p. 295).

2 — Rapport, au nom de la Commission du Budget, par M. de La Bouillerie, suivi d'un projet de loi ayant pour objet d'accorder des pensions aux fonctionnaires et employés civils, qui, du 12 février 1871 au 31 décembre 1872, auront été réformés, pour cause de suppression d'emploi ou de réorganisation [20 mars 1872] (I., n° 1009; A., t. 8, an., p. 188; J. O., p. 2344). — L'Assemblée déclare l'urgence, sur la demande de M. le comte Benoist d'Azy (p. 679). — Discussion [30 mars] (p. 679). — Sont entendus : MM. Ganivet (p. 679); de Goulard, *Ministre des Finances* (p. 680, 681); de Gavardie (p. 680, 681); Bethmont (p. 681). — Adoption de l'ensemble du

projet de loi (p. 681). = Loi du 30 mars 1872 (J. O., p. 2330; B. des L., n° 1018).

3 — Exposé des motifs et texte du projet de loi relatif aux pensions à inscrire au profit des tributaires de la Caisse des retraites du Sénat de l'Empire, présenté par M. de Goulard, *Ministre des Finances* [10 mai 1872] (I., n° 1121 ; A., t. 11, an., p. 82; J. O., p. 3381). — Commission (F., n° 284 ; J. O., p. 3360). — Rapport, par M. Courcelle [27 mai] (I., n° 1177; A., t. 11, an., p. 226 ; J. O., p. 3973). — Adoption sans discussion, au scrutin public et à l'unanimité, de l'ensemble du projet de loi [15 juin 1872] (A., t. 12, p. 261). = Loi du 15 juin 1872 (J. O., p. 4313 ; B. des L., n° 1176).

4 — Proposition de MM. l'amiral de Montaignac et autres portant création d'une Caisse de prévoyance pour assurer des retraites aux fonctionnaires civils, voy. CAISSE DE PRÉVOYANCE.

5 — Discussion et dispositions relatives à la révision des pensions exceptionnelles accordées par décrets, pour cause d'infirmités, à des fonctionnaires administratifs, voy. CRÉDITS, § VI, *Finances*, n° 2.

6 — Questions relatives : à l'augmentation du crédit pour les pensions civiles ; à la loi nouvelle à présenter sur cette matière et à l'application du décret du 15 novembre 1873, sur la limite d'âge des fonctionnaires du Ministère des Finances, voy. BUDGET GÉNÉRAL DE L'ÉTAT, § V, *Exercice 1875*, n° 14. — QUESTIONS, n° 108.

7 — Projets de lois sur la mise à la retraite de divers fonctionnaires de l'Enseignement primaire, et proposition de M. Maurice sur l'amélioration de la pension de retraite des Instituteurs et Institutrices, voy. INSTRUCTION PUBLIQUE, § IV, n°s 4, 5 et 7.

8 — Projet de loi tendant à faciliter l'admission à la retraite des magistrats français qui seraient nommés membres des nouvelles juridictions en Égypte, voy. ÉGYPTE, n° 5.

## PENSIONS DES GRANDS FONCTIONNAIRES DE L'EMPIRE.

Amendement tendant à réviser les pensions accordées, en exécution de la loi du 17 juillet 1856, aux grands fonctionnaires de l'Empire, ou à leurs veuves, et dispositions adoptées par l'Assemblée, relatives à la révision de ces pensions et à l'abrogation de la loi en vertu de laquelle elles ont été concédées, voy. BUDGET GÉNÉRAL DE L'ÉTAT, *Exercice 1871*, § I, n° 3, *Dette publique et article 36*.

## PENSIONS MILITAIRES.

1 — Projets de lois relatifs aux pensions des officiers et assimilés qui comptent vingt-cinq ans de services, voy. ARMÉE, § IX, n°s 1 et 2.

2 — Propositions de MM. de la Rochethulon, le duc d'Aumale, de Rambures et autres, ayant pour objet de fixer un minimum pour les pensions des aveugles et des amputés des armées de terre et de mer, et d'augmenter celles des autres militaires blessés, voy. *ibid.*, n°s 3 et 4.

3 — Question relative à l'exécution de la loi du 27 novembre 1872, concernant le supplément de pension accordé aux anciens militaires mutilés ou infirmes, voy. QUESTIONS, n° 84.

4 — Propositions de MM. de Saisy et Huon de Penanster, relatives à l'augmentation de l'indemnité journalière accordée aux militaires en expectative d'une pension de retraite, et à la fixation d'un délai de trois mois pour la liquidation et la notification de cette pension, voy. ARMÉE, § IX, n°s 4 et 5.

5 — Projet de loi tendant à augmenter les crédits nécessaires au service des pensions militaires, voy. CRÉDITS, § I, *Dette publique*, n° 1.

6 — Observations tendant à l'augmentation du chiffre *minimum* de la pension de retraite des gendarmes, voy. BUDGET GÉNÉRAL DE L'ÉTAT, § VI, *Exercice 1876*, n° 5.

## PENSIONS NATIONALES.

1 — Texte de la proposition de M. Target, ayant pour objet l'adoption par la na-

tion des veuves et des orphelins des citoyens victimes de l'insurrection, dans la manifestation de la place Vendôme, le 22 mars 1871 [23 mars 1871] (I., n° 71; A., t. 2, p. 59 et 86; J. O., p. 385). — Rapport sommaire, par M. le comte de Melun [30 août] (I., n° 571; A., t. 5, an., p. 98; J. O., p. 3544).— Prise en considération, après observations de M. de Melun, *rapporteur* [8 décembre] (A., t. 6, p. 36). — Renvoi de cette proposition, sur la demande de M. Target, à la Commission chargée de l'examen du projet de loi ci-après mentionné [15 décembre] (A., t. 6, p. 110).

2 — Exposé des motifs et texte du projet de loi tendant à accorder des pensions nationales aux veuves et sœurs d'officiers généraux tués ou morts de leurs blessures, en 1870 et 1871, présenté par M. le général de Cissey, *Ministre de la Guerre* [11 août 1871] (I., n° 494; A., t. 4, an., p. 269;J. O., p. 3199). — Commission (F., n° 79; J. O., p. 399). — Rapport, par M. Charles Rolland : 1° sur le projet de loi tendant à accorder des pensions nationales à des veuves ou sœurs d'officiers généraux, tués ou morts de leurs blessures; 2° sur la proposition de M. Target, relative à l'adoption par la nation des veuves et des citoyens victimes de l'insurrection dans la journée du 22 mars 1871 ; 3° sur la proposition de MM. Raoul Duval et autres, tendant à accorder une pension annuelle et viagère aux veuves des gendarmes et gardiens de la paix assassinés comme ôtages (1) [27 janvier 1872] (I., n° 855; A., t. 7, an., p. 97; J. O., p. 1126). = *Première délibération* [14 février] (p. 565). — Déclaration d'urgence (*ibid.*). — Article additionnel, proposé par M. le général Trochu, ayant pour objet d'accorder une pension nationale à la veuve du colonel Billet, assassiné à Limoges (p. 566). — Sont entendus : MM. le général Trochu (p. 566, 567); Charles Rolland, *rapporteur* (p. 566, 567); le général Robert (p. 567). — Adoption du nouvel article (p. 568). — Amendement de M. Lambert de Sainte-Croix, en faveur de la veuve du chirurgien-major Pasquier, tué à Courbevoie par les insurgés (p. 568). — Sont entendus : MM. Lambert de Sainte-Croix, René Brice (p. 568); Pouyer-Quertier, *Ministre des Finances;* Charles Rolland, *rapporteur;* le baron Decazes, Ganivet (p. 569). — Renvoi du projet de loi à la Commission (*ibid.*). — Rapport supplémentaire, par M. Charles Rolland [1er mars] (I., n° 947; A., t. 8, p. 132, et an., p. 29; J. O., p. 1760). = Suite de la discussion [même séance] (A., t. 8, p. 132). — Rejet des amendements : de MM. Beau et Lambert de Sainte-Croix, en faveur de la veuve du chirurgien Pasquier (p. 136); — de MM. Target, Denormandie et autres, relatif aux veuves des gardes nationaux tués le 22 mars 1871, lors de la manifestation de la Place Vendôme (p. 139). — Ont pris part aux débats : MM. Beau, le général Guillemaut (p. 135); Denormandie (p. 136); Charles Rolland, *rapporteur* (p. 137); Target (p. 138); de Saint-Germain (p. 139).= Adoption de l'ensemble du projet de la Commission, amendé (p. 139). = Loi du 1er mars 1872 (J. O., p. 1825; B. des L., n° 961).

3 — Exposé des motifs et texte de la proposition de MM. de Montgolfier, Bouillier et autres, tendant à accorder une pension, à titre de récompense nationale, à la veuve et aux enfants du commandant de SIGOYER, assassiné à Paris, le 25 mai 1871 [1er juin 1871] (I., n° 276; A., t. 3, p. 205; J. O., p. 1321). — Rapport sommaire, par M. Malens [31 juillet] (I., n° 439; A., t. 4, an., p. 169; J. O., p. 2869). — Prise en considération [10 août] (A., t. 3, p. 584). — Commission (F., n° 136; J. O., p. 2641). — Rapport sur le fond, par M. Malens [29 août] (I., n° 563; A., t. 4, an., p. 91; J. O., p. 3590). — *Première délibération* [15 septembre] (A., t. 5, p. 661). — Sur la proposition de M. Malens, *rapporteur*, l'Assemblée déclare l'urgence (*ibid.*). — Adoption (*ibid.*).= Loi du 15 septembre 1871 (J. O., p. 3709; B. des L., n° 527).

4 — Exposé des motifs et texte du projet de loi tendant à accorder des pensions de 4,000 fr. à madame veuve CLÉMENT THOMAS et à madame veuve CHAUDEY, présenté par M. Lambrecht, *Ministre de l'Intérieur*, et M. Pouyer-Quertier, *Ministre des Finances* [11 août 1871] (I., n° 495; A., t. 4, an., p. 270; J. O., p. 3489).— Commission (F., n° 141; J. O., p. 2819). — Rapport, par

(1) Voir cette proposition au même article, n° 5.

M. Malens [25 janvier 1872] (I., n° 844; A., t. 7, an., p. 83; J. O. de 1872, p. 930). — *Première délibération* [14 février] (p. 564). — Sont entendus : MM. H. de Lacretelle (p. 564, 565); Malens, *rapporteur* (p. 564). — L'Assemblée décide qu'elle passera à la deuxième délibération (p. 565). = *Deuxième délibération* [11 mars] (A., t. 8, p. 273). — L'Assemblée décide, sans discussion, qu'elle passera à la troisième délibération (p. 274). = *Troisième délibération* [22 mars] (p. 482). — Adoption, sans discussion, de l'article unique du projet de la Commission, réduit à la pension de madame CLÉMENT THOMAS (*ibid.*). = Loi du 22 mars 1872 (J. O., p. 2330; B. des L., n° 1026).

5 — Exposé des motifs et texte de la proposition de MM. Raoul Duval, Arthur de Cumont et autres, tendant à accorder une pension annuelle et viagère aux veuves des gendarmes et gardiens de la paix tués comme ôtages pendant l'insurrection du 18 mars [12 décembre 1871] (I., n° 700; A., t. 6, p. 81, et an., p. 169; J. O., p. 5276). — L'Assemblée déclare l'urgence et renvoie la proposition à la Commission chargée de l'examen du projet de loi, ci-dessus mentionné, sur les pensions des veuves des généraux (p. 82).

6 — Exposé des motifs et texte du projet de loi tendant à concéder une pension à M. PASTEUR, membre de l'Académie des Sciences de l'Institut de France, et professeur à la Faculté des Sciences de Paris, présenté par M. de Fourtou, *Ministre de l'Instruction publique* [28 mars 1874] (I., n° 2366; A., t. 30, an., p. 343; J. O., p. 3580). — Commission (F., n° 629; J. O., p. 3395). — Rapport, par M. Paul Bert [12 juin] (I., n° 2468; A., t. 32, an., p. 171; J. O., p. 4860, 4874). — Rapport, au nom de la Commission du Budget, par M. Bertauld [16 juillet] (I., n° 2555; A., t. 33, an., p. 45; J. O., p. 5190). — *Première délibération* [18 juillet] (p. 210). — Sur la demande de M. Paul Bert, *rapporteur* de la Commission spéciale, l'urgence est déclarée (*ibid.*). — Est entendu : M. Ancelon (*ibid.*). — Adoption, au scrutin public, de l'ensemble du projet de loi (p. 211); liste des votants (p. 224); rectifications (p. 231). = Loi du 18 juillet 1874 (J. O., p. 5426; B. des L., n° 3329).

7 — Exposé des motifs et texte du projet de loi tendant à accorder à M. FERAY BUGEAUD D'ISLY, petit-fils du maréchal Bugeaud, une pension de 6,000 fr., présenté par M. le général de Cissey, *Ministre de la Guerre* [15 mai 1873] (I., n° 3005; A., t. 38, p. 71, et an., p. 91; J. O., p. 3848). — Rapport, au nom de la Commission du Budget, par M. le général Letellier-Valazé [9 juin] (I., n° 3076; A., t. 38, an., p. 226; J. O., p. 4277). — Discussion [3 août] (A., t. 41, p. 407). — *Discussion générale* (*ibid.*). — *Discussion des articles* (p. 409). — Article 1er : adoption, au scrutin public (p. 410); liste des votants (p. 426; rectification, p. 435). — Adoption de l'article 2 (p. 410). — Ont pris part à la discussion : MM. Courcelle (p. 407); le général Letellier-Valazé, *rapporteur* (p. 409); le général de Cissey, *Ministre de la Guerre* (*ibid.*). — Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 410). = Loi du 3 août 1875 (J. O., p. 6739; B. des L., n° 4436).

## PERCEPTEURS ET RECEVEURS DES FINANCES.

1 — Proposition et discussion relatives au mode de leur nomination, à la suppression et au rétablissement demandé des perceptions de villes, voy. BUDGET GÉNÉRAL DE L'ÉTAT, § III, *Exercice 1873*, n° 4; — § IV, *Exercice 1874*, n° 5; — § VI, *Exercice 1876*, n° 5. — CONTRIBUTIONS DIRECTES.

2 — Disposition relative à la réduction successive des receveurs-percepteurs de Paris, voy. BUDGET GÉNÉRAL DE L'ÉTAT, § III, *Exercice 1873*, n° 4.

3 — Amendement tendant à remettre en vigueur les ordonnances de 1839, le décret de 1865, et l'arrêté du 20 juillet 1871, relatifs à la nomination des trésoriers-payeurs généraux, percepteurs et receveurs particuliers des Finances, voy. BUDGET GÉNÉRAL DE L'ÉTAT, § IV, *Exercice 1874*, n° 5.

4 — Question relative aux mesures prises par le Gouvernement, pour réaliser le concours des percepteurs des contributions directes et des receveurs des postes dans les opérations des Caisses d'épargne, voy. BUDGET GÉNÉRAL DE L'ÉTAT, § VI, *Exercice 1876*, n° 5.

5 — Projet de loi de crédit applicable aux remises attribuées aux percepteurs, voy. CRÉDITS, § VI, *Finances*, n° 5.

6 — Projet de loi relatif à l'affranchissement des avertissements envoyés par les percepteurs, et article additionnel au Budget, ayant pour objet la simplification de leur rédaction, voy. BUDGET GÉNÉRAL DE L'ÉTAT, § V, *Exercice 1875*, n° 4. — POSTES, § I.

## PÉREMPTIONS EN MATIÈRE CIVILE.

Proposition de MM. Desjardins et Amédée Lefèvre-Pontalis, ayant pour objet de faire cesser les suspensions de ces péremptions dans les pays occupés, voy. DÉPARTEMENTS ENVAHIS, n° 5.

## PERMIS DE CHASSE, voy. CHASSE (POLICE DE LA).

## PESTE BOVINE.

1 — Projets de lois ayant pour objet le payement de dépenses résultant de la peste bovine, voy. CRÉDITS, § X, *Agriculture et Commerce*, n° 1.

2 — Question relative aux mesures à prendre contre son invasion, voy. QUESTIONS, n° 15.

3 — Exposé des motifs et texte de la proposition de M. Billy, Grandpierre et autres, tendant à indemniser, conformément à la loi du 11 juin 1866, les propriétaires de bestiaux morts de la peste bovine dans les départements envahis [14 mars 1873] (I., n° 1668; A., t. 16, an., p. 135; J. O., p. 2083). — Rapport sommaire, par M. Bottard [27 juin 1873] (I., n° 1836; A., t. 18, an., p. 221; J. O., p. 4501). — Prise en considération [7 novembre 1873] (A., t. 27, p. 36). — Commission (F., n° 524; J. O., p. 6982). — Rapport, sur le fond, par M. Claude (Meurthe-et-Moselle) [5 juin 1874] (I., n° 2431; A., t. 32, an., p. 11; J. O., p. 4216). — Rapport, au nom de la Commission du Budget, par M. Alphonse Cordier [23 décembre] (I., n° 2788; A., t. 35, an., p. 337; J. O. de 1875, p. 160). — *Première délibération* [29 mai 1875] (t. 38, p. 257). — Sont entendus : MM. Claude (Meurthe-et-Moselle), *rapporteur* (*ibid.*); Mathieu-Bodet (p. 260); Ernest Picard (p. 264). — L'Assemblée décide qu'elle ne passera pas à la deuxième délibération (p. 262).

## PÉTITIONS.

§ I. DISPOSITIONS RÉGLEMENTAIRES ET COMPOSITION DES COMMISSIONS.

§ II. PÉTITIONS RAPPORTÉES EN SÉANCE PUBLIQUE.

§ III. RÉSOLUTIONS DE LA COMMISSION DES PÉTITIONS, DEVENUES DÉFINITIVES, AUX TERMES DU NOUVEL ARTICLE 95 DU RÈGLEMENT.

### § I. — *Dispositions réglementaires et composition des Commissions.*

1 — Proposition de M. Wallon, ayant pour objet une addition à l'article 95 du Règlement, concernant les pétitions, voy. RÈGLEMENT, § II.

2 — Proposition de MM. Tallon, Fournier et autres, relative à l'exercice du droit de pétition, et Résolution adoptée sur ce sujet, voy. *ibid.*

3 — Propositions présentées par MM. Paris et le général Robert, sur le même objet, voy. *ibid.*

4 — Composition des Commissions chargées, aux termes de l'article 21 du Règlement, de l'examen des pétitions, et renouvelées mensuellement :

*Première* (F., n° 11; M. B., p. 42). — *Deuxième* (F., n° 23; J. O. de 1871, p. 251). — *Troisième* (F., n° 51; J. O., p. 750). — *Quatrième* (F., n° 75; J. O., p. 1124). — *Cinquième* (F., n° 99; J. O., p. 1545). — *Sixième* (F., n° 123; J. O., p. 2248). — *Septième* (F., n° 146; J. O., p. 2985). — *Huitième* (F., n° 167; J. O., p. 4802). — *Neuvième* (F., n° 189; J. O. de 1872, p. 113). — *Dixième* (F., n° 215; J. O., p. 889). — *Onzième* (F., n° 241; J. O., p. 1649). — *Douzième* (F., n° 264; J. O., p. 2757). — *Treizième* (F., n° 289; J. O., p. 3519). — *Quatorzième* (F., n° 317; J. O., p. 4353). — *Quinzième* (F., n° 353; J. O., p. 7007). — *Seizième* (F., n° 379; J. O., p. 7847). —

*Dix-septième* (F., n° 393 ; J. O. de 1873, p. 280). —
*Dix-huitième* (F., n° 419; J. O., p. 1080). —
*Dix-neuvième* (F., n° 440; J. O., p. 1769). —
*Vingtième* (F., n° 463; J. O., p. 3223). —
*Vingt-et-unième* (F., n° 486; J. O., p. 4107).—
*Vingt-deuxième* (F., n° 509; J. O., p. 4945).—
*Vingt-troisième* (F., n° 517; J. O., p. 6751).—
*Vingt-quatrième* (F., n° 541; J. O., p. 1729).—
*Vingt-cinquième* (F., n° 562; J. O. de 1874, p. 351). —
*Vingt-sixième* (F., n° 588; J. O., p. 1226). —
*Vingt-septième* (F., n° 607; J. O., p. 1881). —
*Vingt-huitième* (F., n° 627; J. O., p. 3307).—
*Vingt-neuvième* (F., n° 650; J. O., p. 4089). —
*Trentième* (F., n° 674; J. O., p. 4933). —
*Trente-et-unième* (F., n° 697; J. O., p. 7981).—
*Trente-deuxième* (F., n° 717; J. O. de 1875, p. 160). —
*Trente-troisième* (F., n° 744; J. O., p. 1275).—
*Trente-quatrième* (F., n° 756; J. O., p. 1817).—
*Trente-cinquième* (F., n° 769; J. O., p. 3405).—
*Trente-sixième* (F., n° 796; J. O., p. 4340). —
*Trente-septième* (F., n° 824; J. O., p. 5510).—
*Trente-huitième* (F., n° 842; J. O., p. 9073).—
*Trente-neuvième* (F., n° 865; J. O., p. 10118).

### § II. — *Pétitions rapportées en séance publique.*

1 — Incident relatif à une pétition du Club positiviste de Paris, déposée sur le Bureau de l'Assemblée par M. Clémenceau [3 mars 1871] (t. 1, p. 152). — Sont entendus : MM. Baze (p. 152, 153, 154); de Rességuier (p. 152, 153, 154); Tolain, Audren de Kerdrel (p. 154). — Renvoi à la Commission des pétitions (p. 155).

2 — Rapports sur diverses pétitions [1er avril] par : M. le marquis de la Rochejaquelein (A., t. 2, p. 208 à 212). = Incident relatif à l'exercice du droit de pétition par les étrangers: sont entendus, MM. Léon de Maleville, Baze, Brisson, Humbert, Floquet, Varroy, Langlois, de Peyramont (p. 209 à 211). = Rapports, par M. le comte de Béthune (p. 212 à 213) ; — MM. Mallevergne (p. 213); — Baragnon (*ibid.*); — Ernoul (p. 214).

3 — Rapports [22 avril] par : M. Adnet (t. 2, p. 689, 691, 693). = Incident relatif aux antécédents du général Bordone et à la conduite du général Garibaldi à Dijon : sont entendus, MM. de la Rochethulon, Victor Pellissier, Carion (p. 690, 691). = Rapports, par MM. Boduin (p. 693 à 696); le comte Duchâtel (p. 696 à 699). = Incident relatif à la constitution du bureau des renseignements, auquel les pétitions sont renvoyées: sont entendus, MM. Grévy, *Président;* Victor Lefranc (p. 699). = Rapports, par : MM. Mallevergne (p. 699 à 701) ; — de Saint-Pierre (du Calvados) (p. 701 à 702).

4 — Rapports [29 avril 1871], par : MM. Daron (t. 2, p. 787 à 790); — Chardon (p. 790 à 792); — Monnet (p. 792 à 796).

5 — Rapports, par M. Delorme [13 mai] (t. 3, p. 9 à 16). = Discussion incidente relative à l'illégalité des pétitions présentées collectivement par un Conseil municipal (p. 9). — Sont entendus : MM. Delorme, *rapporteur* (p. 9, 12); Brisson (p. 11, 15); Langlois (p. 12); Baze, Tolain (p. 16). — La question préalable, proposée sur les pétitions de cette nature, est adoptée (p. 13, 16).

6 — Rapports [20 mai], par : MM. Pajot (t. 3, p. 94 à 99); — le comte de Ségur (p. 99 à 101); — de Beauvillé (p. 101 à 103); — Aubry (p. 103 à 106).

7 — Rapports [27 mai], par : MM. le vicomte d'Aboville (t. 3, p. 148 à 149) ; — le comte Rampon (p. 149 à 152); — le duc de la Rochefoucauld-Bisaccia (p. 152); — Vandier (p. 152) ; — Théry (p. 153 à 155).

8 — Rapport, par M. le comte Rampon, sur la pétition de M. le colonel de Villenoisy, demandant une enquête sur les causes de la capitulation de Metz [27 mai] (t. 3, p. 149). — Discussion [27 et 29 mai] (p. 150, 158). — Sont entendus : MM. le général Chareton (p. 150, 163); le comte Rampon, *rapporteur* (p. 150, 161); le général Changarnier (p. 150, 158); Thiers, *Chef du Pouvoir exécutif;* le général Le Flô, *Ministre de la Guerre* (p. 162); Paulin Gillon (p. 163); Journault, Haëntjens (p. 164). — L'ordre du jour est adopté (p. 165).

9 — Rapports [3 juin], par : MM. Houssard (t. 3, p. 247, 248); — de Marcère (p. 248 à 252); — Tallon (p. 253 à 256); — le duc de la Rochefoucauld-Bisaccia (p. 256, 257); — le

vicomte de Rainneville (p. 257); — Flaud (p. 257 à 260).

10 — Rapports [10 juin 1871], par : MM. de Peyramont (t. 3, p. 328 à 330); — Tallon (p. 331 à 333); — l'amiral baron de La Roncière le Noury (p. 333 à 334).

11 — Rapports [17 juin], par : MM. le vicomte d'Aboville (t. 3, p. 487, 488); — Patissier (p. 488, 489); — de Beauvillé (p. 489).

12 — Rapports [24 juin], par: MM. Monnet (t. 3, p. 578 à 580); — Flaud (p. 580, 581); — Vandier (p. 582 à 585); — Malens (p. 585 à 591); — de Montlaur (p. 591 à 598).

13 — Rapports, par MM. Pajot et de Tarteron, sur les pétitions d'un grand nombre d'Archevêques et Évêques et d'habitants de divers départements, relatives à la situation actuelle du Souverain Pontife à Rome [22 juillet 1871] (t. 4, p. 243, 246). — Discussion [même séance] (p. 248 à 262). — Sont entendus : MM. Thiers, *Président du Conseil, Chef du Pouvoir exécutif* (p. 248, 255, 257, 259, 261); Dupanloup, *Évêque d'Orléans* (p. 252, 260); Gambetta (p. 257, 258, 260, 261, 262); Keller (p. 258, 259). — Rejet, au scrutin public, de l'ordre du jour motivé, proposé par M. Marcel Barthe (p. 262). — Adoption du renvoi motivé au Ministre des Affaires étrangères, proposé par MM. de Guiraud, Target et Delille (p. 263). — Listes des votants dans ces deux scrutins (p. 265, 266); rectifications (p. 269).

14 — Rapports sur diverses pétitions, par M. le vicomte de Lorgeril [27 juillet] (t. 4, p. 334 à 339). = Incident relatif à une pétition revêtue de fausses signatures, signalée par M. Baze, et renvoyée au Ministre de la Justice (p. 339 à 341). = Rapports : par MM. le vicomte d'Aboville (p. 341 à 342) ; — Bastid (p. 343) ; — le duc de la Rochefoucauld-Bisaccia (p. 343 à 347).

15 — Incident relatif à la mise à l'ordre du jour des rapports sur les pétitions, et notamment sur celles relatives aux biens de la famille d'Orléans [5 décembre] (t. 6, p. 5) : sont entendus, MM. Mallevergne, Paulin Gillon, Bocher (*ibid.*).

16 — Rapports sur diverses pétitions [9 décembre] par : MM. Mallevergne (t. 6, p. 45); le marquis de Valfons (p. 46, 47) ; — Bastid (p. 49 à 52) ; — de Clercq (p. 52 à 54) ; — le marquis de la Guiche (p. 54 à 56) ; — le baron Laurenceau (p. 56 à 57) ; — Humbert (p. 57 à 58) ; — le comte de Kergorlay (p. 58 à 64).

17 — Rapports sur diverses pétitions [16 décembre 1871] par: MM. Oscar de Lafayette (t. 6, p. 123 à 127) ; — Lepère (p. 130 à 132); — Destremx (p. 132 à 137); — le marquis de Montlaur (p. 137 à 139) ; — le marquis de Dampierre (p. 139 à 140) ; — le vicomte de Lorgeril (p. 140) ; — Descat (p. 140 à 144) ; le vicomte de Rodez-Bénavent (p. 144) ; — Loustalot (p. 145 à 146).

18 — Rapports sur diverses pétitions [6 janvier 1872] par: MM. Doré-Graslin (t. 6, p. 439 à 441, 444 à 448) ; — Humbert (p. 448 à 449) ; — le vicomte de Lorgeril (p. 449 à 457). = Incident relatif à l'expression de « République provisoire » employée par le rapporteur (p. 451 à 454). = Rapports, par M. Buée (p. 457 à 459).

19 — Incident relatif à une pétition faussement attribuée à M. l'abbé Aninard [13 janvier] (t. 6, p. 559). —Sur la demande de M. le marquis de Dampierre, *rapporteur*, l'Assemblée ordonne le dépôt de cette pétition entre les mains de M. le Garde des Sceaux (p. 559).

20 — Rapports sur diverses pétitions [10 février] par: MM. de Marcère (A., t. 7, p. 497 à 499) ; — Bastid (p. 499 à 501) ; — de Montgolfier (p. 501 à 503) ; — le comte de Durfort de Civrac (p. 503 à 507) ; — le comte de Bagneux (p. 507 à 515) ; — de Tillancourt (p. 515 à 516) ; — Perret (p. 516 à 521).

21 — Rapports sur diverses pétitions [17 février] par : MM. le général Mazure (t. 7, p. 615 à 621) ; — Buée (p. 622 à 625) ; — de Tillancourt (p. 625) ; — le comte de Kergorlay (p. 625 à 628) ; — le comte du Chaffaut (p. 628 à 634) ; — Pajot (p. 634 à 638).

22 — Demande d'interpellations et question concernant le retard apporté aux rapports sur les pétitions relatives à la question Romaine, voy. INTERPELLATIONS, n° 19. — QUESTIONS, n° 60.

23 — Incident relatif à la demande de M.

le Président de la République, d'ajourner la discussion de ces pétitions [22 mars 1872] (t. 8, p. 496). — Sont entendus : M. Thiers, *Président de la République* (p. 496); Mgr Dupanloup, *Évêque d'Orléans* (p. 497); M. du Temple (p. 497).

24 — Rapports sur diverses pétitions [27 avril] par : MM. de Gavardie (t. 11, p. 87 à 90) ; — Grollier (p. 97 et 99).

25 — Rapports [18 mai] par : MM. le général Mazure (t. 11, p. 436) ; — Oscar de Lafayette (p. 437) ; — Prétavoine (p. 438); — de Lorgeril (p. 439 à 443) ; — d'Abbadie de Barrau (p. 443 à 444) ; — Lebas (p. 445 à 447) ; — de Montlaur (p. 447 à 449).

26 — Rapports [25 mai] par : M. Fouquet (t. 11, p. 556 à 558).

27 — Dépôt sur le bureau de l'Assemblée et renvoi à la Commission des pétitions, d'une lettre du prince Napoléon concernant son expulsion du territoire français, et d'une pétition des électeurs du canton d'Ajaccio sur le même objet [11 novembre 1872] (t. 14, p. 2).= Débat sur la fixation du jour de la discussion de ces pétitions [8 février 1873] (t. 15, p. 621). — Sont entendus : MM. Gavini (p. 621, 622) ; Depeyre (p. 621); Baragnon (p. 622); Bethmont (p. 622, 635). = Incident relatif à l'ajournement de la discussion des mêmes pétitions [21 mars] (t. 17, p. 19). — Sont entendus : MM. de Goulard, *Ministre de l'Intérieur* (p. 19, 20); Depeyre, *rapporteur* (*ibid.*); Gavini (p. 20). = Dépôt sur le bureau de l'Assemblée, par M. Depeyre, au nom de la 15e Commission des pétitions, de son rapport sur les pétitions : 1° du prince Napoléon ; 2° des électeurs d'Ajaccio [24 mars] (t. 17, p. 57). — Incident relatif à la question de la lecture et de l'impression de ce rapport (p. 57 à 59). — Sont entendus : MM. Depeyre (p. 57); de Tillancourt (p. 57, 58); Alfred Dupont, Grévy, *Président de l'Assemblée* (p. 58) ; Baragnon (p. 58, 59).— L'Assemblée décide, au scrutin public, que le rapport, déposé au nom de la Commission des pétitions par M. Depeyre, sera imprimé et distribué [même séance] (p. 59) ; liste des votants (p. 63); rectification (p. 67). = Texte de ce rapport (I., n° 1710 ; A., t. 17, an., p. 43 ; J. O., p. 2202). — Discussion des conclusions du rapport [29 mars] (t. 17, p. 163). — Incident relatif à la présentation du projet de loi ayant pour objet d'interdire pendant cinq ans la résidence sur le territoire français, sans autorisation du Gouvernement, aux membres de la famille impériale (p. 477) (1).— Sont entendus : MM. Fresneau (p. 163); Dufaure, *Ministre de la Justice* (p. 166, 176); Depeyre, *rapporteur* (p. 170, 178); Horace de Choiseul (p. 175); de Goulard, *Ministre de l'Intérieur* (p. 178). — Adoption de l'ordre du jour pur et simple, demandé par les Ministres de la Justice et de l'Intérieur (p. 178); liste des votants (p. 179). — Rectification de M. Jean Brunet (p. 182).

28 — Incident relatif à la fixation du jour de la discussion sur les pétitions relatives à la dissolution de l'Assemblée nationale [14 décembre 1872] (t. 14, p. 505). — Sont entendus : MM. Lambert de Sainte-Croix (p. 505); Carion (p. 505); Gambetta (p. 505, 506); Baragnon (p. 506). = Rapports sur ces pétitions [14 décembre], par : MM. le baron Decazes (p. 559); — le marquis de Montlaur (p. 560); — Raoul Duval (p. 560). — Discussion [même séance] (p. 561). — Sont entendus : MM. Gambetta (p. 561 à 573, 575, 588); Grévy, *Président de l'Assemblée* (p. 563, 590, 591); Lambert de Sainte-Croix (p. 571, 599); Dufaure, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice* (p. 563, 595 à 599); le général de Cissey, *Ministre de la Guerre* (p. 571); le duc d'Audiffret-Pasquier (p. 573 à 579); Louis Blanc (p. 579 à 583); Fresneau (p. 582); Raoul Duval (p. 583, 584, 585 à 592); Ricard (p. 584); de Goulard, *Ministre de l'Intérieur* (p. 584); Mestreau (p. 590, 591); Le Royer (p. 592 à 595); de Féligonde (p. 599); de Mornay (p. 600); Millaud (p. 600). — Ordres du jour motivés présentés par : M. le général Billot (p. 599); MM. Bardoux et autres (p. 599). — Est entendu : M. le général Billot (*ibid.*). — Adoption, au scrutin public, de l'ordre du jour pur et simple [séance de nuit du 14 décembre] (p. 600); liste des votants (p. 600). — Réclamations relatives à ce scrutin (p. 603 à 605.) = L'Assemblée ordonne l'affichage du discours de M. le Garde des

(1) Voy. ce projet de loi à l'article BONAPARTE (FAMILLE).

40 — Rapports sur diverses pétitions [16 décembre 1874] par : MM. le marquis de Plœuc (t. 35, p. 215 à 219); rectifications (p. 229); — Depasse (p. 219 à 220); — Bozérian (p. 220 à 221).

41 — Rapport, par M. le marquis de Plœuc et discussion sur les pétitions des Français résidant en Égypte, concernant les changements de juridiction à l'égard des étrangers [16 décembre] (t. 35, p. 217, 219). — Sont entendus : MM. Gambetta (p. 217, 219); Caillaux, *Ministre des Travaux publics* (p. 219); le marquis de Plœuc, *rapporteur* (*ibid.*). = Explications de M. le duc Decazes, *Ministre des Affaires étrangères* [18 décembre] (p. 230 à 232).

42 — Rapports sur diverses pétitions [8 janvier 1875], par : MM. Dezanneau (t. 35, p. 458 à 459); — le marquis de Dampierre (p. 459 à 460); — Alfred Dupont (p. 466 à 469); — Loustalot (p. 469 à 471); — Courcelle (p. 471); — Louis de Saint-Pierre (p. 472 à 476). = Est entendu, sur les pétitions des sieurs Thouard et Trémoulet, comprises dans ces rapports : M. Ganivet (p. 460, 469).

43 — Rapport, par M. le marquis de Montlaur, sur les pétitions d'habitants de Lyon, d'Oullins, de Paris, Bordeaux et autres villes, qui demandent la réglementation de l'observation du Dimanche [8 janvier 1875] (t. 35, p. 461). — Discussion [même séance] (p. 463). — Rejet, au scrutin public, de l'ordre du jour demandé par M. Gambetta (p. 463); liste des votants (p. 476). — Sont entendus : MM. Gambetta (p. 463, 464, 466); le marquis de Montlaur, *rapporteur* (p. 464); le baron Chaurand (p. 464, 465, 466); Caillaux, *Ministre des Travaux publics* (p. 465). — L'Assemblée ordonne le renvoi des pétitions au Ministre des Travaux publics (p. 466).

44 — Demande de mise à l'ordre du jour, par M. de Tillancourt, du rapport sur la pétition des habitants de la commune de Gennevilliers (Seine), relative au déversement sur leur territoire des eaux d'égout de Paris [29 juillet 1875] (A., t. 41, p. 227). — Rejet de cette proposition (*ibid.*). = Nouvelle demande à ce sujet, par M. Petau, *rapporteur* [2 août] (p. 350) : nouveau rejet (*ibid.*). — Texte du rapport de M. Petau [3 août] (I., n° 3388; t. 41, an., p. 369; J. O., p. 7379). — Demande de mise à l'ordre du jour, par M. Petau, de la discussion de son rapport [16 novembre] (t. 42, p. 227). — Sont entendus : MM. Petau, *rapporteur ;* Léopold Faye, Paul Morin (*ibid.*). — Adoption de la mise à l'ordre du jour (p. 228). = Discussion [18 novembre] (p. 241). — Lecture, par M. Petau, de deux rapports : l'un, sur la pétition des 414 habitants de Gennevilliers contre le déversement (*ibid.*); l'autre, sur une pétition, en sens contraire, de 305 habitants d'Asnières, de Clichy, de Saint-Ouen et de Gennevilliers (p. 244). — Ont pris part aux débats : MM. Petau, *rapporteur* (p. 244); Caillaux, *Ministre des Travaux publics* (p. 244); de Tillancourt, *Président de la Commission des pétitions* (p. 245); Krantz (*ibid.*). — Adoption, d'accord avec le Gouvernement, des conclusions de la Commission pour le renvoi des deux pétitions aux Ministres de l'Intérieur et des Travaux publics (p. 247).

45 — Rapport, par M. Silva, sur la pétition des huissiers, relative à la révision des tarifs taxateurs de leurs émoluments [4 août 1875] (I., n° 3391; A., t. 41, an., p. 380; J. O., p. 9368). — Discussion des conclusions de ce rapport [16 novembre] (t. 42, p. 224). — Sont entendus : MM. Silva, *rapporteur;* Bertauld; Dufaure, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice* (p. 225). — Renvoi, d'accord avec la Commission et le Gouvernement, de la pétition au Ministre de la Justice (p. 226).

46 — Rapport, par M. Joigneaux, sur les pétitions d'un grand nombre d'horticulteurs relativement au décret du 14 août 1875, qui prohibe l'importation des arbres fruitiers en Algérie [16 novembre 1875] (A., t. 42, p. 221). — L'Assemblée en autorise l'impression (*ibid.*). — Texte du rapport (I., n° 3420; A., t. 42, an., p. 137; J. O., p. 9786) (1).

47 — Demande, par M. Philippoteaux, de la mise à l'ordre du jour de son rapport sur la pétition des étudiants de l'École de droit de Paris, qui demandent l'amélioration de la bibliothèque de cette École [16 novembre

(1) Cette pétition n'a pas été l'objet de discussion en séance publique.

missions des pétitions, insérées au *Journal officiel* et devenues définitives [15 mai 1874] (t. 31, p. 16 à 18).= Rapports, par : MM. Adnet (p. 16); — Monnet (p. 17); — Bienvenue (*ibid.*); — Lévêque (*ibid.*); — Malartre (p. 18); — Martin (d'Auray) (p. 18).

3 — Résolutions des 5e et 17e Commissions des pétitions, insérées au *Journal officiel* et devenues définitives [6 juillet] (t. 32, p. 624 à 625). = Rapports, par : MM. Perret (p. 624); — Lespinasse (p. 624 à 625).

4 — Résolutions de la 28e Commission des pétitions, insérées au *Journal officiel*, et devenues définitives [25 juillet] (t. 33, p. 378). = Rapports, par : MM. Latrade, Jourdan et Jamme (*ibid.*).

5 — Résolutions des 9e et 18e Commissions des pétitions, insérées au *Journal officiel*, et devenues définitives [9 décembre 1874] (t. 35, p. 134 à 136). = Rapports, par : MM. Arthur Legrand (p. 134); — Taillefert (p. 135); — Bozérian (p. 136).

6 — Résolutions des 5e, 19e, 25e, 26e et 29e Commissions des pétitions, insérées au *Journal officiel* et devenues définitives [5 janvier 1875] (t. 35, p. 408 à 413). = Rapports, par : MM. Perret (p. 408); — Margaine (p. 408 à 410); — Dietz-Monnin (p. 410, 412); — Bienvenue (p. 411); — Méline (*ibid.*); — Monnet (*ibid.*); — Alfred Giraud (p. 412); — de Chamaillard (p. 412); — de Lacretelle (p. 413); — Dufay (*ibid.*); — Fouquet (*ibid.*); — Ducuing (*ibid.*).

7 — Résolutions des 15e, 22e et 28e Commissions des pétitions, insérées au *Journal officiel* et devenues définitives [7 janvier] (t. 35, p. 451 à 453). = Rapports, par : MM. le marquis de Partz (p. 451 à 452); — Pajot (p. 452); — Vidal (p. 453); — Boullier de Branche (*ibid.*); — Courcelle (*ibid.*).

8 — Résolutions des 9e et 31e Commissions des pétitions, insérées au *Journal officiel* et devenues définitives [21 janvier] (t. 36, p. 230, 231). = Rapports, par : M. Salneuve (p. 230); — de Champvallier, Charles Martin et Malens (p. 231).

9 — Résolutions des 12e, 29e et 31e Commissions des pétitions, insérées au *Journal officiel* et devenues définitives [4 mars] (t. 37, p. 64 à 66). = Rapports, par : MM. Salneuve, Durieu (p. 64); — Billy, Malens de Tillancourt, de Kéridec, Charles Martin (p. 65); — Carquet (p. 66).

10 — Résolutions des 27e et 32e Commissions des pétitions, insérées dans le Feuilleton du 25 février 1875 et au *Journal officiel* du 26 mai, et devenues définitives [25 mai] (t. 38, p. 200, 201). = Rapports, par : MM. Nioche, Honoré Roux (p. 200); — le marquis de Montlaur, Gueidan, Chardon (p. 201).

11 — Résolutions des 5e, 11e, 14e, 15e, 32e et 33e Commissions des pétitions, insérées dans le Feuilleton du 11 mars 1875 et au *Journal officiel* du 11 juin, et devenues définitives [10 juin] (t. 38, p. 492 à 498). = Rapports, par : MM. Merveilleux-Duvignaux (p. 493); — le comte Du Chaffaut, le vicomte de Forsanz (p. 494, 495); — de Saint-Germain (p. 495); — Ricot (p. 496); — le marquis de Partz (p. 496); — Margaine (p. 497); le marquis de Montlaur (p. 497, 498); — Chardon, Tiersot, Bienvenue, Émile Carron (p. 498).

12 — Résolutions des 5e, 7e, 12e, 14e, 15e et 27e Commissions des pétitions, insérées dans le Feuilleton du 18 mars 1875 et au *Journal officiel* du 19 juin, et devenues définitives [18 mars] (t. 39, p. 26). = Rapports, par : MM. Merveilleux-Duvignaux, Calemard de Lafayette, Grandpierre (p. 26); — le comte de Legge (p. 28); — Soury-Lavergne (p. 30); — le comte de Kergorlay (p. 31); — Daguilhon-Lasselve (p. 33).

13 — Résolutions des 6e, 18e, 31e et 34e Commissions des pétitions, insérées dans les Feuilletons des 13 et 27 mai 1875 et au *Journal officiel* du 1er juillet, et devenues définitives [30 juin] (t. 39, p. 302). = Rapports, par : MM. Prétavoine, Testelin (*ibid.*); — Gusman Serph, Philippoteaux (p. 303); — le général Robert, de Carbonnier de Marzac (p. 304); — Martin d'Auray, Lebourgeois, Mazeau (p. 306).

14 — Résolutions des 30e, 32e et 35e Commissions des pétitions, insérées dans les Feuilletons des 3 et 10 juin 1875 et au *Journal officiel* du 13 juillet, et devenues définitives [12 juillet] (t. 39, p. 612). = Rapports,

par : MM. Grandpierre, Descat, de Pompery (*ibid.*); le général Guillemaut, Chavassieu, Deregnaucourt (p. 613).

15 — Résolutions des 11e, 30e et 35e Commissions des Pétitions, insérées au *Journal officiel* du 4 août 1875, et devenues définitives [3 août] (p. 430, 434). = Rapports, par : MM. Peltereau-Villeneuve (p. 430); Jamme, Marchand (p. 431); Roudier (p. 432); le comte Kergariou (p. 434).

16 — Résolutions des 14e et 36e Commissions des Pétitions, insérées au *Journal officiel* du 24 novembre, et devenues définitives [23 novembre] (t. 42, p. 300). = Rapports, par : MM. de Limairac (p. 300); de Chamaillard (p. 301). = Observations de M. le Ministre des Finances au sujet des considérants de la Commission sur la pétition rapportée par M. de Chamaillard [24 novembre] (p. 304). — Sont entendus : MM. Léon Say, *Ministre des Finances;* de Chamaillard, *rapporteur* (*ibid.*).

17 — Résolutions des 31e, 32e, 33e, 34e et 37e Commissions des Pétitions, insérées au *Journal officiel* du 3 décembre, et devenues définitives [2 décembre 1875] (t. 43, p. 58). = Rapports, par : MM. Petau, le marquis de Montlaur (p. 58); — Simiot, Rameau, Ganivet (p. 59).

18 — Résolutions de la 36e Commission des Pétitions, insérées au *Journal officiel* du 1er janvier 1876, et devenues définitives [31 décembre 1875] (t. 44, p. 389). = Rapports, par MM. Boreau-Lajanadie et Pin (*ibid.*).

19 — Résolutions des 16e, 18e, 30e, 32e, 35e, 36e, 37e et 38e Commissions des Pétitions, insérées au *Journal officiel* du 31 janvier 1876, et devenues définitives [31 décembre 1875] (t. 44, p. 390). = Rapports, par : MM. Courcelle, le baron de Flaghac (p. 390). — Loustalot, Arrazat (p. 391); — le baron de Flaghac, Gueidan, Dubois (p. 392); — Ganault, Lacave-Laplagne (p. 393); — Roudier, Jamme, Michel (p. 395); — Pin, de Chamaillard, Dufay, Bouchet (p. 396); — Taillefert (p. 397); — Rameau, Taillefert, Gallicher (p. 398); — Vétillart, Levêque (p. 399).

**PÉTROLE** (HUILE DE), voy. HUILES.

**PHARMACIE**, voy. FACULTÉS DE L'ÉTAT. — MÉDECINE. — SPÉCIALITÉS PHARMACEUTIQUES.

**PHILIPPEVILLE** (PORT DE).

Projet de loi relatif aux travaux d'achèvement de ce port, voy. PORTS MARITIMES, n° 9.

**PHOTOGRAPHIES.**

1 — Propositions et incidents relatifs aux photographies annexées au rapport de la Commission d'enquête sur l'élection de la Nièvre, voy. ENQUÊTES PARLEMENTAIRES, 1re section, § II, nos 2, 3 et 4.

2 — Amendement ayant pour objet l'établissement de taxes sur les portraits photographiques, voy. BUDGET GÉNÉRAL DE L'ÉTAT, § IV, *Exercice 1874*, n° 9.

**PHYLLOXERA.**

Proposition de MM. Destremx, le comte de Bouillé et autres, tendant à combattre les ravages causés dans les vignobles par le phylloxera et à généraliser les irrigations, voy. AGRICULTURE, § III, nos 2 à 6.

**PIANOS** (IMPÔT SUR LES).

1 — Exposé des motifs et texte de la proposition de M. de Belcastel, concernant des impôts à établir sur les pianos, les cafés chantants, bals publics et débits de vin au détail [13 juillet 1872] (I., n° 1302; A., t. 13, p. 122, et an., p. 66; J. O., p. 5081). — L'Assemblée déclare l'urgence et ordonne le renvoi à la Commission du Budget de 1872 (A., t. 13, p. 122) (1).

2 — Amendement ayant pour objet de soumettre les pianos à une taxe annuelle de 10 fr., voy. BUDGET GÉNÉRAL DE L'ÉTAT, § IV, *Exercice 1874*, n° 9.

**PISCICULTURE.**

1 — Exposé des motifs et texte de la pro-

(1) Il n'a pas été fait de rapport sur cette proposition.

position de MM. de Tillancourt, Lestourgie et autres, relative à l'enseignement et à la propagation de la pisciculture [22 décembre 1874] (I., n° 2785; A., t. 35, an., p. 239; J. O. de 1875, p. 121, 366) (1).

2 — Observations relatives aux établissements destinés à la pisciculture, voy. BUDGET GÉNÉRAL DE L'ÉTAT, § V, *Exercice 1875*, n° 14.

**PLACES DE GUERRE**, voy. ALGÉRIE, § III, n° 1. — ÉTAT DE SIÉGE. — FORTIFICATIONS.

**PLÉBISCITE.**

1 — Projet de loi tendant à solder les frais d'impression du plébiscite du 8 mai 1870, dus à l'Imprimerie nationale, voy. CRÉDITS, § V, *Instruction publique*, n° 1.

2 — Propositions de MM. de Saisy et Eschassériaux, tendant à faire affirmer par le peuple français, convoqué dans ses comices, la forme du Gouvernement, voy. GOUVERNEMENT DE LA FRANCE.

**PLOMBIÈRES** (THERMES DE), voy. THERMES DE PLOMBIÈRES.

**POIDS ET MESURES.**

1 — Projet de loi portant approbation de la Convention signée à Paris le 20 mai 1875, entre la France, l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie et divers autres États, pour la création d'un bureau international des Poids et Mesures, voy. TRAITÉS, § III.

2 — Amendement tendant à établir deux tarifs de droits différents pour la vérification première et pour la vérification périodique des poids et mesures, voy. BUDGET GÉNÉRAL DE L'ÉTAT, § VII, *Exercice 1876*, n° 5.

**POINTE-A-PITRE** (GUADELOUPE).

Projet de loi de crédit applicable aux secours à donner aux incendiés de cette ville, voy. CRÉDITS, § VIII, *Marine*, n° 1.

**POIRÉS**, voy. BOISSONS. — OCTROIS.

**POLICE** (HAUTE).

Exposé des motifs et texte du projet de loi sur la surveillance de la haute police, présenté par M. Dufaure, *Ministre de la Justice* [13 janvier 1873] (I., n° 1531; A., t. 15, an., p. 118; J. O., p. 706). — Rejet de la demande de la Commission d'Enquête sur les Établissements pénitentiaires, à fin de renvoi de ce projet de loi à son examen (p. 149). — Sont entendus : MM. Mettetal (p. 148); Dufaure, *Ministre de la Justice* (p. 149); Voisin (p. 149). — Commission (F., n° 403; J. O., p. 580). — Rapport, par M. Félix Voisin [23 juillet] (I., n° 1942; A., t. 19, an., p. 260; J. O., p. 6869). = *Première délibération* [10 novembre 1873] (A., t. 27, p. 51). — L'Assemblée décide sans discussion qu'elle passera à la seconde délibération (*ibid.*). = *Deuxième délibération* [25 et 26 novembre] (A., t. 28, p. 7 à 34). — Rejet, au scrutin public, de l'amendement de M. Raudot, tendant à reprendre l'ancien article 47 du Gouvernement, qui n'admettait le renvoi sous la surveillance de la haute police que comme résultant de l'arrêt ou du jugement de condamnation (p. 34); liste des votants (p. 38). — Sont entendus : MM. Félix Voisin, *rapporteur* (p. 7, 12, 14, 30); Bienvenue (p. 11, 34); Beulé, *Ministre de l'Intérieur* (p. 12); Raudot (p. 13, 29, 32); Jules Favre (p. 15); Bérenger (de la Drôme) (p. 22, 34); Parent (p. 32); Alfred Giraud (p. 33). — L'Assemblée décide qu'elle passera à la troisième délibération (p. 35). = *Troisième délibération* [22 janvier 1874] (t. 29, p. 259). — Amendement de M. Jules Favre, ayant pour objet de modifier le § 7 de l'article 44 du Code pénal, en accordant au libéré qui se rendra à sa résidence un passeport en la forme ordinaire et une feuille de route (p. 259) : rejet au scrutin public (p. 267); liste des votants (p. 269). — Rejet des amendements de MM. Roger-Marvaise et Limperani, ayant pour objet de rétablir la rédaction primitive de l'article 46 du même Code, portant qu'en aucun cas la surveillance de la haute police n'aura lieu de

(1) Il n'a pas été fait de rapport sur cette proposition.

plein droit (p. 276 et 284).— Adoption des articles 1 et 2 du projet de la Commission (p. 284). — Retrait d'une disposition additionnelle proposée par M. Jules Favre, relative à l'institution d'un Comité de patronage dans chaque arrondissement pour la surveillance des libérés (p. 282). — Sont entendus : MM. Jules Favre (p. 259, 262, 284); Félix Voisin, *rapporteur* (p. 261, 266, 276, 279, 282); Peltereau-Villeneuve (p. 264); de Gavardie (p. 264, 266); Langlois (p. 266); Roger-Marvaise (p. 275); Limperani (p. 276); Bérenger (p. 282). — Adoption de l'ensemble du projet de loi [23 janvier] (p. 283). = Loi du 23 janvier 1874 (J. O., p. 857; B. des L., n° 2634).

**POLICE DE LA CHASSE**, voy. CHASSE.

**POLICE DES CIMETIÈRES.**

Interpellations sur l'arrêté du Préfet du Rhône, relatif à cette matière, voy. INTERPELLATIONS, n° 47.

**POLICE MUNICIPALE.**

1 — Projet de loi sur les maires et les attributions de police municipale, voy. MAIRES, n° 6.

2 — Projet de loi tendant à augmenter la part contributive de l'État à la police municipale de Paris, voy. CRÉDITS, § V, *Intérieur*, n° 6.

3 — Projet de loi relatif aux frais de police de l'agglomération Lyonnaise, voy. *ibid.*, n° 11.

4 — Projets de lois de crédits applicables aux frais de police des communes des départements de la Seine, voy. *ibid.*, n° 20.

**POLITIQUE INTÉRIEURE.**

Débats y relatifs, voy. INTERPELLATIONS. — QUESTIONS. — MESSAGES.

**POL-LOUVET** (ÉPOUX) [OISE].

Projet de loi relatif à un échange d'immeubles entre eux et l'État, voy. ÉCHANGES D'IMMEUBLES, n° 3.

**PONTS.**

Projet de loi de crédit applicable à la reconstruction des ponts détruits pendant la guerre sur les chemins vicinaux, voy. CRÉDITS, § V, *Intérieur*, n° 13.

**PORTES ET FENÊTRES** (IMPÔT DES).

Amendement relatif à l'établissement de centimes additionnels sur cet impôt, voy. COMMERCE ET INDUSTRIE.

**PORTS MARITIMES.**

1 — PORT DE BORDEAUX.

1° Exposé des motifs et texte du projet de loi autorisant la Chambre de Commerce de Bordeaux à emprunter une somme de 3,500,000 fr. qu'elle doit avancer à l'État, pour la construction d'un bassin à flot dans ce port, présenté par M. le baron de Larcy, *Ministre des Travaux publics* [30 avril 1872] (I., n° 1095; A., t. 11, an., p. 36; J. O., p. 3143). — Commission (F., n° 275; J. O., p. 3082). — Rapport, par M. Adrien Bonnet [14 mai] (I., n° 1138; A., t. 11, an., p. 126; J. O., p. 3497). — Discussion [13 juin 1872] (A., t. 12, p. 303). — Sur la demande de M. Adrien Bonnet, *rapporteur*, l'urgence est déclarée (*ibid.*). = Adoption, sans discussion (*ibid.*) = Loi du 13 juin 1872 (J. O., p. 4289; B. des L., n° 1218).

2° Exposé des motifs et texte du projet de loi tendant à autoriser la Chambre de Commerce de Bordeaux à faire à l'État l'avance d'une somme de 4,500,000 fr., pour achever le bassin à flot en construction dans ce port, et pour construire une forme de radoub dans le même bassin, présenté par M. le baron de Larcy, *Ministre des Travaux publics* [28 mars 1874] (I., n° 2362; A., t. 30, an., p. 337; J. O., p. 3314). — Rapport, au nom de la Commission du Budget, par M. Rousseau [21 juillet] (I., n° 2574; A., t. 33, an., p. 153; J. O., p. 5682). — Déclaration d'urgence et adoption sans discussion [5

août] (A., t. 34, p. 257). = Loi du 5 août 1874 (J. O., p. 5706; B. des L., n° 3346).

2 — PORT DE HONFLEUR. — Exposé des motifs et texte du projet de loi relatif aux travaux d'amélioration de ce port, présenté par M. Deseilligny, *Ministre des Travaux publics* [14 juillet 1873] (I., n° 1874; A., t. 19, an., p. 85; J. O., p. 5123). — Rapport, au nom de la Commission du Budget, par M. le marquis de Talhouët [21 juillet] (I., n° 1908; A., t. 19, an., p. 139; J. O., p. 5555). — Déclaration d'urgence et adoption sans discussion [26 juillet] (A., t. 19, p. 472). = Loi du 26 juillet 1873 (J. O., p. 5217; B. des L., n° 2233).

3 — PORT DU HAVRE. — Exposé des motifs et texte du projet de loi tendant à autoriser le Ministre des Travaux publics à accepter l'offre faite par la Chambre de Commerce du Havre d'avancer à l'État la somme de 6,000,000 de fr., à l'effet d'assurer l'achèvement des travaux en cours d'exécution dans le port du Havre, présenté par M. Caillaux, *Ministre des Travaux publics* [26 juin 1874] (I., n° 2504; A., t. 32, an., p. 286; J. O., p. 5272).— Rapport, au nom de la Commission du Budget, par M. Rousseau [21 juillet] (I., n° 2575; A., t. 33, an., p. 153; J. O., p. 5682).— Discussion [5 août] (p. 255). — Sont entendus : MM. Rousseau, *rapporteur* (p. 255, 256); Hervé de Saisy (p. 255). — Déclaration d'urgence, et adoption du projet de loi [même séance] (p. 256). = Loi du 5 août 1874 (J. O., p. 5706; B. des L., n° 3347).

4 — PORT DE MARSEILLE. — Exposé des motifs et texte du projet de loi tendant à déclarer d'utilité publique les travaux à faire pour l'amélioration de ce port et d'autoriser le Ministre des Travaux publics à accepter l'offre faite par la Chambre de Commerce de Marseille d'avancer à l'État la somme de 15,000,000 de fr. pour assurer l'exécution de ces travaux, présenté par M. Caillaux, *Ministre des Travaux publics* [26 juin 1874] (I., n° 2502; A., t. 32, an., p. 287; J. O , p. 5273).— Rapport, au nom de la Commission du Budget, par M. Rousseau [21 juillet] (I., n° 2576; A., t. 33, an., p. 155; J. O., p. 5683). — Déclaration d'urgence et adoption sans discussion [5 août] (A., t. 34, p. 256). = Loi du 5 août 1874 (J. O., p. 5705; B. des L., n° 3348).

5 — PORT DE SAINT-NAZAIRE. — Exposé des motifs et texte du projet de loi tendant à autoriser le département de la Loire-Inférieure à faire à l'État l'avance d'une somme de 10,000,000 de fr. pour l'achèvement du bassin de *Penhouët*, en cours d'exécution dans ce port, présenté par M. Caillaux, *Ministre des Travaux publics* [27 juillet 1874] (I., n° 2603; A., t. 33, an., p. 187; J. O., p. 5836).— Rapport, au nom de la Commission du Budget, par M. Rousseau [1er août] (I., n° 2667; A., t. 34, an., p. 147; J. O., p. 6009). = *Première délibération* [12 décembre 1874] (t. 35, p. 182). — L'Assemblée décide, sans débats, qu'elle passera à la deuxième délibération (*ibid.*). = *Deuxième délibération* [18 décembre] (p. 232). — L'Assemblée, décide sans débats, qu'elle passera à la troisième délibération (*ibid.*).= *Troisième délibération* [5 janvier 1875] (p. 390). — Est entendu : M. Caillaux, *Ministre des Travaux publics* (p. 390). — Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 391). = Loi du 5 janvier 1875 (J. O., p. 321; B. des L., n° 3827). = Demande de rectification d'une erreur signalée par M. le Ministre des Travaux publics dans le texte de cette loi [26 juin 1875] (t. 39, p. 204). — La rectification est ordonnée (*ibid.*).

6 — PORTS DE DUNKERQUE ET DE GRAVELINES.

1° Exposé des motifs et texte du projet de loi tendant à autoriser le Ministre des Travaux publics à accepter, au nom de l'État, l'offre faite par le département du Nord et la Chambre de Commerce de Dunkerque d'une avance de 5,900,000 fr. pour la restauration de ces ports, présenté par M. Caillaux, *Ministre des Travaux publics* [2 août 1875] (I., n° 3381; A., t. 41, an., p. 349; J. O., p. 9104). — Rapport, au nom de la Commission du Budget, par M. Teisserenc de Bort [3 décembre] (I., n° 3498; A., t. 43, an., p. 257; J. O. de 1876, p. 646). — *Première délibération* [14 décembre] (A., t. 43, p. 269). — Demande d'urgence, par M. Teisserenc de Bort, *rapporteur* (*ibid.*). = Adoption de l'urgence (p. 270). — Adoption des articles et de l'ensemble du projet de

loi (*ibid.*). = Loi du 14 décembre 1875 (J. O., p. 10858; B. des L., n° 4778).

2° Exposé des motifs et texte du projet de loi tendant à autoriser le Ministre des Travaux publics à accepter, au nom de l'État, l'offre faite par le Conseil municipal de Dunkerque d'une avance de 12,600,000 fr. pour la continuation des travaux d'amélioration du port de cette ville, présenté par M. Caillaux, *Ministre des Travaux publics* [18 novembre 1875] (I., n° 3429; A., t. 42, an., p. 216; J. O., p. 9794). — Rapport, au nom de la Commission du Budget, par M. Teisserenc de Bort [3 décembre] (I., n° 3499; A., t. 43, an., p. 259; J. O. de 1876, p. 667). — *Première délibération* [14 décembre] (t. 43, p. 270). — Déclaration de l'urgence, d'accord entre la Commission et le Gouvernement (*ibid.*). — Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi (p. 271). = Loi du 14 décembre 1875 (J. O. de 1876, p. 122; B. des L., n° 4777).

7 — Port de Calais. — Exposé des motifs et texte du projet de loi tendant à autoriser le Ministre des Travaux publics à accepter l'offre faite par la Chambre de Commerce de Calais, d'avancer à l'État la somme de 15,000,000 de fr. pour l'amélioration de ce port, présenté par M. Caillaux, *Ministre des Travaux publics* [18 novembre 1875] (I., n° 3430; A., t. 42, an., p. 218; J. O., p. 10057). — Rapport, au nom de la Commission du Budget, par M. Teisserenc de Bort [3 décembre] (I., n° 3500; A., t. 43, an., p. 261; J. O. de 1876, p. 613). — *Première délibération* [14 décembre] (p. 271). — Déclaration de l'urgence, demandée par la Commission et le Gouvernement, et adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi (p. 271, 272). = Loi du 14 décembre 1875 (J. O., p. 10857; B. des L., n° 4779).

8 — Port de Rouen. — Exposé des motifs et texte du projet de loi tendant à autoriser le Ministre des Travaux publics à accepter, au nom de l'État, l'offre faite par la Chambre de Commerce de Rouen d'une avance de 3,000,000 de fr. pour l'amélioration de ce port, présenté par M. Caillaux, *Ministre des Travaux publics* [18 novembre 1875] (I., n° 3431; A., t. 42, an., p. 219; J. O., p. 10060). — Rapport, au nom de la Commission du Budget, par M. Teisserenc de Bort [3 décembre] (I., n° 3501; A., t. 43, an., p. 268; J. O. de 1876, p. 585). — *Première délibération* [14 décembre] (p. 272). — Déclaration de l'urgence, d'accord entre la Commission et le Gouvernement (*ibid.*). — Adoption de modifications à l'article 3, sur la demande de M. le Rapporteur (*ibid.*). — Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi (p. 272, 273). = Adoption, sur la demande de M. le Rapporteur, d'accord avec le Gouvernement, de modifications à l'article 6 et dernier de la loi [17 décembre] (t. 43, p. 323). = Loi du 14 décembre 1875 (J. O., p. 10858; B. des L., n° 4780).

9 — Port de Philippeville. — Exposé des motifs et texte du projet de loi tendant à autoriser le Gouverneur général civil de l'Algérie à accepter l'offre faite par la Chambre de Commerce de Philippeville d'avancer à l'État la somme de 2,000,000 de fr., pour être affectée aux travaux d'achèvement du port de cette ville, présenté par M. Buffet, *Vice-Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur* [10 décembre 1875] (I., n° 3559; A., t. 43, an., p. 131; J. O. de 1876, p. 835). — Renvoi à la Commission du Budget (A., t. 43, p. 205). — Rapport, au nom de cette Commission, par M. Lucet [14 décembre] (I., n° 3578; A., t. 43, an., p. 533; J. O. de 1876, p. 866). — *Première délibération* [17 décembre] (p. 324). — Déclaration de l'urgence, sur la demande du rapporteur (*ibid.*). — Adoption successive des articles et de l'ensemble du projet de loi (*ibid.*). = Loi du 17 décembre 1875 (J. O., p. 10633; B. des L., n° 4781).

Voy. Cabotage.

## POSTES.

§ I. Dispositions générales et taxe des lettres.
§ II. Conventions postales.
§ III. Services postaux subventionnés.

### § I. — *Dispositions générales et taxe des lettres.*

1 — Rapport, par M. Eschassériaux, au nom de la Commission d'Enquête chargée d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des communications postales et télégra-

phiques après la guerre, voy. ENQUÊTES PARLEMENTAIRES, IIIe section, § I, n° 7.

2 — Rapport, par M. Caillaux, au nom de la Commission du Budget, sur la partie du projet de loi relatif à l'augmentation des impôts et à l'établissement d'impôts nouveaux, concernant les taxes postales, voy. BUDGET GÉNÉRAL DE L'ÉTAT, § I, *Exercice 1871*, n° 4.

3 — Projet de loi ayant pour objet l'abrogation du décret du 16 octobre 1870, relatif au transport des journaux, voy. PRESSE, § I, n° 2.

4 — Proposition de MM. Adnet, d'Andelarre et autres, relative à la franchise des lettres et mandats de poste à destination des militaires en campagne, voy. ARMÉE, § XII, n° 1.

5 — Exposé des motifs et texte de la proposition de MM. Fournier et autres, tendant à étendre aux avertissements et aux avis officieux des percepteurs l'exception édictée dans l'article 9, § 3, de la loi du 24 août 1871 sur les taxes postales [5 janvier 1872] (I., n° 777; A., t. 6, an., p. 292; J. O. de 1872, p. 416). — Renvoi à la Commission du Budget de 1872 de cette proposition, sur la demande de M. le comte de Melun, au nom de la Commission d'initiative parlementaire [12 janvier 1872] (A., t. 6, p. 544) (1).

6 — Exposé des motifs et texte du projet de loi concernant les lettres et objets recommandés, ainsi que les valeurs cotées, présenté par M. de Goulard, *Ministre des Finances par intérim* [21 mars 1872] (I., n° 1015; A., t. 8, an., p. 194; J. O., p. 2509). — L'urgence est déclarée (A., t. 8, p. 476). — Rapport, au nom de la Commission du Budget, par M. Lefébure [27 mai] (I., n° 1176; A., t. 12, an., p. 157; J. O., p. 5114).— Discussion [25 janvier 1873] (t. 15, p. 337). — Est entendu : M. Lefébure, *rapporteur* (p. 337, 338). — Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 338). = Loi du 25 janvier 1873 (J. O., p. 1121; B. des L., n° 1741).

7 — Projet de loi portant modification du tarif de la taxe des lettres circulant à l'intérieur, et création d'une *Union générale des Postes*, voy. ci-après, § II, n° 9.

8 — Amendement relatif à la mise en vente, par l'administration, de cartes postales, et à la réduction à 1 p. 100 des droits sur les envois d'argent, voy. BUDGET GÉNÉRAL DE L'ÉTAT, § III, *Exercice 1873*, n° 4.

9 — Amendements tendant à modifier le tarif des transports par la poste et à abaisser le port des échantillons transportés par cette voie, voy. BUDGET GÉNÉRAL DE L'ÉTAT, § IV, *Exercice 1874*, n° 5.

10 — Amendement ayant pour but d'abroger les décrets des 5 septembre et 16 octobre 1870, qui ont aboli le timbre sur les journaux et écrits périodiques et les droits sur leur transport par la poste, voy. BUDGET GÉNÉRAL DE L'ÉTAT, § IV, *Exercice 1874*, n° 9.

11 — Rapports, au nom de la Commission des services administratifs par M. Charles Rolland, et projet de loi adopté par l'Assemblée, ayant pour objet la réunion d'une partie des services des postes et des télégraphes, voy. SERVICES ADMINISTRATIFS.

12 — Observations relatives : 1° à l'exécution de la loi du 6 décembre 1873, prescrivant la réunion partielle du service postal et du service télégraphique; 2° la fabrication des timbres-poste, voy. BUDGET GÉNÉRAL DE L'ÉTAT, § V, *Exercice 1875*, n° 14, *Exercice 1876*, n° 5. — QUESTIONS, n° 93.

13 — Observations sur les modifications à apporter dans la disposition actuelle des timbres-poste, voy. BUDGET GÉNÉRAL DE L'ÉTAT, § VI, *Exercice 1876*, n° 5.

14 — Question relative aux mesures prises par le Gouvernement pour réaliser le concours des percepteurs des contributions directes et des receveurs des postes dans les opérations des Caisses d'épargne, voy. BUDGET GÉNÉRAL DE L'ÉTAT, § VI, *Exercice 1876*, n° 5.

### § II. — *Conventions postales.*

1 — Exposé des motifs et texte du projet de loi portant approbation d'une Conven-

(1) Il n'a pas été fait de rapport sur cette proposition.

tion postale avec l'empire d'Allemagne, présenté par M. de Rémusat, *Ministre des Affaires étrangères* [16 mars 1872] (I., n° 999; (A., t. 8, an., p. 164; J. O., p. 2589).— L'Assemblée déclare l'urgence [même séance] A., t. 8, p. 376). — Commission (F., n° 251; J. O., p. 1978). — Rapport, par M. de Fourtou [4 mai] (I., n° 1110; A., t. 11, an., p. 59; J. O., p. 3227, 3281). — Discussion [13 mai] (p. 328). — Ont pris part aux débats: MM. Horace de Choiseul(p. 328, 356); de Fourtou, *rapporteur* (p. 332); Léonce de Guirand (p. 339); Rampont (p. 344); de Ravinel (p. 348, 350); de Rémusat, *Ministre des Affaires étrangères* (p. 353); Rouher (p. 357); Dahirel (p. 358). — Adoption de l'article unique du projet de loi [14 mai] (p. 362). = Loi du 14 mai 1872 (J. O., p. 3449; B. des L., n° 1166).

2 — Exposé des motifs et texte du projet de loi portant approbation de la Convention conclue le 3 mai 1875, entre la France et l'Allemagne, relativement à l'échange des mandats d'articles d'argent, présenté par M. le duc Decazes, *Ministre des Affaires étrangères* [17 juin 1875] (I., n° 3096; A., t. 38, an., p. 258; J. O., p. 4944). — Renvoi de ce projet de loi à la Commission du Budget de 1876 (t. 38, p. 629). — Rapport, au nom de cette Commission, par M. Lefébure [20 juillet] (I., n° 3215; A., t. 40, an., p. 561; J. O., p. 6881). — Demande de mise à l'ordre du jour, avec déclaration d'urgence, par M. Lefébure, *rapporteur* [16 novembre] (A., t. 42, p. 228): adoption de cette double motion (*ibid.*). — Adoption de l'article unique du projet de loi [18 novembre] (A., t. 42, p. 233). = Loi du 18 novembre 1875 (J. O., p. 9753; B. des L., n° 4638).

3 — Exposé des motifs et texte du projet de loi relatif à une Convention postale entre la France et la Russie, présenté par M. de Rémusat, *Ministre des Affaires étrangères* [2 décembre 1872] (I., n° 1460; A., t. 14, an., p. 106; J. O., p. 7924). — Commission (F., n° 383; J. O., p. 7957). — Rapport, par M. Alfred Giraud [18 février 1873] (I., n° 1620; A., t. 16, an., p. 21; J. O., p. 1542, 1743, 1879). — Déclaration d'urgence, sur la demande de M. Dahirel et adoption sans discussion du projet de loi [18 mars] (A., t. 16, p. 533). = Loi du 18 mars 1873 (J. O., p. 1986; B. des L., n° 1862).

4 — Exposé des motifs et texte du projet de loi tendant à approuver une Convention postale entre la France et l'Uruguay, présenté par M. le duc Decazes, *Ministre des Affaires étrangères* [21 mars 1874] (I., n° 2324; A., t. 30, an., p. 259; J. O., p. 3061). — Commission (F., n° 621; J. O., p. 2358). — Rapport, par M. Charles Rolland [30 juin] (I., n° 2506; A., t. 32, an., p. 336; J. O., p. 5443). — *Première délibération* [13 juillet] (A., t. 33, p. 107). — Sur la demande de M. Charles Rolland, *rapporteur*, l'Assemblée déclare l'urgence (p. 108).— Adoption, sans discussion, de l'article unique du projet de loi (*ibid.*). = Loi du 13 juillet 1874 (J. O., p. 5073; B. des L., n° 3253).

5 — Question relative à l'état des relations postales avec les États-Unis d'Amérique, voy. QUESTIONS, n° 50.

6 — Observations sur les négociations avec la République des États-Unis, pour la conclusion d'une Convention postale, voy. BUDGET GÉNÉRAL DE L'ÉTAT, § IV, *Exercice 1874*, n° 5, *Finances*.

7 — Exposé des motifs et texte du projet de loi approbatif de la Convention de poste conclue le 28 avril 1874 entre la France et les États-Unis, présenté par M. le duc Decazes, *Ministre des Affaires étrangères* [16 mai 1874] (I., n° 2385; A., t. 31, an., p. 64; J. O., p. 3612, 3637). — Commission (F., n° 634; J. O., p. 3578). — Rapport, par M. Rampont (Yonne) [22 juin] (I., n° 2485; A., t. 32, an., p. 251; J. O., p. 4715). — *Première délibération* [25 juin] (p. 397). — Est entendu : M. Rampont, *rapporteur* (*ibid.*). — Déclaration d'urgence et adoption, sans discussion, de l'article unique du projet de loi (p. 397). = Loi du 25 juin 1874 (J. O., p. 4409; B. des L., n° 3177).

8 — Exposé des motifs et texte du projet de loi approbatif de la Convention postale conclue entre la France et le Brésil, présenté par M. le duc Decazes, *Ministre des Affaires étrangères* [19 mai 1874] (I., n° 2388; A., t. 31, an., p. 400; J. O., p. 4090). — Renvoi de ce projet de loi à la Commission chargée de l'examen du projet de loi relatif à la Convention postale de l'Uruguay, ci-dessus mentionnée [3 juin] (t. 31, p. 285). — Rapport,

par M. le comte Desbassayns de Richemont [27 juillet] (I., n° 2604; A., t. 33, an., p. 189; J. O., p. 5889). — Déclaration d'urgence et adoption sans discussion [1er août] (A., t. 34, p. 126). = Loi du 1er août 1874 (J. O., p. 5521; B. des L., n° 3286).

9 — Exposé des motifs et texte du projet de loi portant approbation de la Convention additionnelle à la Convention de poste conclue le 3 mars 1869 entre la France et l'Italie, présenté par M. le duc Decazes, *Ministre des Affaires étrangères* [5 juin 1874] (I., n° 2428; A., t. 32, an., p. 376; J. O., p. 5219). — Renvoi de ce projet de loi, sur la demande de M. le Ministre des Affaires étrangères, à la Commission chargée de l'examen du projet de loi relatif à la Convention postale avec les États-Unis, ci-dessus mentionné [5 juin] (A., t. 32, p. 3). — Rapport, par M. Rampont [11 juillet] (I., n° 2538; A., t. 33, an., p. 18; J. O., p. 5447, 5477). — *Première délibération* [17 juillet] (A., t. 33, p. 184). — Sur la demande de M. Rampont, *rapporteur*, l'Assemblée déclare l'urgence (*ibid.*). — Adoption de l'article unique du projet de loi (*ibid.*). = Loi du 17 juillet 1874 (J. O., p. 5137; B. des L., n° 3254).

10 — Exposé des motifs et texte du projet de loi portant approbation du traité de création d'une *Union générale des Postes*, et modification du tarif de la taxe des lettres circulant à l'intérieur, présenté par M. le duc Decazes, *Ministre des Affaires étrangères*, et M. Léon Say, *Ministre des Finances* [3 juin 1875] (I., n° 3067; A., t. 38, p. 179 à 200; J. O., p. 4483, 4513, 4543). — Renvoi de ce projet de loi à la Commission du Budget (t. 38, p. 320). — Rapport, au nom de cette Commission, par M. Lefébure [17 juillet] (I., n° 3201; A., t. 40, an., p. 519 à 550; J. O., p. 6211). — Demande de mise à l'ordre du jour de ce projet de loi, par M. Léon Say, *Ministre des Finances* [29 juillet] (t. 41, p. 227) : adoption de cette proposition (*ibid.*). — Nouvelle demande du Ministre, à fin de mise à l'ordre du jour de la séance du lendemain [2 août] (p. 347) : adoption de cette proposition (p. 348). = *Première délibération* [3 août] (p. 366). — Demande de déclaration d'urgence, par M. Léon Say, *Ministre des Finances* (p. 367) : adoption de l'urgence (*ibid.*). — Adoption successive des divers articles et de l'ensemble du projet de loi (*ibid.*). = Loi du 3 août 1875 (J. O., p. 6769; B. des L., n° 4435).

§ III. — *Services postaux subventionnés.*

1 — Exposé des motifs et texte du projet de loi tendant à approuver une Convention entre le Ministre des Finances et la Compagnie générale transatlantique, pour modifier les stipulations de la Convention du 16 février 1868, relative au service du Pacifique sud, et établir de nouvelles conditions de service entre le Havre et New-York, présenté par M. Léon Say, *Ministre des Finances* [19 décembre 1873] (I., n° 2424; A., t. 28, an., p. 281; J. O. de 1874, p. 78). — Renvoi de ce projet de loi à la Commission du Budget (t. 28, p. 429). — Rapport, au nom de cette Commission, par M. Chesnelong [31 décembre] (I., n° 2454; A., t. 28, an., p. 321; J. O. de 1874, p. 355). — *Première délibération* [22 janvier 1874] (A., t. 29, p. 259). — Sur la demande de M. Chesnelong, *rapporteur*, l'urgence est déclarée (*ibid.*). — Adoption de l'article unique du projet de loi (*ibid.*). = Loi du 22 janvier 1874 (J. O., p. 913; B. des L., n° 2700).

2 — Observations incidentes sur le droit de résiliation par l'État du traité conclu avec la Compagnie des Messageries maritimes, voy. BUDGET GÉNÉRAL DE L'ÉTAT, § V, *Exercice 1875*, n° 14, *Finances*.

3 — Exposé des motifs et texte de la proposition de M. Guichard, ayant pour objet la résiliation, avant le 22 juillet 1875, des traités passés avec la Compagnie des Messageries maritimes [11 mai 1875] (I., n° 2985; A., t. 38, p. 2, et an., p. 50; J. O., p. 3492). — Discussion sur la demande d'urgence (t. 38, p. 2). — Sont entendus : MM. Guichard (p. 2 et 3); Louis Passy, *Sous-Secrétaire d'État des Finances* (p. 3); le vicomte de Lorgeril (p. 3). — Déclaration de l'urgence, et renvoi à une Commission spéciale (p. 4). — Commission (F., n° 772; J. O., p. 3525). — Rapport et discussion, voy. le numéro suivant.

4 — Exposé des motifs et texte du projet de loi portant approbation d'une Convention nouvelle, passée entre l'État et la Compagnie des Messageries maritimes, concer-

nant les services postaux de l'Indo-Chine, de la Méditerranée et du Brésil, présenté par M. Léon Say, *Ministre des Finances* [17 juillet 1875] (I., n° 3194; A., t. 40, an., p. 511; J. O., p. 6705). — Renvoi de ce projet de loi, sur la demande de M. le Ministre des Finances, à la Commission chargée de l'examen de la proposition de M. Guichard, relative à l'ancien traité passé avec cette Compagnie (p. 132). — Rapport, par M. Bouchet, sur le projet de loi et sur la proposition de M. Guichard [23 juillet] (I., n° 3246; A., t. 41, an., p. 38 à 44; J. O., p. 6518). = Demande par M. Bouchet, de mise à l'ordre du jour de la proposition et du projet de loi après la discussion de la loi sur les élections des Sénateurs [24 juillet] (t. 41, p. 104). — Sont entendus: MM. Bouchet, *rapporteur;* Guichard, le général Pellissier, le marquis de Plœuc (*ibid.*). — Maintien de l'ordre du jour précédemment réglé, et mise à la suite de cet ordre du jour de la proposition et du projet de loi (*ibid.*). = Nouvelle demande de leur mise à l'ordre du jour entre le Budget des Travaux publics et le Budget des Régies financières, par M. le Ministre des Finances [27 juillet] (p. 157). — Sont entendus : MM. Léon Say, *Ministre des Finances* (*ibid.*); le général Pellissier (p. 158). — Décision conforme de l'Assemblée (*ibid.*). = Délibération [30 juillet] (p. 258). — Demande de retrait de la déclaration d'urgence, par M. Guichard (*ibid.*). — Sont entendus sur cette demande : MM. Guichard (*ibid.*); Léon Say, *Ministre des Finances;* le duc d'Audiffret-Pasquier, *Président de l'Assemblée* (p. 259). — L'Assemblée maintient l'urgence (*ibid.*). — Demande de renvoi au lendemain (*ibid.*). — Sont entendus : MM. Testelin, l'amiral Jaurès, *Président de la Commission* (*ibid.*). — L'Assemblée prononce le renvoi au lendemain (*ibid.*). = Discussion [2 août] (t. 41, p. 336) : *Discussion générale* (*ibid.*). — *Discussion des articles* (p. 343). Article 1er [Approbation de la nouvelle Convention avec la Compagnie des Messageries] (*ibid.*). Contre-projet de M. Fraissinet, tendant à la dénonciation des conventions passées avec cette Compagnie, et à la mise en adjudication de ses services postaux, sous de nouvelles conditions (p. 344) : rejet de la prise en considération (p. 345). Proposition d'ajournement, par M. Babin-Chevaye (*ibid.*) : rejet (p. 347). Adoption de l'article 1er et de l'article 2 et dernier (*ibid.*). — Ont pris part à la discussion : MM. Guichard (p. 336 à 340); Bouchet, *rapporteur* (p. 340); Fraissinet (p. 343); Babin-Chevaye (p. 345, 347); Léon Say, *Ministre des Finances* (p. 345); l'amiral Jaurès, *Président de la Commission* (p. 347). — Adoption de l'ensemble du projet de loi [même séance] (*ibid.*). = Loi du 2 août 1875 (J. O., p. 7457, 9185; B. des L., n° 4604). = Demande de rectification, par M. Bouchet, *rapporteur*, d'accord avec M. le Ministre des Finances, d'une erreur de date dans le texte de la loi du 2 août 1875 [5 novembre 1875] (t. 42, p. 8). — La rectification est ordonnée (*ibid.*).

5 — Interpellations relatives à l'établissement d'un nouveau service postal entre Calais et Douvres, voy. INTERPELLATIONS, n° 38.

## POTAGER DE VERSAILLES.

Proposition de MM. Joigneaux, Guillemaut et autres, et amendements au Budget ayant pour objet la création d'une École de jardinage au potager de Versailles, voy. AGRICULTURE, § II, n°s 3 et 4.

## POUDRE DYNAMITE, voy. DYNAMITE.

## POUDRES DE CHASSE.

1 — Dispositions relatives à l'augmentation du prix de ces poudres, voy. BUDGET GÉNÉRAL DE L'ÉTAT, § I, *Exercice 1871*, n° 4.

2 — Rapport spécial au nom de la Commission du Budget de 1874, par M. Chesnelong, sur l'article 8 du projet de loi de finances, portant réduction du prix des poudres de chasse [14 juillet 1873] (I., n° 1882; A., t. 19, an., p. 97; J. O., p. 5237). — Adoption, sans discussion, de l'article unique du projet de loi [25 juillet] (A., t. 19, p. 430). = Loi du 25 juillet 1873 (J. O., p. 5169; B. des L., n° 2258).

3 — Enquête parlementaire sur l'exploi-

tation du monopole des poudres, voy. ENQUÊTES PARLEMENTAIRES, IIIe section, § VIII.

## POURSUITES.

1 — Exposé des motifs et texte du projet de loi ayant pour objet de demander à l'Assemblée nationale l'autorisation de poursuivre, devant les tribunaux compétents, divers journaux coupables du délit d'offenses envers la Commission des Grâces, présenté par M. Dufaure, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice* [9 décembre 1871] (I., n° 688; A., t. 6, p. 44; J. O., p. 5058). — L'Assemblée déclare l'urgence [même séance] (A., t. 6, p. 45). — Commission (F., n° 174; J. O., p. 5009). — Rapport, par M. Boreau-Lajanadie [3 janvier 1872] (I., n° 769; A., t. 6, an., p. 286; J. O. de 1872, p. 385). — Discussion [7 février] (A., t. 7, p. 443). — Sont entendus : MM. Édouard Millaud (p. 443) ; Dufaure, *Ministre de la Justice* (p. 444); Martel (p. 445); le général Ducrot (p. 445); Jules Grévy, *Président de l'Assemblée* (p. 448). = Proposition incidente de M. le général Ducrot, tendant à adjoindre aux poursuites MM. Pierre Lefranc et Rouvier, représentants, auteurs d'articles publiés par l'*Indépendant des Pyrénées-Orientales* et la *Constitution* (p. 448). — Sont entendus : MM. le comte Rampon (p. 449); Boreau-Lajanadie, *rapporteur*, (p. 449); Grévy, *Président*, le général Ducrot (p. 450). — Déclaration d'urgence de cette proposition (*ibid.*). — Observations relatives à la demande de renvoi de la nouvelle proposition à la Commission chargée de l'examen du projet de loi du Gouvernement (*ibid.*). — Sont entendus : MM. Hamille, le général Billot (p. 450); Emmanuel Arago, Depeyre (p. 451). — L'Assemblée ordonne le renvoi aux bureaux de la proposition modifiée (p. 451) (1). = Reprise de la discussion sur la première demande et sur les conclusions de la Commission, tendant à autoriser les poursuites (p. 451). — Ont pris part aux débats : MM. Raoul Duval (p. 451); Dufaure, *Ministre de la Justice* (p. 455, 457); Millaud (p. 456, 457). — Rejet de la contre-proposition de M. Raoul Duval, et adoption, au scrutin public, du projet de Résolution de la Commission (p. 457); liste des votants (p. 458).

2 — Texte de la proposition de M. le général Ducrot, tendant à autoriser le Garde des Sceaux à poursuivre l'*Indépendant des Pyrénées-Orientales* et la *Constitution* [7 février 1872] (I., n° 883; A., t. 7, an., p. 463; J. O. de 1872, p. 1270). — Discussion relative au mode d'examen de cette proposition, voy. le numéro précédent. — L'Assemblée déclare l'urgence [même séance] (A., t. 7, p. 450). — Commission (F., n° 218; J. O., p. 975). — Rapport, par M. de Fourtou [23 février] (I., n° 925; A., t. 8, an., p. 3; J. O., p. 1599). — Discussion [11 mars] (p. 268). — Sont entendus : MM. Cazot (p. 268); le général Changarnier (p. 270); Bouchet, Pierre Lefranc, Rouvier (p. 271); de Fourtou, *rapporteur* (p. 271, 272); Malens, Jules Favre (p. 272). — Observations sur l'application du Règlement, à l'occasion de l'ordre du jour motivé, proposé par la Commission, (p. 271, 272). — Adoption de cet ordre du jour motivé (t. 8, p. 273). = Incident relatif à ce vote, à l'occasion de la lecture du procès-verbal [12 mars] (p. 279). — La séance est suspendue (p. 283). — Sont entendus MM. Schœlcher (p. 279); Rouvier, Vitet (p. 280); Brisson (p. 280, 281); le comte Jaubert (p. 281); Baragnon (p. 282); Saint-Marc-Girardin, *Vice-Président* (p. 283). — La censure simple est prononcée contre M. Brisson (p. 283).

3 — Réquisitoire de M. le Procureur-Général près la cour d'Angers, demandant l'autorisation de poursuivre M. CARRÉ-KÉRISOUËT, Député des Côtes-du-Nord [22 novembre 1872] (I., n° 1437; A., t. 14, an., p. 39). — Commission (F., n° 367; J. O., p. 7446). — Rapport, par M. Claude (de la Meurthe) [21 décembre] (I., n° 1516; A., t. 14, an., p. 173; J. O. de 1873, p. 305). — Discussion de la demande en autorisation [7 janvier 1873] (A., t. 15, p. 10). — Sont entendus : MM. Pelletan (p. 10); Claude (Meurthe-et-Moselle), *rapporteur* (p. 12); Bozérian (p. 14); Chaper (p. 15); de Tréveneuc (Côtes-du-Nord) (p. 15). — Adoption, au scrutin public, des conclusions de la Commission tendant à autoriser les poursuites (p. 16); liste des votants (p. 18).

(1) Pour la suite donnée à cette proposition, voy. le numéro suivant.

4 — Texte de la demande en autorisation de poursuites formée contre M. Busson-Duviviers, Député de la Sarthe, par M. Lesourd [8 janvier 1873] (I., n° 1526; A., t. 15, p. 24, et an., p. 113; J. O., p. 191). — Commission (F., n° 395; J. O. de 1873, p. 336). — Rapport, par M. Clément Laurier [12 février] (I., n° 1604; A., t. 16, an., p. 4; J. O., p. 1416). — Adoption des conclusions du rapport, tendant au refus d'autorisation [30 juin] (A., t. 18, p. 632).

5 — Exposé des motifs et texte de la demande en autorisation de poursuites contre M. Godin, Député de l'Aisne, présentée par M. Delacourt [18 février 1873] (I., n° 1617; A., t. 16, an., p. 17; J. O., p. 1294). — Explications de M. Godin au sujet de cette demande [même séance] (A., t. 16, p. 103). — Commission (F., n° 427; J. O. de 1873, p. 1383). — Rapport, par M. Cochery [9 juin 1873] (I., n° 1799; A., t. 18, an., p. 79; J. O., p. 3943). — Adoption des conclusions de la Commission tendant au refus d'autorisation de poursuites [30 juin] (p. 632).

6 — Demande formée par M. le Gouverneur de Paris, en autorisation de poursuites contre M. Ranc, Député du Rhône (1) [12 juin 1873] (I., n° 1808; A., t. 18, p. 312, et an., p. 151; J. O., p. 3882). — Commission (F., n° 480; J. O., p. 3899). — Rapport, par M. Baragnon [13 juin 1873] (I., n° 1817; A., t. 18, p. 424, et an., p. 161; J. O., p. 4067). — Incident relatif à la mise à l'ordre du jour de la discussion des conclusions du rapport (p. 427) : MM. Lepère (p. 428); Baragnon, *rapporteur* (p. 429). — Discussion [19 juin] (p. 432). — Sont entendus : MM. Paul Jozon (p. 432); Laboulaye (p. 435); Cazot (p. 435); Ernoul, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice* (p. 438); Henri Brisson (p. 440); Duvergier de Hauranne (p. 442); Depeyre (p. 443). — Rejet, au scrutin public, du contre-projet présenté par M. Cazot, et adoption des conclusions de la Commission, tendant à autoriser les poursuites [même séance] (p. 444); liste des votants (p. 445, 447); rectifications (p. 449).

7 — Texte de la demande en autorisation de poursuites contre M. Melvil-Bloncourt, Député de la Guadeloupe [5 février 1874] (I., n° 2200; A., t. 29, p. 502, et an., p. 216; J. O., p. 1199). — Commission (F., n° 584; J. O., p. 1115). — Rapport, par M. Charreyron [23 février] (I., n° 2235; A., t. 30, an., p. 7; J. O., p. 1625). — Discussion [28 février] (p. 111). — Sont entendus : MM. du Temple (p. 111); Langlois (p. 112); Charreyon, *rapporteur* (p. 113). — Adoption, au scrutin public, des conclusions de la Commission, tendant à autoriser les poursuites [même séance] (p. 116); liste des votants (p. 127).

8 — Communication des jugements rendus par le 3e Conseil de guerre contre ces deux Représentants, par suite des poursuites autorisées, voy. Déchéance.

9 — Question relative aux poursuites demandées contre MM. Millière et Lockroy, à raison d'articles publiés dans le *Vengeur* et le *Rappel*, voy. Questions, n° 10.

10 — Projet de loi tendant à conférer à la Commission de permanence le droit d'autoriser la poursuite des délits d'offenses commis contre l'Assemblée nationale pendant sa prorogation, voy. Assemblée nationale, § IV, n° 4.

11 — Proposition de M. Brisson, tendant à faire citer à la barre de l'Assemblée M. Saint-Genest, rédacteur du *Figaro*, voy. *ibid.*, § IV, n° 5.

Voy. Presse, § II.

## POUVOIR EXÉCUTIF.

1 — Texte de la proposition de MM. Dufaure, Jules Grévy et plusieurs autres de leurs collègues, tendant à nommer M. Thiers Chef du Pouvoir exécutif de la République française [16 février 1871] (I., n° 1; A., t. 1, p. 57, et an., p. 3; J. O., p. 251). — L'urgence est déclarée [même séance] (A., t. 1, p. 57). — Commission (F., n° 24; J. O., p. 271). — Rapport, par M. Victor Lefranc [17 février] (I., n° 5; A., t. 1, p. 63, et an., p. 4; J. O., p. 286). — Discussion [même séance] (p. 64). — Est entendu : M. Louis Blanc (*ibid.*). — Adoption de la proposition, avec le considérant ajouté par la Commission (*ibid.*). — Observations incidentes de

(1) Voy. à l'article Interpellations, n° 15, la discussion relative à la situation légale de M. Ranc.

M. Floquet, à l'occasion de la lecture du procès-verbal, sur la mention dans le compte rendu de l'adoption de la proposition (p. 65, 66). = Loi du 17 février 1871 (B. des L., n° 334 ; M. B., supp., p. 20).

2 — Lettre de remerciements adressée par M. THIERS, *Chef du Pouvoir exécutif*, au Président de l'Assemblée [18 février 1871] (p. 66). — Observations de MM. Journault et J. Grévy, *Président de l'Assemblée*, sur le titre pris dans cette lettre (*ibid.*).

3 — Communication de M. THIERS, *Chef du Pouvoir exécutif, Président du Conseil des Ministres*, annonçant la composition du Ministère [19 février 1871] (t. 4, p. 73, et an., p. 5). = Modifications de ce Ministère, voy. MINISTRES, § I.

4 — Proposition de M. Baze, tendant à maintenir et confirmer les pouvoirs de M. THIERS comme *Président du Conseil, Chef du Pouvoir exécutif*, voy. ASSEMBLÉE NATIONALE, § VI, n° 2.

5 — Exposé des motifs et texte de la proposition de MM. Rivet, Bérenger et autres, relative à l'organisation du Pouvoir exécutif, par la prorogation pour trois ans des pouvoirs de M. THIERS, sous le titre de *Président de la République* [12 août 1871] (I., n° 500; A., t. 4, p. 641, et an., p. 272; J. O., p. 2826). — Observations de M. Thiers, *Chef du Pouvoir exécutif*, sur la question d'urgence de cette proposition et de celle de M. Adnet, ci-après mentionnée (p. 642). — L'Assemblée déclare l'urgence [même séance] (A., t. 4, p. 643). — Commission (F., n° 139; J. O., p. 2754). — Rapport, par M. Vitet, sur cette proposition et sur celles de MM. Adnet et de Belcastel (1) [28 août] (I., n° 559; A., t. 5, p. 198, et an., p. 86; J. O., p. 3334). — Article additionnel aux considérants du projet de la Commission, présenté par M. Dufaure, *Garde des Sceaux* (p. 202). — Observations, à ce sujet, de MM. Dufaure, *Garde des Sceaux*, Baragnon, Grévy, *Président de l'Assemblée* (p. 202). = Discussion [30 août] (t. 5, p. 231). — Incident relatif au rappel à l'ordre de M. Testelin (p. 244). — Adoption, au scrutin public, du premier paragraphe du Préambule, relatif au pouvoir Constituant de l'Assemblée nationale (p. 252); liste des votants (p. 253). — Retrait, par M. de Lavergne, des amendements proposés par la minorité de la Commission (p. 265). — Adoption, au scrutin public : du paragraphe additionnel aux considérants du Préambule, présenté par M. le Garde des Sceaux et accepté par la Commission (p. 265); liste des votants (p. 270); — de l'article 1er du projet de la Commission (p. 269); liste des votants (p. 272). — Ont pris part aux débats : MM. de Lavergne (p. 231, 265); Vitet, *rapporteur* (p. 232, 269); Dufaure, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice* (p. 233); Pagès-Duport (p. 234, 241, 248); de Chambrun (p. 234); de Choiseul (p. 234); Duprat (Pascal) (p. 235); le général Ducrot (p. 237); Saint-Marc-Girardin (p. 238) ; Lamy (p. 239); Langlois (p. 242); Audren de Kerdrel (p. 243); Louis Blanc (p. 243); Ordinaire (p. 243); Baragnon (p. 243, 244, 267); Testelin (p. 244); Naquet (p. 245); Gambetta (p. 246, 248); le comte Benoist-d'Azy (p. 250); Amédée Lefèvre-Pontalis (p. 257); Picard (p. 260); de Belcastel (p. 263, 266); de la Rochefoucauld-Bisaccia (p. 264); Rameau (p. 265); de Tocqueville (p. 268). — Adoption, au scrutin public, de l'ensemble de la proposition de la Commission [31 août] (p. 270); liste des votants (p. 273); rectifications (p. 277, 278). = Loi du 31 août 1871 (J. O., p. 3161; B. des L., n° 486).

6 — Texte de la proposition de MM. Adnet, Monnet et autres, tendant à confirmer à M. THIERS les pouvoirs qui lui ont été conférés à Bordeaux [12 août 1871] (I., n° 504; A., t. 4, p. 641, et an., p. 272; J. O., p. 2785). — L'Assemblée déclare l'urgence et renvoie la proposition à la Commission qui sera chargée d'examiner celle de MM. Rivet et autres [même séance] (A., t. 4, p. 643). — Rapport et discussion, voy. le numéro précédent.

7 — Messages de M. THIERS, *Président de la République*, à l'Assemblée nationale, voy. MESSAGES, § I.

8 — Projet de loi de la 1re Commission des Trente, et proposition de M. Dahirel, tendant à régler les relations du Président

(1) Voir la proposition de M. Adnet au présent article, n° 6, et celle de M. de Belcastel à l'article ASSEMBLÉE NATIONALE, § VI, n° 3.

de la République avec l'Assemblée, voy. POUVOIRS PUBLICS, § I, n° 3. — PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE.

9 — Démission de M. THIERS, *Président de la République*, et nomination, en son remplacement, de M. le maréchal DE MAC-MAHON, duc de MAGENTA, voy. PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE.

10 — Texte de la proposition présentée par M. le général Changarnier et 238 autres Députés, tendant à confier le pouvoir exécutif pour dix ans au maréchal DE MAC-MAHON, duc de MAGENTA, et à nommer en séance publique une Commission de trente membres pour l'examen des Lois Constitutionnelles [5 novembre 1873] (I., n° 1985; A., t. 27, an., p. 14; J. O., p. 6827). = Discussion sur la demande d'urgence [même séance] (t. 27, p. 4). — Sont entendus : MM. de Goulard (p. 4); le duc de Broglie, *Vice-Président du Conseil* (p. 6); Dufaure (p. 6, 8); Baragnon (p. 8); Rouher (p. 8); Depeyre (p. 9); Buffet, *Président de l'Assemblée* (p. 9, 10, 11, 13); Prax-Paris (p. 10, 11, 12); Beaussire, Germain (p. 11). — Déclaration d'urgence (p. 12). — Discussion sur la question de renvoi de l'examen de cette proposition à la Commission à nommer pour les Lois Constitutionnelles (p. 13): sont entendus : MM. Audren de Kerdrel, le duc de Broglie, *Vice-Président du Conseil* (p. 13); Grévy (Jules) (p. 13, 16); de Goulard (p. 16); Dufaure (p. 18); le comte Jaubert (p. 18). — Rejet, au scrutin public, de la demande de renvoi à cette Commission, faite par M. Dufaure (p. 19); liste des votants (p. 20); rectifications (p. 23, 24). — Commission spéciale (F., n° 519; J. O., p. 6801). = Incident relatif à la demande faite par M. Johnston de suspendre pendant deux heures la séance, afin d'entendre la lecture du rapport de la Commission chargée d'examiner la proposition de M. le général Changarnier [15 novembre] (t. 27, p. 104). — Sont entendus sur cet incident : MM. le comte Rampon (p. 104, 105); le comte de Rességuier (p. 105); Paris (du Pas-de-Calais) (p. 105, 108); de Pressensé, de la Germonière, Gaslonde (p. 106); Brisson (p. 107); Buffet, *Président de l'Assemblée* (*ibid.*); Baragnon (p. 107, 108); le général Billot, Bethmont (p. 108); Johnston (p. 109). — L'Assemblée décide que la séance sera suspendue jusqu'à cinq heures (p. 109). = Rapport, lu en séance publique, par M. Laboulaye [même séance] (I., n° 2011; A., t. 27, p. 110, et an., p. 162; J. O., p. 7148). = Ouverture de la discussion [18 novembre] (p. 115). — M. le Vice-Président du Conseil donne lecture d'un message de M. le Président de la République (*ibid.*). — M. le rapporteur demande l'ajournement de la discussion (p. 116). — Sont entendus sur cet incident : MM. Laboulaye, *rapporteur* (p. 116, 117, 118); Baragnon, Bethmont, Buffet, *Président de l'Assemblée* (p. 117). — La séance est suspendue (p. 118). = Communication de M. le rapporteur, qui demande le renvoi au lendemain pour l'audition des Ministres par la Commission (p. 119). — Rapport supplémentaire par M. Laboulaye [18 novembre] (I., n° 2020; A., t. 27, p. 121, et an., p. 178; J. O., p. 7236). = Reprise de la discussion [même séance]. — *Discussion générale* (p. 122 et suiv.). — Incident relatif à la mission de M. Chesnelong auprès de M. le comte de de Chambord (p. 144). — Sont entendus : MM. Bertauld (p. 122 à 126); Prax-Paris (p. 126 à 132); Jules Simon (p. 132, 136 à 144; le marquis de Castellane (p. 132 à 136); Chesnelong (p. 144); Ernoul, *Garde des Sceaux* (p. 145); Turquet (p. 146); Brisson (p. 147). — Clôture de la discussion générale (p. 147). — *Discussion des articles* (p. 150). — Retrait de l'amendement de M. Goblet, tendant à déclarer qu'aucun changement ne sera apporté à l'organisation des pouvoirs publics, avant qu'il ait été procédé au remplacement des Députés démissionnaires ou décédés (p. 150). — Amendement de MM. Eschasseriaux et autres, et de M. Turquet, relatifs à l'appel au peuple (p. 150) : rejet, au scrutin public, de l'article 1er, commun à ces deux amendements, tendant à convoquer le peuple français dans ses comices pour se prononcer sur le gouvernement définitif de la nation, avec la substitution, proposée par M. Raoul Duval, des mots « *préalablement au vote des Lois Constitutionnelles* » à ceux du texte primitif « *le dimanche 4 janvier 1874* » (p. 166); liste des votants (p. 190). — Amendements de MM. Pascal Duprat, Varroy, Charles Rolland, Jules Favre, Duvergier de Hau-

ranne, relatifs à la constitution immédiate de la République (p. 166): retrait de ces amendements par leurs auteurs (*ibid.*). — Contre-projet, présenté par MM. Depeyre, Bocher et autres membres de la minorité de la Commission, ayant pour objet de confier pour sept ans au maréchal DE MAC-MAHON, duc de MAGENTA, le pouvoir exécutif, qui continuera à être exercé, avec le titre de Président de la République, dans les conditions actuelles, jusqu'aux modifications qui pourraient y être apportées par les Lois Constitutionnelles (p. 167): adoption, au scrutin public, de l'article 1er de ce contre-projet [séance de nuit du 19 novembre] (p. 185); liste des votants (p. 192). — Amendement présenté par M. Waddington, comme article 2, tendant à déclarer que la disposition de l'article 1er prendra place dans les lois organiques et n'aura le caractère constitutionnel qu'après le vote de ces lois (p. 185): rejet de cet amendement au scrutin public (p. 186); liste des votants (p. 196).— Article 2 du contre-projet de MM. Bocher et autres, prescrivant la nomination, en séance publique et au scrutin de liste, dans les trois jours qui suivront la promulgation de la présente loi, d'une Commission de trente membres pour l'examen des Lois Constitutionnelles (p. 186): adoption de cet article au scrutin public (p. 189); liste des votants (p. 197). — Rejet de la disposition additionnelle proposée par M. George, tendant à déclarer que l'Assemblée nationale ne passera à la discussion des Lois Constitutionnelles qu'après le renouvellement du tiers de ses membres (p. 189). — Retrait de l'article additionnel présenté par M. Pernolet, à l'effet d'exiger les deux tiers des votants pour la majorité nécessaire à l'adoption de la présente loi (p. 189). = Ont pris part aux débats sur les articles de la proposition de loi: MM. Goblet (p. 150); Rouher (p. 150 à 158); Naquet (p. 159 à 162); Laboulaye, *rapporteur* (p. 162, 174); Raoul Duval (p. 163 à 166); Depeyre (p. 167 à 173); Varroy (p. 174); le duc de Broglie, *Vice-Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères* (p. 175 à 178); Jules Grévy (p. 178 à 184); Prax-Paris (p. 184); Waddington (p. 185); Antonin Lefèvre-Pontalis (p. 186); Léon Say (p. 186); George (p. 187) Gambetta (p. 188); Savary (p. 189); Pernolet (p. 189). = Adoption, au scrutin public, de l'ensemble de la proposition amendée [20 novembre] (p. 190); liste des votants (p. 194); rectifications (p. 201). = Loi du 20 novembre 1873 (J. O., p. 7129; B. des L., n° 2463).

11 — Débats et incidents relatifs aux conséquences politiques de la loi du 20 novembre 1873, qui a prorogé les pouvoirs du maréchal de MAC-MAHON, voy. INTERPELLATIONS, nos 62, 67.

12 — Messages de M. le Maréchal de MAC-MAHON, *Président de la République*, à l'Assemblée nationale, voy. MESSAGES, § II.

13 — Composition du Ministère sous la Présidence de M. le Maréchal de MAC-MAHON, voy. MINISTRES, § I, nos II à V.

14 — Propositions relatives à la résidence du Pouvoir exécutif, voy. ASSEMBLÉE NATIONALE, § II. — POUVOIRS PUBLICS, § II.

## POUVOIRS PUBLICS.

§ I. ATTRIBUTIONS DES POUVOIRS PUBLICS.
§ II. ORGANISATION CONSTITUTIONNELLE.
§ III. CRÉATION ET ATTRIBUTIONS D'UNE SECONDE CHAMBRE.
§ IV. RAPPORTS DES POUVOIRS PUBLICS.

### § I. — *Attributions des Pouvoirs publics.*

1 — Proposition de M. Audren de Kerdrel, ayant pour objet la nomination d'une Commission chargée de rédiger un projet de réponse au Message du Président de la République, en date du 13 novembre 1872, et adoption de l'amendement de M. Dufaure, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*, au projet de Résolution présenté par cette Commission, tendant à la nomination d'une Commission de trente membres, chargée de préparer un projet de loi sur les attributions des Pouvoirs publics et les conditions de la responsabilité ministérielle, voy. MESSAGES, § I, n° 6.

2 — Composition de la première Commission, dite des *Trente*, nommée en exécution de la Résolution précitée, du 29 no-

vembre 1872 (F., n° 371; J. O. de 1872, p. 7563). — Organisation de cette Commission (F., n° 372; J. O., p. 7598).

3 — Rapport, par M. le duc de Broglie, au nom de la Commission des Trente, suivi du projet de loi, préparé par cette Commission, sur les relations des Pouvoirs publics et la responsabilité ministérielle [21 février 1873] (I., n° 1626; A., t. 16, p. 167, et an., p. 68; J. O., p. 1373). — Observations sur la fixation du jour de la discussion de ce projet de loi et sur la proposition de M. de Tillancourt d'ajourner jusqu'à l'ouverture de cette discussion les séances de l'Assemblée [même séance] (p. 175). — Sont entendus : MM. de Tillancourt, Hervé de Saisy, Fresneau, Grévy, *Président* (p. 175). — Adoption de la proposition de M. de Tillancourt (p. 175, 176). = *Première délibération* [27 février] (t. 16, p. 203). — M. le duc de Broglie, *rapporteur*, demande la déclaration d'urgence (*ibid.*). — Est entendu : M. Fresneau (p. 203) : l'urgence est déclarée (*ibid.*). — Déclaration de M. Dufaure, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*, au nom du Gouvernement (p. 204). = *Discussion générale* [27 février au 1er mars] (p. 204 à 256). — Incident relatif au rappel à l'ordre de M. du Temple (p. 240). — Ont pris part aux débats : MM. de Marcère (p. 204); Dahirel, le marquis de Castellane (p. 209); Ferdinand Boyer (p. 214); Haëntjens (p. 220); Gambetta (p. 224); le duc de Broglie, *rapporteur* (p. 233); du Temple (p. 236); Laboulaye (p. 240); Brisson, le duc de la Rochefoucauld-Bisaccia (p. 242); Dréo (p. 244); Dufaure, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice* (p. 244); Fresneau (p. 248); Ricard (p. 248); Depeyre (p. 253); le baron de Larcy (p. 255). — L'Assemblée décide, au scrutin public, qu'elle passera à la discussion des articles [1er mars] (p. 253); liste des votants (*ibid.*); rectification (p. 259). = *Discussion des articles* [3 au 13 mars] (t. 16, p. 260 à 446). — Préambule du projet de la Commission (p. 260) : adoption au scrutin public (p. 288); liste des votants (p. 289); rectification (p. 291). — Rejet, au scrutin public, de l'amendement de M. de Ventavon, repris par MM. Fresneau et de Carayon-Latour, tendant à maintenir les décrets des 17 février et 31 août 1871, relatifs à la constitution du Pouvoir exécutif (p. 296); liste des votants (p. 307). — Adoption, au scrutin public, de l'article 1er du projet de loi présenté par la Commission et relatif aux communications du Président de la République avec l'Assemblée nationale (p. 304); liste des votants (p. 309). — Rejet, au scrutin public, de l'amendement de M. de La Bassetière à l'article 2, ayant pour objet de ne pas autoriser le Président de la République à demander une nouvelle délibération des lois votées d'urgence, quand il aura été entendu dans la discussion (p. 313); liste des votants (p. 326). — Adoption, au scrutin public, de l'ensemble de l'article 2 du projet (p. 319); liste des votants (p. 328). — Rapport verbal, par M. le duc de Broglie sur l'amendement de M. de Belcastel, relatif aux actes par lesquels l'Assemblée nationale exercera le pouvoir Constituant, suivi de l'article additionnel proposé, à ce sujet, par la Commission (p. 331). — Adoption de cet article (devenu le nouvel article 3), au scrutin public (p. 336); liste des votants (p. 353). — Rejet, au scrutin public, de l'amendement de M. Lucien Brun à l'article 4, tendant à établir l'Assemblée juge des cas où le Président de la République sera entendu dans la discussion des interpellations (p. 364); liste des votants (p. 373); rectification (p. 379). — Adoption, au scrutin public, de l'ancien article 3 (devenu 4) de la Commission (p. 365); liste des votants (p. 375). — Rejet, au scrutin public, de l'amendement de MM. de Belcastel et autres, à l'article 5, tendant à déclarer que l'Assemblée nationale ne se dissoudra pas avant d'avoir libéré le territoire et pourvu aux intérêts de la France par des institutions définitives (p. 391); liste des votants (p. 393). — Incident relatif au rappel à l'ordre de M. le marquis de Franclieu (p. 409). — Adoption successive, au scrutin public, des trois premiers paragraphes de l'article 5, tendant à déclarer que l'Assemblée nationale ne se séparera pas avant d'avoir statué : 1° sur l'organisation et le mode de transmission des Pouvoirs législatif et exécutif; 2° sur les attributions et la création d'une seconde Chambre; 3° sur la loi électorale (p. 416, 417); liste des votants (p. 427 à 431). — Rejet, au scrutin public, de l'amendement de M. le duc Deca-

zes, tendant à limiter aux 2e et 3e paragraphes de l'article 5 (création d'une seconde Chambre et loi électorale) la présentation des projets demandés au Gouvernement (p. 421); liste des votants (p. 433); rectifications (p. 439). — Adoption, au scrutin public, de l'ensemble de l'article 5 de la Commission (p. 421); liste des votants (p. 435). — Rejet, au scrutin public, de l'article additionnel, proposé par M. de Kerdrel, ayant pour objet d'ajourner jusqu'après la libération du territoire la présentation des lois concernant la transmission et l'organisation des pouvoirs législatif et exécutif (p. 427); liste des votants (p. 436). — Rejet de l'article additionnel de MM. Naquet, Louis Blanc et autres, tendant à exiger la ratification d'une Assemblée nationale, succédant à l'Assemblée actuelle, pour les lois sur les élections et la seconde Chambre (p. 441). = Ont pris part aux débats : MM. d'Andelarre (p. 393); Arago (p. 307, 321, 391); Baragnon (p. 269, 320, 393); Barthe (Marcel) (p. 332); de Belcastel (p. 319, 332, 380, 384); Bertauld (p. 266); Blanc (Louis) (p. 405); de Broglie (le duc) *rapporteur* (p. 303, 307, 319, 320, 331, 332, 384, 420); Brun (Lucien) (p. 336, 352, 357); Brunet (Jean) (p. 296, 368); Buffet (p. 347); de Carayon-Latour (p. 295); de Choiseul (p. 392); Decazes (le duc) (p. 417); Depeyre (p. 344); Deseilligny (p. 340); de Douhet (p. 370); Dufaure, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice* (p. 331, 336, 359, 361, 383, 425); Duval (Raoul) (p. 298); Duvergier de Hauranne (p. 274, 400); Fresneau (p. 292); de Franclieu (p. 408); de Gavardie (p. 319); Grévy, *Président* (p. 352); Grivart (p. 316); de Guiraud (p. 398); d'Haussonville (p. 443); Jaubert (le comte) (p. 334); Johnston (p. 443); de Kerdrel (p. 421, 426); de La Bassetière (p. 313, 348); Leblond (p. 296); Lefèvre-Pontalis (Amédée) (p. 386); Lenoël (p. 335); Lepère (p. 321); Le Royer (p. 260); de Lorgeril (p. 444); de Meaux (le vicomte) (p. 409, 413); Naquet (p. 440); Rampon (le comte) (p. 274); Raudot (p. 305); de La Rochefoucauld-Bisaccia (p. 392); de Saisy (p. 365); Sansas (p. 304, 322); Thiers, *Président de la République* (p. 275, 277 à 288); Tolain (p. 331, 332); de Ventavon (p. 291). = Adoption, au scrutin public, de l'ensemble du projet de la Commission [13 mars 1873] (t. 16, p. 446); liste des votants (p. 456). = Loi du 13 mars 1873 (J. O., p. 1897; B. des L., n° 1837).

4 — Incident relatif aux paroles adressées par M. Pelletan à M. de Kerdrel dans la discussion du projet de loi précédent, et à une lettre écrite par M. Pelletan au sujet de M. Thiers [18 mars 1873] (t. 16, p. 530). — Sont entendus : MM. Audren de Kerdrel (p. 530, 531); Pelletan (p. 531).

5 — Exposé des motifs et texte de la proposition de M. Cézanne, relative aux attributions des Pouvoirs publics [8 janvier 1873] (I., n° 1527; A., t. 15, an., p. 113; J. O., p. 307). — Renvoi de cette proposition, sur le rapport verbal de M. Daguenet, à la Commission des Pouvoirs publics (1re Commission des Trente) [20 janvier] (A., t. 15, p. 230) (1).

§ II. — *Organisation Constitutionnelle.*

1 — Exposé des motifs et texte du projet de loi sur l'organisation des Pouvoirs publics, présenté par M. Dufaure, *Vice-Président du Conseil, Ministre de la Justice* [19 mai 1873] (I., n° 1779 ; A., t. 18, an., p. 3; J. O., p. 3206). — L'Assemblée se prononce contre la lecture de ce projet de loi (A., t. 18, p. 3). = Demande introduite par M. Dufaure à fin de mise à l'ordre du jour des Bureaux des projets de lois présentés par lui, au nom du précédent Gouvernement, et relatifs : 1° à l'organisation et à la transmission des Pouvoirs publics et à la création d'une seconde Chambre ; 2° aux élections [2 juillet 1873] (t. 19, p. 8). — Sont entendus sur cette demande : MM. Dufaure (p. 8); Leurent (p. 10); Gambetta (p. 12); le duc de Broglie, *Vice-Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères* (p. 14); Léon Say (p. 14). — Adoption de la proposition de M. Leurent, tendant à déclarer que l'Assemblée nommera, dans le mois qui suivra sa rentrée, la Commission chargée d'examiner les Lois Constitutionnelles (p. 15). = Incident au sujet du droit attribué au Président de renvoyer aux Bureaux les projets de lois présentés (p. 18). — Sont

(1) Il n'a pas été fait de rapport spécial sur cette proposition.

entendus : MM. Buffet, *Président de l'Assemblée*, Dufaure (*ibid.*) (1).

2 — Disposition prescrivant la nomination en séance publique, et au scrutin de liste, de la Commission de trente membres chargée de l'examen des Lois Constitutionnelles, voy. POUVOIR EXÉCUTIF, n° 10.

3 — Résultats des scrutins pour la nomination des membres de la 1re Commission chargée de l'examen des Lois Constitutionnelles (2e Commission des Trente), en vertu de l'article 2 de la loi du 20 novembre 1873 [26, 27, 28, 29 novembre et 1er, 2, 3, 4 décembre 1873] (t. 28, p. 37, 46, 49, 57, 64, 70, 72, 74, 94). — Sont proclamés membres de cette Commission : MM. DUFAURE, LABOULAYE, WADDINGTON, le marquis DE TALHOUËT, AUDREN DE KERDREL, DE LACOMBE, LAMBERT DE SAINTE-CROIX, PRADIÉ, DE LARCY, le vicomte DE MEAUX, GRIVART, le vicomte DE CUMONT, TAILHAND (p. 37); le comte DARU, PARIS (Pas-de-Calais), CHESNELONG, le marquis D'ANDELARRE, DE SUGNY (p. 46); Antonin LEFÈVRE-PONTALIS, KELLER, DE TARTERON, VINGTAIN, MERVEILLEUX-DUVIGNAUX, TALLON (p. 49); le duc DE LA ROCHEFOUCAULD-BISACCIA, COMBIER (p. 58); Lucien BRUN (p. 67); BATBIE, DELSOL (p. 72); CÉZANNE, VACHEROT (p. 94). = Lettre de M. le baron de Larcy au Président de l'Assemblée, annonçant que, par suite de sa nomination au Ministère des Travaux publics, il ne peut accepter les fonctions de membre de la Commission des Lois Constitutionnelles, auxquelles il a été élu (t. 28, p. 45). = Incident relatif à la différence constatée entre le nombre des boules de contrôle et celui des suffrages exprimés, dans un des scrutins pour la nomination des membres de cette Commission, et à la jurisprudence consacrée à cet égard [29 novembre] (t. 28, p. 57). — Sont entendus : MM. Jozon (p. 57, 58); Ganivet, Buffet, *Président de l'Assemblée*, le marquis de Mornay (p. 58). = L'Assemblée décide qu'elle procédera au vote au scrutin par appel nominal pour la nomination des cinq membres qui doivent compléter la Commission des Lois Constitutionnelles [1er décembre] (t. 28, p. 64). — Liste des absents à ce scrutin (p. 67). = Nouvel incident relatif à la différence constatée de nouveau entre le nombre des boules de contrôle et celui des bulletins de vote, et au mode de retranchement à opérer pour les bulletins blancs trouvés parmi ces derniers [1er décembre] (t. 28, p. 65). — Sont entendus : MM. Buffet, *Président* (p. 65, 67); Dahirel (p. 65); Wallon (p. 65); le colonel Denfert-Rochereau (p. 66); Ganivet (p. 66). = Déclaration de M. de La Rochette, relative au retrait de sa candidature et de celle de M. de La Bassetière [3 décembre] (p. 73). = Incident relatif à l'annulation du huitième scrutin, par l'insuffisance du nombre des votants [3 décembre] (p. 74). — Sont entendus : MM. Paris (du Pas-de-Calais) (p. 74, 76, 77); Tirard, Dahirel (p. 75); le comte Rampon, Delacour (p. 76); Arago (Emmanuel) (p. 77). — L'Assemblée décide que le scrutin suivant aura lieu par appel nominal (p. 77). — Liste des absents au dernier scrutin par appel nominal [4 décembre] (p. 108). = Incident relatif à la question du remplacement de trois membres de la Commission des Lois Constitutionnelles, MM. TAILHAND, de CUMONT et GRIVART, démissionnaires par suite de leur entrée dans le Ministère [2 juin 1874] (t. 31, p. 266). — Sont entendus : MM. Batbie, *Président de la Commission*, de Tillancourt, Buffet, *Président de l'Assemblée*, Bottard, Delacour (p. 264). — L'Assemblée décide que la nomination des nouveaux Commissaires aura lieu le 6 juin, en séance publique (p. 262). = Scrutin pour la nomination de trois membres de la Commission des Lois Constitutionnelles, en remplacement de MM. Grivart, le vicomte de Cumont et Tailhand, démissionnaires [6 juin 1874] (t. 32, p. 28). — Sont nommés : MM. DE GOULARD, DE RESSÉGUIER, DE VENTAVON (*ibid.*).

4 — Composition définitive de la 1re Commission des Lois Constitutionnelles (F., n° 537). — Organisation de cette Commission (F., n° 538; J. O., p. 7503).

5 — Renvoi à cette Commission des divers projets de lois électorales politiques, voy. ÉLECTIONS LÉGISLATIVES, IIe section, § II, n° 15.

(1) Pour les rapports et la discussion des projets de lois présentés par M. Dufaure, voir même §, nos 12 et 14; § III, n° 5, et ÉLECTIONS, IIe section, § II, n° 20.

La discussion est fixée au jeudi 23 juillet (*ibid.*).= *Discussion générale* [23 juillet] (t. 33, p. 297 à 322).— Clôture de la discussion (p. 322). — Amendement de M. Wallon au projet de résolution de M. Casimir Périer, relatif à la base des travaux de la Commission des Lois Constitutionnelles (p. 322) : rejet, au scrutin public ( p. 324 ) ; liste des votants (p. 325). — Ont pris part aux débats : MM. Lambert de Sainte-Croix (p. 297 à 299); Casimir Périer (p. 299 à 304); le duc de Broglie (p. 304 à 314); Dufaure (p. 314 à 320); le marquis de la Rochejaquelein (p. 315); le général de Cissey, *Vice-Président du Conseil, Ministre de la Guerre* (p. 320 à 322); Buffet, *Président de l'Assemblée* (p. 322); Wallon (p. 323).— Rejet, au scrutin public, du projet de résolution de M. Casimir Périer [même séance] (p. 324); liste des votants (p. 327); rectifications (p. 333).

13 — Exposé des motifs et texte de la proposition de M. Paul Cottin, tendant à écarter des délibérations de l'Assemblée toute disposition qui mettrait en discussion la durée des pouvoirs du Maréchal de Mac-Mahon [18 juillet 1874] (I., n° 2570; A., t. 33, an., p. 149; J. O., p. 5680). — Demande d'urgence, par M. Cottin (p. 223) : rejet de cette demande et du renvoi immédiat à la Commission des Lois Constitutionnelles (p. 224). — Ce renvoi est prononcé, sur le rapport verbal de M. Guibal, au nom de la Commission d'initiative [27 juillet] (p. 380).

14 — LOI CONSTITUTIONNELLE SUR L'ORGANISATION DES POUVOIRS PUBLICS. — *Première délibération* sur le projet de loi de la Commission, relatif à l'organisation des Pouvoirs publics (1) [24 juillet 1874] (t. 33, p. 334).— M. le marquis de Castellane demande l'ajournement de cette discussion (*ibid.*). — Sont entendus sur cette demande : MM. le marquis de Castellane (p. 334 à 336); Ernest Picard (p. 336 à 337; 343, 346); le général Changarnier (p. 338); Raoul Duval (p. 338); Malartre (p. 339 à 341); Feray (p. 341); de Belcastel (p. 342); le général de Chabaud La Tour, *Ministre de l'Intérieur* (p. 342); Raudot (p. 344). — L'Assemblée prononce l'ajournement (p. 346). = Demande de mise à l'ordre du jour de la discussion des projets de lois sur l'organisation des Pouvoirs publics et du Sénat, avec priorité pour ce dernier projet de loi, par M. Batbie, *Président de la Commission des Lois Constitutionnelles* [6 janvier 1875] (t. 35, p. 429).— Sont entendus sur cette motion : MM. Batbie (p. 429); Laboulaye (p. 430); le marquis de Castellane (p. 431); Antonin Lefèvre-Pontalis, *rapporteur du projet de loi sur le Sénat* (p. 432); Jules Simon (p. 433, 437); le général de Chabaud La Tour, *Ministre de l'Intérieur* (p. 435); Dufaure (p. 436). — L'Assemblée n'accorde pas la priorité au projet de loi relatif au Sénat (p. 436). = Reprise de la *première délibération* sur les projets de lois relatifs à l'organisation des Pouvoirs publics [21 janvier 1875] (t. 36, p. 209).— Discussion générale (p. 209 à 262). — Incident relatif à la proclamation de la République en 1792 (p. 255). — Ont pris part aux débats : MM. de Ventavon, *rapporteur* (p. 209 à 214); Lenoël (p. 214 à 220); Charles de Lacombe (p. 220 à 225); de Carayon-Latour (p. 225 à 229); le vicomte de Meaux (p. 233 à 236); Lucien Brun (p. 236 à 241); le duc de Broglie (p. 241); Raoul Duval (p. 242); du Temple (p. 243); Bérenger (de la Drôme) (p. 245) ; le général de Chabaud La Tour, *Ministre de l'Intérieur* (p. 247); Jules Favre (p. 248 à 259); Baragnon, *Sous-Secrétaire d'État de la Justice* (p. 259); Bocher (p. 260 à 262). — L'Assemblée décide, au scrutin public, qu'elle passera à la deuxième délibération [22 janvier] (p. 264); liste des votants (*ibid.*). — Rectifications demandées au sujet de cette liste et du compte rendu de cette séance (p. 267): MM. du Temple, Amédée Lefèvre-Pontalis (p. 267, 268). = *Deuxième délibération* [28 janvier] (p. 331).— Rejet du contre-projet de M. Naquet, ayant pour objet la création d'une Assemblée unique, renouvelable tous les deux ans, et d'un Président de la République nommé et révocable par elle (p. 338). — Amendement de MM. Laboulaye, Corne, Bardoux et autres établissant « que le Gouvernement de la République se compose de deux Chambres et d'un Président » (p. 338). — Incident sur la question du renvoi du vote au lendemain demandé par M. le marquis de Castellane (p. 348) : adoption de cette motion (p. 339). — L'Assemblée décide que le scrutin public

(1) Pour le premier rapport de cette Commission, par M. de Ventavon, voir ci-dessus, n° 12.

vardie (p. 418); Paul Cottin (p. 421); Baragnon (p. 421, 422); Gambetta (p. 422); le baron de Ravinel (p. 422); Alfred Giraud (p. 423). — L'Assemblée décide, au scrutin public, qu'elle passera à la troisième délibération [3 février] (p. 424); liste des votants (p. 427). = *Troisième délibération* [24 février] (t. 36, p. 616). — Amendement à l'article 1er, proposé par M. Raoul Duval, ayant pour objet de déclarer que « la souveraineté réside dans l'universalité des Français » (p. 616) : rejet au scrutin public (p. 620); liste des votants (p. 635). — Rejet du paragraphe additionnel, proposé par M. Raudot, et tendant à égaliser le nombre des Députés avec celui des Sénateurs (p. 623). — Maintien de l'article 1er, déjà voté (*ibid.*). — Adoption, au scrutin public, de l'article 2 du projet, déjà voté [Élection du Président de la République par le Sénat et la Chambre des Députés (p. 625); liste des votants (p. 637); rectifications (p. 641). — Rejet, au scrutin public, de l'amendement de M. de Colombet, ayant pour objet d'interdire la nomination, comme Président de la République, de tout membre des familles qui ont régné sur la France (p. 626); liste des votants (p. 639). — Article additionnel, proposé par MM. Wallon, Beau et autres, concernant les attributions du Président de la République (p. 626) : prise en considération et renvoi de cet article à la Commission (*ibid.*), ainsi que d'un amendement de M. Gaslonde, relatif au même objet (p. 629). Rapport verbal, par M. Paris (du Pas-de-Calais (p. 643). Adoption du nouvel article 3 proposé par la Commission (p. 647). — Adoption, au scrutin public, du nouvel article 4, relatif à la nomination et à la révocation des Conseillers d'État (p. 649); liste des votants (p. 672). — Rejet des amendements : de M. Paul Cottin, tendant à supprimer la condition de « l'avis conforme du Sénat » dans l'exercice du droit de dissolution attribué au Président de la République (p. 627); — de M. Raudot, ayant pour objet de lui donner le pouvoir de dissoudre le Sénat, sur l'avis conforme de la Chambre des Députés (p. 628); — du même Député, au sujet des droits du Président de la République en cas de révision de la Constitution (p. 631); — de M. le vicomte d'Aboville, tendant à donner à M. le maréchal de Mac-Mahon la faculté de demander la révision des Lois Constitutionnelles avant la dissolution de l'Assemblée nationale (p. 650); — de l'article additionnel proposé par M. Vente, ayant pour objet de faire promulguer la présente loi avec la loi sur le Sénat et la loi complémentaire à intervenir sur les Pouvoirs publics (p. 651). — Déclarations relatives à l'ensemble des Lois Constitutionnelles (p. 651 à 654). — Ont pris part à la troisième délibération : MM. Raoul Duval (t. 36, p. 616, 644, 646, 647, 649); Paul Cottin (p. 616 à 619, 627, 629, 653); Lepère (p. 649); le marquis de la Rochejaquelein (p. 620 à 622); Raudot (p. 622, 627, 629, 645, 647); le vicomte de Lorgeril (p. 623 à 625), de Colombet (p. 626); Paris (du Pas-de-Calais) (p. 626, 629, 631, 645, 646, 651); Wallon (p. 626, 647); Gaslonde (p. 629); Grivart, *Ministre de l'Agriculture et du Commerce* (p. 645); le vicomte d'Aboville (p. 649); le marquis de Franclieu (p. 651, 652); Vente (p. 651); de la Rochette (p. 651); le comte de Tocqueville (p. 652); le général de Cissey, *Vice-Président du Conseil, Ministre de la Guerre* (p. 652); de Belcastel (p. 652); le comte de Douhet (p. 654). = Adoption, au scrutin public, de l'ensemble de la Loi Constitutionnelle sur l'organisation des Pouvoirs publics [25 février 1875] (t. 36, p. 654); liste des votants (p. 673). = Loi du 25 février 1875 (J. O., p. 1521; B. des L., n° 3953).

### § III. — *Création et attributions d'une seconde Chambre.*

1 — Exposé des motifs et texte de la proposition de M. Pradié sur le mode de nomination et les attributions d'une seconde Chambre et sur la nomination du Président de la République [4 avril 1873] (I., n° 1769; A., t. 17, an., p. 332; J. O., p. 3226, 3261). — Texte rectifié (A., t. 29, an., p. 329; J. O., p. 3254). — Renvoi de cette proposition, sur le rapport verbal de M. le comte de Melun, au nom de la Commission d'initiative parlementaire, à la Commission des Lois Constitutionnelles [13 janvier 1874] (A., t. 29, p. 53) (1).

2 — Exposé des motifs et texte de la

(1) M. Pradié a retiré cette proposition le 3 février 1875.

proposition de M. Pradié sur le mode de nomination d'une seconde Chambre et sur l'organisation et les attributions des Pouvoirs publics [15 novembre 1873] (I., n° 2010 ; A., t. 27, an., p. 458 ; J. O., p. 7262).— Rapport verbal, au nom de la Commission d'initiative parlementaire, par M. Savary, et renvoi de cette proposition à la Commission des Lois Constitutionnelles [11 décembre 1873] (A., t. 28, p. 220) (1).

3 — Exposé des motifs et texte du projet de loi concernant la création et les attributions d'une seconde Chambre et les relations à établir entre les Pouvoirs publics, présenté par M. le duc de Broglie, *Vice-Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur* [15 mai 1874] (I., n° 2369 ; A., t. 31, p. 8, et an., p. 36 ; J. O., p. 3638, 3652). — Renvoi de ce projet de loi à la Commission des Lois Constitutionnelles sur la demande de M. le Vice-Président du Conseil (A., t. 31, p. 14). — Rapport et discussion, voy. ci-après, n° 5.

4 — Exposé des motifs et texte de la proposition de M. Margaine, tendant à exclure de la seconde Chambre, pendant une année après la dissolution de l'Assemblée nationale, les membres de cette Assemblée [15 juillet 1874] (I., n° 2547 ; A., t. 33, an., p. 31 ; J. O., p. 5656).— Sur le rapport verbal de M. Guibal, l'Assemblée ordonne le renvoi de cette proposition à la Commission des Lois Constitutionnelles [27 juillet] (A., t. 33, p. 380).

5 — 1er Rapport, au nom de la Commission des Lois Constitutionnelles, par M. Antonin Lefèvre-Pontalis, sur les projets de lois et les propositions de lois ayant pour objet la création et les attributions d'un Sénat (2) [3 août 1874] (I., n° 2680 ; A., t. 34, an., p. 469 ; J. O., p. 8489, 8553, 8585). — Débat incident sur la question du maintien à l'ordre du jour de la première délibération sur le projet de loi de la Commission [22 janvier 1875] (t. 36, p. 263). — Sont entendus : MM. Jules Ferry, Gambetta, Antonin Lefèvre-Pontalis, *rapporteur*, Batbie (p. 263). — L'Assemblée maintient son ordre du jour, et fixe cette discussion au lundi 25 janvier (p. 264). = *Première délibération* [25 janvier] (t. 36, p. 268). — Sont entendus : MM. Bardoux (p. 268) ; Antonin Lefèvre-Pontalis, *rapporteur* (p. 269, 274 à 275) ; Jules Simon (p. 269, 275 à 278) ; Raoul Duval (p. 269). — L'Assemblée décide, au scrutin public, qu'elle passera à la deuxième délibération [même séance] (p. 278) ; liste des votants (p. 279). = *Deuxième délibération* [11 février] (p. 473). — Amendement de M. Pascal Duprat, ayant pour objet d'établir un Sénat électif, nommé par les mêmes électeurs que la Chambre des Députés (p. 475) : adoption au scrutin public (p. 480) ; liste des votants (p. 481) ; rectifications (p. 483). — Article additionnel, proposé par M. Bérenger (de la Drôme), ayant pour objet de décider que, par exception, pour la première composition du Sénat, le tiers du nombre total des Sénateurs sera élu au scrutin de liste, et dans les mêmes conditions d'éligibilité, par l'Assemblée nationale (p. 486) : rejet (p. 488). — Amendement de M. Bardoux, tendant à faire élire trois Sénateurs par département, au scrutin de liste, dans des conditions d'éligibilité déterminées (p. 488) : adoption, au scrutin public, de la partie modifiée de cet amendement, devant former le dernier paragraphe du nouvel article premier (p. 494) ; liste des votants (p. 504). — Adoption, au scrutin public, de l'ensemble de l'article premier (p. 494) ; liste des votants (p. 506). — Adoption de l'article 2 de l'amendement de M. Bardoux [Conditions d'éligibilité] (p. 492). — Adoption, sans discussion, de l'article 3 du même amendement [Catégories d'éligibles] (*ibid.*). — Adoption d'une disposition du projet de la Commission, formant l'article 4, et relative à la nomination d'un Sénateur pour le territoire de Belfort, ainsi que pour chacun des départements de l'Algérie, et chacune des colonies de la Réunion, de la Guadeloupe et de la Martinique (p. 493). — Adoption de l'ancien article 10, modifié, formant l'article 5, et relatif à la durée des pouvoirs et au renouvellement des Sénateurs (*ibid.*). — Adoption de l'ancien article 11, ayant

(1) M. Pradié a retiré cette proposition le 3 février 1875.

(2) Pour les projets de lois présentés par MM. Dufaure et le duc de Broglie, vice-présidents du Conseil, voir ci-dessus, § II, n° 1, et § III, n° 3. = Pour les propositions, voy. *ibid.*, n°s 1 à 4.

pour objet d'établir la gratuité des fonctions de Sénateur, et devenu l'article 6 (*ibid.*). — Adoption, sans discussion, des anciens articles 12, 13 et 14, devenus 7, 8 et 9, concernant les attributions et l'époque de l'élection du Sénat (*ibid.*). — Ont pris part aux débats de la seconde délibération : MM. le comte de Douhet (p. 473 à 475); Pascal Duprat (p. 475 à 480); Antonin Lefèvre-Pontalis, *rapporteur* (p. 480, 483); Batbie (p. 480); le général de Cissey, *Vice-Président du Conseil, Ministre de la Guerre* (p. 484); Charreyron (p. 484); Laboulaye (p. 485); Bérenger (de la Drôme) (p. 486 à 488); Bardoux (p. 488 à 490, 493); Jules Simon (p. 490); Desbassayns de Richemont (p. 492); de Mahy (p. 492). — L'Assemblée décide, au scrutin public, qu'elle ne passera pas à la troisième délibération [12 février] (p. 494); liste des votants (p. 508).

6 — Texte de la proposition déposée par M. Waddington, sur l'organisation du Sénat [12 février 1875] (I., n° 2894; A., t. 36, p. 495, et an., p. 153; J. O., p. 1530). — Renvoi de cette proposition à la Commission des Lois Constitutionnelles [même séance] (A., t. 36, p. 504). — Rapport, discussion, voy. ci-après, n° 9.

7 — Texte de la proposition présentée par M. Vautrain, sur l'organisation du Sénat [12 février 1875] (I., n° 2892; A., t. 36, p. 495, et an., p. 153; J. O., p. 1255). — M. Vautrain demande le renvoi de sa proposition et de celle de M. Waddington à la Commission des Lois Constitutionnelles (A., t. 36, p. 503). — Adoption de cette motion (p. 504). — Rapport et discussion, voy. ci-après, n° 9.

8 — Texte de la proposition de M. Clapier sur l'organisation du Sénat [15 février 1875] (I., n° 2894; A., t. 36, an., p. 154; J. O., p. 1291). — Sur la demande de M. Clapier, cette proposition est renvoyée à la Commission des Lois Constitutionnelles (A., t. 36, p. 514). — Rapport et discussion, voy. le numéro suivant.

9 — LOI CONSTITUTIONNELLE SUR LE SÉNAT. — 2° Rapport, au nom de la Commission des Lois Constitutionnelles, par M. Antonin Lefèvre-Pontalis, sur les propositions de MM. Waddington, Vautrain et Clapier, ci-dessus mentionnées, relatives à l'organisation du Sénat; les amendements de MM. Cézanne et d'Andelarre, et le contre-projet de MM. Wallon, Target et autres, sur le même objet [22 février 1875] (I., n° 2899; A., t. 36, p. 557, et an., p. 168; J. O., p. 1547). — Demande de déclaration d'urgence, par M. Wallon (t. 36, p. 562). — Sont entendus sur cette demande : MM. du Bodan (p. 562); Ganivet, Buffet, *Président;* de Belcastel (p. 563). — L'urgence est déclarée (p. 564). — Débat sur la question de fixation de l'époque de la discussion (*ibid.*). — Sont entendus : MM. le vicomte de Lorgeril, Buffet, *Président* (p. 564); Depeyre (p. 565). — L'Assemblée décide que la discussion aura lieu immédiatement (p. 565). = Discussion [même séance] (p. 565). — *Discussion générale* (p. 565 et suiv.). — *Discussion des articles* (p. 570). — Amendement de M. Raoul Duval, tendant à faire élire le Sénat en totalité par le suffrage universel et direct (*ibid.*) : rejet de la prise en considération (p. 574). — Rejet, au scrutin public, après deux épreuves douteuses, de la demande de renvoi de la discussion au lendemain (*ibid.*); liste des votants (p. 579). — Article 1er du contre-projet de M. Wallon, composant le Sénat de 300 membres, dont 225 élus par les départements et les colonies et 75 par l'Assemblée nationale (p. 574). — Déclaration de M. de Clercq, au nom de 67 de ses collègues, au sujet de leur vote contre cet amendement (p. 576). — Rejet de la prise en considération : de l'amendement de M. Cottin, tendant à faire nommer tous les Sénateurs par le Président de la République dans des catégories déterminées (p. 577); de l'amendement de M. du Breuil de Saint-Germain, ayant pour objet de les faire élire tous par les départements et les colonies (p. 578). — Adoption, au scrutin public, de l'article 1er du contre-projet (p. 579); liste des votants (p. 581); rectifications (p. 585). — Rejet de l'article additionnel proposé par M. Raoul Duval, établissant que les Sénateurs à nommer par l'Assemblée nationale ne pourront être pris parmi ses membres (p. 586). — Rejet de la prise en considération de l'amendement de M. Jean Brunet, relatif à la répartition du nombre des Sénateurs entre les départements (p. 588). — Adoption de l'ar-

ticle 2 du contre-projet de M. Wallon, concernant le même objet (p. 588). — Adoption de l'article 3, fixant à 40 ans l'âge des Sénateurs (*ibid.*). — Rejet de la prise en considération des amendements de M. Raoul Duval au sujet des délégués élus par les Conseils municipaux (t. 36, p. 590).— Rejet, au scrutin public, de l'amendement de M. de Clercq et de la Commission, tendant à réunir les délégués pour l'élection des Sénateurs au chef-lieu d'arrondissement (p. 593); liste des votants (p. 605). — Rejet de la prise en considération de l'amendement de M. Jean Brunet, au sujet du nombre des délégués à nommer dans chaque commune (p. 595). — Rejet, au scrutin public, de l'amendement de M. le marquis d'Andelarre, ayant pour objet l'adjonction, pour le vote, des plus imposés aux membres du Conseil municipal, en nombre égal (p. 596); liste des votants (p. 607). — Adoption d'une disposition additionnelle présentée par la Commission, concernant l'Inde française (p. 597). — Rejet de la prise en considération des amendements : de M. Léopold Limayrac, tendant à rendre le vote obligatoire (p. 597); de M. Raoul Duval, ayant pour objet d'allouer une indemnité de déplacement aux délégués des communes (p. 598). — Adoption, au scrutin public, de l'article 4 du contre-projet de M. Wallon, relatif à la composition du collége électoral (p. 598); liste des votants (p. 609). — Renvoi à la Commission, sur la demande du rapporteur, d'une disposition additionnelle de M. Martial Delpit à l'article 5, relatif à la nomination des Sénateurs par l'Assemblée nationale, tendant à y faire procéder sur une liste double présentée par le Président de la République (p. 599). Rapport verbal, par M. Antonin Lefèvre-Pontalis, sur cet amendement (p. 614). Adoption de l'article 5 et rejet, au scrutin public, de l'amendement de M. Delpit (*ibid.*) ; liste des votants (p. 632). — Rejet de la prise en considération des amendements : de M. Raoul Duval, tendant à appliquer les mêmes incompatibilités aux Sénateurs et aux Députés (p. 600); de M. Leurent, interdisant aux fonctionnaires de l'ordre administratif la faculté d'être élus dans les départements où ils exercent leurs fonctions (*ibid.*) ; de M. de Clercq, au sujet des élections partielles (p. 601). — Adoption des articles 6 et 7 du contre-projet de M. Wallon, relatifs au renouvellement du Sénat (p. 601). — Rejet, au scrutin public, de l'ancien article 7 du projet de la Commission, repris par MM. de Clercq et Gaslonde, relatif à la gratuité des fonctions de Sénateur (t. 36, p. 603); liste des votants (p. 611).— Adoption, sans discussion, des articles 8, 9 et 10 du projet de M. Wallon [Attributions du Sénat.— Fixation de l'époque de l'élection des Sénateurs et de la constitution du Sénat] (p. 604).— Rejet de la prise en considération de l'article additionnel, proposé par M. Raoul Duval, ayant pour objet la ratification des Lois Constitutionnelles par le suffrage universel (p. 604). — Adoption de la disposition additionnelle présentée par MM. Beau et Wallon, tendant à ajourner la promulgation de la présente loi après le vote définitif de la loi sur les Pouvoirs publics (p. 605). = Ont pris part aux débats : MM. le marquis de Castellane (p. 565 à 570); Raoul Duval (p. 570, 572, 586, 588, 597, 599, 601, 604, 614); Lepère (p. 572); Buffet, *Président de l'Assemblée* (p. 573); Depeyre (p. 574, 603); de Clercq (p. 575, 592, 601); Wallon (p. 576, 591); Paul Cottin (p. 576); le duc de la Rochefoucauld-Bisaccia (p. 577, 591); du Breuil de Saint-Germain (p. 578); Jean Brunet (p. 587, 593 à 595); Antonin Lefèvre-Pontalis, *rapporteur* (p. 590, 599, 601, 614); Baragnon (p. 592); le marquis d'Andelarre (p. 595) ; Léopold Limayrac (p. 597); Martial Delpit (p. 598); Leurent (p. 600); Bethmont (p. 602, 603); Tallon (p. 602); Louis de Saint-Pierre (p. 603). — Adoption, au scrutin public, de l'ensemble de la Loi Constitutionnelle sur le Sénat [24 février 1875] (t. 36, p. 616); liste des votants (p. 633). = Loi du 24 février 1875 (J. O., p. 1522; B. des L., n° 3954).

### § IV. — *Rapports des Pouvoirs publics.*

1 — Exposé des motifs et texte des deux projets de lois organiques sur les rapports des Pouvoirs publics et sur les élections des Sénateurs (1), déposés et lus en séance par M. Dufaure, *Garde des Sceaux, Ministre de la*

(1) Pour le projet de loi et les propositions concernant l'élection des Sénateurs, voy. l'article SÉNAT.

*Justice* [18 mai 1875] (I., nos 3017 et 3018; A., t. 38, p. 96 et 97, et an., p. 107 et 110; J. O., p. 3618, 3619). — Demande, par M. le Garde des Sceaux, du renvoi de ces projets à la Commission des Lois Constitutionnelles, déjà saisie du projet de loi électorale (t. 38, p. 99). — Dépôt, par M. Victor Luro, de son rapport sommaire sur la proposition de M. Limperani, relative à l'élection des Sénateurs nommés par les départements (*ibid.*, et an., p. 111). — Sont entendus : MM. Dufaure, *Garde des Sceaux* (p. 99); Victor Luro (p. 99 à 104); le duc d'Audiffret-Pasquier, *Président de l'Assemblée* (p. 99, 104); Limperani (p. 100). — Rejet, au scrutin public, de la demande de renvoi à la Commission des Lois Constitutionnelles (p. 102); liste des votants (p. 104; rectifications, p. 107). — L'Assemblée ordonne le renvoi des deux projets aux bureaux pour la nomination d'une Commission spéciale (p. 102).

2 — Incident au sujet de la démission collective de la Commission des Lois Constitutionnelles, portée à la tribune par M. Batbie, son Président, à la suite du vote de l'Assemblée mentionné au paragraphe précédent [18 mai 1875] (t. 38, p. 102 à 104). — Sont entendus : MM. Batbie (p. 102); Victor Luro (p. 103); Laboulaye (*ibid.*); le duc d'Audiffret-Pasquier, *Président de l'Assemblée* (p. 104). = Nouvel incident au sujet de la démission de vingt et un des membres de cette Commission, remise sur le bureau par son Président, M. Batbie [19 mai] (p. 117 à 119). — Sont entendus : MM. Batbie (p. 117); Laboulaye (p. 118); le duc d'Audiffret-Pasquier, *Président de l'Assemblée* (p. 119). = Observations de M. le Garde des Sceaux sur le mode de nomination de la nouvelle Commission à nommer en remplacement de la Commission des Lois Constitutionnelles, dont tous les membres ont donné leur démission, et sur le caractère des projets de lois soumis à son examen [21 mai] (p. 165). — L'Assemblée décide la création d'une Commission de trente membres, élue en séance publique et au scrutin de liste, et le renvoi à cette Commission : 1° du projet de Loi Constitutionnelle concernant les rapports des Pouvoirs publics ; 2° du projet de loi sur les élections au Sénat ; 3° de l'ancien projet de loi électorale, déjà adopté en première lecture (1) (p. 166, 167). — Adoption d'une proposition de M. Langlois, tendant à ce que l'élection de la Commission ait lieu à la majorité absolue aux deux premiers tours, et à la majorité relative au troisième tour, avec scrutin de ballottage (t. 38, p. 167). — Sont entendus : MM. Dufaure, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice* (p. 165); Paul Bethmont (p. 166, 167); Langlois (p. 167). — Fixation au mardi 25 mai de l'élection de la Commission (p. 167). = Scrutins pour la nomination de cette Commission [25 mai] (p. 193). — Déclaration de M. de Belcastel, par laquelle il décline toute candidature (p. 194). — Résultats des trois tours de scrutin [25 et 26 mai] (p. 199 et 206). — Sont proclamés membres de cette Commission : MM. Duclerc, Laboulaye, Léonce de Lavergne, Delorme, Cézanne, Krantz, Humbert, Ricard, Bethmont, Jules Ferry, Ernest Picard, Voisin, Beau (p. 199); Waddington, Le Royer, le comte Rampon, Baze, Christophle, Schérer, Albert Grévy, Luro, Jules Simon, Vacherot, Jules Cazot, de Marcère (p. 206); Delsol, de Sugny, Sacase, Adnet, Adrien Léon (p. 207). — Composition de l'ensemble de la 2e Commission des Lois Constitutionnelles (F., n° 779). — Organisation de cette Commission (F., n° 780; J. O., p. 3790).

3 — Loi constitutionnelle sur les rapports des Pouvoirs publics. — Rapport, par M. Laboulaye, au nom de la nouvelle Commission des Lois Constitutionnelles, sur le projet de loi organique relatif aux rapports des Pouvoirs publics [7 juin 1875] (I., n° 3073 ; A., t. 38, an., p. 221 ; J. O., p. 4160). = Motion de M. Laboulaye, *rapporteur*, tendant à la mise en tête de l'ordre du jour de la première délibération sur ce projet de loi [19 juin 1875] (t. 39, p. 51). — Rejet de la demande de renvoi du vote à la prochaine séance, faite par M. le duc de la Rochefoucauld-Bisaccia (p. 52). — Sont entendus : MM. Laboulaye, *rapporteur* (p. 51, 52); de Gavardie (p. 51 à 53); de la Rochefoucauld-Bisaccia (p. 51, 52); Dufaure, *Garde des Sceaux, Ministre de la Jus-*

(1) Voir ce dernier projet de loi à l'article Élections, IIe Section, § II, n° 20.

*tice* (p. 52, 53). — L'Assemblée décide que le projet de loi sera mis en tête de l'ordre du jour, à la suite du projet de loi relatif à divers droits d'enregistrement (p. 53). = *Première délibération* [21 juin] (t. 39, p. 69). — Sont entendus : MM. Louis Blanc (p. 69 à 73); Madier de Montjau (p. 73 à 78); Buffet, *Vice-Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur* (p. 84 à 86); Laboulaye, *rapporteur* (p. 86 à 88); du Temple (p. 88 à 90); le duc d'Audiffret-Pasquier, *Président* (p. 88 à 91); Hervé de Saisy (p. 88, 91). — L'Assemblée décide qu'elle passera à la deuxième délibération [22 juin] (p. 91). = Motion de M. Laboulaye, *rapporteur*, tendant à la mise à l'ordre du jour de la deuxième délibération, après la discussion des deux projets de lois de chemins de fer concernant la Compagnie de Paris-Lyon-Méditerranée et celle de Picardie et Flandres [23 juin] (t. 39, p. 121). — Décision conforme de l'Assemblée (*ibid.*). = *Deuxième délibération* sur le projet de loi organique relatif aux rapports des Pouvoirs publics [7 juillet] (t. 39, p. 462).— Amendement de M. Marcou à l'article 1er, ayant pour objet d'établir la permanence du Sénat et de la Chambre des Députés, sauf leur ajournement à des termes que ces Assemblées fixeraient (*ibid.*) : rejet, au scrutin public (p. 471); liste des votants (p. 482). — Rejet de l'amendement de M. Cherpin, ayant pour objet la substitution de la date du 20 novembre à celle du deuxième mardi de janvier, pour la convocation des Chambres (p. 472). — Amendement de M. de Belcastel, tendant à introduire dans l'article 1er la prescription des prières publiques adressées à Dieu le dimanche qui suivra la rentrée des Assemblées (*ibid.*) : adoption, au scrutin public (p. 473); liste des votants (p. 484; rectifications, p. 491). — Adoption de l'article 1er (p. 493). — Article 2 (*ibid.*). Adoption de cet article, avec la rédaction primitive du Gouvernement, exigeant la demande faite par la moitié plus un du nombre des membres composant chaque Chambre, pour rendre obligatoire leur convocation extraordinaire (p. 475). — Adoption de l'article 3, modifié par un amendement de M. Seignobos, relatif au cas où la Chambre des Députés se trouverait dissoute au moment de la vacance qui surviendrait dans la Présidence de la République (*ibid.*). — Adoption, sans discussion, des articles 4 à 8 (p. 477). — Article 9 (*ibid.*). Amendement de M. le duc de la Rochefoucauld-Bisaccia, ayant pour objet de conférer au maréchal de Mac-Mahon, pendant la durée de ses pouvoirs, le droit exclusif de déclarer la guerre (*ibid.*) : rejet, au scrutin public (p. 480); liste des votants (p. 486; rectifications, p. 491). Adoption de l'article 9 (p. 480). — Adoption, sans discussion, des articles 10 à 14 (p. 481).— Ont pris part aux débats : MM. Marcou (t. 39, p. 462 à 468); Buffet, *Vice-Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur* (p. 468 à 471) ; Cherpin (p. 471) ; de Belcastel (p. 472, 473); Laboulaye, *rapporteur* (p. 473, 475, 476, 479) ; Dufaure, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice* (p. 474, 476); Seignobos (p. 476); Amat (p. 476); Antonin Lefèvre-Pontalis (p. 479); de la Rochefoucauld-Bisaccia (p. 477 à 479, 480); Hervé de Saisy (p. 480); Audren de Kerdrel (p. 481). — L'Assemblée décide qu'elle passera à la troisième délibération [7 juillet] (t. 39, p. 482) ; liste des votants (p. 487 ; rectifications, p. 491). = Motion de M. Laboulaye, *rapporteur*, tendant à ce que la troisième délibération soit mise à l'ordre du jour immédiatement après la première délibération sur le projet de loi organique relatif aux élections des Sénateurs [10 juillet] (p. 578). — Adoption de cette motion (*ibid.*). = *Troisième délibération* [16 juillet 1875] (t. 40, p. 110). — Article 1er : adoption, sans discussion (*ibid.*). — Article 2 (*ibid.*) : adoption des deux premiers paragraphes, avec des modifications de rédaction, l'une proposée par M. Seignobos et relative à la moitié plus un des votants, exigée pour la convocation extraordinaire qui serait demandée par les deux Chambres; l'autre, par M. Antonin Lefèvre-Pontalis, concernant l'exercice du droit d'ajournement des Chambres pendant les Sessions, conféré au Président de la République (p. 112). — Article additionnel, proposé par M. Seignobos, formant les deux premiers paragraphes de l'article 3, et relatif à la réunion des deux Chambres en Assemblée nationale, avant le terme légal des pouvoirs du Président de la République, pour procéder à l'élection du nouveau Président (p. 112) : adoption de cet amendement et de l'ensemble de l'article 3 (p. 113). — Adoption, sans discussion, des

articles 4 et 5 (p. 113) et des articles 6 à 8 (p. 114). — Retrait de l'amendement de M. de Saisy, ayant pour objet de donner au Président de la République le droit de déclarer la guerre sans l'assentiment préalable des Chambres, et adoption de l'article 9 (p. 114). — Adoption, sans discussion, des articles 10 à 14 (p. 114). = Ont pris part à la discussion : MM. Seignobos (p. 110, 112, 113); Antonin Lefèvre-Pontalis (p. 111); Laboulaye, *rapporteur* (p. 111, 112, 113); Dufaure, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice* (p. 112); Hervé de Saisy (p. 114). = Adoption, au scrutin public, de l'ensemble de la Loi Constitutionnelle sur les rapports des Pouvoirs publics [même séance] (p. 114); liste des votants (p. 125); rectifications (p. 131, 132). = Loi du 16 juillet 1875 (J. O., p. 5489; B. des L., n° 1270).

Voy. ASSEMBLÉE NATIONALE, § VI, n°s 17 à 20. — POUVOIR EXÉCUTIF. — PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE. — SÉNAT.

## PRÉCÉDENTS.

### Ire Section. — Vérification des Élections.

§ I. MODE D'EXAMEN DES ÉLECTIONS.
§ II. DES LISTES ÉLECTORALES.
§ III. DES ÉLIGIBLES.
§ IV. OPÉRATIONS ÉLECTORALES.
§ V. MANŒUVRES ÉLECTORALES.

### IIe Section. — Interprétation du Règlement.

§ I. BUREAU DE L'ASSEMBLÉE.
§ II. BUREAUX ET COMMISSIONS.
§ III. VOTATIONS.
§ IV. PROJETS DE LOIS ET PROPOSITIONS.
§ V. INTERPELLATIONS ET QUESTIONS.
§ VI. PÉTITIONS.
§ VII. DISPOSITIONS DIVERSES.

### Ire Section. — Vérification des Élections.

§ I. — *Mode d'examen des élections.*

1 — Dans le cas de force majeure, la vérification des pouvoirs peut se faire, en l'absence des procès-verbaux d'élections, à l'aide de dépêches des Préfets ou d'autres renseignements authentiques (A., t. 1, p. 3, 11, 13, 16, 33, 34, 38, 41, 47, 83).

2 — Des élections faites dans une Colonie, à l'époque fixée par un premier décret du Gouvernement et avant qu'un second décret, prononçant leur ajournement et leur fixation à une autre époque, ait pu y parvenir par suite de circonstances de force majeure, ne sont pas moins validées (Élections de la *Réunion*, A., t. 1, p. 42).

3 — En cas de partage dans un Bureau chargé de la vérification d'une élection, le Bureau peut, à son choix, nommer un seul rapporteur qui expose à l'Assemblée les deux opinions, sans lui apporter de conclusions, ou deux rapporteurs présentant chacune de ces opinions (Élections partielles des *Bouches-du-Rhône*, t. 4, p. 426, 427).

4 — Bien que l'Assemblée exerce une juridiction souveraine en matière de vérification de pouvoirs, le Bureau chargé de l'examen d'une élection ne peut exiger la communication d'une correspondance confidentielle d'un Ministre avec ses agents, sans l'autorisation de ce Ministre (Élection de *Kerjégu*, t. 39, p. 140, 148).

5 — L'Assemblée interdit la lecture en séance publique de copies de documents d'une correspondance judiciaire confidentielle, soustraite au Ministère de la Justice, lesquelles avaient été produites au Bureau chargé de la vérification d'une élection (Élection de *Kerjégu*, t. 39, p. 166).

6 — Lorsque les conclusions d'un Bureau tendent à faire ordonner l'Enquête sur des élections et qu'un membre demande leur annulation, même verbalement, cette demande, considérée comme un amendement, doit être mise aux voix la première (Élections de *Vaucluse*, t. 1, p. 199).

7 — Une demande d'Enquête sur un fait signalé dans le cours de la discussion sur des élections n'est pas admise, ni même mise aux voix par le Président, après l'admission des Députés élus (Élections *Faidherbe* et *Testelin*, A., t. 4, p. 96).

8 — La démission d'un Député élu dans un ou plusieurs départements rend inutile la vérification ultérieure de ses pouvoirs (Élection *Garibaldi*, A., t. 1, p. 11, 47, 237. — Élection *Étienne Arago*, p. 21).

9 — Dans cette situation, le Bureau et l'Assemblée estiment qu'il n'y a pas lieu de s'occuper de la question d'éligibilité du Député démissionnaire (Élection *Garibaldi*, A., t. 1, p. 237).

10 — Nonobstant ces décisions, l'Assemblée statue sur la validité de l'élection d'un Député démissionnaire (Élection *Tridon*, A., t. 1, p. 148).

11 — La démission des Députés élus est admise après un vote ordonnant l'Enquête sur leur élection (Élections de *Vaucluse*, t. 1, p. 200).

12 — Lorsque des erreurs matérielles sont constatées dans le recensement des votes par la Commission départementale, le Bureau de l'Assemblée chargé de la vérification des élections a le droit de rectifier les chiffres erronés, et, si cette rectification donne la majorité des suffrages à un candidat non proclamé, il est admis aux lieu et place de celui qui, par suite de la modification du recensement, n'aurait plus un nombre de voix suffisant pour être élu (Élections du Var, *Jauréguiberry*, t. 1, p. 173).

13 — Le vote sur la validation d'une élection ne peut être motivé, mais un Député a le droit de déclarer, au nom de ses collègues, qu'ils votent les conclusions du Bureau en repoussant les termes du Rapport (Élection de *Kerjégu*, t. 39, p. 182).

### § II. — *Des listes électorales.*

1 — Les irrégularités dans la confection des listes ne se présument pas et doivent être prouvées : l'annulation de listes électorales municipales par un Conseil de Préfecture n'autorise pas, notamment, à déclarer l'irrégularité de listes électorales politiques différentes, bien que dressées par la même autorité municipale (Élections des *Bouches-du-Rhône* [*2 juillet 1871*] A., t. 5, p. 13, 29. — Élections du *Rhône* [*11 mai 1873*] t. 18, p. 348, 351).

2 — En cas d'annulation d'élections municipales, l'ancienne Administration, ayant fait partie d'un Conseil municipal élu, subsiste seule, et, c'est elle, et non l'ancien Conseil municipal, qui doit désigner les membres chargés de la révision des listes électorales (Élections des *Bouches-du-Rhône* [*2 juillet 1871*] t. 5, p. 14, 28, 29).

3 — Des inscriptions tardives d'électeurs, indûment omis, n'empêchent pas la validation d'élections qui ont assuré aux candidats élus une majorité considérable (Élections du *Rhône* [*11 mai 1873*] t. 18, p. 348, 351).

### § III. — *Des éligibles.*

1 — L'Assemblée Nationale prononce l'annulation des élections de Représentants qui exerçaient encore les fonctions de Préfet dans les départements qui les ont élus, à la date du décret du Gouvernement de la Défense nationale du 29 janvier 1871, qui a statué définitivement sur l'inéligibilité des Préfets, quelles que fussent les circonstances dans lesquelles ils avaient accepté et conservé ces fonctions (Élections *Marc-Dufraisse*, A., t. 1, p. 244 ; — *Chaix*, p. 247; — *Mestreau*, p. 250; — *Lamorte*, p. 250).

2 — Néanmoins, sont validées les élections d'anciens Préfets ou Sous-Préfets qui avaient donné leur démission en temps utile, c'est-à-dire dix jours au moins avant les élections générales, ou que l'invasion avait empêchés d'exercer leurs fonctions (Élections *Lignier* et *George*, t. 1, p. 247, 252; — *Chevandier*, p. 250; — *Lenoël*, *Girerd*, *Christophle*, *Ricard*, p. 251; — *Lucet*, p. 252).

3 — Sont également validées les élections d'anciens Préfets révoqués, même à la date du 1er février 1871, et portés depuis comme candidats dans les départements qu'ils administraient (Élections *Péconnet* et *Delorme*, t. 1, p. 248).

4 — Est validée la seconde élection d'un ancien Préfet, dont la première avait été annulée, et qui a été réélu, bien qu'ayant refusé la candidature, alors que le délai légal entre sa démission acceptée et sa nouvelle élection n'était pas tout à fait accompli (2e Élection *Mestreau*, t. 4, p. 270, 273).

5 — La loi du 2 mai 1871, relative à l'éligibilité des Préfets et Sous-Préfets, est ap-

plicable à l'Algérie : en conséquence, est annulée l'élection d'un candidat qui y a exercé les fonctions de Préfet et de Commissaire extraordinaire, postérieurement au 29 janvier 1871 (Élection *Lambert*, A., t. 1, p. 636 à 639).

6 — Un candidat qui a exercé les fonctions de Préfet, sous le titre d'*Administrateur provisoire*, n'est pas éligible par le département qu'il administrait, alors même qu'il a donné sa démission dans le délai exigé par la loi avant les élections, s'il est resté en fonctions et s'il a touché le traitement qui y est afférent (Élection *Laget*, t. 1, p. 60 à 63).

7 — Mais la direction d'une Sous-Préfecture pendant un intérim de quelques semaines, par un Conseiller d'arrondissement, à la demande du Préfet, ne peut être considérée comme rentrant dans le cas de l'interdiction légale (Élection *Arrazat*, t. 1, p. 209).

8 — L'incapacité électorale résultant d'une condamnation doit être déterminée, non par la peine prononcée par l'arrêt de la Cour dans une accusation collective, mais par le fait de culpabilité individuelle sur lequel repose la déclaration du jury (Élection *Turigny*, t. 18, p. 591).

9 — La privation des droits civils et politiques ne peut résulter que d'un jugement ou d'un texte précis de loi : en conséquence, le décret de l'Assemblée nationale Constituante du 26 mai 1848 (1), qui a « interdit le territoire de la France et de ses colonies à Louis-Philippe et à sa famille » n'a pas rendu inéligibles les membres de la famille d'Orléans (Élections des *princes d'Orléans*, t. 3, p. 286, 288, 308).

### § IV. — *Opérations électorales.*

1 — Le refus d'un Bureau électoral d'Algérie d'admettre au vote des Israélites indigènes, pourvus d'un jugement régulièrement signifié, qui leur conférait la qualité d'électeurs, entraîne la nullité d'une élection dont le résultat pouvait être modifié par le vote de ces électeurs, alors même qu'ils ne se sont pas présentés personnellement au scrutin (Élection *Jacques*, A., t. 1, p. 638 à 640).

2 — La non-annexion aux procès-verbaux d'élection des bulletins annulés, ou le défaut de paragraphe sur ces bulletins, constituent une irrégularité grave, mais qui ne serait pas de nature à invalider une élection, s'il ne s'y joignait d'autres causes d'annulation (Élections *Dupont* et *Deregnaucourt*, t. 8, p. 23, 27).

3 — Les ouvriers des Établissements dépendant de la Marine de l'État ne perdent pas leur caractère d'ouvriers civils, et la loi du 27 juillet 1872, qui exclut du vote les militaires présents au corps, ne leur est pas applicable, bien qu'elle ait été appliquée aux employés supérieurs civils, mais assimilés aux officiers de Marine, qui dirigent ces Établissements (Élection *Turigny*, t. 18, p. 595, 602).

### § V. — *Manœuvres électorales.*

1 — L'Enquête est ordonnée par l'Assemblée sur les élections d'un département dans lequel des faits de violence et de pression officielle se sont manifestés, alors même que la liste des candidats élus a réuni un nombre de voix notablement plus considérable que celle des candidats adverses (Élections de *Vaucluse*, A., t. 1, p. 182, 199).

2 — La publication par affiches d'une lettre portant l'entête de la *Présidence de la République*, adressée à un candidat et témoignant en sa faveur, est un fait blâmable, mais qui n'entraîne pas l'annulation de l'élection, si cette publication a été tardive et n'a pu, à raison de la majorité considérable obtenue par l'élu, exercer une influence sensible sur le résultat du scrutin (Élection *Testelin*, t. 1, p. 88 à 96).

3 — L'affirmation par un candidat, publiée par un journal officieux du département, que sa profession de foi a reçu l'approbation du Président de la République, est considérée comme un fait de nature à influencer les électeurs, et entraîne l'invalidation de l'élection, alors qu'il suffisait d'un nombre restreint de voix pour dépla-

(1) Ce décret a été abrogé par la loi du 8 juin 1871, après les élections à l'Assemblée nationale de M. le prince de Joinville et de M. le duc d'Aumale.

cer la majorité (Élection de *Bourgoing*, A., t. 40, p. 6, 13, 30, et an., p. 7).

4 — L'intervention active dans une élection, en faveur d'un candidat, par un maire de chef-lieu d'arrondissement, agissant en cette qualité par des circulaires ou d'autres moyens de propagande, est une cause d'invalidation de cette élection, lorsque le candidat élu n'a obtenu qu'une majorité peu considérable sur son concurrent (Élection *Deregnaucourt*, t. 8, p. 28, 35).

5 — La poursuite dirigée par un Procureur-Général, à la veille des élections, contre un journal qui soutenait les candidatures opposées à celles des Députés élus, n'est pas une cause d'invalidation de ces élections, alors qu'il est constant que par suite de circonstances locales, cette poursuite ne pouvait être retardée (Élections *Arrazat* et *Castelnau*, t. 4, p. 209 à 224).

6 — Des poursuites peuvent être dirigées contre un candidat pendant la période électorale, pour délit de fausse nouvelle ayant trait à la qualité que s'attribue publiquement ce candidat, et lors même qu'une ordonnance de non-lieu est intervenue, mais trop tard pour être connue au moment du vote, l'influence que ces poursuites ont pu exercer sur son résultat, au préjudice du candidat qui en a été l'objet, n'est pas considérée comme étant de nature à vicier l'élection de son concurrent (Élection de *Kerjégu*, t. 39, p. 139, 148 à 151, 184).

7 — L'arrestation publique sous prévention d'un délit de fausse nouvelle, quelques jours avant l'élection, d'un agent électoral, distributeur des bulletins du candidat opposé au Député élu, qui a été relâché deux jours après et non poursuivi, est considérée comme une mesure d'intimidation ayant exercé une influence sérieuse sur les votes, dans la commune où le fait a eu lieu et dans les environs, et ayant contribué à un déplacement de voix qui a pu changer la majorité en faveur de l'élu, alors que cette majorité n'a pas été considérable (Élection de *Bourgoing*, t. 40, p. 11, 21, 30, et an., p. 5).

8 — Une proclamation injurieuse et diffamatoire contre l'un des candidats et son parti, signée de onze Conseillers généraux du département, avec l'énonciation de leur qualité, affichée dans toutes les communes à la veille de l'élection, entraîne l'annulation de l'élection du candidat adverse, au profit duquel cette proclamation a été faite, bien qu'il ne l'ait pas signée et n'y ait pas participé (Élection *Turigny*, t. 18, p. 592, 609).

### IIe Section. — Interprétation du Règlement.

§ I. — *Bureau de l'Assemblée nationale.*

1 — Bien qu'ayant décidé l'application provisoire du Règlement de 1849, l'Assemblée nationale ne nomme pas de Président ni de Vice-Président provisoire, et fixe à trois le nombre de ses Questeurs (A., t. 1, p. 7).

2 — Le Bureau, saisi par l'un des Questeurs d'un fait relatif à l'exercice de ses fonctions, déclare que ce Questeur « a exercé son droit et rempli son devoir »; mais il refuse, par l'organe de son Président, de proposer à l'Assemblée des poursuites demandées par un Député contre l'auteur de l'offense qui avait motivé la motion (t. 4, p. 37).

3 — Les scrutins de ballottage doivent être annulés lorsque le nombre des boules de contrôle excède celui des bulletins trouvés dans l'urne, et que la différence du nombre des bulletins obtenus par chacun des candidats est si minime, qu'il suffirait de la défalcation à l'un d'eux des suffrages excédant les votes contrôlés pour changer le résultat du scrutin (Élections *des Questeurs*, t. 30, p. 14).

4 — A la suite de l'annulation de plusieurs scrutins de ballottage pour les motifs ci-dessus mentionnés, l'Assemblée décide, sur la proposition d'un de ses membres, et sans modifier son Règlement, que les bulletins de vote, pour la nomination d'un Questeur, seront renfermés chacun dans une enveloppe uniforme, qui sera remise à l'un des Secrétaires, lequel la déposera dans l'urne (*ibid.*, p. 38).

§ II. — *Bureaux et Commissions.*

1 — La première convocation des Bu-

[illegible] ... nommés soit dans les Bureaux, soit en séance publique [illegible]

2 — [illegible]

3 — L'Assemblée peut modifier, suivant l'importance des projets de loi présentés, le nombre des membres des Commissions chargées de leur examen, mais en attribuant toujours le même nombre de Commissaires à chaque Bureau : ainsi, les Commissions des Lois Constitutionnelles ont été composées de 30 membres, celle de l'Armée de 45, celle des Marchés de 60, etc., nommés soit dans les Bureaux, soit en séance publique (t. 2, p. 278 ; t. 3, p. 54 ; t. 27, p. 186, t. 38, p. 166).

4 — Décidé par l'Assemblée, qu'après deux tours de scrutin dans un Bureau pour la nomination d'un Commissaire, aucun des candidats n'ayant réuni la majorité absolue, il sera procédé, comme en séance publique, à un scrutin de ballottage entre les deux candidats qui ont obtenu le plus grand nombre de voix au second tour (t. 29, p. 266).

5 — Une Commission ne peut pas donner sa démission collectivement, par décision prise à la majorité : les démissions de ses membres doivent être individuelles, et une nouvelle Commission n'est nommée que si tous les membres de l'ancienne sont démissionnaires (t. 38, p. 117, 119, 166).

6 — Lorsque le délai de dix jours, fixé pour le dépôt d'un rapport sommaire sur une proposition renvoyée à une Commission d'initiative parlementaire, est expiré, il est loisible à tout Député de demander le dépôt de ce rapport [illegible]

7 — [illegible]

8 — Néanmoins, elle [illegible]

## § III — [illegible]

1 — Les Représentants dont les pouvoirs n'ont pas été validés [illegible], malgré les dispositions du Règlement [illegible] adopté par l'Assemblée, à prendre part au vote sur le projet de loi relatif au Traité de paix (A., t. 1, p. 125).

2 — Néanmoins, l'Assemblée étant régulièrement constituée, les Députés nommés dans des Élections partielles doivent attendre, en l'absence de dispositions réglementaires précises, la vérification de leurs pouvoirs pour prendre part aux votes (t. 3, p. 801, 802).

3 — Dans le cas d'un scrutin public à la tribune, des Députés présents, soit dans la salle des séances, soit même seulement dans l'enceinte du Palais, mais empêchés par l'état de leur santé de porter leurs bulletins de vote à la tribune, sont autorisés par le Président, avec l'assentiment de l'Assemblée, à les remettre à l'un des Secrétaires (t. 36, p. 352).

4 — Des bulletins de vote peuvent être reçus par les Secrétaires tant que le compte des bulletins n'est pas terminé et que la clôture du scrutin n'a pas été prononcée par le Président (t. 36, p. 377).

5 — La distribution de bulletins de vote pour une élection, faite par des Députés à leurs collègues dans l'enceinte de la salle, est une irrégularité que le Président doit empêcher, mais qui, pratiquée partielle-

ment, n'entraîne pas la nullité de l'élection (A., t. 44, p. 289, 296).

6 — Dans un scrutin pour la nomination de Conseillers d'État ou de membres d'une Commission, si le nombre des boules de contrôle est inférieur à celui des bulletins trouvés dans l'urne, il y a lieu de retrancher le nombre excédant au total des votants et à chacun des candidats qui ont réuni des suffrages, et ceux là seuls sont nommés qui réunissent la majorité absolue après cette défalcation (t. 13, p. 339 ; t. 28, p. 57 à 59 ; t. 30, p. 14, 15).

7 — La majorité absolue doit être calculée non sur le nombre des votants, mais sur celui des suffrages exprimés (t. 28, p. 94).

8 — Le *quorum* de 370 membres, exigé par le Règlement pour la validité des votes, est déterminé, non par le nombre des membres qui participent au vote, mais par le nombre des membres présents, constaté par le Bureau : néanmoins, pour les scrutins publics ou secrets, l'Assemblée a constaté, dans l'usage, ce *quorum* par le nombre des votants au scrutin (t. 30, p. 632).

9 — Mais cette disposition n'étant pas applicable aux délibérations, c'est seulement au moment du vote que le Bureau peut être invité à constater si l'Assemblée est en nombre suffisant (t. 41, p. 346, 444).

10 — Lorsqu'un scrutin est annulé pour défaut du *quorum* règlementaire, il doit être recommencé, et le vote ne peut porter que sur le même objet soumis une première fois à la décision de l'Assemblée (t. 15, p. 255 à 261).

11 — En cas d'annulation d'un scrutin, la publication au *Journal officiel* des noms des votants n'est faite que si l'Assemblée l'a décidée par un vote spécial, au moment de la proclamation de ce scrutin (t. 19, p. 419 ; t. 38, p. 473).

12 — Si le scrutin secret est demandé par 40 membres, il est de droit, et aucune observation ne doit être admise au sujet de cette demande (t. 33, p. 136).

§ IV. — *Projets de lois et propositions.*

1 — Lorsqu'il y a dans la présentation des projets de lois soumis à l'Assemblée des irrégularités, notamment au point de vue des dispositions du Règlement relatives aux lois de finances, ce n'est pas au Président qu'incombe le devoir de les faire exécuter; mais il appartient aux Commissions chargées de l'examen des projets de lois de relever ces irrégularités et d'en tirer les conséquences qu'elles comportent (A., t. 29, p. 469, 646).

2 — Une Commission a le droit de substituer à un projet de loi présenté par le Gouvernement un projet entièrement différent, même après une première délibération (t. 39, p. 91).

3 — La Commission peut même, en séance publique, dans la discussion sur une autorisation de poursuites, convertir un projet de Résolution présenté par elle en ordre du jour motivé (t. 8, p. 273).

4 — Lorsqu'une Commission substitue un contre-projet au projet de loi présenté et maintenu par le Gouvernement, ce dernier projet subsiste sans qu'aucun membre de l'Assemblée puisse le reprendre à titre d'amendement : le Président met d'abord en délibération le projet de la Commission, puis les amendements à ce projet, enfin, s'ils sont rejetés, le projet du Gouvernement (t. 30, p. 607, 608).

5 — Le droit du Rapporteur de demander le renvoi d'un amendement à la Commission est absolu, et il peut l'exercer, en tout état de cause, sans consulter la Commission, même quand une épreuve a été commencée sur le vote (t. 16, p. 321, 322).

6 — Tout Député peut, immédiatement après le rejet d'un projet de loi ou d'une proposition, présenter une nouvelle proposition relative au même objet, pourvu qu'elle soit différente, et cette proposition doit être renvoyée à la Commission chargée d'examiner les projets analogues, si elle est encore en fonctions (t. 7, p. 140 ; t. 36, p. 535, 538).

7 — Le droit d'amendement ne peut permettre de remettre en question un principe

qui vient d'être voté par l'Assemblée; en conséquence, si le Président juge que cet amendement est contradictoire avec le vote déjà émis, il a le droit de ne pas le mettre aux voix (A., t. 44, p. 127).

8 — Lorsque l'urgence a été demandée sur une proposition, et que le vote est commencé sur cette question, la demande d'urgence ne peut plus être retirée (t. 41, p. 72).

9 — La question préalable sur une demande d'urgence peut être proposée et votée, même au milieu de la discussion (t. 44, p. 33, 34).

### § V. — *Interpellations et Questions.*

1 — Le droit de l'Assemblée de fixer le jour d'une interpellation ne comporte pas un ajournement incompatible avec l'objet de cette interpellation, et le Président, s'il est demandé, peut se refuser à le mettre aux voix (t. 8, p. 596 à 598).

2 — Néanmoins, le renvoi d'une interpellation à six mois est mise aux voix, sur la demande du Ministre de l'Intérieur, et prononcé par l'Assemblée (t. 19, p. 319, 320).

3 — La question préalable peut être votée sur une interpellation mise à l'ordre du jour, après les explications d'un Ministre déclarant qu'il ne peut accepter la discussion (t. 29, p. 209).

4 — Lorsque plusieurs ordres du jour motivés sont proposés à la suite d'une interpellation, le Président met aux voix la question de priorité sur le premier ordre du jour pour lequel elle est demandée, et le rejet de cette demande implique l'adoption de la priorité pour l'ordre du jour opposé; mais en cas d'annulation du scrutin sur ce second ordre du jour, il doit être seul l'objet du vote recommencé, qui ne peut porter sur un troisième ordre du jour proposé dans la discussion et non soumis à un vote précédent (t. 15, p. 255 à 264).

5 — Une interpellation peut être convertie en question, d'accord entre son auteur et le Gouvernement (t. 15, p. 150).

6 — L'usage a admis les questions posées aux Ministres avec leur consentement, mais, dans ce cas, il ne peut y avoir de débat après la réponse du Ministre, à moins que cette question ne soit suivie immédiatement d'une interpellation sur le même objet, acceptée par le Gouvernement (A., t. 30, p. 577; t. 32, p. 76, 77, 128, 129).

7 — Les questions doivent être adressées au début des séances, sauf le cas d'extrême urgence, et non au milieu de la discussion d'une loi (t. 32, p. 129).

8 — Bien qu'il n'y ait pas, en général, de Résolutions adoptées par l'Assemblée en cette matière, des votes du jour motivés sont, néanmoins, votés à la suite de questions (t. 2, p. 364, 918; t. 5, p. 45).

### § VI. — *Pétitions.*

1 — Le dépôt d'une pétition de membres d'un *Club* est accepté, comme émanant individuellement de ceux qui le composent (t. 1, p. 152).

2 — Les Conseils municipaux n'ont pas le droit d'adresser des pétitions collectives en cette qualité : en conséquence la question préalable est adoptée sur des pétitions de cette nature (t. 3, p. 9, 12).

3 — Les étrangers peuvent adresser des pétitions aux Chambres, même sur des objets d'intérêt général (t. 2, p. 209, 214).

4 — Des pétitions revêtues de fausses signatures sont renvoyées au Garde des Sceaux par décisions spéciales de l'Assemblée (t. 4, p. 344 ; t. 6, p. 559).

5 — L'Assemblée peut autoriser l'impression et la distribution des rapports sur des pétitions (t. 15, an., p. 216; t. 16, an., p. 245; t. 17, p. 5; t. 41, an., p. 369; t. 42, p. 325, 417; t. 44, p. 3, 143).

### § VII. — *Dispositions générales.*

1 — Lorsque les termes du Règlement sont précis, le Président ne met pas aux voix la question de l'application d'un article qui ne lui semble pas contestable (A., t. 42, p. 213).

2 — Quand il a été constaté que le nombre des Députés présents ne s'élève pas au *quorum* réglementaire, il peut être procédé à l'appel nominal, sans scrutin, sur la demande d'un ou plusieurs membres, à titre de mesure disciplinaire contre les absents, dont les noms sont publiés au *Journal officiel* (t. 44, p. 107, 134).

3 — L'Assemblée ordonne l'affichage dans toutes les communes de France, de deux discours prononcés, l'un par un Ministre, l'autre par un de ses membres, Président et Rapporteur de la Commission des Marchés (t. 44, p. 600; t. 44, p. 223).

4 — Les Députés, en l'absence de dispositions restrictives du Règlement, ont le droit de faire imprimer et publier leurs discours, mais non celui de les faire colporter et afficher sans l'estampille de la Commission du colportage (t. 9, p. 133, 134).

## PRÉFETS ET SOUS-PRÉFETS.

1 — Incidents relatifs aux nominations à ces fonctions, voy. ASSEMBLÉE NATIONALE, § I, n° 8. — INTERPELLATIONS, n° 8. — QUESTIONS, n° 3.

2 — Discussions relatives à l'incompatibilité des fonctions de Préfet ou de Sous-Préfet avec le mandat de Député conféré par le département dans lequel ces fonctions sont exercées, voy. ÉLECTIONS LÉGISLATIVES, I^re^ section, § I^er^, n° 3 : *Questions spéciales*, 1°.

3 — Proposition de MM. Jozon et autres, relative à l'éligibilité des anciens Préfets et Sous-Préfets à l'Assemblée nationale, voy. ÉLECTIONS, II^e^ section, § I, n° 2.

4 — Proposition de M. de Saisy, tendant à réduire le traitement des Préfets et à supprimer les emplois de Sous-Préfet, voy. DÉPUTÉS A L'ASSEMBLÉE NATIONALE, n° 3.

5 — Exposé des motifs et texte de la proposition de MM. Dezanneau, de Vinols et autres, relative à la fixation de l'âge auquel seront nommés les Préfets, Sous-Préfets et Secrétaires-Généraux [13 février 1874] (I., n° 2225; A., t. 29, an., p. 329; J. O., p. 1455, 1625). — Renvoi à la Commission des Services administratifs, sur le rapport verbal de M. le marquis de Mortemart [27 février] (A., t. 30, p. 96) (1).

6 — Rapports des Préfets à la Commission d'Enquête sur l'Insurrection du 18 mars 1871, voy. ENQUÊTES, II^e^ section, § I, n° 6.

7 — Demandes d'interpellations relatives à des actes des Préfets du Cher, des Bouches-du-Rhône et de Vaucluse, voy. INTERPELLATIONS, n^os^ 26, 61, 79.

Voy. CONSEILS DE PRÉFECTURE. — CONSEILS GÉNÉRAUX, § I.

## PRESCRIPTIONS EN MATIÈRE CIVILE.

Proposition de MM. Desjardins et Amédée Lefèvre-Pontalis, ayant pour objet de faire cesser les suspensions de ces prescriptions dans les pays occupés, voy. DÉPARTEMENTS ENVAHIS, n° 5.

## PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE.

Nomination à ces fonctions, de MM. Jules GRÉVY, BUFFET et le duc D'AUDIFFRET-PASQUIER, voy. BUREAU DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE.

## PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE.

1 — Proposition de MM. Rivet, Bérenger et autres, tendant à proroger les pouvoirs de M. THIERS, sous le titre de *Président de la République*, voy. POUVOIR EXÉCUTIF, n° 5.

2 — Exposé des motifs et texte de la proposition de M. Dahirel, tendant à déterminer la forme des relations entre le Président de la République et l'Assemblée Nationale [9 septembre 1871] (I., n° 621; A., t. 5, an., p. 212; J. O., p. 4067). — Rapport sommaire, par M. de Tarteron [1^er^ février 1872] (I., n° 869; A., t. 7, an., p. 139; J. O., p. 1247). — Discussion sur la prise en considération [16 février] (p. 606). — Sont entendus : MM. de Pressensé (p. 606); Dahirel (p.

(1) Il n'a pas été fait de rapport sur cette proposition.

607, 610]; de Tarteron, *rapporteur* (p. 608); Villain (p. 609); Victor Lefranc, *Ministre de l'Intérieur* (p. 610). — Sur la demande de M. Dahirel, la délibération est ajournée à deux mois (p. 610) (1). — Renvoi de la proposition à la Commission des Lois Constitutionnelles, sur le rapport verbal de M. Malézieux [17 janvier 1874] (A., t. 29, p. 151).

3 — Messages de M. THIERS, *Président de la République*, voy. MESSAGES, § I.

4 — Exposé des motifs et texte de la proposition de M. de Lorgeril, relative aux lettres politiques écrites au nom de M. le Président de la République et ne portant pas sa signature [14 novembre 1872] (I., n° 1420; A., t. 14, an., p. 11; J. O., p. 7116). — Rapport verbal, par M. de Ventavon, et renvoi à la Commission des Pouvoirs publics [9 janvier 1873] (A., t. 15, p. 41).

5 — Lettre de M. THIERS, *Président de la République*, annonçant au Président de l'Assemblée Nationale sa démission de ses fonctions et celle des Ministres [20 janvier 1872] (t. 7, p. 115). — Projet de résolution présenté à cette occasion par M. Batbie, signé de lui et vingt-neuf autres Députés (p. 116). — Sont entendus : MM. Batbie, Grévy, *Président de l'Assemblée* (p. 116); Deseilligny (p. 117). — Ordre du jour motivé présenté par ce dernier Député (p. 118). — Sont entendus : MM. Audren de Kerdrel (*ibid.*); Deseilligny (p. 119).— Ordre du jour motivé proposé par M. Laboulaye (p. 120). — Nouvelle rédaction de l'ordre du jour de M. Batbie, tendant à faire déclarer par l'Assemblée qu'elle n'accepte pas la démission de M. le Président de la République (*ibid.*). — M. Deseilligny déclare, au nom des signataires de son ordre du jour, qu'ils se rallient à celui de M. Batbie (*ibid.*). — Retrait de celui de M. Laboulaye (*ibid.*). — Adoption de l'ordre du jour, modifié dans sa rédaction, présenté par MM. Batbie et autres (p. 121). = M. le Président annonce que le Bureau va transmettre la Résolution de l'Assemblée à M. le Président de la République (*ibid.*). — M. Benoist-d'Azy, *Vice-Président*, rend compte à l'Assemblée de la démarche du Bureau, et lui annonce le retrait de la démission de M. le Président de la République [même séance] (p. 121).

6 — Exposé des motifs et texte de la proposition de M. de Lorgeril et de Cintré, concernant l'engagement pris par le Président de la République et rappelé par lui dans la séance du 29 novembre 1872, la portée de cet engagement et ses conséquences [15 février 1873] (I., n° 1615; A., t. 16, an., p. 13; J. O., p. 1117). — Rapport sommaire, par M. de Tarteron [20 mars] (I., n° 1694; A., t. 16, an., p. 231; J. O., p. 2455) (1).

7 — Projet de loi de la Commission des Trente et dispositions adoptées, relativement aux communications du Président de la République avec l'Assemblée Nationale, voy. POUVOIRS PUBLICS, § I, n° 3.

8 — Délibération du Conseil des Ministres, déclarant, aux termes de la loi du 13 mars 1873, que le Président de la République exercera le droit de prendre part à la discussion des interpellations déposées dans la séance du 19 mai 1873, voy. INTERPELLATIONS, n° 44.

9 — M. Dufaure, *Garde des Sceaux, Vice-Président du Conseil*, annonce à l'Assemblée la démission des Ministres et lui donne communication du Message de M. THIERS, relatif à sa démission des fonctions de Président de la République [séance du soir du 24 mai 1873] (t. 18, p. 63, et an., p. 71). — Proposition présentée par MM. le général Changarnier, le duc de Broglie et 29 autres Députés, tendant à faire procéder immédiatement par l'Assemblée, au scrutin, à la nomination du successeur de M. THIERS (p. 63). = Incident relatif à la question de l'acceptation de sa démission (p. 64). Sont entendus : MM. le général Billot, George, Foubert (*ibid.*). — Proposition, signée par MM. Soye, Parent, George et divers autres Députés, ayant pour objet le refus de cette démission (p. 65) : rejet, au scrutin public, de cette proposition (*ibid.*); liste des votants (p. 74). — Incident relatif aux paroles prononcées à cette occasion, par M. Buffet, *Président de l'Assemblée* (p. 65). = Observations relatives à l'application du Règlement, au sujet de la proposition tendant à la no-

(1) Cette discussion n'a pas été reprise.

(1) Cette proposition n'a pas été discutée.

mination immédiate du successeur de M. Thiers, comme Président de la République (t. 18, p. 65): sont entendus : MM. Lenoël (p. 65); Audren de Kerdrel (p. 66); Buffet, *Président de l'Assemblée* (p. 67). — L'Assemblée décide qu'elle procédera immédiatement à cette nomination (*ibid.*). = Résultat du scrutin (t. 18,p. 68); M. le Maréchal de MAC-MAHON, duc de MAGENTA, est proclamé *Président de la République* (*ibid.*). — M. le Président propose qu'une députation du Bureau se rende auprès de M. le Maréchal de MAC-MAHON pour lui communiquer la décision de l'Assemblée (*ibid.*). — Il annonce son acceptation [24 mai] (*ibid.*).

10 — Lettre d'acceptation des fonctions de Président de la République, adressée à l'Assemblée nationale par M. le Maréchal de MAC-MAHON, duc de MAGENTA, lue par M. Buffet, *Président* [26 mai] (t. 18, p. 77).

11 — Messages adressés par M. le maréchal de MAC-MAHON, duc de MAGENTA, à l'Assemblée nationale, voy. MESSAGES, § II.

12 — Proposition, adoptée par l'Assemblée, relative à la prorogation des pouvoirs de M. le maréchal de MAC-MAHON, voy. POUVOIR EXÉCUTIF, n° 10.

13 — Dispositions Constitutionnelles relatives à la nomination et aux attributions de Président de la République, voy. POUVOIRS PUBLICS, §§ II et III.

14 — Amendement au Budget, tendant à porter à 300.000 fr. le crédit du chapitre des *Frais de maison du Président de la République*, avec affectation du palais de l'Élysée aux réceptions du Président de la République, à Paris, voy. BUDGET GÉNÉRAL DE L'ÉTAT, § IV, *Exercice 1874*, n° 5.

## PRÉSIDENTS DE CHAMBRE.

1 — Rapport par M. Merveilleux du Vignaux, et projet de loi préparé par la Commission de la Magistrature, sur la suppression d'un titre de Président de Chambre, dans divers Cours d'appel, voy. COURS ET TRIBUNAUX, n° 4.

2 — Proposition de M. Parent, ayant pour objet de supprimer dans chaque Cour d'appel, excepté celle de Paris, le titre de second Président de la première Chambre, voy. *ibid.*, n° 5.

## PRESSE.

§ I. CAUTIONNEMENT ET TRANSPORT DES JOURNAUX.
§ II. RÉPRESSION DES CRIMES ET DÉLITS COMMIS PAR LA VOIE DE LA PRESSE.
§ III. DISPOSITIONS ET INCIDENTS DIVERS.

### § I. — *Cautionnement et transport des journaux.*

1 — Exposé des motifs et texte du projet de loi ayant pour objet le rétablissement du cautionnement des journaux, supprimé par le décret du Gouvernement de la Défense nationale du 10 octobre 1870 [26 mai 1871] (I., n° 257; A., t. 3, p. 137; J. O., p. 129). — L'urgence, demandée par M. le Ministre de l'Intérieur, est déclarée (A., t. 3, p. 137). — Commission (F., n° 81; J. O., p. 1188). — Rapport, par M. Salvy (I., n° 352; A., t. 3, p. 641; J. O., p. 1869, 1884). — Discussion [3 au 6 juillet] (t. 3, p. 703 à 802). — *Discussion générale* (p. 703). — Sont entendus: MM. le marquis de Castellane (*ibid.*); de Gavardie (p. 707); Baragnon (p. 710); Salvy, *rapporteur* (p. 713, 757); Bethmont (p. 717, 721); Picard (p. 719); le comte Jaubert (p. 722, 755); Bardoux (p. 748); Lucien Brun (p. 751); Henri Brisson (p. 752); Tolain (p. 754); Lambrecht, *Ministre de l'Intérieur* (p. 756); Pelletan, Lepère (p. 757). — *Discussion des articles* (p. 762). — Adoption, au scrutin public, de l'article 1er du projet de loi, ayant pour objet l'abrogation du décret du Gouvernement de la Défense nationale du 10 octobre 1870, qui a supprimé le cautionnement des journaux (p. 774); liste des votants (p. 784). — Rejet, au scrutin public, de l'amendement de M. Émile Leroux, tendant à réduire les chiffres du cautionnement proposés par la Commission (p. 793); liste des votants (p. 811). — Observations de M. le Ministre des Finances sur la restitution des cautionnements qui ne rentrent pas dans les conditions prévues par la nouvelle loi (p. 801). — Incident relatif au droit des Députés dont les pouvoirs ne sont pas vérifiés, de prendre part aux votes (p. 801)

cher (p. 525); de Ventavon (p. 516); Vente (p. 501). — Adoption de l'ensemble du projet de loi modifié par la Commission [15 avril] (p. 525). = Loi du 15 avril 1871 (J. O., p. 729; B. des L., n° 364).

2 — Question relative à une circulaire de M. le Ministre de la Justice aux Procureurs généraux au sujet de l'exécution de la loi précitée, voy. QUESTIONS, n° 22.

3 — Exposé des motifs et texte de la proposition de M. de Franclieu relative à la répression en matière de presse [8 juillet 1871] (I., n° 378; A., t. 3, an., p. 872; J. O., p. 2288). — Rapport sommaire, par M. Bottieau [27 juillet] (I., n° 431; A., t. 4, an., p. 151; J. O., p. 2867). — Retrait de la proposition [8 décembre] (A., t. 6, p. 26).

4 — Exposé des motifs et texte des propositions de MM. Bérenger, Desbons et autres, relatives : 1° à la formation d'un jury spécial en matière de presse et de délits politiques; 2° à la nomination d'une Commission pour la révision des lois de répression en cette matière [12 juillet 1871] (I., n° 387; A., t. 4, an., p. 15; J. O., p. 2225, 2287). — Rapport sommaire, par M. Bérenger [26 juillet] (I., n° 427; A., t. 4, an., p. 132; J. O., p. 2825). — Prise en considération [10 août] (A., t. 4, p. 584). — Commission (F., n° 141; J. O., p. 2819). — Rapports sur le fond, par M. Bérenger [30 août 1871] (I., n° 569; A., t. 5, an., p. 97; J. O., p. 3730, 3924); [20 février 1872] (I., n° 909; A., t. 7, an., p. 492; J. O., p. 1594). = *Première délibération* [11 décembre 1871] (t. 6, p. 73). — Sont entendus : MM. Bérenger (p. 73, 75); de Tillancourt (p. 74). — L'urgence est déclarée (p. 75). — Observations de MM. Ferdinand Boyer et de Franclieu (p. 76). — Adoption de la proposition, en ce qui concerne la nomination d'une Commission spéciale [même séance] (p. 77). — Pour la discussion de la première partie, voir ci-après, n° 6.

5 — Composition de la Commission spéciale, nommée en exécution de la Résolution du 14 décembre 1871 (F., n° 141; J. O., p. 2819). — Renvoi à cette Commission, sur la demande de M. Baze, son *Président*, de la proposition de M. Bozérian, ayant pour objet l'attribution des délits politiques à la Cour d'assises [11 janvier 1872] (p. 520).

6 — *Première délibération* sur la proposition de MM. Bérenger, Desbons et autres, ci-dessus mentionnée, relative à la création d'un jury spécial en matière de délits de presse et de délits politiques [24 avril 1872] (t. 11, p. 35). — L'Assemblée décide, sans discussion, qu'elle passera à une deuxième délibération (*ibid.*) (1).

7 — Exposé des motifs et texte de la proposition de M. Bottieau, relative à l'abrogation du § 1er de l'article 17 du décret du 17 février 1852, qui interdit le compte-rendu des procès pour délits de presse [22 juillet 1871] (I., n° 413; A., t. 4, an., p. 92; J. O., p. 2610). — Rapport sommaire, par M. Bardoux [9 août] (I., n° 480; A., t. 4, an., p. 248; J. O., p. 3637). — Commission (F., n° 173; J. O., p. 4986). — Rapport sur le fond, par M. Bottieau [29 décembre] (I., n° 765; A., t. 6, an., p. 284; J. O. de 1872, p. 385). — *Première délibération* [12 février 1872] (t. 7, p. 525). — Demande de déclaration d'urgence, par M. Bottieau, *rapporteur* (p. 526). — Déclaration d'urgence et adoption de la proposition sans discussion [même séance] (p. 526). = Loi du 12 février 1872 (J. O., p. 1089; B. des L., n° 898).

8 — Exposé des motifs et texte de la proposition de MM. Goblet et Mazeau, tendant à restituer au jury le droit de statuer sur les dommages-intérêts en matière de délits de presse [18 décembre 1871] (I., n° 722; A., t. 6, an., p. 238; J. O. de 1872, p. 48). — Rapport verbal, par M. le comte de Melun et renvoi à la Commission de révision des lois de la presse [3 janvier 1872] (A., t. 6, p. 383) (2).

9 — Exposé des motifs et texte du projet de loi tendant à punir des peines édictées par l'article 1er du décret du 11 août 1848 toute attaque contre les droits et l'autorité de l'Assemblée Nationale, et contre le Gouvernement institué par les décrets des 17 février, 1er mars et 31 août 1871, présenté par M. Thiers, *Président de la République*, et par M. Victor Lefranc, *Ministre de l'Intérieur* [21 février 1872] (I., n° 918; A.,

(1) Il n'y a pas eu de deuxième délibération sur cette proposition.

(2) Pour la composition de cette Commission, voir ci-dessus, n° 5.

t. 7, p. 686, et an., p. 204; J. O., p. 1425).— Demande de déclaration d'urgence, par M. Victor Lefranc, *Ministre de l'Intérieur* [même séance]. — Sont entendus sur cette demande : MM. le marquis de Mornay (p. 686); Victor Lefranc, *Ministre de l'Intérieur* (p. 686, 687, 688); Baragnon (p. 687, 688). — L'urgence est déclarée (p. 688). — Commission (F., n° 231; J. O., p. 1398). — Rapport, par M. Grivart [12 mars] (I., n° 974; A., t. 8, an., p. 38; J. O., p. 1907) (1).

10 — Exposé des motifs et texte de la proposition de M. Vingtain, concernant la répression des délits de presse [13 mars 1872] (I., n° 976; A., t. 8, an., p. 347; J. O., p. 2758).— Rapport verbal, par M. le vicomte de Champagny, et renvoi à la Commission de révision des lois sur la presse [17 mai 1872] (A., t. 11, p. 413) (2).

11 — Exposé des motifs et texte de la proposition de M. de Gavardie sur la législation de la presse et notamment sur la répression de ses délits [16 janvier 1874] (I., n° 2169; A., t. 29, an., p. 60; J. O., p. 739) (3).

12 — Exposé des motifs et texte de la proposition relative à la répression des abus en matière de presse, présentée, avec demande d'urgence, par M. le marquis de Franclieu [30 juin 1874] (I., n° 2510; A., t. 32, p. 503; J. O., p. 5274). — Rejet de la demande de déclaration d'urgence (t. 32, p. 505). — Retrait de la proposition par son auteur (*ibid.*). — Présentée de nouveau par M. de Franclieu, elle est renvoyée à la Commission d'initiative [1er juillet] (p. 532). — Texte de cette proposition (t. 32, an., p. 344). — Rapport verbal, par M. Martial Delpit [15 juillet 1874] (t. 33, p. 136). — Sont entendus : MM. Baze, le marquis de Franclieu (p. 136).— L'Assemblée, conformément aux conclusions du rapport, ordonne le renvoi de la proposition à la Commission chargée de la révision des lois sur la presse et sur les délits politiques (*ibid.*) (2). = Incident relatif à l'état des travaux de la Commission chargée de l'examen de la proposition de M. le marquis de Franclieu sur le régime de la presse et à la présentation prochaine par le Gouvernement d'un projet de loi y relatif [14 décembre 1874] (t. 35, p. 188). — Sont entendus : MM. le marquis de Franclieu (p. 188); le général de Chabaud La Tour, *Ministre de l'Intérieur* (*ibid.*); Baze, *Président de la Commission de révision des lois sur la presse* (*ibid.*).

13 — Exposé des motifs et texte de la proposition de M. Jules Favre, sur la répression des crimes et délits commis par la voie de la presse ou par tout autre moyen de publication [29 juillet 1875] (I., n° 3325; A., t. 41, p. 201, et an., p. 162; J. O., p. 6885). — Rapport verbal, par M. de Ventavon, *Président de la Commission d'initiative*, concluant au renvoi de la proposition à la Commission chargée d'examiner le projet de loi sur la presse et sur l'état de siége, 6 décembre] (A., t. 43, p. 112). — Adoption du renvoi demandé (*ibid.*) (1).

14 — Questions adressées à M. le Garde des Sceaux sur les intentions du Gouvernement à l'égard du projet de loi sur la presse, dont la présentation a été annoncée par le Gouvernement, voy. QUESTIONS, n° 113.

15 — Exposé des motifs et texte du projet de loi sur la répression des délits qui peuvent être commis par la voie de la presse ou par tout autre moyen de publication, et sur la levée de l'état de siége, présenté par M. Buffet, *Vice-Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur*, et par M. Dufaure, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice* [12 novembre 1875] (I., n° 3414; A., t. 42, p. 166, et an., p. 55; J. O., p. 9463).— Commission (F., n° 851; J. O., p. 9463). — Rapport, par M. Albert Grévy [10 décembre] (I., n° 3558; A., t. 43, an., p. 420; J. O. de 1876, p. 511). — Demande par le rapporteur, d'accord avec le Gouvernement, de la mise en tête de l'ordre du jour de la discussion de ce projet de loi à la séance du 20 décembre [17 décembre] (p. 337) : adoption de cette motion (p. 338).= *Première délibération* [24 décembre 1875] (t. 44, p. 152).—

(1) Ce projet de loi n'a pas été discuté.

(2) Pour la composition de cette Commission, voir ci-dessus, même article, n° 5.

(3) Il n'a pas été fait de rapport sur cette proposition.

(1) Pour la composition de cette Commission, voir ci-après, n° 15.

*Discussion générale* du projet de la Commission, basé sur la disjonction des deux questions, et ayant pour but : 1° la levée immédiate de l'état de siége dans toute la France; 2° le rejet pur et simple des dispositions sur la presse (p. 153 à 174). — Rejet, au scrutin public, de la disjonction demandée par la Commission (p. 174, 175); liste des votants (p. 179; rectifications, p. 183). — Demande d'urgence, par M. Dufaure, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice* [27 décembre] (p. 188) : adoption de l'urgence (p. 189). — *Discussion des articles* du projet du Gouvernement (*ibid.*). = DÉLITS DE PRESSE. — Article 1er [Répression des attaques contre les droits et l'autorité, soit des Assemblées législatives, soit du Gouvernement établi par les Lois Constitutionnelles] (*ibid.*).— Nouvelle rédaction proposée par la Commission, d'accord avec le Gouvernement, tendant à punir toute attaque, soit contre les Lois Constitutionnelles, soit contre les droits et les pouvoirs du *Gouvernement de la République* qu'elles ont établi (*ibid.*). Adoption de cette nouvelle rédaction (p. 200). — Article 2 [Complicité en matière de colportage sans autorisation] (*ibid.*). Adoption de l'article (p. 207). — Article additionnel de M. le baron de Janzé, portant que l'interdiction de la vente et de la distribution sur la voie publique ne pourra plus être édictée contre un journal par décision administrative (*ibid.*). Renvoi de l'amendement à la Commission, sur sa demande (p. 209). Présentation, par M. Albert Grévy, au nom de la Commission, d'une nouvelle rédaction de l'amendement, d'après laquelle cette interdiction ne pourra plus être édictée par l'autorité administrative, comme mesure particulière, contre un journal déterminé (p. 216). Incident au sujet de la réclamation de M. de Peyramont, au nom de la minorité de la Commission, motivée sur ce que la Commission n'aurait pas été réunie pour délibérer (p. 217, 218). Nouveau renvoi à la Commission, et suspension de la séance pendant sa réunion (p. 218). Rapport verbal, par M. Albert Grévy (*ibid.*). Discussion sur la question d'interprétation de l'article 6 de la loi du 27 juillet 1849, appliqué par la jurisprudence à l'interdiction de la voie publique aux journaux (p. 218 à 223). Adoption, au scrutin public, de l'amendement de M. le baron de Janzé, repoussé par le Gouvernement (p. 224); liste des votants (p. 240 ; rectifications, p. 245, 246). Retrait successif, comme implicitement contenus dans le précédent article, des trois amendements de M. Destremx, de M. Édouard Millaud et de MM. Philippoteaux et Gailly (p. 224). — Article 3 [Principe de la juridiction du jury en matière de délits de presse] (*ibid.*). Adoption de l'article (p. 233). — Article 4 [Nomenclature des délits de presse attribués aux Tribunaux correctionnels] (*ibid.*). § 1er (Délits de diffamation, d'outrage et d'injure publique contre toute personne et tout Corps constitué) (*ibid.*) : adoption du paragraphe, au scrutin public (p. 236); liste des votants (p. 241; rectification, p. 246). Adoption successive des sept autres paragraphes, et de l'ensemble de l'article (p. 237). — Article additionnel de M. Vente, tendant à attribuer au Gouvernement le droit de suspension ou de suppression des journaux des départements frontières, dont la polémique tendrait à susciter ou à favoriser des manœuvres contraires à l'intégrité du territoire français (*ibid.*) : prise en considération et renvoi de l'amendement à la Commission (*ibid.*). Nouveau renvoi en séance (p. 247), et rejet de l'amendement (p. 249). — Article 5 [Poursuite d'office des offenses envers les Chambres, des diffamations ou injures contre les Corps constitués ou les fonctionnaires publics, et des offenses envers les Souverains ou Chefs des Gouvernements étrangers] (*ibid.*). Rédaction nouvelle proposée par la Commission, tendant à ce que la poursuite ne puisse avoir lieu que sur la plainte des intéressés (p. 250). Adoption de l'article du projet du Gouvernement, avec la modification apportée par M. le Garde des Sceaux au paragraphe concernant les Souverains ou Chefs des Gouvernements étrangers (p. 252). — Adoption, sans discussion, de l'article 6 [Preuve des faits diffamatoires]; et de l'article 7 [Compétence de la Cour d'assises] (p. 253). — Article 8 [Jugement du fond, nonobstant l'appel ou le pourvoi sur la question de compétence] (*ibid.*) : adoption (p. 254). = ÉTAT DE SIÉGE. — Article 9 [Levée de l'état de siége dans tous les départements qui y sont soumis, à l'exception des départe-

ments de la Seine, de Seine-et-Oise, du Rhône, des Bouches-du-Rhône et de la ville d'Alger] (*ibid.*). — Rédaction nouvelle, proposée par la Commission, portant levée immédiate de l'état de siége dans toute la France (*ibid.*) : rejet, au scrutin public (p. 266); liste des votants (p. 274). — Modification présentée par M. le Vice-Président du Conseil, à l'effet de retrancher des exceptions la ville d'Alger (p. 266). — Amendement de MM. Édouard Millaud et Guyot, portant que l'état de siége sera levé de plein droit dans le département du Rhône (*ibid.*). — Adoption, par division, au scrutin public, du maintien de l'état de siége : dans le département de la Seine (p. 267); liste des votants (p. 275 ; rectifications, p. 283, 346); — dans le département de Seine-et-Oise (p. 268); liste des votants (p. 277); — dans le département du Rhône (p. 269); liste des votants (p. 279). — Adoption du maintien de l'état de siége dans le département des Bouches-du-Rhône (p. 270). — Adoption, sans discussion, de l'article 10 [Levée, de plein droit, de l'état de siége dans ces quatre départements, à partir du 1er mai 1876, s'il n'a été, avant cette époque, confirmé par une loi nouvelle (*ibid.*). = Ont pris part à la discussion : MM. Albert Grévy, *rapporteur* (t. 44, p. 153 à 159, 188, 209, 216 à 221, 224, 233 à 235, 247, 254); Buffet, *Vice-Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur* (p. 155, 159 à 164, 220, 261 à 264, 266); Laboulaye (p. 164 à 167); Dufaure, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice* (p. 167 à 169, 188, 193, 201, 228 à 231, 233, 235, 250, 251, 253); Jules Favre (p. 169, 170, 202 à 206, 253, 254); Louis Blanc (p. 170 à 174); Bertauld (p. 189, 200, 249 à 252); Raoul Duval (p. 190); le duc de Broglie (p. 195); le marquis de Castellane (*ibid.*); le duc d'Audiffret-Pasquier, *Président de l'Assemblée* (p. 196 à 199, 203 à 207, 217, 218, 246, 261 à 263); Langlois (p. 197); Ernest Picard (p. 198); le baron de Ravinel (p. 199); Destremx (p. 200, 224); de Valon (p. 203, 206); Haëntjens (p. 203, 204, 206, 207); Georges Périn (p. 205); le baron de Janzé (p. 207 à 209); Albert Desjardins, *Sous-Secrétaire d'État de l'Intérieur* (p. 217, 218, 221 à 223); de Peyramont (p. 217, 218); de la Borderie (p. 217, 245); Henri Villain (p. 217); Corne (p. 217, 247); Tirard (p. 222); Édouard Millaud (p. 224); 266); Philippoteaux (p. 224); Madier de Montjau (p. 225 à 228); Leblond (p. 231 à 233); Vente (p. 237, 248); Gambetta (p. 248, 270); Grange (p. 248); Challemel-Lacour (p. 254 à 261, 264); Le Royer (p. 267); Rameau (p. 268); Jules Simon (p. 270). — Adoption de l'ensemble du projet de loi [29 décembre] (t. 44, p. 270). = Loi du 29 décembre 1875 (J. O. de 1876, p. 44; B. des L., n° 4742).

§ III. — *Dispositions et incidents divers.*

1 — Proposition relative à l'attribution aux journaux des annonces judiciaires, voy. ANNONCES JUDICIAIRES ET LÉGALES.

2 — Dispositions relatives à l'établissement d'un impôt sur le papier, et amendement tendant à réduire l'impôt supplémentaire sur le papier employé à l'impression des journaux et autres publications périodiques, voy. BUDGET GÉNÉRAL DE L'ÉTAT, § I, *Exercice 1871*, n° 4.

3 — Amendement ayant pour but d'abroger les décrets des 5 septembre et 16 octobre 1870, qui ont aboli le timbre sur les journaux et écrits périodiques et les droits sur leur transport par la poste, voy. BUDGET GÉNÉRAL DE L'ÉTAT, § IV, *Exercice 1874*, n° 9.

4 — Demandes en autorisation de poursuites contre divers journaux, voy. ASSEMBLÉE NATIONALE, § IV, nos 4 et 5. — POURSUITES, nos 1 et 2. — QUESTIONS, nos 10, 44.

5 — Incident relatif à la rectification de deux articles de journaux, concernant la transportation des insurgés, et une lettre attribuée au Chef du Pouvoir exécutif [11 juillet 1871] (A., t. 3, p. 908).—Sont entendus: MM. l'amiral Pothuau, *Ministre de la Marine et des Colonies* (p. 908); Favre (Jules), *Ministre des Affaires étrangères* (p. 909).

6 — Incident relatif au récit publié par l'*Union des syndicats Parisiens* d'une entrevue des délégués des départements avec M. le Chef du Pouvoir exécutif, voy. QUESTIONS, n° 27.

7 — Explications sur un article de l'*Impartial de l'Est*, au sujet des monuments de la ville de Nancy, voy. QUESTIONS, n° 39.

8 — Interpellations relatives au régime de la presse sous l'état de siége et à divers articles de journaux, voy. INTERPELLATIONS nos 42, 43, 46, 50, 54, 58, 61, 66, 67, 69, 70.

9 — Projets de lois, propositions et incidents concernant le *Journal officiel*, le *Moniteur universel* et le *Moniteur des Communes*, voy. ces trois articles.

**PRESTATION EN NATURE**, voy. CHEMINS VICINAUX.

## PRÉVENUS ACQUITTÉS.

Proposition de M. Parent relative à la reprise des prévenus acquittés, voy. CODE D'INSTRUCTION CRIMINELLE.

**PRÉVOYANCE**, voy. CAISSE DE PRÉVOYANCE.

## PRIÈRES PUBLIQUES.

1 — Texte de la proposition de MM. de Cazenove de Pradine, Benoist d'Azy et d'un grand nombre d'autres Députés, ayant pour objet de demander des prières publiques, dans toute la France, pour supplier Dieu d'apaiser les discordes civiles [13 mai 1871] (I., n° 227; A., t. 3, p. 1 et 25; J. O., p. 1101). — L'Assemblée déclare l'urgence, sur la demande de M. du Temple [même séance] (A., t. 3, p. 9). — Commission (F., n° 68; J. O., p. 1013). — Rapport, par M. le comte de Melun [16 mai] (I., n° 234; A., t. 3, p. 32; J. O., p. 1189). — Délibération d'urgence (p. 34). — Sont entendus: MM. Langlois (*ibid.*); de Melun, *rapporteur;* de Douhet (p. 36). — Adoption, au scrutin public, de la proposition (p. 37); liste des votants (p. 38). = Loi du 16 mai 1871 (J. O., p. 1073; B. des L., n° 381).

2 — Lettre de Mgr l'Évêque de Versailles au Président de l'Assemblée, annonçant que les prières publiques demandées par l'Assemblée seront dites solennellement dans la cathédrale de Versailles le dimanche 28 mai 1871 [25 mai] (t. 3, p. 134).

3 — Article additionnel à la proposition de M. Martel, relative à la prorogation de l'Assemblée nationale du 4 août au 15 novembre 1872, ayant pour objet de faire dire des prières publiques le premier dimanche qui suivra la rentrée de l'Assemblée, voy. ASSEMBLÉE NATIONALE, § V, n° 5.

4 — Lettre de Mgr l'Évêque de Versailles annonçant que les prières demandées par l'Assemblée se feront le 17 novembre dans la chapelle du Château de Versailles [12 novembre 1872] (t. 14, p. 7).

5 — Disposition additionnelle présentée dans le même but par M. de Belcastel à la proposition de M. Paris (du Pas-de-Calais), sur la prorogation des séances de l'Assemblée du 27 juillet au 5 novembre 1873, voy. ASSEMBLÉE NATIONALE, § V, n° 13.

6 — Lettre de Mgr l'Évêque de Versailles au Président de l'Assemblée, annonçant que les prières demandées par l'Assemblée nationale, à l'occasion de la reprise de ses travaux, se feront solennellement le dimanche 9 novembre 1873, dans la chapelle du Palais de Versailles (t. 27, p. 1).

7 — Disposition de la Résolution du 31 juillet 1874, relative au même objet, voy. ASSEMBLÉE NATIONALE, § V, n° 21.

8 — Lettre de Mgr l'Évêque de Versailles au Président de l'Assemblée, annonçant que les prières publiques, demandées par l'Assemblée à l'occasion de la reprise de ses travaux, seront faites le dimanche 6 décembre dans la Chapelle du château de Versailles [2 décembre 1874] (t. 35, p. 9).

9 — Disposition de la Résolution du 22 juillet 1875, ayant le même objet, voy. ASSEMBLÉE NATIONALE, § V, n° 27.

10 — Lettre de Mgr l'Évêque de Versailles informant le Président de l'Assemblée du jour et de l'heure des prières publiques demandées par l'Assemblée nationale [4 novembre 1875] (t. 42, p. 2).

11 — Amendement de M. de Belcastel, adopté par l'Assemblée, tendant à introduire dans l'article premier de la Loi Constitutionnelle sur les rapports des Pouvoirs publics, la prescription des prières publiques adressées à Dieu, le dimanche qui suivra la rentrée des Chambres, voy. POUVOIRS PUBLICS, § IV, n° 3.

12 — Incident relatif à l'abus résultant de l'omission du nom du Gouvernement établi, dans les prières de l'Église catholique, voy. BUDGET GÉNÉRAL DE L'ÉTAT, § VI, *Exercice 1876*, n° 5.

## PRISONNIERS FRANÇAIS RETENUS EN ALLEMAGNE.

Question relative à leur rapatriement, voy. QUESTIONS, n° 32.

## PRISONS.

1 — Projets de lois de crédits applicables aux dépenses de ce service, voy. CRÉDITS, § V, *Intérieur*, n° 12, et *Algérie*, n° 7.

2 — Interpellations relatives au régime intérieur des prisons, voy. INTERPELLATIONS, n° 17.

3 — Enquête parlementaire sur le régime des Établissements pénitentiaires, voy. ENQUÊTES, III° section, § IV.

4 — Projet de loi sur le régime des prisons départementales, voy. ÉTABLISSEMENTS PÉNITENTIAIRES, n° 2.

5 — Rapports et projets de lois concernant les jeunes détenus, voy. *ibid.*, n°s 3 et 4.

6 — Projet de loi de crédit applicable à une nouvelle organisation des prisons maritimes, voy. CRÉDITS, § VIII, *Marine*, n° 6.

## PRIVILÈGES.

1 — Exposé des motifs et texte de la proposition de M. Courbet-Poulard, tendant à déterminer la réduction du privilège des propriétaires d'immeubles affectés à une destination industrielle ou commerciale, lorsque l'industriel ou le commerçant, qui les occupe, tombe en faillite [7 avril 1871] (I., n° 114; A., t. 2, an., p. 327; J. O., p. 660, 738). — Rapport sommaire, par M. Théry [4 mai] (I., n° 391; A., t. 2, p. 827; J. O., p. 2385). — Prise en considération [9 mai] (A., t. 2, p. 876). — Commission (F., n° 64; J. O., p. 952). — Rapport sur le fond, par M. Delsol [31 juillet] (I., n° 438; A., t. 4, an., p. 159; J. O., p. 2872). = *Première délibération* [15 décembre] (t. 6, p. 119) : Observations de M. Louvet (*ibid.*). — L'Assemblée décide qu'elle passera à la deuxième délibération (*ibid.*). — Rapport supplémentaire, par M. Delsol [3 janvier 1872] (I., n° 776; A., t. 6, an., p. 287; J. O., p. 414). = *Deuxième délibération* [5 janvier] (p. 425). — Sont entendus : MM. Louvet (p. 426, 429); Delsol, *rapporteur* (p. 426, 427, 428, 430); de Gavardie (p. 427, 428, 429); de Marcère (p. 428); Ganivet (p. 430). — L'Assemblée décide qu'elle passera à la troisième délibération (p. 430). = *Troisième délibération* [12 février] (t. 7, p. 533). — Sont entendus : MM. Delsol, *rapporteur* (p. 533, 536, 539, 540); Hèvre (p. 535, 538, 540). — Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 540). = Loi du 12 février 1872 (J. O., p. 1209; B. des L., n° 926).

2 — Propositions de M. Pierre Lefranc ayant pour objet la modification des articles 2076 et 202 du Code civil, relatif au gage et au privilège, voy. GAGE.

3 — Exposé des motifs et texte de la proposition de MM. Rive, Christophle et Mercier, sur les privilèges des fournisseurs et ouvriers employés à l'exécution de travaux publics [2 août 1872] (I., n° 1404; A., t. 13, an., p. 525; J. O., p. 5813). — Rapport sommaire, par M. Adnet [23 janvier 1873] (I., n° 1563; A., t. 15, an., p. 168; J. O., p. 881). — Prise en considération [21 mai] (A., t. 18, p. 19). — Commission (F., n° 475; J. O. de 1873, p. 3722) (1).

4 — Exposé des motifs et texte de la proposition de M. Vingtain, tendant à compléter l'article 2102 du Code civil et à créer un privilège en faveur du vendeur d'engrais [5 août 1874] (I., n° 2701; A., t. 34, an., p. 346; J. O., p. 7897). — Rapport sommaire, par M. Lebourgeois [28 mai 1875] (I., n° 3049; A., t. 38, an., p. 154; J. O., p. 4019) (2).

(1) Cette proposition n'a pas été l'objet d'un rapport spécial.
(2) Cette proposition n'a pas été discutée.

**PROCÉDURES CRIMINELLES.**

Proposition de MM. Bottieau, Salvy et autres, relative, au règlement de ces procédures, voy. COURS ET TRIBUNAUX.

**PROCLAMATION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE**, voy. ASSEMBLÉE NATIONALE, § I, n° 7.

**PROFESSIONS AMBULANTES.**

Proposition de MM. Tallon et autres, relative aux enfants employés dans les professions ambulantes, voy. MINEURS.

**PROMULGATION DES DÉCRETS DU POUVOIR EXÉCUTIF.**

Proposition de M. de Saisy y relative, voy. JOURNAL OFFICIEL, n° 10.

**PROPOSITIONS DE LOIS**, voy. INITIATIVE PARLEMENTAIRE.— PRÉCÉDENTS, II° section, § IV.

**PROPRIÉTÉ** (DROITS DE TRANSMISSION DE LA).

1 — Amendements tendant à modifier les droits en matière de transmission de la propriété immobilière, voy. BUDGET GÉNÉRAL DE L'ÉTAT, § IV, *Exercice 1874*, n° 9.

2 — Dispositions relatives aux mutations par décès, voy. MUTATIONS.

**PROPRIÉTÉS DE L'ÉTAT**, voy. CODE PÉNAL. — DOMAINE DE L'ÉTAT. — ÉCHANGES D'IMMEUBLES.

**PROPRIÉTÉS PUBLIQUES OU PRIVÉES**, voy. DÉPARTEMENTS ENVAHIS. — PARIS (VILLE DE), §§ I et II.

**PROROGATIONS DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE**, voy. ASSEMBLÉE NATIONALE, § V.

**PROSCRIPTION**, voy. BANNISSEMENT.

**PROTÊTS**, voy. EFFETS DE COMMERCE.

**PRUD'HOMMES** (CONSEIL DES).

Exposé des motifs et texte de la proposition de MM. de Janzé, Raoul Duval et autres, tendant à établir une cinquième section au Conseil des Prud'hommes, destinée à juger les différends entre les ouvriers de chemins de fer et les Comités de direction de ces Compagnies [9 février 1872] (I., n° 886; A., t. 7, p. 477, et an., p. 164; J. O. de 1872, p. 1330). — L'urgence demandée par M. de Janzé n'est pas déclarée (A., t. 7, p. 477). — Rapport sommaire, par M. Bastid [18 mars] (I., n° 1004; A., t. 8, an., p. 181; J. O., p. 2443). — Discussion sur la prise en considération [24 avril 1872] (t. 11, p. 35). — Sont entendus : MM. le baron de Janzé (p. 35); Bastid, *rapporteur* (p. 38, 43); Tirard (p. 40); Tolain (p. 44). — Adoption, au scrutin public, des conclusions de la Commission, tendant au rejet de la prise en considération [24 avril] (p. 45); liste des votants (*ibid.*).

**PRUSSE**, voy. ALLEMAGNE. — ARMÉES ALLEMANDES. — FONCTIONNAIRES PUBLICS. — IMPÔTS. — TRAITÉS.

**PYRALPA.**

Proposition de M. Jean Brunet, ayant pour objet la fortification générale des Alpes et des Pyrénées, voy. FORTIFICATIONS, § I, n° 5.

**PYRÉNÉES** (BASSES-).

Projet de loi relatif à une vente d'immeubles par l'État à ce département, voy. DOMAINE DE L'ÉTAT, n° 12.

**PYRÉNÉES-ORIENTALES** (DÉPARTEMENT DES).

Question relative à l'état de siége de ce département, voy. QUESTIONS, n° 100.

# Q

## QUESTEURS DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE.

1 — Demande, par M. le marquis de Franclieu, de la nomination immédiate des Questeurs [16 février 1871] (t. 1, p. 47). — Sont entendus : MM. Floquet, Richier (*ibid.*) ; le marquis de Valfons (p. 48).

2 — Nomination et réélections de MM. Baze, le général Martin des Pallières et Princeteau, voy. Bureau de l'Assemblée nationale.

3 — Incident, soulevé par M. le comte Jaubert, relatif à un fait du service intérieur de l'Assemblée, concernant l'un des Questeurs [15 juillet 1871] (t. 4, p. 36). — M. le Président Grévy fait connaître à l'Assemblée la déclaration du Bureau à cet égard (p. 37). — Sont entendus : MM. le comte Jaubert, Grévy, *Président ;* Princeteau, *Questeur* (*ibid.*). — Rejet de la résolution proposée par M. le comte Jaubert (p. 38).

4 — Communication, à l'occasion de la fixation du jour du scrutin pour l'élection des questeurs, d'une lettre de M. Princeteau, l'un d'eux, à M. le Président de l'Assemblée, annonçant sa renonciation à toute nouvelle candidature à ces fonctions [14 février 1874] (A., t. 29, p. 661). — Le scrutin pour cette élection est fixé au 21 février (*ibid.*). — Nomination de MM. Baze et le général Martin des Pallières [21 février 1874] (t. 30, p. 2). = Scrutin pour la nomination du troisième Questeur [21, 23 et 25 février] (t. 30, p. 2, 14, 15, 43 et 47). — Incident relatif à l'annulation des scrutins de ballottage, par suite de la différence entre le nombre de boules et celui des bulletins de vote (p. 14, 15). — Sont entendus sur cet incident : MM. Philippoteaux (p. 14); Villain, Combier (p. 15). — Motion de M. Chaper, ayant pour objet de décider que le vote pour la nomination du troisième Questeur aura lieu par bulletins sous enveloppes (p. 36) : observations de MM. Cézanne (p. 37); Buffet, *Président de l'Assemblée* (p. 37, 38); Ganivet, Chaper (p. 38). — Adoption de cette motion (p. 38). — Nomination de M. Toupet des Vignes [25 février] (p. 47).

5 — Texte de la proposition de M. de Saisy, tendant à réduire à deux le nombre des Questeurs [24 février 1874] (I., n° 2238; A., t. 30, p. 38, et an., p. 10; J. O., p. 1729). — L'urgence, demandée par M. de Saisy, n'est pas déclarée (A., t. 30, p. 39). — Rapport sommaire, par M. de la Sicotière [6 mars] (I., n° 2262; A., t. 30, an., p. 63; J. O., p. 2292) (1).

6 — Proposition tendant à modifier le Règlement de l'Assemblée en ce qui concerne l'élection des membres du Bureau, voy. Règlement, § II, 2°.

## QUESTION PRÉALABLE.

1 — Proposition tendant à modifier les dispositions du Règlement relatives à la question préalable, voy. Règlement, § II, 4°.

2 — Décisions de l'Assemblée adoptant la question préalable, voy. Amnistie, n° 3. — Insurrection de Paris, n° 36. — Interpellations, n° 57. — Pétitions, § II, n° 5.

3 — Jurisprudence parlementaire relative au vote de la question préalable, voy. Précédents, II° section, § IV, n° 9. — § V, n° 3. — § VI, n° 2.

## QUESTION ROMAINE.

Débats y relatifs, voy. Interpellations,

(1) Cette proposition n'a pas été discutée.

nos 35, 41, 52, 57. — PÉTITIONS, § II, n° 13.— QUESTIONS, nos 60, 75.

## QUESTIONS.

### Ire Section. — Politique extérieure.

AFFAIRES D'ALLEMAGNE, nos 6, 23, 32, 65.
AFFAIRES D'ITALIE, nos 60, 75.
TRAITÉS DE COMMERCE ET CONVENTIONS POSTALES, nos 50, 61, 101.
AFFAIRES D'ÉGYPTE, nos 81, 99.
OBJETS DIVERS, nos 97, 112.

### IIe Section. — Politique intérieure.

FAITS RELATIFS AUX INSURRECTIONS DE 1871, nos 8, 12, 13, 16, 25, 26, 27, 28, 30, 37, 49.
ÉTAT DE SIÈGE, nos 33, 34, 87, 100.
ÉLECTIONS LÉGISLATIVES ET SÉNATORIALES, nos 29, 35, 111, 115.
ÉLECTIONS MUNICIPALES ET DÉPARTEMENTALES, nos 7, 45.
RÉGIME ET DÉLITS DE LA PRESSE, nos 10, 22, 39, 44, 55, 56, 67, 72, 80, 91, 98, 113.

### IIIe Section. — Administration.

JUSTICE.— *Enquête judiciaire sur les marchés pour commandes d'armes*, n° 38.— *Magistrats membres des Commissions mixtes en 1852*, n° 41. — *Participation des premiers Présidents de Cours d'appel à l'Enquête parlementaire sur le 18 Mars*, n° 59. — *Discours du Procureur de la République, à Lyon*, n° 68. — *Soustraction de dépêches au Ministère de la Justice*, n° 109.

AFFAIRES ÉTRANGÈRES. — *Publication du Livre Jaune*, n° 83.

INTÉRIEUR. — *Nominations à faire dans les Préfectures*, n° 3. — *Réunions et associations*, n° 5. — *Mesures de police contre les Étrangers*, nos 11, 14. — *Empierrement des chemins vicinaux*, n° 17.— *Journal officiel, Moniteur des Communes*, nos 20, 24, 78. — *Commissions administratives des hospices*, n° 21. — *Exécution de la loi sur les loyers, à Paris*, n° 31. — *Arrestations à Lyon*, n° 64. — *Troubles de Nantes*, n° 73. — *Affichage du discours de M. le Vice-Président du Conseil*, n° 82. — *Suspension des Conseils municipaux de Villefranche et de Marseille*, nos 92, 103. — *Comité central de l'Appel au peuple*, n° 94.— *Faits survenus, à Paris, à la gare du chemin de fer de Versailles*, n° 95. — *Mesures à prendre contre les inondations*, n° 114.

INSTRUCTION PUBLIQUE. — *Traitement des Instituteurs*, n° 9. — *Discours aux Ecoles communales, à Lyon*, n° 47.

FINANCES.— *Situation financière*, nos 1, 19. — *Emprunts à la Banque de France*, n° 4. — *Contributions indirectes payées aux Prussiens*, n° 42. — *Payement de l'indemnité aux Départements envahis*, n° 52. — *Nouvelles succursales de la Banque*, n° 53. — *Droits de statistique sur les colis sortant de France ou y entrant*, n° 54. — *Publications à l'Officiel des nominations faites dans les Finances*, nos 58, 62. — *Contrebande sur les tabacs de l'Est*, n° 63. — *Récompense aux employés de la Banque de France qui l'ont défendue sous la Commune de Paris*, n° 70. — *Tableau général des propriétés de l'État*, n° 77. — *Franchise du pays de Gex*, n° 89. — *Fusion du service postal et télégraphique*, n° 93. — *Projet de loi sur les pensions civiles*, n° 108. — *Dégrèvement en faveur des départements inondés*, n° 110.

GUERRE.—*Mobiles en Algérie*, n° 2. — *Promotion de M. le duc de Chartres*, n° 43. — *Justice militaire (M. Ranc)*, n° 46.— *Enquête sur la capitulation de Metz*, nos 48, 51. — *Volontariat d'un an*, nos 74, 85.— *Pensions militaires*, n° 84. — *Appel de la deuxième partie du contingent de 1872*, n° 96.

MARINE ET COLONIES. — *Règlements internationaux pour prévenir les collisions en mer*, n° 86.— *Actes du commandant de Bakel au Sénégal*, n° 107.

AGRICULTURE ET COMMERCE. — *Epizooties*, nos 15, 57, 66. — *Fabrication du sucre dans les départements envahis*, n° 40. — *Registres de la Caisse des retraites pour la vieillesse*, n° 69. — *Exercice des raffineries*, nos 101, 104. — *Loi sur les Sociétés anonymes*, n° 105.

TRAVAUX PUBLICS. — *Rétablissement des communications fluviales dans l'Est*, n° 18. — *Transports par les voies ferrées*, nos 36, 71. — *Chemin de fer de l'Est*, n° 76. — *Convention entre le Gouvernement et l'ancienne Liste civile impériale*, n° 88. — *Nouvelles lignes de chemins de fer*, nos 90, 102, 106.— *Chauffage des voitures de toutes classes dans les chemins de fer*, n° 116.

Sont entendus : MM. le comte Duchâtel (*ibid.*); Picard, *Ministre de l'Intérieur ;* du Temple (p. 807); Bethmont (p. 809).

25 — *Affiche publiée à Paris sur un prétendu meurtre de gardes nationaux désarmés, à la Belle-Épine.* — Question adressée à ce sujet par M. Tolain au Ministre de la Guerre [5 mai 1871] (t. 2, p. 845). — Sont entendus : MM. Tolain (p. 845, 846); le général Le Flô, *Ministre de la Guerre* (p. 846, 847); Grévy, *Président de l'Assemblée* (p. 846).

26 — *Projet de congrès des délégués des villes de France à Bordeaux.* — Question adressée par M. Baze au Ministre de l'Intérieur, au sujet de cette convocation projetée par la *Ligue patriotique* [9 mai] (t. 2, p. 854). — Sont entendus : MM. Baze (*ibid.* et suiv.); Picard, *Ministre de l'Intérieur* (p. 859).

27 — *Récit publié par* l'Union des syndicats parisiens *d'une entrevue avec le Chef du Pouvoir exécutif.* — Question adressée à ce sujet par M. Mortimer-Ternaux au Ministre de l'Intérieur [10 mai] (t. 2, p. 889). — Sont entendus : MM. Mortimer-Ternaux (p. 889, 890); Thiers, *Chef du Pouvoir exécutif;* Picard, *Ministre de l'Intérieur* (p. 890).

28 — *Exécution des lois contre les insurgés de Paris, et notamment contre ceux qui troublent l'exercice du culte et opèrent des arrestations ou détentions arbitraires.* — Question adressée à ce sujet, par M. de Belcastel, au Ministre de la Justice [11 mai] (t. 2, p. 911). — Sont entendus : MM. de Belcastel (*ibid.*); Dufaure, *Ministre de la Justice* (p. 912). = Incident relatif au récit, publié par les délégués du Conseil municipal de Bordeaux, de leur entrevue avec M. le Chef du Pouvoir exécutif (p. 912, 913). — Sont entendus : MM. Mortimer-Ternaux, Thiers, *Chef du Pouvoir exécutif* (p. 913 à 918); Bertauld, Baragnon, Dufaure, *Ministre de la Justice* (p. 915); Audren de Kerdrel (p. 916, 917). — Adoption, au scrutin public, d'un ordre du jour motivé, tendant à déclarer la pleine confiance de l'Assemblée dans le Chef du Pouvoir exécutif [même séance] (p. 918); liste des votants (*ibid.*); rectifications (p. 724).

29 — *Convocation des collèges électoraux afin de pourvoir aux vacances dans le sein de l'Assemblée nationale.* — Question adressée à ce sujet, par M. le duc d'Audiffret-Pasquier, au Ministre de l'Intérieur [29 mai] (t. 3, p. 165). — Sont entendus : MM. le duc d'Audiffret-Pasquier (p. 165); Picard, *Ministre de l'Intérieur* (p. 166).

30 — *Renvoi dans leurs foyers des Gardes mobiles des Bouches-du-Rhône.* — Question adressée à ce sujet, par M. Pelletan, au Ministre de la Guerre [5 juin 1871] (t. 3, p. 264). — Sont entendus : MM. Pelletan, Tallon, Delille, de Guiraud, Thiers, *Chef du Pouvoir exécutif* (*ibid.*).

31 — *Exécution de la loi sur les loyers, à Paris.* — Question adressée à ce sujet au Garde des Sceaux par M. Tirard [15 juin] (t. 3, p. 423). — Sont entendus : MM. Tirard (*ibid.*); Dufaure, *Ministre de la Justice* (p. 424).

32 — *Rapatriement des prisonniers français retenus en Allemagne.* — Question adressée à ce sujet, par M. Langlois, au Ministre des Affaires étrangères [19 juin] (t. 3, p. 508). — Sont entendus : MM. Langlois, Jules Favre, *Ministre des Affaires étrangères* (*ibid.*).

33 — *Levée de l'État de siège de la ville de Paris.* — Question de M. Schœlcher au Ministre de l'Intérieur, tendant à l'adoption de cette mesure en vue des élections de Paris [23 juin] (t. 3, p. 572). — Sont entendus : MM. Schœlcher, Lambrecht, *Ministre de l'Intérieur* (*ibid.*).

34 — *Même objet.* — Nouvelle question adressée par M. Schœlcher au Ministre de l'Intérieur [21 juillet] (t. 4, p. 224). — Sont entendus : MM. Schœlcher (p. 224, 225); Lambrecht, *Ministre de l'Intérieur* (p. 225, 226); Amédée Lefèvre-Pontalis (p. 226).

35 — *Élections complémentaires pour l'Assemblée nationale.* — Question adressée au Ministre de l'Intérieur, par M. de Tillancourt, sur le nombre de voix nécessaire pour être nommé dans ces élections [27 juin] (t. 3, p. 621). — Sont entendus : MM. de Tillancourt, Lambrecht, *Ministre de l'Intérieur* (*ibid.*).

36 — *Insuffisance des moyens de transport*

*sur les voies ferrées.* — Question adressée à ce sujet, par M. Jullien, au Ministre des Travaux publics [13 juillet 1871] (t. 4, p. 31). —Sont entendus: MM. Jullien (*ibid.*); Dupin (p. 32); de Larcy, *Ministre des Travaux publics* (p. 33, 35, 36, 38); Peltereau-Villeneuve (p. 35); Ducuing (p. 36); de Ravinel (p. 38).

37 — *Troubles prétendus à Nice.* — Question adressée à ce sujet par M. Flotard au Ministre de l'Intérieur [14 juillet] (t. 4, p. 63). — Est entendu : M. Lambrecht, *Ministre de l'Intérieur* (p. 64).

38 — *Enquête judiciaire à faire au sujet des marchés passés à l'étranger pour commandes d'armes.* — Question adressée à ce sujet du Gouvernement par M. Margaine [15 juillet] (t. 4, p. 97).— Réponse de M. Dufaure, *Ministre de la Justice* (*ibid.*).

39 — *Article publié par* l'Impartial de l'Est *au sujet des monuments de la ville de Nancy.* — Question adressée au sujet de cet article, au Garde des Sceaux, par M. le baron de Ravinel [21 juillet] (t. 4, p. 226). — Sont entendus : MM. de Ravinel (p. 226, 227); Dufaure, *Garde des Sceaux* (p. 227, 228); Baragnon (p. 227); Varroy (p. 228). = Nouvelles explications demandées à ce sujet [3 août] (t. 4, p. 403) : MM. Varroy (*ibid.*); Dufaure, *Ministre de la Justice* (p. 403, 404); de Ravinel (p. 405).

40 — *Mesures à prendre pour constater la fabrication du sucre dans les départements envahis.* — Question adressée à ce sujet, par M. Villain, au Ministre de l'Agriculture et du Commerce [25 juillet] (t. 4, p. 310). — Sont entendus : MM. Villain (*ibid.*); Lefranc (Victor), *Ministre de l'Agriculture et du Commerce* (p. 311).

41 — *Résultats des déclarations faites dans l'Assemblée au sujet des magistrats qui avaient fait partie des Commissions mixtes de 1852.* — Question adressée à ce sujet, au Ministre de la Justice, par M. Wilson [1er août] (t. 4, p. 380). — Sont entendus : MM. Wilson (*ibid.*); Dufaure, *Ministre de la Justice* (p. 381).

42 — *Payement des contributions indirectes aux Prussiens dans les départements occupés par eux ; nourriture des troupes Allemandes par les communes et les particuliers.* — Questions adressées à ce sujet, au Ministre des Finances, par MM. Ulric Perrot et Peltereau-Villeneuve [3 août] (t. 4, p. 438). — Sont entendus : MM. Perrot (p. 438), rectifications (p. 459); Pouyer-Quertier *Ministre des Finances* (p. 439, 440); Peltereau-Villeneuve (p. 439).

43 — *Promotion de M. le duc de Chartres au grade de chef d'escadron aux Chasseurs d'Afrique.* — Question adressée à ce sujet, par M. Ordinaire, au Ministre de la Guerre [7 août 1871] (t. 4, p. 502). — Sont entendus : MM. Ordinaire (p. 502, 503); le général de Cissey, *Ministre de la Guerre* (p. 502).

44 — *Article du journal* l'Avenir libéral, *relatif à la dissolution de l'Assemblée.* — Question adressée à ce sujet au Garde des Sceaux par le vicomte d'Aboville [9 août] (t. 4, p. 555). — Sont entendus : MM. le vicomte d'Aboville, Dufaure, *Ministre de la Justice* (p. 555).

45 — *Recommandation d'une candidature au Conseil général de l'Aude par un général ex-membre de ce Conseil.* — Question adressée à ce sujet, au Gouvernement, par M. Jules Buisson (de l'Aude) [10 août] (t. 4, p. 591). — Sont entendus : MM. Buisson (p. 591); le général de Cissey, *Ministre de la Guerre* (p. 592).

46 — *Situation, à l'égard de la justice militaire, de M. Ranc, ancien membre de la Commune de Paris.* — Question adressée à ce sujet, au Ministre de la Guerre, par M. Raoul Duval [16 août] (t. 4, p. 649). — Sont entendus : MM. Raoul Duval, le général de Cissey, *Ministre de la Guerre* (p. 649).

47 — *Discours prononcé à la distribution des prix des écoles communales de Lyon.* — Question adressée à ce sujet, par M. Alfred Monnet, au Ministre de l'Instruction publique et des Cultes [21 août] (t. 5, p. 33). — Observations sur la fête des écoles qui a eu lieu à Lyon (p. 34 et suiv.). — Sont entendus : MM. Monnet (p. 33); Jules Simon, *Ministre de l'Instruction publique et des Cultes* (p. 34, 38, 40, 41, 43); Édouard Millaud (p. 35, 38, 40); le baron Chaurand (p.

36); le vicomte de Meaux (p. 40, 41, 44, 45); Dupuy (p. 40); le comte Jaubert, Gaslonde (p. 41); de Marcère (p. 42); le duc de Broglie (p. 44); Lambrecht, *Ministre de l'Intérieur* (p. 44); Ferrouillat (p. 45). — Adoption de l'ordre du jour motivé proposé par M. le duc de Broglie et divers autres Députés (p. 45).

48 — *Enquête militaire sur la capitulation de Metz.* — Question adressée à ce sujet, par M. Journault, au Ministre de la Guerre [4 septembre 1871] (t. 5, p. 337). — Sont entendus : MM. Journault (p. 337, 338); le général de Cissey, *Ministre de la Guerre* (p. 338).

49 — *Dispositions nécessaires pour hâter le jugement des prisonniers inculpés dans l'insurrection du 18 mars 1871.* — Question adressée à ce sujet, par M. Javal, au Ministre de la Guerre [14 septembre] (t. 5, p. 608). — Sont entendus : MM. Léopold Javal (p. 608, 609); le général de Cissey, *Ministre de la Guerre* (p. 608, 609); Ducuing, Langlois, Lepère (p. 609).

50 — *État des relations postales avec les États-Unis et l'Allemagne.* — Question adressée à ce sujet, par M. Alfred André (de la Seine), au Ministre des Finances [15 septembre] (t. 5, p. 663). — Sont entendus : MM. André (p. 663, 664); Pouyer-Quertier, *Ministre des Finances* (p. 664).

51 — *Examen par le Conseil d'Enquête de la conduite du maréchal Bazaine à Metz.* — Question adressée à ce sujet, par M. Pascal Duprat, au Ministre de la Guerre [14 décembre] (t. 6, p. 96). — Sont entendus : MM. Pascal Duprat (p. 96); le général de Cissey, *Ministre de la Guerre* (p. 97).

52 — *Mesures prises pour le payement de l'indemnité de 106 millions, accordée par la loi du 6 septembre 1871 aux départements envahis.* — Question adressée à ce sujet au Ministre des Finances par M. Antonin Lefèvre-Pontalis [28 décembre] (t. 6, p. 320). — Sont entendus : MM. Antonin Lefèvre-Pontalis, Pouyer-Quertier, *Ministre des Finances* (p. 321).

53 — *Création de nouvelles succursales de la Banque de France.* — Question adressée au Ministre des Finances, par M. Germain, sur l'exécution de la loi de 1857 à cet égard [20 janvier 1872] (t. 7, p. 122). — Sont entendus : MM. Germain (p. 122); Pouyer-Quertier, *Ministre des Finances* (p. 123).

54 — *Exécution de la loi qui établit un droit de statistique sur chaque colis sortant de France ou y entrant.* — Question adressée au Ministre des Finances, par M. Amat, au sujet du mode d'application de cette loi au cabotage [26 janvier] (t. 7, p. 234). — Sont entendus : MM. Amat, Pouyer-Quertier, *Ministre des Finances* (*ibid.*).

55 — *Publication et mise en vente d'une brochure intitulée* : « Catéchisme populaire républicain. » — Question adressée au sujet de cette publication, par M. de Gavardie, au Ministre de la Justice [5 février] (t. 7, p. 404). — Sont entendus : MM. de Gavardie (p. 404); Dufaure, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice* (p. 405). — Observations de M. Henri Martin à l'occasion de la lecture du procès-verbal de cette séance (p. 419).

56 — *Publication d'un almanach bonapartiste intitulé* « L'Abeille. » — Question adressée à ce sujet, par M. Mestreau, au Ministre de l'Intérieur [16 février] (t. 7, p. 604). — Sont entendus : MM. Mestreau (p. 604); Victor Lefranc, *Ministre de l'Intérieur* (p. 605).

57 — *Application de la loi relative aux épizooties.* — Question adressée à ce sujet par M. des Rotours au Ministre de l'Agriculture et du Commerce [24 février] (t. 8, p. 19). — Sont entendus : MM. des Rotours (*ibid.*); de Goulard, *Ministre de l'Agriculture et du Commerce* (p. 20).

58 — *Insertion au* Journal officiel *des nominations des trésoriers-payeurs généraux, des receveurs particuliers et des percepteurs.* — Question adressée dans ce but par M. Louis de Saint-Pierre au Ministre des Finances [29 février] (t. 8, p. 127). — Sont entendus : MM. L. de Saint-Pierre (p. 127); Pouyer-Quertier, *Ministre des Finances* (p. 128).

59 — *Participation des premiers présidents des Cours d'Appel à l'Enquête parlementaire sur l'Insurrection du 18 mars 1871.* —

Question adressée à ce sujet par M. Brisson au Ministre de la Justice [4 mars 1872] (t. 8, p. 159).— Incidents relatifs : aux passages des dépositions et du rapport général de la Commission d'Enquête concernant M. Emmanuel Arago (p. 161); à la vente au public de ces documents (p. 162). — Sont entendus : MM. Brisson (p. 159); Arago (Emmanuel), Dufaure, *Ministre de la Justice*, Martial Delpit (p. 161); Tirard, Baze, *Questeur* (p. 162).

60 — *Rapports sur les pétitions relatives à la question Romaine.* — Question adressée à ce sujet par M. Chesnelong au Ministre des Affaires étrangères [5 mars] (t. 8, p. 190). — MM. Chesnelong, de Rémusat, *Ministre des Affaires étrangères* (*ibid.*).

61 — *Publication des documents diplomatiques relatifs aux négociations avec l'Angleterre, au sujet du traité de commerce dénoncé par le Gouvernement français.* — Question adressée à ce sujet, par M. Johnston, au Ministre des Affaires étrangères [18 mars] (t. 8, p. 402). — Sont entendus : MM. Johnston, de Rémusat, *Ministre des Affaires étrangères* (p. 402).

62 — *Publication des nominations des percepteurs et des receveurs des finances.* — Observations adressées, à ce sujet, par M. de Ravinel, au Ministre des Finances [22 mars] (t. 8, p. 482). — Sont entendus : MM. de Ravinel, de Goulard, *Ministre des Finances* (p. 482).

63 — *Mesures à prendre pour faire cesser la contrebande sur les tabacs dans la région de l'Est.* — Question adressée à ce sujet, par M. de Ravinel, au Ministre des Finances [30 mars] (t. 8, p. 665). — Sont entendus : MM. de Ravinel (p. 665, 666); de Goulard, *Ministre des Finances* (p. 666).

64 — *Arrestations et visites domiciliaires opérées à Lyon.* — Question adressée à ce sujet, par M. Édouard Millaud, au Ministre de l'Intérieur [27 avril] (t. 11, p. 96). — Sont entendus : MM. Édouard Millaud (p. 96, 97); Victor Lefranc, *Ministre de l'Intérieur* (p. 97).

65 — *Situation des Alsaciens-Lorrains qui optent pour la nationalité française, en exécution du traité avec l'Allemagne.* — Question adressée à ce sujet, par M. Scheurer-Kestner, au Ministre des Affaires étrangères [30 avril 1872] (t. 11, p. 139). — Sont entendus : MM. Scheurer-Kestner (p. 139); de Rémusat, *Ministre des Affaires étrangères* (p. 140); Lefébure (p. 141).

66 — *Retard apporté au payement des indemnités dues aux propriétaires d'animaux abattus pour cause de typhus contagieux.* — Question adressée à ce sujet, par M. Baucarne-Leroux, au Ministre de l'Agriculture et du Commerce [30 avril] (t. 11, p. 141). — Sont entendus : MM. Baucarne-Leroux (p. 141); Teisserenc de Bort, *Ministre de l'Agriculture et du Commerce* (p. 141, 143); des Rotours (p. 142).

67 — *Vente à Toulon du journal italien* la Rana, *dont l'entrée est interdite en France.*— Question adressée à ce sujet au Garde des Sceaux, par M. de Belcastel [4 mai] (t. 11, p. 223). — Sont entendus : MM. de Belcastel (p. 223, 224); Dufaure, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice* (p. 224).

68 — *Paroles attribuées par les journaux à M. Andrieux, procureur de la République à Lyon, au sujet du matérialisme et de l'athéisme.* — Question adressée à ce sujet par M. Paris (du Pas-de-Calais) au Garde des Sceaux [30 mai] (t. 12, p. 57). — Sont entendus : MM. Paris (p. 57, 58); Dufaure, *Garde des Sceaux* (p. 57).

69 — *Reconstitution des registres de la Caisse des retraites pour la vieillesse.* — Question adressée à ce sujet par M. de Clercq au Ministre de l'Agriculture et du Commerce [3 août] (t. 13, p. 568). — Sont entendus : MM. de Clercq, Teisserenc de Bort, *Ministre de l'Agriculture et du Commerce* (p. 568).

70 — *Récompenses à accorder aux employés de la Banque de France qui l'ont défendue sous la Commune de Paris.*— Observations adressées à ce sujet au Ministre des Finances par M. Louis de Saint-Pierre [3 août] (t. 13, p. 591). — Sont entendus : MM. Louis de Saint-Pierre, de Goulard, *Ministre des Finances* (*ibid.*).

71 — *Transports par voies ferrées dans les départements méridionaux.* — Question adressée à ce sujet, par M. Destremx, au Ministre des Travaux publics [16 novembre 1872] (t. 14, p. 59). — Sont entendus : MM. Destremx (p. 59); Teisserenc de Bort, *Ministre des Travaux publics* (p. 59, 60, 61); de Grasset (p. 60).

72 — *Retard apporté à l'examen de la demande d'autorisation de publication du journal* L'Assemblée nationale. — Question adressée à ce sujet par M. Fresneau au Ministre de l'Intérieur [18 novembre] (t. 14, p. 81). — Sont entendus : MM. Fresneau (p. 81, 82); Victor Lefranc, *Ministre de l'Intérieur* (p. 82); Prax-Paris (p. 82).

73 — *Troubles de Nantes.* — Question adressée à ce sujet, par M. Brisson, au Ministre de l'Intérieur [19 décembre] (t. 14, p. 695). — Sont entendus : MM. Brisson (p. 696); de Goulard, *Ministre de l'Intérieur* (p. 696).

74 — *Volontariat d'un an.* — Question adressée par M. Brice, à ce sujet, au Ministre de la Guerre [10 janvier 1873] (t. 15, p. 75). — Sont entendus : MM. Brice (p. 75, 76); le général de Cissey, *Ministre de la Guerre* (p. 76).

75 — *Démission de l'ambassadeur français à Rome, auprès du Saint-Siége.* — Discussion de l'interpellation adressée à ce sujet au Ministre des Affaires étrangères, par MM. de Belcastel, d'Aboville et autres, et convertie en question, d'accord avec le Gouvernement [15 janvier] (t. 15, p. 150). — Sont entendus : MM. de Belcastel (p. 150); Dufaure, *Ministre de la Justice, Vice-Président du Conseil* (p. 151); Chesnelong (p. 152).

76 — *Chemins de fer de l'Est.* — Question adressée par M. Raudot, au sujet de ces chemins de fer, au Ministre des Travaux publics [15 janvier] (t. 15, p. 164). — Sont entendus : MM. Raudot (p. 164, 166); Langlois (p. 165); Arago (p. 165); de Fourtou, *Ministre des Travaux publics* (p. 165, 166); Buffet (p. 165, 166).

77 — *Recomposition du tableau des propriétés de l'État.* — Question adressée à ce sujet, par M. de Saisy, au Ministre des Finances [27 janvier 1873] (t. 15, p. 391). — Sont entendus : MM. de Saisy (p. 391); Léon Say, *Ministre des Finances* (p. 394).

78 — *Conséquences de la décision de l'Assemblée relative à la proposition sur les Comptes-rendus de ses séances, en ce qui concerne le* Journal officiel. — Question adressée à ce sujet, par M. Raoul Duval au Ministre de l'Intérieur [15 février] (t. 16, p. 64). — Sont entendus : MM. Raoul Duval (p. 64, 65); de Goulard, *Ministre de l'Intérieur* (p. 64).

79 — *Examen du projet de loi relatif à l'indemnité des 140 millions à allouer à la ville de Paris par suite de la guerre de 1870 et de l'insurrection de 1871.* — Question adressée à ce sujet, par M. Denormandie, au Président de la Commission du Budget [22 février] (t. 16, p. 184). — Sont entendus : MM. de Denormandie (p. 184); Vitet, *Président de la Commission du Budget* (p. 185).

80 — *Suppression du journal* L'Assemblée nationale. — *Interdiction de la vente sur la voie publique de* l'Espérance nationale *et de* Paris-Journal. — Question adressée à ce sujet au Ministre de l'Intérieur par M. le marquis de Castellane [15 mars] (t. 16, p. 487). — Sont entendus : MM. de Castellane (p. 487, 488, 491); de Goulard, *Ministre de l'Intérieur* (p. 489, 490, 471); Grévy, *Président* (p. 490); Gambetta (p. 491). — Dépôt d'une interpellation sur le même objet, par MM. le marquis de Castellane, le vicomte d'Haussonville, Raoul Duval et autres, voy. INTERPELLATIONS, n° 42.

81 — *Communication des pièces relatives aux négociations diplomatiques concernant le canal de Suez.* — Question adressée à ce sujet par M. Cézanne au Ministre des Affaires étrangères [1er avril] (t. 17, p. 203). — Sont entendus : MM. Cézanne (p. 203); de Rémusat, *Ministre des Affaires étrangères* (p. 204).

82 — *Affichage du discours prononcé par M. le Vice-Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, dans la séance du 3 juillet* 1873. — Question adressée à ce sujet au Ministre de l'Intérieur, par M. Édouard Millaud [11 juillet 1873] (t. 19, p.

430).— Sont entendus: MM. Édouard Millaud (p. 436, 437); Beulé, *Ministre de l'Intérieur* (p. 436). = Incident introduit à l'occasion de la lecture du procès-verbal de cette séance, par M. Raoul Duval, sur la question du droit des représentants de faire imprimer et distribuer leurs discours à l'Assemblée nationale [12 juillet] (p. 433). — Sont entendus : MM. Raoul Duval (p. 433); Bertauld, Beulé, *Ministre de l'Intérieur* (p. 434).

83 — *Publication des documents diplomatiques désignés sous le nom de* « Livre jaune ». — Question adressée par M. Pelletan au Ministre des Affaires étrangères, tendant à la reprise de la publication et de la distribution à l'Assemblée de ces documents [23 juillet] (t. 19, p. 344). — Sont entendus : MM. Pelletan (p. 344); le duc de Broglie, *Vice-Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères* (p. 345).

84 — *Exécution de la loi du 27 novembre 1872, relative au supplément de pension accordé aux anciens militaires mutilés ou infirmes; retard apporté à la liquidation des pensions militaires.* — Question adressée à ce sujet par M. Hervé de Saisy au Ministre de la Guerre [23 juillet] (t. 19, p. 346). — Sont entendus : MM. Hervé de Saisy (p. 346, 347); le général du Barail, *Ministre de la Guerre* (p. 346, 347, 348).

85 — *Situation des volontaires d'un an engagés en 1873.* — Question adressée par M. Haëntjens au Ministre de la Guerre [23 juillet] (t. 19, p. 441). — Sont entendus : MM. Haëntjens (p. 341); le général du Barail, *Ministre de la Guerre* (p. 441, 442); Albert Desjardins (p. 442).

86 — *Règlements internationaux destinés à prévenir les accidents provenant en mer de la rencontre des bâtiments.* — Question adressée à ce sujet par M. Limpérani au Ministre de la Marine [3 décembre] (t. 28, p. 77). — Sont entendus : MM. Limpérani (p. 77); l'amiral de Dompierre d'Hornoy, *Ministre de la Marine* (p. 78); l'amiral Jaurès (*ibid.*).

87 — *Situation du département des Bouches-du-Rhône, sous le rapport de l'état de siége.* — Question adressée à ce sujet par M. Lockroy aux Ministres de l'Intérieur et de la Justice [5 décembre 1873] (t. 28, p. 113). — Sont entendus : MM. Lockroy (p. 113); Depeyre, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice* (p. 115).

88 — *Convention transactionnelle conclue entre le Gouvernement et l'ancienne liste civile impériale.* — Question adressée à ce sujet au Gouvernement par M. Fourcand [22 décembre] (t. 28, p. 478). — Sont entendus : MM. Fourcand, Deseilligny, *Ministre de l'Agriculture et du Commerce* (p. 478).

89 — *Franchises du pays de Gex.* — Question adressée par M. Lucien Brun au Ministre des Finances au sujet de l'observation de ces franchises [30 décembre] (t. 28, p. 640). — Sont entendus : MM. Lucien Brun, Lefébure, *Sous-Secrétaire d'État des Finances* (*ibid.*).

90 — *Concessions de nouvelles lignes de chemins de fer.* — Question adressée par M. Francisque Rive au Ministre des Travaux publics, au sujet des promesses faites de ces concessions, notamment dans le département de l'Ain [29 janvier 1874] (t. 29, p. 365). — Sont entendus : MM. Francisque Rive (p. 365); le baron de Larcy, *Ministre des Travaux publics;* Cézanne (p. 367).

91 — *Intentions du Gouvernement au sujet de la présentation d'un projet de loi sur le régime de la presse.* — Question adressée à ce sujet par M. de Belcastel au Garde des Sceaux [10 mars] (t. 30, p. 291). — Sont entendus : MM. de Belcastel (p. 291); Depeyre, *Garde des Sceaux* (p. 292).

92 — *Suspension du Conseil municipal de Villefranche (Rhône).* — Question adressée à ce sujet par M. Guyot au Ministre de l'Intérieur [24 mars] (t. 30, p. 574). — Incident relatif à la procédure parlementaire des questions (p. 577). — Sont entendus : MM. Guyot (p. 574); Baragnon, *Sous-Secrétaire d'État de l'Intérieur* (p. 575); Buffet, *Président de l'Assemblée* (p. 577).

93 — *Exécution de la loi relative à la fusion du service postal et du service télégraphique.* — Question adressée à ce sujet par M. Charles Rolland aux Ministres des Finances et de l'Intérieur [28 mars] (t. 30, p.

709). — Sont entendus : MM. Charles Rolland (p. 709); Lefébure, *Sous-Secrétaire d'État des Finances* (p. 710).

94 — *Comité central de l'Appel au peuple.* — Question adressée par M. Cyprien Girerd aux Ministres de l'Intérieur et de la Justice, au sujet d'un document qui serait émané de ce Comité, concernant la dernière élection de la Nièvre [9 juin 1874] (t. 32, p. 75). — Sont entendus : MM. Cyprien Girerd (p. 75); Tailhand, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice* (p. 76). = Incident relatif à l'intervention de M. Rouher dans ce débat (p. 76). — Observations de MM. Buffet, *Président de l'Assemblée* (p. 76, 77); Gambetta (p. 76); Rouher (p. 77). — L'Assemblée autorise une interpellation sur le même sujet, et décide qu'elle aura lieu immédiatement (*ibid.*). = Discussion de l'interpellation (p. 77 et suiv.). — Sont entendus : MM. Rouher (p. 77, 78, 80); de Fourtou, *Ministre de l'Intérieur ;* Gambetta (p. 78, 79); le général de Cissey, *Vice-Président du Conseil, Ministre de la Guerre* (p. 79). — Clôture de l'incident (p. 80).

95 — *Faits survenus à Paris à la gare du chemin de fer de Versailles, dite de Saint-Lazare ; arrestation momentanée d'un Représentant.* — Question adressée à ce sujet, par M. Baze, au Ministre de l'Intérieur [11 juin] (t. 32, p. 127). — Sont entendus : MM. Baze (p. 127); de Fourtou, *Ministre de l'Intérieur* (*ibid.*). = Débat incident relatif à l'interprétation du Règlement en ce qui concerne l'usage des questions (p. 128). — Sont entendus sur cet incident : MM. Lepère (p. 128); Buffet, *Président* (*ibid.*); Pelletan (p. 129). — Clôture de l'incident (p. 130).

96 — *Appel de la deuxième partie du contingent de 1872.* — Question adressée au sujet de l'époque de cet appel, par M. Houssard, au Ministre de la Guerre [13 juin] (t. 32, p. 163, 164); Grivart, *Ministre de l'Agriculture et du Commerce* (p. 164).

97 — *Livraison au Gouvernement espagnol des forçats de Carthagène réfugiés à Oran, et des marchandises pillées par eux.* — Question adressée à ce sujet par M. le vicomte d'Aboville au Ministre des Affaires étrangères [15 juin] (t. 32, p. 189). — Sont entendus : MM. d'Aboville (p. 189); le duc Decazes, *Ministre des Affaires étrangères* (p. 189, 190).

98 — *Suspension du journal* L'Union. — Question adressée à ce sujet au Gouvernement par M. Lucien Brun [4 juillet] (t. 32, p. 595). — Sont entendus : MM. Lucien Brun (p. 595, 596); de Fourtou, *Ministre de l'Intérieur* (p. 595).

99 — *Situation faite par les Capitulations aux Français résidant en Égypte.* — Question adressée à ce sujet par M. Pascal Duprat au Ministre des Affaires étrangères [16 juillet] (t. 33, p. 157). — Sont entendus : MM. Pascal Duprat (p. 157); le duc Decazes, *Ministre des Affaires étrangères* (p. 158).

100 — *État de siége du département des Pyrénées-Orientales.* — Question de M. Pierre Lefranc à M. le Vice-Président du Conseil, Ministre de la Guerre, au sujet de l'existence de cet état de siége [4 août] (t. 34, p. 156). — Sont entendus : MM. Pierre Lefranc (p. 156 à 158); le général de Cissey, *Vice-Président du Conseil, Ministre de la Guerre* (p. 158).

101 — *Règlementation de l'exercice des raffineries. — État des négociations ouvertes avec les puissances étrangères pour le renouvellement de la convention de 1864 avec l'Angleterre, la Belgique et la Hollande, relative au régime des sucres.* — Question adressée à ce sujet par M. Paris (Pas-de-Calais) au Ministre de l'Agriculture et du Commerce [3 août] (t. 34, p. 164). — Sont entendus : MM. Paris (p. 164, 165); Grivart, *Ministre de l'Agriculture et du Commerce* (p. 164).

102 — *Présentation d'un projet de loi relatif à la construction de lignes nouvelles de chemins de fer par la Compagnie de Paris-Lyon-Méditerranée.* — Question adressée à ce sujet par M. Francisque Rive au Ministre des Travaux publics [5 août] (t. 34, p. 252). — Sont entendus : MM. Rive (p. 252, 253); Caillaux, *Ministre des Travaux publics* (p. 252).

103 — *Suspension du Conseil municipal de Marseille.* — Question adressée à ce sujet

par M. Maurice Rouvier au Ministre de l'Intérieur [26 janvier 1875] (t. 36, p. 285). — Sont entendus : MM. Rouvier (p. 285 à 288); Cornélis de Witt, *Sous-Secrétaire d'État de l'Intérieur* (p. 288 à 290).

104 — *Exécution de la loi du 21 mars 1874, qui a établi l'exercice dans les raffineries de sucre à partir du 1er juillet 1875.* — Question adressée à ce sujet au Ministre des Finances par M. Fouquet [18 mars] (t. 37, p. 304). — Sont entendus : MM. Fouquet, Léon Say, *Ministre des Finances* (*ibid.*).

105 — *Modifications dont serait susceptible la loi de 1867 relative aux Sociétés anonymes.* — Question adressée à ce sujet par M. Flotard au Ministre de l'Agriculture et du Commerce [19 mars] (p. 322). — Sont entendus : MM. Flotard (p. 322); le vicomte de Meaux, *Ministre de l'Agriculture et du Commerce* (p. 323).

106 — *Urgence de la discussion du projet de loi relatif aux nouvelles lignes de chemins de fer concédées à la compagnie de Paris-Lyon-Méditerranée.* — Question adressée à ce sujet par M. Paul Cottin au Ministre des Travaux publics [19 mars] (t. 37, p. 327). — Sont entendus : MM. Caillaux, *Ministre des Travaux publics;* Cézanne, *rapporteur;* Paul Cottin (p. 328).

107 — *Actes arbitraires imputés au commandant du poste de Bakel, au Sénégal.* — Question adressée à ce sujet au Ministre de la Marine et des Colonies par M. Lafon de Fongaufier [15 mai] (t. 38, p. 72). — Sont entendus : MM. Lafon de Fongaufier, l'amiral de Montaignac, *Ministre de la Marine et des Colonies* (p. 73). = Nouvelle réponse de M. le Ministre de la Marine au sujet des faits relatés dans la question ci-dessus mentionnée [11 juin] (p. 500). — Sont entendus : MM. l'amiral de Montaignac, *Ministre de la Marine et des Colonies* (p. 500); Lafon de Fongaufier (p. 501).

108 — *État du projet de loi annoncé sur les pensions civiles.* — Question adressée à ce sujet au Ministre des Finances par M. Courcelle [18 mai] (t. 38, p. 88). — Sont entendus : MM. Courcelle, Léon Say, *Ministre des Finances* (*ibid.*).

109 — *Soustraction, au Ministère de la Justice, de trois dépêches confidentielles adressées à M. Tailhand, alors Garde des Sceaux, par le Procureur général près la Cour de Rennes, lors de l'élection de M. l'amiral de Kerjégu dans le département des Côtes-du-Nord.* — Question adressée à ce sujet au Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, par M. le vicomte de Lorgeril [18 juin 1874] (t. 39, p. 13). — Sont entendus : MM. le vicomte de Lorgeril (*ibid.*), rectification (p. 22); Dufaure, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice* (p. 14); Horace de Choiseul (*ibid.*); Tailhand, *ancien Garde des Sceaux* (*ibid.*).

110 — *Dégrèvement de l'impôt foncier en faveur des départements inondés.* — Question sur les mesures prises à ce sujet, adressée au Ministre des Finances par M. Léopold Faye [1er juillet] (t. 39, p. 306). — Sont entendus : MM. Léopold Faye, Léon Say, *Ministre des Finances* (p. 306, 307).

111 — *Convocation des électeurs de la Nièvre, par suite de l'annulation de l'élection de M. le baron de Bourgoing.* — Question adressée à ce sujet au Ministre de l'Intérieur par M. Rouher [13 juillet] (t. 40, p. 30). — Sont entendus : MM. Rouher (p. 30); Buffet, *Ministre de l'Intérieur, Vice-Président du Conseil* (p. 30, 31).

112 — *Réclamations des Français établis aux États-Unis, dont les propriétés ont eu à souffrir de la guerre de sécession.* — Question adressée à ce sujet au Ministre des Affaires étrangères par M. Raoul Duval [29 juillet] (t. 41, p. 210). — Sont entendus: MM. Raoul Duval (*ibid.*); le duc Decazes, *Ministre des Affaires étrangères* (p. 211).

113 — *Intentions du Gouvernement à l'égard du projet de loi annoncé sur la presse.* — Question adressée à ce sujet par M. le marquis de Franclieu au Garde des Sceaux, Ministre de la Justice [6 novembre] (t. 42, p. 20). — Sont entendus : MM. de Franclieu (*ibid.*); Dufaure, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice* (p. 21). = Nouvelle question de M. Eugène Pelletan à ce sujet [12 novembre] (t. 42, p. 145). — Sont entendus:

MM. Pelletan (*ibid.*); Dufaure, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice* (p. 146).

114 — ***Mesures à prendre pour prévenir le retour des inondations dans le bassin de la Garonne.*** — Question adressée à ce sujet par M. le colonel comte Octave de Bastard au Ministre des Travaux publics [16 novembre 1875] (t. 42, p. 223). — Sont entendus : MM. le comte de Bastard (p. 223, 224); Caillaux, *Ministre des Travaux publics* (p. 224).

115 — ***Interprétation du paragraphe 2, de l'article 6 de la loi organique sur les élections des Sénateurs, qui donne à tout électeur la faculté de prendre communication et copie soit à la Préfecture, soit dans les Sous-Préfectures, des listes par commune des Conseillers municipaux du département ou de l'arrondissement.*** — Question adressée à ce sujet par M. Lepère au Ministre de l'Intérieur [1er décembre] (t. 43, p. 12). — Sont entendus: MM. Lepère (*ibid.*); Buffet, *Vice-Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur* (p. 15).

116 — ***Chauffage des voitures de toute classe des chemins de fer.*** — Question sur l'état des études entreprises à ce sujet, adressée au Ministre des Travaux publics par M. Schœlcher [31 décembre 1875] (t. 44, p. 347). — Sont entendus : MM. Schœlcher (*ibid.*); Caillaux, *Ministre des Travaux publics* (p. 348).

Voy. PRÉCÉDENTS, IIe section, § V, nos 5 à 8.

## QUITTANCES.

Dispositions relatives à l'établissement d'un droit de timbre de dix centimes sur les quittances, voy. BUDGET GÉNÉRAL DE L'ÉTAT, § I, *Exercice 1871*, n° 4.

Voy. FACTURES.

## QUORUM.

Dispositions réglementaires relatives à la majorité nécessaire pour la validité des votes, voy. PRÉCÉDENTS, IIe section, § III, nos 8, 9 et 10. — RÈGLEMENT, § II, 5°, nos 8 et 9 ; et § III, nos 3 et 5.

# R

**RAFFINERIES DE SUCRES**, voy. SUCRES.

**RAPHAËL** (FRESQUES DE).

Projet de loi de crédit applicable à l'acquisition d'une de ces fresques, dite de *La Magliana*, voy. CRÉDITS, § IX, *Instruction publique*, n° 9.

**RAVITAILLEMENT DE PARIS**, voy. CRÉDITS, § X, n° 2. — MARCHÉS, n°s 6, 27, 34.

**REBOISEMENT DES MONTAGNES.**

**Exposé des motifs et texte de la proposition de M. Chevandier, tendant à modifier la loi du 28 juillet 1860 sur le reboisement et celle du 4 juin 1864 sur le gazonnement [21 décembre 1874]** (I., n° 2783; A., t. 35, an., p. 319; J. O. de 1875, p. 450, 478) (1).

**RECEVEURS PARTICULIERS.**

1 — **Proposition de M. de Saisy, tendant à supprimer les emplois de receveurs particuliers, etc., voy.** DÉPUTÉS A L'ASSEMBLÉE NATIONALE, n° 3.

2 — **Interpellations relatives à des nominations irrégulières dans le personnel des Finances, voy.** INTERPELLATIONS, n° 45.

3 — **Amendement tendant à remettre en vigueur les ordonnances de 1839, le décret de 1865 et l'arrêté du 20 juillet 1871, relatifs à la nomination des trésoriers-payeurs** généraux, percepteurs et receveurs particuliers, voy. BUDGET GÉNÉRAL DE L'ÉTAT, § IV, *Exercice 1874*, n° 5.

**RÉCOMPENSES HONORIFIQUES**, voy. LÉGION D'HONNEUR. — MÉDAILLE MILITAIRE. — MÉDAILLES D'HONNEUR.

**RÉCOMPENSES NATIONALES**, voy. PENSIONS NATIONALES.

**RECRUTEMENT**, voy. ARMÉE, § II.

**REDOUTE DES HAUTES-BRUYÈRES.**

Projet de loi relatif au classement de cette redoute, voy. FORTIFICATIONS, § II, n° 4.

**RÉFORME ADMINISTRATIVE ET FINANCIÈRE**, voy. FINANCES. — SERVICES ADMINISTRATIFS.

**RÉFORME JUDICIAIRE**, voy. ÉGYPTE (GOUVERNEMENT DE L'), n°s 4 et 5. — MAGISTRATURE.

**RÉGIME DES EAUX**, voy. AGRICULTURE, § III, n°s 4 et 5. — INONDATIONS.

**RÉGIME ÉCONOMIQUE DE LA FRANCE**, voy. ENQUÊTES PARLEMENTAIRES, III° section, § II. — MATIÈRES PREMIÈRES. — TRAITÉS, § II.

**RÉGIME FORESTIER**, voy. CODE FORESTIER. — RÉUNION (ILE DE LA).

**REGISTRES HYPOTHÉCAIRES**, voy. HYPOTHÈQUES.

(1) Il n'a pas été fait de rapport sur cette proposition.

# RÈGLEMENT DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE.

§ I. Dispositions générales.
§ II. Modifications proposées aux Chapitres du Règlement.
§ III. Application du Règlement.

## § I. — *Dispositions générales.*

1 — Proposition présentée par M. Cochery, tendant à l'application provisoire du Règlement qui a régi les délibérations des Assemblées nationales de 1848 à 1851 [13 février 1871] (A., t. 1, p. 6; M. B., p. 2). — Observations de MM. le comte Benoist-d'Azy, *Président d'âge*, Pierre Lefranc (p. 7). — L'Assemblée décide que le Règlement de 1849 sera provisoirement appliqué (*ibid.*).

2 — Exposé des motifs et texte de la proposition de M. de Tillancourt, ayant pour objet de réviser dans son ensemble le Règlement de l'Assemblée nationale [19 juin 1871] (I., n° 335; A., t. 3, p. 511; J. O., p. 1598) (1).

3 — Texte de la proposition de M. Dahirel, tendant à la nomination d'une Commission du Règlement [17 juin 1872] (I., n° 1229; A., t. 12, an., p. 47; J. O., p. 4328). — Rapport sommaire, par M. Audren de Kerdrel [26 juillet 1873] (I., n° 1967; A., t. 19, an., p. 235; J. O., p. 5895) (2).

4 — Exposé des motifs et texte de la proposition de M. Marcel Barthe, tendant à introduire dans le Règlement une disposition nouvelle, ayant pour objet l'institution dans le sein de l'Assemblée nationale d'une section de contrôle, chargée de réviser les lois votées [25 juillet 1872] (I., n° 1358; A., t. 13, an., p. 236; J. O., p. 5668). — Renvoi à la Commission des Pouvoirs publics, sur le rapport verbal de M. Kolb-Bernard [20 décembre 1872] (A., t. 14, p. 702) (3).

## § II. — *Modifications proposées aux Chapitres du Règlement.*

### 1° Vérification des pouvoirs.

Texte de la proposition de MM. de Janzé, Villain et autres, tendant à faire déposer sur le Bureau de l'Assemblée, imprimer et distribuer les rapports sur les élections partielles [1er mars 1872] (I., n° 946; A., t. 8, p. 132, et an., p. 29; J. O., p. 1686). — Rapport sommaire, par M. Eugène Tallon [29 mars] (I., n° 1067; A., t. 10, an., p. 53; J. O., p. 2704). — Discussion sur la prise en considération [26 avril] (A., t. 11, p. 69). — Sont entendus : MM. le baron de Janzé (p. 69, 72); Eugène Tallon, *rapporteur* (p. 71). — Adoption des conclusions de la Commission d'initiative tendant au rejet de la proposition (p. 72).

### 2° Bureau de l'Assemblée et Commissions (Mode de nomination).

1 — Exposé des motifs et texte de la proposition de M. Pernolet, tendant à modifier le Chapitre II, relatif à l'élection du Bureau de l'Assemblée [17 février 1874] (I., n° 2203; A., t. 29, an., p. 278; J. O., p. 1396). — Commission et rapport, voy. ci-après, n° 5.

2 — Exposé des motifs et texte de la proposition de M. Pernolet, relative à l'élection des membres des Commissions que l'Assemblée nomme en séance publique, sans le concours des bureaux [2 décembre 1873] (I., n° 2066; A., t. 28, an., p. 99; J. O. de 1874, p. 48). — Commission et rapport, voy. ci-après, n° 5.

3 — Exposé des motifs et texte de la proposition de M. Grange, ayant pour objet la nomination des Commissions au scrutin de liste [3 décembre 1873] (I., n° 2067; A., t. 28, an., p. 101; J. O., p. 7599). — Rapport et Commission, voy. ci-après, n° 5.

4 — Exposé des motifs et texte de la proposition de M. de Tillancourt, tendant à modifier l'article 14 du Règlement en ce qui concerne le mode de nomination des Commissions [4 décembre 1873] (I., n° 2075; A., t. 28, p. 84, an., p. 111; J. O., p. 7824). — L'urgence, demandée par M. de Tillancourt, n'est pas déclarée (t. 28, p. 85). — Commission et rapport, voir ci-après, n° 5.

5 — Texte de la proposition de M. Pernolet, tendant à modifier les Chapitres II et III du Règlement, relativement au mode de

(1) Cette proposition a été retirée.
(2) Cette proposition n'a pas été discutée.
(3) Il n'a pas été fait de rapport sur cette proposition.

(I., n° 836 ; A., t. 7, an., p. 71 ; J. O., p. 929). — Discussion [15 février]. — Sont entendus : MM. Sansas (p. 584) ; Dahirel, *rapporteur* (p. 585). — Rejet de la prise en considération (p. 586).

6 — Exposé des motifs et texte de la proposition de M. le marquis de La Rochejaquelein, tendant à modifier l'article 23, en faisant nommer la Commission du Budget au scrutin de liste [18 décembre 1872] (I., n° 1503 ; A., t. 14, an., p. 158 ; J. O. de 1873, p. 71). — Rapport sommaire, par M. Pajot [31 janvier 1873] (I., n° 1583 ; A., t. 15, an., p. 208 ; J. O., p. 1082) (1).

7 — Exposé des motifs et texte de la proposition de M. Margaine, tendant à modifier l'article 26, en ce qui concerne les projets de lois de crédits renvoyés à la Commission de Finances [8 mars 1873] (I., n° 964 ; A., t. 8, an., p. 60 ; J. O., p. 1980). — Rapport sommaire, par M. Faye [6 mai] (I., n° 1414 ; A., t. 11, an., p. 77 ; J. O., p. 3414). — Rejet, sans discussion, de la prise en considération [8 juillet 1873] (A., t. 19, p. 24).

### 4° Tenue des Séances.

1 — Texte de la proposition présentée, avec demande d'urgence, par M. de Tillancourt, tendant à ajouter au Règlement une disposition ayant pour objet de faire constater le nombre des membres présents à la séance publique [25 janvier 1873] (I., n° 1571 ; A., t. 15, an., p. 191 ; J. O., p. 708). — Est entendu sur l'urgence : M. de Tillancourt (A., t. 15, p. 333). — L'urgence n'est pas déclarée (p. 334) (2).

2 — Exposé des motifs et texte de la proposition de M. Brunet sur le Règlement de la question préalable [22 avril 1871] (I., n° 163 ; A., t. 2, p. 702 ; J. O., p. 776). — Rapport sommaire, par M. le comte de Rességuier [11 mai] (I., n° 222 ; A., t. 2, p. 920 ; J. O., p. 1100). — Discussion [20 mai] (t. 3, p. 89). — Sont entendus : MM. Jean Brunet (p. 89 à 93) ; de Rességuier, *rapporteur* (p. 90). — Rejet de la prise en considération (p. 93).

(1) Cette proposition n'a pas été discutée.
(2) Il n'a pas été donné suite à cette proposition.

### 5° Votations.

1 — Texte de la proposition de MM. d'Aboville et autres, tendant à modifier l'article 49 du Règlement, pour déterminer le mode de votation pas assis et levé en cas de seconde épreuve [23 juillet 1875] (I., n° 3256 ; A., t. 41, p. 59, et an., p. 64 ; J. O., p. 6231). — Demande d'urgence, par M. d'Aboville (A., t. 41, p. 59) : rejet (p. 60) (1).

2 — Exposé des motifs et texte de la proposition de MM. de Kerdrel, Jourdan et autres, tendant à modifier l'article 51, en ce qui concerne les demandes de scrutin public [19 mars 1872] (I., n° 1006 ; A., t. 8, p. 412, et an., p. 187 ; J. O., p. 2303). — Rapport sommaire, par M. Max Richard [1er juin 1872] (I., n° 1194 ; A., t. 11, an., p. 262 ; J. O., p. 3976). — Prise en considération sans discussion [3 juillet 1873] (A., t. 19, p. 24). — Commission (F., n° 498 ; J. O. de 1873, p. 4481) (1).

3 — Exposé des motifs et texte de la proposition de M. Moreau, ayant pour objet de modifier l'article 51 (*Bulletins de vote*) [25 juillet 1871] (I., n° 418 ; A., t. 4, an., p. 103 ; J. O., p. 2318 (2).

4 — Exposé des motifs et texte de la proposition de MM. Tirard et de Pressensé, tendant à modifier le dernier paragraphe de l'article 54 en ce qui concerne le scrutin public à la tribune [12 janvier 1874] (I., n° 2161 ; A., t. 29, an., p. 46 ; J. O., p. 448). — Demande d'urgence, par M. Tirard [13 janvier] (A., t. 29, p. 53). — Sont entendus : MM. Tirard, de Dampierre, de Tillancourt (p. 54). — Rejet, au scrutin public, après deux épreuves douteuses, de la demande d'urgence (*ibid.*) ; liste des votants (p. 79). — Rapport sommaire, par M. le général Robert [30 janvier] (I., n° 2192 ; A., t. 29, an., p. 196 ; J. O., p. 1121) (3).

5 — Texte de la proposition de M. Fresneau, tendant à modifier les articles 55, 79 et 80 (*Scrutin secret — Interpellations*) [16

(1) Il n'a pas été fait de rapport sur cette proposition.
(2) Cette proposition a été retirée le 9 août 1871.
(3) Cette proposition n'a pas été discutée.

janvier 1874] (I., n° 2170; A., t. 29, p. 121, et an., p. 71; J. O., p. 612). — Exposé des motifs et demande d'urgence, par M. Fresneau (p. 121). — Sont entendus : MM. Fresneau (p. 121 à 123); Dahirel (p. 122); Ganivet, Villain (p. 123). — L'urgence n'est pas déclarée (p. 123). — Rapports sommaires : 1° par M. Bottieau (*articles 79 et 80*) [28 février] (I., n° 2242; A., t. 30, an., p. 13; J. O., p. 1759); 2° par M. le général Robert (*article 55*) [28 février] (I., n° 2243; A., t. 30, an., p. 13; J. O., p. 1261) (1).

6 — Exposé des motifs et texte de la proposition de M. le baron de Vinols, tendant à modifier l'article 56, en exigeant l'appel nominal en cas de scrutin secret [4 juillet 1874] (I., n° 2516; A., t. 32, an., p. 364; J. O., p. 4959) (2).

7 — Texte de la proposition de M. Alfred Naquet, tendant à ajouter à l'article 58 deux dispositions relatives au scrutin public à la tribune, et au scrutin public [3 juillet 1874] (I., n° 2513; A., t. 32, an., p. 362; J. O., p. 4663) (2).

8 — Texte de la proposition de MM. de La Rochejaquelein, Lestourgie et autres, tendant à modifier l'article 59, relatif à la fixation du *quorum* nécessaire pour la validité des votes [24 juin 1874] (I., n° 347; A., t. 3, p. 643; J. O., p. 1743). — Rapport sommaire, par M. Bérenger [8 juillet] (I., n° 379; A., t. 3, p. 873; J. O., p. 2193). — Prise en considération [22 juillet] (A., t. 4, p. 243). — Commission (F., n° 125; J. O., p. 2333). — Rapport sur le fond, par M. Corne [1er août] (I., n° 445; A., t. 4, an., p. 174; J. O., p. 2868). — *Première délibération* [16 août] (t. 4, p. 650). — L'Assemblée décide sans débats qu'elle passera à la seconde délibération (*ibid.*). = *Deuxième délibération* [12 décembre] (t. 6, p. 89). — Est entendu : M. Corne, *rapporteur* (*ibid.*). — L'Assemblée décide qu'elle passera à la troisième délibération (*ibid.*). = *Troisième délibération* [19 décembre] (p. 476). — Observations de M. Corne, *rapporteur* (p. 477). — Adoption du nouvel article 59 (*ibid.*).

9 — Texte et proposition de M. Combier, tendant à préciser par une disposition additionnelle le sens de l'article 59, relatif au *quorum* [18 juin 1872] (I., n° 1230; A., t. 12, an., p. 47; J. O., p. 4328) (1).

10 — Exposé des motifs et texte de la proposition de M. Clapier, relative à l'interprétation du même article 59 [27 mars 1874] (I., n° 2360; A., t. 30, an., p. 322; J. O., p. 3314). — Rapport sommaire, par M. de Belcastel [4 juin] (I., n° 2423; A., t. 31, an., p. 547; J. O., p. 4048). — Discussion sur la prise en considération [13 juillet] (A., t. 33, p. 101). — Sont entendus : MM. Corne (p. 101); Clapier (p. 103); Jozon (p. 105); de Belcastel, *rapporteur* (p. 106). — Adoption, au scrutin public, de la prise en considération de la proposition [même séance] (p. 107); liste des votants (p. 113). — Renvoi de cette proposition à la Commission saisie de la proposition de M. de Belcastel, ci-après mentionnée (p. 107). — Rapport au nom de cette Commission, par M. de Belcastel, voir le numéro suivant.

11 — Texte de la proposition de M. de Belcastel, tendant à modifier le Règlement, en ce qui concerne le vote des Représentants en congé [17 juin 1874] (I., n° 2482; A., t. 32, an., p. 246; J. O., p. 4150). — Demande de déclaration d'urgence (t. 32, p. 233). — Commission (F., n° 658; J. O., p. 4360). — Rapport, par M. de Belcastel : 1° sur le fond de sa proposition; 2° sur celle de M. Clapier, mentionnée au paragraphe précédent [27 juillet] (I., n° 2611; A., t. 33, an., p. 215; J. O., p. 5834) (2).

### 6° Interpellations.

Texte de la proposition présentée, avec demande d'urgence, par MM. Édouard Millaud, de Lacretelle et autres, tendant à modifier le Règlement, en ce qui concerne les demandes d'interpellations (*article 74*) [23 juillet 1873] (I., n° 1941; A., t. 19, p. 342, et an., p. 204; J. O., p. 5078). — Sont entendus : MM. Édouard Millaud (p. 342, 344); Baragnon (p. 343); Beulé, *Ministre de l'Intérieur* (p. 344). L'urgence n'est pas déclarée (p. 344) (3).

(1) Ces rapports n'ont pas été l'objet de discussion.
(2) Il n'a pas été fait de rapport sur cette proposition.

(1) Cette proposition a été retirée le 26 juin 1873.
(2) Ces propositions n'ont pas été discutées.
(3) Il n'a pas été fait de rapport sur cette proposition.

7° Déclaration d'urgence.

1 — Exposé des motifs et texte de la proposition de MM. Beaussire et Desjardins, tendant à modifier le Chapitre VIII du Règlement relatif à la déclaration d'urgence [20 février 1872] (I., n° 908; A., t. 7, an., p. 192; J. O., p. 1452). — Rapport sommaire, par M. Eugène Tallon [28 mars] (I., n° 1058; A., t. 10, an., p. 47; J. O., p. 2638). — Prise en considération [27 avril] (A., t. 11, p. 96). — Commission (F., n° 269; J. O., p. 2909). — Rapport sur le fond, par M. Tallon [7 juin] (I., n° 1203; A., t. 11, an., p. 283; J. O., p. 4146). — *Première délibération* [26 juin 1873] (A., t. 18, p. 579). — Sont entendus : MM. Maurice Rouvier (p. 579); Eugène Tallon, *rapporteur* (p. 580). — L'Assemblée décide qu'elle passera à la deuxième délibération (p. 581). = *Deuxième délibération* [3 juillet] (A., t. 19, p. 36). — Adoption sans discussion, des nouveaux articles 15, 74, 85 et 89, (p. 36, 37). — L'Assemblée décide qu'elle passera à la troisième délibération (p. 37). = *Troisième délibération* [26 juillet] (p. 472). — Sont entendus : MM. Ulric Perrot (p. 472); Tallon, *rapporteur* (p. 473). — Adoption, sans discussion, des nouveaux articles 84 et 85 et de l'ensemble de la proposition [2 juillet 1873] (p. 474). = Promulgation de cette Résolution [26 août] (J. O., p. 5569).

2 — Texte de la proposition de M. Dahirel ayant pour objet l'observation des articles du Règlement de 1849 relatifs à l'urgence [11 novembre 1872] (I., n° 1413; A., t. 14, an., p. 3; J. O., p. 6948). — Rapport sommaire, par M. Alfred Giraud [27 novembre] (I., n° 1450; A., t. 14, an., p. 69; J. O., p. 7536) (1).

3 — Texte de la proposition de MM. Bompard et Antonin Lefèvre-Pontalis, tendant à ajouter après l'article 87 du Règlement un article relatif aux amendements et articles additionnels proposés dans le cours de la discussion, lorsque l'urgence a été prononcée [13 avril 1871] (I., n° 131; A., t. 2, p. 478; J. O., p. 757). — Rapport sommaire, par M. Antonin Lefèvre-Pontalis [19 avril] (I., n° 153; A., t. 2, p. 626; J. O., p. 790). — Prise en considération [25 avril] (A., t. 2, p. 705). — Commission (F., n° 54; J. O., p. 808). — Rapport sur le fond, par M. Bompard [1er mai] (I., n° 186; A., t. 2, p. 806; J. O., p. 895). = *Première délibération* [5 mai] (p. 833). — L'Assemblée décide, sans débats, qu'elle passera à la deuxième délibération (*ibid.*). = *Deuxième délibération* [10 mai] (p. 889). — Adoption, sans discussion, de l'article additionnel et décision portant que l'Assemblée passera dans le délai réglementaire à la troisième délibération (*ibid.*). = *Troisième délibération* [17 mai 1871] (t. 3, p. 57).— Est entendu : M. Antonin Lefèvre-Pontalis (*ibid.*). — Adoption de l'ensemble de la proposition amendée [même séance] (p. 58).

4 — Texte de la proposition de M. Ganivet tendant à modifier l'article 87 *bis* du Règlement, relatif aux amendements et articles additionnels proposés dans le cours de la discussion [10 décembre 1873] (I., n° 2090; A., t. 28, p. 198, et an., p. 199; J. O., p. 7734). — L'urgence est déclarée (A., t. 28, p. 199) (1).

8° Pétitions.

1 — Exposé des motifs et texte de la proposition de M. Wallon relative à une addition à l'article 95 du Règlement, concernant les pétitions [10 avril 1871] (I., n° 121; A., t. 2, p. 392; J. O., p. 507). — Rapport sommaire, par M. le vicomte de Bonald [15 avril] (I., n° 138; A., t. 2, p. 528; J. O., p. 767). — Prise en considération [21 avril] (A., t. 2, p. 654). — Commission (F., n° 51; J. O., p. 750). — Rapport sur le fond, par M. le vicomte de Bonald [2 mai] (I., n° 190; A., t. 2, p. 814; J. O., p. 859). = *Première délibération* [6 mai] (p. 847). — Sont entendus : MM. de La Rochejaquelein, de Bonald, *rapporteur* (*ibid.*). = *Deuxième délibération* [11 mai] (p. 910). — Sont entendus : MM. de Bonald, *rapporteur* (p. 910, 911); de La Rochejaquelein (p. 910). = *Troisième délibération* [17 mai 1871] (t. 3, p. 58). — Adoption de l'ensemble de la proposition amendée (*ibid.*).

2 — Exposé des motifs et texte de la pr[illegible]

(1) Cette proposition n'a pas été discutée.

(1) Il n'a pas été donné suite à cette propositi[illegible]

position de MM. Eugène Tallon, Henri Fournier et autres, relative à l'exercice du droit de pétition [5 septembre 1871] (I., n° 602; A., t. 5, an., p. 186; J. O. de 1872, p. 3968). — Rapport sommaire, par M. Pajot [26 janvier 1872] (I., n° 846; A., t. 7, an., p. 85; J. O. de 1872, p. 1078). — Prise en considération [14 février] (A., t. 7, p. 570). — Commission (F., n° 225; J. O., p. 1177). — Rapport, par M. Eugène Tallon, sur les propositions : 1° de M. Tallon et autres relative à l'exercice du droit de pétition; 2° de M. Paris, relative à une modification de l'article 95 du Règlement (1); 3° de M. le général Robert, sur le même objet (2) [29 avril 1872] (I., n° 1092; A., t. 11, an., p. 26; J. O., p. 3285, 3337). = *Première délibération* [20 février 1873] (A., t. 16, p. 160). — L'Assemblée décide sans débats qu'elle passera à la seconde délibération (*ibid.*). = *Deuxième délibération* [23 juin] (A., t. 18, p. 496). — Sont entendus : MM. Brisson (p. 496); Eugène Tallon, *rapporteur* (p. 497, 502); Dahirel (p. 500); Charton (p. 501). — L'Assemblée décide qu'elle passera à la troisième délibération [même séance] (p. 502). = *Troisième délibération* [3 juillet] (A., t. 19, p. 30).— Adoption, sans discussion, du projet de Résolution (p. 31). = Promulgation de la Résolution [13 juillet 1873] (J. O., p. 4665).

3 — Texte de la proposition de M. Paris, tendant à modifier l'article 95 du Règlement, relatif aux pétitions [6 janvier 1872] (J., n° 785; A., t. 6, an., p. 305; J. O. de 1872, p. 418). — Renvoi de cette proposition sur le rapport verbal de M. le comte de Melun, à la Commission chargée de l'examen de celle de MM. Tallon, Fournier et autres, ci-dessus mentionnée [17 février] (t. 7, p. 622). — Rapport sur le fond, par M. Eugène Tallon, et discussion, voy. ci-dessus, n° 2.

4 — Texte de la proposition de M. le général Robert, relative à l'article 95 du Règlement concernant les pétitions [11 janvier 1872] (I., n° 794; A., t. 6, an., p. 335; J. O., p. 386). — Renvoi de cette proposition, sur le rapport verbal de M. le comte de Melun, à la Commission chargée de l'examen de celle de MM. Fournier et autres, ci-dessus mentionnée [17 février 1872] (t. 7, p. 622). — Rapport sur le fond, par M. Eugène Tallon et discussion, voy. ci-dessus, n° 2.

5 — Exposé des motifs et texte de la proposition présentée, avec demande d'urgence, par M. Huon de Penanster, tendant à exiger que toute pétition à l'Assemblée nationale soit faite, à peine de nullité, sur papier timbré [14 janvier 1873] (t. 15, p. 124). — M. Huon de Penanster déclare convertir sa proposition en amendement à une proposition analogue (*ibid.*).

#### 9° Dispositions diverses.

Texte de la proposition de M. Destremx ayant pour objet de modifier le décret du 20 mai 1848 et l'article 129 du Règlement, relatifs aux insignes des Représentants [30 juin 1871] (I., n° 362; A., t. 3, p. 702; J. O., p. 1794) (1).

### § III. — *Application du Règlement.*

1 — Observations incidentes, présentées par M. Dahirel, relativement à l'inapplication des dispositions du Règlement de 1849, relatives à la prise en considération des demandes de déclaration d'urgence [11 novembre 1872] (A., t. 14, p. 3). — Sont entendus : MM. Dahirel (p. 3, 4 et 5); J. Grévy, *Président* (*ibid.*).— Clôture de l'incident, par le dépôt d'une proposition de M. Dahirel, sur cette matière (p. 5).

2 — Motion d'ordre introduite par M. Pouyer-Quertier, relativement à la convocation particulière de certains Bureaux, faite par leurs présidents [6 mars 1873] (A., t. 16, p. 324). — Sont entendus : MM. Pouyer-Quertier, l'amiral Jaurès, J. Grévy, *Président de l'Assemblée.*

3 — Motion présentée par M. le général Loysel, relative à une question d'interprétation du Règlement, en ce qui concerne la majorité nécessaire pour la nomination des Commissaires dans les Bureaux au troisième tour de scrutin [22 janvier 1874] (t. 29, p. 248). — Sont entendus : MM. le géné-

(1) Voir cette proposition, ci-après, n° 3.
(2) Voir cette proposition, ci-après, n° 4.

(1) Il n'a pas été donné suite à cette proposition.

ral Loysel (p. 248); Alfred Dupont (p. 248); Bertauld (p. 249, 255); Ganivet (p. 252); de La Rochejaquelein (p. 254); Buffet, *Président* (p. 254, 255, 256); Le Royer (p. 255); Léopold Faye (p. 256); Amat (p. 256). — Adoption d'une Résolution tendant à décider que l'élection du 10e Bureau sera recommencée en suivant les règles indiquées pour le scrutin de ballottage (p. 256).

4 — Propositions tendant à introduire l'usage du vote avec bulletin sous enveloppes, pour les nominations à faire au scrutin secret en séance publique [24 février 1874] (A., t. 30, p. 36). — Sont entendus: MM. Chaper, Cézanne, Buffet, *Président de l'Assemblée*. — L'Assemblée décide qu'il sera procédé dans cette forme à la nomination d'un troisième Questeur (p. 39).

5 — Incident relatif à une question d'interprétation du Règlement, en ce qui concerne l'abstention des signataires d'une demande de scrutin secret de prendre part à ce vote, et la constatation du *quorum* nécessaire pour la validité des votes, dans le cas du scrutin secret [26 mars 1874].— Sont entendus : MM. Clapier (t. 30, p. 632, 633); Buffet, *Président de l'Assemblée* (p. 633); Cyprien Girerd (p. 633, 634).

6 — Incident relatif à l'interprétation du Règlement, en ce qui concerne le droit d'un Député de présenter, après le rejet d'un projet de loi, une proposition différente relative au même objet [16 février 1875] (t. 36, p. 535). — Sont entendus : MM. l'amiral Saisset (p. 535, 538); Buffet, *Président* (p. 536, 537, 538, 539); Paulin Gillon (p. 537); le vicomte de Lorgeril (p. 537, 538); Ganivet (p. 538).

7 — Incident relatif à un rappel au Règlement, à l'occasion d'un appel nominal demandé et fait pour constater l'absence des Députés, sans vote au scrutin public [13 décembre 1875] (A., t. 44, p. 107). — Sont entendus : MM. le général Mazure, le duc d'Audiffret-Pasquier, *Président* (p. 107, 108).

8 — La censure simple est prononcée, en exécution des articles 119 et 123 du Règlement, contre : M. Ordinaire [9 décembre 1874] (t. 6, p. 44); — M. Brisson (t. 8, p. 283); — M. Georges Perin (t. 29, p. 212).

Voy. Assemblée nationale, § IV. — Précédents, IIe section.

**REMIREMONT** (Arrondissement de).

Projet de loi relatif aux frais de reconstitution des registres de l'état civil de cet arrondissement, dans le département des Vosges, voy. État civil, § II, n° 2.

**RÉMONTES MILITAIRES**, voy. Armée, § III, nos 9 et 10. — Haras.

**RENNES** (Ville de).

Projet de loi relatif à un échange entre cette ville et l'État, voy. Échanges d'immeubles, n° 14.

**RENTES SUR L'ÉTAT.**

1 — Question relative à l'aliénation par le Trésor, sans autorisation, de rentes 3 0/0, voy. Questions, n° 4.

2 — Texte de la proposition de M. Bozérian, tendant à rendre applicables aux rentes 5 0/0 les dispositions de l'article 46 de la loi du 2 juillet 1862, qui autorisent le placement en rentes 3 0/0 des fonds qui doivent être placés ou remployés en immeubles [26 août 1871] (I., n° 554; A., t. 5, p. 162, et an., p. 83; J. O., p. 3297). — L'Assemblée déclare l'urgence [même séance] (A., t. 5, p. 162). — Commission (F., n° 152; J. O., p. 3155). — Rapport, par M. Bozérian [4 septembre] (I., n° 596; A., t. 5, an., p. 179; J. O., p. 3953) (1).

3 — Amendements ayant pour objet d'appliquer aux rentes françaises les droits de transmission établis sur les autres valeurs mobilières, voy. Budget général de l'État, § IV, *Exercice 1874*, n° 6; et § V, *Exercice 1875*, n° 14.

(1) Cette proposition, convertie en article additionnel au Budget rectifié de 1871, a été adoptée sous cette forme, voy. Budget général de l'État, § I, n° 3.

4 — Projets de lois relatifs à la création de nouvelles rentes 5 0/0 sur l'État, pour le solde des dépenses de la guerre de 1870 et la libération du territoire, voy. EMPRUNTS DE L'ÉTAT.

5 — Propositions et projets de lois relatifs au remboursement de l'emprunt Morgan, voy. EMPRUNT MORGAN.

6 — Projet de loi relatif au remplacement des rentes disparues pendant l'insurrection de 1871, voy. CRÉDITS, § VI, *Finances*, n° 7.

**RÉORGANISATION DE L'ARMÉE**, voy. ARMÉE, § I.

**REPRÉSENTANTS DU PEUPLE**, voy. DÉPUTÉS A L'ASSEMBLÉE NATIONALE. — ÉLECTIONS LÉGISLATIVES.

**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.**

1 — Propositions relatives à la proclamation de la République, voy. ASSEMBLÉE NATIONALE, § VI, n° 1. — GOUVERNEMENT DE LA FRANCE, n° 3.

2 — Propositions concernant la nomination et les attributions du Président de la République, voy. POUVOIR EXÉCUTIF. — PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE.

3 — Dispositions relatives à l'organisation Constitutionnelle du Gouvernement de la République, voy. POUVOIRS PUBLICS.

**RÉQUISITIONS DE LA COMMUNE DE PARIS.**

Proposition de MM. Léon Say et autres, relative au règlement des difficultés pendantes entre l'État, la Banque de France et la ville de Paris, par suite des réquisitions d'argent opérées par les agents de la Commune, en 1871, voy. FACULTÉS DE L'ÉTAT, n° 8.

**RÉQUISITIONS MILITAIRES.**

1 — Exposé des motifs et texte de la proposition de MM. des Rotours, Baucarne-Leroux, Brame et autres, tendant à rendre à leurs propriétaires les chevaux, voitures, et harnais mis en réquisition pour le service de la guerre [3 mars 1871] (I., n° 22 ; A., t. 11, p. 36, et an., p. 17 ; J. O., p. 337).— Rapport sommaire, par M. le comte de Melun [1er avril] (I., n° 104 ; A., t. 1, an., p. 216 ; J. O., p. 581) (1).

2 — Exposé des motifs et texte de la proposition de M. Gaslonde, relative aux réquisitions exercées contre les particuliers, depuis le commencement de la guerre de 1870, par les autorités civiles et militaires [6 mars 1871] (I., n° 34 ; A., t. 1, p. 168, et an., p. 24 ; J. O., p. 359). — Rapport sommaire, par M. Émile Leroux [17 avril] (I., n° 146 rectifié ; A., t. 2, an., p. 572 ; J. O., p. 773). — Discussion [21 avril] (p. 654). Sont entendus : MM. Gaslonde (*ibid.*) ; Émile Leroux, *rapporteur* (p. 654, 655) ; Henri Fournier (p. 655). — Adoption des conclusions de la Commission d'initiative, tendant à la prise en considération de la première partie de la proposition et au rejet de la seconde (p. 655). — Commission (F., n° 51 ; J. O., p. 750). — Rapport sur le fond, par M. Gaslonde [4 mai] (I., n° 187 ; A., t. 2, p. 811 ; J. O., p. 1005). = *Première délibération* [9 mai] (t. 2, p. 880). — L'Assemblée décide, sans débats, qu'elle passera à la deuxième délibération (*ibid.*). = *Deuxième délibération* [17 mai] (t. 3, p. 53).— Sont entendus : MM. Delacour (p. 53) ; Gaslonde, *rapporteur* (p. 54, 56, 57) ; Cyprien Girerd (p. 55) ; Lenoël (p. 57). — Adoption de l'article unique du projet de la Commission, et renvoi à son examen de deux articles additionnels proposés par MM. Delacour et Lenoël (t. 3, p. 57). — Rapport supplémentaire, par M. Gaslonde [6 juin] (I., n° 307 ; A., t. 3, p. 282 ; J. O., p. 1585). = *Troisième délibération* [15 juin] (t. 3, p. 424). — Ont pris part aux débats : MM. Gaslonde, *rapporteur* (p. 424, 427, 429) ; Lenoël (p. 426, 428) ; Bozérian (p. 428). — Adoption de l'ensemble du projet de loi amendé [15 juin 1871] (t. 3, p. 430). = Loi du 15 juin 1871 (J. O., p. 1505 ; B. des L., n° 401).

3 — Proposition de MM. Claude (de la Meurthe) et autres, tendant à faire supporter par toute la nation française les domma-

(1) Cette proposition a été retirée.

**REVENU** (IMPÔT SUR LE).

1 — Observations incidentes relatives à la proposition d'établir l'impôt sur le revenu voy. EMPRUNTS DE L'ÉTAT, n° 2.

2 — Exposé des motifs et texte de la proposition de M. Rouveure, ayant pour objet de remplacer le projet de loi d'impôt sur les matières premières par un impôt sur le revenu et sur le sel [3 juillet 1871] (I., n° 364; A., t.3, p. 724; J. O., p. 2190). — Rapport sommaire, par M. Bastid [21 juillet] (I., n° 408; A., t. 4, an., p. 85; J. O., p. 2611). — Discussion sur la prise en considération [26 juillet] (t. 4, p. 319). — Sont entendus : MM. Ducarre (*ibid.*); le comte Benoist d'Azy (p. 320); Bastid, *rapporteur* (p. 320, 326); Rouveure (p. 321); Richier (p. 325); Pouyer-Quertier, *Ministre des Finances* (p. 325, 327); Laurier (p. 327); Haëntjens (p. 327). — Prise en considération et renvoi de la proposition à la Commission du Budget (p. 328) (1).

3 — Texte de la nouvelle proposition de M. Rouveure, ayant pour objet d'imposer les revenus des français, ou des étrangers résidant en France, qui s'élèvent à 1,500 fr. et au-dessus [1er août 1871] (I., n° 442; A., t. 4, an., p. 173; J. O., p. 2865). — Rapport sommaire, par M. le vice-amiral baron de la Roncière Le Noury [5 août] (I., n° 466; A., t. 4, an., p. 203; J. O., p. 2756). — Prise en considération et renvoi à la Commission du Budget [même séance] (t. 4, p. 488) (1).

4 — Texte de la proposition de M. Langlois, relative à l'établissement d'un impôt sur les revenus pendant une période de trois années [5 septembre 1871] (I., n° 600; A., t. 5, an., p. 183; J. O., p. 3985). — Déclaration d'urgence et renvoi à la Commission du Budget (t. 5, p. 384). — Rapport, au nom de cette Commission, par M. de Lavergne [15 décembre] (I., n° 718; A., t. 6, an., p. 197; J. O. de 1872, p. 9) (2).

5 — Dispositions proposées par la Commission du Budget, relatives à l'impôt sur les revenus, voy. BUDGET GÉNÉRAL DE L'ÉTAT, § I, n° 3, *Exercice 1871* (*Rapport de M. Casimir Perier*). — Ajournement de la discussion de ces dispositions (*ibid.*). — Délibération sur les projets de la Commission et les amendements y relatifs [21 décembre 1871], voy. *ibid.*, n° 4, *Impôt sur le revenu.*

6 — Exposé des motifs et texte de la proposition de MM. Hèvre et Bamberger, tendant à créer un impôt progressif sur le revenu net de tous les Français, pendant quatre années [12 février 1872] (I., n° 803; A., t. 6, an., p. 340; J. O. de 1872, p. 573). — Rapport sommaire, par M. Ferdinand Boyer [16 mars] (I., n° 998; A., t. 8, an., p. 162; J. O., p. 2429). — Retrait de cette proposition [7 novembre 1873] (A., t. 27, p. 35).

7 — Proposition présentée par M. Aubry, avec demande d'urgence, ayant pour objet d'établir un impôt de 1 p. 100 sur le revenu de tous les contribuables nationaux ou étrangers habitant en France [22 janvier 1872] (A., t. 7, p. 140). — Incident relatif à la question d'appréciation, par le Président, de l'identité des propositions présentées avec celles antérieurement repoussées (p. 140, 141). — Sont entendus : MM. Aubry, J. Grévy, *Président*, Paulin Gillon, Paul Bethmont (*ibid.*). — Retrait de la proposition, par M. Aubry (p. 141).

8 — Texte de la proposition de M. Rouveure, ayant pour objet l'augmentation de l'impôt sur le sel et sur les patentes, et l'établissement d'un impôt sur tous les revenus de 300 fr. et au-dessus [10 mai 1872] (I., n° 1122; A., t. 11, p. 294, et an., p. 83; J. O., p. 2445). — Rejet de la déclaration d'urgence demandée par M. Rouveure (p. 294). — Rapport verbal par M. de Mortemart et renvoi à la Commission du Budget [18 mai] (A., t. 11, p. 436) (1).

9 — Exposé des motifs et texte de la nouvelle proposition de M. Rouveure, ayant pour objet l'augmentation de l'impôt sur le sel et l'établissement d'une taxe unique de

(1) Il n'a pas été fait de rapport spécial sur cette proposition : pour la discussion, voy. l'article BUDGET GÉNÉRAL DE L'ÉTAT, § I, n° 4.

(2) Voir pour la discussion de cette proposition, reproduite sous forme de contre-projet, l'article BUDGET GÉNÉRAL DE L'ÉTAT, § I, n° 4.

(1) Il n'a pas été fait de rapport sur cette proposition, convertie ultérieurement en contre-projet au Budget de 1874.

1 p. 0/0 sur les revenus [21 et 23 juin 1873] (I., n° 1830 ; A., t. 18, p. 491, 505 ; an., p. 488 ; J. O., p. 4300). — Sont entendus : MM. Rouveure, Deseilligny, *Ministre des Travaux publics* (p. 506). — L'Assemblée déclare l'urgence et renvoie la proposition à la Commission du Budget (p. 406) (1).

10 — Rejet du contre-projet de M. Rouvier ayant pour but l'établissement d'un impôt sur les revenus, voy. BUDGET GÉNÉRAL DE L'ÉTAT, § IV, *Exercice 1874*, n° 8.

11 — Exposé des motifs et texte de la nouvelle proposition présentée par MM. Aubry, Jozon et autres, ayant pour objet l'établissement et la réglementation de la perception d'un impôt de 1 p. 100 sur les revenus de tous les contribuables [20 février 1874] (I., n° 2229; A., t. 29, an., p. 319; J. O., p. 1645). — Rapport verbal, par M. de Mortemart, et renvoi à la Commission du Budget de 1875 [25 février] (A., t. 30, p. 43) (1).

12 — Rejet de l'amendement de M. Rouvier ayant pour objet l'établissement d'un impôt sur les revenus, voy. BUDGET GÉNÉRAL DE L'ÉTAT, § V, *Exercice 1875*, n° 14.

13 — Propositions relatives à l'établissement d'un impôt sur les transactions commerciales et industrielles et sur les revenus des valeurs mobilières, voy. COMMERCE et INDUSTRIE. — VALEURS MOBILIÈRES.

**RÉVISION DES GRADES**, voy. ARMÉE, § XI.

**RÉVOLUTION DU 4 SEPTEMBRE 1870**, voy. GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE. — ENQUÊTES PARLEMENTAIRES, II^e^ section, § II, n^os^ 4 et 23. — INTERPELLATIONS, n° 9.

**REVUES DE L'ARMÉE**, voy. ARMÉE, § XIII, n° 8. — ASSEMBLÉE NATIONALE, § VIII, n^os^ 3 et 4. — INSURRECTION DU 18 MARS 1871, n° 42.

(1) Il n'a pas été fait de rapport sur cette proposition.

**RHIN (HAUT-)** (DÉPARTEMENT DU).

1 — Proposition de MM. Keller et autres tendant à désigner la ville de Belfort comme chef-lieu de la portion restée française de ce département, voy. ALSACE-LORRAINE, § III, n° 3.

2 — Propositions relatives à la défense, aux nouvelles fortifications et à l'état de siége de la ville de Belfort, voy. BELFORT (VILLE DE). — ÉTAT DE SIÉGE, n° 31. — PLACES DE GUERRE.

**RHONE** (BASSIN DU).

Rapport par M. Krantz, sur la situation des voies navigables dans le bassin du Rhône, voy. ENQUÊTES PARLEMENTAIRES, III^e^ section, § III, n° 4, 3^e^ n° 2.

**RHONE** (CANAL D'IRRIGATION DU).

Rapport et projet de loi ayant pour objet la déclaration d'utilité publique de ce canal, des Roches de Condrieu à Béziers, voy. AGRICULTURE, § III, n° 6.

**RHONE** (DÉPARTEMENT DU).

1 — Propositions de MM. Édouard Millaud, Ferrouillat et autres, relatives à la levée de l'état de siége dans le département du Rhône, voy. ÉTAT DE SIÉGE, n^os^ 3, 7 et 27.

2 — Demande d'interpellations au sujet des mesures prises contre les journaux dans ce département, voy. INTERPELLATIONS, n° 50.

3 — Propositions, rapports et incidents concernant la ville de Lyon, voy. LYON (VILLE DE).

**RICHELIEU** (DUC DE).

Incident relatif au refus par ses ancien Ministre, sous la Restauration, d'une dotation nationale, voy. INTERPELLATIONS, n° 38.

**RICORD** (M. LE DOCTEUR).

Projet de loi relatif à un échange entre lui et l'État, voy. ÉCHANGES D'IMMEUBLES, n° 13.

**RIVIÈRES**, voy. NAVIGATION INTÉRIEURE.

**ROCHAMBEAU** (NAVIRE LE).

Incident relatif à l'achat de ce navire par le Gouvernement français en 1866, voy. COMPTES DES BUDGETS, § I^er^, *Exercice 1867*.

**ROCHEFORT** (VILLE DE).

Proposition de MM. Denfert-Rochereau et Dufaure, relative à la levée de l'état de siége de cette ville, voy. ÉTAT DE SIÉGE, n^os^ 32 et 33.

**ROCHELLE** (TRIBUNAL DE LA).

Incidents relatifs à la fermeture de ce tribunal par décret de la Défense nationale, voy. ENQUÊTES, II^e^ section, § II, n° 21. — INTERPELLATIONS, n° 58.

**ROME.**

Incidents et débats relatifs à la question Romaine, voy. INTERPELLATIONS, n^os^ 41, 52, 57. — PÉTITIONS, § II, n^os^ 13, 23. — QUESTIONS, n° 75.

**ROUEN** (VILLE DE).

1 — Proposition de MM. Cordier, Nétien et autres, tendant à transférer dans cette ville les chaires des Sciences de la Faculté de Strasbourg, voy. ALSACE-LORRAINE, § V, n° 3.

2 — Projet de loi relatif à l'amélioration du port de Rouen, voy. PORTS MARITIMES, n° 8.

3 — Projets de lois relatifs à un emprunt une imposition et une surtaxe d'octroi par cette ville, voy. EMPRUNTS, § *Rouen*.

**ROUTES FORESTIÈRES DE LA CORSE.**

Amendement et discussion concernant les routes forestières de la Corse, voy. BUDGET GÉNÉRAL DE L'ÉTAT, § VI, *Exercice 1876*, n° 5.

**ROUTES NATIONALES ET DÉPARTEMENTALES.**

1 — Rapport au nom de la Commission d'Enquête chargée d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des routes, après la Guerre, voy. ENQUÊTES, III^e^ section, § I, n° 4.

2 — Exposé des motifs et texte du projet de loi ayant pour objet le classement d'une route nationale entre Longwy et Pont-à-Mousson, présenté par M. Caillaux, *Ministre des Travaux publics* [4 décembre 1875] (I., n° 3518; A., t. 43, an., p. 409; J. O. de 1876, p. 668). — Renvoi à la Commission du Budget, sur la demande de M. Deschange, d'accord avec le Gouvernement [15 décembre] (A., t. 43, an., p. 303).— Rapport, au nom de cette Commission, par M. le marquis de Talhouët [20 décembre] (I., n° 3627; A., t. 44, an., p. 27 ; J. O., p. 426) (1).

3 — Projet de loi de crédit applicable à la réparation des dommages causés par les inondations aux routes départementales, voy. CRÉDITS, § V, *Intérieur*, n° 21.

**RUINES DES TUILERIES ET DE L'HOTEL-DE-VILLE.**

Exposé des motifs et texte de la proposition de M. Roussel, tendant à conserver les ruines des Tuileries, de l'Hôtel-de-Ville, des châteaux de Meudon et de Saint-Cloud [2 juin 1871] (I., n° 288; A., t. 3, p. 213 et 243; J. O., p. 1521). — Rapport sommaire, par M. Margaine [4 juillet] (I., n° 371; A., t. 6, an., p. 761; J. O., p. 2112). — Retrait de cette proposition [18 décembre] (A., t. 6, p. 25).

(1) Ce projet de loi n'a pas été discuté par l'Assemblée nationale.

# S

**SACCHARIMÉTRIE.**

Projets de lois relatifs à l'application de ce système de contrôle, voy. SUCRES, nos 11, 13 et 14.

**SAINT-CLOUD** (CHATEAU DE).

1 — Proposition de M. Roussel tendant à conserver les ruines des Tuileries, de l'Hôtel-de-Ville, des Châteaux de Meudon et de Saint-Cloud, voy. RUINES.

2 — Proposition de M. de Saisy, tendant à l'aliénation des châteaux de Saint-Cloud et de Meudon, voy. DOMAINE DE L'ÉTAT, § II, n° 2.

**SAINT-ÉTIENNE** (VILLE DE).

Communication relative aux événements accomplis dans cette ville, et proposition tendant à honorer la mémoire de M. de l'Espée, préfet de la Loire, assassiné dans l'exercice de ses fonctions, voy. HONNEURS PUBLICS. — INSURRECTION DU 18 MARS 1871.

**SAINT-JULIEN** (HAUTE-SAVOIE).

Interpellations relatives à la suspension et la révocation du maire de cette ville, voy. INTERPELLATIONS, n° 75.

**SAINT-NAZAIRE** (PORT DE).

Projet de loi relatif à l'achèvement du bassin de *Penhouët*, en cours d'exécution dans ce port, voy. PORTS MARITIMES, n° 5.

**SAINT-SIÈGE.**

1 — Rapports et discussion sur les pétitions d'Archevêques, Évêques et habitants de divers départements, concernant la situation du Souverain-Pontife à Rome, voy. PÉTITIONS, § II, n° 13.

2 — Interpellations et question relatives au retard apporté aux rapports sur les nouvelles pétitions en faveur du Saint-Siége, voy. INTERPELLATIONS, n° 19. — QUESTIONS, n° 60.

3 — Incident relatif à la demande de M. le Président de la République d'ajourner la discussion de ces pétitions, voy. PÉTITIONS, § II, n° 23.

4 — Interpellations et question concernant les faits qui se rattachent à la démission de l'Ambassadeur de France auprès du Saint-Siège, voy. INTERPELLATIONS n° 35. — QUESTIONS, n° 75.

**SAISIE IMMOBILIÈRE.**

Texte de la proposition de MM. Ganivet, Péconnet et autres tendant à faire cesser la suspension des poursuites de saisie immobilière établie par le décret du 2 novembre 1870 [10 avril 1871] (I., n° 122; A., t. 2, p. 392; J. O., p. 507). — Rapport sommaire, par M. Théry [12 avril] (I., n° 140; A., t. 2, p. 529; J. O., p. 759). — Prise en considération [19 avril] (A., t. 2, p. 606). — Commission (F., n° 49; J. O., p. 712). — Rapport sur le fond, par M. Théry [4 mai] (I., n° 196; A., t. 2, p. 829; J. O., p. 999). — *Première délibération* [12 mai] (p. 941). — L'Assemblée décide, sans débats, qu'elle passera à la deuxième délibération (*ibid.*).= *Deuxième délibération* [17 mai] (t. 3, p. 58).— Adoption successive des articles et décision de passer à la troisième délibération (*ibid.*). = *Troisième délibération* [22 mai] (p. 113). — Adoption, sans discussion, de l'ensemble du projet de la Commission [p. 114). = Loi du 22 mai 1871 (J. O., p. 1129; B. des L., n° 384).

**SECOURS AUX RÉFUGIÉS POLITIQUES**, voy. CRÉDITS, § V, *Intérieur*, n° 16.

**SECOURS (DOMICILE DE)**.

Proposition de M. Aubry tendant à modifier la législation y relative, voy. DOMICILE DE SECOURS.

**SECRÉTAIRES DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE**, voy. BUREAU DE L'ASSEMBLÉE.

**SECRÉTAIRES GÉNÉRAUX DES PRÉFECTURES.**

Proposition de M. Dezanneau et autres relative à la fixation de l'âge pour la nomination de ces fonctionnaires, voy. PRÉFETS.

**SEDAN** (DÉCLASSEMENT DE LA PLACE DE).

Projet de loi y relatif, voy. FORTIFICATIONS, § II, n° 3.

**SEINE** (DÉPARTEMENT DE LA).

1 — Propositions relatives à la levée de l'état de siège dans ce département, voy. ÉTAT DE SIÈGE, n° 5. — PRESSE, § II. — QUESTIONS, n°s 33 et 34.

2 — Projets de lois relatifs à la composition provisoire du Conseil général du département de la Seine, voy. CONSEILS GÉNÉRAUX, § II.

3 — Projet de loi relatif aux loyers dans le département de la Seine pendant la période de la Guerre et de l'Insurrection du 18 mars 1871, voy. PARIS (VILLE DE), § I, 3°, n° 1.

4 — Projets de lois tendant à autoriser ce département à consacrer des ressources extraordinaires au paiement des dépenses mises à sa charge par la loi du 21 avril 1871 sur les loyers et aux travaux des édifices départementaux et des routes départementales, voy. EMPRUNTS, § *Seine*.

5 — Projet de loi tendant à y proroger les échéances des effets de commerce, voy. EFFETS DE COMMERCE.

6 — Projet de loi tendant à faire indemniser les habitants du département de la Seine qui ont éprouvé préjudice lors des destructions opérées par le génie militaire pour les besoins de la Défense nationale, voy. INDEMNITÉS DIVERSES.

7 — Projets de lois relatifs à la reconstitution de l'État civil dans le département de la Seine, voy. ÉTAT CIVIL, § I.

8 — Projet de loi sur la reconstitution des consignations dans ce département, voy. CONSIGNATIONS.

Voy. DÉPARTEMENTS ENVAHIS. — PARIS (VILLE DE).

**SEINE-ET-MARNE** (DÉPARTEMENT DE).

Proposition de MM. Oscar de Lafayette et autres, tendant à lever l'état de siège dans ce département, voy. ÉTAT DE SIÈGE, n°s 7 et 28.

**SEINE-ET-OISE** (DÉPARTEMENT DE).

1 — Projet de loi relatif à la mise en état de siége de ce département, voy. ÉTAT DE SIÈGE, n° 1.

2 — Propositions de MM. Schœlcher et autres, Barthélemy Saint-Hilaire, Rameau et autres, ayant pour objet la levée de l'état de siège dans le département de Seine-et-Oise, voy. *ibid.*, n°s 5 et 7.

3 — Projet de loi ayant pour objet la levée de l'état de siège, voy. PRESSE, § II.

Voy. DÉPARTEMENTS ENVAHIS. — INSURRECTION DU 18 MARS 1871. — QUESTIONS, n° 52.

**SEL.**

1 — Propositions de M. Rouveure tendant à remplacer le projet de loi d'impôt des matières premières par des impôts sur le

le sel, le revenu et les patentes, voy. REVENU (IMPÔT SUR LE).

2 — Exposé des motifs et texte de la proposition de MM. de la Rochette, Rivaille et autres, tendant à modifier la base de l'impôt sur le sel [28 mai 1872] (I., n° 1181; A., t. 11, an., p. 230; J. O., p. 3791). — Rapport sommaire, par M. Anisson-Duperron [15 juillet] (I., n° 1310; A., t. 13, an., p. 78; J. O., p. 5086). — Discussion sur la prise en considération [21 et 29 mai 1873] (t. 18, p. 20). — Sont entendus : MM. Varroy (p. 20, 21, 133, 144); de la Rochette (p. 20, 142); Anisson-Duperron, *rapporteur* (p. 140, 141, 144); Lambert de Sainte-Croix (p. 141); Lepère, Dahirel, Audren de Kerdrel (p. 144). — Adoption des conclusions de la Commission, tendant à la prise en considération de la proposition [29 mai] (p. 145). — Commission (F., n° 484; J. O. de 1873, p. 4039) (1).

3 — Exposé des motifs et texte du projet de loi tendant à porter l'impôt sur les sels, de 10 à 20 fr. par 100 kilog., présenté par M. de Goulard, *Ministre des Finances* [24 juin 1872] (I., n° 1244; A., t. 12, p. 494, an., p. 86; J. O. de 1872, p. 4847). — Discussion relative au mode d'examen de ce projet de loi et des deux autres présentés en même temps par M. le Ministre des Finances, voy. BUDGET GÉNÉRAL DE L'ÉTAT, § II, *Exercice 1872*, n° 11. — Renvoi à la Commission du Budget (t. 12, p. 515) (2).

4 — Dispositions présentées par le Gouvernement et amendements divers relatifs à l'augmentation des droits sur le sel, voy. BUDGET GÉNÉRAL DE L'ÉTAT, § IV, *Exercice 1874*, n°s 8 et 9. — § V, *Exercice 1875*, n° 12.

5 — Exposé des motifs et texte de la proposition de M. le baron de Jouvenel, tendant à attribuer à l'Etat le monopole de la vente du sel [11 juillet 1872] (I., n° 1286; A., t. 13, an., p. 54; J. O., p. 4961). — Demande d'urgence par M. de Jouvenel (p. 65). — Sont entendus : MM. de Jouvenel (p. 65, 66); Dahirel (p. 66). — L'urgence n'est pas déclarée (p. 66). — Renvoi de cette proposition à la Commission du Budget de 1872, sur le rapport verbal de M. l'amiral de La Roncière le Noury, au nom de la Commission d'initiative [18 juillet (t. 13, p. 215). — Rapport, au nom de la Commission du Budget, par M. le comte Benoist d'Azy [30 juillet] (I., n° 1379; A., t. 13, an., p. 293; J. O., p. 5732) (1).

6 — Exposé des motifs et texte de la proposition de MM. de Saisy et Huon de Penanster, tendant à rapporter l'article 6 de la loi du 2 juin 1875, relative à l'application des décimes à l'impôt du sel [22 novembre 1875] I., n° 3436; A., t. 42, p. 256, et an., p. 236; (J. O., p. 10058). — Discussion sur la demande d'urgence par M. Hervé de Saisy (A., t. 42, p. 256). — Sont entendus : MM. Hervé de Saisy (p. 256 à 258); Léon Say, *Ministre des Finances* (p. 257). — Rejet de l'urgence (p. 258) (2).

(1) Il n'a pas été fait de rapport sur le fond de la proposition.

(2) La Commission du Budget de 1872 n'a pas fait de rapport sur cette proposition.

## SÉNAT.

§ I. DISPOSITIONS ORGANIQUES SUR LES ÉLECTIONS SÉNATORIALES.

§ II. ÉLECTION PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE DES SÉNATEURS INAMOVIBLES.

### § I. — *Dispositions organiques sur les Élections sénatoriales.*

1 — Projets de lois, propositions et Loi Constitutionnelle concernant la création et les attributions d'une seconde Chambre, voy. POUVOIRS PUBLICS, § III.

2 — Exposé des motifs et texte de la proposition de M. Limpérani, relative à l'élection de Sénateurs dans chaque département [17 mars 1875] (I., n° 2958; A., t. 37, an., p. 134; J. O., p. 2239). — Incident relatif à la question de renvoi de cette proposition à la Commission des Lois Constitutionnelles [même séance] (A., t. 37, p. 279). — Sont entendus sur cet incident : MM. Limpérani, Picard, Baragnon, Bethmont (*ibid.*). — L'Assemblée n'adopte pas le renvoi à la Commission des Lois Constitu-

(1) Cette proposition a été retirée le 8 mars 1873.

(2) Il n'a pas été fait de rapport sur cette proposition.

tionnelles (p. 271). — Rapport sommaire, par M. Luro [18 mai] (I., n° 3019; A., t. 38, p. 99, et an., p. 111; J. O., p. 3759). — Incident relatif au dépôt de ce rapport (A., t. 83, p. 99). — Sont entendus : MM. Victor Luro (p. 99 à 101); le duc d'Audiffret-Pasquier, *Président de l'Assemblée* (p. 99, 100). — Prise en considération, sans discussion, et renvoi sur la demande de MM. Limpérani, de sa proposition à la nouvelle Commission des Lois Constitutionnelles [29 mai] (A., t. 38, p. 262) (1).

3 — Exposé des motifs et texte du projet de loi organique sur les élections des Sénateurs, présenté par M. Dufaure, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice* [18 mai 1875] (I., n° 3018; A., t. 38, p. 97; an., p. 110; J. O., p. 3619). — Incident relatif à la démission de la première Commission des Lois Constitutionnelles, par suite de la décision de l'Assemblée qui a renvoyé à une Commission spéciale ce projet de loi et celui relatif aux rapports sur les Pouvoirs publics et renvoi de ces projets à la nouvelle Commission de trente membres nommée pour l'examen des Lois Constitutionnelles, voy. POUVOIRS PUBLICS, § IV, n° 2. — Rapport, au nom de cette Commission, par M. Albert Christophle, sur le projet de loi relatif aux élections Sénatoriales [23 juin] (I., n° 3114; A., t. 39, an., p. 63 à 80; J. O., p. 4977). = Motion de M. Christophle, *rapporteur*, tendant à la mise à l'ordre du jour de la première délibération sur ce projet de loi, immédiatement après la loi sur l'Enseignement supérieur [30 juin] (t. 39, p. 300). — Adoption de la proposition (*ibid.*). = *Première délibération* [16 juillet 1875] (t. 40, p. 110). — L'Assemblée décide, sans débats, qu'elle passera à une seconde délibération (*ibid.*). = *Deuxième délibération* [23 juillet] (t. 41, p. 60). — Adoption, sans discussion, des articles 1 et 2 du projet de la Commission (*ibid.*). — Article additionnel, proposé par M. Arfeuillères, tendant à exiger l'âge de 25 ans pour être éligible comme délégué ou suppléant, lorsque ce choix sera fait parmi les électeurs de la commune (*ibid.*): rejet au scrutin public (p. 64); liste des votants (p. 76). — Article 3 (p. 64). Amendement de M. Antonin Lefèvre-Pontalis, tendant à substituer à cet article une disposition ayant pour objet de désigner comme délégué, dans les communes où il existe une Commission municipale, le premier inscrit des membres de l'ancien Conseil municipal (p. 64) : rejet de cet amendement au scrutin public (p. 67) ; liste des votants (p. 78). Adoption, au scrutin public, de la nouvelle rédaction de l'article 3, proposée par M. Paris (du Pas-de-Calais), et acceptée par la Commission et le Gouvernement, tendant à faire nommer, dans ces communes, le délégué par l'ancien Conseil municipal (p. 68); liste des votants (p. 80; rectifications, p. 85). — Retrait de l'article additionnel proposé par M. le marquis d'Andelarre, ayant pour objet de faire assister ce Conseil municipal des plus imposés, en nombre égal (p. 68). — Article 4 : adoption, sans discussion (p. 87). — Article 5 (*ibid.*). Amendement de M. Baragnon, ayant pour but de restreindre aux membres du Conseil municipal le droit d'adresser des protestations contre la régularité de l'élection du délégué et de son suppléant (p. 88) : rejet au scrutin public (*ibid.*); liste des votants (p. 108). — Adoption d'un amendement de M. Léon Clément tendant à attribuer au préfet le droit de demander l'annulation des opérations électorales qu'il estime irrégulières (p. 89). — Adoption d'un paragraphe additionnel, proposé par M. Guichard et modifié par la Commission, relatif à la communication à tout électeur des listes des Conseillers municipaux (p. 89). — Adoption de l'ensemble de l'article 5, avec les amendements adoptés (*ibid.*). — Article 6 (*ibid.*). Retrait de l'amendement présenté par M. Amédée Lefèvre-Pontalis, relatif à la juridiction constituée pour le jugement des protestations (*ibid.*). Adoption de l'article de la Commission (*ibid.*). Adoption, sans discussion, des articles 7 à 13 (p. 90). — Article 14, relatif aux réunions électorales pour la nomination des Sénateurs (*ibid.*): renvoi de cet article à la Commission, sur la demande de M. le Vice-Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur (p. 96). Nouvelle

(1) Il n'a pas été fait de rapport spécial sur cette proposition, comprise dans le rapport de M. Christophle, ci-après mentionné, n° 3.

Bertauld (p. 150). — L'Assemblée décide qu'elle passera à la troisième délibération [27 juillet] (t. 41, p. 157). = *Troisième délibération* [2 août] (p. 320). — Adoption, sans discussion, des articles 1 et 2 (p. 322). — Article additionnel, proposé par M. Léon Clément, tendant à établir que le choix du Conseil municipal pour les délégués peut porter sur tous les électeurs de la commune, y compris les Conseillers municipaux (*ibid.*) : adoption au scrutin public (p. 324); liste des votants (p. 356). — Adoption des articles 3 à 7 (p. 325). — Article 8 (*ibid.*). Amendement de M. Amédée Lefèvre-Pontalis, tendant à substituer la juridiction des Tribunaux civils à celle des Conseils de Préfecture pour le jugement des protestations relatives à l'élection des délégués (*ibid.*) : rejet (p. 327). — Adoption : des articles 9 à 12 (p. 327), et des articles 13 à 22 (p. 328, 329). — Article 23 (p. 329) : adoption de l'article, modifié dans sa rédaction (p. 330). — Adoption sans discussion des articles 24 à 28 (p. 329, 330). — Adoption de l'article 29 [Dispositions transitoires], avec une modification proposée par le Rapporteur (p. 330). — Article additionnel, proposé par M. Hervé de Saisy, ayant pour objet de déclarer incompatible avec les fonctions de Sénateur : 1° toute fourniture pour le Gouvernement ou entreprise de travaux publics ; 2° les fonctions de directeur, administrateur ou agent de Sociétés industrielles ou financières, subventionnées par l'Etat à un titre quelconque (p. 330) : rejet de cet amendement (p. 336).= Ont pris part à la troisième délibération : MM. le marquis de Franclieu (t. 41, p. 320); Léon Clément (p. 322, 324); Christophle, *rapporteur* (p. 323, 325, 327, 328, 329, 330); Amat (p. 325); Amédée-Lefèvre-Pontalis (p. 325); Arfeuillères (p. 327); Dufaure, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice* (p. 329); Seignobos (p. 329); Schœlcher (p. 330); Hervé de Saisy (p. 330 à 335); Caillaux, *Ministre des Travaux publics* (p. 335).= Adoption, au scrutin public, de l'ensemble du projet de loi organique relatif aux élections des Sénateurs [2 août] (t. 41, p. 336); liste des votants (p. 358).= Loi du 2 août 1875 (J. O., p. 6737; B. des L., n° 1423).

4 — Propositions de MM. Bardoux et de Clercq, tendant à fixer les dates : 1° de l'élection par l'Assemblée Nationale des 75 Sénateurs dont la nomination lui est attribuée par la Constitution; 2° de la réunion des Conseils municipaux à l'effet d'élire leurs Délégués pour l'élection des Sénateurs; 3° de la réunion, au chef-lieu du département, des Délégués chargés d'élire les Sénateurs; 4° de la réunion du Sénat et de la Chambre des Députés, voy. ASSEMBLÉE NATIONALE, § VI, n°s 18, 19 et 20.

### § II. — *Élection par l'Assemblée Nationale des Sénateurs inamovibles.*

1 — Motion de M. Ancel, Président de la Commission chargée d'examiner les propositions de MM. Bardoux et de Clercq, ci-dessus mentionnées, tendant à fixer au jeudi 9 décembre 1875 la nomination des 75 Sénateurs inamovibles attribuée à l'Assemblée nationale par la Constitution [4 décembre 1875] (t. 43, an., p. 91). — Observations incidentes sur l'heure d'ouverture de la séance, sur la durée du scrutin et sur l'emploi du temps de l'Assemblée (*ibid.*). — Sont entendus : MM. Ancel, *Président de la Commission;* le duc d'Audiffret-Pasquier, *Président de l'Assemblée;* de Gavardie, (*ibid.*). — L'Assemblée, adoptant la motion de M. Ancel, décide que la séance commencera à une heure, que le scrutin restera ouvert jusqu'à trois heures et demie, et qu'après le scrutin, la délibération reprendra sur l'ordre du jour (*ibid.*).

2 — Motion de M. Chaper tendant à porter, pour le scrutin relatif à la nomination des Sénateurs inamovibles, de 36 à 72 le nombre des scrutateurs, et de 12 à 24 le nombre des tables de dépouillement [8 décembre 1875] (t. 43, p. 176). — Sont entendus à cette occasion : M. Chaper (p. 176, 177 ); le duc d'Audiffret-Pasquier, *Président de l'Assemblée* (*ibid.*); Noël-Parfait, Anisson-Duperron (p. 177). — L'Assemblée décide que le nombre des scrutateurs sera doublé, et que leurs noms, tirés au sort chaque jour au commencement de la séance, seront chaque jour renouvelés (*ibid.*). = Nouvelle motion de M. de Tillancourt, tendant à ce que les scrutateurs

soient désignés par le sort la veille de chaque scrutin, et avisés de leur nomination par les soins de la Questure (*ibid.*) — Sont entendus à ce sujet : MM. de Tillancourt, le comte de Douhet, de Tréveneuc, Amat (*ibid.*). — Rejet de la motion (*ibid.*).

3 — 1er Scrutin pour la nomination des 75 Sénateurs inamovibles [9 décembre 1875] (t. 43, p. 180). — Explications de M. le duc d'Audiffret-Pasquier, *Président de l'Assemblée*, sur la procédure du scrutin (*ibid.*). — Tirage au sort et indication des noms des 72 scrutateurs et des 8 suppléants, divisés en 24 tables, qui seront chargés du dépouillement (*ibid.*). = Demande de remise du vote à huitaine, en vue de l'étude des listes de candidatures, par M. Raoul Duval (*ibid.*). — Sont entendus sur cette demande : MM. Raoul Duval (*ibid.*); le duc d'Audiffret-Pasquier, *Président de l'Assemblée* (p. 181). — Rejet de la demande (*ibid.*). — Adoption d'une motion de M. le comte de Cornulier-Lucinière, tendant à ce que les scrutateurs pour le scrutin du lendemain soient immédiatement tirés au sort, de manière à être avisés de leur nomination par le *Journal officiel* (p. 193). — Tirage au sort et indication des noms de ces scrutateurs (*ibid.*). = Résultat du premier scrutin pour l'élection des Sénateurs (p. 194). — Sont proclamés : MM. le duc d'Audiffret-Pasquier et Martel (p. 195).

4 — 2e Scrutin pour la nomination de 73 Sénateurs inamovibles [10 décembre 1875] (t. 43, p. 197). = Protestations, dans le cours du vote, de divers membres de la droite contre l'inscription, sans leur aveu, de leurs noms sur la liste adverse (p. 197 à 199). Sont entendus à ce sujet : MM. le comte de Boisboissel (p. 197); le baron de Vinols, le marquis de La Rochejaquelein, Bourgeois (p. 198); Paulin Gillon (p. 199). Explications de M. le marquis de Plœuc (*ibid.*). — Tirage au sort et indication des noms des scrutateurs pour le scrutin du lendemain (p. 214). — Motion de M. le général Robert tendant à remettre au lundi suivant la continuation du scrutin pour l'élection des Sénateurs (*ibid*). Sont entendus à ce sujet : MM. le général Robert, Lepère (t. 43, p. 214); Leurent (p. 215). Rejet du renvoi demandé (*ibid.*). = Résultat du scrutin, avec mention par le Président de deux incidents y relatifs (p. 215, 216). — Sont proclamés Sénateurs : MM. le général Frébault, Krantz, Duclerc, le général Changarnier, Jules de Lasteyrie, l'amiral Pothuau, Corne, Laboulaye, Foubert, Roger du Nord, Léon de Maleville, Barthélemy Saint-Hilaire, Wolowski, Ernest Picard, Casimir Perier, le général d'Aurelle de Paladines, l'amiral Fourichon, le général Chanzy, Cordier (p. 217).

5 — 3e Scrutin pour la nomination de 54 Sénateurs inamovibles [11 décembre 1875] (t. 43, p. 219). — Tirage au sort et indication des noms des scrutateurs pour la prochaine séance (p. 235). = Résultat du scrutin (p. 236). — Sont proclamés Sénateurs : MM. de la Rochette, le marquis de Franclieu, le comte de Cornulier-Lucinière, Dumon, Théry, le colonel de Chadois, le comte de Tréville, Pajot, Kolb-Bernard, Baze, Humbert (p. 237).

6 — 4e Scrutin pour la nomination de 43 Sénateurs inamovibles [13 décembre 1875] (t. 43, p. 239). = Résultat (p. 258). — Sont proclamés Sénateurs : MM. Léonce de Lavergne, Le Royer, l'amiral Jaurès, Bertauld, Calmon, Oscar de Lafayette, Luro, Gaulthier de Rumilly, Tribert (p. 259). — Tirage au sort et indication des noms des scrutateurs pour le scrutin du lendemain (*ibid.*).

7 — 5e Scrutin pour la nomination de 34 Sénateurs inamovibles [14 décembre 1875] (t. 43, p. 264). = Résultat du vote, avec mention, par M. le Vice-Président Duclerc, d'un incident y relatif (p. 285). — Est proclamé Sénateur : M. Fourcand (*ibid.*). — Tirage au sort et indication des noms des scrutateurs pour la séance du lendemain (p. 286).

8 — 6e Scrutin pour la nomination de 33 Sénateurs inamovibles [15 décembre 1875] (t. 43, p. 289). — Incident, pendant l'opération du scrutin, au sujet de protestations adressées au Président sur le fait de la distribution, dans la salle même des délibérations, de bulletins de vote sous enveloppes, par

des Députés placés au pied de la tribune (*ibid.*).— Est entendu : M. le duc d'Audiffret-Pasquier, *Président de l'Assemblée* (p. 289, 290).— Proposition de MM. Paris (du Pas-de-Calais) et autres, après la fermeture du scrutin, ayant pour objet d'en demander la nullité (p. 290). — Sont entendus à ce sujet : MM. Paris (p. 290, 294) ; Gambetta (p. 292, 295) ; Baragnon (p. 294) ; Méplain (p. 295). — Rejet de la proposition, au scrutin public (p. 296) ; liste des votants (p. 306) ; rectifications (p. 309). = Tirage au sort et indication des noms des scrutateurs pour le scrutin du lendemain (p. 305). — Résultat du vote, avec mention d'un incident y relatif (p. 305, 306). — Sont proclamés Sénateurs : MM. le général DE CHABRON, CORBON, LANFREY, HERVÉ DE SAISY, le général LE TELLIER-VALAZÉ, CARNOT père, le comte DE DOUHET, GOUIN, LEPETIT, LITTRÉ, SCHÉRER, CRÉMIEUX, SCHEURER-KESTNER, le vicomte DE LORGERIL, RAMPONT (Yonne), le comte DE TOCQUEVILLE, PAUL MORIN, TESTELIN (p. 306). = Rectification, sur la demande de M. Lepère, d'une erreur du *Journal officiel* dans l'indication de l'heure de la fermeture du scrutin [16 décembre] (p. 309).

9 — 7e Scrutin pour la nomination de 15 Sénateurs inamovibles [16 décembre 1875] (t. 43, p. 309). — Motion de M. de Tillancourt, tendant à ouvrir à une heure, s'il y a lieu, la séance du lendemain, indiquée pour deux heures par le Président (p. 315) : adoption de cette motion (*ibid.*). = Résultat du scrutin (p. 316). — Sont proclamés Sénateurs : MM. le général CHARETON, BÉRENGER, MAGNIN, DENORMANDIE, JULES SIMON, EDMOND ADAM, LAURENT-PICHAT, SCHŒLCHER, CAZOT, le général BILLOT (*ibid.*). = Fixation à une heure, en conséquence de l'adoption de la motion de M. de Tillancourt, de l'ouverture de la séance du lendemain (*ibid.*). — Tirage au sort et indication des noms des scrutateurs qui seront chargés du dépouillement du scrutin (*ibid.*).

10 — 8e Scrutin pour la nomination de 5 Sénateurs inamovibles [17 décembre 1875] (t. 43, p. 322). = Protestation de M. le général Le Flô, dans le cours du vote, contre l'inscription de son nom, à son insu, sur la liste adverse (p. 322, 323). = Résultat du scrutin, avec mention d'un incident y relatif (p. 332). — Est proclamé Sénateur : M. le général DE CISSEY (*ibid.*). = Adoption d'une motion de M. L'Ébraly à l'effet de réduire, pour le scrutin du lendemain, le nombre des scrutateurs à 36 et le nombre des tables à 12 (p. 338.) — Tirage au sort et indication des noms des scrutateurs qui seront chargés du dépouillement du scrutin (*ibid.*).

11 — 9e Scrutin pour la nomination de 4 Sénateurs inamovibles [18 décembre 1875] (t. 44, p. 2). = Résultat du scrutin (p. 11). — Sont proclamés Sénateurs : M. WALLON et Mgr DUPANLOUP (*ibid.*). = Tirage au sort et indication des noms des scrutateurs pour le scrutin du lendemain (p. 19). — Rejet, sur les observations de M. le duc d'Audiffret-Pasquier, *Président de l'Assemblée*, d'une motion de M. Charreyron, tendant à fixer à deux heures et demie la fermeture de ce nouveau scrutin (*ibid.*).

12 — 10e Scrutin pour la nomination de 2 Sénateurs inamovibles [20 décembre 1875] (t. 44, p. 26). — Résultat du scrutin (p. 34). Nullité du scrutin, pour défaut de majorité (*ibid.*). — Incident à la suite de ce vote (*ibid.*). Motion de M. Paul Bethmont, tendant à ce qu'il soit procédé, dans la séance même, à un nouveau scrutin (*ibid.*) : retrait de cette motion (p. 35). Adoption : d'une nouvelle motion de M. Bethmont, portant que, dans la séance du lendemain, il sera procédé, s'il y a lieu, à un second scrutin ; et d'une motion de M. André (Seine), tendant à fixer à deux heures et demie la fermeture de ce scrutin (*ibid.*). — Sont entendus sur l'incident : MM. Bethmont, d'Audiffret-Pasquier, *Président de l'Assemblée* (p. 34, 35) ; Audren de Kerdrel (p. 34) ; André (Seine), de Tillancourt, Lestourgie (p. 35). — Tirage au sort et indication des noms des scrutateurs pour le scrutin du lendemain (p. 47).

13 — 11e Scrutin pour la nomination de 2 Sénateurs inamovibles [21 décembre 1875] (t. 44, p. 51, 52). = Résultat de ce dernier scrutin (p. 56). — Sont proclamés Sénateurs : MM. l'amiral marquis DE MONTAIGNAC et le marquis DE MALEVILLE (*ibid.*).

[illegible] 175 (I., n° 3155; A., t. 39, an., p. 219; [illegible], p. 5992) (1).

**SERVICE JUDICIAIRE DANS LES ARRONDISSEMENTS DÉTACHÉS DE LA FRANCE.**

Projet de loi relatif au règlement provisoire du service judiciaire dans les arrondissements dépendant de la Lorraine et de l'Alsace, voy. ALSACE-LORRAINE, § I. n° 1.

**SERVICE MILITAIRE**, voy. ARMÉE, § II.

**SERVICE RELIGIEUX DANS L'ARMÉE.**

Dispositions relatives à son organisation, voy. ARMÉE, § II, n° 6 et § III, n°s 15 et 16.

**SERVICES ADMINISTRATIFS.**

§ I. DISPOSITIONS GÉNÉRALES.
§ II. DISPOSITIONS SPÉCIALES AUX DIVERS MINISTÈRES.

§ I. — *Dispositions générales.*

— Texte de la proposition de MM. Lamy, Turquet et autres, tendant à nommer une Commission chargée d'examiner les suppressions ou modifications de traitements réalisables dans les services publics [6 avril 1871] (I., n° 110; A., t. 2, p. 276, an., p. 300; J. O., p. 624, 734). — Rapport sommaire, par M. Le Royer [21 avril] (I., n° 160; A., t. 2, p. 676; J. O., p. 776). — Discussion sur la prise en considération [27 avril] (p. 730). — Sont entendus : MM. Lamy (*ibid.*); Le Royer, *rapporteur* (p. 732); Jozon (p. 740). — Prise en considération de la proposition (A., t. 2, p. 742). — Commission (F., n° 57; J. O., p. 854). — Rapport sur le fond, par M. Deseilligny [8 mai] (I., n° 211; A., t. 2, p. 873; J. O., p. 1029, 1046). = *Première délibération* [13 mai] (t. 3, p. 2). = *Deuxième délibération* [18 mai] (p. 94). —

(1) Il n'a pas été fait de rapport sur cette proposition.

*Troisième délibération* [25 mai] (p. 135). — Adoption, sans discussion, de la proposition de Résolution, tendant à faire nommer par l'Assemblée une Commission de trente membres, chargée d'étudier la révision de l'ensemble des services administratifs (t. 3, p. 135).

2 — Composition de cette Commission (F., n° 78; J. O., p. 1149). — Président, Vice-Président et Secrétaires (F., n° 79; J. O., p. 1162). — Rapports présentés au nom de cette Commission, voir ci-après, § II.

3 — Exposé des motifs et texte de la proposition de M. de Saisy, tendant à nommer une Commission permanente composée de trente membres et chargée spécialement de pourvoir à la réforme administrative et financière du pays [30 août 1871] (I., n° 565; A., t. 5, an., p. 95; J. O., p. 3409). — Rejet de la demande d'urgence faite par M. de Saisy (A., t. 5, p. 230). — Rapport sommaire, par M. le baron Chaurand [5 septembre] (I., n° 607; A., t. 5, an., p. 197; J. O., p. 3986). — Rejet de la prise en considération [8 décembre] (A., t. 6, p. 36).

4 — Exposé des motifs et texte de la proposition de MM. Parent et Silva, tendant à réunir dans un seul bâtiment tous les services administratifs et judiciaires de chaque Département [8 mai 1871] (I., n° 212; A., t. 5, an., p. 875; J. O., p. 1029) (1).

5 — Exposé des motifs et texte de la proposition de M. de Janzé relative à la suppression des retenues obligatoires sur les traitements des fonctionnaires publics pour la caisse des retraites [11 décembre 1871] (I., n° 697; A., t. 6, an., p. 168; J. O., p. 5365) (1).

6 — Exposé des motifs et texte de la proposition de M. de Janzé, tendant à faire imprimer et distribuer aux Députés un état présentant le personnel des divers Ministères [24 janvier 1872] (I., n° 840; A., t. 7, an., p. 79; J. O. de 1872, p. 865). — Rapport sommaire, par M. de Mahy [15 mars] (I., n° 994; A., t. 8, an., p. 156; J. O., p. 2118). — Prise en considération [30 mai 1873] (A., t. 18, p. 156). — Commission (F., n° 476; J. O. de 1873, p. 3750) (1).

7 — Exposé des motifs et texte du projet de loi sur les conseils d'administration et sur l'état des employés dans les administrations centrales, présenté par M. Jozon, au nom de la Commission de révision des Services administratifs [22 juillet 1873] (I., n° 1925; A., t. 18, an., p. 182; J. O., p. 6794, 6802). — Sur la proposition de M. Corne, *Président de la Commission*, l'Assemblée ordonne le renvoi de ce projet au Conseil d'État (A., t. 19, p. 348. — Renvoi de son Avis à la même Commission [28 juillet 1874] (t. 34, p. 2).

8 — Propositions relatives à l'établissement de retenues proportionnelles, au profit du Trésor, sur les traitements des fonctionnaires publics, voy. FONCTIONNAIRES PUBLICS.

9 — Dispositions relatives à la suppression du logement des fonctionnaires publics aux frais de l'État, voy. BUDGET GÉNÉRAL DE L'ÉTAT, § I, *Exercice 1871*, n° 3.

10 — Proposition de M. de Ravinel, relative à l'installation des divers Ministères à Versailles, voy. ASSEMBLÉE NATIONALE, § II, n° 4.

### § II. — *Dispositions spéciales aux divers Ministères.*

1 — JUSTICE. — Rapport, par M. Jozon, au nom de la Commission des Services administratifs, sur l'organisation du service central de ce Ministère [9 septembre 1874] (I., n° 627; A., t. 5, an., p. 299; J. O., p. 4448).

2 — AFFAIRES ÉTRANGÈRES. — Rapport, par M. Emmanuel Arago, sur les services de ce Ministère, suivi de la proposition de loi présentée par la Commission des Services administratifs, et relatives à la réunion en un seul des Corps diplomatique et consulaire [20 février 1874] (I., n° 2231; A., t. 29, an., p. 322; J. O., p. 2210). = *Première délibération* [29 mai 1874] (t. 31, p. 201). — Est entendu : M. Emmanuel Arago, *rapporteur* (p. 201). — L'Assemblée dé-

(1) Il n'a pas été donné suite à cette proposition.

(1) Il n'a pas été fait de rapport sur cette proposit

cide qu'elle passera à la deuxième délibération (*ibid.*) (1).

3 — INTÉRIEUR. — Rapport, par M. de Marcère, sur les services de ce Ministère [3 décembre 1872] (I., n° 1455; A., t. 14, an., p. 74; J. O., p. 7987, 8020, 8052).

4 — CULTES et BEAUX-ARTS. — Rapports : 1° par M. Alfred Giraud, sur l'administration centrale des *Cultes* [3 décembre 1873] (I., n° 2072; A., t. 28, an., p. 107; J. O. de 1874 (p. 50); — 2° par M. Charton, sur la direction des *Beaux-Arts* [8 décembre 1875] (I., n° 3539; A., t. 43, an., p. 391; J. O. de 1876, p. 731).

5 — FINANCES.

1° Rapport, par M. de la Monneraye, sur le service central de ce Ministère [23 février 1872] (I., n° 924; A., t. 8, an, p. 282; J. O., p. 3083, 3114, 3149, 3175). — Discussion des modifications proposées par la Commission des Services administratifs à l'organisation générale du Ministère des Finances, voy. BUDGET GÉNÉRAL DE L'ÉTAT, § III, *Exercice 1873*, n° 4, *Finances*.

2° Exposé des motifs et texte des propositions présentées : 1° par MM. Rive, Christophle et autres; 2° par M. Hervé de Saisy, tendant à la réorganisation du service de la Trésorerie [15 mars 1872 et 23 juillet 1873 (I., nos 993 et 1932; A., t. 8, an., p. 152 et t. 19, an., p. 193; J. O., p. 2426, 5779). — Déclaration d'urgence et renvoi de la première de ces propositions à la Commission des Services administratifs (t. 8, p. 339). — Renvoi de la seconde à la même Commission, sur le rapport verbal de M. de Carbonnier de Marzac [13 juin 1874] (t. 32, p. 165. — Rapport, au nom de cette Commission, par M. Corne, sur les deux propositions sus-mentionnées, suivi d'un projet de loi sur la nomination et l'avancement des fonctionnaires de la Trésorerie [27 juillet 1874] (I., n° 2610; A., t. 33, an., p. 205; J. O., p. 5801, 5826). = Incident relatif à la mise à l'ordre du jour de ces propositions [14 décembre 1874] (t. 35, p. 189). — Sont entendus : MM. Mathieu-Bodet, *Ministre des Finances* (p. 189, 190); Corne, *rapporteur* (p. 189); Ernest Picard (p. 190). — Les propositions sont retirées de l'ordre du jour (p. 191) (1).

3° Rapports, au nom de la Commission des Services administratifs, par M. Charles Rolland, sur les postes et les télégraphes et sur la question de la fusion de ces deux services [21 juin 1872 et 18 juillet 1873] (I., n° 1236 et 1897; A., t. 12, an., p. 55, et t. 19, an., p. 130; J. O. de 1872, p. 4634, 4654, 4682, 4700; de 1873, p. 5447). = *Première délibération* sur le projet de loi portant des modifications au régime postal et au service télégraphique, présenté par la Commission des Services administratifs [12 novembre 1873] (t. 27, p. 70). — Sont entendus : MM. Charles Rolland, *rapporteur* (p. 70); Beulé, *Ministre de l'Intérieur* (p. 71). — L'Assemblée décide qu'elle passera à la deuxième délibération (*ibid.*). = *Deuxième délibération* [25 novembre] (A., t. 28, p. 3). — Est entendn : M. Charles Rolland, *rapporteur*. — L'Assemblée décide qu'elle passera à la troisième délibération [même séance] (p. 6). = *Troisième délibération* [5 décembre] (p. 120). — Sont entendus : MM. Raudot (p. 120, 125, 140); Charles Rolland, *rapporteur* (p. 122, 127, 141); Baragnon, *Sous-Secrétaire d'Etat de l'Intérieur* (p. 124); Paul Morin (p. 129, 134); Corne (p. 136). — Adoption de l'ensemble du projet de loi [6 décembre] (p. 143). = Loi du 6 décembre 1873 (J. O., p. 7937; B. des L., n° 2552).

4° Rapport, par M. de Bonald sur la question de la réunion du service des Forêts au Ministère de l'Agriculture et du Commerce [25 novembre 1872] (I., n° 1446; A., t. 14, an., p. 49; J. O. de 1873, p. 35, 55, 69). — Discussion du projet de loi présenté par la Commission des Services administratifs, relatif à cette réunion [19 février 1873] (t. 16, p. 126). — Sont entendus : MM. Lambert de Sainte-Croix (p. 126); Cézanne (p. 129); Léon Say, *Ministre des Finances* (p. 139); Corne (p. 142); le baron de Soubeyran (p. 152); Paul Jozon (p. 154, 157); Peltereau-Villeneuve (p. 157). — L'Assemblée décide, au scrutin public, qu'elle ne passera pas à la seconde délibération [20 février] (p. 160); [illegible]te des votants (p. 162).

(1) Cette deuxième délibération n'a p[illegible] avant la séparation de l'Assemblée.

L'Assemblée Nationale n'a pas statué sur ces [illegible]tions.

6 — AGRICULTURE ET COMMERCE. — Rapport, par M. Auguste Boullier, sur l'organisation de ce Ministère [2 décembre 1872] (I., n° 1459; A., t. 14, an., p. 98; J. O., p. 7856, 7890, 7987).

7 — TRAVAUX PUBLICS.

1° Rapport, par M. Deseilligny, sur les services de ce Ministère [9 septembre 1871] (I., n° 628; A., t. 5, an., p. 309; J. O., p. 4657).

2° Texte de la proposition de M. de Saisy, tendant à faire présenter à l'Assemblée, avant l'examen du Budget de 1874, l'état détaillé des logements occupés dans les bâtiments nationaux par le personnel du Ministère des Travaux publics [1er avril 1873] (I., n° 1752; A., t. 17, an., p. 153; J. O., p. 2753). — L'urgence, demandée par M. de Saisy, est déclarée (A., t. 17, p. 205) (1).

Voy. ARMÉE, § VII. — BUDGET GÉNÉRAL DE L'ÉTAT.

## SERVICES FUNÈBRES ORDONNÉS PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE.

Propositions relatives aux services funèbres en l'honneur : des généraux Clément THOMAS et LECOMTE; de Mgr DARBOY, archevêque de Paris et des autres ôtages de la Commune ; et du général LEROY DE DAIS et des autres officiers, sous-officiers et soldats qui ont péri en combattant l'insurrection de Paris, voy. HONNEURS PUBLICS.

## SERVICES POSTAUX SUBVENTIONNÉS, voy. POSTES, § III.

## SÈVRE-NIORTAISE (BASSIN DE LA).

Rapport, par M. Krantz, au nom de la Commission d'enquête sur les chemins de fer et les moyens de transport, relatif aux bassins de la Charente et de la Sèvre-Niortaise, voy. ENQUÊTES PARLEMENTAIRES, IIIe section, § III, 2°, n° 7.

(1) Il n'a pas été donné suite à cette proposition.

## SÈVRES (MANUFACTURE NATIONALE DE).

Projet de crédit applicable aux dépenses de cet établissement, voy. CRÉDITS, § IX, *Instruction publique, Cultes et Beaux-Arts*, n° 1.

## SIGOYER (M. LE COMMANDANT).

Projet de loi tendant à accorder une pension à titre de récompense nationale à la veuve de cet officier supérieur, voy. PENSIONS NATIONALES, n° 3.

## SIMPLON.

Propositions ayant pour objet d'accorder une subvention de l'État pour l'exécution de la traversée du Simplon, voy. CHEMINS DE FER, § IX, nos 4 et 5.

## SOCIÉTÉ GÉNÉRALE ALGÉRIENNE.

1 — Observations sur l'inexécution de la convention passée en 1856 entre l'État et cette Société, voy. BUDGET GÉNÉRAL DE L'ÉTAT, § III, *Exercice 1873*, n° 4.

2 — Projet de loi relatif à une Convention passée entre le Ministre de l'Intérieur et la Société générale Algérienne pour l'exécution de grands travaux publics en Algérie, voy. ALGÉRIE, § II, n° 2.

## SOCIÉTÉ DE SECOURS MUTUELS LA FRATERNELLE.

Interpellation sur les motifs de la dissolution et de la liquidation de cette Société, établie à Die (Drôme), voy. INTERPELLATIONS, n° 76.

## SOCIÉTÉS ANONYMES.

1 — Texte de la proposition de M. Goblet, relative à l'exemption de la taxe établie par l'article 1er de la loi du 20 février 1849, pour les sociétés anonymes ayant pour but l'achat et la vente d'immeubles [20 juillet 1875] (I., n° 3210; A., t. 40, an., p. 559; J. O., p. 5848). — Rapport, au nom de la Commission du Budget, par M. Gouin [29 juillet] (I., n° 3327; A.,

t. 41, an., p. 164; J. O., p. 7095). — Discussion [14 décembre] (A., t. 43, p. 268).—Adoption de l'article unique du projet, avec la nouvelle rédaction proposée par M. Gouin, *rapporteur*, d'accord avec le Gouvernement et l'auteur de la proposition (p. 269). = Loi du 14 décembre 1875 (J. O., p. 10859; B. des L., n° 1715).

2 — Question relative aux modifications dont serait susceptible la loi de 1867, y relative, voy. QUESTIONS, n° 105.

**SOCIÉTÉS COMMERCIALES EN NOM COLLECTIF.**

Projet de loi, et proposition de M. Feray, y relatifs, voy. PATENTES, n° 7. — VALEURS MOBILIÈRES, n° 9.

**SOCIÉTÉS DE TIR.**

Exposé des motifs et texte de la proposition de MM. Raoul Duval, Glas et Savoye, relative à l'introduction en France de cartouches chargées pour l'usage spécial des Sociétés de tir [9 mars 1874] (I., n° 2273; A., t. 30, an., p. 127; J. O., p. 2545). — Rapport sommaire, par M. Deschange [2 juin] (I., n° 2414; A., t. 31, an., p. 476; J. O., p. 4035). — Discussion sur la prise en considération: [24 juin 1874] (t. 32, p. 376). — Est entendu: M. Raoul Duval (p. 376). — Prise en considération (*ibid.*). — L'urgence, demandée par M. Raoul Duval, n'est pas déclarée (*ibid.*). — Commission (F., n° 686; J. O., p. 5848). — Rapport sur le fond, par M. Raoul Duval [31 juillet] (I., n° 2643; A., t. 34, p. 96, an., p. 108; J. O., p. 5976). — Observations sur la demande d'urgence faite par le Rapporteur (t. 34, p. 96, 132). — Sont entendus: MM. le baron de Vinols (p. 96); Raoul Duval, *rapporteur* (p. 132). — Déclaration d'urgence [1er août] (p. 132). — Adoption, sans discussion, de l'ensemble de la proposition [même séance] (p. 133). = Loi du 1er août 1874 (J. O., p. 5673; B. des L., n° 3305).

**SOCIÉTÉS INDUSTRIELLES**, voy. COMMERCE ET INDUSTRIE. — ENREGISTREMENT. — PATENTES.

**SOCIÉTÉS SECRÈTES**, voy. ASSOCIATION INTERNATIONALE.

**SOLIGNY** (TRAPPISTES DE).

Projet de loi relatif à un échange d'immeubles entre eux et l'État, voy. ÉCHANGES, n° 22.

**SOMME** (DÉPARTEMENT DE LA).

Proposition de MM. Barni et Goblet, relative à la levée de l'état de siége dans ce département, voy. ÉTAT DE SIÉGE, n°s 7 et 10.

**SOUS-GOUVERNEURS DE LA BANQUE DE FRANCE**, voy. BANQUE DE FRANCE.

**SOUS-OFFICIERS.**

Projets de lois et propositions, ayant pour objet l'amélioration de leur situation, voy. ARMÉE, § III, n°s 11 à 14.

**SOUSCRIPTIONS PUBLIQUES**, voy. ARMÉE, § XIII, n° 9. — EMPRUNTS DE L'ÉTAT. — INONDATIONS. — INTERPELLATIONS, n° 18. — LIBÉRATION DU TERRITOIRE.

**SOUS-PRÉFETS.**

1 — Texte de la proposition déposée par M. Savary, et signée de lui et de MM. Louis de Saint-Pierre et autres, tendant à supprimer les fonctions de Sous-Préfet [3 mars 1871] (I., n° 17; A., t. 1, p. 134, et an., p. 16; J. O., p. 318). — Rapport sommaire, par M. Péconnet [13 avril] (I., n° 134; A., t. 2, an., p. 480; J. O., p. 758). — Prise en considération et renvoi de la proposition à la Commission de décentralisation [17 avril] (t. 2, p. 537) (1).

2 — Proposition de M. de Saisy, concernant, entre autres objets, la suppression des emplois de Sous-Préfet, voy. DÉPUTÉS A L'ASSEMBLÉE NATIONALE, n° 3.

3 — Propositions de MM. Dezanneau et autres, relative à la fixation de l'âge pour la

(1) Il n'a pas été fait de rapport sur cette proposition.

nomination des Sous-Préfets, voy. PRÉFETS.

4 — Proposition de MM. Jozon et autres, relative à l'éligibilité des anciens Préfets et Sous-Préfets à l'Assemblée Nationale, voy. ÉLECTIONS, IIe section, § I, n° 2.

5 — Demande d'interpellations relatives à la nomination des Sous-Préfets, voy. INTERPELLATIONS, n° 8.

## SOUS-SECRÉTAIRES D'ÉTAT.

1 — Amendement tendant à excepter des incompatibilités avec le mandat de Représentant les fonctions de Sous-secrétaire d'État, voy DÉPUTÉS A L'ASSEMBLÉE NATIONALE, n° 2.

2 — Discussions relatives à une réduction de crédit tendant à la suppression de l'emploi de Sous-secrétaire d'État au Ministère de l'Intérieur, voy. BUDGET GÉNÉRAL DE L'ÉTAT, § II, *Exercice 1872*, n° 4, *Intérieur*.

3 — Projet de loi de crédit applicable au traitement du Sous-secrétaire d'État au Ministère de l'Instruction publique, et observations sur la création, dans quatre Ministères, d'emplois de Sous-Secrétaire d'État confiés à des Députés, voy. CRÉDITS, § IX, *Instruction publique*, n° 12.

**SOUVERAIN-PONTIFE**, voy. SAINT-SIÈGE.

## SPAHIS.

Projet de loi relatif à l'établissement d'escadrons de Spahis en Algérie, voy. CRÉDITS, § VII, *Guerre*, n° 13.

## SPÉCIALITÉS PHARMACEUTIQUES.

1 — Exposé des motifs et texte de la proposition de M. de Lorgeril, tendant à frapper d'un impôt les remèdes nouveaux connus sous le nom de *spécialités pharmaceutiques* [29 mai 1874] (I., n° 2409; A., t. 34, an., p. 469; J. O., p. 3888). — Renvoi à la Commission du Budget (t. 34, p. 189) (1).

2 — Exposé des motifs et texte de la proposition de M. de Lorgeril, tendant à frapper d'un impôt les spécialités pharmaceutiques, les spécialités hygiéniques ou de toilette, les eaux minérales naturelles, ou artificielles [15 mars 1875] (I., n° 2914; A., t. 36, an., p. 117; J. O., p. 2160). — Renvoi à la Commission du Budget (t. 37, p. 237). — Demande de mise à l'ordre du jour, par M. le vicomte de Lorgeril, de ses deux propositions sur les spécialités pharmaceutiques et sur les marchés à terme [3 août] (A., t. 41, p. 365). — Sont entendus: MM. le vicomte de Lorgeril, Léon Say, *Ministre des Finances* (p. 365, 366) (2).

**SPECTACLES**, voy. BILLETS DE SPECTACLE. — OPÉRA (THÉATRE DE L').

**SPIRITUEUX**, voy. ALCOOLS. — BOISSONS. — OCTROIS.

## STATISTIQUE.

1 — Disposition ayant pour objet l'établissement d'une taxe dite de *statistique* sur chaque colis sortant de France ou y entrant, voy. BUDGET GÉNÉRAL DE L'ÉTAT, § I, *Exercice 1871*, n° 4.

2 — Question relative à l'exécution de la loi concernant cette nouvelle taxe, voy. QUESTIONS, n° 54.

3 — Projet de loi relatif aux renseignements statistiques à fournir par les Compagnies de chemins de fer, voy. CHEMINS DE FER, § I, n° 16.

## STRASBOURG (VILLE DE).

1 — Proposition de MM. Pelletan, relative aux funérailles de M. Küss, ancien maire de Strasbourg, et Député du Bas-Rhin, voy. HONNEURS PUBLICS, n° 1.

2 — Proposition de MM. Varroy, Berlat

(1) Il n'a pas été fait de rapport sur cette proposition.

(2) Il n'a pas été donné suite à cette proposition.

retrait de ce projet de loi [10 juin 1875] (t. 38, p. 490).

4 — Texte de la proposition de MM. Paris (Pas-de-Calais), Villain, Dupont et autres, tendant à soumettre les raffineries de sucre à l'exercice [20 décembre 1872] (I., n° 1509; A., t. 14, p. 702, et an., p. 169; J. O., p. 8068). — Est entendu : M. Paris (A., t. 14, p. 702). — L'urgence est déclarée [même séance] (p. 702). — Renvoi de cette proposition à la Commission des sucres, chargée d'examiner le projet de loi mentionné au précédent paragraphe (*ibid.*). — Rapport, par M. Villain [8 février 1873] (I., n° 1599; A., t. 15, an., p. 293; J. O., p. 1263). — Délibération commune au projet de loi et à la proposition, voy. ci-dessus, n° 1. — Rapport supplémentaire, par M. Villain [25 juillet] (I., n° 1962; A., t. 19, an., p. 232; J. O., p. 556) (1).

5 — Observations sur les fraudes commises dans la perception de l'impôt du sucre et sur la nécessité de soumettre les raffineries à l'exercice, voy. BUDGET GÉNÉRAL DE L'ÉTAT, § III, *Exercice 1873*, n° 4. — *Dispositions diverses.*

6 — Amendements relatifs : à l'augmentation des droits actuels sur les sucres de toute origine; à l'assujettissement des raffineries de sucre à l'exercice; à l'établissement sur les poudres blanches, à la consommation, des mêmes droits que sur les sucres raffinés exercés, voy. BUDGET GÉNÉRAL DE L'ÉTAT, § IV, *Exercice 1874*, n° 9.

7 — Rapport spécial de M. Chesnelong, sur les amendements précités et projet de Résolution relative aux négociations à poursuivre avec les puissances signataires de la Convention de 1864 sur le régime international des sucres, voy. *ibid.*

8 — Disposition adoptée par l'Assemblée tendant à assimiler les raffineries de sucre, quant à l'exercice, aux fabriques-raffineries, à partir du 1er juillet 1875, et amendement ayant pour objet l'abréviation des délais pour le paiement des droits sur le sucre, voy. *ibid.*

(1) Cette proposition a été convertie en amendement au projet de loi sur les augmentations d'impôts et les impôts nouveaux, voy. BUDGET GÉNÉRAL DE L'ÉTAT, § IV, *Exercice 1874*, nos 6 et 9.

9 — Questions relatives : aux mesures à prendre pour constater la fabrication du sucre dans les départements envahis; à la réglementation de l'exercice des raffineries et à l'exécution des dispositions de la loi du 21 mars 1874 sur cette matière, voy. QUESTIONS, nos 40, 101, 104.

10 — Exposé des motifs et texte du projet de loi sur le nouveau régime des sucres, présenté par M. le vicomte de Meaux, *Ministre de l'Agriculture et du Commerce* [11 juin 1875] (I., n° 3084; A., t. 38, an., p. 233; J. O., p. 4544). — Commission (F., n° 800; J. O., p. 4464) (1).

11 — Exposé des motifs et texte du second projet de loi, tendant à proroger jusqu'au 1er mars 1876 le régime actuel des sucres, présenté par M. le vicomte de Meaux, *Ministre de l'Agriculture et du Commerce* [17 juillet 1875] (I., n° 3200; A., t. 40, an., p. 519; J. O., p. 5890). — Renvoi de ce projet de loi à la Commission chargée de l'examen du projet de loi ci-dessus mentionné (t. 40, p. 146). — Rapport, par M. Teisserenc de Bort [27 juillet] (I., n° 3291; A., t. 41, an., p. 116; J. O., p. 7080). — Demande de déclaration d'urgence (A., t. 41, p. 141). — Sont entendus sur cette demande : MM. Teisserenc de Bort, *rapporteur;* le vicomte de Meaux, *Ministre de l'Agriculture et du Commerce* (*ibid.*). — L'urgence est déclarée (*ibid.*). = Demande par M. le Rapporteur de la fixation de la discussion en tête de l'ordre du jour du lendemain [28 juillet] (p. 191) : adoption (*ibid.*). = Adoption, sans discussion, des articles et de l'ensemble du projet de loi [29 juillet] (p. 202). = Loi du 29 juillet 1875 (J. O., p. 6161; B. des L., n° 4344).

12 — Exposé des motifs et texte du projet de loi, présenté par M. le duc Decazes, *Ministre des Affaires étrangères*, portant approbation de la Convention sur le régime des sucres, signée à Bruxelles le 12 août 1875, entre la France, la Belgique, la Grande-Bretagne et les Pays-Bas [9 novembre 1875] (I., n° 3409; A., t. 42, an., p. 14; J. O., p. 9768). — Renvoi à la Commission,

(1) Ce projet de loi n'a pas été l'objet d'un rapport spécial.

t. 41; an., p. 164; J. O., p. 7095). — Discussion [14 décembre] (A., t. 43, p. 268).—Adoption de l'article unique du projet, avec la nouvelle rédaction proposée par M. Gouin, *rapporteur*, d'accord avec le Gouvernement et l'auteur de la proposition (p. 269). = Loi du 14 décembre 1875 (J. O., p. 10859; B. des L., n° 1715).

2 — Question relative aux modifications dont serait susceptible la loi de 1867, y relative, voy. QUESTIONS, n° 105.

**SOCIÉTÉS COMMERCIALES EN NOM COLLECTIF.**

Projet de loi, et proposition de M. Feray, y relatifs, voy. PATENTES, n° 7. — VALEURS MOBILIÈRES, n° 9.

**SOCIÉTÉS DE TIR.**

Exposé des motifs et texte de la proposition de MM. Raoul Duval, Glas et Savoye, relative à l'introduction en France de cartouches chargées pour l'usage spécial des Sociétés de tir [9 mars 1874] (I., n° 2273; A., t. 30, an., p. 127; J. O., p. 2545). — Rapport sommaire, par M. Deschange [2 juin] (I., n° 2414; A., t. 31, an., p. 476; J. O., p. 4035). — Discussion sur la prise en considération: [24 juin 1874] (t. 32, p. 376). — Est entendu: M. Raoul Duval (p. 376). — Prise en considération (*ibid.*). — L'urgence, demandée par M. Raoul Duval, n'est pas déclarée (*ibid.*). — Commission (F., n° 686; J. O., p. 5848). — Rapport sur le fond, par M. Raoul Duval [31 juillet] (I., n° 2643; A., t. 34, p. 96, an., p. 108; J. O., p. 5976). — Observations sur la demande d'urgence faite par le Rapporteur (t. 34, p. 96, 132). — Sont entendus: MM. le baron de Vinols (p. 96); Raoul Duval, *rapporteur* (p. 132). — Déclaration d'urgence [1er août] (p. 132). — Adoption, sans discussion, de l'ensemble de la proposition [même séance] (p. 133). = Loi du 1er août 1874 (J. O., p. 5673; B. des L., n° 3305).

**SOCIÉTÉS INDUSTRIELLES**, voy. COMMERCE ET INDUSTRIE. — ENREGISTREMENT. — PATENTES.

**SOCIÉTÉS SECRÈTES**, voy. ASSOCIATION INTERNATIONALE.

**SOLIGNY** (TRAPPISTES DE).

Projet de loi relatif à un échange d'immeubles entre eux et l'État, voy. ÉCHANGES, n° 22.

**SOMME** (DÉPARTEMENT DE LA).

Proposition de MM. Barni et Goblet, relative à la levée de l'état de siége dans ce département, voy. ÉTAT DE SIÉGE, n°s 7 et 10.

**SOUS-GOUVERNEURS DE LA BANQUE DE FRANCE**, voy. BANQUE DE FRANCE.

**SOUS-OFFICIERS.**

Projets de lois et propositions, ayant pour objet l'amélioration de leur situation, voy. ARMÉE, § III, n°s 11 à 14.

**SOUSCRIPTIONS PUBLIQUES**, voy. ARMÉE, § XIII, n° 9. — EMPRUNTS DE L'ÉTAT. — INONDATIONS. — INTERPELLATIONS, n° 18. — LIBÉRATION DU TERRITOIRE.

**SOUS-PRÉFETS.**

1 — Texte de la proposition déposée par M. Savary, et signée de lui et de MM. Louis de Saint-Pierre et autres, tendant à supprimer les fonctions de Sous-Préfet [3 mars 1871] (I., n° 17; A., t. 1, p. 134, et an., p. 16; J. O., p. 318). — Rapport sommaire, par M. Péconnet [13 avril] (I., n° 134; A., t. 2, an., p. 480; J. O., p. 758). — Prise en considération et renvoi de la proposition à la Commission de décentralisation [17 avril] (t. 2, p. 537) (1).

2 — Proposition de M. de Saisy, concernant, entre autres objets, la suppression des emplois de Sous-Préfet, voy. DÉPUTÉS A L'ASSEMBLÉE NATIONALE, n° 3.

3 — Propositions de MM. Dezanneau et autres, relative à la fixation de l'âge pour la

(1) Il n'a pas été fait de rapport sur cette proposition.

nomination des Sous-Préfets, voy. PRÉFETS.

4 — Proposition de MM. Jozon et autres, relative à l'éligibilité des anciens Préfets et Sous-Préfets à l'Assemblée Nationale, voy. ÉLECTIONS, IIe section, § I, n° 2.

5 — Demande d'interpellations relatives à la nomination des Sous-Préfets, voy. INTERPELLATIONS, n° 8.

## SOUS-SECRÉTAIRES D'ÉTAT.

1 — Amendement tendant à excepter des incompatibilités avec le mandat de Représentant les fonctions de Sous-secrétaire d'État, voy DÉPUTÉS A L'ASSEMBLÉE NATIONALE, n° 2.

2 — Discussions relatives à une réduction de crédit tendant à la suppression de l'emploi de Sous-secrétaire d'État au Ministère de l'Intérieur, voy. BUDGET GÉNÉRAL DE L'ÉTAT, § II, *Exercice 1872*, n° 4, *Intérieur*.

3 — Projet de loi de crédit applicable au traitement du Sous-secrétaire d'État au Ministère de l'Instruction publique, et observations sur la création, dans quatre Ministères, d'emplois de Sous-Secrétaire d'État confiés à des Députés, voy. CRÉDITS, § IX, *Instruction publique*, n° 12.

**SOUVERAIN-PONTIFE**, voy. SAINT-SIÈGE.

## SPAHIS.

Projet de loi relatif à l'établissement d'escadrons de Spahis en Algérie, voy. CRÉDITS, § VII, *Guerre*, n° 13.

## SPÉCIALITÉS PHARMACEUTIQUES.

1 — Exposé des motifs et texte de la proposition de M. de Lorgeril, tendant à frapper d'un impôt les remèdes nouveaux connus sous le nom de *spécialités pharmaceutiques* [19 mai 1874] (I., n° 2409; A., t. 34, p. 469; J. O., p. 3888). — Renvoi à la Commission du Budget (t. 34, p. 489) (1).

2 — Exposé des motifs et texte de la proposition de M. de Lorgeril, tendant à frapper d'un impôt les spécialités pharmaceutiques, les spécialités hygiéniques ou de toilette, les eaux minérales naturelles, ou artificielles [15 mars 1875] (I., n° 2914; A., t. 36, an., p. 117; J. O., p. 2160). — Renvoi à la Commission du Budget (t. 37, p. 237). — Demande de mise à l'ordre du jour, par M. le vicomte de Lorgeril, de ses deux propositions sur les spécialités pharmaceutiques et sur les marchés à terme [3 août] (A., t. 41, p. 365). — Sont entendus : MM. le vicomte de Lorgeril, Léon Say, *Ministre des Finances* (p. 365, 366) (2).

**SPECTACLES**, voy. BILLETS DE SPECTACLE. — OPÉRA (THÉATRE DE L').

**SPIRITUEUX**, voy. ALCOOLS. — BOISSONS. — OCTROIS.

## STATISTIQUE.

1 — Disposition ayant pour objet l'établissement d'une taxe dite de *statistique* sur chaque colis sortant de France ou y entrant, voy. BUDGET GÉNÉRAL DE L'ÉTAT, § I, *Exercice 1871*, n° 4.

2 — Question relative à l'exécution de la loi concernant cette nouvelle taxe, voy. QUESTIONS, n° 54.

3 — Projet de loi relatif aux renseignements statistiques à fournir par les Compagnies de chemins de fer, voy. CHEMINS DE FER, § I, n° 16.

## STRASBOURG (VILLE DE).

1 — Proposition de MM. Pelletan, relative aux funérailles de M. Küss, ancien maire de Strasbourg, et Député du Bas-Rhin, voy. HONNEURS PUBLICS, n° 1.

2 — Proposition de MM. Varroy, Berlat

(1) Il n'a pas été fait de rapport sur cette proposition.

(2) Il n'a pas été donné suite à cette proposition.

et autres, relatives à la translation des Facultés établies dans cette ville, voy. ALSACE-LORRAINE, § V, nos 1 à 3.

**SUBERBIELLE** (INDEMNITÉ).

Projet de loi y relatif, voy. CRÉDITS, § VII, *Guerre*, n° 7.

**SUCCESSIONS.**

1 — Proposition de M. Folliet, ayant pour objet d'admettre la déduction des dettes dans le paiement des droits de succession, voy. MUTATIONS PAR DÉCÈS.

2 — Exposé des motifs et texte de la proposition de M. Delsol, tendant à modifier les droits de l'époux survivant sur la succession de son conjoint prédécédé [21 mai 1872] (I., n° 1158; A., t. 11, an., p. 181; J. O., p. 3821). — Rapport sommaire, par M. Delsol [14 juin] (I., n° 1218; A., t. 12, an., p. 28; J. O., p. 4326). — Prise en considération [21 mars 1873] (A., t. 17, p. 2).— Commission (F., n° 448; J. O. de 1873, p. 2032). — Premier rapport préliminaire, par M. Humbert (*Observations des Facultés de droit*) [29 décembre 1875] (I., n° 3665; A., t. 44, an., p. 92; J. O. de 1876, p. 2329). = Deuxième rapport préliminaire, par M. Sebert (*Compte-rendu des avis de la Cour de Cassation et des Cours d'Appel*) [30 décembre 1875] (I., n° 3671; A., t. 44, an., p. 105; J. O. de 1876, p. 1629, 1674, 1713, 1745, 1764) (1).

3 — Propositions de MM. Journault, Sebert et autres, tendant à modifier le tarif des droits de succession, voy. MUTATIONS PAR DÉCÈS.

4 — Amendements tendant à augmenter les droits de mutation en ligne directe ou collatérale, voy. BUDGET GÉNÉRAL DE L'ÉTAT, § IV, *Exercice 1874*, n° 9.

**SUCCURSALES DE LA BANQUE DE FRANCE**, voy. BANQUE DE FRANCE.

(1) Cette proposition n'a pas été discutée par l'Assemblée nationale.

**SUCRES.**

1 — Disposition relative aux droits proposés par la Commission du Budget de 1871 sur les sucres extraits par les procédés barytiques, voy. BUDGET GÉNÉRAL DE L'ÉTAT, § I, *Exercice 1871*, n° 3.

2 — Projet de loi, rapports de MM. Ancel et Benoist-d'Azy et dispositions adoptées par l'Assemblée, relativement à l'augmentation de l'impôt sur les sucres, voy. BUDGET GÉNÉRAL DE L'ÉTAT, § I, *Exercice 1871*, n° 4.

3 — Exposé des motifs et texte du projet de loi relatif au régime des sucres, présenté par M. Victor Lefranc, *Ministre de l'Agriculture et du Commerce* [15 septembre 1871] (I., n° 669 ; A., t. 5, an., p. 290; J. O., p. 4415). — Commission (F., n° 471 ; J. O., p. 4929). — Rapport, par M. Villain [13 juillet 1872] (I., n° 1309 ; A., t. 13, an., p. 572; J. O., p. 7447, 7463). — Demande à fin de mise à l'ordre du jour de ce projet de loi [20 décembre 1872] (A., t. 14, p. 702). — Est entendu : M. Kolb-Bernard (*ibid.*). = *Première délibération* [24 janvier 1873] (t. 15, p. 316).— Ajournement (p. 325). — Reprise de la discussion [13 février] (t. 16, p. 25). = Ont pris part aux débats : MM. Kolb-Bernard (t. 15, p. 316, 318, 325); Clapier (p. 317, 320, 321, 322, 325 ; t. 16, p. 39, 44); Alfred Dupont (t. 15, p. 317; t. 16, p. 27); Teisserenc de Bort, *Ministre de l'Agriculture et du Commerce* (t. 15, p. 318, 323, 325 ; t. 16, p. 25, 80); Paris (Pas-de-Calais) (t. 15, p. 319, 324; t. 16, p. 54, 83, 84); Léon Say, *Ministre des Finances* (t. 15, p. 319, 323 ; t. 16, p. 36, 60); Pouyer-Quertier (t. 15, p. 319, 322 ; t. 16, p. 60, 65); Villain, *rapporteur* (t. 15, p. 320, 321, 322, 323, 324; t. 16, p. 84); Leurent (t. 15, p. 324 ; t. 16, p. 83); Raoul Duval (t. 16, p. 84). — L'Assemblée décide qu'elle passera à la deuxième délibération sur le projet de loi et sur la proposition de MM. Paris, Dupont et autres, ci-après mentionnée [15 février] (t. 16, p. 84). = Observations relatives à l'ajournement de la seconde délibération [30 mai 1873] (t. 18, p. 157). — Sont entendus : MM. Guichard, Leurent, Deseilligny, *Ministre des Travaux publics* (*ibid.*). — Décret portant

retrait de ce projet de loi [10 juin 1875] (t. 38, p. 490).

4 — Texte de la proposition de MM. Paris (Pas-de-Calais), Villain, Dupont et autres, tendant à soumettre les raffineries de sucre à l'exercice [20 décembre 1872] (I., n° 1509; A., t. 14, p. 702, et an., p. 169; J. O., p. 8068). — Est entendu : M. Paris (A., t. 14, p. 702). — L'urgence est déclarée [même séance] (p. 702). — Renvoi de cette proposition à la Commission des sucres, chargée d'examiner le projet de loi mentionné au précédent paragraphe (*ibid.*). — Rapport, par M. Villain [8 février 1873] (I., n° 1599; A., t. 15, an., p. 293; J. O., p. 1263). — Délibération commune au projet de loi et à la proposition, voy. ci-dessus, n° 1. — Rapport supplémentaire, par M. Villain [25 juillet] (I., n° 1962; A., t. 19, an., p. 232; J. O., p. 556) (1).

5 — Observations sur les fraudes commises dans la perception de l'impôt du sucre et sur la nécessité de soumettre les raffineries à l'exercice, voy. BUDGET GÉNÉRAL DE L'ÉTAT, § III, *Exercice 1873*, n° 4. — *Dispositions diverses.*

6 — Amendements relatifs : à l'augmentation des droits actuels sur les sucres de toute origine; à l'assujettissement des raffineries de sucre à l'exercice; à l'établissement sur les poudres blanches, à la consommation, des mêmes droits que sur les sucres raffinés exercés, voy. BUDGET GÉNÉRAL DE L'ÉTAT, § IV, *Exercice 1874*, n° 9.

7 — Rapport spécial de M. Chesnelong, sur les amendements précités et projet de Résolution relative aux négociations à poursuivre avec les puissances signataires de la Convention de 1864 sur le régime international des sucres, voy. *ibid.*

8 — Disposition adoptée par l'Assemblée tendant à assimiler les raffineries de sucre, quant à l'exercice, aux fabriques-raffineries, à partir du 1er juillet 1875, et amendement ayant pour objet l'abréviation des délais pour le paiement des droits sur le sucre, voy. *ibid.*

(1) Cette proposition a été convertie en amendement au projet de loi sur les augmentations d'impôts et les impôts nouveaux, voy. BUDGET GÉNÉRAL DE L'ÉTAT, § IV, *Exercice 1874*, nos 6 et 9.

9 — Questions relatives : aux mesures à prendre pour constater la fabrication du sucre dans les départements envahis; à la réglementation de l'exercice des raffineries et à l'exécution des dispositions de la loi du 21 mars 1874 sur cette matière, voy. QUESTIONS, nos 40, 101, 104.

10 — Exposé des motifs et texte du projet de loi sur le nouveau régime des sucres, présenté par M. le vicomte de Meaux, *Ministre de l'Agriculture et du Commerce* [11 juin 1875] (I., n° 3084; A., t. 38, an., p. 233; J. O., p. 4544). — Commission (F., n° 800; J. O., p. 4464) (1).

11 — Exposé des motifs et texte du second projet de loi, tendant à proroger jusqu'au 1er mars 1876 le régime actuel des sucres, présenté par M. le vicomte de Meaux, *Ministre de l'Agriculture et du Commerce* [17 juillet 1875] (I., n° 3200; A., t. 40, an., p. 519; J. O., p. 5890). — Renvoi de ce projet de loi à la Commission chargée de l'examen du projet de loi ci-dessus mentionné (t. 40, p. 146). — Rapport, par M. Teisserenc de Bort [27 juillet] (I., n° 3291; A., t. 41, an., p. 116; J. O., p. 7080). — Demande de déclaration d'urgence (A., t. 41, p. 141). — Sont entendus sur cette demande : MM. Teisserenc de Bort, *rapporteur;* le vicomte de Meaux, *Ministre de l'Agriculture et du Commerce* (*ibid.*). — L'urgence est déclarée (*ibid.*). = Demande par M. le Rapporteur de la fixation de la discussion en tête de l'ordre du jour du lendemain [28 juillet] (p. 191) : adoption (*ibid.*). = Adoption, sans discussion, des articles et de l'ensemble du projet de loi [29 juillet] (p. 202). = Loi du 29 juillet 1875 (J. O., p. 6161; B. des L., n° 4344).

12 — Exposé des motifs et texte du projet de loi, présenté par M. le duc Decazes, *Ministre des Affaires étrangères*, portant approbation de la Convention sur le régime des sucres, signée à Bruxelles le 12 août 1875, entre la France, la Belgique, la Grande-Bretagne et les Pays-Bas [9 novembre 1875] (I., n° 3409; A., t. 42, an., p. 14; J. O., p. 9768). — Renvoi à la Commission,

(1) Ce projet de loi n'a pas été l'objet d'un rapport spécial.

chargée de l'examen des projets de lois sur le régime des sucres (t. 42, p. 69).— Rapport, au nom de cette Commission, par M. Teisserenc de Bort [22 novembre] (I., n° 3450; A., t. 42, an., p. 284; J. O., p. 10121).— *Première délibération* [9 décembre] (A., t. 43, p. 191). — Observation de M. Teisserenc de Bort, *rapporteur* (*ibid.*). — L'Assemblée décide qu'elle passera à la deuxième délibération (*ibid.*).= Demande, par le Rapporteur, de la mise à l'ordre du jour du lundi 20 décembre, de ce projet de loi et du projet sur le régime intérieur des sucres, ci-après mentionné [17 décembre] (p. 337). — Discussion sur la question de priorité entre les deux projets (*ibid.*). — Sont entendus : MM. Teisserenc de Bort, *rapporteur* (p. 337); le duc d'Audiffret-Pasquier, *Président de l'Assemblée* (p. 337, 338); de Mahy, Paris (Pas-de-Calais), Grivart (p. 337). — L'Assemblée décide que les deux projets seront mis à l'ordre du jour, en commençant par le projet relatif à la Convention internationale (p. 338). = Insertion dans la Résolution relative à l'ordre des derniers travaux de l'Assemblée, du projet de loi portant approbation de la Convention sur le régime des sucres [29 décembre 1875] (t. 44, p. 271). = *Deuxième délibération* [30 décembre] (p. 290). — Demande d'ajournement par M. Clapier (*ibid.*) : rejet de l'ajournement (p. 305). — Adoption de l'urgence, sur la demande de M. Teisserenc de Bort, *rapporteur* (*ibid.*). — *Discussion de l'article unique* du projet de loi : Contre-projet de M. Clapier, tendant à inviter le Gouvernement à rouvrir des négociations avec la Belgique, la Grande-Bretagne et les Pays-Bas (*ibid.*). — Rejet de l'amendement au scrutin public (p. 311); liste des votants (p. 340). — Ont pris part à la discussion : MM. Clapier (p. 290 à 294, 305 à 311); Henri Villain (p. 292, 312); le vicomte de Meaux, *Ministre de l'Agriculture et du Commerce*, (p. 294 à 298); Ernest Picard (p. 298, 304); Grivart (p. 299 à 303); Raoul Duval (p. 303); le duc Decazes, *Ministre des Affaires étrangères* (*ibid.*); Teisserenc de Bort, *rapporteur* (p. 305). — Adoption de l'article unique du projet de loi [même séance] (p. 311). = Rectification, par M. Fouquet, au sujet d'une interruption mentionnée au *Journal officiel* [31 décembre] (p. 346). = Loi du 30 décembre 1875 (J. O. de 1876, p. 57; B. des L., n° 1809).

13 — Exposé des motifs et texte du projet de loi relatif à l'exécution de la loi provisoire du 29 juillet 1875, en ce qui concerne l'application de la saccharimétrie, présenté par M. Léon Say, *Ministre des Finances* [4 novembre 1875] (I., n° 3396; A., t. 42, an., p. 5; J. O., p. 9395). — Renvoi de ce projet de loi à la Commission des sucres (t. 42, p. 4). — Rapport, par M. Teisserenc de Bort [11 décembre] (I., n° 3567; A., t. 43, an., p. 501; J. O. de 1876, p. 676, 698). = Insertion de ce projet de loi dans la Résolution relative à l'ordre des derniers travaux de l'Assemblée [29 décembre] (t. 44, p. 272). — *Première délibération* [30 décembre] (p. 312).— Déclaration de l'urgence, sur la demande de M. Teisserenc de Bort, *rapporteur* (*ibid.*). — Renvoi de la discussion à la séance du soir (p. 313). — Discussion des articles : Article 1er [Fixation des droits à percevoir, à partir du 1er mars 1876, sur les sucres livrés à la consommation (*ibid.*). — Amendement de MM. Henri Villain, Lacascade et autres, ayant pour objet de diminuer le montant de ces droits (*ibid.*). — Retrait de l'amendement (p. 317). — — Adoption de l'article 1er (*ibid.*), et, sans discussion, des articles 2 à 12 (p. 317, 318).— Article 13 [Disposition alternative, consistant à revenir à la loi du 29 juillet 1875, pour la perception de l'impôt, après le 1er mars 1876, dans le cas où la Convention sucrière signée à Bruxelles ne serait pas ratifiée] (p. 318). = Modification proposée par M. le Ministre des Finances, consistant dans l'addition de ces mots : « et tant qu'elle ne sera pas ratifiée » (*ibid.*). — Adoption de l'article 13, avec la modification introduite par le Gouvernement, et, sans discussion, des articles 14 et 15 (p. 320). = Ont pris part aux débats : MM. Langlois (p. 312, 317); Teisserenc de Bort, *rapporteur* (p. 312, 318); Lacascade (p. 313 à 317); Henri Villain (p. 317, 320); Léon Say, *Ministre des Finances* (p. 318); Pouyer-Quertier (p. 319); le duc Decazes, *Ministre des Affaires étrangères* (p. 320). — Adoption de l'ensemble du projet de loi [Séance du soir du 30 décembre] (p. 320). = Loi du 30 décembre 1875 (J. O. de 1876, p. 453; B. des L., n° 1810).

14 — Projet de loi de crédit applicable à la création de laboratoires destinés à l'analyse des sucres, voy. CRÉDITS, § VI, *Finances*, n° 22.

**SUEZ** (CANAL DE).

Question ayant pour objet la communication des pièces relatives aux négociations diplomatiques concernant cette entreprise, voy. QUESTIONS, n° 84.

**SUFFRAGE UNIVERSEL.**

Propositions de MM. de Douhet, Pradié et autres, ayant pour objet l'organisation et l'exercice du suffrage universel, voy. ÉLECTIONS LÉGISLATIVES, II^e^ section, § II, n^os^ 7 et 13.

**SUISSE**, voy. CONFÉDÉRATION HELVÉTIQUE. — TRAITÉS, § III.

**SURTAXES D'ENTREPOT ET DE PAVILLON**, voy. MARINE MARCHANDE.

**SURTAXES D'OCTROI**, voy. OCTROIS.

**SUSPENSIONS DE PAIEMENT**, voy. FAILLITES.

**SYNDICATS**, voy. ASSOCIATIONS SYNDICALES.

# T

**TABAC** (BUREAUX DE).

Propositions présentées : 1° par MM. de Lamberterie, Depasse et autres, relative à la mise en adjudication de ces bureaux ; 2° par MM. Keller, Wolowski et autres, tendant à replacer les titulaires des débits d'Alsace et de Lorraine, voy. BUREAUX DE TABAC.

**TABACS.**

1 — Dispositions nouvelles relatives aux tabacs, dits de cantine, voy. BUDGET GÉNÉRAL DE L'ÉTAT, § I, *Exercice 1871*, n° 4.

2 — Exposé des motifs et texte du projet de loi ayant pour objet l'augmentation du prix de vente des tabacs ordinaires, présenté par M. Pouyer-Quertier, *Ministre des Finances* [20 février 1872] (I., n° 914; A., t. 7, an., p. 201; J. O., p. 1528). — Déclaration d'urgence et renvoi à la Commission du Budget de 1872 (A., t. 7, p. 673). — Rapport, au nom de cette Commission, par M. Wilson [27 février] (I., n° 934; A., t. 8, an., p. 13; J. O., p. 1685). — Discussion [29 février] (p. 110). — Ont pris part aux débats : MM. Haëntjens (p. 111, 114); Wilson, *rapporteur* (p. 112, 114, 123); des Rotours (p. 112); Leurent (p. 114); Pouyer-Quertier, *Ministre des Finances* (p. 115, 121, 126); Bocher (p. 117, 124); de Clercq (p. 124); Martel (p. 124, 125); le comte Benoist-d'Azy (p. 125); Cherpin (p. 126).— Adoption, au scrutin public, de l'ensemble du projet de loi [même séance] (p. 127) ; liste des votants (p. 128). = Loi du 29 février 1872 (J. O., p. 1465 ; B. des L., n° 931).

3 — Exposé des motifs et texte de la proposition de MM. Villain, Paris et autres, concernant les tabacs de cantine vendus dans les zones frontières [23 avril 1872] (I., n° 1075; A., t. 11, p. 10, et an., p. 4; J. O., p. 2856). — L'Assemblée déclare l'urgence et ordonne le renvoi à la Commission du Budget de 1872 [même séance] (A., t. 11, p. 10) (1).

4 — Exposé des motifs et texte de la proposition de MM. de Lorgeril, de Boisboissel et autres, tendant à abroger les articles 1 et 2 de la loi du 29 février 1872 sur le prix des tabacs ordinaires et de cantine [4 mai 1872] (I., n° 1108; A., t. 11, an., p. 211, et an., p. 54; J. O., p. 3360). — Renvoi à la Commission du Budget de 1872, sur le rapport verbal de M. le marquis de Mortemart [29 mai] (t. 12, p. 41) (1).

5 — Exposé des motifs et texte de la proposition de MM. de Saisy et Brame, tendant à augmenter de 30 p. 100 le prix actuel des tabacs de luxe et à abroger la loi du 29 février 1872 sur les tabacs ordinaires [8 mai 1872] (I., n° 1119; A., t. 11, an., p. 80; J. O., p. 3415). — L'Assemblée déclare l'urgence (A., t. 11, p. 271). — Renvoi de cette proposition à la Commission du Budget (*ibid.*) (1).

6 — Exposé des motifs et texte du projet de loi, présenté par M. de Goulard, *Ministre des Finances*, tendant à proroger jusqu'au 1er janvier 1883 l'effet de la loi du 22 juin 1862 qui attribue à l'État le monopole des tabacs [12 juin 1872] (I., n° 1216; A., t. 12, an., p. 8; J. O., p. 4418). — Commission (F., n° 395; J. O. de 1873, p. 336). — Rapport, par M. de Lamberterie [2 décembre] (I., n° 1456; A., t. 14, an., p. 92; J. O., p. 7751). — Mise à l'ordre du jour de ce projet [17 décembre] (p. 625). — Est entendu : M. de Lamberterie (p. 625). — Discussion [21 décembre] (p. 733). — Déclaration d'urgence, sur la demande du rapporteur (*ibid.*). — Adoption sans discussion des articles 1

(1) La Commission du Budget n'a pas fait de rapport sur cette proposition.

à 3 (p. 733, 734). — Rejet de l'amendement de M. Baucarne-Leroux et de l'article 4 de la Commission, relatifs à la proportion des tabacs indigènes dans les approvisionnements de la Régie (p. 737, 740). — Retrait de l'article 5, relatif à la composition des Commissions d'expertise pour la réception des tabacs indigènes (p. 741). — Adoption sans discussion de l'article 6, ayant pour objet la nomination par l'Assemblée nationale d'une Commission de 15 membres, chargée de procéder à une Enquête sur les questions se rattachant à l'exploitation du monopole des tabacs et des poudres (p. 741). — Sont entendus : MM. Baucarne-Leroux ( p. 734, 735, 740, 741); Léon Say, *Ministre des Finances* (p. 736, 741); de Lamberterie, *rapporteur* (p. 736, 738); Wilson (p. 737); Langlois (p. 738); des Rotours (p. 739, 742). — Adoption du projet de loi (p. 742). = Loi du 21 décembre 1872 (J. O., p. 8114; B. des L., n° 1571).

7 — Commission nommée en exécution de l'article 6 de la loi du 21 décembre 1872 précitée, pour procéder à une Enquête sur l'exploitation du monopole des tabacs et des poudres; rapports au nom de cette Commission, voy. ENQUÊTES PARLEMENTAIRES, III^e^ section, § VIII.

8 — Exposé des motifs et texte de la proposition de M. Blin de Bourdon, sur l'établissement des zones et l'abaissement des tarifs des tabacs de cantine [3 décembre 1872] (I., n° 1464; A., t. 14, an., p. 118; J. O., p. 7623). — Renvoi de cette proposition, d'abord envoyée à la Commission du Budget, à la Commission d'Enquête sur les tabacs, ci-dessus mentionnée, sur la demande de M. Wilson [19 février 1873] (A., t. 16, p. 125). — Commission (F., n° 395; J. O., p. 336). — Rapport, par M. Blin de Bourdon [1^er^ août 1874] (I., n° 2663; A., t. 37, an., p. 202; J. O., p. 5972). — Motion de M. le vicomte Blin de Bourdon, tendant à la mise à la suite de l'ordre du jour, de la discussion sur sa proposition [29 juin 1875] (A., t. 39, p. 271) : rejet (*ibid.*). — Discussion [4 novembre 1875] (A., t. 42 p. 4).— Ajournement de la discussion, sur la demande de M. Léon Say, *Ministre des Finances* (*ibid.*). — Nouvel ajournement de la discussion, sur la demande du Ministre [16 novembre] (p. 223). — Nouveau renvoi demandé par le Ministre [18 novembre] (p. 247). — Rapport supplémentaire, au nom de la Commission d'Enquête sur le monopole des tabacs, par M. le vicomte Blin de Bourdon [25 novembre] (I., n° 3470; A., t. 42, an., p. 354; J. O., p. 9962). — Reprise de la discussion [1^er^ décembre 1875] (t. 43, p. 16). — Ont pris part aux débats : MM. le vicomte Blin de Bourdon, *rapporteur* (*ibid.*); Soye, Léon Say, *Ministre des Finances* (p. 18). — Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi (p. 19). = Loi du 1^er^ décembre 1875] (J. O., p. 10169; B. des L., n° 1705).

9 — Amendement ayant pour objet l'établissement de diverses taxes, notamment sur les tabacs supérieurs, voy. BUDGET GÉNÉRAL DE L'ÉTAT, § IV, *Exercice 1874*, n° 9.

10 — Question relative aux mesures à prendre pour faire cesser la contrebande dans les régions de l'Est, voy. QUESTIONS, n° 63.

**TARASCON** (VILLE DE).

Demandes d'interpellations relatives à la fermeture d'un cercle dans cette ville, et aux agissements de l'administration dans les élections municipales, voy. INTERPELLATIONS, n^os^ 64 et 74.

**TARIFS CONVENTIONNELS**, voy. TRAITÉS, § II.

**TARIFS DE TRANSPORTS PAR LES VOIES FERRÉES**, voy. BUDGET GÉNÉRAL DE L'ÉTAT, § I, *Exercice 1874*, n° 3; § IV, *Exercice 1874*, n^os^ 8 et 9. — ENQUÊTES PARLEMENTAIRES, III^e^ section, § III, n^os^ 2 et 3. = INTERPELLATIONS, n° 12.

**TARIFS DOUANIERS**, voy. DOUANES.

**TARIFS SPÉCIFIQUES SUR LES MATIÈRES PREMIÈRES**, voy. MATIÈRES PREMIÈRES.

**TAXE DES ABSENTS**, voy. PARIS (VILLE DE), § I, 3°, n° 6.

**TAXE DES BIENS DE MAIN-MORTE**, voy. SOCIÉTÉS ANONYMES. — VALEURS MOBILIÈRES, n° 7.

**TAXE DES LETTRES**, voy. POSTES, § I.

**TAXE D'HABITATION**, voy. HABITATION (TAXE D').

**TAXE ÉLECTORALE**, voy. ÉLECTIONS LÉGISLATIVES, II^e^ section, § II, n° 9.

**TAXES UNIQUES**, voy. BOISSONS.

## TÉLÉGRAPHIE.

1 — Rapport par M. le baron Eschasseriaux sur l'État des communications postales et télégraphiques après la guerre de 1870, voy. ENQUÊTES PARLEMENTAIRES, III^e^ section, § I, n° 7.

2 — Exposé des motifs et texte de la proposition de M. Dussaussoy, relative à l'établissement d'une surtaxe sur les dépêches télégraphiques [7 août 1871] (I., n° 470; A., t. 4, an., p. 206; J. O., p. 3080). — Rapport sommaire, par M. Gaulthier de Rumilly [18 août] (I., n° 512; A., t. 4, an., p. 303; J. O., p. 3559). — Prise en considération et renvoi à la Commission du Budget de 1871 [même séance] (p. 571) (1).

3 — Rapport, au nom de la Commission du Budget de 1872, par M. Teisserenc de Bort, suivi d'un projet de loi relatif à l'élévation du tarif des dépêches télégraphiques [27 mars 1872] (I., n° 1048; A., t. 10, an., p. 17; J. O., p. 2606). — Discussion [29 mars] (t. 8, p. 652). — Sont entendus : MM. Victor Lefranc, *Ministre de l'Intérieur* (p. 652, 656), Oscar de Lafayette (p. 652); Caillaux, Delacour (p. 653); Teisserenc de Bort, *rapporteur* (p. 654, 656): Deseilligny (p. 655, 656); Plichon (p. 656); Lepère (p. 657). — Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 657). = Loi du 29 mars 1872 (J. O., p. 2330; B. des L., n° 1035).

4 — Rapport, par M. Charles Rolland, au nom de la Commission des services administratifs, sur les postes et les télégraphes et disposition adoptée par l'Assemblée relative à la réunion partielle de ces deux services, voy. SERVICES ADMINISTRATIFS, § II.

5 — Question de l'application de la loi du 6 décembre 1873, portant réunion partielle du service postal et du service télégraphique, voy. BUDGET GÉNÉRAL DE L'ÉTAT, § V, *Exercice 1875*, n° 14; § VI, *Exercice 1876*, n° 5. — QUESTIONS, n° 93.

6 — Projets de lois de crédits applicables 1° au personnel des lignes télégraphiques; 2° à l'établissement, à Paris, de lignes télégraphiques pour le service de la police; 3° à la construction d'une ligne télégraphique souterraine entre Paris et Versailles, voy. CRÉDITS, § V, *Intérieur*, n^os^ 5, 19 et 22.

6 — Dépêches télégraphiques officielles du Gouvernement de la Défense nationale, voy. ENQUÊTES PARLEMENTAIRES, II^e^ section, § II, n^os^ 32 et 33.

7 — Exposé des motifs et texte du projet de loi portant approbation de la Convention télégraphique signée à Saint-Pétersbourg, le 22 juillet 1875, entre la France, l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, le Danemark, l'Espagne, la Grèce, l'Italie, les Pays-Bas, la Perse, le Portugal, la Russie, la Suède et la Norwège, la Suisse et la Turquie, présenté par M. le duc Decazes, *Ministre des Affaires étrangères* [9 novembre 1875] (I., n° 3410; A., t. 42, an., p. 17; J. O., p. 10217, 10272). — Commission (F., n° 857; J. O., p. 9767).— Rapport, par M. Oscar de Lafayette [6 décembre] (I., n° 3519; A., t. 43, an., p. 312; J. O., p. 10409). — *Première délibération* [9 décembre] (A., t. 43, p. 182). — Déclaration de l'urgence, demandée par M. le Rapporteur, au nom de la Commission, d'accord avec le Gouvernement (*ibid.*). — Adoption, sans discussion, de l'article unique du projet de loi (*ibid.*). = Loi du 9 décembre 1875 (J. O., p. 10393; B. des L., n° 4776).

**TEXTILES**, voy. MATIÈRES PREMIÈRES. — TRAITÉS, § II.

(1) La Commission du Budget n'a pas fait de rapport sur cette proposition.

**THÉATRES.**

1 — Discussions relatives à l'emploi des crédits affectés aux théâtres subventionnés, voy. BUDGET GÉNÉRAL DE L'ÉTAT, § II, *Exercice 1872*, n° 4; § V, *Exercice 1875*, n° 14.

2 — Amendement ayant pour objet de faire supprimer toutes les entrées de faveur concédées dans les théâtres aux administrations publiques, voy. BUDGET GÉNÉRAL DE L'ÉTAT, § II, *Exercice 1872*, n° 5.

3 — Projets de lois de crédits applicables à la liquidation et au paiement des dépenses relatives à la construction du nouvel Opéra, voy. CRÉDITS, § IX, *Beaux-Arts*, n° 10, et § XI, *Travaux publics*, n° 8.

4 — Projet de loi de crédit applicable au paiement des frais d'une action judiciaire soutenue par l'administration au sujet du loyer de l'Opéra-comique, voy. CRÉDITS, § IX, n° 21.

5 — Projet de loi de crédit destiné à l'installation du Théâtre Lyrique, voy. *ibid.*, n° 22.

**THERMES DE PLOMBIÈRES.**

1 — Exposé des motifs et texte du projet de loi tendant à modifier les tarifs perçus par la Compagnie fermière de l'établissement thermal de Plombières, présenté par M. Teisserenc de Bort, *Ministre de l'Agriculture et du Commerce* [17 mars 1873] (I., n° 1673; A., t. 16, an., p. 156; J. O., p. 2139). — Commission (F., n° 450; J. O. de 1873, p. 2113). — Rapport, par M. Théophile Roussel [14 juin] (I., n° 1813; A., t. 18, an., p. 155; J. O., p. 4417). — Déclaration d'urgence, sur la demande de M. Th. Roussel [3 juillet 1873] (t. 19, p. 19). — Discussion de l'article unique de ce projet de loi [18 juillet] (p. 263). — Sont entendus : MM. de Tillancourt (p. 263, 268); Théophile Roussel, *rapporteur* (p. 267). — Adoption [18 juillet] (p. 268). = Loi du 18 juillet 1873 (J. O., p. 4905; B. des L., n° 2168).

2 — Exposé des motifs et texte du projet de loi relatif aux modifications des tarifs de la Compagnie fermière du même Établissement thermal, présenté par M. le vicomte de Meaux, *Ministre de l'Agriculture et du Commerce* [9 décembre 1875] (I., n° 3553; A., t. 43, an., p. 415; J. O. de 1876, p. 767). — Renvoi à la Commission du Budget (t. 43, p. 491). — Rapport, au nom de cette Commission, par M. de Kerjégu [21 décembre] (I., n° 3640; A., t. 44, an., p. 60; J. O. de 1876, p. 492). — Demande de mise à l'ordre du jour du projet de loi, par M. de Ravinel [23 décembre] (p. 431). — Sont entendus : MM. de Ravinel, de Tillancourt (*ibid.*). — Le projet de loi est mis à la suite de l'ordre du jour (*ibid.*) (1).

**THÉS.**

Disposition relative à l'augmentation des droits sur le thé, voy. BUDGET GÉNÉRAL DE L'ÉTAT, § I, *Exercice 1871*, n° 4, *Impôts de Douanes*.

**THIERS (MAISON DE M.).**

Propositions relatives à sa reconstruction, voy. MAISON DE M. THIERS.

**THIERS (VILLE DE).**

Communication de M. Picard, *Ministre de l'Intérieur*, relative au mouvement insurrectionnel tenté dans cette ville [1er mai 1871] (A., t. 2, p. 802).

**THIRION (CONSORTS).**

Projets de lois relatifs à des échanges entre eux et l'État, voy. ÉCHANGES D'IMMEUBLES, nos 29, 32.

**THOMAS (GÉNÉRAL CLÉMENT).**

Propositions relatives à ses funérailles et à la concession d'une pension nationale à sa veuve, voy. HONNEURS PUBLICS. — PENSIONS NATIONALES.

**THONON (TRIBUNAL DE).**

Observations relatives à la situation spé-

(1) L'Assemblée n'a pas statué sur ce projet de loi avant sa séparation.

ciale de ce tribunal, voy. BUDGET GÉNÉRAL DE L'ÉTAT, § VI, *Exercice 1876*, n° 5.

## TIMBRE.

1 — Projets de lois, rapports et débats relatifs à l'augmentation d'impôts ou à l'établissement d'impôts nouveaux, en ce qui concerne le timbre et notamment le droit sur les quittances, voy. BUDGET GÉNÉRAL DE L'ÉTAT, § I, *Exercice 1871*, n° 4. — VALEURS MOBILIÈRES, n° 7.

2 — Exposé des motifs et texte de la proposition de M. Destremx, ayant pour objet d'ajouter au projet de loi ci-dessus mentionné un article additionnel, dont l'effet serait d'étendre aux greffiers et huissiers l'obligation imposée aux notaires par la loi du 13 brumaire an VII, de ne transcrire sur leurs registres qu'un seul acte sur chaque feuille timbrée [1er septembre 1871] (I., n° 577; A., t. 5, an., p. 138; J. O., p. 3606). — Rejet de la demande d'urgence faite par M. Destremx (p. 280). — Rapport sommaire, par M. Bastid [25 mars 1872] (I., n° 1031; A., t. 8, an., p. 259; J. O., p. 2529) (1).

3 — Projets de lois de crédits applicables aux frais nécessités par l'exécution de la nouvelle loi sur le timbre, voy. CRÉDITS, § VI, *Finances*, nos 3, 14, 19.

4 — Propositions de MM. Wolowski et de Douhet, ayant pour objet la création d'un droit de timbre proportionnel sur les factures, voy. FACTURES.

5 — Propositions de MM. Bompard et Bertauld, relatives au timbre des obligations émises pour les emprunts contractés par les départements et les communes, voy. EMPRUNTS DÉPARTEMENTAUX ET COMMUNAUX.

6 — Exposé des motifs et texte de la proposition de M. Prax-Paris, tendant à assujettir au timbre le Livre-Journal et le Livre inventaire prescrits par le Code de Commerce [5 février 1872] (I., n° 877; A., t. 7, p. 399, et an., p. 149; J. O., p. 1270). — Déclaration d'urgence et renvoi à la Commission du Budget (A., t. 7, p. 401) (1).

7 — Proposition de MM. Labélonye, Bozérian et autres, tendant à établir un timbre spécial destiné à être apposé sur les marques commerciales et de fabrique, voy. MARQUES DE FABRIQUE ET DE COMMERCE.

8 — Proposition de MM. Flotard et autres, ayant pour objet un impôt provisoire à établir sur les valeurs mobilières au moyen d'un timbre mobile, voy. VALEURS MOBILIÈRES.

9 — Rapport, au nom de la Commission du Budget de 1872, par M. Caillaux, concernant : 1° l'élévation du droit de timbre des récépissés des expéditions faites par chemins de fer en petite vitesse; 2° la perception du droit de timbre des récépissés des expéditions faites par tous autres modes de transport; 3° la perception du droit de timbre des connaissements [25 mars 1872] (I., n° 1026; A., t. 8, an., p. 249; J. O., p. 2573). — Discussion [30 mars] (t. 8, p. 681). — Explications sur la question du groupage des colis (p. 685). — Sont entendus : MM. Delille (p. 682); Lefèvre-Pontalis (Amédée) (p. 682, 686); Caillaux, *rapporteur* (p. 683, 684, 685, 687); Cézanne (p. 686); Fraissinet (p. 688). — Adoption de l'ensemble du projet de loi [30 mars] (p. 688). = Loi du 30 mars 1872 (J. O., p. 2331; B. des L., n° 1041).

10 — Disposition présentée par la Commission du Budget de 1874, relative au droit de timbre des récépissés des recouvrements effectués pour les entrepreneurs de transport, et amendement tendant à diminuer ce droit, voy. BUDGET GÉNÉRAL DE L'ÉTAT, § IV, *Exercice 1874*, n° 8.

11 — Amendements tendant à exempter du droit de timbre des récépissés et de la taxe de petite vitesse les expéditions faites à une distance maximum de 60 kilomètres ou sur des chemins de fer d'intérêt local, voy. BUDGET GÉNÉRAL DE L'ÉTAT, § IV, *Exercice 1874*, n° 9.

(1) Cette proposition a été retirée le 29 janvier 1874.

(1) Cette proposition a été comprise dans le rapport de M. Deseilligny sur les impôts restant à voter, qui n'a pas été discuté, voy. BUDGET GÉNÉRAL DE L'ÉTAT, § II, *Exercice 1872*, n° 8.

12 — Exposé des motifs et texte du projet de loi tendant à modifier les droits de timbre auxquels sont assujettis les titres de rentes et effets publics des Gouvernements étrangers, présenté par M. de Goulard, *Ministre des Finances* [29 avril 1872] (I., n° 1087; A., t. 11, an., p. 22; J. O., p. 3361). — Rapport, au nom de la Commission du Budget, par M. Mathieu-Bodet [23 mai] (I., n° 1170; A., t. 11, an., p. 205; J. O., p. 3559, 3583). — Discussion [25 mai] (p. 544). — Sont entendus : MM. le baron de Soubeyran (p. 544); Mathieu-Bodet, *rapporteur* (p. 545). — Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 545). = Loi du 25 mai 1872 (J. O., p. 3505; B. des L., n° 1129).

13 — Incident, à l'occasion de la lecture du procès-verbal, relatif à une question d'interprétation de l'article 3 de la loi sur le timbre des rentes et effets publics des Gouvernements étrangers [27 mai 1872] (t. 12, p. 1). — Sont entendus : MM. le baron de Soubeyran (p. 1, 2, 3); Mathieu-Bodet, *rapporteur* (p. 1); de Goulard, *Ministre des Finances* (p. 2).

14 — Disposition, présentée par la Commission du Budget de 1874, portant augmentation de moitié du tarif du droit de timbre proportionnel établi sur les effets négociables ou de commerce circulant en France, voy. BUDGET GÉNÉRAL DE L'ÉTAT, *Exercice 1874*, n° 8.

15 — Disposition relative au timbre des mandats, délégations et autres écrits non négociables, servant à une remise de fonds de place à place, et amendements relatifs au timbre des chèques, voy. BUDGET GÉNÉRAL DE L'ÉTAT, § IV, *Exercice 1874*, n° 8.

16 — Amendement ayant pour objet de percevoir les droits de timbre à la charge de la Banque de France sur la moyenne des billets au porteur ou à ordre qu'elle aura tenus en circulation pendant chaque semestre, voy. BUDGET GÉNÉRAL DE L'ÉTAT, § IV, *Exercice 1874*, n° 8.

17 — Amendement ayant pour but d'abroger les décrets des 5 septembre et 16 octobre 1870, qui ont aboli le timbre sur les journaux et écrits périodiques et les droits sur leur transport par la poste, voy. BUDGET GÉNÉRAL DE L'ÉTAT, § IV, *Exercice 1874*, n° 9.

18 — Exposé des motifs et texte de la proposition de M. Destremx, tendant à créer des feuilles de papier timbré spécial pour l'expédition des jugements et arrêts [1er mars 1875] (I., n° 2912; A., t. 37, an., p. 3; J. O., p. 1945) (1).

## TIMBRES-POSTE.

Observations sur les modifications à apporter dans la disposition actuelle des timbres-poste, voy. BUDGET GÉNÉRAL DE L'ÉTAT, § VI, *Exercice 1876*, n° 5.

## TISSUS.

1 — Projet de loi relatif à une Convention entre la France et l'Allemagne pour l'admission temporaire en franchise, en France, des produits manufacturés de l'Alsace-Lorraine, voy. TRAITÉS, § I, n° 9.

2 — Propositions de M. Claude (des Vosges), tendant à proroger la franchise accordée, par la Convention du 12 octobre 1871, à la rentrée des tissus de coton qui empruntent à l'outillage industriel de l'Alsace-Lorraine une façon supplémentaire, voy. ALSACE-LORRAINE, § VI, nos 2 et 4.

3 — Proposition de M. Flotard ayant pour objet d'étendre aux tissus de laine les bénéfices accordés par la loi du 9 décembre 1872 aux tissus de coton mentionnés au précédent paragraphe, voy. ALSACE-LORRAINE, § VI, n° 3.

4 — Exposé des motifs et texte de la proposition de M. Clapier, relative à l'établissement d'un impôt intérieur sur les tissus de coton, laine, soie, chanvre, lin et jute fabriqués en France [13 janvier 1874] (I., n° 2163 ; A., t. 29, an., p. 53; J. O., p. 540). — Renvoi de cette proposition à la Commission du Budget (t. 29, p. 53) (2).

(1) Il n'a pas été fait de rapport sur cette proposition.

(2) Cette proposition a été convertie en amendement au Budget de 1874, rejeté dans la discussion y relative.

5 — Amendement pour le même objet, présenté par M. Clapier dans la discussion du deuxième projet de loi de la Commission du Budget de 1874 sur les impôts nouveaux, voy. BUDGET GÉNÉRAL DE L'ÉTAT, § IV, *Exercice 1874*, n° 8.

## TITRES AU PORTEUR.

Exposé des motifs et texte du projet de loi sur les titres au porteur volés ou détruits, présenté par M. Dufaure, *Ministre de la Justice* [27 juillet 1871] (I., n° 429; A., t. 4, p. 333, et an., p. 445; J. O., p. 2673). — L'Assemblée déclare l'urgence [même séance] (A., t. 4, p. 333). — Commission (F., n° 427; J. O., p. 2385). — Rapport, par M. Grivart [10 mai 1872] (I., n° 1124; A., t. 11, an., p. 85; J. O., p. 3365, 3408). — Discussion [15 juin 1872] (A., t. 12, p. 161). — Sont entendus : MM. Langlois (p. 364, 364); Grivart, *rapporteur* (p. 364, 363, 364); de Marcère (p. 363); Hèvre (p. 363, 364). — Adoption de l'ensemble du projet de loi [même séance] (p. 364). — Loi du 15 juin 1872 (J. O., p. 4561; B. des L., n° 1229).

## TOMBES DES SOLDATS MORTS PENDANT LA GUERRE.

Projet de loi relatif à leur conservation, voy. ARMÉE, § XII, n° 4.

## TOULON (VILLE DE).

1 — Projet de loi relatif à la cession par l'État, à la municipalité de cette ville, de terrains prélevés sur le domaine militaire, voy. DOMAINE DE L'ÉTAT, n° 5.

2 — Question relative à la vente dans cette ville du journal Italien *la Rana*, dont l'entrée est interdite en France, voy. QUESTIONS, n° 67.

3 — Projet de loi relatif à un emprunt pour la conversion de ses dettes, voy. EMPRUNTS D'INTÉRÊT LOCAL, § *Toulon*.

## TOULOUSE (VILLE DE).

1 — Rapports sur les événements et les mouvements insurrectionnels survenus dans cette ville et au camp de Toulouse, en 1870 et 1871, voy. ENQUÊTES PARLEMENTAIRES, II^e^ section, § I, n° 4; § II, n° 19. — INSURRECTION DU 18 MARS 1871, n° 20.

2 — Proposition de MM. Gatien-Arnoult, Humbert et autres, tendant à créer une Faculté de médecine à Toulouse, voy. FACULTÉS DE L'ÉTAT, n° 4.

## TOURTEAUX.

Exposé des motifs et texte de la proposition de M. Baucarne-Leroux, relative à l'établissement d'un droit à l'exportation des tourteaux [13 juin 1871] (I., n° 345; A., t. 3, an., p. 373; J. O., p. 1598). — Renvoi à la Commission du Budget de 1871, sur le rapport de M. Kolb-Bernard [23 juin] (p. 566) (1).

## TOUSSAINT-MORINOT (M.).

Projet de loi relatif à un échange d'immeubles entre lui et l'État, voy. ÉCHANGES D'IMMEUBLES, n° 4.

## TRAITE DES NÈGRES.

1 — Observations sur les mesures à prendre pour empêcher la traite des nègres qui se fait dans l'île de Zanzibar, sur la côte orientale d'Afrique, voy. BUDGET GÉNÉRAL DE L'ÉTAT, § III, *Exercice 1873*, n° 4.

2 — Incident relatif à des faits de cette nature qui se seraient passés dans ces parages, voy. *ibid.*, § VI, *Exercice 1876*, n° 5.

## TRAITEMENTS.

1 — Propositions ayant pour objet de faire subir aux traitements des fonctionnaires publics des réductions ou des retenues, voy. FONCTIONNAIRES PUBLICS.

2 — Projet de loi relatif au règlement de la situation des fonctionnaires salariés nommés Députés, voy. DÉPUTÉS A L'ASSEMBLÉE NATIONALE.

(1) Il n'a pas été fait de rapport sur cette proposition.

3 — Disposition relative à la fixation du traitement des Ministres, voy. BUDGET GÉNÉRAL DE L'ÉTAT, § I, *Exercice 1871*, n° 3.

4 — Exposé des motifs et texte de la proposition de M. de Saisy, fixant un maximum de traitement aux fonctions de l'État et interdisant le cumul [2 août 1871] (I., n° 448; A., t. 4, an., p. 184; J. O., p. 2839). — Rapport sommaire, par M. le marquis de Mortemart [10 août] (I., n° 487; A., t. 4, an., p. 258; J. O., p. 3806). — Prise en considération et renvoi à la Commission du Budget [12 décembre] (A., t. 6, p. 82) (1).

5 — Projet de loi relatif au cumul des pensions militaires et des traitements civils, voy. CUMUL.

6 — Proposition de M. Maurice portant fixation du traitement et de la pension de retraite des instituteurs et institutrices, voy. INSTRUCTION PUBLIQUE, § IV, n° 7.

## TRAITÉS.

§ I. TRAITÉS DE PAIX AVEC L'ALLEMAGNE.
§ II. TRAITÉS DE COMMERCE.
§ III. TRAITÉS DIVERS.

### § I. — *Traités de paix avec l'Allemagne.*

1 — Texte de la proposition de M. Jules Favre, *Ministre des Affaires étrangères*, tendant à la nomination par l'Assemblée d'une Commission de 15 membres, chargée d'assister les négociateurs dans le traité de paix avec l'Allemagne [19 février 1871] (I., n° 9; A., t. 1, p. 75, et an., p. 7; J. O., p. 272). — Déclaration d'urgence (A., t. 1, p. 76). — Discussion sur le mode d'examen de la proposition (*ibid.*). = Sont entendus : MM. Floquet (p. 76, 77); Martin Bernard (p. 76); Jules Favre, *Ministre des Affaires étrangères* (p. 76, 77); Grévy, *Président de l'Assemblée* (p. 76, 77); Langlois, Tachard (p. 77, 78); Rochefort (p. 78). — Adoption de la proposition (p. 78). — Composition de la Commission (F., n° 8; A., t. 1, p. 79; M. B., supp., p. 31). — Observations sur les attributions de cette Commission (A., t. 1, p. 79). — Sont entendus : MM. Gambetta, Jules Simon, *Ministre de l'Instruction publique* (p. 79, 80).

2 — Observations de M. Thiers, *Chef du Pouvoir exécutif*, sur l'opportunité de suspendre les séances publiques de l'Assemblée pendant les négociations du Traité [19 février] (t. 1, p. 78).

3 — Communication par M. Thiers, *Chef du Pouvoir exécutif*, du texte du projet de loi précédant le Traité conclu à Versailles, le 26 février 1871, entre lui et M. le comte Otto de Bismarck-Schœnhausen, *Chancelier de l'Empire Germanique*, ainsi qu'avec les Ministres d'État et des Affaires étrangères de Bavière, de Wurtemberg et du Grand-Duché de Bade, pour arrêter les préliminaires de paix entre la France et l'Allemagne [28 février 1871] (I., n° 10; A., t. 1, p. 88, et an., p. 7; J. O., p. 348). — M. Barthélemy Saint-Hilaire donne lecture de ce Traité et de la Convention y annexée (A., t. 1, p. 86 à 91). — Discussion sur l'urgence (p. 91). — Sont entendus : MM. Tolain (p. 91); Thiers, *Chef du Pouvoir exécutif* (p. 92); Millière, Langlois (p. 92); Turquet (p. 93). — L'urgence est déclarée (*ibid.*). — Observations sur la fixation de la réunion dans les Bureaux pour la nomination de la Commission (*ibid.* et suiv.). — Sont entendus : MM. Gambetta (p. 93, 94); Thiers, *Chef du Pouvoir exécutif* (p. 94, 95); Cochery, l'amiral Saisset (p. 94). — L'Assemblée décide qu'elle se réunira le soir même, à neuf heures dans ses Bureaux (p. 96). — Commission (F., n° 9; M. B., p. 31). — Rapport, par M. Victor Lefranc [1er mars 1871] (I., n° 11; A., t. 1, p. 97, et an., p. 10; J. O., p. 316). — Discussion [même séance] (p. 100). = Incident relatif à Napoléon III, et motion de MM. Target, Bethmont et autres, tendant à faire confirmer sa déchéance et celle de sa dynastie (p. 102 à 105). — Adoption de cette motion (p. 105). = Ont pris part aux débats : MM. Edgar Quinet (p. 100); Bamberger (p. 102, 105); Conti (p. 102, 103, 104); Target (p. 104); Gavini (*ibid.*); Thiers, *Chef du Pouvoir exécutif* (p. 104, 105, 115, 120, 123); Victor Hugo (p. 106); Tachard, Vacherot (p. 109); Louis Blanc (p. 110); le général Changarnier, Buffet (p. 113, 114); Varroy (p. 114); George (p. 114); Brunet (p. 115); Millière (p. 117); Emmanuel Arago, Keller (p. 119); Lan-

(1) Il n'a pas été fait de rapport sur cette proposition.

glois (p. 122); Victor Lefranc, *rapporteur* (p. 123). — Adoption, au scrutin public, de l'ensemble du projet de loi [1er mars] (p. 124); liste des votants (p. 125); rectifications (p. 129, 130, 151, 230) (1). = Loi du 2 mars 1871 (J. O., p. 131; B. des L., n° 371).

4 — Déclaration des Représentants de l'Alsace et de la Lorraine, lue et déposée sur le Bureau de l'Assemblée par M. Grosjean, Représentant du Haut-Rhin [1er mars 1871] (t. 1, p. 124). — Déclaration et démission de MM. Brice et Varroy, Représentants de la Meurthe [3 mars] (p. 935). — Déclaration de M. Claude, suivie également de sa démission (*ibid.*). — Observations de MM. Ducuing, Tirard et de M. le Président Grévy, au sujet de ces déclarations et démissions (p. 136). = Nouvelles déclarations de MM. Denfert-Rochereau, Député du Bas-Rhin, et George, Député des Vosges [11 mars] (p. 298). — Sont entendus : MM. le Président Grévy, George (p. 298); Brisson (p. 299). — Retrait de la démission de M. George (*ibid.*).

5 — Communication de M. Thiers, *Chef du Pouvoir executif*, relative à la signature du Traité de paix définitif [11 mai 1871] (t. 2, p. 903).

6 — Communication par M. Jules Favre, *Ministre des Affaires étrangères*, du Traité définitif avec l'Allemagne, conclu à Francfort, le 10 mai 1871 ; exposé des motifs et texte de ce Traité [13 mai] (I., n° 228 ; A., t. 3, p. 2, 25 ; J. O., p. 989). — L'Assemblée déclare l'urgence [même séance] (A., t. 3, p. 8 ; J. O., p. 989). — Commission (F., n° 68 ; J. O., p. 1013). — Rapport, par M. le vicomte de Meaux [18 mai] (I., n° 243 ; A., t. 3, p. 62 ; J. O., p. 1231. — L'Assemblée décide qu'elle passera immédiatement à la discussion (p. 64). = *Discussion générale* (*ibid.*). — Ont pris part aux débats : MM. l'amiral Fourichon (p. 64) ; le général Chanzy (p. 65); Peltereau-Villeneuve (p. 68) ; Depeyre (p. 70) ; Victor Lefranc (p. 71). — *Discussion des articles du projet de la Commission* (p. 72).— Sont entendus: MM. Steinheil, Raudot (p. 73); le général Chareton (p. 74); Thiers, *Chef du Pouvoir exécutif* (p. 76); le général Ducrot (p. 81); le général de Chabaud-Latour (p. 82).— Adoption, au scrutin public, de l'article 2, et par assis et levé, de l'ensemble du projet de Traité (t. 3, p. 84); liste des votants (*ibid.*). = Loi du 18 mai 1871 (J. O., p. 1169 ; B. des L., n° 372).

7 — Communication de M. de Rémusat, *Ministre des Affaires étrangères*, au sujet du commencement d'exécution de l'article 7 du Traité de Francfort, et de l'évacuation par les troupes Allemandes des forts de la rive droite de la Seine, et des départements de la Seine, de Seine-et-Oise, de Seine-et-Marne et de l'Oise [11 septembre 1871] (t. 5, p. 532).

8 — Incident relatif aux paroles attribuées à M. Jules Favre sur les conditions de paix demandées par M. de Bismarck dans l'entrevue de Ferrières, voy. GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE, § III, n° 1.

9 — Exposé des motifs et texte du projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à conclure une convention entre la France et l'empire d'Allemagne, à l'effet de fixer un régime exceptionnel et temporaire pour l'admission en franchise en France des produits manufacturés de l'Alsace-Lorraine, et de stipuler l'évacuation de six nouveaux départements par les troupes Allemandes, présenté par M. Thiers, *Président de la République*, et M. de Rémusat, *Ministre des Affaires étrangères* [14 septembre 1871] (I., n° 655; A., t. 5, an., p. 273; J. O., p. 4224). — L'Assemblée déclare l'urgence [même séance] (A., t. 5, p. 622, 623). — Commission (F., n° 164; J. O., p. 3513). — Rapport, par M. Théry [16 septembre] (I., n° 671; A., t. 5, p. 684 et an., p. 293; J. O., p. 3528 et 4434). — L'Assemblée décide qu'elle passera immédiatement à la délibération [même séance] (p. 686).— Ont pris part aux débats: MM. Raoul Duval (p. 686, 687); Thiers, *Président de la République* (p. 696, 701, 702); Peltereau-Villeneuve (p. 696); Buffet (p. 697, 699); Théry, *rapporteur* (p. 700); le vicomte d'Aboville (p. 700, 702); Léonce de Guiraud (p. 700); Dahirel (p. 701); Jules Ferry (p.

(1) M. Balsan, qui a été porté par erreur sur la liste des abstentions, a été indiqué, dans un *erratum* inséré au *Moniteur universel* de Bordeaux (n° du 8 mars, supp., p. 58), comme ayant voté pour le projet de loi.

*la République*, et M. de Rémusat, *Ministre des Affaires étrangères* [18 mars 1873] (I., n° 1677; A., t. 16, p. 532, et an., p. 208; J. O., p. 2232). — L'Assemblée déclare l'urgence [même séance] (A., t. 16, p. 532). — Commission (F., n° 445; J. O. de 1873, p. 1944). — Rapport, par M. Victor Lefranc [19 mars] (I., n° 1686; A., t. 16, p. 568, et an., p. 215; J. O., p. 2206). — Adoption du projet de loi sans discussion, et à l'unanimité [19 mars] (A., t. 16, p. 568). = Loi du 19 mars 1873 (J. O., p. 1985; B. des L., n° 1863).

### § II. — *Traités de Commerce.*

1 — Proposition de MM. Bonnet, Léon Say et autres, tendant à faire reprendre les travaux des Commissions d'Enquête de 1870 pour étudier les effets des traités de commerce et la situation de la marine marchande, voy. ENQUÊTES PARLEMENTAIRES, III° section, § II, n° 1.

2 — Texte de la proposition de M. Johnston, tendant à nommer une Commission de quinze membres, chargée d'examiner s'il y a lieu d'apporter des modifications aux traités de commerce et de les dénoncer [3 janvier 1872] (I., n° 768; A., t. 6, p. 384, et an., p. 286; J. O., p. 385). — Demande de déclaration d'urgence par M. Johnston (p. 384). — Sont entendus : MM. Pouyer-Quertier, *Ministre des Finances* (p. 384, 385); Johnston (*ibid.*); Princeteau (p. 384, 386); Clapier (p. 385); Victor Lefranc, *Ministre de l'Agriculture et du Commerce* (p. 385). — La déclaration d'urgence n'est pas adoptée (*ibid.*).— Rapport sommaire, par M. le marquis de Dampierre [22 janvier 1872] (I., n° 828; A., t. 7, p. 126, et an., p. 50; J. O., p. 837). — Conformément aux conclusions de ce rapport, l'Assemblée déclare l'urgence (A., t. 7, p. 126). — Commission (F., n° 204; J. O., p. 545). — Rapport par M. Delsol, sur le fond de cette proposition et de celle de MM. Raoul Duval et autres, mentionnée au paragraphe suivant [27 janvier] (I., n° 858; A., t. 7, an., p. 107; J. O. de 1872, p. 675). — Discussion [29 janvier] (t. 7, p. 260).— Demande d'ajournement, par M. Tirard (*ibid.*). — Sont entendus : MM. Tirard (p. 261, 264); de Rémusat, *Ministre des Affaires étrangères* (p. 261, 263); Léopold Javal (p. 261, 262, 264); Delsol, *rapporteur* (p. 261); Raoul Duval (p. 262); le duc Decazes (p. 262); Reverchon (p. 263); Desbons (p. 263, 264). — L'Assemblée renvoie la délibération au lendemain (p. 265). = Discussion générale [31 janvier] (t. 7, p. 308).— Ont pris part aux débats : MM. Raudot (p. 308); Reverchon (p. 313); Eschasseriaux (p. 317); Raoul Duval (p. 322); Wolowski (p. 326, 328); Aclocque (p. 335); Steinheil (p. 337); de Rémusat, *Ministre des Affaires étrangères* (p. 339); Gambetta (p. 343, 348); Thiers, *Président de la République* (p. 345); le comte de Chaudordy (p. 347); Édouard Millaud (p. 347, 348).= Contre-projet, proposé par M. Johnston (p. 348). — Est entendu : M. Johnston (p. 349). — Rejet, au scrutin public, de sa proposition (p. 349); liste des votants (p. 351). = Amendement de M. Gambetta (p. 348).— Sont entendus : MM. Gambetta (p. 348, 350); Grévy, *Président de l'Assemblée* (p. 350); Lepère (p. 350, 351); Delsol, *rapporteur* (p. 349, 351). — Rejet, au scrutin public, de la prise en considération de l'amendement de M. Gambetta (p. 351); liste des votants (p. 353). = Observations de M. Delsol, *rapporteur*, sur les modifications de tarifs demandées à l'Angleterre (p. 358). = Proposition d'ajournement par M. Ganivet (p. 359). — Sont entendus : MM. Ganivet (p. 359); Delsol, *rapporteur* (p. 360). — Rejet de la motion de M. Ganivet (*ibid.*). = Nouvelle proposition d'ajournement, par M. Johnston (p. 360). — Sont entendus : MM. Johnston, Delsol, *rapporteur;* Haëntjens, de Rémusat, *Ministre des Affaires étrangères* (p. 360). — Rejet de la proposition de M. Johnston (*ibid.*). = Amendement de M. Pascal Duprat, tendant à modifier les considérants du projet de la Commission (p. 360). — Sont entendus : MM. Pascal Duprat (*ibid.*); Delsol, *rapporteur* (p. 362); Germain (p. 363). — Rejet de cet amendement (p. 363).= Adoption du considérant, des articles et de l'ensemble du projet de la Commission [2 février] (p. 364). = Loi du 2 février 1872 (J. O., p. 1313; B. des L., n° 921).

3 — Exposé des motifs et texte de la proposition de MM. Raoul Duval, Keller et autres, tendant à autoriser le Gouvernement à dénoncer avant le 4 février 1872 le Traité de commerce Franco-anglais [22 jan-

vier 1872] (I., n° 825; A., t. 7, p. 126, et an., p. 49; J. O. de 1872, p. 794).— L'Assemblée déclare l'urgence, sur la demande de M. Raoul Duval, et renvoie sa proposition à la Commission qui sera chargée de l'examen de celle de M. Johnston sur le même objet [même séance] (A., t. 7, p. 126). — Rapport et discussion, voy. le numéro précédent.

4 — Discussions incidentes relatives aux Traités de commerce conclus en 1860, et au rendement de l'impôt proposé sur les matières premières, voy. BUDGET GÉNÉRAL DE L'ÉTAT, *Exercice 1874*, n° 4. — COMMERCE ET INDUSTRIE. — MATIÈRES PREMIÈRES.

5 — Exposé des motifs et texte du projet de loi tendant à approuver le nouveau Traité de commerce et de navigation passé entre la France et la Grande-Bretagne le 5 novembre 1872, présenté par M. de Rémusat, *Ministre des Affaires étrangères* [4 février 1873] (I., n° 1590; A., t. 15, an., p. 242; J. O., p. 1419, 1451). — Commission (F., n° 438; J. O. de 1873, p. 1710) (1).

6 — Exposé des motifs et texte du projet de loi tendant à approuver un nouveau Traité de commerce entre la France et la Belgique, présenté par M. de Rémusat, *Ministre des Affaires étrangères* [19 février 1873] (I., n° 1622; A., t. 16, an., p. 33; J. O., p. 1476). — Renvoi de ce projet de loi, sur la demande de M. le Ministre des Affaires étrangères, à la Commission chargée de l'examen du projet de loi sur le Traité avec la Grande-Bretagne, ci-dessus mentionné [27 février] (t. 16, p. 222) (1).

7 — Exposé des motifs et texte du projet de loi tendant à maintenir en vigueur les tarifs conventionnels résultant des anciens Traités de commerce jusqu'à l'application des tarifs nouveaux votés ou à voter par l'Assemblée nationale, présenté par M. Teisserenc de Bort, *Ministre de l'Agriculture et du Commerce* [14 mars 1873] (I., n° 1670; A., t. 16, p. 480, et an., p. 451; J. O., p. 1911).— Observations sur la demande d'urgence: MM. Teisserenc de Bort, *Ministre de l'Agriculture et du Commerce;* Pouyer-Quertier (t. 16, p. 480, 481). — L'urgence est déclarée (p. 481). — Renvoi à la Commission des Traités de commerce, et rapport verbal, au nom de cette Commission, par M. Pouyer-Quertier [même séance] (p. 481). — Adoption immédiate, et sans discussion, de l'article unique du projet de loi (*ibid.*). = Loi du 14 mars 1873 (J. O., p. 1785; B. des L., n 1806).

8 — Question relative à la publication des documents diplomatiques relatifs aux négociations avec l'Angleterre, au sujet du Traité de commerce dénoncé par le gouvernement français, voy. QUESTIONS, n° 61.

9 — Exposé des motifs et texte du projet de loi portant approbation de la Convention de navigation conclue entre la France et la Belgique, le 5 février 1873, présenté par M. de Rémusat, *Ministre des Affaires étrangères* [26 mars 1873] (I., n° 1727; A., t. 17, an., p. 90; J. O., p. 2884). — Renvoi de ce projet de loi à la Commission chargée d'examiner les projets de lois ci-dessus mentionnés, concernant les Traités de commerce avec l'Angleterre et la Belgique (t. 17, p. 93) (1).

10 — Observations au sujet de l'ajournement de la discussion des questions relatives à ces Traités [7 juin 1873] (t. 18, p. 217). = Sont entendus: MM. de la Bouillerie, *Ministre de l'Agriculture et du Commerce* (p. 217, 218); Tirard, Rouvier, Pouyer-Quertier (p. 218).

11 — Exposé des motifs et texte du projet de loi portant approbation du second Traité de commerce et de navigation, signé à Versailles, le 23 juillet 1873, entre la France et le Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, présenté par M. le duc de Broglie, *Ministre des Affaires étrangères* [24 juillet 1873] (I., n° 1950; A., t. 19, an., p. 211; J. O., p. 5845).— L'Assemblée déclare l'urgence et prononce le renvoi du projet de loi à la Commission des Traités de commerce ci-dessus mentionnés [même séance] (A., t. 19, p. 406). — Rapport, par M. Feray, sur ce projet de loi et sur celui relatif au Traité avec la France et la Belgique (voir le paragraphe suivant) [28 juillet] (I., n° 1978; A., t. 19, p. 495, et an., p. 248; J. O., p.

(1) Il n'a pas été fait de rapport sur ce projet de loi.

(1) Il n'a pas été fait de rapport sur ce projet de loi.

5859). — Discussion [29 juillet] (p. 526). — Observations sur la question des huiles minérales (p. 526, 531). — Sont entendus : MM. Paul Morin (p. 526); le duc de Broglie, *Vice-Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères* (p. 529); Leurent (p. 529); Clapier (p. 532).— Adoption de l'article unique du projet de loi (p. 533). — Loi du 29 juillet 1873 (J. O., p. 5185; B. des L., n° 2223).

12 — Exposé des motifs et texte du projet de loi portant approbation du second Traité de commerce et de navigation, signé à Versailles, le 23 juillet 1873, entre la France et la Belgique, présenté par M. le duc de Broglie, *Ministre des Affaires étrangères* [24 juillet 1873] (I., n° 1951; A., t. 19, an., p. 211; J. O., p. 5877). — Rapport et discussion (voy. le précédent paragraphe). — Adoption de l'article unique du projet de loi [29 juillet] (A., t. 19, p. 533). = Loi du 29 juillet 1873 (J. O., p. 5186; B. des L., n° 2224).

13 — Exposé des motifs et texte du projet de loi portant approbation de la Convention supplémentaire au Traité de commerce et de navigation, du 23 juillet 1873, entre la France et le Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, présenté par M. le duc Decazes, *Ministre des Affaires étrangères* [24 janvier 1874] (I., n° 2184; A., t. 29, p. 311, et an., p. 165; J. O., p. 737). — L'urgence, demandée par M. le duc Decazes, *Ministre des Affaires étrangères*, est déclarée (A., t. 29, p. 312). — Commission (F., n° 575; J. O., p. 809). — Rapport, par M. Vétillart, lu en séance publique, sur la demande de M. Leurent, *Président de la Commission* [29 janvier] (I., n° 2189; A., t. 29, p. 363, et an., p. 192; J. O., p. 868). — L'Assemblée décide qu'elle passera immédiatement à la discussion du projet de loi (p. 365). — Adoption, sans discussion, de l'article unique de ce projet [même séance] (p. 365). = Loi du 29 janvier 1874 (J. O., p. 881; B. des L., n° 2673).

14 — Exposé des motifs et texte du projet de loi portant approbation du Traité de commerce et de navigation, signé le 1er avril 1874, entre la France et la Russie, présenté par M. le duc Decazes, *Ministre des Affaires étrangères* [15 mai 1874] (I., n° 2378; A., t. 31, an., p. 45; J. O., p. 3607).— Commission (F., n° 629; J. O., p. 3395). — Rapport, par M. Adrien Bonnet, sur ce projet et sur ceux relatifs à deux autres Conventions conclues avec la Russie (1) [10 juin] (I., n° 2457; A., t. 32, an., p. 151; J. O., p. 4773, 4858).— Discussion [17 juin] (A., t. 32, p. 233). — Demande d'urgence, par M. Adrien Bonnet, *rapporteur* (*ibid.*). — Déclaration d'urgence et adoption, sans débats (*ibid.*).= Loi du 17 juin 1874 (J. O., p. 4169; B. des L., n° 3141).

15 — Exposé des motifs et texte du projet de loi portant approbation de la Convention commerciale du 24 janvier 1873, entre la France et la Birmanie, présenté par M. le duc de Broglie, *Ministre des Affaires étrangères* [17 juin 1873] (I., n° 1816; A., t. 18, an., p. 160; J. O., p. 4286). — L'urgence est déclarée (A., t. 18, p. 414). — Commission (F., n° 488; J. O., p. 4177). — Rapport, par M. Paul de Rémusat [14 juillet] (I., n° 1877; A., t. 19, an., p. 91; J. O., p. 5236). — Adoption, sans discussion, de l'article unique du projet de loi [18 juillet] (A., t. 19, p. 245). = Loi du 18 juillet 1873 (J. O., p. 4929; B. des L., n° 2186).

16 — Exposé des motifs et texte du projet de loi tendant à approuver un Traité de commerce conclu à Saïgon, le 31 août 1874, entre la France et le royaume d'Annam, présenté par M. le duc Decazes, *Ministre des Affaires étrangères* [17 juin 1875] (I., n° 3697; A., t. 38, an., p. 260; J. O., p. 4977).— Commission (F., n° 810; J. O., p. 4874). — Rapport, par M. l'amiral Jaurès [3 juillet] (I., n° 3142; A., t. 39, an., p. 172; J. O., p. 6474). Déclaration de l'urgence, sur la demande du rapporteur (p. 372). — Demande de mise à l'ordre du jour du lendemain [5 juillet] (p. 425) : adoption (*ibid.*). — Adoption de l'article unique du projet de loi [6 juillet] (p. 431). = Loi du 6 juillet 1875 (J. O., p. 5145; B. des L., n° 4294).

### § III. — *Traités divers.*

1 — Conventions postales avec divers pays, voy. POSTES, § II.

(1) Voir ces deux projets de lois au même article, § III, nos 4 et 5.

2 — Convention télégraphique internationale, voy. TÉLÉGRAPHIE, n° 7.

3 — Exposé des motifs et texte du projet de loi tendant à approuver la Convention additionnelle à la Convention monétaire du 23 décembre 1865, signée à Paris, le 31 janvier 1874, entre la France, la Belgique, l'Italie et la Suisse, présenté par M. le duc Decazes, *Ministre des Affaires étrangères* [21 mars 1874] (I., n° 2323; A., t. 30, an., p. 258; J. O., p. 3027). — Commission (F., n° 621; J. O., p. 2358). — Rapport, par M. Teisserenc de Bort [6 juin] (I., n° 2436; A., t. 32, an., p. 22; J. O., p. 4487). — Discussion [18 juin] (p. 255). — Demande d'urgence, par M. Teisserenc de Bort, *rapporteur* (*ibid.*). — Déclaration d'urgence et adoption de l'article unique du projet de loi (p. 256). = Loi du 18 juin 1874 (J. O., p. 4249; B. des L., n° 3144).

4 — Exposé des motifs et texte du projet de loi portant approbation de la Convention consulaire, signée le 1er avril 1874, entre la France et la Russie, présenté par M. le duc Decazes, *Ministre des Affaires étrangères* [15 mai 1874] (I., n° 2379; A., t. 31, an., p. 48; J. O., p. 3532). — Commission (F., n° 629; J. O., p. 3395). — Rapport, au nom de cette Commission, par M. Adrien Bonnet [10 juin] (I., n° 2457; A., t. 32, an., p. 154; J. O., p. 4773, 4858). — Déclaration d'urgence et adoption sans discussion [17 juin] (t. 32, p. 244). = Loi du 17 juin 1874 (J. O., p. 4171; B. des L., n° 3142).

5 — Exposé des motifs et texte du projet de loi portant approbation de la Convention, signée le 1er avril 1874, entre la France et la Russie, pour le règlement des successions laissées dans l'un des deux États par des nationaux de l'autre pays, présenté par M. le duc Decazes, *Ministre des Affaires étrangères* [15 mai 1874] (I., n° 2380; A., t. 31, an., p. 51; J. O., p. 3608). — Commission (F., n° 629; J. O., p. 3395). — Rapport, par M. Adrien Bonnet, (voir le numéro précédent). — Déclaration d'urgence et adoption, sans discussion [17 juin] (t. 32, p. 233). = Loi du 17 juin 1874 (J. O., p. 4173; B. des L., n° 3143).

6 — Exposé des motifs et texte du projet de loi portant approbation d'un Traité conclu à Saïgon le 15 mars 1874 entre la France et le royaume d'Annam, présenté par M. le duc Decazes, *Ministre des Affaires étrangères* [18 juillet 1874] (I., n° 2564; A., t. 33, an., p. 84; J. O., p. 5550, 5631, 5657). — Commission (F., n° 686; J. O., p. 5848). — Rapport, par M. l'amiral Jaurès [1er août] (I., n° 2664; A., t. 34, an., p. 140; J. O., p. 6003). — Discussion [4 août] (p. 222 et suiv.). — L'urgence est déclarée, sur la demande du rapporteur (p. 222). — Sont entendus : MM. l'amiral Jaurès, *rapporteur* (p. 222, 229); Georges Perin (p. 222 à 229, 230). — Adoption de l'article unique du projet de loi [même séance] (p. 231). = Loi du 4 août 1874 (J. O., p. 5705; B. des L., n° 3335) (1).

7 — Exposé des motifs et texte du projet de loi portant approbation du Traité d'extradition conclu, le 15 août 1874, entre la France et la Belgique, présenté par M. le duc Decazes, *Ministre des Affaires étrangères* [18 décembre 1874] (I., n° 2769; A., t. 35, an., p. 299; J. O., p. 8620). — Commission (F., n° 722; J. O., p. 365). — Rapport, par M. Bertauld [20 janvier 1875] (I., n° 2847; A., t. 36, an., p. 68; J. O., p. 808). = *Première délibération* [15 février] (A., t. 36, p. 514). — L'Assemblée décide, sans débats, qu'elle passera à une deuxième délibération (*ibid.*). = *Deuxième délibération* [2 mars 1875] (A., t. 37, p. 8). — L'Assemblée décide, sans débats, qu'elle passera à la troisième délibération (*ibid.*). = *Troisième délibération* [20 mars] (p. 344). — Adoption, sans discussion, de l'article unique du projet de loi (*ibid.*). = Loi du 20 mars 1875 (J. O., p. 2289; B. des L., n° 4043).

8 — Exposé des motifs et texte du projet de loi portant approbation du Traité d'extradition conclu le 30 septembre 1874, entre la France et le Pérou, présenté par M. le duc Decazes, *Ministre des Affaires étrangères* [31 juillet 1875] (I., n° 3374; A., t. 41, an., p. 230; J. O., p. 9075). — Commission (F., n° 850; J. O., p. 9395). — Rapport, par M. Robert de Massy [23 novembre] (I., n° 3458; A., t. 42, an., p. 331; J. O., p. 10314). = *Première délibération* [18 décembre] (A., t. 44, p. 4). — Demande d'urgence, par M. Robert de Massy, *rapporteur* (*ibid.*). — Adop-

(1) Pour le projet de loi approbatif du traité de commerce avec le même pays, voir ci-dessus, § II, n° 16.

tion de l'urgence et de l'article unique du projet de loi (*ibid.*). = Loi du 18 décembre 1875 (J. O., p. 10748; B. des L., n° 1783).

9 — Exposé des motifs et texte du projet de loi relatif au Traité d'extradition entre la France et le Grand-Duché de Luxembourg, présenté par M. le duc Decazes, *Ministre des Affaires étrangères* [3 décembre 1875] (I., n° 3495; A., t. 43, an., p. 251; J. O. de 1876, p. 457). — Renvoi du projet, sur la demande de M. le Ministre des Affaires étrangères, à la Commission chargée de l'examen du projet de loi relatif au Traité d'extradition conclu entre la France et le Pérou (p. 77). — Rapport, par M. Robert de Massy, au nom de cette Commission [13 décembre] (I., n° 3570; A., t. 43, an., p. 517; J. O. de 1876, p. 1835).— *Première délibération* [18 décembre] (A., t. 44, p. 4). — Demande motivée de l'urgence, par M. Robert de Massy, *rapporteur* (*ibid.*). — Adoption de l'urgence et de l'article unique du projet de loi (*ibid.*). = Loi du 18 décembre 1875 (J. O., p. 10749; B. des L., n° 1782).

10 — Exposé des motifs et texte du projet de loi tendant à approuver la Convention signée à Rome, le 10 décembre 1874, entre la France et l'Italie, pour la délimitation de la frontière des deux pays, à l'intérieur du tunnel des Alpes, présenté par M. le duc Decazes, *Ministre des Affaires étrangères* [23 février 1875] (I., n° 2900; A., t. 36, an., p. 175; J. O., p. 1783).— Commission (F., n° 762; J. O., p. 2037). — Rapport, par M. Carquet [18 mars] (I., n° 2964; A., t. 37, p. 344, et an., p. 173; J. O., p. 2241). — L'urgence est déclarée, sur la demande de M. le Ministre des Affaires étrangères [19 mars] (A., t. 37, p. 330).— Adoption, sans discussion, de l'article unique du projet de loi [20 mars] (p. 345). = Loi du 20 mars 1875 (J. O., p. 2289; B. des L., n° 1044).

11 — Exposé des motifs et texte du projet de loi portant approbation de la Convention signée à Paris, le 20 mai 1875, entre la France, l'Allemagne, la République Argentine, l'Autriche-Hongrie, la Belgique, le Brésil, le Danemark, l'Espagne, les États-Unis, l'Italie, le Pérou, le Portugal, la Russie, la Suède et la Norvège, la Suisse, la Turquie et le Venezuela; pour la création d'un Bureau international des poids et mesures, présenté par M. le duc Decazes, *Ministre des Affaires étrangères* [29 juillet 1875] (I., n° 3324; A., t. 41, an., p. 157 à 162; J. O. de 1875, p. 9035). — Commission (F., n° 830; J. O., p. 9395).— Rapport, par M. Teisserenc de Bort [24 novembre] (I., n° 3462; A., t. 42, an., p. 335; J. O., p. 10779, 10808). = *Première délibération* [8 décembre] (A., t. 43, p. 156). — L'Assemblée décide, sans discussion, qu'elle passera à la seconde délibération (*ibid.*). = *Deuxième délibération* [16 décembre] (p. 311). — Demande d'urgence, par M. Teisserenc de Bort, *rapporteur*, d'accord avec le Gouvernement (*ibid.*). Adoption de l'urgence, et de l'article unique du projet de loi (*ibid.*). = Loi du 16 décembre 1875 (J. O., p. 10697; B. des L., n° 1758).

12 — Projet de loi portant approbation de la Convention sur le régime des sucres, signée à Bruxelles, le 12 août 1875, entre la France, la Belgique, la Grande-Bretagne et les Pays-Bas, voy. SUCRES, n° 12.

13 — Incidents relatifs aux négociations poursuivies avec le gouvernement Égyptien, pour l'abrogation des capitulations, et projet de loi concernant la réforme judiciaire dans ce pays, voy. ÉGYPTE.

**TRANSCRIPTION** (DROIT DE), voy. ENREGISTREMENT.

**TRANSMISSION DE TITRES ET DE PROPRIÉTÉS IMMOBILIÈRES**, voy. ENREGISTREMENT. — IMPÔTS. — MUTATIONS.

**TRANSMISSION DES POUVOIRS.**

Procès-verbal de la cérémonie y relative, voy. ASSEMBLÉE NATIONALE, § V, n° 34.

**TRANSPORTATION.**

Projet de loi de crédit applicable au service de la transportation, voy. CRÉDITS, § VIII, *Marine*, n° 3.

**TRANSPORT DE SUJETS ALLE-**

**MANDS ET D'INDIGENTS FRANÇAIS.**

Projet de loi de crédit applicable aux frais de ces transports, voy. CRÉDITS, § V, *Intérieur*, n° 3.

**TRANSPORTS PAR LES VOIES FERRÉES OU NAVIGABLES**, voy. BUDGET GÉNÉRAL DE L'ÉTAT, § I, *Exercice* 1871, n° 3, *Travaux publics;* § IV, *Exercice* 1874, n° 9. — ENQUÊTES PARLEMENTAIRES, III^e^ section, § III. — INTERPELLATIONS, n° 12. — QUESTIONS, n^os^ 36, 71. — TIMBRE, n^os^ 9 à 11.

**TRAPPISTES DE SOLIGNY** (ORNE).

Projet de loi relatif à un échange d'immeubles entre eux et l'État, voy. ÉCHANGES D'IMMEUBLES, n° 22.

**TRAVAIL DES ENFANTS DANS LES MANUFACTURES**, voy. ENFANTS DANS LES MANUFACTURES.

**TRAVAUX PUBLICS.**

1 — Rapport au nom de la Commission d'Enquête ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état général des chemins de fer, routes et canaux, voy. ENQUÊTES PARLEMENTAIRES, III^e^ section, § I, n° 4.

2 — Exposé des motifs et texte de la proposition de MM. Christophle, Ernoul et autres, sur les fouilles et extractions de matériaux et l'occupation temporaire en matière de travaux publics [27 juillet 1871] (I., n° 430; A., t. 4, an., p. 148; J. O., p. 3543). — Rapport sommaire, par M. Raymond Bastid [18 août] (I., n° 511; A., t. 4, an., p. 301; J. O., p. 3410). — Prise en considération [8 décembre] (A., t. 6, p. 26). — Commission (F., n° 181; J. O., p. 5229). — Rapport sur le fond, par M. Grivart [28 mars 1873] (I., n° 1742; A., t. 17, an., p. 119; J. O., p. 2982, 2996). — *Première délibération* [26 juin 1873] (t. 18, p. 571). — Sont entendus : MM. Deseilligny, *Ministre des Travaux publics* (p. 571); Grivart, *rapporteur* (p. 572). — L'Assemblée décide qu'elle passera à la deuxième délibération (p. 573) (1).

3 — Proposition de MM. Rive, Christophle et autres, sur les privilèges des fournisseurs et ouvriers employés à l'exécution de travaux publics, voy. PRIVILÈGES, n° 3.

Voy. CANAUX. — CHEMINS DE FER. — NAVIGATION INTÉRIEURE. — PORTS MARITIMES. — ROUTES.

**TRÉHOUART** (FUNÉRAILLES DE M. L'AMIRAL).

Communication, par M. le Président, de la nouvelle du décès de M. l'amiral Tréhouart et de l'annonce de ses funérailles, qui seront célébrées en l'église de l'Hôtel des Invalides [14 novembre 1873] (t. 27, p. 81).

**TRÉSOR PUBLIC**, voy. BANQUE DE FRANCE. — BONS DU TRÉSOR. — FINANCES.

**TRÉSORERIE.**

1 — Propositions de MM. Francisque Rive et Hervé de Saisy, relatives à la réorganisation du service de la Trésorerie, voy. SERVICES ADMINISTRATIFS, § II.

2 — Exposé des motifs et texte de la proposition de M. Courcelle, tendant à régler les émoluments des trésoriers payeurs généraux et des percepteurs des chefs-lieux d'arrondissement [26 janvier 1872] (I., n° 848; A., t. 7, p. 213, et an., p. 85; J. O. de 1872, p. 1056). — Déclaration d'urgence et renvoi à la Commission du Budget (A., t. 7, p. 214) (2).

3 — Questions relatives à la publication des nominations des trésoriers-payeurs généraux, des receveurs particuliers et des percepteurs, voy. QUESTIONS, n^os^ 58, 62.

4 — Proposition de M. de Saisy, tendant à supprimer, avec l'indemnité des Députés et divers emplois, ceux de trésorier-payeur, et de receveur particulier des finances,

(1) L'Assemblée n'a pas discuté cette proposition en deuxième délibération.

(2) Il n'a pas été fait de rapport sur cette proposition.

voy. DÉPUTÉS A L'ASSEMBLÉE NATIONALE, n° 3.

5 — Amendement tendant à remettre en vigueur les ordonnances de 1839, le décret de 1865 et l'arrêté du 20 juillet 1871, relatifs à la nomination des trésoriers-payeurs généraux, percepteurs et receveurs particuliers, voy. BUDGET GÉNÉRAL DE L'ÉTAT, § IV, *Exercice 1874*, n° 5.

6 — Amendement tendant à réduire le Chapitre LII du Budget d'une somme de 400,000 francs et à faire supporter cette réduction par les trésoriers-payeurs généraux proportionnellement à leurs remises, voy. BUDGET GÉNÉRAL DE L'ÉTAT, § VI, *Exercice 1876*, n° 5.

Voy. PERCEPTEURS ET RECEVEURS DES FINANCES.

## TRIBUNAUX DE COMMERCE.

1 — Exposé des motifs et texte du projet de loi, présenté par M. Dufaure, *Ministre de la Justice*, ayant pour objet l'ajournement des élections des juges aux Tribunaux de Commerce fixées au 15 avril 1871, par le décret du 17 octobre 1870 [28 mars 1871] (I., n° 92; A., t. 2, p. 156, 163; J. O., p. 474). — L'Assemblée déclare l'urgence, sur la demande de M. le Garde des Sceaux (A., t. 2, p. 156, 157). — Commission (F., n° 29; J. O., p. 337). — Rapport, par M. Adam (du Pas-de-Calais) [31 mars] (I., n° 97; A., t. 2, p. 199; J. O., p. 199). — Adoption, sans discussion, du projet de loi amendé par la Commission [4 avril] (p. 248). — Demande de M. Tirard et réponse de M. Dufaure, *Garde des Sceaux*, relatives à l'époque de présentation du projet de loi sur le mode d'élection à ces Tribunaux (*ibid.*). = Loi du 4 avril 1871 (J. O., p. 471; B. des L., n° 351).

2 — Exposé des motifs et texte du projet de loi sur le mode de l'élection des Juges des Tribunaux de Commerce, présenté par M. Dufaure, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice* [10 mai 1871] (I., n° 219; A., t. 2, p. 893; J. O., p. 1071, 1098). — Commission (F., n° 75; J. O., p. 1124). — Rapport, par M. Batbie [10 août] (I., n° 482; A., t. 4, an., p. 249; J. O., p. 2986). — Déclaration d'urgence [même séance] (A., t. 4, p. 591).— Discussion [19 décembre] (t. 6, p. 179 et 211). — *Discussion générale* (*ibid.*). — Ont pris part aux débats : MM. Tirard (p. 179, 183, 185); Batbie, *rapporteur* (p. 183); Fourcand (p. 184, 187); Dufaure, *Ministre de la Justice* (p. 185). — *Délibération sur les articles* (p. 188 et suiv.). — Rejet, au scrutin public, de l'amendement de M. Tirard, tendant à reprendre le projet primitif du Gouvernement (p. 193); liste des votants (*ibid.*). — Amendements de MM. Goblet et Bardoux, ayant pour objet de faire élire les membres des Tribunaux de Commerce par le suffrage à deux degrés (p. 212): rejet (p. 219). = Sont entendus : MM. Magnin (p. 188); Lefranc, *Ministre de l'Agriculture et du Commerce* (p. 189); Goblet (p. 212, 218); Batbie, *rapporteur* (p. 216, 221, 222); Monjaret de Kerjégu (p. 219); Tirard (p. 220); Gayot (p. 221, 222); Martel, Dufaure, *Ministre de la Justice* (p. 221); Peltereau-Villeneuve (p. 222). — Adoption, au scrutin public, de l'ensemble du projet de la Commission [21 décembre] (p. 223); liste des votants (p. 230). = Loi du 21 décembre 1871 (J. O., p. 5309; B. des L., n° 782).

3 — Exposé des motifs et texte du projet de loi tendant à retarder l'époque du renouvellement partiel des membres des Tribunaux de Commerce, présenté par M. Dufaure, *Garde des Sceaux*, *Ministre de la Justice* [19 novembre 1872] (I., n° 1423; A., t. 14, an., p. 12; J. O., p. 7257). — Commission (F., n° 367; J. O., p. 7446). — Rapport, par M. Ganivet [3 décembre] (I., n° 1463; A., t. 14, an., p. 118; J. O., p. 7754). — Adoption du projet de loi [5 décembre] (A., t. 14, p. 394). = Loi du 5 décembre 1872 (J. O., p. 7609; B. des L., n° 1516).

4 — Exposé des motifs et texte de la proposition de M. Loustalot, tendant à augmenter le nombre des Tribunaux de Commerce [13 juillet 1874] (I., n° 2539; A., t. 33, an., p. 20; J. O., p. 5413) (1).

## TRIBUNAUX DE PREMIÈRE INSTANCE.

1 — Projet de loi de crédit applicable au

(1) Il n'a pas été fait de rapport sur cette proposition.

personnel des deux nouvelles Chambres créées par la loi du 21 juillet 1875, l'une au Tribunal de première instance de la Seine, et l'autre à celui de Lille, voy. CRÉDITS, § III, *Justice*, n° 9.

2 — Projet de loi tendant à conférer à la Chambre du Conseil des Tribunaux d'arrondissement le règlement des procédures criminelles, voy. COURS ET TRIBUNAUX.

3 — Incidents relatifs à la fermeture du Tribunal de la Rochelle par décret du Gouvernement de la Défense nationale, voy. ENQUÊTES, II° section, § II, n° 21. — INTERPELLATIONS, n° 58.

Voy. ALSACE-LORRAINE, § IV. — MAGISTRATURE.

**TUILERIES** (PALAIS DES).

1 — Proposition de M. Roussel, tendant à conserver les ruines des Tuileries et d'autres Palais incendiés, voy. RUINES DES TUILERIES.

2 — Exposé des motifs et texte de la proposition de M. de Vinols, relative à la nomination d'une Commission chargée d'étudier le parti à prendre au sujet du Palais des Tuileries [14 juin 1875] (I., n° 3086; A., t. 38, p. 506, et an., p. 236; J. O., p. 5010). — Rapport sommaire, par M. Alfred Monnet [22 juillet] (I., n° 3239; A., t. 41, an., p. 14; J. O., p. 7125) (1).

3 — Projet de loi de crédit applicable à l'installation de la Cour des Comptes au pavillon de Marsan, voy. CRÉDITS, § XI, n° 10.

(1) Cette proposition n'a pas été discutée.

**TUNNEL DES ALPES.**

Projet de loi portant approbation de la Convention entre la France et l'Italie pour la délimitation de la frontière des deux pays à l'intérieur du tunnel des Alpes, voy. TRAITÉS, § III, n° 10.

**TUNNEL SOUS-MARIN ENTRE LA FRANCE ET L'ANGLETERRE.**

Projet de loi ayant pour objet la déclaration d'utilité publique et la concession d'un chemin de fer sous-marin entre les deux pays, voy. CHEMINS DE FER, § II, n° 8.

**TYPHUS CONTAGIEUX.**

1 — Projets de lois ayant pour objet le paiement des indemnités résultant de la peste bovine, voy. CRÉDITS, § X, *Agriculture et Commerce*, n° 1.

2 — Questions relatives à l'application de la loi concernant les mesures à prendre contre l'invasion de la peste bovine, et le retard apporté au paiement des indemnités dues aux propriétaires d'animaux abattus pour cause de typhus contagieux, voy. QUESTIONS, n°s 15, 57, 66.

3 — Proposition de MM. Billy et autres, tendant à indemniser les propriétaires de bestiaux morts de la peste bovine dans les départements envahis, voy. PESTE BOVINE.

# U

**UNION** (JOURNAL L').

Question et interpellations relatives à la suspension de ce Journal, à raison de la publication d'un manifeste de M. le comte de Chambord, voy. INTERPELLATIONS, n° 67. — QUESTIONS, n° 98.

**UNION DES SYNDICATS PARISIENS.**

Incident relatif au récit, publié par cette Association, d'une entrevue avec M. Thiers, *Chef du Pouvoir exécutif*, voy. QUESTIONS, n° 27.

**UNION GÉNÉRALE DES POSTES.**

Projet de loi portant approbation du Traité de création d'une *Union générale des Postes*, voy. POSTES, § II, n° 10.

**URGENCE** (DÉCLARATION D').

1 — Propositions tendant à modifier le Chapitre VIII du Règlement de l'Assemblée nationale, concernant la déclaration d'urgence, voy. RÈGLEMENT, § II, 7°.

2 — Précédents règlementaires relatifs aux demandes d'urgence, voy. PRÉCÉDENTS, II° section, § IV, n°s 8 et 9.

**URUGUAY** (RÉPUBLIQUE DE L').

Projet de loi relatif à une Convention postale entre la France et l'Uruguay, voy. POSTES, § II, n° 4.

# V

**VAILLANT** (FUNÉRAILLES DE M. LE MARÉCHAL).

Communication y relative, voy. FUNÉRAILLES CÉLÉBRÉES AUX FRAIS DE L'ÉTAT.

## VALEURS LOCATIVES D'HABITATION.

Proposition de M. de Lamberterie, tendant à faire procéder par le Gouvernement à cette évaluation, voy. ÉVALUATION DES REVENUS FONCIERS.

## VALEURS MOBILIÈRES.

1 — Disposition relative à l'élévation du droit de transmission sur les valeurs mobilières, voy. BUDGET GÉNÉRAL DE L'ÉTAT, § I, *Exercice 1871*, n° 3, *article 9*.

2 — Exposé des motifs et texte de la proposition de MM. Flotard, Charles Rolland et autres, tendant à établir un impôt provisoire sur les valeurs mobilières au moyen d'un timbre mobile [21 juin 1871] (I., n° 340; t. 3, p. 559; J. O., p. 1722). — Renvoi de cette proposition à la Commission du Budget de 1871, sur le rapport verbal de M. Kolb-Bernard [4 juillet] (t. 3, p. 730) (1).

3 — Exposé des motifs et texte de la proposition de M. Monnot-Arbilleur, tendant à modifier l'article 6 de la loi du 23 juin 1857, relative au droit de transmission des valeurs mobilières [4 août 1871] (I., n° 461; A., t. 4, an., p. 197; J. O., p. 2667). — Déclaration d'urgence et renvoi à la Commission du Budget de 1871 (t. 4, p. 459) (1).

4 — Exposé des motifs et texte de la proposition de M. Folliet, tendant à établir un impôt sur les valeurs mobilières et à admettre la déduction des dettes pour le paiement des droits de succession [7 septembre 1871] (I., n° 616; A., t. 5, an., p. 204; J. O., p. 4113). — Rapport sommaire, par M. de Marcère [25 avril 1872] (I., n° 1081; A., t. 11, an., p. 10; J. O., p. 3179). — Retrait de la première partie de cette proposition [7 novembre 1873] (A., t. 27, p. 36).

5 — Rapport, par M. le comte Benoist-d'Azy, sur les articles des Budgets de 1871 et de 1872, concernant les valeurs mobilières, renvoyés à la Commission du Budget de 1871, et discussion générale du projet du Gouvernement, repris comme amendement, voy. BUDGET GÉNÉRAL DE L'ÉTAT, § I, *Exercice 1871*, n° 5, *Impôt sur le revenu*.

6 — Observations sur la demande de mise à l'ordre du jour de la discussion de l'impôt sur les valeurs mobilières, et ajournement de cette discussion jusqu'au dépôt d'un nouveau rapport de la Commission du Budget, voy. *ibid.*, n° 6.

7 — Rapport, au nom de la Commission du Budget de 1872, par M. Mathieu-Bodet, suivi d'un projet de loi relatif: 1° aux valeurs mobilières au porteur, françaises et étrangères; 2° à diverses modifications concernant la taxe des biens de main-morte et le timbre sur les décharges contenues dans les lettres-missives [27 mars 1872] (I., n° 1050; A., t. 10, an., p. 20; J. O., p. 2683). — Discussion [30 mars] (A., t. 8, p. 666). — Sont entendus : MM. André (de la Charente) (p. 666); de Goulard, *Ministre des Finances* (p. 667); Lepère (p. 667); Corne (p. 668); Thiers, *Président de la République* (p. 668, 669); Jean Brunet (p. 669); Benoist-d'Azy (p. 671, 672); Amat (p. 672); F. Moreau (p. 672, 677); Mathieu-Bodet, *rapporteur* (p. 674, 676, 677, 678); Alfred André (p. 675, 676); Foubert (p. 677). — Adoption

(1) Il n'a pas été fait de rapport spécial sur cette proposition, comprise dans le rapport général de M. Casimir Perier, voy. BUDGET GÉNÉRAL DE L'ÉTAT, § I, *Exercice 1871*, n° 3.

de l'ensemble du projet de loi [30 mars] (p. 678). = Loi du 30 mars 1872 (J. O., p. 3452 ; B. des L., n° 1120).

8 — Rapport, par M. Deseilligny, au nom de la Commission du Budget de 1872, sur les impôts restant à voter, suivi d'un projet de loi relatif à l'établissement d'un impôt sur les valeurs mobilières [25 mai 1872] (I., n° 1175 ; A., t. 11, an., p. 223 ; J. O., p. 3824, 3847). = Discussion [25 juin 1872] (t. 12, p. 517). — *Discussion générale* (*ibid.* et suiv.). — Sont entendus : MM. Casimir Perier (p. 517) ; Thiers, *Président de la République* (p. 520) ; Lambert de Sainte-Croix (p. 520). — *Discussion des articles* (p. 525 et suiv.). — Ont pris part aux débats : MM. Guichard (p. 525) ; Deseilligny, *rapporteur*, (p. 530, 535, 537) ; Thiers, *Président de la République* (p. 531) ; Pouyer-Quertier (p. 532, 535) ; Léonce de Lavergne (p. 536, 539) ; Grévy, *Président de l'Assemblée* (p. 536, 538, 539). — Renvoi à la Commission de l'amendement de M. Guichard, tendant à reprendre l'article 14 de l'ancien projet de loi de la Commission rapporté par M. Casimir Perier, et des articles 8 et 9 du projet du Gouvernement, repris par M. Pouyer-Quertier (p. 539). = Explications de M. Deseilligny, *rapporteur*, sur une nouvelle communication du Gouvernement au sujet de l'impôt sur les valeurs mobilières [26 juin] (p. 541). Sont entendus sur cet incident : MM. Thiers, *Président de la République* (p. 541) ; Deseilligny, *rapporteur* (p. 542) ; Rouveure (p. 542, 543) ; Grévy, *Président de l'Assemblée* (p. 542, 543). = Rapport supplémentaire, par M. Deseilligny, au nom de la Commission du Budget, suivi d'un nouveau projet de loi [28 juin] (I., n° 1251 ; A., t. 12, p. 589, et an., p. 96 ; J. O., p. 4847). — Incident relatif à la mise à l'ordre du jour de ce projet de loi (p. 590) : MM. Alfred André, Baragnon, Bocher (p. 590) ; Pouyer-Quertier (p. 591). — *Discussion des articles* [29 juin] (p. 599). — Ont pris part aux débats : MM. Rouveure (p. 600) ; Magne (p. 605) ; Monnot-Arbilleur (p. 611) ; Deseilligny, *rapporteur* (p. 611, 614) ; Alfred André (p. 612) ; Pouyer-Quertier (p. 613, 615, 617) ; de Goulard, *Ministre des Finances* (p. 615) ; Raudot (p. 616, 619) ; Gouin (p. 617) ; Bocher (p. 618) ; Rouher (p. 620) ; Guichard (p. 621). — Adoption de l'ensemble du projet de loi [même séance] (p. 621). = Loi du 29 juin 1872 (J. O., p. 4401 ; B. des L., n° 1233).

9 — Exposé des motifs et texte de la proposition de MM. Feray et autres, tendant à déclarer que les dispositions de la loi du 29 juin 1872 ne sont pas applicables aux Sociétés de commerce en nom collectif ni aux associés gérants des Sociétés de commerce [4 novembre 1875] (I., n° 3392 ; A., t. 42, p. 2, et an., p. 3 ; J. O., p. 9076). — Déclaration d'urgence, sur la demande de M. Feray (A., t. 42, p. 2). — Commission (F., n° 842 ; J. O., p. 9073). — Rapport, par M. Gouin [22 novembre] (I., n° 3434 ; A., t. 42, an., p. 232 ; J. O., p. 9730). — Discussion [1er décembre] (A., t. 43, p. 2). — *Discussion des articles* (*ibid.*). Adoption de l'article 1er, et de la nouvelle rédaction de l'article 2 et dernier (p. 8). — Article additionnel de M. Léon Clément, tendant à étendre l'exception aux Sociétés civiles de personnes constituées conformément aux articles 1832 et suivants du Code civil (*ibid.*). Rejet, par assis et levé, de la demande de renvoi de l'amendement à la Commission (p. 12) ; et de l'amendement lui-même, au scrutin public (*ibid.*) ; liste des votants (p. 26). — Ont pris part à la discussion : MM. Hervé de Saisy (p. 2, 8, 11) ; Gouin, *rapporteur* (p. 6, 8, 9, 11) ; Léon Clément (p. 8, 10) ; Léon Say, *Ministre des Finances* (p. 10, 11). — Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 12). = Loi du 1er décembre 1875 (J. O., p. 10169 ; B. des L., n° 1706).

10 — Amendements ayant pour objet d'appliquer aux rentes françaises les droits de transmission établis sur les autres valeurs mobilières, voy. BUDGET GÉNÉRAL DE L'ÉTAT, § IV, *Exercice 1874*, n° 6 ; § V, *Exercice 1875*, n° 14.

11 — Exposé des motifs et texte de la proposition de MM. de Lorgeril, d'Aboville et autres, tendant à percevoir sur toutes les valeurs françaises, pour le compte du Trésor, lors du paiement des coupons opéré par les agents de change, la retenue de l'impôt égale à celle opérée par la Compagnie payante et fixée par la loi [24 mars

1874] (I., n° 2337; A., t. 30, an., p. 286; J. O., p. 3172) (1).

**VAR** (DÉPARTEMENT DU).

1 — Proposition de MM. Dréo, Cotte et autres, ayant pour objet la levée de l'état de siège dans ce département, voy. ÉTAT DE SIÉGE, n°s 7 et 23.

2 — Projet de loi relatif à un emprunt de ce département pour l'exécution du canal de la *Siagnole*, voy. EMPRUNTS D'INTÉRÊT LOCAL, § *Var*.

Voy. TOULON (VILLE DE).

**VARIZE** (COMMUNE DE).

Proposition de MM. Amédée Lefèvre-Pontalis, Vingtain et autres, tendant à allouer un secours provisoire à cette commune, dans le département d'Eure et-Loir, voy. DÉPARTEMENTS ENVAHIS, n° 6.

**VAUCLUSE** (DÉPARTEMENT DE).

1 — Enquête ordonnée par l'Assemblée sur les élections générales de ce département en février 1871, voy. ÉLECTIONS LÉGISLATIVES, I^re^ section, § I, n° 1, *Vaucluse*.

2 — Demandes d'interpellations : 1° sur les faits concernant l'élection d'un Représentant dans ce département; 2° les agissements de l'administration préfectorale dans les diverses élections qui s'y sont succédé depuis le 1^er^ mars 1874, voy. INTERPELLATIONS, n°s 60, 79.

**VENDEURS D'ENGRAIS**, voy. PRIVILÈGES.

**VÉNUS** (PLANÈTE DE).

Projets de lois tendant à ouvrir des crédits au Ministre de l'Instruction publique pour l'observation du passage de Vénus sur le Soleil, voy. CRÉDITS, § IX, n° 4.

(1) Cette proposition, sur laquelle il n'a pas été fait de rapport, a été retirée par M. de Lorgeril, le 3 février 1875.

**VÉRIFICATION DES POIDS ET MESURES.**

1 — Amendement au Budget ayant pour objet d'établir deux tarifs de droits différents pour la vérification première et pour la vérification périodique des poids et mesures, voy. BUDGET GÉNÉRAL DE L'ÉTAT, § VI, *Exercice 1876*, n° 5, *Voies et moyens*.

2 — Projet de loi portant approbation de la Convention signée à Paris, le 20 mai 1875, pour la création d'un Bureau international des poids et mesures, voy. TRAITÉS, § III, n° 11.

**VÉRIFICATION DES POUVOIRS**, voy. ÉLECTIONS LÉGISLATIVES, I^re^ section, §§ I et II. — CONSEILS GÉNÉRAUX, § I, n°s 1 et 11. — PRÉCÉDENTS, I^re^ section.

**VERRERIE.**

Disposition proposée par la Commission du Budget et rejetée par l'Assemblée au sujet d'un établissement d'un impôt sur la verrerie, voy BUDGET GÉNÉRAL DE L'ÉTAT, § IV, *Exercice 1874*, n° 9, *article 13*.

**VERS A SOIE**, voy. SÉRICICULTURE.

**VERSAILLES** (VILLE DE).

1 — Proposition de M. Thiers, *Chef du Pouvoir exécutif*, relative à la translation de l'Assemblée nationale dans cette ville, et réunion de l'Assemblée le 20 mars 1871, voy. ASSEMBLÉE NATIONALE, § II, n°s 1 et 3.

2 — Proposition de MM. de Ravinel, Dufournel et autres, relative à l'installation des différents Ministères à Versailles, voy. *ibid.*, n° 4.

3 — Rapport de la Commission chargée de préparer les mesures à prendre pour assurer, avec le concours du Gouvernement, l'exécution de l'article 1^er^ de la loi du 8 septembre 1871, relative au séjour de l'Assemblée nationale, du Pouvoir exécutif et des Ministres à Versailles, voy. *ibid.*, n° 8. = Incident relatif à l'exécution de ces